lunel
www.lunel.com

métamorphose
lunel 2030
S'ouvrir sur l'extérieur

Procès-verbal

Conseil Municipal

Mercredi 8 novembre 2023

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 NOVEMBRE 2023

L'an deux mille vingt trois et le huit novembre, à seize heures, le conseil municipal de la ville de Lunel, dûment convoqué le 2 novembre, s'est réuni en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SOUJOL, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. CRÉCHET 3° Adjoint – Mme MICHEL 4° Adjoint – M. ALIBERT 5° Adjoint – Mme MOKADDEM 6° Adjoint – M. GRASSET 7° Adjoint – Mme POLERI 8° Adjoint – M. GALKA 9° Adjoint – Mme THOMAS 10° Adjoint – M. HERMABESSIÈRE – M. BERTHET – Mme MOREL-SAVORNIN – Mme RÉGNIER – M. P. CHABERT – Mme DALLE – M. BENIATTOU – M. DOMENECH – M. SBAAÏ Mme DERDOUR – M. WEBER – Mme RAZIGADE – Mme AUTIER – M. BARBATO – Mme LEMAIRE – Mme GIMENEZ – Mme PLANE – M. C. CHABERT Conseillers Municipaux.

ABSENTS REPRÉSENTÉS :

M. DALLE par M. SOUJOL.
Mme GOUGEON par M. HERMABESSIÈRE.
Mme THOMAS par Mme POLERI.
M. REMESY par M. GRASSET.
Mme BONFILS par M. P. CHABERT.
Mme PAPAÏX par Mme DALLE.
Mme EL AZZOUZI par Mme MOKADDEM.
Mme HUGO par M. BARBATO.
Mme BUFFET par M. C. CHABERT.

Monsieur le Maire constate que le quorum est atteint, le conseil peut donc valablement délibérer.

Mme DALLE est désignée secrétaire de séance à l'unanimité.

Lecture de l'ordre du jour par M. CRÉCHET, 3ème Adjoint.

0- ADOPTION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2023

1- ADMINISTRATION GÉNÉRALE
1.1 - Transformation de la Communauté de Communes du Pays de Lunel en Communauté d'Agglomération
1.2 - Demande de délégation des compétences eau, assainissement des eaux usées, eaux pluviales urbaines auprès de la CCPL
1.3 - Avenant 1 à la convention d'occupation du domaine public One Tower France
1.4 - Modification du règlement des cimetières de Lunel

2- TECHNIQUES ET TRAVAUX
2.1 - Opération Départementale « 8000 arbres par an »

3- COMMANDE PUBLIQUE ET ASSURANCES
3.1 - Prestations d'émission, de livraison et de suivi de gestion des titres restaurant – Attribution du marché
3.2 - Accord-cadre à bons de commande pour des travaux de voirie – Attribution du marché
3.3 - Rapports du délégataire – Contrat de délégation par affermage du service public d'eau potable
3.4 - Rapports du délégataire – Contrat de délégation par affermage du service public d'assainissement collectif et non collectif

3.5 - Rapport du délégataire – Délégation du service public des spectacles taurins, équins et vivants dans les arènes
3.6 - Rapport du délégataire – Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant
3.7 - Rapport du délégataire – Délégation du service public de gestion du marché aux puces, des brocanteurs et des bouquinistes
3.8 - Rapport du délégataire – Délégation du service public de restauration collective
3.9 - Conclusion d'une promesse de bail à construction pour une salle d'armes avec l'association lot 1901 « Escrime Pays de Lunel », sur le terrain situé 101 rue des Cabanettes
3.10 – Avenant n°3 – Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant

4- SOCIAL/CCAS
4.1 - Bailleurs sociaux : passage à la gestion en flux de droits de réservation des logements sociaux
4.2 - Médiateur de Vie Sociale : demande de renouvellement de la convention Adultes-Relais

5- AMÉNAGEMENT, URBANISME ET RENOUVELLEMENT URBAIN
5.1 - Mise en compatibilité n°2 du Plan Local d'Urbanisme – Déclaration de projet du « Mas de Fourques »

6- POLITIQUE DE LA VILLE
6.1 - Actions d'accompagnement à la scolarité année scolaire 2023/2024 – Art de Thalie – Ligue de l'Enseignement de l'Hérault
6.2 - Abattement de la TFPB dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville : Avenant n°4 à la convention conclue avec Hérault Logement
6.3 - Abattement de la TFPB dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville : Avenant n°4 à la convention conclue avec ACM Habitat

7- CULTURE, ARÈNES ET SALLES DE SPECTACLES
7.1 - Convention de mise à disposition de l'espace Georges Brassens à la Fédération Française de la Course camarguaise

8- FINANCES
8.1 - Adoption du règlement budgétaire et financier et fongibilité des crédits
8.2 - Règles et durées d'amortissement en M57
8.3 - Convention avec le SDIS 34 – Prise en charge des repas des pompiers
8.4 - Demande de subvention au département – Cours Gabriel Péri

9 - COMMUNICATION DES ACTES
9.1 – Communication décisions municipales
9.2 - Communication des arrêtés relatifs à la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières

M. CRÉCHET précise que le point :

8.3 - Convention avec le SDIS 34 – Prise en charge des repas des pompiers

sera reporté à un prochain conseil municipal. En effet, en dernière minute le SDIS a souhaité apporter des modifications sur certains éléments de l'avenant. Des négociations seront engagées sur ce point mineur de façon à présenter la convention lors d'un prochain conseil municipal.
M. C. CHABERT indique qu'il oublie de dire que la question 8.4 n'était pas présente dans la note.

Monsieur le Maire répond que nous allons y venir. Effectivement, comme le fait remarquer M. C. CHABERT une distribution de documents est faite à l'ensemble des élus concernant les questions suivantes :

8.1 - Adoption du règlement budgétaire et financier et fongibilité des crédits,
8.4 - Demande de subvention au département – Cours Gabriel Péri,

et notamment sur la question de l'adoption du règlement budgétaire avec la prise en compte des observations émises lors de la commission des finances.

Avant de débuter ce conseil, Mme PLANE, propose, en raison des évènements qui se sont produits récemment à la suite desquels 40 de nos compatriotes sont morts et en hommage également à Dominique BERNARD, enseignant victime du terrorisme après Samuel PATY, d'observer une minute de silence. Elle demande également, si comme ce sera le cas à Paris, il y aura une manifestation contre l'antisémitisme ?

Concernant sa première question, Monsieur le Maire l'avait noté mais oublié de l'évoquer. C'est effectivement justifié notamment pour ce professeur et nos compatriotes victimes des attentats. Quant à la manifestation de dimanche il n'y a pas de demande en cours. D'autre part, le 11 novembre une manifestation a été sollicitée, nous attendons l'avis de la préfecture. C'est une demande formulée par un parti politique qui n'est pas présent ici. La préfecture est consultée, sachant que le 11 novembre est organisée une cérémonie avec un défilé à l'endroit même où la manifestation devrait se tenir ainsi qu'au parc Jean-Hugo. La manifestation pour le 11, a priori il n'y est pas favorable mais il attend la décision préfectorale.

Mme PLANE demande si la mairie organisera une manifestation ?

Monsieur le Maire répond qu'il n'est pas prévu dimanche de manifestation.

Mme PLANE : Un rassemblement devant la mairie peut-être ?

Monsieur le Maire indique que ceux qui souhaitent se rassembler le feront.

Monsieur le Maire considère qu'il s'agit d'une directive parlementaire mais nous n'avons rien reçu sur cette demande.

Monsieur le Maire invite l'assemblée à observer une minute de silence.

0 – ADOPTION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 NOVEMBRE 2023

Mme PLANE a reçu le rapport concernant le chancre ainsi que celui de l'audit. En revanche, elle n'a pas reçu le tableau des contentieux avec les montants qui en découlent pour les actions en justice.

Monsieur le Maire rappelle qu'une colonne était manquante sur le tableau des contentieux : celle des montants. Par ailleurs, la ville n'a pas été condamnée.

Mme PLANE veut connaître les montants engendrés pour aller en justice.

Monsieur le Maire indique que cela s'élève à 45 000 € d'honoraires d'avocats depuis 2020. La ville n'a jamais été condamnée à un seul euro. Par contre, certains tiers ont été condamnés pour un montant de 10 000 € et le recouvrement est en cours. Cela répond-il à vos questions ?
Réponse affirmative de Mme PLANE. Elle attendait la somme globale.

Monsieur le Maire explique au niveau de ces recours que souvent la ville est attaquée, par exemple sur des problématiques de permis de construire. Très souvent c'est celui qui attaque qui est condamné, la ville n'a jamais été condamnée. Et effectivement, cela a un coût.

Mme PLANE souligne que la ville a été condamnée une fois mais il n'y a pas eu d'effet.

Monsieur le Maire lui demande de s'expliquer sur cette condamnation.

Mme PLANE rappelle que la ville avait été condamnée sur le règlement intérieur mais il n'y a eu aucune condamnation pécuniaire.

Monsieur le Maire se souvient également qu'elle avait été condamnée sur le mandat précédent.

Mme PLANE confirme qu'elle avait été condamnée une fois et avait gagné en appel. La deuxième fois condamnée en première instance et gagné en appel et la mairie avait dû effectuer un versement.

Monsieur le Maire rappelle que depuis 2020 les honoraires s'élèvent à 45 000 € et que 10 000 € sont en cours de recouvrement.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le compte rendu du conseil municipal du mercredi 20 septembre 2023.

1 – ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1.1 – TRANSFORMATION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LUNEL EN COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Rapporteur : Monsieur le Maire.

Dans le cadre du projet de transformation de la Communauté de Communes du Pays de Lunel en Communauté d'Agglomération, la modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays de Lunel a été approuvée à l'unanimité des conseils municipaux.

Dans ce cadre, le Préfet a modifié par arrêtés n°2023-08-DRCL-0410 en date du 28 août 2023 et n°2023-09-DRCL-0444 du 15 septembre 2023, les compétences de la Communauté de Communes du Pays de Lunel, avec une application au 1er janvier 2024.

En conséquence, la Communauté de Communes répondra, au 1er janvier 2024, aux conditions posées par la loi pour une transformation en Communauté d'Agglomération :

- elle satisfait aux exigences de l'article L.5216-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir un ensemble de plus de 50 000 habitants autour d'une commune de plus de 15 000 habitants,
- elle exercera les compétences déterminées par l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est donc proposé au conseil de se prononcer sur la transformation de la Communauté de Communes du Pays de Lunel en Communauté d'Agglomération au 1er janvier 2024.

En application de l'article L.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette transformation en Communauté d'Agglomération pourra être prononcée par arrêté du Préfet à la condition que la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes membres délibère en faveur de ce projet.

Il est rappelé que chaque conseil municipal dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération du conseil communautaire, pour se prononcer sur la transformation en Communauté d'Agglomération. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-6-1, L 5211-41, L 5216-1 et L5216-5,

Vu le décret n°2021-1946 authentifiant les chiffres de la population municipale et de la population totale des régions, des départements de métropole, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, et des collectivités territoriales de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon,
Vu l'arrêté du préfet de l'HERAULT n°2019-I-136 du 21 octobre 2019,
Vu l'arrêté du préfet de l'HERAULT n°2023-08-DRCL-0410 du 28 août 2023,
Vu l'arrêté du préfet de l'HERAULT n°2023-09-DRCL-0444 du 15 septembre 2023,

Il est proposé au Conseil Municipal :
d'approuver la transformation de la Communauté de Communes du Pays de Lunel en Communauté d'Agglomération, à compter du 1er janvier 2024,
de notifier la présente délibération au Président de la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

M. C. CHABERT réitère les questions posées en conseil de communauté il y a quelques mois et rappelle alors l'absence de Monsieur le Maire, la présidence était donc assurée par le premier vice-président. Cette nouvelle collectivité peut sur décision de son président et de son bureau appliquer un taux d'imposition supplémentaire sur la taxe foncière et sur la taxe d'habitation des résidences secondaires, taux qui viendra en sus de la taxe GEMAPI. Ce taux qui n'est pas appliqué actuellement peut être inscrit dans la colonne intercommunalité de la taxe foncière. Monsieur le Maire vous êtes président de la Communauté d'Agglomération au 1er janvier 2024, quelle est votre position sur ce point ?

Monsieur le Maire constate une fois de plus que M. C. CHABERT se trompe d'instance. Il ne va pas répondre au nom des vices présidents, et devra donc poser sa question en conseil intercommunautaire.

Mme PLANE indique que M. C. CHABERT s'adresse au maire. Quel est votre avis en votre qualité de maire puisque la ville de Lunel entre dans la Communauté d'agglomération du Pays de Lunel.

Monsieur le Maire promet qu'il donnera son avis clairement mais souhaite d'abord en discuter au niveau de la collectivité. La Communauté d'Agglomération est un ensemble de maires qui émettent un avis et essayent de travailler en consensus. Il se gardera bien de donner un avis personnel, même s'il en a un. Pour l'instant il préfère réserver sa réponse au conseil intercommunal.

Mme PLANE indique qu'ils ne manqueront pas de poser la question.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la transformation de la Communauté de Communes du Pays de Lunel en Communauté d'Agglomération, à compter du 1er janvier 2024.

1.2 – DEMANDE DE DÉLÉGATION DES COMPÉTENCES EAU, ASSAINISEMENT DES EAUX USÉES, EAUX PLUVIALES URBAINES AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LUNEL

Rapporteur : Monsieur le Maire.

Par délibération du 22 septembre 2023, le conseil communautaire a approuvé à l'unanimité la transformation de la Communauté de Communes du Pays de Lunel en Communauté d'Agglomération. Si la majorité qualifiée des communes membres se prononce favorablement, un arrêté préfectoral formalisera cette transformation avec effet au 1er janvier 2024.

Préalablement, et afin de répondre aux conditions de compétences exercées par les communautés d'agglomération, le Préfet a modifié par arrêtés n°2023-08-DRCL-0410 du 28 août 2023 et n°2023-09-DRCL-0444 du 15 septembre 2023, les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Ainsi, au 1er janvier 2024, les compétences Eau, Assainissement des eaux usées et Gestion des eaux pluviales urbaines seront exercées par la Communauté d'Agglomération nouvellement créée, en lieu et place des communes.

Parallèlement, la loi engagement et proximité en date du 27 décembre 2019, a autorisé les communautés d'agglomération à déléguer, par convention, toute ou partie des compétences eau, assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines aux communes membres qui en feraient la demande.

Dans cette hypothèse, les compétences déléguées sont exercées au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération délégante.

La convention, conclue entre les parties et approuvée par leurs assemblées délibérantes, précise la durée de la délégation et ses modalités d'exécution. Elle définit également les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures ainsi que les modalités de contrôle de la communauté d'agglomération délégante sur la commune délégataire. Elle précise les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.

La présente délibération d'intention vise à solliciter auprès de l'intercommunalité la délégation à la commune des compétences Eau, Assainissement collectif des eaux usées et Gestion des eaux pluviales urbaines. La délégation de la compétence liée à l'assainissement non collectif n'est pas sollicitée par la Ville. La date de prise d'effet est fixée au 1er janvier 2024. Une délibération ultérieure viendra déterminer le détail des délégations de chaque compétence.

Conformément à l'article L.5216-5 du CGCT, l'intercommunalité disposera d'un délai de trois mois pour statuer sur la demande de délégation et sera tenue, en cas de refus, de motiver sa décision.
En cas d'accord et après délibération du conseil de communauté, la convention de délégation sera soumise pour approbation au Conseil Municipal.

Il est proposé au conseil municipal :
– de solliciter auprès de l'intercommunalité une délégation de 3 compétences dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement collectif des eaux usées, de la gestion des eaux pluviales urbaines, avec une prise d'effet au 1er janvier 2024,
– d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à préparer les projets de convention de délégation de compétences et à intervenir en vue de leur approbation à une prochaine séance du Conseil Municipal en cas d'accord du conseil de communauté,
– de notifier la présente délibération au Président de la Communauté de Communes du Pays de Lunel.
Il est demandé au conseil de bien vouloir se prononcer.

Monsieur le Maire explique qu'il s'agit d'une demande de principe. La prise de compétences sur l'eau et l'assainissement se fera totalement à compter du 1er janvier 2024. Les communes ont simplement la possibilité de demander une délégation de ces compétences, nous sollicitons donc cette autorisation. Le détail sera précisé dans le cadre d'une autre délibération.

M. C. CHABERT note qu'actuellement la commune dispose d'une délégation de service public pour l'assainissement non collectif et collectif et la municipalité souhaite donner la partie non collectif à la Communauté de Communes. Pourquoi pas l'ensemble de l'assainissement ? Pourquoi laisse t-on une partie de l'assainissement à la Communauté de Communes ?

Monsieur le Maire répond que le détail du contenu apparaît dans la convention.

M. C. CHABERT souligne que c'est écrit.

Monsieur le Maire stipule que nous attendons de traiter dans le détail, il s'agit ici de la globalité.

Mme PLANE cite : « La présente délibération d'intention vise à solliciter auprès de l'intercommunalité la délégation à la commune des compétences Eau, Assainissement collectif des eaux usées et Gestion des eaux pluviales urbaines. La délégation de la compétence liée à l'assainissement non collectif n'est pas sollicitée par la Ville. ». Aujourd'hui c'est le cas. Les rapports que nous verrons ultérieurement comprennent l'assainissement non collectif, donc ces compétences qui seront laissées demain à l'agglomération.

Monsieur le Maire donne la parole à M. TAURELLE, Directeur des Services Techniques, qui explique que l'assainissement non collectif c'est essentiellement du contrôle d'exploitation, de conformité et de suivi réglementaire de procédures. Rien n'est défini, ce n'est pas en lien avec des travaux.

M. C. CHABERT rappelle qu'une délégation de service public a été conclue dans ce sens, par conséquent si on le retire, la délégation de service public est modifiée.

M. TAURELLE indique que la délégation de service public est l'entité de fait. Par l'intercommunalité nous avons juste une délégation sur des thématiques de la délégation de service public à discuter avec la Communauté de Communes du Pays de Lunel puisque cela fera l'objet d'une prochaine délibération. Le volet assainissement non collectif, d'ailleurs on le voit dans les rapports d'activité, c'est forcément de l'assainissement et un peu à part du processus de l'assainissement collectif et représente 0,2 % des administrés.

Mme PLANE : Quid des contrats que nous avons actuellement ? Comment cela va se passer ? Cela va s'arrêter au 31 décembre ?

Monsieur le Maire explique que l'eau et l'assainissement vont jusqu'au 31 décembre 2025. Au 1er janvier 2024 ce sera pris en charge par la Communauté d'Agglomération c'est à ce niveau que cela va se gérer.

Mme PLANE demande si juridiquement il y aura un transfert des contrats.

Monsieur le Maire répond qu'en 2025 c'est la Communauté d'Agglomération qui va le prendre à sa charge.

Mme PLANE souligne qu'aujourd'hui nous avons le rapport de Véolia pour l'eau et l'assainissement, etc. C'est un contrat qui a encore une durée de validité. À partir du moment où il n'y a plus de contrat avec la ville de Lunel mais sous l'égide de la Communauté de Communes, même si nous en avons la délégation, ce contrat va-t-il faire l'objet d'un avenant pour le transférer ? Passe-t-il à la Communauté de Communes avec un délégué qui est la ville de Lunel ? Sur le plan juridique comment cela va se passer ?

Monsieur le Maire indique qu'effectivement la Communauté de Commune du Pays de Lunel va prendre la compétence eau/assainissement et nous allons demander qu'ils nous re-déléguent certaines parties.

Mme PLANE l'a saisi. Mais par rapport au contrat avec Véolia, s'arrête t-il lorsqu'on rentre dans l'Agglomération ?

Monsieur le Maire explique qu'il s'agit d'un transfert de droit sans changement.

Mme PLANE note que la « personne » change puisque ce n'est plus la ville de Lunel, c'est la Communauté d'Agglomération.

M. C. CHABERT souligne que l'on laisse à la Communauté de Communes la partie non collectif alors que dans la délégation de service public, l'assainissement que nous avons à la mairie inclu l'assainissement non collectif.

Monsieur le Maire donne la parole à M. TAURELLE, DST, qui explique que de nombreux sujets sont concernés : des parties de fonctionnement, des travaux, des investissements programmés, des investissements plutôt récurrents comme les branchements plombs sur la délégation de service public d'eau potable, le renouvellement des conduites sur la partie assainissement, les paramètres sont multiples, des sélections peuvent s'effectuer, soit les laisser à l'intercommunalité ou se les faire déléguer. La ville choisit de déléguer certains aspects tels que : le fonctionnement, les travaux, les structurants, le récurrent, le collectif.

Mme PLANE ne comprend pas, ce n'était pas leur question. C'était par rapport au contrat lié à Véolia et à la ville de Lunel. Ce contrat, comme le rapport, que l'on verra tout à l'heure, est signé avec la ville de Lunel.

M. TAURELLE, DST, précise qu'il s'agit d'un avenant de transfert.

Monsieur le Maire indique que des juristes seront en charge de ce dossier.

Mme PLANE demande si le contrat que l'on a actuellement avec Véolia s'arrête au 31 décembre 2023 ? Elle en souligne l'importance.
« C'est ainsi que l'on évite les bêtises, pas en coupant la parole à l'opposition lorsqu'elle demande des informations ! »
Soit l'actuel contrat de Véolia avec la ville de Lunel s'arrête le 31 décembre 2023 et la Communauté de Communes lance un nouveau contrat avec Véolia qui ensuite le délègue à la Ville de Lunel. Soit un avenant est établi au contrat existant avec Véolia et la commune qui est transféré à l'Agglomération. C'était l'objet de sa question.

Monsieur le Maire entend et indique que la Communauté de Communes y travaille et préfère que les juristes s'en chargent.

Mme AUTIER précise que suite au transfert de compétences, qui suit son cours, des modifications sont apportées.

M. BARBATO relève que le thème de l'eau est un sujet très important, il existe des problèmes techniques, certainement des améliorations techniques. Le partage de l'eau, de ressources naturelles est fondamental sur le territoire. On s'en aperçoit avec la construction du nouveau réservoir, il y a eu de nombreuses difficultés pour trouver une nouvelle source pour le nouveau réservoir sur Lunel et le mettre en sécurité en termes de ressources. C'est très bien de déléguer ces compétences au niveau du territoire, de réfléchir ensemble à la répartition de l'eau, à l'assainissement de l'eau. Sa question concerne la station d'épuration. S'il y a transfert de compétences ce sera au niveau du transfert de charges et nous aurons l'occasion d'en discuter. Il est intéressant de savoir qui prendra en charge la station d'épuration, les réservoirs. C'était surtout de façon générale, aborder le partage de l'eau qui va venir plus tard. Il s'agit d'une observation.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, sollicite auprès de l'intercommunalité une délégation de 3 compétences dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement collectif des eaux usées, de la gestion des eaux pluviales urbaines, avec une prise d'effet au 1er janvier 2024 et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à préparer les projets de convention de délégation de compétences et à intervenir en vue de leur approbation à une prochaine séance du Conseil Municipal en cas d'accord du conseil de communauté.

1.3 – AVENANT N° 1 À LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – ONE TOWER FRANCE

Rapporteur : M. GALKA.

Annexe : Avenant n°1

Par convention d'occupation du domaine public en date du 12/12/2016 la Commune de Lunel, propriétaire de l'immeuble sis 527 Chemin de Provence, 34400 LUNEL, a mis à disposition de Free Mobile des emplacements dans l'emprise de l'immeuble susvisé aux fins d'installation d'équipements de radiotéléphonie. Dans le cadre d'un partenariat avec la société On Tower France (anciennement dénommée ILIAD 7), Free Mobile s'est engagé à lui céder, d'une part les infrastructures passives de ses sites, et d'autre part, les conventions d'occupation associées. La ville a donc été informée du transfert de la Convention au bénéfice de la société On Tower France.

Dans le cadre d'une amélioration de la couverture de téléphonie sur le territoire, il est proposé l'avenant n°1 ci-annexé modifiant la convention initiale et prévoyant notamment la rehausse du pylône.

Il est convenu de renouveler par anticipation la convention pour une durée de 12 ans à compter de la date de prise d'effet du présent avenant avec prorogation tacite par périodes successives de 12 ans. La surface louée est de 40 m2. La redevance annuelle augmente de 2% par an. Le montant actuel de la redevance annuelle de 13 983 €. L'occupant versera une nouvelle redevance annuelle de 6000 € à chaque opérateur nouvellement installé.

Il est demandé au Conseil :

- D'APPROUVER le présent avenant n°1 à la convention initiale avec One Tower France.
- D'ACCEPTER que toutes les clauses et autres conditions de la convention initiale restent en vigueur et inchangées.
- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant n° 1 à la convention d'occupation du domaine public.

Il demandé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer.

AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
Réf : FM/1210/BX/Commune de Lunel/34145_003_05

On Tower France, société par actions simplifiée au capital de 381 383 661,84 euros, dont le siège social se situe 58 avenue Emile Zola, Immeuble Ardeko, 92100 Boulogne Billancourt, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 834 309 676, représentée par Monsieur Jérôme HARROIS, en qualité de Directeur Patrimoine, dûment habilité aux fins de signature des présentes,

Ci-après dénommée « **On Tower France** » ou « **L'Occupant** »

D'UNE PART

ET
La Commune de Lunel

Sise 240 Boulevard Victor Hugo à LUNEL (34400)
Représenté(e) par Mr Pierre SOUJOL en qualité de Maire en exercice
dûment habilité(e) aux présentes par décision du Conseil Municipal en date du __/__/___

Ci-après dénommée le **« Contractant »**

D'AUTRE PART

Ci-après ensemble dénommée les **« Parties »**

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE :

Par convention d'occupation du domaine public en date du 12/12/2016 (ci-après dénommée « la Convention »), La Commune de Lunel, propriétaire de l'immeuble sis 527 Chemin de Provence, 34400 LUNEL, a mis à disposition de Free Mobile des emplacements dans l'emprise de l'immeuble susvisé aux fins d'installation d'équipements de radiotéléphonie.

Dans le cadre d'un partenariat avec la société On Tower France (anciennement dénommée ILIAD 7), Free Mobile s'est engagé à lui céder, d'une part les infrastructures passives de ses sites, et d'autre part, les conventions d'occupation associées.

Le Contractant a donc été informé du transfert de la Convention au bénéfice de la société On Tower France.

Souhaitant apporter des modifications à la Convention, les Parties ont décidé de conclure le présent avenant (ci-après dénommé « l'Avenant ») aux conditions ci-après exposées et acceptées.

CECI EXPOSE IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet du présent Avenant

Le présent Avenant a pour objet d'apporter certaines modifications à la Convention susvisée.

ARTICLE 2 – Modification d'informations concernant On Tower France

2.1 Dans l'annexe 3 « Contact » de la Convention, les coordonnées de contact de l'Occupant sont annulées et remplacées par les suivantes : guichet-patrimoine@ontower.fr ou 0 970 726 007

2.2 Dans l'annexe 5 « Coupure » de la Convention, les coordonnées de contact de l'Occupant pour toute demande de coupure d'émission des équipements techniques de téléphonie mobile sont annulées et remplacées par les suivantes : guichet-patrimoine@ontower.fr

2.3 La redevance étant payable semestriellement à terme à échoir le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année, les Parties conviennent que le Contractant conservera la redevance déjà versée par Free Mobile au titre du semestre en cours et Free Mobile et On Tower France feront leur affaire du reversement de la quote-part de redevance due à compter du Transfert jusqu'au terme du semestre en cours.

Le Contractant adressera donc ses factures à On Tower France à compter du semestre suivant le Transfert, à l'adresse mail suivante : guichet-patrimoine@ontower.fr ou à l'adresse suivante : 58 avenue Emile Zola, Immeuble Ardeko, 92100 Boulogne Billancourt. On Tower France sera seule responsable vis-à-vis du Contractant du respect des obligations souscrites au titre de la Convention.

Dans le cas où le Contractant souhaiterait opter pour l'auto-facturation telle que prévue à l'article 5 des conditions générales de la Convention, il remplira le Mandat d'Auto-facturation figurant en Annexe 3 de l'Avenant.

ARTICLE 3 – Durée

« Les Parties conviennent de renouveler par anticipation la Convention pour une durée de douze (12) ans courant à compter de la date de prise d'effet du présent Avenant.
Au-delà de ce terme, elle sera prorogée tacitement par périodes successives de douze ans, sauf congé donné par l'une des Parties, notifié à l'autre par lettre recommandée avec avis de réception et respectant un préavis de vingt-quatre (24) mois avant la date d'échéance de la période en cours. »

ARTICLE 4 – Articles modifiés

4.1. Les stipulations de l'article 1 des Conditions Particulières de la Convention sont modifiées comme suit :

En application de l'article 2 des Conditions Générales de la Convention, le Contractant met à disposition de l'Occupant, un(des) emplacement(s) situé(s) sur un immeuble sis :

Adresse	**527 Chemin de Provence**
Code Postal	**34400**
Ville	**LUNEL**
Références cadastrales	**CC 185**

Un plan de situation de(s) (l') emplacement(s) figure en Annexe 1 des Conditions Particulières représentant une surface louée d'environ :

Surface louée (m²)	**40 m²**

Cette surface louée est augmentée des surfaces occupées par l'ensemble des câbles, chemins de câbles, branchements et raccordements nécessaires au fonctionnement des équipements techniques de communications électroniques.

4.2. Les stipulations de l'article 2 des Conditions Particulières de la Convention sont modifiées comme suit :

« Nonobstant toute stipulation contraire indiquée dans la Convention, les Parties conviennent que la redevance annuelle augmentera de 2% par an. L'augmentation s'appliquera à l'expiration de chaque période annuelle, le 1er janvier de chaque année à compter du 1er janvier de l'année suivant la date de prise d'effet de l'Avenant, sur la base de la redevance de l'année précédente. »

4.3. Les stipulations de l'article 6.1.4 des Conditions Générales de la Convention sont modifiées comme suit :

« Nonobstant toute stipulation contraire indiquée dans la Convention, l'Occupant et/ou son(ses) sous-traitant(s) et Occupants pourra(ont) procéder aux modifications, extensions et/ou adaptations des Equipements Techniques qu'il jugera utiles sur les Emplacements, et ce dans la limite des Emplacements déterminés en Annexe 1 des présentes et dans le respect des règles de l'art et des normes qui s'imposent à lui, notamment en matière de sécurité et d'émission radioélectrique. »

4.4. Les stipulations de l'article 6 des Conditions Générales de la Convention sont complétées comme suit :

« **6.4 Droit de préférence**
Pendant la durée de la Convention, si le Contractant :
(i) reçoit une offre ou toute autre proposition, visant à la cession directe ou indirecte de la Convention,
(ii) reçoit une offre ou proposition pour la location de l'Emplacement, la constitution de droits réels ou de tout droit équivalent ou similaire relatif à l'Emplacement, au cours ou à l'échéance de la Convention,
(iii) souhaite vendre l'Emplacement ou reçoit une offre ou proposition pour l'acquisition ou la constitution de tout droit équivalent ou similaire relatif à l'Emplacement,
l'Occupant ou toute entité du groupe auquel il appartient qu'il se substituerait (« Affilié ») bénéficie d'un droit de préférence.
A cet effet, le Contractant s'engage à notifier sans délai à l'Occupant tout projet de vente, mise en location de l'Emplacement ou cession de la Convention ainsi que toute offre ou proposition reçue visant à l'une des fins décrites ci-avant.
Le Contractant communique à l'Occupant l'offre ou la proposition en lui indiquant les termes et conditions principales (la « Notification »). L'Occupant ou tout Affilié dispose de trois (3) mois à compter de la Notification pour informer le Contractant de son intention d'exercer son droit de préférence. Le Contractant s'engage ainsi à retenir, en priorité à toute offre concurrente, la proposition de l'Occupant ou de tout Affilié dans le cas où l'offre proposée par celui-ci présenterait des conditions globalement équivalentes ou plus favorables à celles de l'offre concurrente. »

4.5. Les stipulations de l'article 16.1 des Conditions Générales de la Convention sont modifiées comme suit :

« Nonobstant toute stipulation contraire indiquée dans la Convention, l'Occupant est autorisé à accueillir les équipements techniques de ses clients sur tout ou partie de l'Emplacement, à condition d'en informer préalablement le Contractant et dans la limite des Emplacements mis à disposition. »

4.6 Les stipulations de l'article 16.1 des Conditions Générales de la Convention sont modifiées comme suit :

« Le Contractant autorise expressément l'Occupant à accueillir les équipements techniques de communications électroniques de toute société exerçant son activité dans le domaine des communications électroniques (notamment les opérateurs de communications électroniques) sur les emplacements mis à sa disposition.
A ce titre, l'Occupant versera au Contractant, pour chaque occupant nouvellement installé, une redevance annuelle complémentaire de Six mille euros (6000 €) nets incluant les charges éventuelles. Cette redevance complémentaire sera versée selon les mêmes modalités que la redevance principale, stipulées à l'article 4 de la Convention.

L'Occupant s'engage à informer le Contractant, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la date d'entrée ou de départ du site de tout opérateur/toute société visé(e) aux alinéas précédents.

En cas de départ d'un opérateur/d'une société des emplacements, les Parties conviennent que la redevance annuelle complémentaire versée pour son accueil ne sera plus exigible. Le cas échéant, l'Occupant en avertira le Contractant au sein de la lettre recommandée avec accusé de réception, lui notifiant le départ du site dudit opérateur/de ladite société. »

4.7. Les stipulations de l'article 16 des Conditions Générales de la Convention sont complétées comme suit :

« **16.3 – Clause d'Agrément**
16.3.1 En cas de cession de dettes
Les Parties conviennent que les dettes nées ou à naitre au titre de la présente Convention, notamment les dettes de redevances, sont incessibles sauf accord écrit, express et préalable du Contractant.
Aux fins d'obtention de cet accord l'Occupant transmettra au moins un mois avant la cession de dette projetée le projet de cession au Contractant ainsi que l'identité du cessionnaire envisagé par lettre recommandée avec accusé de réception.
A compter de cette notification le Contractant disposera d'un délai de quinze (15) jours ouvrés afin de faire connaitre sa décision à l'Occupant, étant précisé que tout refus devra être dûment motivé. Par ailleurs en cas d'absence de réponse dans le délai indiqué, la réponse du Contractant sera considérée comme une acceptation tacite.
En cas de notification d'acceptation transmise par le Contractant à l'Occupant dans le délai stipulé ci-avant le Contractant devra, sous peine de nullité de la cession de dette envisagée, être appelé à l'acte de cession de dette.
Sous réserve du respect de ces dispositions, le transfert de dette s'opérera dans les conditions prévues dans l'acte de cession de dette.
Il est expressément convenu entre les Parties que toute cession de dette intervenue en violation des dispositions du présent article sera considérée comme nulle et non avenue et sera inopposable au Contractant qui continuera d'exiger l'exécution des obligations de la présente Convention auprès de l'Occupant.
La présente clause ne constitue pas, pour les Parties prises isolément ou ensemble, un élément déterminant de leurs engagements respectifs.
16.3.2 En cas de cession de créances
Les Parties conviennent que les créances nées ou à naitre au titre de la présente Convention, notamment les créances de redevance sont incessibles sauf accord express écrit, et préalable de l'Occupant.
Aux fins d'obtention de cet accord le Contractant transmettra au moins un mois avant la cession de créance projetée le projet de cession à l'Occupant ainsi que l'identité du cessionnaire envisagé par lettre recommandée avec accusé de réception.
A compter de cette notification l'Occupant disposera d'un délai de quinze (15) jours ouvrés afin de faire connaître sa décision au Contractant étant précisé que tout refus devra être dûment motivé. Par

ailleurs en cas d'absence de réponse dans le délai indiqué, la réponse de l'Occupant sera considérée comme une acceptation tacite.
En cas de notification d'acceptation transmise par l'Occupant au Contractant dans le délai stipulé ci-avant, l'Occupant devra, sous peine de nullité de la cession de créance envisagée, être appelé à l'acte de cession de créance.
Sous réserve du respect de ces dispositions, la cession de créance s'opérera dans les conditions prévues dans l'acte de cession de créance.
Il est expressément convenu entre les Parties que toute cession de créance intervenue en violation des dispositions du présent article sera considérée comme nulle et non avenue et sera inopposable à l'Occupant qui continuera d'exécuter les obligations mises à sa charge au titre de la présente Convention auprès du Contractant.
La présente clause ne constitue pas, pour les Parties prises isolément ou ensemble, un élément déterminant de leurs engagements respectifs. »

4.8. Les plans figurant en Annexe 1 du présent Avenant annulent et remplacent ceux figurant en Annexe 1 de la Convention.

4.9. L'Annexe 2 du présent Avenant annule et remplace l'Annexe 2 de la Convention.

ARTICLE 5 – Prise d'effet du présent Avenant

Le présent Avenant prend effet à sa date de signature.

ARTICLE 6 – Autres stipulations de la Convention

Les autres stipulations de la Convention demeurent inchangées.

Article 7 – Annexes

Annexe 1 – Plans des Emplacements mis à disposition
Annexe 2 – Equipements Techniques
Annexe 3 – Mandat d'Auto-facturation

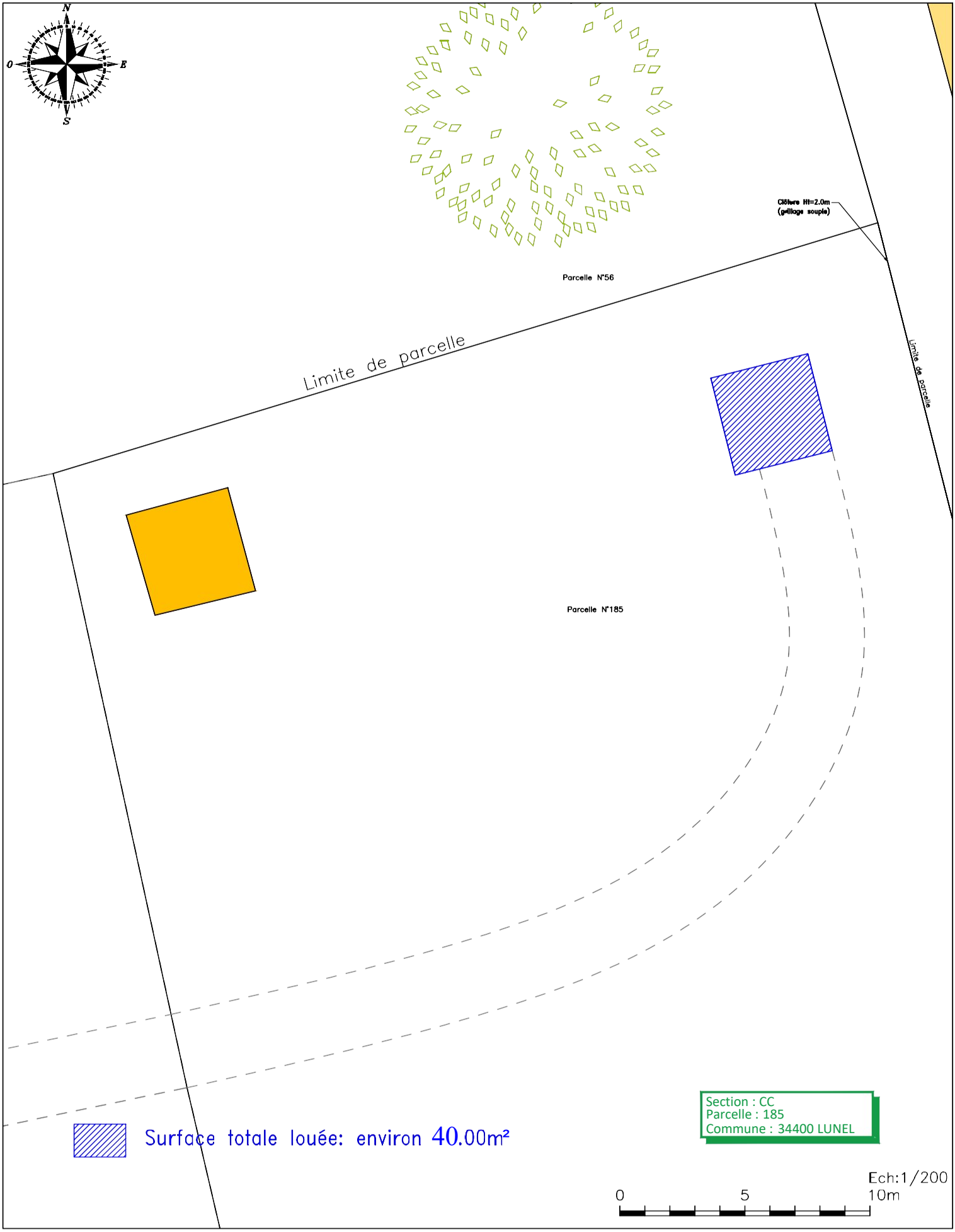
Fait en deux (2) exemplaires originaux dont (1) pour le Contractant et (1) pour On Tower France,

A……, le……

Le Contractant **On Tower France**

ANNEXE 1

PLAN DES EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION



LUNEL CHEMIN DE PROVENCE

ontower France	527, CHEMIN DE PROVENCE	ID OTF : FR-34-900045
	34400 LUNEL	ID CLIENT : -
	SURFACE LOUEE	ECH : 1/100
DOSSIER : BAIL / IND : A	FICHIER : FR-34-900045_PLAN_SL_17072023.dwg	N° FOLIO :

ANNEXE 2

EQUIPEMENTS TECHNIQUES

Un Pylône de 38 mètres environ, muni d'antennes et faisceaux hertziens y compris leurs coffrets associés, leurs systèmes de réglages et de fixation

Des armoires techniques et leurs coffrets associés

Des câbles arrivant dans la propriété, cheminant dans des gaines techniques le long du pylône et/ou sur le terrain, y compris leurs systèmes de fixation

Un cheminement de fibres optique

Des systèmes de contrôle d'accès, de balisage et d'éclairage et de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail)

ANNEXE 3

MANDAT POUR LA FACTURATION

Le Contractant :

Identité	**MAIRIE DE LUNEL**
Adresse	**Hôtel de ville – 240 Avenue Victor Hugo – CS 30403**
Code Postal	**34403**
Ville	**LUNEL**
E-mail	

donne par la présente mandat exprès à On Tower France, société par actions simplifiée au capital de 381 383 661,84 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 834 309 676, dont le siège social est situé au 58 avenue Emile Zola, Immeuble Ardeko, 92100 Boulogne Billancourt, représentée par Monsieur Jérôme HARROIS, dûment habilité à l'effet des présentes, agissant en son nom et pour son compte, d'établir les factures en double exemplaires originaux afférentes à la redevance due par cette dernière au titre de la convention référence Réf : **FR-34-900045** - **FM/1210/BX/Commune de Lunel/34145_003_05** et correspondant à la location d'emplacements sis à :

Adresse	**527 Chemin de Provence**
Code Postal	**34400**
Ville	**LUNEL**
Références cadastrales	**CC 185**

Le Contractant, dispose d'un délai de trente jours (30 j) à compter de la date d'émission de la facture pour contester cette facture établie par On Tower France et émettre des réserves en cas d'erreur ou d'omission.

Dans l'hypothèse où une erreur ou une omission est avérée, On Tower France établira une facture (le cas échéant un avoir) rectificative dans les mêmes conditions que la facture initiale.

Dans le cas où le Contractant est assujetti à la TVA, il conserve l'entière responsabilité de ses obligations en matière de facturation et de ses conséquences au regard de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment il lui appartient de s'assurer qu'une facture est émise en son nom et pour son compte.

Le Contractant, s'engage par ailleurs :

- à verser au trésor, le cas échéant, la TVA mentionnée sur les factures établies en son nom et pour son compte ;
- de réclamer immédiatement le double de la facture si cette dernière ne lui est pas parvenue ;
- à signaler toute modification dans les mentions concernant son identification ;

Fait à ……, le …….

SIGNATURE DU MANDANT

Mme PLANE demande si les problématiques rencontrées sont résolues à 80 % ? 90 % ? 95 % ?

M. GALKA indique que la situation est extrêmement compliquée. Il y a quelques mois de cela, nous avons pu grâce notamment à l'aide de la Direction des Services d'Informations qui a beaucoup participé à ce sujet et à l'intervention d'Isabelle AUTIER, ici présente, qui a facilité ce travail, rétablir le réseau Orange/Free sur lequel il existait un certain nombre de difficultés et qui ont des infrastructures communes. Nous avons pu grâce à la modernisation des infrastructures du château d'eau améliorer grandement les communications chez Bouygues et SFR. Tout n'est pas parfait d'où cette nouvelle convention et nous avançons de manière assez efficace.

M. C. CHABERT demande si les 6 000 € attribués à chaque opérateur qui s'installe seront versés à la ville en plus des 13 000 € ?

M. GALKA : Absolument.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l' avenant n° 1 à la convention initiale avec One Tower France et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant n° 1 à la convention d'occupation du domaine public.

1.4 - <u>MODIFICATION DU RÈGLEMENT DES CIMETIÈRES DE LUNEL</u>

Rapporteur : M. ALIBERT.

<u>Annexe</u> : règlement des cimetières de Lunel

Le règlement actuel des cimetières de la Ville a été institué par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2017. Au regard des évolutions réglementaires, des nouveaux besoins et d'une amélioration du service, il convient de modifier les articles suivants :

<u>L'article 11 – Horaires d'ouvertures</u> - est modifié comme suit :

« Les renseignements au public se donneront :
Au cimetière Saint-Gérard
- *du lundi au jeudi de 8h à 17h15*
- *le vendredi de 8h à 16h45 »*

Les autres dispositions de l'article 11 restent inchangées.

<u>L'article 18 – Horaires d'inhumation</u> - est modifié comme suit :

« L'horaire d'inhumation est fixé par le Service Funéraire de la Ville de Lunel selon les souhaits de la famille, dans la mesure où d'autres cérémonies ne sont pas déjà programmées et dans les tranches horaires suivantes :
- *du lundi au jeudi de 8h30 à 16h30*
- *le vendredi de 8h30 à 15h30*

Tous les convois se présentant en dehors de ces plages horaires seront refusés et l'inhumation reportée au lendemain (sauf circonstances exceptionnelles).
Il n'y aura pas d'inhumation les week-ends et les jours fériés ».

<u>L'article 80 – Période d'exécution des travaux</u> - est modifié comme suit :

« Les travaux devront obligatoirement être effectués du lundi au vendredi durant les heures de présence des agents des cimetières :
- *du lundi au jeudi de 8h à 17h15*
- *le vendredi de 8h à 16h45 »*

Les autres dispositions de l'article 80 restent inchangées.

Par ailleurs, il convient également de modifier et / ou compléter certains articles relatifs :

- aux opérations d'inhumation :
L'article 15 est complété comme suit : *« Les sépultures ne devront en aucun cas restées ouvertes. L'entreprise devra donc prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident, ceci en présence d'un agent du cimetière et pendant les tranches horaires prévues pour les inhumations ».*

- aux sépultures en terrain commun :
Les fosses en pleine terre en terrain commun n'existant plus, l'article 19 est modifié comme suit :
« Le terrain commun situé au cimetière Saint Pierre est affecté à la sépulture des défunts pour lesquels il n'a pas été demandé de concession. Ce terrain commun est constitué d'enfeus individuels », et le paragraphe *« inhumations en pleine terre »* de l'article 21 est supprimé.

- aux tarifs des concessions :
L'article 27 est complété comme suit : « *Ces tarifs sont tenus à la disposition des administrés au Service Funéraire en Mairie, dans les deux cimetières et sur le site internet de la Ville ».*

- aux types de concession :
La ville n'accordant plus de concession perpétuelle, il convient d'en supprimer la mention dans l'article 30 et de modifier le titre du point 3 de l'article 38 comme suit : « *3 – Concessions temporaires constructibles ».*

- aux déclaration de fin de travaux :
Les modalités concernant la déclaration de fin de travaux ayant changé, il convient de modifier l'article 78 comme suit *: « L'entrepreneur informe un agent du cimetière de la fin de ses travaux, qui vérifie sur place leur bonne exécution et la conformité au projet déposé.*
En cas de mauvaise exécution ou de non-conformité, les travaux devront être repris jusqu'à être conformes à la demande.
La commune se réserve le droit de ne pas autoriser une inhumation dans un caveau dont la conformité à la demande n'a pas été établie par un agent du cimetière ».

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

REGLEMENT DES CIMETIERES DE LUNEL

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

- Localisation et désignation des cimetières Article 1
- Bénéficiaires des sépultures Article 2
- Localisation des sépultures Article 3
- Sépultures particulières et équipements Article 4
- Affectation des terrains Article 5
- Taxes et redevances applicables aux opérations funéraires Article 6

CHAPITRE 2 : MESURES D'ORDRE INTERIEUR ET DE SURVEILLANCE DES CIMETIERES

- Ordre public Article 7
- Accès des personnes Article 8
- Accès des véhicules Article 9
- Interdictions Article 10
- Horaires d'ouverture Article 11
- Attribution des personnels (du service des cimetières et du service funéraire) Article 12

CHAPITRE 3 : CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS ET CREMATIONS

- Formalités Article 13
- Inhumations en cas d'urgence Article 14
- Ouvertures de caveaux et creusements de sépultures Article 15
- Registre Article 16
- Mise en demeure Article 17
- Horaires d'inhumations Article 18

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS ET CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS DANS LES SEPULTURES EN TERRAIN COMMUN

- Localisation Article 19
- Conditions et Généralités Article 20
- Dispositions et conditions d'inhumation en terrain commun Article 21
- Reprise de sépultures dans le terrain commun Article 22
- Modalités de reprise des sépultures dans le terrain commun Article 23
- Exhumation du terrain commun à la demande des familles Article 24

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONCESSIONS

- Nature juridique des concessions — Article 25
- Acquisition — Article 26
- Tarifs des concessions — Article 27
- Droits et obligations des concessionnaires — Article 28
- Plantations — Article 29
- Types de concession — Article 30
- Choix de l'emplacement — Article 31
- Renouvellement des concessions — Article 32
- Rétrocession — Article 33
- Entretien des concessions — Article 34
- Conversion de concessions — Article 35
- Construction d'enfeus — Article 36
- Entre-tombes — Article 37
- Concessions : dimensions et généralités — Article 38
- Carrés de confession israélite et de confession musulmane — Article 39

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AU DEPOSITOIRE

- Formalités — Article 40
- Conditions d'admission d'un cercueil — Article 41
- Durée du dépôt d'un cercueil — Article 42
- Rupture de cercueil — Article 43
- Interdictions et cas de force majeure — Article 44
- Tarifs — Article 45
- Fleurs, gerbes et couronnes — Article 46
- Urnes, boîtes à ossements et situations exceptionnelles — Article 47
- Sortie définitive du dépositoire — Article 48

CHAPITRE 7 : DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES A L'ESPACE CINERAIRE

- Localisation du columbarium et du Jardin du Souvenir — Article 49
- Attribution de case au columbarium — Article 50
- Nature juridique du columbarium — Article 51
- Durée — Article 52
- Non renouvellement de la case à l'échéance — Article 53
- Tarifs — Article 54
- Ouverture, fermeture des cases et dépôt d'urnes — Article 55
- Inscriptions sur les portes des cases — Article 56
- Interdiction de sceller une urne cinéraire sur un monument — Article 57
- Formalités pour déposer une urne cinéraire — Article 58
- Déplacement d'urne cinéraire — Article 59
- Jardin du Souvenir — Article 60

CHAPITRE 8 : REGLES APPLICABLES AUX EXHUMATIONS

- Demande d'exhumation Article 61
- Autorisation d'exhumation Article 62
- Périodes Article 63
- Personnes présentes lors des exhumations Article 64
- Limitation du délai d'exhumation Article 65
- Etat du cercueil Article 66
- Ouverture et fermeture du caveau ou de la fosse Article 67
- Transport des corps exhumés Article 68
- Cas particulier des exhumations du terrain commun Article 69
- Restes mortels Article 70
- Ouverture de cercueil Article 71
- Accès limité pendant une exhumation Article 72

CHAPITRE 9 : REGLES APPLICABLES AUX REDUCTIONS OU REUNIONS DE CORPS

- Demande de réduction ou de réunion de corps Article 73
- Mesures d'hygiène Article 74
- Conditions et règles applicables aux réductions ou réunions de corps Article 75

CHAPITRE 10 : REGLES GENERALES APPLICABLES AUX MONUMENTS SUR LES CONCESSIONS

- Délai de construction Article 76
- Demande et autorisation de travaux Article 77
- Déclaration de fin de travaux et certificat de conformité Article 78
- Travaux exécutés sans autorisation Article 79
- Période d'exécution des travaux Article 80
- Règles générales pour la construction de monuments Article 81
- Constructions gênantes Article 82
- Dépassement des limites Article 83

CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX CAVEAUX ET MONUMENTS

- Contrôle des travaux Article 84
- Obligations particulières des entrepreneurs Article 85
- Obligations particulières des concessionnaires Article 86
- Obligations communes aux concessionnaires et aux entrepreneurs Article 87
- Dépose de monuments ou pierres tumulaires Article 88

CHAPITRE 12 : GENERALITES

- Divers Article 89

CHAPITRE 13 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU REGLEMENT MUNICIPAL DES CIMETIERES DE LA VILLE DE LUNEL._

- Application du Règlement des cimetières Article 90
- Infraction au Règlement des cimetières Article 91
- Exécution du Règlement des cimetières Article 92

****

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er – Localisation et désignation des cimetières

Les cimetières de la Ville de Lunel, affectés aux sépultures et à l'accueil des cendres des défunts sur le territoire de la commune, sont respectivement situés :

- Cimetière Saint-Gérard : 450, avenue de Mauguio
- Cimetière Saint-Pierre : 401, chemin du Fesc

ARTICLE 2 – Bénéficiaires des sépultures

La sépulture dans les cimetières de la Ville de Lunel est due dans une concession ou un terrain commun :

- aux personnes décédées sur le territoire de la Commune, quelque soit leur domicile;
- aux personnes domiciliées sur le territoire de la Commune, quelque soit le lieu où elles sont décédées;
- aux personnes ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille, située dans un des cimetières visés à l'article 1er, quelque soit leur domicile et le lieu de leur décès;
- aux Français établis hors de France n'ayant pas de sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de Lunel.

ARTICLE 3 – Localisation des sépultures

Les concessions constructibles sont localisées comme suit :

a. par section :

1. la section: (s + référence de la section)
2. le rang: (r + n° d'ordre du rang dans la section
3. le numéro de sépulture: (f + n° d'ordre de la fosse dans le rang)

L'intitulé définitif est donc le suivant: (s__/r__/f__)

b. par allée contre mur:

1. nom de l'allée

2. le numéro de sépulture : (f + n° d'ordre de la fosse dans l'allée)
   L'intitulé définitif est donc le suivant : (nom de l'allée/f__)

Les concessions non constructibles sont localisées comme suit :

1. la section : (s + référence de la section)
2. le rang : (TT ''toute terre'')
3. le numéro de sépulture : (f + n° d'ordre de la fosse dans le rang)
   L'intitulé définitif est donc le suivant : (s__/TT/f__)

ARTICLE 4 – Sépultures particulières et équipements

Un carré militaire destiné aux soldats "Morts pour la France" est implanté au cimetière Saint-Gérard. Il en est de même pour les deux carrés confessionnels (carré musulman et carré juif). Chacun des deux cimetières est pourvu d'un ossuaire.

ARTICLE 5 – Affectation des terrains

Les terrains des cimetières comprennent :

les terrains communs.
les concessions pour sépultures privées.

ARTICLE 6 – Taxes et redevances applicables aux opérations funéraires

La Ville de Lunel n'ayant pas de service de Pompes Funèbres habilité, elle ne peut donc procéder à des opérations nécessitant la perception de taxes ou de redevances municipales. Les agents des cimetières sont uniquement chargés de surveiller et de contrôler que les opérations funéraires effectuées par les entreprises de Pompes Funèbres se déroulent dans de bonnes conditions, avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts et en respectant également le présent règlement ainsi que la législation funéraire en vigueur.

Les vacations de police sont les seules taxes qui peuvent être perçues par la Ville. Le Garde Champêtre ou les policiers municipaux de la Ville de Lunel assistant aux opérations funéraires sont chargés de les percevoir, dans les cas prévus par la loi. Les tarifs de ces vacations sont fixés par délibération du Conseil Municipal.

CHAPITRE 2 : MESURES D'ORDRE INTERIEUR ET DE SURVEILLANCE DES CIMETIERES

ARTICLE 7 – Ordre public

Le Maire est chargé d'assurer la police des cimetières et veille à l'hygiène, la sécurité et la salubrité publiques.

Toute infraction au présent Règlement sera constatée par les agents chargés de la surveillance des cimetières et les contrevenants poursuivis conformément à la législation en vigueur.

Seules les entreprises à jour de leur habilitation préfectorale pourront pénétrer dans les cimetières de la Ville de Lunel.

Pour faire face à une situation exceptionnelle, le Maire pourra dans le cadre de la législation en vigueur, prendre toute mesure ou toute interdiction non prévue dans le présent Règlement.

En cas de troubles à l'ordre public, à l'occasion ou en dehors d'obsèques ou en cas d'alertes météorologiques, une fermeture temporaire du cimetière pourra être prononcée.

ARTICLE 8 – Accès des personnes

L'entrée des cimetières est interdite :

- aux personnes en état d'ivresse,
- aux vagabonds et mendiants,
- aux enfants âgés de moins de 10 ans qui se présentent seuls,
- aux visiteurs accompagnés par des chiens ou autres animaux domestiques même tenus en laisse, sauf pour les personnes handicapées dont l'état nécessite un tel accompagnement,
- à toute personne qui ne serait pas vêtue décemment.

Les conversations bruyantes, les cris et plus généralement toute perturbation survenant dans l'enceinte des cimetières sont interdits à l'intérieur des cimetières.
Toutes les personnes admises dans les cimetières, ainsi que les ouvriers y travaillant qui ne s'y comporteraient pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts ou qui enfreindraient quelqu'une des dispositions du présent Règlement, seront expulsées par l'autorité compétente sans préjudice des poursuites de droit.

ARTICLE 9 – Accès des véhicules

La circulation de tout véhicule (automobiles, remorques, motocyclettes, bicyclettes…) est rigoureusement interdite dans les cimetières de la commune à l'exception :

- des fourgons funéraires,
- des véhicules de service communaux,
- des véhicules utilisés par les entrepreneurs pour le transport des matériaux,
- des véhicules des personnes disposant d'une carte d'invalidité délivrée par la M.D.P.H.
- des véhicules particuliers munis d'une autorisation temporaire de circulation délivrée par le service funéraire municipal situé à l'Hôtel de Ville.

Les véhicules admis dans les cimetières ne pourront circuler qu'à l'allure de l'homme au pas.

Toute circulation dans les cimetières sera interdite pendant les cérémonies.Toutefois les personnes gravement handicapées participant aux funérailles pourront suivre le convoi dans un véhicule.

En cas de dommage matériel ou d'accident corporel, la responsabilité du conducteur du véhicule sera engagée.

En cas d'opposition des contrevenants, avis immédiat sera donné à la police municipale qui prendra à leur égard les mesures qui conviendront.

En cas de nécessité motivée par le nombre exceptionnel de visiteurs, l'administration municipale pourra interdire temporairement la circulation à tous les véhicules autorisés à circuler dans les cimetières, hors convois funèbres.

Les voitures ou chariots admis dans les cimetières ne pourront stationner dans les allées sans nécessité.

L'accès des véhicules au cimetière Saint-Gérard se fera obligatoirement par la rue des Cyprès pour les convois funéraires, et par l'avenue de Mauguio pour les véhicules autorisés.

ARTICLE 10 – Interdictions

Il est expressément interdit :

- d'enlever ou de déplacer les objets déposés sur les concessions (objets funéraires, fleurs, etc…),
- de provoquer des dégradations sur les sépultures, d'escalader les murs et les portails, de monter sur les tombes, de pénétrer dans les caveaux vides et ossuaires,
- de détériorer la végétation,
- de dégrader les installations, clôtures et bâtiments municipaux dans les cimetières,
- de jeter des détritus, des déchets végétaux et des pots de fleurs en dehors des containers prévus à cet effet,
- de récupérer dans les containers des fleurs, pots ou objets funéraires,
- de réaliser des photos ou des films sans autorisation de l'autorité municipale et des familles. Dans ce cas les prises de vues devront être effectuées sous le contrôle d'un agent des cimetières,
- d'apposer des affiches sur les bâtiments et murs ou de distribuer cartes, imprimés ou écrits quelconques, autres que ceux émanant de la Mairie, sauf dérogation éventuelle avec autorisation écrite de la Mairie,
- de pénétrer dans les cimetières avec des animaux, même tenus en laisse.
- Tout démarchage ou quête sont interdits à l'intérieur des cimetières.

La Ville de Lunel ne pourra jamais être tenue responsable des dégradations et des vols qui seraient commis dans l'enceinte des cimetières.

En cas d'infraction, le Maire pourra porter plainte afin que des poursuites prévues par les textes soient engagées.

ARTICLE 11 – Horaires d'ouverture

Les cimetières seront ouverts au public, tous les jours :

- du 1er octobre au 31 mars: de 8 heures à 17 heures 30
- du 1er avril au 30 septembre : de 8 heures à 19 heures

Dès la fermeture, il est expressément interdit de pénétrer dans les cimetières.

Les agents des cimetières sont chargés de l'ouverture et de la fermeture des portes aux horaires sus indiqués. Dix minutes avant de procéder à la fermeture des portes, ils effectueront une ronde afin

de s'assurer qu'aucun visiteur n'est encore présent dans l'enceinte des cimetières. Les visiteurs devront faire le nécessaire pour sortir avant la fermeture.

Les renseignements au public se donneront :

Au cimetière Saint-Gérard

- du lundi au jeudi de 8h à 17h15
- le vendredi de 8h à 16h45

En Mairie au service funéraire

- du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures 30 et de 13 heures 30 à 17 heures

ARTICLE 12 – Attributions des personnels du service des cimetières et du service funéraire

Les agents des cimetières sont chargés de l'application du présent Règlement. A ce titre ils peuvent faire toutes observations aux visiteurs, marbriers, entreprises de Pompes Funèbres ou toutes autres personnes présentes dans les cimetières et si nécessaire demander l'intervention de la Police Municipale afin de procéder à leur expulsion des lieux.

Ils devront alerter le Service Funéraire ainsi que la Police Municipale afin de faire constater des infractions au présent Règlement ou à la législation funéraire en vigueur.

Ils sont autorisés à enlever toutes les fleurs coupées déposées sur les tombes lorsque leur état nuira à l'hygiène, la salubrité et au bon ordre des cimetières, ainsi qu'à retirer les pots cassés qui jonchent les allées.

A compter du 1er janvier de chaque année, ils sont également autorisés à enlever les fleurs fanées déposées lors des fêtes de Toussaint.

CHAPITRE 3 : CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS ET CREMATIONS

ARTICLE 13 – Formalités

Les formalités administratives devront être effectuées auprès du service funéraire au moins 24 heures avant les funérailles.

Ces formalités peuvent être effectuées par :

Les familles, qui devront être munies des documents suivants : titre de concession, demande d'ouverture de la concession, demande d'inhumation, permis d'inhumer délivré par la commune de décès ;

Les entreprises de Pompes Funèbres mandatées par les familles. En plus des imprimés cités dans l'alinéa précédant, ces entreprises devront présenter le pouvoir de la famille ainsi que leur habilitation préfectorale.

Aucune inhumation ne peut avoir lieu sans une autorisation du Maire de la commune de Lunel.

Cette autorisation d'inhumation devra mentionner d'une manière précise l'identité de la personne décédée, son domicile, l'heure, le lieu et le jour de son décès, ainsi que le jour et l'heure auxquels devra avoir lieu son inhumation. Toute personne qui ferait procéder à une inhumation sans autorisation serait passible des peines portées à l'article R.645-6 du Code pénal.

ARTICLE 14 – Inhumation en cas d'urgence

Aucune inhumation, sauf en cas d'urgence, notamment en période d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, ne peut être effectuée avant qu'un délai de 24 heures ne se soit écoulé depuis le décès, et dans les 6 jours maximum (dimanches et jours fériés non inclus). Ce délai pourra être prolongé en cas de situation exceptionnelle par la Préfecture.

L'inhumation avant le délai légal devra être prescrite par le médecin. La mention "inhumation d'urgence" sera obligatoirement inscrite sur le permis d'inhumer délivré par l'officier de l'Etat-Civil.

ARTICLE 15 – Ouverture des caveaux et creusement des sépultures

Les familles devront faire procéder à l'ouverture du caveau ou au creusement de la sépulture.

Il leur est conseillé de faire effectuer à cette opération 24 heures au moins avant l'inhumation afin de respecter un délai sanitaire et de permettre si nécessaire les réductions de corps ou les travaux qui s'avéreraient indispensables.
Pour les caveaux ou les concessions en pleine terre nouvellement délivrés, un délai de 2 heures minimum avant l'inhumation est souhaitable.
Les sépultures ne devront en aucun cas restées ouvertes. L'entreprise devra donc prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident, ceci en présence d'un agent du cimetière et pendant les tranches horaires prévues pour les inhumations.

A chaque inhumation effectuée dans un caveau monobloc étanche, un bac de recueillement devra être placé sous le cercueil. De même un filtre épurateur d'une durée de validité de 5 ans sera fixé au caveau. Si une deuxième inhumation intervient pendant ce délai de 5 ans, le filtre peut être conservé. Par contre, si une inhumation est effectuée après les 5 ans, la cartouche décontaminante doit être remplacée.
Ce bac et ce filtre ne sont pas fournis par la commune. Cette disposition ne s'applique pas en cas de cercueil hermétique.

Pour les ouvertures de concessions avec porte enterrée donnant sur une allée, les entreprises devront obligatoirement remettre le terrain en état (fouler la terre et remettre le gravier).

Si l'inhumation est effectuée dans un caveau n'appartenant pas à la famille, l'autorisation écrite du concessionnaire ou des ayants droit doit être fournie à l'administration municipale. Dans le cas où le cercueil y serait déposé en l'attente d'un transfert, un cercueil hermétique est obligatoire.

ARTICLE 16 – Registre

Un registre comportant l'identité du défunt et la localisation de la sépulture est tenu à jour au cimetière. Sur chaque cercueil devra être fixée une plaque imputrescible sur laquelle seront gravés le nom du défunt et la date du décès.

ARTICLE 17 – Mise en demeure

Dans le cas où un concessionnaire n'aurait pas obtempéré à une mise en demeure émanant des services municipaux, ceux-ci seront en droit de refuser l'inhumation tant que la situation n'aura pas été régularisée.

ARTICLE 18 – Horaires d'inhumation

L'horaire d'inhumation est fixé par le Service Funéraire de la Ville de Lunel selon les souhaits de la famille, dans la mesure où d'autres cérémonies ne sont pas déjà programmées et dans les tranches horaires suivantes :

- du lundi au jeudi de 8h30 à 16h30
- le vendredi de 8h30 à 15h30

Tous les convois se présentant en dehors de ces plages horaires seront refusés et l'inhumation reportée au lendemain (sauf circonstances exceptionnelles).
Il n'y aura pas d'inhumation les week-ends et les jours fériés.

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS ET CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS DANS LES SEPULTURES EN TERRAIN COMMUN

ARTICLE 19 – Localisation

Le terrain commun situé au cimetière Saint Pierre est affecté à la sépulture des défunts pour lesquels il n'a pas été demandé de concession. Ce terrain commun est constitué d'enfeus individuels.

~~Depuis le 1er janvier 2005 et pour des mesures d'hygiène, seuls les enfeus sont utilisés.~~

ARTICLE 20 – Conditions et généralités

Les cercueils hermétiques sont interdits dans les enfeus, sauf pour les cas de maladies contagieuses ou pour des cas particuliers qu'il appartiendra à l'administration municipale d'apprécier.

Ces sépultures ne peuvent contenir qu'un seul corps. Le transfert d'un corps issu d'un terrain commun n'est autorisé que dans un terrain concédé.

ARTICLE 21 – Dispositions et conditions d'inhumation en terrain commun

- Inhumations en enfeus :
  Les enfeus sont des constructions aériennes constituées de cuves superposées destinées à accueillir les cercueils des personnes dépourvues de ressources. Ils sont attribués par la mairie les uns à la suite des autres sans laisser de cases libres vides.

Il est demandé d'apposer sur la porte une plaque couleur bronze (17,5cm x11,5cm) sur laquelle sont inscrits l'identité du défunt ainsi que les dates de naissance et de décès.

➢ ~~Inhumations en pleine terre :~~

~~Les inhumations en pleine terre se feront dans des fosses séparées dont les dimensions sont les suivantes : 2,20 m de longueur, et 1,00 m de largeur. Elles seront placées les unes à la suite des autres sans laisser d'emplacements libres vides, par 2 rangées adossées, et seront distantes les unes des autres de 0,40 m sur les côtés.~~
~~Il est recommandé de recouvrir chaque emplacement d'une dalle dont les dimensions ne pourront excéder 2,00 m x 0,90 m et d'y inscrire l'identité du défunt. Les monuments y sont interdits et les stèles ne pourront excéder 1,00 m de hauteur par rapport au sol et 0,80m de large.~~

~~Une disposition différente pourra être adoptée par les Services Municipaux si la configuration du terrain l'impose.~~

ARTICLE 22 – Reprise de sépultures dans le terrain commun

A l'expiration du délai de cinq ans prévu par la loi, l'administration municipale pourra ordonner la reprise d'une ou plusieurs sépultures du terrain commun. Notification sera faite au préalable par les soins de l'administration municipale auprès des familles des personnes inhumées lorsque celles-ci sont connues.
La décision de reprise sera publiée et affichée dans les cimetières.

Les familles disposent d' un délai de trois mois, à compter de la publication de la date de décision de reprise, pour exhumer les corps des défunts et retirer les signes funéraires et monuments qu'elles auraient placés sur les sépultures.

ARTICLE 23 – Modalités de reprise des sépultures dans le terrain commun

A l'expiration du délai prévu par le présent Règlement, et si les familles n'ont pas récupéré les dépouilles mortelles, l'administration municipale opérera d'office l'exhumation des corps afin de procéder à leur réduction.

Dans tous les cas, les restes mortels qui seraient trouvés dans la ou les sépultures seront réunis avec soin pour être réinhumés dans un reliquaire qui sera placé dans l'ossuaire communal.

La commune procédera également au démontage et au déplacement des signes funéraires et monuments qui n'auraient pas été enlevés par les familles.

ARTICLE 24 – Exhumation du terrain commun à la demande des familles

L'exhumation des corps inhumés en terrain commun ne peut être autorisée que si la réinhumation doit avoir lieu dans une concession, un caveau de famille ou hors de la commune.

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONCESSIONS

Des emplacements pour sépultures peuvent être concédés dans les cimetières de la commune.

Les litiges relatifs aux terrains concédés relèvent des juridictions de l'ordre administratif. Les tribunaux judiciaires restent compétents en cas de voie de fait ou d'emprise irrégulière et de contestations relatives aux personnes à inhumer.

ARTICLE 25 – Nature juridique des concessions

Le terrain mis à la disposition des familles est concédé et non vendu.

Le concessionnaire possède un droit de nature particulière lui conférant l'usage et la jouissance de la parcelle concédée.

Toute cession de la concession est interdite.

Lorsqu'un caveau est implanté sur une concession, il appartient à celui à qui a été concédé le terrain.
Le concessionnaire ne peut disposer que de la surface qui lui a été attribuée. Il ne peut en aucun cas déposer des objets funéraires ou des fleurs en dehors des limites de sa concession ainsi que dans les allées ou entre-tombes.

ARTICLE 26 – Acquisition

Les personnes désirant disposer d'une concession funéraire dans l'un des cimetières de la commune doivent se présenter au Service Funéraire situé en mairie, munies d'une pièce d'identité ainsi que d'un justificatif de moins de trois mois (loyer, eau, électricité, etc…) attestant de leur domicile sur la commune.

Les entreprises de Pompes Funèbres peuvent également effectuer cette formalité pour le compte d'un tiers. Elles devront obligatoirement présenter un pouvoir de l'intéressé l'autorisant à effectuer cette formalité.

Une même personne ne peut acquérir qu'une seule concession tant que la capacité de la concession initialement délivrée permet de recevoir un ou plusieurs corps.

ARTICLE 27 – Tarifs des concessions

Les tarifs sont fixés par délibération du conseil municipal.

Le jour de l'acquisition, le concessionnaire devra s'acquitter du prix au tarif en vigueur.

Ces tarifs sont tenus à la disposition des administrés au Service Funéraire en Mairie, dans les deux cimetières et sur le site internet de la Ville.

ARTICLE 28 – Droits et obligations des concessionnaires

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative.

Compte tenu de l'obligation de pourvoir à l'inhumation de toutes les personnes et des contraintes d'espace disponible, en aucun cas une personne remplissant les conditions énoncées à l'article 2 ne pourra se voir délivrer une concession funéraire de son vivant.

1. Une concession ne peut être destinée à d'autres fins que l'inhumation. Peuvent être inhumés dans une concession , le concessionnaire, ses ascendants ou descendants, ses alliés et ayants droit. Le concessionnaire aura cependant, le cas échéant, la faculté de faire inhumer dans sa concession certaines personnes n'ayant pas qualité de parents ou d'alliés mais auxquelles l'attachent des liens exceptionnels d'affection et de reconnaissance. Dans ce cas toute désignation ou exclusion devra faire l'objet d'un écrit dont la signature sera légalisée en Mairie.

Les familles ont le choix entre trois modes de concessions :

- Concession individuelle : pour le concessionnaire exclusivement .
- Concession familiale : pour le concessionnaire et l'ensemble de ses ayants droit.
- Concession collective : pour les personnes expressément désignées en filiation directe ou sans lien parental, mais avec des liens affectifs. Il est possible d'exclure dans ce type de concession un ayant droit direct.

Le choix ainsi opéré par le ou les concessionnaires est très important car le Service Funéraire appliquera strictement les dispositions fixées.

2. Le concessionnaire ne peut effectuer des travaux de fouille, de construction ou d'ornementation que dans les limites du présent Règlement. Lors de la signature de l'acte, le concessionnaire s'engage à y faire transférer dans les trois mois suivant l'expiration de ce délai, le ou les corps qui auraient été inhumés provisoirement dans le dépositoire communal.

3. Le concessionnaire ainsi que ses ayants droit ne peuvent accéder à la concession qu'aux jours et heures d'ouverture des cimetières et en se conformant aux règles de police contenues dans le présent Règlement.

4. Les concessionnaires sont tenus d'entretenir leurs sépultures et de ne pas provoquer de gêne auprès des usagers, des concessionnaires voisins et des services municipaux. Ces concessions doivent être en bon état de propreté. Les ouvrages devront toujours être en bon état de conservation et de solidité.

5. Il est interdit de procéder à des travaux de quelque nature que ce soit visant à augmenter la capacité d'une sépulture. Cette disposition concerne les caveaux, le columbarium ou les fosses. Les extensions (souterraines, aériennes ou sur les cotés), notamment par l'ajout de cavurnes ou par tout autre dispositif, ne sont pas autorisées.

ARTICLE 29 – Plantations

Les plantations ne pourront être faites et se développer que dans les limites du terrain concédé. Elles devront toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance et le passage . Elles ne devront pas dépasser la hauteur de 1 mètre du niveau du sol et, si besoin, être abattues à la première mise en demeure de l'administration municipale.

Dans le cas où il ne serait pas déféré à cette mise en demeure dans un délai de 15 jours, le travail sera exécuté d'office aux frais du concessionnaire ou de ses ayants droit.

En raison des dégâts pouvant être causés aux sépultures voisines, la plantation de tout arbre et arbuste est interdite sur le terrain de la concession. Seule la végétation dans des pots ou jardinières est autorisée.

ARTICLE 30 – Types de concession

Les différentes concessions disponibles dans les cimetières de la ville sont les suivantes :

- Concessions 15 ans renouvelables non constructibles (pleine terre)
- Concessions trentenaires renouvelables :
  - Non constructibles (pleine terre)
  - Constructibles (caveau préfabriqué étanche)
  - Columbarium pour urnes
- Concessions cinquantenaires renouvelables constructibles (caveau préfabriqué étanche)
- ~~Concessions perpétuelles :~~
  - ~~Constructibles (caveau préfabriqué étanche)~~

ARTICLE 31 – Choix de l'emplacement

Les concessions en terrain neuf, quelle que soit leur durée, sont implantées dans les cimetières de la Ville de Lunel au seul choix de l'administration municipale. Ces choix sont faits en fonction des besoins, des possibilités offertes par le terrain et des nécessités et contraintes de service.

Les places sont concédées en continuité dans une ligne jusqu'à ce que celle-ci soit complète. Le concessionnaire ne peut choisir ni l'emplacement, ni l'orientation de sa concession. Il doit en outre, respecter les consignes d'alignement qui lui sont données.
Cependant des concessions constructibles de durées différentes pourront être délivrées dans la même allée.

ARTICLE 32 – Renouvellement des concessions

Les concessions temporaires sont renouvelables à expiration de chaque période de validité. Le concessionnaire ou ses ayants droit pourront encore user de leur faculté à renouvellement dans les deux années qui suivent la date d'expiration. Le tarif en vigueur à la date du renouvellement sera alors appliqué. Cependant, il sera considéré que le renouvellement a pris effet à compter de la date d'expiration de la période initiale et non à compter de la date effective du renouvellement.

A défaut de paiement de la nouvelle redevance à l'expiration de ce délai de 2 ans, la concession fait retour à la commune. Celle-ci pourra réattribuer la concession à condition que cinq années depuis la dernière inhumation soient écoulées. Les mesures d'hygiène décrites au chapitre 8 du présent règlement (Règles applicables aux exhumations) seront alors applicables.
Si la commune n'a pas réattribué la dite concession, elle pourra être renouvelée après paiement.

La commune se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession temporaire. Cette opposition sera motivée par des motifs de sécurité, d'état d'entretien ou pour tout motif visant à l'amélioration du cimetière. Dans ce cas, un emplacement de substitution sera désigné et les frais de transfert seront obligatoirement pris en charge par la commune.

Lors du renouvellement, il pourra être exigé de remettre en état ou à niveau la dalle ou le monument implanté sur la tombe.

ARTICLE 33 – Rétrocession

Le concessionnaire pourra être admis à rétrocéder à la commune une concession avant échéance du renouvellement aux conditions suivantes :

1. La demande de rétrocession ne peut émaner que de celui qui a acquis la concession. Sont donc exclus pour faire cette demande les héritiers ainsi que les ayants droit qui sont tenus de respecter les contrats passés par leur auteur, le fondateur de la sépulture.

2. Cette rétrocession, doit être motivée :

a. par l'acquisition d'une nouvelle concession de plus longue durée.
b. par un transfert de corps dans un autre caveau dans l'un des cimetières de la commune.
c. par un transfert de corps dans un cimetière hors de la commune.

3. Le terrain ou le caveau devra être restitué libre et vide de tout corps.

4. Le terrain devra être restitué libre de tout caveau ou monument. Néanmoins, lorsque la concession comporte un caveau ou un monument, l'administration municipale se réserve le droit d'autoriser le concessionnaire à rechercher un acquéreur et de substituer ce dernier à celui faisant acte de rétrocession.

5. Le prix de rétrocession est calculé après déduction des frais d'enregistrement. Il est limité aux deux tiers du prix d'achat, le troisième correspondant à la recette de la vente des concessions à destination du Centre Communal d'Action sociale qui ne peut faire l'objet de remboursement.

d. Concernant les concessions temporaires, le remboursement est calculé au prorata de la période restant à courir jusqu'à la date d'échéance du contrat.
e. Concernant les concessions perpétuelles, le calcul ci-dessus n'est pas possible. De ce fait, la Ville de Lunel ne peut accepter que les rétrocessions à titre gracieux.

Lors de l'attribution à un nouveau concessionnaire, les tarifs en vigueur à la date du nouvel achat seront alors appliqués.

ARTICLE 34 – Entretien des concessions

L'entretien et la propreté des concessions relèvent exclusivement de la responsabilité du concessionnaire et en aucun cas des services municipaux.

Si une concession a cessé d'être entretenue après une période de 30 ans, la Mairie pourra engager une procédure de reprise de la concession en état d'abandon conformément aux textes régissant cette situation.

ARTICLE 35 – Conversion de concessions

Les conversions de concessions sur place sont autorisées mais doivent porter sur une durée supérieure**.** La conversion est possible soit lors du renouvellement de la concession soit en cours d'exécution du contrat de concession.

ARTICLE 36 – Construction d'enfeus

La construction d'enfeus (caveaux en surélévation construits au-dessus du niveau du sol) sur une concession est interdite.

ARTICLE 37 – Entre-tombes

Le terrain nécessaire aux séparations et passages entre les tombes est fourni par la commune sur le domaine public. Ces entre-tombes seront de 0,30 m sur les côtés et de 0,30 m à la tête.
Aucun objet ou plantation ne devra être placé sur la surface.

ARTICLE 38 – Concessions : dimensions et généralités

1 Concessions non constructibles (en pleine terre)

- Ces concessions sont limitées à deux places.

- Les dimensions de ces concessions sont : 1,40 m de largeur x 2,60 m de longueur (il est conseillé de les ouvrir au minimum de 0,90 m sur leur largeur et de 2,00 m sur leur longueur)

- La première inhumation dans la concession se fait obligatoirement à 2,00 m de profondeur. Le second corps doit être placé à 1m minimum sous le niveau du sol.

- Il est conseillé d'y placer une dalle de 0,90 m à 1,00 m sur la largeur et de 2,00 m à 2,10 m sur la longueur,dans les six mois suivant l'acquisition de la concession.

- Sur ce type de concessions la construction d'un monument est interdite mais une stèle pourra être apposée sur la dalle. Sa hauteur est limitée à 1,00 m au dessus du niveau du sol et la largeur ne pourra excéder 1,00 m.

- Les cercueils hermétiques y sont strictement interdits sauf en cas de maladies contagieuses ou pour des cas particuliers qu'il appartiendra à l'administration municipale d'apprécier.

2 Anciennes concessions perpétuelles non constructibles

– Les concessions sont situées dans le cimetière Saint-Pierre (Plan I). Les dimensions de la dalle devront être inférieures à 2,20 m x 2,50 m.

3 Concessions ~~perpétuelles ou~~ temporaires constructibles

- Elles sont concédées avec des caveaux préfabriqués déjà implantés.

- Ces caveaux devront être équipés d'un bac de rétention pour chaque cercueil ainsi que d'un système d'épuration statique fonctionnant avec cartouche épuratrice décontaminante.

- Les bouches d'aération et les filtres ne devront en aucun cas être obstrués.

- Trois catégories de caveaux sont disponibles : 2 places, 4 places ou 6 places.

- Un monument peut être implanté sur le caveau. Il ne peut dépasser les limites de la concession et doit répondre aux conditions fixées par le présent Règlement. Le caveau doit être recouvert dans un délai d'un an par un habillage.

- Les familles bénéficient de :

- 0,10 m sur les deux côtés (afin de finaliser l'habillage du caveau)
- 0,10 m à la tête (afin de finaliser l'habillage du caveau)
- 0,30 m aux pieds (afin de déposer pots ou jardinières amovibles)

LES PLANS DETAILLES DES CONCESSIONS SONT ANNEXES A LA FIN DU PRESENT REGLEMENT

ARTICLE 39 – Carré de confession israélite et carré de confession musulmane

Un carré de confession israélite ainsi qu'un carré de confession musulmane, tous deux situés au cimetière Saint-Gérard sont mis à la disposition des familles. Ces sépultures sont concédées selon les mêmes critères et conditions que les concessions temporaires en terre non constructibles. Comme les trentenaires non constructibles, elles peuvent recevoir deux corps. Compte tenu des contraintes d'espace, il est donc demandé aux familles de mettre deux corps dans chaque fosse. Les prescriptions du présent règlement (monuments, habillages, gravures notamment) s'appliquent pleinement pour ces deux carrés confessionnels.

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AU DEPOSITOIRE

Un dépositoire communal situé au cimetière Saint-Gérard est mis à la disposition des familles afin de pouvoir y déposer, temporairement, les cercueils destinés à être inhumés dans les sépultures non encore construites ou qui doivent être transportés hors de la commune.

ARTICLE 40 – Formalités

Les demandes de dépôt doivent être formulées auprès du Service Funéraire par un membre de la famille ou par toute autre personne ayant qualité à cet effet, ou par ordre de Monsieur le Maire au titre de la sécurité ou de la salubrité publique. L'autorisation de dépôt ne pourra être accordée que si le permis d'inhumer a été délivré.

ARTICLE 41 – Conditions d'admission d'un cercueil

Pour être admis dans le dépositoire, les cercueils contenant les corps devront réunir les conditions fixées par la réglementation funéraire prévue au Code général des collectivités territoriales. Le corps sera donc placé dans un cercueil hermétique. Lorsque la durée du dépôt n'excède pas 48 heures, le corps peut être placé dans un cercueil non hermétique.

ARTICLE 42 – Durée du dépôt d'un cercueil

La durée de dépôt d'un cercueil est limitée à six mois. Cette durée pourra être reconduite une fois. Cette prolongation de dépôt devra impérativement être faite par la personne qui a formulé la première demande. Le délai maximum d'occupation du dépositoire est d'un an. Passé ce délai, la famille devra récupérer le cercueil afin de le faire inhumer dans un caveau familial ou de le faire transporter hors de la commune.

ARTICLE 43 – Rupture de cercueil

Si suite à la rupture du cercueil hermétique des émanations étaient constatées, la famille serait avertie dans les plus brefs délais et elle devrait procéder à l'exhumation du cercueil afin de le faire réinhumer dans les 24 heures.

ARTICLE 44 – Interdictions et cas de force majeure

Un cercueil provenant du dépositoire ne peut être inhumé en terrain commun car les cercueils hermétiques y sont interdits, sauf en cas de maladie grave ou contagieuse, ainsi qu'en cas de force majeure qu'il appartiendra à l'administration municipale d'apprécier.

ARTICLE 45 – Tarifs

Les tarifs des droits de séjour dans le dépositoire communal sont fixés par délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 46 – Fleurs, gerbes et couronnes

Les couronnes, gerbes et fleurs pourront être placées sous la case. Elles devront être enlevées par les familles deux semaines après le dépôt du corps. Passé ce délai, les agents des cimetières sont chargés de les récupérer afin de les détruire.

ARTICLE 47 – Urnes, boîtes à ossements et situations exceptionnelles

Des urnes, des boîtes à ossements ou des caisses contenant des restes mortels, pourront être placées temporairement dans le dépositoire. Afin de faire face à une situation exceptionnelle (intempéries, etc…), on peut envisager d'y déposer pour une très courte durée, un cercueil non hermétique. Il appartiendra à l'administration municipale d'apprécier la nécessité d'une telle dérogation.

ARTICLE 48 – Sortie définitive du dépositoire

La sortie d'un corps du dépositoire et sa réinhumation définitive dans une autre sépulture doit être impérativement demandée par la personne ayant effectué les formalités pour déposer un corps dans le dit dépositoire. Ces opérations auront lieu dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves que celles concernant les exhumations et les réinhumations ordinaires.

CHAPITRE 7 : DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES A L'ESPACE CINERAIRE

Un columbarium ainsi qu'un Jardin du Souvenir mis à la disposition des familles permettent d'y déposer les urnes cinéraires ou d'y répandre les cendres. Le columbarium est divisé en cases. Chacune d'entre elles peut abriter plusieurs urnes cinéraires.

ARTICLE 49 – Localisation du columbarium et du Jardin du Souvenir

Le columbarium ainsi que le Jardin du Souvenir, sont tous deux situés dans le plan II du cimetière Saint-Pierre.

ARTICLE 50 – Attribution d'une case au columbarium

Comme pour les concessions, les cases sont attribuées les unes à la suite des autres, sans laisser d'emplacements libres vides. Elles sont concédées en continuité dans une ligne jusqu'à ce que celle-ci soit complète.

Elles ne peuvent être délivrées à l'avance et elles sont concédées au moment du décès.

Le concessionnaire ne peut choisir l'emplacement de la case.

Comme pour les concessions funéraires, les personnes désirant acquérir une case dans le columbarium de la commune doivent se présenter au service funéraire situé en mairie, munies d'une pièce d'identité ainsi que d'une quittance (loyer, eau, électricité, etc…de moins de 3 mois) attestant de leur domicile sur la commune.

Les entreprises de Pompes Funèbres peuvent également effectuer cette formalité pour le compte d'un tiers. Elles devront obligatoirement présenter un pouvoir de l'intéressé l'autorisant à effectuer cette formalité.
Rien ne s'oppose à ce qu'une personne déclare vouloir acquérir une case pour elle seule et sa volonté doit être respectée.Le concessionnaire décide des personnes dont les cendres pourront être déposées dans la case.

Le columbarium étant réservé aux personnes décédées, aucun animal ne pourra y être déposé.

ARTICLE 51 – Nature juridique du columbarium

Les cases mises à la disposition des familles sont concédées et non vendues.
Le concessionnaire possède un droit de nature particulière lui conférant l'usage et la jouissance de la case concédée.

ARTICLE 52 – Durée

Les cases sont attribuées pour une durée de trente ans. Elles ne peuvent pas faire l'objet d'une conversion de plus longue durée. Elles sont renouvelables à l'expiration de chaque période de validité. Le concessionnaire ou ses ayants droit pourront encore user de leur droit à renouvellement dans les deux années qui suivent la date d'expiration. Cependant, il sera considéré que le renouvellement a pris effet à compter de la date d'expiration de la période trentenaire et non à compter de la date effective du renouvellement. A défaut de renouvellement à l'expiration de ce délai la case fait retour à la commune. Celle-ci pourra la réattribuer sans aucun préavis à un nouveau concessionnaire.

ARTICLE 53 – Non renouvellement de la case à l'échéance

En cas de non renouvellement, les cendres contenues dans les urnes non réclamées par les familles dans un délai d'un an et un jour après le délai légal seront dispersées dans le Jardin du Souvenir.
La plaque de fermeture de la case devra être retirée ainsi que les inscriptions y figurant.

ARTICLE 54 – Tarifs

A la date d'achat, le concessionnaire devra s'acquitter des droits de concession au tarif en vigueur au jour de sa délivrance . Ces tarifs sont fixés par délibération du conseil municipal.

ARTICLE 55 – Ouverture, fermeture des cases et dépôt d'urnes

- Les cases doivent être ouvertes et refermées par une entreprise de Pompes Funèbres. Ces intervenants devront être à jour de leur habilitation préfectorale.
- Le dépôt des urnes doit être assuré par une entreprise de Pompes Funèbres habilitée.

Ces opérations doivent être réalisées sous le contrôle d'un des agents des cimetières.

ARTICLE 56 – Inscriptions sur les portes des cases

Pour les inscriptions sur les portes, il est demandé aux concessionnaires de respecter le cahier des charges suivant :

Il est obligatoire d 'apposer sur la porte une plaque de couleur bronze (17,5cm x 11,5 cm) comportant uniquement le nom et les prénoms ainsi que les dates de naissance et de décès de la personne incinérée.

Les plaques ainsi que les inscriptions réalisées différemment que ci-dessus sont strictement interdites. Aucune gravure ne pourra être effectuée directement sur la porte de la case.

ARTICLE 57 – Interdiction de sceller une urne cinéraire sur un monument

Pour prévenir tout risque de dégradation et de vandalisme, le scellement d'une urne cinéraire sur une sépulture (caveau, monument ou case de columbarium) n'est pas autorisé.

ARTICLE 58 – Formalités pour déposer une urne cinéraire

Les formalités administratives pour déposer une urne cinéraire sont les mêmes que celles relatives aux inhumations dans une concession funéraire (voir article 12 du présent règlement).
L'autorisation d'incinération doit également être présentée.
Aucun dépôt ne peut avoir lieu sans une autorisation du maire de la commune de Lunel. Celle-ci devra mentionner d'une manière précise l'identité de la personne décédée, son domicile, l'heure, le lieu et le jour de son décès, ainsi que le jour et l'heure auxquels devra avoir lieu le dépôt de l'urne.
Toute personne qui ferait procéder à un dépôt sans autorisation serait passible des peines portées à l'article R.645-6 du Code Pénal.

ARTICLE 59 – Déplacement d'urnes cinéraires

Les urnes ne peuvent être déplacées du columbarium ou de la sépulture où elles ont été déposées sans l'autorisation de l'administration municipale. Ces formalités doivent être faites dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'exhumation d'un corps dans une concession funéraire (cf chapitre 8 du présent Règlement).

ARTICLE 60 – Jardin du Souvenir

- Un Jardin du Souvenir est installé au cimetière Saint-Pierre pour la dispersion des cendres à l'intention des personnes remplissant les conditions requises à l'article 2 et qui en ont manifesté la volonté. Il est entretenu par les services municipaux.
- Ces cendres devront être dispersées par les entreprises de pompes funébres sous le contrôle d'un des agents du service des cimetières. Les formalités administratives devront être faites au Service Funéraire au moins 24 heures à l'avance.
- Aucune dispersion dans les cimetières ailleurs qu'au Jardin du Souvenir ne sera tolérée, sous peine de poursuites.
- Un registre spécial des dispersions de cendres au Jardin du Souvenir est tenu à jour par le service du cimetière**.**
- Le dépôt temporaire de gerbes et fleurs naturelles à l'extrémité du Jardin du Souvenir est toléré. Les agents des cimetières seront chargés de les enlever dès qu'elles seront fanées. Les fleurs artificielles ne sont pas acceptées.

CHAPITRE 8 : REGLES APPLICABLES AUX EXHUMATIONS

ARTICLE 61 – Demande d'exhumation

Aucune exhumation ou réinhumation, sauf celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable de l'autorité municipale.

Toute demande d'exhumation doit être faite par le plus proche parent du défunt au nom de l'ensemble des ayants droit. Celui-ci doit justifier de son état-civil, de son domicile et de la qualité en vertu de laquelle il formule sa demande. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux. Cette demande doit être déposée en Mairie de Lunel, au Service Funéraire.

Une demande d'exhumation pourra être refusée ou différée pour des motifs tenant à la sauvegarde du bon ordre des cimetières, de la décence ou de la salubrité publique. En cas de maladie contagieuse, l'exhumation du corps ne sera autorisée qu'après un délai d'un an à compter de la date de décès.

ARTICLE 62 – Autorisation d'exhumation

Les autorisations d'exhumation sont délivrées par le Service Funéraire. Les agents des cimetières assistent à l'opération. Ils sont chargés d'en surveiller la bonne exécution. Ils veillent également à ce que les opérations soient accomplies avec décence et à ce que les mesures d'hygiène prévues à l'article R.2213-42 du Code général des collectivités territoriales soient respectées.

ARTICLE 63 – Périodes d'exhumation

Les exhumations de corps seront effectuées du lundi au vendredi de 8 heures à 9 heures .

Toute exhumation commencée dans la tranche horaire légale sera autorisée à dépasser l'heure limite imposée par le présent Règlement.

Aucune exhumation ne sera autorisée entre le 15 juin et le 15 septembre, ainsi que pendant la semaine précédant la Toussaint (sauf cas exceptionnel afin de permettre une inhumation).

En cas de conditions atmosphériques impropres à ces opérations, les exhumations peuvent être suspendues par l'autorité municipale.

Ces restrictions ne concernent pas les exhumations judiciaires, ni les exhumations du terrain commun ou des enfeus qui seraient réalisés à la demande de la commune.

Les dates et heures des exhumations sont fixées par le Service Funéraire en concertation avec les familles et les entreprises de Pompes Funèbres.

ARTICLE 64 – Personnes présentes lors des exhumations

Les opérations d'exhumation de corps se feront obligatoirement en présence de :

- la famille ou de son mandataire,
- d'un agent des cimetières,

Si la famille ou son mandataire n'est pas présent, l'exhumation ne sera pas effectuée

ARTICLE 65 – Limitation du délai d'exhumation

Aucun délai d'attente après l'inhumation n'est demandé pour pouvoir pratiquer une exhumation, à condition que celle-ci soit justifiée. Peuvent provoquer une exhumation la fin de la construction d'un caveau, le transport hors de la commune et l'inhumation dans une sépulture familiale ou encore une procédure pénale aux fins d'expertise.

Conformément à l'article R.2213-41 du Code général des collectivités territoriales, si le défunt était atteint au moment du décès d'une maladie contagieuse, l'exhumation ne pourrait être autorisée qu'après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date du décès. Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables dans le cas où le corps est placé dans un cercueil hermétique afin d'être déposé dans un édifice cultuel, dans un dépositoire ou dans un caveau provisoire.

ARTICLE 66 – État du cercueil

Dans le cas où le cercueil serait détérioré et nécessiterait son remplacement, les frais seront supportés par la famille.

ARTICLE 67 – Ouverture et fermeture du caveau ou de la fosse

Il est conseillé aux familles et aux entreprises de procéder à l'ouverture du caveau ou au creusement de la fosse 24 heures au moins avant l'exhumation, afin qu'un délai sanitaire soit respecté. La sépulture ne devra en aucun cas rester ouverte. L'entreprise devra donc prendre toutes les dispositions pour éviter un éventuel accident.

Les caveaux doivent être refermés aussitôt l'exhumation terminée. Il en est de même pour les fosses qui doivent être comblées.

ARTICLE 68 – Transport des corps exhumés

Le transport des corps exhumés d'un lieu à un autre devra être effectué en conformité avec la législation funéraire.

Il s'effectuera sous la surveillance d'un des agents des cimetières.

- Lorsque le corps est réinhumé dans le même cimetière, le fonctionnaire cité ci-dessus assiste à la réinhumation qui doit être faite immédiatement après l'exhumation.
- Si cette réinhumation a lieu dans un autre cimetière de la commune, la translation s'opère immédiatement. Un fonctionnaire affecté à l'autre cimetière assistera à l'opération de réinhumation.

Les cercueils devront être recouverts d'un drap mortuaire.

ARTICLE 69 – Cas particulier des exhumations en terrain commun

A la demande des familles, l'exhumation des corps inhumés en terrain général ne peut être autorisée que si la réinhumation doit avoir lieu dans un terrain concédé, un caveau de famille ou dans le cimetière d'une autre commune.

ARTICLE 70 – Restes mortels

Les restes mortels devront être placés avec décence et respect dans un reliquaire de taille appropriée. Un seul reliquaire pourra contenir les restes mortels de plusieurs personnes issues de la même concession.
Si un bien de valeur est trouvé, il sera placé dans le reliquaire.

ARTICLE 71 – Ouverture des cercueils

Si, au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de 5 ans depuis la date du décès et seulement après autorisation de l'autorité municipale.
Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil qui sera fermé pour une période minimum de 5 ans.
Si le corps peut être réduit, il sera alors placé dans un reliquaire. Ce reliquaire pourra être réinhumé dans la même sépulture ou être transféré dans une autre sépulture des cimetières de la Ville. Il pourra également être transporté dans un cimetière hors de la commune ou être incinéré.

ARTICLE 72– Accès limité pendant une exhumation

Pendant une exhumation, la partie concernée du cimetière sera fermée au public.

CHAPITRE 9 : REGLES APPLICABLES AUX REDUCTIONS OU REUNIONS DU CORPS

ARTICLE 73 – Demande de réductions ou de réunions de corps

La réduction ou la réunion de corps dans les caveaux ne pourra être faite qu'après autorisation de l'administration municipale, sur la demande de la famille et sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas précisé dans l'acte de concession :

- Qu'il ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

- Les noms des personnes dont il autorisait l'inhumation dans la sépulture à l'exclusion de tout autre.

ARTICLE 74 – Mesures d'hygiène

Par mesure d'hygiène et pour des raisons de convenance, la réduction de corps ne sera autorisée que 5 années après l'inhumation de ce corps et sous réserve que les conditions de réduction ou de réunion de corps soient respectées.

ARTICLE 75 – Conditions et règles applicables aux réductions ou réunions de corps

La réduction ou réunion de corps dans les caveaux ne pourra s'effectuer que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations (cf chapitre 8 Règles applicables aux exhumations du présent Règlement).

CHAPITRE 10 : REGLES GENERALES APPLICABLES AUX MONUMENTS SUR LES CONCESSIONS

ARTICLE 76 – Délai de construction

Un monument (dalle, stèle, chapelle) doit être obligatoirement érigé sur les concessions constructibles. Les dimensions de ce monument devront être conformes au présent Règlement et offrir un aspect semblable aux autres constructions du cimetière, que ce soit au niveau de la couleur, des matériaux et de la forme.
Il devra impérativement être terminé dans l'année qui suit la date d'acquisition de ladite concession. Il devra également être habillé et fermé au terme de ce délai.

Pour les concessions en pleine terre, il est conseillé d'apposer une dalle dans le même délai.

ARTICLE 77 – Demande et autorisation de travaux

Toute intervention, construction ou réparation (pierre tombale, habillage, gravure, monument) dans les cimetières de la Ville de Lunel est soumise à une autorisation de travaux délivrée par l'administration municipale.
Pour les écritures en langue étrangère, une traduction devra être fournie avec la demande de travaux.
La Mairie se réserve la possibilité d'interdire une inscription qui porterait atteinte à l'ordre public.

Pour obtenir cette autorisation, l'entrepreneur devra déposer la demande d'autorisation de travaux au Service Funéraire en mairie de Lunel, 8 jours avant le début des travaux.

Cette demande devra être dûment signée par le concessionnaire ou ses ayants droit (la vérification du lien de parenté appartient à l'administration municipale). Elle devra être accompagnée d'un plan précis comportant les dimensions de la dalle ou du monument ainsi que tous les renseignements nécessaires en terme de couleur et de matériau à utiliser. Le plan devra être signé par l'entrepreneur et le cachet de l'entreprise y sera apposé.

Avant que cette autorisation ne soit établie, un contrôle sur l'emplacement de la sépulture sera effectué afin de vérifier la conformité de la demande.

L'administration municipale se réserve le droit de ne pas autoriser une construction qui ne serait pas en harmonie avec les autres caveaux des cimetières et qui ne s'intégrerait pas parfaitement dans le site existant.

ARTICLE 78 – Déclaration de fin de travaux et certificat de conformité

L'entrepreneur informe un agent du cimetière de la fin de ses travaux, qui vérifie sur place leur bonne exécution et la conformité au projet déposé.
En cas de mauvaise exécution ou de non-conformité, les travaux devront être repris jusqu'à être conformes à la demande.

La commune se réserve le droit de ne pas autoriser une inhumation dans un caveau dont la conformité à la demande n'a pas été établie par un agent du cimetière.

ARTICLE 79 –Travaux exécutés sans autorisation

Si les travaux sont exécutés sans autorisation, l'artisan ou l'entreprise sera mis en demeure d'arrêter immédiatement.

ARTICLE 80 – Période d'exécution des travaux

Les travaux devront obligatoirement être effectués du lundi au vendredi durant les heures de présence des agents des cimetières :

- du lundi au jeudi de 8h à 17h15
- le vendredi de 8h à 16h45

A l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux sont interdits aux jours ou périodes suivants :

- samedis, dimanches et jours fériés,
- pendant les sept jours consécutifs précédant la fête de Toussaint.

ARTICLE 81 – Règles générales pour la construction de monuments

Le dessus des caveaux pourra être recouvert soit d'une pierre tombale, soit d'une stèle, soit d'une chapelle. En aucun cas, le monument ne pourra excéder 2,50m de hauteur à partir du niveau du sol et ceci afin de permettre aux agents des cimetières de pouvoir visualiser et surveiller l'ensemble des lieux.

Les concessionnaires devront soumettre à l'administration municipale leurs projets de caveaux et de monuments qui devront respecter les conditions prescrites par le présent Règlement.

Pour l'habillage du caveau, il est recommandé d'utiliser :

- soit du granit ou matériau similaire,
- soit d'apposer un crépi blanc ou ton pierre ou une peinture blanche ou ton pierre.

Le plexiglas et le carrelage sont interdits.

Le caveau plus l'habillage ne devront pas dépasser les limites de la concession attribuée.
La largeur des dalles de propreté existantes à la date d'application du présent règlement devant les caveaux anciens ne devront pas excéder 50cm.

L'inobservation des prescriptions relatives à la construction des dalles et monuments peut entraîner l'obligation de démolir la construction aux frais du concessionnaire.

En aucun cas, les signes funéraires ne devront dépasser les limites du terrain concédé.

ARTICLE 82 – Constructions gênantes

Toute construction additionnelle hors des limites de la concession (jardinière, dalle de propreté, etc…) reconnue gênante devra être déposée dès la première réquisition de l'administration municipale. Cette dernière se réserve le droit de faire procéder d'office à ce travail, aux frais du concessionnaire, d'un ayant droit ou éventuellement de l'entreprise.

ARTICLE 83 – Dépassement des limites

Les entrepreneurs seront tenus de se conformer à l'alignement indiqué par le représentant de l'administration municipale.

En cas de dépassement de ces limites et usurpations au-dessus ou au-dessous du sol, les travaux seront alors suspendus et la démolition devra être immédiatement exécutée. Elle sera au besoin requise par voie de droit ou effectuée par les services municipaux aux frais de l'entrepreneur.

CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX CAVEAUX ET MONUMENTS

ARTICLE 84 – Contrôle des travaux

En vertu du présent règlement et pour veiller à son exécution, les agents des cimetières sont chargés de la surveillance des travaux effectués sur les concessions, de manière à prévenir tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines. Suite à ces constatations, le Service Funéraire est chargé de faire toutes les mises en demeure et le cas échéant, de demander l'intervention de la police municipale afin de dresser procès-verbal ou éventuellement de faire cesser les travaux.

L'administration municipale n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution de ces travaux ou des dommages qui seraient causés aux tiers.
Dans tous les cas, les concessionnaires ou constructeurs devront se conformer aux indications qui leur seront données par les agents de l'administration municipale même postérieurement à l'exécution des travaux.

Dans le cas où malgré les indications et injonctions, notamment en ce qui concerne les normes techniques qui leur seront données, le constructeur ne respectait pas la superficie concédée et les normes imposées, l'administration municipale pourra faire suspendre immédiatement les travaux. Ces derniers ne pourront être continués que lorsque le terrain usurpé aura été restitué.
Le cas échéant la démolition des travaux commencés ou exécutés sera entreprise d'office par l'administration municipale, aux frais de l'entrepreneur.

ARTICLE 85 – Obligations particulières des entrepreneurs (sécurité, nettoyage et propreté)

Les travaux réalisés dans l'enceinte des cimetières ne devront pas gêner le public, ni salir les cimetières. En conséquence :

- Les fouilles effectuées par les constructeurs (pour la construction des monuments sur les terrains concédés), non comblées en fin de journée ou en période de congés, devront être recouvertes et entourées de barrières ou protégées au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout accident,
- Sous aucun prétexte, les entrepreneurs ne pourront déplacer des signes funéraires ou déposer même momentanément de la terre, matériaux, revêtements et autres objets sur les sépultures voisines. Ils devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux. De même il leur est interdit de déposer dans les allées et sur les espaces verts ou plates-bandes, des outils ou matériaux de construction,
- Le sciage et la taille des matériaux destinés aux constructions et monuments sont interdits dans le cimetière,
- Dès les travaux terminés, la terre ou les débris de matériaux restants devront être évacués immédiatement (le jour même),
- La remise en état éventuellement rendue nécessaire des surfaces particulières ou communales seront exécutées à la charge de l'entrepreneur,
- Les gravats, pierres et autres devront être recueillis et enlevés avec soin et au fur et à mesure, de telle sorte que les allées et les abords des sépultures soient libres et nets comme avant la construction,
- Les véhicules devront être dégagés au plus vite et ne pas encombrer les allées ni gêner la circulation. Ils ne devront stationner que le temps nécessaire au chargement et au déchargement du matériel,
- Seul les engins équipés de chenilles en caoutchouc sont autorisés dans les cimetières. Ils devront être compatibles avec la largeur des allées et la nature des voiries,
- Après l'achèvement des travaux, dont le service des cimetières devra être immédiatement avisé, les entrepreneurs devront nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer le cas échéant, les dégradations commises par eux sur les allées ou plantations. En cas de défaillance des entreprises et après sommation, les travaux de remise en état seront effectués par l'administration municipale aux frais des entrepreneurs sommés,
- L'acheminement et la mise en place ou la dépose des monuments ou pierres tumulaires ne devront jamais être effectués en prenant appui sur les monuments voisins ou les arbres. Les engins et outils de levage (leviers, crics, palans, etc…) ne devront jamais prendre leurs points d'appui sur le revêtement des allées et bordures goudronnées ou cimentées,
- La fabrication de béton ou de ciment devra se faire dans une auge et en aucun cas dans les allées,
- Toute mesure devra être prise pour ne pas provoquer l'effondrement des sépultures voisines ou des allées,
- Les matériaux nécessaires à la construction ne seront approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins,
- Les mortiers et béton devront être portés dans des récipients (baquets, brouettes etc…) et ne jamais être exécutés à même le sol. De même, le gâchage qui est toléré sur place, ne sera exécuté que sur des aires provisoires (planches, tôles, etc…),
- Dans le cas où des dommages seraient causés sur le domaine public ou sur une concession par une entreprise, celle-ci devra le signaler aux agents chargés de la surveillance des cimetières,
- Les entrepreneurs demeurent responsables de la bonne exécution des travaux, même lorsque ceux-ci sont effectués en sous-traitance par un tiers,

- Les travaux devront être interrompus lors de funérailles organisées à proximité, en particulier pour les interventions bruyantes.

ARTICLE 86 – Obligations particulières des concessionnaires

- Les terrains ayant fait l'objet de concessions devront être entretenus par les concessionnaires en bon état de propreté et les ouvrages en bon état de conservation et de solidité.
- Si un monument funéraire présente un état de dégradation tel qu'il entraîne un danger pour la sécurité publique ou pour les sépultures voisines, l'administration municipale fera dresser procès-verbal par la police municipale et une mise en demeure d'exécuter les travaux indispensables sera transmise au concessionnaire ou à ses ayants droit. Si en cas d'urgence, il n'est pas déféré à cette mise en demeure dans un délai de six jours, les travaux nécessaires pourront être réalisés d'office, à la demande de l'administration municipale et aux frais du concessionnaire ou de ses ayants droit.
- La référence de la concession indiquée sur le titre de concession devra être apposée par le concessionnaire, sur la face avant droite du caveau ou de la dalle pour les concessions non constructibles.
- Les inscriptions admises de plein droit sont les noms et prénoms usuels du défunt, ainsi que ses dates de naissance et de décès. Elle nécessitent une autorisation municipale. Toute inscription devra lui être préalablement soumise. Un texte à graver en langue étrangère devra être traduit, avant que l'administration ne donne son autorisation. Le nom du concessionnaire lorsqu'il est gravé sur le monument ne peut être supprimé. Par contre, il pourra être complété avec le nom de ses descendants.

ARTICLE 87 – Obligations communes aux concessionnaires et aux entrepreneurs

Les concessionnaires ou les constructeurs sont responsables de tout dommage occasionné pendant les travaux.

ARTICLE 88 – Dépose de monuments ou pierres tumulaires
A l'occasion de travaux ou d'inhumations, les monuments ou pierres tumulaires devront être déposés en un lieu désigné par les agents du service des cimetières. Le dépôt de tout monument est interdit dans les allées.

CHAPITRE 12 : GENERALITES

ARTICLE 89 – Divers

- Lorsqu'une personne possède 2 concessions contiguës, il n'est pas possible de bâtir un monument reliant 2 caveaux.
- Conformément à la législation, les concessions en état d'abandon pourront être reprises par la Commune.

CHAPITRE 13 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU REGLEMENT MUNICIPAL DES CIMETIERES DE LA VILLE DE LUNEL

ARTICLE 90 – Application du Règlement des cimetières

Le Service des Cimetières et le Service Funéraire de la Ville de Lunel sont tous les deux chargés de veiller à l'application de toutes les lois et règlements concernant la police des cimetières et de prendre toutes les dispositions nécessaires au bon ordre, à la propreté et à la bonne organisation des opérations effectuées dans l'enceinte des cimetières. Tout incident doit être signalé à l'administration municipale dans les plus brefs délais afin de prendre toutes dispositions nécessaires pour une éventuelle mise en demeure.

ARTICLE 91 – Infractions au Règlement des cimetières

Toutes les infractions au présent Règlement seront constatées par les agents chargés de la surveillance des cimetières et les contrevenants poursuivis conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 92 – Exécution du Règlement des cimetières

Le présent Règlement abroge les dispositions établies dans l'ancien règlement pris en date du 21 décembre 2017.

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lunel, Monsieur le Chef de Poste de la police municipale et Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement à compter du ……..

Le présent Règlement est tenu à la disposition des administrés ainsi que des entreprises auprès du Service des Cimetières, du Service Funéraire et sur le site internet de la Ville de Lunel.

Mme PLANE note que seulement l'article 18 n'a pas été lu, qui est le plus important. Pourquoi supprimer le samedi ?

Monsieur le Maire explique qu'il y a très peu d'inhumations. Toutefois des exceptions peuvent être prises en compte. Comme le font beaucoup de communes, souvent il n'y a pas d'inhumation le samedi. Nous avons rationalisé le fonctionnement de la collectivité à ce niveau mais il y a toujours des exceptions et nous procéderons alors aux inhumations.

Mme PLANE pense aux familles qui habitent loin. Les personnes qui décèdent par exemple le jeudi doivent attendre le lundi suivant pour être inhumées. Cela signifie des frais supplémentaires d'où sa question.

Monsieur le Maire précise qu'il y a environ 10 inhumations dans l'année le samedi, c'est très rare. En cas de situation d'exception nous sommes toujours en capacité de le faire.

Mme PLANE demande à Monsieur le Maire si ce n'est pas quelque chose qu'il refuserait ?

Monsieur le Maire répond pas la négative. Nous analysons les situations, c'est un domaine extrêmement sensible, ce n'est pas une période très facile à gérer. Nous appliquons le règlement commun d'ailleurs à de nombreuses collectivités. Nous avions cette ouverture mais en fonction des situations particulières nous aviserons.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la modification du règlement des cimetières de Lunel comme indiqué ci-dessus.

Mme PLANE signale deux tombes de deux anciens maires dans le cimetière Saint-Gérard. C'est une requête officielle car elle l'a constaté l'année dernière et elle est encore étonnée cette année de l'état de ces deux tombes. L'une d'elles concerne l'ancien maire M. VIALLA, dont la tombe est située à côté de l'entrée route de Mauguio, est à l'état d'abandon. Il a tout de même été vice-consul de Perse. Ne serait-il pas possible que la mairie fasse en sorte que le caveau soit nettoyé ? Il y a un crucifix avec une inscription qui pourrait être réparé. Peut-être faire un effort pour entretenir ces tombes, mettre un chrysanthème.

Monsieur le Maire indique que l'entretien des tombes relève du domaine privé.

Mme PLANE fait remarquer que sur ces deux tombes, l'une est en très mauvais état, elle pense qu'il n'y a plus de famille. Elle espère qu'elles ne seront pas cédées à un tiers.

Monsieur le Maire souligne que devant la mort et devant le temps nous sommes tous égaux dans la mesure où les corps devraient être déplacés.

Mme PLANE indique que cela dépend s'il s'agit de concessions perpétuelles. Peut-on faire des recherches ?

Monsieur le Maire fait remarquer que cela relève du service Technique et du service Funéraire. Il se renseignera mais à l'instant il n'a pas les éléments. Il demande à Mme PLANE de transmettre les noms des anciens maires.

Mme PLANE précise que le second se situe davantage vers le carré militaire.

2 – TECHNIQUES ET TRAVAUX

2.1 - OPÉRATION DÉPARTEMENTALE « 8000 ARBRES PAR AN »

Rapporteur : Mme MOREL-SAVORNIN.

Pour la cinquième année consécutive, le Département de l'Hérault accompagne les collectivités territoriales dans la réalisation de projets d'aménagement en offrant des arbres.
Engagé depuis plusieurs années en faveur de la préservation de l'environnement et de la biodiversité et dans une ambition de résilience des territoires face au changement climatique, le Département poursuit cet engagement par la reconduite de l'opération «8000 arbres par an pour l'Hérault» en 2024 visant à faire don d'arbres aux communes pour les promouvoir dans l'espace public en insufflant une prise de conscience collective.
Les vertus de la plantation d'arbres sont multiples :

- des qualités paysagères et esthétiques qui favorisent le bien-être ;
- des facultés de résorption des îlots de chaleur dans un contexte urbain en réintroduisant le végétal dans les aménagements urbains ;
- la réduction du CO2 dans l'atmosphère par photosynthèse ;
- la capacité à absorber les polluants atmosphériques (composés organiques volatiles - COV-, particules fines) ;

Les principes de cette opération sont les suivants :

- les sites retenus peuvent être multiples,
- les arbres sont choisis dans un panel de six essences adaptées aux territoires (littoral, plaine, piémont, montagnes…). Ils sont d'une taille significative (circonférence du tronc entre 8 et 14 cm) ;
- ils présentent un caractère mellifère propice aux abeilles ;
- le Département assure l'achat et la livraison ;
- la commune prend en charge les plantations ;
- des mesures d'accompagnement seront proposées par le Département pour assurer le succès de la plantation (fourniture d'un guide relatif aux techniques de plantations : période de plantation, caractéristiques des fosses, du tuteurage / haubanage, suivi d'arrosage, etc... et actions de formation).

Ces plantations ayant vocation à être affectées à l'usage du public ou à un service public communal, seront cédées à la commune à l'amiable et à titre gratuit, sans déclassement préalable, conformément à l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.
A cet effet, la commune, à réception des sujets, sera responsable de leur entretien et contribuera à la réussite de l'opération par la qualité et le suivi des prestations liées à la prise de la végétation.
Après l'engagement de la Ville de Lunel dans cette opération, le département a confirmé que 50 arbres seront attribués à la Ville de Lunel. Il s'agit de 5 amandiers, 5 arbres de Judée, 5 cormiers, 5 figuiers, 5 jujubiers, 5 noisetiers à fruits, 5 noyers, 5 savonniers, 5 sorbiers des oiseleurs, 5 tamaris de France. Ils seront installés sur le site retenu des berges du Canal de Lunel, rive gauche, au bord de la voie verte Lunel-La Grande Motte, afin de créer un ombrage pour les promeneurs et établir un corridor écologique pour offrir un habitat supplémentaire à la faune locale.

Il est donc proposé au Conseil :

D'ACCEPTER la cession à l'amiable et à titre gratuit, sans déclassement préalable, conformément à l'article L 3112-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques de 50 arbres soit : de 5 amandiers, 5 arbres de Judée, 5 cormiers, 5 figuiers, 5 jujubiers, 5 noisetiers à fruits, 5 noyers, 5 savonniers, 5 sorbiers des oiseleurs, 5 tamaris de France,
D'AFFECTER ces plantations sur les berges du Canal de Lunel, rive gauche, au bord de la voie verte Lunel-La Grande Motte, afin de créer un ombrage pour les promeneurs et établir un corridor écologique pour offrir un habitat supplémentaire à la faune locale,
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite charte « Opération 8000 Arbres » et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Mme PLANE note que c'est une délibération récurrente. Est-ce que la participation à cette opération « 8 000 arbres par an » va pouvoir bénéficier au remplacement des platanes sur la République et sur le cours Gabriel-Péri ? A-t-on une obligation du lieu d'implantation ?

Monsieur le Maire répond par la négative, nous n'avons pas d'obligation du lieu. La ville propose.

Mme PLANE : Peut-on en bénéficier pour le cours Gabriel-Péri ?

Monsieur le Maire indique que cela dépend. Si l'on souhaite des arbres bien développés nous devrons les prendre en compte car nous risquons d'avoir de jeunes pousses pour le cours Gabriel-Péri et la place de la République. C'est le Département qui en a la charge. Selon nos souhaits nous avons intérêt à financer nous mêmes. Nous ne sommes pas verrouillés par un lieu.

Mme DALLE rappelle que les plantations s'effectueront dans le cadre du projet Métamorph'ose.

Mme PLANE souhaite connaître le type d'arbres.

Monsieur le Maire répond qu'il s'agit de chênes chevelus sur le cours Gabriel-Péri.

Mme PLANE demande si après l'évacuation des platanes atteints du cours Gabriel-Péri et de la République, nous avons l'assurance que les autres platanes du cours Gabriel-Péri ne sont pas atteints ? Lorsqu'elle avait posé cette question la réponse était négative car des analyses avaient été effectuées et pour l'instant de cet endroit jusque derrière l'église ils étaient en bon état.

Monsieur le Maire indique que la réalité d'un jour n'est pas la réalité toujours. Aujourd'hui il n'y a pas d'arbres infectés mais dans 6 mois un cas d'espèce peut se produire. Ce n'est pas maîtrisable. Il rappelle le parcours problématique autour des arènes et l'allée Baroncelli, cela s'était propagé jusqu'au parc. Nous coupons et replantons des espèces différentes.

Pour M. BARBATO c'est une catastrophe ces platanes malades qu'il faut certes couper. C'est une maladie extrêmement contagieuse. Il est inquiet, il n'a pas vu au moment de l'abattage des platanes l'enlèvement des souches, ces dernières sont à nu. Pendant les fêtes, par exemple, les gens marcheront sur les souches des arbres contaminés. Il est inquiet quant à ces souches d'arbres atteints d'une maladie contaminante. Il pensait que l'on enlevait les souches immédiatement après l'abattage des arbres comme cela a été fait pour les arènes, pour l'allée Baroncelli. Il est donc très étonné de voir les souches sachant que c'est une maladie très contagieuse avec des insectes contaminants, xylophages avec des souches à nu qui sont piétinées, non protégées. Avez-vous prévu de les enlever rapidement ? Dans le rapport d'expert il est prévu d'agir dans les deux mois pour éviter d'autres abattements. Qu'en pensez-vous ? Comment se fait-il que ces souches soient restées là ?

Monsieur le Maire rappelle que ces arbres appartiennent au Département qui en a la gestion. Il donne ensuite la parole à M. TAURELLE, DST, qui confirme les propos de Monsieur le Maire. La ville a payé sa côte-part de travaux pour les arbres lui incombant. Le dessouchage devait se faire dans la continuité de l'abattage mais la machine de leur prestataire est tombée en panne. Pour le Département ces arbres sont sacralisés, ils en prennent extrêmement soin. Une saignée a donc été exécutée sur les souches à la tronçonneuse accompagnée d'un traitement pour éviter les contaminations, car il suffit qu'un équipement en fer ou autre atteigne un arbre pour que le champignon se transmette très rapidement. Le Département fait au plus vite car ils ne veulent pas que les autres platanes qui constituent pour eux un patrimoine soient contaminés.

M. BARBATO demande si l'on peut espérer que ces souches soient enlevées ?

Réponse de M. TAURELLE, DST : C'est prévu sur le mois de janvier.

Mme PLANE soulève la problématique de la dangerosité car elle y a butté dedans, elle pense notamment aux personnes âgées.

M. TAURELLE, DST, propose d'installer une protection.

M. BARBATO demande si le Département ne peut pas donner délégation puisque nous avons le savoir faire (car malheureusement il nous a déjà fallu procéder à un abattage) et se faire rembourser ultérieurement ?

Monsieur le Maire indique que nous n'avons pas de machine à dessoucher.

M. BARBATO est très inquiet de savoir que pendant 6 mois les souches seront à l'air.

Monsieur le Maire rappelle que ce n'est pas la première fois que cette procédure est utilisée. D'autres questions se posent en fonction des circonstances, telles que couper des arbres en période estivale et nous aurions eu des récriminations avec la chaleur ou si le Département n'était pas disponible. Quelle que soit la décision Il y a toujours du mécontentement.

Mme LEMAIRE est intriguée par les traitements. Elle donne l'exemple de la commune de Valergues qui a adopté des traitements pour conserver leurs platanes. Dans notre cas c'était trop tard, pas envisageable ? Au niveau des traitements a-t-on des précisions ?

Monsieur le Maire ne sait pas s'il existe des traitements efficaces auquel cas nous n'aurions pas perdu tous les platanes. En termes de traitements il s'agit de techniques particulières.

Mme LEMAIRE précise que la commune de Valergues a mis un traitement en place. Peut-être y-a-t-il une volonté en Occitanie de ne pas garder les platanes.

Ce n'est absolument pas le cas selon Monsieur le Maire. S'il existait un traitement nous l'aurions appliqué ainsi que l'ancienne municipalité qui était tout autant attachée à ces platanes. Est-ce que Valergues est une référence ? Est-ce sûr et efficace ? Il donne ensuite la parole à M. TAURELLE, DST, qui explique qu'il existe des traitements mais pas pour le chancre coloré. Compte tenu de l'emplacement des arbres, nous avons sollicité la Fredon, la DRAC... Le chancre pour un platane est comme une tumeur pour un humain. Aujourd'hui il n'y a rien, demain on la détecte. Un diagnostic phytosanitaire a été réalisé pour l'ensemble des platanes du cœur de ville ils n'étaient pas atteints par des champignons pour lesquels effectivement il existe des traitements. Pour le chancre coloré il n'y a pas de traitement possible c'est une tumeur qui se transmet. La problématique de Lunel c'est que cela se transmet par les racines qui arrivent dans les nappes phréatiques, l'eau étant très transmettrice de champignons. Le platane sur Lunel selon les experts du Département et de la Fredon aurait une durée de vie limitée.

M. BARBATO demande si les arbres sont plantés sur une nappe phréatique ?

M. TAURELLE, DST, indique que le champignon se promène dans la nappe phréatique c'est pour cela que l'on a une hécatombe sur Lunel depuis des décennies.

Monsieur le Maire relève ce problème et progressivement il faut aller vers le remplacement, notamment avec des micocouliers. C'est un cheminement qu'il faut adopter. Nous attendons les observations des spécialistes qui ne laissent pas trop d'espoir.

M. BARBATO : Vive le chêne chevelu !

M. C. CHABERT demande si les platanes de l'avenue Victor-Hugo sont atteints ?

M. TAURELLE, DST, indique qu'il n'y a pas de signes qu'ils soient atteints de chancre coloré car il n'y a pas de platane qui dépérit et s'assèche. On le constate souvent au printemps lorsque le

bourgeonnement fait surface. C'est à cet instant que l'on a des suspicions et nous contactons la Fredon pour établir un diagnostic.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la cession à l'amiable et à titre gratuit, sans déclassement préalable, conformément à l'article L 3112-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques de 50 arbres soit : de 5 amandiers, 5 arbres de Judée, 5 cormiers, 5 figuiers, 5 jujubiers, 5 noisetiers à fruits, 5 noyers, 5 savonniers, 5 sorbiers des oiseleurs, 5 tamaris de France, affecte ces plantations sur les berges du Canal de Lunel, rive gauche, au bord de la voie verte Lunel-La Grande Motte, afin de créer un ombrage pour les promeneurs et établir un corridor écologique pour offrir un habitat supplémentaire à la faune locale et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite charte « Opération 8000 Arbres ».

Mme GOUGEON dont le pouvoir est détenu par M. HERMABESSIÈRE ne prend pas part au vote.

3 – COMMANDE PUBLIQUE ET ASSURANCES

3.1 - PRESTATIONS D'ÉMISSION, DE LIVRAISON ET DE SUIVI DE GESTION DE TITRES RESTAURANT - ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC

Rapporteur : Mme DALLE.

Le marché relatif aux prestations d'émission, de livraison, et de suivi de gestion de titres restaurants arrive à terme le 31 décembre 2023. La Ville de Lunel compte aujourd'hui près de 450 agents à qui elle souhaite continuer de proposer le bénéfice de titres restaurant.

En conséquence, une consultation a été lancée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.
Le marché concerne des prestations d'émission, de livraison et de suivi de gestion de titres restaurant dématérialisés, pour lesquelles le titulaire doit être habilité à émettre des titres restaurant ayant la nature d'un titre spécial de paiement, utilisable par le biais d'une carte de paiement de type bancaire.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire comportant un montant maximum annuel de **380 000 € HT** pour chacune des années d'exécution.
L'accord-cadre à conclure sera d'une durée d'un an à compter du 1er janvier 2024, et renouvelable tacitement trois fois les années civiles suivantes (1er janvier – 31 décembre).

La Commission d'Ouverture des Plis s'est réunie le **11 septembre 2023.**
La Commission d'Appel d'Offres réunie le **3 octobre 2023,** au vu du rapport d'analyse, et après en avoir délibéré, a décidé d'attribuer l'accord-cadre à bons de commandes relatif aux prestations d'émission, de livraison et de suivi de gestion des titres restaurants à l'entreprise **SWILE** pour un montant maximum annuel de **380 000 € HT.**

Il est proposé au Conseil Municipal :
D'ADOPTER le marché à passer avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres ;
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit marché et à conduire cette affaire jusqu'à son terme.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Mme RAZIGADE, à titre d'information souhaite connaître la valeur du chèque.

Monsieur le Maire donne la parole à M. LAMIC, DGS, qui indique qu'il s'élève à 50 € par mois et par agent.

Mme RAZIGADE demande quel est le montant à charge pour la commune et pour l'agent ?

Réponse du DGS : Il est de 50/50.

Mme RAZIGADE fait remarquer qu'à la Communauté de Communes la part de la collectivité est de 60 % et celle des agents de 40 %. Il y a eu un changement envers les agents, un pas a été fait dans leur sens. Les syndicats sont venus sur cette problématique. Elle estime qu'au niveau des recrutements c'est très important ces indemnités. Très important également ces sommes acquises au niveau social parce que dans l'avenir cela peut attirer des gens. C'est juste pour proposer d'engager un pas envers les agents.

M. CRÉCHET indique qu'une réunion s'est tenue avec la commission des finances et divers sujets ont été abordés, notamment la préparation du budget 2024. Un certain nombre de mesures sont intégrées dans la masse salariale, en particulier les augmentations du point d'indice, les attributions de points d'indice, nous avons délibéré il y a peu de temps, à l'unanimité, sur la modification du régime indemnitaire, tout cela présage d'une forte augmentation de la masse salariale pour 2024. Cela permet une amélioration financière significative pour les agents. Dans ce contexte toutes les hypothèses sont examinées. À ce stade il est peu probable que nous puissions supporter de nouvelles dépenses en plus de celles évoquées pour 2024 sur la masse salariale. L'arbitrage définitif n'est pas rendu mais nous ne nous engageons pas dans cette perspective.

Mme RAZIGADE souligne que s'agissant du RIFSEEP vous étiez d'accord et vous aviez trouvé un point commun.

M. CRÉCHET rappelle que le conseil municipal avait voté à l'unanimité. Au cours de la discussion en conseil municipal et en CST un certain nombre de précisions ont été apportées notamment sur les conditions de mise en œuvre des étapes ultérieures pour le RIFSEEP et la modification de principe du régime indemnitaire et de son calendrier à partir du 1er juillet 2023. Nous nous en tenons donc à cela.

Mme RAZIGADE : Donc affaire à suivre...

Mme PLANE note que sur les cartes (tickets resto) il y a un montant global par mois, cela dépend du salarié, de son plan de travail mais il y a un montant maximum par jour à ne pas dépasser. À combien s'élève t-il ?

Monsieur le Maire donne la parole à Mme PROST, Directrice des Ressources Humaines, qui indique le montant de 25 € par jour. C'est national.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 abstentions : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme BUFFET, Mme PLANE (car ils ne font pas partie de la commission) adopte le marché à passer avec l'entreprise SWILE retenue par la Commission d'Appel d'Offres et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit marché.

3.2 - ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE POUR DES TRAVAUX DE VOIRIE ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Rapporteur : M. HERMASSIÈRE.

La Ville de Lunel doit renouveler son marché de travaux de voirie qui arrive à terme au 31 décembre 2023. L'objet de ces travaux concerne la réalisation de travaux de voirie communale, notamment les chaussées, trottoirs, parkings, et la construction d'infrastructures dépendant du domaine public communal.

Une consultation pour la passation du marché de travaux a en conséquence été lancée selon une procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 et et R. 2162-2 du Code de la commande

publique. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire d'un montant maximum de **1 500 000 € HT** pour chacune des années d'exécution.

L'accord-cadre à conclure sera d'une durée d'un an à compter du 1er janvier 2024, renouvelable tacitement deux fois pour une durée identique à la période initiale.

La Commission d'Ouverture des Plis s'est réunie le **11 septembre 2023.**
La Commission d'Appel d'Offres réunie le **3 octobre 2023**, au vu du rapport d'analyse, et après en avoir délibéré, a décidé d'émettre un avis favorable à l'attribution du marché de travaux de voirie à l'entreprise Eiffage Route Grand Sud Est Languedoc-Roussillon.

Il est proposé au Conseil Municipal :
D'ATTRIBUER le marché à passer avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres ;
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit marché et à conduire cette affaire jusqu'à son terme.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

M. C. CHABERT relève qu'un certain nombre de voiries sont concernées. Connaissez-vous les voiries qui vont être remises en état ? S'agit-il des voiries définies lors de la commission Travaux au mois de mars 2023 ou pas ?

M. HERMABESSIÈRE explique que le but de ce marché concerne justement tous les travaux qui sont hors programmation.

M. C. CHABERT note qu'au niveau de la commission communale un nombre de rues ont été définies pour réaliser des travaux à hauteur de 500 000 €.

M. HERMABESSIÈRE précise que cela est défini à la commission mais n'est pas définitif.

M. C. CHABERT demande si les rues définies à la commission sont concernées par ces travaux ?

Monsieur le Maire donne la parole à M. TAURELLE, DST, qui indique que la commission Travaux s'est tenue au mois de mars et l'ensemble des propositions retenues ont été effectuées. Nous arrivons en fin d'année et toutes les prévisions on été terminées. Ce marché permet de reconduire celui qui s'éteint en fin d'année afin de proposer des commissions de travaux sur les années à venir et suggérer de nouvelles rues et avoir un arbitrage en commission Travaux.

M. C. CHABERT constate que malgré tout au mois de mars lors de la dernière commission une somme restait en suspend. A-t-elle été utilisée ou va-t-elle être utilisée une prochaine fois ?

M. TAURELLE, DST, indique que cette somme a été utilisée pour certains besoins. Nous avons repris un tampon pluvial jusqu'au Pont-de-Vesse. Ce sont de petits travaux urgents à réaliser par nécessité. Nous gardons toujours une petite enveloppe de réactivité pour reprendre des affaissements de chaussée, pas forcément reprendre toute une voirie, ce sont des ajustements très ponctuels.

M. C. CHABERT souligne que dans la commission Travaux il y avait une voirie importante et un budget spécialement voté pour refaire cette voirie puisque cela dépassait les 1 000 000 €. Cela a-t-il été fait ? Cela va t-il être fait ?

M. TAURELLE, DST, explique que dans le cadre de ce marché, ce sont des montants trop importants pour intégrer le marché, c'est maximum 1 500 000 € par an. Pour la commission Voirie ce sont des budgets bien inférieurs à ce que peut représenter le coût de cette voirie. Nous avons un transfert en cours de compétence dans les 1 000 000 €. Il fait certainement référence à la rue du Mont Ventoux.

M. C. CHABERT répond qu'il ne s'agit pas de celle-là, il y en a une autre prévue et il est précisé sur la commission qu'un budget spécifique doit être voté pour cette rue. Il ne s'agit pas de la rue du Mont Ventoux parce qu'elle n'a pas été retenue.

M. TAURELLE, DST, n'a pas toutes les rues en tête proposées lors de la commission du mois de mars. Cela fait partie plutôt d'une requalification complète dans le cadre du plan annuel d'investissements plutôt que de la commission voirie où ce sont des reprises ponctuelles ou des reprises bien moins onéreuses qui rentrent dans le cadre de ce marché et acceptables pour ce marché.

M. C. CHABERT demande s'il y aura une prochaine commission de Travaux ?

Réponse de M. TAURELLE, DST, : Sur la même échéance, fin de 1er trimestre.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 abstentions : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme BUFFET, Mme PLANE, approuve le marché à passer avec l'entreprise Eiffage Route Grand Sud Est Languedoc-Roussillon retenue par la Commission d'Appel d'Offres et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit marché.

3.3 - RAPPORT DU DÉLÉGATAIRE – CONTRAT DE DÉLÉGATION PAR AFFERMAGE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE

Rapporteur : M. HERMABESSIÈRE.

Annexes : Synthèse et rapports du délégataire

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le délégataire transmet également un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable visé à l'article L. 2224-5 du CGCT.

Pour le service public d'eau potable, les rapports du délégataire, la **SA RUAS** (VEOLIA EAU), sont joints en annexe à la présente note de synthèse.

Les rapports du délégataire ont été soumis, pour avis, lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le **13 octobre 2023**.

Il est proposé au Conseil de prendre acte de la présentation des rapports annuels du délégataire du service public d'eau potable pour l'exercice 2022.

Il est proposé au Conseil Municipal :
DE PRENDRE ACTE des rapports 2022, produits par le délégataire, au titre de la délégation de service public d'eau potable.

VILLE DE LUNEL

SYNTHÈSE DU RAPPORT ANNUEL 2022

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE

Nom du délégataire : RUAS – VEOLIA EAU
Durée de la délégation : 10 ans, du 01/01/2016 au 31/12/2025

I. Rappel sur l'organisation du service

Le contrat de délégation de service public comprend l'exploitation, l'entretien et le fonctionnement continu des ouvrages, l'analyse de la qualité de l'eau ainsi que toutes les relations avec les usagers (demande d'abonnement, de réalisation d'un branchement, relève des compteurs, renseignements, conseils, etc.), la facturation et le recouvrement des factures.
Le délégataire a en charge tous les travaux d'entretien et de réparations courantes qui sont des opérations normales de maintien en état des installations du service. Ces travaux comprennent également toutes les opérations de nettoyage.
Pour les travaux de grosses réparations et de renouvellement, le financement est réparti entre le délégataire et la Ville de Lunel selon la nature des travaux.
La réalisation des travaux de branchements neufs est assurée par le délégataire.

II. Fréquentation et qualité de service

1/ Rapport qualitatif

- Production et rendement

La production est assurée grâce aux installations de la commune de Lunel.
Le rendement du réseau de distribution est de 79,6% en amélioration depuis 2017.

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
71,8%	70,7%	71,4%	73,9%	74,1%	78,9%	**79,6%**

Le contrat de délégation de service public prévoit un engagement de performance sur l'indice linéaire des volumes non comptés (ILVNC)
L'ILVNC obtenu en 2022 est de 8,38 m3/km/jour, il respecte l'objectif contractuel à compter de l'exercice 2021 (ILVNC inférieur à 9,8 m3/km/j)

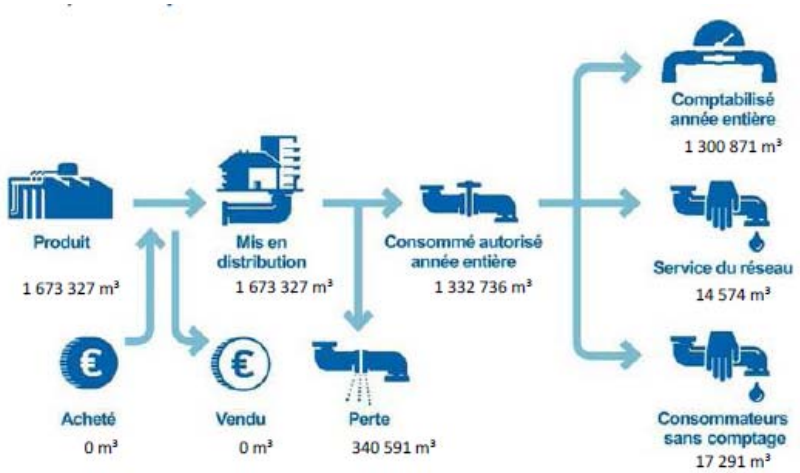
- Qualité de l'eau

En 2022, aucune analyse ne s'est avérée non conforme, que ce soit sur les paramètres physico-chimiques ou bactériologiques.

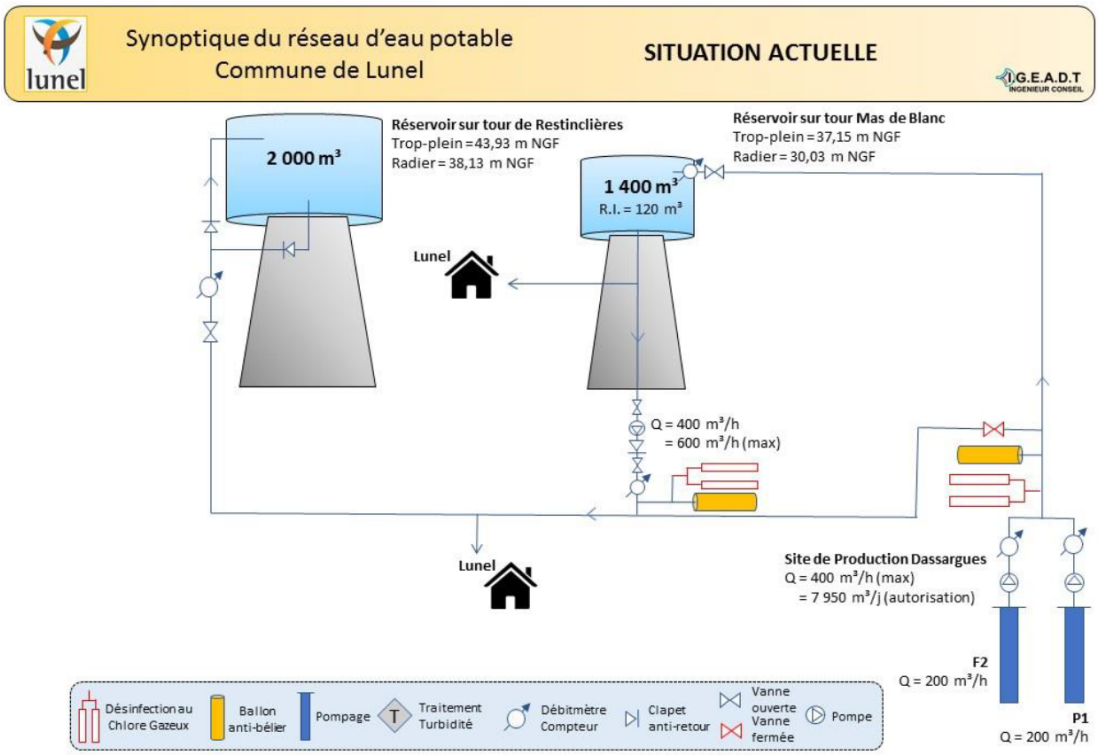
Il reste 698 branchements de plomb identifiés sur le service en 2022 (6,5% du total des branchements).

2/ Rapport quantitatif

Le nombre d'abonnés du service de l'eau potable est de 11 289 en 2022, en augmentation de 0,2 % par rapport à l'exercice 2021.
La ville de Lunel utilise ses propres ressources (station de Dassargues) pour la production de l'eau potable sur le périmètre communal.
Il n'y a pas de volumes achetés ou vendus à d'autres services d'eau potable.
Les volumes produits et mis en distribution s'élèvent à 1 673 327 m³ en 2022, en baisse de 0,61% par rapport à 2021.
Les volumes consommés autorisés sont de 1 332 736 m3 en 2022, en légère hausse de 0,37 % par rapport à 2021.



Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable (hors branchements) est de 123,346 km.
En 2022, l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable est de 115 points sur un barème de 120. Il est supérieur à l'objectif contractuel fixé à 100.
En moyenne sur les 5 dernières années, le taux moyen de renouvellement des canalisations réalisé par la collectivité est de 0,49% du linéaire total de canalisations, c'est à dire un total de 3027 mètres linéaires de réseaux renouvelés.



3/ Rapport financiers

- Prix de l'eau

Le prix de l'eau sur Lunel, pour la part eau potable au 1er janvier 2023, est de 1,40 € TTC/m³ (sur la base d'une consommation de 120m3 par an – référence INSEE – abonnement compris) soit une augmentation de 1,7 % par rapport au 1er janvier 2022. Cette augmentation est due à l'actualisation des tarifs du délégataire, prévue contractuellement ainsi qu'à l'évolution de la part communale.

Facture 120 m³ Eau potable au 01/01/2023	Prix unitaire au m³	Montant total
Part délégataire	**0,58 €**	**69,51 €**
Abonnement	0,17 €	19,93 €
Consommation	0,4132 €	49,58 €
Part collectivité	**0,41 €**	**49,47 €**
Abonnement	0,06 €	7,53 €
Consommation	0,3495 €	41,94 €
Préservation des ressources en eau	**0,0550 €**	6,60 €
Lutte contre la pollution	**0,2800 €**	33,60 €
Total HT	**1,33 €**	**159,18 €**
TVA	0,07 €	8,75 €
Total TTC	**1,40 €**	**167,94 €**

Le prix constaté en moyenne sur la part eau potable au niveau national est de 2,17€ ttc/m³ et de 2,23€ ttc/m³ pour la Région Occitanie.

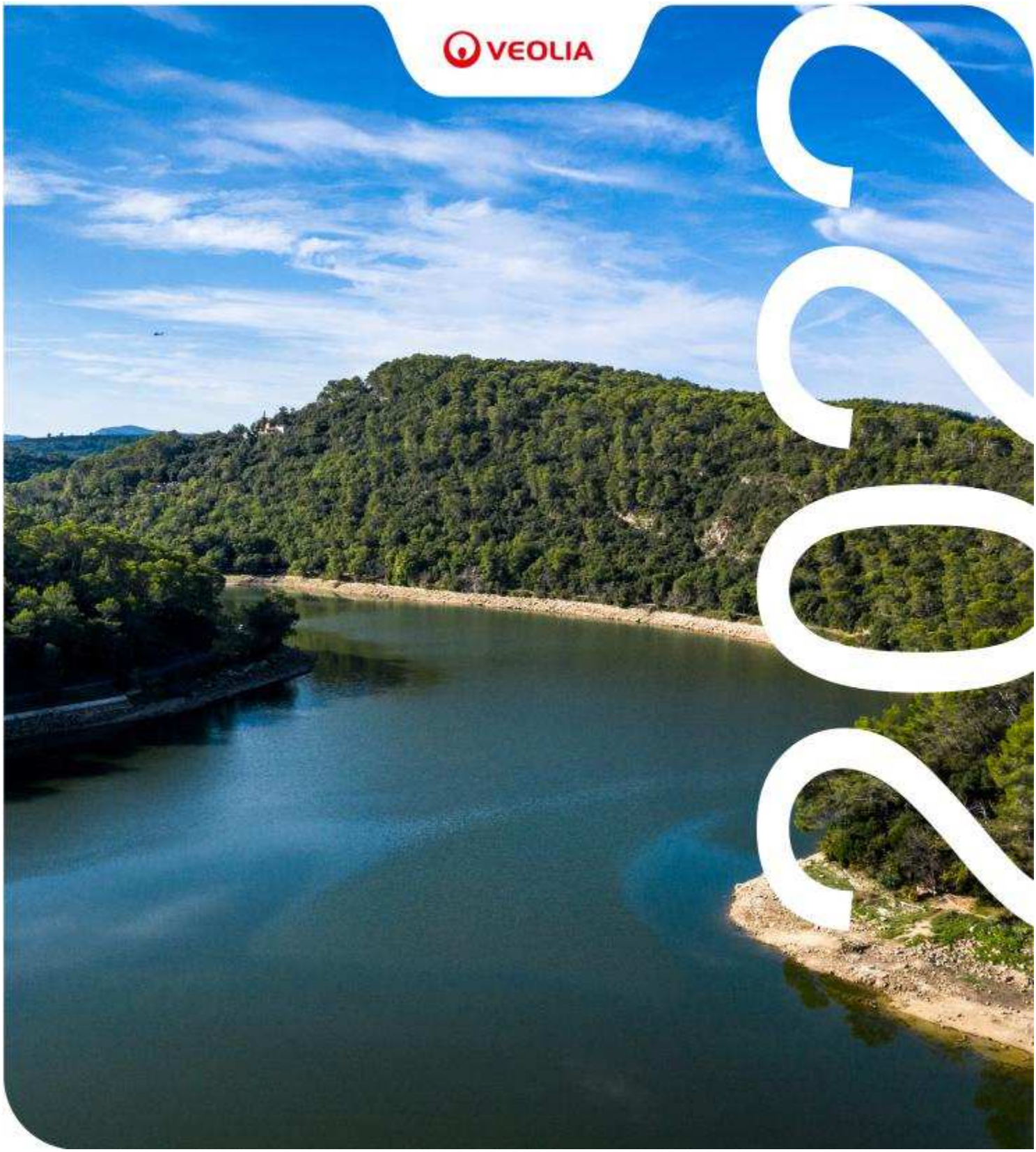
III. Compte d'exploitation

Recettes de vente d'eau

En euros	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Délégataire	652 159 €	636 918 €	659 170 €	667 256 €	681 414 €	736 839 €	724 965 €
Collectivité	431 661 €	421 244 €	435 439 €	454 224 €	464 395 €	510 329 €	484 745 €
Total	**1 083 820 €**	**1 058 162 €**	**1 094 609 €**	**1 121 480 €**	**1 145 809 €**	**1 247 168 €**	**1 209 710 €**

Autres recettes d'exploitation, hors vente d'eau aux abonnés

En euros	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits des travaux exclusifs du Délégataire	37 623 €	53 791 €	75 664 €	56 597 €	67 072 €	63 848 €	93 241 €
Produits accessoires du Délégataire	80 449 €	96 903 €	84 818 €	99 226 €	93 533 €	103 186 €	119 784 €
Autres recettes liées à l'exploitation du service du Délégataire	0 €	0 €	-30 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total	**118 072 €**	**150 694 €**	**160 452 €**	**155 823 €**	**160 605 €**	**167 034 €**	**213 025 €**



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

Commune de Lunel

RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	***Objectif***
	***Identifier rapidement nos engagements clés***
	***Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants***
	***Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale***

Gestion du document	**Auteur**	**Date**
Validation	Laurent RICHARD	31/05/2023

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2022

Monsieur le Maire,

J'ai le plaisir de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégataire** de votre service de l'eau et de l'assainissement de l'année 2022. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez ainsi apprécier la performance de votre service.

2022 a été une année singulière, marquée par le déclenchement de plusieurs crises majeures bouleversant durablement le cours de nos activités et de nos ressources.

L'actualité géopolitique et notamment la guerre en Ukraine nous a rappelé la fragilité de nos systèmes énergétiques, amplifiée par un contexte fortement inflationniste à travers les tensions sur l'approvisionnement et les prix de fourniture de l'énergie et des matières premières.

En réponse, Veolia s'est mobilisé rapidement pour atténuer les conséquences de cette crise : mobilisation des équipes achats pour sécuriser l'approvisionnement en énergie et réduire la volatilité des prix, partenariat avec le programme Ecowatt, solutions concrètes pour réduire sa consommation d'énergie ainsi que celle de ses clients, renouvellement d'appareils les plus énergivores ou la flexibilité électrique.

Afin de contribuer à la souveraineté énergétique des territoires, nous nous sommes fixé comme objectif de rendre autonomes en énergie d'ici 5 ans les services que nous gérons grâce notamment à la généralisation de la **production de biogaz** à travers la méthanisation des boues des stations d'épuration que nous opérons ou l'installation de **panneaux photovoltaïques**.

Plus encore que la crise énergétique, l'année 2022 a été marquée par une des sécheresses les plus prononcées depuis 1959 et inédite par sa durée et sa précocité, ayant pour effets un fort accroissement des feux de forêt et une tension encore jamais rencontrée sur la ressource en eau impactant l'ensemble des usages de l'eau : domestique, industrie, tourisme, agriculture, avec à la clef une pression supplémentaire sur la biodiversité.

Ces manifestations du dérèglement climatique vont se répéter et s'amplifier dans les prochaines décennies. C'est pourquoi nous souhaitons accompagner plus encore nos clients dans l'adaptation aux effets du changement climatique afin d'anticiper les crises hydriques futures et réduire les risques opérationnels.

Disposer de solutions de plus en plus efficaces pour lutter contre les fuites et les gaspillages mais aussi pour promouvoir la sobriété auprès des différents consommateurs est une priorité pour nous. Nous nous sommes également mobilisés aux côtés de nos clients pour la protection de la ressource en développant, par exemple, des solutions de **réutilisation des eaux usées** grâce à un plan d'équipement de 100 stations d'épurations à horizon 2024, ce qui représentera une économie d'environ 3 millions de m3 d'eau potable, soit l'équivalent de la consommation moyenne annuelle d'une ville de 180 000 habitants.

Au regard de l'urgence climatique, nous souhaitons plus que jamais **construire avec vous l'avenir de l'eau** et faire face aux enjeux de raréfaction des ressources, d'énergie et de pollution, afin d'assurer un développement durable et harmonieux de **votre territoire.**

Les femmes et les hommes de l'activité Eau France, représentés par notre directeur/directrice de Territoire, seront à vos côtés pour vous permettre de répondre à ces défis et d'anticiper ceux à venir.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

PRESENTATION Eau France

Contribuer au progrès humain

Notre raison d'être chez Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous.

C'est dans cette perspective que nous nous donnons pour mission de « Ressourcer le monde », en exerçant notre métier de services à l'environnement.

Nous nous engageons sur une performance plurielle. Cela signifie que nous adressons le même niveau d'attention et d'exigence à nos différentes performances, qui sont complémentaires et forment un cercle vertueux : performance économique et financière, performance commerciale, performance sociale, performance sociétale et performance environnementale.

Apporter les solutions pour faire face au bouleversement du cycle de l'eau

La France va bientôt entrer dans un rapport nouveau à l'eau. Les experts estiment en effet que d'ici 25 ans, le débit moyen de nos cours d'eau diminuera de 10 à 40% ; et le niveau des nappes phréatiques de 10 à 25%.

Les événements climatiques vont s'intensifier, faisant toujours plus pression sur l'accès à la ressource et sur l'activité humaine. Cela se traduira par des crises sanitaires et environnementales de plus en plus fréquentes : rejets non maîtrisés dans le milieu, pollutions, micropolluants, dégradation de la biodiversité…

Chez Veolia Eau France, notre mission est de prendre soin de l'Eau de sa source à sa restitution à la nature, pour assurer le bien-être des femmes et des hommes.

Pour préserver la ressource, nous mobilisons le meilleur de nos expertises, nous déployons des outils de pilotage dynamiques et des réseaux intelligents Hubgrade qui assurent un usage mesuré et maîtrisé de l'Eau.

Pour lutter contre le changement climatique, nous accompagnons nos clients dans le déploiement de solutions de valorisation du cycle de l'eau.

Nous favorisons aussi toutes les solutions permettant de récupérer l'énergie pour accompagner la Transformation écologique des territoires, par la production de biogaz, les calories dans les réseaux d'assainissement et le photovoltaïque.

Pour permettre l'émergence d'une économie circulaire, nous recyclons les eaux usées traitées pour l'irrigation agricole, pour les usages industriels et demain pour la consommation de tous ?

Pour protéger chacun, face à l'accroissement des menaces, notre ambition est d'assurer un service toujours plus sûr par le développement d'outils numériques de supervision, de gestion de crise ou de cyber sécurisation avancée.

Pour réussir à relever ces défis, nous devons faire émerger les projets adaptés à chaque territoire, à l'évolution des ressources locales et des usages, en réunissant et mobilisant l'ensemble des parties prenantes. C'est notre engagement, aux côtés des usagers du service de l'eau et des décideurs politiques.

Aujourd'hui, plus solide que jamais sur nos fondamentaux, nous sommes prêts avec notre feuille stratégique « Impact Eau France » à faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique au même titre que l'énergie ou le déchet.

Ainsi, nous souhaitons être l'acteur de référence du cycle de l'eau en France, avec et au service des collectivités publiques.

Veolia, premier opérateur de service d'eau et d'assainissement attesté **« Relation Client 100% France »**

Attestation délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Pro France.

L'activité Eau de Veolia en France, en quelques chiffres, c'est :

- **25,5** millions de personnes desservies en eau potable
- **2000** usines de dépollution des eaux usées gérées
- **6,9** millions de clients abonnés
- **17,3** millions d'habitants raccordés en assainissement
- **1,7** milliard de m3 d'eau potable distribués
- **1,3** milliard de m3 d'eaux usées collectées et dépolluées
- **2051** usines de production d'eau potable gérées
- **103** GWh d'énergie renouvelable produite
- **600** kt d'empreinte équivalent CO2

Offres innovantes VEOLIA

Acteur majeur des services environnementaux Veolia poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique.

REUT BOX, la solution innovante de Veolia pour répondre au stress hydrique lié au dérèglement climatique.

C'est quoi ? Une combinaison de technologies éprouvées et robustes nécessitant un minimum de maintenance - un équipement standardisé prêt à l'emploi (mode Plug and Play) qui produit de l'eau de qualité A adaptée pour tous les usages, même les plus contraignants. Elle permet de se substituer à une partie de l'eau potable du site pour des usages internes (nettoyages, préparation polymères, …) et également de faire de l'irrigation de cultures.

Elle ressemble à quoi ? Unité sur skid ou en container de 5 à 25 m3/





La Reut BOX est composée d'un filtre garni de billes de verre, d'une désinfection UV et d'une chloration avant stockage, La Reut Box a un faible encombrement au sol sur site. C'est une solution intégralement automatisée avec un minimum d'exploitation. Solution modulaire et évolutive qui permet de s'adapter au besoin.

La REUT BOX permet de traiter les eaux usées en sortie de station d'épuration. Elle élimine les MES ainsi que les virus et bactéries présents dans l'eau.

Les usages de l'eau usée traitée, affinée par la REUT BOX :

1 : Substitution de l'eau potable sur une station d'épuration urbaine pour ses usages internes
2 : Irrigation de cultures (vignes, oliviers, maraichages…)
3 : Arrosage de stades, espaces verts et golfs
4 : Protection incendie, fontaines, nettoyage de voiries, hydrocurage,
5 : Utilisation en industries : complément eau de chaudière, eau de process,

DIABOLO ®, Choisir le charbon actif en toute confiance.





L'instruction DGS du 18 décembre 2020 est venue clarifier un flou réglementaire au sujet des métabolites de pesticides dits "pertinents", et préciser les modalités de gestion des métabolites "non pertinents".

La transposition de la nouvelle directive européenne sur les eaux destinées à la consommation humaine applicable au 1er janvier 2023 vient d'autre part rajouter des nouvelles molécules à surveiller avec des nouvelles concentrations limites d'ici 2026.

Un nouvel arrêté vient par ailleurs préciser la responsabilité de la collectivité Personne Responsable de la Production et de la Distribution de l'Eau (PRPDE) dans la surveillance de la qualité de l'eau auprès des populations.

Toutes ces nouvelles réglementations entraînent une dynamique d'évolution du contrôle sanitaire dans les collectivités et peuvent faire émerger des nouvelles situations de non-conformités de pesticides ou de molécules chimiques.

Bien que la réduction des pollutions à la source soit à privilégier, un traitement de l'eau peut-être nécessaire. Le charbon actif est le traitement recommandé pour la plupart des métabolites de pesticides.

Pour choisir en toute confiance, **le meilleur charbon actif** adapté à chaque problématique locale**, Veolia a développé Diabolo ®, une solution unique, mobile, rapide et peu onéreuse** pour tester sur place avec l'eau du territoire.

TÉLÉO : <u>TÉLÉO Alarmes constitue la tour de contrôle du télérelevé.</u>



Ce module permet entre autres :

- **de contribuer à sécuriser la qualité de l'eau distribuée** en mettant en évidence les phénomènes de retour d'eau.
- **de garantir l'exhaustivité des recettes du service de l'eau** grâce à la détection des consommations sur points d'eau sans abonnement et des suspicions de fraude (compteurs retournés).
- **D'identifier les désordres potentiels sur les installations privées des consommateurs** grâce aux alarmes fuite - écoulement permanent et risque de gel.

En 2022, grâce aux alarmes "suspicion de fuite" poussées par mail, courriel ou courrier, 72 000 fuites ont été réparées par nos consommateurs, pour une économie globale de 4,1 millions de m3 (environ 1300 piscines olympiques). Un geste utile tant pour la planète que pour le portefeuille des consommateurs !

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE 11

1.1 Un dispositif à votre service 12

1.2 Présentation du contrat 15

1.3 Les chiffres clés 16

1.4 Les indicateurs réglementaires 2022 17

1.5 Autres chiffres clés de l'année 2022 18

1.6 Le prix du service public de l'eau 20

1.7 L'essentiel de l'année 2022 21

1.7.1 Principaux faits marquants de l'année 21

2. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION 30

2.1 Les consommateurs abonnés du service 31

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous 32

2.3 Données économiques 35

3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE 37

3.1 L'inventaire des installations 38

3.2 L'inventaire des réseaux 39

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine 48

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux 48

Pour l'exercice 2022, le taux moyen de renouvellement est de 0,50%. 48

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P103.2] 48

3.4 Gestion du patrimoine 50

3.4.1 Les renouvellements réalisés 50

3.4.2 Les travaux neufs réalisés 53

4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE 55

4.1 La qualité de l'eau 56

4.1.1 Le contrôle de la qualité de l'eau 56

4.1.2 L'eau produite et distribuée 56

4.1.3 L'évolution de la qualité de l'eau 57

4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau 59

4.2.1 L'efficacité de la production : le volume prélevé et produit 59

4.2.2 L'efficacité de la distribution : le volume vendu, le volume consommé et leur évolution 61

4.2.3 La maîtrise des pertes en eau 62

4.3 La maintenance du patrimoine 65

4.3.1 Les opérations de maintenance des installations 65

4.3.2 Les opérations de maintenance du réseau 65

4.3.3 Les recherches de fuites 65

4.3.4. Les prises d'eau illicites 67

4.4 L'efficacité environnementale 69

4.4.1 La protection des ressources en eau 69
4.4.2 Le bilan énergétique du patrimoine 69
4.4.3 La consommation de réactifs 69
4.4.4 La valorisation des sous-produits 70
5. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE 71
5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE) 72
5.2 Situation des biens 74
5.3 Les investissements et le renouvellement 75
5.4 Les engagements à incidence financière 77
5.4.1 Flux financiers de fin de contrat 77
5.4.2 Dispositions applicables au personnel 78
6. ANNEXES 80
6.1 La facture 120 m³ 81
6.2 Les données consommateurs par commune 82
6.3 L'inventaire détaillé des canalisations 83
6.4 Pyramide des compteurs 85
6.5 La qualité de l'eau 86
6.5.1 La ressource 86
6.5.2 L'eau produite et distribuée 86
6.5.3 Nombre de résultats et conformité des analyses sur l'eau produite et distribuée par entités réseau 87
6.6 Le bilan énergétique du patrimoine 95
6.7 Annexes financières 96
6.8 Reconnaissance et certification de service 105
6.9 Actualité réglementaire 2022 108
6.10 Glossaire 121
6.11 Autres annexes 127

1.

L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'eau. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la production et à la distribution, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.)

1.1 Un dispositif à votre service

TOUTES VOS DÉMARCHES SANS VOUS DÉPLACER

Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 9h à 12h au nouveau numéro du Centre Service Clients au :

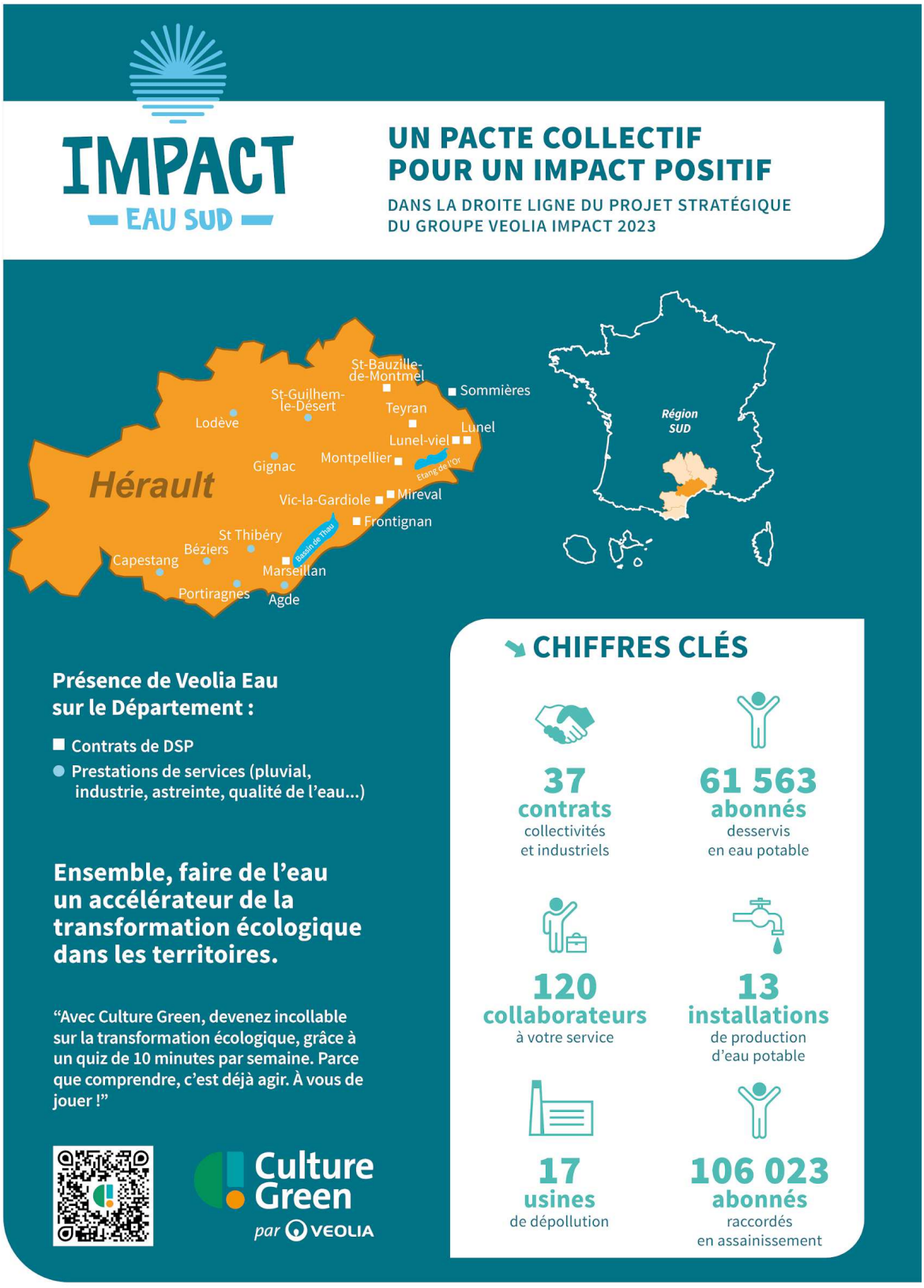


Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 805 808 809** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

VOTRE SERVICE CLIENT EN LIGNE EST ACCESSIBLE :

- www.eau-services.com
- sur votre smartphone via nos applications iOS et Android

LES INTERLOCUTEURS VEOLIA À VOS CÔTÉS



VEOLIA

NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION DU TERRITOIRE HÉRAULT



NOÉ DE BONNAVENTURE
Directeur de Territoire
noe.de-bonnaventure@veolia.com
06 15 07 21 90



STÉPHANE LEFEBVRE
Directeur des Opérations
stephane.lefebvre@veolia.com
06 13 79 08 36



PHILIPPE PRADEILLES
Responsable du Développement
philippe.pradeilles@veolia.com
06 85 92 40 61



JÉRÔME QUEMENER
Responsable Consommateurs
jerome.quemener@veolia.com
06 20 84 52 05

MANAGERS DE SERVICE LOCAL



LAURENT RICHARD
Est Hérault
laurent.richard@veolia.com
06 07 72 82 75



NELLY TALAZAC
Ouest Hérault
nelly.talazac@veolia.com
06 21 10 31 93



BÉRENGÈRE ABAD
Usine Maera
berengere.abad@veolia.com
06 19 63 74 89



JEAN-CHRISTOPHE OURNAC
Hydrocurage hérault & réseau collecte Maera
jean-christophe.ournac@veolia.com
06 20 34 41 34



FABRICE MARQUES
Performance réseaux et travaux
fabrice.marques@veolia.com
06 76 73 21 67

Contact consommateurs
0 969 329 328
eau-services.com

Région Sud et Territoire Hérault
765 rue Henri Becquerel
CS 29045
34967 MONTPELLIER Cedex 2
0467207492

1.2 Présentation du contrat

Données clés

- **Délégataire** RUAS S.A.
- **Périmètre du service** LUNEL
- **Numéro du contrat** JAJ72
- **Nature du contrat** Affermage
- **Date de début du contrat** 01/01/2016
- **Date de fin du contrat** 31/12/2025
- **Les engagements vis-à-vis des tiers**

En tant que délégataire du service, RUAS S.A. assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

- **Liste des avenants**

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	01/01/2019	Adaptation des engagements de performance sur la conformité des analyses, Substitution de l'indice Electricité
2	14/06/2021	Facturation en continu
3	01/10/2022	Laïcité

1.3 Les chiffres clés

Commune de Lunel

Chiffres clés



26 627
Nombre d'habitants desservis



11 289
Nombre d'abonnés (clients)



1
Nombre d'installations de production



2
Nombre de réservoirs



188
Longueur de réseau (km)



100,0
Taux de conformité microbiologique (%)



79,7
Rendement de réseau (%)



125
Consommation moyenne (l/hab/j)

1.4 Les indicateurs réglementaires 2022

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	**26 522**	**26 627**
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m³ TTC	Délégataire	**1,38 €uro/m³**	**1,40 €uro/m³**
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	**1 j**	**1 j**
INDICATEURS DE PERFORMANCE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2021**	**VALEUR 2022**
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS (1)	**100,0 %**	**100,0 %**
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	**100,0 %**	**100,0 %**
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité et Délégataire (2)	**115**	**115**
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	**78,9 %**	**79,7 %**
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	**8,55 m³/jour/km**	**8,38 m³/jour/km**
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	**8,04 m³/jour/km**	**7,66 m³/jour/km**
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité (2)	**0,60 %**	**0,50 %**
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	**87 %**	**87 %**
[P109.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**0**	**0**
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**0**	**0**
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	**0,89 u/1000 abonnés**	**1,51 u/1000 abonnés**
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	**100,00 %**	**100,00 %**
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	**A la charge de la collectivité**	
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	**1,91 %**	**3,11 %**
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	**0,80 u/1000 abonnés**	**0,53 u/1000 abonnés**

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

En cours d'année 2022 la Région Sud a changé son outil de relation client.
Cet outil maintenant commun à l'ensemble de Veolia Eau France a permis d'harmoniser les pratiques de suivi des réclamations. Nous avons dorénavant une méthode et un suivi plus précis des réclamations de nos consommateurs. Ce changement explique en grande partie l'évolution du nombre de réclamations écrites (mails et courriers).

1.5 Autres chiffres clés de l'année 2022

L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
VP.062	Volume prélevé	Délégataire	**1 683 661 m³**	**1 673 327 m³**
VP.059	Volume produit	Délégataire	**1 683 661 m³**	**1 673 327 m³**
VP.060	Volume acheté à d'autres services d'eau potable	Délégataire	**0 m³**	**0 m³**
	Volume mis en distribution (m³)	Délégataire	**1 683 661 m³**	**1 673 327 m³**
VP.220	Volume de service du réseau	Délégataire	**6 809 m³**	**14 574 m³**
	Volume consommé autorisé année entière	Délégataire	**1 327 789 m³**	**1 332 736 m³**
	Nombre de fuites réparées	Délégataire	**151**	**157**
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2021**	**VALEUR 2022**
	Nombre d'installations de production	Délégataire	**1**	**1**
	Capacité totale de production	Délégataire	**4 500 m³/j**	**4 500 m³/j**
	Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	**2**	**2**
	Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	**3 400 m³**	**3 400 m³**
	Longueur de réseau	Délégataire	**187 km**	**188 km**
VP.077	Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	**121 km**	**122 km**
VP.140	Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	**0 ml**	**0 ml**
	Nombre de branchements	Délégataire	**10 690**	**10 708**
	Nombre de branchements en plomb	Délégataire	**701**	**698**
	Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	**5**	**3**
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	**23**	**18**
	Nombre de compteurs	Délégataire	**11 594**	**11 622**
	Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	**771**	**612**
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2021**	**VALEUR 2022**
	Nombre de communes	Délégataire	**1**	**1**
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	**11 263**	**11 289**
	- Abonnés domestiques	Délégataire	**11 263**	**11 289**
	- Abonnés non domestiques	Délégataire	**0**	**0**
	- Abonnés autres services d'eau potable	Délégataire	**0**	**0**
	Volume vendu	Délégataire	**1 346 005 m³**	**1 278 958 m³**
	- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	**1 346 005 m³**	**1 278 958 m³**
	- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délégataire	**0 m³**	**0 m³**
VP.061	- Volume vendu à d'autres services d'eau potable	Délégataire	**0 m³**	**0 m³**
	Consommation moyenne	Délégataire	**129 l/hab/j**	**125 l/hab/j**
	Consommation individuelle unitaire	Délégataire	**104 m³/abo/an**	**102 m³/abo/an**

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	**Mesure statistique d'entreprise**	**Mesure statistique d'entreprise**
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	**75 %**	**82 %**
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	**Oui**	**Oui**
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	**Oui**	**Oui**
LES CERTIFICATS	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2021**	**VALEUR 2022**
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	**En vigueur**	**En vigueur**
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	**Oui**	**Oui**
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2021**	**VALEUR 2022**
Energie relevée consommée	Délégataire	**329 295 kWh**	**312 236 kWh**

1.6 Le prix du service public de l'eau

LA FACTURE 120 M^3

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m^3 représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de LUNEL, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m^3 **[D102.0]** pour 120 m^3, au tarif en vigueur au 1er janvier, est la suivante :

LUNEL **Prix du service de l'eau potable**	Volume	Montant Au 01/01/2022	Montant Au 01/01/2023	N/N-1
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	120	**1,38**	**1,40**	1,45%

Les factures type sont présentées en annexe.

1.7 L'essentiel de l'année 2022

1.7.1 Principaux faits marquants de l'année

Service



L'année 2022 a été marquée par un nouveau déficit pluviométrique ainsi que l'enregistrement de températures exceptionnellement élevées durant une période prolongée ce qui a conduit à une hausse des prélèvements associés.

On a ainsi pu constater une baisse des volumes produits de - 0,6 %, ainsi que des volumes comptabilisés de l'ordre de - 0,3 %.

Dans le même temps, le nombre d'usagers du service poursuit son évolution avec une augmentation de 0,2%, et atteint désormais 11 289 abonnés.

Par ailleurs, nous avons poursuivi l'analyse fine des données issues de la sectorisation et de l'exploitation du réseau d'eau potable. Ceci a permis de cibler d'une part les renouvellements à effectuer, et donc les investissements à réaliser ; et d'autre part, d'identifier les secteurs déficients tout en contribuant à accroître la réactivité de traitement des fuites lorsqu'elles sont repérées par nos équipes.

Tous ces éléments ont participé à l'amélioration du rendement de réseau. On constate ainsi la poursuite de l'augmentation au cours de l'exercice (+ 1,0%), celui-ci atteint désormais le taux très satisfaisant de **79,7%.**

Valorisation

En complément des pré-localisateurs à poste fixe, plus de **98 kms** de réseau ont été inspectés par nos équipes de recherche de fuites, ce qui représente près de 80% du linéaire du réseau de distribution et d'adduction.

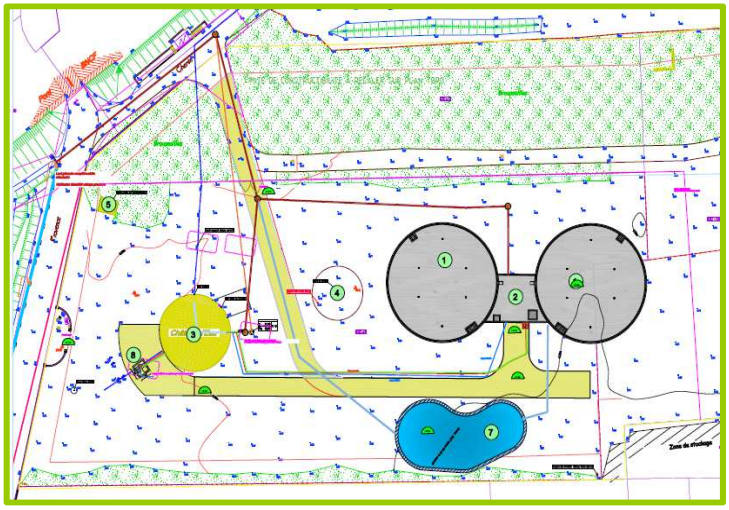
Certains secteurs ont été examinés à plusieurs reprises afin de déterminer l'origine des débits résiduels.



36 fuites sur canalisations, branchements et équipements ont été trouvées et réparées (hors fuites sur système de comptage).

Une seule rue a fait l'objet de travaux de renouvellement du réseau d'eau potable financés par la Collectivité : rue de la Camargue.

Responsabilité



En 2022, les études pour l'augmentation de la capacité de stockage en eau potable de la commune ont été finalisées.
La construction d'un réservoir de 4 200 m3 supplémentaire sur le site actuel du Mas de Blanc permettra à terme d'atteindre une autonomie de stockage conforme, et supérieure à 24 h, tel que mentionné dans le Schéma Directeur d'Adduction en Eau Potable.

Aucune non-conformité physicochimiques et microbiologiques n'a été mis en évidence au cours de l'exercice.

Bilan / impacts de l'actualité climatique 2022 en France

L'année 2022 **est la plus chaude** que la France métropolitaine ait jamais mesurée, loin devant 2020 qui détenait le record. Ponctuée d'extrêmes climatiques, 2022 est un symptôme du changement climatique en France, selon Météo France.
En effet, **8 des 10 années les plus chaudes** depuis le début du XXe siècle **sont postérieures à 2010.**
Une année marquée par une période de sécheresse d'une précocité, longévité et intensité exceptionnelle !
L'année 2022 a également été **exceptionnellement sèche**, marquée par un déficit pluviométrique record de 25 %.
2022 se classe au **2e rang des années les moins arrosées** (depuis le début des mesures en 1959 - données météo France).
A titre d'exemple, 2022 a été jalonnée de mois records : les mois **de mai** avec un déficit de **60 %** et de **juillet** avec un déficit de **85 % sont les plus secs jamais enregistrés** à l'échelle de la France métropolitaine depuis le début des mesures en 1959.

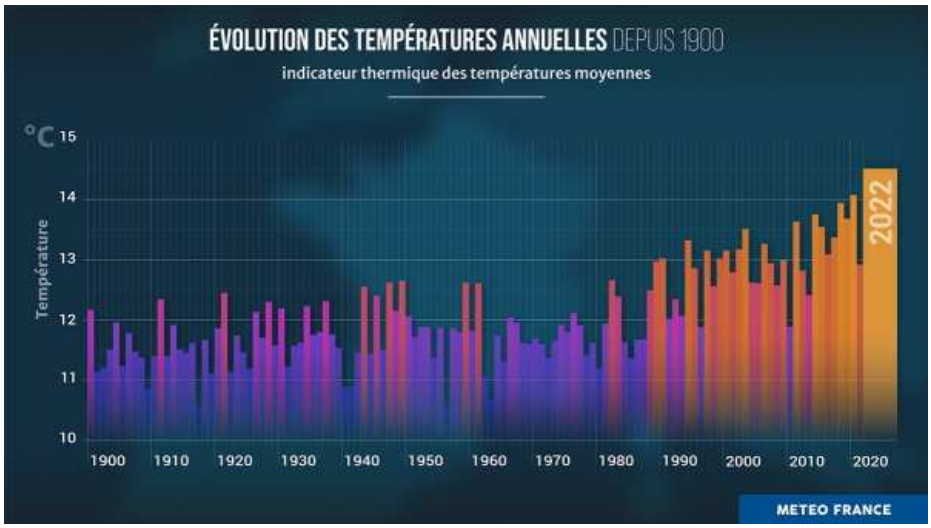
- 2022 a connu **la 2e plus longue période de sécheresse des sols** de son histoire. L'année a été marquée par un déficit persistant de précipitations depuis la fin de l'hiver 2021-2022.
- La surface affectée par cette sécheresse des sols superficiels a atteint **les trois quarts de la France**. C'est l'une des 5 sécheresses ayant touché la surface du territoire la plus importante. La sécheresse a ainsi été moins généralisée qu'en 1976 ou 2011 mais plus qu'en 2003.
- 2022 a été marquée par un **ensoleillement exceptionnel** sur la plupart des régions, le plus souvent **excédentaire de 15 %**, avec de nombreux records, notamment sur la moitié nord du pays (Rennes +18%, Bourges +17%, Colmar +24%).
- Une année sèche mais régulièrement chaude également avec de nombreuses vagues de chaleur ; tous les mois de l'année ont été plus chauds que la normale, à l'exception des mois de janvier et d'avril.

Il en est résulté **un été 2022 classé Extrême** par Météo France.
Trois vagues de chaleur ont concerné la France l'été 2022, la première dès le mois de juin. De nombreux records de chaleur ont été battus. On a par exemple mesuré les 40 °C les plus précoces jamais relevés, avec plus de 40 °C à Saint-Jean-de-Minervois (34) le 16 juin. Jamais auparavant une telle chaleur n'avait duré aussi longtemps et démarré si tôt dans la saison en France continentale ayant établi quelques records :

- **33 jours** de canicule au niveau national
- Canicule **la plus précoce** (depuis le 15 juin) et la plus longue jamais enregistrée
- **+2,3 degrés** au-dessus de la normale (période 1990-2020), juste derrière celle de 2003 (+2,7 degrés).
- **87 records de température** battus cette année en France ; 43° à Arcachon, 39,9° au Touquet en juillet !!!
- Sécheresse et feux de forêt : **62 000 hectares brûlés** contre 8 500 habituellement, avec des feux en Bretagne (Brocéliande)
- des pertes agricoles inquiétantes : -20% pour le maïs et la pomme de terre
- Dans le même temps, les orages sont plus intenses avec des phénomènes climatiques exceptionnels : 5 morts en Corse le 18 août avec des dommages importants sur les infrastructures...

Vers 2050 les projections indiquent que 1 été sur 2 pourrait ressembler à celui de 2022…

Annexe - infographie Météo France





EVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts les plus significatifs sur la vie du service. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

Les crises en cascade : pénurie et flambée des prix des matières premières et de l'énergie.

Les crises successives affectant l'exécution des contrats de la commande publique depuis 2020 et en particulier la pénurie et la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ont conduit le ministre de l'économie à solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur les modifications des prix et tarifs des contrats de la commande publique et les conditions d'application de la théorie de l'imprévision.

Le Conseil d'Etat a ainsi rendu un avis le 15 septembre 2022 (avis n°405540) sur les possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et sur les conditions d'application de la théorie de l'imprévision, rapidement complété par une circulaire du Premier Ministre en date du 29 septembre 2022 (n° 6374/SG) et par une fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques de Bercy en date du 21 septembre 2022.

Ces textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité

En sus de la hausse conséquente des prix de l'énergie, au cours des prochains hivers, des coupures de gaz et d'électricité sont susceptibles d'affecter les services d'eau et d'assainissement, activités ne relevant pas des services prioritaires prévus par l'arrêté du 5 juillet 1990.

Le décret n° 2022-495 du 7 avril 2022, l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 et circulaire du Premier Ministre en date du 30 novembre 2022 sont venus préciser les mesures de préparation et de gestion de crise en cas de survenue d'une mesure de délestage électrique programmée. Il est notamment souligné la nécessité de mobiliser les gestionnaires de services publics d'eau et d'assainissement afin d'anticiper l'impact du délestage sur leurs services.

Ces trois textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Résilience des territoires et des réseaux

En application de la loi du 22 août 2021 "climat et résilience", le décret 2022-1077 du 28 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise le champ d'application du dispositif prévu à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure visant à améliorer la résilience des réseaux aux risques naturels, de même que les prescriptions pouvant être faites par les préfets dans ce cadre.

Les exploitants de services ou réseaux essentiels à la population (eau potable, assainissement, électricité, gaz, réseaux de télécommunication) situés dans les territoires présentant une exposition à un risque naturel important peuvent ainsi être enjoints par arrêté préfectoral à établir certains documents afin d'anticiper la gestion en cas de crise et favoriser un retour rapide à la normale.

Le décret du 2022-907 du 20 juin 2022 (JO du 21 juin 2022) et le décret 2022-1532 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) ont précisé l'obligation et les modalités de réalisation et de mise en œuvre des plans communaux (PCS)

Ces textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Verdissement de la commande publique

Pris en application de la loi “climat et résilience” d’août 2021, le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 (JO du 3 mai 2022) portant diverses modifications du code de la commande publique vise au “verdissement de la commande publique”. Il prévoit pour les marchés et concessions dont l’avis d’appel public à concurrence ou la consultation est lancé à compter du 21 août 2026 :

- la suppression du critère d'attribution unique fondé sur le prix (le critère du coût devra en effet prendre en compte les caractéristiques environnementales de l'offre),
- et la description dans le rapport annuel du concessionnaire des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique.

Le décret prévoit par ailleurs pour une entrée en vigueur au 1er janvier 2024 :

- un abaissement du seuil annuel des achats à partir duquel les collectivités territoriales doivent adopter un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) à 50 millions d’euros,
- et de nouvelles modalités de recensement économique des marchés et de publication des données essentielles de la commande publique sur un portail national de données ouvertes.

Loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS)

La loi 3DS (Loi n° 2022-217 du 21 février 2022) entend favoriser l’association des communes et le maintien des syndicats infra-communautaires à la gouvernance des compétences “eau” et “assainissement”. Cette loi vient notamment préciser :

- les modalités du maintien du transfert de compétences eau, assainissement et gestion des eaux pluviales urbaines aux communautés de communes d’ici à 2026, sauf délibération contraire.
- la création de nouvelles exceptions à l’interdiction de subventionner les services publics industriels et commerciaux explicitement relatives aux EPCI.

La loi 3DS fait l’objet de commentaires spécifiques dans l’annexe de ce document dédiée à l’actualité réglementaire 2022.

La directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine est transposée : vers toujours plus de qualité et de services pour l’eau potable !

La directive (2020/2184 du 16 décembre 2020) actualise celle de 1998. Elle “revalorise l’eau du robinet” au travers de plusieurs évolutions majeures :

1. Elle exige de donner une information plus complète aux consommateurs sur la qualité de l’eau potable ;
2. Elle renforce les normes de qualité exigées pour l’eau potable sur de nouveaux polluants, avec une obligation de résultats sur huit nouvelles substances, à savoir, le Bisphénol A, l’Uranium, les composés perfluorés (ou PFAS), les acides Haloacétiques, les chlorates, les chlorites, le nonylphénol et la béta estradiol ;
3. Elle instaure une approche de gestion préventive des risques sanitaires, qui rend obligatoires les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE). Cette approche passe par une meilleure maîtrise du patrimoine des services d’eau, et la compréhension de leur vulnérabilité ;
4. Elle vise à garantir l’accès à l’eau pour tous, notamment pour les populations vulnérables (sans abris, réfugiés, squats…),

Cette directive a été transposée en droit français à la toute fin de l'année 2022 à travers une ordonnance, deux décrets et une quinzaine d'arrêtés.

Nombre des dispositions de ces nouveaux textes entreront en vigueur au cours des cinq prochaines années et sont porteuses de nouvelles obligations et responsabilités pour les services d'eau.

L'évolution majeure du nouveau cadre réglementaire réside dans la mise en œuvre, sous la responsabilité de la PRPDE (la Collectivité), d'une gestion résolument préventive des risques sanitaires.

Ainsi, à travers un nouvel arrêté dédié, la PRPDE (la collectivité) est responsable de la surveillance de la qualité de l'eau, complémentaire du contrôle sanitaire de l'ARS et conforme au plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau (PGSSE), intégrant des paramètres susceptibles de faire apparaître des risques émergents.

Ce nouveau cadre réglementaire fait l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Cette nouvelle réglementation est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service d'eau.

Métabolites de pesticides : des nouveaux critères de gestion qui évoluent !

L'instruction DGS/EA4/2020/177 en date du 18 décembre 2020 est venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et de métabolites de pesticides (molécules issues de la dégradation des pesticides) dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine (EDCH).

Depuis la publication de l'instruction de décembre 2020, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont renforcé le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en y intégrant des nouveaux métabolites de pesticides. Ce renforcement a conduit dès 2021 à la détection de plus en plus fréquente de métabolites de pesticides dans les ressources en eau et/ou dans les eaux produites et distribuées et, ce, au-delà des normes réglementaires.

Durant l'année 2022, face à cette détection de plus en plus fréquente, les autorités sanitaires ont précisé les modalités de gestion initialement prévues dans l'instruction de décembre 2020.

Ainsi, après avoir saisi le Haut Conseil de Santé Publique (HCSP), dans son instruction du 24 mai 2022, la DGS a modifié les modalités de gestion des métabolites ne disposant pas de valeur sanitaire définie par l'Anses en préconisant aux ARS d'appliquer alors les valeurs sanitaires établies par l'agence fédérale pour l'environnement allemande (UBA).

Se fondant sur de nouvelles études, dans deux avis publiés le 30 septembre 2022, l'Anses a déclassé comme « non-pertinents » deux métabolites du S-métolachlore, à savoir, le NOA Métolachlore et l'ESA Métolachlore, ce dernier étant fréquemment observé dans les ressources en eau et les eaux produites au-delà des normes réglementaires. Dans ses avis du 30 septembre 2022, l'Anses mentionne toutefois l'évaluation européenne en cours du caractère perturbateur endocrinien du S-Métalochlore susceptible de la conduire à reclasser de nouveau comme « pertinents » ces deux métabolites.

Pour les seuls métabolites non-pertinents, l'arrêté du 30 décembre 2022 (JO du 31 décembre 2022) modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine fixe la valeur indicative de 0,9 µg/L comme seuil à partir duquel un plan d'action préventif sur la zone de captage est nécessaire. Ce faisant, cet arrêté abroge les modalités de gestion prévues, pour les métabolites non-pertinents, dans l'instruction du 18 décembre 2020.

Cette situation nouvelle est susceptible d'évoluer de nouveau au cours des prochains mois. En effet, les progrès des techniques d'analyse de l'eau conjugués à l'acquisition de nouvelles connaissances scientifiques et à l'application du principe de précaution constituent désormais des facteurs pouvant impacter très directement les services d'eau dans leur gestion des métabolites de pesticides.

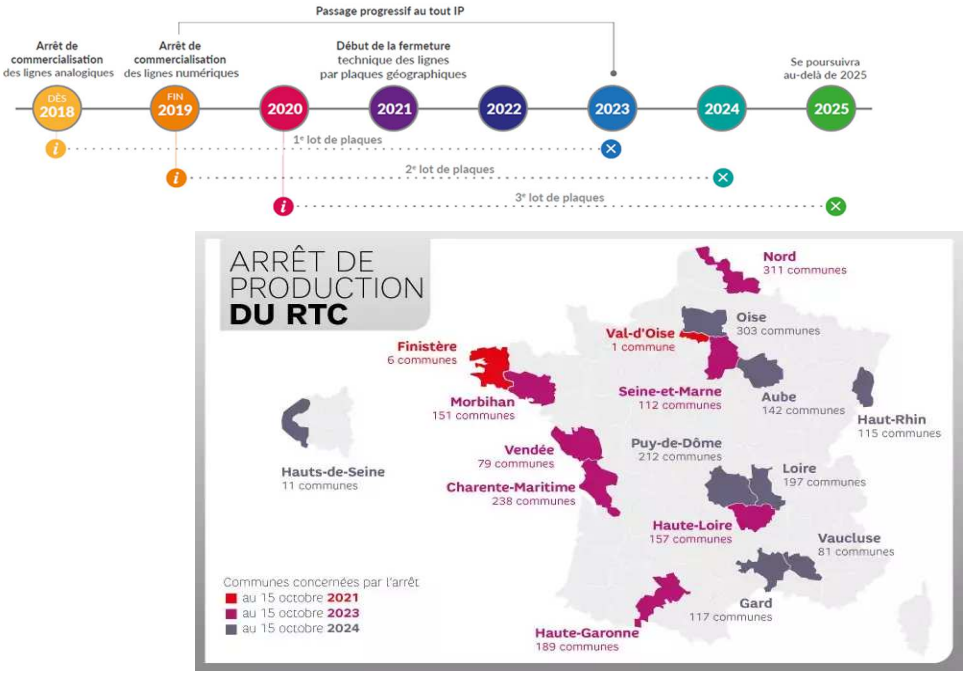
Dans ce contexte évolutif, vos interlocuteurs Veolia sont à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur les moyens d'action visant à garantir la qualité du service pour l'ensemble des abonnés de votre service.

Fin du Réseau Téléphonique Commuté (RTC) et du support filaire cuivre

Le **réseau filaire cuivre** en France a connu son véritable essor au début des **années 1970**. Dans un premier temps réservé à la téléphonie fixe, il a également porté la naissance de l'internet haut débit avec l'ADSL. Désormais moins adapté aux usages des Français, le cuivre est de plus en plus concurrencé par **la fibre optique**, plus *performante*, moins *énergivore*, et surtout *moins sensible aux aléas météorologiques*. **Le numérique s'installe durablement dans notre paysage.**

Les dates clés

A partir de 2023, Orange commencera à démonter les infrastructures RTC par plaques.



Impact sur les installations d'eau

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC ou des lignes internet de type IP gérés par les opérateurs télécom.

Les services RTC et xDSL seront progressivement fermés.

A la résiliation automatique des abonnements par les opérateurs téléphoniques, **les ouvrages d'eau potable ne pourront plus faire remonter d'information à distance. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau dans un réservoir, ou d'un débordement du réseau d'eaux usées sur la voie publique.**

La Valeur Ajoutée VEOLIA

- Diagnostic sur les installations et plan d'action
- Renouvellement des installations impactées afin d'utiliser le mode de transfert IP
- Traitement de l'obsolescence et montée en gamme des télétransmetteurs

- Baisse du coût de l’abonnement et des communications

Cette évolution de conditions techniques d’exécution du service est susceptible d’entraîner un impact contractuel et financier sur le service des eaux.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.



☆ La cybersécurité au service de l’eau de vos territoires

Dans un monde toujours plus numérique, les exemples de cyber-attaques ne manquent pas. Appliquée aux collectivités et au secteur de l’eau, la menace s'accroît d’année en année : les récentes cyberattaques des villes d’Angers, de Marseille, ou encore de la station d'épuration d’Oloron Sainte-Marie ont mis à mal les capacités de ces collectivités à assurer leurs missions et des données sensibles ont fuité... Vos systèmes d’informations et actifs stratégiques, doivent donc être constamment mieux protégés.

Veolia propose un diagnostic, et la mise en place d'une méthodologie de sécurisation des installations par paliers en fonction du niveau de sécurité recherché. Cette méthodologie est progressive en fonction de la criticité du site.

Dans ce contexte, nous vous proposons de faire un point avec vous sur l’organisation des démarches nécessaires de diagnostic des sites et des systèmes.

2.

LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION



Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées à la consommation (interruptions de service, impayés, aides financières).

2.1 Les consommateurs abonnés du service

→ *Le nombre d'abonnés*

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2021	2022	N/N-1
Nombre total d'abonnés (clients)	**11 263**	**11 289**	**0,2%**
domestiques ou assimilés	11 263	11 289	0,2%
non domestiques	0	0	0%

→ *Les principaux indicateurs de la relation consommateurs*

	2021	2022	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	1 996	1 188	-40,5%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	1 156	1 095	-5,3%
Taux de clients mensualisés	40,9 %	42,6 %	4,2%
Taux de clients prélevés hors mensualisation	26,2 %	25,7 %	-1,9%
Taux de mutation	10,4 %	9,8 %	-5,8%

Les données consommateurs par commune sont disponibles en annexe.

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

L'engagement de Veolia en faveur de ce service consommateurs de proximité et de grande qualité, s'appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d'eau et d'assainissement à obtenir l'attestation "Relation Client 100% France".

Délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d'un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d'un audit initial de l'AFNOR.

Cette certification garantit que :

- 100 % des 11 Centres de Relation Client sont implantés en France ;
- 100 % des 1500 collaborateurs et conseillers clientèle impliqués dans cette relation bénéficient de contrats de droit français ;
- 100 % des consommateurs de services publics d'eau et d'assainissement, dont la relation usagers est confiée à Veolia bénéficient d'une proximité et d'une qualité "made in France »

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ✔ la qualité de l'eau
- ✔ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité…
- ✔ la qualité de l'information adressée aux abonnés

NB : En 2021, Veolia a modifié le mode de collecte de ses enquêtes de satisfaction, passant d'interviews par téléphone à des interviews en ligne (les consommateurs reçoivent un e-mail les invitant à répondre à un questionnaire). Cette évolution permet d'interroger un plus grand nombre de consommateurs par an et de disposer ainsi de mesures de satisfaction plus fines, sur des échantillons plus robustes.

Ce changement de méthode peut cependant avoir pour effet un repli plus ou moins net des taux de satisfaction relevés. En effet, comme le confirme l'institut Ipsos, en charge de ces enquêtes, un écart d'une dizaine de points à la baisse est couramment observé lorsque l'on passe de l'interview téléphonique à l'e-mail. Deux causes cumulatives peuvent l'expliquer :

- ✔ Répondre à une sollicitation d'enquête par e-mail est une action volontaire et les consommateurs insatisfaits sont plus enclins à cliquer sur le lien dans l'invitation pour répondre à ces enquêtes
- ✔ Dans le cadre d'une enquête téléphonique, inconsciemment, les interviewés associent l'enquêteur avec le service qu'il leur demande d'évaluer. Ils se montrent ainsi plus indulgents et donnent des notes moins sévères qu'ils ne l'auraient fait lors d'une enquête en ligne.

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2021	2022	N/N-1
Satisfaction globale	75	82	+7
La continuité de service	91	91	0
La qualité de l'eau distribuée	74	80	+6
Le niveau de prix facturé	52	56	+4
La qualité du service client offert aux abonnés	71	77	+6
Le traitement des nouveaux abonnements	73	78	+5
L'information délivrée aux abonnés	72	74	+2

Composition de votre eau !

FOCUS

Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.



→ *Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia*

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs des services publics d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

#1 Qualité : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».
#2 Intervention : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »
#3 Budget : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »
#4 Services : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »
#5 Conseil : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

→ *Les interruptions non-programmées du service public de l'eau*

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des consommateurs.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées **[P151.1]** est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information au moins 24h avant. En 2022, ce taux pour votre service est de 1,51/ 1000 abonnés.

	2021	2022
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)	**0,89**	**1,51**
Nombre d'interruptions de service	10	17
Nombre d'abonnés (clients)	11 263	11 289

2.3 Données économiques

→ *Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2022 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2021	2022
Taux d'impayés	**1,91 %**	**3,11 %**
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	32 134	82 851
Montant facturé N - 1 en € TTC	1 679 447	2 662 544

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités…).

A noter également que le taux d'impayés est calculé sur la base du montant total toutes parts comprises sur les rubriques composant la facture d'eau potable.

Ce taux a augmenté en 2022 compte tenu du contexte actuel, et ce malgré les nombreuses actions menées par nos services sur le territoire communal.

En effet, depuis 2020, le contexte économique et social est en constante évolution du fait de l'épidémie de Covid-19, du conflit en Ukraine, pour ne citer que les deux faits les plus impactant de ces trois dernières années.
Ces événements récents ont déclenché une forte inflation généralisée, provoquant une baisse significative du pouvoir d'achat des ménages, ayant pour effet une hausse des montants d'impayés pour tous les fournisseurs d'énergie (électricité, eau, gaz, ...) car considérés comme dépense non prioritaire pour les foyers les plus modestes, l'alimentation et le logement restant prioritaires.

A titre d'information, nous avons réalisé depuis 2021 les actions suivantes sur la commune de Lunel :
- 17 321 relances automatiques,
- 62 574 relances par SMS et 53 381 relances par e-mail,
- 289 actions ciblées de recouvrement de la part des conseillères de l'agence de Lunel : courrier de mise en demeure, relance téléphonique ...
- 1 343 dossiers ont été transmis à un cabinet de recouvrement amiable.

Nous avons également constaté une baisse significative des demandes de chèque eau sur la commune de Lunel : 10 824€ distribué en 2018 contre 6 717€ en 2021, c'est pourquoi les critères d'attribution de l'aide ont été revus. En lien avec les services de la ville de Lunel, nous avons à nouveau informé les usagers de l'existence du dispositif chèque eau ainsi que des facilités de paiement. Par ailleurs, dans le but de faciliter son utilisation, nous avons dématérialisé le chèque eau.

Enfin, pour toutes ces raisons, au début de l'année 2022, nous avons pris la décision de désigner une référente impayés pour piloter l'activité, et un référent solidarité afin de renforcer nos liens avec les services sociaux de Lunel. Malgré cela, le taux d'impayés constaté pour l'exercice 2022 est de 3,11 %.

→ *Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]*

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation…) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau,
- Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées,
- Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2022, le montant des abandons de créance s'élevait à 0 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2021	2022
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	0	0
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€)	0,00	0,00
Volume vendu selon le décret (m3)	1 346 005	1 278 958

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

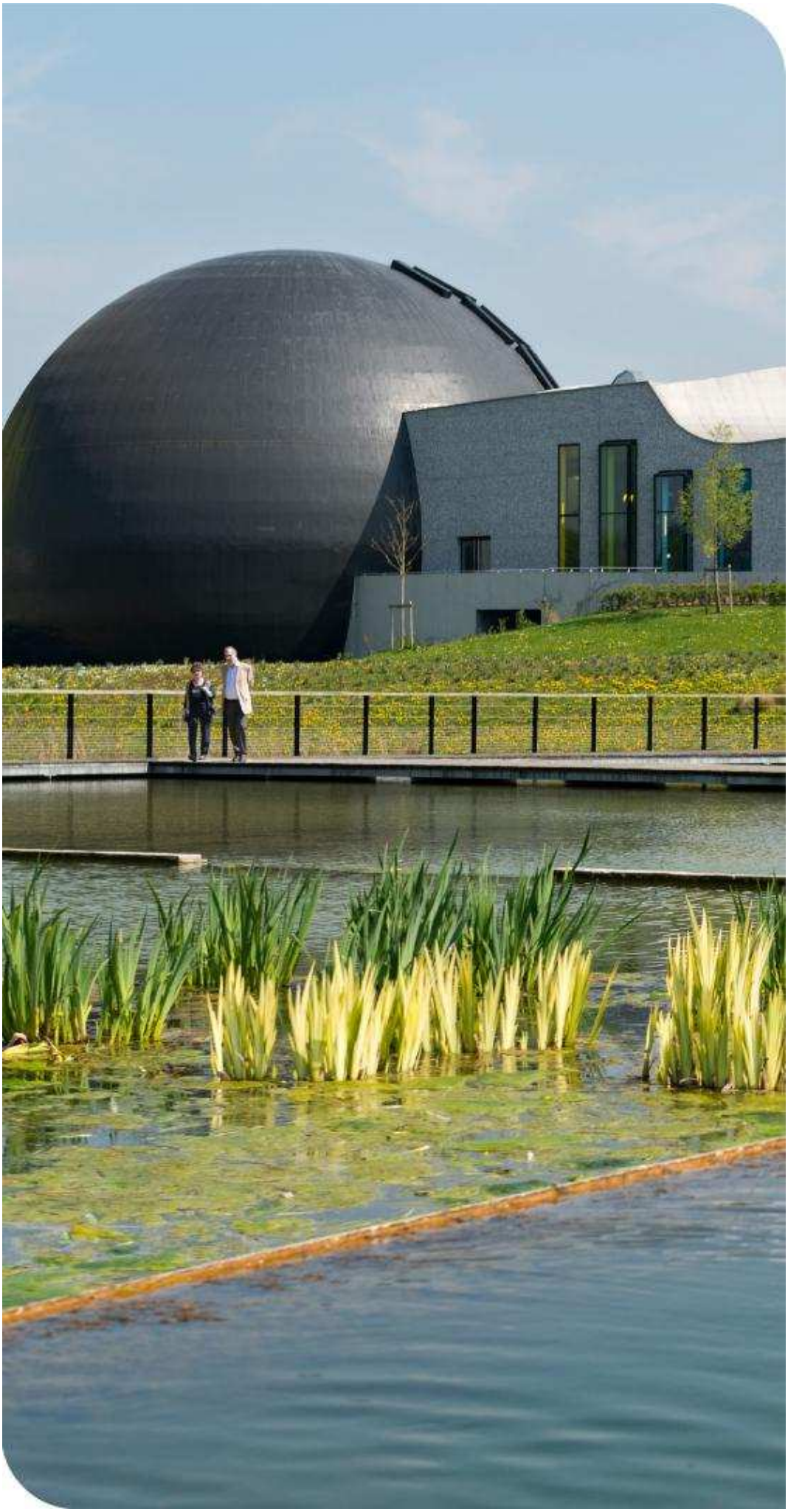
→ *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2021	2022
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	239	379

3.

LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE



Prélever, produire, distribuer, stocker, surveiller… : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Installation de production	Capacité de production (m3/j)	Capacité de stockage (m3)
Installation de production d'eau: Station de Dassargues	4 500	0
Capacité totale	**4 500**	0

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
Réservoir ou château d'eau: Mas de Blanc	1 400
Réservoir ou château d'eau: Restinclières	2 000
Capacité totale	**3 400**



3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- des réseaux de distribution,
- des équipements du réseau,
- des branchements en domaine public,
- des outils de comptage

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage*

	2021	2022	N/N-1
Canalisations			
Longueur totale du réseau (km)	187,3	187,9	0,3%
Longueur d'adduction (ml)	1 533	1 533	0,0%
Longueur de distribution (ml)	185 785	186 366	0,3%
dont canalisations	121 339	121 812	0,4%
dont branchements	64 446	64 554	0,2%
Equipements			
Nombre d'appareils publics	278	281	1,1%
dont poteaux d'incendie	272	275	1,1%
dont bouches d'arrosage	6	6	0,0%
Branchements			
Nombre de branchements	10 690	10 708	0,2%

	2021	2022	N/N-1
Compteurs			
Nombre de compteurs	11 594	11 622	0,2%

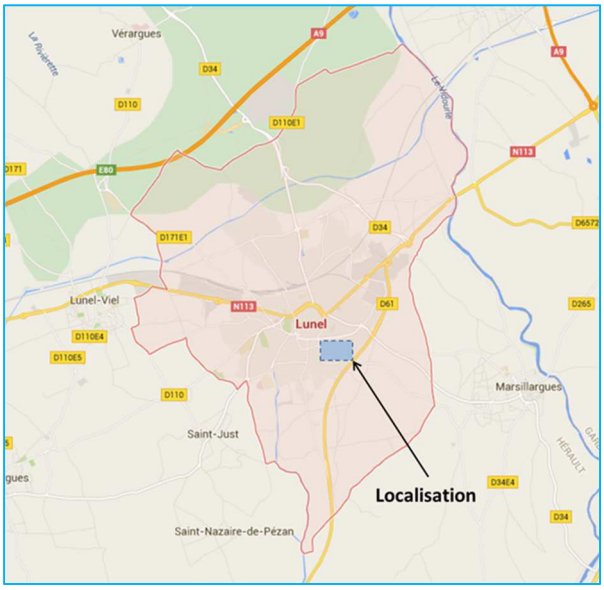


	Canalisation d'adduction (ml)	Canalisation distribution (ml)	Total (ml)
Longueur totale tous DN (ml)	**1 533**	**121 812**	**123 345**
DN 25 (mm)		15 879	15 879
DN 30 (mm)		288	288
DN 40 (mm)		108	108
DN 50 (mm)		2 992	2 992
DN 60 (mm)		11 255	11 255
DN 75 (mm)		1 527	1 527
DN 80 (mm)		7 383	7 383
DN 90 (mm)		2 545	2 545
DN 100 (mm)		25 558	25 558
DN 110 (mm)		6 693	6 693
DN 125 (mm)		7 686	7 686
DN 140 (mm)		409	409
DN 150 (mm)		20 320	20 320
DN 160 (mm)		2 861	2 861
DN 200 (mm)		3 785	3 785
DN 250 (mm)		2 211	2 211
DN 300 (mm)		4 829	4 829
DN 350 (mm)	1 533	1 533	3 066
DN 400 (mm)		2 273	2 273
DN indéterminé (mm)		1 677	1 677

→ *Propositions d'amélioration*

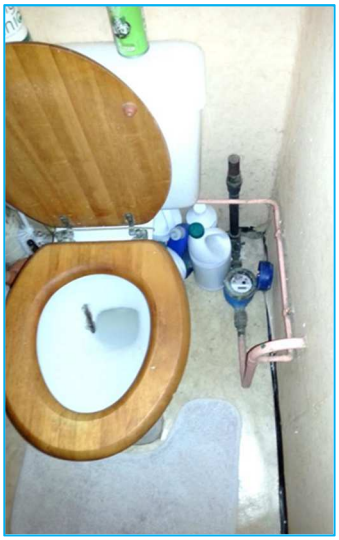
✓ <u>Secteur de la Roquette</u> : Travaux de mise en conformité

Situé au sud-est de la commune, le quartier de la Roquette est composé de 36 bâtiments de type R+4 sur une superficie de 5 ha environ. Depuis de nombreuses années, des difficultés importantes sont rencontrées par nos services dans la cadre de l'exploitation du réseau public en eau potable de ce quartier.

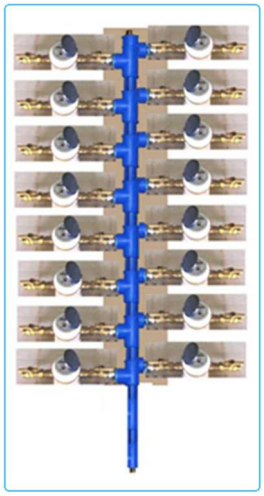


En effet, le réseau est vétuste et les interventions y sont récurrentes, particulièrement au niveau des branchements individuels des bâtiments ainsi que des systèmes de comptage.

D'une conception ancienne, les compteurs sont situés à l'intérieur même des appartements (toilettes le plus souvent) où l'insalubrité est souvent mise en évidence.


Le réseau y est vétuste et très fragile. Les vannes de sectionnement ne sont pas étanches ce qui génère des arrêts d'eau importants en cas d'interventions. De plus, les branchements sont en mauvais état et situés dans les caves. Les colonnes montantes (en acier ou en PVC) sont anciennes et en état de détérioration avancée.



Par ailleurs, nous rencontrons des difficultés importantes dans le cadre des procédures de recouvrement des sommes impayées, ainsi que lors de la relève des compteurs où l'accessibilité n'est pas permanente, et où les estimations de consommation sont fréquentes.

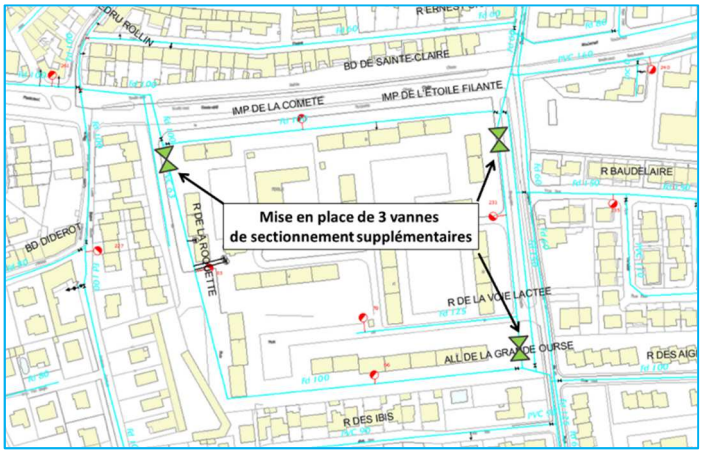
De fait, nous préconisons la mise en conformité de l'ensemble des installations publiques en eau potable du quartier en effectuant :

- le renouvellement de la totalité des branchements individuels en DN50mm des bâtiments (36 unités),

- l'installation d'une armoire de type murale au pied de chaque bâtiment permettant l'accessibilité des compteurs depuis l'extérieur,

- la reprise de l'ensemble des canalisations entre le nouvel emplacement du système de comptage et l'ancien emplacement,

- la mise en place de 3 vannes de sectionnement supplémentaires sur le réseau extérieur.



Outre l'argumentaire listé ci-dessus, l'ensemble de ces travaux, qui ne concerne pas moins de 360 compteurs, contribuera également de façon significative à l'amélioration du rendement de réseau.

✓ <u>Maillage de réseau</u> :

Afin d'améliorer la circulation de l'eau dans certains quartiers, nous préconisons le maillage des réseaux suivants :

- Rue du square fleuri : maillage entre le DN60 fonte de la rue du square fleuri et le DN100 fonte du boulevard Louis Blanc (120ml)
- Rue du romarin : maillage entre le DN160 PVC de la rue du romarin et le DN100 fonte de la rue du basilic (50ml)
- Rue des cerisiers : maillage entre le DN100 fonte de la rue des cerisiers et le DN110 PVC de la rue de la Badiane (40ml)
- Rue Thomas Edison : maillage entre le DN150 fonte de la rue Thomas Edison et le DN150 fonte du chemin de la grande liquine (180ml)
- Avenue Louis Médard : maillage entre le DN150 fonte de l'avenue Louis Médard côté chemin des oliviers, et le DN150 fonte côté chemin du Thym (200ml)
- Rue des compagnons : maillage entre le DN200 fonte de la rue des compagnons (ZA des Fournels) et le DN100 fonte du chemin du Mas d'Ensuque (780ml)

✓ <u>Suppression double et triple réseau</u> :

Afin d'optimiser le linéaire de réseau et d'améliorer ses performances hydrauliques dans le secteur, nous préconisons la suppression des doubles et triples réseaux existants sous le chemin du pont de Tourraine depuis la rue des colverts jusqu'à la rue du Square Fleuri (400 ml environ contre 850 ml à ce jour).

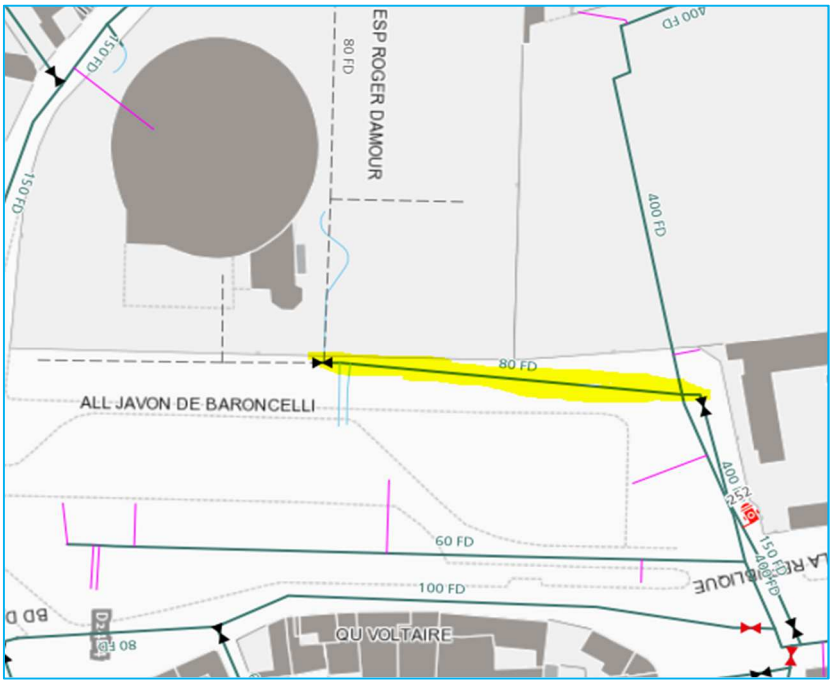


✓ <u>Renouvellement de réseau</u> :

En complément du rapport de gestion patrimoniale MOSARE transmis au cours de l'exercice, nous préconisons :

- Le renouvellement de la canalisation en DN80mm telle que matérialisée sur le plan joint.

  Ce tronçon de réseau en antenne d'une centaine de mètres, qui alimente l'activité restauration des nouvelles arènes, a fait l'objet de problèmes récurrents de turbidité suite à l'utilisation non maîtrisée de l'hydrant n°252 situé au sud du centre hospitalier.



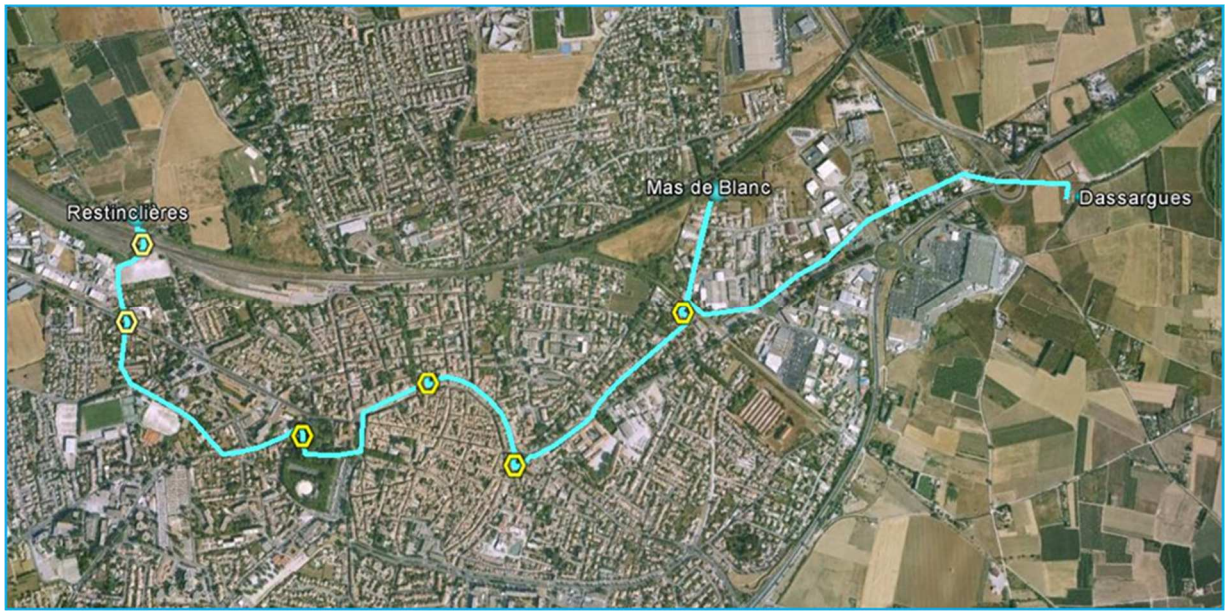
- Le renouvellement de la totalité des branchements du quartier des Flamants Roses, Ibis, Colverts (environ 70 unités) suite à l'apparition de fuites récurrentes sur les branchements en PVC ainsi que les colliers de prise en charge.



✓ Installation de vannes de sectionnement supplémentaires sur le réseau :

La configuration du réseau de distribution d'eau potable de Lunel est telle qu'une canalisation en diamètre 300 et 400mm serpente depuis la station de pompage de Dassargues, jusqu'au réservoir de Restinclières, tout en passant par le site du Mas de Blanc.

Cette canalisation structurante constitue l'ossature du réseau de distribution de Lunel. Sur le plan ci-après figure en jaune les 6 vannes de sectionnement.



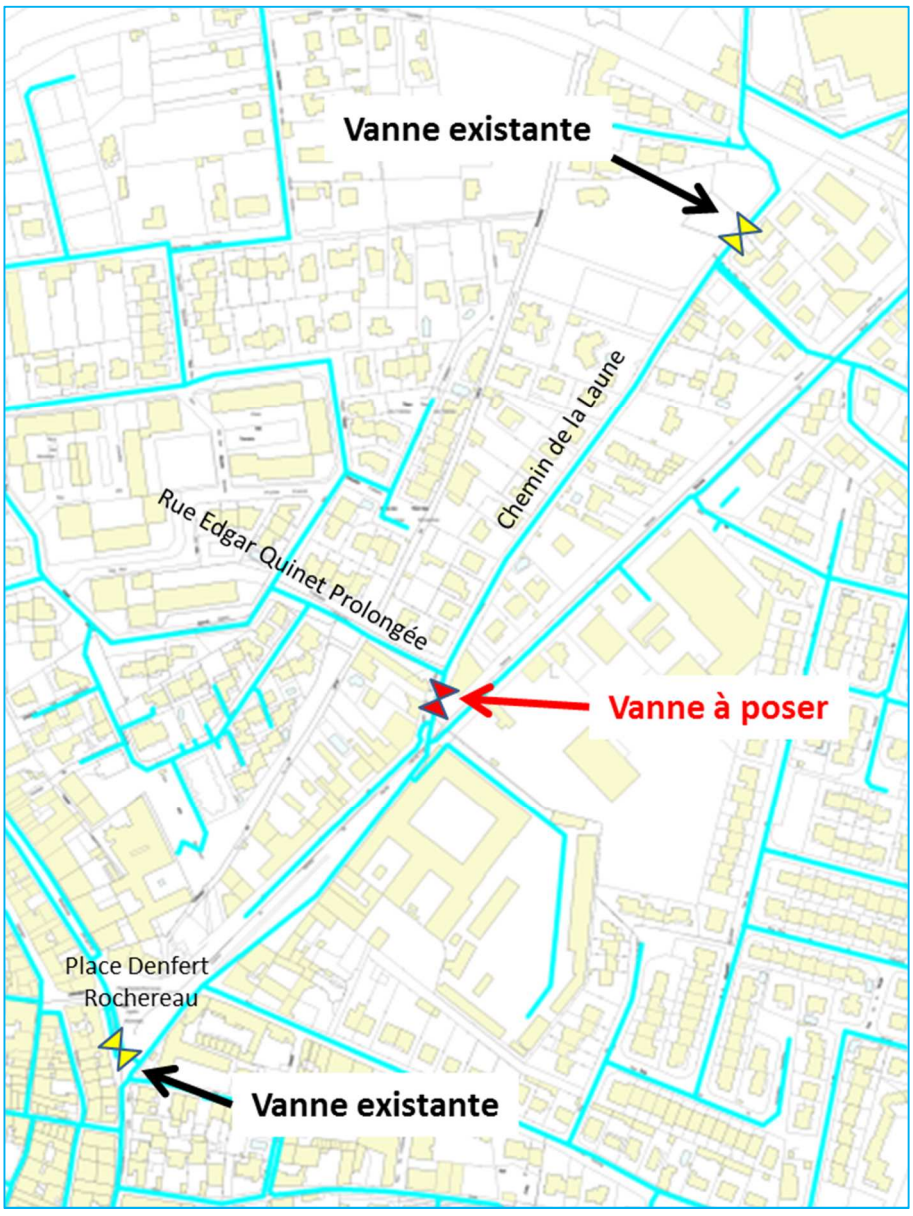
En cas d'intervention sur ce réseau, pour une rupture accidentelle par exemple, les zones de manque d'eau sont significatives, le temps de vidange de la canalisation est important, et les volumes de perte en eau induits sont considérables.

Nous préconisons d'en installer 2 supplémentaires à des endroits « stratégiques » du réseau afin de le sécuriser, celles-ci figurent en rouge sur le plan ci-après :



1. <u>Angle chemin de la Laune et rue Edgard Quinet Prolongée</u> : mise en place vanne DN300mm.

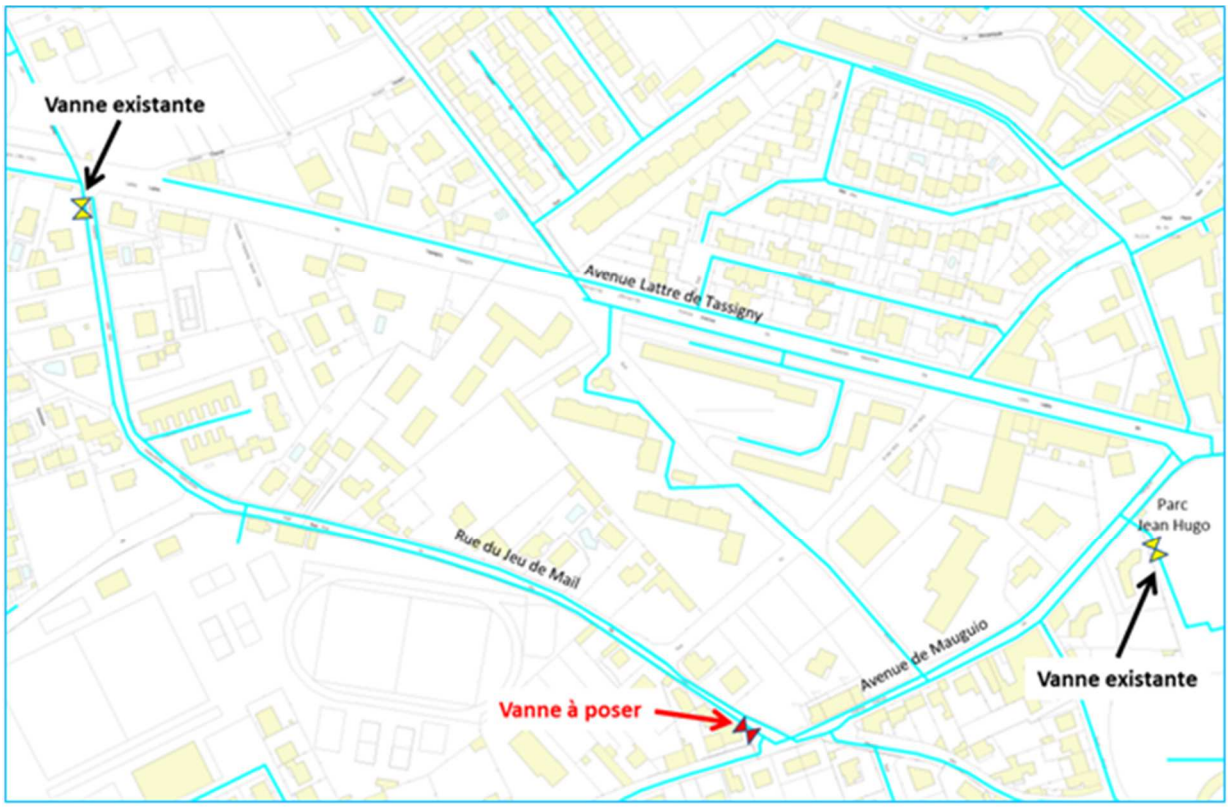
Il y a environ 800 mètres linéaires sans vanne en ligne entre la place Denfert Rochereau et le haut du chemin de la Laune.



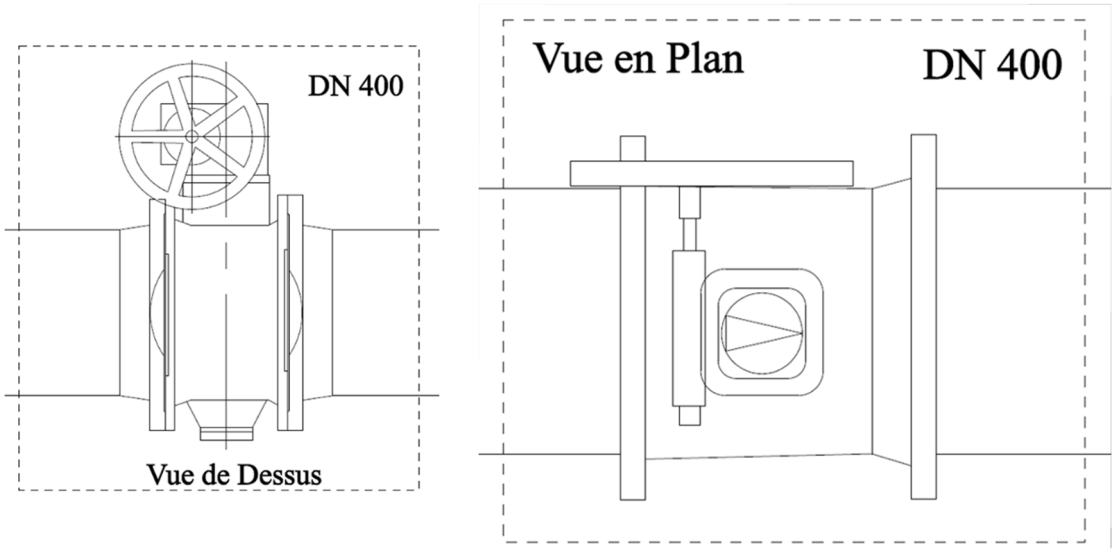
Pour fermer ce tronçon il est nécessaire de manœuvrer 9 vannes et fermer un secteur important. Dans le cadre de l'installation de cette vanne, il sera également nécessaire de poser une vanne de vidange sur la canalisation en DN300mm du chemin de la Laune, car il n'y a actuellement pas de moyen de vidanger ce tronçon (absence de vidange et de poteau incendie).

2. Angle rue du Jeu de Mail et avenue de Mauguio : mise en place vanne DN400mm

Il y a 900 mètres linéaires sans vanne sur ce tronçon entre la rue des Malautières et la vanne située dans le parc Jean Hugo. Pour fermer ce tronçon il est nécessaire de manœuvrer 7 vannes et fermer un secteur important.

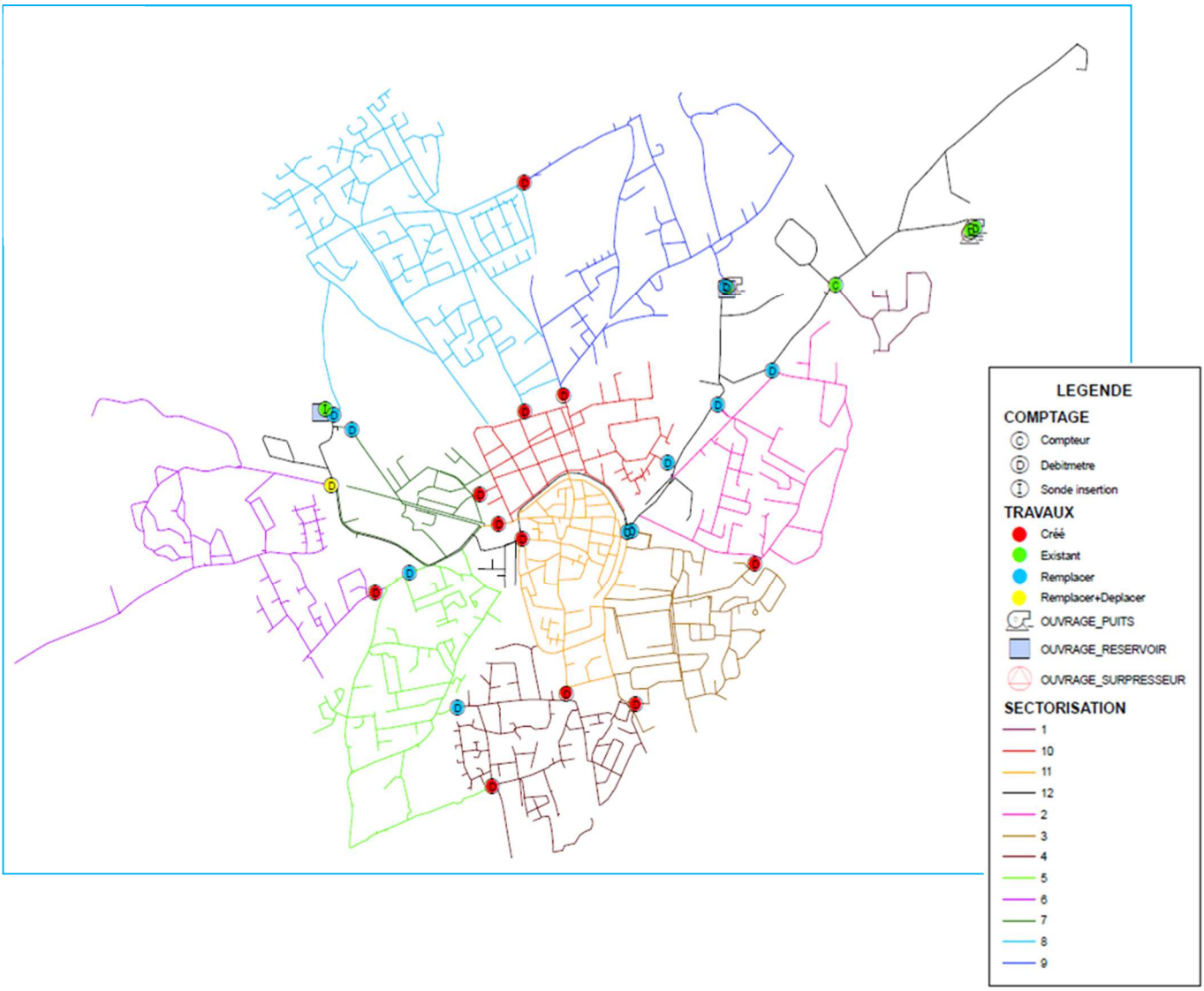


Le schéma de principe d'installation d'une vanne de type papillon en DN400mm est le suivant :



✓ <u>Sectorisation complémentaire du réseau</u> : amélioration du service de distribution

Afin d'améliorer la circulation de l'eau sur le réseau de distribution et permettre de rendre conforme certains hydrants situés sur des secteurs entièrement sectorisés, nous préconisons d'ajouter des points de sectorisation supplémentaires, en particulier dans le secteur nord. Ci-après un plan de principe :



3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

	2021	2022
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	**0,60**	**0,50**
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	121 339	121 812
Longueur renouvelée totale (ml)	0	175
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0

Pour l'exercice 2022, le taux moyen de renouvellement est de **0,50%.**

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.
Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice **[P103.2]** pour l'année 2022 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2021	2022
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	115	115

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	**Partie A : Plan des réseaux (15 points)**		
VP.236	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP.237	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Code VP	**Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)**		
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Non renseigné
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		%
VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Non renseigné
Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP.241	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15
	Total Parties A et B	**45**	**45**
Code VP	**Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)**		
VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP.243	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP.244	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	5
VP.245	Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
VP.246	Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
VP.247	Localisation des autres interventions	10	10
VP.248	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	5
	Total:	**120**	**115**

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2022 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.
Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs…) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ ***Les installations***

- Réservoir route de Restinclières :

Suite à une dégradation complète de la clôture du réservoir, d'un commun accord avec la Collectivité, il a été décidé d'anticiper le remplacement de la totalité du grillage souple simple torsion existant.

La clôture du réservoir a ainsi été renouvelée en totalité par du grillage double torsion, avec rang de ronces en barbelés et bavolets.



→ *Les compteurs*

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1er décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

Renouvellement des compteurs	2021	2022	N/N-1
Nombre de compteurs	11 594	11 622	0,2%
Nombre de compteurs remplacés	771	612	-20,6%
Taux de compteurs remplacés	6,7	5,3	-20,9%

→ *Les réseaux*

Adresse	Equipement	Nombre
Boulevard Sainte Claire – angle rue Darius Milhaud	Vanne DN100mm	1
Impasse Darius Milhaud	Vanne DN110mm	1
373 boulevard Louis Blanc	Vanne DN100mm	1
Boulevard Sainte Claire – angle boulevard Diderot	Vanne DN100mm	1
325 avenue Général Sarrail	Vanne DN60mm	1
Rue Marx Dormoy	Vanne Dn80mm	1
	Total	**6**

De plus, le compteur sectoriel DN125mm du rond-point Charles De Gaulle a été renouvelé et remplacé par un débitmètre de diamètre équivalent.

→ *Les branchements*

Renouvellement des branchements plomb	2021	2022	N/N-1
Nombre de branchements	10 690	10 708	0,2%
dont branchements plomb au 31 décembre (*)	701	698	-0,4%
% de branchements plomb restant au 31 décembre	6,6%	6,5%	-1,5%
Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)	5	3	-40,0%
% de branchements plomb supprimés	0,71%	0,43%	-39,4%

(*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur
(**) par le Délégataire et par la Collectivité

Adresse	Nombre	Renouvellement
318 rue de la Libération	1	Collectivité
69 rue des nouvelles	1	Collectivité
33 rue Cabasserie	1	Collectivité
Total	**3**	**unités**

Par ailleurs, 16 branchements « hors plomb » ont été renouvelés par le délégataire dans le cadre de l'exploitation courante, et des secteurs identifiés comme déficients.

La liste de ces branchements (hors plomb) figure dans le tableau suivant :

Adresse	Nombre	Renouvellement
chemin du Trianon	3	Délégataire
rue des jonquilles	1	Délégataire
45 rue de la ciboulette	1	Délégataire
rue Edgar Quinet Prolongée	2	Délégataire
228 rue Bruno Brunel	1	Délégataire
59 chemin du Mas de Blanc	1	Délégataire
74 rue des Noisetiers	1	Délégataire
345 chemin du Thym	1	Délégataire
165 impasse des Olympiques	1	Délégataire
28 rue du Bouvier	1	Délégataire
232 rue Roger Salengro	1	Délégataire
Chemin du Gazon – chemin du Mas de Combet	1	Délégataire
131 rue des Razeteurs	1	Délégataire
Total	**16 unités**	

Le tableau ci-dessous présente la situation actuelle en termes de renouvellements sur de branchements au regard des obligations contractuelles :

Suivi renouvellement branchement	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Renouvellement réalisé au cours de l'exercice	9	15	18	22	18	13	16	**111**
Obligations contractuelles de renouvellement minimales	15	15	15	15	15	15	15	**105**

3.4.2 Les travaux neufs réalisés

→ ***Les installations***

Travaux réalisés par le délégataire : Sans objet

Travaux réalisés par la Collectivité : Sans objet

→ *Les réseaux, branchements et compteurs*

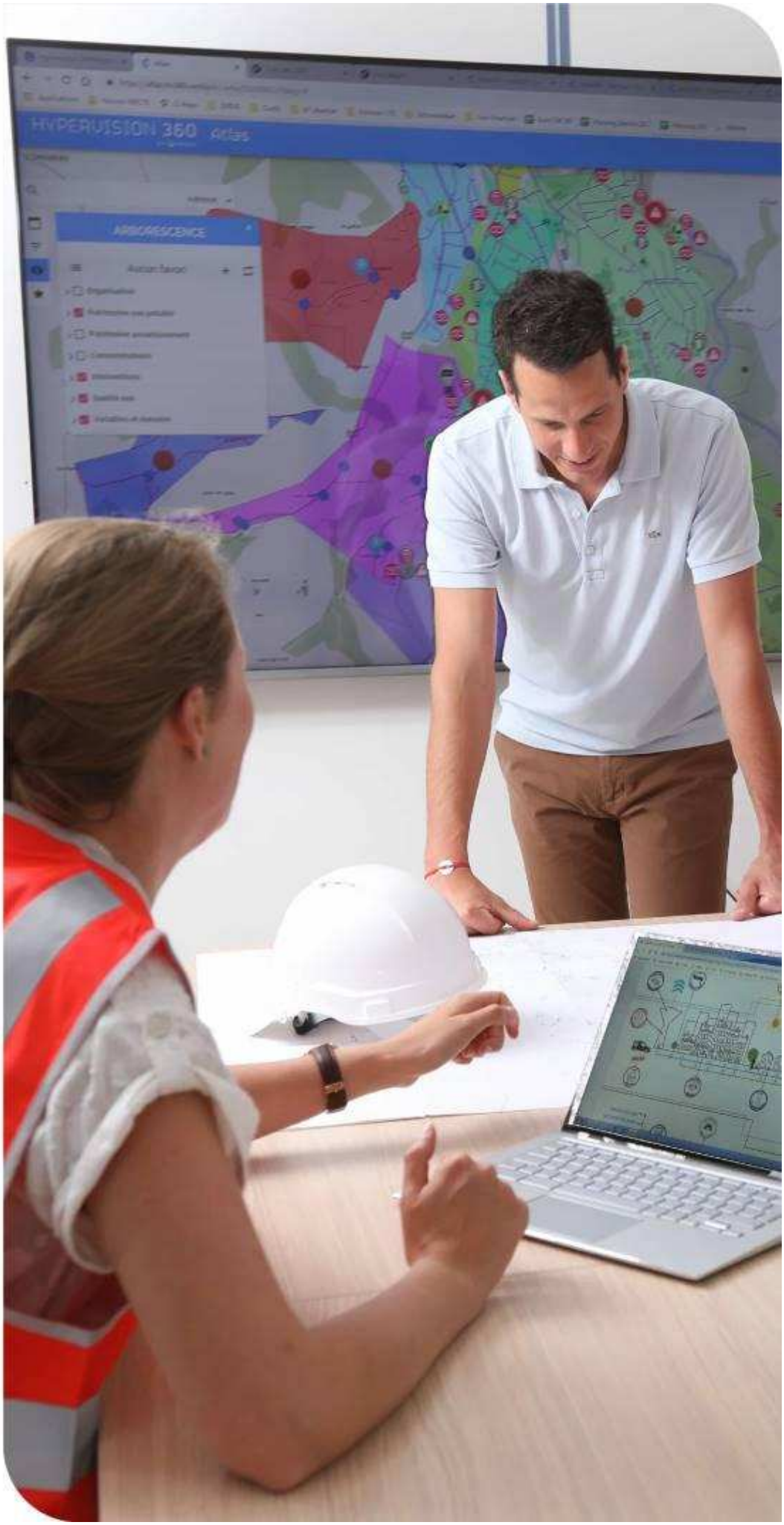
Travaux réalisés par le délégataire :

A cours de l'exercice 18 branchements neufs ont été réalisés.

Adresse des travaux	Nombre de branchement	DN (en mm)
130 avenue de l'Occitanie	1	32
181 rue des Canniers	1	32
169 chemin du Jeu de Mail	1	32
93 rue Eugène Roucher	1	32
93 chemin des surveillants	1	32
35 passage Andréa	1	32
Rue des chamois	1	32
31 rue du trianon	1	32
85 rue Gérard Philippe	1	32
54 rue des remparts	1	32
Avenue Louis Abric / rue Pierre Plantade	4	100
131 rue du Jeu de Mail	2	25
218 boulevard Lafayette	1	40
40 chemin des amandiers	1	40
Total	**18**	

4.

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE



Les consommateurs exigent au quotidien un service d'eau performant, avec comme premier critère de satisfaction la qualité de l'eau distribuée. Ce chapitre présente l'ensemble des données relatives à la composition et à la qualité de l'eau produite et distribuée. Vous y trouverez également les informations sur l'efficacité de la production et de la distribution, ainsi que la performance environnementale de votre contrat (protection des ressources, bilan énergétique).

4.1 La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation…).

4.1.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire	Analyses supplémentaires
Microbiologique	301	75	-
Physico-chimique	2544	173	-

4.1.2 L'eau produite et distribuée

→ *Conformité des paramètres analytiques*

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégataire	Valeur du seuil et unité
Tous les résultats sont conformes							

Dans deux avis publiés le 30 septembre 2022, l'Anses a déclassé comme « non-pertinents » deux métabolites du S-Métolachlore, à savoir, le NOA Métolachlore et l'ESA Métolachlore. Ces deux avis se fondent sur de nouvelles études venues compléter les deux précédentes évaluations (janvier 2019 et janvier 2021) qui avaient amené l'Anses à considérer ces métabolites comme « pertinents ».

Aussi, les non-conformités observées sur ces deux paramètres au cours de la première partie de l'année 2022 ne sont plus effectives depuis le 1er octobre 2022.

A noter toutefois que, dans ses avis du 30 septembre 2022, l'Anses mentionne l'évaluation européenne en cours du caractère perturbateur endocrinien du S-Métolachlore susceptible de la conduire à reclasser de nouveau comme «pertinents» ces deux métabolites.

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégataire	Valeur du seuil et unité
Température de l'eau	12,3	30,3	5	0	62	21	25 °C

→ *Composition de l'eau du robinet*

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Calcium	88,40	98	6	mg/l	Sans objet
Chlorures	21	22	6	mg/l	250
Fluorures	160	170	3	µg/l	1500
Magnésium	4,90	5,40	6	mg/l	Sans objet
Nitrates	10	11	6	mg/l	50
Pesticides totaux	0	0,01	7	µg/l	0,5
Potassium	1	1,10	3	mg/l	Sans objet
Sodium	12,50	14	3	mg/l	200
Sulfates	53	55	6	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	24,16	26,72	6	°F	Sans objet

4.1.3 L'évolution de la qualité de l'eau

→ *Historique des données du contrôle officiel (ARS)*

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques **[P101.1]** et physico-chimiques **[P102.1]**. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

	2021	2022
Paramètres microbiologiques		
Taux de conformité microbiologique	**100,00 %**	**100,00 %**
Nombre de prélèvements conformes	59	59
Nombre de prélèvements non conformes	0	0
Nombre total de prélèvements	59	59
Paramètres physico–chimique		
Taux de conformité physico-chimique	**100,00 %**	**100,00 %**
Nombre de prélèvements conformes	12	12
Nombre de prélèvements non conformes	0	0
Nombre total de prélèvements	12	12

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ *Chlorure de Vinyle Monomère*

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2020/67, en date du 29 avril 2020 est venue modifier l'instruction du 18 octobre 2012 relative au CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Par rapport à la précédente instruction d'octobre 2012, l'instruction d'avril 2020 positionne la Collectivité au centre du dispositif de gestion préventive et corrective des risques sanitaires liés à la présence du CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Ainsi, cette instruction transfère à la Collectivité, et non plus aux ARS, la responsabilité de réaliser les étapes préalables de repérage des canalisations « à risque » et de surveillance de la qualité de l'eau sur les canalisations identifiées comme « à risque ».

Situation sur votre service :

Au titre de l'adaptation de l'autosurveillance, nous avons engagé des recherches sur le paramètre Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) sur les conduites en PVC du réseau de distribution à compter de 2013.

A ce jour, toutes les analyses réalisées se sont révélées conformes.

→ *Métabolites*

L'instruction DGS/EA4/2020/177 en date du 18 décembre 2020 (mise en ligne le 29 janvier 2021) est venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et de métabolites de pesticides (molécules issues de la dégradation des pesticides) dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine (EDCH).

Depuis la publication de cette instruction, les Agences Régionales de Santé (ARS) renforcent progressivement le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en y intégrant des nouveaux métabolites de pesticides. Ce renforcement conduit à la détection de plus en plus fréquente de métabolites de pesticides dans les ressources en eau et/ou dans les eaux produites et distribuées et, ce, au-delà des normes réglementaires. Il s'agit d'une situation nouvelle, susceptible de perdurer au cours des mois et années à venir en raison de la persistance des métabolites de pesticides dans les ressources en eau.

La distribution d'eaux concernées par la présence de pesticides et métabolites est encadrée par l'instruction du 18 décembre 2020 qui décrit, au cas par cas, des modalités de gestion dépendant du caractère de pertinence / non pertinence attribué par l'ANSES aux métabolites observés, des concentrations analysées, et de la durée des éventuelles situations de non-conformité.

4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

4.2.1 L'efficacité de la production : le volume prélevé et produit

→ *Le volume prélevé*

Les autorisations de prélèvement maximal par ressource sont les suivantes :

	Débit horaire (m3/h)	Volume journalier (m3/jour)
Installation de production d'eau : Station de Dassargues	200	4 800

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

	2021	2022	N/N-1
Volume prélevé (m3)	**1 683 661**	**1 673 327**	**-0,6%**
Volume prélevé par ressource (m3)			
Installation de production d'eau : Station de Dassargues	1 683 661	1 673 327	-0,6%
Volume prélevé par nature d'eau (m3)			
Eau souterraine non influencée	1 683 661	1 673 327	-0,6%

→ *Le volume produit et mis en distribution*

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

	2021	2022	N/N-1
Volume prélevé (m3)	**1 683 661**	**1 673 327**	**-0,6%**
Besoin des usines	0	0	0%
Volume produit (m3)	**1 683 661**	**1 673 327**	**-0,6%**
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	0	0	0%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0	0%
Volume mis en distribution (m3)	**1 683 661**	**1 673 327**	**-0,6%**

Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

	2021	2022	N/N-1
Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)	**0**	**0**	**0%**

→ *Bilan mensuel*

Le volume introduit et mis en distribution moyen par mois :

Mois	Pompage Dassargues					Réservoir Mas de Blanc		Distribution totale
	Pluviomètrie		Niveau nappe		Volumes	Admission	Distribution	
	A	A-1	Max	Min	(m3)	Volumes (m3)	Volumes (m3)	
Janvier	0,3	14,3	7,36	4,65	134 079	133 442	132 956	134 079
Février	10,7	53,4	7,16	4,57	115 712	114 934	114 805	115 712
Mars	89,8	6,2	7,48	4,8	128 908	127 588	127 588	128 908
Avril	35,0	62,9	7,21	4,7	128 013	127 400	127 400	128 013
Mai	57,9	61,2	6,98	4,04	140 360	140 704	140 704	140 360
Juin	0,8	1,4	6,6	3,78	147 501	147 494	147 282	147 501
Juillet	0,3	11,4	6,5	3,78	163 529	163 231	162 898	163 529
Août	82,4	51,0	6,5	3,63	157 300	156 853	155 812	157 300
Septembre	190,2	173,5	7,2	4,4	140 089	139 499	139 507	140 089
Octobre	6,6	189,6	7,1	4,46	141 633	140 935	140 331	141 633
Novembre	106,7	84,6	7,2	4,52	135 391	134 662	134 327	135 391
Décembre	98,2	33,8	7,8	4,89	140 812	140 048	139 859	140 812
Total	679	743			1 673 327	1 666 790	1 663 469	1 673 327
Total "A-1"					1 683 661	1 684 831	1 681 704	1 683 661
A - "A-1"					-10 334	-18 041	-18 235	-10 334
Ratio					-0,61%	-1,07%	-1,08%	-0,61%

NGF	
Max	Min
7,8	3,6
Décembre	Août

Pluviométrie (mm)	
"A"	679
"A-1"	743
Ecart	-64

Débit moyen Distribué (m3/h)	191



4.2.2 L'efficacité de la distribution : le volume vendu, le volume consommé et leur évolution

→ *Le volume vendu*

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

	2021	2022	N/N-1
Volume vendu selon le décret (m3)	**1 346 005**	**1 278 958**	**-5,0%**
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	**1 346 005**	**1 278 958**	**-5,0%**
domestiques ou assimilés	1 346 005	1 278 958	-5,0%
non domestiques	0	0	0%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	**0**	**0**	**0%**

Le volume vendu par typologie de clients est détaillé comme suit :

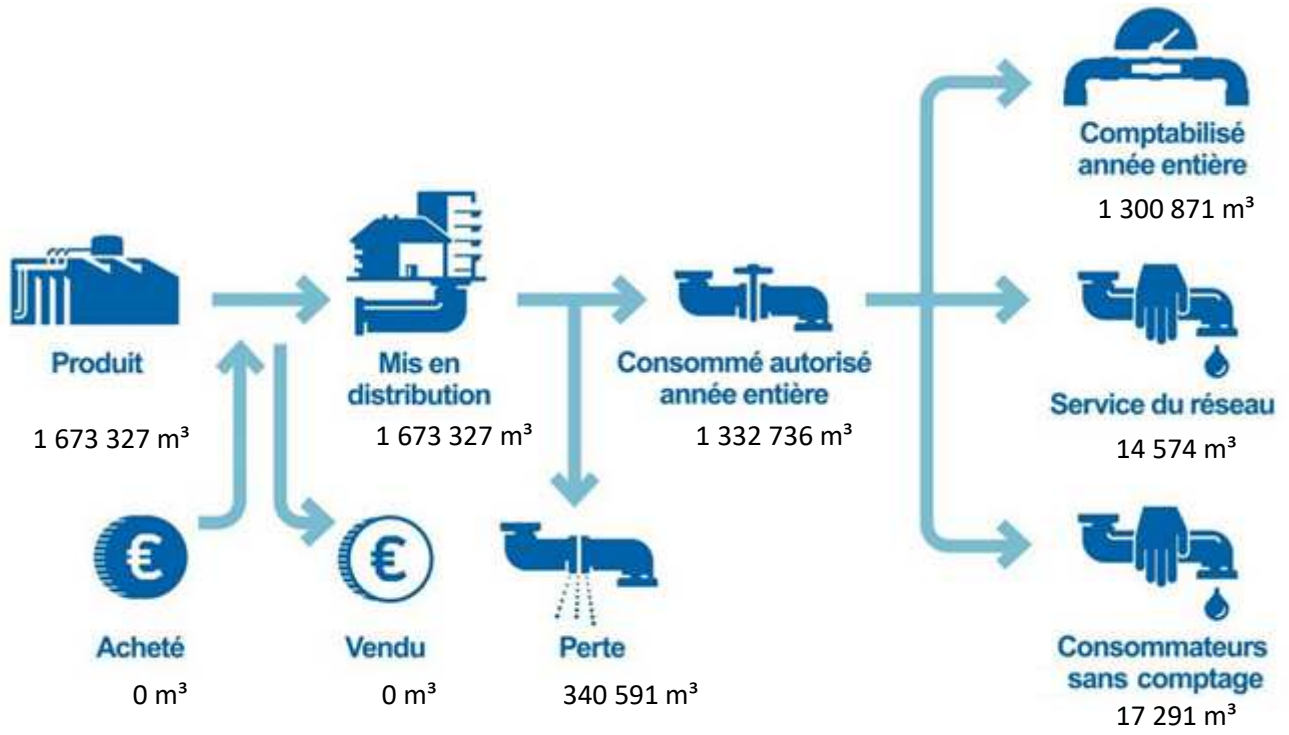
	2021	2022	N/N-1
Volume vendu (m3)	**1 346 005**	**1 278 958**	**-5,0%**
dont clients individuels	1 167 794	1 082 890	-7,3%
dont clients industriels	11 776	8 942	-24,1%
dont clients collectifs	101 011	92 448	-8,5%
dont irrigations agricoles	1	3	200,0%
dont volume vendu autres collectivités	0	0	0%
dont bâtiments communaux	31 136	50 304	61,6%
dont appareils publics	27 456	33 444	21,8%

→ *Le volume consommé*

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, …) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs…). Il est ramené à l'année entière par un calcul au prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

	2021	2022	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	1 329 887	1 261 667	-5,1%
Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)	**1 304 862**	**1 300 871**	**-0,3%**
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	372	354	-4,8%
Volume consommateurs sans comptage (m3)	16 118	17 291	7,3%
Volume de service du réseau (m3)	6 809	14 574	114,0%
Volume consommé autorisé (m3)	**1 352 814**	**1 293 532**	**-4,4%**
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	**1 327 789**	**1 332 736**	**0,4%**
Nombre de semaines de consommation	53,00	50,43	-4,8%

→ ***Synthèse des flux de volumes***



4.2.3 La maîtrise des pertes en eau

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2022 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m³/j/km)	ILVNC (m³/j/km)	ILC (m³/j/km)
2022	79,7	71,00	7,66	8,38	29,98

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

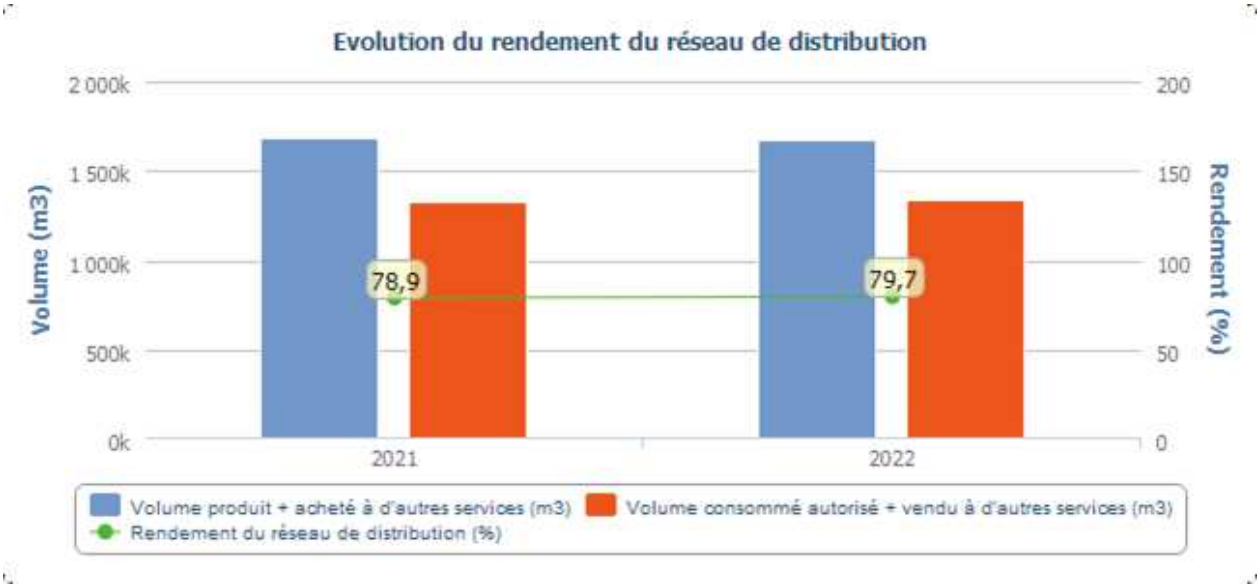
ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)): (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

ILC (indice linéaire de consommation (m³/j/km) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

	2021	2022	N/N-1
Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)	**78,9 %**	**79,7 %**	**1,0%**
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A	1 327 789	1 332 736	0,4%
Volume vendu à d'autres services (m3) . . . . . B	0	0	0%
Volume produit (m3) C	1 683 661	1 673 327	-0,6%
Volume acheté à d'autres services (m3) . . . . . D	0	0	0%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau
(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)
Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008



Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2022 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2022.

→ *L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]*

	2021	2022
Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	**8,55**	**8,38**
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	1 683 661	1 673 327
Volume comptabilisé 365 jours (m3) . . . . . B	1 304 862	1 300 871
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	121 339	121 812

	2021	2022
Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	**8,04**	**7,66**
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	1 683 661	1 673 327
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . B	1 327 789	1 332 736
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	121 339	121 812


VEOLIA
SEBASTIEN MALASSAGNE

4.3 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

4.3.1 Les opérations de maintenance des installations

→ *Les installations*

L'entretien et la maintenance des ouvrages de production, de stockage et de surpression sont assurés par des équipes locales basées à Lunel et Montpellier. Comme chaque année, les abords de tous les sites ont été entretenus (espace verts, grillage, accès…).

Le contrôle règlementaire des installations électriques présentes dans les sites de production et de stockage, ainsi que contrôle règlementaire des extincteurs ont également été effectués.

4.3.2 Les opérations de maintenance du réseau

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

4.3.3 Les recherches de fuites

Campagne méthode acoustique

Les campagnes de recherches de fuites réalisées, suivies des campagnes de réparations ont des effets bénéfiques sur les volumes comptabilisés.

Des équipes du support à l'exploitation dédiées à cette activité spécifique œuvrent de jour comme de nuit à la localisation des fuites sur le réseau.

Au cours de l'exercice 2021, plus de **98 km** de réseau ont fait l'objet d'une recherche de fuites, ce qui représente près de **80 %** du linéaire de réseau (distribution + adduction).

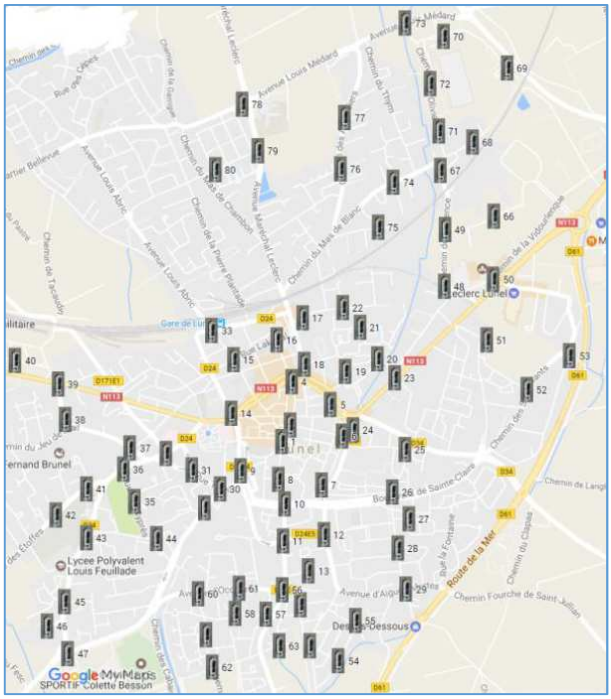
Prélocalisateurs de fuites

En plus de la méthode classique d'écoute, nos techniciens utilisent également des pré-localisateurs de fuites (enregistreur de bruit)

Nous avons utilisé les pré-localisateurs fixes présents sur la commune. 80 Phocus.hr sont installés de manière permanente sur le réseau et déterminent automatiquement la présence de fuites.

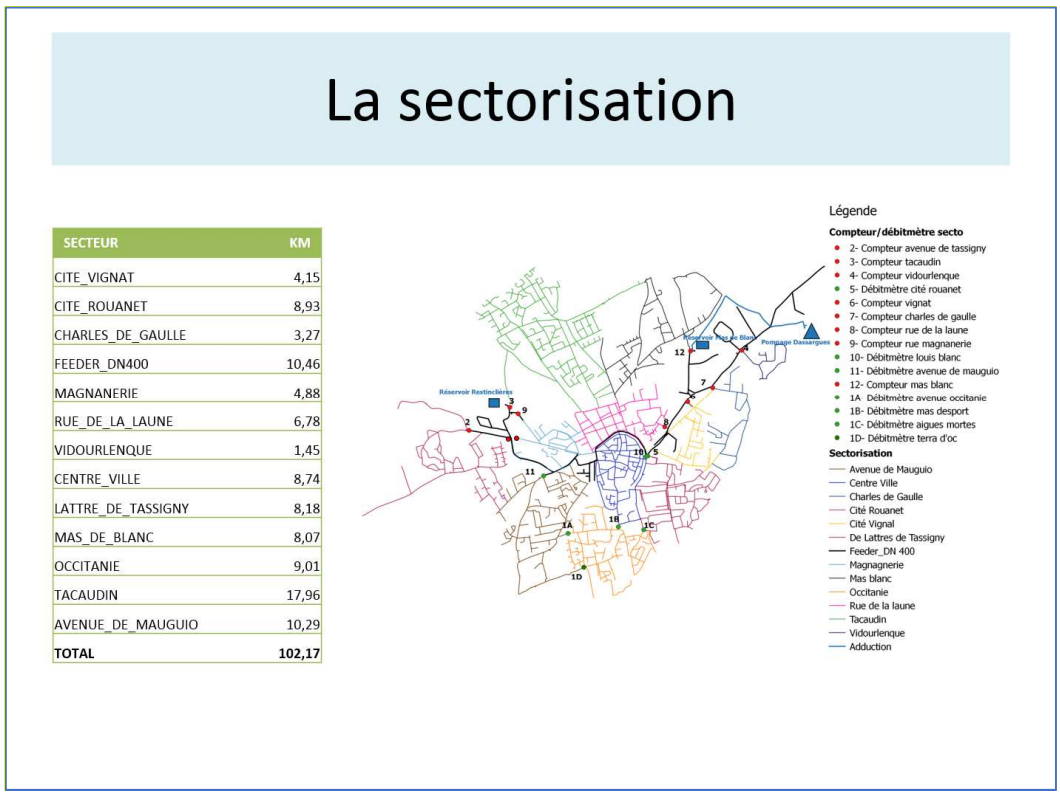
Ces appareils transmettent sur notre plateforme LERNE les données via un réseau radio. Grâce à la pose de ce dispositif, nous sommes en mesure, en cas de doute, d'identifier et écouter une fuite pendant la nuit.

Des contrôles réguliers sur site et sur LERNE sont réalisés tout au long de l'année.



Localisation des pré-localisateurs de fuites

Sectorisation



Les équipements de sectorisation installés en fixe sur le réseau nous permettent d'obtenir une meilleure précision des secteurs déficients en matière de débit résiduel, et de limiter le temps de repérage.

Les campagnes de sectorisation réalisées, suivies des campagnes de recherche de fuites ont elles aussi des effets bénéfiques sur les volumes comptabilisés.

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2021	2022	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	7	3	-57,1%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,1	0,0	-100,0%
Nombre de fuites sur branchement	40	32	-20,0%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,4	0,3	-25,0%
Nombre de fuites sur compteur	102	121	18,6%
Nombre de fuites sur équipement	2	1	-50,0%
Nombre de fuites réparées	151	157	4,0%
Linéaire soumis à recherche de fuites	122 130	98 604	-19,3%

4.3.4. Les prises d'eau illicites

Les vols d'eau sont fréquents et engendrent des pertes non négligeables (pertes estimées dans les volumes sans comptage).

Un travail permanent est mené par nos équipes pour sensibiliser les entreprises de travaux publics, du bâtiment et de nettoyage afin qu'ils demandent systématiquement des compteurs de chantier avant chaque opération pour que l'eau prélevée puisse être comptabilisée. Les particuliers sont également concernés comme le montre les illustrations ci-contre.





Afin de pallier à cela, une solution consiste à mettre en place des équipements de type « bornes monétiques ». A disposition 24h/24, ce type de point d'eau potable est ainsi accessible aux professionnels ainsi qu'aux usagers particuliers.



Leur mise en place a pour but de contribuer à éradiquer les prises d'eau sauvages sur les dispositifs de défense incendie (bornes et poteaux incendie), et de comptabiliser les volumes prélevés sans avoir à les estimer. Il est à noter que ces prises d'eau sans autorisation sont considérées comme du « vol » et qu'en terme juridique, elles sont répréhensibles au titre pénal.

De plus, outre les dégradations qu'elles provoquent sur le réseau d'eau potable et sur l'équipement de défense incendie lui-même, ses manipulations sont souvent sources de problèmes de qualité d'eau, et d'apparition de non-conformités sanitaires.

La borne de puisage de type « monétique » est équipée :

- d'un dispositif de protection antipollution du réseau public par clapet anti-retour,
- d'un contrôle d'accès par badge,
- d'un système de gestion monétique par pré-paiement,
- du comptage des volumes puisés



Une proposition d'installation de ce dispositif a été transmise à la Collectivité en février 2022 dans le but que les entreprises locales (nettoyage de voirie notamment) puissent s'alimenter en eau potable pour les besoins des chantiers sur le territoire de la commune.

4.4 L’efficacité environnementale

4.4.1 La protection des ressources en eau



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d’eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L’indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d’évaluer ce processus.

	2021	2022
Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource	**87 %**	**87 %**

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production	2021	2022
Installation de production d’eau : Station de Dassargues	87 %	87 %

4.4.2 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Pour 2022 et 2023, dans le cadre du Plan ReSource, nos objectifs ont été rehaussés : il nous est demandé de réduire de 5% notre impact énergétique et d'augmenter de 5% notre production d'énergie sur les 2 années. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d’énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2021	2022	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	**329 295**	**312 236**	**-5,2%**
Installation de production	329 295	312 236	-5,2%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.3 La consommation de réactifs

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- réduire les quantités de réactifs à utiliser.

Installation de production	Quantité	Réactifs (unité)	Commentaires
Station de Dassargues	676	kg	désinfection au chlore gazeux

Cela représente 23 bouteilles de 30 kg de chlore gazeux.





4.4.4 La valorisation des sous-produits

→ *La valorisation des déchets liés au service*

RESPONSABILITÉ

Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles…), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène…), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes…).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

5.

RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1er février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

→ *L'état détaillé des produits*

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

Information complémentaire

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Eau de Nîmes Métropole permet de fournir maintenant une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être ventilée entre les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2022 pour le contrat ressort à **68 980** €

→ *Explications sur l'impact inflation sur les CARE*

☆ Une année marquée par de fortes variations de prix

L'année 2022 a été marquée par un très fort retour de l'inflation qui a bouleversé les équilibres budgétaires prévus des services aux collectivités, parmi lesquels ceux de l'eau et de l'assainissement.

Cette inflation s'est inscrite dans un contexte d'incertitudes multiples et grandissantes depuis la fin 2021, et rendant les prix des matières, des services et de l'énergie très volatiles : impacts de la crise COVID sur les approvisionnements de composants et de matières premières, impact de la guerre en Ukraine sur l'énergie, réduction des capacités de production d'électricité nucléaire en France.

Depuis de nombreuses années, les services Achat de Veolia élaborent des prévisions d'évolution des marchés, et des stratégies d'approvisionnement à 2/3 ans visant à limiter les risques de volatilité de nos prix d'achat. Ces stratégies avaient peu d'impact en période de grande stabilité de l'inflation, mais elles se sont révélées utiles en 2022 pour limiter les violents impacts de la crise.

Sur l'énergie :

- rappelons tout d'abord que le prix de l'énergie est régulé pour partie (ARENH) et que cela ne couvre qu'une partie de l'alimentation des services d'eau et d'assainissement globalement ; les services sont ainsi soumis pour partie aux prix du marché, de même que les achats électriques des autres services publics.
- de 50 euros/MWh en début d'année 2021, le prix de base du marché (non régulé) est passé à plus de 200 euros/MWh dès décembre 2021, et est monté jusqu'à 700 euros à l'été 2022.
- une stratégie de couverture de ces coûts d'énergie non régulés, prise mi-2021 pour les années 2022 et 2023 a permis de limiter les effets de l'inflation sur certains de nos contrats.
- en outre, l'Etat a mis en place courant 2022 un dispositif supplémentaire "bouclier" (ARENH+) qui a permis de réduire les volumes d'achat à acheter sur le marché, ce qui a permis d'améliorer nos factures globales d'électricité sur l'année

Sur les réactifs :

- les prix moyens du marché des réactifs ont augmenté de 64% en 2022
- les contrats d'achats mutualisés au niveau français de Veolia ont permis de limiter nos coûts d'approvisionnement et de sécuriser l'approvisionnement malgré des crises ponctuelles liées à la pénurie de matières.

Sur les matériels et équipements :

- les prix moyens de ces marchés ont augmenté de 12% en 2022
- les contrats d'achats mutualisés au niveau mondial de Veolia ont permis de limiter cette hausse.

Plus globalement, sur certains contrats, la maîtrise des coûts, anticipée et opérée par Veolia, a permis de réduire le dérapage de certaines charges d'exploitation et de travaux, et d'éviter des demandes de révision très fortes des tarifs, à l'instar de ce que l'on observe sur de nombreuses collectivités pour 2023.

Après une inflation moyenne de 5,9 % en 2022, les estimations montrent que pour 2023, elle va continuer d'impacter les prix fortement :

- la Banque de France prévoit une inflation comprise entre 4,7% et 6,9% selon ses scénarios
- l'OCDE estime l'inflation française autour de 5,8 %
- les coûts d'énergie du marché devraient un peu baisser, et les coûts pour Veolia seront encore atténués sur certains contrats par les accords de couverture passés en 2021, ce qui ne sera plus du tout le cas en 2024.

Du fait de ces variations, il est alors important de mettre en place des indices de référence le plus proche de la réalité et de raccourcir les périodes de mise à jour comme cela l'a été proposé aux collectivités cette année.

5.2 Situation des biens

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, autosurveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ *Programme contractuel d'investissement*

Sans objet

→ *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière «Les modalités d'établissement du CARE».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

Electromécanique	Montant
Réalisés en 2022	40 653,16 €

Engagements à fin 2022	83 976,94 €
Réalisés à fin 2022	83 374,97 €
Solde	**-601,97 €**

Branchements	Nombre	Montant
Réalisés en 2022	16	40 653,16 €

Engagements à fin 2022	105	118 676,25 €
Réalisés à fin 2022	111	191 768,29 €
Solde	**6**	**73 092,04 €**

Vannes, et équipements hydrauliques du réseau	Nombre	Montant
Réalisés en 2022	6	11 212,72 €

Engagements à fin 2022	21	11 508,00 €
Réalisés à fin 2022	25	38 663,72 €
Solde	**4**	**27 155,72 €**

Compteurs	Nombre	Montant
Réalisés en 2022	612	37 804,21 €

Engagements à fin 2022	4 221	203 928,95 €
Réalisés à fin 2022	3 629	280 887,81 €
Solde	**-592**	**76 958,86 €**

Conformément au contrat, un taux d'intérêts, égal au taux EONIA, est appliqué au solde de ce compte de renouvellement. Dans le cadre du Règlement Benchmark entré en vigueur le 1er janvier 2018, le taux de référence EONIA a cessé d'être publié le 3 janvier 2022. Il a été remplacé par le taux ESTER (Euro Short-Term Rate) publié par la Banque Centrale Européenne. Depuis cette date, l'EONIA est déterminé sur la base de l'ESTER.

5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ *Régularisations de TVA*

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition[1], deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA[2] : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ *Biens de retour*

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ *Biens de reprise*

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

[1] art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

[2] Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

→ *Autres biens ou prestations*

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1er janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.
Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents[3] affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

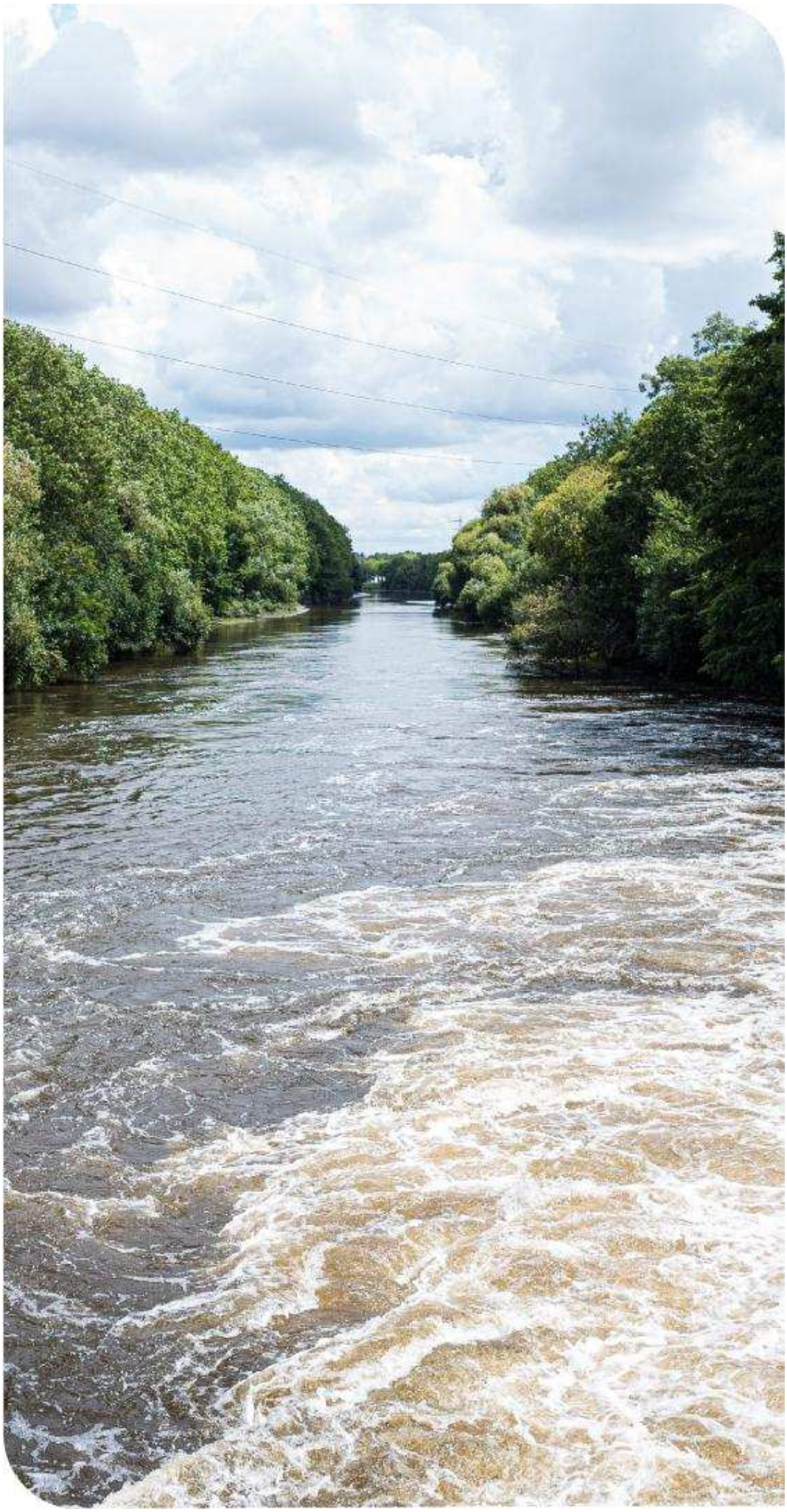
Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,….,
- concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,…

[3] Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6.

ANNEXES



6.1 La facture 120 m³

Traité juridique : JAJ72 LUNEL (EAU)
Commune : LUNEL
Facture comparée aux 1er janvier 2023 et 2022 pour une consommation annuelle de 120 m³

		1er janvier 2023				1er janvier 2022				Evolution
		Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	
EAU	Potabilisation et distribution de l'eau											
	Abonnement	3	6,6426	19,93	5,5	21,03	3	6,4422	19,33	5,5	20,39	3,11%
	Abonnement part communale	3	2,5100	7,53	5,5	7,94	3	2,3900	7,17	5,5	7,56	5,02%
	Consommation	120	0,4132	49,58	5,5	52,31	120	0,4007	48,08	5,5	50,72	3,12%
	Consommation part communale	120	0,3495	41,94	5,5	44,25	120	0,3329	39,95	5,5	42,15	4,99%
	Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	120	0,0550	6,60	5,5	6,96	120	0,0694	8,33	5,5	8,79	-20,75%
EAU	Organismes publics											
	Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	120	0,2800	33,60	5,5	35,45	120	0,2800	33,60	5,5	35,45	0,00%
Prix du m³			1,4 € / m³					1,38 € / m³				
Total TTC			167,94 €					165,06 €				

6.2 Les données consommateurs par commune

	2021	2022	N/N-1
LUNEL			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	26 522	26 627	0,4%
Nombre d'abonnés (clients)	11 263	11 289	0,2%
Volume vendu (m3)	1 346 005	1 278 958	-5,0%

6.3 L’inventaire détaillé des canalisations

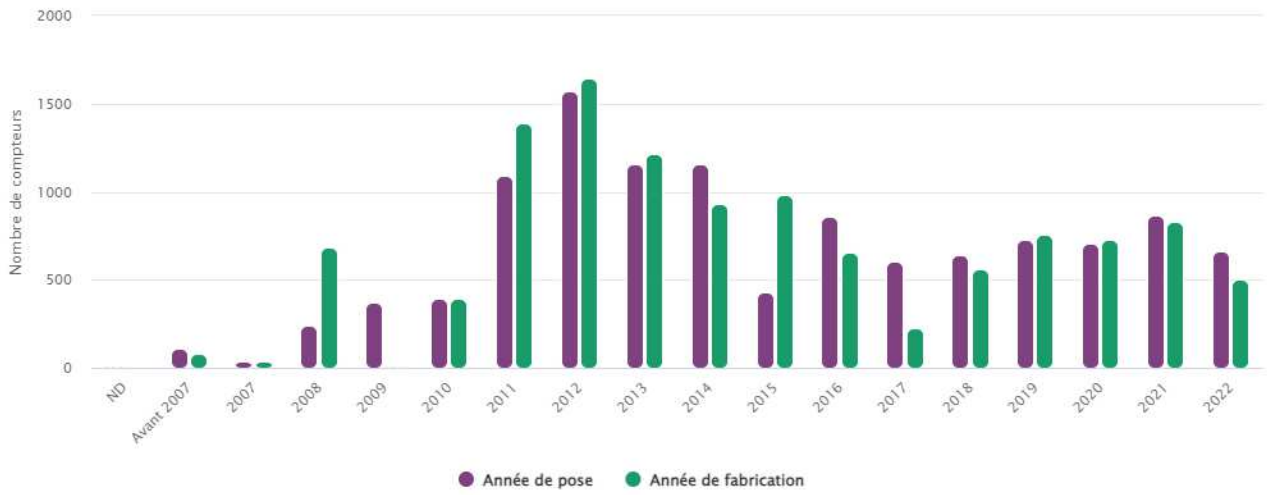
Type de réseau	Diamètre (mm)	Matériau	Longueur (m)
Distribution			**121 813**
	Indéterminé	Tous matériaux	1677
		Autre	1558
		Fonte	119
	25	Tous matériaux	15879
		Acier	7111
		Polyéthylène	8768
	32	Tous matériaux	288
		Polyéthylène	288
	40	Tous matériaux	108
		Fonte	48
		PVC	60
	50	Tous matériaux	2992
		Fonte	34
		Fonte grise	308
		Polyéthylène	274
		Acier	2376
	60	Tous matériaux	11255
		Amiante ciment	122
		Fonte	9157
		PVC	1693
		Polyéthylène	283
	75	Tous matériaux	1527
		PVC	1527
	80	Tous matériaux	7383
		Fonte	7383

	90	Tous matériaux	2545
		PVC	2545
	100	Tous matériaux	25558
		Autre	11
		Fonte	25542
		PVC	5
	110	Tous matériaux	6693
		PVC	6693
	125	Tous matériaux	7687
		Fonte	6475
		PVC	1211
	140	Tous matériaux	409
		PVC	409
	150	Tous matériaux	20320
		Fonte	20320
	160	Tous matériaux	2861
		Fonte	103
		PVC	2758
	200	Tous matériaux	3785
		Fonte	3764
		Inox	21
	250	Tous matériaux	2211
		Fonte	2211
	300	Tous matériaux	4829
		Fonte	4829
	350	Tous matériaux	1533
		Fonte	1533
	400	Tous matériaux	2273
		Fonte	2273
Adduction			**1 533**
	350	Fonte	1533
Total			**123 346**

6.4 Pyramide des compteurs

11 622	7 ans , 4 mois	97%	30/12/2022
Compteurs	Âge moyen	Rendement du parc	Donnée mise à jour

Pyramide des âges des compteurs



6.5 La qualité de l'eau

6.5.1 La ressource

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique	6	6	-	-
Physico-chimique	698	698	16	16

Détail des non-conformités sur la ressource : Tous les résultats sont conformes.

6.5.2 L'eau produite et distribuée

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

→ *Conformité des prélèvements*

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégataire		Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	59	59	22	22	81	81
Physico-chimie	12	12	4	4	16	16

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégataire	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégataire
Microbiologique	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Physico-chimie	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ *Conformité des paramètres analytiques*

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité[4] :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	**Conformité aux limites / Respect des Références**	**Nb total de résultats d'analyses**	**Conformité aux limites / Respect des Références**
Paramètres soumis à Limite de Qualité				
Microbiologique	118	118	44	44
Physico-chimique	995	995	72	72
Paramètres soumis à Référence de Qualité				
Microbiologique	177	177	31	31
Physico-chimique	532	527	85	85
Autres paramètres analysés				
Microbiologique				
Physico-chimique	322			

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

6.5.3 Nombre de résultats et conformité des analyses sur l'eau produite et distribuée par entités réseau

[4] Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

PC - FORAGE DASSARGUES 2

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		0	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	1		1	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	235	235	235	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.6	7.6	7.6	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.37	7.37	7.37	1	Unité pH	
TH Calcique	21.625	21.625	21.625	1	°F	
TH Magnésien	2.1	2.1	2.1	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	19.3	19.3	19.3	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	23.68	23.68	23.68	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	1	mg/l Pt	<= 200
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0.247	0.52	3	NFU	
Indice Hydrocarbure	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	<= 2
Température de l'eau	20.2	20.2	20.2	1	°C	<= 25
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	86.5	86.5	86.5	1	mg/l	
Chlorures	20	20	20	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	521	521	521	1	µS/cm	
Magnésium	5	5	5	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	7.3	7.3	7.3	1	mg/l	
Sodium	11.3	11.3	11.3	1	mg/l	<= 200
Sulfates	52	52	52	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0	0	0	1	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	5.2	5.2	5.2	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	56.1	56.1	56.1	1	%sat.	>= 30
Désethylterbuméton	0.008	0.008	0.008	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	8.2	8.2	8.2	1	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.164	0.164	0.164	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	22	22	22	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	160	160	160	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10

Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Pesticides totaux	0	0.004	0.008	2	µg/l	<= 5

PC - PUITS DASSARGUES 1

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		0	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	249	249	249	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.3	7.3	7.3	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.48	7.48	7.48	1	Unité pH	
TH Calcique	23.625	23.625	23.625	1	°F	
TH Magnésien	2.184	2.184	2.184	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	20.4	20.4	20.4	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	25.76	25.76	25.76	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	1	mg/l Pt	<= 200
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0.233	0.45	3	NFU	
Indice Hydrocarbure	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	<= 2
Température de l'eau	13.1	13.1	13.1	1	°C	<= 25
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	94.5	94.5	94.5	1	mg/l	
Chlorures	21	21	21	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	553	553	553	1	µS/cm	
Magnésium	5.2	5.2	5.2	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	8.1	8.1	8.1	1	mg/l	
Sodium	14.5	14.5	14.5	1	mg/l	<= 200
Sulfates	54	54	54	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.33	0.33	0.33	1	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	6.5	6.5	6.5	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	60.6	60.6	60.6	1	%sat.	>= 30
Désethylterbuméton	0.006	0.006	0.006	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	12	12	12	1	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.24	0.24	0.24	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	24	24	24	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	160	160	160	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10

Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Pesticides totaux	0	0.003	0.006	2	µg/l	<= 5

UP - STATION DASSARGUES

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	3	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		300	9	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		300	9	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	9	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	9	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	9	n/100ml	= 0
Carbonates	0	0	0	3	mg/l CO3	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	3	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	245	246.667	249	3	mg/l	
pH à température de l'eau	7.09	7.486	7.7	9	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.4	7.403	7.41	3	Unité pH	
TH Calcique	22.1	23.16	24.5	5	°F	
TH Magnésien	2.058	2.142	2.268	5	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	3	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	20.1	20.233	20.45	6	°F	
Titre Hydrotimétrique	24.16	25.215	26.72	6	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	6	mg/l Pt	<= 15
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Turbidité	0	0.128	0.51	9	NFU	<= 2
Ethylurée	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	13.5	17.511	22.2	9	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	3	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	3	µg/l	<= 50
Calcium	88.4	92.433	98	6	mg/l	
Chlorures	21	21.5	22	6	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	538	549.167	561	6	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	4.9	5.117	5.4	6	mg/l	
Potassium	1	1.067	1.1	3	mg/l	
Sodium	12.5	13.167	14	3	mg/l	<= 200
Sulfates	53	54	55	6	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0	0.257	0.33	7	mg/l C	<= 2
Désethylterbuméton	0	0.006	0.009	7	µg/l	<= 0.1
Ammonium	0	0	0	6	mg/l	<= 0.1
Nitrates	10	10.333	11	6	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.2	0.204	0.22	5	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	6	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0	0	3	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Baryum	0.018	0.019	0.02	3	mg/l	<= 0.7
Bore	23	23.333	24	3	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	3	µg/l	<= 50
Fluorures	160	163.333	170	3	µg/l	<= 1500

Mercure	0	0	0	3	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	3	µg/l	<= 0.5
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	3	µg/l	<= 3
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	3	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	3	µg/l	
Pesticides totaux	0	0.006	0.009	7	µg/l	<= 0.5
Activité alpha totale	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta due au K40	34	34	34	1	mBq/l	
Activité béta résiduelle	0.049	0.049	0.049	1	Bq/l	
Activité béta totale	0.08	0.08	0.08	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Radon 222	0	0	0	1	mBq/l	<= 100000
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.21	0.394	0.58	9	mg/l	
Chlore total	0.26	0.42	0.64	6	mg/l	
Bromates	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Bromoforme	0.55	0.747	1.1	3	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	3	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0.42	0.497	0.62	3	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	3	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	1	1.243	1.72	3	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	3	µg/l	<= 1

ZD - RESEAU LUNEL

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact. coliformes (kit quanti)	0		0	19	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		30	53	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		26	53	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	53	n/100ml	= 0
E.Coli (kit quantitatif)	0		0	19	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	53	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	53	n/100ml	= 0
Entérocoques (kit quantitatif)	0		0	19	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7.2	7.475	7.75	74	Unité pH	[6,5 - 9]
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	53	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	53	mg/l Pt	<= 15
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	53	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	53	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	53	Qualitatif	
Turbidité	0	0.098	0.5	71	NFU	<= 2
Température de l'eau	12.3	19.876	30.3	74	°C	<= 25
Fer total	0	22.667	68	3	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	518	554.208	664	53	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	53	mg/l	<= 0.1
Nitrites	0	0	0	3	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	3	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	3	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	3	µg/l	<= 50
Cuivre	0.058	0.061	0.064	3	mg/l	<= 2
Nickel	0	0	0	3	µg/l	<= 20
Plomb	0	0.667	2	3	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0.003	0.005	3	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	3	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.03	0.507	18	74	mg/l	
Chlore total	0.08	0.316	0.62	56	mg/l	

6.6 Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Installation de production

	2021	2022	N/N-1
Installation de production d'eau : Station de Dassargues			
Energie relevée consommée (kWh)	329 295	312 236	-5,2%
Energie facturée consommée (kWh)	313 912	318 576	1,5%

6.7 Annexes financières

→ ***Les modalités d'établissement du CARE***

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2022 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société **Michel RUAS** au sein de la Région **SUD** de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau articulée autour d'une logique « gLocale » répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 61 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société **Michel RUAS** a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales…) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs

de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction Consommateurs

Veolia Eau porte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences Consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « Consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire) qui étaient jusqu'en 2019 assises sur la valeur ajoutée simplifiée.

Depuis l'exercice 2020, la répartition du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire), qui était jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée, s'effectue désormais de la manière suivante :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1er novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1er janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « Consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m^3 assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts Consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

L'évolution décrite au présent paragraphe a été analysée, comme le précise son titre, comme un changement de modalités de répartition de charges indirectes.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance… Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein desdites plateformes).

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité, soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. **Charges exclusivement imputables au contrat**

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. **Dépenses courantes d'exploitation**

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité…). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1er janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électro-intensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants. Jusqu'à fin 2020, ces régularisations étaient enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée. Elles sont depuis l'exercice 2021 prises en compte dans les CARE dès l'envoi de l'état récapitulatif des consommations de l'année N-1 à l'Administration en juin N.

2.1.2. **Charges calculées**

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique…, il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir ci-dessous).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :
Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant cumulé à la fin de l'exercice des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours ;

- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ces derniers comprennent, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021. Il s'élève à 3,90% pour les investissements réalisés en 2022.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, pour tous les contrats ayant pris effet à compter du 1er janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur

les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »…).

2.1.3. **Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement**

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4.**Impôt sur les sociétés**

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2022 correspond au taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises soit 25%, hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. **Charges réparties**

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisées au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. **Principe de répartition**

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Consommateurs. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction Consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la

différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE national peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de « peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau, qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. **Prise en compte des frais centraux**

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « Consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. **Autres charges**

2.3.1. **Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€. Ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. **Participation des salariés aux résultats de l'entreprise**

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2022 au titre de l'exercice 2021.

2.4. **Autres informations**

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Consommateurs. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale – sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*

2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*

3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*

4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
   - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
   - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*

5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 2007, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 2007.*

→ *Avis des commissaires aux comptes*

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.8 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69288.9 Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2018

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse	N° SIREN
Siège : 21 RUE LA BOETIE-75008 PARIS	572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / *Complementary list of certified locations on appendix*

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) / *This certificate is valid from (year/month/day)* 2021-11-11 Jusqu'au / *Until* 2024-11-10

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 157 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor CERTIFICATION

Certificat

Certificate

N° 2015/69287.8

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / *List of certified locations on appendix(ces)*

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)*	**2021-11-10**	Jusqu'au *Until*	**2024-11-09**

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / *List of certified locations on appendix(ces)*

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) / *This certificate is valid from (year/month/day)* **2021-11-10** Jusqu'au / *Until* **2024-11-09**

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 300 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.9 Actualité réglementaire 2022

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Commande Publique

Verdissement de la commande publique

Pris en application de la loi climat et résilience d'août 2021, le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 (JO du 3 mai 2022) portant diverses modifications du code de la commande publique vise au "verdissement de la commande publique". Il prévoit pour les marchés et concessions dont l'avis d'appel public à concurrence ou la consultation est lancé à compter du 21 août 2026 :

- la suppression du critère d'attribution unique fondé sur le prix : le critère du coût devra en effet prendre en compte les caractéristiques environnementales de l'offre, et
- la description dans le rapport annuel du concessionnaire des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique.
- à compter du 1er janvier 2024 : un abaissement du seuil annuel des achats à partir duquel les collectivités territoriales doivent adopter un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) à 50 millions d'euros.

De nouvelles modalités de recensement économique des marchés et de publication des données essentielles de la commande publique

Le décret sur le verdissement de la commande publique prévoit aussi les modalités de publication des données essentielles de la commande publique sur un portail des données ouvertes et que le recensement des marchés publics sera désormais réalisé à partir de ces données. Deux arrêtés en date du 22 décembre 2022 (JO du 1er janvier 2023) ont complété ce dispositif réglementaire l'un portant sur les données essentielles des marchés publics et l'autre sur celles des contrats de concession. Ces deux arrêtés abrogent et remplacent respectivement l'arrêté du 29 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique et l'arrêté du 22 mars 2019 relatif au recensement économique.

La majeure partie des données essentielles visées dans ces arrêtés reprend celles mentionnées dans l'arrêté du 29 mars 2019. La nouveauté correspond aux remontées d'informations relatives aux considérations sociales (clause sociale, critère social, marché ou concession réservés, absence de considération sociale) ou environnementales (clause environnementale, critère environnemental, absence de considération environnementale). S'agissant des données essentielles relatives uniquement aux marchés publics, on notera l'ajout des informations relatives aux sous-traitants déclarés et des données communiquées dans le cadre du recensement économique de la commande publique.

Diverses modifications du code de la commande publique

Le décret 2022-1683 du 28 décembre 2022 (JO du 29 décembre 2022) prévoit notamment une prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 du seuil de dispense de procédure de publicité et mise en concurrence pour les marchés publics de travaux inférieurs à 100 000 euros HT.

Il précise également la portée des engagements du maître d'œuvre privé en cas de dépassement du coût prévisionnel des travaux. Les dépassements des engagements du maître d'œuvre privé sur le coût prévisionnel des travaux ou le coût résultant des marchés de travaux ne pourront le pénaliser si ces dépassements ne lui sont pas imputables. Ainsi l'adaptation des études sans rémunération supplémentaire ou la réduction de la

rémunération du maître d'œuvre ne pourront être mises en œuvre que si les dépassements du seuil de tolérance résultent de circonstances que le maître d'œuvre pouvait prévoir ou d'un manquement du maître d'œuvre dans ses missions.

Dans la continuité de la dématérialisation de la commande publique, les candidats et soumissionnaires à un marché public peuvent transmettre la copie de sauvegarde de leurs documents par voie dématérialisée.

Enfin, les conditions de remboursement des avances sont précisées afin de tenir compte du montant de l'avance accordée et de l'état d'avancement de l'exécution du marché.

Libre accès à la commande publique

Le règlement (UE) 2022/1031 du parlement européen et du conseil du 23 juin 2022 (JOUE du 30 juin 2022) prévoit que les opérateurs économiques d'origine extérieure à l'Union européenne dont le pays ne garantit pas le libre accès à la commande publique aux opérateurs économiques européens pourront faire l'objet de sanctions lors de de procédure de mise en concurrence dépassant 15 000 000€ HT pour les travaux et concessions et 5 000 000€ HT pour les biens et services. Ces sanctions pourront se traduire par des pénalités lors de la notation des offres, voire même une exclusion de ces dernières. En tout état de cause, ces sanctions ne pourront être prononcées qu'après enquête et décision de la Commission.

Suites de la crise sanitaire

Les crises en cascades : pénurie et flambée des prix des matières premières et de l'énergie

Les crises successives affectant l'exécution des contrats de la commande publique depuis 2020 et en particulier la pénurie et la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ont conduit le ministre de l'économie à solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur les modifications des prix et tarifs des contrats de la commande publique et les conditions d'application de la théorie de l'imprévision.

Le Conseil d'Etat a rendu un avis le 15 septembre 2022 (avis n°405540) sur les possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et sur les conditions d'application de la théorie de l'imprévision, rapidement complété par une circulaire du Premier Ministre en date du 29 septembre 2022 (n° 6374/SG) et par une fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques de Bercy en date du 21 septembre 2022.

- Principes : Les parties peuvent convenir, pour faire face à une circonstance imprévisible, d'une modification des conditions financières ou de la durée des contrats de la commande publique. Cette exception au principe de l'intangibilité des prix reste régie par les principes établis de la commande publique. Les fondements suivants sont ainsi invocables au cas par cas :
    - Les modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévisibles (art. R. 2194-5 et R.3135-5 CCP);
    - Les modifications de faible montant (art. R. 2194-8 et R.3135-8 et - 9);
- Différents remèdes à la situation résultant de circonstances imprévisibles :
    - Le contrat pourra être modifié en introduisant une clause de variation des prix ou de réexamen si le contrat n'en contenait pas ;
    - Il sera aussi possible de faire évoluer une clause existante qui se serait révélée insuffisante (modification d'un montant maximal, chacune, de 50% du montant du contrat initial) ;
    - Une convention d'indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision pourra être conclue entre les parties, sans être considérée comme une modification du contrat, de sorte qu'elle ne sera pas soumise aux conditions et limites posées par le code de la commande publique en matière de modification des contrats de la commande publique ;

- Enfin et en cas de désaccord entre les parties, le juge pourra allouer une indemnité d'imprévision, qui sera également affranchie des règles relatives à la modification prévues dans le code de la commande publique.

Délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité

En sus de la hausse conséquente des prix de l'énergie, au cours des prochains hivers, des coupures de gaz et d'électricité pourraient se produire en raison du défaut d'approvisionnement en gaz et la tension sur la demande sur les services d'eau et d'assainissement, activités ne relevant pas des services prioritaire prévus par l'arrêté du 5 juillet 1990.

- Le décret n° 2022-495 du 7 avril 2022 (JO du 8 avril 2022) prévoit un mécanisme de délestage pour les consommateurs ayant une consommation supérieure à 5 GWH.
- Une instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 (publiée le 28 septembre 2022) a précisé les contours de l'organisation de la répartition et du délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité
- Enfin, une circulaire du Premier Ministre en date du 30 novembre 2022 a été transmise aux préfets afin de présenter les mesures de préparation et de gestion de crise en cas de survenue d'une mesure de délestage électrique programmée.

Par ailleurs, le décret n° 2022-1539 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) relatif aux mesures d'urgence définies en application des articles L. 321-17-1 et L. 321-17-2 du code de l'énergie précise les pénalités financières applicables en cas de non-respect des modalités d'effacement électrique et précise les catégories de sites et installations exemptés de l'obligation d'effacement.

Services publics locaux

Compétences Eau et Assainissement

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS) entend favoriser l'association des communes et le maintien des syndicats infra-communautaires à la gouvernance des compétences "eau" et "assainissement". Ces dispositions tendent à faciliter le financement de ces deux compétences par les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP).

- Maintien du transfert de compétences eau, assainissement et gestion des eaux pluviales urbaines aux communautés de communes d'ici à 2026, sauf délibération contraire.

Toutefois, la loi 3DS prévoit que "les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l'une de ces matières, inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes exerçant à titre obligatoire les compétences eau et assainissement à partir du 1er janvier 2026, sont maintenus par la voie de la délégation", après 2026, "sauf si la communauté de communes délibère contre ce maintien".

Par ailleurs, avant le transfert des compétences, les communautés de communes et les communes qui les composent devront organiser un débat sur la tarification des services publics de l'eau et de l'assainissement ainsi que sur les investissements liés aux compétences transférées. Après ce débat, une convention pourra lier la communauté de communes et les communes sur la tarification et sur les orientations de la politique d'investissement pour la gestion des eaux.

- Création de nouvelles exceptions à l'interdiction de subventionner les services publics industriels et commerciaux explicitement relatives aux EPCI

La loi 3DS concrétise et simplifie la possibilité d'abonder le budget annexe par le budget général en

introduisant la possibilité nouvelle de pouvoir utiliser le budget général pour financer les services eau et assainissement, notamment :

- lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements importants qui ne peuvent être financés sans une augmentation excessive des tarifs (sans faire dorénavant mention du faible nombre d'usagers) ; ou
- lors de la période d'harmonisation des tarifications de l'eau et de l'assainissement, après le transfert de compétence à l'EPCI-FP.

- Contrôle des raccordements des eaux pluviales urbaines renforcé
  - L'article 63 de la loi Climat et Résilience fixe, pour l'ensemble des territoires, les modalités de contrôle du raccordement au réseau d'assainissement public et rend obligatoire, sur les territoires où les rejets d'eaux usées et pluviales ont une incidence sur la qualité de l'eau pour les épreuves olympiques de nage libre et de triathlon en Seine, l'établissement d'un diagnostic du raccordement au réseau public d'assainissement au moment de la vente d'un bien immobilier. La loi 3DS renforce cette disposition en précisant les modalités avec lesquelles le service de gestion des eaux pluviales urbaines peut assurer le contrôle du raccordement des immeubles au réseau public de collecte des eaux pluviales.
- Le préfet coordonnateur en lien direct avec les agences de l'eau
  - La loi 3DS introduit une modification concernant les agences de l'eau et leur présidence. Jusqu'ici les présidents des conseils d'administration des agences de l'eau étaient désignés par décret du président de la République. Désormais les six agences de l'eau auront pour président du conseil d'administration, le préfet coordonnateur du bassin.

Résilience des réseaux

En application de la loi du 22 août 2021 climat et résilience, le décret 2022-1077 du 28 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise le champ d'application du dispositif prévu à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure visant à améliorer la résilience des réseaux aux risques naturels, de même que les prescriptions pouvant être faites par les préfets dans ce cadre.

- Les exploitants de services ou réseaux essentiels à la population (eau potable, assainissement, électricité, gaz, réseaux de télécommunication) situés dans les territoires présentant une exposition à un risque naturel important peuvent ainsi être enjoints par arrêté préfectoral à établir certains documents afin d'anticiper la gestion en cas de crise et favoriser un retour rapide à la normale. Ces documents sont composés d'un diagnostic des vulnérabilités des ouvrages face aux risques naturels, des mesures de crise à mettre en place pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et d'assurer un service minimum, les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa, et un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services.
- Ce décret impose une "prise en compte dans les cahiers des charges" des obligations prévues dans ce cadre (article R.732-5 du Code de la sécurité intérieure).
- Le Décret n°2022-1385 du 31 octobre 2022 précise quant à lui que le préfet de département est l'autorité compétente de l'Etat désignée à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure pouvant demander aux exploitants de services ou réseaux essentiels à la population d'identifier leurs vulnérabilités face aux événements naturels de grande ampleur dans le but que leur gestion en période de crise soit anticipée, qu'un service minimal répondant aux besoins essentiels de la population soit assuré pendant la durée de la crise et qu'un retour rapide à un fonctionnement normal soit favorisé.

Résilience des territoires et sécurité civile

Le décret 2022-907 du 20 juin 2022 (JO du 21 juin 2022) précise les modalités de réalisation et de mise en œuvre des plans communaux (PCS) et intercommunaux de sauvegarde (PICS). Ce texte fait suite à la loi du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile qui impose la création des PICS dans les établissements publics à coopération intercommunale (EPCI) dont au moins une commune est soumise à PCS.

Ce nouveau décret vient préciser les critères qui imposent la réalisation d'un PCS pour les communes exposées à des risques spécifiques tels que les risques sismiques, volcaniques, cycloniques, d'inondation ou d'incendie de forêt. Il précise le contenu des plans et l'articulation du PICS avec les PCS sur plusieurs aspects : la mutualisation des moyens nécessaires à la gestion de crise, l'accompagnement de l'intercommunalité dans les événements impactant les communes membres.

Le Décret n° 2022-1532 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) précise l'obligation de réaliser un exercice pour les communes et les établissements de coopération intercommunales à fiscalité propre soumis à l'obligation d'élaborer plan communal de sauvegarde (PCS) et un plan intercommunal de sauvegarde (PICS) et détaille par ailleurs les modalités à mettre en œuvre par les collectivités concernées.

Il détaille, par ailleurs, les mesures relatives à l'élaboration d'un exercice ainsi que les modalités relatives à la participation de la population lorsqu'un exercice est organisé soit par la commune, soit par l'intercommunalité, soit par participation à un exercice organisé par le préfet de département.

Enfin, il établit les mesures relatives à l'élaboration du retour d'expérience.

Contenu du rapport du mandataire au sein des instances d'une EPL

Le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 (JO du 6 novembre 2022) précise le contenu du rapport du mandataire prévu par l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales au sein des instances d'une EPL à compter de 2023. Ce rapport a pour objectif de donner aux membres de l'organe délibérant une information complète sur l'entreprise, de nature à assurer la transparence de son fonctionnement et permettre son contrôle à travers un certain nombre d'informations telles que :

- une présentation de la société d'économie mixte rappelant son historique, son objet social, ses domaines d'activité, l'adresse de son siège social, le nombre de ses salariés, la répartition de son capital, l'organisation de sa gouvernance, les noms du président, du directeur général et des administrateurs, en identifiant ceux qui représentent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire, les principales activités et opérations de l'année écoulée en identifiant celles qui concernent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et ses perspectives de développement ;
- bilan de la gouvernance des élus précisant le nombre et la date des conseils d'administration ou de surveillance et des assemblées générales, le taux de présence des représentants de la collectivité territoriale ou du groupement actionnaire à chaque instance.
- éléments de rémunération, fixes, variables et exceptionnels, ainsi que les avantages en nature accordés aux représentants de la collectivité territoriale ou du groupement ainsi qu'aux mandataires sociaux.

Expérimentation de contributions fiscalisées de leurs membres aux établissements publics territoriaux de bassin

Le décret n° 2022-1251 du 23 septembre 2022 (JO du 24 septembre 2022) pris pour l'application de l'article 34 de la loi du 21 février 2022 dite « 3DS », précise le périmètre géographique de l'expérimentation d'un financement de la prévention des inondations par les établissements publics territoriaux de bassin via l'instauration de contributions fiscalisées en remplacement, en tout ou partie, de la contribution budgétaire

versée par leurs membres. Ainsi, la liste des bassins dans lesquels cette expérimentation est autorisée est définie comme suit :

- l'Escaut, la Somme et les cours d'eau côtiers de la Manche et de la mer du Nord ;
- la Meuse ;
- la Sambre ;
- le Rhin ;
- la Seine et les cours d'eau côtiers normands ;
- la Loire, les cours d'eau côtiers vendéens et bretons ;
- le Rhône et les cours d'eau côtiers méditerranéens ;
- l'Adour, la Garonne, la Dordogne, la Charente et les cours d'eau côtiers charentais et aquitains;
- les cours d'eau de la Corse ;
- les cours d'eau de la Guadeloupe ;
- les fleuves et cours d'eau côtiers de la Guyane ;
- les cours d'eau de la Martinique ;
- les cours d'eau de la Réunion ;
- les cours d'eau de Mayotte.

Stratégie numérique responsable

Le décret n° 2022-1084 du 29 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise les modalités d'élaboration d'une stratégie numérique responsable. Les communes et EPCI de plus de 50 000 habitants doivent ainsi élaborer en lien avec les acteurs publics et privés intéressés un programme de travail comprenant un bilan de l'impact environnemental du numérique et celui de ses usages sur le territoire concerné ainsi que les actions déjà engagées pour l'atténuer le cas échéant.

Service public de l'eau potable

Transposition de la directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine

Différents textes publiés à la fin de l'année 2022 ont transposé en droit français la directive européenne 2020/2184 de décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette transposition a été initiée par l'ordonnance 2022-1611 du 22 décembre 2022 (JO du 23 décembre). Cette ordonnance a été complétée par deux décrets publiés au JO du 30 décembre 2022 (décret 2022-1720 et décret 2022 – 1721 du 29 décembre 2022). Quinze arrêtés d'application ont été ensuite publiés, dont la majorité le 31 décembre 2022. Parmi ces arrêtés, onze arrêtés viennent modifier des arrêtés déjà existants.

A noter que différents arrêtés encore à paraître viendront compléter cette transposition, notamment sur le volet « Matériaux en contact avec l'eau » qui constitue un des cinq piliers majeurs de la directive européenne de décembre 2020.

Les textes publiés fin décembre 2022 introduisent différentes dispositions et obligations nouvelles pour les Collectivités sur l'accès à l'eau, la protection de la ressource en eau, l'information des consommateurs et la maîtrise de la qualité de l'eau.

Accès à l'eau :

- Recenser les populations sans accès à l'eau, évaluer les solutions pour y remédier, les déployer, informer les populations et reporter à l'Europe ;
- Recenser les insuffisances d'accès à une eau potable (24h/7j) : desserte, insuffisances de la ressource (quantité & qualité) et/ou des infrastructures.

Ces nouvelles obligations pour les Collectivités s'inscrivent dans la continuité de leurs compétences actuelles dans le domaine de l'eau. A ce titre, les Collectivités pourront bénéficier d'aides de l'Etat et, par dérogation, le budget du service de l'eau pourra être subventionné par le budget général de la Collectivité (en sus des exceptions déjà introduites dans la loi 3DS).

Protection de la ressource en eau :

L'ordonnance 2022-1611 du 22 décembre 2022 (JO du 23 décembre 2022) rend obligatoire, pour les services en charge du prélèvement sur la ressource en eau, la compétence "de gestion et de préservation de la ressource en eau" pour les points de prélèvement considérés comme sensibles au regard des résultats des analyses du contrôle sanitaire. Par contre, les critères techniques permettant la définition des points de prélèvement sensibles, symptomatiques d'une ressource en cours de dégradation, seront précisés dans un arrêté du Conseil d'Etat encore à paraître.

Cette prise de compétence obligatoire (et non plus optionnelle comme précédemment) s'accompagne de l'obligation d'élaborer un plan d'action portant sur les pollutions de toute nature qui pourra contenir des mesures volontaires et des mesures qui pourront être rendues obligatoires par le préfet via le dispositif des «Zones Sensibles soumises à Contraintes Environnementales ».

Cette disposition pourra s'articuler avec les dispositions prévues au décret n° 2022-1223 du 10 septembre 2022 (JO du 11 septembre 2022) relatif au droit de préemption pour la préservation des ressources en eau destinées à la consommation humaine qui fixe les modalités selon lesquelles l'autorité administrative peut instituer un droit de préemption des surfaces agricoles, dans les aires d'alimentation de captages utilisées pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, au bénéfice des personnes publiques disposant de la compétence « eau potable »

Information des consommateurs :

Les obligations suivantes sont introduites :

- Informer proactivement les consommateurs immédiatement en cas de dépassement d'une limite de qualité (et non plus uniquement en cas de restriction de consommation) ;
- Pour les bailleurs et les syndics de copropriété, la nécessité d'informer chaque année chaque locataire ou copropriétaire sur la qualité de l'eau.

Maîtrise de la qualité de l'eau :

Les textes introduisent de nouvelles dispositions dont :

- De nouvelles exigences de qualité pour 6 nouveaux paramètres, effectives depuis le 1er janvier 2023, dont les composés perfluorés (PFAS ou 'polluants éternels') ;
- Le contrôle sanitaire des ARS évoluera au plus tard le 1er janvier 2026 pour intégrer ces nouveaux paramètres ;
- Une évaluation des risques Plomb et Légionnelle sur les réseaux intérieurs des Etablissements Recevant du Public avec mise en œuvre d'un plan de surveillance. Cette disposition concerne certains bâtiments communaux (écoles, gymnases, etc)
- Un nouvel arrêté précise les modalités de mise en œuvre du Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) : démarche de gestion préventive des risques sanitaires de la zone de captage (échéance 2027) jusqu'aux installations privatives (échéance 2029)
- Un nouvel arrêté précise les modalités de la surveillance de la qualité de l'eau par la PRPDE (la Collectivité) : outre des paramètres 'non-négociables', cette surveillance doit être adaptée selon les dangers identifiés dans le PGSSE et comporter une dimension prospective vis-à-vis des risques émergents, le cas échéant, via le recours à la métrologie en continu.

Ces deux derniers arrêtés, sans précédents dans la réglementation précédente, portent l'évolution majeure du nouveau cadre réglementaire, à savoir, la mise en œuvre sous la responsabilité de la Collectivité d'une gestion résolument préventive des risques sanitaires.

Cette nouvelle réglementation est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service d'eau : vos interlocuteurs Veolia sont amenés à répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

Première liste de vigilance européenne pour les eaux destinées à la consommation humaine

Dans une décision du 19 janvier 2022 (publiée le 27 avril 2022), la Commission européenne a arrêté la première liste de vigilance des substances et composés préoccupants potentiellement présents dans l'eau potable, à savoir, deux composés perturbateurs endocriniens (bêta-estradiol et nonylphénol) qui seront surveillée dans la chaîne d'approvisionnement en eau potable. Il s'agit de la première liste de surveillance des composés émergents prise en application de la directive européenne de décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Dans le cadre de la transposition de cette directive, ces deux substances ont été introduites dans l'arrêté du 30 décembre 2022 (JO du 31 décembre 2022) modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine où elles sont toutes deux affectées d'une valeur de vigilance fixée respectivement à 1 et 300 ng/L.

Métabolites de pesticides

L'instruction DGS/EA4/2020/177 en date du 18 décembre 2020 est venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et de métabolites de pesticides (molécules issues de la dégradation des pesticides) dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine (EDCH).

Depuis la publication de l'instruction de décembre 2020, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont renforcé le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en y intégrant des nouveaux métabolites de pesticides. Ce renforcement a conduit dès 2021 à la détection de plus en plus fréquente de métabolites de pesticides dans les ressources en eau et/ou dans les eaux produites et distribuées et, ce, au-delà des normes réglementaires.

Durant l'année 2022, face à cette détection de plus en plus fréquente, les autorités sanitaires ont précisé les modalités de gestion initialement prévues dans l'instruction de décembre 2020.

Ainsi, après avoir saisi le Haut Conseil de Santé Publique (HCSP), dans son instruction du 24 mai 2022, la DGS a modifié les modalités de gestion des métabolites ne disposant pas de valeur sanitaire définie par l'Anses en préconisant aux ARS d'appliquer alors les valeurs sanitaires établies par l'agence fédérale pour l'environnement allemande (UBA).

Dans deux avis publiés le 30 septembre 2022, l'Anses a déclassé comme « non-pertinents » deux métabolites du S-métolachlore, à savoir, le NOA Métolachlore et l'ESA Métolachlore, ce dernier étant fréquemment observé dans les ressources en eau et les eaux produites au-delà des normes réglementaires. Ces deux avis se fondent sur de nouvelles études venues compléter les deux précédentes évaluations (janvier 2019 et janvier 2021) qui avaient amené l'Anses à considérer ces métabolites comme « pertinents ». Dans ses avis du 30 septembre 2022, l'Anses mentionne toutefois l'évaluation européenne en cours du caractère perturbateur endocrinien du S-Métalochlore susceptible de la conduire à reclasser de nouveau comme « pertinents » ces deux métabolites.

Pour les seuls métabolites non-pertinents, l'arrêté du 30 décembre 2022 (JO du 31 décembre 2022) modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine fixe la valeur indicative de 0,9 µg/L comme seuil à partir duquel un plan d'action préventif sur la zone de captage est nécessaire. Ce faisant, cet arrêté abroge les modalités de gestion prévues, pour les métabolites non-pertinents, dans l'instruction du 18 décembre 2020.

Cette situation nouvelle est susceptible d'évoluer de nouveau au cours des prochains mois. En effet, les progrès des techniques d'analyse de l'eau conjugués à l'acquisition de nouvelles connaissances scientifiques

et à l'application du principe de précaution constituent désormais des facteurs pouvant impacter très directement les services d'eau dans leur gestion des métabolites de pesticides

Dans ce contexte évolutif, vos interlocuteurs Veolia sont à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur les moyens d'action visant à garantir la qualité du service pour l'ensemble des abonnés de votre service.

Préemption pour la préservation des ressources en eau destinées à la consommation humaine

Le décret n° 2022-1223 du 10 septembre 2022 (JO du 11 septembre 2022) fixe les modalités selon lesquelles l'autorité administrative peut instituer un droit de préemption des surfaces agricoles, dans les aires d'alimentation de captages utilisées pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, au bénéfice des personnes publiques disposant de la compétence « eau potable ». Il précise les aliénations qui sont soumises à ce droit de préemption. Il explicite la procédure applicable à l'exercice de ce droit de préemption. Il détermine les règles applicables à la cession, à la location et à la mise à disposition temporaire par les personnes publiques des biens acquis par préemption. Insertion d'un chapitre VIII « Droit de préemption pour la préservation des ressources en eau destinées à la consommation humaine » dans le code de l'urbanisme, Création des articles R.218-1 à R.218-21 du code de l'urbanisme et R.2224-5-4 du CGCT.

A noter que dans le cadre de la transposition de la directive européenne relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine de décembre 2020, l'ordonnance 2022-1611 du 22 décembre 2022 (JO du 23 décembre 2022) a rendu obligatoire pour les services en charge du prélèvement la compétence de gestion et de préservation de la ressource en eau pour les points de prélèvement considérés comme sensibles au regard des résultats des analyses du contrôle sanitaire. Par contre, les critères techniques permettant la définition des points de prélèvement sensibles seront précisés dans un arrêté du Conseil d'Etat encore à paraître.

Traitement des Eaux Destinées à la Consommation Humaine

L'arrêté du 22 avril 2022 (JO du 27 avril 2022) est venu préciser les conditions de mise sur le marché et de mise en œuvre des résines organiques échangeuses d'ions utilisées pour le traitement d'eau destinée à la consommation humaine (EDCH). Cet arrêté est pris en application de l'article R. 1321-50 du code de la santé publique qui stipule que les différents produits et matériaux en contact avec les EDCH ne doivent pas présenter de risque pour la santé humaine. Le présent arrêté définit donc les exigences applicables aux résines organiques échangeuses d'ions utilisées pour le traitement de cette eau, afin de garantir leur innocuité et leur efficacité.

Surveillance des masses d'eau

Deux arrêtés et un avis publiés au JO du 11 mai 2022 sont venus préciser la surveillance et la délimitation des masses d'eau dans le cadre de l'objectif du bon état visé par la directive-cadre sur l'eau.

Le premier arrêté, en date du 19 avril 2022, définit les catégories de masses d'eau et donne le cadre pour l'analyse des incidences des activités humaines sur l'état des eaux. Cet arrêté étend notamment l'inventaire des émissions, rejets et pertes de polluants, demandé dans le cadre de l'analyse de l'incidence des activités humaines sur l'état des eaux, aux polluants spécifiques de l'état écologique. Il modifie également la typologie des masses d'eau, notamment celle des plans d'eau.

Le second arrêté en date du 26 avril 2022 traite plus spécifiquement de la surveillance des masses d'eau. Il précise notamment les paramètres et éléments de qualité à surveiller, les méthodes d'échantillonnage et d'analyse à utiliser, et les fréquences à respecter dans le cadre de la surveillance de l'état des masses d'eau. Désormais, les normes et guides à appliquer pour la surveillance sont recensés dans un avis (également publié au JO du 11 mai 2022.

Il est à noter qu'à travers ces deux arrêtés, 73 substances ont été ajoutées à la surveillance de l'état chimique des eaux souterraines, dont les composés perfluoroalkylés (PFAS ou 'polluants éternels').

Cette famille de substances est également concernée par la transposition de la directive européenne de décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. En effet, la somme de vingt de ces composés fait l'objet d'une limite de qualité à compter du 1er janvier 2023. L'intégration de cette somme de composés au programme du contrôle sanitaire réalisé par les ARS interviendra au plus tard le 1er janvier 2026.

Gestion quantitative de la ressource en eau

Le décret 2022-1078 du 29 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) fait suite au "Varenne agricole de l'eau" en précisant les conditions et modalités dans lesquelles peuvent s'effectuer les prélèvements dans la ressource en eau en dehors des périodes de basses eaux (étiages).

Ainsi des conditions peuvent être définies pour l'évaluation des volumes théoriquement disponibles en période d'hautes eaux dans un bassin ou dans un sous-bassin, compte tenu des statistiques hydrologiques permettant de déterminer les débits nécessaires au fonctionnement du cours d'eau tout au long de la période de hautes eaux.

Ce décret précise également que la stratégie de volumes prélevables du préfet coordonnateur de bassin, précise la stratégie d'évaluation des volumes qui pourraient être hydrologiquement rendus disponibles aux usages anthropiques en période de hautes eaux dans le respect des équilibres naturels et du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Contravention d'ouverture d'un point d'eau incendie

Le décret n° 2022-185 du 15 février 2022 (JO du 16 février 2022) a créé le nouvel article R.644-6 du code pénal qui prévoit que « le fait de procéder, sans motif légitime, à l'ouverture d'un point d'eau incendie ayant pour effet d'entraîner un écoulement d'eau est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 4e classe », soit 750 euros d'amende au maximum. Cette infraction s'applique même si aucun dommage n'a été causé à la borne d'incendie. L'amende forfaitaire est prévue pour cette infraction (19° du I de l'article R.48-1 du CPP – 135 euros d'amende forfaitaire). Toutefois, les agents de police municipale et les gardes champêtre ne sont pas compétents pour constater cette contravention par procès-verbal, cette infraction n'ayant pas été ajoutée à l'article R.15-33-29-3 du code de procédure pénale.

Facturation électronique

Dans le cadre de la généralisation de la facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et à la transmission des données de transaction, le décret n° 2022-1299 du 7 octobre 2022 (JO du 9 octobre 2022) fixe les modalités d'application des obligations d'émission, de transmission et de réception des factures électroniques et de transmission des données de facturation et de paiement à la direction générale des finances publiques.

Ce décret définit à cet effet les missions assurées par le portail public de facturation géré par l'AIFE, les fonctionnalités minimales exigées des plateformes de dématérialisation partenaires, la procédure d'immatriculation de ces plateformes ainsi que les données à transmettre à l'administration.

Conformément à l'article 26 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022, le décret entre en vigueur de manière différée et progressive :

- d'une part, l'obligation d'émission et de transmission des factures électroniques entre assujettis, de transmission des données de ces factures et de transmission des données de transaction et de paiement à l'administration fiscale s'applique aux factures émises ou à défaut aux opérations réalisées à compter du :

- 1er juillet 2024 pour les grandes entreprises ;
- 1er janvier 2025 pour les entreprises de taille intermédiaire ;
- 1er janvier 2026 pour les petites et moyennes entreprises et les micro-entreprises. Ces catégories d'entreprises sont celles prévues par l'article 51 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et son décret d'application n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 ;

- d'autre part, l'obligation de réception des factures électroniques entre assujettis s'applique pour toutes les entreprises à compter du 1er juillet 2024.

Information précontractuelle et contractuelle des consommateurs

Entré en vigueur le 28 mai 2022, le décret 2022-424 du 25 mars 2022 (JO du 26 mars 2022) est lié à la transposition en droit interne de la directive 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs.

Il précise, d'une part, les obligations d'information précontractuelle auxquelles les professionnels sont tenus à l'égard des consommateurs, en application de l'article L. 221-5 du code de la consommation, préalablement à la conclusion de contrats à distance et hors établissement, et procède, d'autre part, à des ajustements rédactionnels prévus par la directive 2019/2161, notamment, sur la communication obligatoire au consommateur des coordonnées du professionnel.

Analyses des fibres d'amiante

L'arrêté relatif à la prévention des risques liés à l'amiante du 25 juillet 2022 (JO du 13 octobre 2022) rend la version de juillet 2021 de la norme NF X 43-050 obligatoire. Cette norme encadre la méthode indirecte de la microscopie électronique à transmission pour déterminer la concentration en fibres d'amiante. Par ailleurs, les organismes accrédités pour réaliser l'analyse et le comptage des fibres d'amiante dans l'air doivent indiquer la variété ou les variétés de fibres d'amiante comptées. Cette information figure dans le rapport d'essai d'analyse.

Travaux à proximité des réseaux

L'arrêté du 6 juillet 2022 (JO du 1à juillet 2022) fixe, pour l'année 2022, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) référencie les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Deux arrêtés du 4 octobre 2022, tous deux publiés au JO du 19 octobre 2022, portent sur la création de deux titres professionnels. Le premier porte sur celui d'opérateur en détection de réseaux et le second sur celui de technicien en détection et géoréférencement des réseaux.

Un arrêté en date du 21 octobre 2022 (JO du 28 décembre 2022) est venu modifier l'article 2 de l'arrêté du 22 décembre 2015 relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux. Cet arrêté modifie également le nombre minimal de questions prioritaires pouvant être posées lors de l'examen.

ICPE

Une circulaire mise en ligne le 5 janvier 2022 à destination des services en charge de l'inspection des installations classées protection de l'environnement précise les points d'attention particuliers retenus comme prioritaires pour l'année 2022. Ces priorités d'actions portent sur la traçabilité des terres excavées, le contrôle

de l'entrée des déchets en décharge, le plan de gestion des déchets des carrières et la sous-traitance dans les sites Seveso sont au programme.

La circulaire du 12 décembre 2022, mise en ligne le 30 décembre 2022, est venue préciser ces points d'attention prioritaires pour les inspections réalisées en 2023. Ces priorités d'actions portent cette fois sur le retour d'expérience de la sécheresse de l'été 2022 afin de préparer l'été 2023, les fuites de gaz dans les installations de méthanisation, les perturbateurs endocriniens dans les milieux environnementaux afin de préserver la biodiversité, les déchets, et les émissions dans l'air.

Deux arrêtés modificatifs publiés au JO du 3 avril 2022 établissent un socle minimal de prescriptions fixé sur le plan national pour les risques chroniques (arrêté du 2 février 1998) et les risques accidentels (arrêté du 4 octobre 2010). Ces deux arrêtés ministériels qui homogénéisent sur le plan national les prescriptions applicables aux ICPE concernent à la fois les risques chroniques et accidentels. Selon le Ministère, "Cet exercice n'a donc pas pour objet principal de créer des obligations nouvelles générales, mais bien d'assurer une application homogène et efficiente de prescriptions qui figurent déjà dans la grande majorité des arrêtés d'autorisation, sans avoir à les recopier dans chacun de ces actes administratifs "

Transition énergétique & évaluation environnementale

Photovoltaïque

Le décret n° 2022-970 du 1er juillet 2022 (JO du 2 juillet 2022) ajoute une nouvelle catégorie de projet soumis à l'évaluation environnementale (installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 1MWc) et modifie la répartition de compétence de l'autorité environnementale pour les plans de prévention des risques naturels, technologiques et miniers entre le niveau national et régional.

Le Décret n° 2022-1688 du 26 décembre 2022 (JO du 29 décembre 2022) portant simplification des procédures d'autorisation d'urbanisme relatives aux projets d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol prévoit, hors secteurs protégés, le rehaussement du seuil de puissance au-delà duquel les projets d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol basculent de la formalité de la déclaration préalable à celle du permis de construire. Ce seuil est donc aligné sur le seuil d'évaluation environnementale systématique (1 mégawatt).

Evaluation environnementale

Le décret n° 2022-422 du 25 mars 2022 (JO du 26 mars 2022) relatif à l'évaluation environnementale des projets met en place un dispositif permettant de soumettre, à l'initiative du maître d'ouvrage, à évaluation environnementale des projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine mais situés en deçà des seuils de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement . La demande de soumission sera examinée au cas par cas par le ministre chargé de l'environnement, la formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ou le préfet de région en fonction de l'identité du maître d'ouvrage. Cette disposition est applicable pour les demandes d'autorisation et de déclarations déposées dès le 27 mars 2022.

La circulaire du 2 août 2022 (publiée le 26 août 2022) relative aux modalités d'application de la procédure d'urgence à caractère civil prévue à l'article L. 122-3-4 du code de l'environnement précise les modalités d'exonération d'évaluation environnementale pour les projets ayant pour seul objet la réponse à des situations d'urgence à caractère civil :

- Le projet peut être un ensemble cohérent de travaux
- L'objet exclusif du projet doit être de répondre à la situation d'urgence à caractère civil
- La situation justifiant le recours à la procédure d'urgence doit concerner un intérêt public civil
- Pour que l'urgence soit reconnue, il est nécessaire que la situation constitue une atteinte majeure et avérée, qu'il ne soit plus possible de réaliser dans un délai compatible une évaluation

environnementale et que la situation présente les caractère de la force majeure (imprévisible, irrésistible et extérieure).

Sont également précisés les étapes de la procédure et ses effets.

Le décret n° 2022-1673 du 27 décembre 2022 (JO du 28 décembre 2022) portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des actions ou opérations d'aménagement et aux mesures de compensation des incidences des projets sur l'environnement dispose que les mesures de compensation doivent être mises en œuvre en priorité sur le site endommagé. Si ce n'est pas possible, elles sont déployées à proximité, dans les zones de renaturation préférentielle identifiées dans le SCOT et le PLU. À la condition toutefois qu'elles soient compatibles avec les orientations de renaturation de ces zones et que les conditions de leur mise en œuvre soient techniquement et économiquement acceptables. À défaut, le maître d'ouvrage peut notamment acquérir des unités de compensation dans le cadre d'un site naturel de compensation.

Les orientations d’aménagement et de programmation d’urbanisme peuvent également identifier des zones préférentielles pour la renaturation et préciser les modalités de mise en œuvre des projets de désartificialisation et de renaturation dans ces secteurs.

6.10 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Abonnés non domestiques :

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

Capacité de production :

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m^3/jour).

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 22000 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un

consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Consommation individuelle unitaire :

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m^3/client/an).

Consommation globale unitaire :

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m3/consommateur/an).

Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Eau souterraine influencée :

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

HACCP :

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 0 % : aucune action ;
- 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- 50 % : dossier déposé en préfecture;
- 60 % : arrêté préfectoral ;
- 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m3/km/jour.

Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m3/km/jour.

Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Parties prenantes :

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics …

Prélèvement :

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Rendement du réseau de distribution [P104.3] :

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012–97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min}\ (A + 0{,}2\ ILC\ ;\ 85)$$

Avec :

- Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ILC : Indice Linéaire de Consommation (m^3/j/km) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;

- A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à 2 Mm^3/an où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

Réseau de desserte :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage…) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Réseau de distribution :

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

Résultat d'analyse :

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

Taux d'impayés [P154.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

Taux de mensualisation :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

Taux de prélèvement :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m3/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes.

Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes.

Taux de mutation (demandes d'abonnement) :

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

Taux de réclamations [P155.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

Volume comptabilisé :

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

Volume consommateurs sans comptage :

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

Volume consommé autorisé :

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

Volume de service du réseau :

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

Volume mis en distribution :

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

Volume produit :

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

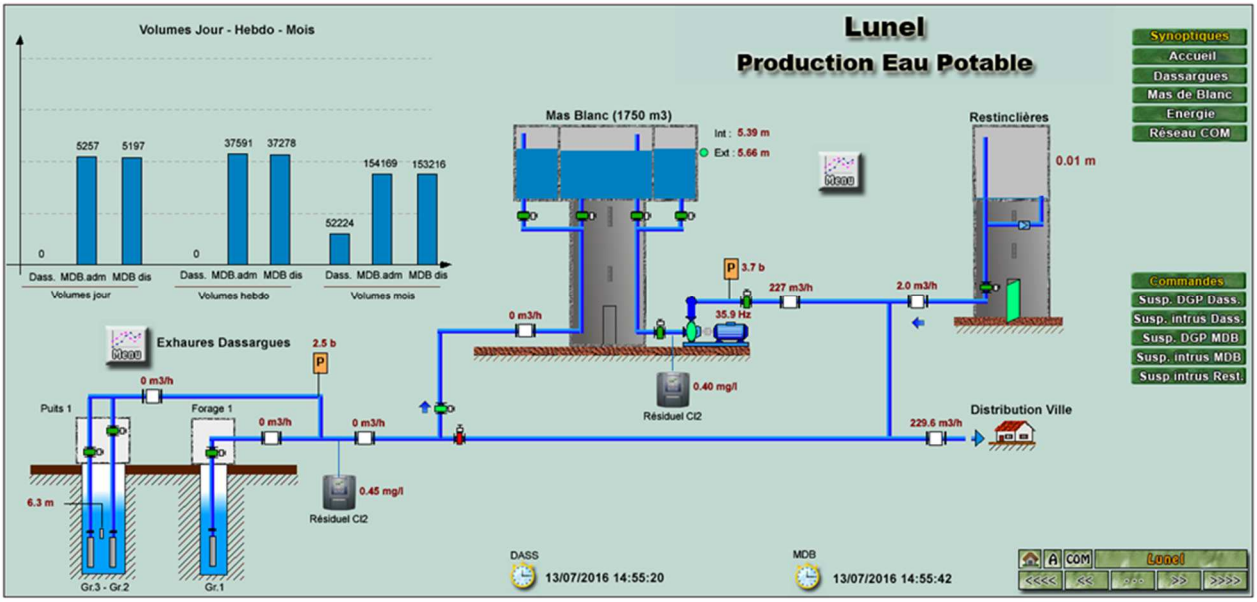
Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :

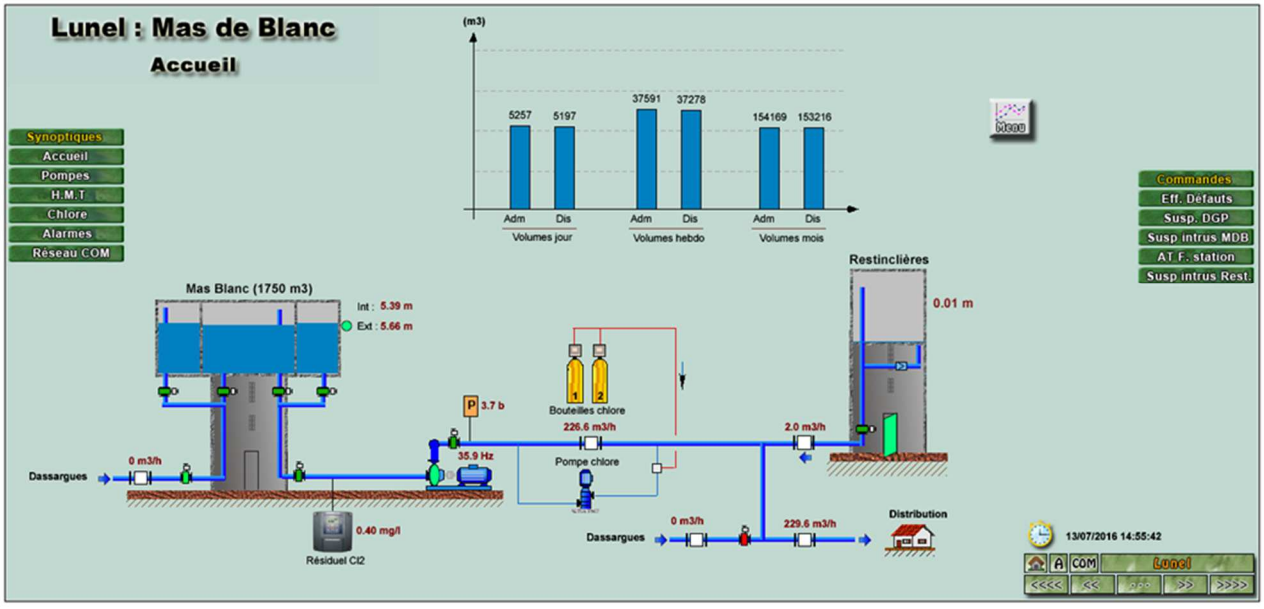
Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

6.11 Autres annexes

Intitulé	Description	Nombre de pages
Annexe 1	Synoptique des installations	1
Annexe 2	Inventaire des installations	23
Annexe 3	Plan Prévisionnel de renouvellement	1

Annexe 1 : Synoptique des installations





Annexe 2 : Inventaire des installations

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1EDE-05217460	Cpt Secto AV D'Aigues Mortes	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Mesure de Débit	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-05217519	ABB	AQUAMASTER 3	
1EDE-05217460	Cpt Secto AV D'Aigues Mortes	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-05217521	SOFREL	LS42	
1EDE-04772079	Cpt Secto Avenue d'Occitanie	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-04774599	SOFREL	LS42	
1EDE-04772079	Cpt Secto Avenue d'Occitanie	Unité de Contrôle / Commande	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04772098	ABB	AQUAMASTER 3	
1EDE-04772080	Cpt Secto Avenue L.tassigny	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-04774602			
1EDE-04772080	Cpt Secto Avenue L.tassigny	Unité de Contrôle / Commande	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04772103			
1EDE-04772081	Cpt Secto Avenue Maugio	Unité de Contrôle / Commande	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04772108			
1EDE-04772081	Cpt Secto Avenue Maugio	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-04774608			
1EDE-04772089	Cpt Secto Blvd Louis Blanc	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-04774623			
1EDE-04772089	Cpt Secto Blvd Louis Blanc	Unité de Contrôle / Commande	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04772133			
1EDE-05217650	Cpt Secto Chemin de la Terro d'Oc	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Mesure de Débit	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-05217803	ABB	AQUAMASTER 3	
1EDE-05217650	Cpt Secto Chemin de la Terro d'Oc	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-05217804	SOFREL	LS42	
1EDE-04772083	Cpt Secto Chemin Vidourlenque	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-04774614			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1EDE-04772083	Cpt Secto Chemin Vidourlenque	Unité de Contrôle / Commande	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04772118			
1EDE-04772085	Cpt Secto Cité Rouanet	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-04774617	SOFREL	LS42	
1EDE-04772085	Cpt Secto Cité Rouanet	Unité de Contrôle / Commande	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04772123	ABB	AQUAMASTER 3	
1EDE-04772090	Cpt Secto Mas de Blanc	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-04774626			
1EDE-04772090	Cpt Secto Mas de Blanc	Unité de Contrôle / Commande	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04772138			
1EDE-04772091	Cpt Secto Ront-point Charles de Gaulle	Unité de Contrôle / Commande	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04772143			
1EDE-04772091	Cpt Secto Ront-point Charles de Gaulle	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-04774630	SOFREL	LS42	
1EDE-05215788	Cpt Secto Route Du Mas Desport	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-05215804	SOFREL	LS42	
1EDE-05215788	Cpt Secto Route Du Mas Desport	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Mesure de Débit	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-05215803	ABB	AQUAMASTER 3	
1EDE-04772092	Cpt Secto Rue de Laune	Unité de Contrôle / Commande	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04772148			
1EDE-04772092	Cpt Secto Rue de Laune	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-04774634	SOFREL	LS10	
1EDE-04772093	Cpt Secto Rue Magnanerie	Unité de Contrôle / Commande	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04772153			
1EDE-04772093	Cpt Secto Rue Magnanerie	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-04774637			
1EDE-04772086	DEBIMETRE VIGNAL	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-04774620	SOFREL	LS10	

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1EDE-04772086	DEBIMETRE VIGNAL	Unité de Contrôle / Commande	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04772128			
1EDE-04772082	DEBITMETRE TACAUDIN	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-04774611			
1EDE-04772082	DEBITMETRE TACAUDIN	Unité de Contrôle / Commande	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04772113			
1EDE-06402397	Prelocalisateur 1	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403422	PRIMAYER		
1EDE-06402406	Prelocalisateur 10	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403717	PRIMAYER		
1EDE-06402407	Prelocalisateur 11	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403722	PRIMAYER		
1EDE-06402408	Prelocalisateur 12	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403727	PRIMAYER		
1EDE-06402409	Prelocalisateur 13	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403734	PRIMAYER		
1EDE-06402410	Prelocalisateur 14	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403741	PRIMAYER		
1EDE-06402411	Prelocalisateur 15	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403746	PRIMAYER		
1EDE-06402412	Prelocalisateur 16	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403763	PRIMAYER		
1EDE-06402413	Prelocalisateur 17	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403769	PRIMAYER		
1EDE-06402414	Prelocalisateur 18	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403774	PRIMAYER		
1EDE-06402415	Prelocalisateur 19	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403779	PRIMAYER		

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1EDE-06402398	Prelocalisateur 2	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403429	PRIMAYER		
1EDE-06402416	Prelocalisateur 20	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403786	PRIMAYER		
1EDE-06402417	Prelocalisateur 21	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403804	PRIMAYER		
1EDE-06402418	Prelocalisateur 22	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403809	PRIMAYER		
1EDE-06402419	Prelocalisateur 23	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403814	PRIMAYER		
1EDE-06402420	Prelocalisateur 24	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403820	PRIMAYER		
1EDE-06402421	Prelocalisateur 25	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403825	PRIMAYER		
1EDE-06402422	Prelocalisateur 26	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403831	PRIMAYER		
1EDE-06402423	Prelocalisateur 27	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403837	PRIMAYER		
1EDE-06402424	Prelocalisateur 28	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403850	PRIMAYER		
1EDE-06402425	Prelocalisateur 29	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403856	PRIMAYER		
1EDE-06402399	Prelocalisateur 3	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403436	PRIMAYER		
1EDE-06402426	Prelocalisateur 30	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403869	PRIMAYER		
1EDE-06402427	Prelocalisateur 31	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403874	PRIMAYER		

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1EDE-06402428	Prelocalisateur 32	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403894	PRIMAYER		
1EDE-06402429	Prelocalisateur 33	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403899	PRIMAYER		
1EDE-06402430	Prelocalisateur 34	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403904	PRIMAYER		
1EDE-06402431	Prelocalisateur 35	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403910	PRIMAYER		
1EDE-06402432	Prelocalisateur 36	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403915	PRIMAYER		
1EDE-06402433	Prelocalisateur 37	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403924	PRIMAYER		
1EDE-06402434	Prelocalisateur 38	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403929	PRIMAYER		
1EDE-06402435	Prelocalisateur 39	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403934	PRIMAYER		
1EDE-06402400	Prelocalisateur 4	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403544	PRIMAYER		
1EDE-06402436	Prelocalisateur 40	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403939	PRIMAYER		
1EDE-06402437	Prelocalisateur 41	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403955	PRIMAYER		
1EDE-06402438	Prelocalisateur 42	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403964	PRIMAYER		
1EDE-06402439	Prelocalisateur 43	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403969	PRIMAYER		
1EDE-06402440	Prelocalisateur 44	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403974	PRIMAYER		

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1EDE-06402441	Prelocalisateur 45	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403979	PRIMAYER		
1EDE-06402442	Prelocalisateur 46	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403984	PRIMAYER		
1EDE-06402443	Prelocalisateur 47	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404285	PRIMAYER		
1EDE-06402444	Prelocalisateur 48	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404290	PRIMAYER		
1EDE-06402445	Prelocalisateur 49	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404295	PRIMAYER		
1EDE-06402401	Prelocalisateur 5	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403559	PRIMAYER		
1EDE-06402446	Prelocalisateur 50	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404300	PRIMAYER		
1EDE-06402447	Prelocalisateur 51	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404305	PRIMAYER		
1EDE-06402448	Prelocalisateur 52	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404310	PRIMAYER		
1EDE-06402449	Prelocalisateur 53	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404315	PRIMAYER		
1EDE-06402450	Prelocalisateur 54	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404320	PRIMAYER		
1EDE-06402451	Prelocalisateur 55	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404325	PRIMAYER		
1EDE-06402452	Prelocalisateur 56	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404330	PRIMAYER		
1EDE-06402453	Prelocalisateur 57	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404335	PRIMAYER		

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1EDE-06402454	Prelocalisateur 58	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404340	PRIMAYER		
1EDE-06402455	Prelocalisateur 59	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404345	PRIMAYER		
1EDE-06402402	Prelocalisateur 6	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403572	PRIMAYER		
1EDE-06402456	Prelocalisateur 60	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404350	PRIMAYER		
1EDE-06402457	Prelocalisateur 61	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404355	PRIMAYER		
1EDE-06402458	Prelocalisateur 62	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404360	PRIMAYER		
1EDE-06402459	Prelocalisateur 63	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404365	PRIMAYER		
1EDE-06402460	Prelocalisateur 64	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404372	PRIMAYER		
1EDE-06402461	Prelocalisateur 65	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404377	PRIMAYER		
1EDE-06402462	Prelocalisateur 66	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404383	PRIMAYER		
1EDE-06402463	Prelocalisateur 67	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404389	PRIMAYER		
1EDE-06402464	Prelocalisateur 68	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404394	PRIMAYER		
1EDE-06402465	Prelocalisateur 69	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404399	PRIMAYER		
1EDE-06402403	Prelocalisateur 7	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403554	PRIMAYER		

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1EDE-06402466	Prelocalisateur 70	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404404	PRIMAYER		
1EDE-06402467	Prelocalisateur 71	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404410	PRIMAYER		
1EDE-06402468	Prelocalisateur 72	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404415	PRIMAYER		
1EDE-06402469	Prelocalisateur 73	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404421	PRIMAYER		
1EDE-06402470	Prelocalisateur 74	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404427	PRIMAYER		
1EDE-06402471	Prelocalisateur 75	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404432	PRIMAYER		
1EDE-06402472	Prelocalisateur 76	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404438	PRIMAYER		
1EDE-06402473	Prelocalisateur 77	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404463	PRIMAYER		
1EDE-06402474	Prelocalisateur 78	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404469	PRIMAYER		
1EDE-06402475	Prelocalisateur 79	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404474	PRIMAYER		
1EDE-06402404	Prelocalisateur 8	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403579	PRIMAYER		
1EDE-06402476	Prelocalisateur 80	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404483	PRIMAYER		
1EDE-06402477	Prelocalisateur 81	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404490	PRIMAYER		
1EDE-06402478	Prelocalisateur 82	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404495	PRIMAYER		

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1EDE-06402479	Prelocalisateur 83	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404500	PRIMAYER		
1EDE-06402480	Prelocalisateur 84	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06404505	PRIMAYER		
1EDE-06402405	Prelocalisateur 9	Distribution / Répartition / Maillage Eau	Détecteur	Prelocalisateur accoustic (detect fuite)	E-06403584	PRIMAYER		
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Aménagements Extérieurs	Portail	Portail	E-01297981			
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Stockage / Tampon	Réservoir 2000 m3	Réservoir	E-01297974			Volume:2000m3
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Bâtiment / Local	Local	E-01297978			
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	SOFREL	Poste de Télégestion Autonome RTC	E-01297982	SOFREL	Sofrel BOX	
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Echelle cuve	Echelle à Crinoline	E-05504810			
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Huisserie Diverse	Huisserie Serrurerie	E-01297979			
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Stockage / Tampon	Sonde de Niveau	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique	E-02132091			
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Sécurité	Extincteur	Extincteur	E-05504800	EUROFEU		Type extincteur:CO2,Charge extincteur:5kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Echelle accès cuve+Toit	Echelle Fixe	E-05504807			
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Alimentation / Distribution	Canalisation 200	Canalisation	E-01297975			Materiau:Fonte,Diametre:200mm
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Alimentation / Distribution	Vanne Alim/Distri	Vanne Manuelle	E-05504789			Diametre nominal:400mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Sécurité	Alarme Anti-Intrusion	Alarme Anti-Intrusion	E-05504802			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Trappe accès Toit	Trappe	E-05504809			
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Aménagements Extérieurs	Clôture	Clôture	E-01297980			
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Alimentation / Distribution	Canalisation 400	Canalisation	E-05504791			Materiau:Fonte,Diametre:400mm
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Alimentation / Distribution	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01790024			
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Alimentation / Distribution	Vanne de Vidange	Vanne Manuelle	E-05504790			Diametre nominal:200mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1RES-01297951	RES Tour Restinclières - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Escalier intérieur	Escalier	E-05504808			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Distribution Electrique Haute Tension	Sectionneur	Sectionneur Tête de Ligne	E-05504689			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Sécurité	Extincteur (poudre)	Extincteur	E-05504725	EUROFEU		Charge extincteur:6kg
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Sécurité	Alarme Anti-Intrusion	Alarme Anti-Intrusion	E-05504727			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Analyseur de chlore	Analyseur de Chlore Méthod Electrochim contin	E-05504658	PROMINENT	D1CBW00601000VC1011G00FR	
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande	Armoire de Commande	E-05504665			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Canalisation 150	Canalisation	E-05504565			Materiau:Inox,Diametre:150mm
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Chloromètre 1	Chloromètre	E-05504649	CIFEC	Chloro +	

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Dispositif Anti-Bélier	Ballon Anti-Bélier	E-05504622	GRUNDFOS	GT-U-1500V	Pression de service:4bar,Horizontal/vertical:Vertical,Annee de mise en service:2015-04-20,Volume:1.5m3,Pression nominale:10bar,Annee fabrication (Millesim):2015-01-01
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Vanne d'Isolement Ballon	Vanne Manuelle	E-05504623			Diametre nominal:85mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Echelle accès Cuve+Toit	Echelle Fixe	E-05504755			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Distribution Electrique Haute Tension	Disjoncteur	Disjoncteur	E-05504690			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Distribution Electrique Haute Tension	Armoire De branchement de groupe électrogène	Armoire Electrique HT	E-05504693			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Palier Intermédiaire 1	Palier Intermédiaire Fixe	E-05504741			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Variateur Pompe 1	Variateur de Fréquence	E-05504673	SCHNEIDER	Altivar 61	Puissance installee:22kW
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Vanne Sous Cuve 2	Vanne Manuelle	E-05504618			Diametre nominal:300mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Capteur de pression 1	Appareil de Mesure de Pression en Conduite	E-05504634	A DEFINIR	A2SX26 F1	Type de Signal:4 - 20 mA,Type de com (signal):4-20 mA
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Echelle dans la Cuve 1	Echelle à Crinoline	E-05504757			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Aménagements Extérieurs	Portail	Portail	E-05504765			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Aménagements Extérieurs	Clôture / Mur	Clôture	E-05504767			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Disjoncteur Général	Disjoncteur	E-05504678	SOCOMEC	SIRCOVER AC 160A (41AC4016)	

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Surpresseur	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire	E-05504654	GRUNDFOS	MG7182-14FT85-C	Intensite nominale:2.5A,Tension alimentation:230V,Vitesse de rotation:2830tr/min,Puissance moteur:.55kW
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Hydroéjecteur	Hydroéjecteur	E-05504655	CIFEC		
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Variateur Pompe 2	Variateur de Fréquence	E-05504674	SCHNEIDER	Altivar 61	Puissance installee:22kW
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Canalisation 300	Canalisation	E-05504561			Materiau:inox,Diametre:300mm
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Pressostat 1	Appareil de Mesure de Pression en Conduite	E-05504632	TELEMECANIQUE	XMLA010A2S11	Type de com (signal):Tout ou rien (TOR)
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Bouteille 1	Bouteille	E-05504640			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Cuve intérieur	Cuve	E-05500410			Capacite de stockage:700m3
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Distribution Electrique Haute Tension	Armoire d'inversion des sources d'alimentation	Armoire Electrique HT	E-05504692			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Vanne Sous Cuve 1	Vanne Manuelle	E-05504617			Diametre nominal:300mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Vanne Alim. sous cuve 2	Vanne Manuelle	E-05504560			Diametre nominal:300mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Vanne de Vidange 2	Vanne Manuelle	E-05504563			Diametre nominal:150mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Vanne de Vidange 3	Vanne Manuelle	E-05504564			Diametre nominal:150mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Trappe palier 3	Trappe	E-05504752			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Pompe de Surpression 2	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire	E-05504770	KSB	ETB 125-100-115 GB AA11D302204	Puissance installee:16kW,HMT:29m CE,Horizontal/vertical:Horizontal,Intensite nominale:41A,Debit nominal:200m3/h,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1470tr/min,Vitesse variable:Oui,Fonction realisee:Surpression vitesse variable,classe de rendement moteur:IE3,Position pompe:Horizontale,Pompe sèche ou immergée:Sèche,Puissance moteur:22kW,Marque du moteur:ksb
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Pompe de Surpression 3	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire	E-05504771	KSB	ETB 125-100-115 GB AA11D302204	Puissance installee:16kW,HMT:29m CE,Horizontal/vertical:Horizontal,Intensite nominale:41A,Debit nominal:200m3/h,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1470tr/min,Vitesse variable:Oui,Fonction realisee:Surpression vitesse variable,classe de rendement moteur:IE3,Position pompe:Horizontale,Pompe sèche ou immergée:Sèche,Puissance moteur:22kW,Marque du moteur:ksb
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Bâtiment / Local	Bâtiment de Process	E-05504740			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Variateur Pompe 3	Variateur de Fréquence	E-05504675	SCHNEIDER	Altivar 61	Puissance installee:22kW
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Appareil de Mesure de Niveau par différence de pression	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique	E-05504568			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	4 Vannes AV Pompes	Jeu de Vannes Manuelles	E-05504619			Diametre nominal:150mm,Type de vanne:Papillon
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Canalisation 150	Canalisation	E-05504625			Materiau:Inox,Diametre:150mm
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Chloromètre 2	Chloromètre	E-05504650	CIFEC	Chloro +	
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Bouteille 2	Bouteille	E-05504641			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Garde corps palier 2	Garde corps	E-05504748			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Dalle extérieur d'acceuil Groupe Elctrogène	Genie civile	E-05504754			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Echelle dans la Cuve 2	Echelle à Crinoline	E-05504762			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Pompe de Surpression 4	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire	E-05504772	KSB	ETB 125-100-115 GB AA11D302204	Puissance installee:16kW,HMT:29m CE,Intensite nominale:41A,Debit nominal:200m3/h,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1470tr/min,Vitesse variable:Oui,classe de rendement moteur:IE3,Position pompe:Horizontale,Pompe sèche ou immergée:Sèche,Puissance moteur:22kW,Marque du moteur:KSB
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Vanne d'Injection 1	Vanne à Actionneur Mécanique	E-05504652	CIFEC	11KET091	
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Détecteur de fuite	Détecteur de Fuite de Chlore	E-05504659	CIFEC	11 KET 081	
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Ecran	Ecran Plat	E-05504668	SCHNEIDER	Magelis HMIGT03510	Diagonal ecran:7Pouce
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Vanne AV Débitmètre Alim.	Vanne Manuelle	E-05504558			Diametre nominal:300mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Trappe accès Toit	Trappe	E-05504761			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Variateur Pompe 4	Variateur de Fréquence	E-05504676	SCHNEIDER	Altivar 61	Puissance installee:22kW
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Vanne d'Injection 2	Vanne à Actionneur Mécanique	E-05504653	CIFEC	11KET091	
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Echelle accès palier 1	Echelle à Crinoline	E-05504742			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Garde corps palier 1	Garde corps	E-05504745			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Palier Intermédiaire 2	Palier Intermédiaire Fixe	E-05504746			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Débitmètre Surpression	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-05504631	SIEMENS	SITRANS F M MAG 5100W	Diametre nominal:300mm,Diam. nominal normalise:300mm,Annee fabrication (Millesim):2015-01-01,Tension alimentation:60V,Afficheur transmetteur:Oui
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Capteur de pression 2	Appareil de Mesure de Pression en Conduite	E-05504635	A DEFINIR	A2SX26 F1	Type de Signal:4 - 20 mA,Type de com (signal):4-20 mA
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Cuve Extérieur	Cuve	E-05500411			Capacite de stockage:700m3
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Palier Intermédiaire 3	Palier Intermédiaire Fixe	E-05504749			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Echelle accès palier 3	Echelle à Crinoline	E-05504751			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Treuil palier 3	Treuil	E-05504753			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Pompe de Surpression 1	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire	E-05504769	KSB	ETB 125-100-115 GB AA11D302204	Puissance installee:16kW,HMT:29m CE,Intensite nominale:41A,Debit nominal:200m3/h,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1470tr/min,Vitesse variable:Oui,Fonction realisee:Surpression vitesse variable,classe de rendement moteur:IE3,Position pompe:Horizontale,Puissance moteur:22kW,Marque du moteur:ksb
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Sécurité	Extincteur (CO2)	Extincteur	E-05504724	EUROFEU		Type extincteur:CO2,Charge extincteur:5kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Automate	Automate	E-05504666	SCHNEIDER	M340	Nombre de cartes:5
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Sofrel	Poste de Télégestion GPRS-GSM	E-05504667	SOFREL	S550	
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Vanne Alim. sous cuve 1	Vanne Manuelle	E-05504559			Diametre nominal:300mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Vanne de Vidange 1	Vanne Manuelle	E-05504562			Diametre nominal:150mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Débitmètre Alilm.	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-05504567	SIEMENS	SITRANS F M MAG 5100W	Diametre nominal:300mm,Diam. nominal normalise:300mm,Annee fabrication (Millesim):2015-01-01,Tension alimentation:60V,Afficheur transmetteur:Oui
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	4 Clapets AP Pompes	Clapet à Disque Concentrique	E-05504620			Diametre nominal:150mm
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	4 Vannes AP Pompes	Jeu de Vannes Manuelles	E-05504621			Diametre nominal:150mm,Type de vanne:Papillon
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Canalisation 300	Canalisation	E-05504624			Materiau:Inox,Diametre:300mm
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Inverseur	Inverseur Automatique	E-05504651	CIFEC	11KVM933	
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Pressostat 2	Appareil de Mesure de Pression en Conduite	E-05504633	TELEMECANIQUE	XMLA010A2S11	Type de com (signal):Tout ou rien (TOR)
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Armoire de Stockage	Armoire de Stockage	E-05504639			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Détecteur	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires	E-05500418			
1RES-05500389	RES/SUR - Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Echelle accès palier 2	Echelle à Crinoline	E-05504747			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Canalisation 200	Canalisation	E-01295988			Diametre:200mm
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Chlore Gazeux	Chloromètre	Chloromètre	E-01296000	CIFEC	CHLORO +	Date installation:2004-01-01
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Chlore Gazeux	Inverseur	Inverseur Automatique	E-01790048	CIFEC	11KVM933	
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Piézomètre 1	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique	E-05503114			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Variateur Pompe 2 Puit	Variateur de Fréquence	E-05503177	SCHNEIDER	ALTIVAR 61	Puissance installee:55kW

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Vanne de Vidange Pompe Forage	Vanne Manuelle	E-05503149			Diametre nominal:60mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Variateur Pompe Forage	Variateur de Fréquence	E-05503178	SCHNEIDER	ALTIVAR 61	
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Pompe Forage	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01295987	KSB	UPA 250C-250/3A	Puissance installee:52kW,HMT:66.82m CE,Intensite nominale:103.84A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:200m3/h,Debit nominal:200m3/h,Poids:314kg,Date installation:1986-01-01,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:2915tr/min,Puissance moteur:52kW
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Disjoncteur	Disjoncteur	E-01296005	SOCOMEC	SIRCOVER AC 250A 41AC4025	Intensite nominale:250A,Tension:8kV
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Clapet AP Débitmètre Puit	Clapet à Disque Concentrique	E-05503151			Diametre nominal:300mm
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Ventouse forage	Ventouse Automatique	E-05503150			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Extracteur d'air	Extracteur Centrifuge	E-05503188			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Débitmètre Forage	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01295990	KROHNE	OPTIFLUX 2000 F	Diametre nominal:200mm,Diam. nominal normalise:200mm,Date installation:1996-01-01,Annee fabrication (Millesim):2016-01-01,Afficheur transmetteur:Déporté
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Bâtiment / Local	Local	E-01296006			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Aménagements Extérieurs	Clôture	Clôture	E-01296008			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Clapet Pompe 2 Puits	Clapet à Disque Concentrique	E-05503144			Diametre nominal:250mm
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Canalisation 250	Canalisation	E-05503153			Diametre:300mm
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Canalisation 300	Canalisation	E-05503154			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Bâti de protection en béton piézomètre 1	Cloison	E-05503042			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Chambre de Vannes débitmètre forage	Chambre de Vannes	E-05503044			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Palier Intermédiaire	Palier Intermédiaire Fixe	E-05503186			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Appareil d'Eclairage Intérieur	Lampe Néon (Eclairage)	E-05503189			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Forage de Captage	Forage	E-01295993			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Pompe 1 du puits	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01295986	KSB	UPA 250C-250/31+UMA 200D-55/21	Puissance installee:43.87kW,HMT:63.91m CE,Intensite nominale:103.8A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:200m3/h,Debit nominal:200m3/h,Poids:305kg,Diametre de Raccordement:150mm,Date installation:2006-01-01,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:2915tr/min,Vitesse variable:Non,Puissance moteur:52kW
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Sofrel	Poste de Télégestion Autonome RTC	E-01296002	SOFREL	S550	Date installation:2004-01-01
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Vanne de Vidange Pompe 2 Puits	Vanne Manuelle	E-05503146			Diametre nominal:60mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Vanne d'Isolement Ballon	Vanne Manuelle	E-05503152			Diametre nominal:150mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Automate	Automate	E-05503172	SCHNEIDER	M340	Nombre de cartes:4
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Dispositif Anti-Bélier	Ballon Anti-Bélier	E-01295992	CHARLATTE	IV	Pression de service:10bar,Horizontal/vertical:Horizontal,Diametre nominal:150mm,Volume:2000L,Pression Qualification:15bar,Date installation:2007-01-01,Date dernière re qualification:2018-06-20

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Chlore Gazeux	Surpresseur chloration	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire	E-01295998	KSB	Movitec V 4/8-3 1,5 kW	Puissance installee:1.1kW,HMT:57.2m CE,HMT moyenne:61.3m CE,Horizontal/vertical:Vertical,Intensite nominale:5.05A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:3m3/h,Debit nominal:3.9m3/h,Date installation:2004-01-01,Tension alimentation:230V,Vitesse de rotation:2880tr/min,classe de rendement moteur:IE2,Position pompe:Verticale,Pompe sèche ou immergée:Sèche,Puissance moteur:1.5kW
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Chlore Gazeux	Analyseur de chlore	Analyseur de Chlore Méthod Electrochim contin	E-01295999	WALLACE ET TIERNAN	DEPOLOX 4	Date installation:2004-02-01
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande	Armoire Electrique BT	E-01296003			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Aménagements Extérieurs	Portail	Portail	E-01296009			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Chlore Gazeux	Bouteille 2	Bouteille	E-01790050			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Chambre de Vannes débimètre puit	Chambre de Vannes	E-05503048			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Vanne de Vidange Pompe 1 Puits	Vanne Manuelle	E-05503143			Diametre nominal:60mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Chlore Gazeux	Vanne d'Injection 1	Vanne à Actionneur Mécanique	E-05503164	CIFEC	11KET091	
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Variateur Pompe 1 Puit	Variateur de Fréquence	E-05503176	SCHNEIDER	ALTIVAR 61	Puissance installee:55kW
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Sécurité	Extincteur (Poudre)	Extincteur	E-05503192	EUROFEU		Charge extincteur:6kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Huisserie Diverse	Huisserie Serrurerie	E-01296007			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Chambre de Vannes sectionnement forage	Chambre de Vannes	E-05503045			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Puits piézométrique 1	Forage	E-05503120			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Vanne d'Isolement Pompe 1 Puits	Vanne Manuelle	E-05503142			Diametre nominal:250mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Vanne d'Isolement Pompe Forage	Vanne Manuelle	E-05503148			Diametre nominal:250mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Bâti de protection en béton piézomètre 2	Cloison	E-05503043			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Potence Fixe Bouteille Chlore	Potence Fixe	E-05503187			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Puits	Puits	E-01295985			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Chlore Gazeux	Hydroéjecteur	Hydroéjecteur	E-01296001	WALLACE ET TIERNAN	U-96275	Date installation:2004-03-01
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Chlore Gazeux	Bouteille 1	Bouteille	E-01790047			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Chlore Gazeux	Armoire de Stockage	Armoire de Stockage	E-01790051			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Chambre de Vannes sectionnement puit	Chambre de Vannes	E-05503046			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Puits piézométrique 2	Forage	E-05503121			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Vanne d'Isolement Pompe 2 Puits	Vanne Manuelle	E-05503145			Diametre nominal:250mm,Pression nominale:16bar,Type de vanne:Papillon
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Clapet Pompe Forage	Clapet à Disque Concentrique	E-05503147			Diametre nominal:250mm
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Chlore Gazeux	Chloromètre 2	Chloromètre	E-05503160	CIFEC	CHLORO+	

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Bâti de protection en béton Puit	Cloison	E-05503040			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Bâti de protection en béton Forage	Cloison	E-05503041			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Sécurité	Alarme Anti-Intrusion	Alarme Anti-Intrusion	E-05500439			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Débitmètre Puits	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01295989	KROHNE	OPTIFLUX 2000 F	Diametre nominal:200mm,Diam. nominal normalise:200mm,Pression nominale:16bar,Date installation:2004-01-01,Annee fabrication (Millesim):2016-01-01,Afficheur transmetteur:Déporté
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Piézomètre 2	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique	E-05503115			
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Clapet Pompe 1 Puits	Clapet à Disque Concentrique	E-05503141			Diametre nominal:250mm
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Chlore Gazeux	Vanne d'Injection 2	Vanne à Actionneur Mécanique	E-05503165	CIFEC	11KET091	
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Chlore Gazeux	Détecteur de fuite	Détecteur de Fuite de Chlore	E-05503168	CIFEC	11KET081	
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Alimentation Eau Brute	Pompe 2 du puits	Pompe Immergée (EP) en tube	E-05503001	KSB	UPA 250C-250/31+ UMA 200D-55/2	Puissance installee:60kW,Intensite nominale:92A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:200m3/h,Debit nominal:200m3/h,Date installation:2006-01-01
1UPR-01295938	UPR Dassargues - Lunel	Sécurité	Extincteur Automatique Armoir	Extincteur	E-05503193	ANDRIEU		Type extincteur:CO2,Charge extincteur:5kg
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Alimentation Eau Brute	Pompe Exhaure	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01295910	KSB	ETANORM-M-80-200M	Puissance installee:30kW,HMT:41m CE,Debit Nominal m3/h cond utilisation:140m3/h,Debit nominal:140m3/h,Date installation:2003-02-01,Vitesse de rotation:2945tr/min
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Surpresseur	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire	E-01295914	GRUNDFOS	CR2	Debit Nominal m3/h cond utilisation:150m3/h,Debit nominal:150m3/h,Date installation:1988-01-01
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01295915			

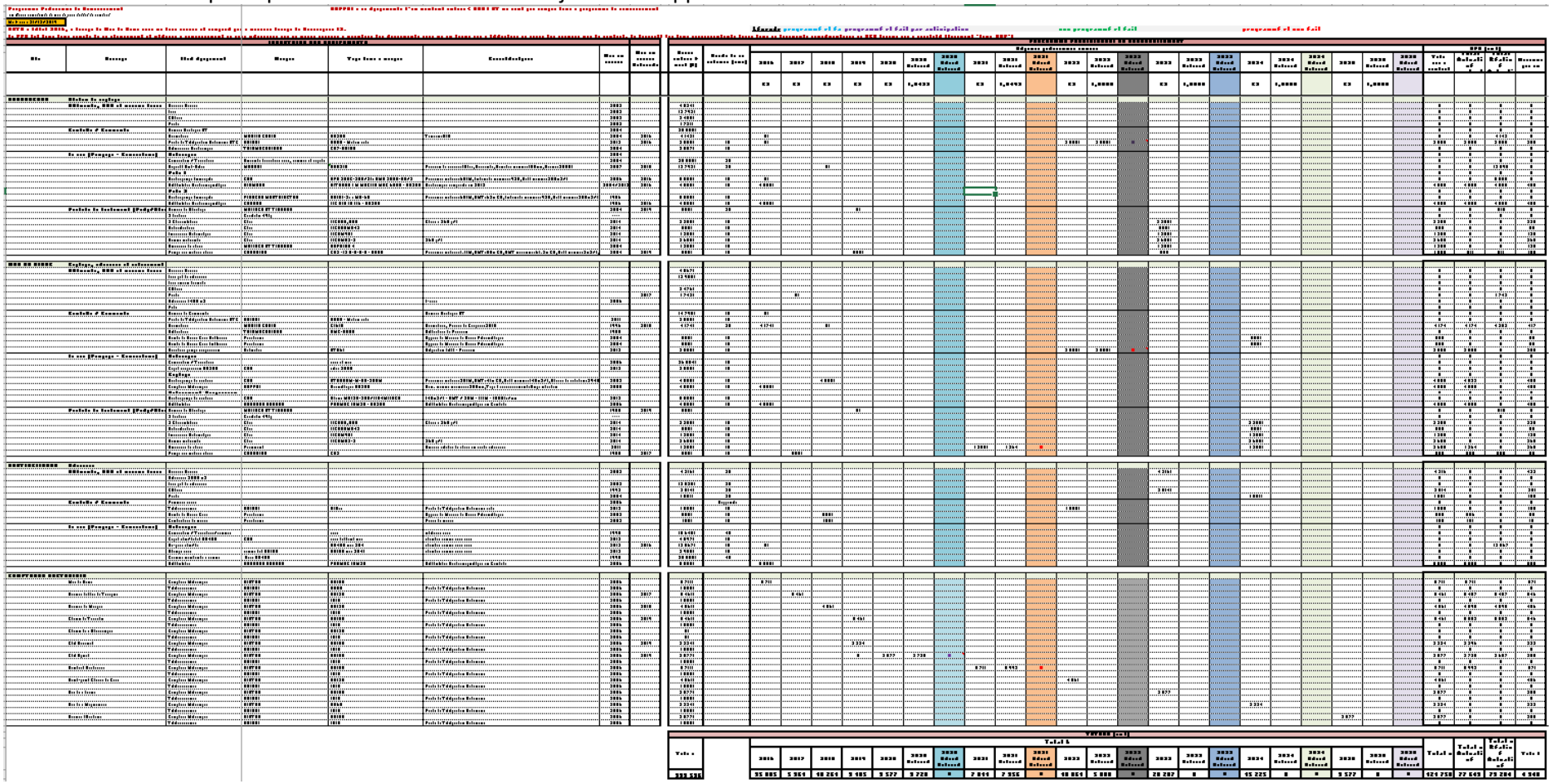
Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Disjoncteur	Disjoncteur	E-01295931	MERLIN GERIN	C161N	Pouvoir de Coupure:25kA
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Bouteille 2	Bouteille	E-01790058			
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Alimentation Eau Brute	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01295911			
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Hydraulique	Accessoires Divers	E-01295916			
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Surpression	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01295917	ENDRESS HAUSER	PROMAG 10W2H	Type d asservissement:Contrôle des normes
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Surpresseur chloration	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire	E-01295925	GRUNDFOS	CR2	Date installation:1988-01-01
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Bâtiment / Local	Local	E-01295932			
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Armoire de Stockage	Armoire de Stockage	E-01790061			
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Sonde de Niveau Cuve Extèrieur	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique	E-02132090			
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Hydroéjecteur	Hydroéjecteur	E-01295927	WALLACE ET TIERNAN	U-96275	
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Bâtiments d'Exploitation	Huisserie Diverse	Huisserie Serrurerie	E-01295933			
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Aménagements Extérieurs	Clôture	Clôture	E-01295934			
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Réservoir 1400 m3	Réservoir	E-01790141			Volume:700m3
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Analyseur de chlore	Analyseur de Chlore Méthod Electrochim contin	E-03454325			
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Alimentation Eau Brute	Hydraulique	Accessoires Divers	E-01295913			
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Détecteur	Détecteur de Pression	E-01295921	TELEMECANIQUE	XMG-B008	Date installation:1988-01-01,Type d asservissement:Alarme
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Télésurveillance	Poste de Télégestion Autonome RTC	E-01295929	SOFREL	S50	Date installation:2004-01-01
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande	Armoire Electrique BT	E-01295930			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Alimentation Eau Brute	Compteur	Compteur Mécanique	E-01295912	SAPPEL	Volumétrique	Diam. nominal normalise:200mm,Date installation:2005-01-01,Type d asservissement:Simple indication
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Chloromètre	Chloromètre	E-01295928	WALLACE ET TIERNAN	V 10 k	
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Aménagements Extérieurs	Portail	Portail	E-01295935			
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Chlore Gazeux	Bouteille 1	Bouteille	E-01790060			
1UPR-01295860	UPR Mas de Blanc - Lunel	Stockage / Tampon	Sonde de Niveau Cuve Intèrieur	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique	E-02132089			

Annexe 3 : Plan Prévisionnel de renouvellement

TABLEAU 2016 A 2025

La version informatique exploitable de ce document est jointe au rapport annuel.



Ressourcer le monde

© Médiathèque VEOLIA - François Moura © Médiathèque VEOLIA - Samuel Bigot/Andia © Médiathèque VEOLIA - Rodolphe Escher © Médiathèque VEOLIA - Alexandre Dupeyron
© Médiathèque VEOLIA - Martial Ruaud/Andia © Médiathèque VEOLIA - Christel SASSO/CAPA PICTURES © Photo par Thomas Barnick / Getty Images © Cavan Images via Getty Images

Veolia
30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers
www.veolia.com

Ville de Lunel

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable

Exercice 2022

Conformément au décret n°2007-675 du 02 mai 2007

Le rapport est établi à partir de données tirées des rapports annuels du délégataire ainsi que de données et informations propres à la Collectivité.
Il comporte les indicateurs règlementaires et des indicateurs complémentaires liés aux particularités du service.
La définition des indicateurs les plus techniques est rappelée dans un glossaire situé en fin de rapport.
Ces indicateurs sont identifiés dans le texte du rapport par le n° d'ordre au sein du glossaire.

Sommaire

Synthèse générale....3
Le service d'eau potable....5
Les caractéristiques générales du service....6
Les caractéristiques techniques du service....8
Ressources....9
Distribution - Réseau....9
Rendement – Indice Linéaire de Pertes....14
Qualité de l'eau....16
Service aux usagers....17
Prix du service de l'eau potable....19
Modalités de tarification....20
Composantes du prix de l'eau potable....21
Les éléments financiers du service - Recettes....23
Les éléments financiers du service - Investissements....23
Annexe 1 : Synthèse de l'ARS sur la qualité de l'eau potable....28
Annexe 2 : Note de l'Agence de l'Eau....30

Synthèse générale

Le présent rapport reprend les indicateurs techniques et financiers prévus par le décret n° 2007-675 du 2 mai 2007. Il donne une vue globale sur le prix et la qualité du service de production et distribution d'eau potable pour l'exercice 2022.

Les principales caractéristiques des services sont les suivantes :

➢ Gestion du service

Depuis le 1er janvier 2016, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la société RUAS S.A. - VEOLIA EAU, pour une durée de dix ans (date d'échéance le 31/12/2025).

➢ Production et rendement

La production est assurée grâce aux installations de la commune du Lunel.
Le rendement du réseau de distribution est de 78,9%, en amélioration depuis 2017.

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
71,8%	70,7%	71,4%	73,9%	74,1%	78,9%	**79,6%**

Le contrat de délégation de service public prévoit un engagement de performance sur l'indice linéaire des volumes non comptés (ILVNC).
L'ILVNC obtenu en 2022 est de **8,38 m³/km/jour**, il respecte l'objectif contractuel à compter de l'exercice 2021 (ILVNC inférieur à 9,8 m³/km/jour).

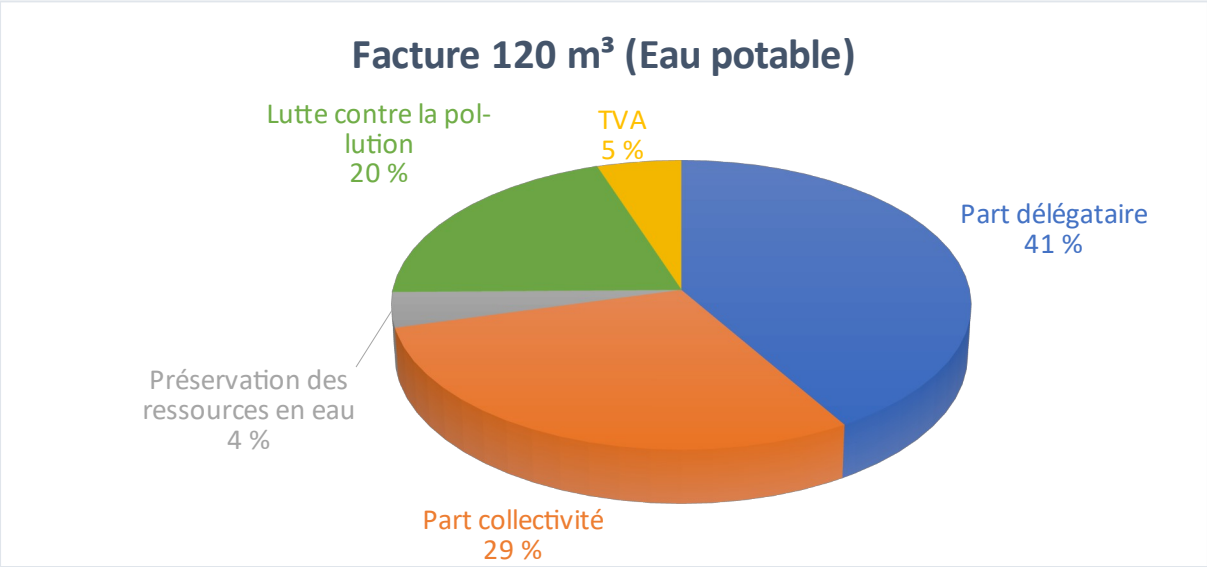
➢ Qualité de l'eau

En 2022, aucune analyse ne s'est avérée non conforme, que ce soit sur les paramètres physico-chimiques ou bactériologiques.
Il reste 698 de branchements en plomb identifiés sur le service en 2022 (6,5% du total des branchements).

➢ Prix de l'eau

Le prix de l'eau à Lunel, pour la part eau potable, au 1er janvier 2023, est de **1,40 euros TTC par m³** (sur la base d'une consommation de 120 m³ par an – référence INSEE – abonnement compris) soit une **augmentation de 1,7 %** par rapport au prix de l'eau au 1er janvier 2022. Cette augmentation est due à l'actualisation des tarifs du délégataire, prévue contractuellement, ainsi qu'à l'évolution de la part communale.

Le montant d'une facture d'eau potable au 1er janvier 2023 pour une consommation de 120 m³ par an, se répartit comme suit :



Facture 120 m³ Eau potable au 01/01/2023	Prix unitaire au m³	Montant total
Part délégataire	**0,58 €**	**69,51 €**
Abonnement	0,17 €	19,93 €
Consommation	0,4132 €	49,58 €
Part collectivité	**0,41 €**	**49,47 €**
Abonnement	0,06 €	7,53 €
Consommation	0,3495 €	41,94 €
Préservation des ressources en eau	**0,0550 €**	6,60 €
Lutte contre la pollution	**0,2800 €**	33,60 €
Total HT	**1,33 €**	**159,18 €**
TVA	0,07 €	8,75 €
Total TTC	**1,40 €**	**167,94 €**

Le service d’eau potable

Les caractéristiques générales du service

La production et la distribution publique de l'eau potable s'étend sur l'ensemble du territoire de la Ville de Lunel.

Le service public de l'eau potable est actuellement délégué à l'entreprise RUAS S.A. - VEOLIA EAU par un **contrat d'affermage** qui est entré en vigueur le 1er janvier 2016. Ce contrat a été signé pour une durée de **10 ans (fin du contrat au 31 décembre 2025)**.

➢ Les conditions particulières du contrat

Le délégataire s'est engagé à respecter les engagements de performance suivants (art 4) :

Performance	Engagement
Taux de conformité des analyses réglementaires sur les paramètres bactériologiques (P101.1)	< 2 non-conformités/an (*)
sur les paramètres physico-chimiques (P102.1)	< 2 non-conformités/an (*)
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale d'eau potable (P103.2B)	100 points
Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) à compter de l'exercice 2017	< 13,2 m³/j/km
à compter de l'exercice 2019	<11 m3/j/km
à compter de l'exercice 2021	<9,8 m³/j/km
à compter de l'exercice 2023	<9 m³/j/km
à compter de l'exercice 2024	<8,8 m³/j/km
Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (P154.0)	2%
Taux de fuites réparées sous 24 h à compter du signalement	95%
Taux de fuites réparées sous 72 h à compter du signalement	100%
Efficacité énergétique du service	301 kWh / 1000 m³ facturés

(*) modifié par l'avenant n°1 en 2019.

➢ La nature exacte de la compétence déléguée

Elle comprend l'exploitation, l'entretien et le fonctionnement continu des ouvrages, l'analyse de la qualité de l'eau ainsi que toutes les relations avec les usagers (demande d'abonnement, de réalisation d'un branchement, relève des compteurs, renseignements, conseils, etc.), la facturation et le recouvrement des factures.

Le délégataire a en charge tous les travaux d'entretien et de réparations courantes qui sont des opérations normales de maintien en état des installations du service. Ces travaux comprennent également toutes les opérations de nettoyage.

Pour les travaux de grosses réparations et de renouvellement, le financement est réparti entre le délégataire et la Ville de Lunel selon la nature des travaux.

La réalisation des travaux de branchements neufs est assurée par le délégataire.

Les caractéristiques techniques du service

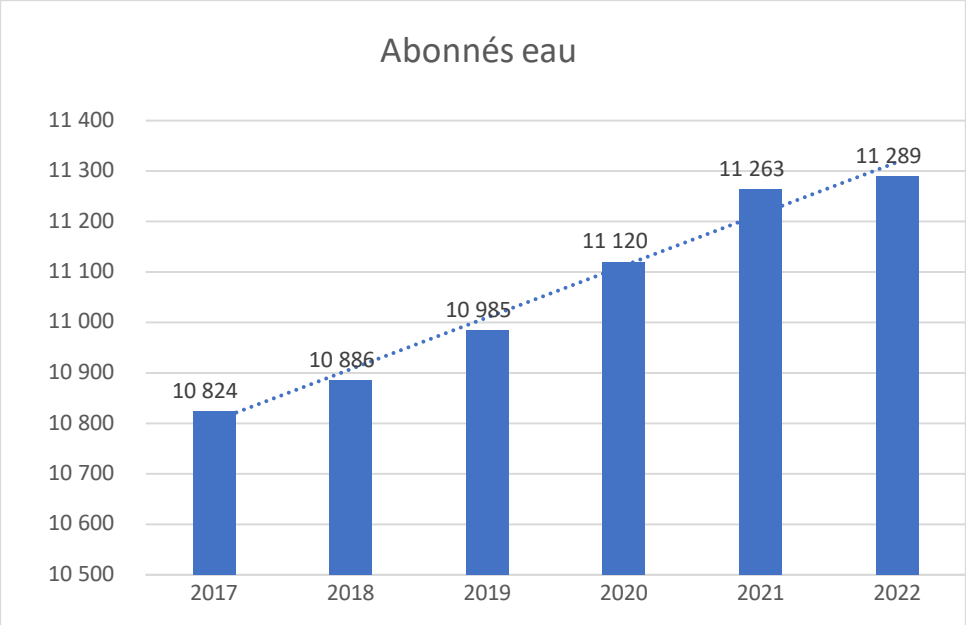
La population desservie

Populations légales 2020 (en vigueur au 1er janvier 2023, source INSEE) : 26 626 habitants

Les abonnés du service d'eau potable

Le nombre d'abonnés du service de l'eau potable est de **11 289** en 2022, en augmentation de 0,2 % par rapport à l'exercice 2021.

Évolution du nombre d'abonnés au service de l'eau potable



Ressources

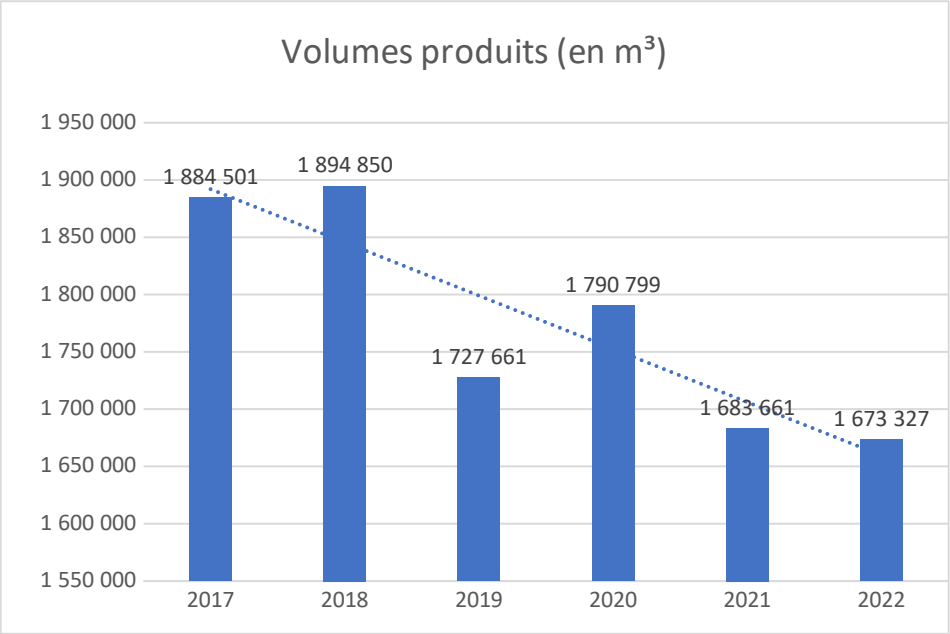
Ressources

La Ville de Lunel utilise ses propres ressources (station de Dassargues) pour la production d'eau potable sur le périmètre communal.
Il n'y a pas de volumes achetés ou vendus à d'autres services d'eau potable.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau

L'indice d'avancement de la protection de la ressource en eau[1] (P108.3) est de 87 %. Cet indice est relatif à la station de Dassargues.

Volumes produits et mis en distribution (en m³)



On constate que les volumes produits sont globalement en baisse, avec -0,6% par rapport à 2021 et -11,2% sur la période depuis 2017.

Distribution - Réseau

Linéaire réseau

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable (hors branchements) est de **123,346** kilomètres.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux[2]

En 2022, l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable est de 115 points sur un barème de 120.

L'indice est obtenu de la façon suivante :

	Points maximums	**Points obtenus**
Partie A : plan des réseaux		
Existence d'un plan du réseau couvrant au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de collecte hors branchements	10	**10**
Mise à jour du plan au moins annuelle. (1)	5	**5**
(1) Les 15 points doivent être obtenus avant que le service puisse bénéficier		
Partie B : inventaire des réseaux		
Informations structurelles complètes sur chaque tronçon (diamètre, matériau, année approximative de pose)	15	**15**
Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	**15**
Partie C : autres éléments de connaissances des réseaux		
Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	**10**
Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	**10**
Dénombrement des branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite)	10	**5**
Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	**10**
Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	**10**
Localisation et identification des interventions (purges, renouvellement)	10	**10**
Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	**5**
Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement	10	**10**
TOTAL	120	**115**

Volumes vendus

Les volumes vendus aux abonnés sont de 1 278 958 m^3 en 2022, en baisse de 5,0% par rapport à 2021.

COMMENTAIRES

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable, avec 115 points en 2022, est supérieur à l'objectif contractuel fixé à 100 points.

La consommation moyenne par abonné est de 113,3 m^3/an, en baisse de 5,2% par rapport à 2021 (119,5 m^3/an/abonné), et légèrement en-dessous de la moyenne constatée depuis le début du contrat en 2016 (116,5 m^3/an/abonné).

Les volumes mis en distribution sont en baisse par rapport à 2021.
On constate une légère baisse du volume de pertes en eau (372 456 m^3) soit -1,7% par rapport à 2021 et -32% par rapport à 2016.

Année	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Clients	10 824	10 886	10 985	11 120	11 263	11 289
Evolution	0,43%	0,57%	0,91%	1,23%	1,29%	0,23%
Evolution cumulée	0,43%	1,00%	1,92%	3,17%	4,50%	4,74%
Volumes mis en distribution	1 884 501	1 894 850	1 727 661	1 790 799	1 683 661	1 673 327
Evolution	4,66%	0,55%	-8,82%	3,65%	-5,98%	-0,61%
Evolution cumulée		0,55%	-8,32%	-4,97%	-10,66%	-11,21%
Volumes vendus aux abonnés	1 248 788	1 293 819	1 260 950	1 376 748	1 346 005	1 278 958
Evolution	5,67%	3,61%	-2,54%	9,18%	-2,23%	-4,98%
Evolution cumulée		3,61%	0,97%	10,25%	7,78%	8,23%
Volumes consommés autorisés 365j	1 333 133	1 353 355	1 276 599	1 327 799	1 327 789	1 332 736
Evolution	3,09%	1,52%	-5,67%	4,01%	0,00%	0,37%
Evolution cumulée		1,52%	-4,24%	-0,40%	-0,40%	3,06%
Volumes comptabilisés	1 284 368	1 324 007	1 245 396	1 302 345	1 304 862	1 300 871
Evolution	2,47%	3,09%	-5,94%	4,57%	0,19%	-0,31%
Evolution cumulée	2,47%	5,63%	-0,64%	3,90%	4,10%	3,79%
Volumes vendus par abonné	115,4	118,9	114,8	123,8	119,5	113,3
Evolution	5,23%	3,02%	-3,42%	7,86%	-3,47%	-5,20%
Evolution cumulée		3,02%	-0,51%	7,31%	3,58%	3,33%

Interventions sur le réseau

En 2022, le délégataire a inspecté 98 604 mètres linéaires de réseau pour la recherche de fuites, soit 80% du linéaire de réseau hors branchements, en baisse de 19,3 % par rapport à 2021 (122 130 mètres linéaires inspectés).

Le nombre total de réparations de fuites sur le réseau (canalisation + branchement) est de 35 en 2022. Il est en diminution par rapport à 2021 (47 fuites). Les réparations sur les compteurs ont quant à elles augmenté d'environ 8%.

Travaux

Taux moyen de renouvellement des canalisations

En moyenne sur les 5 dernières années, le taux moyen de renouvellement des canalisations réalisé par la collectivité est de **0,49 %** du linéaire total de canalisations, c'est-à-dire un total de 3 027 mètres linéaires de réseaux renouvelés, dont :

- 1 580 ml en 2018
- 1 062 ml en 2019
- 210 ml en 2020
- 0 ml en 2021
- 175 ml en 2022

Branchements neufs

18 branchements neufs ont été réalisés en 2022 (23 l'année précédente).

Le nombre total de branchements recensés sur le territoire de la Ville est de 10 708 ; il a légèrement augmenté de 0,2 % entre 2021 et 2022, cette augmentation étant stable sur les dernières années.

Taux de renouvellement des compteurs

Concernant l'état du parc compteurs, le délégataire s'est engagé à renouveler les compteurs de plus de 15 ans (article 33 du contrat), soit 603 unités/an en moyenne sur le contrat.

COMMENTAIRES

Les travaux de création de réseaux ne sont pas intégrés dans la définition de l'indicateur « Taux moyen de renouvellement des canalisations ».

En 2022, 612 compteurs, tous diamètres confondus ont été renouvelés, soit 5,3% du parc compteurs.

À fin 2022, l'âge moyen des compteurs est de 8,3 ans (8,1 ans à fin 2022).

1,0 % des compteurs (121 sur 11 622 au total) ont un âge supérieur à 15 ans, en baisse par rapport à 2022 (1,2% pour 142 compteurs).

Les compteurs de diamètre 15 mm représentent 96,5 % du parc compteurs.

Rendement – Indice Linéaire de Pertes

Rendement

Définition du rendement [4] : ratio entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté des volumes vendus en gros à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés en gros à d'autres services publics d'eau potable

$$\textbf{Rendement} = \frac{\textit{Volumes consommés autorisés sur } 365 \textit{ jours} + \textit{Volumes vendus en gros}}{\textit{Volumes produits} + \textit{Volumes achetés en gros}}$$

Indices linéaires

Définition de l'indice linéaire de perte[5] : ratio entre le volume de pertes, qui est la différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé, et le linéaire de réseau de desserte.

$$\textbf{Indice linéaire de perte} = \frac{\textit{Volume mis en distribution} - \textit{Volume consommé autorisé}}{\textit{Longueur du réseau } (\textit{hors branchements})} / 365$$

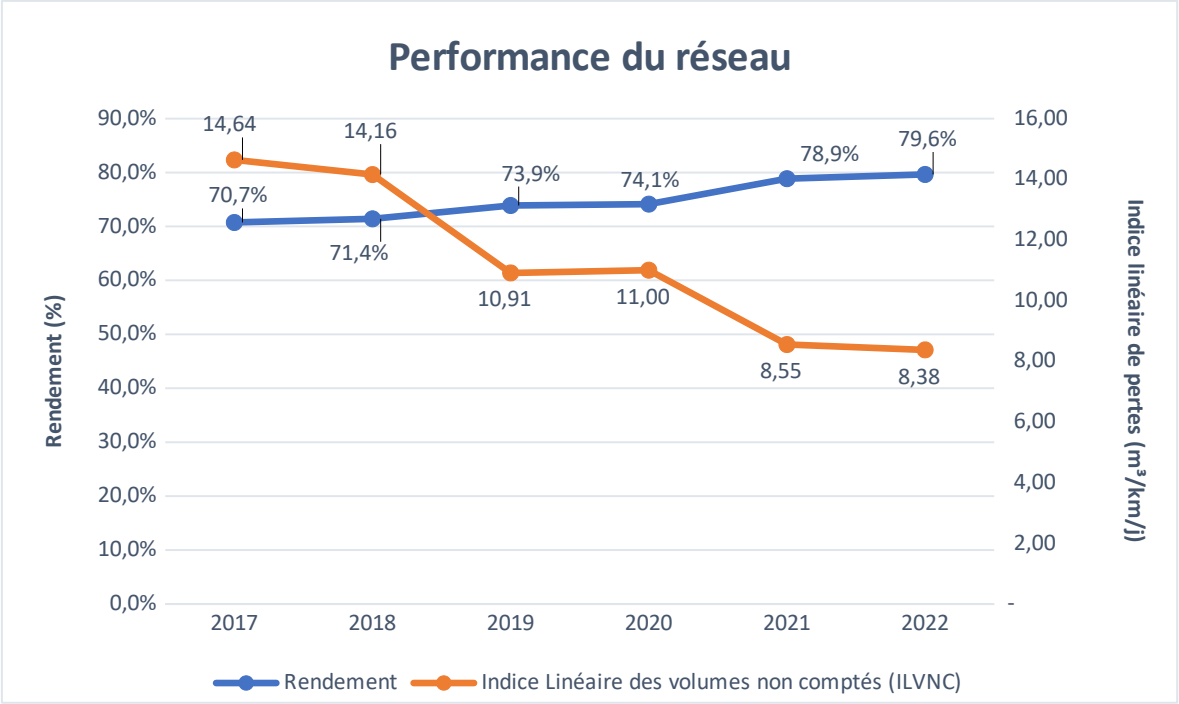
Définition de l'indice linéaire des volumes non comptés[6] : Ratio entre le volume non compté, qui est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé, et le linéaire de réseau de desserte.

$$\textbf{Indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{\textit{Volume mis en distribution} - \textit{volume comptabilisé}}{\textit{Longueur du réseau de desserte}} / 365$$

Rendement – Indice Linéaire

Résultats 2022 :

- rendement = 79,6 %
- indice linéaire de perte = 7,66 m^3/km/jour
- indice linéaire des volumes non comptés : 8,38 m^3/km/jour



Rappel engagement contrat pour 2022
Les valeurs d'ILVNC sont variables d'une année sur l'autre (Cf tableau p6).
Pour 2022 : ILVNC <9,8 m³/j/km
L'engagement de performance du délégataire sur l'ILVNC est respecté en 2022.

COMMENTAIRES

Les volumes de service du réseau et les volumes de consommateurs sans comptage (31 865 m³ en 2022) constituent la différence entre les volumes comptabilisés (1 300 871 m³ en 2022) et les volumes consommés autorisés (1 332 736 m³ en 2022). Ces volumes sont en augmentation de +39% par rapport à 2021 (22 927 m³ en 2021), après une baisse globale sur les années précédentes (39 783 m³ en début de contrat en 2016).

Le rendement de réseau est en progression depuis le début de contrat, avec une amélioration de +1,0% par rapport à 2021.

Les indices linéaires, volumes de pertes ramenés à une longueur de réseau, ne dépendent pas directement de la consommation, contrairement au rendement. Ils permettent ainsi de calculer une performance sans intégrer l'impact de la variation des consommations.
L'ILVNC obtenu en 2022 est de 8,38 m³/km/jour, en amélioration par rapport à 2021 (8,55 m³/km/jour). Il respecte l'objectif contractuel qui avait franchi un nouveau palier en 2021 (<9,8 m³/km/jour).

Qualité de l'eau

Analyse de l'eau

L'eau mise en distribution sur le réseau d'eau potable est soumise à de nombreuses analyses qui sont réalisées au niveau de la ressource (eau brute), de la production (en sortie de traitement) et sur le réseau de distribution. Ces analyses sont réalisées par le Délégataire et par l'Agence Régionale de Santé (ARS) tout au long de l'année.
Les paramètres analysés sont physico-chimiques, caractérisant la nature de l'eau distribuée (pesticides, nitrates, sulfates…) et bactériologiques (coliformes, streptocoques, …).

Le taux de conformité[7] des analyses de l'ARS est de **100 %** sur les paramètres biologiques et **100 %** sur les paramètres physico-chimiques.

Qualité de l'eau distribuée

	Nombre de prélèvements	Nombre de prélèvements conformes	Taux de conformité
Paramètres physico-chimiques	12	12	**100 %**
Paramètres bactériologiques	59	59	**100 %**

L'engagement de performance sur le taux de conformité des analyses réglementaires, sur les paramètres bactériologiques (99,8%), comme sur les paramètres physico-chimiques (98%), est respecté.

Problématique du plomb

Le Code de la Santé Publique prévoit une teneur limite en plomb restrictive à compter du 25 décembre 2013 dont l'assurance du respect nécessite en principe la suppression de l'ensemble des branchements en plomb.
Il reste 698 branchements plomb identifiés sur le service à fin 2022 (6,5% du total des branchements).

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de branchements en plomb en service	1028	899	793	721	706	701	698
Taux de branchements en plomb	*9,7%*	*8,5%*	*7,5%*	*6,8%*	*6,6%*	*6,6%*	*6,5%*
Nombre de branchements en plomb supprimés au cours de l'exercice	33	129	106	72	15	5	3

Le programme de renouvellement du contrat prévoit 15 branchements par an en moyenne.

Service aux usagers

Conditions d'accueil de la clientèle

Conformément au contrat d'affermage, les engagements auprès des usagers de VEOLIA EAU sont les suivants :

Usagers	Unité	Engagement
Amplitude horaire de l'accueil clientèle	h / semaine	Du lundi au vendredi de 14h à 17h sur le territoire de la collectivité, soit 15 h/semaine Les abonnés pourront également être reçus sur RDV tous les jours de 8h à 12h
Amplitude horaire de l'accueil téléphonique	h / semaine	Du lundi au vendredi de 8h à 19h ; le samedi de 9h à 12h, soit 58 h/semaine + Accueil téléphonique 24h/24 dans le cadre de l'astreinte
Délai d'accès au service suivant la demande d'abonnement s'il s'agit de branchements existants	h	Immédiat
Délai de réalisation d'un devis de branchement	jours	8
Délai de réalisation de travaux de branchement neuf (hors cas nécessitant une extension) après acceptation du devis	jours	15
Délai d'intervention sur des fuites sur branchements / compteurs	heures	1
Autres engagements vis-à-vis des abonnés	-	Réponse aux courriers - par courrier : 8 jours - par mail : 1 jour RDV fixé dans une plage de 2h maximum
Montant de l'indemnisation en cas de non-respect de ces engagements	€	Equivalent de 10 m3 avec un minimum de 23 €

Gestion clientèle

Le taux de réclamations est un indicateur de performance pour la qualité du service, mesuré par un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues (P155.1).

	2018	2019	2020	2021	2022
Taux de réclamations (u/1 000 abonnés)	0,28	0,36	0,54	0,80	0,53

Le taux de réclamation est en baisse en 2022, après une augmentation sur les années

précédentes. Sa valeur reste faible.

Solidarité et coopération internationale

Il existe une commission « Fonds Solidarité Logement » qui vient en aide aux clients en situation précaire par abandon de créance. Depuis 2016, les opérations suivantes ont été effectuées :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de demandes d'abandon de créance part délégataire et versement à un fond de solidarité	14	8	0	0	0	0	0
Montants de l'engagement au fonds de solidarité du délégataire	826,23 €	499,39 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Il n'y a pas d'opération de coopération internationale dans le cadre du service public d'eau potable de la Ville de Lunel.

Gestion des relations avec les usagers

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux d'interruptions de service non programmées pour 1 000 abonnés[8]	0,65	0,92	1,01	1,27	0,54	0,89	1,51
Taux de réclamations écrites pour 1 000 abonnés[9]	0,37	NC	0,28	0,36	0,54	0,80	0,53
Taux d'impayés sur les factures de l'année[10] (en %)	1,20%	2,46%	1,20%	0,98%	1,93%	1,91%	3,11%
Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	1 jour	1 jour	1 jour	1 jour	1 jour	1 jour	1 jour
Taux de respect du délai[11] (en %)	100	100	100	100	100	100	100

Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (indicateur P154.0) a augmenté depuis 2019. En 2022, il dépasse l'engagement de performance prévu au contrat (2% maximum). Le contrat prévoit la pénalité associée suivante :

	Motif	**Montant**
P9	Non-atteinte de l'engagement de performance « Taux d'impayés »	Paiement de l'écart entre le montant réellement recouvré au titre de la part collectivité et le montant théorique obtenu par application de l'engagement

Prix du service de l’eau potable

Modalités de tarification

➢ Part fermière

Cette part correspond à la partie nette des recettes qui revient au délégataire pour le service qu'il fournit aux usagers. Elle comprend une part fixe facturée par abonné, dont l'objet est de couvrir les charges fixes du service, ainsi qu'une part variable qui est proportionnelle aux volumes consommés. L'ensemble de ces deux composantes est également appelé « prix de base ». Ce prix correspond aux coûts de prélèvement, de traitement, de stockage et d'acheminement de l'eau jusqu'au lieu de consommation. Il est fixé dans le contrat d'affermage.

➢ Part communale

Le Conseil municipal fixe chaque année le montant de la part communale applicable à chaque m^3 consommé. Elle permet d'équilibrer le budget « eau » de la Collectivité pour financer les investissements nécessaires au développement du service.

➢ Redevance Agence de l'Eau

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse perçoit auprès des abonnés des sommes qui ont pour objet la préservation des ressources en eau (correspondant à l'ancienne « redevance prélèvement ») et la lutte contre la pollution (correspondant à l'ancienne « redevance pollution »). Ces agences de l'eau sont des établissements publics d'études et d'interventions qui ont pour mission de coordonner la préservation et l'utilisation des ressources en eau. Elles contribuent à établir la politique de l'eau dans chaque bassin hydrographique et aident financièrement les collectivités à s'équiper conformément à des programmes pluriannuels qu'elles arrêtent.

➢ Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les services d'eau potable et d'assainissement bénéficient d'un taux de TVA réduit au lieu du taux normal de 20 % (19,6 % avant 2014) :

- 5,5 % pour le service d'eau potable
- 10,0 % pour le service d'assainissement (7 % avant 2014)

Composantes du prix de l'eau potable

1 - Le prix de l'eau potable à Lunel (€ TTC)

Pour une consommation annuelle de 120m^3

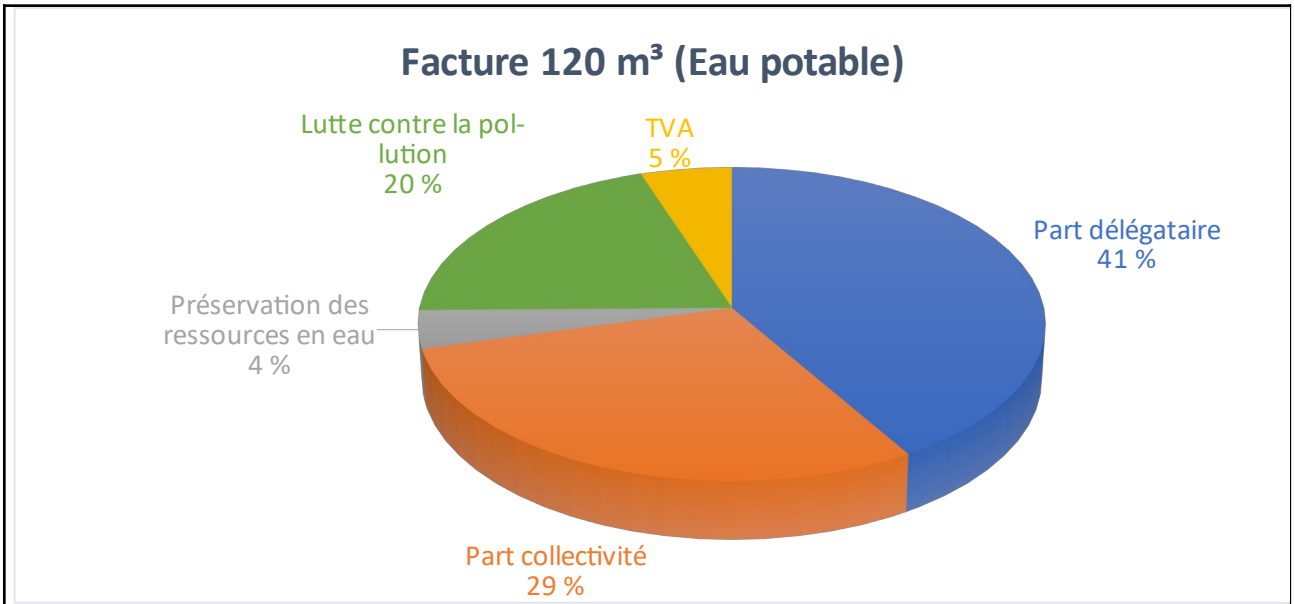
1er janvier 2018	1,33 €/m^3
1er janvier 2019	1,33 €/m^3
1er janvier 2020	1,33 €/m^3
1er janvier 2021	1,36 €/m^3
1er janvier 2022	1,38 €/m^3
1er janvier 2023	**1,40 €/m^3**

2 - Décomposition du prix de l'eau potable en euro au 1er janvier 2023

	2022	2023	Evolution
Part délégataire	0,56	0,58	3,12%
Part communale	0,393	0,412	4,99%
Préservation des ressources en eau	0,07	0,06	-20,75%
Lutte contre la pollution	0,28	0,28	0,00%
TVA	0,07	0,07	1,74%
Prix total de l'eau potable TTC	**1,38**	**1,40**	1,74%

La part communale du service d'eau potable a été fixée par délibération du Conseil Municipal du 15/12/2022 pour une mise en application au 01/01/2023.

3- Répartition des recettes de la distribution d'eau potable par bénéficiaire au 1er janvier 2023



4 - Comparaison nationale et sur le bassin Rhône Méditerranée et Corse

Le rapport SISPEA 2020 permet les comparaisons suivantes :

- En moyenne, sur la **France entière**, le prix de l'eau potable était de **2,11 € TTC/m³** au 1er janvier 2021
- En moyenne, sur la **région Occitanie**, le prix de l'eau potable était de **2,16 € TTC/m³** au 1er janvier 2021

5 – COMMENTAIRES

Si on considère que les tarifs augmentent en moyenne de 1,5 % par an environ, on obtient en 2023 une estimation des études statistiques précédentes :

- sur la France entière : 2,17 € TTC/m³
- sur la région Occitanie : 2,23 € TTC/m³

Au 1er janvier 2023, le prix de l'eau potable à Lunel, de 1,40 € TTC, est nettement inférieur à la moyenne française et en région Occitanie, en considérant cette estimation d'augmentation moyenne.

Les éléments financiers du service - Recettes

Recettes de vente d'eau

En euros	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Délégataire	652 159 €	636 918 €	659 170 €	667 256 €	681 414 €	736 839 €	724 965 €
Collectivité	431 661 €	421 244 €	435 439 €	454 224 €	464 395 €	510 329 €	484 745 €
Total	**1 083 820 €**	**1 058 162 €**	**1 094 609 €**	**1 121 480 €**	**1 145 809 €**	**1 247 168 €**	**1 209 710 €**

Autres recettes d'exploitation, hors vente d'eau aux abonnés

En euros	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits des travaux exclusifs du Délégataire	37 623 €	53 791 €	75 664 €	56 597 €	67 072 €	63 848 €	93 241 €
Produits accessoires du Délégataire	80 449 €	96 903 €	84 818 €	99 226 €	93 533 €	103 186 €	119 784 €
Autres recettes liées à l'exploitation du service du Délégataire	0 €	0 €	-30 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total	**118 072 €**	**150 694 €**	**160 452 €**	**155 823 €**	**160 605 €**	**167 034 €**	**213 025 €**

La baisse des recettes de vente d'eau est d'environ -3% en 2022, elle concerne aussi bien le Délégataire (-1,6%) que la Collectivité (-5,0%). Cela correspond à la baisse observée des volumes vendus aux abonnés, avec -5% en 2022.

Les éléments financiers du service - Investissements

Travaux réalisés au titre de l'année 2022

Gros entretien et renouvellement

Le délégataire présente les bilans des fonds de renouvellement dans les tableaux suivants :

Electromécanique	Montant
Réalisés en 2022	40 653,16 €

Engagements à fin 2022	83 976,94 €
Réalisés à fin 2022	83 374,97 €
Solde	**-601,97 €**

Branchements	Nombre	Montant
Réalisés en 2022	16	40 653,16 €

Engagements à fin 2022	105	118 676,25 €
Réalisés à fin 2022	111	191 768,29 €
Solde	**6**	**73 092,04 €**

Vannes, et équipements hydrauliques du réseau	Nombre	Montant
Réalisés en 2022	6	11 212,72 €

Engagements à fin 2022	21	11 508,00 €
Réalisés à fin 2022	25	38 663,72 €
Solde	**4**	**27 155,72 €**

Compteurs	Nombre	Montant
Réalisés en 2022	612	37 804,21 €

Engagements à fin 2022	4 221	203 928,95 €
Réalisés à fin 2022	3 629	280 887,81 €
Solde	**-592**	**76 958,86 €**

Branchements	Nombre	Montant
Réalisés en 2021	13	21 346,78 €

Engagements à fin 2021	90	100 981,65 €
Réalisés à fin 2021	95	151 115,13 €
Solde	**5**	**50 133,48 €**

Vannes, et équipements hydrauliques du réseau	Nombre	Montant
Réalisés en 2021	5	7 390,95 €

Engagements à fin 2021	18	9 792,16 €
Réalisés à fin 2021	19	27 451,00 €
Solde	**1**	**17 658,84 €**

Le délégataire est donc « en avance » à fin 2022, par rapport aux engagements en moyenne annuelle, sur les branchements et les vannes et équipements hydrauliques du réseau, et en retard sur les équipements électromécaniques et les compteurs.

Investissements :

Il n'y a pas de travaux d'investissement effectués **par le délégataire** pour l'année 2022.
Les travaux d'investissement effectués **par la Commune** s'élèvent à 127 084,65 € pour l'année 2022 :

Travaux 2022 EAU	Montant HT
Renouvellement branchement 69 rue des Nouvelles	3 491,00 €
Aménagement rue de la Fenaison	94 345,27 €
Branchement rue de la Libération	7 154,00 €
Etude + MO construction réservoir Mas Blanc	20 090,00 €
Branchement Avenue Victor Hugo	2 004,38 €
	127 084,65 €

Aucune subvention n'a été perçue en 2022.

Projets à l'étude au titre de l'année 2023

- Travaux de construction d'un réservoir AEP de 4 200 m^3 sur le site du Mas de Blanc : estimé à 2 815 068 €HT
- Schéma directeur d'approvisionnement en eau

Il n'y a pas de programme pluriannuel d'investissement (PPI) adopté en assemblée délibérante pour des travaux réseaux à ce jour.

Evolution de la dette

Le montant des amortissements du service d'eau potable pour l'exercice 2022 s'élève à 212 982 €.

Le budget eau potable a un encours de dette de 1 666 846,01 € à fin 2022.
L'annuité 2022 de remboursement de la dette est de 82 826,95 €, dont 57 848,35 € de remboursement du capital, et 24 978,60 € d'intérêts.
La durée d'extinction de la dette est de 27 années.

1. **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau** : la valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :
   0 % : aucune action
   20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours
   40 % : avis de l'hydrogéologue rendu
   50 % : dossier déposé en préfecture
   60 % : arrêté préfectoral
   80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés
   100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté
   En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable. (Arrêté du 2 mai 2007)

2. **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable** : la valeur de cet indice est comprise entre 0 et 102, avec le barème suivant :
   10 points : Existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable.
   5 points : Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux
   Les 15 points ci-dessus doivent être obtenus avant que le service puisse bénéficier des points supplémentaires suivants :
   + 15 : informations structurelles complètes sur chaque tronçon (diamètre, matériau)
   + 15 : connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations
   + 10 : localisation et description des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, compteurs de sectorisation…) et des servitudes
   + 10 : Dénombrement des branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite)
   + 10 : inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique
   + 10 : inventaire secteurs de recherche de pertes eau
   + 10 : Inventaire pompes et équipements électromécaniques
   + 10 : localisation et identification des interventions (réparations, purges, travaux de renouvellement)
   + 10 : Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux
   + 10 : mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement et de réhabilitation
   Les grands ouvrages – réservoir, stations de traitement, pompages… – ne sont pas pris en compte pour le calcul de cet indice. (Arrêté du 2 mai 2007)

3. **Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable :** Quotient du linéaire moyen du réseau de desserte renouvelé sur les 5 dernières années par la longueur du réseau de desserte. Calcul : (Longueur cumulée du linéaire de canalisations du réseau de desserte renouvelé au cours des années N-4 à N) / 5 / (Longueur du réseau de desserte au 31/12/N) X 100

4. **Rendement du réseau de distribution** : le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté des volumes vendus à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

5. **Indice linéaire de pertes en réseau** : l'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m3/km/jour. (Arrêté du 2 mai 2007)

6. **Indice linéaire des volumes non comptés** : l'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m3/km/jour. (Arrêté du 2 mai 2007)

7. **Taux de conformité aux paramètres microbiologiques** : nombre de prélèvements microbiologiques conformes / nombre de prélèvements microbiologiques réalisés.
   Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques : Nombre de prélèvements physicochimiques conformes / nombre de prélèvements physico-chimiques réalisés.
   Les conformités sont appréciées relativement aux limites de qualité fixées dans les textes réglementaires en vigueur pour le contrôle sanitaire. Pour les services desservant moins de 5000 habitants et produisant moins de 1000 m3/jour sont indiqués le nombre de prélèvements conformes et le nombre de prélèvements total, (d'après l'arrêté du 2 mai 2007)

8. **Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées :** nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés à l'avance. Les interruptions programmées sont celles qui sont annoncées au moins 24h à l'avance. Les périodes d'alimentation par une eau non conforme au regard des normes de potabilité ne sont pas comptées comme des interruptions. Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte. Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures ne sont pas prises en compte. (Arrêté du 2 mai 2007)

9. **Taux de réclamations :** ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-

conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007).

10. **Taux d'impayés :** il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

11. **Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés :** Pourcentage du nombre d'ouvertures de branchements réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service clientèle. Calcul : Nombre d'ouvertures de branchements réalisées dans les délais / nombre total d'ouvertures X 100.

Annexe 1 :
Synthèse de l'ARS sur la qualité de l'eau potable

Gestionnaire : **Lunel**

Réseau : **Lunel** (034001105)

Conclusion sanitaire

2021

L'eau distribuée est de bonne qualité bactériologique. Sur le plan physico-chimique, elle est satisfaisante au vu des paramètres analysés.

Origine et protection de la ressource

L'eau est d'origine souterraine.
Etat d'avancement de la procédure de protection de la (des) ressource(s) : **Procédure terminée**

Quelques conseils

Pour éviter tout risque de contamination, il ne doit jamais y avoir de connexion entre les canalisations d'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau pluviale et celles du réseau public.

Après quelques jours d'absence, pensez à faire couler l'eau avant de la boire.

La présence de canalisations en plomb peut présenter un risque pour la santé. Il est recommandé de les supprimer.

Retrouvez toute les informations sur la qualité de l'eau sur www.occitanie.ars.sante.fr ou auprès de la Délégation Départementale de l'ARS de l'Hérault.

Principaux paramètres mesurés — Détails des résultats

Bactériologie *(Limite de qualité : 0 UFC/100mL)*

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes.
Eau de bonne qualité bactériologique.

Nombre de contrôles : 59
Nombre d'analyse(s) non conforme(s) : 0

Nitrates *(Limite de qualité : 50 mg/L)*

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques.
Toutes les concentrations en nitrates sont conformes à la norme.

Concentration moyenne : 10,2 mg/L
Concentration maximale : 12 mg/L

Pesticides *(Limite de qualité : 0.1 µg/L par substance 0.5 µg/L pour la somme des substances)*

Substances chimiques utilisées le plus souvent pour protéger les cultures ou pour désherber. Un minimum de 228 molécules est recherché.
Pas de dépassement de la norme sur la période.

Somme maximale des concentrations en pesticides : 0,05 µg/L

Aluminium *(Référence de qualité : 200 µg/L)*

Elément naturellement présent et utilisé dans certaines filières de traitements de l'eau.
La concentration moyenne en aluminium est inférieure à la référence de qualité. Eau conforme à la norme.

Concentration moyenne : <10 µg/L
Concentration maximale : <10 µg/L

Dureté *(Pas de limite de qualité)*

Teneur en calcium et en magnésium exprimée en Degré français (°f).
Eau dure. Si un traitement réduisant l'entartrage des conduites (adoucisseur...) a été mis en place, conserver un point d'usage non traité pour la boisson et la préparation des aliments.

Concentration moyenne : 26,2 °f
Concentration maximale : 27,6 °f

Agence Régionale de Santé Occitanie
Délégation départementale de l'Hérault
28 - Parc Club du Millénaire
1025 rue Henri Becquerel CS 30001
34067 MONTPELLIER Cedex 2
www.occitanie.ars.sante.fr

Annexe 2 :
Note de l’Agence de l’Eau

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

ÉDITION 2023

L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

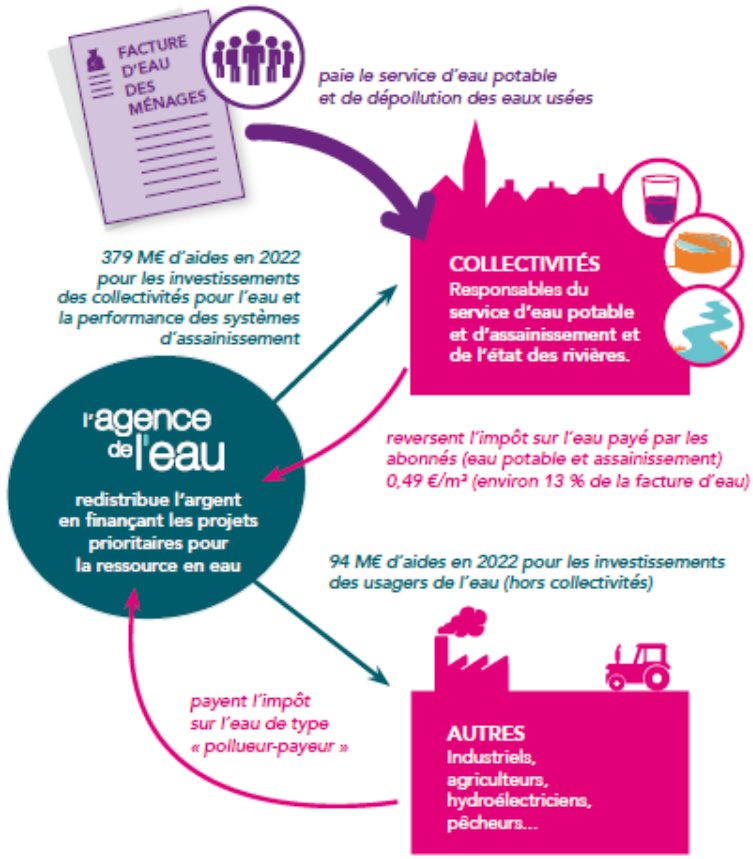
Grâce à cette fiscalité sur l'eau, le parc français des stations d'épuration est désormais globalement performant : la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le **prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse** est de **3,87 € TTC/m³** et de **4,30 € TTC/m³** en France*. Environ **13 %** de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique, **spécialisé dans la protection de l'eau.**

*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2021.



SAUVONS L'EAU !

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU
DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2022

51% des aides attribuées en 2022 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

▶ Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau
(47,3 millions €)

407 opérations (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation des techniques d'irrigation…) permettent d'économiser 22,8 millions m^3, soit la consommation annuelle d'une ville de 416 000 habitants.

▶ Pour dépolluer les eaux
(156,1 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

40 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu et 70 autres stations, notamment dans les territoires ruraux, aidées pour environ 36 M€. L'agence aide aussi les territoires ruraux à rattraper leur retard d'équipement en matière d'eau potable et d'assainissement (89,4 M€). La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 65,4 M€ d'aides.

▶ Pour réduire les pollutions industrielles
(21,5 millions €)

6 nouveaux territoires engagés dans des démarches collectives de réduction des rejets de substances dangereuses concernant des activités industrielles et commerciales.
2 opérations majeures lancées sur de grands sites industriels.

▶ Pour lutter contre les pollutions agricoles par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable
(6,6 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 30,6 millions € pour l'agriculture)

6 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. Le coût moyen de ces traitements s'élève à 755 millions € par an.
30,6 millions € consacrés à la profession agricole pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, conversion agriculture biologique et mesures agri environnementales, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole).

▶ Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité
(70,5 millions €)

70,4 km de rivières restaurées et 75 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière…) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel.
5 630 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide.
L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 465 ha d'herbiers.

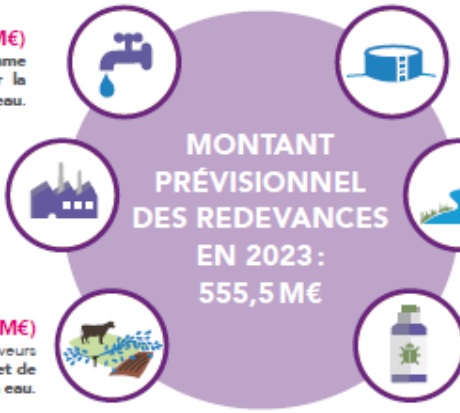
▶ Pour la solidarité internationale
(3,67 millions €)

48 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 23 pays en développement.

L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

2023

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 13 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 38 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 4,9 € par mois pour les redevances.



13,5 % (75,2 M€) payés par les collectivités **comme redevance de prélèvement sur la ressource en eau.**

71,5 % (397,3 M€) payés par les ménages et assimilés (administrations, entreprises de service, artisans et petites industries) **comme redevance de pollution domestique.**

8,5 % (47,1 M€) payés par les industriels et les activités économiques **comme redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau.**

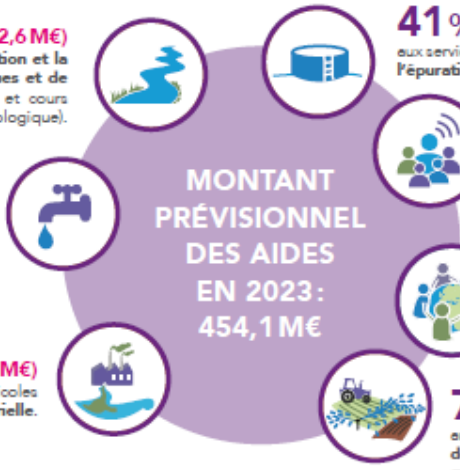
2,6 % (14,2 M€) payés par les pêcheurs, chasseurs, propriétaires de canaux ou d'ouvrages de stockage.

0,7 % (4,1 M€) payés par les irrigants et les éleveurs **comme redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau.**

3,2 % (17,6 M€) payés par les distributeurs de produits phytosanitaires (essentiellement vendus aux agriculteurs) et répercutés sur le prix des produits **comme redevance de pollution diffuse.**

Pour toutes les redevances (sauf celle sur les pesticides), les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES



18,2 % (82,6 M€) aux collectivités **pour la restauration et la protection des milieux aquatiques et de la biodiversité :** zones humides et cours d'eau (renaturation, continuité écologique).

41 % (186,4 M€) aux services publics d'eau et d'assainissement **pour l'épuration des eaux usées urbaines et rurales.**

3,8 % (17 M€) aux collectivités, aux associations, aux organismes consulaires..., **pour l'animation des politiques de l'eau :** études, connaissances, réseaux de surveillance des eaux, éducation, information.

23,3 % (105,6 M€) **pour les économies d'eau et la protection de la ressource en eau :** protection des captages d'eau, lutte contre les pollutions diffuses, gestion de la ressource.

0,8 % (3,8 M€) **à la solidarité internationale :** accès à l'eau ou à l'assainissement pour les populations démunies.

5,1 % (23,3 M€) aux acteurs économiques non agricoles **pour la dépollution industrielle.**

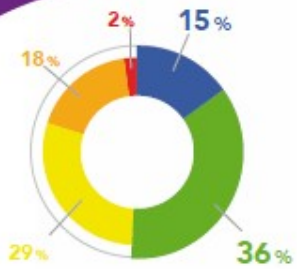
7,8 % (35,4 M€) aux exploitants agricoles **pour des actions de réduction des pollutions dans l'agriculture.**

- **Solidarité envers les communes rurales :** l'agence de l'eau soutient, à des taux très préférentiels, les actions des communes rurales situées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **La différence entre le montant des redevances et celui des aides correspond essentiellement au financement, par l'agence de l'eau, de l'office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2023 s'élève à 99,2 M€.**

Découvrez le 11e programme Sauvons l'eau 2019-2024 en détail sur www.eaurmc.fr

QUALITÉ DES EAUX

Etat écologique des cours d'eau
Données 2021



Le nombre de cours d'eau en bon état physico-chimique a plus que doublé au cours des 25 dernières années.

Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. **La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état.** Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les **principales causes de dégradation de la qualité de l'eau** sont **l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau,** les pollutions par les **pesticides** et les **rejets de substances toxiques** ainsi que les **prélèvements d'eau excessifs** dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, **91 % de ses rivières sont en bon état.** Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.

La qualité des rivières sur smartphone et tablette

Appli qualité rivière

Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'agence de l'eau.

Bassin Rhône-Méditerranée

- 15,5 millions d'habitants
- 20 % du territoire français
- 20 % de l'activité agricole et industrielle
- 50 % de l'activité touristique
- 11000 cours d'eau de plus de 2 km

Bassin de Corse

- 330000 habitants permanents
- 3,4 millions de touristes chaque année
- 3000 km de cours d'eau
- 1000 km de côtes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

AGENCE DE L'EAU
RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
2-4, allée de Lodz 69363 Lyon Cedex 07
Tél. : 04 72 71 26 00
www.eaurmc.fr - www.sauvonsleau.fr

@SauvonsLeau | @sauvonsleaufr
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

M. C. CHABERT indique que lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 13 octobre, il a délivré un argumentaire qui a amené un certain nombre de questions. Il a appris en arrivant au conseil municipal que des réponses aux questions inclues dans l'argumentaire ont été envoyées il y a une heure. Par conséquent, il n'a pas eu le temps de prendre connaissance des réponses. Son argumentaire a été envoyé le 16 octobre, il se permet de rappeler son argumentaire et les questions que cela avait amené.

M. HERMABESSIÈRE souligne qu'il y a 5 ou 6 pages !

M. C. CHABERT fait remarquer qu'il y a 3 pages sur l'eau potable.

M. HERMABESSIÈRE indique qu'il y en a d'autres !

M. C. CHABERT confirme qu'il y a effectivement l'assainissement.

Mme PLANE suggère de partir s'ils n'ont plus le droit de poser des questions sur l'eau potable !

Monsieur le Maire n'a pas dit cela.

Mme PLANE fait remarquer qu'on leur a coupé la parole par deux fois. Par ailleurs, ce n'est pas normal de recevoir des réponses à des questions posées le 16 octobre une heure avant le conseil !

Monsieur le Maire reconnaît que c'est un peu tardif. Les questions posées nécessitent un retour du prestataire car il a été sollicité pour les réponses. Il y a tout de même 5 ou 6 pages de questions.

M. C. CHABERT va s'arrêter sur les plus importantes.

Mme PLANE souligne la bonne composition de M. C. CHABERT qui s'arrête aux questions les plus importantes.

M. C. CHABERT relève que puisqu'ils possèdent l'argumentaire il va aller au plus important, à savoir :
« Pour ce qui le concerne le prix de l'eau potable pour une facture de 120 m3 il avait relevé une petite erreur de calcul dans le tableau qu'il a indiqué à la commission dont il ne va pas reparler.
Au 1er janvier 2022, le prix de l'eau était de 1,38 € TTC soit + 1 % par rapport au 1er janvier 2021, avec une part communale stable de 2018 à 2020.
Au 1er janvier 2023,le prix de l'eau passe de 1,40 € TTC soit + 1,74 TTC par rapport au 1er janvier 2022, avec une augmentation de la part communale de + 4,99 %.
Ce que les usagers doivent savoir :
Le prix unitaire de l'eau potable de 1,40 € TTC/m3 fixé pour le 1er janvier 2023 ne reste pas stable toute l'année, car chaque fois que la collectivité ajoute par avenant, au contrat de DSP, des charges complémentaires, le prix du m3 d'eau potable augmente.
Cela se manifeste de la même manière pour le prix du m3 d'eau assainissement. Les recettes de vente d'eau pour le délégataire diminuent de 11 874 € par rapport à 2021. Cela semble normal puisque le volume d'eau comptabilisé sur l'année diminue.
Les recettes de vente d'eau pour la collectivité diminuent également mais de façon plus importante que pour le délégataire : moins 25 584 € par rapport à 2021, alors qu'elles étaient en constante progression depuis 2018.
Donc pourquoi y-a-t-il une différence aussi importante entre le délégataire et la collectivité sur les recettes de ventes d'eau potable ? »

M. HERMABESSIÈRE rappelle que nous sommes sur le rapport 2022 et qu'il se réfère aux prix 2023.

M. C. CHABERT fait remarquer que c'est indiqué dans le rapport du délégataire où il est noté 2023.

Monsieur le Maire propose à M. C. CHABERT de donner lecture de ses écrits. En attendant la réponse, effectivement chaque fois que l'on investit dans l'eau et l'assainissement c'est un coût pour l'usager. Il n'y a rien d'anormal, lorsqu'on investit il y a un retour et le prix de l'eau augmente. C'est un budget annexe qui s'équilibre. Lorsqu'on dépense, en face il y a la redevance de l'usager qui compense. Avec la station d'épuration, que l'on évoquera ultérieurement, c'est un sujet majeur. Nous avons fait des efforts importants qui impactent le prix de l'eau. Nous allons réaliser d'autres travaux. Sur le cœur de ville nous reprenons certaines parties du réseau cela entre dans le même budget annexe et entraîne des répercussions sur le prix de l'eau. Si nous restons figés et n'investissons pas cela se dégrade, il y aurait des augmentations pour d'autres motifs. C'est une ville qui bouge, qui avance, nous essayons de produire, de sortir une eau de qualité au niveau assainissement et cela se retrouve au niveau du prix du m3. Monsieur le Maire donne ensuite la parole à M. TAURELLE, DST, qui explique que dans les éléments de réponses communiqués à M. C. CHABERT il y a les réponses aux 11 questions concernant la délégation eau potable.

M. C. CHABERT informe que c'est une intervention par rapport aux réponses qui lui ont été faites. Il poursuit donc car il y a des choses importantes par exemple :
« Le taux d'impayés sur les factures d'eau augmente très fortement en 2022 de 3,11 % sans aucune précision. Ce taux était de 0,98 % en 2019, 1,93 % en 2020, 1,91 % en 2021 et en 2022 on passe à 3,11 %. Il avait donc posé la question suivante : Comment le délégataire justifie-t-il cette forte augmentation du taux d'impayés ? »
Il a une mission : le taux d'impayés ne doit pas dépasser de 2 %. Là c'est largement dépassé. Comment vont être appliquées les pénalités puisqu'il dépasse ce qui a été prévu dans le contrat de délégation c'est aussi une des questions qu'il a posé :
« De quelle manière vont s'appliquer les pénalités ? »
« Qui prend en charge le montant des impayés ? »
Depuis 2018, il y en a depuis le début du contrat. Est-ce la commune ? Est-ce le délégataire ?

Mme PLANE souligne que sur les pénalités à chaque rapport du délégataire nous sommes assez constants. Cela fait des années que nous le relevons et posons systématiquement la question. Est-ce que les pénalités vont être appliquées au délégataire ?

M. HERMABESSIÈRE : « On pourrait couper l'eau aux gens qui ne paient pas mais c'est interdit ! »

M. C. CHABERT a posé la question en Commission Consultative de Services Publics Locaux mais ce n'était pas l'intérêt.

M. HERMABESSIÈRE : « Si on ne peut pas couper l'eau, que faites-vous ? La ville est pauvre. »

M. C. CHABERT rappelle que le délégataire a signé le contrat. Quelle est sa solution ?

M. HERMABESSIÈRE rappelle que précédemment on coupait l'eau mais ce n'est plus le cas. Met-on des réducteurs de pression ? Est-ce la solution ? De plus en plus de personnes sont dans l'embarras.

M. C. CHABERT indique que cela apparaîtra dans tous les rapports.

Monsieur le Maire fait remarquer que les difficultés sociales font que de moins en moins de gens paient les factures.

M. BENIATTOU n'est pas dans la critique mais les personnes en recouvrement peuvent trouver une solution car la commune prend en charge une partie des impayés dans le cadre du CCAS. Nous essayons de répondre à la situation des Lunellois en difficulté. Il pose la question suivante à M. C. CHABERT : « Trouvez-vous normal de sanctionner le délégataire parce que des personnes sont en recouvrement ? » Il s'y réfère politiquement et souligne qu'il n'a pas de parts chez Véolia !

M. C. CHABERT rappelle qu'il y a un contrat qui dicte les objectifs.

Une discussion s'ensuit.

Mme PLANE rappelle que c'est la municipalité qui établit le contrat et c'est nous qui voulons pénaliser le délégataire ?

Monsieur le Maire souligne que le contrat doit être appliqué même avec des défauts. Des questions de fonds peuvent se poser. Aujourd'hui nous sommes soumis à un contrat et nous allons l'appliquer ainsi que le délégataire.

M. C. CHABERT explique que le problème sont les impayés qui s'accumulent. Dans le prochain contrat qui sera signé pour la nouvelle délégation, Véolia va-t-il répondre ?

Monsieur le Maire indique qu'il répondra mais révisera ses tarifs comme d'autres délégataires. Des impayés existent dans tous les domaines il cite notamment l'exemple de la restauration collective où il y a de nombreux impayés, que font les délégataires ? Il n'y a aucun de souci en termes de candidatures mais il faut que chacun puisse exister, rien n'est simple.

M. BERTHET estime que le délégataire a une obligation de moyens. Dans son contrat il doit lutter contre les impayés, envoyer une lettre recommandée ou intervenir auprès des familles mais cela s'arrête là. Il n'a pas une obligation de résultats d'autant qu'on ne peut pas leur couper l'eau. Vraisemblablement ceux qui ne paient pas l'eau ne sont pas des gens ayant des fortunes. Où peuvent-ils prendre de l'argent ? C'est un souci important.

Monsieur le Maire souhaite clore le débat.

M. C. CHABERT indique que Véolia a la possibilité d'envoyer les personnes ayant des impayés sur le service Social qui pourra délivrer des chèques eau. Il a posé la question en Commission Consultative des Services Publics Locaux. Combien de personnes sont allées demander un chèque eau ? Réponse : Aucune.

Monsieur le Maire donne la parole à Mme ACKERMANN, Directrice du service Social, qui explique que le service gère les chèques eau et chaque année le reliquat varie entre 5 000 € et 6 000 € sur les 10 000 € attribués annuellement au service. Les personnes ne viennent pas. Ils peuvent aussi bénéficier d'une aide du FSL mais il faut faire la démarche de rencontrer un travailleur social et demander de l'aide, on ne va pas chercher les gens.

Mme PLANE indique que Véolia peut les envoyer vers le service Social. Le reliquat est de 6 000 € sur 10 000 €, Véolia doit le proposer.

Monsieur le Maire estime que l'on ne va pas refaire le monde, nous avons répondu avec les éléments dont nous disposions.

M. BARBATO a une remarque et une question. La délégation de service public, selon notre groupe politique fonctionne très bien, elle a été mise en place avec l'ancienne municipalité. Il suffit d'avoir un contrôle sur les délégataires. Or, c'est la ville qui a le contrôle sur le délégataire et chacun joue son rôle. Il félicite les performances qui augmentent chaque année de 1 % sur les pertes d'eau et passe à 80 % de rendement. Il ne peut que constater que cela fonctionne. Il y a des défauts, des contrats à respecter. Sur le prix de l'eau il rejoint la municipalité qui augmente car cela a un coût pour une eau de qualité. La semaine dernière le Canard Enchaîné a dévoilé une lettre d'un directeur de l'ARS qui aurait dû nous affoler, mais nous sommes des gens raisonnables, qui stipule que l'on ne devrait plus boire l'eau en Occitanie. Est-ce que les maires en particulier celui de Lunel ont été informés ? Avez-vous pris des renseignements ? Des analyses supplémentaires ont-elles été effectuées ? Il n'y a pas de problème sur l'eau à Lunel mais cela peut paraître inquiétant. Il veut savoir si des analyses ont été effectuées. Comment allez-vous gérer ceci au niveau de la population ?

Monsieur le Maire répond que lorsqu'une information paraît, comme dans le Canard Enchaîné ou ailleurs, nous nous renseignons à qui de droit. Donc nous avons consulté le site de l'ARS, or rien n'est signalé. Ce qu'annonce le Canard Enchaîné est une chose, Lunel en est une autre. Il a proposé aux services municipaux d'écrire à l'ARS afin de connaître la réalité des propos tenus. Il ne peut pas s'appuyer sur un article mais par contre vérifier si la source est exacte, s'il y a un risque sanitaire pour la population, c'est sa seule inquiétude et c'est le sens de la démarche qui est menée.

M. BARBATO souhaite savoir si nous sommes concernés parce que l'Occitanie est vaste.

Monsieur le Maire souligne que la question est de savoir si dans notre propre territoire nous sommes concernés, si le problème existe réellement, il y a des points à vérifier. Mais cela ne nous a pas échappé.

Mme PLANE est d'accord avec Monsieur le Maire sur ce type de révélations. Il faut toujours avoir une part de réserves en référence à cette affaire. Cela lui permet de dire que suite à la saisine par Yoann GILLET du Rassemblement National, député du Gard, devant le Procureur de la République une enquête est ouverte. C'était la procédure à engager pour qu'il y ait une enquête et savoir si les propos sont avérés, si l'eau en Occitanie est consommable.

Monsieur le Maire considère qu'un parlementaire qui s'inquiète pour ce type de problématique c'est normal. À notre niveau nous nous en inquiétons aussi. Nous sommes dans l'attente d'une réponse plus officielle pour une prise de décision.

M. BARBATO indique que si cela s'avérait exact il vaut mieux couper l'eau aux gens qui ne peuvent pas payer !

Le Conseil Municipal prend acte des rapports 2022, produits par le délégataire, au titre de la délégation de service public d'eau potable.

3.4 - RAPPORT DU DÉLÉGATAIRE – CONTRAT DE DÉLÉGATION PAR AFFERMAGE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

Rapporteur : M. HERMABESSIÈRE.

Annexes : Synthèse et rapports du délégataire

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le délégataire transmet également un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif et non collectif visé à l'article L. 2224-5 du CGCT.

Pour le service public d'assainissement collectif et non collectif, les rapports du délégataire, la **SA RUAS** (VEOLIA EAU), sont joints en annexe à la présente note de synthèse.

Les rapports du délégataire ont été soumis, pour avis, lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le **13 octobre 2023**.

Il est proposé au Conseil de prendre acte de la présentation des rapports annuels du délégataire du service public d'assainissement collectif et non collectif pour l'exercice 2022.

Il est proposé au Conseil Municipal :
DE PRENDRE ACTE des rapports 2022, produits par le délégataire, au titre de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de l'assainissement collectif et non collectif.

VILLE DE LUNEL

SYNTHÈSE DU RAPPORT ANNUEL 2022

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

Nom du délégataire : RUAS – VEOLIA EAU
Durée de la délégation : 10 ans, du 01/01/2016 au 31/12/2025

I. Rappel sur l'organisation du service

La gestion du service d'assainissement collectif (collecte et traitement des eaux usées) inclut l'exploitation du service, dont notamment l'entretien et la surveillance des installations, la réalisation des travaux mis à la charge du délégataire ; ainsi que la gestion des relations avec les usagers du service pendant toute la durée du contrat.
Le délégataire a en charge tous les travaux d'entretien et de réparations courantes qui sont des opérations normales de maintien en état des installations du service. Ces travaux comprennent également toutes les opérations de nettoyage.
Pour les travaux de grosses réparations et de renouvellement, le financement est réparti entre le délégataire et la Ville de Lunel selon la nature des travaux.

Le contrat de délégation de service public comprend également l'exploitation du service d'assainissement non collectif, avec les prestations suivantes :

- Contrôle de la conception et de la réalisation des systèmes neufs ou réhabilités :
- Contrôle systématique de bon fonctionnement ds ouvrages, sur la base d'un contrôle :
    - Pour les installations conformes ; tous les 8 ans
    - Pour les installations non conformes ; tous les 2 ans
- Contrôle de bon fonctionnement à la demande.

II. Fréquentation et qualité de service

1/ Rapport qualitatif

Le linéaire de réseau curés en 2022 a été de 19 393 mètres soit 21 % du linéaire.
Le contrat prévoit un linéaire de curage préventif de 13 365 mètres/an en moyenne. Le bilan à fin 2022 est de 138 266 mètres curés. Le délégataire est donc en avance de 44 711 mètres linéaires par rapport à l'engagement contractuel en moyenne annuelle.
Le nombre de désobstruction sur réseau est de 71 en 2022 (- 8 % par rapport à 2021).
Le contrat prévoit un taux d'obstructions maximum de 0,7/km de réseau hors branchements, soit environ 64 désobstructions maximum au vu du linéaire de réseau. L'engagement contractuel n'est pas respecté pour 2022. PENALITES 7000€

704 mètres linéaires de canalisations ont fait l'objet d'inspections télévisées en 2022.

Le contrat prévoit l'inspection télévisée de 891 mètres/an en moyenne. Le bilan à fin 2022 est de 9 050 mètres inspectés. Le délégataire est donc en avance de 2 813 mètres linéaires par rapport à l'engagement contractuel en moyenne annuelle.

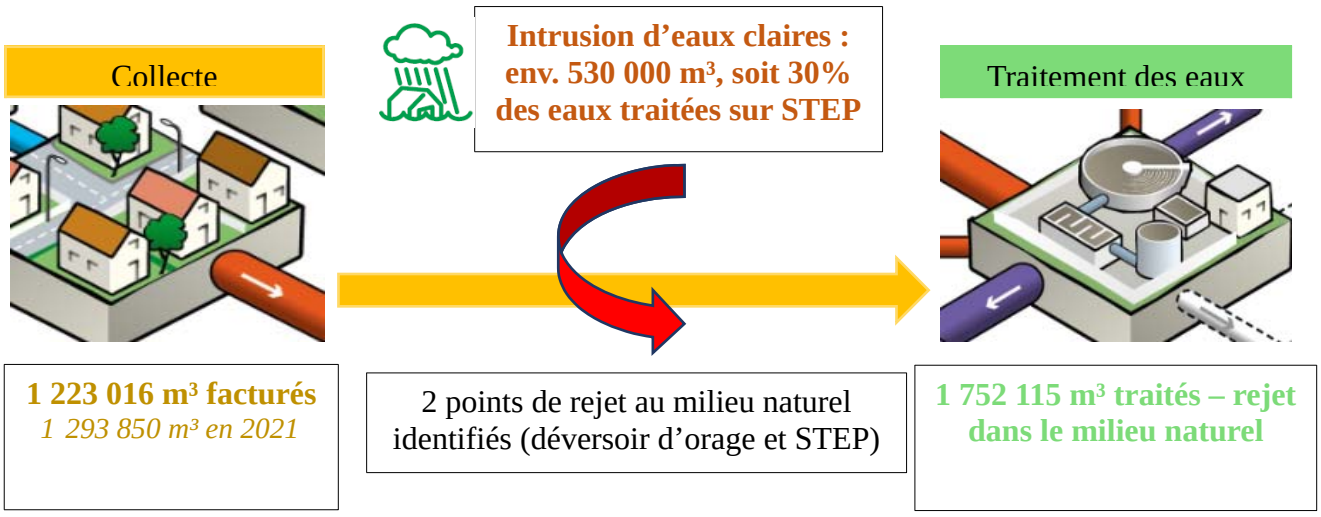
Le contrat prévoit le contrôle de conformité de 104 branchements existants par an en moyenne. Le bilan à fin 2022 est de 1 074 branchements contrôlés, le délégataire est en avance de 346 contrôles par rapport à l'engagement contractuel en moyenne annuelle.

2/ Rapport quantitatif

Le nombre d'abonnés du service d'assainissement collectif est de 11 208 en 2022, ce qui représente 99,3 % du nombre d'abonnés au service de l'eau potable du périmètre d'affermage. Le nombre d'installations d'assainissement non collectif recensé est de 288 en 2022. Le taux de conformité des installations d'assainissement non collectif est de 47,7 % (46,8 % en 2021).

Le traitement des eaux usées est réalisé sur la station d'épuration de Lunel. La ville mène actuellement des travaux de rénovation et d'extension de la station d'épuration. La date prévisionnelle de réception de la station d'épuration a été prononcée à l'été 2023.
Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'assainissement collectif (hors branchements) est 92,523 kilomètres.
En 2022, l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement est de 113 points sur un barème de 120. Il est supérieur à l'objectif contractuel fixé à 70 points.
En moyenne sur les 5 dernières années, le taux moyen de renouvellement des canalisations réalisé par la collectivité est de 0,57 % du linéaire total de canalisations.

SCHEMA RECAPITULATIF DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF



3/ Rapport financiers

- Prix de l'assainissement collectif

Le prix de l'eau sur Lunel, pour la part assainissement collectif au 1er janvier 2023 , est de 1,72 € TTC/m³ (sur la base d'une consommation de 120m3 par an – référence INSEE – abonnement compris) soit une augmentation de 11,70 % par rapport au 1er janvier 2022. Cette augmentation est due à l'actualisation des tarifs de délégataire, prévue contractuellement ainsi qu'à la passation des avenants n°5, 6 et 7 au cours de l'année 2022.

Facture 120 m³ Assainissement au 01/01/2023	Prix unitaire au m³	Montant total
Part délégataire	**0,88 €**	**105,56 €**
Abonnement	0,22 €	26,78 €
Consommation	0,6565 €	78,78 €
Part collectivité	**0,53 €**	**63,26 €**
Abonnement	0,07 €	8,79 €
Consommation	0,4539 €	54,47 €
Modernisation du réseau de collecte	**0,16 €**	19,20 €
Total HT	**1,57 €**	**188,02 €**
TVA	0,16 €	18,80 €
Total TTC	**1,72 €**	**206,82 €**

Le prix constaté en moyenne sur la part assainissement au niveau national est de 2,26€ ttc/m³ et de 2,01€ ttc/m³ pour la Région Occitanie.

- Prix des prestations liées à l'assainissement non collectif

Type de contrôle	Redevable	Montant contrôle (€ HT) (Au 01/01/2023)
Contrôle de conception	Propriétaire de l'immeuble	167,37 €
Contrôle de réalisation	Propriétaire de l'immeuble	78,11 €
Contrôle de bon fonctionnement	Occupant de l'immeuble	78,11 €
Contrôle à la demande	Demandeur	89,26 €

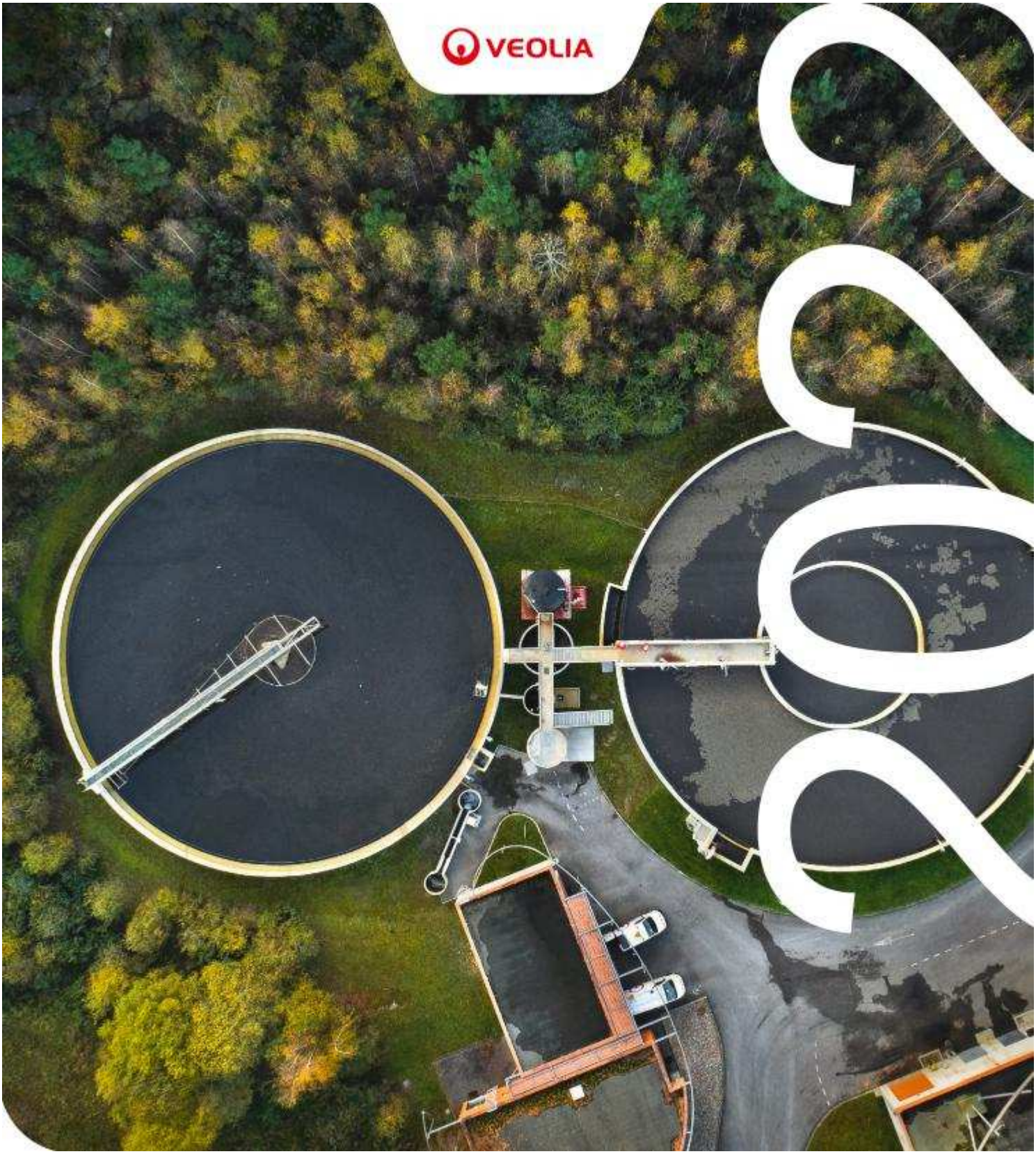
III - Compte d'exploitation

Redevances perçues auprès des abonnés assujettis

En euros	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Délégataire	881 443 €	839 495 €	859 023 €	857 955 €	884 691 €	985 418 €	996 957 €
Collectivité	469 882 €	455 218 €	470 755 €	483 420 €	495 857 €	590 956 €	561 306 €
Total	**1 351 325 €**	**1 294 713 €**	**1 329 778 €**	**1 341 375 €**	**1 380 548 €**	**1 576 374 €**	**1 558 263 €**

Autres recettes d'exploitation, hors redevance auprès des assujettis

En euros	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits des travaux exclusifs du Délégataire	52348	18 552 €	31 120 €	20 985 €	22 432 €	30 048 €	31 771 €
Produits accessoires du Délégataire	19 282 €	4 688 €	19 571 €	24 667 €	132 090 €	13 604 €	18 485 €
Autres recettes liées à l'exploitation du service du Délégataire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total	**106 727 €**	**23 240 €**	**50 691 €**	**45 652 €**	**154 522 €**	**43 652 €**	**50 256 €**



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

Commune de Lunel

RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	***Objectif***
	***Identifier rapidement nos engagements clés***
	***Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants***
	***Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale***

Gestion du document	**Auteur**	**Date**
Validation	Laurent RICHARD	31/05/2023

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2022

Monsieur le Maire,

J'ai le plaisir de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégataire** de votre service de l'eau et de l'assainissement de l'année 2022. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez ainsi apprécier la performance de votre service.

2022 a été une année singulière, marquée par le déclenchement de plusieurs crises majeures bouleversant durablement le cours de nos activités et de nos ressources.

L'actualité géopolitique et notamment la guerre en Ukraine nous a rappelé la fragilité de nos systèmes énergétiques, amplifiée par un contexte fortement inflationniste à travers les tensions sur l'approvisionnement et les prix de fourniture de l'énergie et des matières premières.

En réponse, Veolia s'est mobilisé rapidement pour atténuer les conséquences de cette crise : mobilisation des équipes achats pour sécuriser l'approvisionnement en énergie et réduire la volatilité des prix, partenariat avec le programme Ecowatt, solutions concrètes pour réduire sa consommation d'énergie ainsi que celle de ses clients, renouvellement d'appareils les plus énergivores ou la flexibilité électrique.

Afin de contribuer à la souveraineté énergétique des territoires, nous nous sommes fixé comme objectif de rendre autonomes en énergie d'ici 5 ans les services que nous gérons grâce notamment à la généralisation de la **production de biogaz** à travers la méthanisation des boues des stations d'épuration que nous opérons ou l'installation de **panneaux photovoltaïques**.

Plus encore que la crise énergétique, l'année 2022 a été marquée par une des sécheresses les plus prononcées depuis 1959 et inédite par sa durée et sa précocité, ayant pour effets un fort accroissement des feux de forêt et une tension encore jamais rencontrée sur la ressource en eau impactant l'ensemble des usages de l'eaub: domestique, industrie, tourisme, agriculture, avec à la clef une pression supplémentaire sur la biodiversité.

Ces manifestations du dérèglement climatique vont se répéter et s'amplifier dans les prochaines décennies. C'est pourquoi nous souhaitons accompagner plus encore nos clients dans l'adaptation aux effets du changement climatique afin d'anticiper les crises hydriques futures et réduire les risques opérationnels.

Disposer de solutions de plus en plus efficaces pour lutter contre les fuites et les gaspillages mais aussi pour promouvoir la sobriété auprès des différents consommateurs est une priorité pour nous. Nous nous sommes également mobilisés aux côtés de nos clients pour la protection de la ressource en développant, par exemple, des solutions de **réutilisation des eaux usées** grâce à un plan d'équipement de 100 stations d'épurations à horizon 2024, ce qui représentera une économie d'environ 3 millions de m3 d'eau potable, soit l'équivalent de la consommation moyenne annuelle d'une ville de 180 000 habitants.

Au regard de l'urgence climatique, nous souhaitons plus que jamais **construire avec vous l'avenir de l'eau** et faire face aux enjeux de raréfaction des ressources, d'énergie et de pollution, afin d'assurer un développement durable et harmonieux de **votre territoire.**

Les femmes et les hommes de l'activité Eau France, représentés par notre directeur/directrice de Territoire, seront à vos côtés pour vous permettre de répondre à ces défis et d'anticiper ceux à venir.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

PRESENTATION Eau France

Contribuer au progrès humain

Notre raison d'être chez Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous.

C'est dans cette perspective que nous nous donnons pour mission de « Ressourcer le monde », en exerçant notre métier de services à l'environnement.

Nous nous engageons sur une performance plurielle. Cela signifie que nous adressons le même niveau d'attention et d'exigence à nos différentes performances, qui sont complémentaires et forment un cercle vertueux : performance économique et financière, performance commerciale, performance sociale, performance sociétale et performance environnementale.

Apporter les solutions pour faire face au bouleversement du cycle de l'eau

La France va bientôt entrer dans un rapport nouveau à l'eau. Les experts estiment en effet que d'ici 25 ans, le débit moyen de nos cours d'eau diminuera de 10 à 40% ; et le niveau des nappes phréatiques de 10 à 25%.

Les événements climatiques vont s'intensifier, faisant toujours plus pression sur l'accès à la ressource et sur l'activité humaine. Cela se traduira par des crises sanitaires et environnementales de plus en plus fréquentes : rejets non maîtrisés dans le milieu, pollutions, micropolluants, dégradation de la biodiversité…

Chez Veolia Eau France, notre mission est de prendre soin de l'Eau de sa source à sa restitution à la nature, pour assurer le bien-être des femmes et des hommes.

Pour préserver la ressource, nous mobilisons le meilleur de nos expertises, nous déployons des outils de pilotage dynamiques et des réseaux intelligents Hubgrade qui assurent un usage mesuré et maîtrisé de l'Eau.

Pour lutter contre le changement climatique, nous accompagnons nos clients dans le déploiement de solutions de valorisation du cycle de l'eau.

Nous favorisons aussi toutes les solutions permettant de récupérer l'énergie pour accompagner la Transformation écologique des territoires, par la production de biogaz, les calories dans les réseaux d'assainissement et le photovoltaïque.

Pour permettre l'émergence d'une économie circulaire, nous recyclons les eaux usées traitées pour l'irrigation agricole, pour les usages industriels et demain pour la consommation de tous ?

Pour protéger chacun, face à l'accroissement des menaces, notre ambition est d'assurer un service toujours plus sûr par le développement d'outils numériques de supervision, de gestion de crise ou de cyber sécurisation avancée.

Pour réussir à relever ces défis, nous devons faire émerger les projets adaptés à chaque territoire, à l'évolution des ressources locales et des usages, en réunissant et mobilisant l'ensemble des parties prenantes. C'est notre engagement, aux côtés des usagers du service de l'eau et des décideurs politiques.

Aujourd'hui, plus solide que jamais sur nos fondamentaux, nous sommes prêts avec notre feuille stratégique « Impact Eau France » à faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique au même titre que l'énergie ou le déchet.

Ainsi, nous souhaitons être l'acteur de référence du cycle de l'eau en France, avec et au service des collectivités publiques.

Veolia, premier opérateur de service d'eau et d'assainissement attesté **« Relation Client 100% France »**

Attestation délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Pro France.

L'activité Eau de Veolia en France, en quelques chiffres, c'est :

- **25,5** millions de personnes desservies en eau potable
- **2000** usines de dépollution des eaux usées gérées
- **6,9** millions de clients abonnés
- **17,3** millions d'habitants raccordés en assainissement
- **1,7** milliard de m3 d'eau potable distribués
- **1,3** milliard de m3 d'eaux usées collectées et dépolluées
- **2051** usines de production d'eau potable gérées
- **103** GWh d'énergie renouvelable produite
- **600** kt d'empreinte équivalent CO2

Offres innovantes VEOLIA

Acteur majeur des services environnementaux Veolia poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique.

REUT BOX, la solution innovante de Veolia pour répondre au stress hydrique lié au dérèglement climatique.

C'est quoi ? Une combinaison de technologies éprouvées et robustes nécessitant un minimum de maintenance - un équipement standardisé prêt à l'emploi (mode Plug and Play) qui produit de l'eau de qualité A adaptée pour tous les usages, même les plus contraignants. Elle permet de se substituer à une partie de l'eau potable du site pour des usages internes (nettoyages, préparation polymères, …) et également de faire de l'irrigation de cultures.

Elle ressemble à quoi ? Unité sur skid ou en container de 5 à 25 m3/





La Reut BOX est composée d'un filtre garni de billes de verre, d'une désinfection UV et d'une chloration avant stockage, La Reut Box a un faible encombrement au sol sur site. C'est une solution intégralement automatisée avec un minimum d'exploitation. Solution modulaire et évolutive qui permet de s'adapter au besoin.

La REUT BOX permet de traiter les eaux usées en sortie de station d'épuration. Elle élimine les MES ainsi que les virus et bactéries présents dans l'eau.

Les usages de l'eau usée traitée, affinée par la REUT BOX :

1 :Substitution de l'eau potable sur une station d'épuration urbaine pour ses usages internes
2 : Irrigation de cultures (vignes, oliviers, maraichages…)
3 : Arrosage de stades, espaces verts et golfs
4 : Protection incendie, fontaines, nettoyage de voiries, hydrocurage,
5 : Utilisation en industries : complément eau de chaudière, eau de process,

DIABOLO ®, Choisir le charbon actif en toute confiance.





L'instruction DGS du 18 décembre 2020 est venue clarifier un flou réglementaire au sujet des métabolites de pesticides dits "pertinents", et préciser les modalités de gestion des métabolites "non pertinents".

La transposition de la nouvelle directive européenne sur les eaux destinées à la consommation humaine applicable au 1er janvier 2023 vient d'autre part rajouter des nouvelles molécules à surveiller avec des nouvelles concentrations limites d'ici 2026.

Un nouvel arrêté vient par ailleurs préciser la responsabilité de la collectivité Personne Responsable de la Production et de la Distribution de l'Eau (PRPDE) dans la surveillance de la qualité de l'eau auprès des populations.

Toutes ces nouvelles réglementations entraînent une dynamique d'évolution du contrôle sanitaire dans les collectivités et peuvent faire émerger des nouvelles situations de non-conformités de pesticides ou de molécules chimiques.

Bien que la réduction des pollutions à la source soit à privilégier, un traitement de l'eau peut-être nécessaire. Le charbon actif est le traitement recommandé pour la plupart des métabolites de pesticides.

Pour choisir en toute confiance, **le meilleur charbon actif** adapté à chaque problématique locale**, Veolia a développé Diabolo ®, une solution unique, mobile, rapide et peu onéreuse** pour tester sur place avec l'eau du territoire.

TÉLÉO : <u>TÉLÉO Alarmes constitue la tour de contrôle du télérelevé.</u>



Ce module permet entre autres :

- **de contribuer à sécuriser la qualité de l'eau distribuée** en mettant en évidence les phénomènes de retour d'eau.
- **de garantir l'exhaustivité des recettes du service de l'eau** grâce à la détection des consommations sur points d'eau sans abonnement et des suspicions de fraude (compteurs retournés).
- **D'identifier les désordres potentiels sur les installations privées des consommateurs** grâce aux alarmes fuite - écoulement permanent et risque de gel.

En 2022, grâce aux alarmes "suspicion de fuite" poussées par mail, courriel ou courrier, 72 000 fuites ont été réparées par nos consommateurs, pour une économie globale de 4,1 millions de m3 (environ 1300 piscines olympiques). Un geste utile tant pour la planète que pour le portefeuille des consommateurs !

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE 11

1.1 Un dispositif à votre service 12

1.2 Présentation du contrat 15

1.3 Les chiffres clés 16

1.4 Les indicateurs réglementaires 2022 17

1.5 Autres chiffres clés de l'année 2022 19

1.6 Le prix du service public de l'assainissement 21

1.7 L'essentiel de l'année 2022 22

1.7.1 Principaux faits marquants de l'année 22

2. LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION 32

2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance 33

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous 34

2.3 Données économiques 36

3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE 38

3.1 L'inventaire des installations 39

3.2 L'inventaire des réseaux 40

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine 41

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2] 41

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2] 41

3.4 Gestion du patrimoine 43

3.4.1 Les renouvellements réalisés 43

3.4.2 Les travaux neufs réalisés 44

4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE 46

4.1 La maintenance du patrimoine 47

4.2 L'efficacité de la collecte 50

4.2.1 La maîtrise des entrants 50

4.2.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel 51

4.3 L'efficacité du traitement 55

4.3.1 Conformité globale 56

4.3.2 Bilan d'exploitation et conformité par station 57

4.3.3 La surveillance des micropolluants dans les eaux de rejets 63

4.4 L'efficacité environnementale 64

4.4.1 Le bilan énergétique du patrimoine 64

4.4.2 La consommation de réactifs 64

5. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE 65

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE) 66

5.2 Situation des biens 68
5.3 Les investissements et le renouvellement 69
5.4 Les engagements à incidence financière 70
5.4.1 Flux financiers de fin de contrat 70
5.4.2 Dispositions applicables au personnel 71
6. ANNEXES 73
6.1 La facture 120 m^3 74
6.2 Les données consommateurs par commune 75
6.3 Le synoptique du réseau 76
6.4 Le bilan qualité par usine 78
6.5 L'assainissement non collectif 84
6.6 Le bilan énergétique du patrimoine 90
6.7 Annexes financières 91
6.8 Reconnaissance et certification de service 100
6.9 Actualité réglementaire 2022 103
6.10 Glossaire 115
6.11 Autres annexes 120

1.

L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'assainissement. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la collecte et à la dépollution des eaux usées, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.).

1.1 Un dispositif à votre service

TOUTES VOS DÉMARCHES SANS VOUS DÉPLACER

Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 9h à 12h au nouveau numéro du Centre Service Clients au :

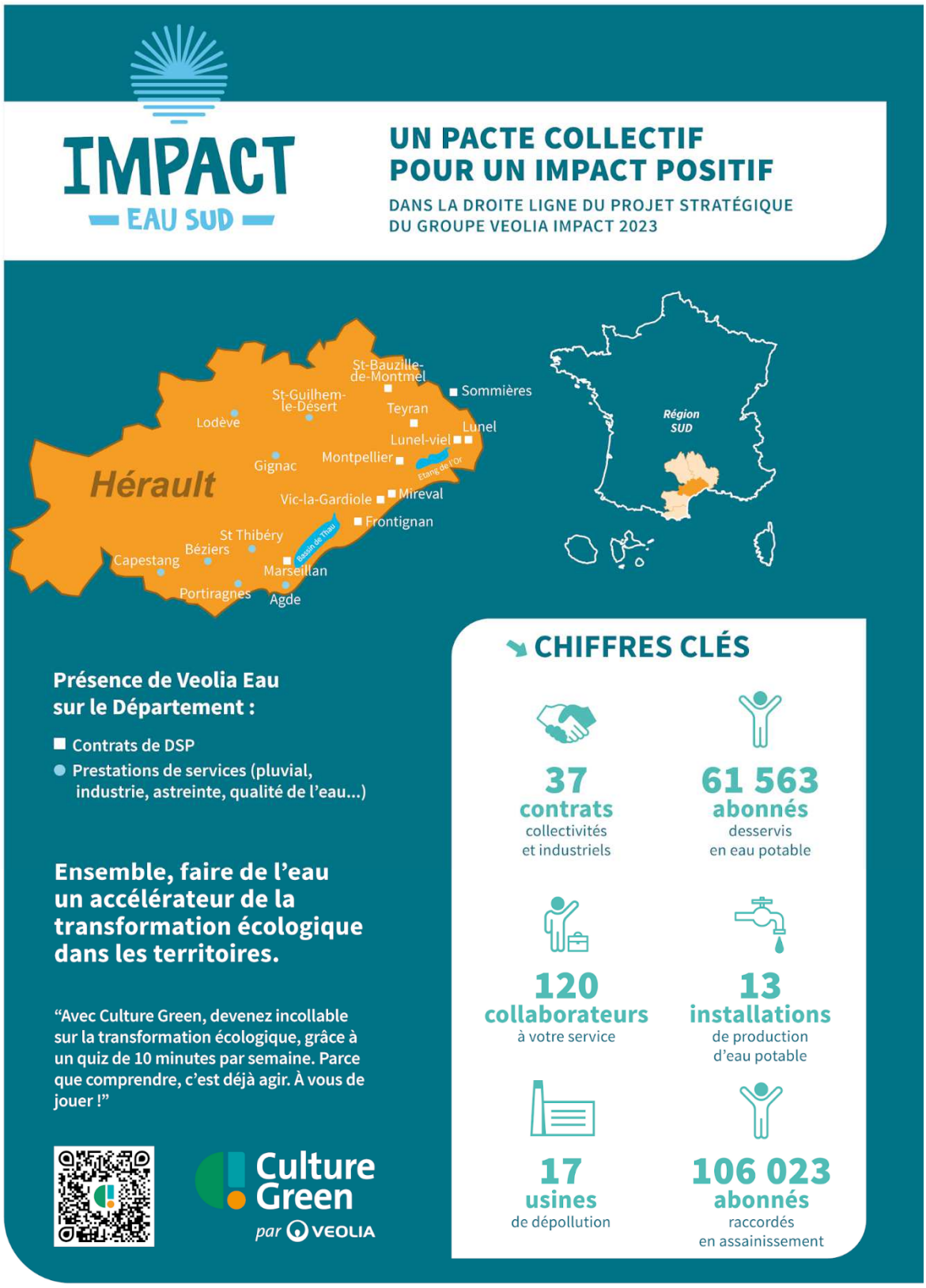


Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 805 808 809** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

VOTRE SERVICE CLIENT EN LIGNE EST ACCESSIBLE :

- www.eau-services.com
- sur votre smartphone via nos applications iOS et Android

LES INTERLOCUTEURS VEOLIA À VOS CÔTÉS



VEOLIA

NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION DU TERRITOIRE HÉRAULT



NOÉ DE BONNAVENTURE
Directeur de Territoire
noe.de-bonnaventure@veolia.com
06 15 07 21 90



STÉPHANE LEFEBVRE
Directeur des Opérations
stephane.lefebvre@veolia.com
06 13 79 08 36



PHILIPPE PRADEILLES
Responsable du Développement
philippe.pradeilles@veolia.com
06 85 92 40 61



JÉRÔME QUEMENER
Responsable Consommateurs
jerome.quemener@veolia.com
06 20 84 52 05

MANAGERS DE SERVICE LOCAL



LAURENT RICHARD
Est Hérault
laurent.richard@veolia.com
06 07 72 82 75



NELLY TALAZAC
Ouest Hérault
nelly.talazac@veolia.com
06 21 10 31 93



BÉRENGÈRE ABAD
Usine Maera
berengere.abad@veolia.com
06 19 63 74 89



JEAN-CHRISTOPHE OURNAC
Hydrocurage hérault & réseau collecte Maera
jean-christophe.ournac@veolia.com
06 20 34 41 34



FABRICE MARQUES
Performance réseaux et travaux
fabrice.marques@veolia.com
06 76 73 21 67

Contact consommateurs
0 969 329 328
eau-services.com

Région Sud et Territoire Hérault
765 rue Henri Becquerel
CS 29045
34967 MONTPELLIER Cedex 2
0467207492

1.2 Présentation du contrat

Données clés

- **Délégataire** RUAS S.A.
- **Périmètre du service** LUNEL
- **Numéro du contrat** JAJ73
- **Nature du contrat** Affermage
- **Date de début du contrat** 01/01/2016
- **Date de fin du contrat** 31/12/2025
- **Les engagements vis-à-vis des tiers**

En tant que délégataire du service, RUAS S.A. assume des engagements d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

- **Liste des avenants**

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	01/01/2019	Adaptation des engagements de performance, substitution de l'indice électricité, nouveau PR
2	12/11/2020	Evacuation des boues en centre de compostage
3	14/06/2021	Facturation en continu
4	01/07/2021	Boues chaulées (COVID)
5	01/04/2022	Augmentation du fonds Boues chaulées (COVID)
6	01/10/2022	Laïcité

1.3 Les chiffres clés

Chiffres clés



26 361
Nombre d'habitants desservis



11 208
Nombre d'abonnés (clients)



1
Nombre d'installations de dépollution



32 083
Capacité de dépollution (EH)



93
Longueur de réseau de collecte (km)



1 752 115
Volume traité (m^3)

1.4 Les indicateurs réglementaires 2022

Service public de l'assainissement collectif

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
[D201.0]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	**26 257**	**26 361**
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	**-**	**2**
[D203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	**691,2 t MS**	**514,7 t MS**
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m³ TTC	Délégataire	**1,54 €uro/m³**	**1,72 €uro/m³**
INDICATEURS DE PERFORMANCE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2021**	**VALEUR 2022**
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	**- %**	**- %**
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité et Délégataire (2)	**110**	**113**
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	**A la charge de la Police de l'eau**	
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	**A la charge de la Police de l'eau**	
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	**A la charge de la Police de l'eau**	
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	**100 %**	**100 %**
[P207.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**0**	**0**
[P207.0]	Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**0**	**0**
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	**0,00 u/1000 habitants**	**0,00 u/1000 habitants**
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	**24,99 u/100 km**	**6,48 u/100 km**
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	**0,62 %**	**0,57 %**
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	**100 %**	**96 %**
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	**100**	**100**
[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	**A la charge de la collectivité**	
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente	Délégataire	**2,26 %**	**3,69 %**
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	**0,81 u/1000 abonnés**	**0,89 u/1000 abonnés**

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport
(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

Service public de l'assainissement non collectif

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
[D301.0]	Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif	Collectivité	**265**	**266**
[D302.0]	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	Collectivité	**A la charge de la collectivité**	
INDICATEURS DE PERFORMANCE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2021**	**VALEUR 2022**
[P301.3]	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	Délégataire	**46,8**	**47,7**

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport
(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

En cours d'année 2022 la Région Sud a changé son outil de relation client.
Cet outil maintenant commun à l'ensemble de Veolia Eau France a permis d'harmoniser les pratiques de suivi des réclamations. Nous avons dorénavant une méthode et un suivi plus précis des réclamations de nos consommateurs. Ce changement explique en grande partie l'évolution du nombre de réclamations écrites (mails et courriers).

1.5 Autres chiffres clés de l'année 2022

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Délégataire	**100,0 %**	**100,0 %**
LA GESTION DU PATRIMOINE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2021**	**VALEUR 2022**
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	**10 426**	**10 440**
	Nombre de branchements eaux pluviales	Délégataire	**-**	**-**
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	**20**	**14**
VP.077	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	**92 040 ml**	**92 583 ml**
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	**9**	**9**
	Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	**1**	**1**
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	**32 083 EH**	**32 083 EH**
COLLECTE DES EAUX USEES		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2021**	**VALEUR 2022**
	Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	**201**	**206**
	Longueur de canalisation curée en préventif	Délégataire	**13 581 ml**	**19 393 ml**
LA DEPOLLUTION		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2021**	**VALEUR 2022**
	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	**1 616 970 m^3**	**1 715 937 m^3**
VP.176	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	**1 174 kg/j**	**1 111 kg/j**
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	**19 570 EH**	**18 513 EH**
	Volume traité	Délégataire	**1 692 465 m^3**	**1 752 115 m^3**
L'EVACUATION DES SOUS-PRODUITS		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2021**	**VALEUR 2022**
	Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	**6,8 t**	**11,4 t**
	Masse de sables évacués	Délégataire	**18,3 t**	**76,1 t**
	Volume de graisses évacuées	Délégataire	**0,0 m^3**	**0,0 m^3**
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2021**	**VALEUR 2022**
	Nombre de communes desservies	Délégataire	**1**	**1**
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	**11 179**	**11 208**
	- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	**11 179**	**11 208**
	- Nombre d'autres services (réception d'effluent)	Délégataire		
VP.068	Assiette totale de la redevance	Délégataire	**1 293 850 m^3**	**1 223 016 m^3**
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	**1 293 850 m^3**	**1 223 016 m^3**
	- Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluent)	Délégataire	**0 m^3**	**0 m^3**

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	**Mesure statistique d'entreprise**	**Mesure statistique d'entreprise**
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	**75 %**	**82 %**
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	**Oui**	**Oui**
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	**Oui**	**Oui**
LES CERTIFICATS	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2021**	**VALEUR 2022**
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	**En vigueur**	**En vigueur**
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	**Oui**	**Oui**

1.6 Le prix du service public de l'assainissement

LA FACTURE 120 M^3

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m^3 représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de LUNEL l'évolution du prix du service d'assainissement par m^3 **[D204.0]** et pour 120 m^3, au 1er janvier est la suivante :

LUNEL **Prix du service de l'assainissement collectif**	Volume	Montant Au 01/01/2022	Montant Au 01/01/2023	N/N-1
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	120	**1,54**	**1,72**	**11,69%**

Les factures type sont présentées en annexe.

1.7 L'essentiel de l'année 2022

1.7.1 Principaux faits marquants de l'année

Service



L'année 2022 a été marquée par un nouveau déficit pluviométrique ainsi que l'enregistrement de températures exceptionnellement élevées durant une période prolongée ce qui a conduit à une hausse des prélèvements associés.

1 715 937 m^3 ont été collectés, soit plus de 6,1% de volume supplémentaire par rapport à l'exercice précédent, cependant les volumes déversés en tête de station ont significativement augmenté au cours de l'exercice.

On peut également noter une conformité de 100% de l'ensemble des paramètres épuratoires ainsi que la validation du dispositif d'autosurveillance du système d'assainissement collectif de la Collectivité (réseau de collecte et station de dépollution) suite au contrôle des Services de l'Etat.

Valorisation



En 2022, 2 505 tonnes de boues brutes ont été évacuées et valorisées en compostage

Du fait de la réglementation liée à la Covid-19, les boues ont dû être chaulées mécaniquement pour permettre leur épandage agricole.

Ce sont ainsi près de 515 tonnes de matières sèches qui ont été valorisées.

La totalité des sous-produits issus de l'épuration sont évacués et traités dans des filières agréées : refus de dégrillage, sables, et boues pâteuses.

1 752 115 m^3 ont été traités à la station d'épuration avec un rendement épuratoire situé entre 90,2,9 et 97,5% selon les paramètres (DCO, DBO_5, MES et autres) dans les conditions normales d'exploitation.

Responsabilité

L'analyse du diagnostic permanent a permis de mettre en évidence les gains obtenus en matière d'entrée d'eaux claires parasites sur le réseau grâce aux travaux effectués par la Collectivité.



Celui-ci a également permis d'identifier de manière précise les secteurs prioritaires sur lesquels des travaux doivent encore être entrepris pour garantir l'étanchéité du réseau, et ceux nécessitant d'être investigués plus précisément.

Les travaux d'amélioration et de modernisation de la STEP se sont poursuivis tout au long de l'année.

Le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectifs est de 47,7 % suite aux contrôles effectués durant l'exercice. De nombreux refus de visites ont à nouveau été mis en évidence.

Bilan / impacts de l'actualité climatique 2022 en France

L'année 2022 **est la plus chaude** que la France métropolitaine ait jamais mesurée, loin devant 2020 qui détenait le record. Ponctuée d'extrêmes climatiques, 2022 est un symptôme du changement climatique en France, selon Météo France.

En effet, **8 des 10 années les plus chaudes** depuis le début du XXe siècle **sont postérieures à 2010.**

Une année marquée par une période de sécheresse d'une précocité, longévité et intensité exceptionnelle !

L'année 2022 a également été **exceptionnellement sèche**, marquée par un déficit pluviométrique record de 25 %.

2022 se classe au **2e rang des années les moins arrosées** (depuis le début des mesures en 1959 - données météo France).

A titre d'exemple, 2022 a été jalonnée de mois records : les mois **de mai** avec un déficit de **60 %** et de **juillet** avec un déficit de **85 % sont les plus secs jamais enregistrés** à l'échelle de la France métropolitaine depuis le début des mesures en 1959.

- 2022 a connu **la 2e plus longue période de sécheresse des sols** de son histoire. L'année a été marquée par un déficit persistant de précipitations depuis la fin de l'hiver 2021-2022.
- La surface affectée par cette sécheresse des sols superficiels a atteint **les trois quarts de la France**. C'est l'une des 5 sécheresses ayant touché la surface du territoire la plus importante. La sécheresse a ainsi été moins généralisée qu'en 1976 ou 2011 mais plus qu'en 2003.
- 2022 a été marquée par un **ensoleillement exceptionnel** sur la plupart des régions, le plus souvent **excédentaire de 15 %**, avec de nombreux records, notamment sur la moitié nord du pays (Rennes +18%, Bourges +17%, Colmar +24%).
- Une année sèche mais régulièrement chaude également avec de nombreuses vagues de chaleur ; tous les mois de l'année ont été plus chauds que la normale, à l'exception des mois de janvier et d'avril.

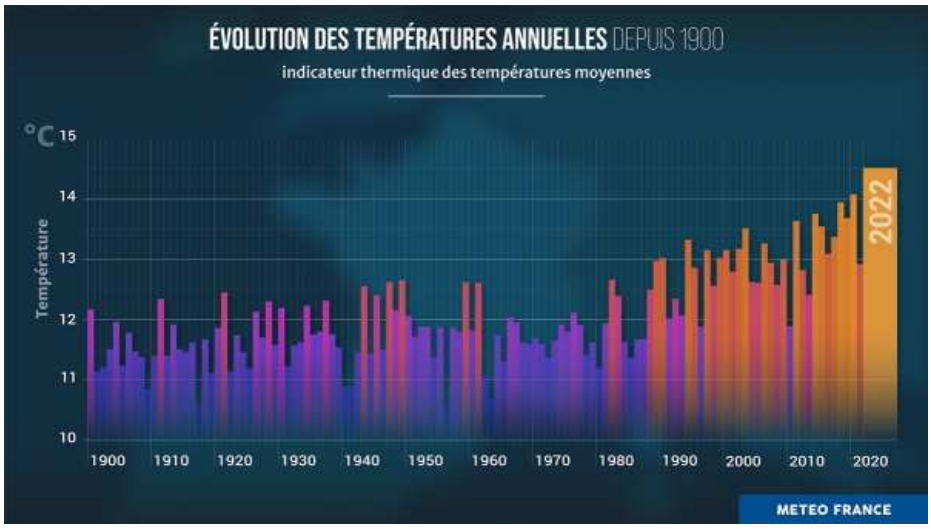
Il en est résulté **un été 2022 classé Extrême** par Météo France.

Trois vagues de chaleur ont concerné la France l'été 2022, la première dès le mois de juin. De nombreux records de chaleur ont été battus. On a par exemple mesuré les 40 °C les plus précoces jamais relevés, avec plus de 40 °C à Saint-Jean-de-Minervois (34) le 16 juin. Jamais auparavant une telle chaleur n'avait duré aussi longtemps et démarré si tôt dans la saison en France continentale ayant établi quelques records :

- **33 jours** de canicule au niveau national
- Canicule **la plus précoce** (depuis le 15 juin) et la plus longue jamais enregistrée
- **+2,3 degrés** au-dessus de la normale (période 1990-2020), juste derrière celle de 2003 (+2,7 degrés).
- **87 records de température** battus cette année en France ; 43° à Arcachon, 39,9° au Touquet en juillet !!!
- Sécheresse et feux de forêt : **62 000 hectares brûlés** contre 8 500 habituellement, avec des feux en bretagne (Brocéliande)
- des pertes agricoles inquiétantes : -20% pour le maïs et la pomme de terre
- Dans le même temps, les orages sont plus intenses avec des phénomènes climatiques exceptionnels : 5 morts en Corse le 18 août avec des dommages importants sur les infrastructures...

Vers 2050 les projections indiquent que 1 été sur 2 pourrait ressembler à celui de 2022…

Annexe - infographie Météo France





EVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts les plus significatifs sur la vie du service. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

Les crises en cascade : pénurie et flambée des prix des matières premières et de l'énergie.

Les crises successives affectant l'exécution des contrats de la commande publique depuis 2020 et en particulier la pénurie et la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ont conduit le ministre de l'économie à solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur les modifications des prix et tarifs des contrats de la commande publique et les conditions d'application de la théorie de l'imprévision.

Le Conseil d'Etat a ainsi rendu un avis le 15 septembre 2022 (avis n°405540) sur les possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et sur les conditions d'application de la théorie de l'imprévision, rapidement complété par une circulaire du Premier Ministre en date du 29 septembre 2022 (n° 6374/SG) et par une fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques de Bercy en date du 21 septembre 2022.

Ces textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité

En sus de la hausse conséquente des prix de l'énergie, au cours des prochains hivers, des coupures de gaz et d'électricité sont susceptibles d'affecter les services d'eau et d'assainissement, activités ne relevant pas des services prioritaires prévus par l'arrêté du 5 juillet 1990.

Le décret n° 2022-495 du 7 avril 2022, l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 et circulaire du Premier Ministre en date du 30 novembre 2022 sont venus préciser les mesures de préparation et de gestion de crise en cas de survenue d'une mesure de délestage électrique programmée. Il est notamment souligné la nécessité de mobiliser les gestionnaires de services publics d'eau et d'assainissement afin d'anticiper l'impact du délestage sur leurs services.

Ces trois textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Résilience des territoires et des réseaux

En application de la loi du 22 août 2021 "climat et résilience", le décret 2022-1077 du 28 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise le champ d'application du dispositif prévu à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure visant à améliorer la résilience des réseaux aux risques naturels, de même que les prescriptions pouvant être faites par les préfets dans ce cadre.

Les exploitants de services ou réseaux essentiels à la population (eau potable, assainissement, électricité, gaz, réseaux de télécommunication) situés dans les territoires présentant une exposition à un risque naturel important peuvent ainsi être enjoints par arrêté préfectoral à établir certains documents afin d'anticiper la gestion en cas de crise et favoriser un retour rapide à la normale.

Le décret du 2022-907 du 20 juin 2022 (JO du 21 juin 2022) et le décret 2022-1532 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) ont précisé l'obligation et les modalités de réalisation et de mise en œuvre des plans communaux (PCS).

Ces textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Verdissement de la commande publique

Pris en application de la loi “climat et résilience” d’août 2021, le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 (JO du 3 mai 2022) portant diverses modifications du code de la commande publique vise au “verdissement de la commande publique”. Il prévoit pour les marchés et concessions dont l’avis d’appel public à concurrence ou la consultation est lancé à compter du 21 août 2026 :

- la suppression du critère d'attribution unique fondé sur le prix (le critère du coût devra en effet prendre en compte les caractéristiques environnementales de l'offre),
- et la description dans le rapport annuel du concessionnaire des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique.

Le décret prévoit par ailleurs pour une entrée en vigueur au 1er janvier 2024 :

- un abaissement du seuil annuel des achats à partir duquel les collectivités territoriales doivent adopter un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) à 50 millions d’euros,
- et de nouvelles modalités de recensement économique des marchés et de publication des données essentielles de la commande publique sur un portail national de données ouvertes.

Loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS)

La loi 3DS (Loi n° 2022-217 du 21 février 2022) entend favoriser l’association des communes et le maintien des syndicats infra-communautaires à la gouvernance des compétences “eau” et “assainissement”. Cette loi vient notamment préciser :

- les modalités du maintien du transfert de compétences eau, assainissement et gestion des eaux pluviales urbaines aux communautés de communes d’ici à 2026, sauf délibération contraire.
- la création de nouvelles exceptions à l’interdiction de subventionner les services publics industriels et commerciaux explicitement relatives aux EPCI.

La loi 3DS fait l’objet de commentaires spécifiques dans l’annexe de ce document dédiée à l’actualité réglementaire 2022.

Retour au sol des boues : la fin de l’obligation d’hygiéniser en période de pandémie

L'arrêté du 30 avril 2020 avait fixé le principe que les boues produites durant la pandémie doivent au préalable être totalement hygiénisées pour pouvoir être épandues et faire l'objet de mesures de surveillance supplémentaires. L’arrêté du 20 avril 2021 avait maintenu cette restriction tout en élargissant la liste des traitements de boues considérés comme hygiénisants.

L’avis du HCSP relatif aux traitements appliqués aux boues d'épuration par rapport au risque d'infection au virus SARS-CoV-2 du 31 octobre 2022 recommande de ne pas maintenir les mesures restrictives actuellement en vigueur depuis mars 2020. Cet avis a été repris dans un arrêté publié le 14 février 2023 qui abroge l’obligation d’hygiéniser les boues avant épandage.

Retour au sol des boues : une volonté de maintenir ce principe mais avec un suivi renforcé à prévoir dès maintenant

La Loi AGEC du 10 février 2020 (relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire) ainsi que l'ordonnance du 29 juillet 2020 (relative à la prévention et à la gestion des déchets) devrait modifier le cadre réglementaire régissant les conditions de retour au sol des boues d'épuration produites par les installations d’assainissement et, ce, à travers un ensemble de textes réglementaires (décrets, arrêtés regroupés sous le

terme général de “socle commun”). Le projet de “socle commun” confirme la volonté de maintenir le retour au sol des boues et composts et réaffirme l’intérêt de ce retour au sol, en cohérence avec la position européenne. Cet ensemble de textes réglementaires, actuellement en révision, entrera progressivement en application avec des échéances prévisibles à partir de 2024. La première échéance marquera l’entrée en vigueur de nouveaux critères d’innocuité qui inclura de nouveaux paramètres et seront applicables aux boues et aux composts de boues.

Cette future réglementation est susceptible d’entraîner un impact contractuel et financier sur le service de l’assainissement.

Recherche et réduction des Substances Dangereuses dans l’Eau (RSDE) : le principe de réduction des émissions à la source est maintenu !

La note technique du 24 mars 2022 (remplaçant celle du 12 août 2016) relative à la recherche de micropolluants dans les eaux brutes et dans les eaux usées traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction est venue confirmer les deux piliers de la démarche applicable aux stations de plus de 10 000 eq.habitants :

- une phase de recherche des substances à enjeux (dites "significatives") dans les eaux brutes et traitées ;
- une phase de diagnostic à l'amont pour comprendre les sources d'émission et identifier les actions de réduction à initier sur les territoires pour réduire ces substances dans les eaux usées urbaines.

Cette note redéfinit les modalités de la recherche de micropolluants dans les eaux usées traitées et dans les eaux brutes des stations de traitement des eaux usées (STEU) et précise le calendrier de mise en œuvre du nouveau cycle RSDE qui a débuté dès 2022. Cette note technique donne la faculté au Préfet d’élargir la liste de substances à rechercher au regard de la sensibilité du milieu récepteur.

Elle engage les services d’assainissement dans une démarche de réduction des émissions de substances.

Réutilisation des eaux usées traitées : des possibilités d’usages élargies !

Le décret 2022-236 du 10 mars 2022 (JO du 11 mars 2022) relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées a pour objectif de mettre en place une procédure pour autoriser pour une durée limitée (5 ans maximum - renouvelables) de nouveaux usages des eaux usées traitées. Comme confirmé dans l’ordonnance 2022-1611 du 22 décembre 2022 (JO du 23 décembre 2022), ce décret ne concerne pas les usages déjà réglementés (irrigation agricole et espaces verts notamment – via les arrêtés de 2010 et 2014 et usages internes à la station d’épuration).

Ce texte offre ainsi un cadre pour étendre à titre « temporaire » de nouveaux usages des eaux usées traitées (tels que le lavage des rues, le « multi-usages » en site industriel, …). Il précise notamment :

- les caractéristiques des eaux usées traitées pouvant être utilisées :
- les usages possibles : tous les usages à l’exception de ceux pratiqués à l’intérieur des locaux d’habitation, des établissements de santé, d'hébergement de personnes âgées, des cabinets médicaux/dentaires, des crèches, écoles, etc ;
- la procédure d’autorisation des projets d’utilisation :
- les modalités de suivi et de surveillance à mettre en place : tenue d’un carnet sanitaire et transmission au préfet chaque année d’un rapport incluant volumes réutilisés, résultats de la surveillance, synthèse des dysfonctionnements, et un volet économique.

Un arrêté du 28 juillet 2022 (JO du 4 août 2022) est venu préciser les pièces attendues dans la demande d’autorisation d’utilisation des eaux usées traitées prévue par le décret du 10 mars 2022.

Ces différents textes font l’objet de commentaires spécifiques dans l’annexe de ce document dédiée à l’actualité réglementaire 2022.

Projet de révision de la Directive Eaux résiduaires Urbaines : de nouveaux défis à relever ?

La proposition de révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991 a été présentée par la Commission européenne le 26 octobre 2022. Il s'agit à ce stade d'un projet : des amendements, des modifications, … vont être intégrés à ce texte avant le vote au Parlement.
Figurent aujourd'hui dans la proposition :

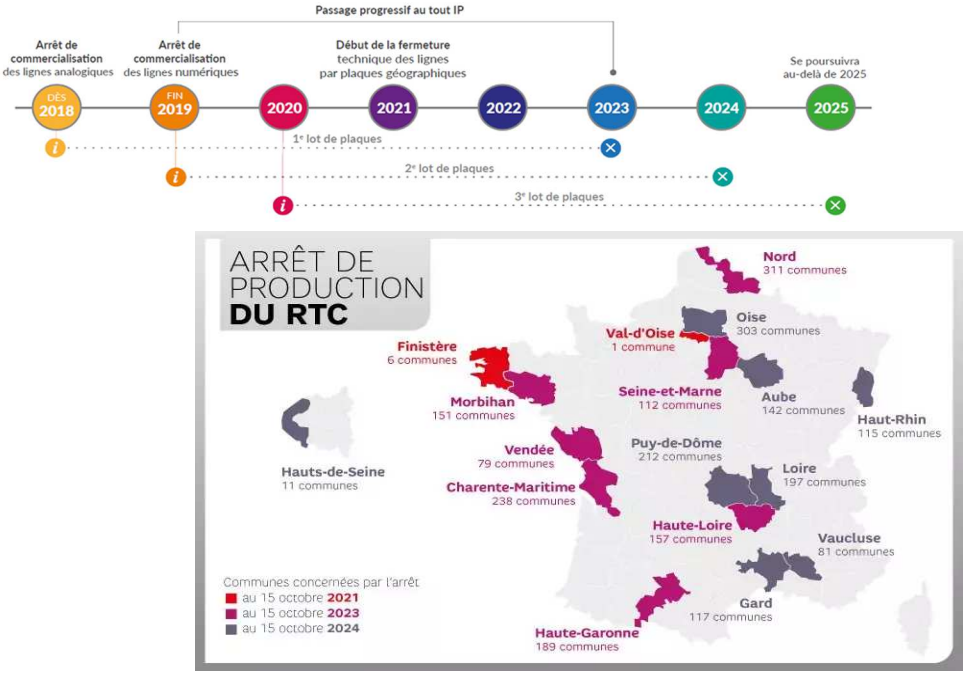
- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement de plus de 1 000 EH ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations au-dessus de 100 000 EH et de plus de 10 000 EH en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements tertiaires, notamment pour le traitement des micropolluants, pour les stations de plus de 100 000 EH avant le 31 décembre 2035 puis étendue par la suite aux stations de plus de 10 000 EH en cas de risque pour la santé ou l'environnement ;
- une identification et réduction des pollutions non domestiques pour encourager la valorisation des boues et des eaux usées traitées, réduire les impacts sur les milieux récepteurs et les dysfonctionnements des stations ;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant les produits pharmaceutiques et cosmétiques ;
- la neutralité énergétique envisagée d'ici à 2040 pour les stations d'épuration supérieures à 10 000 EH grâce à la production d'énergies renouvelables, notamment de biogaz à partir des boues.

Fin du Réseau Téléphonique Commuté (RTC) et du support filaire cuivre

Le **réseau filaire cuivre** en France a connu son véritable essor au début des **années 1970**. Dans un premier temps réservé à la téléphonie fixe, il a également porté la naissance de l'internet haut débit avec l'ADSL. Désormais moins adapté aux usages des Français, le cuivre est de plus en plus concurrencé par **la fibre optique**, plus *performante*, moins *énergivore*, et surtout *moins sensible aux aléas météorologiques*. **Le numérique s'installe durablement dans notre paysage.**

Les dates clés

A partir de 2023, Orange commencera à démonter les infrastructures RTC par plaques.



Impact sur les installations d'eau

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC ou des lignes internet de type IP gérés par les opérateurs télécom.

Les services RTC et xDSL seront progressivement fermés.

A la résiliation automatique des abonnements par les opérateurs téléphoniques, **les ouvrages d'eau potable ne pourront plus faire remonter d'information à distance. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau dans un réservoir, ou d'un débordement du réseau d'eaux usées sur la voie publique.**

La Valeur Ajoutée VEOLIA

- Diagnostic sur les installations et plan d'action
- Renouvellement des installations impactées afin d'utiliser le mode de transfert IP
- Traitement de l'obsolescence et montée en gamme des télétransmetteurs
- Baisse du coût de l'abonnement et des communications

Cette évolution de conditions techniques d'exécution du service est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service des eaux.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.



☆ La cybersécurité au service de l’eau de vos territoires

Dans un monde toujours plus numérique, les exemples de cyber-attaques ne manquent pas. Appliquée aux collectivités et au secteur de l’eau, la menace s'accroît d’année en année : les récentes cyberattaques des villes d’Angers, de Marseille, ou encore de la station d'épuration d’Oloron Sainte-Marie ont mis à mal les capacités de ces collectivités à assurer leurs missions et des données sensibles ont fuité... Vos systèmes d’informations et actifs stratégiques, doivent donc être constamment mieux protégés.

Veolia propose un diagnostic, et la mise en place d'une méthodologie de sécurisation des installations par paliers en fonction du niveau de sécurité recherché. Cette méthodologie est progressive en fonction de la criticité du site.

Dans ce contexte, nous vous proposons de faire un point avec vous sur l’organisation des démarches nécessaires de diagnostic des sites et des systèmes.

2.

LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION

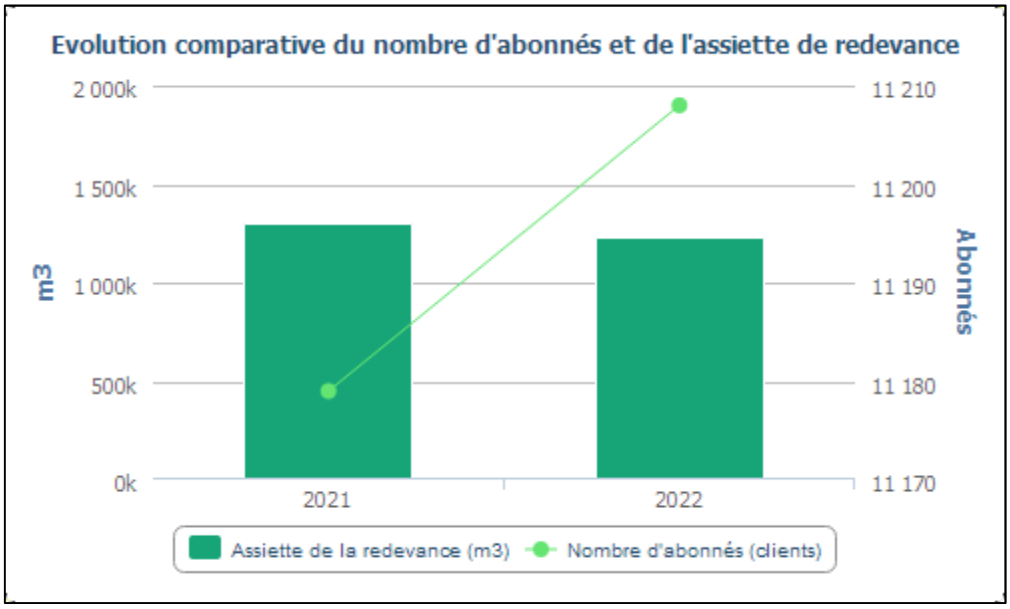


Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées à la consommation (interruptions de service, impayés, aides financières).

2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2021	2022	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	**11 179**	**11 208**	**0,3%**
Abonnés sur le périmètre du service	11 179	11 208	0,3%
Assiette de la redevance (m3)	**1 293 850**	**1 223 016**	**-5,5%**
Effluent collecté sur le périmètre du service	1 293 850	1 223 016	-5,5%



→ ***Les principaux indicateurs de la relation consommateurs***

	2021	2022	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	95	72	-24,2%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	1 152	1 094	-5,0%
Taux de mutation	10,4 %	9,9 %	-4,8%

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.



L'engagement de Veolia en faveur de ce service consommateurs de proximité et de grande qualité, s'appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d'eau et d'assainissement à obtenir l'attestation "Relation Client 100% France".

Délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d'un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d'un audit initial de l'AFNOR.

Cette certification garantit que :

- 100 % des 11 Centres de Relation Client sont implantés en France ;
- 100 % des 1500 collaborateurs et conseillers clientèle impliqués dans cette relation bénéficient de contrats de droit français ;
- 100 % des consommateurs de services publics d'eau et d'assainissement, dont la relation usagers est confiée à Veolia bénéficient d'une proximité et d'une qualité "made in France »

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- la qualité de l'eau
- la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité…
- la qualité de l'information adressée aux abonnés

NB : En 2021, Veolia a modifié le mode de collecte de ses enquêtes de satisfaction, passant d'interviews par téléphone à des interviews en ligne (les consommateurs reçoivent un e-mail les invitant à répondre à un questionnaire). Cette évolution permet d'interroger un plus grand nombre de consommateurs par an et de disposer ainsi de mesures de satisfaction plus fines, sur des échantillons plus robustes.

Ce changement de méthode peut cependant avoir pour effet un repli plus ou moins net des taux de satisfaction relevés. En effet, comme le confirme l'institut Ipsos, en charge de ces enquêtes, un écart d'une dizaine de points à la baisse est couramment observé lorsque l'on passe de l'interview téléphonique à l'e-mail. Deux causes cumulatives peuvent l'expliquer :

- ✔ Répondre à une sollicitation d'enquête par e-mail est une action volontaire et les consommateurs insatisfaits sont plus enclins à cliquer sur le lien dans l'invitation pour répondre à ces enquêtes
- ✔ Dans le cadre d'une enquête téléphonique, inconsciemment, les interviewés associent l'enquêteur avec le service qu'il leur demande d'évaluer. Ils se montrent ainsi plus indulgents et donnent des notes moins sévères qu'ils ne l'auraient fait lors d'une enquête en ligne.

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2021	2022	N/N-1
Satisfaction globale	75	82	+7
La continuité de service	91	91	0
Le niveau de prix facturé	52	56	+4
La qualité du service client offert aux abonnés	71	77	+6
Le traitement des nouveaux abonnements	73	78	+5
L'information délivrée aux abonnés	72	74	+2

Composition de votre eau !



Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.



→ *Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia*

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs des services publics d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

#1 Qualité : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».
#2 Intervention : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »
#3 Budget : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »
#4 Services : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »
#5 Conseil : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

2.3 Données économiques

→ *Le taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente [P257.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2022 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'assainissement. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2021	2022
Taux d'impayés	**2,26 %**	**3,69 %**
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	37 562	99 997
Montant facturé N - 1 en € TTC	1 664 617	2 713 357

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités…).

A noter également que le taux d'impayés est calculé sur la base du montant total toutes parts comprises sur les rubriques composant la facture d'assainissement.

Ce taux a augmenté en 2022 compte tenu du contexte actuel, et ce malgré les nombreuses actions menées par nos services sur le territoire communal.

En effet, depuis 2020, le contexte économique et social est en constante évolution du fait de l'épidémie de Covid-19, du conflit en Ukraine, pour ne citer que les deux faits les plus impactant de ces trois dernières années.
Ces événements récents ont déclenché une forte inflation généralisée, provoquant une baisse significative du pouvoir d'achat des ménages, ayant pour effet une hausse des montants d'impayés pour tous les fournisseurs d'énergie (électricité, eau, gaz, ...) car considérés comme dépense non prioritaire pour les foyers les plus modestes, l'alimentation et le logement restant prioritaires.

A titre d'information, nous avons réalisé depuis 2021 les actions suivantes sur la commune de Lunel :
- 17 321 relances automatiques,
- 62 574 relances par SMS et 53 381 relances par e-mail,
- 289 actions ciblées de recouvrement de la part des conseillères de l'agence de Lunel : courrier de mise en demeure, relance téléphonique ...
- 1 343 dossiers ont été transmis à un cabinet de recouvrement amiable.

Nous avons également constaté une baisse significative des demandes de chèque eau sur la commune de Lunel : 10 824€ distribué en 2018 contre 6 717€ en 2021, c'est pourquoi les critères d'attribution de l'aide ont été revus. En lien avec les services de la ville de Lunel, nous avons à nouveau informé les usagers de l'existence du dispositif chèque eau ainsi que des facilités de paiement. Par ailleurs, dans le but de faciliter son utilisation, nous avons dématérialisé le chèque eau.

Enfin, pour toutes ces raisons, au début de l'année 2022, nous avons pris la décision de désigner une référente impayés pour piloter l'activité, et un référent solidarité afin de renforcer nos liens avec les services sociaux de Lunel. Malgré cela, le taux d'impayés constaté pour l'exercice 2022 est de 3,69 %.

→ *Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]*

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais, …) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées.
- Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2022, le montant des abandons de créance s'élevait à 0 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2021	2022
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	0	0
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€)	0,00	0,00
Assiette totale (m3)	1 293 850	1 223 016

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

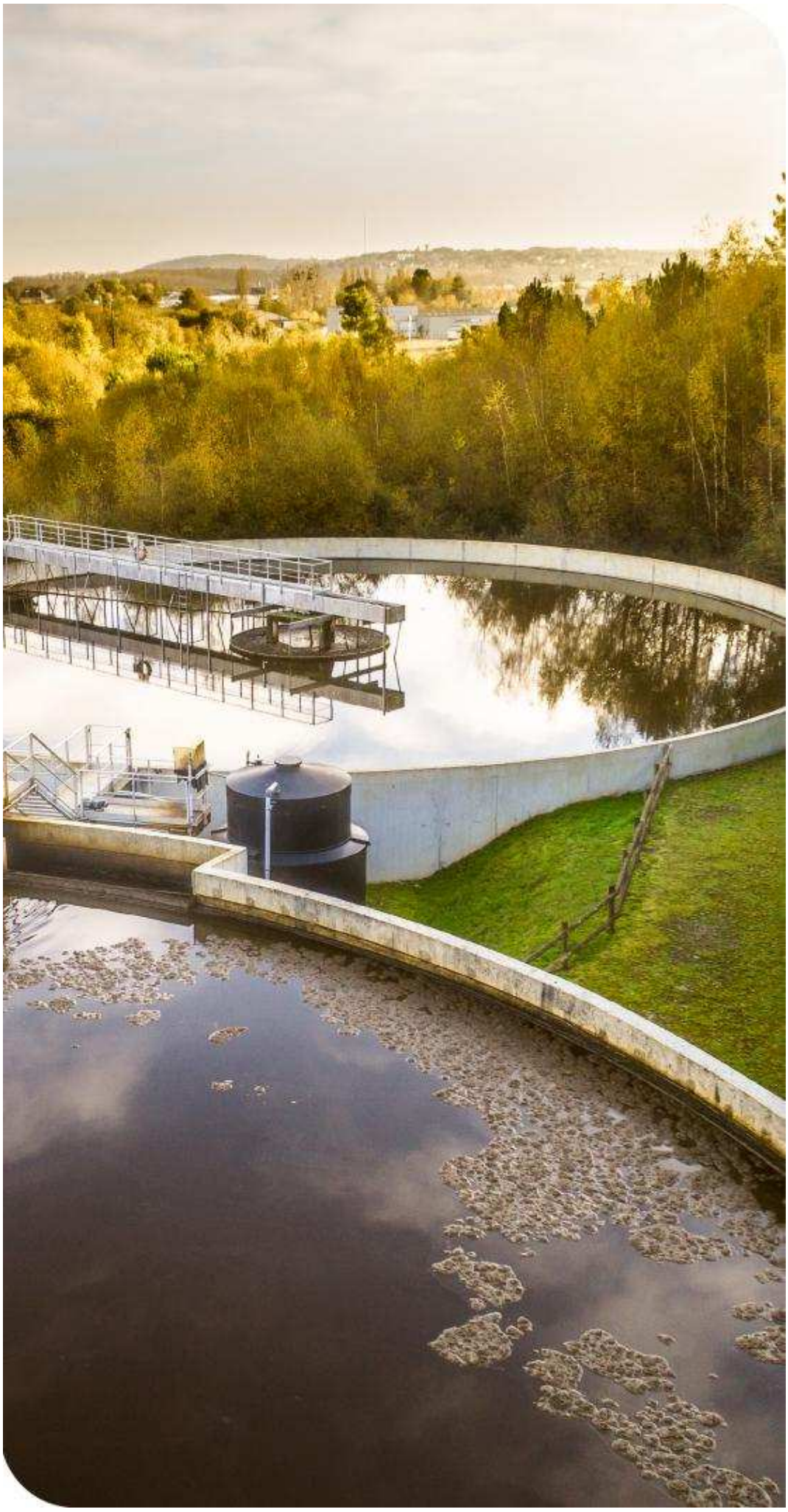
→ *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2021	2022
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	239	379

3.

LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE



Collecter, traiter, surveiller… : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel sur les sites (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

Usines de dépollution	Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)
Usine de dépollution: LUNEL	1 925	32 083	6 000
Capacité totale :	**1 925**	**32 083**	**6 000**

Capacité épuratoire en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
Poste de refoulement: PR Louis ABRIC	Non	42
Poste de relèvement: LUNEL PR DASSARGUES	Non	36
Poste de relèvement: LUNEL PR JEU DE MAIL	Non	13
Poste de relèvement: LUNEL PR LE STADE	Non	15
Poste de relèvement: LUNEL PR POLE SANTE	Non	23
Poste de relèvement: PR de la Croix de Joubert	Non	26
Poste de relèvement: PR de Mac Donald's	Non	36
Poste de relèvement: PR du Mas de Blanc	Non	22
Poste de relèvement: PR Les Feuillades	Oui	106

Autres installations

DO FEUILLADES - Lunel
DO MAS DE BLANC - LUNEL
DO MAUBON - LUNEL
DO MEUNIERES - LUNEL
DO PLANTADES - LUNEL

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- des réseaux de collecte,
- des équipements du réseau,
- des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Les canalisations, branchements et équipements*

	2021	2022	N/N-1
Canalisations			
Longueur totale du réseau (km)	92,0	92,6	0,7%
Canalisations eaux usées (ml)	92 040	92 583	0,6%
dont gravitaires (ml)	90 141	90 254	0,1%
dont refoulement (ml)	1 899	2 329	22,6%
Branchements			
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	10 426	10 440	0,1%
Ouvrages annexes			
Nombre de regards	2 452	2 454	0,1%

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments, etc. , constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée selon le cadre défini par le contrat une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2]

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux **[P253.2]** est de **0,57 %.** Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

	2021	2022
Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)	**0,62**	**0,57**
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	92 040	92 583
Longueur renouvelée totale (ml)	97	260
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice **[P202.2]** pour l'année 2022 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2021	2022
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	110	113

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	**Partie A : Plan des réseaux (15 points)**		
VP250	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP252	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Non renseigné
VP253	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		%
VP254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Non renseigné
Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	13
	Total Parties A et B	**45**	**43**
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
VP256	Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	15
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP259	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	5
VP260	Localisation des autres interventions	10	10
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	10
VP262	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
	Total:	**120**	**113**

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que des informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines…) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ *Les installations*

Site	Equipement
PR Croix Joubert	Clôture + portail
PR Mac Donald's	Pompe de relèvement n°2
PR Mas de Blanc	Jeu de détecteurs de niveau
PR Pôle Santé	Compresseur d'air
STEP	Armoire de commande principale : rénovation partielle
STEP	Pompe nouveau forage
STEP	Dégrilleur droit automatique : rénovation partielle
STEP	Réception des matières de vidange : compacteur à vis
STEP	Réception des matières de vidange : pompe de vidange
STEP	Traitement biologique à boues activées : rénovation partielle des turbines 1 et 3 (nouveau bassin d'aération)
STEP	Traitement physico-chimique : pompe chlorure ferrique n°1









→ *Les réseaux et branchements*

En 2022, Veolia Eau a réalisé des opérations de renouvellement sur les branchements ayant pour but de répondre aux problématiques d'exploitation.

Date	Désignation Chantier	Adresse	DN (mm)
31/08/2022	Renouvellement de fonte de regard de branchement	Avenue Louis Abric	400x400
23/11/2022	Renouvellement regard de branchement	325 avenue Général Sarrail	800
23/11/2022	Renouvellement de fonte de regard de branchement	470 chemin des Fournels	400x400
17/02/2022	Renouvellement regard de branchement	409 chemin du Trianon	400x400
17/02/2022	Renouvellement regard de branchement	194 rue de Verdun	400x400

Suivi renouvellement branchement	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Renouvellement réalisées au cours de l'exercice	7	2	3	7	11	4	**36**
Obligations contractuelles de renouvellement minimales	2	2	2	2	2	2	**14**

3.4.2 Les travaux neufs réalisés

→ *Les installations*

Travaux réalisés par le délégataire : Sans objet

Travaux réalisés par la Collectivité : Sans objet

→ *Les réseaux et branchements*

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

Adresse des travaux	Nombre de branchement	DN (en mm)
130 avenue d'Occitanie	1	DN 160
281 rue des Canniers	1	DN 160
93 chemin des Surveillants	1	DN 160
Rue des Chamois	1	DN 160
31 rue du Trianon	1	DN 160
Rue des Fournels	1	DN 160
Rue Pierre Curie	1	DN 160
40 chemin des Amandiers	2	DN 160
Avenue Louis Abric / chemin Pierre Plantade	5	DN 200
Total	**14**	

Les principales opérations réalisées par la Collectivité figurent au tableau suivant :

Type	Adresse	Linéaire (ml)	DN (mm)
Renouvellement de réseau	Impasse des Bourreliers	60	200
Renouvellement de réseau	Ecole Mario Roustand	20	200
Renouvellement de réseau	Rue de la Camargue	140	200
Renouvellement de réseau	Rue de la Camargue	40	160
	Total	**260**	

Type	Adresse	Nombre	DN (mm)
Renouvellement de branchements	Ecole Mario Roustand	4	160
Renouvellement de branchements	Rue de la Camargue	4	160
	Total	**8**	

4.

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE



La performance du service d'assainissement est un enjeu majeur, aussi bien pour le confort des consommateurs et des riverains au quotidien que pour maîtriser l'empreinte environnementale de cette activité. Ce chapitre regroupe les informations relatives à l'efficacité du service, de la collecte au traitement, et aborde également son impact sur l'environnement (déversements en milieu naturel, consommation de réactifs, bilan énergétique).

4.1 La maintenance du patrimoine

ENGAGEMENT

On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.

FOCUS

La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

→ *Les opérations de maintenance des installations*

L'exploitation des ouvrages comprend les principales tâches suivantes :

- ✓ Entretien électromécanique (graissage, vidange)
- ✓ Contrôle métrologique annuel du matériel d'autosurveillance de la station d'épuration
- ✓ Analyses sur les effluents et les boues : déclaration mensuelle des données d'autosurveillance, et édition du rapport annuel de la station d'épuration.
- ✓ Extraction et déshydratation des boues (centrifugeuse).
- ✓ Gestion des campagnes d'épandage des boues déshydratées.
- ✓ Entretien des espaces verts.



→ Les opérations de maintenance des *réseaux et branchements*

Travaux d'entretien sur le réseau	2021	2022	N/N-1
Nombre de réparations de branchements	2	0	-100,0%
Nombre de réparations de collecteurs	1	0	-100,0%
Nombre de mise à niveau de tampons	2	2	0,0%

→ *L'auscultation du réseau de collecte*

Interventions d'inspection et de contrôle	2021	2022	N/N-1
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	929	704	-24,2%

Au cours de l'année 2022, **704** ml de canalisations ont été inspectées lors de l'exercice :

Adresse	Longueur (ml)
Rue Lakanal	230
Rue de la Libération	224
Cours Gabriel Péri	152
Avenue d'Aigues Mortes	98

Dans le cadre du contrat de délégation de service public, le délégataire est tenu de réaliser à minima, 8 910 ml d'inspections télévisées sur la durée du contrat. Cela représente environ 891 ml / an.

Le tableau ci-dessous présente l'avancée en termes de mètres linéaires de canalisation inspectés au regard des obligations du contrat :

Suivi auscultation du réseau - ITV	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Longueur de canalisation inspectée par le délégataire (ml)	2 635	2 123	1 224	491	929	704	**9 050**
Longueur de canalisation minimale à inspecter préventif (ml)	891	891	891	891	891	891	**6 327**

→ *Le curage*

Interventions de curage préventif	2021	2022	N/N-1
Longueur de canalisation curée (ml)	13 581	19 393	42,8%

Interventions curatives	2021	2022	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau	201	206	2,5%
sur branchements	124	135	8,9%
sur canalisations	77	71	-7,8%

En 2022, le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **18,38 / 1000 abonnés.**



→ *Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]*

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage **[P252.2]** permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

	2021	2022	N/N-1
Nombre total de points concernés sur le réseau	23	6	-73,9%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	92 040	92 583	0,6%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km	24,99	6,48	-74,1%

Le nombre de points noirs a significativement diminué entre 2021 et 2022 grâce au curage préventif effectué.

Chaque année ces points noirs sont régulièrement auscultés et curés lorsque cela s'avère possible.

Trois d'entre eux sont particulièrement importants, il s'agit de :

- Rue d'Aigues Mortes angle rue Val Fleuri
- Avenue Colonel Simon angle avenue Général De Gaulle
- Boulevard Sarrail angle boulevard de Strasbourg

4.2 L'efficacité de la collecte

4.2.1 La maîtrise des entrants

→ *Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- garantir les performances du système de traitement,
- garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS…) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 24 mars 2022) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 24 mars 2022, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, …),
- l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ *Le bilan 2022 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)*

Le tableau ci-dessous présente le nombre total d'arrêtés d'autorisation et de conventions de déversement établis au 31/12 de l'année :

	2021	2022
Nombre de conventions de déversement	2	2
Nombre d'arrêtés d'autorisation de déversement	2	2

Le tableau ci-dessous liste les conventions spéciales de déversement établies conformément au règlement du service avec les clients concernés :

Tiers engagé	Objet	Date d'effet
FORACO	Déversement d'effluents	2021
Cuisines centrales	Déversement d'effluents	2021

→ *La conformité des branchements domestiques*

Le contrôle de la conformité des branchements pour s'assurer de l'absence de mauvais branchements (par exemple, branchement pluvial raccordé au réseau d'eaux usées dans le cas d'un réseau séparatif) est également un élément de maîtrise des entrants dans le système d'assainissement.

Contrôle des branchements existants	2021	2022	N/N-1
Nombre de mises en conformité réalisées	0	0	0%

Suivi contrôle de conformité des branchements	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Nombre de branchements à contrôler	104	104	104	104	104	104	104	**728**
Nombre de branchements contrôlés	56	68	59	79	339	358	115	**1 074**

4.2.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel

→ *La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]*

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

Nombre de points de rejet	2021	2022
Nombre d'usines de dépollution	1	1
Nombre de trop-pleins de postes de relèvement/refoulement	1	1

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » **[P255.3]** (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2021	2022
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	100	100

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points)		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	10
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	10
Total Partie A	**100**	**100**
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	
Total:	**120**	**100**

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

Les points d'autosurveillance du réseau de collecte sont regroupés dans le tableau ci-dessous :

Nom du DO ou de la surverse de PR	Commune	Classement	Milieu de rejet	Planning d'équipement
Surverse PR Feuillades	Lunel	>120 (168 kg DBO_5)	Pluvial puis canal de Lunel	Temps et débit de déversement, télésurveillé
DO Meunières	Lunel	>120 (155 kg DBO_5)	Ruisseau des Meunières	Temps et débit de déversement, télésurveillé
DO Maubon	Lunel	<120 (16 kg DBO_5)	Ruisseau du Bouzanquet	Temps et débit de déversement, télésurveillé
DO Mas de Blanc	Lunel	<120 (58 kg DBO_5)	Ruisseau des Meunières	Temps et débit de déversement, télésurveillé
DO Plantades	Lunel	<120 (23 kg DBO_5)	Ruisseau du Bouzanquet	Temps et débit de déversement, télésurveillé

→ *La conformité de la collecte [P203.3]*

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

Pluviométrie :

Hauteur de pluie totale (mm)	2020	2021	2022
Poste de relèvement : PR Les Feuillades	473	688	630
Moyenne	**473**	**688**	**630**

Bilan global des déversements :

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m3) :

Point de déversement	2020	2021	2022
Déversoir d'orage : DO Meunières	-	395	1 536
Poste de relèvement : PR Les Feuillades	11	0	0
Total	**11**	**395**	**1 536**

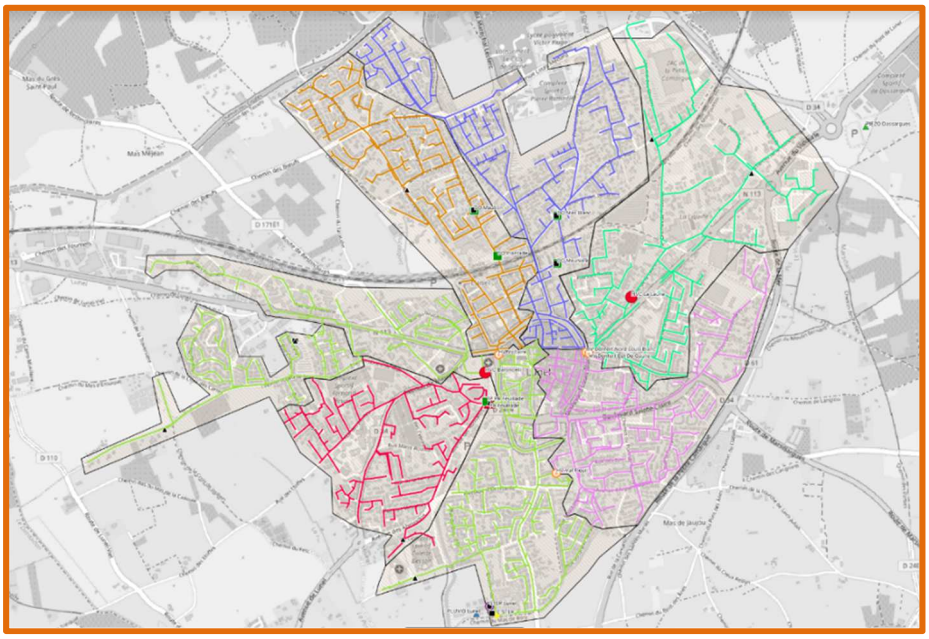
→ *Le diagnostic permanent*

Dans le cadre de la mise en place d'un diagnostic permanent sur le système d'assainissement de Lunel, une analyse des flux collectés en continu est réalisée depuis janvier 2016.

L'objectif est :

- de quantifier les eaux claires parasites et l'impact de la pluviométrie sur le système de collecte

- de cibler ainsi plus finement les inspections caméra et les tests de conformité des branchements suivant les secteurs collectés.



L'instrumentation présente sur le réseau est composée des éléments suivants :
- 4 sondes hauteur/vitesse installées en 2016 et 3 sondes installées en 2020
- 2 sondes de conductivité installées en 2021
- 1 pluviomètre installé à la STEP en 2016
- 8 bassins versants suivis en continu avec le logiciel Gescira

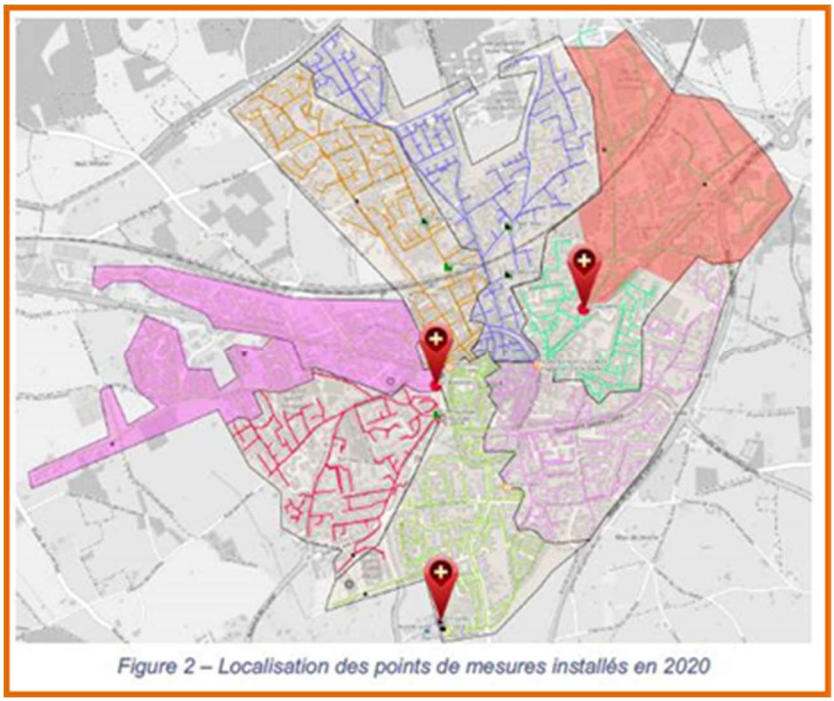


Figure 2 – Localisation des points de mesures installés en 2020

Les paramètres suivis sont les suivants :

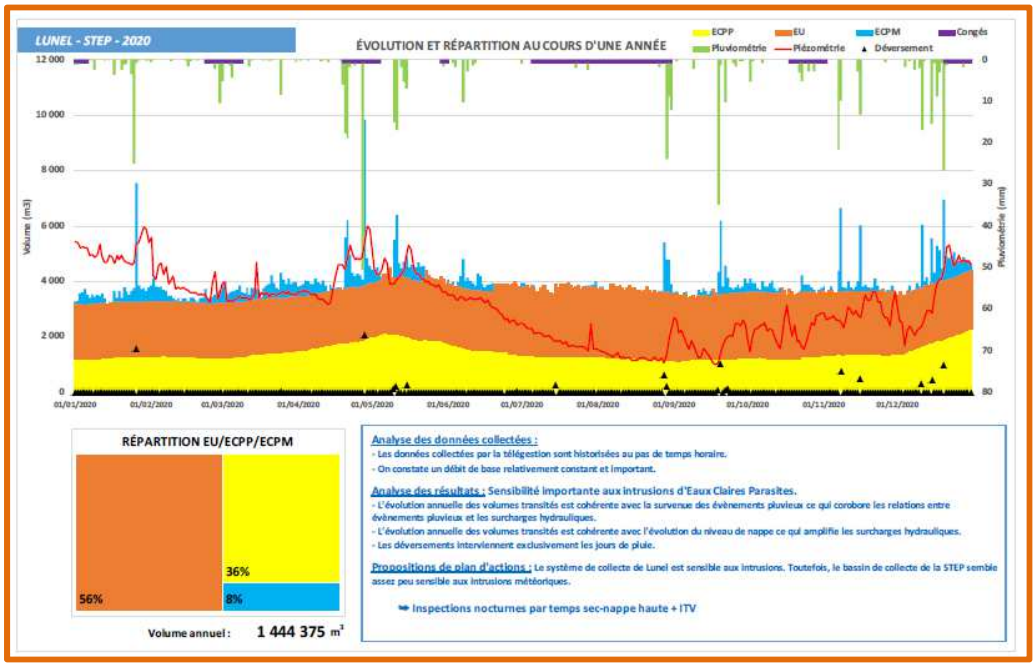
-sur les 4 points du diagnostic permanent du réseau : hauteur, vitesse, débit

-sur les postes de relèvement : marche / arrêt des pompes, débit en fonction de la valeur nominale des pompes, débit déversé

-sur les 4 déversoirs d'orage : débit déversé

-en entrée de STEP : les données du pluviomètre, le débit de PR prétraitement, le débit du PR bassin d'orage

L'ensemble des bassins versants analysés sont matérialisés ci-dessus. L'analyse fine des données collectées permet de caractériser la sensibilité du réseau de collecte aux intrusions d'Eaux Claires Parasites (ECP) et de proposer un plan d'actions sur les années à venir.



Une présentation annuelle détaillée est réalisée chaque année sur les résultats de l'année N-1.

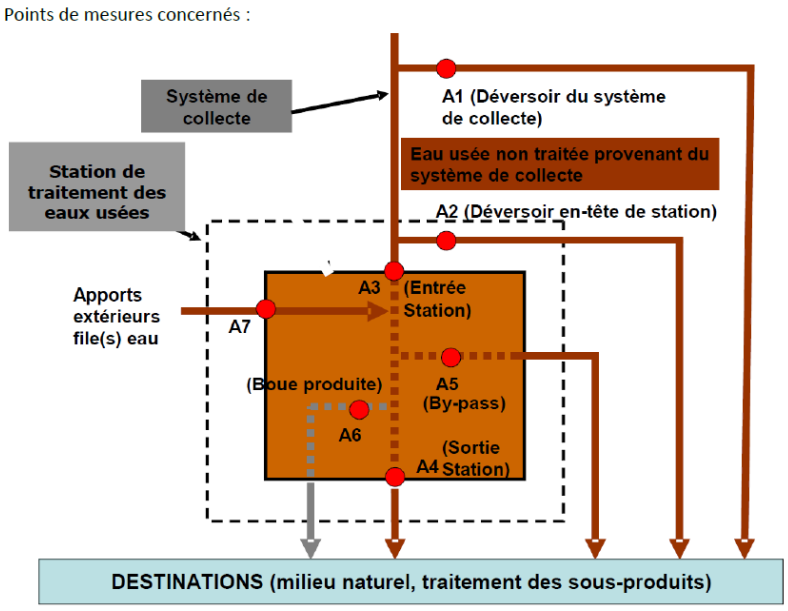
4.3 L'efficacité du traitement

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. Les règles suivantes sont depuis appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration.

- les flux considérés en entrée et en sortie du système de traitement tiennent compte du débit de référence ou du Percentile 95 (PC95). En pratique seuls les flux à hauteur du débit de référence sont retenus dans les calculs. Ainsi, tous les volumes déversés par le Déversoir en Tête de Station (A2) au-delà du débit de référence sont écartés et n'interviennent pas dans les calculs de conformité. Il en est de même pour le calcul de la Charge Brute de Pollution Organique, basé sur les flux en entrée en DBO5,
- un bilan d'autosurveillance est considéré hors condition normale de fonctionnement (et les paramètres non-conformes sont alors écartés) lorsque le débit en entrée de station d'épuration (A3) dépasse le débit de référence PC95,
- dans le cas des stations d'épuration supérieures à 2 000 EH, le calcul de la conformité nationale est basé uniquement sur la valeur du PC95 calculée et le calcul de la conformité locale prend en compte la valeur maximale entre le PC95 et le débit de référence défini dans l'acte administratif. Dans le cas des stations inférieures à 2 000 EH, seul le débit de référence issu de l'acte administratif est considéré.

Les schémas ci-dessous rappellent la dénomination SANDRE des points de mesures et illustrent les nouveautés introduites.



Notre outil interne OPUS est aligné sur les mêmes règles que celles retenues par Autostep pour évaluer la conformité locale le plus justement possible. Aussi, le rapport annuel fournit les évaluations de conformité locale réalisées en adoptant les règles de calcul définies par l'arrêté de 2015.

Dans le rapport annuel du Délégataire, nous transmettons nos évaluations « exploitant » de la conformité locale. Pour rappel, l'indicateur réglementaire P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration est à la Charge du Service de Police de l'Eau et n'est pas dû par l'exploitant.

C'est la raison pour laquelle, nous rappelons les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité. En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

4.3.1 Conformité globale

→ *La conformité des équipements d'épuration [P204.3]*

Cet indicateur **[P204.3]** permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'Etat et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

→ *La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]*

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il **[P205.3]** est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut).

Conformité réglementaire des rejets	à l'arrêté préfectoral
	100,00
Usine de dépollution : LUNEL	100,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ *La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]*

Cet indicateur **[P254.3]**, qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau ou les règles nationales (arrêté du 21 juillet 2015), rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

Conformité des performances des équipements d'épuration	2021	2022
Performance globale du service (%)	**100**	**96**
Usine de dépollution : LUNEL	100	96

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Cette conformité est évaluée en retenant les règles définies par la réglementation en vigueur et incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

→ *Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]*

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et le stockage en décharge agréée.

	2021	2022
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	**100**	**100**
Usine de dépollution : LUNEL	100	100

4.3.2 Bilan d'exploitation et conformité par station

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

Usine de dépollution : LUNEL

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

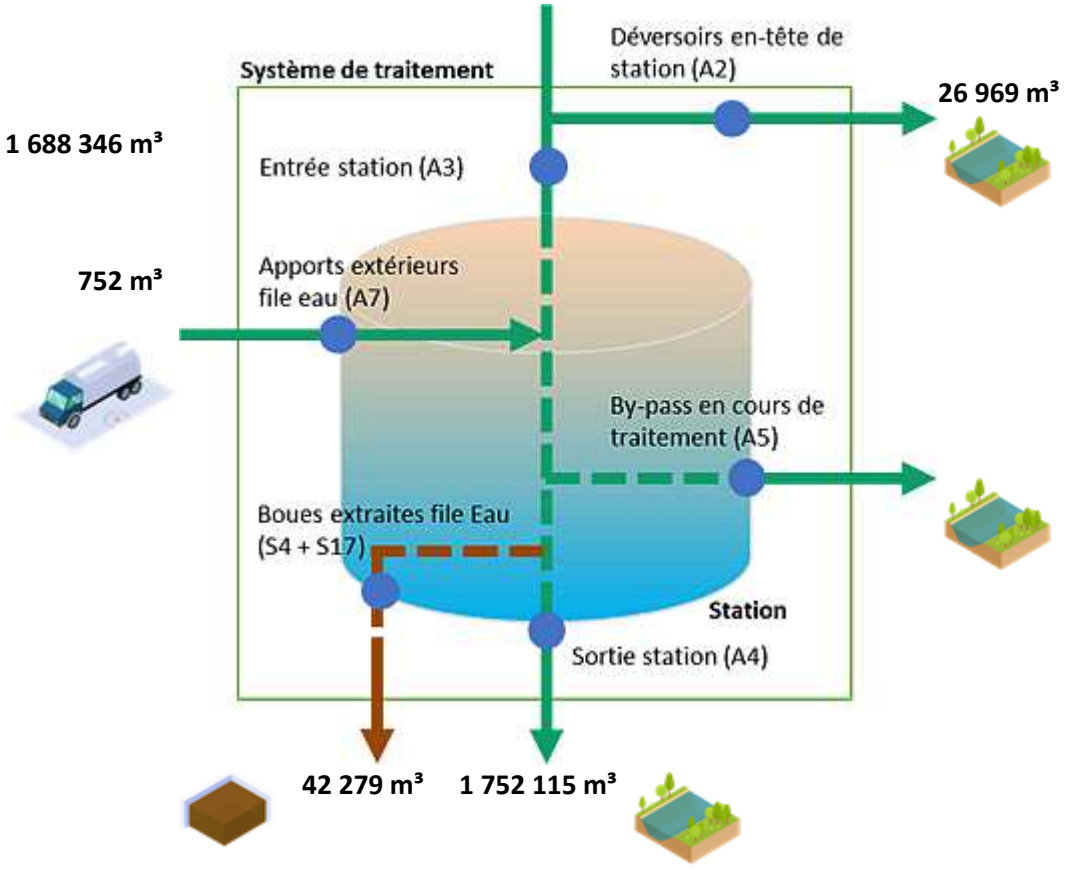
	2022
Débit de référence (m3/j)	7 800
Capacité nominale (kg/j)	1 925

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

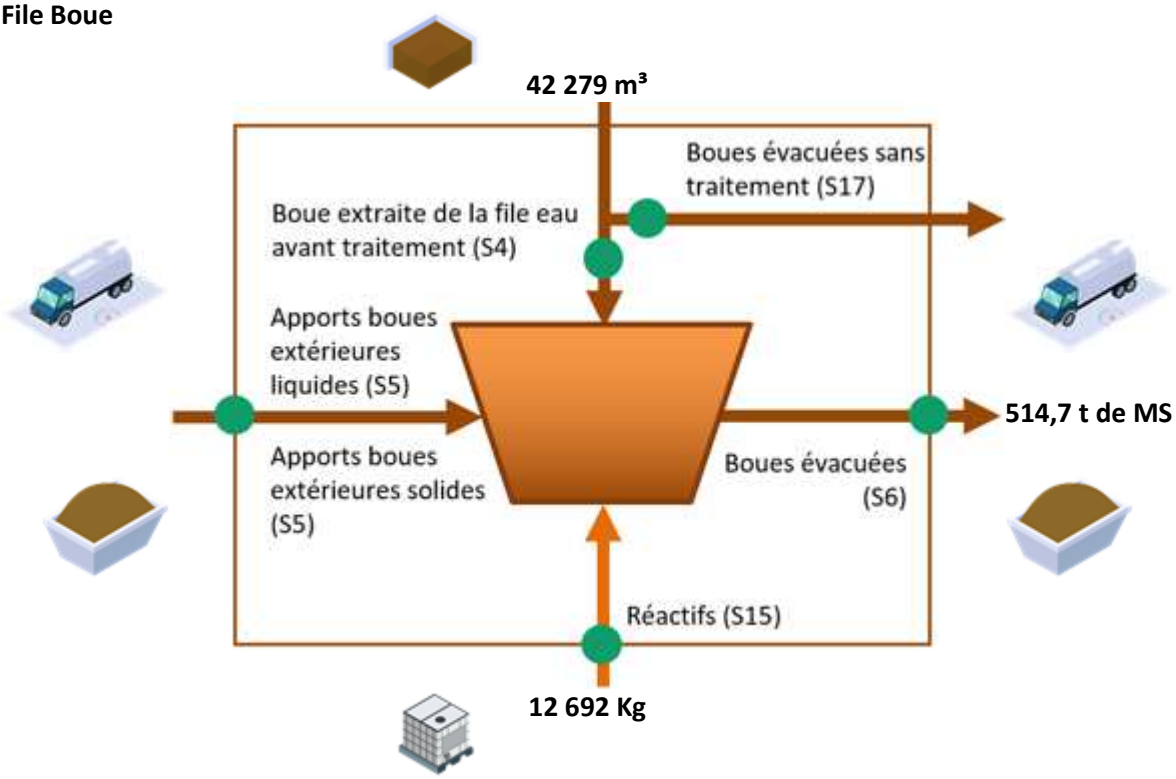
	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	125,00	25,00	35,00				
moyenne annuelle					15,00		2,00
Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	85,00	92,00	93,00				
moyen annuel					80,00		91,00

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

File Eau



File Boue



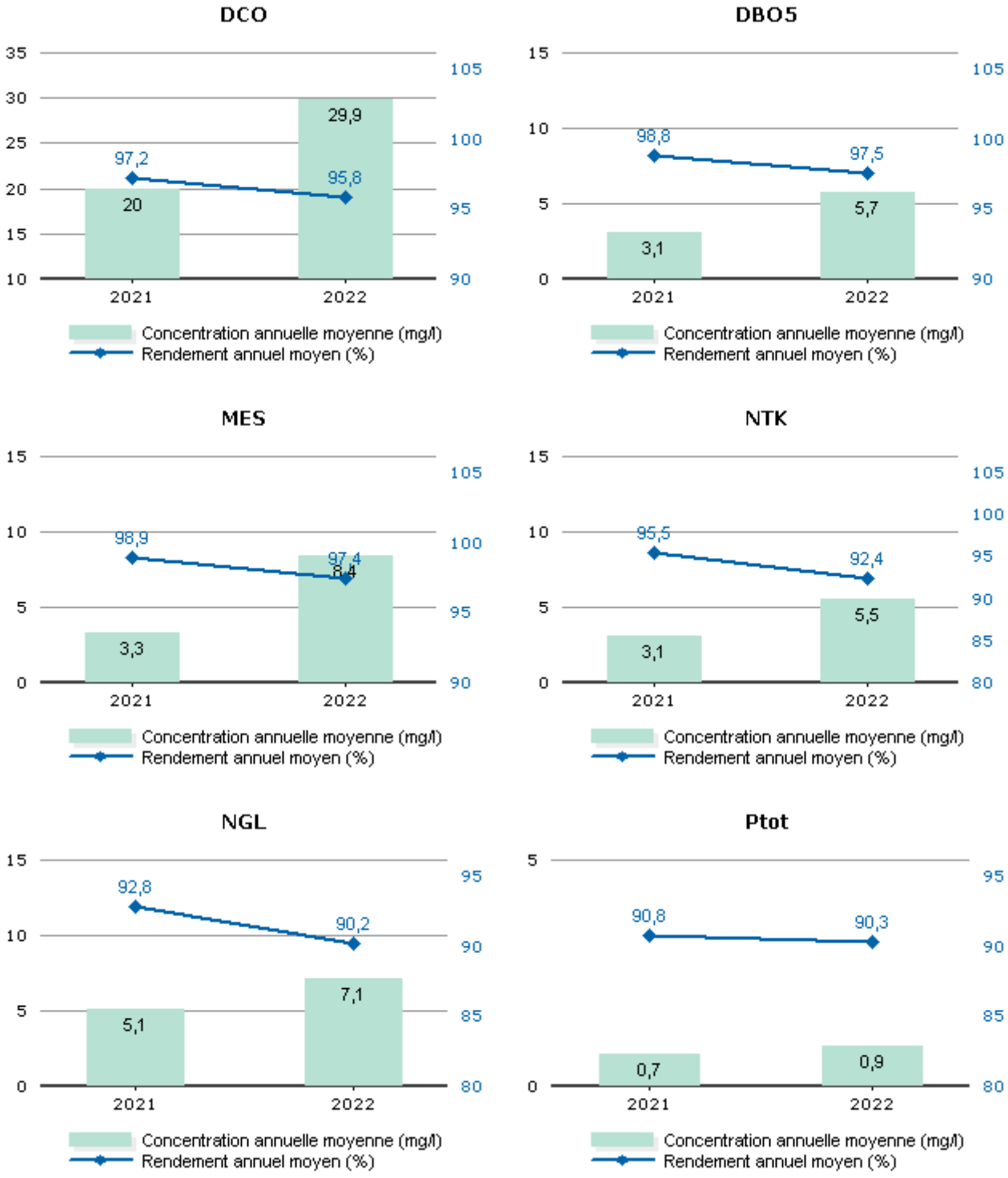
Fréquences d'analyses

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2022
DCO	52
DBO5	52
MES	52
NTK	26
NGL	26
Ptot	26

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :



Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, …). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2021	2022
Conformité à l'arrêté préfectoral	100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité), hors effet de stock. Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2021	2022
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	691,2	514,7

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2021	2022
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Valorisation agricole	2380,6	20,55	489,2	100,00
Compostage norme NF	124,3	20,51	25,5	100,00
Total	**2504,9**	**20,55**	**514,7**	**100,00**

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2021	2022
Incinération (t) Refus	6,8	11,4
Total (t)	6,8	11,4
Centre de stockage de déchets (t) Sables	18,3	76,1
Total (t)	18,3	76,1






4.3.3 La surveillance des micropolluants dans les eaux de rejets

La nouvelle note technique publiée en mars 2022 précise les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE) en entrée et sortie des stations d'épuration de plus de 10 000 EH et renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche par le maître d'ouvrage au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station d'épuration. De nouvelles campagnes d'analyses en entrée et sortie station sont à réaliser à partir de fin 2022 et en 2023 et des diagnostics vers l'amont à réaliser ou mettre à jour au regard des résultats des campagnes.

Les résultats des campagnes (substances significatives identifiées) seront communiqués lors du prochain RAD si les campagnes ont été confiées à Veolia et si elles sont finalisées.

Au besoin, Veolia se tient à votre disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ce texte important et évaluer ses conséquences pour votre service.

4.4 L'efficacité environnementale

4.4.1 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Pour 2022 et 2023, dans le cadre du Plan ReSource, nos objectifs ont été rehaussés : il nous est demandé de réduire de 5% notre impact énergétique et d'augmenter de 5% notre production d'énergie sur les 2 années. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2021	2022	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	**1 651 512**	**1 616 009**	**-2,1%**
Usine de dépollution	1 625 452	1 593 337	-2,0%
Postes de relèvement et refoulement	26 060	22 672	-13,0%
Energie consommée facturée (kWh)	**1 372 433**	**1 677 996**	**22,3%**
Usine de dépollution	1 346 600	1 654 917	22,9%
Postes de relèvement et refoulement	25 833	23 079	-10,7%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.2 La consommation de réactifs

Le choix des réactifs et quantités est établi afin :

- d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

→ *La consommation de réactifs*

Usine de dépollution - File Eau

	2021	2022	N/N-1
Usine de dépollution : LUNEL			
Chaux vive (kg)	-	91 240	-
Chlorure ferrique (kg)	28 041	11 396	-59,4%

La chaux vive a commencé à être utilisée à partir de 2022 dans le cadre du chaulage des boues dites « Covid-19) ainsi que des travaux de modernisation de la filière déshydratation des boues.

Usine de dépollution - File Boue

	2021	2022	N/N-1
Usine de dépollution : LUNEL			
Polymère (kg)	38 023	12 692	-66,6%

5.

RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1er février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

→ *L'état détaillé des produits*

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

Information complémentaire

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Eau de Nîmes Métropole permet de fournir maintenant une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être ventilée entre les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2022 pour le contrat ressort à **59 940** €

→ *Explications sur l'impact inflation sur les CARE*

☆ Une année marquée par de fortes variations de prix

L'année 2022 a été marquée par un très fort retour de l'inflation qui a bouleversé les équilibres budgétaires prévus des services aux collectivités, parmi lesquels ceux de l'eau et de l'assainissement.

Cette inflation s'est inscrite dans un contexte d'incertitudes multiples et grandissantes depuis la fin 2021, et rendant les prix des matières, des services et de l'énergie très volatiles : impacts de la crise COVID sur les approvisionnements de composants et de matières premières, impact de la guerre en Ukraine sur l'énergie, réduction des capacités de production d'électricité nucléaire en France.

Depuis de nombreuses années, les services Achat de Veolia élaborent des prévisions d'évolution des marchés, et des stratégies d'approvisionnement à 2/3 ans visant à limiter les risques de volatilité de nos prix d'achat. Ces stratégies avaient peu d'impact en période de grande stabilité de l'inflation, mais elles se sont révélées utiles en 2022 pour limiter les violents impacts de la crise.

Sur l'énergie :

- rappelons tout d'abord que le prix de l'énergie est régulé pour partie (ARENH) et que cela ne couvre qu'une partie de l'alimentation des services d'eau et d'assainissement globalement ; les services sont ainsi soumis pour partie aux prix du marché, de même que les achats électriques des autres services publics.
- de 50 euros/MWh en début d'année 2021, le prix de base du marché (non régulé) est passé à plus de 200 euros/MWh dès décembre 2021, et est monté jusqu'à 700 euros à l'été 2022.
- une stratégie de couverture de ces coûts d'énergie non régulés, prise mi-2021 pour les années 2022 et 2023 a permis de limiter les effets de l'inflation sur certains de nos contrats.
- en outre, l'Etat a mis en place courant 2022 un dispositif supplémentaire "bouclier" (ARENH+) qui a permis de réduire les volumes d'achat à acheter sur le marché, ce qui a permis d'améliorer nos factures globales d'électricité sur l'année

Sur les réactifs :

- les prix moyens du marché des réactifs ont augmenté de 64% en 2022
- les contrats d'achats mutualisés au niveau français de Veolia ont permis de limiter nos coûts d'approvisionnement et de sécuriser l'approvisionnement malgré des crises ponctuelles liées à la pénurie de matières.

Sur les matériels et équipements :

- les prix moyens de ces marchés ont augmenté de 12% en 2022
- les contrats d'achats mutualisés au niveau mondial de Veolia ont permis de limiter cette hausse.

Plus globalement, sur certains contrats, la maîtrise des coûts, anticipée et opérée par Veolia, a permis de réduire le dérapage de certaines charges d'exploitation et de travaux, et d'éviter des demandes de révision très fortes des tarifs, à l'instar de ce que l'on observe sur de nombreuses collectivités pour 2023.

Après une inflation moyenne de 5,9 % en 2022, les estimations montrent que pour 2023, elle va continuer d'impacter les prix fortement :

- la Banque de France prévoit une inflation comprise entre 4,7% et 6,9% selon ses scénarios
- l'OCDE estime l'inflation française autour de 5,8 %
- les coûts d'énergie du marché devraient un peu baisser, et les coûts pour Veolia seront encore atténués sur certains contrats par les accords de couverture passés en 2021, ce qui ne sera plus du tout le cas en 2024.

Du fait de ces variations, il est alors important de mettre en place des indices de référence le plus proche de la réalité et de raccourcir les périodes de mise à jour comme cela l'a été proposé aux collectivités cette année.

5.2 Situation des biens

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ *Programme contractuel d'investissement*

Sans objet

→ *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Nature des biens	2022
Equipements	0,00 €

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

Branchements	Nombre	Montant
Réalisés en 2022	4	3 312,20 €

Engagements à fin 2022	14	10 134,18 €
Réalisés à fin 2022	36	58 605,46 €
Solde	**22**	**48 471,28 €**

Conformément au contrat, un taux d'intérêts, égal au taux EONIA, est appliqué au solde de ce compte de renouvellement. Dans le cadre du Règlement Benchmark entré en vigueur le 1er janvier 2018, le taux de référence EONIA a cessé d'être publié le 3 janvier 2022. Il a été remplacé par le taux ESTER (Euro Short-Term Rate) publié par la Banque Centrale Européenne. Depuis cette date, l'EONIA est déterminé sur la base de l'ESTER.

5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ *Régularisations de TVA*

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition[1], deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA[2] : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ *Biens de retour*

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ *Biens de reprise*

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

[1] art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

[2] Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

→ *Autres biens ou prestations*

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements.qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, …) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante …).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents[3] affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

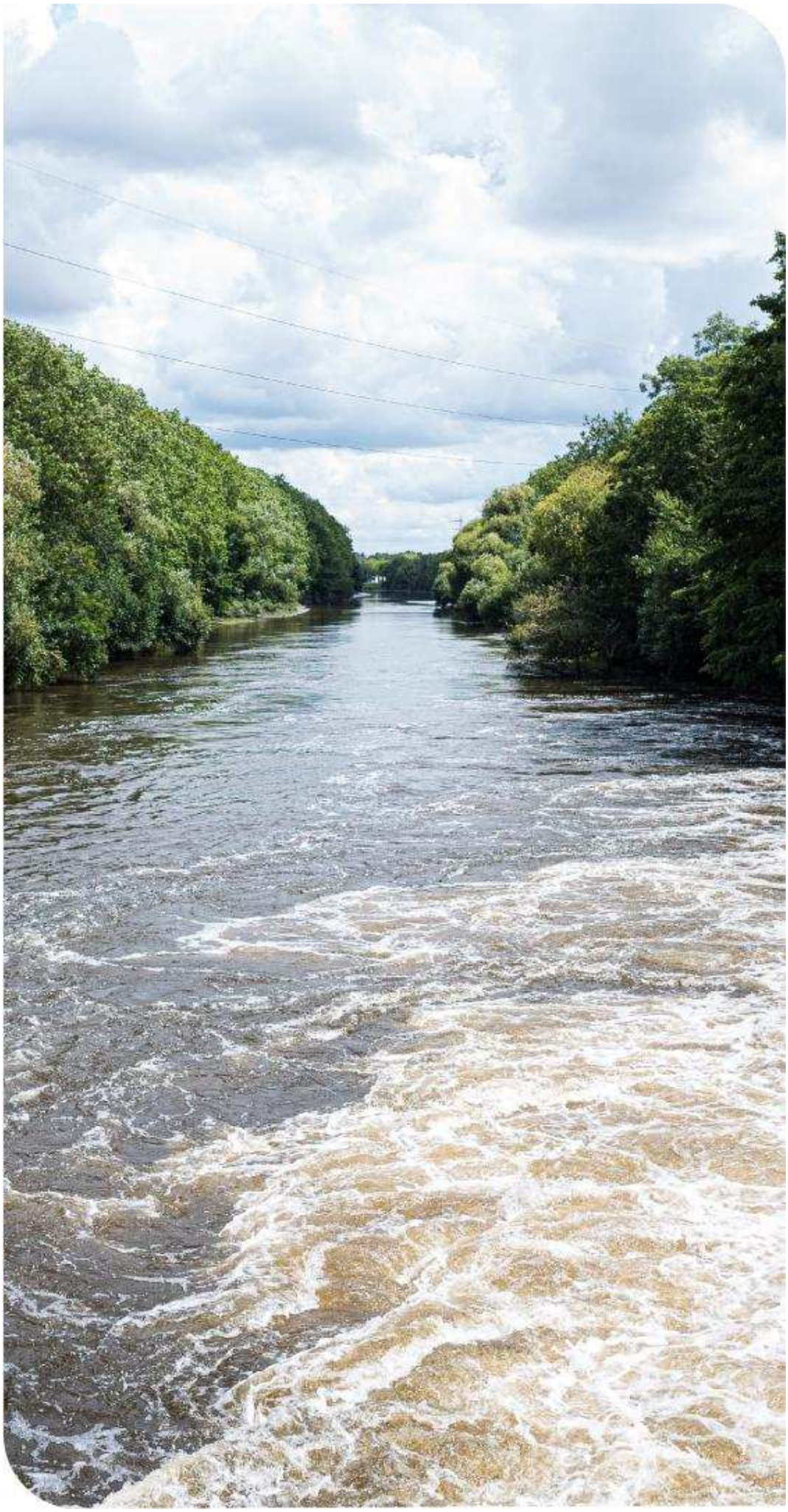
Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,….
- concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,…

[3] Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6.

ANNEXES



6.1 La facture 120 m³

Traité juridique : JAJ73 LUNEL (ASST)
Commune : LUNEL
Facture comparée aux 1er janvier 2023 et 2022 pour une consommation annuelle de 120 m³

		1er janvier 2023				1er janvier 2022				
		Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Evolution
AST	Collecte et dépollution des eaux usées											
	Abonnement	3	8,9264	26,78	10	29,46	3	8,5456	25,64	10	28,20	4,46%
	Abonnement part communale	3	2,9300	8,79	10	9,67	3	2,5500	7,65	10	8,42	14,90%
	Consommation	120	0,6565	78,78	10	86,66	120	0,5707	68,48	10	75,33	15,03%
	Consommation part communale	120	0,4539	54,47	10	59,92	120	0,3947	47,36	10	52,10	15,00%
AST	Organismes publics											
	Modernisation des réseaux (Agence de l'eau)	120	0,1600	19,20	10	21,12	120	0,1600	19,20	10	21,12	0,00%
Prix du m³				1,72 € / m³					1,54 € / m³			
Total TTC				206,83 €					185,17 €			

6.2 Les données consommateurs par commune

	2021	2022	N/N-1
LUNEL			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	26 257	26 361	0,4%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	11 179	11 208	0,3%
Assiette de la redevance (m3)	1 293 850	1 223 016	-5,5%

6.3 Le synoptique du réseau

Type de réseau	Diamètre (mm)	Matériau	longueur (m)
Gravitaire d'eaux usées	Tous diamètres	Tous matériaux	90255
	Indéterminé	Tous matériaux	245
	Indéterminé	Autre	245
	125	Tous matériaux	37
		PVC	37
	150	Tous matériaux	8222
		Amiante ciment	8004
		Autre	205
		PVC	13
	160	Tous matériaux	3040
		Amiante ciment	97
		PVC	2943
	200	Tous matériaux	69980
		Amiante ciment	9622
		Autre	6586
		Fonte	907
		Grès	371
		PVC	52494
	250	Tous matériaux	2322
		Amiante ciment	25
		Autre	846
		Fonte	685
		PVC	766
	300	Tous matériaux	3310
		Amiante ciment	567
		Autre	1872
		Béton	343

		PVC	528
	400	Tous matériaux	536
		Autre	445
		Fonte	18
		PVC	73
	500	Tous matériaux	1422
		Autre	933
		Béton	169
		PVC	320
	600	Tous matériaux	1141
		Autre	1115
		PVC	26
refoulement d'eaux usées	Tous diamètres	Tous matériaux	2329
	indéterminé	Tous matériaux	1409
	indéterminé	Autre	1409
	110	Tous matériaux	402
	110	Polyéthylène	402
	150	Tous matériaux	66
	150	Autre	66
	300	Tous matériaux	293
	300	PVC	293
	75	Tous matériaux	159
	75	Polyéthylène	159
Total			92584

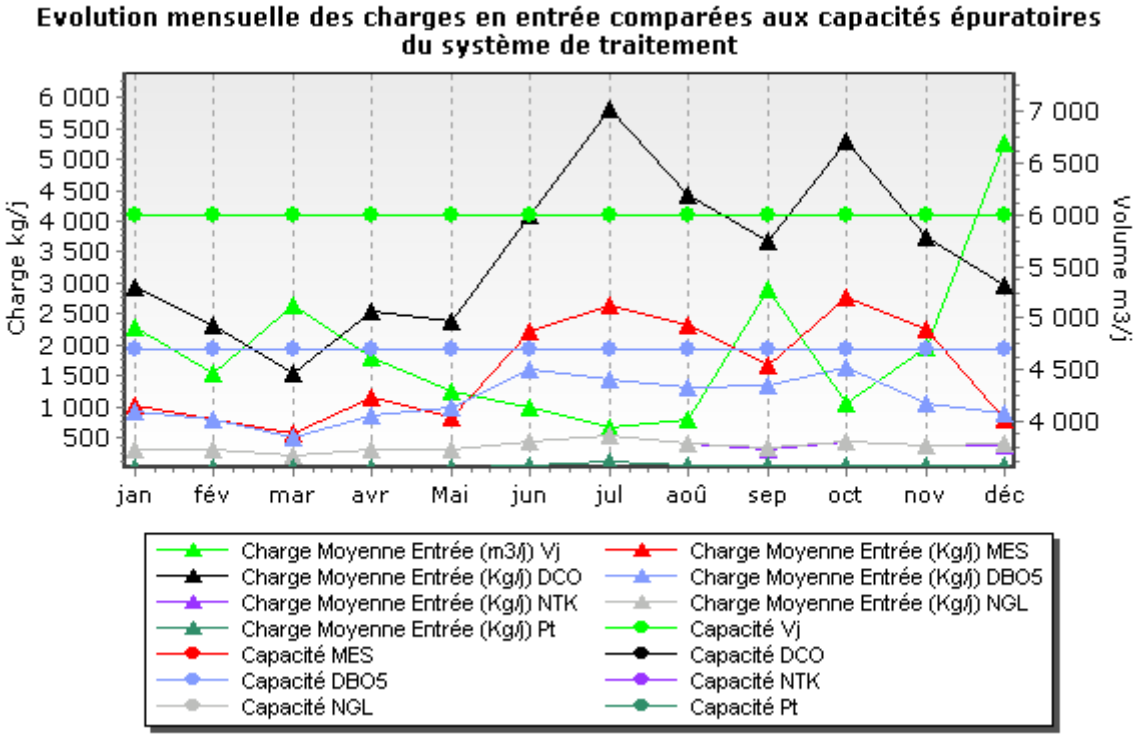
6.4 Le bilan qualité par usine

Usine de dépollution: LUNEL

Bilans HCNF / Bilans :

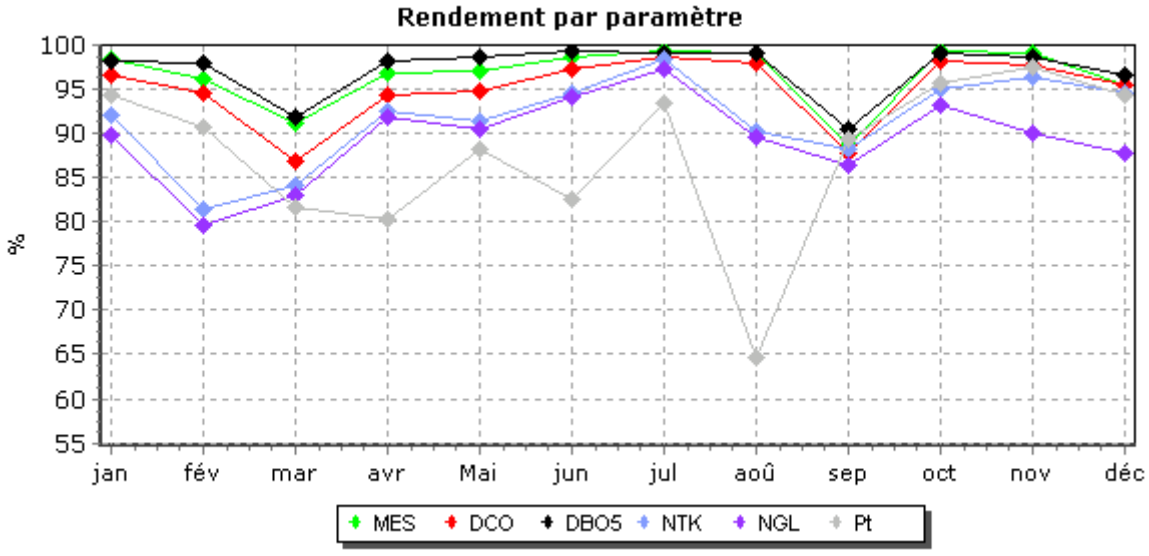
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HcNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	4 913	0 / 5	1 011	2 918	911	294,3	297,2	29,2
février	4 460	0 / 4	792	2 313	806	309,8	312,2	33,2
mars	5 122	0 / 5	557	1 550	507	199,2	202,6	20,5
avril	4 627	0 / 4	1 158	2 543	864	294,7	297,2	29,6
mai	4 293	0 / 4	828	2 397	1 004	312,9	314,3	32,9
juin	4 133	0 / 4	2 219	4 096	1 596	447,8	450,1	51,9
juillet	3 956	0 / 4	2 626	5 814	1 440	548,0	550,2	104,7
août	4 018	0 / 3	2 308	4 416	1 323	391,7	393,9	43,0
septembre	5 277	0 / 4	1 667	3 685	1 348	325,1	328,0	39,3
octobre	4 186	0 / 6	2 762	5 279	1 635	444,3	446,5	64,1
novembre	4 712	0 / 5	2 264	3 749	1 062	375,0	377,5	49,8
décembre	6 696	0 / 4	786	2 980	908	387,3	391,0	38,0

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station.

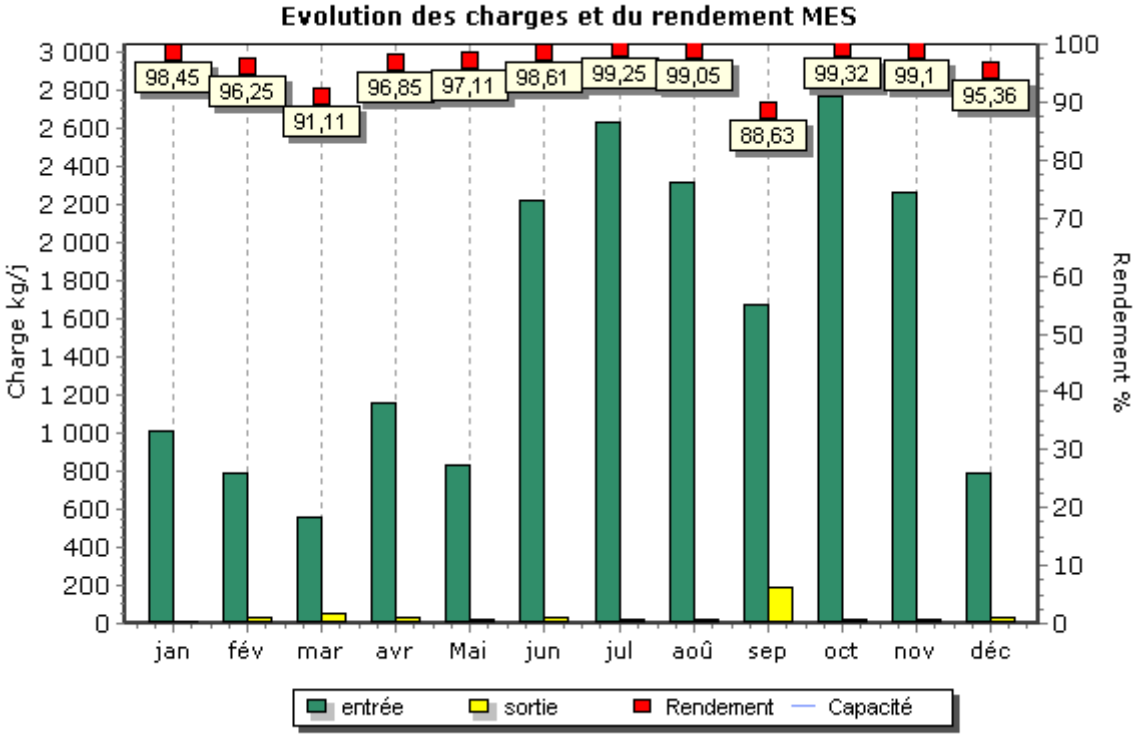


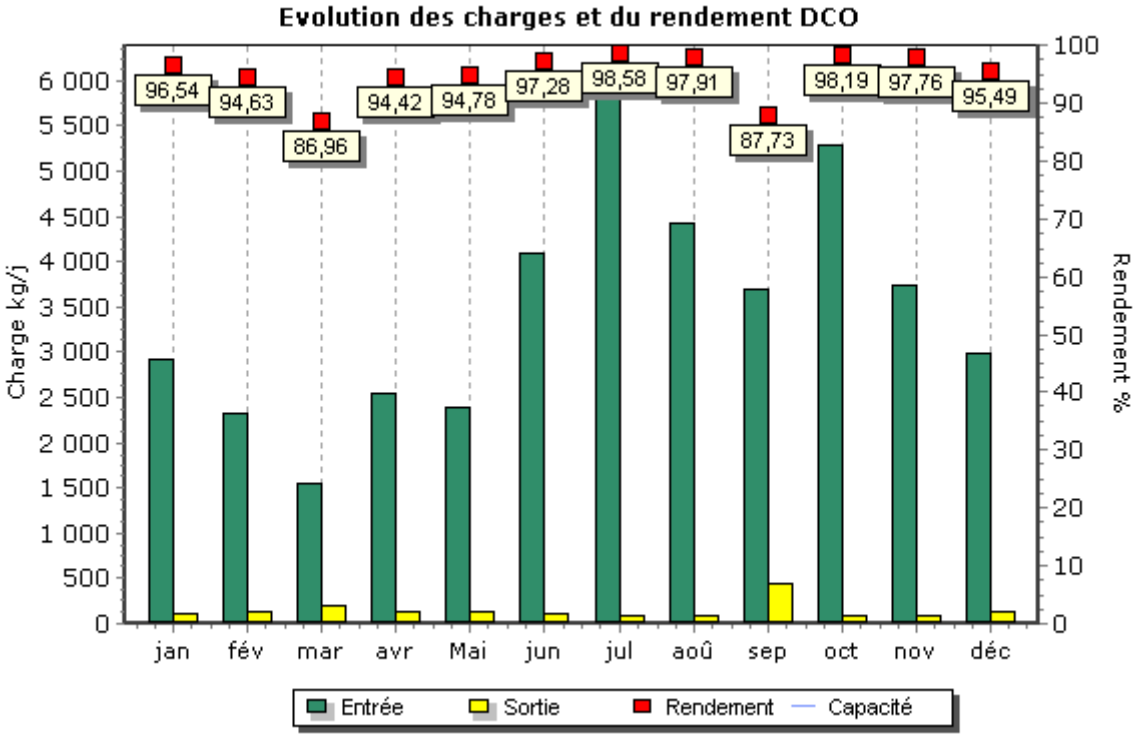
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

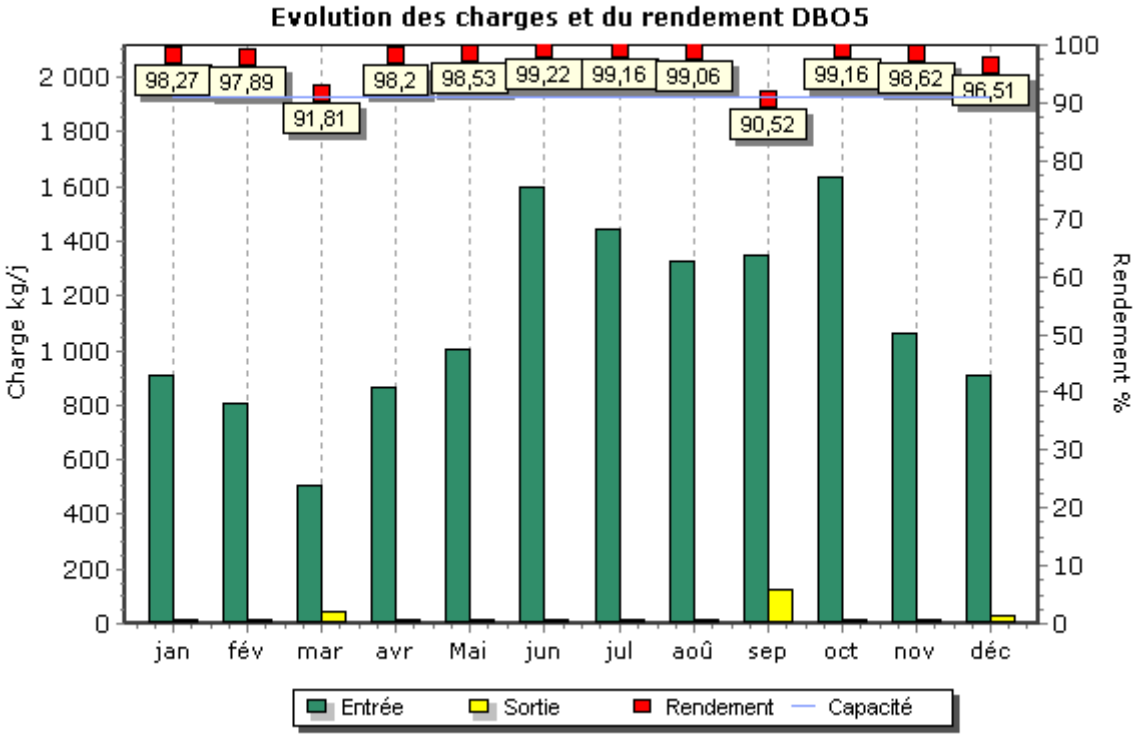
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	15,60	98,45	101,10	96,54	15,80	98,27	23,30	92,09	30,40	89,77	1,60	94,36
février	29,70	96,25	124,30	94,63	17,00	97,89	57,70	81,36	63,60	79,64	3,10	90,72
mars	49,50	91,11	202,10	86,96	41,52	91,81	31,50	84,18	34,60	82,93	3,70	81,72
avril	36,50	96,85	142,00	94,42	15,59	98,20	21,70	92,62	24,30	91,81	5,80	80,38
mai	23,90	97,11	125,10	94,78	14,79	98,53	26,80	91,44	30,10	90,42	3,90	88,27
juin	30,90	98,61	111,20	97,28	12,47	99,22	23,90	94,65	26,20	94,18	9,10	82,51
juillet	19,80	99,25	82,40	98,58	12,05	99,16	8,50	98,45	14,80	97,31	6,80	93,54
août	21,80	99,05	92,40	97,91	12,38	99,06	38,60	90,15	40,80	89,64	15,20	64,69
septembre	189,60	88,63	452,20	87,73	127,86	90,52	38,00	88,30	44,80	86,33	4,20	89,31
octobre	18,80	99,32	95,80	98,19	13,68	99,16	22,30	94,97	30,00	93,29	2,80	95,60
novembre	20,50	99,10	84,00	97,76	14,69	98,62	13,20	96,48	37,40	90,10	1,20	97,55
décembre	36,50	95,36	134,50	95,49	31,72	96,51	21,30	94,51	48,20	87,68	2,20	94,27

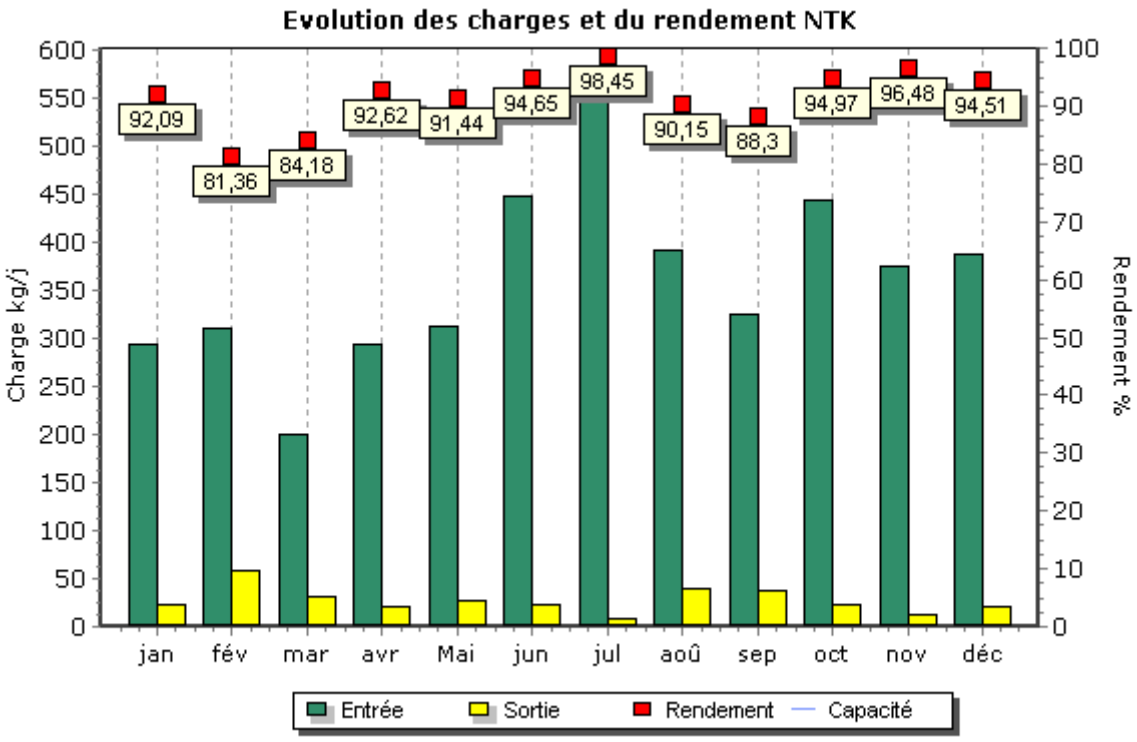


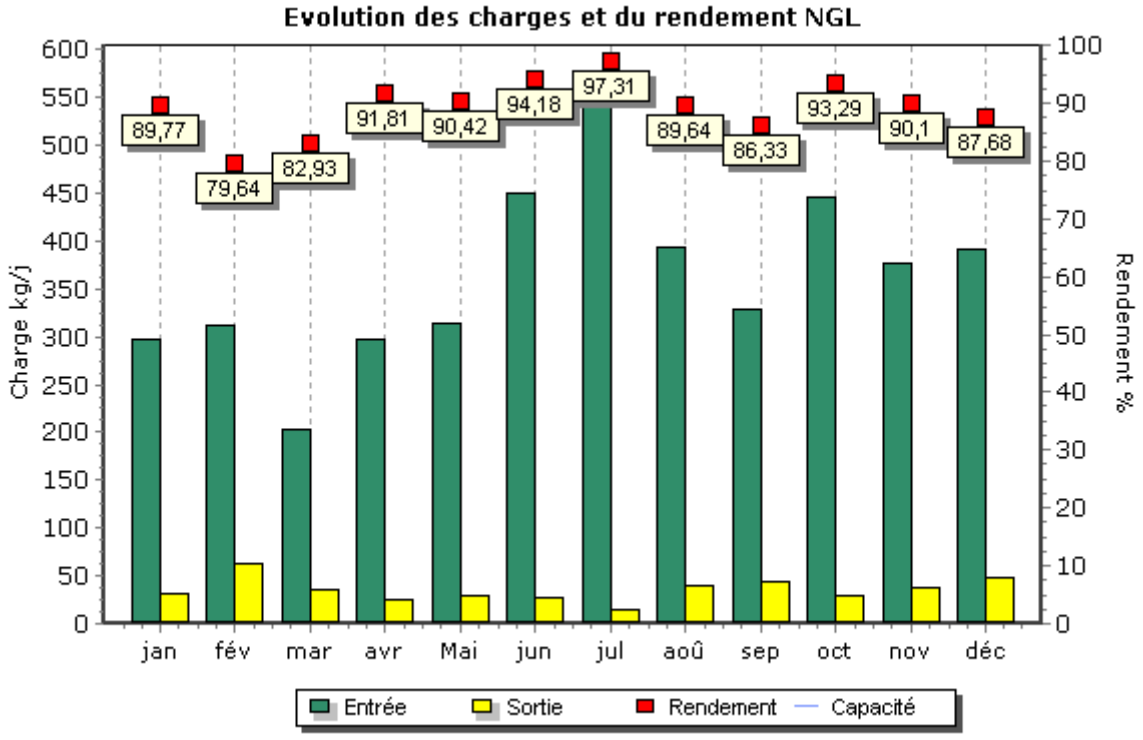
Evolution des charges et du rendement par paramètre






Evolution des charges et du rendement DBO5
Charge kg/j
Rendement %
2 000
1 800
1 600
1 400
1 200
1 000
800
600
400
200
0
100
90
80
70
60
50
40
30
20
10
0
98,27
97,89
91,81
98,2
98,53
99,22
99,16
99,06
90,52
99,16
98,62
96,51
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité

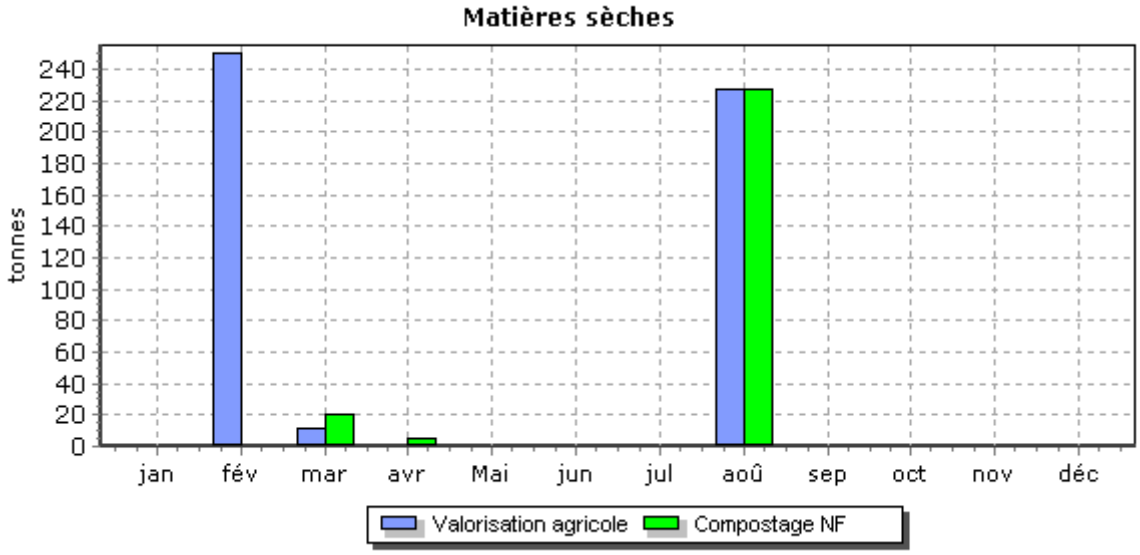

Evolution des charges et du rendement NTK
Charge kg/j
Rendement %
600
550
500
450
400
350
300
250
200
150
100
50
0
100
90
80
70
60
50
40
30
20
10
0
92,09
81,36
84,18
92,62
91,44
94,65
98,45
90,15
88,3
94,97
96,48
94,51
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité



Détail des non-conformités

Sortie système			Paramètres concernés	Dépassement des conditions normales de fonctionnement	Commentaires
Dates	**Bilan non conforme**	**Bilan rédhibitoire**			
06/09/2022	Oui	Non	DBO5 MES	Non	
24/09/2022	Oui	Non	DBO5 DCO MES	Non	

Boues évacuées par mois



6.5 L’assainissement non collectif

La Collectivité a délégué le service d’assainissement non collectif sur son territoire : il concerne environ installations.

Le nombre d’installations d’assainissement non collectif (ANC) au 31 décembre de l’exercice et la population desservie estimée figurent ci-après :

	2021	2022	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	265	266	0,4%

La société RUAS – VEOLIA Eau assure le service d’assainissement non collectif de la commune de Lunel dans le cadre du contrat d'affermage de l’assainissement.

- Les opérations de contrôle, de la conception et de l’implantation des dispositifs d’assainissement non collectifs projetés,
- Les opérations de contrôle de bonne exécution des nouveaux dispositifs d’assainissement non collectif,
- Les opérations de contrôle technique de conformité des installations existantes (contrôle diagnostic), avec identification et listing des dispositifs d’assainissement non collectifs devant faire l’objet d’une réhabilitation,
- Les opérations de contrôle périodique de bon fonctionnement et d’entretien des installations,
- Les conseils et information auprès des privés et des élus de la Collectivité.



Lors des contrôles, notre technicien dispose d’un détecteur portable de niveau de boues et d’un détecteur de gaz H2S.



→ *Vérification des installations*

Les vérifications préalables de conception concernent les installations à réaliser ou à réhabiliter.

Les vérifications d’exécution concernent les installations en cours de réalisation ou de réhabilitation, ainsi que celles réalisées ou réhabilitées depuis moins de 10 ans. Un second contrôle peut être nécessaire en cas de non-conformité constatée lors du premier contrôle.

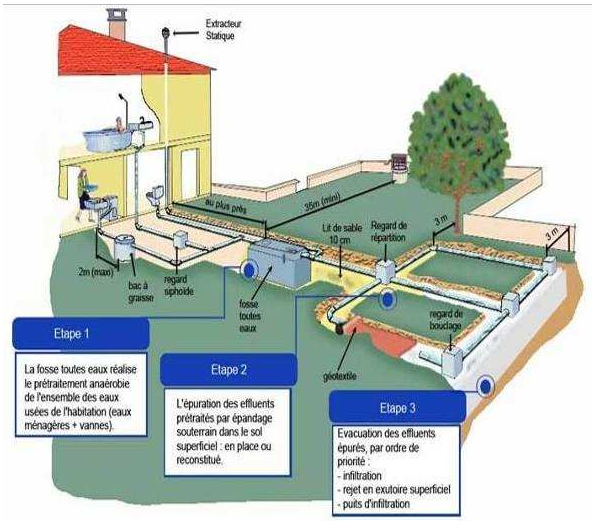
→ *Contrôle de conception et d’implantation*

Le contrôle de conception et d’implantation a pour but de vérifier que le projet d’assainissement non collectif est conforme aux arrêtés du 7 mars 2012 et du 27 avril 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d’assainissement non collectif. Il est réalisé sur dossier, en amont de toute construction d’habitat neuf ou de réhabilitation.

Une étude à la parcelle, fournie par le propriétaire, est souvent indispensable pour permettre au service de contrôle de vérifier le choix de la filière retenue et son implantation projetée en fonction des contraintes du site.
D'autres éléments peuvent également être utilisés pour qualifier le projet (carte de zonage, carte d'aptitude des sols, etc.).

Les prescriptions techniques précisent qu'une filière d'assainissement non collectif doit notamment :

- Ne pas présenter de risques de contamination ou de pollution des eaux,
- Etre adaptée aux caractéristiques de l'habitation (dimensionnement),
- Etre adaptée à la pédologie, l'hydrogéologie et l'hydrologie du site,
- Tenir compte de l'environnement général de la parcelle sur laquelle elle va être mise en place,
- Etre à plus de 35 m de tout captage d'eau utilisé pour la consommation humaine



La mission de contrôle de S.A.RUAS consiste donc à vérifier le respect de ces éléments, sur les bases des prescriptions fixées par l'arrêté ; l'appréciation est complétée en se référant également aux documents techniques existants (notamment le Document Technique Unifié – DTU 64.1 de aout 2013) et du Règlement de Service de l'Assainissement Non Collectif.

Ce contrôle s'opère à l'aide d'un formulaire de contrôle de conception et d'implantation, remis à toute personne construisant ou réhabilitant une installation d'assainissement non collectif, et comportant :

- Une liste de pièces à fournir par le propriétaire,
- Un questionnaire descriptif du projet permettant de rendre un avis (Favorable, Favorable avec réserves, Défavorable).

→ *Contrôle de la réalisation des travaux*

Le contrôle de bonne exécution des travaux a pour but de vérifier que les éléments retenus par le propriétaire et acceptés par le Service Public d'Assainissement Non Collectif lors du contrôle de conception et d'implantation sont bien respectés lors de la réalisation du dispositif d'assainissement.

La mission consiste donc :

- à apprécier la conformité entre le projet du propriétaire validé au préalable et la réalisation effective de l'installation, ainsi qu'à vérifier la qualité de la réalisation ;
- à recueillir une description de l'installation (composée d'un plan de récolement fourni par l'entreprise réalisant les travaux) qui est utilisée par la suite lors du contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien.

Une visite sur site est donc nécessaire, en fin de travaux avant remblaiement du dispositif, pour évaluer la conformité technique et la qualité de la réalisation des ouvrages. Un formulaire d'enquête est rempli lors de chaque visite.

Comme pour les contrôles des installations existantes, il s'agira au travers des visites, non seulement de valider ou non les travaux par rapport au projet de conception, mais également d'informer et de sensibiliser les usagers quant aux bonnes pratiques en matière d'utilisation et d'entretien de leurs dispositifs nouvellement construits.

- **Contrôle de la conception : 6**

Mme ARENA FRANCK – 1238 Chemin des Tavans
Mme BLAZER KATIA – 1120 Chemin du Mas de Favet
Mme HALTMAR AEGERTER ADELHEID – 581 Chemin du Mas de Robin
M HERNANDEZ LAURENT – 461 Chemin du Moulin Bernard
M MAURAS NICOLAS – 152 Chemin des Nids
M NACHET GUY – 1103 Chemin Fourche de Saint Jullian

- **Contrôle suite à vente de biens : 10**

M AURIOL GERAD – 333 Avenue Général Sarrail

M DAHMANI ALAIN – 874 Route de Montpellier

M Mme DOUSSAUD GUY – Mas de Reboul Jeune Route du Mas

M ELBAHJAOUI MUSTAPHA – 260 Chemin des Hybrides

M FIOL SERGE – 780 Route du Mas Desport

M GAUTHIER JEAN – 425 Chemin du Mas de Blanc

Mme HALTMAR ADELHEID – 581 Chemin du Mas de Robin

M MIMIS LAHSEN – 552 Chemin des Tarnagas

M MIRROIR THIERRY MME SPADONI JOCELYNE – 709 Chemin de la Malherte

SCI LOU NOA AMBRE – 1398 Chemin des Cigales

→ *Diagnostics de bon fonctionnement et d'entretien*

Les diagnostics concernent les installations existantes, réalisées ou réhabilitées depuis au moins 10 ans. L'objectif est de vérifier que le fonctionnement de l'installation ne crée pas de nuisance environnementale ou de risque sanitaire et de repérer les défauts d'entretien et d'usure.

Le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif **[P301.3]** est de 47,7 en 2022 conformément à l'arrêté du 2 décembre 2013.

→ *Contrôle des installations*

La demande de rendez-vous nous permet de préciser les documents à réunir en prévision du contrôle (si possible : plans d'implantation des ouvrages, factures de vidange, ou tout document pouvant permettre un diagnostic plus précis de l'installation).
Les usagers sont en outre informés qu'ils doivent obligatoirement être présents lors de la visite de contrôle.

Les éléments décrivant l'installation et les points suivants sont examinés :

- Existence, localisation et description de la filière (collecte, prétraitement, dispersion, rejet des effluents).
- Dimensionnement adapté (volume des ouvrages, surfaces, longueurs des éléments de traitement).
- Respect d'une distance minimale de 35 m par rapport à tout captage d'eau utilisée pour la consommation humaine.
- Implantation hors d'un périmètre de protection rapproché ou immédiat d'un captage d'eau utilisée pour la consommation humaine.
- Collecte de l'ensemble des eaux usées produites par la propriété desservie par l'installation, à l'exclusion de toute autre (eaux pluviales ou autres habitations).
- Ventilation des ouvrages.
- Accessibilité de l'installation en général, des tampons et regards.
- Fonctionnement, estimation de la performance.
- Etat des ouvrages (fissures, corrosion du béton…).
- Bon écoulement des effluents tout au long de la filière.
- Niveau des boues, graisses, flottants.
- Etat du préfiltre ou du décolloïdeur.
- Etat, dimensionnement du dégraisseur le cas échéant.
- Fréquence et nature des vidanges.
- Nuisances éventuelles.
- Aptitude du sol au traitement.
- Présence d'un exutoire pour évacuer les eaux traitées.



Pour chaque contrôle, un formulaire d'enquête est rempli.

Une attention particulière est apportée à l'information donnée directement à l'usager sur l'état de son installation, en lui rappelant les conseils et obligations concernant sa filière de traitement.

En effet, les visites doivent non seulement permettre d'établir un diagnostic des installations existantes mais également de sensibiliser les usagers à la problématique de l'assainissement non collectif (impacts environnementaux et sanitaires, entretien périodique, etc.).

→ *Rédaction d'un rapport technique*

Chaque contrôle est suivi par la rédaction d'un rapport technique décrivant l'installation et lui attribuant une notation à partir des 4 critères suivants :

- Etat du dispositif,
- Fonctionnement,

- Impact sur le milieu naturel,
- Risques sanitaires.

Le croisement de ces quatre données permet d'émettre un avis quant au fonctionnement des dispositifs visités. Une copie de chaque rapport ainsi établi est transmise à la Commune ainsi qu'au propriétaire des lieux et, le cas échéant, à l'occupant.

CRITERES D'ACCEPTABILITE					
Présentation rapport annuel	Installation Conforme	Installation Conforme avec Réserve(s)	Installation non-conforme sans risque	Installation non-conforme avec risque	Etat inconnu
Critères Agence de l'Eau	Installations jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service		Installations jugées non conformes et ne présentant pas de risque avéré	Installations jugées non conformes et présentant un risque avéré ou absence d'installation	Inhabitée ou Refus

Le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif **[P301.3]** est de **47,7 % en 2022** conformément à l'arrêté du 2 décembre 2013.

Ci-dessous vous trouverez le détail de ce taux de conformité par commune :

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif - détail par commune	**2022**
LUNEL	47,7

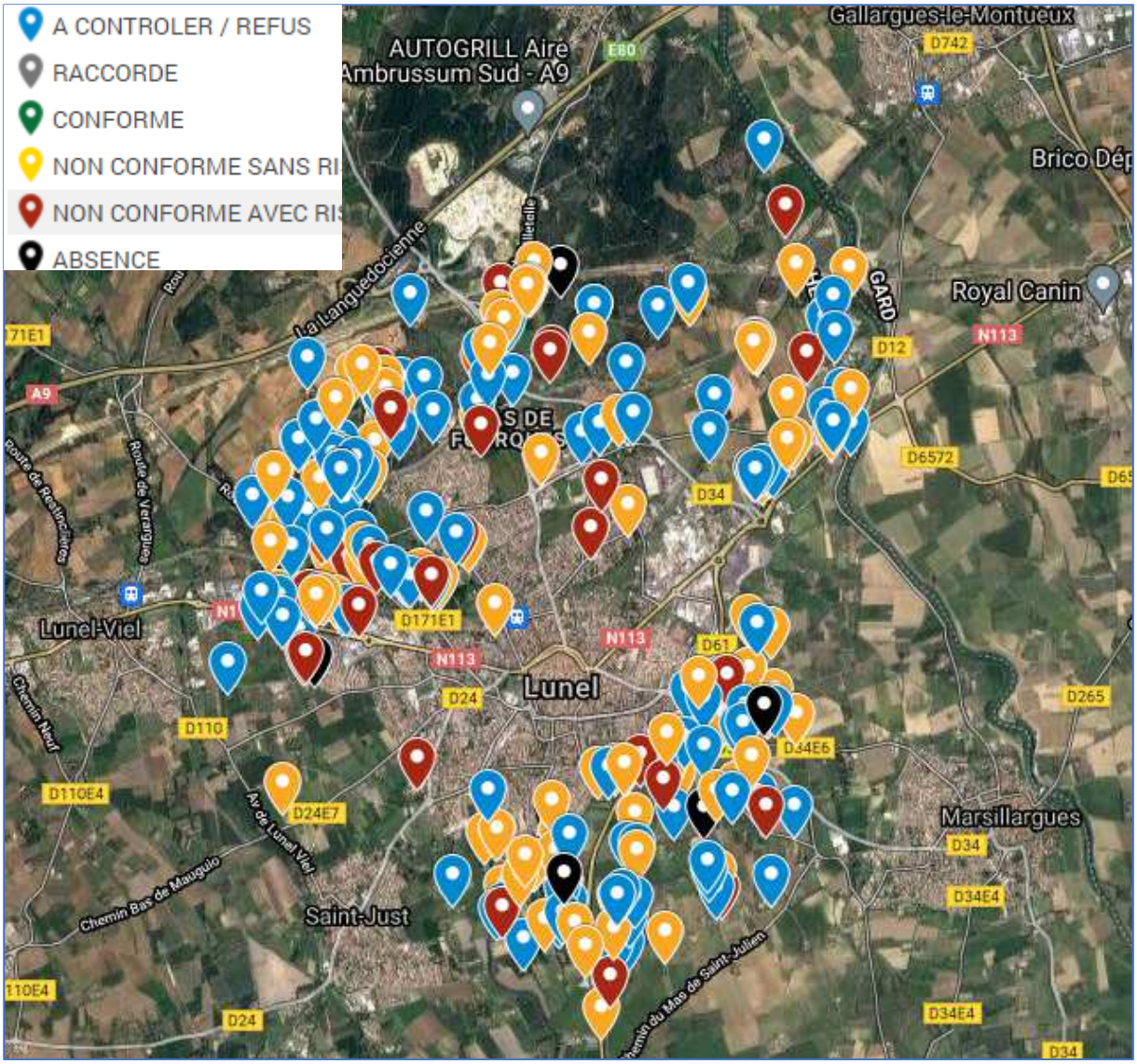
A noter qu'en 2022, nous devions réaliser 56 contrôles périodiques.

Sur les 56 contrôles effectués lors de l'exercice, 8 installations ont été jugées conformes, 32 sont non-conforme sans risque et 16 sont avec refus.

Le détail figure en annexe.

	Nombre d'installations	Taux sur la commune
Installation Conforme	111	38,7 %
Installation Conforme avec Réserve(s)	23	8,0 %
Installation non-conforme sans risque	105	36,6 %
Installation non-conforme avec risque	37	12,9 %
Autre	11	3,8 %
Total	**287**	**100 %**

Ci-dessous, se trouve la carte des habitations disposant d'un système d'ANC.



6.6 Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Usine de dépollution

	2021	2022	N/N-1
Usine de dépollution : LUNEL			
Energie relevée consommée (kWh)	1 625 452	1 593 337	-2,0%
Energie facturée consommée (kWh)	1 346 600	1 654 917	22,9%

Poste de relèvement

	2021	2022	N/N-1
Poste de relèvement : PR de la Croix de Joubert			
Energie relevée consommée (kWh)	438	385	-12,1%
Energie facturée consommée (kWh)	428	409	-4,4%
Poste de relèvement : PR de Mac Donald's			
Energie relevée consommée (kWh)	2 609	2 238	-14,2%
Energie facturée consommée (kWh)	2 633	2 676	1,6%
Poste de relèvement : PR du Mas de Blanc			
Energie relevée consommée (kWh)	5 287	4 651	-12,0%
Energie facturée consommée (kWh)	5 287	4 647	-12,1%
Poste de relèvement : PR Les Feuillades			
Energie relevée consommée (kWh)	10 146	9 214	-9,2%
Energie facturée consommée (kWh)	9 905	9 163	-7,5%

Poste de refoulement

	2021	2022	N/N-1
Poste de refoulement : PR Louis ABRIC			
Energie relevée consommée (kWh)	7 580	6 184	-18,4%
Energie facturée consommée (kWh)	7 580	6 184	-18,4%

6.7 Annexes financières

→ *Les modalités d'établissement du CARE*

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2022 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société **Michel RUAS** au sein de la Région **SUD** de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau articulée autour d'une logique « gLocale » répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 61 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société **Michel RUAS** a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales…) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs

de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction Consommateurs

Veolia Eau porte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences Consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « Consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire) qui étaient jusqu'en 2019 assises sur la valeur ajoutée simplifiée.

Depuis l'exercice 2020, la répartition du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire), qui était jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée, s'effectue désormais de la manière suivante :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1er novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1er janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « Consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m^3 assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts Consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

L'évolution décrite au présent paragraphe a été analysée, comme le précise son titre, comme un changement de modalités de répartition de charges indirectes.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance… Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein desdites plateformes).

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité, soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. **Charges exclusivement imputables au contrat**

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. **Dépenses courantes d'exploitation**

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité…). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1er janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électro-intensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants. Jusqu'à fin 2020, ces régularisations étaient enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée. Elles sont depuis l'exercice 2021 prises en compte dans les CARE dès l'envoi de l'état récapitulatif des consommations de l'année N-1 à l'Administration en juin N.

2.1.2. **Charges calculées**

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique…, il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir ci-dessous).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :
Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant cumulé à la fin de l'exercice des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ces derniers comprennent, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021. Il s'élève à 3,90% pour les investissements réalisés en 2022.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, pour tous les contrats ayant pris effet à compter du 1er janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur

les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »…).

2.1.3. **Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement**

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4.**Impôt sur les sociétés**

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2022 correspond au taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises soit 25%, hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. **Charges réparties**

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisées au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. **Principe de répartition**

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Consommateurs. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction Consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats

d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE national peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de « peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau, qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. **Prise en compte des frais centraux**

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « Consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. **Autres charges**

2.3.1. **Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€. Ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. **Participation des salariés aux résultats de l'entreprise**

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2022 au titre de l'exercice 2021.

2.4. **Autres informations**

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Consommateurs. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale – sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*

2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*

3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*

4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
   - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
   - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*

5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 2007, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 2007.*

→ *Avis des commissaires aux comptes*

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.8 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69288.9 Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2018

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse	N° SIREN
Siège : 21 RUE LA BOETIE-75008 PARIS	572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / *Complementary list of certified locations on appendix*

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(a) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) / *This certificate is valid from (year/month/day)* 2021-11-11 Jusqu'au / *Until* 2024-11-10

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor CERTIFICATION

Certificat

Certificate

N° 2015/69287.8

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) */ List of certified locations on appendix(oes)*

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) / *This certificate is valid from (year/month/day)* **2021-11-10** Jusqu'au / *Until* **2024-11-09**

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.8 **Page 1 / 10**

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / *List of certified locations on appendix(oes)*

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* **2021-11-10** Jusqu'au *Until* **2024-11-09**

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 197 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.9 Actualité réglementaire 2022

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Commande publique

Verdissement de la commande publique

Pris en application de la loi climat et résilience d'août 2021, le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 (JO du 3 mai 2022) portant diverses modifications du code de la commande publique vise au "verdissement de la commande publique". Il prévoit pour les marchés et concessions dont l'avis d'appel public à concurrence ou la consultation est lancé à compter du 21 août 2026 :

- la suppression du critère d'attribution unique fondé sur le prix : le critère du coût devra en effet prendre en compte les caractéristiques environnementales de l'offre, et la description dans le rapport annuel du concessionnaire des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique.
- à compter du 1er janvier 2024 : un abaissement du seuil annuel des achats à partir duquel les collectivités territoriales doivent adopter un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) à 50 millions d'euros.

De nouvelles modalités de recensement économique des marchés et de publication des données essentielles de la commande publique

Le décret sur le verdissement de la commande publique prévoit les modalités de publication des données essentielles de la commande publique sur un portail des données ouvertes et que le recensement des marchés publics sera désormais réalisé à partir de ces données. Deux arrêtés en date du 22 décembre 2022 (JO du 1er janvier 2023) ont complété ce dispositif réglementaire l'un portant sur les données essentielles des marchés publics et l'autre sur celles des contrats de concession. Ces deux arrêtés abrogent et remplacent respectivement l'arrêté du 29 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique et l'arrêté du 22 mars 2019 relatif au recensement économique.

La majeure partie des données essentielles visées dans ces arrêtés reprend celles mentionnées dans l'arrêté du 29 mars 2019. La nouveauté correspond aux remontées d'informations relatives aux considérations sociales (clause sociale, critère social, marché ou concession réservés, absence de considération sociale) ou environnementales (clause environnementale, critère environnemental, absence de considération environnementale). S'agissant des données essentielles relatives uniquement aux marchés publics, on notera l'ajout des informations relatives aux sous-traitants déclarés et des données communiquées dans le cadre du recensement économique de la commande publique.

Diverses modifications du code de la commande publique

Le décret 2022-1683 du 28 décembre 2022 (JO du 29 décembre 2022) prévoit notamment une prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 du seuil de dispense de procédure de publicité et mise en concurrence pour les marchés publics de travaux inférieurs à 100 000 euros HT.

Il précise également la portée des engagements du maître d'œuvre privé en cas de dépassement du coût prévisionnel des travaux. Les dépassements des engagements du maître d'œuvre privé sur le coût prévisionnel des travaux ou le coût résultant des marchés de travaux ne pourront le pénaliser si ces dépassements ne lui sont pas imputables. Ainsi l'adaptation des études sans rémunération supplémentaire ou la réduction de la rémunération du maître d'œuvre ne pourront être mises en œuvre que si les dépassements du seuil de

tolérance résultent de circonstances que le maître d'œuvre pouvait prévoir ou d'un manquement du maître d'œuvre dans ses missions.

Dans la continuité de la dématérialisation de la commande publique, les candidats et soumissionnaires à un marché public peuvent transmettre la copie de sauvegarde de leurs documents par voie dématérialisée.

Enfin, les conditions de remboursement des avances sont précisées afin de tenir compte du montant de l'avance accordée et de l'état d'avancement de l'exécution du marché.

Libre accès à la commande publique

Le règlement (UE) 2022/1031 du parlement européen et du conseil du 23 juin 2022 (JOUE du 30 juin 2022) prévoit que les opérateurs économiques d'origine extérieure à l'Union européenne dont le pays ne garantit pas le libre accès à la commande publique aux opérateurs économiques européens pourront faire l'objet de sanctions lors de de procédure de mise en concurrence dépassant 15 000 000€ HT pour les travaux et concessions et 5 000 000€ HT pour les biens et services. Ces sanctions pourront se traduire par des pénalités lors de la notation des offres, voire même une exclusion de ces dernières. En tout état de cause, ces sanctions ne pourront être prononcées qu'après enquête et décision de la Commission.

Suites de la crise sanitaire

Les crises en cascades : pénurie et flambée des prix des matières premières et de l'énergie

Les crises successives affectant l'exécution des contrats de la commande publique depuis 2020 et en particulier la pénurie et la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ont conduit le ministre de l'économie à solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur les modifications des prix et tarifs des contrats de la commande publique et les conditions d'application de la théorie de l'imprévision.

Le Conseil d'Etat a rendu un avis le 15 septembre 2022 (avis n°405540) sur les possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et sur les conditions d'application de la théorie de l'imprévision, rapidement complété par une circulaire du Premier Ministre en date du 29 septembre 2022 (n° 6374/SG) et par une fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques de Bercy en date du 21 septembre 2022.

- Principes : Les parties peuvent convenir, pour faire face à une circonstance imprévisible, d'une modification des conditions financières ou de la durée des contrats de la commande publique. Cette exception au principe de l'intangibilité des prix reste régie par les principes établis de la commande publique. Les fondements suivants sont ainsi invocables au cas par cas :
    - Les modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévisibles (art. R. 2194-5 et R.3135-5 CCP);
    - Les modifications de faible montant (art. R. 2194-8 et R.3135-8 et - 9);
- Différents remèdes à la situation résultant de circonstances imprévisibles :
    - Le contrat pourra être modifié en introduisant une clause de variation des prix ou de réexamen si le contrat n'en contenait pas ;
    - Il sera aussi possible de faire évoluer une clause existante qui se serait révélée insuffisante (modification d'un montant maximal, chacune, de 50% du montant du contrat initial) ;
    - Une convention d'indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision pourra être conclue entre les parties, sans être considérée comme une modification du contrat, de sorte qu'elle ne sera pas soumise aux conditions et limites posées par le code de la commande publique en matière de modification des contrats de la commande publique ;

- Enfin et en cas de désaccord entre les parties, le juge pourra allouer une indemnité d'imprévision, qui sera également affranchie des règles relatives à la modification prévues dans le code de la commande publique.

Délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité

En sus de la hausse conséquente des prix de l'énergie, au cours des prochains hivers, des coupures de gaz et d'électricité pourraient se produire en raison du défaut d'approvisionnement en gaz et la tension sur la demande sur les services d'eau et d'assainissement, activités ne relevant pas des services prioritaire prévus par l'arrêté du 5 juillet 1990.

- Le décret n° 2022-495 du 7 avril 2022 (JO du 8 avril 2022) prévoit un mécanisme de délestage pour les consommateurs ayant une consommation supérieure à 5 GWH.
- Une instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 (publiée le 28 septembre 2022) a précisé les contours de l'organisation de la répartition et du délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité
- Enfin, une circulaire du Premier Ministre en date du 30 novembre 2022 a été transmise aux préfets afin de présenter les mesures de préparation et de gestion de crise en cas de survenue d'une mesure de délestage électrique programmée.

Par ailleurs, le décret n° 2022-1539 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) relatif aux mesures d'urgence définies en application des articles L. 321-17-1 et L. 321-17-2 du code de l'énergie précise les pénalités financières applicables en cas de non respect des modalités d'effacement électrique et précise les catégories de sites et installations exemptés de l'obligation d'effacement.

Services publics locaux

Compétences Eau et Assainissement

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS) entend favoriser l'association des communes et le maintien des syndicats infra-communautaires à la gouvernance des compétences "eau" et "assainissement". Ces dispositions tendent à faciliter le financement de ces deux compétences par les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP).

- Maintien du transfert de compétences eau, assainissement et gestion des eaux pluviales urbaines aux communautés de communes d'ici à 2026, sauf délibération contraire.

Toutefois, la loi 3DS prévoit que "les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l'une de ces matières, inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes exerçant à titre obligatoire les compétences eau et assainissement à partir du 1er janvier 2026, sont maintenus par la voie de la délégation", après 2026, "sauf si la communauté de communes délibère contre ce maintien".

Par ailleurs, avant le transfert des compétences, les communautés de communes et les communes qui les composent devront organiser un débat sur la tarification des services publics de l'eau et de l'assainissement ainsi que sur les investissements liés aux compétences transférées. Après ce débat, une convention pourra lier la communauté de communes et les communes sur la tarification et sur les orientations de la politique d'investissement pour la gestion des eaux.

- Création de nouvelles exceptions à l'interdiction de subventionner les services publics industriels et commerciaux explicitement relatives aux EPCI

La loi 3DS concrétise et simplifie la possibilité d'abonder le budget annexe par le budget général en introduisant la possibilité nouvelle de pouvoir utiliser le budget général pour financer les services eau et

assainissement, notamment :

lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements importants qui ne peuvent être financés sans une augmentation excessive des tarifs (sans faire dorénavant mention du faible nombre d'usagers) ; ou

lors de la période d'harmonisation des tarifications de l'eau et de l'assainissement, après le transfert de compétence à l'EPCI-FP.

- Contrôle des raccordements des eaux pluviales urbaines renforcé

  - L'article 63 de la loi Climat et Résilience fixe, pour l'ensemble des territoires, les modalités de contrôle du raccordement au réseau d'assainissement public et rend obligatoire, sur les territoires où les rejets d'eaux usées et pluviales ont une incidence sur la qualité de l'eau pour les épreuves olympiques de nage libre et de triathlon en Seine, l'établissement d'un diagnostic du raccordement au réseau public d'assainissement au moment de la vente d'un bien immobilier. La loi 3DS renforce cette disposition en précisant les modalités avec lesquelles le service de gestion des eaux pluviales urbaines peut assurer le contrôle du raccordement des immeubles au réseau public de collecte des eaux pluviales.
- Le préfet coordonnateur en lien direct avec les agences de l'eau

  - La loi 3DS introduit une modification concernant les agences de l'eau et leur présidence. Jusqu'ici les présidents des conseils d'administration des agences de l'eau étaient désignés par décret du président de la République. Désormais les six agences de l'eau auront pour président du conseil d'administration, le préfet coordonnateur du bassin.

Résilience des réseaux

En application de la loi du 22 août 2021 climat et résilience, le décret 2022-1077 du 28 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise le champ d'application du dispositif prévu à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure visant à améliorer la résilience des réseaux aux risques naturels, de même que les prescriptions pouvant être faites par les préfets dans ce cadre.

- Les exploitants de services ou réseaux essentiels à la population (eau potable, assainissement, électricité, gaz, réseaux de télécommunication) situés dans les territoires présentant une exposition à un risque naturel important peuvent ainsi être enjoints par arrêté préfectoral à établir certains documents afin d'anticiper la gestion en cas de crise et favoriser un retour rapide à la normale. Ces documents sont composés d'un diagnostic des vulnérabilités des ouvrages face aux risques naturels, des mesures de crise à mettre en place pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et d'assurer un service minimum, les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa, et un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services.
- Ce décret impose une "prise en compte dans les cahiers des charges" des obligations prévues dans ce cadre (article R.732-5 du Code de la sécurité intérieure).
- Le Décret n°2022-1385 du 31 octobre 2022 précise quant à lui que le préfet de département est l'autorité compétente de l'Etat désignée à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure pouvant demander aux exploitants de services ou réseaux essentiels à la population d'identifier leurs vulnérabilités face aux événements naturels de grande ampleur dans le but que leur gestion en période de crise soit anticipée, qu'un service minimal répondant aux besoins essentiels de la population soit assuré pendant la durée de la crise et qu'un retour rapide à un fonctionnement normal soit favorisé.

Résilience des territoires et sécurité civile

Le décret 2022-907 du 20 juin 2022 (JO du 21 juin 2022) précise les modalités de réalisation et de mise en œuvre des plans communaux (PCS) et intercommunaux de sauvegarde (PICS). Ce texte fait suite à la loi du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile qui impose la création des PICS dans les établissements publics à coopération intercommunale (EPCI) dont au moins une commune est soumise à PCS.

Ce nouveau décret vient préciser les critères qui imposent la réalisation d'un PCS pour les communes exposées à des risques spécifiques tels que les risques sismiques, volcaniques, cycloniques, d'inondation ou d'incendie de forêt. Il précise le contenu des plans et l'articulation du PICS avec les PCS sur plusieurs aspects : la mutualisation des moyens nécessaires à la gestion de crise, l'accompagnement de l'intercommunalité dans les événements impactant les communes membres.

Le Décret n° 2022-1532 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) précise l'obligation de réaliser un exercice pour les communes et les établissements de coopération intercommunales à fiscalité propre soumis à l'obligation d'élaborer plan communal de sauvegarde (PCS) et un plan intercommunal de sauvegarde (PICS) et détaille par ailleurs les les modalités à mettre en oeuvre par les collectivités concernées. Il détaille, par ailleurs, les mesures relatives à l'élaboration d'un exercice ainsi que les modalités relatives à la participation de la population lorsqu'un exercice est organisé soit par la commune, soit par l'intercommunalité, soit par participation à un exercice organisé par le préfet de département. Enfin, il établit les mesures relatives à l'élaboration du retour d'expérience.

Contenu du rapport du mandataire au sein des instances d'une EPL

Le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 (JO du 6 novembre 2022) précise le contenu du rapport du mandataire prévu par l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales au sein des instances d'une EPL à compter de 2023. Ce rapport a pour objectif de donner aux membres de l'organe délibérant une information complète sur l'entreprise, de nature à assurer la transparence de son fonctionnement et permettre son contrôle à travers un certain nombre d'informations telles que :

- une présentation de la société d'économie mixte rappelant son historique, son objet social, ses domaines d'activité, l'adresse de son siège social, le nombre de ses salariés, la répartition de son capital, l'organisation de sa gouvernance, les noms du président, du directeur général et des administrateurs, en identifiant ceux qui représentent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire, les principales activités et opérations de l'année écoulée en identifiant celles qui concernent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et ses perspectives de développement ;
- bilan de la gouvernance des élus précisant le nombre et la date des conseils d'administration ou de surveillance et des assemblées générales, le taux de présence des représentants de la collectivité territoriale ou du groupement actionnaire à chaque instance.
- éléments de rémunération, fixes, variables et exceptionnels, ainsi que les avantages en nature accordés aux représentants de la collectivité territoriale ou du groupement ainsi qu'aux mandataires sociaux.

Expérimentation de contributions fiscalisées de leurs membres aux établissements publics territoriaux de bassin

Le décret n° 2022-1251 du 23 septembre 2022 (JO du 24 septembre 2022) pris pour l'application de l'article 34 de la loi du 21 février 2022 dite « 3DS », précise le périmètre géographique de l'expérimentation d'un financement de la prévention des inondations par les établissements publics territoriaux de bassin via l'instauration de contributions fiscalisées en remplacement, en tout ou partie, de la contribution budgétaire versée par leurs membres. Ainsi, la liste des bassins dans lesquels cette expérimentation est autorisée est définie comme suit :

- l'Escaut, la Somme et les cours d'eau côtiers de la Manche et de la mer du Nord ;
- la Meuse ;
- la Sambre ;
- le Rhin ;
- la Seine et les cours d'eau côtiers normands ;
- la Loire, les cours d'eau côtiers vendéens et bretons ;
- le Rhône et les cours d'eau côtiers méditerranéens ;
- l'Adour, la Garonne, la Dordogne, la Charente et les cours d'eau côtiers charentais et aquitains;
- les cours d'eau de la Corse ;
- les cours d'eau de la Guadeloupe ;
- les fleuves et cours d'eau côtiers de la Guyane ;
- les cours d'eau de la Martinique ;
- les cours d'eau de la Réunion ;

Stratégie numérique responsable

Le décret n° 2022-1084 du 29 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise les modalités d'élaboration d'une stratégie numérique responsable. Les communes et EPCI de plus de 50 000 habitants doivent ainsi élaborer en lien avec les acteurs publics et privés intéressés un programme de travail comprenant un bilan de l'impact environnemental du numérique et celui de ses usages sur le territoire concerné ainsi que les actions déjà engagées pour l'atténuer le cas échéant.

Service public de l'assainissement

Réutilisation des Eaux Usées Traitées

Le décret 2022-236 du 10 mars 2022 (JO du 11 mars 2022) relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées a pour objectif de mettre en place une procédure pour autoriser pour une durée limitée (5 ans maximum - renouvelables) de nouveaux usages des eaux usées traitées. Comme confirmé dans l'ordonnance 2022-1611 du 22 décembre 2022 (JO du 23 décembre 2022), ce décret ne concerne pas les usages déjà réglementés (irrigation agricole et espaces verts notamment – via les arrêtés de 2010 et 2014 et usages internes à la station d'épuration).

Il précise notamment :

- les caractéristiques des eaux usées traitées pouvant être utilisées : eaux usées traitées issues des stations d'épuration urbaines et d'assainissement non collectif et les eaux issues des ICPE (à l'exclusion des eaux issues des installations de traitement reliées à un établissement gérant des sous-produits animaux, non traitées thermiquement) dont les boues sont aptes à être valorisées en épandage (arrêté de 1998) ;
- les usages possibles : tous les usages à l'exception de ceux pratiqués à l'intérieur des locaux d'habitation, des établissements de santé, d'hébergement de personnes âgées, des cabinets médicaux/dentaires, des crèches, écoles, … et recevant du public pendant les heures d'ouverture. Sont également exclus les usages alimentaires, liés à l'hygiène corporelle et du linge et les usages d'agrément (piscines, fontaines, etc.). Les usages doivent avoir lieu au sein du département où les eaux sont produites.
- la procédure d'autorisation des projets d'utilisation : demande à déposer par le producteur ou l'utilisateur des eaux usées traitées auprès du préfet, accompagnée d'un dossier permettant de justifier de l'intérêt du projet par rapport aux enjeux environnementaux et de démontrer sa compatibilité avec la protection de la santé humaine et de l'environnement. Un arrêté préfectoral dont la validité ne peut excéder 5 ans définit alors la qualité sanitaire des eaux à respecter et fixe les prescriptions à respecter (entretien, contrôle et surveillance, information à faire, …).

- les modalités de suivi et de surveillance à mettre en place : tenue d'un carnet sanitaire et transmission au préfet chaque année au plus tard le 1er mars d'un rapport incluant volumes réutilisés, résultats de la surveillance, synthèse des dysfonctionnements, et un volet économique (bilan dépenses/recettes et analyse coûts-bénéfices),... Puis six mois avant la date d'expiration transmission d'un bilan global (avec impacts sanitaires et environnementaux, bilan économique). Les parties prenantes doivent faire remonter au préfet les non-conformités constatées sur le niveau de qualité des eaux usées traitées.

Ce texte offre ainsi un cadre pour étendre à titre « temporaire » de nouveaux usages des eaux usées traitées (tels que le lavage des rues, le « multi-usages » en site industriel, …).

Un arrêté du 28 juillet 2022 (JO du 4 août 2022) est venu préciser les pièces attendues dans le dossier de demande d'autorisation d'utilisation des eaux usées traitées prévu par le décret du 10 mars 2022.

Dans une communication à destination des Etats Membres en date du 3 août 2022 (JOUE du 5 août 2022), la Commission européenne précise les lignes directrices pour la réutilisation des eaux usées traitées à des fins d'irrigation agricole. Cette communication s'inscrit dans le contexte particulier de la sécheresse de l'été 2022 et dans la perspective de l'entrée en vigueur, en juin 2023, du règlement européen du 25 mai 2020 fixant les prescriptions minimales pour la réutilisation des eaux usées traitées à des fins d'irrigation agricole qui entraînera une révision de l'arrêté du mois d'août 2010.

Recherche des substances dangereuses dans l'eau (RSDE).

La note technique du 24 mars 2022 (remplaçant celle du 12 août 2016) relative à la recherche de micropolluants dans les eaux brutes et dans les eaux usées traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction est venue confirmer les deux piliers de la démarche applicable aux stations de plus de 10 000 eq.habitants :

- une phase de recherche des substances à enjeux (dites "significatives") dans les eaux brutes et traitées ;
- une phase de diagnostic à l'amont pour comprendre les sources d'émission et identifier les actions de réduction à initier sur les territoires pour réduire ces substances dans les eaux usées urbaines.

Cette note redéfinit les modalités de la recherche de micropolluants dans les eaux usées traitées et dans les eaux brutes des stations de traitement des eaux usées (STEU). Ainsi, elle précise le calendrier de mise en œuvre du nouveau cycle RSDE qui a débuté dès 2022. Et, elle donne la faculté au Préfet d'élargir la liste de substances à rechercher au regard de la sensibilité du milieu récepteur.

Elle engage les services d'assainissement dans une démarche de réduction des émissions de substances.

Surveillance des masses d'eau

Deux arrêtés et un avis publiés au JO du 11 mai 2022 sont venus préciser la surveillance et la délimitation des masses d'eau dans le cadre de l'objectif du bon état visé par la directive-cadre sur l'eau.

Le premier arrêté, en date du 19 avril 2022, définit les catégories de masses d'eau et donne le cadre pour l'analyse des incidences des activités humaines sur l'état des eaux. Cet arrêté étend notamment l'inventaire des émissions, rejets et pertes de polluants, demandé dans le cadre de l'analyse de l'incidence des activités humaines sur l'état des eaux, aux polluants spécifiques de l'état écologique. Il modifie également la typologie des masses d'eau, notamment celle des plans d'eau.

Le second arrêté en date du 26 avril 2022 traite plus spécifiquement de la surveillance des masses d'eau. Il précise notamment les paramètres et éléments de qualité à surveiller, les méthodes d'échantillonnage et d'analyse à utiliser, et les fréquences à respecter dans le cadre de la surveillance de l'état des masses d'eau. Désormais, les normes et guides à appliquer pour la surveillance sont recensés dans un avis (également publié au JO du 11 mai 2022.

Il est à noter qu'à travers ces deux arrêtés, 73 substances ont été ajoutées à la surveillance de l'état chimique des eaux souterraines, dont les composés perfluoroalkylés (PFAS ou 'polluants éternels').

Délai de transmission du rapport établi à l'issue du contrôle de raccordement d'un immeuble au réseau d'assainissement

Le décret n°2022-93 du 31 janvier 2022 (JO du 1er février 2022) fixe la liste des territoires dans lesquels le document établi à l'issue du contrôle du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées mentionné au II de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales est joint au dossier de diagnostic technique prévu par le code de la construction et de l'habitation. Dans ces territoires, les propriétaires d'immeubles doivent faire procéder aux travaux prescrits par le document établi en application de l'article L. 2224-8 du CGCT dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification de ce document. Le décret est pris en application de l'article 11-1 de la loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, créé par l'article 63 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience

Le décret n° 2022-521 du 11 avril 2022 (JO du 12 avril 2022) vient préciser le délai dans lequel la transmission de ce rapport doit s'effectuer, en créant un nouvel article R. 2224-15-1 dans le CGCT. Cet article prévoit ainsi désormais que ce délai de transmission doit être fixé par le règlement de service prévu à l'article L. 2224-12 du même Code (lequel règlement doit définir les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires). Ce nouvel article prévoit en tout état de cause que ce délai ne peut excéder 6 semaines à compter de la date à laquelle la commune a reçu la demande du propriétaire ou du syndicat de réaliser le contrôle.

Qualité des eaux de baignade

L'instruction n°DGS/EA4/2022/168 du 17 juin 2022 (mise en ligne le 30 juin 2022) relative aux modalités de recensement, gestion et classement des eaux de baignade vise à de préciser les modalités de recensement, de gestion et de classement des eaux de baignade qu'il revient aux Agences régionales de santé (ARS) de mettre en œuvre à compter de la saison balnéaire de l'année 2022, en application des dispositions de la directive européenne 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade.

ICPE

Une circulaire mise en ligne le 5 janvier 2022 à destination des services en charge de l'inspection des installations classées protection de l'environnement précise les points d'attention particuliers retenus comme prioritaires pour l'année 2022. Ces priorités d'actions portent sur la traçabilité des terres excavées, le contrôle de l'entrée des déchets en décharge, le plan de gestion des déchets des carrières et la sous-traitance dans les sites Seveso sont au programme.

La circulaire du 12 décembre 2022, mise en ligne le 30 décembre 2022, est venue préciser ces points d'attention prioritaires pour les inspections réalisées en 2023. Ces priorités d'actions portent cette fois sur le retour d'expérience de la sécheresse de l'été 2022 afin de préparer l'été 2023, les fuites de gaz dans les installations de méthanisation, les perturbateurs endocriniens dans les milieux environnementaux afin de préserver la biodiversité, les déchets, et les émissions dans l'air.

Deux arrêtés modificatifs publiés au JO du 3 avril 2022 établissent un socle minimal de prescriptions fixé sur le plan national pour les risques chroniques (arrêté du 2 février 1998) et les risques accidentels (arrêté du 4 octobre 2010). Ces deux arrêtés ministériels qui homogénéisent sur le plan national les prescriptions applicables aux ICPE concernent à la fois les risques chroniques et accidentels. Selon le Ministère, "Cet exercice n'a donc pas pour objet principal de créer des obligations nouvelles générales, mais bien d'assurer une application homogène et efficiente de prescriptions qui figurent déjà dans la grande majorité des arrêtés d'autorisation, sans avoir à les recopier dans chacun de ces actes administratifs "

IOTA - Dématérialisation de la procédure de déclaration

Le décret 2022-989 du 4 juillet 2022 (JO du 5 juillet 2022) introduit la procédure de télédéclaration des installations, ouvrages, travaux ou activités (Iota) au titre de la loi sur l'eau.

Ce décret est entré en vigueur en juillet 2022. À cette occasion, le ministère de la Transition écologique a revu également un certain nombre de points de la procédure, notamment sur le préfet compétent pour un projet sur plusieurs départements, le format pour une déclaration contenant des données sensibles, les demandes de modification des prescriptions applicables à l'opération

Analyses des fibres d'amiante

L'arrêté relatif à la prévention des risques liés à l'amiante du 25 juillet 2022 (JO du 13 octobre 2022) rend la version de juillet 2021 de la norme NF X 43-050 obligatoire. Cette norme encadre la méthode indirecte de la microscopie électronique à transmission pour déterminer la concentration en fibres d'amiante. Par ailleurs, les organismes accrédités pour réaliser l'analyse et le comptage des fibres d'amiante dans l'air doivent indiquer la variété ou les variétés de fibres d'amiante comptées. Cette information figure dans le rapport d'essai d'analyse.

Travaux à proximité des réseaux

L'arrêté du 6 juillet 2022 (JO du 10 juillet 2022) fixe, pour l'année 2022, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) référencie les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Deux arrêtés du 4 octobre 2022, tous deux publiés au JO du 19 octobre 2022, portent sur la création de deux titres professionnels. Le premier porte sur celui d'opérateur en détection de réseaux et le second sur celui de technicien en détection et géoréférencement des réseaux.

Un arrêté en date du 21 octobre 2022 (JO du 28 décembre 2022) est venu modifier l'article 2 de l'arrêté du 22 décembre 2015 relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux. Cet arrêté modifie également le nombre minimal de questions prioritaires pouvant être posées lors de l'examen

Facturation électronique

Dans le cadre de la généralisation de la facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et à la transmission des données de transaction, le décret n° 2022-1299 du 7 octobre 2022 (JO du 9 octobre 2022) fixe les modalités d'application des obligations d'émission, de transmission et de réception des factures électroniques et de transmission des données de facturation et de paiement à la direction générale des finances publiques.

Ce décret définit à cet effet les missions assurées par le portail public de facturation géré par l'AIFE, les fonctionnalités minimales exigées des plateformes de dématérialisation partenaires, la procédure d'immatriculation de ces plateformes ainsi que les données à transmettre à l'administration.

Conformément à l'article 26 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022, le décret entre en vigueur de manière différée et progressive :

- d'une part, l'obligation d'émission et de transmission des factures électroniques entre assujettis, de transmission des données de ces factures et de transmission des données de transaction et de paiement à l'administration fiscale s'applique aux factures émises ou à défaut aux opérations réalisées à compter du :

- 1er juillet 2024 pour les grandes entreprises ;
- 1er janvier 2025 pour les entreprises de taille intermédiaire ;
- 1er janvier 2026 pour les petites et moyennes entreprises et les microentreprises. Ces catégories d'entreprises sont celles prévues par l'article 51 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et son décret d'application n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 ;

– d'autre part, l'obligation de réception des factures électroniques entre assujettis s'applique pour toutes les entreprises à compter du 1er juillet 2024.

Information précontractuelle et contractuelle des consommateurs

Entré en vigueur le 28 mai 2022, le décret 2022-424 du 25 mars 2022 (JO du 26 mars 2022) est lié à la transposition en droit interne de la directive 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs.

Il précise, d'une part, les obligations d'information précontractuelle auxquelles les professionnels sont tenus à l'égard des consommateurs, en application de l'article L. 221-5 du code de la consommation, préalablement à la conclusion de contrats à distance et hors établissement, et procède, d'autre part, à des ajustements rédactionnels prévus par la directive 2019/2161, notamment, sur la communication obligatoire au consommateur des coordonnées du professionnel.

Transition énergétique & évaluation environnementale

Energie - Biogaz – Biométhane

Dans un contexte de crise des approvisionnements en gaz, l'arrêté du 2 mars 2022 (JO du 11 mars 2022) porte de 40 à 60% le niveau de prise en charge des coûts de raccordement des installations de production de biogaz aux réseaux de transport de gaz naturel dans la limite de 600 000 euros.

Le décret 2022-496 du 7 avril 2022 (JO du 8 avril 2022) précise les modalités d'utilisation de garanties d'origine de biogaz, fondées sur une approche par équivalence, avec du gaz naturel qui n'est pas acheminé dans un réseau de gaz naturel.

Le décret 2022-640 du 25 avril 2022 (JO du 26 avril 2022) introduit dans le Code de l'énergie le dispositif de certificats de production du biogaz (CPB). en application de l'article 95 de la loi Climat et résilience d'août 2021. Ce nouveau dispositif de soutien impose aux fournisseurs de gaz naturel intégrant une part de biométhane dans leur offre de restituer des certificats à l'État. Ceux-ci sont à obtenir auprès de producteurs de biogaz, par la signature d'un contrat d'obligation d'achat ou en produisant directement du biogaz injecté dans le réseau.

Le décret n° 2022-1248 du 20 septembre 2022 (JO du 23 septembre 2022) relatif à l'allongement du délai de mise en service des projets d'installations de production de biométhane précise les conditions dans lesquelles un projet d'installation de production de biométhane peut bénéficier d'un allongement de son délai de mise en service pouvant aller jusqu'à 18 mois. Ainsi les contrats d'achat de biométhane signés avant le 23 mars 2021 et portant sur des installations de production ayant fait l'objet de l'enregistrement ou de la déclaration idoine au titre des ICPE mais n'ayant pas encore produit de biométhane doivent prendre effet au plus tard 18 mois après le 22 septembre 2022.

L'arrêté du 20 septembre 2022 (JO du 23 septembre 2022) portant modification de l'arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel arrêté précise les modalités de calcul de l'évolution du tarif d'achat de biométhane.

Le Décret n° 2022-1540 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) relatif aux garanties d'origine de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel précise les informations mentionnées dans les garanties d'origine de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel ainsi que le mode de comptabilisation, au titre des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, des réductions d'émissions associées à la production de biogaz pour lequel des garanties d'origine sont émises. A ces fins, le décret modifie la section 7 du chapitre VI du titre IV du livre IV de la partie réglementaire du code de l'énergie.

Photovoltaïque

Le décret n° 2022-970 du 1er juillet 2022 (JO du 2 juillet 2022) ajoute une nouvelle catégorie de projet soumis à l'évaluation environnementale (installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 1MWc) et modifie la répartition de compétence de l'autorité environnementale pour les plans de prévention des risques naturels, technologiques et miniers entre le niveau national et régional.

Le Décret n° 2022-1688 du 26 décembre 2022 (JO du 29 décembre 2022) portant simplification des procédures d'autorisation d'urbanisme relatives aux projets d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol prévoit, hors secteurs protégés, le rehaussement du seuil de puissance au-delà duquel les projets d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol basculent de la formalité de la déclaration préalable à celle du permis de construire. Ce seuil est donc aligné sur le seuil d'évaluation environnementale systématique (1 mégawatt).

Evaluation environnementale des projets

Le décret n° 2022-422 du 25 mars 2022 (JO du 26 mars 2022) relatif à l'évaluation environnementale des projets met en place un dispositif permettant de soumettre, à l'initiative du maître d'ouvrage, à évaluation environnementale des projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine mais situés en deçà des seuils de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement . La demande de soumission sera examinée au cas par cas par le ministre chargé de l'environnement, la formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ou le préfet de région en fonction de l'identité du maître d'ouvrage. Cette disposition est applicable pour les demandes d'autorisation et de déclarations déposées dès le 27 mars 2022.

La circulaire du 2 août 2022 (publiée le 26 août 2022) relative aux modalités d'application de la procédure d'urgence à caractère civil prévue à l'article L. 122-3-4 du code de l'environnement précise les modalités d'exonération d'évaluation environnementale pour les projets ayant pour seul objet la réponse à des situations d'urgence à caractère civil :

- Le projet peut être un ensemble cohérent de travaux
- L'objet exclusif du projet doit être de répondre à la situation d'urgence à caractère civil
- La situation justifiant le recours à la procédure d'urgence doit concerner un intérêt public civil
- Pour que l'urgence soit reconnue, il est nécessaire que la situation constitue une atteinte majeure et avérée, qu'il ne soit plus possible de réaliser dans un délai compatible une évaluation environnementale et que la situation présente les caractère de la force majeure (imprévisible, irrésistible et extérieure).

Sont également précisés les étapes de la procédure et ses effets.

- Le décret n° 2022-1673 du 27 décembre 2022 (JO du 28 décembre 2022) portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des actions ou opérations d'aménagement et aux mesures de compensation des incidences des projets sur l'environnement dispose que les mesures de compensation doivent être mises en œuvre en priorité sur le site endommagé. Si ce n'est pas possible, elles sont déployées à proximité, dans les zones de renaturation préférentielle identifiées dans le SCOT et le PLU. À la condition toutefois qu'elles soient compatibles avec les orientations de renaturation de ces zones et que les conditions de leur mise en œuvre soient techniquement et économiquement

acceptables. À défaut, le maître d'ouvrage peut notamment acquérir des unités de compensation dans le cadre d'un site naturel de compensation.

- Les orientations d'aménagement et de programmation d'urbanisme peuvent également identifier des zones préférentielles pour la renaturation et préciser les modalités de mise en œuvre des projets de désartificialisation et de renaturation dans ces secteurs.

6.10 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m3/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001:

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un

consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.
En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.
En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.
En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.
Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.
Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5

millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution…).
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.
Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'usager ne sont pas pris en compte.
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

En cours d'année 2022 la Région Sud a changé son outil de relation client. Cet outil maintenant commun à l'ensemble de Veolia Eau France a permis d'harmoniser les pratiques de suivi des réclamations.
Nous avons dorénavant une méthode et un suivi plus précis des réclamations de nos consommateurs. Ce changement explique en grande partie l'évolution du nombre de réclamations écrites (mails et courriers).

6.11 Autres annexes

Intitulé	Description	Nombre de pages
Annexe 1	Détail des désobstructions de branchements et collecteurs	11
Annexe 2	Détail curage préventif	12
Annexe 3	Listing détaillé des installations d'Assainissement Non Collectif	9
Annexe 4	Inventaire des installations	40
Annexe 5	Plan Prévisionnel de renouvellement	3

Annexe 1 : Détail des désobstructions de branchements et collecteurs

Motif Intervention	Adresse	COMMUNE	Date réalisation	Installation
Désobstruction	185 RUE DE L'EPERON	LUNEL	03/01/2022	Branchement
Désobstruction	12 IMP COURTE	LUNEL	03/01/2022	Branchement
Désobstruction	RUE LA LIBERATION	LUNEL	03/01/2022	Collecteur
Désobstruction	94 RUE FREDERIC MISTRAL	LUNEL	05/01/2022	Branchement
Désobstruction branchement	88 rue de la paix	LUNEL	04/01/2022	Branchement
Désobstruction	343 RUE DU MONT VENTOUX	LUNEL	05/01/2022	Branchement
Désobstruction	75 RUE PIERRE MAGNOL	LUNEL	11/01/2022	Branchement
Désobstruction	503 imasse de chambon	LUNEL	13/01/2022	Branchement
Désobstruction	193 rue de Verdun	LUNEL	14/01/2022	Branchement
Désobstruction	CHE DE LA VIDOURLENQUE	LUNEL	14/01/2022	Collecteur
Désobstruction	Lunel 155 rue des cerisiers	LUNEL	17/01/2022	Branchement
Désobstruction	482 AV D'OCCITANIE	LUNEL	20/01/2022	Branchement
Désobstruction	173 RUE DE LA BOUVINE	LUNEL	21/01/2022	Branchement
Désobstruction	324 CHE DU PONT DE TOURAINE	LUNEL	24/01/2022	Branchement
Désobstruction	79 RUE LAMARTINE	LUNEL	24/01/2022	Collecteur
Désobstruction	103 IMP DU JASMIN	LUNEL	24/01/2022	Branchement
Désobstruction	104 RUE DU GRAND TETRAS	LUNEL	25/01/2022	Branchement
Désobstruction	2 RUE DU BLE D'OR	LUNEL	25/01/2022	Branchement
Désobstruction	171 RUE DU NOISY	LUNEL	26/01/2022	Branchement

Désobstruction	13 IMP CEZANNE	LUNEL	28/01/2022	Branchement
Désobstruction	Impasse des étoiles filantes	LUNEL	29/01/2022	Collecteur
Désobstruction	70 RUE DU GIROFLIER	LUNEL	31/01/2022	Branchement
Désobstruction	59 IMP DU CARMASSOL	LUNEL	02/02/2022	Collecteur
Désobstruction	Rue Mas de Combet	LUNEL	03/02/2022	Collecteur
Désobstruction	Chemin mas combet	LUNEL	03/02/2022	Collecteur
Désobstruer Branchement (31-26)	228 rue du canneau	LUNEL	05/02/2022	Branchement
Désobstruction	41 rue La Marjolaine	LUNEL	07/02/2022	Collecteur
Désobstruction	80 rue Alphonse Arnaud	LUNEL	07/02/2022	Branchement
Désobstruction	239 RUE DE LA CIBOULETTE	LUNEL	07/02/2022	Branchement
Désobstruction	338 rue de l'industrie	LUNEL	07/02/2022	Branchement
Désobstruction	24 PAS DU CRESSON	LUNEL	08/02/2022	Branchement
Désobstruction	171 RUE DE LA FARIGOULE	LUNEL	08/02/2022	Branchement
Désobstruction	54 RUE DE LOBSERVANCE	LUNEL	08/02/2022	Branchement
Désobstruction	RUE DES CALADONS	LUNEL	09/02/2022	Branchement
Désobstruction	41 IMP ANDRE AMPERE	LUNEL	09/02/2022	Branchement
Désobstruction	RUE DES CALADONS	LUNEL	09/02/2022	Branchement
Désobstruction	RUE DU POUGET	LUNEL	09/02/2022	Branchement
Désobstruction	12 IMP DES NARCISSES	LUNEL	11/02/2022	Collecteur
Désobstruction	AV DU COLONEL SIMON	LUNEL	14/02/2022	Collecteur
Désobstruction	157 IMP ESQUIROU	LUNEL	17/02/2022	Collecteur

Désobstruction	131 RUE DES REMPARTS	LUNEL	21/02/2022	Branchement
Désobstruction	Rue de la Libération	LUNEL	21/02/2022	Collecteur
Désobstruction	65 RUE DE LA GLACIERE	LUNEL	24/02/2022	Branchement
Désobstruction	65 rue de la glacière	LUNEL	23/02/2022	Collecteur
Désobstruction	62 impasse des arènes	LUNEL	25/02/2022	Branchement
Désobstruction	83 RUE DE LA ROTONDE	LUNEL	01/03/2022	Branchement
Désobstruction	71 CHE DE LA GRANDE LIQUINE	LUNEL	03/03/2022	Branchement
Désobstruction	128 RUE DES REMPARTS	LUNEL	07/03/2022	Branchement
Désobstruction	RUE DU SQUARE FLEURI	LUNEL	08/03/2022	Collecteur
Désobstruction	54 IMP LOUVOIS	LUNEL	09/03/2022	Branchement
Désobstruction	43 Frederic Bazille	LUNEL	11/03/2022	Branchement
Désobstruction	471 CHE DU MAS DE CHAMBON	LUNEL	11/03/2022	Branchement
Désobstruer Branchement (31-26)	155 rue des cerisiers	LUNEL	12/03/2022	Branchement
Désobstruer Branchement (31-26)	155 rue des cerisier	LUNEL	13/03/2022	Branchement
Désobstruction	IMP DU BOSQUET	LUNEL	14/03/2022	Collecteur
Désobstruction	46 RUE ANATOLE FRANCE	LUNEL	15/03/2022	Collecteur
Désobstruction	155 rue des cerisiers	LUNEL	15/03/2022	Branchement
Désobstruction	55 RUE HENRI RAYNAUD	LUNEL	16/03/2022	Branchement
Désobstruction	rue de la malautière	LUNEL	16/03/2022	Collecteur
Désobstruction	55 RUE HENRI RAYNAUD	LUNEL	16/03/2022	Branchement

Désobstruction	20 RUE ANATOLE FRANCE	LUNEL	16/03/2022	Collecteur
Désobstruction	61 RUE DE LA ROQUETTE	LUNEL	17/03/2022	Branchement
Désobstruction	24 PAS DU CRESSON	LUNEL	18/03/2022	Branchement
Désobstruction	55 rue Henri Reynaud	LUNEL	21/03/2022	Collecteur
Désobstruction	128 RUE DES REMPARTS	LUNEL	21/03/2022	Branchement
Désobstruction	403J AV DU MARECHAL LECLERC	LUNEL	22/03/2022	Branchement
Désobstruction	20 IMP DU CARMASSOL	LUNEL	23/03/2022	Branchement
Désobstruction	188 RUE DS ROSES	LUNEL	23/03/2022	Collecteur
Désobstruction	319 CHE DU TRIANON	LUNEL	24/03/2022	Collecteur
Désobstruction	272 RUE ERNEST CHANSON CPT FACE AU 222 RUE SQUARE FLE	LUNEL	24/03/2022	Collecteur
Désobstruction	29 rue des olympique	LUNEL	26/03/2022	Branchement
Désobstruction	79 rue Danemark	LUNEL	27/03/2022	Collecteur
Désobstruction	79 RUE ALPHONSE MENARD	LUNEL	28/03/2022	Branchement
Désobstruction	PL ANDRE GIDE	LUNEL	28/03/2022	Collecteur
Désobstruction	50 CHE DU MAS D ENSUQUE	LUNEL	28/03/2022	Branchement
Désobstruction	237 rue des aires	LUNEL	29/03/2022	Branchement
Désobstruction	13 place des violettes	LUNEL	30/03/2022	Branchement
Désobstruction	70 rue des caladons	LUNEL	31/03/2022	Branchement

Désobstruction	236 RUE DE LA CIBOULETTE	LUNEL	31/03/2022	Branchement
Désobstruction	41 HENRI REYNAUD	LUNEL	31/03/2022	Branchement
Désobstruer Branchement (31-26)	328 rue industrie	LUNEL	31/03/2022	Branchement
Désobstruction	60 RUE DES GENEVRIERS	LUNEL	31/03/2022	Collecteur
Désobstruction	294 AV DU COLONEL SIMON	LUNEL	31/03/2022	Collecteur
Désobstruction	332 rue colonel Simon	LUNEL	01/04/2022	Collecteur
Désobstruer Branchement (31-26)	324 chemin pont de Touraine	LUNEL	03/04/2022	Branchement
Désobstruction	33 IMP DU BALESTRIER	LUNEL	04/04/2022	Branchement
Désobstruer Branchement (31-26)	98 avenue Louis menard	LUNEL	04/04/2022	Branchement
Désobstruction	34 PAS DU CRESSON	LUNEL	05/04/2022	Branchement
Désobstruer Branchement (31-26)	324 chemin de lorraine	LUNEL	06/04/2022	Branchement
Désobstruction	440 avenue Gaston Baissette	LUNEL	06/04/2022	Branchement
Désobstruer Collecteur / Regard (30-26)	440 Gaston Baissette	LUNEL	06/04/2022	Collecteur
Désobstruction	520 AV AIGUES MORTES	LUNEL	07/04/2022	Branchement
Désobstruction	133 rue Mario Roustan	LUNEL	07/04/2022	Collecteur
Désobstruction	241 BD LAFAYETTE LUNEL	LUNEL	11/04/2022	Collecteur
Désobstruction	21 rue de Tivoli	LUNEL	09/04/2022	Branchement
Désobstruction	217 rue de la libération	LUNEL	10/04/2022	Collecteur
Désobstruction	21 rue Tivoli	LUNEL	11/04/2022	Branchement
Désobstruction	605 CHE DU THYM	LUNEL	11/04/2022	Branchement

Désobstruction	Boulevard Strasbourg	LUNEL	11/04/2022	Branchement
Désobstruction	70 RUE DES CALADONS	LUNEL	13/04/2022	Branchement
Désobstruer Branchement (31-26)	101 Jacques durant	LUNEL	16/04/2022	Branchement
Désobstruer Branchement (31-26)	55 chemin des merles	LUNEL	17/04/2022	Branchement
Désobstruction	21 rue de Tivoli	LUNEL	19/04/2022	Branchement
Désobstruction	300A CHE DES MEUNIERES	LUNEL	19/04/2022	Branchement
Désobstruction	134 RUE BAUDELAIRE	LUNEL	22/04/2022	Branchement
Désobstruction	Chemin mas de combet	LUNEL	24/04/2022	Collecteur
Désobstruction	Chemin des meunières	LUNEL	24/04/2022	Collecteur
Désobstruction	470 CHE DU MAS DE CHAMBON	LUNEL	26/04/2022	Branchement
Désobstruction	113 rue du Mont Aigoual	LUNEL	26/04/2022	Branchement
Désobstruction	24 RUE EDGAR QUINET PROLONGEE	LUNEL	28/04/2022	Collecteur
Désobstruction	RUE DES NOUVELLES	LUNEL	29/04/2022	Collecteur
Désobstruction	37 IMP DES TAMARIS	LUNEL	29/04/2022	Collecteur
Désobstruction	51 RUE BOUTONNET	LUNEL	29/04/2022	Branchement
Désobstruction	RUE ROGER SALENGRO	LUNEL	02/05/2022	Branchement
Désobstruction	59 RUE DES NOUVELLES	LUNEL	02/05/2022	Collecteur
Désobstruction	98 AV AIGUES MORTES	LUNEL	03/05/2022	Branchement

Désobstruction	IMP DES OLYMPIADES	LUNEL	04/05/2022	Collecteur
Désobstruction	66 RUE DU GIROFLIER	LUNEL	05/05/2022	Branchement
Désobstruction	123 RUE EDGAR QUINET PROLONGEE	LUNEL	06/05/2022	Collecteur
Désobstruction	Local parking arène	LUNEL	10/05/2022	Branchement
Désobstruction	111 rue des remparts	LUNEL	11/05/2022	Branchement
Désobstruction	78 AV DU COLONEL SIMON	LUNEL	13/05/2022	Branchement
Désobstruction	140 rue du labour	LUNEL	14/05/2022	Collecteur
Désobstruction	8 RUE DU POUGET	LUNEL	16/05/2022	Branchement
Désobstruction	13 IMP CEZANNE	LUNEL	16/05/2022	Branchement
Désobstruction	56 MP DES BRUYERES	LUNEL	17/05/2022	Collecteur
Désobstruction	302 rue Edgar quiné prolongé	LUNEL	17/05/2022	Collecteur
Désobstruction	41 RUE DES ETOFFES	LUNEL	17/05/2022	Branchement
Désobstruction branchement	41 rue de l'étoffe	LUNEL	17/05/2022	Branchement
Désobstruction	210 RUE DU MONT AIGOUAL	LUNEL	20/05/2022	Branchement
Désobstruction	74 rue de la roquette	LUNEL	27/05/2022	Collecteur
Désobstruction	Boulevard de Strasbourg	LUNEL	28/05/2022	Branchement
Désobstruction	42 BD SAINT FRUCTUEUX	LUNEL	31/05/2022	Collecteur
Désobstruction	240 rue cannau	LUNEL	04/06/2022	Branchement
Désobstruction	Rue Frédéric Mistral	LUNEL	04/06/2022	Branchement
Désobstruction	11 IMP DU CABRIAN	LUNEL	07/06/2022	Branchement

Désobstruction	298 CHE DE LA VIDOURLENQUE	LUNEL	08/06/2022	Collecteur
Désobstruction	588 chemin du jeu de mail	LUNEL	11/06/2022	Collecteur
Désobstruction	33 IMP DU BALESTRIER	LUNEL	13/06/2022	Branchement
Désobstruction	52 rue du Tapis Vert	LUNEL	15/06/2022	Branchement
Désobstruction	338 Av. Louis Abric	LUNEL	14/06/2022	Collecteur
Désobstruction	239 RUE SADI CARNOT	LUNEL	15/06/2022	Collecteur
Désobstruction	52 RUE WALDECK ROUSSEAU	LUNEL	20/06/2022	Branchement
Désobstruction	138 rue des remparts	LUNEL	21/06/2022	Branchement
Désobstruction	58 RUE ROGER SALENGRO	LUNEL	24/06/2022	Branchement
Désobstruer Branchement (31-26)	9 rue du général de gaule	LUNEL	24/06/2022	Branchement
Désobstruer Branchement (31-26)	110 Jacques Durand	LUNEL	01/07/2022	Branchement
Désobstruction	103 IMP DU JASMIN	LUNEL	05/07/2022	Collecteur
Désobstruction	29 IMP DU BOSQUET	LUNEL	18/07/2022	Branchement
Désobstruction	30 ALL DE LA GRANDE OURSE	LUNEL	18/07/2022	Branchement
Désobstruction branchement	Chemin pont de Touraine	LUNEL	22/07/2022	Branchement
Désobstruction	Avenue jeu de mail	LUNEL	23/07/2022	Collecteur
Désobstruction	31 RUE ARAGO	LUNEL	25/07/2022	Branchement
Désobstruction	197 RUE DES REMPARTS	LUNEL	25/07/2022	Branchement
Désobstruction	262 RUE DE LA LIBERATION	LUNEL	26/07/2022	Collecteur
Désobstruction	30 boulevard Strasbourg	LUNEL	26/07/2022	Branchement

Désobstruction	75 RUE DES CALADONS	LUNEL	04/08/2022	Branchement
Désobstruction	55 PL ALPHONSE DAUDET	LUNEL	08/08/2022	Branchement
Désobstruction	RUE DE LA GALINETTE	LUNEL	08/08/2022	Collecteur
Désobstruction	14 IMPASSE DU REMOULEUR	LUNEL	09/08/2022	Branchement
Désobstruction	82 RUE DE LA GALINETTE	LUNEL	09/08/2022	Collecteur
Désobstruction	312 bd Lafayette	LUNEL	10/08/2022	Collecteur
Désobstruction	313 rue de la ferrade	LUNEL	11/08/2022	Branchement
Désobstruction	29 rue puit de Ricard	LUNEL	19/08/2022	Branchement
Désobstruer Branchement (31-26)	29 rue puits de Richard	LUNEL	19/08/2022	Branchement
Désobstruer Collecteur / Regard (30-26)	78 colonnes Simon	LUNEL	06/09/2022	Collecteur
Désobstruer Branchement (31-26)	78 rue colonel Simon	LUNEL	07/09/2022	Branchement
Désobstruer Collecteur / Regard (30-26)	175 rue des arts	LUNEL	08/09/2022	Collecteur
Désobstruction	240 CHEMIN DE PROVENCE	LUNEL	09/09/2022	Collecteur
Désobstruction	74 QU VOLTAIRE	LUNEL	15/09/2022	Branchement
Désobstruer Branchement (31-26)	107 rue du square fleuri	LUNEL	18/09/2022	Branchement
Désobstruction	98 RUE VAUBAN	LUNEL	19/09/2022	Branchement
Désobstruction	78 avenue colonel Simon	LUNEL	25/09/2022	Branchement
Désobstruction	175 rue des arts	LUNEL	27/09/2022	Collecteur
Désobstruction	17 IMP ALPHONSE MENARD	LUNEL	29/09/2022	Branchement
Désobstruction	109 IMP DU SANGLIER	LUNEL	03/10/2022	Collecteur
Désobstruction	181 RUE BAUDELAIRE	LUNEL	03/10/2022	Collecteur

Désobstruction	9 RUE DANTON	LUNEL	03/10/2022	Branchement
Désobstruction	Boulevard de Strasbourg	LUNEL	06/10/2022	Branchement
Désobstruction	RUE DE LA LIBERATION	LUNEL	07/10/2022	Branchement
Désobstruction	chemin des malautières	LUNEL	11/10/2022	Collecteur
Désobstruction	87 rue du grand tetra	LUNEL	15/10/2022	Collecteur
Désobstruction	96 rue des raseteurs	LUNEL	15/10/2022	Branchement
Désobstruer Collecteur / Regard (30-26)	103 bis rue des arts	LUNEL	22/10/2022	Collecteur
Désobstruer Branchement (31-26)	314 rue Verdun	LUNEL	26/10/2022	Branchement
Désobstruer Collecteur / Regard (30-26)	44 Roger Salengro	LUNEL	12/11/2022	Collecteur
Désobstruction	140 RUE DES REMPARTS	LUNEL	15/11/2022	Branchement
Désobstruction	128 rue des remparts	LUNEL	16/11/2022	Branchement
Désobstruer Collecteur / Regard (30-26)	62 colonnes Simon	LUNEL	16/11/2022	Collecteur
Désobstruction	70 CHE DU MAS DE CHAMBON	LUNEL	24/11/2022	Collecteur
Désobstruer Collecteur / Regard (30-26)	44 impasse du gandar	LUNEL	27/11/2022	Collecteur
Désobstruction	88 RUE DES RASETEURS	LUNEL	01/12/2022	Branchement
Désobstruction	314 RUE DE VERDUN	LUNEL	02/12/2022	Branchement
Désobstruction	98 rue des olympiades	LUNEL	06/12/2022	Branchement
Désobstruction	540 RUE DES ETOFFES	LUNEL	08/12/2022	Branchement
Désobstruction	95 rue de la rotonde	LUNEL	07/12/2022	Collecteur
Désobstruction	240 chemin de Provence	LUNEL	10/12/2022	Collecteur
Désobstruction	85 RUE MARX DORMOY	LUNEL	12/12/2022	Branchement

Désobstruction	174 CHE DE LA MALAUTIERE	LUNEL	13/12/2022	Branchement
Désobstruction	5 RUE DU CANNEAU	LUNEL	19/12/2022	Branchement
Désobstruction	241 HENRI REYNAUD	LUNEL	19/12/2022	Branchement
Désobstruction	12 AV LOUIS MEDARD	LUNEL	20/12/2022	Branchement
Désobstruction	14 rue Champollion	LUNEL	23/12/2022	Branchement
Désobstruction	68 IMP ESQUIROU	LUNEL	27/12/2022	Collecteur
Désobstruction	615 rue golfe du Lyon	LUNEL	27/12/2022	Collecteur
Désobstruer Branchement (31-26)	120 rue genévrier	LUNEL	31/12/2022	Branchement

Annexe 2 : Détail curage préventif

Commune	Rue	Longueur	Date	Mois
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	17,5	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	36,42	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	16,99	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	44,37	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	22,1	05/01/2022	1
LUNEL(34)	IMPASSE DU MAGNAN	11,03	05/01/2022	1
LUNEL(34)	IMPASSE DU VER A SOIE	29,7	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	43,07	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	17,26	05/01/2022	1
LUNEL(34)	IMPASSE DU CABRIAN	17,43	05/01/2022	1
LUNEL(34)	IMPASSE DU MAGNAN	43,21	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	13,38	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DES ABEILLES	33,08	05/01/2022	1
LUNEL(34)	IMPASSE DU MAGNAN	22,27	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	16,41	05/01/2022	1
LUNEL(34)	IMPASSE DU MAGNAN	43,87	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	17,6	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	18,78	05/01/2022	1
LUNEL(34)	IMPASSE DU SCARABEE	30,14	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	53,39	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	17,69	05/01/2022	1
LUNEL(34)	IMPASSE DU SCARABEE	20,44	05/01/2022	1
LUNEL(34)	IMPASSE DU SCARABEE	30,68	05/01/2022	1
LUNEL(34)	IMPASSE DU CABRIAN	17,74	05/01/2022	1
LUNEL(34)	IMPASSE DU CABRIAN	17,74	05/01/2022	1
LUNEL(34)	IMPASSE DU CABRIAN	30,53	05/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY (N113)	15,65	05/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY (N113)	19,11	05/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY (N113)	14,44	05/01/2022	1
LUNEL(34)	IMPASSE DU CABRIAN	18,09	05/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY (N113)	4,5	05/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY (N113)	29,72	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DE LA GALINETTE	40,77	05/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE LAMARTINE	44,36	26/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE LAMARTINE	25,16	26/01/2022	1
LUNEL(34)	CHEMIN DES PERDIGAOS	12,55	27/01/2022	1
LUNEL(34)	CHEMIN DES PERDIGAOS	52,96	27/01/2022	1
LUNEL(34)	CHEMIN DES PERDIGAOS	49,15	27/01/2022	1
LUNEL(34)	CHEMIN DES PERDIGAOS	8,4	27/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE CHATEAUBRIAND	26,29	27/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE CHATEAUBRIAND	34,52	27/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE CHATEAUBRIAND	9,53	27/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE CHATEAUBRIAND	22,96	27/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE CHATEAUBRIAND	30,75	27/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE CHATEAUBRIAND	24,97	27/01/2022	1

LUNEL(34)	RUE DE LA MARJOLAINE	60,36	08/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DE LA MARJOLAINE	56,03	08/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DE LA MARJOLAINE	8,12	08/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DE LA MARJOLAINE	24,03	08/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DE LA MARJOLAINE	15,43	08/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DE LA MARJOLAINE	28,39	08/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DE LA CIBOULETTE	26,64	08/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DU GENEVRIER	34,75	08/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DE LA CIBOULETTE	41,52	08/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DU GENEVRIER	47,56	08/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DE LA CIBOULETTE	31,15	08/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DU GENEVRIER	3,22	08/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	57,32	08/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	59,94	08/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	52,75	08/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DU GENEVRIER	66,06	08/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	56,21	08/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	08/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	08/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	08/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DU CANNEAU	49,42	15/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DU CANNEAU	35,5	15/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE LEDRU ROLLIN	35,55	15/03/2022	3
LUNEL(34)	AVENUE GAMBETTA	58,55	22/03/2022	3
LUNEL(34)	AVENUE GAMBETTA	65,54	22/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE HENRI RAYNAUD	96,02	22/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DU SQUARE FLEURI	42,94	25/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DU SQUARE FLEURI	19,71	25/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DU SQUARE FLEURI	58,25	25/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DU SQUARE FLEURI	18,99	25/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DU SQUARE FLEURI	28,45	25/03/2022	3
LUNEL(34)	IMPASSE DES AZEROLIERS	21,31	25/03/2022	3
LUNEL(34)	IMPASSE DES AZEROLIERS	65,88	25/03/2022	3
LUNEL(34)	CHEMIN DES MEUNIERES	72,65	25/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DU CANNEAU	55,38	29/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DU CANNEAU	13,98	29/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DU CANNEAU	35,86	29/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DU CANNEAU	49,5	29/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DU CANNEAU	35,5	29/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DES ROSES	94,12	01/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE EDGAR QUINET PROLONGEE	44,32	01/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DES ROSES	79,09	01/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE EDGAR QUINET PROLONGEE	31,13	01/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DES ROSES	69,61	01/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DES PIVOINES	36,25	01/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DES PIVOINES	94,34	01/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DES ROSES	70,68	01/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE EDGAR QUINET PROLONGEE	39,38	01/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DES ROSES	12,8	01/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE EDGAR QUINET PROLONGEE	40,48	01/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DES EGLANTIERS	85,4	01/04/2022	4
LUNEL(34)	IMPASSE DU JASMIN	33,95	01/04/2022	4

LUNEL(34)	RUE DES AIGRETTES	27,22	06/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DES AIGRETTES	22,65	06/04/2022	4
LUNEL(34)	CHEMIN DU PONT DE TOURAINE	39,57	06/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DES AIGRETTES	25,16	06/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DES AIGRETTES	23,49	06/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DES AIGRETTES	34,72	06/04/2022	4
LUNEL(34)	CHEMIN DU PONT DE TOURAINE	32,78	06/04/2022	4
LUNEL(34)	CHEMIN DU PONT DE TOURAINE	4,1	06/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DES AIGRETTES	29,65	06/04/2022	4
LUNEL(34)	CHEMIN DU PONT DE TOURAINE	93,8	06/04/2022	4
LUNEL(34)	CHEMIN DU PONT DE TOURAINE	9,62	06/04/2022	4
LUNEL(34)	BOULEVARD LOUIS BLANC (D24E5)	28,01	05/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE LEDRU ROLLIN	30,26	05/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD LOUIS BLANC (D24E5)	17,23	05/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD LOUIS BLANC (D24E5)	26,09	05/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE LEDRU ROLLIN	35,55	05/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD LOUIS BLANC (D24E5)	24,05	05/05/2022	5
LUNEL(34)	PLACE DENFERT ROCHEREAU (N113)	17,16	02/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	48,3	02/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	47,55	02/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD LOUIS BLANC (D24E5)	24,34	02/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	02/05/2022	5
LUNEL(34)	PLACE DENFERT ROCHEREAU (N113)	13,24	02/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	02/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	57,18	02/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	41,69	02/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	02/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL DE GAULLE (N113)	18,35	03/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	03/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL DE GAULLE (N113)	50,1	03/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL DE GAULLE (N113)	59,03	03/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL DE GAULLE (N113)	85,09	03/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL DE GAULLE (N113)	58,05	03/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL DE GAULLE (N113)	47,7	03/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL DE GAULLE (N113)	48,52	03/05/2022	5
LUNEL(34)	PLACE DU PONT DE VESSE	36,8	03/05/2022	5
LUNEL(34)	PLACE DU PONT DE VESSE	36,02	03/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD LOUIS BLANC (D24E5)	39,62	04/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD LOUIS BLANC (D24E5)	24,21	04/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD LOUIS BLANC (D24E5)	3,23	04/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE MARC ANTOINE MENARD	30,16	04/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD LOUIS BLANC (D24E5)	53,24	04/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE DES AIRES	66,09	04/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD LOUIS BLANC (D24E5)	51,34	04/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD LOUIS BLANC (D24E5)	51,12	04/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE DU SQUARE FLEURI	18,99	04/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE DU SQUARE FLEURI	28,45	04/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD LOUIS BLANC (D24E5)	34,48	04/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE DES LABOURS	49,3	20/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE DES LABOURS	20,71	20/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE DES LABOURS	20,85	20/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE DES LABOURS	58,38	20/05/2022	5

LUNEL(34)	RUE DES LABOURS	34,87	20/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE DE LA ROQUETTE	27,09	31/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE DE LA ROQUETTE	13,69	31/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD DE SAINTE-CLAIRE	20,38	31/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE MARIO ROUSTAN	19,07	20/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE MARIO ROUSTAN	17,68	20/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE MARIO ROUSTAN	38,26	20/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE DES ABRIVADOS	26,49	20/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE GASTON BAISSETTE (D24)	60,98	20/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE MARIO ROUSTAN	51,98	20/05/2022	5
LUNEL(34)	QUAI VOLTAIRE (D24E4)	32,95	04/07/2022	7
LUNEL(34)	QUAI VOLTAIRE (D24E4)	34,59	04/07/2022	7
LUNEL(34)	QUAI VOLTAIRE (D24E4)	18,98	04/07/2022	7
LUNEL(34)	QUAI VOLTAIRE (D24E4)	26,65	04/07/2022	7
LUNEL(34)	QUAI VOLTAIRE (D24E4)	39,4	04/07/2022	7
LUNEL(34)	RUE TIVOLI	18,77	04/07/2022	7
LUNEL(34)	RUE TIVOLI	3,71	04/07/2022	7
LUNEL(34)	BOULEVARD DIDEROT (D24E4)	23,67	04/07/2022	7
LUNEL(34)	QUAI VOLTAIRE (D24E4)	13,48	04/07/2022	7
LUNEL(34)	PLACE DE LA REPUBLIQUE (D24E4)	55,72	04/07/2022	7
LUNEL(34)	QUAI VOLTAIRE (D24E4)	22,85	04/07/2022	7
LUNEL(34)	RUE DES AVENTURES	23,18	04/07/2022	7
LUNEL(34)	COURS GABRIEL PERI	7,06	04/07/2022	7
LUNEL(34)	COURS GABRIEL PERI	11,54	04/07/2022	7
LUNEL(34)	RUE DU POUGET	26,59	04/07/2022	7
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	45,24	11/07/2022	7
LUNEL(34)	PLACE LOUIS REY	16,57	11/07/2022	7
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	24,27	11/07/2022	7
LUNEL(34)	RUE SADI CARNOT	40,8	25/08/2022	8
LUNEL(34)	RUE DE LA LIBERATION	9,79	25/08/2022	8
LUNEL(34)	RUE DE LA LIBERATION	30,59	25/08/2022	8
LUNEL(34)	RUE DE LA LIBERATION	48,57	25/08/2022	8
LUNEL(34)	RUE SADI CARNOT	30,18	25/08/2022	8
LUNEL(34)	RUE SADI CARNOT	34,08	25/08/2022	8
LUNEL(34)	RUE SADI CARNOT	33,32	25/08/2022	8
LUNEL(34)	RUE LA FONTAINE	42,94	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE LA FONTAINE	96,82	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE BAUDELAIRE	44,33	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE MOLIERE	38,74	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE MOLIERE	23,3	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE MOLIERE	40,95	03/10/2022	10
LUNEL(34)	ROUTE DE LA MER (D61)	45,9	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE LA FONTAINE	38,23	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE LA FONTAINE	32,46	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE LA FONTAINE	26,19	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE MOLIERE	18,48	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE RACINE	48,39	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE RACINE	3,61	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE MOLIERE	32,44	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE RACINE	20,28	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE LA FONTAINE	13,78	03/10/2022	10
LUNEL(34)	IMPASSE LA FONTAINE	38,15	03/10/2022	10

LUNEL(34)	RUE LA FONTAINE	38,91	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE MOLIERE	25,39	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE MOLIERE	27,76	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE MOLIERE	23,7	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE LA FONTAINE	30,8	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE RACINE	24,76	03/10/2022	10
LUNEL(34)	IMPASSE LA FONTAINE	42,62	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE RACINE	30,2	03/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE RACINE	56,67	03/10/2022	10
LUNEL(34)	BOULEVARD SAINT-FRUCTUEUX	24,57	09/09/2022	9
LUNEL(34)	BOULEVARD SAINT-FRUCTUEUX	33,82	09/09/2022	9
LUNEL(34)	BOULEVARD SAINT-FRUCTUEUX	7,02	09/09/2022	9
LUNEL(34)	BOULEVARD SAINT-FRUCTUEUX	34,99	09/09/2022	9
LUNEL(34)	BOULEVARD SAINT-FRUCTUEUX	18,74	09/09/2022	9
LUNEL(34)	BOULEVARD SAINT-FRUCTUEUX	37,68	09/09/2022	9
LUNEL(34)	BOULEVARD SAINT-FRUCTUEUX	18,58	09/09/2022	9
LUNEL(34)	RUE DE LA LIBERATION	17,04	14/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE DE LA LIBERATION	14,03	14/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE DE LA LIBERATION	21,04	14/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE SADI CARNOT	10,72	14/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE DE LA LIBERATION	31,55	14/10/2022	10
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	18,66	04/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	16,39	04/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	50,36	04/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	36,04	04/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	04/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DES LAURIERS ROSES	51,64	04/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	04/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	04/11/2022	11
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	04/11/2022	11
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	04/11/2022	11
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	57,18	04/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	04/11/2022	11
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	7,26	14/11/2022	11
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	14/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE SADI CARNOT	10,39	14/11/2022	11
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	14/11/2022	11
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	18,92	14/11/2022	11
LUNEL(34)	IMPASSE DE GIROLLES	37,98	16/11/2022	11
LUNEL(34)	IMPASSE DE GIROLLES	40,7	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DES CHAMOIS	54,04	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DES MOUFLONS	54,19	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DES CHAMOIS	44,02	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DES CHAMOIS	35,39	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DES MOUFLONS	50,54	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DES MOUFLONS	9,51	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DU CHEVRIER	57,54	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DES BOUQUETINS	47,52	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DU CHEVRIER	62,81	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DU CHEVRIER	50,27	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DU CHEVRIER	25,06	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DU CHEVRIER	9,18	16/11/2022	11

LUNEL(34)	RUE DU CHEVRIER	10,31	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DU CHEVRIER	23,61	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DU CHEVRIER	26,77	16/11/2022	11
LUNEL(34)	IMPASSE DE GIROLLES	28,29	16/11/2022	11
LUNEL(34)	IMPASSE DES CHANTERELLES	20,87	16/11/2022	11
LUNEL(34)	IMPASSE DES CHANTERELLES	24,47	16/11/2022	11
LUNEL(34)	IMPASSE DE GIROLLES	8,29	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DES CHAMOIS	35,86	16/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	17/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	17/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	17/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE DE MAUGUIO (D24)	50	28/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	6,53	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES MOISSONS	9,73	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES MOISSONS	25,18	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES MOISSONS	26,4	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	59,54	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES SEMAILLES	38,23	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	35,49	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	78,53	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	62,73	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	25,76	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	25,21	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	44,56	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	32,72	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	30,01	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	28	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	44,43	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES MOISSONS	29,93	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES MOISSONS	18,43	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES MOISSONS	31,84	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	32,45	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES MOISSONS	47,17	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	35,71	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU BLE D'OR	32,56	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DE LA TREILLE MUSCATE	18,5	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES VENDANGES	30,94	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES VENDANGES	24,75	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES VENDANGES	37,77	08/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES OLYMPIADES	34,03	09/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES OLYMPIADES	36,66	09/12/2022	12
LUNEL(34)	IMPASSE DES OLYMPIADES	42,32	09/12/2022	12
LUNEL(34)	IMPASSE DES OLYMPIADES	29,61	09/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES OLYMPIADES	30,56	09/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU LOTISSEMENT DU PARC	31,56	16/12/2022	12
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	16/12/2022	12
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	44,86	16/12/2022	12
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	8,12	16/12/2022	12
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	32,99	16/12/2022	12
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	7,24	16/12/2022	12
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	95,55	16/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES CALADONS	6,74	16/12/2022	12

LUNEL(34)	PLACE LOUIS REY	16,57	16/12/2022	12
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	16/12/2022	12
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	3,71	16/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE CAPITAINE MENARD	12,57	16/12/2022	12
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	16/12/2022	12
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	0,1	16/12/2022	12
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	16/12/2022	12
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	50,36	16/12/2022	12
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	16/12/2022	12
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	16/12/2022	12
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	32,01	16/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	24,27	16/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU LOTISSEMENT DU PARC	31,56	16/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	16/11/2022	11
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	44,86	16/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	8,12	16/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	32,99	16/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	7,24	16/11/2022	11
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	95,55	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DES CALADONS	6,74	16/11/2022	11
LUNEL(34)	PLACE LOUIS REY	16,57	16/11/2022	11
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	16/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	3,71	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE CAPITAINE MENARD	12,57	16/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	16/11/2022	11
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	0,1	16/11/2022	11
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	16/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	50,36	16/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	16/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	16/11/2022	11
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	32,01	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	24,27	16/11/2022	11
LUNEL(34)	RUE DU LOTISSEMENT DU PARC	31,56	17/10/2022	10
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	17/10/2022	10
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	44,86	17/10/2022	10
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	8,12	17/10/2022	10
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	32,99	17/10/2022	10
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	7,24	17/10/2022	10
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	95,55	17/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE DES CALADONS	6,74	17/10/2022	10
LUNEL(34)	PLACE LOUIS REY	16,57	17/10/2022	10
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	17/10/2022	10
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	3,71	17/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE CAPITAINE MENARD	12,57	17/10/2022	10
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	17/10/2022	10
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	0,1	17/10/2022	10
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	17/10/2022	10
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	50,36	17/10/2022	10
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	17/10/2022	10
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	17/10/2022	10
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	32,01	17/10/2022	10
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	24,27	17/10/2022	10

LUNEL(34)	RUE DU LOTISSEMENT DU PARC	31,56	15/09/2022	9
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	15/09/2022	9
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	44,86	15/09/2022	9
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	8,12	15/09/2022	9
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	32,99	15/09/2022	9
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	7,24	15/09/2022	9
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	95,55	15/09/2022	9
LUNEL(34)	RUE DES CALADONS	6,74	15/09/2022	9
LUNEL(34)	PLACE LOUIS REY	16,57	15/09/2022	9
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	15/09/2022	9
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	3,71	15/09/2022	9
LUNEL(34)	RUE CAPITAINE MENARD	12,57	15/09/2022	9
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	15/09/2022	9
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	0,1	15/09/2022	9
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	15/09/2022	9
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	50,36	15/09/2022	9
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	15/09/2022	9
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	15/09/2022	9
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	32,01	15/09/2022	9
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	24,27	15/09/2022	9
LUNEL(34)	RUE DU LOTISSEMENT DU PARC	31,56	18/08/2022	8
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	18/08/2022	8
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	44,86	18/08/2022	8
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	8,12	18/08/2022	8
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	32,99	18/08/2022	8
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	7,24	18/08/2022	8
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	95,55	18/08/2022	8
LUNEL(34)	RUE DES CALADONS	6,74	18/08/2022	8
LUNEL(34)	PLACE LOUIS REY	16,57	18/08/2022	8
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	18/08/2022	8
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	3,71	18/08/2022	8
LUNEL(34)	RUE CAPITAINE MENARD	12,57	18/08/2022	8
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	18/08/2022	8
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	0,1	18/08/2022	8
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	18/08/2022	8
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	50,36	18/08/2022	8
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	18/08/2022	8
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	18/08/2022	8
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	32,01	18/08/2022	8
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	24,27	18/08/2022	8
LUNEL(34)	RUE DU LOTISSEMENT DU PARC	31,56	11/07/2022	7
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	11/07/2022	7
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	44,86	11/07/2022	7
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	8,12	11/07/2022	7
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	32,99	11/07/2022	7
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	7,24	11/07/2022	7
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	95,55	11/07/2022	7
LUNEL(34)	RUE DES CALADONS	6,74	11/07/2022	7
LUNEL(34)	PLACE LOUIS REY	16,57	11/07/2022	7
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	11/07/2022	7
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	3,71	11/07/2022	7
LUNEL(34)	RUE CAPITAINE MENARD	12,57	11/07/2022	7

LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	11/07/2022	7
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	0,1	11/07/2022	7
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	11/07/2022	7
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	50,36	11/07/2022	7
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	11/07/2022	7
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	11/07/2022	7
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	32,01	11/07/2022	7
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	24,27	11/07/2022	7
LUNEL(34)	RUE DU LOTISSEMENT DU PARC	31,56	16/06/2022	6
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	16/06/2022	6
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	44,86	16/06/2022	6
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	8,12	16/06/2022	6
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	32,99	16/06/2022	6
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	7,24	16/06/2022	6
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	95,55	16/06/2022	6
LUNEL(34)	RUE DES CALADONS	6,74	16/06/2022	6
LUNEL(34)	PLACE LOUIS REY	16,57	16/06/2022	6
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	16/06/2022	6
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	3,71	16/06/2022	6
LUNEL(34)	RUE CAPITAINE MENARD	12,57	16/06/2022	6
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	16/06/2022	6
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	0,1	16/06/2022	6
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	16/06/2022	6
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	50,36	16/06/2022	6
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	16/06/2022	6
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	16/06/2022	6
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	32,01	16/06/2022	6
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	24,27	16/06/2022	6
LUNEL(34)	RUE DU LOTISSEMENT DU PARC	31,56	19/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	19/05/2022	5
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	44,86	19/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	8,12	19/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	32,99	19/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	7,24	19/05/2022	5
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	95,55	19/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE DES CALADONS	6,74	19/05/2022	5
LUNEL(34)	PLACE LOUIS REY	16,57	19/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	19/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	3,71	19/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE CAPITAINE MENARD	12,57	19/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	19/05/2022	5
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	0,1	19/05/2022	5
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	19/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	50,36	19/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	19/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	19/05/2022	5
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	32,01	19/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	24,27	19/05/2022	5
LUNEL(34)	RUE DU LOTISSEMENT DU PARC	31,56	13/04/2022	4
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	13/04/2022	4
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	44,86	13/04/2022	4
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	8,12	13/04/2022	4

LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	32,99	13/04/2022	4
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	7,24	13/04/2022	4
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	95,55	13/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DES CALADONS	6,74	13/04/2022	4
LUNEL(34)	PLACE LOUIS REY	16,57	13/04/2022	4
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	13/04/2022	4
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	3,71	13/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE CAPITAINE MENARD	12,57	13/04/2022	4
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	13/04/2022	4
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	0,1	13/04/2022	4
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	13/04/2022	4
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	50,36	13/04/2022	4
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	13/04/2022	4
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	13/04/2022	4
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	32,01	13/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	24,27	13/04/2022	4
LUNEL(34)	RUE DU LOTISSEMENT DU PARC	31,56	16/03/2022	3
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	16/03/2022	3
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	44,86	16/03/2022	3
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	8,12	16/03/2022	3
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	32,99	16/03/2022	3
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	7,24	16/03/2022	3
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	95,55	16/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DES CALADONS	6,74	16/03/2022	3
LUNEL(34)	PLACE LOUIS REY	16,57	16/03/2022	3
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	16/03/2022	3
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	3,71	16/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE CAPITAINE MENARD	12,57	16/03/2022	3
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	16/03/2022	3
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	0,1	16/03/2022	3
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	16/03/2022	3
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	50,36	16/03/2022	3
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	16/03/2022	3
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	16/03/2022	3
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	32,01	16/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	24,27	16/03/2022	3
LUNEL(34)	RUE DU LOTISSEMENT DU PARC	31,56	16/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	16/02/2022	2
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	44,86	16/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	8,12	16/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	32,99	16/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	7,24	16/02/2022	2
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	95,55	16/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DES CALADONS	6,74	16/02/2022	2
LUNEL(34)	PLACE LOUIS REY	16,57	16/02/2022	2
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	16/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	3,71	16/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE CAPITAINE MENARD	12,57	16/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	16/02/2022	2
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	0,1	16/02/2022	2
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	16/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	50,36	16/02/2022	2

LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	16/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	16/02/2022	2
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	32,01	16/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	24,27	16/02/2022	2
LUNEL(34)	RUE DU LOTISSEMENT DU PARC	31,56	19/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	33,71	19/01/2022	1
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	44,86	19/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	8,12	19/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	32,99	19/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	7,24	19/01/2022	1
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	95,55	19/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DES CALADONS	6,74	19/01/2022	1
LUNEL(34)	PLACE LOUIS REY	16,57	19/01/2022	1
LUNEL(34)	BOULEVARD LAFAYETTE (N113)	64,3	19/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	3,71	19/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE CAPITAINE MENARD	12,57	19/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	38,72	19/01/2022	1
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	0,1	19/01/2022	1
LUNEL(34)	BOULEVARD DE STRASBOURG (N113)	45,15	19/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE D'AIGUES MORTES	50,36	19/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE COLONEL SIMON (D34)	78,07	19/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	18,03	19/01/2022	1
LUNEL(34)	AVENUE GENERAL SARRAIL	32,01	19/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE ALPHONSE MENARD	24,27	19/01/2022	1
LUNEL(34)	RUE DES OLYMPIADES	33,62	19/12/2022	12
LUNEL(34)	CHEMIN DES ETOFFES	50,02	19/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES OLYMPIADES	68,35	19/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES OLYMPIADES	47,83	19/12/2022	12
LUNEL(34)	CHEMIN DES ETOFFES	82,42	19/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES OLYMPIADES	36,28	19/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES OLYMPIADES	18,28	19/12/2022	12
LUNEL(34)	CHEMIN DES ETOFFES	50,29	19/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES OLYMPIADES	31,69	19/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES OLYMPIADES	28,38	19/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES OLYMPIADES	22,75	19/12/2022	12
LUNEL(34)	CHEMIN DES ETOFFES	19,64	19/12/2022	12
LUNEL(34)	IMPASSE DU HOUX	23,24	20/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES CEPES	13,24	20/12/2022	12
LUNEL(34)	IMPASSE DES BRUYERES	50,07	20/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES CEPES	8,88	20/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES MELEZES	36,77	20/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES CEPES	33,69	20/12/2022	12
LUNEL(34)	IMPASSE DES FOUGERES	55,52	20/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES CEPES	40,37	20/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES CEPES	40,65	20/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES CEPES	14,83	20/12/2022	12
LUNEL(34)	IMPASSE DES FOUGERES	45,11	20/12/2022	12
LUNEL(34)	IMPASSE DES ORONGES	40,83	20/12/2022	12
LUNEL(34)	CHEMIN DU MAS DE ROBIN	14,84	20/12/2022	12
LUNEL(34)	IMPASSE DES ORONGES	47,31	20/12/2022	12
LUNEL(34)	IMPASSE DES FOUGERES	20,32	20/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES CEPES	38,98	20/12/2022	12

LUNEL(34)	IMPASSE DU HOUX	23,78	20/12/2022	12
LUNEL(34)	IMPASSE DES FOUGERES	9,63	20/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES CEPES	30,83	20/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES CEPES	6,22	20/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES CEPES	26,57	20/12/2022	12
LUNEL(34)	IMPASSE DES ORONGES	11,35	20/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DES CEPES	6,07	20/12/2022	12
LUNEL(34)	IMPASSE DES FOUGERES	9,42	20/12/2022	12
LUNEL(34)	RUE DU LOTISSEMENT DU PARC	31,56	04/11/2022	11
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	44,86	04/11/2022	11
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	95,55	04/11/2022	11
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	0,1	04/11/2022	11
LUNEL(34)	CHEMIN DE LA PIERRE PLANTADE	8,57	04/11/2022	11

Annexe 3 : Listing détaillé des installations d'Assainissement Non Collectif

Nom	Avis dernière visite 27/09/2022	N° de voie	Adresse de concession
Abellaneda Gilbert	non-conforme sans risque	250	Route de Simiargues
Benedetini Lorena, SCI Deveze	Conforme	431	Chemin de la Deveze
Auriol Gerard	non-conforme avec risque	333	Avenue Général Sarrail
Mimis Lahsen	non-conforme sans risque	522	chemin des tarnagas
Agueeva Valentina	conforme avec réserves	1450	Av Mal De Lattre de Tassigny
Alcazar Juan-Jose	non-conforme sans risque	700	Chemin de Clapas
Alcazar Soledade	non-conforme sans risque	730	Chemin du Clapas
Algo Sud	conforme avec réserves	30	Chemin des bœufs - quartier Vidourle
Alier Gibert	Conforme	1080	Chemin du pont de Lunel
Alverny André	non-conforme sans risque	256	Imp du Triage
Amara Gaston	Conforme	950	Chemin de Peire Fiche
Asorin Yves	non-conforme sans risque	270	Chemin de Lunel Viel
Aubat Thierry Christine	non-conforme sans risque	632	Chemin du Mas de Robin
Azouz Mahjoub	non-conforme sans risque	587	Chemin de Langlou
Baccou Paul	non-conforme sans risque	797	Chemin du Mas de Robin
Balaguer Sylvain	Conforme	179	Chemin du Repounchoun
Basic (Avesque, ancien)	Conforme	500	Chemin du mas de paradis
Battestini Monique	non-conforme sans risque	508	Chemin du Mas de Robin
Baud Eugène	Conforme	1231	Chemin du Mas de Favet
Beaume Michel	non-conforme sans risque	650	Chemin du Pont des Anes
Behlagui Zohra	non-conforme avec risque	1483	Av Mal de Lattre de Tassigny
Belmonte Fernando	non-conforme avec risque	1140	Chemin du Mas de Saint Ange
Benbarek Fathia	non-conforme avec risque	1807	Av Mal De Lattre de Tassigny
Benoit Guy	Conforme	126	Mas des Pins - chemin des bœufs - quartier bellevue
Benyahia Jean Luc	non-conforme sans risque	689	Chemin des Cabanettes
Berthelon Blandine	conforme avec réserves	1102	Chemin du pont de Lunel
BJ 4x4	non-conforme sans risque	20B	ch du mas des oranges
Blanca Denis	non-conforme avec risque	388	Chemin du triage
Blond Nicole	non-conforme sans risque	1130	Chemin du Mas de Favet

Protat Marie	non-conforme sans risque	474	Chemin de la Garrigue
Boissier Jean-Paul	non-conforme sans risque	1489	Rte de Restinclières
Bolle Catherine	Conforme	83	Chemin du pont de Lunel
Boniface André	non-conforme sans risque	395	Chemin des Bœufs La Chenaie
Boniface Claudine	non-conforme sans risque	431	Chemin des Bœufs - Mas du Bouquet
Boniface Didier	non-conforme avec risque	206	Chemin des Bœufs
Boniface Jean-Michel	non-conforme sans risque	395	Chemin des Bœufs
Bonnefoux Bernadette	Conforme	200	Chemin des cantaridies
Bourtel Sabri	Conforme	558	Chemin Sainte Catherine
Boutry	non-conforme sans risque	1216	Av du Vidourle
Brechard Philippe	Conforme	207	Chemin des bœuf - Mas de Sorbes
Bredemestre David	non-conforme sans risque	521	Route de Simiargues
Bruel Karine	non-conforme sans risque	1048	Route du Mas Desport
Brunel Georges	conforme avec réserves	1539	Route de Restinclières - Mas de Mourgues
Chabaud Marianne	non-conforme sans risque	376	Chemin de Langlou
Chabaud Marianne	non-conforme sans risque	376	Chemin de Langlou
Chabaud Marianne	non-conforme sans risque	376	Chemin de Langlou
Callies Henriette	non-conforme sans risque	117	Chemin Sainte Catherine
Calvet Nicolas	conforme avec réserves	1497	Chemin des Cigales
Campanaud Simone	non-conforme sans risque	130	Chemin de Broute Cabre
Canonge Daniel	non-conforme sans risque	276	Chemin Fourche de Saint Jullian
Capitani Bruno	Conforme	222	Chemin de Broute Cabre
Carciosi	Conforme	1157	Chemin de la Perille
Cardell Jeanine	non-conforme avec risque	209	Chemin de Sainte Catherine
Cassan Roussille Andrée	Conforme	1894	Av Mal De Lattre de Tassigny
Chamond - Lavezzi	Conforme	130 B	Chemin de Broute Cabre
Chanal Catherine	Conforme	596	Chemin de la Garrigue
Chaponnay Philippe	Conforme	35	Chemin du Clapas Le Mas de l'Isle
Chareil Luc	non-conforme sans risque	600	Chemin de la Perille
Claverie Philippe	Conforme	103	Chemin du pont de Lunel
Colomina	Conforme	1475	Route du Mas Desport
Cosne - Chatain	non-conforme avec risque	101	rte de Simiargues
Coulet Renée	Conforme	1335	Chemin des Tavans - Le Mas Bleu
Courseille Jean	Conforme	239	Chemin de Sainte Catherine
Crechet Michel (Costesec Alain, ancien proprio.)	Conforme	201	Rte de Restinclières

Cremier Jean-Marc	Conforme	310	Route de Simiargues
Cros Georges	non-conforme sans risque	1	Chemin des courantes
Croze Stephan	Conforme	177	Rte de Restinclières
Cyr Alain	non-conforme sans risque	1635	Chemin du Mas de Saint Julien
Dagnas (Azcona, ancien proprio)	Raccordé	467	Chemin de sainte catherine - LUNEL
Delfosse Marguerite	non-conforme avec risque	1834	Av Mal De Lattre de Tassigny
Demarchi Patrice	non-conforme sans risque	52	Chemin du Pont des Anes
Diaz Miguel	Conforme	1500	Chemin de la Perille
Diner Stéphane	conforme avec réserves	1101	Chemin de la patience
DIVUOLO	non-conforme sans risque	1976	Av Mal De Lattre de Tassigny
DIVUOLO	Conforme	1502	Chemin de la pérille
Doré Gérard	non-conforme avec risque	1111	Chemin du pont de Lunel
Dubois Jean-Pierre	non-conforme sans risque	1380	Chemin de la Perille
Dugaret Robert	non-conforme sans risque	600	Chemin des Bœufs
Dumas Bernard	Conforme	414	Chemin de la Traversière
Durand Françoise et Christiane	Conforme	785	Chemin du mas de la Jassette
El azzouzi Carine	non-conforme sans risque	236	Rue de la Camargue
Espaces verts du Midi / Pépinière Guiraud	non-conforme sans risque		Route national 113 pont de Lunel
Fabre Bernard	Conforme	190	Chemin de la Perille
Fabre Bernard	non-conforme sans risque	190	Chemin de la Perille
Fabre Bernard	non-conforme sans risque	190	Chemin de la Perille
Fajon roger	Inhabite maison détruite	382	Chemin des courantes
Fernandez Andrée	non-conforme sans risque	797	Chemin du mas de blanc
Fiol Serge	non-conforme sans risque	780	Rte du Mas Desport
Flores Bernard	Conforme	707	Rte de Restinclières
Forcetti Jacki	Conforme	319	Chemin Fourche de Saint Jullian
Frances Patrick	non-conforme sans risque	1169	Route du Mas Desport
Francois Lucien	Conforme	12	Chemin des Saintes Maries
Friant Jean Pierre	non-conforme sans risque	1676	Av Mal De Lattre de Tassigny
Gautier Gael	non-conforme avec risque	564	Route de Restinclières - Mas de rouviere
PIERRE JULIEN	non-conforme avec risque	425	Chemin du Mas de Blanc
Gayet Bernard	Conforme	629	Chemin des Saintes Maries
Arena Franck	Conforme	1238	Chemin des Tavans Le Garrigou
Genet Thierry	Conforme	151	Chemin de Peire Fiche
Gil Francis	Conforme	434	Chemin des Bœufs Qrt de la Colline
Gillain Rene	conforme avec réserves	500	Chemin du mas Collet

Gimmelli Jean	non-conforme sans risque	134	Chemin des Bœufs Qrt de la Colline
Giner alain	conforme	201	Chemin du Cigalon
Giner yves	non-conforme sans risque	1665	Av Mal De Lattre de Tassigny
Giron Philippe	Conforme	520	Chemin du Mas d'Ensuque
Glasper Gérald	non-conforme sans risque	235 B	Rue de la Camargue
Gomez Suzette	non-conforme sans risque	375	Chemin du Mas de Bory
Gomis Michelle	Conforme	466	Rte de Restinclières
Goupille Jeremy	non-conforme sans risque	472	Chemin de Pisse Saumes bât B
Mulet Véronoque	non-conforme sans risque	979	Chemin du Mas de Robin
Guichard Jean Michel	non-conforme sans risque	1497	Chemin des Cigales
Guy Michel	non-conforme avec risque	1737	Av Mal De Lattre de Tassigny
Halley Robert	non-conforme avec risque	1102	Chemin du Mas de Robin
Haltmar Adelaïde	non-conforme sans risque	581	Chemin du Mas de Robin
Hammoud miriam	non-conforme sans risque	187	Chemin Langlou
Harnafi	Conforme	224	Chemin de la Traversière
Hernandez Laurent	Conforme	461	Chemin du Moulin Bernard
Hospice Joseph	conforme avec réserves	936	Chemin de Peire Fiche
Hotel les mimosas	Conforme	1784	Av du Vidourle
Hotel Restaurant Mon Auberge	non-conforme sans risque	1784	Avenue du vidourle
Houssard Gérard	Conforme	1568	Route du Mas Desport
Hubert	Conforme	472	Chemin de Pisse Saumes bât A
Impellizzeri Antoine	Conforme	780	Che. De la Pérille
James Mabileau	Conforme	45	Chemin des Bœufs Qrt de Bellevue
Joaquim Tortajada	non-conforme avec risque	591	Rte de Villetelle
Koretzky Pierre	Conforme	1200	Chemin du Mas de Favet
Lagardère Thibault	non-conforme sans risque	1701	Chemin des Cigales
Antonio Joaquim Da Conceeio Benedito Da silva	non-conforme sans risque	1385	Chemin Fourche de Saint Jullian
Lattes Gilles	Conforme	103	Chemin du pont de Lunel
Lauze Christian	Conforme	235 A	Rue de la Camargue
Lavergne Catherine - Boissonade Alain	Conforme	1382	Rte de Restinclières Mas Mejean
Le Five (Le Temple du Foot)	non-conforme sans risque	1446	Av du Vidourle bât 2
Lefort - Ponzo Mathieu	Conforme	415	Chemin de Broute Cabre
Levacher Pierre	non-conforme sans risque	483	Chemin du Moulin des Aubes
FARGIER CHRISTIAN	Conforme	169	Chemin de Beliol
Lombard André	conforme avec réserves	1084	Chemin Fourche de Saint Jullian
Longo Fernande	conforme	427	Route de Sommières

Lopez Juan	Introuvable	202	Chemin de la Croix des Carres
Lucena Michel Ange	non-conforme sans risque	610	Rte de Restinclières - Mas de rouviere
M DELOLME Jean-François (prochain propriétaire M Moine)	Conforme	431	Chemin de la Devèze
Barnier Cedric	non-conforme sans risque	980	Chemin des nids
Beaumel Roland	non-conforme sans risque	470	Chemin du Repounchoun
Blanc Christophe	Conforme	1373	Av Mal Leclerc
M. Chanu Jean-Marc	non-conforme sans risque	67	Chemin de bararaube
Crochat Estella	non-conforme sans risque	29	Chemin de Tacaudin
Din Mbedi	non-conforme sans risque	288	Chemin de la Croix des Carres
Gautier	Raccordé	157	Marc Antoine Merard
Gauthier Jean	non-conforme avec risque	425	Chemin du Mas de Blanc
Madevat Georges	non-conforme sans risque		Mas desfère- Route de la mer
Madrid	conforme avec réserves	255 d	Chemin de la Bastide
Mane André	non-conforme sans risque	142	Chemin de Tacaudin
Martinez Antonio	Conforme	845	Chemin des Bœufs
Martinez Eve - Serrano Nicolas	Conforme	126	Chemin des tavans
Martinez Florent	non-conforme sans risque	427	Route de Marsillargues
Mas de la Plume	Conforme		Chemin du mas de paradis
COUSINIE JEAN-LOUIS	projet conforme	244	Chemin du Mas de Favet
Mauras Mireille	Conforme	84	Chemin des nids
Mauras Mireille	non-conforme sans risque	152	Chemin des nids
Mauras Roselyne	Conforme	190	Chemin de Peire Fiche
Megias René	Conforme	10	Chemin des Carignans
Pesceddu Jonathan	Conforme	972	Chemin du Pont des Anes
Migani Emile	non-conforme sans risque	192	Chemin des courantes
Milan	conforme avec réserves	376	Chemin de Lunel Viel
ANDERIANTSIDIKAINA Baudin Marie	non-conforme avec risque	284	Chemin de la Croix des Carres
Desposito Reine	Conforme	1500	Chemin du Mas Saint Ange
M Champougny MME Perrier Céline	Conforme	162	Chemin des nids
Mme et M. Korotkoff Schwarz	conforme avec réserves	400	Chemin des Bœufs
Loiselet Jessica	non-conforme sans risque	800	Chemin des bœufs - Pont de Lunel
Vidal Collette	non-conforme avec risque	54	Chemin de bararaube
Vitou Mario	non-conforme sans risque	427	Mas de Collet
Vitou Marie Laure	non-conforme sans risque	427	Mas de Collet
Vitou Mario	non-conforme sans risque	427	Mas de Collet

Vitou Mario	non-conforme sans risque	427	Mas de Collet
Vitou Mario	non-conforme sans risque	427	Mas de Collet
Doussaud Baldi Salvator	non-conforme sans risque		Mas de reboul - Rte du Mas Desport
Garcia Yolande	Conforme	203	Chemin de Lunel Viel
Mme Jaboin	conforme avec réserves	216	Chemin du creux de la campagne
Mornar	Conforme	250	Chemin de Langlou
Nacarlo Richard	non-conforme sans risque	915	Chemin Fourche de Saint Jullian
Naccache Béatrice	conforme avec réserves	472	Chemin de Pisse Saumes bât 1
Nacher Guy	Conforme	1103	Chemin Fourche de Saint Jullian
Nais Philippe	Conforme	1504	Chemin de la Perille
Nardy Henri	Conforme	16	Chemin du creux de la campagne
Navarro Jean Marie	non-conforme avec risque	250	Chemin de Langlou
Nervi Marcel	Conforme	790	Chemin de la Perille
Nervi René	non-conforme avec risque	800	Chemin de la Perille
Noyer Pascal	non-conforme sans risque	1013	Chemin de la Bastide
Pardo Franklin	non-conforme sans risque	592	Chemin des Etoffes
Paridis Jean	Conforme	339	Chemin des Cabanettes
Parra Frédéric	Conforme	1497	A Chemin des Cigales
Pascal Christian	Conforme	125	Rte de Restinclières
Passet Gerard	conforme avec réserves	155	Route de Marsillargues
Perez Inocienco	Conforme	493	Chemin Fourche de Saint Jullian
Perles Pierrette	non-conforme sans risque	71	Chemin des nids
Perochain Michel	non-conforme sans risque	1517	Av Mal de Lattre de Tassigny
Peyrard Jean	Raccordé	881	Chemin des bœufs - Quartier Fourque
Pinho - Goret (Sauveur Raymond)	Conforme	20A	A ch du mas des oranges
Poissy Nicole	non-conforme avec risque	29	Chemin du Repounchoun
PASQUALINI LAETITIA	Conforme	70	Rte de Simiargues
Poujol	Raccordé	604	Route de Nîmes
Poussibet	Conforme	560	Rte de Restinclières
Pradel Jean-Luc	Conforme	396	Chemin de la Perille
Proust-Schwarz Carole	non-conforme sans risque	441	Chemin du Valat Vuidier
Quetant Martine et Alain	conforme avec réserves	1497	Chemin des Cigales
Raimondo Sauveur	conforme avec réserves	20B	ch du mas des oranges
ROSSI ROBERT	Conforme	285	Chemin du mas de viala
ROSSI ADELINE	Conforme	285	Chemin du mas de viala
Roman Robert	non-conforme sans risque	1745	Rte du Mas Desport - Mas de Bouet
Romero	Conforme	1108	Chemin du Mas de Saint Ange

Roque Sylvie	non-conforme sans risque	661	Chemin de pioch ferra
Roudil Henri	non-conforme avec risque		Mas de Nicol - LUNEL
Rouger Denis	non-conforme avec risque	1151	Chemin du mas Collet
Rousse Angelique	Conforme	300	Chemin du moulin des aubes
Roustan Suzanne	Conforme	115	Chemin du Pont des Anes
SA Bec Freres	Conforme	115	Chemin des Agassos
Sabri Yassine	Conforme	1404	Av Mal De Lattre de Tassigny
Sahin Cemal	non-conforme sans risque	617	Chemin des Bœufs
Sahuquet Michel	non-conforme avec risque	408	Rte de Restinclières
Saint-Jean Gilbert	Conforme	458	Chemin de Broute Cabre
Sanchez Nathalie	non-conforme avec risque	89	Chemin du Mas de Favet
Mori Arlette	Conforme	760	Chemin de Pioch Ferra
SARL Camping Bon Port	Conforme	383	Chemin du Mas de Saint Ange
SARL La Riviera	Conforme	591	Chemin des bœufs
SARL lo gatto	conforme avec réserves	50	Chemin de Broute Cabre
Patino Benito	non-conforme sans risque	769	Chemin des bœufs
Savall thierry	non-conforme sans risque	790	Chemin de Peire Fiche
Sbaai - Aroca	conforme avec réserves	1623	Av Mal De Lattre de Tassigny
Scalari	Conforme	879	Avenue louis medard - LUNEL
SCI AVL Vanvooren Victor	conforme avec réserves	523	Route de Marsillargues
SCI Lou Noa Ambre	Conforme	1398	Chemin des Cigales
SCI de la pyramide Krapski-Daude	Conforme	255 G	Chemin de la Bastide
Mazet Bruno	non-conforme avec risque	255	Chemin de la Bastide
SCI Famara	Conforme	1491	Chemin des Cigales
SCI JBB PERLE DE PIERRE	non-conforme sans risque	1983	Route du Mas Desport
Sion Herve	Conforme	840	Chemin du Mas de Gamundi
SCI Les treilles de Lunel	Introuvable	9474	Creux Redon de Cantadu
RRG LUNEL	Conforme		Route de la Mer
STANISLAS HUSSON	non-conforme sans risque	445	Chemin de Broute Cabre
SCI Venderinho	Conforme	1491	Chemin des Cigales
Servent Yves	Conforme	53	Chemin de Tacaudin
Simon Jacques	Conforme	272	Chemin de la Traversière
Société Eiffage	non-conforme sans risque	1446	Av du Vidourle bât A
Stessels Cédric	conforme avec réserves	341	Route de Sommières
Stessels Jacques	non-conforme sans risque	341	Rte de Sommières
Suau	non-conforme sans risque	1607	Av Mal De Lattre de Tassigny
Taberne Dominique	non-conforme avec risque	337	Chemin du Mas de Favet

Tempier Jean	Conforme	411	Chemin du Moulin Bernard
Trantoul François	non-conforme sans risque	1312	Chemin du Pont des Anes
Triol Jacques	Introuvable	9021	Route du Mas Desport
Tsouli Abdelkader	conforme avec réserves	1191	Chemin du Mas de Favet
Ull Michel	non-conforme sans risque	260	Chemin de Peire Fiche
Uvaldo Maria	non-conforme avec risque	585	Chemin du moulin à vent
Uysun Sukru	Conforme	132	Chemin des Bœufs
Coustaut Madeleine	non-conforme sans risque	168	Chemin Fourche de Saint Jullian
Valentin angel	non-conforme sans risque	320	Route de Restinclières
Clement	Conforme	82	Chemin des Roures
Vanvooren Martial	non-conforme sans risque	984	Chemin Fourche de Saint Jullian
Vedel Claude	Introuvable	232	Route de Simiargues
GARANDEL Jean-Luc	non-conforme avec risque	1316	Av Mal De Lattre de Tassigny
Vichery Norbert	non-conforme sans risque	260	Chemin de la Perille
Vidal Jean Louis	non-conforme sans risque	545	Chemin du Repounchoun
Friant Cedric	non-conforme sans risque	1668	Av Mal De Lattre de Tassigny
Viel Faure Bruno	Conforme	40	Chemin des Agassos
Villaverde	conforme avec réserves		Chemin des cantaridies
Zaragoza Max	Conforme	103	Chemin du pont de Lunel
Pioch Romain	non-conforme avec risque	1120	Chemin de Favet
Mahouche Hocine	Conforme	321	Chemin de Lunel Viel
Cros Georges	non-conforme sans risque	1	Chemin des courantes
Cros Georges	non-conforme sans risque	1	Chemin des courantes
BECKER CHARLY	non-conforme sans risque	50	Chemin des saintes Maries
RAMAIN HELENE	Conforme		Domaine belle côte
MUNOZ MARCHAND PHILIPPE	Conforme	510	Chemin du Mas de Saint Ange
ANTHERIEU DUPUY	non-conforme sans risque	1499	Rte de Restinclières
ZOUBAA KHALID	non-conforme sans risque	219	CHEMIN CREUX CAMPAGNE
DEHAUX PATRICK	non-conforme avec risque	112	Impasse Marguerite Dumont
ALIAS LUCETTE	non-conforme avec risque	186	Rue du Foyer
Fernandez Claire	non-conforme avec risque	52	Chemin de Tacaudin
Bottilagine Christelle	Conforme	1460	Chemin du Pont des Anes
Bordes Sylvie	Conforme	549	Chemin de Peire Fiche
Lauzeral Pierre	non-conforme avec risque	50	Impasse de lolivette

PANE MICHELE	non-conforme avec risque	388	Chemin de garrigue
Gayet Bernard	Conforme	629	Chemin des Saintes Maries
SCI B3B	non-conforme sans risque	721	Rue des Fournels
PANTERA ERIC	Conforme	260	CHEMIN DES HYBRIDES
PANTERA ERIC	Conforme	260	CHEMIN DES HYBRIDES
Vandenesse Annie	Autre	124	Avenue Aigues Mortes
Mirroir Spadoni	non-conforme avec risque		Chemin de la monnaie
Negron-Vierne Yves	Raccordé	40	Chemin des Amandiers
GFA DU GRES SAINT PAUL	non-conforme avec risque	1909	Route de Restinclière

Annexe 4 : Inventaire des installations

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1BOR-01293779	Bassin d'Orage LUNEL / A SUPRIMER	Bassin	Ouvrage de Stockage	Bassin	E-01293810			Volume:556m3,Date installation:2002-01-01
1BOR-01293779	Bassin d'Orage LUNEL / A SUPRIMER	Bassin	Sonde de Niveau	Appareil de Mesure de Niveau par Ultrasons	E-01293811	ENDRESS HAUSER	WATERPILOT	Date installation:2002-01-01
1BOR-01293779	Bassin d'Orage LUNEL / A SUPRIMER	Alimenté par le PR de la STEP Lunel	Hydraulique	Accessoires Divers	E-01293813			Date installation:2002-01-01
1BOR-01293779	Bassin d'Orage LUNEL / A SUPRIMER	Bassin	Pompe Aéro-Ejectrice 2	Pompe Submersible (EU)	E-04490059			
1BOR-01293779	Bassin d'Orage LUNEL / A SUPRIMER	Rejet Eau	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01293807			Date installation:2002-01-01
1BOR-01293779	Bassin d'Orage LUNEL / A SUPRIMER	Bassin	Agitateur	Agitateur Immergé	E-01293809	FLYGT	SR 4640	Puissance installee:2kW,Date installation:2002-01-01
1BOR-01293779	Bassin d'Orage LUNEL / A SUPRIMER	Alimenté par le PR de la STEP Lunel	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01293812			Date installation:2002-01-01
1BOR-01293779	Bassin d'Orage LUNEL / A SUPRIMER	Bassin	Pompe Aéro-Ejectrice 1	Pompe Submersible (EU)	E-02022395	FLYGT	CP 3152 MT 430	Date installation:2002-01-01
1DVO-05515286	DO FEUILLADES - Lunel	Alimentation Eau Brute	Débitmètre DO	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01920334	KROHNE	OPTILUX 2100W / OPTILUX 2100F	Diametre nominal:200mm,Diam. nominal normalise:200mm,Pression nominale:10bar,Type de Signal:4 - 20 ma,Date installation:2013-07-05,Tension alimentation:230V
1DVO-05515286	DO FEUILLADES - Lunel	Alimentation Eau Brute	Canalisation de déversement	Canalisation	E-05515300			Date installation:2006-01-01
1DVO-01920362	DO MAS DE BLANC - LUNEL	Alimentation Eau Brute	Canalisation de déversement	Canalisation	E-01920374			Appairage mis a jour par:01-01-2006
1DVO-01920362	DO MAS DE BLANC - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Coffret Electrique	Coffret Electrique	E-01920381			Date installation:2006-01-01
1DVO-01920362	DO MAS DE BLANC - LUNEL	Alimentation Eau Brute	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01920375	KROHNE	OPTILUX 2100W / OPTILUX 2000F	Diametre nominal:150mm,Diam. nominal normalise:150mm,Pression nominale:16bar,Type de Signal:4 - 20 ma,Date installation:2013-09-05,Tension alimentation:230V
1DVO-01920362	DO MAS DE BLANC - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPR S-GSM	E-01920382	SOFREL	LS 42	Date installation:2010-01-01
1DVO-01920339	DO MAUBON - LUNEL	Alimentation Eau Brute	Canalisation de déversement	Canalisation	E-01920347			Date installation:2006-01-01

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1DVO-01920339	DO MAUBON - LUNEL	Alimentation Eau Brute	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-03190829	SIEMENS	MAG5000 / MANCHETTE DN150	Diametre nominal:150mm,Diam. nominal normalise:150mm,Date installation:2011-12-01
1DVO-01920339	DO MAUBON - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Coffret Electrique	Coffret Electrique	E-01920352			Date installation:2006-01-01
1DVO-01920339	DO MAUBON - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPR S-GSM	E-01920354	SOFREL	LS42	Date installation:2010-01-01
1DVO-01920366	DO MEUNIERES - LUNEL	Alimentation Eau Brute	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-03190911	SIEMENS	MAG5000 / MANCHETTE DN150	Diametre nominal:150mm,Diam. nominal normalise:150mm,Date installation:2011-12-01
1DVO-01920366	DO MEUNIERES - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Coffret Electrique	Coffret Electrique	E-01920415			Date installation:2006-01-01
1DVO-01920366	DO MEUNIERES - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPR S-GSM	E-01920416	SOFREL	LS42	Date installation:2010-01-01
1DVO-01920366	DO MEUNIERES - LUNEL	Alimentation Eau Brute	Canalisation de déversement	Canalisation	E-01920407			Date installation:2006-01-01
1DVO-01920365	DO PLANTADES - LUNEL	Alimentation Eau Brute	Canalisation de déversement	Canalisation	E-01920390			Date installation:2006-01-01
1DVO-01920365	DO PLANTADES - LUNEL	Alimentation Eau Brute	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01920391	KROHNE	OPTILUX 2100W / OPTILUX 2000F	Diametre nominal:150mm,Diam. nominal normalise:150mm,Pression nominale:16bar,Type de Signal:4 - 20 ma,Date installation:2013-08-14,Tension alimentation:230V
1DVO-01920365	DO PLANTADES - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Coffret Electrique	Coffret Electrique	E-01920398			Date installation:2006-01-01
1DVO-01920365	DO PLANTADES - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPR S-GSM	E-01920399	SOFREL	LS42	Date installation:2010-01-01
1EDA-05069160	HV20_lunel_degaulle	Instrumentation	Mesure de Vitesse	Débitmètre Hauteur/Vitesse	E-05069167	COMETEC	Raven-Eye	
1EDA-05069160	HV20_lunel_degaulle	Instrumentation	Mesure de Niveau	Appareil de Mesure de Niveau par Ultrasons	E-05069166	SOFREL	US 0-3m	
1EDA-05069160	HV20_lunel_degaulle	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPR S-GSM	E-05069172	SOFREL	LT	
1EDA-05069175	HV21_lunel_quai_voltaire	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPR S-GSM	E-05069190	SOFREL	LT	

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1EDA-05069175	HV21_lunel_quai_voltaire	Instrumentation	Mesure de Vitesse	Débitmètre Hauteur/Vitesse	E-05069185	COMETEC	Raven-Eye	
1EDA-05069175	HV21_lunel_quai_voltaire	Instrumentation	Mesure de Niveau	Appareil de Mesure de Niveau par Ultrasons	E-05069184	SOFREL	US 0-3m	
1EDA-05069193	HV22_lunel_louis_blanc	Instrumentation	Mesure de Niveau	Appareil de Mesure de Niveau par Ultrasons	E-05069199	SOFREL	US 0-3m	
1EDA-05069193	HV22_lunel_louis_blanc	Instrumentation	Mesure de Vitesse	Débitmètre Hauteur/Vitesse	E-05069200	COMETEC	Raven-Eye	
1EDA-05069193	HV22_lunel_louis_blanc	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPR S-GSM	E-05069205	SOFREL	LT	
1EDA-05069206	HV23_lunel_val_fleuri	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion GPR S-GSM	E-05069220	SOFREL	LT	
1EDA-05069206	HV23_lunel_val_fleuri	Instrumentation	Mesure de Niveau	Appareil de Mesure de Niveau par Ultrasons	E-05069214	SOFREL	US 0-3m	
1EDA-05069206	HV23_lunel_val_fleuri	Instrumentation	Mesure de Vitesse	Débitmètre Hauteur/Vitesse	E-05069215	COMETEC	Raven-Eye	
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Distribution Electrique Basse Tension	Inverseur de Source	Inverseur de Source	E-05513497			
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne de Refoulement P2	Vanne Manuelle	E-01919985			Date installation:1992-01-01
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Trappe	Trappe	E-01920023			Date installation:1992-01-01
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 2	Barre de Guidage	E-05515504			
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne d'Isolement Cuve	Vanne Manuelle	E-01919999			Date installation:1992-01-01
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Accessoire de Levage /A SUPPRIMER R	Accessoire de Levage	E-01920018			Date installation:1992-01-01
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Aménagements Extérieurs	Clôture	Clôture	E-01920084			Date installation:1992-01-01
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Aménagements Extérieurs	Portail	Portail	E-01920085			Date installation:1992-01-01
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande	Armoire Electrique BT	E-01289094	JP INDUSTRIE		Date installation:1992-01-01

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Distribution Electrique Basse Tension	Prise Alim. Groupe Electrogène	Prise de courant	E-05513496			
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Jeu de poires	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires	E-01920007			
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe de Relèvement 1	Pompe Submersible (EU)	E-03190331	FLYGT	3069.180	Puissance installee:2kW,Intensite nominale:4.9A,Type de roue:470,Date installation:2010-06-01,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1355tr/min,Vitesse variable:Oui,Puissance moteur:42kW
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 1	Barre de Guidage	E-05515503			
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet P1	Clapet à Boule	E-01919987			Date installation:1992-01-01
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01289090			Date installation:1992-01-01
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Monorail	Monorail	E-05513503			
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne de Refoulement P1	Vanne Manuelle	E-01919982			Date installation:1992-01-01
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Stockage / Tampon	Ouvrage de Stockage	Cuve	E-01920057			Date installation:1992-01-01
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe de Relèvement 2	Pompe Submersible (EU)	E-01289089	XYLEM	DP 3068 MT 471	Puissance installee:1.5kW,Diametre de la roue:165mm,Type de roue:Vortex,Date installation:1992-01-01,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1355tr/min
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	SOFREL	Poste de Télégestion Autonome RTC	E-01289093	SOFREL	S550	Date installation:2004-01-01
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Sonde de niveau	Appareil de Mesure de Niveau par Ultrasons	E-05513499	ENDRESS HAUSER	WATERpilot FMX167 - A2BMD1B7	Type de Signal:4 - 20 mA,Type d asservissement:Simple indication,Type de com (signal):4-20 mA
1REL-01289068	PR CROIX DE JOUBERT - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet P2	Clapet à Boule	E-01919989			Date installation:1992-01-01
1REL-05034091	PR DASSARGUES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet P2	Clapet à Boule	E-05515487			
1REL-05034091	PR DASSARGUES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet P1	Clapet à Boule	E-05515488			
1REL-05034091	PR DASSARGUES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe de Relèvement 2	Pompe Submersible (EU)	E-05515484	JETLY	SEMISOM 1300/65T	Puissance installee:3.4kW,Poids:42.5kg

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1REL-05034091	PR DASSARGUES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-05515485			
1REL-05034091	PR DASSARGUES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne de Refoulement P2	Vanne Manuelle	E-05515489			
1REL-05034091	PR DASSARGUES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne de Refoulement P1	Vanne Manuelle	E-05515490			
1REL-05034091	PR DASSARGUES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 1	Barre de Guidage	E-05515494			
1REL-05034091	PR DASSARGUES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 2	Barre de Guidage	E-05515495			
1REL-05034091	PR DASSARGUES - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande	Armoire Electrique BT	E-05034114			
1REL-05034091	PR DASSARGUES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe de Relèvement 1	Pompe Submersible (EU)	E-05515483	JETLY	SEMISOM 1300/65T	Puissance installee:3.4kW,Poids:42.5kg
1REL-05034091	PR DASSARGUES - LUNEL	Stockage / Tampon	Ouvrage de Stockage	Cuve	E-05515486			
1REL-05034091	PR DASSARGUES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Jeu de poires	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires	E-05515491			
1REL-05034091	PR DASSARGUES - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	SOFREL	Poste de Télégestion Autonome RTC	E-05034113	SOFREL	S550	
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet P2	Clapet à Boule	E-03180220	BAYARD		Diametre:100mm,Date installation:2010-12-01
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Distribution Electrique Basse Tension	Inverseur de Source	Inverseur de Source	E-05513490			
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne de Refoulement P1	Vanne Manuelle	E-03180126	BAYARD		Diametre nominal:100mm,Date installation:2010-12-01,Type de vanne:opercule
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe de Relèvement 2	Pompe Submersible (EU)	E-03180111	FLYGT	NP3102.181	Puissance installee:3.1kW,Intensite nominale:6.8A,Diametre de la roue:460mm,Type de roue:Type N,Date installation:2010-12-01,Vitesse de rotation:1450tr/min
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande	Armoire Electrique BT	E-01289166			Date installation:1986-01-01
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet P1	Clapet à Boule	E-03180193	BAYARD		Diametre:100mm,Date installation:2010-12-01
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-03180266			Date installation:2010-12-01

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Distribution Electrique Basse Tension	Prise Alim. Groupe Electrogène	Prise de courant	E-05513489			
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Stockage / Tampon	Ouvrage de Stockage	Cuve	E-01920125			Appairage mis a jour par:01-01-1986
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Pied de Potence 1	Pied de Potence	E-01920174			Date installation:2010-12-01
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Passerelle	Passerelle Fixe	E-01920187			Date installation:2010-12-01
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne de Refoulement P2	Vanne Manuelle	E-03180163	BAYARD		Diametre nominal:100mm,Date installation:2010-12-01,Type de vanne:opercule
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	SOFREL	Poste de Télégestion Autonome RTC	E-01289165	SOFREL	S 550	Date installation:2001-01-01
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 2	Barre de Guidage	E-05515522			
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe de Relèvement 1	Pompe Submersible (EU)	E-03179915	FLYGT	NP3102.181	Puissance installee:3.1kW,Intensite nominale:6.8A,Diametre de la roue:460mm,Type de roue:Type N,Date installation:2010-12-01,Vitesse de rotation:1450tr/min
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Echelle d'Accès Passerelle	Echelle Fixe	E-05512393			
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Pied de Potence 2	Pied de Potence	E-05512394			
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Sécurité	5 Barreaudages	Barreaudage	E-05512398			
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 1	Barre de Guidage	E-05515520			
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Jeu de poires	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires	E-01920193			
1REL-01289145	PR FEUILLADES - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	5 Trappes avec Verin et Serrure	Trappe	E-01920141			Date installation:1986-01-01
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne 1	Vanne Manuelle	E-03957345			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe 2	Pompe Submersible (EU)	E-03957354	FLYGT	NP 3085 MT 463	Puissance installee:1.3kW,HMT:5.1m CE,Intensite nominale:3.6A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:12.5m3/h,Debit nominal:15m3/h,Diametre de la roue:135mm,Diametre Aspiration:80mm,Diametre de Refoulement:80mm,Tension alimentation:400V,Vitesse de

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
								rotation:1440tr/min,Vitesse variable:Non,Puissance moteur:1.3kW
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	SOFREL	Poste de Télégestion Autonome RTC	E-03957360	SOFREL	s510	
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Outillage Mobile	Potence Amovible	Potence Amovible	E-05515325			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Aménagements Extérieurs	Porte / Portail	Portail	E-05515316			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Canalisation arrivée	Canalisation	E-03957344			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Stockage / Tampon	Ouvrage de Stockage	Cuve	E-03957347			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Stockage / Tampon	Couvercles	Trappe	E-05515352			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 1	Barre de Guidage	E-05515531			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 2	Barre de Guidage	E-05515532			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet 1	Clapet à Boule	E-03957346			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet 2	Clapet à Boule	E-03957356			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Aménagements Extérieurs	Grillage / Clôture	Clôture	E-05515317			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Sécurité	Barreaudage	Barreaudage	E-03957350			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe 1	Pompe Submersible (EU)	E-03957349	FLYGT	NP 3085 MT 463	Puissance installee:1.3kW,HMT:5.1m CE,Intensite nominale:3.6A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:12.5m3/h,Debit nominal:15m3/h,Diametre de la roue:135mm,Diametre Aspiration:80mm,Diametre de Refoulement:80mm,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1440tr/min,Puissance moteur:1.3kW
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Relèvement / Refoulement	regulateur	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires	E-03957352			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Outillage Mobile	Pied de Potence	Pied de Potence	E-05515324			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Stockage / Tampon	Chambre de Vannes	Chambre de Vannes	E-05515350			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande	Armoire de Commande	E-03957343			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Canalisation refoulement	Canalisation	E-03957353			
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Production d'Air	Surpresseur d'Air	Surpresseur d'air à Lobes (piston rotatif)	E-05515430	FLYGT		
1REL-03957301	PR JEU DE MAIL - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne 2	Vanne Manuelle	E-03957351			
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne de Refoulement P1	Vanne Manuelle	E-03577076			
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande	Armoire Electrique BT	E-03577092			
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne de Refoulement P2	Vanne Manuelle	E-03577079			
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Sofrel	Poste de Télégestion Autonome RTC	E-03577091	SOFREL	S550	
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 2	Barre de Guidage	E-05515526			
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet P2	Clapet à Boule	E-03577077			
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet P1	Clapet à Boule	E-03577078			
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 1	Barre de Guidage	E-05515525			
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Sécurité	Barreaudage	Barreaudage	E-05515416			
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe de Relèvement 1	Pompe Submersible (EU)	E-03577074	FLYGT	3085.160-2030036	Puissance installee:2.4kW,Intensite nominale:4.7A,Diametre de la roue:160mm,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:2840tr/min
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Outillage Mobile	Pied de Potence	Pied de Potence	E-05515420			
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Outillage Mobile	Potence Amovible	Potence Amovible	E-05515422			
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Stockage / Tampon	Ouvrage de Stockage	Cuve	E-03577071			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-03577075			
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe de Relèvement 2	Pompe Submersible (EU)	E-03577080	FLYGT	3085.183	Puissance installee:2.4kW,Intensite nominale:4.7A,Diametre de la roue:183mm,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:2840tr/min
1REL-03577050	PR LE STADE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Jeu de poires	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires	E-03577072			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	SOFREL	Poste de Télégestion GPR S-GSM	E-05469994	SOFREL	S550	
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande	Armoire de Commande	E-05469992			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Capotage Chambre de Vannes	Couverture / Capotage	E-05470017			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Aménagements Extérieurs	Grillage / Clôture	Clôture	E-05515398			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage Pompe 1	Barre de Guidage	E-05469950			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-05469987	KROHNE	WATERFLUX 3000	Diametre nominal:125mm,Diam. nominal normalise:125mm,Type d asservissement:Simple indication
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Démarreur Pompe 1	Démarreur Electronique	E-05469997	SCHNEIDER	Altistart 01	Puissance installee:2.2kW,Tension:400V,Type:Electronique
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne Pompe 2	Vanne Manuelle	E-05469976			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Démarreur Pompe 2	Démarreur Electronique	E-05469999	SCHNEIDER	Altistart 01	Puissance installee:2.2kW,Tension:400V,Type:Electronique
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Potence Fixe	Potence Fixe	E-05470020			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Distribution Electrique Basse Tension	Prise Alim. Groupe Electrogène	Prise de courant	E-05513482			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe 1	Pompe Submersible (EU)	E-05469932			Puissance installee:1.8kW,HMT:7.2m CE,Debit nominal:42m3/h
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage Pompe 2	Barre de Guidage	E-05469952			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet Pompe 1	Clapet à Boule	E-05469972			Diametre nominal:100mm

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-05469981			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Sécurité	Barreaudage	Barreaudage	E-05470011			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Aménagements Extérieurs	Porte / Portail	Portail	E-05515397			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Distribution Electrique Basse Tension	Inverseur de Source	Inverseur de Source	E-05513483			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Ouvrage de Stockage	Bâche	E-05469915	SIMON		Materiau:Polyester,Volume:6.8m3
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet Pompe 2	Clapet à Boule	E-05469979			Diametre nominal:100mm
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Détecteur de Niveau	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires	E-05469983			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe 2	Pompe Submersible (EU)	E-05469935	KSB	AMAREX NF65-220/024 ULG195	Puissance installee:1.8kW,HMT:7.3m CE,Debit nominal:42m3/h,Tension alimentation:400V
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	SPLITBOX	SPLITBOX	E-05469919	BAYARD	HYDRAUSTAB	
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pied d'Assise Pompe 1	Pied d'Assise	E-05469938			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-05469955			Materiau:PVC,Diametre:100mm
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Dispositif Anti-Bélier	Clapet Anti-Bélier	E-05469962	BAYARD	L4 10	Diametre nominal:100mm
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Mesure de Niveau	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique	E-05469985			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Sectionneur	Sectionneur Tête de Ligne	E-05470002			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Disjoncteur	Disjoncteur	E-05470004			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Pied de Potence	Pied de Potence	E-05470022			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pied d'Assise Pompe 2	Pied d'Assise	E-05469944			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne Pompe 1	Vanne Manuelle	E-05469968			Diametre nominal:100mm

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Protection contre la Foudre	Parafoudre / Paratonnerre	E-05470006			
1REL-05457242	PR LOUIS ABRIC - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Capotage Cuve	Couverture / Capotage	E-05470015			
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Jeu de poires	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires	E-01920073			
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Accessoire de Levage	Accessoire de Levage	E-01920092			Date installation:1992-01-01
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 2	Barre de Guidage	E-05515509			
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Trappe	Trappe	E-01920093			Date installation:1992-01-01,Appairage mis a jour par:01-01-1986
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande	Armoire Electrique BT	E-01289118			Date installation:1992-01-01
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 1	Barre de Guidage	E-05515507			
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Stockage / Tampon	Ouvrage de Stockage	Cuve	E-01920061			Date installation:1992-01-01
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe de Relèvement 1	Pompe Submersible (EU)	E-03190438	FLYGT	NP 3085.183	Puissance installee:1.3kW,Intensite nominale:3.7A,Diametre de la roue:461mm,Type de roue:N,Date installation:2010-12-01,Vitesse de rotation:1445tr/min
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01289116			Date installation:1992-01-01
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne de Refoulement P2	Vanne Manuelle	E-01920065			Date installation:1992-01-01
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet P1	Clapet à Boule	E-01920067			Date installation:1992-01-01
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe de Relèvement 2	Pompe Submersible (EU)	E-01289115	FLYGT	NP 3085 MT 461	Puissance installee:2kW,Intensite nominale:4.8A,Diametre de la roue:461mm,Date installation:2013-04-18,Vitesse de rotation:1405tr/min
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion Autonome RTC	E-01289117	SOFREL	S550	Date installation:2004-01-01
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne de Refoulement P1	Vanne Manuelle	E-01920063			Date installation:1992-01-01
1REL-01289097	PR MAC DONALD'S - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet P2	Clapet à Boule	E-01920069			Date installation:1992-01-01

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne de Refoulement P2	Vanne Manuelle	E-01920108			Date installation:2002-01-01
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet P1	Clapet à Boule	E-01920110			Date installation:2002-01-01
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Trappe	Trappe	E-01920120			Date installation:2002-01-01
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe de Relèvement 1	Pompe Submersible (EU)	E-01289138	FLYGT		Date installation:2002-01-01
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 1	Barre de Guidage	E-05515513			
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne de Refoulement P1	Vanne Manuelle	E-01920106			Date installation:2002-01-01
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Accessoire de Levage	Accessoire de Levage	E-01920119			Date installation:2002-01-01
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe de Relèvement 2	Pompe Submersible (EU)	E-01289139	FLYGT	NP 3085 MT	Date installation:2002-01-01
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01289140			Date installation:2002-01-01
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Support de Télétransmission	Poste de Télégestion Autonome RTC	E-01289141	SOFREL	S50	Date installation:2004-01-01
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Jeu de poires	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires	E-01920104			
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande	Armoire Electrique BT	E-01289142			Date installation:1992-01-01
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Stockage / Tampon	Ouvrage de Stockage	Cuve	E-01920099			Date installation:2002-01-01
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet P2	Clapet à Boule	E-01920112			Date installation:2002-01-01
1REL-01289121	PR MAS DE BLANC - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 2	Barre de Guidage	E-05515514			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Aménagements Extérieurs	Trappe	Trappe	E-04622211			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe 1	Pompe Submersible (EU)	E-04622193	XYLEM	NP 3085 MT 460 ADA	Puissance installee:2kVA,HMT:3.08m CE,Debit Nominal m3/h cond utilisation:23m3/h,Debit nominal:23m3/h,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1395tr/min
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Sofrel	Poste de Télégestion Autonome RTC	E-04622200	SOFREL	S550	

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Mesure de Niveau	Appareil de Mesure de Niveau par Ultrasons	E-04622207			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 1	Barre de Guidage	E-05515556			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Stockage / Tampon	Ouvrage de Stockage	Cuve	E-04622187			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Pompe 2	Pompe Submersible (EU)	E-04622190	XYLEM	NP 3085 MT 460 ADA	Puissance installee:2kW,HMT:3.08m CE,Debit Nominal m3/h cond utilisation:23m3/h,Debit nominal:23m3/h,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1395tr/min,Vitesse variable:Non
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Détecteurs de Niveaux	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires	E-04622192			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Outillage Mobile	Pied de Potence	Pied de Potence	E-05515448			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Barre de Guidage 2	Barre de Guidage	E-05515557			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Aménagements Extérieurs	Porte / Portail	Porte	E-04622216			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Canalisation arrivée	Canalisation	E-04622184			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne 2	Vanne Manuelle	E-04622189			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Production d'Air	Surpresseur d'Air	Surpresseur d'air à Lobes (piston rotatif)	E-04622221	FLYGT		
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet 2	Clapet à Boule	E-04622188			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Aménagements Extérieurs	Grillage / Clôture	Clôture	E-04622215			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Vanne 1	Vanne Manuelle	E-04622185			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Clapet 1	Clapet à Boule	E-04622186			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Relèvement / Refoulement	Canalisation refoulement	Canalisation	E-04622191			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande	Armoire de Commande	E-04622199			
1REL-04622166	PR POLE SANTE - LUNEL	Sécurité	Barreaudage	Barreaudage	E-04622205			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Débitmètre Entrée STEP	Débitmètre Ultrasons en Conduite	E-01283543	SIEMENS	HYDRORANGER MILLTRONICS	Diam. nominal normalise:600mm,Date installation:2002-01-01,Type d asservissement:Autre
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Turbine 4 AB	Turbine d'Aération de Surface Fixe	E-01283563	EUROPELEC	ZF 168	Puissance installee:45kW,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation Liqueurs Mixtes	Pompe de recirculation 1 Ancien Bassin	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283574	FLYGT	CP 3127 LT 442	Puissance installee:5.9kW,HMT:2.5m CE,Intensite nominale:13A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:250m3/h,Debit nominal:250m3/h,Poids:154kg,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1450tr/min,Vitesse variable:Oui,Puissance moteur:5.9kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01283523			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Pompe de Relèvement 3	Pompe Submersible (EU)	E-01283524	FLYGT	NP 3127.161 MT	Puissance installee:5.9kW,Intensite nominale:13A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:180m3/h,Debit nominal:180m3/h,Diametre de la roue:100mm,Type de roue:N 437,Date installation:2012-01-18,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1450tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Pompe de Relèvement 3	Pompe Submersible (EU)	E-01283531	FLYGT	CP 3127 LT 410	Debit Nominal m3/h cond utilisation:225m3/h,Debit nominal:225m3/h,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Batardeau	Batardeau	E-01283536			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Dégrilleur	Dégrilleur Droit Automatique	E-01283539	PERRIER	SOREGA	Puissance installee:.75kW,Espacement/Maille:10mm,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Clarification	Racleur Clarif 2	Pont Racleur / Suceur	E-01283596	FORNES	SK 32100 AB h80 S/6 RD	Puissance installee:.37kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	VAR 5	Variateur de Fréquence	E-01283654	SIEMENS		Puissance installee:4kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	VAR 4	Variateur de Fréquence	E-01283655	SIEMENS	Altivar Machine	Puissance installee:4kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	VAR 3	Variateur de Fréquence	E-01283656	SIEMENS	ATV312HD11N4	Puissance installee:11kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Bâtiment principal d'exploitation	Local	E-01283665			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Aménagements Extérieurs	Grillage / Clôture	Clôture	E-01283667			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de relevage des collatures principal	Pompe de Relèvement 2	Pompe Submersible (EU)	E-01283607	FLYGT	FS 3127 LT 490	Puissance installee:5.4kW,HMT:7.9m CE,Debit Nominal m3/h cond utilisation:120m3/h,Debit nominal:120m3/h,Vitesse de rotation:1455tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Centrifugeuse	Centrifugeuse	E-01283627	ALFA LAVAL	ALDEC 504	Puissance installee:45kW,Date installation:2001-01-01,Vitesse de rotation:3250tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Filtre à Bandes (secours)	Filtre à Bandes	E-01283628	EMO	OMEGA 1300-moyenne pression	Date installation:1997-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Pompe à boue 1	Pompe à Rotor Excentré	E-01283632	PCM	MI40M6S	Puissance installee:5.5kW,Debit Nominal m3/h cond utilisation:25m3/h,Date installation:2013-05-06,Vitesse de rotation:445tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement et Transfert de l'Air	Filtre de Désodorisation Dépotage	Filtre de Désodorisation Charbon Actif	E-01283687	AIRPUR		Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement et Transfert de l'Air	Filtre de Désodorisation du dégraisseur	Filtre de Désodorisation Charbon Actif	E-01283688	AIRPUR	100 m3/h	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de Livraison Electricité	Transformateur Triphasé	Transformateur Abaisseur	E-01283696	SCHNEIDER		Puissance:640kW,Puissance apparente:800kVA,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Bassin d'Orage	Bassin	E-05509524			Volume:556m3
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Barre de Guidage Pompe 1	Barre de Guidage	E-05509525			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Réception Matières de Vidanges	Potence Fixe	Potence Fixe	E-05509542			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Barre de Guidage Pompe 2 LM NB	Barre de Guidage	E-05509658			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Dégazage	Batardeau	Batardeau	E-05509721			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de relevage des collatures principal	Ouvrage Tampon	Cuve	E-05509733			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Chlorure Ferrique pour Dephosphatation	Dalle de Béton sous les Cuves	Revêtement Extérieur	E-05509819			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Epaississement Silo	Echelle Accès Silo 1	Echelle à Crinoline	E-05510657			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Bâtiment Filtre à Bande	Bâtiment de Process	E-05510716			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Epaississement Silo	Echelle Accès Silo 2	Echelle à Crinoline	E-05510662			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Epaississement Silo	Rembarde Silo 2	Rembarde	E-05510663			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-05510670			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	Ecran Niv Collatures	Moniteur	E-05511980	ENDRESS HAUSER	RIA 450 - R111	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	Automate AE02 F2	Automate	E-05512197	SCHNEIDER	STBNIP2212	Nombre de cartes:18
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de Livraison Electricité	Cellule de Protection	Cellule de Protection	E-05512224	ALSTOM	Fluokit M C12	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Grp Electro 1 (Poudre)	Extincteur	E-05512229	EUROFEU		Charge extincteur:9kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Laboratoire	Spectro	Spectrophotomètre	E-05510729	HACH LANGE	DR 3900	Type d asservissement:Contréle des normes
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Grille exutoire By-Pass	Canal	E-05511036			
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Barre de Guidage Hydroinjecteur 1	Barre de Guidage	E-05511053			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Armoire Général (CO2)	Extincteur	E-05511343	SICLI		Type extincteur:CO2,Charge extincteur:5kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Centri (CO2)	Extincteur	E-05511344	SICLI		Type extincteur:CO2,Charge extincteur:2kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Grp Electro 2 (Poudre)	Extincteur	E-05512230	EUROFEU		Charge extincteur:9kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Local Electrique Presse (CO2)	Extincteur	E-05512287	SICLI		Type extincteur:CO2,Charge extincteur:2kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Rejet Eau Traiter	Canalisation de Collecte des eau de pluie	Canalisation	E-06474556			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Rembarde	Rembarde	E-06474553			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Stockage / Evacuation des Boues	Convoyeur Sortie Filtre Presse	Bande Transporteuse Fixe	E-01907892	SEUT		Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Floculant Centrifugeuse	Pompe à Polymère dilué 1	Pompe à Rotor Excentré	E-02007525	SEEPEX	BN 1-6L	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Sonde de Niveau Relevage	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique	E-03190508	ENDRESS HAUSER	WATERPILOT FMX167-A2AME1A7	Date installation:2013-08-08
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Pompe à sable	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire	E-03190546	WEQ	W.23 high EFF. 11398542	Puissance installee:4kW,HMT:10m CE,Debit Nominal m3/h cond utilisation:25m3/h,Debit nominal:25m3/h,Diametre de la roue:180mm,Type de roue:VORTEX,Date installation:2010-11-01,Vitesse de rotation:1500tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Débitmètre avant déshydratation	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-03190559	ENDRESS HAUSER	PROMAG W 50W1H-HC0A1AC4AAAD	Diametre nominal:100mm,Diam. nominal normalise:100mm,Type de Signal:4 - 20 ma,Date installation:2010-06-01,Afficheur transmetteur:Déporté
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Sonde Oxygène AB	Oxymètre (oxygène dissous ds eau)	E-03190626	ENDRESS HAUSER	Liquisys-M oxygenCOM253-DX0116	Etendue de mesure:0-20,Date installation:2010-12-01,Type d asservissement:Régulation du process
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de relevage des collatures hangar boues	Pompe de Reprise poste des collatures	Pompe Immergée (EP) en tube	E-03190730	GRUNDFOS	SLV.65.65.09.2.50B	Puissance installee:.9kW,Intensite nominale:2.8A,Date installation:2012-09-03,Vitesse de rotation:2870tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Fosse / A SUPRIMER	Fosse	E-01283541			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Diffuseur d'Air	Oxytube	E-01283544	OXYFLEX	MF 650	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Desableur / Deshuileur	Cuve	E-01283550			Hauteur:4.6m,Diametre:7.1m,Volume:41m3
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Bassin de Contact	Bassin	E-01283553			Volume:160m3
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Agitateur 1	Agitateur Immergé	E-01283554	FLYGT	SR 4650	Puissance installee:5kW,Intensite nominale:17A,Date installation:2002-01-01,Vitesse de rotation:475tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Turbine 5 AB	Turbine d'Aération de Surface Fixe	E-01283564	EUROPELEC	ZF 168	Puissance installee:45kW,Date installation:2002-01-01

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Turbine 6 AB	Turbine d'Aération de Surface Fixe	E-01283565	EUROPELEC	ZF 168	Puissance installee:45kW,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Hydraulique	Accessoires Divers	E-01283533			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Réception Matières de Vidanges	Sonde de Niveau	Appareil de Mesure de Niveau par Ultrasons	E-01283580	ENDRESS HAUSER	WATERPILOT	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Réception Matières de Vidanges	Pompe de Brassage	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283583	FLYGT	DP 3085 MT 470	Date installation:2006-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Chlorure Ferrique pour Dephosphatation	Sonde de Niveau 1	Appareil de Mesure de Niveau Electronique	E-01283590	ENDRESS HAUSER	WATERPILOT	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Clarification	Clarificateur 1	Bassin	E-01283593			Surface:479m2 ,Volume:1730m3
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation Liqueurs Mixtes	Pompe de recirculation secours Nouveau Bassin	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283577	FLYGT	CP 3127 LT 442	Puissance installee:7kW,HMT:1.5m CE,Debit Nominal m3/h cond utilisation:250m3/h,Debit nominal:250m3/h
1STP-01283247	STEP LUNEL	Réception Matières de Vidanges	Compacteur	Compacteur à Vis	E-01283578	SPECO	GCP 500	Puissance installee:.18kW,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Terminal de Supervision	Terminal Graphique et matriciel	E-01283659		Date installation 01-01-2002	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Epaississement / A SUPRIMER	Agitateur	Agitateur Immergé	E-01283638	KSB	AMAMIX C4131/48 UDG	Puissance installee:4kW,Diametre helice:410mm,Date installation:2013-12-20,Vitesse de rotation:700tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande Table d'Egouttage	Armoire Electrique BT	E-01283652			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Pompe de Recirculation 5 AB	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283618	FLYGT	NP 3102 LT	Puissance installee:3.1kW,HMT:4.1m CE,Intensite nominale:6.8A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:300m3/h,Debit nominal:300m3/h,Poids:120kg,Date installation:2002-01-01,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1450tr/min,Vitesse variable:Oui,Puissance moteur:3.1kW

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Floculant Centrifugeuse	Surpresseur centrale à Polymère	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire	E-01283676	DAB	JET 100MX	Puissance installee:1.07kW,HMT:24m CE,Intensite nominale:4.8A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:3.3m3/h,Debit nominal:3.3m3/h,Date installation:2002-01-01,Vitesse de rotation:2800tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement et Transfert de l'Air	Ventilateur prétraitement	Ventilateur Hélicoïde	E-01283690	AIRPUR		Debit Nominal m3/h cond utilisation:100m3/h
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation en Eau Service ou Process	Pompe Nouveau Forage	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283699	KSB	UPA 150 S-34/10	Puissance installee:11kW,Debit Nominal m3/h cond utilisation:30m3/h,Debit nominal:30m3/h,Date installation:2006-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Barre de Guidage Pompe 2	Barre de Guidage	E-05509526			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Stockage / Evacuation des Refus	Lot de Poubelle Dégrillage	Benne	E-05509533			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	5 Potences Fixe sur la passerelle	Potence Fixe	E-05509644			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Potence Fixe passerelle liqueur mixte	Potence Fixe	E-05509650			
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Sonde de Niveau Bassin d'Orage	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique	E-05509509	ENDRESS HAUSER	WATERPILOT	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Rejet Eau Traiter	Local Prelever	Local	E-05509788			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Monorail du palan	Monorail	E-05509712	A DEFINIR	Marque : Fremont	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de relevage des collatures hangar boues	Ouvrage Tampon	Cuve	E-05509735			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Rejet Eau Traiter	Bâti en Béton Canal de comptage	Cloison	E-05509781			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Stockage / Evacuation des Sables	Benne Mobile de Transport	Benne	E-05509839			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Rembarde Bat Centrif	Rembarde	E-05510712			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Centrif (pourdre)	Extincteur	E-05511345	EUROFEU	eurotech	Charge extincteur:6kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Local Exploit (poudre)	Extincteur	E-05511347	EUROFEU	eurotech	Charge extincteur:6kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Transfo (Poudre)	Extincteur	E-05511352	SICLI	INtégral	Charge extincteur:6kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Armoire Diphoterine	Armoire à Pharmacie	E-05511779			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	Automate M340	Automate	E-05511973	SCHNEIDER	M340	Nombre de cartes:3
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	Ecran	Ecran Plat	E-05512198	SIEMENS	Touch Panel TP 170B Color	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	Démarreur 1	Démarreur Electronique	E-05512214	SIEMENS	SIRIUS 3RVV3046-1AB04	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	Démarreur 3	Démarreur Electronique	E-05512216	SIEMENS	SIRIUS 3RVV3046-1AB04	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Rembarde Accès Bat Filtre	Rembarde	E-05510719			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Aménagements Extérieurs	Haie	Arbres	E-05510877			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Algéco Salle de Pause	Bâtiment Administratif	E-05511025			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Presse	Automate AE03	Automate	E-05512263	SCHNEIDER	STBNIP2212	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Rejet Eau Traiter	Enrochement Exutoire STEP	Enrochement	E-06474559			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Regard d'arivée Effluent	Hublot / Regard	E-06474549			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation en Eau Service ou Process	Vanne Pompe Ancien Forage	Vanne Manuelle	E-01907724			Diametre nominal:80mm,Date installation:2002-01-01,Type de vanne:1/4 de tour
1STP-01283247	STEP LUNEL	Floculant Centrifugeuse	Pompe à Polymère concentré	Pompe à Rotor Excentré	E-01909554	SEEPEX	MDP 012-12	Pression de service:3bar,Puissance installee:.25kW,Debit Nominal m3/h cond utilisation:75L/h,Date installation:2013-03-19,Vitesse de rotation:205tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Floculant Presse à bande et	Pompe Doseuse 1	Pompe à Rotor Excentré	E-02007522	PCM	P4B R 200 F4 REF PPX5	Date installation:1997-02-02

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
		Table Egouttage						
1STP-01283247	STEP LUNEL	Polymère Liquide Cationique nouveau	Cuve de Préparation	Cuve	E-04622225			
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Débimètre Entré Bassin d'Orage	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04634405			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Sonde Redox NB	Mesure du Potentiel Rédox (ORP)	E-03190609	ENDRESS HAUSER	sc200	Date installation:2010-12-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Sonde Oxygène NB	Oxymètre (oxygène dissous ds eau)	E-03190618	HACH	sc200	Date installation:2010-12-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Surpresseur d'Air	Surpresseur d'air centrifuge Multi-Etagé	E-01283545	ROBUSCHI	Robox Evolution RBS25 EL65/1P	Puissance installee:2.3kW,Pression max fonctionnement:1bar,Debit nominal air:15Nm3/h
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Agitateur 2	Agitateur Immergé	E-01283552	FLYGT	4630	Puissance installee:1.5kW,Intensite nominale:4.2A,Date installation:2002-01-01,Vitesse de rotation:710tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Turbine 2 NB	Turbine d'Aération de Surface Fixe	E-01283559	EUROPELEC	ZF 168	Puissance installee:45kW,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation Liqueurs Mixtes	Pompe de recirculation 2 Nouveau Bassin	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283576	FLYGT	CP 3127 LT 442	Puissance installee:7kW,HMT:1.5m CE,Debit Nominal m3/h cond utilisation:250m3/h,Debit nominal:250m3/h
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Agitateur	Agitateur Immergé	E-01283526	FLYGT	SR 4352	Puissance installee:1.5kW,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Débitmètre prétraitement	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01283527	ENDRESS HAUSER	PROMAG 30 FH2F	Diametre nominal:250mm,Diam. nominal normalise:250mm,Date installation:2002-01-01,Afficheur transmetteur:Oui
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Pompe de Relèvement 2	Pompe Submersible (EU)	E-01283530	FLYGT	CP 3127 LT 410	Debit Nominal m3/h cond utilisation:225m3/h,Debit nominal:225m3/h,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Réception Matières de Vidanges	Pompe de vidange	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283582	FLYGT	DP 3068 MT	Date installation:2012-09-21

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Réception Matières de Vidanges	Vanne Prise Echantillon	Electrovanne	E-01283584	ASPES	VBS Inox 2 V3 P DN 20	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Clarification	Clarificateur 2	Bassin	E-01283594			Surface:479m2 ,Volume:1730m3
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	VAR 1	Variateur de Fréquence	E-01283658	SIEMENS	ATV312HD11N4	Puissance installee:11kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste Eaux Claires	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01283601			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste Eaux Claires	Ballon de Régulation	Ballon	E-01283602	MASSAL	Hydropan	Pression de service:10bar,Horizontal/vertical:Vertical,Volume:200 L,Pression Qualification:15bar
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de relevage des collatures principal	Hydraulique	Accessoires Divers	E-01283608			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Epaississement Silo	Sonde	Appareil de Mesure de Niveau par Ultrasons	E-01283639	ENDRESS HAUSER	PRAFMR10OSONIC T FMU 231 EAA12	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Ouvrage d'Extraction 2	Bâche	E-01283622			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Floculant Centrifugeuse	Agitateur	Agitateur Immergé	E-01283673			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation en Eau Service ou Process	Ballon de surpression Pompe Nouveau Forage	Ballon Anti-Bélier	E-01283700	CHARLATTE	HYDROFORT 200 L VERTICAL	Pression de service:10bar,Volume:200L,Pression Qualification:15bar,Date installation:2013-12-20
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Passerelle Bassin Anoxie/Repartiteur/ NB	Passerelle Fixe	E-05509638			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Barre de Guidage Pompe secours LM AB	Barre de Guidage	E-05509653			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Barre de Guidage Pompe secours LM NB	Barre de Guidage	E-05509659			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Dégazage	Lame déversante vers Clarif 2	Lame de Surverse	E-05509685			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Dégazage	Lame déversante vers Clarif 1	Lame de Surverse	E-05509686			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Palan	Palan Manuel	E-05509711	A DEFINIR	7M	Charge Maxi Utile:500kg
1STP-01283247	STEP LUNEL	Chlorure Ferrique pour Dephosphatation	Local Chlorure Ferrique	Local	E-05509818			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Epaississement Silo	Silo 2	Silo	E-05510661			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Epaississement Silo	Trappe ACcès Silo 2	Trappe	E-05510664			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Porte coulissante accès local centrif	Cloison	E-05510713			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Presse (poudre)	Extincteur	E-05511349	EUROFEU	eurotech	Charge extincteur:6kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	Afficheur Niv FeCl3 2	Moniteur	E-05511978	ENDRESS HAUSER	RIA 250 - A11G31	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	Ecran Niv Relevage	Moniteur	E-05511982	ENDRESS HAUSER	RIA452 - A111A11A	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de Livraison Electricité	Disjoncteur Général	Disjoncteur	E-05512226	ABB	SACE S7	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation en Eau Service ou Process	Regard Nouveau Forage	Hublot / Regard	E-05510725			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Laboratoire	Etuve	Etuve	E-05510752	BINDER	WTC	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Centrif	Automate AE04	Automate	E-05512244	SCHNEIDER	STBNIP2212	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Compresseur secours / A SUPRIMER	Compresseur à Pistons	E-01907824	AIR COMPRESSOR	GA 5 ATLAS COPCO	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Polymère Liquide Cationique nouveau	Pompe Doseuse	Pompe à Pistons-Membranes (doseuse)	E-04622230			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Pompe de Relèvement 1	Pompe Submersible (EU)	E-01283521	XYLEM	NP 3127 MT437 NP 127.161	Puissance installee:5.9kW,Intensite nominale:12A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:180m3/h,Debit nominal:180m3/h,Poids:147kg,Diametre de la roue:100mm,Type de roue:N 437,Date installation:2012-09-20,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1450tr/min,Vitesse variable:Oui,Puissance moteur:5.9kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Préleveur	Préleveur Fixe Thermostaté	E-01283542	ENDRESS HAUSER	ASP-STATION 2000	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Ancien Bassin AB	Bassin	E-01283562			Volume:2700m3
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Hydraulique	Accessoires Divers	E-01283570			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Chlorure Ferrique pour Dephosphatation	Sonde de Niveau 2	Appareil de Mesure de Niveau Electronique	E-01283591	ENDRESS HAUSER	WATERPILOT	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Chlorure Ferrique pour Dephosphatation	Analyseur de phosphate / A SUPRIMER	Analyseur d'Ortho-Phosphates PO4	E-01283592	ENDRESS HAUSER	Stamolys CA70 PH	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Réception Matières de Vidanges	Rampe de Lavage	Rampe de Lavage	E-01283579			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Laboratoire / A SUPRIMER	Etuve	Etuve	E-01283670	BINDER	WTB 29028230000010	Date installation:2001-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Laboratoire / A SUPRIMER	Balance de Précision	Balance de Précision	E-01283671	PRECISA	XM60	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Clarification	Détecteur de Hauteur Voile de Boues clarif 2	Détecteur de Hauteur Voile de Boues	E-01283598	HACH	sc200	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste Eaux Claires	Pompe Eaux Claires	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire	E-01283599	KSB	Movichrom NG3072 R	HMT:101m CE,Intensite nominale:26.5A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:30m3/h,Debit nominal:30m3/h,Puissance Moyenne Mesuree:15kW,Date installation:2002-01-01,Vitesse de rotation:2900tr/min

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Pompe de Soutirage 1	Pompe à Rotor Excentré	E-01283612	SEEPEX	70-6 LBN	Pression de service:2bar,Puissance installee:10.4kW,Debit Nominal m3/h cond utilisation:74m3/h,Date installation:2001-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Pompe de Recirculation 2 NB	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283615	FLYGT	NP 3102 LT	Puissance installee:3.1kW,HMT:4.1m CE,Intensite nominale:6.8A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:300m3/h,Debit nominal:300m3/h,Poids:120kg,Date installation:2002-01-01,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1450tr/min,Vitesse variable:Oui,Puissance moteur:3.1kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Armoire de Commande Dégrilleur	Armoire Electrique BT	E-01283651	SAREL		Date installation:2001-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Stockage / Evacuation des Boues	Aire de Stockage	Hangar	E-01283640			Date installation:2002-01-01,Aire fermee et ventilee:Oui
1STP-01283247	STEP LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Télésurveillance / A SUPRIMER	Poste de Télégestion Autonome RTC	E-01283646	SOFREL	S 50	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Pompe de Recirculation 6 AB	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283619	FLYGT	CP 3127 LT 440	Puissance installee:3.1kW,HMT:4.1m CE,Intensite nominale:6.8A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:165m3/h,Debit nominal:300m3/h,Poids:120kg,Date installation:2002-01-01,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1450tr/min,Vitesse variable:Oui,Puissance moteur:3.1kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Pompe de Lavage / A SUPRIMER	Rampe de Lavage	E-01283630			Debit Nominal m3/h cond utilisation:9m3/h
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Pompe à boue 2	Pompe à Rotor Excentré	E-01283633	PCM	MV4515	Puissance installee:4kW,Debit Nominal m3/h cond utilisation:25m3/h,Date installation:1997-05-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement et Transfert de l'Air	Ventilateur déshydratation	Ventilateur Centrifuge	E-01283692	AIRPUR	Colasit CMV225	Debit Nominal m3/h cond utilisation:3000m3/h
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement et Transfert de l'Air	Ventilateur Hangard de Stokage 1	Ventilateur Hélicoïde	E-01283693	COLASIT	CMV315	Puissance installee:7.5kW,Debit Nominal m3/h cond utilisation:6000m3/h
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation en Eau Service ou Process	Pompe Ancien Forage	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283698	GRUNDFOS	SP14 A 18	Puissance installee:5.5kW,Debit Nominal m3/h cond utilisation:12m3/h,Debit nominal:12m3/h,Date installation:2002-01-01

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Poste de Relevage	Bâche	E-05509521			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Réception Matières de Vidanges	Trappes Accès Cuve et Pompes	Trappe	E-05509541			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Barre de Guidage Pompe 1 LM AB	Barre de Guidage	E-05509651			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Barre de Guidage Pompe 2 LM AB	Barre de Guidage	E-05509652			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Barre de Guidage Pompe 1 LM NB	Barre de Guidage	E-05509657			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Dégazage	Lame déversante AB	Lame de Surverse	E-05509688			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Rejet Eau Traiter	Regard eau de Pluie Angle Ancien Bassin	Hublot / Regard	E-05509789			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Epaississement Silo	Rembarde silo 1	Rembarde	E-05510658			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Epaississement Silo	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-05510667			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	Automate AE02 F1	Automate	E-05512196	SCHNEIDER	STBNIP2212	Nombre de cartes:10
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de Livraison Electricité	Compteur Electrique	Compteur Electrique	E-05512225	ACTARIS	QE 16 M	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Laboratoire	balance dessicatrice	Balance thermogravimétrique	E-05510740	PRECISA	XM60	Equipement avec Controle Metrologique:RENFORCE
1STP-01283247	STEP LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Algéco Vestiaire	Bâtiment Administratif	E-05511024			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Bâtiment Groupe Electrogène	Bâtiment de Process	E-05512273			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Rejet Eau Traiter	Canalisation Exutoire STEP	Canalisation	E-06474558			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement et Transfert de l'Air	Ventilateur Hangard de Stokage 2	Ventilateur Hélicoïde	E-01907804	COLASIT	CMV315	Puissance installee:7.5kW,Debit Nominal m3/h cond utilisation:6000m3/h

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Compresseur	Compresseur à Pistons	E-01907820	GISS	819194	Puissance installee:4kW,Pression max fonctionnement:10bar,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Compacteur	Compacteur à Vis	E-01283540	WAW	CPS 180	Debit Nominal m3/h cond utilisation:.5m3/h,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation Liqueurs Mixtes	Pompe de recirculation 2 Ancien Bassin	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283573	FLYGT	CP 3127 LT 442	Puissance installee:7kW,HMT:2.5m CE,Debit Nominal m3/h cond utilisation:250m3/h,Debit nominal:250m3/h
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Hydraulique	Accessoires Divers	E-01283528			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Chlorure Ferrique pour Dephosphatation	Pompe Chlorure ferrique 1	Pompe à Membranes (doseuse)	E-01283588	PCM	LAGOA LS 2P 100T	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Clarification	Détecteur de Hauteur Voile de Boues clarif 1	Détecteur de Hauteur Voile de Boues	E-01283597	HACH	sc200	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	VAR 6 / A SUPRIMER	Variateur de Fréquence	E-01283653	SIEMENS	Micromaster 440	Puissance installee:11kW,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Floculant Centrifugeuse	Centrale à Polymère	Cuve	E-01283672	POLYREX		Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	VAR 1	Variateur de Fréquence	E-01283660	SIEMENS	Micromaster Vector	Puissance installee:7.5kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Appareil de Pesage	Pont Bascule	E-01283664			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Rejet Eau Traiter	Débimètre de sortie station	Appareil de Mesure de Niveau par Ultrasons	E-01283605	ENDRESS HAUSER	PROSONIC S FNU90-R21CA131AA1A	Date installation:2012-05-02
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Presse	Armoire de Commande Presse à Bande	Armoire Electrique BT	E-01283645	SAREL		Date installation:2001-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Ouvrage d'Extraction 1	Bâche	E-01283621			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Débitmètre 2	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01283625	ENDRESS HAUSER	PROMAG 30FH2H	Diametre nominal:200mm,Diam. nominal normalise:200mm,Type de Signal:4 - 20 mA,Date installation:2002-01-01,Tension alimentation:220V
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation en Eau Service ou Process	Ballon surpression Pompe Ancien Forage	Ballon Anti-Bélier	E-01283701	CHARLATTE		Pression de service:10bar,Volume:200L,Pression nominale:10bar,Pression Qualification:15bar,Date installation:2006-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Potence Fixe	Potence Fixe	E-05509528			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Rembarde Passerelle	Rembarde	E-05509643			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Rembarde Autour de l'Ancien Bassin	Rembarde	E-05509648			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Passerelle AB recircu Liqueur Mixte	Passerelle Fixe	E-05509649			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Dégazage	Dégazeur	Fosse	E-05509684			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Rembarde	Rembarde	E-05509709			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Monorail du Palan	Monorail	E-05509715			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste Eaux Claires	Ouvrage Tampon	Cuve	E-05509737			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Rejet Eau Traiter	Regard Collecte Eau traité/Eau de pluie	Hublot / Regard	E-05509790			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Clarification	Fosse de Collecte Des Flottants 2	Fosse	E-05509828			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Clarification	Trappe Acès Fosse 1	Trappe	E-05509829			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Epaississement Silo	Potence Fixe silo 1	Potence Fixe	E-05510659			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Presse (CO2)	Extincteur	E-05511348	EUROFEU		Type extincteur:CO2,Charge extincteur:5kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Dispositif Anti-Bélier	Ballon Anti-Bélier	E-05511792	CHARLATTE	III CHA1D	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	Disjoncteur/Sectionneur	Disjoncteur	E-05511950	MERLIN GERIN	Interpact INS630	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	Afficheur gauche	Moniteur	E-05511976	SOCOMEC	Diris C Encastre 48200005	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Production Energie Electrique	Inverseur de Source	Inverseur de Source	E-05512203	SOCOMEC		
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	Démarreur 2	Démarreur Electronique	E-05512215	SIEMENS	SIRIUS 3RVV3046-1AB04	

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de Livraison Electricité	Cellule d'Arrivé Aérien	Cellule de Bouclage	E-05512222	ALSTOM	Fluokit M C10	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Escalier Accès Bat Filtre	Escalier	E-05510718			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Aménagements Extérieurs	Voiries	Route	E-05511020			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Centrif	Ecran	Ecran Plat	E-05512242	SIEMENS	TP177B PN/DP-6 CSTN	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Enrochement Exutoire By-Pass	Enrochement	E-06474552			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Accessoire de Levage	Accessoire de Levage	E-06572214			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement et Transfert de l'Air	Ventilateur Hangard de Stokage 3	Ventilateur Hélicoïde	E-01907809	COLASIT	CMV315	Puissance installee:7.5kW,Debit Nominal m3/h cond utilisation:6000m3/h
1STP-01283247	STEP LUNEL	Stockage / Evacuation des Boues	Sauterelle	Bande Transporteuse Mobile (sauterelle)	E-01907894	SEUT		Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Poires de niveau Relevage	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires	E-01907902			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Floculant Presse à bande et Table Egouttage	Pompe Doseuse 2	Pompe à Rotor Excentré	E-02007523	SEEPEX	BN 2-6L	Puissance installee:1.5kW,Date installation:2012-09-10,Vitesse de rotation:1415tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Pompe Doseuse Injection nutriment	Pompe Péristaltique	E-02007537	PROMINENT	BETA BT4b	Date installation:2013-10-28
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Sonde Redox AB	Mesure du Potentiel Rédox (ORP)	E-03190565	HACH	sc200	Date installation:2010-12-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Turbine 1 NB	Turbine d'Aération de Surface Fixe	E-01283558	EUROPELEC	ZF 168	Puissance installee:45kW,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Agitateur	Turbine Immergée	E-01283547	FLYGT	SR 4620 SF	Puissance installee:1.5kW,Date installation:2007-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Sonde REDOX Bassin d'Anoxie	Mesure du Potentiel Rédox (ORP)	E-01283557	ENDRESS HAUSER	Liquisys M	Date installation:2002-01-01

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Nouveau Bassin NB	Bassin	E-01283561			Volume:2700m3
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Canal	Canal	E-01283535			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Débitmètre By-Pass	Débitmètre Ultrasons en Conduite	E-01283537	SIEMENS	HYDRORANGER MILLTRONICS	Diam. nominal normalise:600mm,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	VAR 2	Variateur de Fréquence	E-01283657	SIEMENS	Altivar 320	Puissance installee:4kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	VAR 2	Variateur de Fréquence	E-01283661	SIEMENS	Micromaster Vector	Puissance installee:.55kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Huisserie Diverse	Huisserie Serrurerie	E-01283666			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Aménagements Extérieurs	Portail	Portail	E-01283668			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Rejet Eau Traiter	Préleveur	Préleveur Fixe Thermostaté	E-01283604	ENDRESS HAUSER	ASP2000 MONO FLACON REFRIGERE	Nombre de flacons:1,Date installation:2013-03-05,Volume flacon:30L,Autosurveillance reglementaire:OUI
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Pompe de Recirculation 3 NB	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283616	FLYGT	CP 3127 LT 440	Puissance installee:3.8kW,HMT:4.1m CE,Debit Nominal m3/h cond utilisation:300m3/h,Debit nominal:300m3/h,Date installation:2002-01-01,Vitesse de rotation:1450tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Chambre de Vannes	Chambre de Vannes	E-01283623			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Débitmètre 1	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01283624	ENDRESS HAUSER	PROMAG 30FH2H	Diametre nominal:200mm,Diam. nominal normalise:200mm,Type de Signal:4 - 20 mA,Date installation:2002-01-01,Tension alimentation:220V
1STP-01283247	STEP LUNEL	Floculant Centrifugeuse	Dispositif Anti-Bélier surpresseur	Ballon Anti-Bélier	E-01283677	CHARLATTE	III CHA1D	Pression de service:10bar,Horizontal/vertical:Vertical,Volume:200 L,Pression nominale:15bar,Pression Qualification:15bar,Date installation:2006-01-01,Date dernière re qualification:2013-09-25
1STP-01283247	STEP LUNEL	Floculant Presse à bande et Table Egouttage	Cuves de Préparation floculant	Cuve	E-01283681			Date installation:1997-01-01

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Floculant Presse à bande et Table Egouttage	Agitateur Cuve 1	Agitateur / Mélangeur Pendulaire	E-01283682	NORD REDUCTEUR	1 S63AF - 80 L/4	Date installation:1997-02-02
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement et Transfert de l'Air	Ventilateurs silos	Ventilateur Hélicoïde	E-01283691	AIRPUR		Debit Nominal m3/h cond utilisation:100m3/h
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement et Transfert des Sables	Hydrocyclone	Hydrocyclone Simple	E-01283694	A DEFINIR		Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Pompe de Vidange 2	Pompe Submersible (EU)	E-01293806	FLYGT	3085.160-2020952	Puissance installee:2.6kW,Debit Nominal m3/h cond utilisation:125m3/h,Debit nominal:125m3/h,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Trappe Accès Poste de Relevage	Trappe	E-05509522			
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Poire de Niveau Bassin d'orage	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires	E-05509510			
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Barre de Guidage Aérateur	Barre de Guidage	E-05509527			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Réception Matières de Vidanges	Fosse Matières de Vidanges	Fosse	E-05509543			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Potence Fixe	Potence Fixe	E-05509561			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Trappe Accès Stockage de Graisses	Trappe	E-05509564			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Passerelle Turbine 4 Ancien Bassin	Passerelle Fixe	E-05509645			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Escalier Accès cuve d'extraction	Escalier	E-05509708			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Jeu de Trappe d'Accès Cuves d'extraction	Trappe	E-05509710			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Dégazage	Potence Fixe batardeau 1	Potence Fixe	E-05509719			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Dégazage	Potence Fixe batardeau 1	Potence Fixe	E-05509720			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Clarification	Fosse de Collecte Des Flottants 1	Fosse	E-05509827			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Escalier Accès Bat Centrif	Escalier	E-05510711			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Palan	Palan Manuel	E-05511436	A DEFINIR	7M	Charge Maxi Utile:500kg
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	Support de Télétransmission	Modem	E-05512010	SCHNEIDER	TCSESM083F2CU0	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	Démarreur 6	Démarreur Electronique	E-05512107	SIEMENS	SIRIUS 38W3047-1BB04	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	Afficheur	Ecran Plat	E-05512199	ENDRESS HAUSER	RIA450-R115	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Laboratoire	Thermostat Hach Lange	Four de Laboratoire	E-05510743	HACH LANGE	LT 200	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Laboratoire	Paillasse	Paillasse	E-05510744			
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Hydroinjecteur 2	Pompe Submersible (EU)	E-05511048	FLYGT	NP 3153 MT	Puissance installee:13.5kW,Intensite nominale:27A,Poids:217kg,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1450tr/min,Vitesse variable:Oui,Puissance moteur:13.5kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Barre de Guidage Hydroinjecteur 2	Barre de Guidage	E-05511054			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Bassin d'agrément	Bassin	E-05511026			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Centrif	Démarreur Pompe Forage	Démarreur Electronique	E-05512239	SIEMENS	SIRIUS 3RW4422-1BC44	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Centrif	Afficheur	Ecran Plat	E-05512243	A DEFINIR	3121.3012-81	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Centrif	Support de Télétransmission	Modem	E-05512246	SCHNEIDER	TCSESM043F2CU0	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Bâtiments d'Exploitation	Ventilateur salle Armoire Général	Ventilateur Hélicoïde	E-05512275	FRANCE AIR	HELIPAC M	Puissance installee:.07kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Stockage / Evacuation des Boues	Trémie Sauterelle	Trémie de Répartition	E-01907893	SEUT		Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Floculant Centrifugeuse	Pompe à Polymère dilué 2	Pompe à Pistons-Membranes (doseuse)	E-02007527	SEEPEX	BN 1 6L	Puissance installee:.25kW,Intensite nominale:1.4A,Date installation:2012-06-13,Tension alimentation:230V,Puissance moteur:.25kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Rampe de Lavage	Rampe de Lavage	E-02022400			Date installation:2002-01-01

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Pompe de Relèvement 2	Pompe Submersible (EU)	E-01283522	FLYGT	NP 3127 MT	Puissance installee:5.9kW,Intensite nominale:13A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:180m3/h,Debit nominal:180m3/h,Poids:152kg,Diametre de la roue:100mm,Date installation:2002-01-01,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1450tr/min,Vitesse variable:Oui,Puissance moteur:5.9kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Racleur	Racleur de Surface ou pont racleur	E-01283546	SEW USOCOME	RF87 R57 DR63S4/C	Puissance installee:.12kW,Date installation:2012-03-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Agitateur 1	Agitateur Immergé	E-01283551	FLYGT	SR 4630	Puissance installee:1.5kW,Date installation:2006-02-13
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Bassin d'Anoxie	Bassin	E-01283556			Volume:1730m3
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Turbine 3 NB	Turbine d'Aération de Surface Fixe	E-01283560	EUROPELEC	ZF 168	Puissance installee:45kW,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01283571			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation Liqueurs Mixtes	Pompe de recirculation 1 Nouveau Bassin	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283575	FLYGT	CP 3127 LT 441	Puissance installee:5.9kW,HMT:1.5m CE,Intensite nominale:13A,Debit Nominal m3/h cond utilisation:250m3/h,Debit nominal:250m3/h,Tension alimentation:400V,Vitesse de rotation:1450tr/min,Vitesse variable:Oui,Puissance moteur:5.9kW,Pression nominale maxi au refoulement (bar):154bar
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation Liqueurs Mixtes	Pompe de recirculation secours Ancien Bassin	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283572	FLYGT	CP 3127 LT 442	Puissance installee:7kW,HMT:2.5m CE,Debit Nominal m3/h cond utilisation:250m3/h,Debit nominal:250m3/h
1STP-01283247	STEP LUNEL	Réception Matières de Vidanges	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01283581	ENDRESS HAUSER	PROMAG 5W4C65-29K0/0	Diametre nominal:65mm,Diam. nominal normalise:65mm,Type de Signal:4 - 20 mA,Date installation:2002-01-01,Afficheur transmetteur:Oui
1STP-01283247	STEP LUNEL	Chlorure Ferrique pour Dephosphatation	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01283585			Date installation:2002-01-01

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Chlorure Ferrique pour Dephosphatation	Pompe Chlorure ferrique 2	Pompe à Membranes (doseuse)	E-01283589	PCM	LAGOA LS 2P 100T	Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de relevage des collatures principal	Pompe de Relèvement 1	Pompe Submersible (EU)	E-01283606	FLYGT	NP 3127.181	Puissance installee:5.9kW,HMT:7.9m CE,Debit Nominal m3/h cond utilisation:120m3/h,Debit nominal:120m3/h,Type de roue:N 437,Date installation:2012-10-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Pompe de Recirculation 4 AB	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283617	FLYGT	NP 3102.160 LT420	Puissance installee:3.1kW,HMT:4.1m CE,Debit Nominal m3/h cond utilisation:300m3/h,Debit nominal:300m3/h,Diametre de la roue:187mm,Type de roue:N,Date installation:2013-12-20,Vitesse de rotation:1440tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de relevage des collatures principal	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01283609			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Pompe de Soutirage 2	Pompe à Rotor Excentré	E-01283613	SEEPEX	70-6 LBN	Pression de service:2bar,Puissance installee:10.4kW,Debit Nominal m3/h cond utilisation:74m3/h
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Centrif	Armoire de Commande Local Centrifugeuse	Armoire Electrique BT	E-01283647	SAREL	18500	Date installation:2001-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	Armoire de Commande Principale	Armoire Electrique BT	E-01283649	GENELEC	CEI EN604-39	Date installation:2001-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Epaississement Silo	Table d'Egouttage	Table d'Egouttage	E-01283629	EMO	MINI W30-30 NG	Date installation:2000-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Floculant Presse à bande et Table Egouttage	Agitateur Cuve 2	Agitateur / Mélangeur Pendulaire	E-01283683	SIEMENS	JLA 30360 73 82/1 CAF48K4	Date installation:2009-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement et Transfert de l'Air	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01283686			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement et Transfert des Sables	Vis d'égouttage	Vis de Relèvement	E-01283695	SEUT	EVAVIS 200x3	Debit Nominal m3/h cond utilisation:8m3/h,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Production Energie Electrique	Groupe Electrogène Fixe	Groupe Electrogène à Fuel	E-01283697	A DEFINIR	ECO 40-2S/4	Puissance:500kW,Puissance apparente:450kVA,Date installation:2002-01-01,Type de combustible:fuel,Capacité du réservoir principal de carburant:350L,Capoté:Non

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Débitmètre / A SUPRIMER	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01293808	ENDRESS HAUSER	PROMAG 30F	Diametre nominal:125mm,Diam. nominal normalise:125mm,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Trappe Accès Desableur	Trappe	E-05509563			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Escalier	Escalier	E-05509565			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Passerelle Turbine 5 Ancien Bassin	Passerelle Fixe	E-05509646			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Passerelle Turbine 6 Ancien Bassin	Passerelle Fixe	E-05509647			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Rejet Eau Traiter	Escalier d'Accès au Canal	Escalier	E-05509782			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Rejet Eau Traiter	Rembarde de Protection	Rembarde	E-05509783			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Rejet Eau Traiter	Caillebotis au dessus du canal	Caillebotis	E-05509784			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Clarification	Trappe Acès Fosse 2	Trappe	E-05509830			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Clarification	Regard de Collecte Eau Traiter Clarificateurs	Hublot / Regard	E-05509831			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Monorail local centrif	Monorail	E-05510714			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Palan local centrif	Palan Manuel	E-05510715			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Epaississement Silo	Trappe accès silo 1	Trappe	E-05510660			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Chlorure Ferrique pour Dephosphatation	Nouvelle Cuve de Stckage	Cuve	E-05510672	ALLIBERT	NBF25420B9 et NCO29320B9	Materiau:PEHD,Capacite de stockage:20m3,Volume:20m3
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	Bâtiment Centrifugeuse	Bâtiment de Process	E-05510710			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Local Exploit (CO2)	Extincteur	E-05511346	EUROFEU		Type extincteur:CO2,Charge extincteur:5kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Floculant Centrifugeuse	Pompe eau préparente	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire	E-05511787	PEDROLLO	PUMP JSWm12H	Puissance installee:.9kW,HMT:58m CE,Intensite nominale:5.4A,Debit nominal:50m3/h,Tension

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
								alimentation:230V,Vitesse de rotation:2900tr/min,Vitesse variable:Oui
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	Automate AE01 F1	Automate	E-05511972	SCHNEIDER	ADVANTYS STBNIP2212	Nombre de cartes:28
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	Automate AE01 F2	Automate	E-05511974	SCHNEIDER	Advantys STBNIP2212	Nombre de cartes:10
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	Sofrel	Poste de Télégestion GPR S-GSM	E-05511975	SOFREL	S550	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	Démarreur 4	Démarreur Electronique	E-05512105	SIEMENS	SIRIUS 38W3047-1BB04	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	Démarreur 5	Démarreur Electronique	E-05512106	SIEMENS	SIRIUS 38W3047-1BB04	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	Support de Télétransmission	Modem	E-05512201	SCHNEIDER	TCSESM083F2CU0	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation en Eau Service ou Process	Regard Ancien Forage	Hublot / Regard	E-05510724			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	10 Barreaudages	Barreaudage	E-05511029			
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Agitateur	Agitateur Immergé	E-05511044			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Alarme Anti-Intrusion	Alarme Anti-Intrusion	E-05510757			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Production Energie Electrique	Groupe Electrogène Mobile	Groupe Electrogène à Fuel	E-05512232	SDMO	J44K	Puissance:31.82kW,Puissance apparente:40kVA,Type de combustible:fuel,Puissance secours (KVA):35kVA,Alternateur : Tension nominale (V) Liste:230-240,Capoté:Non,Niveau sonore (dB):73.4
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Presse	Support de Télétransmission	Modem	E-05512264	SCHNEIDER	TCSESM043F2CU0	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	6 Barres de Guidage post de relevage	Barre de Guidage	E-06474547			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de relevage des collatures hangar boues	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01964003			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation en Eau Service ou Process	Vanne Pompe Nouveau Forage	Vanne Manuelle	E-01907728			Diametre nominal:80mm,Date installation:2006-01-01,Type de vanne:1/4 de tour

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation en Eau Service ou Process	Clapet Ppe Ancien Forage	Clapet à Boule	E-01907732			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation en Eau Service ou Process	Clapet Ppe Nouveau Forage	Clapet à Boule	E-01907735			Date installation:2006-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de Livraison Electricité	Condensateur	Condensateur	E-01907751			Date installation:2001-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Panier de Dégrillage	Panier de Dégrillage Manuel	E-01907897			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Clarification	Racleur Clarif 1	Pont Racleur / Suceur	E-01907911	FORNES	SK 32 100 ABH80 S16 RD	Puissance installee:.37kW,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Cuve de Stockage des graisses	Cuve	E-02007539			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Agitateur 2	Agitateur Immergé	E-01283555	FLYGT	SR 4650	Puissance installee:5kW,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Pompe de Relèvement 1	Pompe Submersible (EU)	E-01283529	FLYGT	CP 3127 LT 410	Debit Nominal m3/h cond utilisation:225m3/h,Debit nominal:225m3/h,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Alimentation Eau Brute	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01283532			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Débitmètre Sortie Bassin d'Orage	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01283534	ENDRESS HAUSER	PROMAG 30FH2F	Diametre nominal:250mm,Diam. nominal normalise:250mm,Type de Signal:4 - 20 mA,Date installation:2002-01-01,Afficheur transmetteur:Oui
1STP-01283247	STEP LUNEL	Chlorure Ferrique pour Dephosphatation	Canne d'Injection	Canne d'Injection de Réactif	E-01283586			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Chlorure Ferrique pour Dephosphatation	Ancienne Cuve de Stckage	Cuve	E-01283587	ASPES		Hauteur:3m,Diametre:3m,Volume:20m3
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	VAR 3	Variateur de Fréquence	E-01283662	SIEMENS	Micromaster Vector	Puissance installee:.55kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	VAR 4	Variateur de Fréquence	E-01283663	SIEMENS	Micromaster Vector	Puissance installee:5.5kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Laboratoire / A SUPRIMER	Matériel de Laboratoire	Verrerie	E-01283669			

Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste Eaux Claires	Hydraulique	Accessoires Divers	E-01283600			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Rejet Eau Traiter	Canal	Canal	E-01283603	ENDRESS HAUSER	ISO HQI 450 N	Type de canal:Venturi
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de relevage des collatures principal	Débitmètre	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-01283610	ENDRESS HAUSER	PROMAG 30F1Z	Diametre nominal:125mm,Diam. nominal normalise:125mm,Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Pompe de Recirculation 1 NB	Pompe Immergée (EP) en tube	E-01283614	FLYGT	NP 3102.160 LT 420	Puissance installee:3.1kW,HMT:4.1m CE,Debit Nominal m3/h cond utilisation:300m3/h,Debit nominal:300m3/h,Diametre de la roue:187mm,Type de roue:N,Date installation:2013-12-20,Vitesse de rotation:1440tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	Armoire de Commande Prétraitement	Armoire Electrique BT	E-01283650	SAREL		Date installation:2001-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Epaississement Silo	Silo 1 (Table)	Silo	E-01283636			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Unité de Contrôle / Commande	Coffret Electrique cuve préparation polymère	Coffret Electrique	E-01283648	TOMAL	S-310 58	Date installation:2001-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Canalisation / Tuyauterie	Canalisation	E-01283620			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Ouvrage de Répartition	Déversoir de Répartition	Déversoir	E-01283626			Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement et Transfert de l'Air	Désodorisation Hangard de Stockage	Filtre de Désodorisation Charbon Actif	E-01283689	AIRPUR		Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Pompe de Vidange 1	Pompe Submersible (EU)	E-01293805	FLYGT	CP 3085 MT 32	Puissance installee:2.6kW,Debit Nominal m3/h cond utilisation:125m3/h,Debit nominal:125m3/h,Date installation:2002-01-01,Vitesse de rotation:1455tr/min
1STP-01283247	STEP LUNEL	Stockage / Evacuation des Refus	Benne Compacteuse	Benne	E-05509536			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Barre de Guidage Pompe	Barre de Guidage	E-05509566			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Escalier EST Accès passerelle	Escalier	E-05509641			

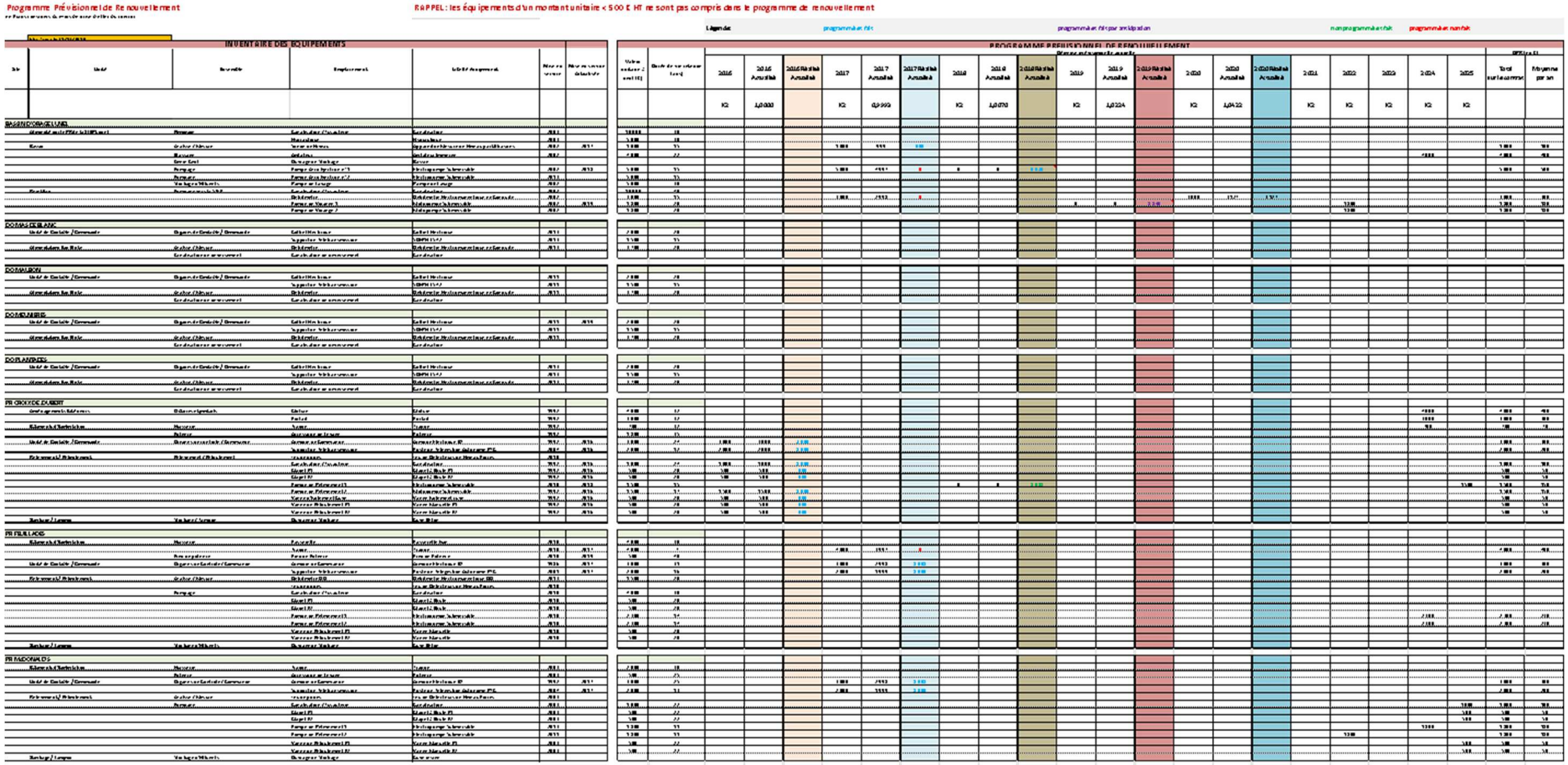
Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Traitement Biologique à Boues Activées	Escalier OUEST Accès passerelle	Escalier	E-05509642			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Dégazage	Lame déversante NB	Lame de Surverse	E-05509690			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Recirculation et Extraction des Boues	Trappes accès Chambre de Vannes	Trappe	E-05509713			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Vestaire (pourdre)	Extincteur	E-05511350	EUROFEU		Charge extincteur:6kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Transfo (CO2)	Extincteur	E-05511351	SICLI	Cristal TOP5	Type extincteur:CO2,Charge extincteur:5kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Douche / Rince-Œil	Douche et Rince-Œil	E-05511777			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Supervision	Ecran/Enregistreur	Moniteur	E-05511979	ENDRESS HAUSER	Memo-Graph RSG10-B112C21CB	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Général	Sectionneur	Sectionneur Tête de Ligne	E-05512210			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste de Livraison Electricité	Cellule d'Arrivée Mas Deporte	Cellule de Bouclage	E-05512223	ALSTOM	Fluokit M C10	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Déshydratation	local electrique Filtre à Bande	Local	E-05510717			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Laboratoire	Sonde Portable	Analyseur de Matières en Suspension	E-05510749	ROYCE	Model 711	
1STP-01283247	STEP LUNEL	bassin d'orage	Hydroinjecteur 1	Pompe Submersible (EU)	E-05511047			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Aménagements Extérieurs	Appareil d'Eclairage Extérieur	Lampadaire	E-05510875			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Centrif	Sectionneur	Sectionneur d'Aiguillage	E-05512241	MERLIN GERIN	Interpact INS 250	
1STP-01283247	STEP LUNEL	Armoire BT Centrif	Variateur Centrif	Variateur de Fréquence	E-05512248	SIEMENS	MICROMASTER 440 6SE6440-2UD33	Puissance installee:37kW
1STP-01283247	STEP LUNEL	Sécurité	Extincteur Algéco Cuisine (Poudre)	Extincteur	E-05512343	EUROFEU		Charge extincteur:6kg,Date dernier contrôle réglementaire:2018-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Poste Eaux Claires	Pressostat	Appareil de Mesure de Pression en Conduite	E-01963990			Date installation:2002-01-01

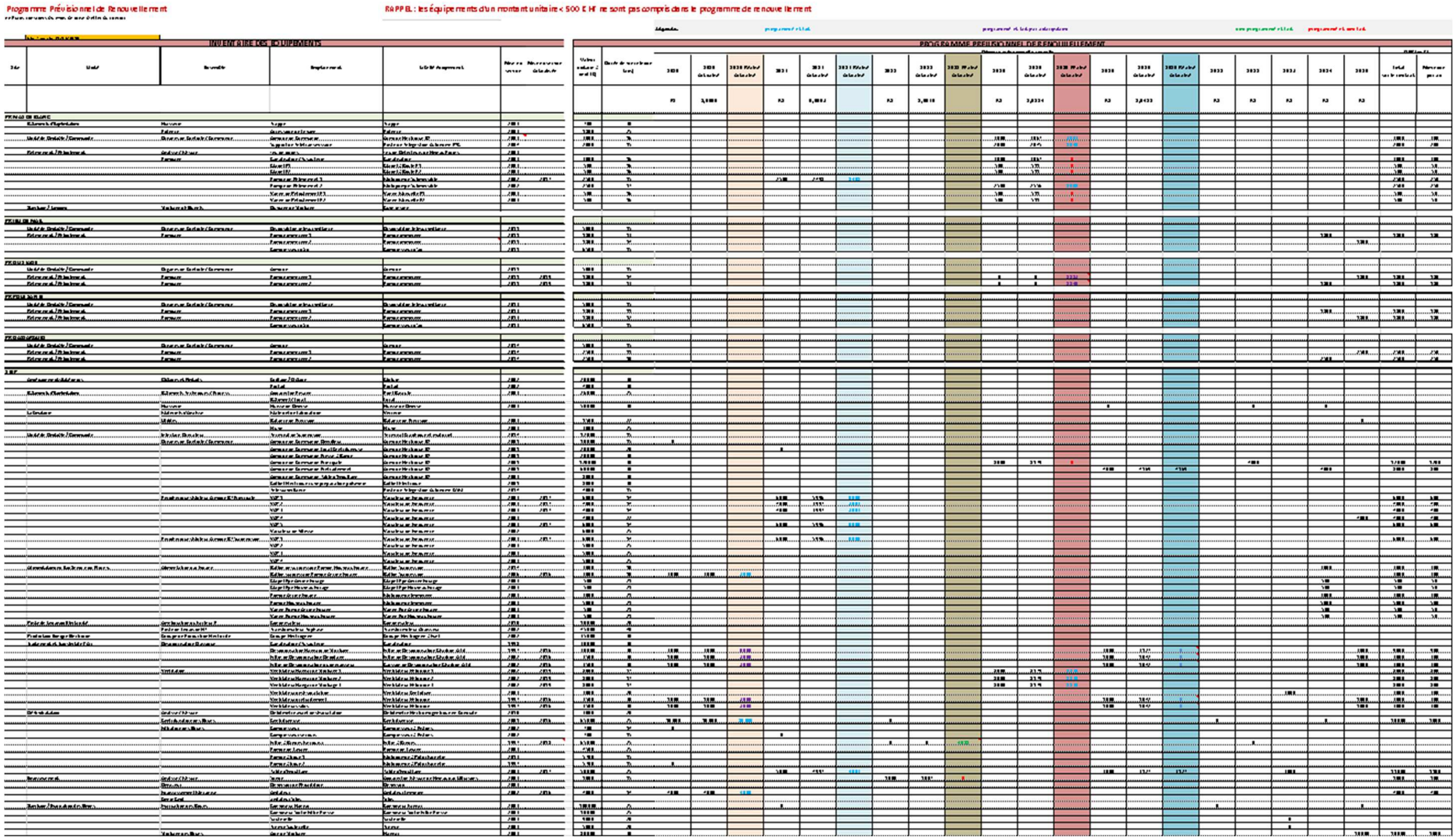
Code Installation	Libellé Installation	Libellé Unité	Libellé Emplacement	Libellé Type Equipement	Code Equipement	Libellé Fabricant Equipement	Modèle Equipement	Caractéristiques concaténées
1STP-01283247	STEP LUNEL	Stockage / Evacuation des Boues	Convoyeur Hangard	Bande Transporteuse Fixe	E-01907895	SEUT		Date installation:2002-01-01
1STP-01283247	STEP LUNEL	Polymère Liquide Cationique nouveau	Agitateur	Agitateur à Arbre Vertical	E-04622227			
1STP-01283247	STEP LUNEL	Prétraitement	Débimètre entrée Prétraitement	Débitmètre Electromagnétique en Conduite	E-04634402			

Annexe 5 : Plan Prévisionnel de Renouvellement

TABLEAU 2016 A 2025

La version informatique exploitable de ce document est jointe au rapport annuel.



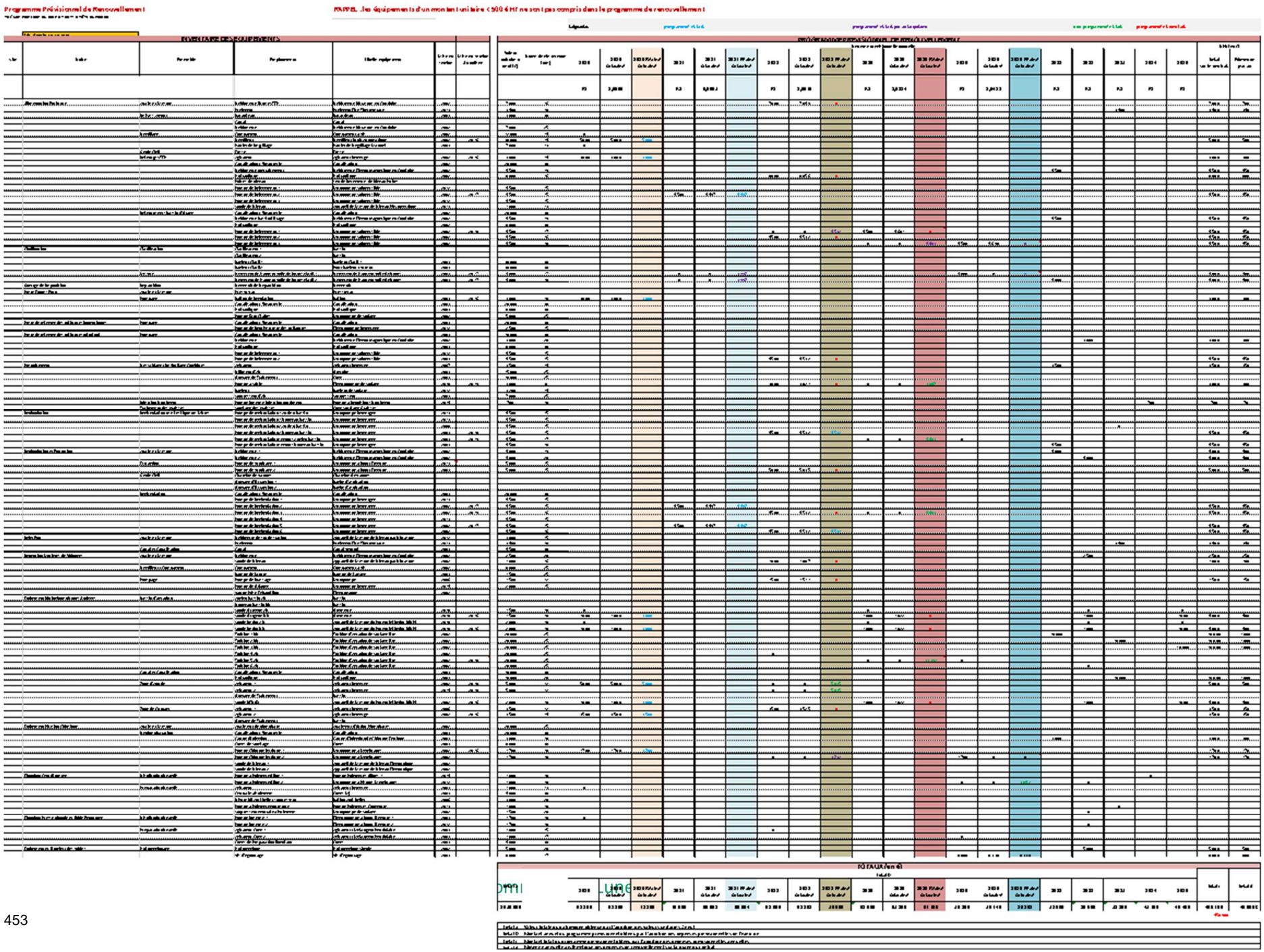


Programme Prévisionnel de Renouvellement

RAPPEL : les équipements d'un montant unitaire < 500 € HT ne sont pas compris dans le programme de renouvellement

INVENTAIRE DES EQUIPEMENTS

PROGRAMME PREVISIONNEL DE RENOUVELLEMENT



Programme Prévisionnel de Renouvellement

RAPPEL : les équipements d'un montant unitaire < 500 € HT ne sont pas compris dans le programme de renouvellement

INVENTAIRE DES EQUIPEMENTS

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES RENOUVELLEMENTS

Ressourcer le monde

© Médiathèque VEOLIA - François Moura © Médiathèque VEOLIA - Samuel Bigot/Andia © Médiathèque VEOLIA - Rodolphe Escher © Médiathèque VEOLIA - Alexandre Dupeyron
© Médiathèque VEOLIA - Martial Ruaud/Andia © Médiathèque VEOLIA - Christel SASSO/CAPA PICTURES © Photo par Thomas Barnick / Getty Images © Cavan Images via Getty Images

Veolia
30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers
www.veolia.com

Ville de Lunel

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif et non collectif

Exercice 2022

Conformément au décret n°2007-675 du 02 mai 2007

Le rapport est établi à partir de données tirées des rapports annuels du délégataire ainsi que de données et informations propres à la Collectivité.
Il comporte les indicateurs règlementaires et des indicateurs complémentaires liés aux particularités du service.
La définition des indicateurs les plus techniques est rappelée dans un glossaire situé en fin de rapport.
Ces indicateurs sont identifiés dans le texte du rapport par le n° d'ordre au sein du glossaire.

Sommaire

Synthèse générale....3
Le service d'assainissement collectif et non collectif....5
Les caractéristiques générales du service....6
Les caractéristiques techniques du service....8
Collecte des eaux usées....9
Traitement....14
Le service d'assainissement non collectif....15
Service aux usagers....15
Prix du service de l'assainissement....16
Modalités de tarification....17
Composantes du prix de l'assainissement....18
Tarification de l'assainissement non collectif....20
Les éléments financiers du service - Recettes....21
Les éléments financiers du service - Investissements....21
Annexe 1 : Note de l'Agence de l'Eau....26

Synthèse générale

Le présent rapport reprend les indicateurs techniques et financiers prévus par le décret n° 2007-675 du 2 mai 2007. Il donne une vue globale sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif et non collectif pour l'exercice 2022.

Les principales caractéristiques des services sont les suivantes :

- **Gestion du service**

Depuis le 1er janvier 2016, la gestion du service public d'assainissement collectif et non collectif est déléguée à la société RUAS S.A. - VEOLIA EAU, pour une durée de dix ans (date d'échéance le 31/12/2025).

- **Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées**

Le réseau de collecte dessert la population de la Ville de Lunel. Certaines zones du territoire ne sont pas desservies par le réseau de collecte. Les constructions situées dans ces zones sont donc classées en assainissement non collectif.
Le traitement de la pollution collectée est effectué sur la station d'épuration de Lunel (33 000 équivalents-habitants en 2022).

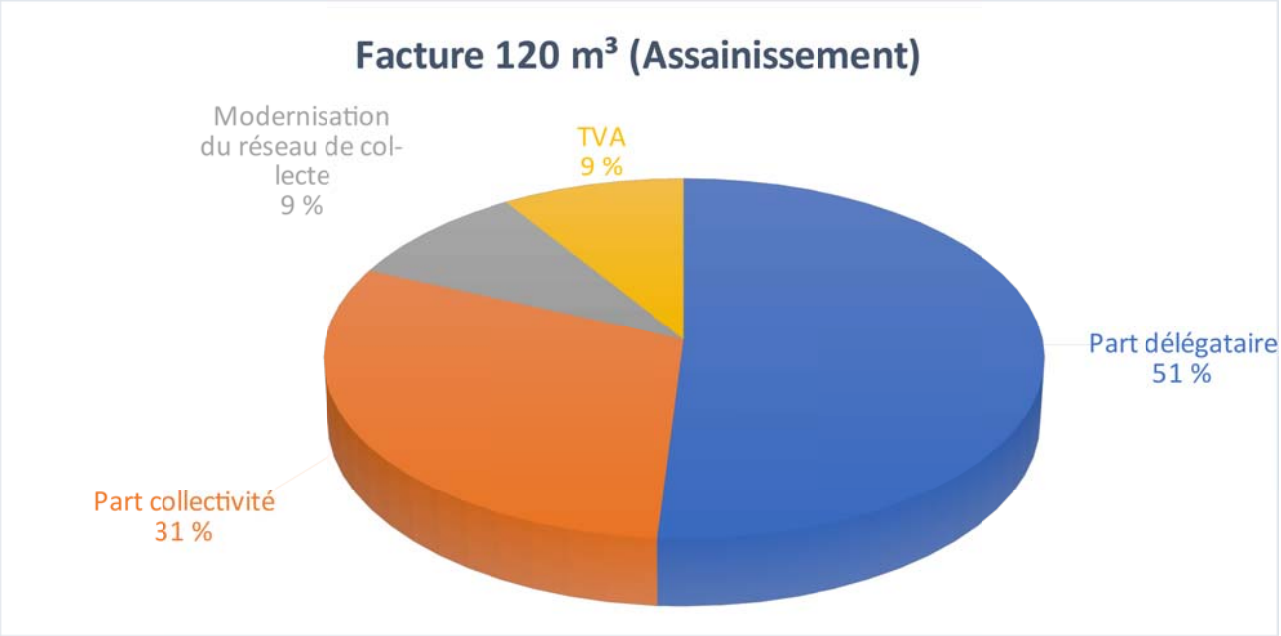
- **Assainissement non collectif**

Le service d'assainissement non collectif compte 288 installations répertoriées en 2022.

- **Prix de l'assainissement**

Le prix de l'eau à Lunel, pour la part assainissement collectif, au 1er janvier 2023, est de **1,72 euros TTC par m³** (sur la base d'une consommation de 120 m³ par an – référence INSEE – abonnement compris) soit une **augmentation de 11,7 %** par rapport au prix de l'eau au 1er janvier 2022. Cette augmentation est due à l'actualisation des tarifs du délégataire, prévue contractuellement, ainsi qu'à l'évolution de la part communale, et à la passation de l'avenant n°5 au contrat DSP au cours de l'année 2022 pour l'augmentation du fonds boues chaulées (Covid).

Le montant d'une facture d'assainissement au 1er janvier 2023 pour une consommation de 120 m³ par an, se répartit comme suit :



Facture 120 m³ Assainissement au 01/01/2023	Prix unitaire au m³	Montant total
Part délégataire	**0,88 €**	**105,56 €**
Abonnement	0,22 €	26,78 €
Consommation	0,6565 €	78,78 €
Part collectivité	**0,53 €**	**63,26 €**
Abonnement	0,07 €	8,79 €
Consommation	0,4539 €	54,47 €
Modernisation du réseau de collecte	**0,16 €**	19,20 €
Total HT	**1,57 €**	**188,02 €**
TVA	0,16 €	18,80 €
Total TTC	**1,72 €**	**206,82 €**

Le service d’assainissement collectif et non collectif

Les caractéristiques générales du service

La collecte et le traitement des eaux usées s'étend sur l'ensemble du territoire de la Ville de Lunel.

Le service public de l'assainissement est actuellement délégué à l'entreprise RUAS S.A. - VEOLIA EAU par un **contrat d'affermage** qui est entré en vigueur le 1er janvier 2016. Ce contrat a été signé pour une durée de **10 ans (fin du contrat au 31 décembre 2025)**.

➢ Les conditions particulières du contrat

Le délégataire s'est engagé à respecter les engagements suivants (art 4) relatifs à l'exploitation et à la performance :

Exploitation	Unité	Engagement
Curage des réseaux d'eaux usées	km de réseau sur la durée du contrat	133,65 km
Contrôles de branchements	nombre sur la durée du contrat	1 037
Inspections vidéo du réseau	ml sur la durée du contrat	8910 ml
Tests à la fumée	nombre la durée du contrat	Au cas par cas autant que nécessaire

Performance	Engagement
Conformité de la performance des équipements d'épuration (P254.3)	100%
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement (P202.2B)	70 points
Nombre maximum d'obstructions du réseau	0,7 / km de réseau hors branchements
Délai maximal d'intervention sur obstruction en domaine public	1 heure
Efficacité énergétique du service	945 kWh / 1 000 m3 épurés

➢ Nature exacte des compétences déléguées

La gestion du service de collecte et traitement des eaux usées inclut l'exploitation du service, dont notamment l'entretien et la surveillance des installations de collecte et traitement des eaux usées, la réalisation des travaux mis à la charge du délégataire, ainsi que la gestion des relations avec les usagers du service pendant toute la durée du contrat.

Le délégataire a en charge tous les travaux d'entretien et de réparations courantes qui sont des opérations normales de maintien en état des installations du service. Ces travaux comprennent également toutes les opérations de nettoyage.

Pour les travaux de grosses réparations et de renouvellement, le financement est réparti entre le délégataire et la Ville de Lunel selon la nature des travaux.

Les caractéristiques techniques du service

La population desservie

Le service public d'assainissement collectif dessert environ 26 361 habitants.

Les abonnés du service d'assainissement collectif

On distingue plusieurs types « d'abonnés » pour le service de l'assainissement collectif. En effet, les usagers de l'eau potable peuvent se trouver dans des situations différentes par rapport au réseau de collecte des eaux usées. On distingue alors :

- les usagers « non raccordables » au réseau de collecte, pour des raisons de non-desserte par le réseau ou pour des raisons techniques. Ces usagers sont classés en zone d'assainissement non collectif et ne sont pas redevables de la redevance assainissement collectif,
- les usagers « raccordés » au réseau d'assainissement collectif,
- les usagers « raccordables, mais non raccordés ». Les abonnés de ces logements ont une obligation de raccordement dans un délai de 2 ans après pose du collecteur qui les dessert et sont redevables de la redevance assainissement collectif.

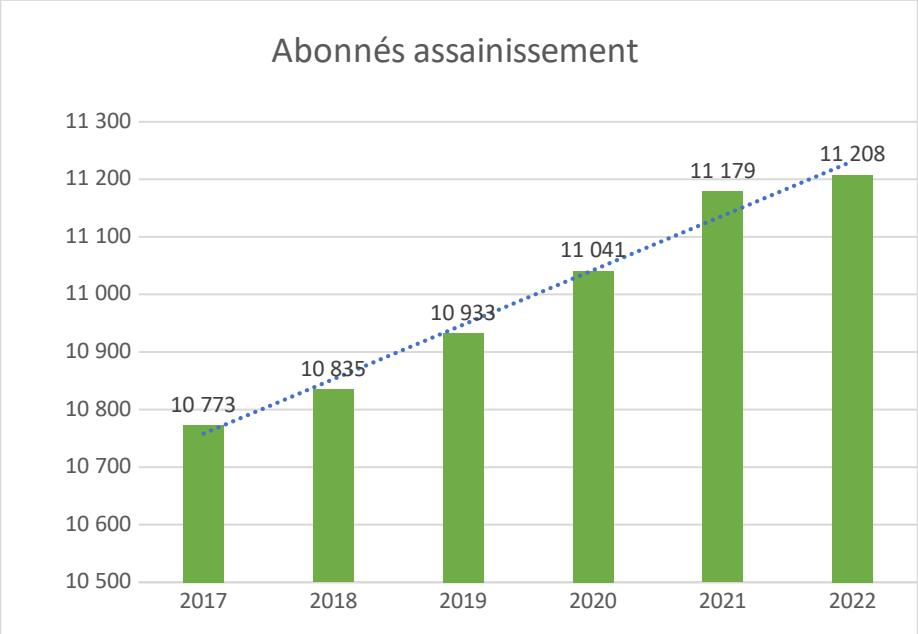
Le nombre d'abonnés du service d'assainissement collectif est de **11 208** en 2022, en augmentation de 0,3 % par rapport à l'exercice 2021.

En 2022, on note l'établissement de 2 conventions spéciales de déversement, ainsi que les arrêtés d'autorisation de déversement correspondantes, avec les clients suivants :

- FORACO
- Cuisines centrales

On peut souligner la fin de la convention/autorisation avec TOTAL par rapport à 2021.

Évolution du nombre d'abonnés au service de l'assainissement



COMMENTAIRES

En 2022, le nombre d'abonnés est de **11 208**, ce qui représente **99,3 % du nombre d'abonnés au service de l'eau potable** du périmètre d'affermage.
Le nombre d'abonnés est en constante augmentation depuis 2016 (+4,6% entre 2016 et 2022).

Collecte des eaux usées

Réseau

Longueur totale du réseau : 92,523 km de réseaux d'eaux usées, dont :

- 90,254 km de réseau gravitaire
- 2,329 km de réseau en refoulement

Le linéaire est en légère augmentation par rapport à 2021 (+0,5% soit 483 mètres linéaires).

Ouvrages du service :

- 1 station d'épuration,
- 9 postes de relèvement,
- 5 déversoirs d'orage.

Indice de connaissance et gestion patrimoniale des réseaux

En 2022, l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement est de 113 points sur un barème de 120, en augmentation par rapport à 2021 (110 points) sur la connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations.
Il est obtenu de la façon suivante :

	Points maximums	**Points obtenus**
Partie A		
Existence d'un plan du réseau couvrant au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de collecte hors branchements	10	**10**
Mise à jour du plan au moins annuelle. (1)	5	**5**
(1) Les 15 points doivent être obtenus avant que le service puisse bénéficier		
Partie B		
Informations structurelles complètes sur chaque tronçon (diamètre, matériau, catégorie de l'ouvrage (non sensible pour la sécurité), précision des informations cartographiques)	15	**15**
Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations (2)	15	**13**
(2) 40 points doivent être obtenus avant que le service puisse bénéficier	**45**	**43**
Partie C		
Existence d'information géographique précisant l'altimétrie des canalisations	15	**15**
Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	**10**
Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	**10**
Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	**5**
Localisation des autres interventions	10	**10**
Définition mise en œuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseaux	10	**10**
Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	**10**
TOTAL	120	**113**

COMMENTAIRES

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement, avec 113 points en 2022, est supérieur à l'objectif contractuel fixé à 70 points.

Performance de la collecte

Indicateurs réglementaires :

- **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées**1 : 100%

- **<u>Conformité de la collecte des effluents</u>[3] aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 21 juillet 2015 (P203.3)** : indicateur non établi (en cours de refonte par la Police de l'Eau)
- **<u>Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (P255.3)</u>[2]** : 100 points (sur 120)

Réseau

<u>Equipements</u>

Le réseau est constitué de 10 440 branchements d'eaux usées (soit 93% du nombre d'abonnés assainissement collectif) et 2 454 regards à fin 2022.

Interventions sur le réseau

Curage des réseaux et désobstructions :

Le **linéaire de réseaux curés** en 2022 a été de **19 393 mètres**, soit 21% du linéaire.
Le contrat prévoit un linéaire de curage préventif de 133,65 km sur la durée du contrat, soit 13,365 km/an en moyenne.
Le bilan à fin 2021 est le suivant :

Curage préventif	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Longueur de canalisation moyenne à curer en préventif (ml)	13 365	13 365	13 365	13 365	13 365	13 365	13 365	**93 555**
Longueur de canalisation curée par le délégataire (ml)	19 698	19 479	17 952	27 511	20 652	13 581	19 393	**138 266**

Le délégataire est donc en « avance » de 44 711 mètres linéaires par rapport à l'engagement contractuel en moyenne annuelle.

Le **nombre de points du réseau de collecte**[5] nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau est de **6,48**, en forte baisse par rapport à 2021 (24,99 points pour 100 km) notamment grâce au curage préventif effectué.

Le **nombre de désobstructions sur réseau** (canalisations uniquement) est de 71 en 2022 (-8% par rapport à 2021).
Le contrat prévoit un taux d'obstructions maximum de 0,7 /km de réseau hors branchements.
Le bilan à fin 2022 est le suivant :

Nombre de désobstructions réseau	2020	2021	2022
Nombre de désobstructions <u>canalisations</u>	49	77	71

Taux d'obstructions canalisations (U/km)	0,53	0,84	0,77
Nombre d'obstructions maximum pour un taux de 0,7 U/km (si curage préventif <13 365 ml/an)	64	64	64

En 2021 et 2022, le nombre d'obstructions dépasse le taux maximum défini au contrat. Toutefois, l'engagement de curage préventif annuel, avec un linéaire minimum de 13 365 ml/an, est dépassé en 2021 et 2022, ainsi la pénalité P11 redéfinie par l'avenant n°1 au contrat n'est pas applicable.
De plus, le Délégataire signale qu'une partie des interventions curatives pour désobstruction sont liées à des dysfonctionnements de réseau déjà identifiés, et qui ne peuvent être solutionnés que par des travaux à l'initiative de la Ville.

Inspections télévisées :
704 ml de canalisations ont été inspectés en 2022.
Le contrat prévoit l'inspection télévisée de 8 910 mètres linéaires sur la durée du contrat, soit 891 ml/an en moyenne.
Le bilan à fin 2022 est le suivant :

Suivi auscultation du réseau - ITV	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Longueur de canalisation moyenne à inspecter (ml)	891	891	891	891	891	891	891	**6 237**
Longueur de canalisation inspectée par le délégataire (ml)	944	2635	2123	1224	491	929	704	**9 050**

Le délégataire est donc en « avance » de 2 813 mètres linéaires par rapport à l'engagement contractuel en moyenne annuelle.

Suivi du contrôle de conformité des branchements :
Le contrat prévoit le contrôle de conformité de 1 037 branchements existants sur la durée du contrat, soit 104 branchements par an en moyenne.
Le bilan à fin 2022 est le suivant :

Suivi contrôle de conformité des branchements	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Nombre de branchements à contrôler	104	104	104	104	104	104	104	**728**
Nombre de branchements contrôlés	56	68	59	79	339	358	115	**1074**

Le délégataire est donc en « avance » de 346 contrôles par rapport à l'engagement contractuel en moyenne annuelle.

COMMENTAIRES

Le délégataire ne respecte pas l'engagement contractuel concernant le nombre maximum de désobstructions réseau, mais respecte les autres engagements concernant le curage préventif des réseaux, les inspections télévisées, et les contrôles de conformité de branchements.

Travaux

Taux moyen de renouvellement des canalisations

En moyenne sur les 5 dernières années, le taux moyen de renouvellement des canalisations réalisé par la collectivité est de **0,57 %** du linéaire total de canalisations, c'est-à-dire un total de 2 656 mètres linéaires de réseaux renouvelés, dont :

- 840 ml en 2018
- 1 069 ml en 2019
- 390 ml en 2020
- 97 ml en 2021
- 260 ml en 2022

Branchements neufs

14 branchements neufs ont été réalisés en 2022 (20 l'année précédente).

Le nombre total de branchements recensés sur le territoire de la Ville est de 10 440 ; il a légèrement augmenté de 0,1 % entre 2021 et 2022, cette augmentation étant stable sur les dernières années.

Traitement

Ouvrages d'épuration

Le traitement des eaux usées est réalisé sur la station d'épuration de Lunel.

Performance du système épuratoire

Indicateurs réglementaires :

- **Conformité des équipements d'épuration[7] aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 21 juillet 2015 (P204.3)** : oui
- **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration[8] aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 21 juillet 2015 (P254.3)** : 96%
- **Conformité des performances des équipements d'épuration[9] au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau (P205.3)** : oui

Production de boues, déchets et autres sous-produits

Destination des boues (en 2021) :

- Epandage : 691 tMS

Les boues ont été évacuées à environ 50% en compostage en 2020, en lien avec la problématique COVID. Pour les autres années, l'évacuation est assurée en épandage à 100%.
Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation **: 100 %**

COMMENTAIRES

La Ville de Lunel mène actuellement des travaux de rénovation et d'extension de la station d'épuration de Lunel. Les nouveaux équipements devraient être mis en service au 2e semestre 2023.

Le service d’assainissement non collectif

Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif

Le délégataire assure les prestations suivantes sur les systèmes d’assainissement non collectif :

- Contrôle de la conception et de la réalisation des systèmes neufs ou réhabilités ;
- Contrôle systématique de bon fonctionnement des ouvrages, sur la base d’un contrôle :
  - Pour les installations conformes : tous les 8 ans (modifié par l’avenant n°4 de 2021 – 4 ans précédemment) ;
  - Pour les installations non-conformes : tous les 2 ans (modifié par l’avenant n°4 de 2021 – 4 ans précédemment) ;
- Contrôle de bon fonctionnement « à la demande ».

Le nombre d’installations d’assainissement non collectif recensé est de 288 en 2022.
Le nombre d’habitants relevant du service d’assainissement non collectif est estimé à 266.

En 2022, le délégataire avait prévu de réaliser 56 contrôles périodiques (23 en 2021). Sur les 56 contrôles effectués lors de l’exercice, 8 installations ont été jugées conformes, 32 sont non-conformes sans risque et 16 ont fait l’objet d’un refus de l’usager.

Le taux de conformité des dispositifs d’assainissement non collectif est de **47,7 %** en 2022, en légère progression par rapport à 2021 (46,8 %).

Service aux usagers

Gestion clientèle

La gestion clientèle est assurée par le service d’eau potable.

Prix du service de l’assainissement

Modalités de tarification

➢ Part fermière

Cette part correspond à la partie nette des recettes qui revient au délégataire pour le service qu'il fournit aux usagers. Elle comprend une part fixe facturée par abonné, dont l'objet est de couvrir les charges fixes du service, ainsi qu'une part variable qui est proportionnelle aux volumes consommés. L'ensemble de ces deux composantes est également appelé « prix de base ». Ce prix correspond aux coûts de collecte et de traitement des eaux usées jusqu'au rejet dans le milieu naturel. Il est fixé dans le contrat d'affermage.

➢ Part communale

Le Conseil municipal fixe chaque année le montant de la part communale applicable à chaque m^3 consommé. Elle permet d'équilibrer le budget « assainissement » de la Collectivité pour financer les investissements nécessaires au développement du service.

➢ Redevance Agence de l'Eau

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse perçoit auprès des abonnés des sommes qui ont pour objet la modernisation des réseaux de collecte. Ces agences de l'eau sont des établissements publics d'études et d'interventions qui ont pour mission de coordonner la préservation et l'utilisation des ressources en eau. Elles contribuent à établir la politique de l'eau dans chaque bassin hydrographique et aident financièrement les collectivités à s'équiper conformément à des programmes pluriannuels qu'elles arrêtent.

➢ Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les services d'eau potable et d'assainissement bénéficient d'un taux de TVA réduit au lieu du taux normal de 20 % (19,6 % avant 2014) :

- 5,5 % pour le service d'eau potable
- 10,0 % pour le service d'assainissement (7 % avant 2014)

COMPOSANTES DU PRIX DE L'ASSAINISSEMENT

1 - Le prix de l'assainissement à Lunel (€ TTC)

Pour une consommation annuelle de 120m^3

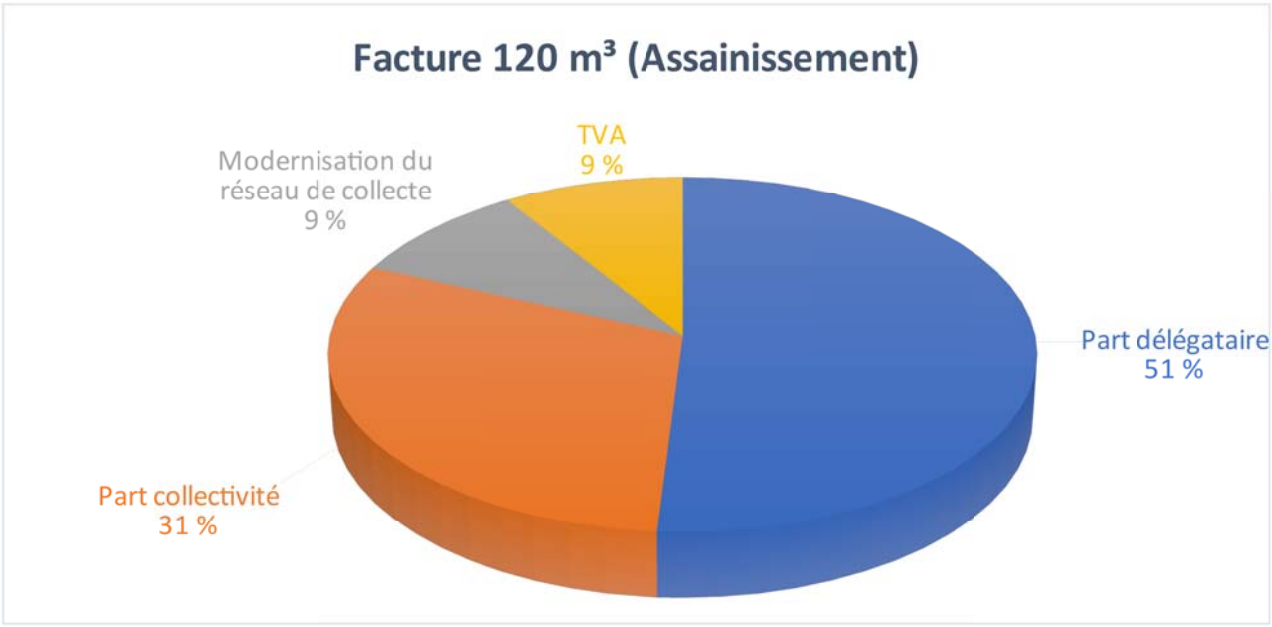
1er janvier 2018	1,37 €/m^3
1er janvier 2019	1,41 €/m^3
1er janvier 2020	1,42 €/m^3
1er janvier 2021	1,48 €/m3
1er janvier 2022	1,54 €/m^3
1er janvier 2023	**1,72 €/m^3**

2 - Décomposition du prix de l'assainissement en euro au 1er janvier 2023

	2021	2022	Evolution
Part délégataire	0,78	0,88	12,15%
Part communale	0,458	0,527	15,00%
Modernisation du réseau de collecte	0,16	0,16	0,00%
TVA (10%)	0,14	0,16	11,70%
Prix total de l'assainissement TTC	**1,54**	**1,72**	11,70%

La part communale du service d'assainissement collectif a été fixée par délibération du Conseil Municipal du 15/12/2022 pour une mise en application au 01/01/2023.

3 - Répartition des recettes de l'assainissement par bénéficiaire au 1er janvier 2023



4 - Comparaison nationale et sur le bassin Rhône Méditerranée et Corse

Le rapport SISPEA 2020 permet les comparaisons suivantes :

- en moyenne, sur la **France entière**, le prix de l'assainissement collectif était de **2,19 € TTC/m³** au 1er janvier 2021
- En moyenne, sur la **région Occitanie**, le prix de l'assainissement collectif était de **1,95 € TTC/m³** au 1er janvier 2021

5 – COMMENTAIRES

Si on considère que les tarifs augmentent en moyenne de 1,5% par an environ, on obtient en 2022 une estimation des études statistiques précédentes :

- Sur la France entière : 2,26 € TTC/m³
- Sur la région Occitanie : 2,01 € TTC/m³

Au 1er janvier 2023, le prix de l'assainissement collectif à Lunel de 1,72 € TTC est nettement inférieur à la moyenne française et en région Occitanie, en considérant cette estimation d'augmentation moyenne.

Tarification de l’assainissement non collectif

Pour le service d’assainissement non collectif, la rémunération du délégataire se fera à chaque prestation ou par une redevance semestrielle pour les contrôles périodiques. Actuellement, il n’existe pas de part communale. Les usagers sont assujettis aux redevances de contrôle à l’issue de la réalisation du diagnostic initial des installations existantes.

Les tarifs définis au contrat initial, au 1er janvier 2016, et actualisés au 1er janvier 2023 (coefficient d’indexation K=1,1158) sont les suivants :

Type de contrôle	**Redevable**	**Montant contrôle (€ HT) (Au 01/01/2016)**	**Montant contrôle (€ HT) (Au 01/01/2023)**
Contrôle de conception	Propriétaire de l’immeuble	150,00 €	167,37 €
Contrôle de réalisation	Propriétaire de l’immeuble	70,00 €	78,11 €
Contrôle de bon fonctionnement	Occupant de l’immeuble	70,00 €	78,11 €
Contrôle à la demande	Demandeur	80,00 €	89,26 €

Les éléments financiers du service - Recettes

Collecte et traitement des eaux usées

Redevances perçues auprès des abonnés assujettis

En euros	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Délégataire	881 443 €	839 495 €	859 023 €	857 955 €	884 691 €	985 418 €	996 957 €
Collectivité	469 882 €	455 218 €	470 755 €	483 420 €	495 857 €	590 956 €	561 306 €
Total	**1 351 325 €**	**1 294 713 €**	**1 329 778 €**	**1 341 375 €**	**1 380 548 €**	**1 576 374 €**	**1 558 263 €**

Autres recettes d'exploitation, hors redevance auprès des assujettis

En euros	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits des travaux exclusifs du Délégataire	52348	18 552 €	31 120 €	20 985 €	22 432 €	30 048 €	31 771 €
Produits accessoires du Délégataire	19 282 €	4 688 €	19 571 €	24 667 €	132 090 €	13 604 €	18 485 €
Autres recettes liées à l'exploitation du service du Délégataire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total	**106 727 €**	**23 240 €**	**50 691 €**	**45 652 €**	**154 522 €**	**43 652 €**	**50 256 €**

La diminution des recettes liées à la facturation du service est d'environ -1% en 2022, elle est constituée d'une augmentation pour le Délégataire (+1%), et d'une diminution pour la Collectivité (-5%). Il semble y avoir un décalage sur les reversements de part Collectivité entre les exercices, car les recettes de part Collectivité en 2021 avaient augmenté de 8% de plus que celles du Délégataire, et on constate un écart globalement inversé cette année.

Les éléments financiers du service - Investissements

Travaux réalisés au titre de l'année 2022

Assainissement collectif

Gros entretien et renouvellement

Le délégataire présente le bilan du fonds de renouvellement branchement dans le tableau suivant :

Branchements	Nombre	Montant
Réalisés en 2022	4	3 312,20 €
Engagements à fin 2022	14	10 134,18 €
Réalisés à fin 2022	36	58 605,46 €
Solde	**22**	**48 471,28 €**

Le délégataire est donc « en avance » à fin 2022, par rapport à l'engagement en moyenne annuelle (2 unités par an).
Le programme de renouvellement contractuel prévoit également un renouvellement des équipements électromécaniques (13 opérations du programme réalisées en 2022 pour 41 330 €, pas d'opération en garantie relevée en 2022) et un renouvellement des accessoires réseaux (2 unités par an).

Investissements :

Il n'y a pas de travaux d'investissement effectués **par le délégataire** pour l'année 2022.

Les travaux d'investissement effectués **par la Commune** s'élèvent à 7 758 742,85 € pour l'année 2022 :

Travaux 2022 ASSAINISSEMENT	Montant HT
réhabilitation STEP	7 315 061,02 €
Aménagement rue de la Fenaison	107 485,00 €
Travaux Av. Aigues Mortes Camargues	323 517,73 €
Travaux reprise sur réseaux Mario Roustan	6 518,10 €
Réparation branchement Bd Saint Claire	6 161,00 €
	7 758 742,85 €

Une subvention de l'Agence de l'Eau de 102 400 € a été perçue en 2022, pour la STEP.

Projets à l'étude au titre de l'année 2023

- Travaux d'extension-modernisation de la station d'épuration (fin d'opération)

Il n'y a pas de programme pluriannuel d'investissement (PPI) adopté en assemblée délibérante pour des travaux réseaux à ce jour.

Evolution de la dette

Le montant des amortissements du service d'assainissement collectif pour l'exercice 2022 s'élève à 303 525 €.

Le budget assainissement a un encours de dette de 12 790 689,15 € à fin 2022.
L'annuité 2022 de remboursement de la dette est de 431 949,15 €, dont 320 646,98 € de remboursement du capital, et 111 302,17 € d'intérêts.
La durée d'extinction de la dette est de 31 années.

1. **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées** : Est défini comme le nombre d'abonnés du service public d'assainissement collectif rapporté au nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectif dans l'agglomération d'assainissement au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales. Le taux de desserte ne peut être établi qu'après définition des zones d'assainissement collectif et non collectif. On estime qu'un abonné est desservi par un réseau d'assainissement dès lors qu'un réseau existe devant l'immeuble. (arrêté du 2 mai 2007)

2. **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées** (arrêté du 2 mai 2007) : la valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème suivant :
   10 points : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées
   5 points : Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux
   Les 15 points ci-dessus doivent être obtenus avant que le service puisse bénéficier des points supplémentaires suivants :
   + 15 : informations structurelles complètes sur chaque tronçon (diamètre, matériau, année approximative de pose)
   + 15 : Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations
   + 15 : existence d'une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations
   + 10 : localisation et description de tous les ouvrages annexes (postes de relèvement, déversoirs…)
   + 10 : inventaire pompes et équipements électromécaniques
   + 10 : dénombrement des branchements sur les plans de réseaux)
   + 10 : définition et mise en œuvre d'un plan pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau
   + 10 : localisation et identification des interventions
   + 10 : mise en œuvre d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement

3. **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 21 juillet 2015**: en attente de la définition par le Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables

4. **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte** (arrêté du 2 mai 2007) : la valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, les éléments indiqués aux points B et C suivants n'étant pris en compte que si la somme des points mentionnés au point A atteint 80. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.
   A – Éléments communs à tous les types de réseaux
   + 20 : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…)
   + 10 : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)
   + 20 : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement
   + 30 : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes
   + 10 : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes + 10 : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur
   B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs
   + 10 : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70% du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.
   C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes
   + 10 : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage

5. **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau** : est recensé le nombre de points du réseau de collecte des eaux usées (unitaire ou séparatif) nécessitant au moins 2 interventions par an (préventives ou curatives). Ce nombre est rapporté à 100 km de réseaux de collecte des eaux usées, hors branchements. (Arrêté du 2 mai 2007).

6. **Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées** : Quotient du linéaire moyen du réseau de collecte hors branchements renouvelé sur les 5 dernières années par la longueur du réseau de collecte hors branchements.

7. **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 21 juillet 2015 :** en attente de la définition par le Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables.

8. **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 21 juillet 2015 :** en attente de la définition par le Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables.

9. **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau** : parmi les bilans de fonctionnement des équipements d'épuration réalisés sur 24h, nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral rapporté au nombre total de bilans (arrêté du 2 mai 2007).

Annexe 1 :
Note de l’Agence de l’Eau

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

ÉDITION 2023

L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

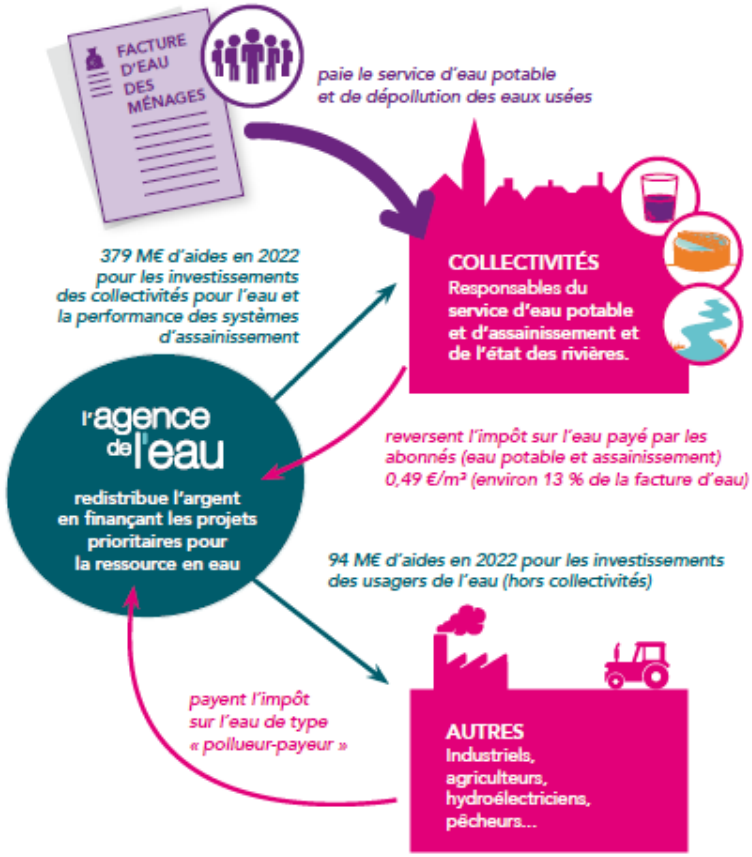
Grâce à cette fiscalité sur l'eau, le parc français des stations d'épuration est désormais globalement performant : la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le **prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse** est de **3,87 € TTC/m³** et de **4,30 € TTC/m³** en France*. Environ **13 %** de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique, **spécialisé dans la protection de l'eau.**

*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2021.



SAUVONS L'EAU !

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU
DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2022

51% des aides attribuées en 2022 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

▶ Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau (47,3 millions €)

407 opérations (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation des techniques d'irrigation…) permettent d'économiser 22,8 millions m³, soit la consommation annuelle d'une ville de 416 000 habitants.

▶ Pour dépolluer les eaux (156,1 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

40 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu et 70 autres stations, notamment dans les territoires ruraux, aidées pour environ 36 M€. L'agence aide aussi les territoires ruraux à rattraper leur retard d'équipement en matière d'eau potable et d'assainissement (89,4 M€). La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 65,4 M€ d'aides.

▶ Pour réduire les pollutions industrielles (21,5 millions €)

6 nouveaux territoires engagés dans des démarches collectives de réduction des rejets de substances dangereuses concernant des activités industrielles et commerciales.
2 opérations majeures lancées sur de grands sites industriels.

▶ Pour lutter contre les pollutions agricoles par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable (6,6 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 30,6 millions € pour l'agriculture)

6 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. Le coût moyen de ces traitements s'élève à 755 millions € par an.
30,6 millions € consacrés à la profession agricole pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, conversion agriculture biologique et mesures agri environnementales, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole).

▶ Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité (70,5 millions €)

70,4 km de rivières restaurées et 75 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière…) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel.
5 630 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide.
L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 465 ha d'herbiers.

▶ Pour la solidarité internationale (3,67 millions €)

48 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 23 pays en développement.

L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

2023

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 13 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 38 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 4,9 € par mois pour les redevances.



13,5 % (75,2 M€) payés par les collectivités **comme redevance de prélèvement sur la ressource en eau.**

71,5 % (397,3 M€) payés par les ménages et assimilés (administrations, entreprises de service, artisans et petites industries) **comme redevance de pollution domestique.**

8,5 % (47,1 M€) payés par les industriels et les activités économiques **comme redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau.**

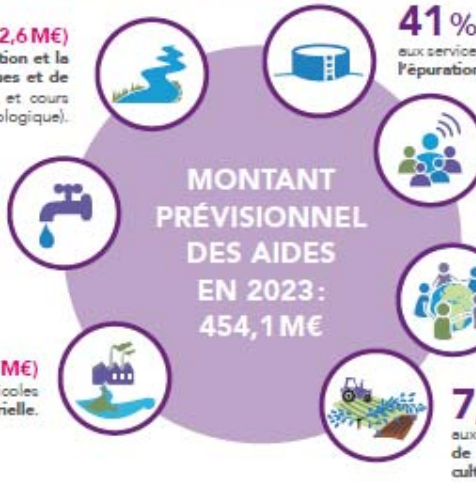
2,6 % (14,2 M€) payés par les pêcheurs, chasseurs, propriétaires de canaux ou d'ouvrages de stockage.

0,7 % (4,1 M€) payés par les irrigants et les éleveurs **comme redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau.**

3,2 % (17,6 M€) payés par les distributeurs de produits phytosanitaires (essentiellement vendus aux agriculteurs) et répercutés sur le prix des produits **comme redevance de pollution diffuse.**

Pour toutes les redevances (sauf celle sur les pesticides), les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES



18,2 % (82,6 M€) aux collectivités **pour la restauration et la protection des milieux aquatiques et de la biodiversité :** zones humides et cours d'eau (renaturation, continuité écologique).

41 % (186,4 M€) aux services publics d'eau et d'assainissement **pour l'épuration des eaux usées urbaines et rurales.**

3,8 % (17 M€) aux collectivités, aux associations, aux organismes consulaires..., **pour l'animation des politiques de l'eau :** études, connaissances, réseaux de surveillance des eaux, éducation, information.

23,3 % (105,6 M€) **pour les économies d'eau et la protection de la ressource en eau :** protection des captages d'eau, lutte contre les pollutions diffuses, gestion de la ressource.

0,8 % (3,8 M€) **à la solidarité internationale :** accès à l'eau ou à l'assainissement pour les populations démunies.

5,1 % (23,3 M€) aux acteurs économiques non agricoles **pour la dépollution industrielle.**

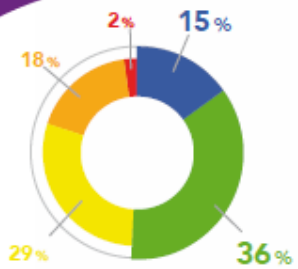
7,8 % (35,4 M€) aux exploitants agricoles **pour des actions de réduction des pollutions dans l'agriculture.**

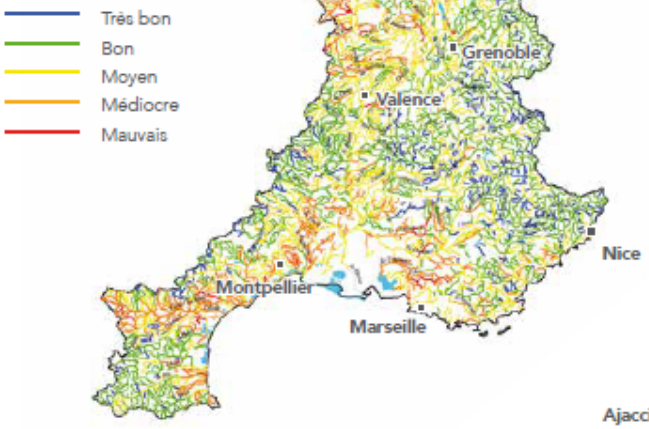
- **Solidarité envers les communes rurales :** l'agence de l'eau soutient, à des taux très préférentiels, les actions des communes rurales situées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **La différence entre le montant des redevances et celui des aides** correspond essentiellement au financement, par l'agence de l'eau, de l'office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2023 s'élève à 99,2 M€.

Découvrez le 11e programme Sauvons l'eau 2019-2024 en détail sur www.eaurmc.fr

QUALITÉ DES EAUX

Etat écologique des cours d'eau
Données 2021







Le nombre de cours d'eau en bon état physico-chimique a plus que doublé au cours des 25 dernières années.

Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. **La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état.** Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les **principales causes de dégradation de la qualité de l'eau** sont **l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau,** les pollutions par les **pesticides** et les **rejets de substances toxiques** ainsi que les **prélèvements d'eau excessifs** dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, **91 % de ses rivières sont en bon état.** Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.



Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'agence de l'eau.

Bassin Rhône-Méditerranée

- 15,5 millions d'habitants
- 20 % du territoire français
- 20 % de l'activité agricole et industrielle
- 50 % de l'activité touristique
- 11000 cours d'eau de plus de 2 km

Bassin de Corse

- 330000 habitants permanents
- 3,4 millions de touristes chaque année
- 3000 km de cours d'eau
- 1000 km de côtes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

AGENCE DE L'EAU
RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
2-4, allée de Lodz 69363 Lyon Cedex 07
Tél. : 04 72 71 26 00
www.eaurmc.fr - www.sauvonsleau.fr

@SauvonsLeau | @sauvonsleaufr
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

M. C. CHABERT intervient sur l'assainissement car il a fait un argumentaire avec un certain nombre de questions. Il va donc procéder comme précédemment mais il va s'arrêter au plus important :
« Sur le plan qualitatif, le nombre de désobstructions réseau est de 77 en 2021 soit + 57 % par rapport à 2020 (contrat 64 désobstructions maximum). L'engagement contractuel n'est pas respecté. »
« Le nombre de désobstruction réseau est de 71 en 2022 soit - 8 % par rapport à 2021, mais l'engagement contractuel n'est toujours pas respecté. La collectivité envisage d'appliquer une pénalité de 7 000 €. »
« Sous quelle forme la pénalité de 7 000 € va-t-elle s'appliquer ? »
« Sur le plan quantitatif en 2022, 23 abonnés assainissement collectif recensés en supplément de l'année 2021. Le linéaire du réseau de canalisations assainissement augmente de 0,483 km par rapport à 2021. La note de l'indice de connaissance du réseau passe de 110 pts/12 pts en 2021 à 113 pts/120 pts en 2022. »
« Le taux moyen de renouvellement des canalisations sur les 5 dernières années passe de 0,62 % en 2021 à 0,57 % en 2022 du linéaire total des canalisations. Il n'y a pas dans le contrat d'indice minimum inscrit
Pourtant les intrusions d'eaux claires dans la station d'épuration progressent de façon plus importante que sur les années précédentes. Elles augmentent de 131 385 m3 par rapport à 2021.
Comment le délégataire justifie t-il ces importantes intrusions d'eaux claires dans la station d'épuration ? »
Il y a le même problème entre « Le volume d'eau assainissement facturé en 2022 est en baisse de 70 834 m3 par rapport à 2021, malgré les 23 abonnés supplémentaires, alors que le volume d'eau traité augmente de 59 650 m3 par rapport à 2021. »
« Comment le délégataire explique t-il la différence entre le volume d'eau facturé et le volume d'eau traitée ? »
« Sur le plan financier, le prix unitaire de l'eau assainissement collectif passe de 1,54 € TTC/m3 fixé au 1er janvier 2022, soit une progression de 4,4 % entre 2021 et 2022. Ce prix passe de 1,72 € TTC/m3 fixé au 1er janvier 2023, soit une progression de 11,70 % entre 2022 et 2023. »
Vous l'avez mentionné dans votre présentation :
« L'augmentation de 4,4 % au 1er janvier 2022 est due principalement à la charge supplémentaire appliquée au délégataire par les avenants n° 3 et 4.
L'augmentation de 11,70 % au 1er janvier 2023 est due principalement à la charge supplémentaire appliquée au délégataire par les avenants n° 5, 6 et 7.
Par anticipation, le prix de l'eau assainissement consommée, part délégataire (donc les usagers) sera fixé au 1er janvier 2024, avec l'actualisation des tarifs réglementaires du contrat et l'application des avenants n° 8 et 9, à 1,0074 € HT le m3. »
Entre 2022 et 2024 il y a une augmentation importante du prix de l'eau assainissement. Au niveau du taux d'impayés on retrouve le même phénomène.
« Le taux d'impayés d'eau assainissement continu d'augmenter, comme pour l'eau potable. Il passe de + 2,26 % en 2021 à + 3,69 % en 2022.
Comment le délégataire justifie t-il cette augmentation du taux d'impayés ?
Quelles sont les actions entreprises par le délégataire depuis 2021 pour ralentir cette augmentation ? »
Il y avait une précision concernant l'assainissement non collectif.
« Pour les abonnés de l'assainissement non collectif, quelles sont les actions entreprises par le délégataire pour rendre conformes les installations non conformes avec risques pour l'assainissement et pour la station d'épuration ? »

Il demandait quelles étaient les actions entreprises car c'est eux qui ont la charge de cette partie. Voilà les principales questions qu'il a posé.

Monsieur le Maire constate qu'il a posé de nombreuses questions et les réponses ont été transmises même s'il n'a pas eu le temps de les lire mais cela a été communiqué.

M. C. CHABERT confirme qu'il les a reçues.

Monsieur le Maire rappelle sa première question concernant la récupération des pénalités. Nous émettons un titre de recettes.

M. C. CHABERT souligne que les années précédentes cela avait été un arrangement entre Véolia et la mairie pour des travaux supplémentaires à effectuer.

Monsieur le Maire explique qu'il y a eu des négociations sur les contrats. Il voulait s'assurer que M. C. CHABERT ait bien reçu les réponses. Il le laissera les consulter et si cela manque de clarté il lui propose de revenir vers les services.

M. C. CHABERT indique que l'important est l'augmentation drastique de l'eau claire qui vient se mettre dans la station d'épuration alors que c'est une eau claire dont on ne connaît pas la provenance. Il faut que le délégataire lutte contre cela. Il suppose qu'ils ont une optique, un tableau qui retrace tous les circuits pour savoir d'où provient l'eau.

M. HERMABESSIÈRE fait remarquer que sur Lunel il y a peut-être 2 000 puits mais pas uniquement cela. À 200 m3 par puits, faites l'opération cela fait déjà 400 000.

Une discussion s'ensuit.

Monsieur le Maire souligne que les réponses sur certains sujets relèvent du délégataire. Nous essaierons d'y répondre. Des mesures sont prises et en fonction des situations c'est très compliqué. Certaines habitations en cœur de ville ne sont pas sur le réseau.

M. C. CHABERT annonce que l'eau est un bien précieux et toutes les fuites qui pourraient être évitées seraient un bénéfice pour l'ensemble de la collectivité et de la commune de Lunel. Non seulement les pertes d'eau mais aussi le piratage de l'eau comme l'électricité, on peut voir des branchements sur les poteaux.

Monsieur le Maire fait remarquer que l'on connaît la situation. Il souligne que le rendement ne cesse de s'améliorer cela a été évoqué tout à l'heure. Nous essaierons de voir l'équation et avoir des précisions sur les actions menées.

Le Conseil Municipal prend acte des rapports 2022, produits par le délégataire, au titre de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de l'assainissement collectif et non collectif.

3.5 - RAPPORT DU DÉLÉGATAIRE – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DES SPECTACLES TAURINS, ÉQUINS ET VIVANTS DANS LES ARÈNES

Rapporteur : M. CRÉCHET.

Annexes : Synthèse et rapport du délégataire

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Pour le service public des spectacles taurins, équins et vivants, le rapport du délégataire, la société **MAESTRIA PRODUCTION**, est joint en annexe à la présente note de synthèse.

Le rapport du délégataire a été soumis, pour avis, lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le **13 octobre 2023**.

Il est proposé au Conseil de prendre acte de la présentation du rapport annuel du délégataire du service public des spectacles taurins équins et vivants dans les arènes pour l'exercice 2022

Il est proposé au Conseil Municipal :
DE PRENDRE ACTE du rapport 2022, produit par le délégataire, au titre de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des spectacles taurins, équins et vivants dans les arènes municipales.

lunel
www.lunel.com

SYNTHÈSE DU RAPPORT ANNUEL 2022

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
POUR LA GESTION DES SPECTACLES
TAURINS, EQUINS ET VIVANTS DANS LES ARENES

Nom du délégataire : Maestria Production
Durée de la délégation : 4 ans

I. RAPPEL SUR L'ORGANISATION DU SERVICE

Il est présenté à la commission le rapport d'activité de l'année 2022 pour la délégation relative à la gestion des spectacles taurins, équins et vivants dans les arènes de Lunel.

Un contrat de Délégation de Service Public a été conclu pour une période de 4 ans allant du 8 mars 2022 au 31 décembre 2025 avec la société Maestria Production.

II. FRÉQUENTATION ET QUALITÉ DE SERVICE

L'activité du délégataire pour l'exercice 2022 a consisté à l'organisation des 43 évènements aux Arènes.

Les 53 794 entrées payantes pour les évènements proposés se répartissent de la façon suivante :

- 11 course camarguaises : 16 761 spectateurs
  - Course camarguaise « Royale Nicollin », le 10 avril,
  - Course camarguaise « Royale Cuillé », le 18 avril,
  - Course camarguaise « Trophée des manadiers de l'Hérault 1ère journée», le 22 mai,
  - Course camarguaise « Trophée Patrick Castro», le 6 juin,
  - Course camarguaise « Trophée du Muscat 1ère journée », le 10 juillet,
  - Course camarguaise « Trophée des manadiers de l'Hérault 2ème journée», le 12 juillet,
  - Course camarguaise « Royale Laurent », le 13 juillet,
  - Course camarguaise « Trophée du Muscat 2ème journée », le 15 juillet,
  - Course camarguaise « Trophée 3M », le 16 octobre,
  - Course camarguaise « 50 ans - Royale Saumade », le 29 octobre,
  - Course camarguaise « Finale Trophée Pescalune », le 30 octobre.

- 4 spectacles de tauromachie espagnole / portuguaise : 6 286 spectateurs
  - Spectacle Tauromachie espagnole « Corrida Portuguaise», le 16 juillet,
  - Spectacle Tauromachie espagnole « Bolsin », le 17 juillet,
  - Spectacle Tauromachie espagnole « Corrida », le 17 juillet.

- 9 animations Taureaux Terroir : 5 075 spectateurs
  - Taureau Terroir, les 12 et 19 mai,
  - Taureau Terroir, les 9, 16, 23 et 30 juin,
  - Taureau Terroir, les 1, 8, 15 septembre.

- 10 animations Toros Piscine : 13 099 spectateurs
  - Toros Piscine, les 14 et 28 juin,
  - Toros Piscine, les 10, 12, 13 et 26 juillet,
  - Toros Piscine, les 09, 16, 23 et 30 août.

- 2 spectacles taurins et équins : 4 464 spectateurs
  - Spectacle « Trophée des gardians », le 15 juillet,
  - Spectacle « La Cavalerie enchantée », le 12 août.

- 8 spectacles musicaux et humoristiques : 8 109 spectateurs
  - Concert « NAPS », le 5 juillet,
  - Concert « Kendji Girac », le 6 juillet,
  - Concert « Totalement 80 », le 8 juillet,
  - Spectacle « Inès Reg », le 9 juillet,
  - Spectacles Family Piknik, les 31 juillet, 6 et 7 août (spectacles subdélégués à la société Family Event),
  - Concert « Michel Leeb – Festival de Jazz », le 19 août.

- 4 spectacles ont été annulés :
  - Course camarguaise « Course de Ligue » suite à un refus de la Fédération Française de Course Camarguaise au regard d'une incompatibilité de calendrier,
  - 2 soirées Jazz Terroir sur la terrasse des arènes suites aux conditions météorologiques,
  - Spectacle Arts Emotions en raison de l'indisponibilité des artistes pour cause de Covid.

Les moyens de communication utilisés au travers d'un visuel identifiable ont constitué un atout en matière d'information et d'affluence du public. Cette communication représente un budget de 98 059 euros ht

La qualité des plateaux proposés (taureaux et raseteurs) lors des courses camarguaises a confirmé la place principale occupée par les arènes de Lunel dans le monde de la bouvine.

La diversité des spectacles proposés, a permis au public issu d'horizons divers, de découvrir de nombreux aspects de la culture locale.

III. COMPTE D'EXPLOITATION

L'exercice considéré débute le 15 mars 2022 et finit le 31 décembre 2022

Le bilan de l'exercice présente un total de **159 164** €.

Le compte de résultat affiche un total produits de **1 054 276** € et un total charges de **1 050 332 €**.

Le montant du chiffre d'affaire est de **804 276** € ht et se compose de la manière suivante :

- CA Courses camarguaises : 173 176 € ht
- CA Toros Piscine :75 318 € ht
- CA Autres spectacles taurins : 21 779 € ht

- CA Taureaux Terroir : 31 330 € ht
- CA Tauromachie espagnole et portuguaise : 141 196 € ht
- CA La Cavalerie enchantée : 16 477 € ht
- CA Lunel Ose Festival : 131 181 € ht
- CA Lunel Ose Festival (frais annexes refacturation producteurs) : 32 266 € ht
- CA Concert de jazz : 6 292 € ht
- CA Partenariat : 113 151 € ht
- CA Buvette : 62 110 € ht

Le montant de la redevance 2022 est de 8 742 €
- 1 % du CA ht : 804 276 € x 1 % = 8 042,76 €
- 5 % du Bénéfice d'exploitation ht : 14 002 € x 5 % = 700,10 €

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, le résultat net comptable se traduit par un bénéfice de 3 944 €.

Au titre de l'exercice 2022, la Ville de Lunel a versé à la société Maestria Production pour la tenue des différentes programmations, une somme de 250 000 €.

Il est proposé à la Commission de prendre acte de la présentation du rapport d'activité du délégataire des spectacles taurins, équins et spectacles vivants dans les Arènes pour l'exercice 2022.

MAESTRIA*PRODUCTION

462 CHEMIN DU TRIANON
34400 LUNEL

RAPPORT D'INFORMATION ANNUEL
COMPTE RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER SAISON 2022

SITUATION ET ACTIVITÉ

La société Maestria Production à réalisée la première saison de la Délégation de Services Public.

Cet exercice 2022, fait apparaître un chiffre d'affaires HT de 804 276 euros et un résultat net comptable de 3 944 euros. (annexe comptes annuels ci-joint)

La programmation 2022 prévoyait 48 spectacles, dont 41 spectacles réalisés.

En effet, 4 spectacles prévu ont dû être annulés;

- 1 course de ligue suite à un refus de la Fédération Française de la Course Camarguaise
- 2 soirées Jazz Terroir sur la terrasse des arènes suites aux conditions météorologique
- 1 spectacle Arts Émotions en raison de l'incapacité des artistes pour cause de Covid

Aussi,
- Le Festival Family Piknik sur 3 jours, devait être co-réalisé avec la société Family Event.
Néanmoins, celle-ci n'a pas respecté le contrat de coréalisation établi et à produit le festival en autonomie malgré nos nombreuses sollicitations sans réponses. Nous n'avons donc aucune information d'entrées et de résultats sur ce Festival.

État des fréquentations de l'année écoulée

L'ensemble des spectacles 2022 réalisés a rassemblé 53 794 spectateurs décomposé ainsi :

➔ Courses Camarguaises : 16 761 spectateurs
➔ Toros-Piscine : 13 099 spectateurs
➔ Autres spectacles Taurins : 3 581 spectateurs (dont 1000 entrées spectacles gratuit du 6 juin)
➔ Taureaux Terroir : 5 075 spectateurs
➔ Bolsins et Corridas : 6 286 spectateurs
➔ La Cavalerie Enchantée : 883 spectateurs
➔ Lunel Ose Festival : 7 750 spectateurs
➔ Concert Jazz : 359 spectateurs

État du chiffre d'affaires HT de l'année écoulée

Ainsi, le chiffre d'affaires HT 804 276 euros est composé de la manière suivante :

- ➔ CA Courses Camarguaises : 173 176 €ht
- ➔ CA Toros-Piscine : 75 318 €ht
- ➔ CA Autres spectacles Taurins(dont 1 spectacle gratuit du 6 juin) : 21 779 €ht
- ➔ CA Taureaux Terroir : 31 330 €ht
- ➔ CA Bolsins et Corridas : 141 196 €ht
- ➔ CA La Cavalerie Enchantée : 16 477 €ht
- ➔ CA Lunel Ose Festival : 131 181 €ht
- ➔ CA Lunel Ose Festival frais annexes refacturation producteurs : 32 266 €ht
- ➔ CA Concert Jazz : 6 292 €ht
- ➔ CA Partenariat : 113 151 €ht
- ➔ CA Buvette : 62 110 €ht

Liste des opérations de communication réalisées

Différents moyens de communication ont été utilisés afin de promouvoir les différents spectacles (communication rédactionnel, réseaux sociaux, radios, jeux concours, magazines, affiches sur panneaux sucettes et panneaux 4X3, différents formats d'affichage A3, A2, flyers,...) Cette communication représente un budget de 98 059€ ht.

Évolution de l'activité

Le regard sur l'évolution de l'activité pourra être représentatif sur l'année 2023.

État des personnels permanents et temporaires

Le personnel se compose en deux catégories: les employés permanents qui représentent 29 512 €, ainsi que le personnels temporaires comprenant la sécurité, les ssiap, intérimaires, médecins pour 30 074 €.

Inventaire des biens de retour et reprise acquis

L'inventaire représente :

- ➔ buvette 1 000 €ht
- ➔ verres dégustation 3 900 €ht

Détail par nature des dépenses hors taxes ventilées selon plan comptable et évolution de l'exercice antérieur

Le détail des dépenses hors taxes ventilées se trouve ci-joint dans les comptes annuels.
Nous aurons un regard d'évolution sur l'année 2023.

État des recettes et évolution de l'exercice antérieur

- ➔ Partenariat : 113 151 €ht
- ➔ Buvette : 62 110 €ht
- ➔ Publicité : 98 059 €ht
- ➔ Spectacle : 804 276 €ht
- ➔ Subvention : 250 000 €net

Nous aurons un regard d'évolution sur l'année 2023.

ANALYSE ET CONCLUSION

Le bilan de l'exercice présente un total de 159 164 €.

Le compte de résultat affiche un total des produits de 1 054 276 € et de charges pour 1 050 322 €.

Le montant de la redevance 2022 est de 8 742,86 €

- ➔ 1 % du CA ht 804 276 x 1% = 8 042.76 €
- ➔ 5 % du Bénéfice d'Exploitation ht : 14 002 x 5% = 700.10 €

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 le résultat net comptable se traduit par un bénéfice de 3 944 €.

SAS MAESTRIA PRODUCTION
462 Chemin du Trianon 34400 LUNEL
lesarenesdelunel@gmail.com
Tel. : 06 31 13 19 01
Siren : 911 756 799 00019 RCS Montpellier
Code APE 5920Z

MAESTRIA*PRODUCTION

462 CHEMIN DU TRIANON
34400 LUNEL

RAPPORT D'INFORMATION ANNUEL

COMPTE RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER SAISON 2022 - ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES

COMPTE DE RÉSULTAT

Vous trouverez ci-joint le compte de résultat 2022.

MARGE COMMERCIALE

Le calcul de la marge à été calculé de la manière suivante :

Ventes buvettes	62 110 €
– Achats buvette	26 943 €
+ Stocks buvettes au 31.12.2022	1 000 €

La marge commerciale est donc de 36 167 €.

SAS MAESTRIA PRODUCTION
462 Chemin du Trianon 34400 LUNEL
lesarenesdelunel@gmail.com
Tel. : 06 31 13 19 01
Siren : 911 756 799 00019 RCS Montpellier
Code APE 5920Z

ACTIF CONSEIL

ATTESTATION

Je soussigné, Jérôme ESCOURBIAC-ALMERAS, Expert-Comptable de la SAS MAESTRIA PRODUCTION sise, 462 Chemin DU TRIANON à LUNEL (34400) atteste au regard des éléments en ma possession que le montant de la redevance d'occupation du domaine public que la société doit reverser à la Ville de Lunel au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'élève à 8.742,86 euros.

Eu égard à l'Article 30 du Contrat de Délégation de Service Public des Spectacles Taurins, Equins et Vivants du 7 mars 2022, la redevance est calculée comme suit :

- 1% du Chiffre d'Affaires HT : 804.276 x 1% = 8.042,76 euros ;
- 5% du Bénéfice d'Exploitation HT : 14.002 x 5% = 700,10 euros.

Fait pour valoir ce que de droit.

A LUNEL, le 29 septembre 2023

Jérôme ESCOURBIAC-ALMERAS
Expert-Comptable

426 Avenue des Abrivados
CS 10176
34403 LUNEL CEDEX
04 67 83 54 40

Le Polygone Bât A
1950 Avenue Maréchal Juin
30900 NIMES
04 66 04 07 23

Immeuble Le Nobel
770 Rue Alfred Nobel
34000 MONTPELLIER
04 67 20 78 95

12 Avenue de Nîmes
Villa Brecii
34670 SAINT BRES
04 67 03 29 37

Visitez notre site sur www.actifconseil-lr.com

Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la Région de Montpellier

ACTIF
CONSEIL

COMPTES ANNUELS

SAS MAESTRIA PRODUCTION
462 Chemin DU TRIANON

34400 LUNEL
Du 15/03/2022 au 31/12/2022

426, avenue des Abrivados - CS10176 - 34403 LUNEL
Tél. 04 67 83 54 40 - Fax. 04 67 71 56 20 - actiflunel@actifconseil-lr.com - www.actifconseil-lr.com
S.A.R.L au capital de 40 000 € - R.C.S MONTPELLIER B 314 259 557 - NAF 741C

Attestation de présentation des comptes

Etat exprimé en **euros**

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise **SAS MAESTRIA PRODUCTION** relatifs à l'exercice du **15/03/2022** au **31/12/2022**, qui se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan :	**159 164**	euros
Chiffre d'affaires :	**804 276**	euros
Résultat net comptable :	**3 944**	euros

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Fait à LUNEL
Le 29/09/2023

Signature

Détail de l'Actif

Etat exprimé en **euros**	15/03/2022 31/12/2022 10 mois		mois	Variations	%
Capital souscrit non appelé	**25 000**	*15,71*		**25 000**	
TOTAL II - Actif Immobilisé NET	**10 000**	*6,28*		**10 000**	
Autres immobilisations financières	**10 000**	*6,28*		**10 000**	
DEPOTS CAUTIONNEMENTS VERSES	10 000	*6,28*		10 000	
TOTAL III - Actif Circulant NET	**124 164**	*78,01*		**124 164**	
Marchandises	**1 000**	*0,63*		**1 000**	
STOCKS BUVETTE	1 000	*0,63*		1 000	
Avances & acomptes versés sur commandes	**533**	*0,33*		**533**	
FRSS-AVCES ET ACPTES VERSES	533	*0,33*		533	
Créances clients et comptes rattachés	**74 010**	*46,50*		**74 010**	
COLLECTIF CLIENTS DEBITEURS	74 010	*46,50*		74 010	
Autres créances	**7 744**	*4,87*		**7 744**	
REMUNERATIONS DUES	3			3	
TVA DEDUCTIBLE	7 741	*4,86*		7 741	
Disponibilités	**36 977**	*23,23*		**36 977**	
CREDIT AGRICOLE	34 976	*21,97*		34 976	
CAISSE	2 002	*1,26*		2 002	
Charges constatées d'avance	**3 900**	*2,45*		**3 900**	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCES	3 900	*2,45*		3 900	
TOTAL DU BILAN ACTIF	**159 164**	*100,00*		**159 164**	

Détail du Passif

Etat exprimé en **euros**	15/03/2022 31/12/2022 — 10 mois		mois	Variations	%
TOTAL I - Capitaux propres	**53 944**	*33,89*		**53 944**	
Capital Social ou individuel	**50 000**	*31,41*		**50 000**	
CAPITAL SOUSCRIT - NON APPELE	25 000	*15,71*		25 000	
CAPITAL SOUSCRIT, APPELE, VERSE	25 000	*15,71*		25 000	
Résultat de l'exercice	**3 944**	*2,48*		**3 944**	
TOTAL II - Autres fonds propres					
TOTAL III - Total des Provisions					
TOTAL IV - Total des dettes	**105 219**	*66,11*		**105 219**	
Emprunts et dettes financières divers	**320**	*0,20*		**320**	
S. ROUSSILLE	320	*0,20*		320	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**57 151**	*35,91*		**57 151**	
COLLECTIF FOURNISSEURS CREDITEURS	57 151	*35,91*		57 151	
Dettes fiscales et sociales	**47 748**	*30,00*		**47 748**	
DETTES PROV S/ CONGES PAYES	2 177	*1,37*		2 177	
SECURITE SOCIALE	645	*0,41*		645	
AUDIANS	795	*0,50*		795	
ORG SOC CHARGES S/CP	237	*0,15*		237	
ETAT IS	1 315	*0,83*		1 315	
TVA A DECAISSER	25 956	*16,31*		25 956	
TVA COLLECTEE A 5.5 %	2 097	*1,32*		2 097	
TVA COLLECTEE A 20 %	5 630	*3,54*		5 630	
ETAT PROV S/ CHARGES CP	24	*0,01*		24	
ETAT CHARGES A PAYER	8 873	*5,57*		8 873	
TOTAL DU BILAN PASSIF	**159 164**	*100,00*		**159 164**	

Détail des Soldes Intermédiaires

Etat exprimé en **euros**	15/03/2022 31/12/2022 — 10 mois		mois	Variations	%
Montant net du chiffre d'affaires	**804 276**	*100,00*		**804 276**	
Ventes de marchandises	**62 110**	*7,72*		**62 110**	
VENTES BUVETTE	62 110	*7,72*		62 110	
Achats de marchandises	**26 943**	*43,38*		**26 943**	
ACHATS BUVETTE	26 943	*43,38*		26 943	
Variation de stocks de marchandises	**(1 000)**	*-1,61*		**(1 000)**	
VAR. STOCKS BUVETTE	(1 000)	*-1,61*		(1 000)	
Marge commerciale	**36 167**	*58,23*		**36 167**	
Production vendue Services	**742 166**	*92,28*		**742 166**	
SPECTACLES 5.5%	137 473	*17,09*		137 473	
COURSES CAMARGUAISES & TORO PISCINE 5.5 %	286 751	*35,65*		286 751	
CORRIDAS 20%	141 196	*17,56*		141 196	
PARTENAIRES 20%	113 151	*14,07*		113 151	
JEUDI TERROIR	31 330	*3,90*		31 330	
PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES 20%	32 266	*4,01*		32 266	
Production de l'exercice	**742 166**	*92,28*		**742 166**	
Achats de sous-traitance	**767 228**	*95,39*		**767 228**	
ACHATS ETUDES ET PREST SERV	62 889	*7,82*		62 889	
SPECTACLES	284 050	*35,32*		284 050	
MANADES	90 141	*11,21*		90 141	
PENA	9 110	*1,13*		9 110	
CAPELADE DEFILE	7 340	*0,91*		7 340	
SECURITES EVENEMENTS	18 155	*2,26*		18 155	
CORRIDA	161 459	*20,08*		161 459	
TORO PISCINE AJL	18 615	*2,31*		18 615	
MEDECIN CC	3 590	*0,45*		3 590	
RASETEURS	100 684	*12,52*		100 684	
GARDIANS & MANADIERS	11 195	*1,39*		11 195	
Marge brute de production	**(25 062)**	*-3,12*		**(25 062)**	
Production de l'exercice + Marge commerciale	**778 333**	*96,77*		**778 333**	
Achats non stockés matières et fournitures	**27 459**	*3,41*		**27 459**	
FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUI	27 459	*3,41*		27 459	
Autres charges externes	**167 689**	*20,85*		**167 689**	
LOCATIONS	232	*0,03*		232	
ENTRETIEN ET REPARATIONS	12 156	*1,51*		12 156	
PRIMES D'ASSURANCE	5 427	*0,67*		5 427	
PERSONNEL INTERIMAIRE	8 329	*1,04*		8 329	
HONORAIRES	4 068	*0,51*		4 068	
FRAIS D'ACTES ET CONTENTIEUX	3			3	
PUBLICITE, PUBLICATIONS, ..	98 059	*12,19*		98 059	
BOUQUETS,TROPHEE,CADEAU	2 384	*0,30*		2 384	
TRANSPORTS DE BIENS ET PERSON.	19 466	*2,42*		19 466	
DEPLACEMENTS, MISSIONS, RECEP.	8 821	*1,10*		8 821	
SERVICES BANCAIRES ET ASSIM.	1 183	*0,15*		1 183	
COM CARTE BANCAIRE	1 507	*0,19*		1 507	
AGREMENTS	1 755	*0,22*		1 755	
COTISATIONS FFCC	4 300	*0,53*		4 300	

Détail des Soldes Intermédiaires

Etat exprimé en **euros**	15/03/2022 31/12/2022 — 10 mois		mois		Variations	%
Valeur ajoutée produite	**(184 044)**	*-22,88*			**(184 044)**	
Subventions d'exploitation	**250 000**	*31,08*			**250 000**	
SUBVENTION MAIRIE LUNEL	250 000	*31,08*			250 000	
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunératio	**278**	*0,03*			**278**	
TAXE D'APPRENTISSAGE	120	*0,01*			120	
CHARGES FISCALES / CP	24				24	
FPC	134	*0,02*			134	
Impôts, taxes & versements assimilés autres	**130**	*0,02*			**130**	
CET	130	*0,02*			130	
Salaires et traitements	**29 512**	*3,67*			**29 512**	
SALAIRES, APPOINTEMENTS	27 335	*3,40*			27 335	
CONGES PAYES	2 177	*0,27*			2 177	
Charges sociales	**20 529**	*2,55*			**20 529**	
COT URSSAF	2 591	*0,32*			2 591	
COT RETRAITE	595	*0,07*			595	
CHARGES S/ CONGES PAYES	237	*0,03*			237	
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	17 105	*2,13*			17 105	
Excédent brut d'exploitation	**15 508**	*1,93*			**15 508**	
Autres produits d'exploitation						
PRODUITS DIVERS GEST.COURANTE						
Autres charges de gestion courante	**10 249**	*1,27*			**10 249**	
REDEVANCES BREVETS, CONCESSION	1 500	*0,19*			1 500	
REDEVANCE OCCUPATION DOMAINE PUBLIC	8 743	*1,09*			8 743	
CHARGES GESTION COURANTE	6				6	
Résultat d'exploitation	**5 259**	*0,65*			**5 259**	
Résultat courant avant impôts	**5 259**	*0,65*			**5 259**	
Résultat exceptionnel						
Impôts sur les bénéfices	**1 315**	*0,16*			**1 315**	
IMPOT SOCIETE	1 315	*0,16*			1 315	
Résultat de l'exercice	**3 944**	*0,49*			**3 944**	

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **159 164** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 054 276** euros et un total **charges** de **1 050 332** euros,dégageant ainsi un **résultat** de **3 944** euros.

L'exercice considéré débute le **15/03/2022** et finit le **31/12/2022.**
Il a une durée de **10** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.
Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

	Etat exprimé en **euros**	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agenct aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier						
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières			10 000			10 000
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES			**10 000**			**10 000**
	TOTAL			**10 000**			**10 000**

Amortissements

Etat exprimé en **euros**		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2022
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement Fonds commercial Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement Instal technique, matériel outillage industriels Autres Instal., agencement, aménagement divers Matériel de transport Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	TOTAL				

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortissement à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement Fonds commercial Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag. Instal. technique matériel outillage industriels Instal générales Agenct aménagt divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Créances et Dettes

Etat exprimé en **euros**

		31/12/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	10 000	10 000	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	74 010	74 010	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	3	3	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	7 741	7 741	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avances	3 900	3 900	
	TOTAL DES CREANCES	**95 654**	**95 654**	

(1) Prêts accordés en cours d'exercice
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)

		31/12/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	57 151	57 151		
	Personnel et comptes rattachés	2 177	2 177		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 677	1 677		
	Impôts sur les bénéfices	1 315	1 315		
	Taxes sur la valeur ajoutée	33 683	33 683		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	8 896	8 896		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	320	320		
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	**105 219**	**105 219**		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques) 320

Charges à payer

Etat exprimé en **euros**

		31/12/2022
Total des Charges à payer		**11 310**
Dettes fiscales et sociales		**11 310**
DETTES PROV S/ CONGES PAYES	*2 177*	
ORG SOC CHARGES S/CP	*237*	
ETAT PROV S/ CHARGES CP	*24*	
ETAT CHARGES A PAYER	*8 873*	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en **euros**	Période	Montants	**31/12/2022**
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			**3 900**
2.500 VERRES JEUDI TERROIR		3 900	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			**3 900**

Capital social

Etat exprimé en **euros**	31/12/2022	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	500,00	100,0000	50 000,00
	Emises pendant l'exercice			
	Remboursées pendant l'exercice			
	Du capital social fin d'exercice	**500,00**	**100,0000**	**50 000,00**

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

Liberté-Égalité-Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2065-SD
(2023)

Direction Générale des Finances Publiques

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Timbre à date du service

Exercice ouvert le 15032022 et clos le 31122022 — Régime simplifié d'imposition [X] — Régime réel normal [ ]

Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble de groupe [ ] — Si PME innovante [ ] — Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage art. 209-O B (entreprises de transport maritime) [ ]

Adresse du service où doit être déposée cette déclaration :

Adresse du déclarant (quand celle-ci est différente de l'adresse du destinataire) et/ou adresse du siège social si elle est différente du principal établissement :

A IDENTIFICATION

Identification du destinataire

SAS MAESTRIA PRODUCTION
462 Chemin DU TRIANON

34400 LUNEL

Insp. IFU	N° dossier	N° Siret
		91175679900019

Préciser éventuellement : l'ancienne adresse en cas de changement :

B ACTIVITÉ

Activités exercées (souligner l'activité principale) :

Si vous avez changé d'activité, cochez la case [ ]

RÉGIME FISCAL DES GROUPES

Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés, doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires. (Article 223 A à U du CGI)

- Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante
- Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d' identification de la société mère.

n° SIRET

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf.notice)

1 Résultat fiscal

Bénéfice imposable au taux normal : 5 259 — Bénéfice imposable au taux de 15 % — Déficit (report de la ligne XO du 2058A ou 372 du 2033B)

Résultat net de cession, de concession ou de sous-concession des brevets et droits de propriété industrielle assimilés imposable au taux de 10%

2 Plus-values

Plus-values à long terme imposables au taux de 15% — Plus-values à long terme imposables au taux de 19% — Autres plus-values imposables au taux de 19% — Plus-values à long terme imposables aux taux de 0% — Plus-values exonérées art.238 quindecies

3 Abattements et exonérations notamment en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches
(cocher la case selon le cas). Ces montants ne doivent pas être retranchés des résultats mentionnés en C-1 et C-2

Entreprises nouvelles art. 44 sexies [ ] — Jeunes entreprises innovantes [ ] — Zones franches urbaines Territoire entrepreneur art 44 octies A [ ] — Zone de restructuration de la défense art 44 terdecies [ ]

Entreprises nouvelles art.44 septies [ ] — Zones franches d'activité art.44 quaterdecies [ ] — Zone de développement prioritaire art. 44 septdecies [ ] — Autres dispositifs [ ]

Bassins urbains à dynamiser (BUD) art.44 sexdecies [ ]

Sociétés d'investissements immobiliers cotées [ ] — Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas) — Plus-values exonérées relevant du taux à 15%

4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer dans le secteur productif, art. 244 quater W [ ]

D IMPUTATIONS (cf la notice de la déclaration 2065)

Les crédits d'impôt indiqués aux 1 et 2 ci-dessous ne sont imputables que pour partie s'ils n'ont pas été comptabilisés par l'entreprise (66,66 %).

1 **Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt**
Impôt déjà versé au Trésor (Crédit d'impôt) indiqué sur les certificats joints au relevé de solde d'impôt sur les sociétés ou afférent aux primes de remboursement

2 **Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité.** Total figurant en cartouche au cadre VII de l'imprimé n° 2066

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. notice)

Recettes nettes soumises à la contribution 2,50 %

F CONTRIBUTION TEMPORAIRE DE SOLIDARITÉ

Assiette de la contribution temporaire de solidarité au taux de 33 %

G ENTREPRISES SOUMISES OU DÉSIGNEES AU DÉPÔT DE LA DÉCLARATION PAYS PAR PAYS

1- Si vous êtes l'entreprise tête de groupe soumise à l'obligation de dépôt de la déclaration pays par pays n°2258-SD (article 223 quinquies C-I-1 du CGI) [ ]

2- Si vous êtes la société tête de groupe et que vous avez désigné une autre entité du groupe pour souscrire la déclaration n° 2258-SD, indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de l'entité désignée :

3- Si vous êtes l'entreprise désignée au dépôt de la déclaration n° 2258-SD par la société tête de groupe (art. 223 quinquies C-I-2) [ ]
Dans ce cas, veuillez indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de la société tête de groupe :

H COMPTABILITÉ INFORMATISÉE

L'entreprise dispose-t-elle d'une comptabilité informatisée ? OUI — Si oui, indication du logiciel utilisé : ACD COMPTABILITE EXPE

ECF [ ] — Désignation du prestataire

OGA/OMGA [ ] **Viseur conventionné** [ ]

Nom, adresse, téléphone :

- **Professionnel de l'expertise comptable :** ACTIF CONSEIL LANGUEDOC — 426 AVENUE DES ABRIVADOS 34400 LUNEL — 04.67.83.54.40
- **Conseil :**
- **CGA/OMGA ou viseur conventionné : N° d'agrément**

A LUNEL, le 29092023

Signature et qualité du déclarant
HERVE JEANNE — PRESIDENT

Les dispositions des articles 34,35 et 36 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et libertés, modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004 s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant un droit d'accès et de rectification auprès de votre service des impôts.

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

IMPOT SUR LES SOCIETES
ANNEXE A LA DECLARATION N° 2065

N° 2065 Bis-SD
(2023)

(A ne remplir que sur les exemplaires "en continu")

Désignation de l'entreprise et date de clôture de l'exercice : **SAS MAESTRIA PRODUCTION** — **31122022**

I REPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILES DISTRIBUES

1. Montant global brut des distributions correspondant aux intérêts, dividendes, revenus et autres produits des actions et parts sociales payables aux associés, actionnaires et porteurs de parts	Payées par la société elle-même	(a)	
	Payées par un établissement chargé du service des titres	(b)	
2. Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire(s)		(c)	
3. Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées		(d)	
4. Montant des distributions autres que celles visées en (a),(b),(c) et (d) ci-dessus **(A préciser par nature sur les lignes e à h)**		(e)	
		(f)	
		(g)	
		(h)	
5. Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI		(i)	
6. Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI		(j)	
7. Montant des revenus répartis		total (a à h)	

J REMUNERATIONS NETTES VERSEES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIETES

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-1 à 6 ann. III au CGI) : - SARL - tous les associés ; - SCA - associés gérants ; - SNC ou SCS - associés en nom ou commandités ; - SEP et sté de copropriétaires de navires - associés, gérants ou coparticipants	Pour les SARL : Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit	Année au cours de laquelle le versement a été effectué	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1, à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société. Montant des sommes versées : à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement : Indemnités forfaitaires	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement : Remboursements	à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6 : Indemnités forfaitaires	à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6 : Remboursements
1	2	3	4	5	6	7	8

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

IMPOT SUR LES SOCIETES
ANNEXE A LA DECLARATION N° 2065

N° 2065 Bis-SD (SUITE)
(2023)

(A ne remplir que sur les exemplaires "en continu")

Désignation de l'entreprise : **SAS MAESTRIA PRODUCTION**
et Date de clôture de l'exercice : **31122022**

K DIVERS

NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

ADRESSES DES AUTRES ETABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

L CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION

REMUNERATIONS	Montant brut des salaires,**abstraction faite des sommes comprises dans les DSN et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés, figurant sur les DSN de 2022,** montant total des bases brutes fiscales. Ils doivent être majorés, le cas échéant, des indemnités exonérées de la taxe sur les salaires, telles notamment les sommes portées au titre de la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques-vacances par les salariés.	27 335
	Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages	

CE CADRE NE CONCERNE QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION

MOINS-VALUES A LONG TERME (MVLT) (voir les explications figurant sur la notice)

	Taux de 0 %	Taux de 15 % (art. 219 I a*ter* et a*quater*)	Taux de 19 %
MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice			
MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice			
MVLT réalisée au cours de l'exercice			
MVLT restant à reporter			

M CADRE NE CONCERNANT QUE LES ORGANISMES BENEFICIAIRES DE DONS

Montant cumulé des dons et versements mentionnés sur les reçus, attestations ou tous autres documents et perçus au titre de l'exercice	
Nombre de reçus, attestations ou tous autres documents délivrés au titre de l'exercice	

Formulaire obligatoire (article 302 septies A bis du Code général des impôts)

① BILAN SIMPLIFIE

DGFiP N° 2033-A-SD2023

Désignation de l'entreprise : SAS MAESTRIA PRODUCTION — 462 Chemin DU TRIANON — Néant ☐ *

Adresse de l'entreprise : 34400 LUNEL

SIRET : 9 1 1 7 5 6 7 9 9 0 0 0 1 9

Durée de l'exercice en nombre de mois * : 10 — Durée de l'exercice précédent * :

ACTIF		Brut 1	Amortissements-Provisions 2	Exercice N clos le 31122022 — Net 3	Exercice N-1 clos le — Net 4
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles — Fonds commercial*	010	012		
	Immobilisations incorporelles — Autres*	014 25 000	016	25 000	
	Immobilisations corporelles*	028	030		
	Immobilisations financières* (1)	040 10 000	042	10 000	
	Total I (5)	044 **35 000**	048	**35 000**	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS — Matières premières, approvisionnements, en cours de production *	050	052		
	STOCKS — Marchandises *	060 1 000	062	1 000	
	Avances et acomptes versés sur commandes	064 533	066	533	
	Créances (2) — Clients et comptes rattachés *	068 74 010	070	74 010	
	Créances (2) — Autres * (3)	072 7 744	074	7 744	
	Valeurs mobilières de placement	080	082		
	Disponibilités	084 36 977	086	36 977	
	Charges constatées d'avance *	092 3 900	094	3 900	
	Total II	096 **124 164**	098	**124 164**	
	Total général (I + II)	110 **159 164**	112	**159 164**	

PASSIF		Exercice N NET 1	Exercice N-1 NET 2
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel *	120 50 000	
	Ecarts de réévaluation	124	
	Réserve légale	126	
	Réserves réglementées*	130	
	Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* 131)	132	
	Report à nouveau	134	
	Résultat de l'exercice	136 **3 944**	
	Subventions d'investissement	137	
	Provisions réglementées	140	
	Total I	142 **53 944**	
Provisions pour risques et charges	**Total II**	154	
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées	156	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	164	
	Fournisseurs et comptes rattachés *	166 57 151	
	Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N : 169 320)	172 48 068	
	Produits constatés d'avance	174	
	Total III	176 **105 219**	
	Total général (I + II + III)	180 **159 164**	

RENVOIS							
(1)	Dont immobilisations financières à moins d'un an	193 10 000	(4)	Dont dettes à plus d'un an	195		
(2)	Dont créances à plus d'un an	197	(5)	Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice *	182	10 000	
(3)	Dont comptes courants d'associés débiteurs	199		Prix de vente hors TVA des immobilisations cédées au cours de l'exercice *	184		

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

② COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ DE L'EXERCICE (en liste)

DGFiP N° 2033-B-SD2023

Formulaire obligatoire (article 302 septies A-bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise: **SAS MAESTRIA PRODUCTION** — Néant ☐ *

A - RÉSULTAT COMPTABLE				Exercice N clos le 31122022 (1)	Exercice N-1 clos le (2)
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	dont export et livraisons intracommunautaires	209	210	62 110	
	Production vendue biens		215	214		
	Production vendue services *		217	218	742 166	
	Production stockée * (Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)			222		
	Production immobilisée *			224		
	Subventions d'exploitation reçues			226	250 000	
	Autres produits			230		
	Total des produits d'exploitation hors TVA (I)			232	**1 054 276**	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises * (y compris droits de douane)			234	26 943	
	Variation de stock (marchandises) *			236	(1 000)	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)			238		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement)*			240		
	Autres charges externes* : (dont crédit bail : - mobilier : ..... - immobilier : . .....)			242	962 377	
	Impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe professionnelle CFE et CVAE * 243 : 130)			244	408	
	Rémunérations du personnel *			250	29 512	
	Charges sociales (cf. renvoi 380 du 2033-D)			252	20 529	
	Dotations aux amortissements *			254		
	Dotations aux provisions			256		
	Autres charges — dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger *		259	262	10 249	
	Autres charges — dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles		260			
	Total des charges d'exploitation (II)			264	**1 049 017**	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				270	**5 259**	
PRODUITS ET CHARGES DIVERS	Produits financiers			(III) 280		
	Produits exceptionnels			(IV) 290		
	Charges financières			(V) 294		
	Charges exceptionnelles — Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art 217 octies)		347	(VI) 300		
	Charges exceptionnelles — Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art 39 quinquies D)		348			
	Impôts sur les bénéfices *			(VII) 306	1 315	
2 - BÉNÉFICE OU PERTE : Produits (I + III + IV) - Charges (II + V + VI + VII)				310	**3 944**	
B - RÉSULTAT FISCAL	Reporter le bénéfice comptable col. 1, le déficit comptable col. 2			312	**3 944**	314
Réintégrations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*			316		
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles			318		
	Provisions non déductibles*			322		
	Impôts et taxes non déductibles * (cf page 7 de la notice 2033-NOT-SD)			324	1 315	
	Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes-cts d'associés 247 ; écarts de valeurs liquidatives sur OPC* 248			330		
	Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option (Part de loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D) 249)			251		
	Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime			998		
	Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime			999		
Déductions	Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime					997
	Entreprises nouvelles (44. sexies) 986 ; Jeune entreprise innovante (44. sexies A) 989 ; Zone de revitalisation rurales (44. quindecies) 138					342
	Reprise d'entreprises en difficulté (44. septies) 981 ; Bassins d'emploi à redynamiser (art. 44 duodecies) 991 ; Bassins urbains à dynamiser-BUD (art. 44 sexdecies) 992					
	ZFA NG (44 quaterdecies) 345 ; Investissements outre-mer 344 ; Zone de développement prioritaire (art. 44 septdecies) 993					
	Zone franche urbaine (44 octies A) 987 ; Zones restructuration de la défense (44 terdecies) 127					
	dont divers* — Créance due au report en arrière du déficit 346 ; Déduction exceptionnelle (art 39 decies) 655 ; Déduction exceptionnelle simulateur de conduite 641					350
	dont divers* — Déduction exceptionnelle (art 39 decies A) 643 ; Déduction exceptionnelle (art 39 decies B) 645 ; Déduction exceptionnelle (art 39 decies C) 647					
	dont divers* — Déduction exceptionnelle (art 39 decies D) 648 ; Déduction exceptionnelle (art 39 decies G) 649 ; Déductions exceptionnelles (art. 39 decies F) 990					
RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS			Bénéfice col. 1 / Déficit col. 2	352	**5 259**	354
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière * (Entreprises I.S. seulement)			356		
	Déficits antérieurs reportables :* ..... dont imputés sur le résultat :					360
RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS			Bénéfice col. 1 / Déficit col. 2	370	**5 259**	372

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT.

DGFiP N° 2033-C2023

③ IMMOBILISATIONS - AMORTISSEMENTS - PLUS-VALUES - MOINS-VALUES

Formulaire obligatoire (article 302 Septies A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : **SAS MAESTRIA PRODUCTION**

Néant ☐ *

I IMMOBILISATIONS

ACTIF IMMOBILISE

		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	Fonds commercial	400		402		404		406		
	Autres	410		412	25 000	414		416	25 000	
Immobilisations corporelles	Terrains	420		422		424		426		
	Constructions	430		432		434		436		
	Installations techniques matériel et outillage industriels	440		442		444		446		
	Installations générales agencements divers	450		452		454		456		
	Matériel de transport	460		462		464		466		
	Autres immobilisations corporelles	470		472		474		476		
Immobilisations financières		480		482	10 000	484		486	10 000	
TOTAL		490		492	**35 000**	494		496	**35 000**	

II AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Fonds commercial		495		497		498		499	
Autres immoblisations incorporelles		500		502		504		506	
Immobilisations corporelles	Terrains	510		512		514		516	
	Constructions	520		522		524		526	
	Installations techniques matériel et outillage industriels	530		532		534		536	
	Installations générales, agencements, aménagements divers	540		542		544		546	
	Matériel de transport	550		552		554		556	
	Autres immobilisations corporelles	560		562		564		566	
TOTAL		570		572		574		576	

III PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

(19 %, 15 % et 0% pour les entreprises à l'IS, 12,8 % pour les entreprises à l'IR)
(Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle.

1	2	3	4	5
6	7	8	9	10

Immobilisation	Valeur d'actif* ①	Amortissements * ②	Valeur résiduelle ③	Prix de cession * ④	Plus ou moins-values			
					Court terme * ⑤	Long terme 19 % ⑥	Long terme 15 % ou 12,80 % ⑦	Long terme 0 % ⑧
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
TOTAL	578	580	582	584	586	581	587	589
Plus-values taxables à 19 % (1)			579	Régularisations	590	583	594	595
TOTAL					596	585	597	599

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT.

(1) Ces plus-values sont imposables aux taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 210F et 208C du CGI. Joindre un état établi selon le même modèle, indiquant les modalités de calcul de ces plus values.

④ **RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES - DÉFICITS REPORTABLES - DIVERS**

Formulaire obligatoire (article 302 Septies A bis du Code général des impôts) — Désignation de l'entreprise : **SAS MAESTRIA PRODUCTION** — Néant ☐ *

I RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

A NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice		Augmentations: dotations de l'exercice		Diminutions: reprises de l'exercice		Montan à la fin de l'exercice	
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	600		602		604		606	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	601		603		605		607	
	Autres provisions réglementées	610		612		614		616	
Provisions pour risques et charges		620		622		624		626	
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	630		632		634		636	
	Sur stocks et en cours	640		642		644		646	
	Sur clients et comptes rattachés	650		652		654		656	
	Autres provisions pour dépréciation	660		662		664		666	
TOTAL		680		682		684		686	

B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

	Dotations		Reprises	
Fonds commercial	681		683	
Autres Immob. incorp.	700		705	
Terrains	710		715	
Constructions	720		725	
Inst. techniques mat. et outillage	730		735	
Inst. générales, agen-cements amén. div.	740		745	
Matériel de transport	750		755	
Autres immobilisations corporelles	760		765	
TOTAL	770		775	

C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES À PAYER NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT
(Si le cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)

1	Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes	
2		
3		
4		
5		
6		
7		
Total à reporter ligne 322 du tableau n° 2033-B		780

II DÉFICITS REPORTABLES

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)			982	
Déficits transférés de plein droit (article 209-II-2 du CGI)	982 bis		Nombre d'opérations sur l'exercice	982 bis
Déficits imputés			983	
Déficits reportables			984	
Déficits de l'exercice			860	
Total des déficits restant à reporter			870	

IV DIVERS

Primes et cotisations complémentaires facultatives			381	
dont montant déductible des cotisations facultatives versées en application du I de l'article 154 bis du CGI dont cotisations facultatives Madelin (I de l'art. 154 bis du CGI)	325			
dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite	327			
Cotisations personnelles obligatoires de l'exploitant *			380	
dont montant déductible des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS	326			
N° du centre de gestion agréé			388	
Montant de la TVA collectée			374	96 238
Montant de la TVA déductible sur biens et services (sauf immobilisations)			378	60 296
Montant des prélèvements personnels de l'exploitant			399	
Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice			398	
Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI			397	

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne 870 du tableau 2033D déposé au titre de l'exercice précédent.
* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

(5)

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

DETERMINATION DES EFFECTIFS ET DE LA VALEUR AJOUTEE

DGFiP N° 2033-E 2023

Désignation de l'entreprise : **SAS MAESTRIA PRODUCTION** Néant ☐ *

Exercice ouvert le : **15032022** et clos le : **31122022** Durée en nombre de mois **10**

DECLARATION DES EFFECTIFS

Effectifs moyens du personnel *	376	1
dont apprentis	657	
dont handicapés	651	
Effectifs affectés à l'activité artisanale	861	

CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

I - Chiffre d'affaires de référence CVAE

Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises	108	804 276
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	118	
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	119	
Refacturations de frais inscrits au compte de transfert de charges	105	
TOTAL 1	106	**804 276**

II - Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Autres produits de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	115	
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	143	
Subventions d'exploitation reçues	113	250 000
Variation positive des stocks	111	1 000
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	116	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	153	
TOTAL 2	144	**251 000**

III - Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Achats	121	821 631
Variation négative des stocks	145	
Services extérieurs, à l'exception des loyers et redevances	125	167 457
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	146	
Taxes déductibles de la valeur ajoutée	133	
Autres charges de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	148	10 249
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	128	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	135	
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	150	
TOTAL 3	152	**999 337**

IV - Valeur ajoutée produite

Calcul de la valeur ajoutée **TOTAL 1 + TOTAL 2 - TOTAL 3**	137	**55 940**

V - Cotisation sur la Valeur ajoutée des Entreprises

Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les 1330-CVAE pour les multi-établissements et sur les 1329-AC et 1329-DEF. Si la VA calculée est négative, il convient de reporter un montant égal à 0 au cadre C des formulaires n° 1329-AC et 1329-DEF)	117	55 940

Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE

Les entreprises effectuant uniquement des opérations à caractères agricoles n'entrant pas dans le champ de la CVAE ne doivent pas compléter ce cadre. Si vous êtes assujettis à la CVAE et êtes un mono établissement au sens de la CVAE (cf notice de la déclaration n°1330-CVAE-SD), veuillez compléter le cadre ci-dessous et la ligne 117 (ci-dessus). Vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration 1330-CVAE-SD.

Mono établissement au sens de la CVAE	020	X		
Chiffre d'affaires de référence CVAE			022	965 132
Effectifs au sens de la CVAE			023	1
Chiffre d'affaires du groupe économique (art. 223 A du CGI)			026	
Période de référence	024	15/03/2022	160	31/12/2022
Date de cessation (de l'activité soumise à la CVAE)			186	

(1) il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 148 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 143, portées en ligne 128.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2033-NOT-SD

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'annexe III au C.G.I.)

N° de dépôt

⑥ COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

DGFiP N° 2033-F 2023

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10% du capital de la société)

1/2 (1) Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 31/12/2022 N° SIRET 917567990001 9

DENOMINATION DE L'ENTREPRISE SAS MAESTRIA PRODUCTION

ADRESSE (voie) 462 Chemin DU TRIANON

CODE POSTAL 34400 VILLE LUNEL

NOMBRE TOTAL D'ASSOCIES OU ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES DE L'ENTREPRISE	901	1	NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	902	275
NOMBRE TOTAL D'ASSOCIES OU ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES DE L'ENTREPRISE	903	3	NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	904	225

I. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique SAS Dénomination RV GROUP

N° SIREN (si société établie en France) 814879292 % de détention 55,00 Nb de parts ou actions 275

Adresse : N° 48 Voie AV AVENUE DE LA GARE

Code postal 34400 Commune LUNEL-VIEL Pays FRANCE

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

II. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) M Nom patronymique MAILHAN Prénom(s) Pascal

Nom marital % de détention 15,00 Nb de parts ou actions 75

Naissance : Date 05041958 N° département 13 Commune ARLES Pays FRANCE

Adresse : N° Voie Le Mas du Grenouillat

Code postal 13200 Commune ARLES Pays FRANCE

Titre (2) M Nom patronymique FALIP Prénom(s) Benoit

Nom marital % de détention 15,00 Nb de parts ou actions 75

Naissance : Date 26041975 N° département 91 Commune RIS ORANGIS Pays FRANCE

Adresse : N° 2 Voie RUE DES AIRES

Code postal 34230 Commune LE POUGET Pays FRANCE

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

⑥ COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

DGFiP N° 2033-F 2023

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'annexe III au C.G.I.)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10% du capital de la société)

2/2 (1) Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 31/12/2022

N° SIRET 911756799 00019

DENOMINATION DE L'ENTREPRISE SAS MAESTRIA PRODUCTION

ADRESSE (voie) 462 Chemin DU TRIANON

CODE POSTAL 34400 VILLE LUNEL

NOMBRE TOTAL D'ASSOCIES OU ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES DE L'ENTREPRISE	901	1	NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	902	275
NOMBRE TOTAL D'ASSOCIES OU ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES DE L'ENTREPRISE	903	3	NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	904	225

I. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions | Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions | Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions | Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions | Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

II. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) M | Nom patronymique ROUSSILLE | Prénom(s) Stéphane | Nom marital | % de détention 15,00 | Nb de parts ou actions 75 | Naissance : Date 23091970 | N° département 34 | Commune MONTPELLIER | Pays FRANCE | Adresse : N° 626 | Voie Avenue de la République | Code postal 34400 | Commune LUNEL VIEL | Pays FRANCE

Titre (2) | Nom patronymique | Prénom(s) | Nom marital | % de détention | Nb de parts ou actions | Naissance : Date | N° département | Commune | Pays | Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.
(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame.
* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

Mme PLANE s'étonne de la présentation d'une synthèse différente du rapport annuel de Maestria.

M. CRÉCHET : Pourquoi ?

Mme PLANE indique qu'une information a été omise dans la synthèse qui apparaît sur la première page du rapport de Maestria :
« Le Festival Family Piknik sur 3 jours, devait être co-réalisé avec la société Family Event. Néanmoins, celle-ci n'a pas respecté le contrat de co-réalisation établi et a produit le festival en autonomie malgré nos nombreuses sollicitations sans réponses. Nous n'avons donc aucune information d'entrées et de résultats sur ce Festival. »
Cette information n'apparaît pas dans la synthèse faite du rapport. Maestria indique qu'ils ont fait 41 spectacles et ici 43 sont mentionnés. Pire que cela, dans les 8 spectacles musicaux et humoristiques apparaît Family Piknik, mais ils n'ont pas réalisé Family Piknik, ils l'indiquent dans leur rapport. Comment pouvez-vous présenter une synthèse différente du rapport ? Imaginons que nous ne lisions pas la synthèse de Maestria ? On comprend qu'ils ont réalisé 43 évènements parce qu'il y a 3 dates : 31 juillet, 6 et 7 août, soit 44 et non 43. Ils avaient demandé à collaborer sur cet évènement et à ce jour nous n'avons ni entrées, ni résultat. Or, si Family Piknik a procédé comme à Montpellier, où normalement la billetterie devait revenir à la mairie, elle précise que pour Montpellier cela n'a pas été reversé à la mairie non plus. Il y a eu une détérioration dans les arènes suite à ce festival dont elle suppose que cela a été pris en charge par la mairie. Elle se souvient des frais de nettoyage à la charge de la mairie payés 10 mois plus tard, qui étaient très élevés. Elle ne voudrait pas que Maestria soit reliée à ce festival alors qu'ils n'ont rien organisé malgré leur demande restée sans suite. Ils sont donc passés, sont venus, ont cassé et sont repartis ! Avez-vous des résultats sur l'encaissement des billets de Family Piknik ? Avez-vous le nombre d'entrées de Family Piknik ? Avez-vous le montant des réparations, ainsi que de la peinture ? Le nettoyage a eu lieu. Des portes ont été cassées, des barrières abîmées pour un festival qui s'est tenu un jour sur les deux. Sunday a fait beaucoup plus d'entrées. Peut-être faut-il s'adresser à des Lunellois car cela se passe mieux. Elle demande des réponses à ses questions car elle n'était pas à la commission. Elle veut savoir comment on peut présenter une synthèse différente. C'est la synthèse de la ville qui est différente de celle de Maestria. Elle souhaite des réponses sur les relations avec Family Piknik. Ont-ils eu une subvention de la mairie ? Combien ont-ils fait d'entrées ? Combien ont-ils fait de billetterie ? Le montant des dégâts ?

Monsieur le Maire lui demande d'octroyer un peu de temps pour apporter des réponses.

Mme PLANE voudrait un retrait de ces éléments de la synthèse et que soit ajouté ceux inscrits par Maestria, c'est-à-dire le premier paragraphe.

Monsieur le Maire souligne que les documents ont été transmis cela prouve que tout est fait en transparence. Laissez-nous répondre !

M. CRÉCHET indique qu'en général il comprend assez bien les questions qui lui sont posées ce n'est pas la peine des les lui répéter !
Family Piknik est un spectacle organisé dans le cadre de la délégation de service public. Nous avons demandé à Maestria d'organiser ce spectacle et l'organisation de ce spectacle a donné lieu à un contrat de sub-délégation entre notre délégataire et Family Piknik. Ce contrat de sub-délégation prévoyait un certain nombre d'éléments qui n'ont pas été respectés par Family Piknik. Maestria spécifie dans son rapport que cet évènement a été organisé sous leur égide en quelque sorte, sous couverture de la délégation de service public mais que les conditions de réalisation de cet évènement, qui effectivement étaient très dégradées entre le délégataire et le sous traitant, n'ont pas donné lieu à une collaboration qui aurait permis d'optimiser l'évènement et surtout de faire apparaître un certain nombre d'éléments nécessaires au compte-rendu du sous-traitant, à la fois au délégataire et à la collectivité. À plusieurs reprises Maestria a réclamé à Family Piknik tous les éléments énoncés c'est-à-dire le nombre d'entrées, le chiffre d'affaires, le bénéfice éventuel réalisé sans avoir de réponse ce qui a donné lieu à un courrier de la mairie à la fois à notre délégataire et à son sous-traitant pour obtenir enfin ces éléments. Tout cela était prévu dans un contrat entre les deux parties, contrat qui n'a pas été respecté par Family Piknik. Le délégataire l'a logiquement repris

dans son rapport puisque c'était un évènement organisé dans le cadre de la délégation de service public. Il ne voit pas de contradiction. L'évènement a eu lieu, effectivement la synthèse du rapport est une synthèse, comme indiqué, les précisions ont été apportées ensuite par le rapport du délégataire qui est complémentaire de la synthèse. Et surtout il ne voit pas une volonté de dissimuler quoi que ce soit en la matière. Il revient sur les éléments présentés oralement dans un premier temps. Évidemment, le pourcentage sur le chiffre d'affaires et sur le bénéfice d'exploitation ne tiennent pas compte de l'événement Family Piknik parce que nous n'avions pas ces éléments, ni le délégataire, pour les intégrer dans le compte rendu. Il répète que nous avons demandé de façon pressante et précise aux deux parties de nous fournir les éléments manquants, même si la collaboration n'a pas été bonne entre Maestria et Family Piknik, ils ont accepté de couvrir l'évènement et c'est à eux d'obtenir les éléments nécessaires auprès du sous-traitant.

Mme PLANE relève qu'il parle de sub-délégation du contrat. Maestria utilise le terme de contrat de co-réalisation.

M. CRÉCHET considère que c'est pareil, c'est un contrat de co-réalisation qui s'analyse comme une sub-délégation.

Mme PLANE est d'accord Maestria ne s'est occupé de rien. Quand ils disent avoir réalisé 41 spectacles, ce n'est pas 44, ni 43. Il fallait créer une ligne spécifique pour expliquer la situation avec Family Piknik. Le problème c'est que sur les 8 spectacles musicaux, il y a eu 8 109 spectateurs.

M. CRÉCHET ne comprend pas où elle veut en venir. Il y a eu effectivement un dysfonctionnement et nous le reconnaissons, il l'a déjà été reconnu lorsque nous avons abordé la facture de nettoyage. Il y a eu un dysfonctionnement quant à l'organisation de ce festival, il y a eu dysfonctionnement entre les deux parties prenantes, mais il y a eu dysfonctionnement entre la collectivité et Family Piknik. Nous vous rendons compte de cela de la façon la plus transparente possible en vous expliquant les mesures que nous avons essayées de prendre pour corriger ce dysfonctionnement, c'est clair.

Monsieur le Maire rappelle que l'évènement a eu lieu.

Mme PLANE indique qu'il faut procéder comme Maestria en intégrant une ligne séparée pour Family Piknik.

Monsieur le Maire souligne qu'elle n'est pas sur le fond mais sur la forme. Nous ne sommes pas sur la même longueur !

Mme PLANE explique que la ville met le doute sur la société Maestria. Vous ne faites pas la même synthèse !

Monsieur le Maire indique que nous établissons un récapitulatif, nous n'allons pas exposer toutes les problématiques. C'est transparent, il n'y a aucun problème sur le fond. Vous pinaillez !

Mme PLANE considère qu'il y a un manque d'information.

Monsieur le Maire souligne que l'information y est. Nous avons répondu.

Mme PLANE n'est pas d'accord.

Monsieur le Maire rappelle que des courriers ont été transmis.

Une discussion s'engage.

M. CRÉCHET essaie de comprendre ses questions, essayez donc de comprendre nos réponses. Il doit y avoir une vingtaine de témoins autour de la table qui indiquent qu'on avait demandé à la fois au délégataire et à Family Piknik de nous fournir les éléments financiers manquants. Il a pu le dire deux fois.

Mme PLANE : Cela fait 3 fois qu'elle demande quand ?

Monsieur le Maire indique que c'est forcément à réception du rapport de Maestria. On ne pouvait pas le faire avant.

M. BARBATO rappelle le courrier du 25 juillet précisant les modalités. Un nettoyage a été effectué à la charge du délégataire. Le remboursement devait être demandé. Cela a-t-il été fait ?

Réponse affirmative de M. CRÉCHET.

M. BARBATO considère quant aux 43 et 41 spectacles que c'est une erreur de frappe parce que le délégataire annonce 41 puis 43.
Sur les subventions : les services publics sont souvent malheureusement déficitaires. Quelle politique souhaite t-on culturellement et sur le plan sportif ? Il écoutait ce matin une émission sur Europe 1 sur la culture. Nous voulons beaucoup de culture à la télé. Il faut faire des propositions. Sans les subventions, la délégation sera déficitaire. Malheureusement la culture est souvent déficitaire. Malgré cela il faut la proposer, c'est une volonté politique, c'est nécessaire. Même si les subventions sont bien gérées, un effort doit être réalisé. Et même si la ville en avait la gestion elle serait peut-être également déficitaire. C'est très difficile d'équilibrer des comptes sur ce type de projet. Lorsqu'on attribue une subvention il faut que cela profite au plus grand nombre. Il faut être attentif aux tarifs proposés à la population de Lunel. Faut-il des tarifs réduits pour rendre la culture accessible au plus grand nombre ?

M. CRÉCHET souligne la nécessité de subventionner par des services publics déficitaires et néanmoins nous souhaitons organiser. Il en profite pour répondre suite à l'interpellation de Mme PLANE qu'évidemment aucune subvention n'a été donnée à Family Piknik. La seule subvention qui a été versée pour l'ensemble des organisations des évènements de l'année 2022 ce sont les 250 000 € prévus au contrat de délégation de services publics.

Le Conseil Municipal prend acte du rapport 2022, produit par le délégataire, au titre de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des spectacles taurins, équins et vivants dans les arènes municipales.

3.6 - RAPPORT DU DÉLÉGATAIRE – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU STATIONNEMENT PAYANT

Rapporteur : M. ALIBERT.

Annexes : Synthèse et rapport du délégataire

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Pour le service public du stationnement payant, le rapport du délégataire, la société **INDIGO INFRA**, est joint en annexe à la présente note de synthèse.

Le rapport du délégataire a été soumis, pour avis, lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le **13 octobre 2023**.

Il est proposé au Conseil de prendre acte de la présentation du rapport annuel du délégataire du service public du stationnement payant pour l'exercice 2022.

Il est proposé au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport 2022, produit par le délégataire, au titre de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant.

SYNTHESE DU RAPPORT ANNUEL 2022

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU STATIONNEMENT PAYANT SUR LA VOIRIE ET DU PARKING DU CANAL

SOCIETE TITULAIRE (DELEGATAIRE) : INDIGO INFRA

SOCIETE EXPLOITANTE : INDIGO PARK

DUREE DE LA DELEGATION : 1er janvier 2018 au 31 décembre 2025

PERIMETRE DE LA DELEGATION : Parking du canal et stationnement voirie

NOMBRE DE PLACES PARKING : 278 (dont 6 PMR)

NOMBRE DE PLACES VOIRIE : 542 (dont 20 PMR non payantes)

Par la Direction des Finances
S. GOUARD – CCSPL du 13/10/2023

ORGANISATION DU SERVICE

En préambule

La Ville de Lunel a confié à la société INDIGO INFRA la gestion du stationnement payant sur la commune par un contrat datant du 13 octobre 2017, et ce à compter du 1er janvier 2018. Ce contrat est conclu pour une durée de 8 ans, son échéance étant fixée au 31 décembre 2025.

Il couvre à la fois la gestion et l'exploitation du parking du Canal situé en centre-ville et la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur la voirie.

Parking du Canal

- Capacité totale de 278 places, dont 6 réservées aux personnes à mobilité réduite (PMR)
- Ouverture 7j/7, 24h/24. Payant 7j/7 de 8h à 19h, avec gratuité les 40 premières minutes.
- Personnel présent sur site de 7h30 à 19h30 7j/7.
- 2 caméras mobiles installées sur le parking.
- Nettoyage du parking par les agents INDIGO.



- 2 caisses automatiques et 4 barrières entrées/sorties.
- Moyens de paiement : carte bancaire dont sans contact, carte Total GR, OPnGO, application INDIGO, abonnement par internet et en boutique

Stationnement sur voirie

- 522 places en zone courte durée + 20 places PMR non payantes.
- Stationnement payant du lundi au samedi de 9h à 12h et de 14h à 19h.
- Gratuité les dimanches, les jours fériés et durant la fête locale (une dizaine de jours en juillet).



- 37 horodateurs.
- Moyens de paiement : par carte bancaire dont sans contact, pièces, paiement par téléphone, abonnement par internet, saisie plaque d'immatriculation.

En outre, le contrat prévoit le reversement de redevances à la Ville :

- Redevance parking du Canal : 6 000 €
- Redevance stationnement voirie : 6 000 €

Par la Direction des Finances
S. GOUARD – CCSPL du 13/10/2023

DONNEES DE FREQUENTATION

Parking du Canal

	2021	2022	Ecart en %
Sorties payantes	139 791	131 796	-5,7%
Sorties gratuites	323 111	321 589	-0,5%
Total sorties	**462 902**	**453 385**	**-2,1%**
Abonnés	472	459	-2,8%

La fréquentation du parking diminue entre 2021 et 2022, que ce soit sur les sorties payantes, gratuites ou les abonnements. Le délégataire ne s'explique pas précisément cette tendance baissière, mais indique que le phénomène météo le dimanche, jour de marché, a un impact fort sur la fréquentation du parking du canal.

Stationnement voirie

	2021	2022	Ecart en %
Nbre de tickets	176 346	165 407	-6,2%
Nbre d'abonnés	3 394	3 283	-3,3%

Même constat que pour le parking du Canal, la fréquentation du parking voirie est en baisse entre 2021 et 2022 tant sur le nombre de tickets que sur les abonnements. Le délégataire constate un changement de comportement des usagers qui restent plus longtemps sur les places de stationnement tout en étant moins nombreux, et ce depuis l'épidémie du covid.

Cependant, il ne s'explique pas les causes de ces nouveaux comportements.

Par la Direction des Finances
S. GOUARD – CCSPL du 13/10/2023

Parking du Canal

	2021	2022	Ecart en %
Recettes horaires	233 668 €	245 190 €	4,9%
Ticket moyen	*1,67 €*	*1,86 €*	*11,4%*
Recettes prévendues	735 €	1 506 €	104,9%
Recettes OPnGO	4 835 €	3 648 €	-24,6%
Recettes abonnements	25 851 €	22 315 €	-13,7%

Alors que la fréquentation en nombre est en baisse, nous constatons une progression du chiffre d'affaires et du ticket moyen. Cela s'explique notamment par le comportement des usagers, qui fréquentent le parking sur une durée plus longue qu'auparavant.

Les tarifs quant à eux n'ont pas augmenté entre 2018 et 2022 (la première augmentation a eu lieu en 2023).

Ci-dessous, des informations quant aux différents modes de paiement proposés :

	2021	2022	Ecart en %
Espèces	20,22%	18,16%	-10,2%
CB	77,06%	77,88%	1,1%
Total GR	0,62%	0,96%	54,8%
Prélèvements/virements	0,20%	1,45%	625,0%
Chèques	1,90%	0,19%	-90,0%
Indigo-Néo	0,00%	1,36%	

Depuis 2010, nous constatons une montée en puissance de l'utilisation de la carte bancaire, augmentation croissante et sans discontinuité (37,5% d'utilisation de la CB en 2010 contre 77,88% en 2022). A contrario, scénario inverse pour le paiement en espèces qui connaît une diminution continue depuis 2010 (57,25% en 2010 contre 18,16% en 2022).

Par la Direction des Finances
S. GOUARD – CCSPL du 13/10/2023

Stationnement en voirie

	2021	2022	Ecart en %
Recettes horaires	195 302 €	188 539 €	-3,5%
Ticket moyen	*1,11 €*	*1,14 €*	*2,7%*
Recettes abonnements	73 986 €	68 476 €	-7,4%

Les recettes totales sont en diminution de 4,56% entre 2021 et 2022, en cohérence avec la diminution de la fréquentation.

Cependant, un phénomène nouveau est relevé par les agents de terrain et par le montant du ticket moyen : les usagers stationnent pour une durée plus longue qu'auparavant.

Les tarifs quant à eux n'ont pas augmenté entre 2018 et 2022 (la première augmentation a eu lieu en 2023).

Recettes	2021	2022	Ecart en %
Abonnements résidents	54 165 €	48 182 €	-11,0%
Abonnements professionnels	19 821 €	20 294 €	2,4%

En 2022, la part des résidents souscrivant à l'abonnement est de 70%.

BILAN FINANCIER

Parking Canal	2021	2022
Total des produits d'exploitation	**215 141 €**	**224 574 €**
Total des charges d'exploitation	**149 536 €**	**165 727 €**
Résultat net	**65 605 €**	**58 847 €**

Voirie	2021	2022
Total des produits d'exploitation	**45 917 €**	**41 733 €**
Total des charges d'exploitation	**123 421 €**	**151 629 €**
Résultat net	**-77 504 €**	**-109 896 €**

Résultat consolidé parking canal + voirie	-11 899 €	-51 049 €

Nous constatons une dégradation des conditions financières de l'exploitation du parking du canal et du stationnement en voirie. Bien que le résultat du parking du canal demeure excédentaire, il ne suffit plus à combler le déficit historique de l'exploitation du stationnement en voirie (déficitaire dès 2018).

Pour davantage de détail, se référer aux pages 56 et 57 du rapport du délégataire.

Par la Direction des Finances
S. GOUARD – CCSPL du 13/10/2023



LUNEL
PARC CANAL et VOIRIE

RAPPORT D'ACTIVITE 2022

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

SOMMAIRE

SOMMAIRE **2**
AVANT-PROPOS **4**
PRÉAMBULE **5**
1. PRESENTATION GÉNÉRALE **6**
1.1. PRÉSENTATION 7
1.2. ORGANISATION FRANCE 8
1.3. NOS METIERS 9
1.4. NOTRE RAISON D'ETRE 11
1.5. NOS ENGAGEMENTS RSE 12
1.6. LES PRINCIPAUX ENJEUX D'INDIGO 14
1.7. LES BORNES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES 16
1.8. INFLATION, CRISE ENERGETIQUE 17
2. LE CONTRAT **18**
2.1. FICHE D'IDENTITE 19
3. DESCRIPTIF DE L'EXPLOITATION **21**
3.1. DESCRIPTIF 22
3.2. TARIFICATION 25
3.3. FAITS MARQUANTS 29
4. MAINTENANCE ET TRAVAUX **30**
4.1. EQUIPEMENTS ET MAINTENANCE 31
4.2. TRAVAUX 34
5. ORGANISATION ET MOYENS D'EXPLOITATION **35**
5.1. L'ORGANISATION LOCALE 36
5.2. SERVICE DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE 37
5.3. SERVICE RELATION CLIENTS 38
5.4. LES SERVICES 39
6. ANALYSES **40**

6.1. ACTIVITE DU PARC CANAL 41
6.2. ACTIVITE DE LA VOIRIE 51
7. BILAN FINANCIER : COMPTE DE RESULTAT ET PATRIMOINE 53
7.1. PATRIMOINE DE DELEGATION 54
7.2. COMPTE DE RESULTAT 56
8. ANNEXES 58
8.1. ANNEXES 59

AVANT-PROPOS

Le présent rapport annuel du concessionnaire est établi conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession publié au Journal Officiel du 2 février 2016. Il constitue, avec ses annexes, le rapport financier et l'analyse de la qualité du service. Il reprend les dispositions contractuelles relatives aux aspects techniques et financiers.

Les tableaux détaillant les fréquentations et recettes afférentes sont à considérer comme des éléments statistiques et n'ont pas de valeur comptable. Ils sont établis à partir des éléments recueillis journellement. Ils peuvent ne pas être corrigés de certaines écritures comptables qui peuvent intervenir après l'émission d'une facture (impayés, avoirs, etc.). Les commentaires figurant dans ce rapport d'activité sont établis d'après les éléments statistiques. Les éléments comptables sont fournis en annexe.

PRÉAMBULE

Ces dernières décennies ont été marquées par la prise de conscience de problématiques environnementales à l'échelle mondiale et notamment dans les pays occidentaux.
La crise sanitaire du Coronavirus traversée depuis le début de l'année 2020 ne fera, à terme, qu'accélérer cette prise de conscience et modifier de manière profonde et durable le domaine de la mobilité. Les modèles que nous connaissons aujourd'hui s'effacent peu à peu, afin de laisser place à un nouveau paysage.
Groupe Français leader du stationnement, INDIGO participe activement à l'évolution du stationnement et de la mobilité en ville et souhaite s'intégrer durablement dans ce nouveau paysage urbain. En particulier, nous accompagnons depuis de nombreuses années la Ville de Lunel et nous restons plus que jamais force de proposition en matière de stationnement.

Face à l'évolution des attendes des nos parties prenantes, de nos collaborateurs, des citadins, de nos clients collectivités locales ou privés, notre groupe s'est interrogé pour savoir quel rôle il souhaite jouer dans son environnement, aujourd'hui et demain. c'est l'objet de notre démarche et de la création de notre raison d'être :



1.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1.1. PRÉSENTATION

Leader mondial du stationnement et de la mobilité individuelle, au service des Smart Cities de demain. Les activités du Groupe rassemblent plusieurs métiers : les parcs en ouvrage et les services associés, la voirie, la mobilité individuelle, le digital.

INDIGO construit, finance et exploite des solutions de stationnement personnalisées et toujours plus intelligentes qui favorisent un parcours client plus intégré, plus fluide, plus facile.

Indigo Group a construit son histoire autour de la mobilité. Sans stationnement, pas de mobilité... Et sans mobilité, pas de développement possible des villes !

Nous investissons fortement dans le développement de nouveaux services de mobilité individuelle et de digitalisation, que nous déployons ensuite dans nos parcs et en voirie, en France et à l'international.

Notre implantation sur plusieurs continents nous permet de tester l'adaptabilité de nos innovations et de les enrichir par l'expérience acquise sur le terrain.

SERGE CLÉMENTE, PRÉSIDENT D'INDIGO GROUP



2 600 parkings dans le monde

+500 villes

1,4M de places de stationnement gérées

2 140 km de voirie urbaine gérée

9 pays

9 000 collaborateurs

1.2. ORGANISATION FRANCE

Indigo propose des solutions sur-mesure à l'ensemble de ses clients amont : collectivités territoriales, sites culturels, de loisirs ou touristiques, hôpitaux, centres commerciaux, aéroports et gares. Le groupe met un point d'honneur à proposer des lieux accueillants, propres et sécurisés sur l'ensemble de son réseau.

Véritable laboratoire d'innovations, Indigo en France pense, développe et exporte un éventail de solutions qui contribuent à fluidifier la circulation urbaine et améliorer la mobilité individuelle.
En plus de proposer une offre de stationnement simplifiée et personnalisée, Indigo enrichit l'expérience du stationnement en repensant le parcours client. Accompagné dans toutes les étapes de mobilité, l'utilisateur profite mieux de sa ville, de sa destination.

C'est en France qu'ont été développés une grande partie de nos dispositifs pilotes – outils d'exploitation, offres tarifaires, outils de gestion – qui dessinent le parking de demain. Ces innovations font du parking du futur, plus qu'un lieu de stationnement mais des lieux d'échanges et d'informations, connectés à leurs environnements et reliés à la ville.

Par ailleurs, dans le cadre de la loi sur la dépénalisation du stationnement, de nombreuses collectivités ont confié à la société Streeteo, filiale à 100% du groupe Indigo, de réaliser des missions de contrôle du stationnement payant, de collecte des forfaits post-stationnement et de gestio n des contestations
La direction d'INDIGO a choisi la mise en place d'une organisation décentralisée. Indigo est le seul exploitant de parkings à pouvoir rapprocher le pouvoir de décision au plus près du terrain et des réalités locales si importantes en matière de stationnement. Cette organisation permet d'avoir une réactivité optimale en accord avec les attentes des usagers, de ses clients amont et des différents interlocuteurs.



Serge CLEMENTE
Président



Sébastien FRAISSE
Directeur Général



Vincent Miller
Directeur Général France



Pierre BONNABAUD
Directeur Régional Sud Est

Pierre BONNABAUD, Directeur régional de la région Sud Est dans le périmètre duquel se situe la ville de Lunel.

1.3. NOS METIERS

« Véritable expert du modèle concessif, ce sont nos 50 ans d'expérience, notre capacité d'investissement et notre ingénierie recette que nous mettons au service de la construction de nouveaux ouvrages et de leur exploitation. Nos équipes sont impliquées sur toutes les phases des projets et il leur tient à cœur de proposer le meilleur service possible pour répondre aux demandes de nos clients et répondre aux besoins des usagers. »

SÉBASTIEN FRAISSE, DIRECTEUR GÉNÉRAL



STATIONNEMENT EN OUVRAGE ET SERVICES ASSOCIES ET STATIONNEMENT VOIRIE



Nous opérons sous toutes les formes contractuelles et pour une grande diversité de clients publics et privés : centres-villes, gare et aéroports, hôpitaux, centre commerciaux, université, bureaux, espaces de loisirs et événementiels… Nous réalisons de nouveaux projets, du financement à la conception jusqu'à la construction et l'exploitation de parkings en superstructure et souterrains. Nous disposons également de toute l'ingénierie pour faire évoluer les parcs de stationnement : analyse des besoins, conception, rénovation et suivi des travaux. Nous prenons en charge la mise en services des parkings, leur exploitation et leur entretien.

Chez Indigo, nous mettons un point d'honneur à offrir à nos usagers une expérience de qualité basée sur nos piliers fondamentaux : accueil, maintenance, propreté et sécurité, tout en développant des services pour faciliter leur quotidien.

Plus qu'un lieu de stationnement, le parking INDIGO est imaginé comme un pôle de services : services aux véhicules, aux utilisateurs, à la mobilité et même aux quartiers pour rendre l'expérience client toujours plus satisfaisante



Pour le stationnement en voirie, nous conseillons et accompagnons les collectivités dans la gestion de leur stationnement sur voirie en proposant des services et des outils sur-mesure, adaptés à leurs stratégies de mobilité. Contrôle, maintenance, collecte, conseil, accueil des riverains… Nous apportons notre savoir-faire et notre expertise pour répondre aux enjeux de fluidification et dynamisation des centres ville en facilitant la mobilité des usagers.

En matière d'exploitation, nous proposons des équipements dernière génération pour la voirie avec des modes de paiement digitalisés pour une expérience usager plus fluide.

MOBILITES ET RECHARGE ELECTRIQUE

Pour fluidifier les déplacements et contribuer à une ville plus apaisée, INDIGO fait de la mobilité douce un axe de développement et d'accompagnement de ses clients, notamment, en favorisant la pratique du vélo et en déployant des bornes de recharge pour véhicules électriques dans ses lieux de stationnement. INDIGO imagine ainsi des offres innovantes et complémentaires mises en œuvre dans les grandes villes du monde : déploiement d'espaces de stationnement sécurisés et services pour les vélos « Cyclopark », partenariat avec Bouygues Energies & Services et Electra pour l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques, mise en place de flotte de vélos pour les entreprises et solutions de vélos partagés privatives avec bornes de recharge et de sécurisation… En complément, INDIGO est actionnaire de l'opérateur de mobilité partagée Smovengo, en charge des Vélib' de la Métropole du Grand Paris.

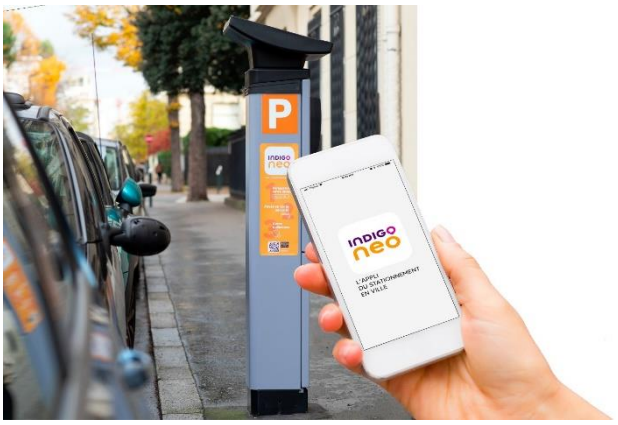
DES SERVICES AUX CITADINS POUR UNE VILLE PLUS INTELLIGENTE ET PLUS DURABLE

La Logistique urbaine est une thématique importante et croissante dans la mobilité des villes, générant un impact significatif sur la circulation, le bruit et la pollution. Pour répondre à ces enjeux, INDIGO mène une stratégie de développement de services et d'Espaces de Logistique Urbains (ELU) au sein de ses parkings, dont leur situation en hypercentres est un réel atout pour développer de nouveaux usages pour les collectivités, entreprises et particuliers.



L'objectif est de contribuer à la fluidification des déplacements urbains, de limiter la pollution et d'avoir un impact positif sur l'activité économique de la ville. Ainsi, INDIGO adapte ses espaces et noue des partenariats stratégiques avec des acteurs clés de la logistique urbaine. Réception de colis, zone de stockage ou de livraison, points de recharges électriques et espaces de stationnement dédiés font partie des illustrations concrètes de cette vision.
Cette démarche s'inscrit dans la concrétisation de la vision du Parking du futur développée par INDIGO et Dominique Perrault Architecture : un espace durable, ouvert et interconnecté avec son environnement.

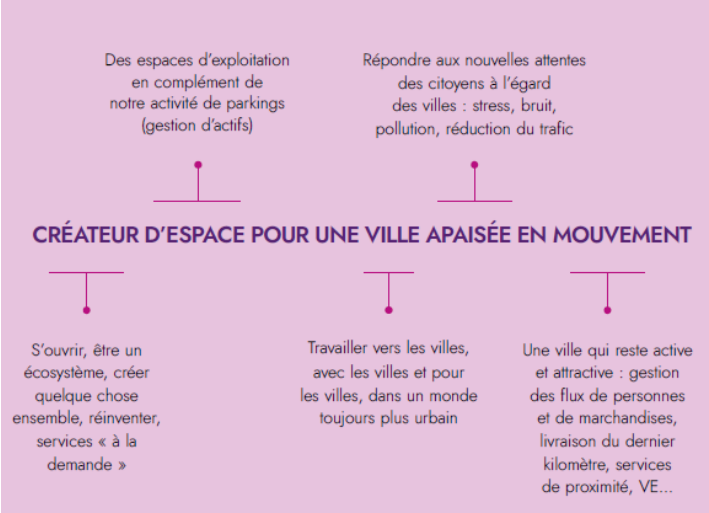
DIGITAL ET EXPERIENCE CLIENT



Pour valoriser ses services de stationnement et mobilité, le groupe INDIGO inclut pleinement le digital et la logique de MaaS* dans sa stratégie globale pour répondre aux besoins actuels et futurs des villes et leurs habitants. Pleinement conscients des enjeux d'accroissement de la population, d'écologie et de congestion de trafic, nous nous positionnons comme véritable acteur et facilitateur de ces changements en proposant des services digitalisés qui révolutionnent le quotidien des usagers, dans nos parkings comme en voirie.
Plus concrètement, avec INDIGO Neo, la première application et le premier site internet du stationnement en ville, les utilisateurs peuvent gérer toutes leurs étapes en voirie et dans les parkings grâce à un parcours simple et sans couture. L'application propose un accès « mains libres » dans les parcs de stationnement INDIGO grâce à la technologie de lecture de plaque, de réserver son stationnement, de stationner à la demande ou encore de souscrire et gérer ses abonnements. En voirie, INDIGO Neo offre la possibilité de payer et renouveler son stationnement de façon dématérialisée, sans prise de ticket aux horodateurs et de réaliser ses démarches de souscriptions. Elle s'adresse aussi bien aux visiteurs qu'aux résidents et professionnels, en proposant tous les tarifs disponibles dans chaque ville.Cette solution utilisant le digital au service de la ville intelligente, permet aux usagers d'accéder, avec une seule et même application, à tous les parkings et toutes les voiries connectés à INDIGO Neo en Europe, mais aussi, d'optimiser leurs temps de trajets, la distance réalisée et les coûts de leur stationnement. Pour les collectivités, il participe à la diminution de la pollution, la fluidification de la circulation et le désengorgement des zones urbaines.
** pour « Mobility as a Service » la mobilité multimodale en tant que service*

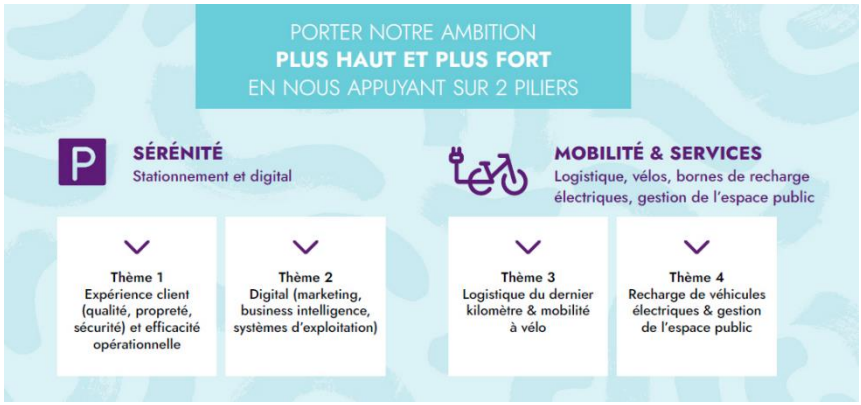
1.4. NOTRE RAISON D'ETRE

Face à l'évolution des attentes de nos parties prenantes, de nos collaborateurs, des citadins, de nos clients collectivités locales ou privés, notre Groupe doit s'interroger pour savoir quel rôle il souhaite jouer dans son environnement, aujourd'hui et demain. C'est l'objet de notre démarche et de la création de notre raison d'être : « Créateur d'espace pour une ville apaisée en mouvement ». Cette raison d'être du Groupe INDIGO guide l'action de nos collaborateurs au quotidien et transforme la vision stratégique de l'entreprise sur le long terme.



La ville de demain aura pour enjeu de libérer sa voirie pour créer des espaces partagés entre les différentes mobilités (piétons, vélos, livraisons, etc.), des espaces verts et des lieux de convivialité, tels que les terrasses de café. La logistique du dernier kilomètre doit s'enrichir pour donner une réalité tangible à la ville du quart d'heure.
Nous nous trouvons face à des besoins inédits auxquels nous devons répondre par notre capacité d'innovation. Et notre raison d'être adresse ces enjeux : « Créateur d'espace pour une ville apaisée en mouvement ». Elle nous ouvre la voie vers ce qui incarne, selon nous, une ville d'avenir, apaisée, plus fluide, plus respectueuse, et plus inclusive. Pour cela, nos parkings en centre-ville, nos infrastructures, nos services offrent des lieux et des temps de vie enrichis, en devenant des emplacements de recharge de véhicules électriques, des espaces culturels, ou même événementiels. Nous pouvons tout imaginer et tout concevoir pour apporter à nos clients et leurs usagers des réponses satisfaisantes à leurs besoins.
Elle affirme notre capacité à nous ouvrir pour constituer un écosystème autour de notre groupe, à nous réinventer en créant des services « à la demande ». Nos espaces d'exploitation, au-delà des parkings, conservent leur place centrale au sein de notre activité de gestion d'actifs. Les villes sont notre terrain d'action : nous travaillons vers les villes, avec les villes et pour les villes.

Dans ces espaces urbains, nous voulons répondre aux attentes des citoyens : réduction du stress, du bruit, la pollution, du trafic, etc. Et parce que les mouvements s'accélèrent et se multiplient, nous déployons des solutions innovantes de gestion des flux personnes et de marchandises livraison du dernier kilomètre, services de proximité, véhicules électriques, etc.



de

de :

De nombreux parkings INDIGO ont déjà fait l'objet de transformation pour y intégrer certains nouveaux usages liés à la logistique urbaine.

Situés en coeur de ville avec des espaces propices au stockage et aux flux de circulation, la localisation et configuration de nos parcs de stationnements sont des atouts-clés dans le développement de nouveaux services de logistique du dernier kilomètre.
Des partenariats ont ainsi vu le jour avec des opérateurs permettant sur la livraison de produits frais en ville aux particuliers, la mise à disposition en plein centre-ville de matériels à des professionnels de la construction, ou encore du stockage.

1.5. NOS ENGAGEMENTS RSE

1.5.1 ADHESION AU PACTE MONDIAL DES NATIONS-UNIS

Le Pacte Mondial ou « Global Compact » est une initiative des Nations Unies qui vise à inciter les entreprises à adopter une attitude socialement responsable en s'engageant à intégrer et à promouvoir 10 grands principes répartis sur les quatre thématiques suivantes : droits de l'Homme, normes internationales du travail, environnement et lutte contre la corruption.
Constatant que les principes du Pacte Mondial constituaient de longue date des valeurs fortes en son sein, INDIGO Group a décidé d'officialiser son engagement à long terme envers le développement durable en adhérant au Pacte mondial de l'ONU en juin 2022.

1.5.2 GO FOR CLIMATE, NOTRE PLAN CLIMANT D'ENTREPRISE

Afin de communiquer sur ses engagements en faveur de l'environnement et présenter son plan d'entreprise « GO for Climate », INDIGO lance une campagne interne et externe et affiche ses ambitions de neutralité carbone à horizon 2025.
INDIGO Group s'engage fortement pour l'environnement, en partant du cadre des Accords de Paris et du concept de neutralité carbone.



Dès 2025, nous visons la neutralité carbone de ce sur quoi nous avons une prise directe :
Sur nos émissions directes correspondant aux énergies fossiles consommées dans le cadre de nos opérations (véhicules de services, chauffage…)

Sur nos émissions énergétiques passant par l'achat d'électricité, le plus gros poste étant l'éclairage de nos parkings.
Ensuite, nous avons pour ambition de contrôler tout ce que l'on peut émettre indirectement : nos achats opérationnels, nos investissements, nos déplacements professionnels et domicile-travail, les émissions de nos clients au sein des parsc etc…



1.5.3 LA FONDATION INDIGO



Le Groupe est un mécène engagé depuis de nombreuses années et soutient des actions au service de l'intérêt général au cœur de ses territoires. Associations, sites culturels, structures sportives, événements… le Groupe propose son soutien sous différentes formes comme le don de droits de stationnement en parking, le don financier ou encore le don de visibilité (affiches, messages radio…).
Afin de gagner en cohérence et renforcer ses engagements dans les territoires, le Groupe a créé en 2022 la Fondation INDIGO. Abritée par la Fondation de France, elle a pour mission d'agir pour une ville plus solidaire, plus agréable et plus durable, incarnant en cela notre raison d'être, « Créateur d'espace pour une ville apaisée en mouvement ».
Opérationnelle à compter de 2023, la Fondation INDIGO a pour mission d'agir pour une ville plus solidaire, plus agréable et plus durable en intervenant dans dans plusieurs domaines :

- Le sport et la solidarité, en accompagnant des projets qui :
  - S'appuient sur la pratique et les valeurs du sport pour favoriser l'épanouissement, l'insertion et la création de lien social ;
  - Renforcent les solidarités de proximité et luttent contre l'exclusion en ville.

- La culture et le patrimoine, en encourageant la création et le développement de projets qui visent à préserver, faire vivre et mettre en valeur le patrimoine local, culturel (matériel ou immatériel) et naturel, qui forge l'identité des territoires.

La Fondation INDIGO s'appuie sur l'engagement historique d'INDIGO au service des villes et incarne la raison d'être du groupe « Créateur d'espace pour une ville apaisée en mouvement ».
Véritable outil d'engagement des équipes INDIGO, la Fondation INDIGO soutient uniquement des projets proposés par ses collaboratrices et ses collaborateurs.
Un comité exécutif a été mis en place pour orienter la stratégie de la Fondation INDIGO et sélectionner les projets soutenus ainsi que les montants des dons alloués. Il comprend deux personnalités qualifiées dans ses grands domaines d'intervention (Sport, solidarité, culture et patrimoine).

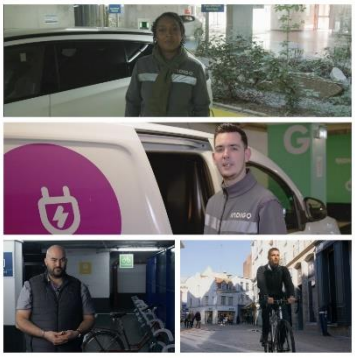
1.5.4 NOTATION EXTRA-FINANCIERE

Les actions en matière d'ESG (Environnement, Social et Gouvernance) du Groupe sont régulièrement évaluées par des agences de notation extra-financières. En 2022, deux évaluations ont conforté le Groupe dans sa stratégie de développement durable. L'organisme GRESB (Global Real Estate Sustainability Benchmark), spécialiste de l'évaluation des pratiques ESG des gestionnaires d'actifs immobiliers, lui a attribué une note de 87/100 en octobre 2022, en croissance de 9 points par rapport à celle de l'année précédente. L'agence de notation extra-financière Sustainalytics a estimé en décembre 2022 que le Groupe présentait un « faible risque » de subir des impacts financiers liés aux facteurs ESG. L'exposition aux risques ESG du Groupe s'améliore avec une note de 16,6, en progrès de 2,3 points par rapport à 2021.

Ces évaluations confirment celle de Vigéo-Eiris menée en fin d'année 2021, en attribuant le 31 décembre 2021 la note de 65/100 au Groupe Indigo, le classant au 85ème rang mondial sur un panel de 4 889 entreprises évaluées.

1.6. LES PRINCIPAUX ENJEUX D'INDIGO

1.6.1 L'HUMAIN AU CŒUR D'INDIGO



Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel. Le Campus INDIGO organise depuis 2010 un dispositif de formation original diplômant alliant VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et formation en alternance afin d'accompagner ses collaborateurs aux premiers Certificats de Qualification Professionnelle des métiers du stationnement. Cet engagement d' INDIGO répond à une double logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle.

Afin de valoriser nos équipes et les métiers du stationnement, nous réalisons une série de portraits représentatifs de nos fonctions terrain. Celle-ci remplit plusieurs objectifs, à la fois internes (diffusion sur Inwego (site intranet d'INDIGO, sur le parcours d'accueil des nouveaux arrivants…) mais aussi de marque employeur (Linked in, plateformes d'emplois, rubrique carrière du site corporate…).



Une rubrique « Vis ma vie en exploitation », met en avant les bonnes pratiques de nos collaborateurs sur le terrain. Ainsi qu'une rubrique « J'aime et je partage ma passion »dans laquelle nos collaborateurs peuvent mettre en avant un talent, une passion et de partager cela avec ses collègues.

.

1.6.2 LA FORMATION AVEC CAMPUS INDIGO

Les collaborateurs bénéficient dès leur arrivée et tout au long de leur carrière d'un accompagnement aux besoins de nos métiers et à la prise en main des nouveaux outils de l'entreprise. Indigo conçoit et organise des formations autour des activités propres aux métiers du stationnement. Qualité de service, propreté, relation client, sécurité, management d'équipe… pour assurer un service exemplaire, Indigo innove et investit continuellement dans la formation de ses équipes expertes du stationnement qui voient ainsi leur parcours professionnel enrichi.



Les programmes permettent de consolider les savoirs de base acquis par l'expérience tout en donnant accès à des cycles qualifiants.

Les formations sur le terrain permettent aux collaborateurs de mettre en pratique leurs acquis et de valider leurs connaissances, le personnel en formation bénéficie des mise en situation dans les parkings-écoles.

1.6.3 ENGAGEMENTS SOCIAUX ET SOCIÉTAUX

1.6.3.1 FAVORISER L'INSERTION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP



Depuis 2021, INDIGO a lancé une campagne de prévention et de sensibilisation sur le handicap au Travail.

INDIGO travaille à l'amélioration de la prise en compte des travailleurs handicapés. INDIGO accompagne notamment ses travailleurs handicapés dans leurs démarches de Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH) et leur renouvellement.

Aussi en partenariat avec l'Association de Gestion du Fond pour l'Insertion Professionnelle des personnes Handicapées (AGEFIPH) et a développé une politique d'accueil de stagiaires handicapés sur des fonctions d'Agent d'Exploitation.

1.6.3.2 LUTTE CONTRE LE HARCELEMENT

INDIGO a mis en plus plusieurs outils pour lutter contre les différentes formes de harcèlement. Un Pitch&Go (emission interne quotidienne' y a été consacré. Une référente harcèlement pour le groupe a ét é nommée. Une formation E-learning est disponbinle. Un affichage dans les locaux a aussi été fait.



1.6.3.3 DEVELOPPER LA MIXITE

Compte tenu des enjeux de féminisation de nos équipes et des instances dirigeantes, INDIGO voit, dans l'index de l'égalité femmes-hommes, une opportunité de progresser en matière de mixité en France.
INDIGO en France a obtenu la note de 90 sur 100 points pour l'année civile 2020 :

- L'écart de rémunération : 40 points
– L'écart du taux d'augmentation : 20 points
– L'écart du taux de promotion : 15 points
– Le nombre de salariées augmentées à leur retour de congé maternité : 15 points
– La parité parmi les 10 plus hautes rémunérations : 10 points.

1.7. LES BORNES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES



Parce qu'INDIGO soutient les modes de transports respectueux de l'environnement, nous mettons à disposition de nos clients des bornes de recharge électriques à des emplacements dédiés.
Aujourd'hui en France, près de **2620 points de charge électrique** sont disponibles dans les parkings INDIGO. Les bornes sont équipées de prises type T2 et T3, et délivrent pour la plupart une puissance de 7 kVa, permettant de recharger un véhicule en 4 heures.

L'objectif est double, proposer à nos clients une offre de recharge pour leur véhicule électrique facilitée pendant leur stationnement, et assurer aux automobilistes des points de recharges de proximité en mode urbain.

Afin de profiter en toute sérénité de ces bornes de recharges, INDIGO a créé les offres **Park & Charge**.
Ces offres permettent à tous les électromobilistes de trouver la solution de recharge adaptée à leurs usages.
L'offre **« A la carte »** permet de se recharger sur n'importe quelle borne et la tarification est en fonction de l'usage réel en Kwh et en durée de statiionnement. Elle est adaptée aux recharges occasionnelles.
L'offre **« Open »** permet de bénéficier d'un badge permettant de se recharger à volonté dans n'importe quelle borne d'un parking Indigo à un tarif forfaitaire dans la limite de 16h de recharge continue et de 250 kwh/mois. Elle est adapté aux consommateurs initérants.
L'offre **« Park & Charge Zen »** est l'offre la plus adaptée pour nos abonnés. Elle inclus le stationnement et la recharge à un tarif avantageux.







1.8. INFLATION, CRISE ENERGETIQUE

L'année 2022 a été marquée par le retour de l'inflation. Les difficultés d'approvisionnement que nos sociétés ont connu depuis la crise du COVID avaient commencé à créer un environnement propice à l'augmentation des prix. La guerre en Ukraine et les tensions sur le secteur énergétique poursuivi cet élan, et provoqué une inflation à des taux qui n'avaient pas été connues depuis près de 40 ans.

Cette inflation n'est pas spécifique à certaines catégories de biens ou d'équipements, elle est générale.
Le secteur du stationnement n'est donc pas épargné.

Les coût de l'énergie et des biens nécessaires au fonctionnement des installations qu'Indigo gère ont été très impactés. Les salaires ont également été revalorisés pendant cette année afin de tenir compte de l'inflation.

INDIGO s'est mobilisé tout au long de cette année 2022 pour circonscrire et limiter ces évolutions.
Néanmoins, ce contexte inflationniste va se poursuivre en 2023. Nous continuerons à faire notre possible pour limiter son impact sur nos exploitation, mais nous devrons également faire évoluer la tarification de nos parkings afin de préserver l'équilibre de nos contrats.

2.

LE CONTRAT

2.1. FICHE D'IDENTITE

En 2017, la Ville de Lunel a conclu un contrat de DSP pour l'exploitation du parc de stationnement Canal et de la voirie.

Signature du contrat : 17 octobre 2017
Début du contrat : 1er janvier 2018
Echéance du contrat : 31 décembre 2025
Société titulaire du contrat : Indigo Infra
Société exploitante : **Indigo Park**

2.1.1. VOS INTERLOCUTEURS

2.1.1.1. PILOTES DE LA RELATION COMMERCIALE

PIERRE BONNABAUD – DIRECTEUR REGIONAL

Responsable de la région, Pierre travaille en étroite collaboration avec le Directeur de Secteur qui, lui, veille à la bonne application de la politique qualité et commerciale d'Indigo, entretiennent des relations régulières avec le client et aide son équipe sur le terrain à déployer les offres commerciales.

JULIEN GRAVINI – DIRECTEUR DE SECTEUR

Il gère la relation contractuelle et l'exploitation des parcs et voiries sous contrat et assure le développement du secteur en privilégiant les relations externes avec nos interlocuteurs locaux à savoir

- Pilote l'activité du secteur Languedoc – Roussillon Vaucluse en supervisant les résultats financiers (contrôle des flux financiers, gestion budgétaire des frais de fonctionnement et des investissements) et la réalisation des contrats,
- Identifie les produits et services à développer dans le cadre d'actions commerciales sur le secteur,
- Gère les moyens humains, matériels et techniques (travaux courants de rénovation, grandes rénovations, etc.) nécessaires à l'exploitation dans le respect des normes et réglementations en vigueur ;
- Est votre interlocuteur au quotidien dans les relations avec, partenaires locaux, les services support d'Indigo et est force de proposition, participe à la définition et garantit la mise en application de la politique d'exploitation de la Direction Régionale.

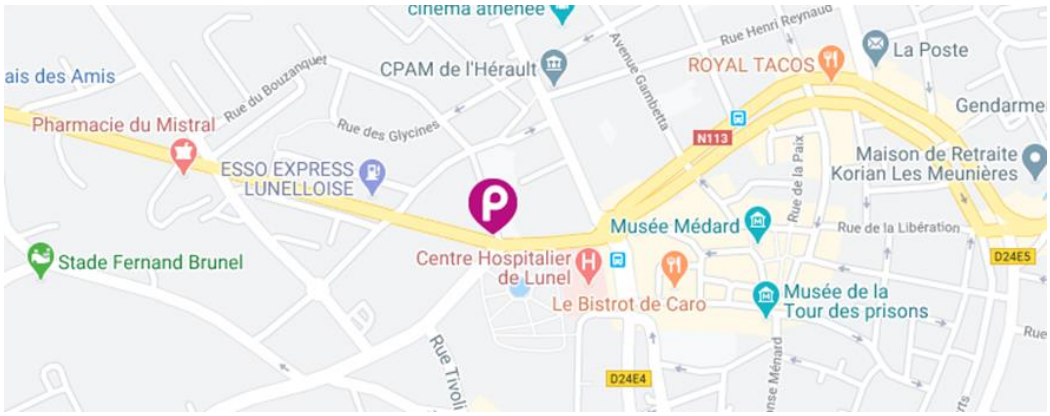
2.1.1.2. PILOTES DE LA PERFORMANCE OPERATIONNELLE

JERÔME GACHES - RESPONSABLE DE DISTRICT

Sous la responsabilité du Directeur de Secteur, gère l'exploitation des parcs et voiries sous contrat et assure le développement du district en privilégiant les relations externes avec nos interlocuteurs locaux à savoir, assure auprès des interlocuteurs et partenaires locaux une représentation et des liens privilégiés au quotidien, un rôle de conseil ou d'assistance.

2.1.2. LE PÉRIMÈTRE GLOBAL

Indigo exploite le parc Canal et la voirie depuis 2018 sur la ville de Lunel dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public.



2.1.3. LA BOUTIQUE

La boutique Indigo est située au parking Canal

Parking Canal
Rue Tivoli
34400 LUNEL

Horaires d'ouverture de la Boutique :
Tous les jours de 7h30 à 19h30

3.

DESCRIPTIF DE L'EXPLOITATION

3.1. DESCRIPTIF

3.1.1. PARKING CANAL

Descriptif	Moyens d'accès & de paiement
278 places 6 places PMR Payant 7j/7 de 8h00 à 19h00 Gratuité de 40 minutes Personnel présent 7j/7 de 7h30 à 19h30	Ouvert 24h/24 et 7j/7 Carte bancaire Carte Total GR OPnGO Application INDIGO Abonnement par Internet

La Crise Sanitaire a fortement contribué au reflexe paiement en carte bancaire, en effet la fonction sans contact ayant été fortement recommandée par les autorités sanitaires et par un affichage dans nos parcs.





3.1.2. VOIRIE

Secteur	Descriptif	Services
Courte **Durée**	Zone Courte Durée 522 places 37 horodateurs CALE CWT 2115 Horaires et abonnés Stationnement payant du lundi au samedi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 19h00 Gratuit les dimanches et jours fériés Macaron GIC-CIC ou caducée exonérés des droits de stationnement	Pièces CB CB sans Contact Paiement par téléphone Saisie de la plaque d'immatriculation Demande de droit par internet Abonnement par internet.

NOMBRES DE PLACES (DETAIL PAR RUE)

Nombre de places par rue au 31 décembre 2022

Répartition des places par rue			2022		2021		2020		2019	
N° horodateur		Rues	Nb places handicapés	Total places payantes	Nb places handicapés	Total places payantes	Nb places handicapés	Total places payantes	Nb places handicapés	Total places payantes
N° :	8	PL JEAN MOULIN	1	14	1	14	1	14	1	14
N° :	2	RUE F, MISTRAL	1	16		17		17		17
N° :	1	COURS G. PERI	1	12	1	15	1	15	1	15
N° :	20	AV GAMBETTA (Lafayette à H.Reynault)	1	11	1	67	1	67	1	67
N° :	27	AV GAMBETTA (H.Reynault à Lakanal)		22						
N° :	33	AV GAMBETTA (Lakanal à verdun)	2	33						
N° :	17	BLD LAFAYETTE (Bd Sarrail à Rue V.Hugo)	1	15	1	25	1	25	1	25
N° :	16	BLD LAFAYETTE (Rue V.Hugo à Place République)		15						
N° :	23	AV SARRAIL (Bd Strasbourg à Rue H.Reynaud)	1	10	2	34	2	34	2	34
N° :	30	AV SARRAIL (Rue H.Reynaud à Rue du Rieu)	2	19						
N° :	36	AV SARRAIL (Rue du Rieu à Rue Verdun)		4						
N° :	10	PL LOUIS CHRISTOL	1	6		6		6		6
N° :	4	PL. DES MARTYRS DE LA RESISTANCE	1	12		27		27		27
N°	3	RUE MARCEAU		22		21		21		21
		RUE DES HALLES								
N°	7	RUE DORMOY (Place République à J.J Rousseau)		20		40		40		42
N°	9	RUE DORMOY (J.J Rousseau à Sadi Carnot)		22						
N°	19	RUE DE LA REPUBLIQUE (H.Reynaud à Place république)		17	1	39	1	39	1	39
N°	24	RUE DE LA REPUBLIQUE (Impasse Andréa à H.Reynaud)	1	11						
N°	37	RUE DE LA REPUBLIQUE (H.Reynaud vers gare)		11						
N°	11	RUE SALENGRO (Rue Sadi Carnot à Rue Pascal)		23		49		49		50
N°	12	RUE SALENGRO (Rue Pascal à j.Durand)	1	15						
N°	13	RUE SALENGRO (j.Durand à Rue le Libétation)		16						
N°	14	BLD DE STRASBOURG (Pt de Vesse au n° 90 Bd de strasbourg)		14	1	28	1	28	1	28
N°	18	BLD DE STRASBOURG (N° 90 Bd de strasbourg à Sarrail)	1	5						
N°	6	PONT DE VESSE	1	12	1	12	1	12	1	12
N°	15	AVENUE du GENERAL de GAULLE		12		12		12		12
N°	21	AV HUGO (Bd Lafayette à R.H.Reynaud)		12	2	36	2	36	2	36
N°	28	AV HUGO (Rue .H.Reynaud à Rue Lakanal)	1	8						
N°	34	AV HUGO (Rue Lakanal à Av.Verdun)	1	15						
N°	22	RUE BOUTONNET (Bd Lafayette à H.Reynaud)		8		8		8		8
N°	29	RUE BOUTONNET (H.Reynaud à Rue Lakanal)		23		35		35		35
N°	35	RUE BOUTONNET (Rue Lakanal à Rue Verdun)		14						
N°	25	RUE H REYNAUD (Rue République à Rue Gambetta)	1	14	2	14	2	14	2	14
N°	26	RUE LAKANAL (Rue République Rue Gambetta)		17		18		18		18
		RUE LAKANAL (Rue Gambetta, Rue Victor hugo)								
N°	31	RUE LAKANAL (Rue V.Hugo à R.Boutonnet)		Piste cyclable		14		14		14
N°	32	RUE LAKANAL (R.boutonnet à Rue Sarrail)		Piste cyclable		9		9		9
N°	5	RUES LIBERATION, SADI CARNO, MEYNARD		4		4		4		4
N°	38	RUE DE VERDUN	1	9	13	544	13	544	13	547
N°	39	RUE DE VERDUN		9		18		18		18
					0	18		18		18
Nb total Horodateurs	37	TOTAL VILLE	20	522	13	562	13	562	13	565

3.2. TARIFICATION

3.2.1. PARKING CANAL

TARIFICATION HORAIRE (DEPUIS LE 1ER JANVIER 2018)

Exprimés en € TTC

DUREE	TARIF PAS 1/4h	TARIF CUMULE
00h00 à 00h40	0,00 €	0,00 €
00h41 à 00h55	0,80 €	0,80 €
00h56 à 01h10	0,40 €	1,20 €
01h11 à 01h25	0,40 €	1,60 €
01h26 à 01h40	0,40 €	2,00 €
01h41 à 01h55	0,20 €	2,20 €
01h56 à 02h10	0,20 €	2,40 €
02h11 à 02h25	0,20 €	2,60 €
02h26 à 02h40	0,20 €	2,80 €
02h41 à 02h55	0,20 €	3,00 €
02h56 à 03h10	0,20 €	3,20 €
03h11 à 03h25	0,20 €	3,40 €
03h26 à 03h40	0,20 €	3,60 €
03h41 à 03h55	0,20 €	3,80 €
03h56 à 04h10	0,20 €	4,00 €
04h11 à 04h25	0,20 €	4,20 €
04h26 à 04h40	0,20 €	4,40 €
04h41 à 04h55	0,20 €	4,60 €
04h56 à 05h10	0,20 €	4,80 €
05h11 à 05h25	0,20 €	5,00 €
05h26 à 05h40	0,20 €	5,20 €
05h41 à 05h55	0,20 €	5,40 €
05h56 à 06h10	0,10 €	5,50 €
06h11 à 06h25	0,10 €	5,60 €
06h26 à 06h40	0,10 €	5,70 €
06h41 à 06h55	0,10 €	5,80 €
06h56 à 07h10	0,10 €	5,90 €
07h11 à 07h25	0,10 €	6,00 €
07h26 à 07h40	0,10 €	6,10 €
07h41 à 07h55	0,10 €	6,20 €
07h56 à 08h10	0,00 €	6,20 €
08h11 à 08h25	0,00 €	6,20 €
08h26 à 08h40	0,00 €	6,20 €
08h41 à 08h55	0,00 €	6,20 €
08h56 à 09h10	0,00 €	6,20 €
09h11 à 09h25	0,00 €	6,20 €
09h26 à 09h40	0,00 €	6,20 €
09h41 à 09h55	0,00 €	6,20 €
09h56 à 10h10	0,00 €	6,20 €
10h11 à 10h25	0,00 €	6,20 €
10h26 à 10h40	0,00 €	6,20 €
10h41 à 11h00	0,00 €	6,20 €
Maxi 24 heures		**6,20 €**
Ticket perdu / jour		**6,20 €**

TARIFICATION ABONNES (DEPUIS LE 1ER JANVIER 2018)

Exprimés en € TTC

ABONNEMENT	MOIS	TRIMESTRE	SEMESTRE	ANNEE
Abonnements permanents	55,90 €	158,00 €	308,00 €	610,00 €
Abonnement 6 J : Lundi à Samedi ou Mardi au Dimanche	51,80 €	146,00 €	288,00 €	564,60 €
Abonnement 5 J : Lundi à Vendredi	45,70 €	129,00 €	253,90 €	495,60 €
Abonnement 4 J : Lundi, mardi, jeudi et vendredi	40,60 €	115,80 €	219,40 €	426,50 €

TARIFICATION FORFAIT DE PASSAGE (DEPUIS LE 1ER JANVIER 2018)

Exprimés en € TTC

FORFAITS	TARIFS
Forfait 5 jours consécutifs	13,00 €
Forfait 6 jours consécutifs	15,00 €
Forfait 7 jours consécutifs	17,00 €
Forfait 15 jours consécutifs	32,00 €
Forfait 21 jours consécutifs	46,00 €
Jour supplémentaire	2,50 €

3.2.2. VOIRIE

TARIFICATION HORAIRE (DEPUIS LE 1ER JANVIER 2018)

Exprimés en € TTC

Zone Courte durée	TARIF
0h30 mn	0,30 €
0h37 mn	0,40 €
0h44 mn	0,50 €
0h51 mn	0,60 €
01h00 mn	0,70 €
01h08 mn	0,80 €
01h16 mn	0,90 €
01h24 mn	1,00 €
01h32 mn	1,10 €
01h40 mn	1,20 €
01h48 mn	1,30 €
02h00 mn	1,40 €
02h08 mn	1,50 €
02h16 mn	1,60 €
02h24 mn	1,70 €
02h32 mn	1,80 €
02h40 mn	1,90 €
02h48 mn	2,00 €
03h00 mn	2,10 €
03h07 mn	2,20 €
03h14 mn	2,30 €
03h21 mn	2,40 €
03h30 mn	2,50 €
4h00 mn	25,00 €

TARIFICATION ABONNES (DEPUIS LE 1ER JANVIER 2018)

Exprimés en € TTC

ABONNEMENTS	MOIS	TRIMESTRE	ANNEE
Abonnement résidentiel	20,00 €	57,00 €	200,00 €
Abonnement professionnel	30,00 €	85,50 €	300,00 €

3.2.3. NOMBRE DE JOURS PAYANTS PAR MOIS

Nb jours payants	2 022
Janvier	25
Février	24
Mars	24
Avril	25
Mai	25
Juin	25
Juillet*	20
Août	22
Septembre	22
Octobre	21
Novembre	24
Décembre	27
Total	**284**

** Gratuité de la Voirie lors de la Pescalune*

3.3. FAITS MARQUANTS

Voici les faits marquants intervenus en 2022 :

3.3.1. EVÈNEMENTS PARC CANAL

- 10 avril : Course camargausiae aux arènes

-23 & 24 Mai : Les arenes Sonores

-13 & 14 Juin : Les Arenes sonores

- Du 05 au 08 août : Festival électro aux arènes

-18 & 19 Septembre & 3 Octobre : Les Arenes sonores

3.3.2. EVÈNEMENTS VOIRIE

- Février : Suppression de 2 horodateurs suite à l'aménagement d'une piste cyclable

- Depuis le 1er mai 2021 : Maintien des terrasses éphémères pour les bars et restaurants secteur de l'Eglise : 18 places en moins pendant la saison estivale

- du 12 au 17 juillet : Stationnement gratuit pour la Pescalune

4.

MAINTENANCE ET TRAVAUX

4.1. EQUIPEMENTS ET MAINTENANCE

4.1.1. PARC CANAL

EQUIPEMENTS

EQUIPEMENT DE PEAGE ET CONTRÔLES D'ACCES							
Equipement	Marque	Année d'achat	Fournisseur Prestataire	Type	Nb	Contrat Entretien	Nb de visites / an
Chenal d'entrée + Borne	DESIGNA	2018	DESIGNA	PM ABACUS	3	OUI	3
Chenal de sortie + Borne	DESIGNA	2018	DESIGNA	PM ABACUS	2	OUI	3
Barrière automatique	DESIGNA	2018	DESIGNA	PM ABACUS	4	OUI	3
Caisse automatique mixte	DESIGNA	2018	DESIGNA	PM ABACUS	2	OUI	3
Module carte bancaire sur caisse auto avec CB sans contac	DESIGNA	2018	DESIGNA	PM ABACUS	2	OUI	3
Lecteur CB Borne de sortie + lecteur CB sans contact	DESIGNA	2018	DESIGNA	PM ABACUS	2	OUI	3
Caisse manuelle	DESIGNA	2018	DESIGNA	PM ABACUS	1	OUI	3
Lecteur CB Caisse manuelle	DESIGNA	2018	DESIGNA	PM ABACUS	1	OUI	3
Concentrateur CB	DESIGNA	2018	DESIGNA	PM ABACUS	1	OUI	3
Centrale de gestion	DESIGNA	2018	DESIGNA	PM ABACUS	1	OUI	3
Interphonie (caisses, entrées, sorties)	COMMEND GE300	2018	DESIGNA	COMMEND	1	OUI	

SURVEILLANCE

Les 2 caisses automatiques du parking Le Canal sont équipées de caméras de vidéosurveillance fixes reliées directement au bureau principal de la Police Municipale.

2 caméras mobiles sont également installées sur le parking et reliées au poste de la Police Municipale.

PROPRETE

Le nettoyage du Parking Le Canal est assuré par nos agents.

4.1.2. VOIRIE

EQUIPEMENTS

Fournisseur

Le fournisseur référencé sur la voirie de Lunel est la société CALE.

Modèle / Type

Horodateurs de marque CALE, modèle CWT 2115.

Nombre

Le parc d'horodateurs est composé de 37 horodateurs.

MAINTENANCE

Nature de l'intervention	Nombre
Autre	4
Batterie	7
Changement chaine monetique	4
Changement sélecteur	4
Déblocage monnayeur	26
Débourrage papier	73
Nettoyage Int/Ext	47
Réinitialisation alimentation	30
Rouleaux	145
Test / Vérif / RAS	84
Changement imprimante	3
Changement carte	2
Changement lecteur	8
Changement pinpad	1
Total général	**405**

SURVEILLANCE ET PROPRETE

Les horodateurs de la Ville sont contrôlés et nettoyés autant que nécessaire.
Les défauts constatés ou signalés sont réparés dans un délai maximum de 4 heures.

ENTRETIEN

L'ensemble de la signalisation horizontale a fait l'objet d'une réfection soit par un prestataire soit par nos propres équipes.

Signalisation verticale : tous les stickers sur les panneaux indiquant les horodateurs et les zones sont changés autant que nécessaire pour conserver une parfaite information.

Rues	Mots payants	Mètres linéaires
PL JEAN MOULIN	0	0
RUE F. MISTRAL	0	0
COURS G. PERI	8	0
AV GAMBETTA	16	0
BD LAFAYETTE	0	0
AV SARRAIL	0	0
PL LOUIS CHRISTOL	0	0
PL DES MARTYRS DE LA RESISTANCE	8	0
RUE MARCEAU	4	0
RUE DES HALLES	0	0
RUE DORMOY	19	0
RUE DE LA REPUBLIQUE	0	0
RUE SALENGRO	0	0
BD DE STRASBOURG	0	0
PONT DE VESSE	0	0
AV DU GENERAL DE GAULLE	0	0
AV HUGO	24	82
RUE BOUTONNET	0	0
RUE H REYNAUD	8	65
RUE LAKANAL	0	0
RUES LIBERATION, S. CARNO, MEYNARD	4	20
RUE DE VERDUN	0	0

4.2. TRAVAUX

4.2.1. PARC CANAL

TRAVAUX EFFECTUES EN 2022

Pas de travaux effectués en 2022.

TRAVAUX PREVUS EN 2023

La nature et les montants des travaux prévisionnels sur l'exercice 2023 ne constituent aucun engagement contractuel. Les évènements peuvent nous conduire à adopter une autre politique d'investissement.

CANAL - INVESTISSEMENTS PROGRAMMES 2023	
	Investissement Gros Entretien
Signalisation	5,0k€
Total	**5,0k€**

4.2.2. VOIRIE

TRAVAUX EFFECTUES EN 2022

VOIRIE - INVESTISSEMENTS REALISES 2022	
	Investissement Gros Entretien
CB 5,5	10,3k€
Achat pieces de rechanges	5,0k€
Total	**15,3k€**

TRAVAUX PREVUS EN 2023

VOIRIE - INVESTISSEMENTS PROGRAMMES 2023	
	Investissement Gros Entretien
Signalisation	5,0k€
Total	**5,0k€**

La nature et les montants des travaux prévisionnels sur l'exercice 2023 ne constituent aucun engagement contractuel. Les évènements peuvent nous conduire à adopter une autre politique d'investissement.

5.

ORGANISATION ET MOYENS D'EXPLOITATION

5.1. L'ORGANISATION LOCALE

Afin d'apporter un service de qualité et homogène sur les parkings en gestion nous avons mis en place une organisation permettant de répondre à 3 exigences principales :

- L'entretien des ouvrages et des équipements
- L'accueil des clients
- La gestion des flux financiers

Afin d'atteindre ces exigences, l'exploitation bénéficie d'un encadrement qualifié :

- Un Responsable de District, Jérôme GÂCHES, en charge d'assurer sur le terrain la relation avec la collectivité, de piloter les équipes, de contrôler les exploitations et d'assurer le suivi budgétaire et le développement des contrats.
- Un responsable de sites, Kadda MOSTEPHA HANCHOUR, en charge d'assurer la maintenance et l'entretien des ouvrages, le management des équipes de terrain, le suivi des prestataires et fournisseurs.

  Il dispose des collaborateurs qui sont amenés à intervenir sur l'ensemble des exploitations, non en fonction d'une affectation fixe mais en fonction du besoin et de la compétence des collaborateurs.

  Il assure également le suivi des prestataires en charge de l'entretien et de la maintenance des équipements. Il peut également solliciter en fonction du besoin l'équipe maintenance qualifiée pour les interventions de 2ème et 3ème niveau.
- Deux agents d'exploitation.

5.1.1.FORMATION DE NOS COLLABORATEURS

Au cours de l'année 2022, plusieurs de nos collaborateurs ont pu bénéficier de formation, aussi bien en présentiel qu'en distanciel, cette dernière modalité étant particulièrement adaptée au contexte sanitaire
Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel.

Sur les parcs de Lunel plusieurs collaborateurs ont été formés en 2022.

Intitulé du Poste	Formation
Agent d'exploitation	Habilitation électrique

5.2. SERVICE DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE

L'ensemble des parkings dispose par ailleurs d'équipements techniques importants afin de nous permettre d'assurer la sécurité des personnes et des biens 7j/7 et 24h/24 grâce au S.A.E (Système d'Aide à l'Exploitation).

Ainsi l'ensemble des alarmes incendies, effraction, pompes de relevage, réseau, coupure électrique, etc… ont été connectées à notre SAE et sont accessibles localement sur chaque parking, à distance depuis la BLI ou depuis notre centre national de télé-opération situé à la Défense.

De même la vidéoprotection a été renforcée sur l'ensemble des parkings afin de réduire le délai d'intervention en cas d'incident (effraction, incendie,).

L'ensemble des points d'appels, en caisse automatique, en borne de sortie, aux espaces accueil sont également connectés au SAE afin de permettre au client d'avoir rapidement une réponse à toute demande.

Un système d'appel général diffuse sur l'ensemble des parkings un message via les hauts parleurs qui permet de contacter le personnel en ronde injoignable par smartphone.



LE CENTRE NATIONAL DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE (CNTO), UNE EXCLUSIVITE INDIGO ISSUE DE SA DEMARCHE INNOVATION, GARANTIT UNE SECURITE MAXIMALE DES CLIENTS.

Ce système global d'aide à l'exploitation se base sur une technologie exclusive de gestion et de surveillance des parkings. La vidéosurveillance et l'interphonie permettent aux téléopérateurs, en alternance avec les équipes exploitantes, de répondre en temps réel aux attentes du client final à n'importe quelle étape de son parcours (automobiliste ou piéton).

Le CNTO assure, quoi qu'il arrive, le lien entre le client et l'exploitant, pour une sécurité maximum et ce, 24h/24, 365 jours/365.

5.3. SERVICE RELATION CLIENTS

Les clients ont aujourd'hui l'habitude et le besoin légitime de s'exprimer, de questionner et de commenter en ligne les prestations proposées.
Pour encourager cette relation, source d'inspiration et d'évolution des produits et services, la société INDIGO s'est dotée d'un service de Relation Client Interne s'appuyant sur plusieurs canaux de communication.



Notre Raison d'être : « Créateur d'espace pour une ville apaisé en mouvement ». Cette vision doit guider notre action au quotidien et oriente la stragtégie de l'entreprise sur le long terme. Elle engage pleinement le groupe INDIGO en tant qu'acteur de la ville de demain.C'est pour cela qu'en 2022 INDIGO mets un place la campagne « Promesse client ». Un E-learning accessible à tous, des affichages









Des questionnaires staifactions clients,videos temoigniages de nos clients sont utilisés lors des réunions internes pour améliorer la qualité de nos services.

NOS CLIENTS PEUVENT EN EFFET NOUS CONTACTER PAR :

- Courrier : INDIGO - 1 Place des Degrés - TSA 43214 – 92919 La Défense Cedex
- Mail : service.clients@group-indigo.com
- Téléphone : 0 810 26 3000 du lundi au samedi de 09h à 20h.
- Directement par formulaire depuis le site web fr.parkindigo.com ou depuis l'application mobile

5.4. LES SERVICES

5.1.1 SOUSCRIPTION PAR INTERNET

INDIGO propose à ses clients de souscrire ou renouveler leur abonnement de stationnement en ligne. Sur le site Internet https://fr.parkindigo.com/, l'espace abonné permet à chaque client, en quelques clics, de créer, consulter, éditer ses factures et gérer son compte. Cette innovation crée plus de souplesse dans la gestion de son compte et offre ainsi un gain de temps important.
Le site INDIGO fait l'objet d'évolutions régulières permettant de s'adapter à tous les besoins.



5.1.2 INDIGO NEO

En 2016 le groupe INDIGO a créé OPnGO, 1ère solution application qui digitalise toutes les étapes du stationnement en voirie et dans les parkings.



Le 21 juin 2022, l'application OPnGO disparait et devient INDIGO Neo, une plateforme digitale unique adaptée à tous les besoins de mobilité et accessible dans plus de 600 parkings et près de 80 villes en voirie, en France et en Europe.
INDIGO Neo, est la 1ère application qui permet de bénéficier de l'accès « mains libres » dans les parcs de stationnement INDIGO, grâce à la technologie de lecture de plaque, de payer son stationnement à l'avance, de stationner à la demande ou encore de souscrire et gérer ses abonnements. En voirie, elle offre la possibilité de payer et renouveler son stationnement de façon dématérialisée, sans prise de ticket aux horodateurs et de réaliser ses démarches de souscriptions. Elle s'adresse aussi bien aux visiteurs qu'aux résidents et professionnels, en proposant tous les tarifs disponibles dans chaque ville.



Cette nouvelle plateforme INDIGO Neo viendra s'enrichir de nouvelles fonctionnalités au service de la Ville de Honfleur et de nos clients : l'accessibilité et la réservation des bornes de recharge électriques de nos parkings, le stationnement vélo sécurisé dans nos Cyclopark, les solutions pour les professionnels et gestionnaires de flottes d'entreprises… pour une mobilité toujours plus simple et plus facile.

Le service est 100% mobile, l'usager doit commencer par télécharger l'application smartphone sur iOS ou Android. Une fois son compte créé, il peut activer la géolocalisation pour l'aider à trouver l'emplacement de son stationnement, sinon, il peut utiliser la barre de recherche pour entrer son adresse.



6.

ANALYSES

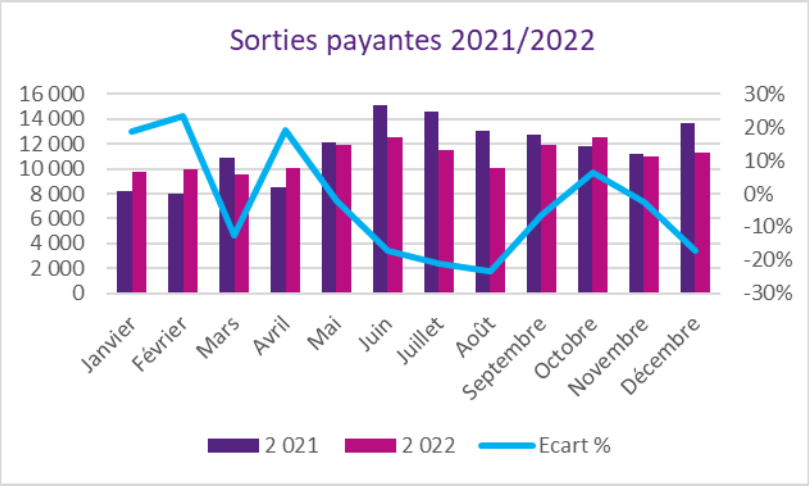
6.1. ACTIVITE DU PARC CANAL

Ces tableaux sont constitués de données statistiques, il peut arriver qu'il y ait une légère différence avec les éléments comptables du compte de résultat (impayés, régularisation d'impayés, écart sur versement espèces…). En tout état de cause seul le compte de résultat détermine le chiffre d'affaires à prendre en compte.

6.1.1. FREQUENTATIONS

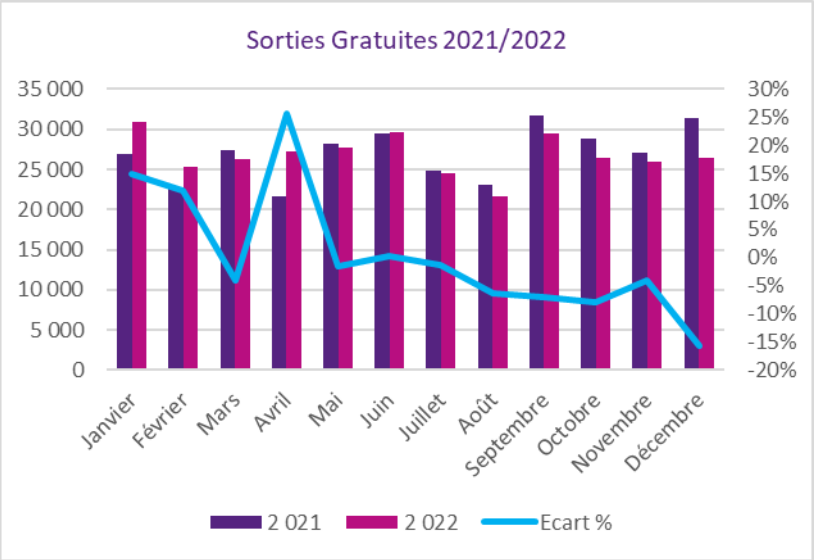
FREQUENTATIONS HORAIRES PAYANTES

Sorties payantes	2 021	2 022	Ecart %
Janvier	8 180	9 715	19%
Février	8 043	9 909	23%
Mars	10 888	9 513	-13%
Avril	8 481	10 099	19%
Mai	12 130	11 889	-2%
Juin	15 084	12 488	-17%
Juillet	14 560	11 487	-21%
Août	13 034	10 017	-23%
Septembre	12 765	11 938	-6%
Octobre	11 765	12 512	6%
Novembre	11 225	10 949	-2%
Décembre	13 636	11 280	-17%
Total	**139 791**	**131 796**	-6%



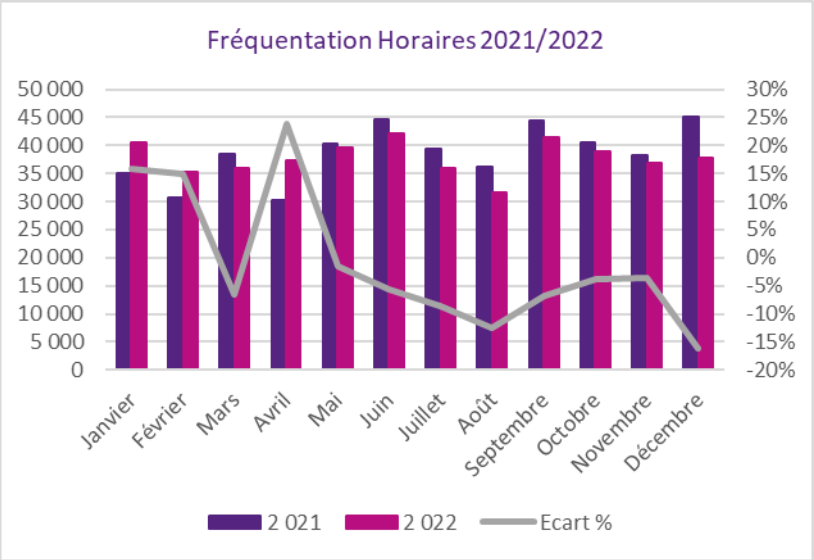
SORTIES GRATUITES

Sorties gratuites	2 021	2 022	Ecart %
Janvier	26 853	30 885	15%
Février	22 615	25 316	12%
Mars	27 480	26 336	-4%
Avril	21 679	27 245	26%
Mai	28 139	27 720	-1%
Juin	29 463	29 571	0%
Juillet	24 801	24 504	-1%
Août	23 046	21 589	-6%
Septembre	31 690	29 469	-7%
Octobre	28 829	26 513	-8%
Novembre	27 047	25 943	-4%
Décembre	31 469	26 498	-16%
Total	**323 111**	**321 589**	0%



TOTAL FREQUENTATIONS HORAIRES

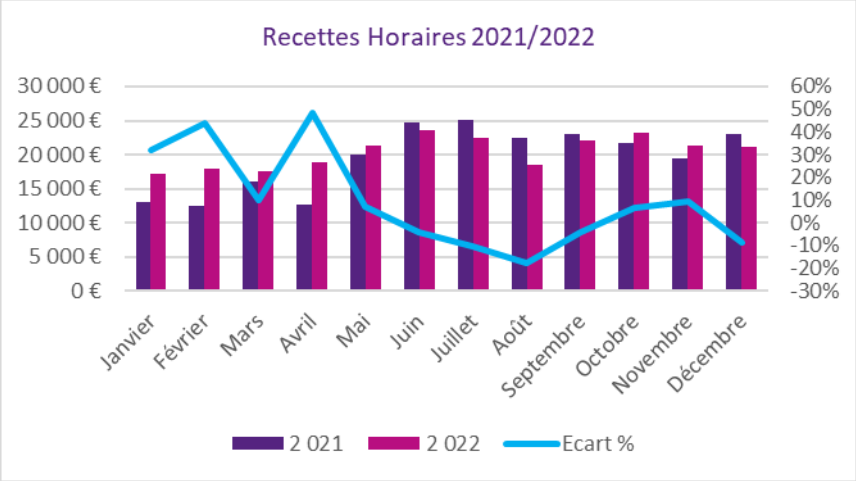
Fréquentation Horaires	2 021	2 022	Ecart %
Janvier	35 033	40 600	16%
Février	30 658	35 225	15%
Mars	38 368	35 849	-7%
Avril	30 160	37 344	24%
Mai	40 269	39 609	-2%
Juin	44 547	42 059	-6%
Juillet	39 361	35 991	-9%
Août	36 080	31 606	-12%
Septembre	44 455	41 407	-7%
Octobre	40 594	39 025	-4%
Novembre	38 272	36 892	-4%
Décembre	45 105	37 778	-16%
Total	**462 902**	**453 385**	-2%

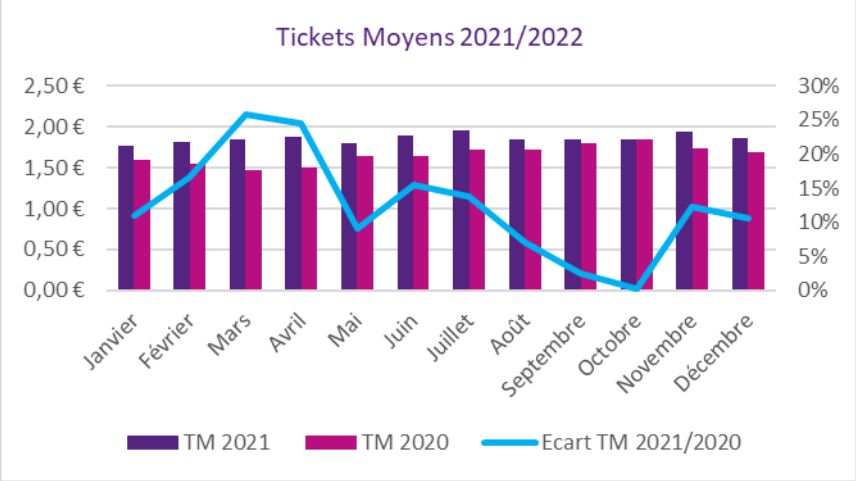


RECETTES HORAIRES

Recette Horaire TTC	2 021	2 022	Ecart %	TM 2021	TM 2020	Ecart TM 2021/2020
Janvier	13 014 €	17 158 €	32%	1,77 €	1,59 €	11%
Février	12 502 €	17 976 €	44%	1,81 €	1,55 €	17%
Mars	15 971 €	17 550 €	10%	1,84 €	1,47 €	26%
Avril	12 761 €	18 917 €	48%	1,87 €	1,50 €	24%
Mai	19 959 €	21 345 €	7%	1,80 €	1,65 €	9%
Juin	24 693 €	23 618 €	-4%	1,89 €	1,64 €	16%
Juillet	25 122 €	22 549 €	-10%	1,96 €	1,73 €	14%
Août	22 529 €	18 536 €	-18%	1,85 €	1,73 €	7%
Septembre	22 993 €	22 055 €	-4%	1,85 €	1,80 €	3%
Octobre	21 671 €	23 121 €	7%	1,85 €	1,84 €	0%
Novembre	19 415 €	21 283 €	10%	1,94 €	1,73 €	12%
Décembre	23 040 €	21 083 €	-8%	1,87 €	1,69 €	11%
Total	**233 668 €**	**245 190 €**	5%	1,86 €	1,67 €	11%

TM : Ticket Moyen

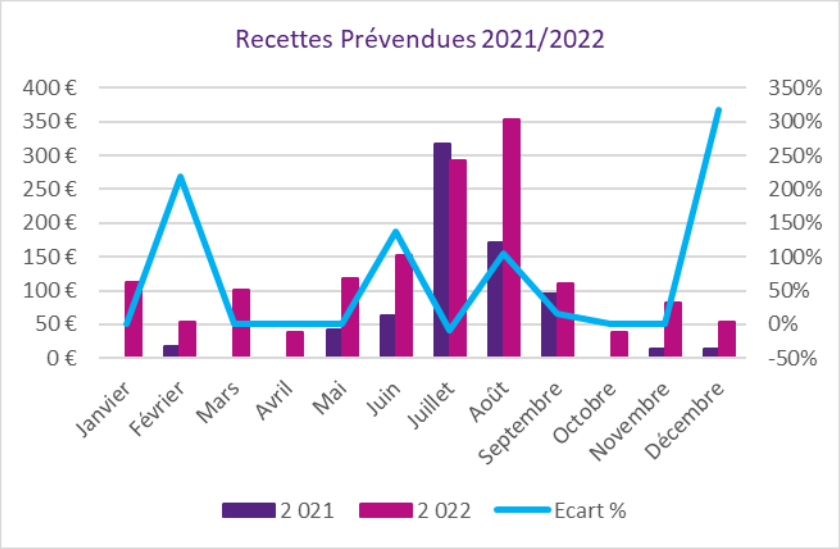




RECETTES PREVENDUES

Recettes Prévendues TTC	2 021	2 022	Ecart %
Janvier	0 €	112 €	#DIV/0!
Février	17 €	54 €	219%
Mars	0 €	100 €	0%
Avril	0 €	38 €	0%
Mai	43 €	119 €	0%
Juin	64 €	152 €	137%
Juillet	318 €	293 €	-8%
Août	172 €	352 €	105%
Septembre	95 €	111 €	17%
Octobre	0 €	38 €	0%
Novembre	13 €	83 €	0%
Décembre	13 €	54 €	317%
Total	**735 €**	**1 506 €**	105%

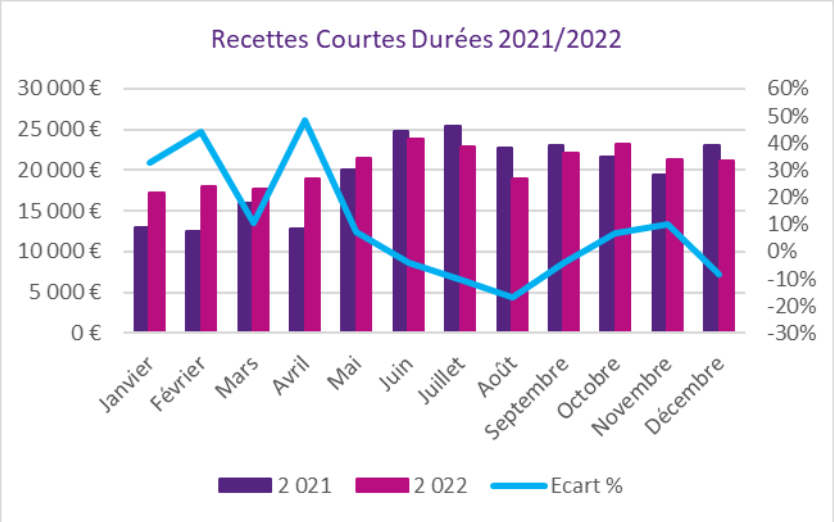
Prévendues : Forfaits de passage, chèques parking…



TOTAL RECETTES COURTE DUREE

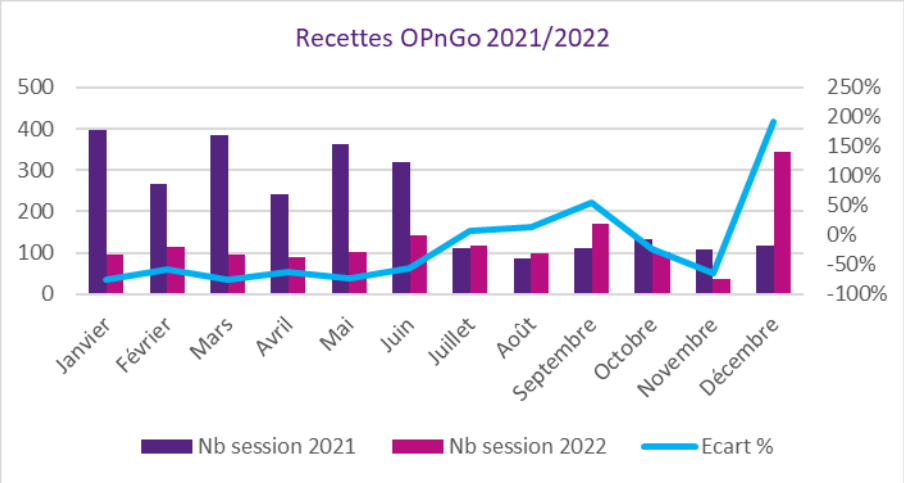
Recettes Courtes durées TTC	2 021	2 022	Ecart %
Janvier	13 014 €	17 270 €	33%
Février	12 519 €	18 030 €	44%
Mars	15 971 €	17 651 €	11%
Avril	12 761 €	18 955 €	49%
Mai	20 002 €	21 464 €	7%
Juin	24 757 €	23 770 €	-4%
Juillet	25 440 €	22 842 €	-10%
Août	22 701 €	18 888 €	-17%
Septembre	23 088 €	22 166 €	-4%
Octobre	21 671 €	23 159 €	7%
Novembre	19 428 €	21 365 €	10%
Décembre	23 053 €	21 137 €	-8%
Total	**234 403 €**	**246 696 €**	5%

Courtes Durées : Recettes Horaires + Prévendues



RECETTES OPNGO

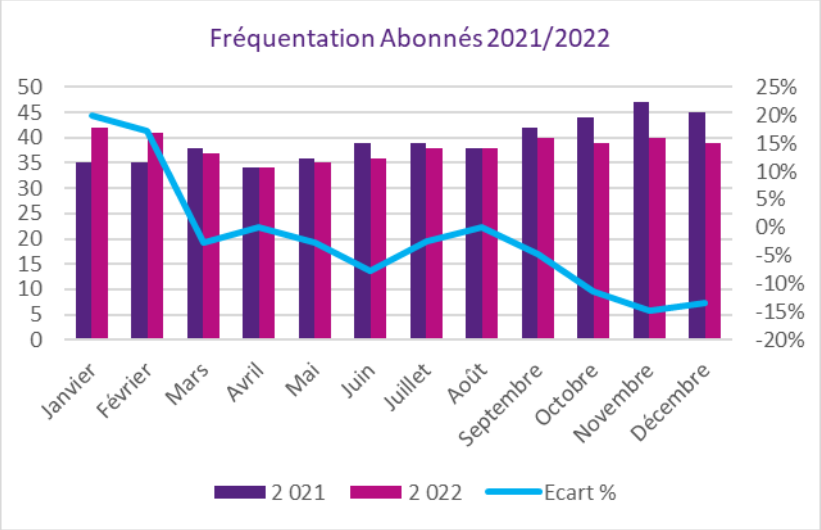
Recettes OPnGo TTC	Nb session 2021	Nb session 2022	Ecart %	CA 2021	CA 2022	Ecart TM 2020/2019
Janvier	397	96	-76%	306 €	204 €	50%
Février	267	113	-58%	112 €	345 €	-68%
Mars	386	96	-75%	244 €	270 €	-10%
Avril	241	90	-63%	116 €	175 €	-34%
Mai	364	101	-72%	248 €	212 €	17%
Juin	320	143	-55%	500 €	278 €	80%
Juillet	111	118	6%	237 €	219 €	8%
Août	86	98	14%	1 547 €	355 €	336%
Septembre	111	171	54%	255 €	418 €	-39%
Octobre	132	101	-23%	722 €	198 €	264%
Novembre	107	38	-64%	236 €	154 €	53%
Décembre	118	344	192%	312 €	822 €	-62%
Total	**2 640**	**1 509**	-43%	**4 835 €**	**3 648 €**	33%



6.1.2. ABONNES

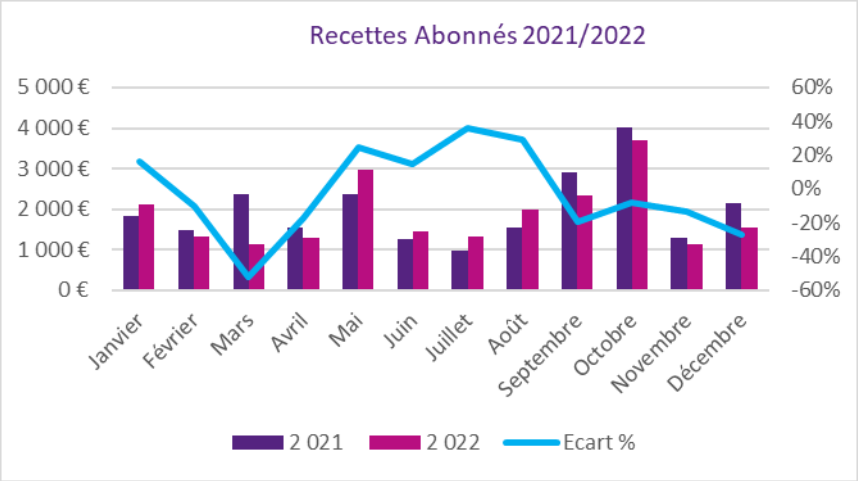
NOMBRE D'ABONNES

Fréquentation Abonnés	2 021	2 022	Ecart %
Janvier	35	42	20%
Février	35	41	17%
Mars	38	37	-3%
Avril	34	34	0%
Mai	36	35	-3%
Juin	39	36	-8%
Juillet	39	38	-3%
Août	38	38	0%
Septembre	42	40	-5%
Octobre	44	39	-11%
Novembre	47	40	-15%
Décembre	45	39	-13%
Total	**472**	**459**	-3%
Abonnement moyen	*39*	*38*	



RECETTES ABONNES

Recettes Abonnés TTC	2 021	2 022	Ecart %
Janvier	1 818 €	2 113 €	16%
Février	1 472 €	1 315 €	-11%
Mars	2 365 €	1 128 €	-52%
Avril	1 559 €	1 297 €	-17%
Mai	2 384 €	2 975 €	25%
Juin	1 265 €	1 447 €	14%
Juillet	965 €	1 314 €	36%
Août	1 531 €	1 983 €	30%
Septembre	2 916 €	2 339 €	-20%
Octobre	4 024 €	3 713 €	-8%
Novembre	1 301 €	1 128 €	-13%
Décembre	2 134 €	1 561 €	-27%
Total	**25 851 €**	**22 315 €**	-14%



6.1.3. POURCENTAGE D'UTILISATION DES MOYENS DE PAIEMENT

ANNEE	ESPECES	CB	TOTAL GR	LIBER'T	PRELEVEMENT VIREMENT	CHEQUES	AMEX	Indigo-Néo
2010	57,25%	37,51%	1,36%	0,00%	3,88%			
2011	55,23%	40,60%	1,23%	0,00%	2,94%			
2012	53,30%	42,78%	1,43%	0,00%	2,38%			
2013	49,77%	45,66%	1,53%	0,00%	2,82%			
2014	45,87%	50,40%	1,63%	0,00%	2,10%			
2015	42,08%	53,14%	1,31%	0,00%	1,76%			
2016	35,54%	59,68%	1,52%	0,00%	3,03%			
2017	31,79%	62,90%	1,83%	0,00%	3,21%			
2018	29,12%	66,17%	1,89%	0,00%	1,80%			6,54%
2019	26,56%	69,02%	1,42%	0,00%	1,22%	0,55%		
2020	21,39%	74,43%	1,28%	0,00%	0,25%	1,11%		
2021	20,22%	77,06%	0,63%	0,00%	0,20%	1,90%		
2022	18,16%	77,88%	0,96%	0,00%	1,45%	0,19%	0,00%	1,36%

6.2. ACTIVITE DE LA VOIRIE

Ces tableaux sont constitués de données statistiques, il peut arriver qu'il y ait une légère différence avec les éléments comptables du compte de résultat (impayés, régularisation d'impayés, écart sur versement espèces…). En tout état de cause seul le compte de résultat détermine le chiffre d'affaires à prendre en compte.

6.2.1. BILAN DE L'ACTIVITE

2 022	Espèces	Nb Tickets émis	CB	Nb Tickets émis	OPnGo	Nb Tickets émis	Abonnements	TOTAL	Nb Tickets émis	Nb Places	Nb Jours	Ticket Moyen
Janvier	7 710,10 €	7 726	5 850,60 €	4 343	1 407,21 €	919	6 129,50 €	21 097,41 €	12 988	544	25	1,62 €
Février	8 465,90 €	8 628	6 305,40 €	4 943	1 407,11 €	937	4 707,50 €	20 885,91 €	14 508	522	24	1,44 €
Mars	10 613,70 €	10 729	6 528,30 €	4 915	1 384,74 €	921	6 117,00 €	24 643,74 €	16 565	522	24	1,49 €
Avril	8 274,10 €	8 363	6 244,70 €	4 580	1 327,36 €	911	5 479,00 €	21 325,16 €	13 854	522	25	1,54 €
Mai	8 277,20 €	8 302	6 026,80 €	4 500	1 227,43 €	838	4 838,00 €	20 369,43 €	13 640	522	25	1,49 €
Juin	11 424,70 €	10 764	2 920,00 €	2 713	1 588,87 €	919	8 087,50 €	24 021,07 €	14 396	522	25	1,67 €
Juillet*	6 524,50 €	6 231	4 737,40 €	3 350	999,15 €	695	3 717,00 €	15 978,05 €	10 276	522	20	1,55 €
Août	0,00 €	0	5 116,50 €	3 696	1 431,41 €	992	5 451,00 €	11 998,91 €	4 688	522	22	2,56 €
Septembre	18 083,30 €	16 849	6 153,20 €	4 608	1 586,30 €	1 189	7 758,50 €	33 581,30 €	22 646	522	22	1,48 €
Octobre	8 172,90 €	8 137	6 743,60 €	5 898	1 575,15 €	1 380	4 734,50 €	21 226,15 €	15 415	522	21	1,38 €
Novembre	7 240,12 €	7 042	4 822,80 €	3 694	1 418,84 €	1 106	4 599,50 €	18 081,26 €	11 842	522	24	1,53 €
Décembre	9 454,80 €	9 149	5 942,80 €	4 281	1 551,84 €	1 159	6 856,50 €	23 805,94 €	14 589	522	27	1,63 €
Total	**104 241**	**101 920**	**67 392**	**51 521**	**16 905**	**11 966**	**68 476**	**257 014**	**165 407**	**6 286**	**284**	**1,62 €**

** Gratuité de la Voirie lors de la Pescalune*

6.2.2. REPARTITION DES RECETTES

RECETTES HORAIRES

Nb Paiements Horaires	2 021	2 022	Ecart %
Janvier	13 828	12 988	-6,07%
Février	13 615	14 508	6,56%
Mars	15 922	16 565	4,04%
Avril	16 386	13 854	-15,45%
Mai	12 978	13 640	5,10%
Juin	15 355	14 396	-6,25%
Juillet	14 792	10 276	-30,53%
Août	12 674	4 688	-63,01%
Septembre	16 465	22 646	37,54%
Octobre	14 547	15 415	5,97%
Novembre	13 497	11 842	-12,26%
Décembre	16 287	14 589	-10,43%
Total	**176 346**	**165 407**	-6,20%

Recettes Horaires TTC	2 021	2 022	Ecart %
Janvier	15 205,21 €	14 967,91 €	-1,56%
Février	14 673,60 €	16 178,41 €	10,26%
Mars	17 968,43 €	18 526,74 €	3,11%
Avril	17 086,98 €	15 846,16 €	-7,26%
Mai	14 759,20 €	15 531,43 €	5,23%
Juin	16 989,92 €	15 933,57 €	-6,22%
Juillet	16 227,31 €	12 261,05 €	-24,44%
Août	13 862,10 €	6 547,91 €	-52,76%
Septembre	18 184,73 €	25 822,80 €	42,00%
Octobre	16 402,08 €	16 491,65 €	0,55%
Novembre	15 516,02 €	13 481,76 €	-13,11%
Décembre	18 426,46 €	16 949,44 €	-8,02%
Total	**195 302,04 €**	**188 538,83 €**	-3,46%

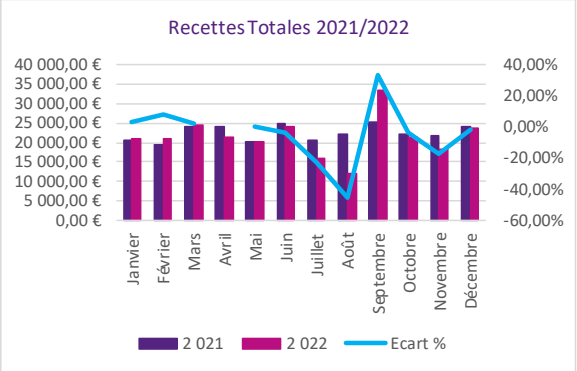
RECETTES ABONNES

Nb Abonnés	2 021	2 022	Ecart %
Janvier	265	303	14,34%
Février	294	287	-2,38%
Mars	292	293	0,34%
Avril	283	269	-4,95%
Mai	231	260	12,55%
Juin	312	272	-12,82%
Juillet	276	254	-7,97%
Août	290	264	-8,97%
Septembre	284	281	-1,06%
Octobre	296	261	-11,82%
Novembre	278	268	-3,60%
Décembre	293	271	-7,51%
Total	**3 394**	**3 283**	-3,27%

Recettes Abonnés TTC	2 021	2 022	Ecart %
Janvier	5 227,50 €	6 129,50 €	17,25%
Février	4 701,50 €	4 707,50 €	0,13%
Mars	6 115,50 €	6 117,00 €	0,02%
Avril	7 070,50 €	5 479,00 €	
Mai	5 577,00 €	4 838,00 €	-13,25%
Juin	7 963,00 €	8 087,50 €	1,56%
Juillet	4 477,00 €	3 717,00 €	-16,98%
Août	8 189,00 €	5 451,00 €	-33,44%
Septembre	7 028,00 €	7 758,50 €	10,39%
Octobre	5 635,00 €	4 734,50 €	-15,98%
Novembre	6 220,50 €	4 599,50 €	-26,06%
Décembre	5 781,50 €	6 856,50 €	18,59%
Total	**73 986,00 €**	**68 475,50 €**	-7,45%

RECETTES TOTALES

Recettes Totales TTC	2 021	2 022	Ecart %
Janvier	20 432,71 €	21 097,41 €	3,25%
Février	19 375,10 €	20 885,91 €	7,80%
Mars	24 083,93 €	24 643,74 €	2,32%
Avril	24 157,48 €	21 325,16 €	
Mai	20 336,20 €	20 369,43 €	0,16%
Juin	24 952,92 €	24 021,07 €	-3,73%
Juillet	20 704,31 €	15 978,05 €	-22,83%
Août	22 051,10 €	11 998,91 €	-45,59%
Septembre	25 212,73 €	33 581,30 €	33,19%
Octobre	22 037,08 €	21 226,15 €	-3,68%
Novembre	21 736,52 €	18 081,26 €	-16,82%
Décembre	24 207,96 €	23 805,94 €	-1,66%
Total	**269 288,04 €**	**257 014,33 €**	-4,56%



RECETTES ABONNEMENTS CUMUL ANNUEL

Données statistiques

Abonnements	Résident		Professionnel		TOTAL Abonnements	
Nb / Durée	2 021	2 022	2 021	2 022	2 021	2 022
Moy. mensuell	90	76	10	9	100	85
Moy. trimestri	73	71	14	14	87	85
Moy. annuelle	64	66	32	38	96	104
Recette TTC	**54 165,00 €**	**48 182,00 €**	**19 821,00 €**	**20 293,50 €**	**73 986,00 €**	**68 475,50 €**

7.

BILAN FINANCIER : COMPTE DE RESULTAT ET PATRIMOINE

7.1. PATRIMOINE DE DELEGATION

7.1.1. VARIATION DU PATRIMOINE IMMOBILIER

A la lumière des explications données par l'ordre des experts comptables dans l'ouvrage relatif au rapport annuel du délégataire de service (analyse de l'obligation et du contenu du rapport à jour du décret du 14 mars 2005), la rubrique relative à l'état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat, a pour objet les acquisitions ou cessions de biens immeubles intervenus dans le cadre du contrat.

A ce titre aucune variation n'est intervenue au cours de l'exercice 2022.

PARC CANAL

Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2022

Parc de stationnement Lunel Canal

Code sous-classe immo.	Libellé Compte	Valeur Brute au 31/12/2022	CUMUL AMORT A FIN 2022	VNC A FIN 2022
RETOUR	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	126 825 -	74 508	52 317
Total RETOUR		**126 825 -**	**74 508**	**52 317**
REPRISE	MATERIEL ENGINS ET GROS OUTILLAG	5 755 -	5 755	-
	MOBILIER ET MATERIEL INFORMATIQU	1 844 -	1 844	-
Total REPRISE		**7 599 -**	**7 599**	**-**
Total général		**134 424 -**	**82 107**	**52 317**

***quote part des actifs immobilisés détenus par Indigo Park**

Parc de stationnement Lunel Canal

en euros H.T.	31/12/2022
Immobilisations Valeur Comptable Brute	134 424
Immobilisations Valeur Comptable Nette	52 317
Immobilisation en cours	0

Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2022

Parc de stationnement Lunel Voirie

Code sous-classe immo.	Libellé Compte	Valeur Brute au 31/12/2022	CUMUL AMORT A FIN 2022	VNC A FIN 2022
RETOUR	AAI EN CONCESSION	45 024 -	22 350	22 673
	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	216 551 -	132 708	83 843
Total RETOUR		**261 575 -**	**155 058**	**106 517**
REPRISE	LOGICIELS	3 500 -	2 307	1 193
	MATERIEL ENGINS ET GROS OUTILLAG	33 953 -	16 983	16 970
	MOBILIER ET MATERIEL INFORMATIQU	36 230 -	16 046	20 184
	PETITS MOBILIER ET MATERIEL DE B	829 -	584	245
Total REPRISE		**74 512 -**	**35 920**	**38 592**
Total général		**336 087 -**	**190 978**	**145 109**

***quote part des actifs immobilisés détenus par Indigo Park**

Parc de stationnement Lunel Voirie

en euros H.T.	31/12/2022
Immobilisations Valeur Comptable Brute	336 087
Immobilisations Valeur Comptable Nette	145 109
Immobilisation en cours	15 359

7.2. COMPTE DE RESULTAT

7.2.1. PARC CANAL

PARC DE STATIONNEMENT	340207 Lunel Canal
DELEGANT	VILLE DE LUNEL
DELEGATAIRE	INDIGO INFRA
ANNEE	2022

Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2022

EN H.T.	Année 2021	Année 2022	2022 / 2021 en valeur	2022 / 2021 en %
Horaires parcs	195 974	205 722	9 748	5,0%
Abonnés parcs	19 167	18 825	-342	-1,8%
Voirie				
Garantie de recettes villes				
Prestation de services				
Activité de Contrôle				
Appels de charges amodiataires				
Activités annexes		25	25	
Sous Total Chiffre d'Affaires	215 141	224 572	9 431	4,4%
Subventions d'exploitation				
Autres Produits		2	2	
Sous Total Autres Produits	0	2	2	0,0%
Total Produits d'Exploitation	**215 141**	**224 574**	**9 433**	**4,4%**
Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique)	-42 351	-42 104	247	-0,6%
Personnel Contrat à Durée Determinée				
Autre Personnel externe et Frais Divers		-212	-212	
Personnel Intérimaire d'Exploitation				
Prestations de Nettoyage	-24 408	-34 934	-10 526	43,1%
Prestations de Gardiennage				
Sous Total Frais de Personnel	-66 759	-77 250	-10 491	15,7%
Entretien : Interventions Techniques et Fournitures	21 385	-6 790	-28 175	-131,8%
Entretien : Contrats		-5 664	-5 664	
Electricité, Fluides	-1 547	-2 421	-874	56,5%
Autres Prestations Sous Traitées				
Frais de Télécommunication	-2 094	-1 951	143	-6,8%
Location Matériel d'Exploitation				
Sous Total Autres Frais d'Exploitation	17 744	-16 826	-34 570	-194,8%
Actions Commerciales	-87	-464	-377	433,3%
Collecte de Fonds et Traitements Bancaires	-9 864	-8 671	1 193	-12,1%
Frais Administratifs et Divers	-436	-119	317	-72,7%
Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.	-10 387	-9 254	1 133	-10,9%
Total Charges Directes d'Exploitation	**-59 402**	**-103 330**	**-43 928**	**74,0%**
Police d'Assurances	-1 291	-1 347	-56	4,3%
Sinistres				
Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété	-1 076	-1 123	-47	4,4%
Redevances Aux Concédants	-6 000	-6 000	0	0,0%
Taxes et Versements Assimilés	-11 301	-11 415	-114	1,0%
Autres Charges et Provisions Courantes	-1	0	1	-100,0%
Charges de Gros Entretien				
Frais de Pilotage et d'Encadrement Région	-4 217	-3 952	265	-6,3%
Frais Généraux Siège	-13 705	-15 787	-2 082	15,2%
Total Autres Charges d'Exploitation	-37 591	-39 624	-2 033	5,4%
Total Autres Charges d'Exploitation	**-37 591**	**-39 624**	**-2 033**	**5,4%**
Total Charges d'Exploitation	**-96 993**	**-142 954**	**-45 961**	**47,4%**
Autres Charges Non Courantes				
Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport				
Dotations aux amortissements d'Exploitation	-52 218	-19 045	33 173	-63,5%
Autres Provisions Non Courantes				
Total Amortissements et Provisions Non Courantes	-52 218	-19 045	33 173	-63,5%
Total Amortissements et Provisions Non Courantes	**-52 218**	**-19 045**	**33 173**	**-63,5%**
EBIT	**65 930**	**62 575**	**-3 355**	**-5,1%**
Frais Financiers	-325	-3 728	-3 403	1047,1%
Total Frais Financiers	-325	-3 728	-3 403	1047,1%
Total Frais Financiers	**-325**	**-3 728**	**-3 403**	**1047,1%**
Resultat Net avant Impot Parc	**65 605**	**58 847**	**-6 758**	**-10,3%**

7.2.2. VOIRIE

PARC DE STATIONNEMENT	340206 Lunel Voirie
DELEGANT	VILLE DE LUNEL
DELEGATAIRE	INDIGO INFRA
ANNEE	2022

Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2022

EN H.T.	Année 2021	Année 2022	2022 / 2021 en valeur	2022 / 2021 en %
Horaires parcs				
Abonnés parcs				
Voirie	45 917	41 733	-4 184	-9,1%
Garantie de recettes villes				
Prestation de services				
Activité de Contrôle				
Appels de charges amodiataires				
Activités annexes				
Sous Total Chiffre d'Affaires	45 917	41 733	-4 184	-9,1%
Subventions d'exploitation				
Autres Produits				
Sous Total Autres Produits	0	0	0	0,0%
Total Produits d'Exploitation	**45 917**	**41 733**	**-4 184**	**-9,1%**
Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique)	-42 575	-46 176	-3 601	8,5%
Personnel Contrat à Durée Determinée				
Autre Personnel externe et Frais Divers	-780	-236	544	-69,7%
Personnel Intérimaire d'Exploitation				
Prestations de Nettoyage				
Prestations de Gardiennage				
Sous Total Frais de Personnel	-43 355	-46 412	-3 057	7,1%
Entretien : Interventions Techniques et Fournitures	-8 218	-12 425	-4 207	51,2%
Entretien : Contrats	-3 712	-3 306	406	-10,9%
Electricité, Fluides				
Autres Prestations Sous Traitées				
Frais de Télécommunication	-9 316	-3 710	5 606	-60,2%
Location Matériel d'Exploitation		-201	-201	
Sous Total Autres Frais d'Exploitation	-21 246	-19 642	1 604	-7,5%
Actions Commerciales				
Collecte de Fonds et Traitements Bancaires	-1 587	-1 743	-156	9,8%
Frais Administratifs et Divers	-30	-72	-42	140,0%
Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.	-1 617	-1 815	-198	12,2%
Total Charges Directes d'Exploitation	**-66 218**	**-67 869**	**-1 651**	**2,5%**
Police d'Assurances	-92	-83	9	-9,8%
Sinistres				
Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété				
Redevances Aux Concédants	-6 000	-6 000	0	0,0%
Taxes et Versements Assimilés	-1 052	-1 495	-443	42,1%
Autres Charges et Provisions Courantes	0	0		
Charges de Gros Entretien				
Frais de Pilotage et d'Encadrement Région	-900	-735	165	-18,3%
Frais Généraux Siège	-2 925	-2 934	-9	0,3%
Total Autres Charges d'Exploitation	-10 969	-11 247	-278	2,5%
Total Autres Charges d'Exploitation	**-10 969**	**-11 247**	**-278**	**2,5%**
Total Charges d'Exploitation	**-77 187**	**-79 116**	**-1 929**	**2,5%**
Autres Charges Non Courantes		-33 358	-33 358	
Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport	-2 443	-13 935	-11 492	470,4%
Dotations aux amortissements d'Exploitation	-35 187	-14 817	20 370	-57,9%
Autres Provisions Non Courantes				
Total Amortissements et Provisions Non Courantes	-37 630	-62 110	-24 480	65,1%
Total Amortissements et Provisions Non Courantes	**-37 630**	**-62 110**	**-24 480**	**65,1%**
EBIT	**-68 900**	**-99 493**	**-30 593**	**44,4%**
Frais Financiers	-8 604	-10 403	-1 799	20,9%
Total Frais Financiers	-8 604	-10 403	-1 799	20,9%
Total Frais Financiers	**-8 604**	**-10 403**	**-1 799**	**20,9%**
Resultat Net avant Impot Parc	**-77 504**	**-109 896**	**-32 392**	**41,8%**

8.

ANNEXES

8.1. ANNEXES

ANNEXE 1 : ETABLISSEMENT DES COMPTES RETRAÇANT LA TOTALITE DES OPERATIONS AFFERENTES A L'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

ANNEXE 2 : PRESENTATION DES METHODES ET DES ELEMENTS DE CALCUL ECONOMIQUE ANNUEL ET PLURIANNUEL

ANNEXE 3 : REGLES ET METHODES COMPTABLES

ANNEXE 4 : GESTION DES FRAIS DE STRUCTURE

INDIGO

ETABLISSEMENT DES COMPTES RETRAÇANT LA TOTALITE DES OPERATIONS AFFERENTES A L'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
(données comptables – exercice 2022)

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (loi n° 95.127 du 8 février 1995) et à l'article L 3131 – 5 du code de la commande publique, notre société est tenue de présenter à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public.

Les articles R 3131-2 à R3131-4 du code de la commande publique, encadrent son contenu en énumérant les « *données comptables* » qui doivent figurer dans le compte-rendu retraçant les opérations de l'exercice comptable :

a- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours.
Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon les critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes et notamment les charges de structure ;

b- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;

c- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;

d- Un compte-rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;

e- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation ;

f- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;

g- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué ;

h- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public.

Plus précisément, vous trouverez dans notre rapport les éléments répondant aux points rappelés ci-dessus, étant précisé que notre société s'est rapprochée du modèle préconisé par l'ordre des experts comptables (« le rapport annuel du délégataire de service public », édité par Le courrier des Maires et des Elus Locaux)

Vous trouverez jointes au compte annuel de résultat de l'exploitation les pièces suivantes :

- Présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel (a/b).
- Annexe 1- règles et méthodes comptables (a/b), intégrant la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel d'exploitation de la délégation (e)
- Annexe 2 – gestion des services communs (a/b).

A la lumière des explications données par l'ordre des experts comptables dans l'ouvrage relatif au rapport annuel du délégataire de service (analyse de l'obligation et du contenu du rapport à jour du décret du 14 mars 2005), la rubrique relative à l'état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat (I-c) de l'article R3131-3 du code de la commande publique, a pour objet les acquisitions ou cessions de biens immeubles intervenus dans le cadre du contrat.

Concernant le compte-rendu de situation des biens et immobilisations (art. R 3131-4 (1°-a) du code de la commande publique), nous vous renvoyons d'une part au descriptif des équipements visés dans le rapport, et d'autre part le cas échéant au programme prévisionnel d'investissement pour l'exercice 2022.

Ensuite, l'inventaire des biens de la délégation, prévu au paragraphe 1° - c) de l'article R 3131-4 du code de la commande publique est intégré dans le rapport.

Il est complété par un état récapitulatif des investissements immobilisés nécessaires à l'exploitation du service public délégué réalisés au cours de l'exercice 2022 (art. R 3131-4 1° -b du code de la commande publique), ainsi qu'un état des autres dépenses de renouvellement (ayant la nature de charge) réalisées dans l'année (art. R 3131-3 -1° - c du code de la commande publique).

Enfin, à ce jour, seuls la reprise du personnel affecté à l'exécution de chaque contrat et le cas échéant les contrats de crédit-bail, nous semblent devoir être recensés comme des engagements à incidences financières nécessaires à la continuité du service public délégué (art. R 3131-4 -1° - d du code de la commande publique).

Par la production de ce rapport, notre société a rempli les obligations qui lui sont imposées par l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, et les articles L 3131 – 5 et R3131-2 et suivants du code de la commande publique. Il sera présenté lors d'une prochaine réunion de l'Assemblée Délibérante qui prend acte de sa transmission.

Dans le cadre plus général de son droit de contrôle, le délégant peut souhaiter avoir communication d'éléments supplémentaires, en dehors des obligations liées à la remise du rapport du délégataire. Notre société apportera bien entendu toutes les réponses utiles. Si la communication de ces éléments est souhaitée en vue de l'Assemblée Délibérante ayant pour objet de prendre acte de la transmission du rapport, nous vous remercions de bien vouloir nous réserver un délai raisonnable de préparation et de réponse.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport dont le délégant souhaiterait avoir communication dans le cadre de son droit de contrôle, sont tenues à sa disposition.

Puteaux – La Défense, le 30 mars 2023

Le Directeur Administratif et Financier
Etienne PIQUET



INDIGO

PRESENTATION DES METHODES ET DES ELEMENTS DE CALCUL ECONOMIQUE ANNUEL ET PLURIANNUEL

(Articles R 3131-3 - 1°) – a et b du code de la commande publique)

- Les méthodes et éléments de calcul économique sont identiques et homogènes pour l'ensemble des sociétés françaises du groupe INDIGO.
- La structure analytique de notre société est identique à celle des autres sociétés du groupe.
- Le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société.
- Dans tous les cas, les éléments comptables, financiers et économiques présentés dans le rapport du délégataire émanent des états financiers de la comptabilité générale du délégataire ou du siège auquel il se rattache, établis conformément aux principes du Plan Comptable Général. Ils ont pour vocation la présentation économique des données financières de la DSP sur la durée du contrat et retracent la réalité économique du service.

Les principaux éléments concourant à l 'établissement du compte annuel de résultat d'exploitation se composent en :

1. **Produits et charges directs**

Les opérations sont directement affectables au contrat ou à l'ouvrage. C'est le cas de la plus grande partie des postes figurant au compte de résultat :

- Produits : chiffre d'affaires, subvention d'exploitation et appels de charges amodiataires, ainsi que les produits divers.

- Charges : frais de personnel, frais d'entretien, maintenance et réparation, coûts liés à l'énergie et aux consommables, autres services extérieurs et honoraires, frais de fonctionnement administratifs et commerciaux, frais de sinistres nets de remboursement d'assurances, redevances et loyers dues au concédant, Contribution Economique Territoriale et Taxes foncières, charges de gros entretien et les charges de crédit-bail (amortissement et intérêts) le cas échéant.

2. **Charges calculées**

Il s'agit essentiellement de la quote-part annuelle d'amortissement[1] liée à l'investissement d'origine et aux investissements de renouvellement, ainsi que les dotations aux amortissements de fin de contrat qui sont constatées dès que la durée d'utilité des équipements excède la durée du contrat et que le délégataire a l'obligation de les remettre gratuitement au délégant au terme normal du contrat.

Les règles et modalités comptables sont décrites dans l'annexe 1.

[1] Hors impairment tests : le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société en excluant à compter de l'exercice 2015 l'impact des impairment tests, en cohérence avec la présentation de l'inventaire du patrimoine de la délégation de service public.

3. Charges indirectes

Elles recouvrent l'ensemble des frais communs nécessaires à plusieurs ouvrages ou contrats. Ceux-ci sont mutualisés au sein de sociétés prestataires

a. Les frais de structure

Les frais de structure relatifs à l'exercice 2022 sont facturés au moyen d'une clé de répartition dont le mécanisme est décrit à l'annexe 2.

b. Les polices d'assurances

Elles sont négociées annuellement au niveau du groupe INDIGO, afin de bénéficier d'économies d'échelles et regroupent :
- la Responsabilité Civile d'exploitation,
- la police Dommages parcs et locaux d'exploitation.

Elles sont affectées à chaque site d'exploitation au prorata du chiffre d'affaires généré par celui ci.

c. Les charges financières

Quel que soit le mode de financement de l'ouvrage ou du contrat (emprunt ou fonds propres), il en résulte nécessairement une charge financière représentative du coût de ce financement.

Au sein du groupe INDIGO, il est réalisé une affectation standard de cette charge financière. Pour l'exercice 2022, il est appliqué un pourcentage de 5.7 % à la valeur non amortie, hors incidences des éventuelles dépréciations d'actifs au 31/12/2022. Le taux est revu annuellement à compter de l'exercice 2018 afin de refléter le coût d'endettement du groupe INDIGO et l'évolution de la conjoncture économique.

* *
*

INDIGO

ANNEXE 1

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice ont été établis dans le respect des principes généraux comptables et conformément aux conventions, règles et méthodes d'évaluation générales comptables. Les comptes arrêtés au 31 décembre 2022 ont été préparés dans le respect des conventions générales prescrites par le plan comptable général, issu du règlement ANC n° 2016-07.

Par ailleurs, la société applique les dispositions comptables du règlement ANC n°2015-06 relatif au fonds commercial et au mali technique. L'application de ce règlement n'a pas d'incidence sur les comptes de la société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation du patrimoine de la concession est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

(a) Les concessions

Sous cette rubrique figurent les droits d'entrée versés pour l'exploitation de certains parcs de stationnement ainsi que les immobilisations du domaine concédé incluant tout type d'immobilisations, revenant au concédant sans indemnité, au terme normal du contrat de concession. Il s'agit principalement :

- de gros-œuvre et de certains biens non renouvelables. Ces biens sont évalués à leur coût historique. Ces ouvrages ainsi que les droits d'entrée sont amortis linéairement sur la durée des contrats concernés sauf pour certains qui ont été dotés, à leur origine, d'un plan d'amortissement progressif.
- d'agencements renouvelables, d'installations techniques et de matériels amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation.

(b) Les autres immobilisations incorporelles

Sous cette rubrique figurent notamment les logiciels. Ils sont amortis selon leur nature sur des durées variant de 1 à 5 ans.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les investissements propres à la société. Il s'agit de :

(a) constructions :

Parcs en pleine propriété ou bien acquis dans le cadre de baux à construction ou de baux emphytéotiques. Ces immobilisations sont évaluées et amorties linéairement sur une durée de 30 à 50 ans.

(b) matériels et outillages et autres immobilisations corporelles :

Ces éléments sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis selon la durée de vie du bien. Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

Immobilisations	Durée	Mode
Installation technique, matériel et outillage	2 à 30 ans	linéaire
Installation générale, agencement, aménagement	7 à 10 ans	linéaire
Matériel de transport	4 ans	linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	linéaire
Mobilier	7 à 9 ans	linéaire

La société applique les modalités d'amortissements dites de durée de vie utile. Ces modalités consistent à amortir le dernier renouvellement sur la durée résiduelle du contrat.

3. Provisions

Renouvellement et grosses réparations :

Sauf obligation contractuelle il n'est pas constitué de provision de renouvellement ou grosses réparations dans la mesure où ces dépenses sont immobilisées selon les méthodes décrites aux points 1 et 2.

INDIGO

ANNEXE 2

GESTION DES FRAIS DE STRUCTURE
Exercice 2022

A. Description du méconisme de gestion des frais de structure du groupe INDIGO
Conformément aux règles d'organisation du groupe INDIGO, motivée par des objectifs de rationalisation et d'harmonisation des moyens mis en œuvre, la Société Délégataire confie aux sociétés compétentes du groupe, la société Indigo Park et la société Indigo Group depuis 2015, des missions de prestations de services pour l'exploitation des sites gérés par le groupe.
Les moyens des sociétés Indigo Park et Indigo Group comprennent ainsi les services dits communs correspondant aux services administratifs et fonctionnels du groupe INDIGO répartis géographiquement entre le siège social à Puteaux et les Directions Régionales.
Cette organisation permet aux sociétés Indigo Group et Indigo Park de disposer de moyens, notamment humains, importants et spécialisés, au bénéfice de l'ensemble des sociétés du groupe.

Ces frais de structure sont supportés par la Société Délégataire selon la méthode décrite ci-dessous.

B. Clé de répartition des frais de structure - Eléments chiffrés
La clé de répartition des frais de structure repose sur le chiffre d'affaires.
Les conventions de prestations de services internes du groupe prévoient, comme c'est l'usage communément admis dans l'OCDE, une refacturation basée sur l'assiette réelle des dépenses des sociétés Indigo Park et Indigo Group, ramenée à la quote-part de chiffre d'affaires du contrat dans le chiffre d'affaires consolidé.
La convention de licence de marque prévoit une rémunération basée sur un pourcentage de chiffre d'affaires, ici encore dans le cadre d'un usage communément admis dans l'OCDE.
Ainsi, concernant l'exercice 2022, l'affectation des frais de structure correspond à 8,63% du chiffre d'affaires du contrat de délégation de service public.

C. Gestion de l'Activité par les frais de structure
Indigo Park assure ainsi des missions de gestion technique, administrative, commerciale et comptable afférente à l'exploitation et exécute toutes les tâches relevant d'une gestion courante de ladite exploitation. A cette fin, la Société Indigo Park remplit notamment les missions suivantes :

1. <u>Exécution directe de l'activité</u>
- Recrutement et gestion administrative du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,
- Etablissement de la paie du personnel,
- Suivi des litiges et des contentieux prud'homaux,
- Animation des instances sociales représentatives et relations avec les syndicats patronaux et des salariés,
- Mise en œuvre du plan de formation professionnelle continue,
- Etablissement des statistiques d'exploitation, des rapports d'activité et de tous autres documents auxquels la société est assujettie légalement ou contractuellement.

2. <u>Missions d'exploitation</u>
- Suivi technique des sites de stationnement (parcs ou voirie) dont la gestion a été confiée à la Société ou dont elle est propriétaire et de leurs équipements,
- Entretien des sites précités,
- Maintenance et entretien des équipements précités,
- Choix des et relations avec les fournisseurs, le cas échéant conformément aux et avec le bénéfice des conditions d'achat propres au groupe INDIGO,
- Collecte des recettes pour le compte de la Société ou de ses clients amont,
- Relations avec les clients amonts,
- Relations avec les usagers/utilisateurs, notamment dans le cadre du Centre de Relation Clients (le « CRC ») ainsi que du Centre National de Télé-Opération (le « CNTO ») ou des Centres Régionaux de Télé-Opération (les « CRTO »),
- Mise en œuvre de la politique de qualité et de services du Groupe, ainsi que de sa charte graphique et de ses normes en matière d'aménagement et de signalétique mais aussi de politique environnementale,
- Application des dispositions contractuelles et réglementaires,
- Application et contrôle du respect des règles de sécurité,
- Recrutement et gestion du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,

- Etablissement des statistiques, des rapports d'activité et plus généralement de tous autres documents à la production desquels la Société est assujettie légalement ou contractuellement, aux fins de validation par la Société et envoi par cette dernière, en tant que de besoin, aux destinataires concernés,
- Définition des conditions d'exploitation et surveillance générale de l'exploitation.

3. Missions commercioles
- Etudes de marché,
- Prospection de marché,
- Animation commerciales, développement de la clientèle aval,
- Etude des produits et tarifs.

4. Missions administratives
- Etablissement des règlements intérieurs,
- Suivi de la réglementation spécifique à l'Activité,
- Suivi des dossiers contentieux en demande ou en défense, qu'ils soient on non liés à des sinistres couverts par une police d'assurance,
- Suivi et rédaction de contrats et d'avenants,
- Etablissement des contrats d'abonnement et de location ou de cession de droits d'occupation (dont les amodiations),
- Gestion du programme d'assurances, comprenant la souscription des polices d'assurance bénéficiant directement ou indirectement à la Société, ainsi que la gestion complète des sinistres subis par la Société ou causés aux tiers dans le cadre de l'Activité,
- Suivi de la conformité à la règlementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel, la situation des fournisseurs ou la lutte contre la corruption.

5. Gestion de la société délégataire
- Gestion du système informatique et mise en place de nouveaux logiciels et équipements,
- Contrôle de gestion, suivi budgétaire,
- Elaboration, mise en place et suivi des procédures comptables,
- Gestion de la trésorerie et des financements, négociation auprès des organismes bancaires des conditions de crédit ou de placement,
- Tenue de la comptabilité et établissement des déclarations fiscales,
- Etablissement de la consolidation et du reporting de gestion selon les normes appliquées par le Groupe INDIGO,
- Relations avec les Commissaires aux comptes,
- Gestion des réunions des organes sociaux et plus généralement toutes tâches relevant du droit des sociétés, ainsi que des délégations de pouvoirs en toutes matières,
- Suivi de la conformité à la règlementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel ou la lutte contre la corruption.

Indigo Group consent une licence d'utilisation de ses marques et noms de domaine à la Société Délégataire et lui apporte son expertise dans les domaines suivants :

1. Politique de marque
Définition, coordination de la politique d'image du Groupe en France et à l'international, validation des évènementiels, de la communication externe et interne, actions de développement et de suivi propre au Groupe.

2. Stratégie, études, développement
Définition des axes de stratégie, du marketing et de la communication du Groupe, réflexion sur les opérations de croissance externe ou de partenariat, validation des opérations retenues, réalisation d'études de marché et d'une veille concurrentielle.

3. Financement
Opérations de financements long terme, gestion des taux d'intérêt et du change, cautionnements et garanties, opérations en capital, prêts, relations avec les banques et les organismes de notation, politique de financement.

4. Innovation
Promotion, coordination, impulsion et validation des innovations retenues.

INDIGO

ANNEXE 2

5. Audit interne
Sécurisation des données informatiques et monétiques, de création de valeur des organisations.

Les sociétés Indigo Park et Indigo Group interviennent sous le contrôle et la responsabilité de la société Délégataire qui reste, en tout état de cause le seul et unique cocontractant de la collectivité déléguante.

INDIGO

INDIGO PARK
Direction Régionale Sud Est
04 91 37 34 48

M. C. CHABERT était intervenu également en Commission Consultative de Services Publics Locaux, il y a eu beaucoup moins de questions. Il s'inquiétait sur la partie déficitaire que recensait chaque année depuis 2018 la délégation de service public du Canal. Auparavant il arrivait à compenser avec le bénéfice du parking du Canal le déficit sur le stationnement de la voie publique. Puisque le marché va être relancé en 2025, le prestataire sera t-il susceptible de répondre ou pas ? Puisque le déficit va encore augmenter en 2023 et en 2024. Peut-être faudrait-il que le délégataire trouve des solutions pour attirer davantage les usagers à stationner sur le parking du Canal pour compenser la voie publique.

M. ALIBERT : Il faut donc supprimer le parking gratuit !

M. C. CHABERT note que si l'on supprime le parking gratuit le samedi cela attirera peut-être du monde dans le centre-ville.

Monsieur le Maire ne préjuge par de leur position. Nous verrons lors du lancement de la délégation de service public qui répondra.

M. C. CHABERT rappelle que l'on augmente les tarifs chaque année. Il réitère sa position concernant la mise ne place de bornes de recharge pour les véhicules électriques sur le parking du Canal. Cela attirerait un peu plus de monde parce que la borne située à proximité du parking du Canal est régulièrement occupée en particulier le dimanche et le jeudi.

Monsieur le Maire souligne que c'est un sujet qui a été abordé et une réflexion a été menée. Ils avaient sollicité la mise en place d'autres parkings payants et nous leur avons opposé un refus.

M. C. CHABERT indique que c'est ce qu'ils préconisent dans leur rapport, sur le plan national ils le font aussi.

M. ALIBERT indique qu'il y a un peu plus d'investissement. En centre-ville certaines places sont impactées mais cela ne compense pas énormément. Il y a eu de nombreuses problématiques de temps. Quant à postuler au 30 décembre 2025, personne n'est en capacité de l'indiquer, personne ici ne travaillant chez Indigo. S'ils ne postulent pas un autre exploitant va peut-être se positionner. Effectivement le déficit se creuse, c'est un peu comme M. BARBATO qui relatait la culture, c'est difficile pour tout le monde. Faut se serrer les coudes et nous dirons que cela ira mieux demain.

Le Conseil Municipal prend acte du rapport 2022, produit par le délégataire, au titre de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant.

3.7 - RAPPORT DU DÉLÉGATAIRE – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DE GESTION DU MARCHÉ AUX PUCES, DES BROCANTEURS ET DES BOUQUINISTES

Rapporteur : M. SBAAÏ.

Annexes : Synthèse et rapport du délégataire

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Pour le service public du marché aux puces, des brocanteurs et des bouquinistes, le rapport du délégataire, la société **RCM**, est joint en annexe à la présente note de synthèse.

Le rapport du délégataire a été soumis, pour avis, lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le **13 octobre 2023**.

Il est proposé au Conseil de prendre acte de la présentation du rapport annuel du délégataire du service public du marché aux puces, des brocanteurs et des bouquinistes pour l'exercice 2022.

Il est proposé au Conseil Municipal :
DE PRENDRE ACTE du rapport 2022, produit par le délégataire, au titre de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du marché aux puces, des brocanteurs et des bouquinistes.

SYNTHÈSE DU RAPPORT ANNUEL 2022

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DE GESTION DU MARCHE AUX PUCES, DES BROQUANTEURS ET DES BOUQUINISTES

Nom du délégataire : SARL RCM – 97, Chemin de la Grande Liquine – 34400 LUNEL

Durée de la délégation : La durée d'exécution du contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du marché aux puces, des brocanteurs et des bouquinistes s'étend du 8 février 2022 au 31 décembre 2024.

I. RAPPEL SUR L'ORGANISATION DU SERVICE

La ville de Lunel a confié à la société RCM la gestion du marché aux puces, des brocanteurs et des bouquinistes sur la commune à compter de 8 février 2022 et jusqu'au 31 décembre 2024.

Conformément à la législation sur les délégations de services publics, il est présenté à la commission le rapport concernant la gestion du marché aux puces, des brocanteurs et des bouquinistes pour l'exercice 2022.

II. FRÉQUENTATION ET QUALITÉ DE SERVICE

1) Rapport qualitatif

La société RCM a été impactée ces dernières années par la crise sanitaire. Sur l'année 2022, 10 dates ont été annulées entraînant une baisse importante de fréquentation. De nombreux exposants se sont détournés de ce marché. Ils ont trouvé d'autres solutions pour vendre leurs objets d'occasions. De plus, le marché des bouquinistes et des brocanteurs n'a pas eu le succès escompté et a détourné les professionnels de ce rendez-vous.

Sur l'année 2022, 10 marchés aux puces ont été annulés.

- du 08 janvier 2022 au 29 janvier 2022 (4 marchés)
- le 12 mars - 04 juin – Le 16 juillet - le 10 septembre – le 8 octobre et 3 décembre 2022.

2) Rapport quantitatif

2.1- Rapport sur la durée du contrat précédent

	2018	***2019***	***2020***	***2021***
Exposants	5 188	5 260	2 783	4 069

2.2 – Rapport sur l'année 2022

En 2022, quarante-deux marchés aux puces se sont déroulés du 5 février au 24 décembre 2022 inclus.

La décomposition trimestrielle des exposants est la suivante :

- 1er trimestre 2022 : 751 exposants
- 2 ème trimestre 2022 : 1215 exposants
- 3 ème trimestre 2022 : 670 exposants
- 4 ème trimestre 2022 : 1189 exposants

Pour un total de 3 825 exposants sur l'année 2022 ce qui représente une fréquentation moyenne journalière de 91 exposants.

3) Rapport financier 2022

- Recettes perçues HT …… 65 846 €
- TVA : …… 7 049 €
- Charges d'exploitation HT…….…… 59 281 €
  - (dont 30 600 € de droits de place reversés à la ville sous forme de redevance : 8 € par emplacement occupé)
- Résultat avant impôts :……..… 6 565 €
- Subvention : ……. 165 €
- Impôt société : ……. 985 €
- Résultat net comptable du délégataire… + 5 745 €

Le compte de résultat 2022 est joint au présent rapport.

RAPPORT D'ACTIVITÉ ET RAPPORT FINANCIER DU MARCHÉ AUX PUCES DE LUNEL ANNÉE 2022

Introduction

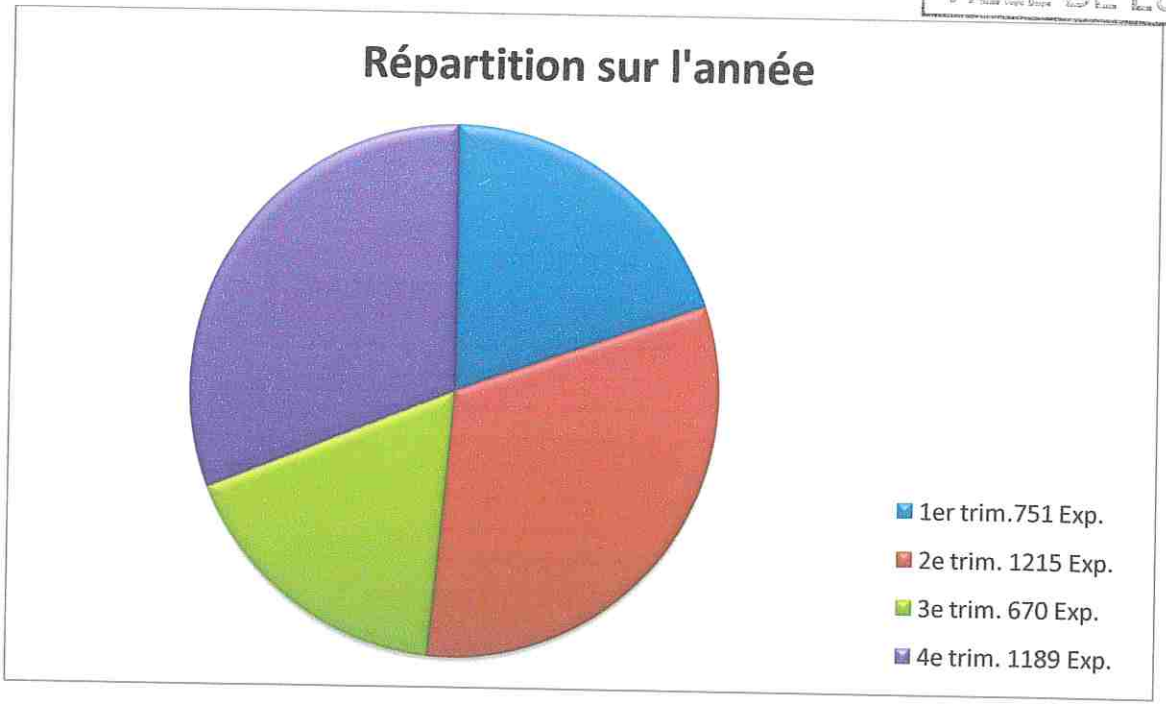
En raison des nombreuses annulations du marché, dix dates sur l'année dont tout le mois de janvier et d'une fréquentation en baisse depuis la crise de la Covid 19 l'année qui vient de s'écouler n'a pas permis de maintenir une activité suffisante pour réaliser un chiffre d'affaire satisfaisant. il n'a donc pas été possible de rémunérer nos actionnaires a la hauteur du travail effectué pour faire vivre le marché.

Le marché en chiffres

Nombre d'exposants en 2022 : **3825 (4069 en 2020)**

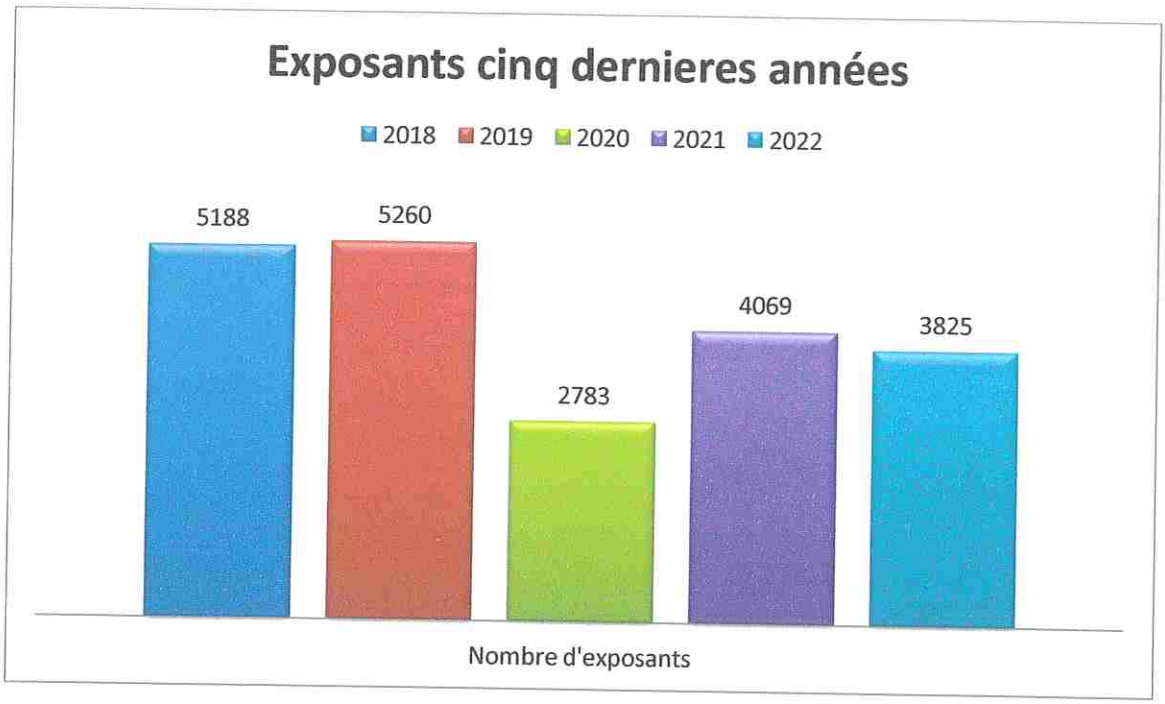
Fréquentation moyenne par marché : **91 Exposants (97 en 2021)**

34.145 REÇU LE
05 JUIN 2023
VILLE DE LUNEL



On note que le premier et troisième trimestre montrent une forte baisse de fréquentation dut notamment aux nombreuses annulations du marché au cours de ces périodes.

Comparaison de fréquentation



RAPPORT FINANCIER

Informations financières exercice 2022

Chiffre d'affaire réalisé en 2022 :	**72895€**
TVA :	**7049€**
Chiffre d'affaire Hors Taxe :	**65846€**
Redevance acquittée à la municipalité :	**30600€**
Total des charges (y compris redevance municipale) :	**59281€**
Résultat avant impôts :	**6565€**
Subvention d'exploitation :	**165€**
Impôt société :	**985€**
Résultat :	**5745€**
Répartition du bénéfice :	
A titre de dividende :	**5745€**
En réserve :	**0€**
Prélèvement sociaux :	**988€**
Résultat net distribuable à titre de dividende :	**4757€**

Tous les documents comptables et juridiques présentant en détail les chiffres cités ci-dessus sont joints en Annexe.

PERSPECTIVE 2023

La crise sanitaire qui nous a impacté ces dernières années a eu un impact indirect sur la fréquentation du marché, de nombreux exposants ont trouvés d'autres solutions pour se débarrasser de leurs objets d'occasions et ne fréquentent plus les marchés aux puces. En ce qui concerne les bouquinistes et la brocante la clientèle n'étant pas au rendez vous les professionnels se sont détournés de cette manifestation. L'espace alloué actuellement suite au déplacement du marché sur le parking de l'avenue des Abrivados n'est pas conforme au souhait que nous avions formulé, ne correspond pas au périmètre validé initialement (ci-joint plan initial pour modifier la DSP et copie des mails concernés) et ne permet pas d'accueillir l'ensemble de nos exposants en période de pointe (printemps et automne). Ce nouvel écrêtement va encore affecter le résultat de notre activité et risque de mettre en péril l'existence même du marché. Une extension de l'emplacement affecté est indispensable pour nous permettre d'assurer l'accueil de tous les exposants et pour éviter une désaffection supplémentaire dut au découragement de ceux qui ce voient refouler pour manque de place. Ce nouvel emplacement est plébiscité par la quasi-totalité des exposants et cela serait dommage de sacrifier le marché pour quelques places de stationnement.

R C M 1er TRIMESTRE 2022

DATE	NOMBRE D'EXPOSANTS	RECETTE
08/01/2022	annulé	0,00 €
15/012022	annulé	0,00 €
22/01/2022	annulé	0,00 €
29/01/2022	annulé	0,00 €
05/02/2022	100	1 900,00 €
12/02/2022	104	1 975,00 €
19/02/2022	107	2 040,00 €
26/02/2022	104	1 980,00 €
05/03/2022	119	2 300,00 €
12/03/2022	annulé	0,00 €
19/03/2022	119	2 270,00 €
26/03/2022	98	1 870,00 €
TOTAL	**751**	**14 335,00 €**

R C M 2eme TRIMESTRE 2022

DATE	NOMBRE D'EXPOSANTS	RECETTE
02/04/2022	55	1 045,00 €
09/04/2022	117	2 235,00 €
16/04/2022	107	2 040,00 €
23/04/2022	10	200,00 €
30/04/2022	106	2 020,00 €
07/05/2022	154	2 930,00 €
14/05/2022	140	2 660,00 €
21/05/2022	116	2 210,00 €
28/05/2022	100	1 920,00 €
04/06/2022	annulé	0,00 €
11/06/2022	141	2 680,00 €
18/06/2022	83	1 570,00 €
25/06/2022	86	1 635,00 €
TOTAL	**1215**	**23 145,00 €**

R C M 3eme TRIMESTRE 2022

DATE	NOMBRE D'EXPOSANTS	RECETTE
02/07/2022	79	1 500,00 €
09/07/2022	69	1 320,00 €
16/07/2022	Fete Locale	0,00 €
23/07/2022	61	1 170,00 €
30/07/2022	46	900,00 €
06/08/2022	46	845,00 €
13/08/2022	49	940,00 €
20/08/2022	60	1 140,00 €
27/08/2022	64	1 210,00 €
03/09/2022	37	710,00 €
10/09/2022	annulé	0,00 €
17/09/2022	138	2 630,00 €
24/09/2022	21	400,00 €
TOTAL	**670**	**12 765,00 €**

R C M 4eme TRIMESTRE 2022

DATE	NOMBRE D'EXPOSANTS	RECETTE
01/10/2022	124	2 360,00 €
08/10/2022	Annulé	0,00 €
15/10/2022	149	2 840,00 €
22/10/2022	111	2 110,00 €
29/10/2022	107	2 030,00 €
05/11/2022	136	2 590,00 €
12/11/2022	131	2 500,00 €
19/11/2022	115	2 190,00 €
26/11/2022	96	1 850,00 €
03/12/2022	Annulé	0,00 €
10/12/2022	94	1 800,00 €
17/12/2022	90	1 700,00 €
24/12/2022	36	680,00 €
TOTAL	**1189**	**22 650,00 €**

R C M RECAPITULATIF ANNEE 2022

DATE	TOTAL VEHICULES	TOTAL CA TTC
1er trimestre	751	14335
2eme trimestre	1215	23 145,00 €
3eme trimestre	670	12 765,00 €
4eme trimestre	1189	22 650,00 €
TOTAL	**3825**	**72 895,00 €**

R C M
Société à responsabilité limitée
au capital de 7 622 euros
Siège social : 97, chemin de la grande liquine
34400 LUNEL
390189496 RCS MONTPELLIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 8 mai 2023

L'an 2023,

Le 8 mai,

A 14 heures,

Les associés de la société R C M, société à responsabilité limitée au capital de 7 622 euros, divisé en 500 parts de 15,24 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, au siège social , sur convocation faite par la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents.

Sont présents :

Monsieur Christophe FAUCHER, titulaire de 8 parts sociales en pleine propriété,

Madame Estelle FAUCHER PAGES, titulaire de 241 parts sociales en pleine propriété,

Monsieur Benjamin PAGES, titulaire de 10 parts sociales en pleine propriété,

Monsieur Mathieu PAGES, titulaire de 241 parts sociales en pleine propriété,

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Madame Estelle FAUCHER PAGES, gérante associée.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

CF
EF
BP
PM

- Rapport de gestion établi par la gérance.

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et quitus à la gérance,

- Affectation du résultat de l'exercice,

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,

- l'inventaire et les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022,

- le rapport de gestion établi par la gérance,

- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président présente à l'Assemblée les comptes de l'exercice écoulé et le rapport de gestion établi par la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

L'Assemblée Générale prend acte, conformément à l'article 223 quater du Code général des impôts, qu'au cours de l'exercice écoulé aucune somme n'a été enregistrée au titre des dépenses ou charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39, 4 du Code général des impôts.

En conséquence, elle donne à la gérance quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

EF CF
BP PT

DEUXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition de la gérance et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'élevant à 5 745,00 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	5 745,00 euros
Au compte « autres réserves »	5 745,00 euros
A titre de dividendes aux associés Soit 24 euros par part (prélevé sur le compte « autres réserves »)	12 000,00 euros

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 12 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Le paiement des dividendes sera effectué le 8 mai 2023.

L'Assemblée Générale prend acte que les associés ont été informés que :

Les dividendes et distributions assimilées perçus par des personnes physiques depuis le 1er janvier 2018 sont soumis l'année de leur versement à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) non libératoire de 12,8% perçu à titre d'acompte, ainsi qu'aux prélèvements sociaux, au taux global de 17,2%. Ces sommes sont déclarées et payées par l'établissement payeur au plus tard le 15 du mois suivant celui du versement des dividendes.

Peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune). La demande de dispense doit être formulée sous la forme d'une attestation sur l'honneur auprès de l'établissement payeur au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement du dividende.

L'année suivante, les dividendes sont déclarés avec l'ensemble des revenus et soumis à l'impôt sur le revenu :
- soit au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8 %, pour les personnes physiques qui y ont intérêt,
- soit, en cas d'option, au barème progressif après application, le cas échéant, d'un abattement de 40 %.

Les sommes versées au titre du prélèvement forfaitaire non libératoire s'imputent, selon le cas, sur le PFU ou l'impôt calculé au barème progressif. A défaut d'option pour le barème progressif, le PFU s'applique de plein droit.

EF. CF
BP PT

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 31 décembre 2019 :

16 063,00 euros, soit 32.12 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 16 063,00 euros

Exercice clos le 31 décembre 2020 :

20 725,00 euros, soit 41,45 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 20 725,00 euros

Exercice clos le 31 décembre 2021 :

20 000,00 euros, soit 40 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 20 000,00 euros

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par la gérante.

Monsieur Christophe FAUCHER,

Madame Estelle FAUCHER PAGES,

Monsieur Benjamin PAGES,

Monsieur Mathieu PAGES,

R C M
Société à responsabilité limitée
au capital de 7 622 euros
Siège social : 97, chemin de la grande liquine
34400 LUNEL
390189496 RCS MONTPELLIER

RAPPORT DE LA GÉRANCE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 8 mai 2023

Exercice clos le 31 décembre 2022

Chers associés,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de cet exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

RÉSULTATS - AFFECTATION

Examen des comptes et résultats

Nous allons maintenant vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, le chiffre d'affaires s'est élevé à 65 846 euros.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 165 euros.

Le montant des achats et variations de stocks s'élève à 702 euros.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 15 059 euros.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 31 389 euros.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 11 578 euros.

Le montant des charges sociales s'élève à 553 euros.

L'effectif salarié moyen s'élève à 0.

Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 0 euros.

Le montant des autres charges s'élève à 0 euros.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 59 281 euros.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 6 730 euros.

Quant au résultat courant avant impôts, tenant compte du résultat financier de 0 euros, il s'établit à 6 730 euros.

L' impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice écoulé est de 985 euros

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 se solde ainsi par un bénéfice de 5 745,00 euros.

Au 31 décembre 2022, le total du bilan de la Société s'élevait à 35 139 euros.

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 5 745,00 euros.

Nous vous proposons de bien vouloir affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2022 de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	5 745,00 euros
Au compte « autres réserves »	5 745,00 euros
A titre de dividendes aux associés Soit 24 euros par part (prélevé sur le compte « autres réserves »)	12 000,00 euros

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 12 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Le paiement des dividendes sera effectué le 8 mai 2023.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 8 623,00 euros.

Nous vous informons que les dividendes et distributions assimilées perçus par des personnes physiques depuis le 1er janvier 2018 sont soumis l'année de leur versement

FE

à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) non libératoire de 12,8% perçu à titre d'acompte, ainsi qu'aux prélèvements sociaux, au taux global de 17,2%. Ces sommes sont déclarées et payées par l'établissement payeur au plus tard le 15 du mois suivant celui du versement des dividendes.

Peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune). La demande de dispense doit être formulée sous la forme d'une attestation sur l'honneur auprès de l'établissement payeur au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement du dividende.

L'année suivante, les dividendes sont déclarés avec l'ensemble des revenus et soumis à l'impôt sur le revenu :

- soit au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8 %, pour les personnes physiques qui y ont intérêt,
- soit, en cas d'option, au barème progressif après application, le cas échéant, d'un abattement de 40 %.

Les sommes versées au titre du prélèvement forfaitaire non libératoire s'imputeront, selon le cas, sur le PFU ou l'impôt calculé au barème progressif. A défaut d'option pour le barème progressif, le PFU s'applique de plein droit.

Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 31 décembre 2019 :

16 063,00 euros, soit 32.12 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 16 063,00 euros

Exercice clos le 31 décembre 2020 :

20 725,00 euros, soit 41,45 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 20 725,00 euros

Exercice clos le 31 décembre 2021 :

20 000,00 euros, soit 40 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 20 000,00 euros

FE

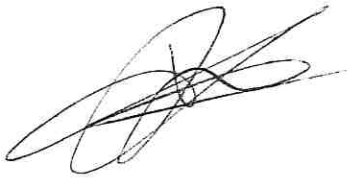
Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non admises dans les charges déductibles du résultat fiscal.

Nous vous invitons à adopter le texte des résolutions qui sont soumises à votre vote.

Fait à LUNEL
Le 8 mai 2023

Estelle FAUCHER PAGES
Gérante



R C M
Société à responsabilité limitée
au capital de 7 622 euros
Siège social : 97, chemin de la grande liquine
34400 LUNEL
390189496 RCS MONTPELLIER

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 8 mai 2023

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022

DEUXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition de la gérance et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'élevant à 5 745,00 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	5 745,00 euros
Au compte « autres réserves »	5 745,00 euros
A titre de dividendes aux associés Soit 24 euros par part (prélevé sur le compte « autres réserves »)	12 000,00 euros

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 12 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Le paiement des dividendes sera effectué le 8 mai 2023.

L'Assemblée Générale prend acte que les associés ont été informés que :

Les dividendes et distributions assimilées perçus par des personnes physiques depuis le 1er janvier 2018 sont soumis l'année de leur versement à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) non libératoire de 12,8% perçu à titre d'acompte, ainsi qu'aux prélèvements sociaux, au taux global de 17,2%. Ces sommes sont déclarées et payées par l'établissement payeur au plus tard le 15 du mois suivant celui du versement des dividendes.

Peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune). La demande de dispense doit être formulée sous la forme d'une attestation sur l'honneur auprès de l'établissement payeur au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement du dividende.

L'année suivante, les dividendes sont déclarés avec l'ensemble des revenus et soumis à l'impôt sur le revenu :
- soit au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8 %, pour les personnes physiques qui y ont intérêt,
- soit, en cas d'option, au barème progressif après application, le cas échéant, d'un abattement de 40 %.

Les sommes versées au titre du prélèvement forfaitaire non libératoire s'imputent, selon le cas, sur le PFU ou l'impôt calculé au barème progressif. A défaut d'option pour le barème progressif, le PFU s'applique de plein droit.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 31 décembre 2019 :

16 063,00 euros, soit 32.12 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 16 063,00 euros

Exercice clos le 31 décembre 2020 :

20 725,00 euros, soit 41,45 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 20 725,00 euros

Exercice clos le 31 décembre 2021 :

20 000,00 euros, soit 40 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 20 000,00 euros

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 8 mai 2023

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
La Gérance

R C M
Société à responsabilité limitée
au capital de 7 622 euros
Siège social : 97, chemin de la grande liquine
34400 LUNEL
390189496 RCS MONTPELLIER

TEXTE DES RÉSOLUTIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 8 mai 2023

PREMIERE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

L'Assemblée Générale prend acte, conformément à l'article 223 quater du Code général des impôts, qu'au cours de l'exercice écoulé aucune somme n'a été enregistrée au titre des dépenses ou charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39, 4 du Code général des impôts.

En conséquence, elle donne à la gérance quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

DEUXIEME RÉSOLUTION

Bénéfice de l'exercice	5 745,00 euros
Au compte « autres réserves »	5 745,00 euros
A titre de dividendes aux associés Soit 24 euros par part (prélevé sur le compte « autres réserves »)	12 000,00 euros

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 12 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Le paiement des dividendes sera effectué le 8 mai 2023.

L'Assemblée Générale prend acte que les associés ont été informés que :

Les dividendes et distributions assimilées perçus par des personnes physiques depuis le 1er janvier 2018 sont soumis l'année de leur versement à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) non libératoire de 12,8% perçu à titre d'acompte, ainsi qu'aux

BP . FE CF PT

prélèvements sociaux, au taux global de 17,2%. Ces sommes sont déclarées et payées par l'établissement payeur au plus tard le 15 du mois suivant celui du versement des dividendes.

Peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune). La demande de dispense doit être formulée sous la forme d'une attestation sur l'honneur auprès de l'établissement payeur au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement du dividende.

L'année suivante, les dividendes sont déclarés avec l'ensemble des revenus et soumis à l'impôt sur le revenu :
- soit au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8 %, pour les personnes physiques qui y ont intérêt,
- soit, en cas d'option, au barème progressif après application, le cas échéant, d'un abattement de 40 %.

Les sommes versées au titre du prélèvement forfaitaire non libératoire s'imputent, selon le cas, sur le PFU ou l'impôt calculé au barème progressif. A défaut d'option pour le barème progressif, le PFU s'applique de plein droit.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 31 décembre 2019 :

16 063,00 euros, soit 32.12 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 16 063,00 euros

Exercice clos le 31 décembre 2020 :

20 725,00 euros, soit 41,45 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 20 725,00 euros

Exercice clos le 31 décembre 2021 :

20 000,00 euros, soit 40 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 20 000,00 euros

Monsieur Christophe FAUCHER,

Madame Estelle FAUCHER PAGES,

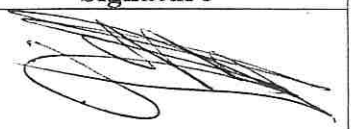
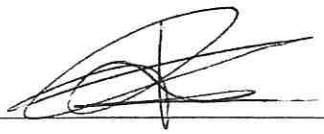
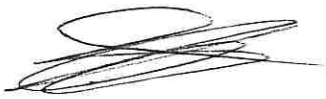
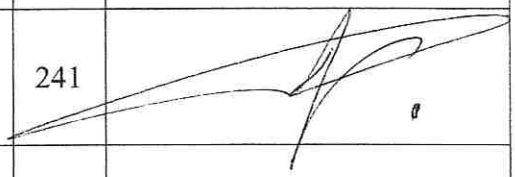
Monsieur Benjamin PAGES,

Monsieur Mathieu PAGES,

R C M
Société à responsabilité limitée
au capital de 7 622 euros
Siège social : 97, chemin de la grande liquine
34400 LUNEL
390189496 RCS MONTPELLIER

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE du 08 MAI 2023

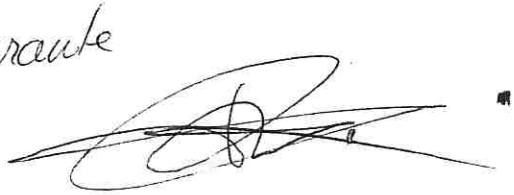
FEUILLE DE PRESENCE

N°	Associés	Pleine Propriété	Usufruit	Voix	Nom du mandataire éventuel - Signature
1	M. FAUCHER Christophe 132, Bd Diderot, 34400 LUNEL	8		8	
2	Mme FAUCHER PAGES Estelle 132, Boulevard Diderot, 34400 LUNEL	241		241	
3	M. PAGES Benjamin 24, rue des razeteurs, 34400 LUNEL	10		10	
4	M. PAGES Mathieu 24, rue des razeteurs, 34400 LUNEL	241		241	
	Totaux	500		500	

Nombre d'associés : 4

Certifiée sincère et véritable la présente feuille de présence à laquelle sont annexés ..... pouvoirs, arrêtée à..... associés présents ou représentés possédant ensemble ..... droits sociaux

la gerante



ACTIF
CONSEIL

COMPTES ANNUELS

SARL R C M
97 CHEMIN DE LA GRANDE LIQUINE

34400 LUNEL
Du 01/01/2022 au 31/12/2022

426, avenue des Abrivados - CS10176 - 34403 LUNEL
Tél. 04 67 83 54 40 - Fax. 04 67 71 56 20 - actiflunel@actifconseil-lr.com - www.actifconseil-lr.com
S.A.R.L au capital de 40 000 € - R.C.S MONTPELLIER B 314 259 557 - NAF 741C

Attestation de présentation des comptes

Etat exprimé en **euros**

Conformément aux termes de notre lettre de mission en date du 30 janvier 2013, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise **SARL R C M** relatifs à l'exercice du **01/01/2022** au **31/12/2022**, qui se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan :	**35 139**	euros
Chiffre d'affaires :	**65 846**	euros
Résultat net comptable :	**5 745**	euros

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Fait à Lunel
Le 02/05/2023

Signature

Christian DELON

Détail de l'Actif

Etat exprimé en **euros**	01/01/2022 31/12/2022	12 mois	01/01/2021 31/12/2021	12 mois	Variations	%
Capital souscrit non appelé						
TOTAL II - Actif Immobilisé NET						
Autres immobilisations corporelles						
MATERIEL DE TRANSPORT	2 494,98	*7,10*	2 494,98	*5,24*		
AMORT. MATERIEL DE TRANSPORT	(2 494,98)	*-7,10*	(2 494,98)	*-5,24*		
TOTAL III - Actif Circulant NET	**35 138,90**	***100,00***	**47 618,17**	***100,00***	**(12 479,27)**	***-26,21***
Autres créances	**388,94**	*1,11*	**150,44**	*0,32*	**238,50**	*158,53*
CREDIT DE TVA	247,00	*0,70*			247,00	
TVA SUR FACT NON PARVENUES	141,94	*0,40*	150,44	*0,32*	(8,50)	*-5,65*
Disponibilités	**34 749,96**	***98,89***	**47 467,73**	***99,68***	**(12 717,77)**	***-26,79***
BANQUE	32 873,96	*93,55*	47 467,73	*99,68*	(14 593,77)	*-30,74*
CAISSE	1 876,00	*5,34*			1 876,00	
TOTAL DU BILAN ACTIF	**35 138,90**	***100,00***	**47 618,17**	***100,00***	**(12 479,27)**	***-26,21***

Détail du Passif

Etat exprimé en **euros**	01/01/2022 31/12/2022 — 12 mois		01/01/2021 31/12/2021 — 12 mois		Variations	%
TOTAL I - Capitaux propres	**20 623,05**	*58,69*	**34 878,08**	*73,25*	**(14 255,03)**	*-40,87*
Capital Social ou individuel	**7 622,45**	*21,69*	**7 622,45**	*16,01*		
CAPITAL	7 622,45	*21,69*	7 622,45	*16,01*		
Réserve légale	**7 255,77**	*20,65*	**762,25**	*1,60*	**6 493,52**	*851,89*
RESERVE LEGALE	762,25	*2,17*	762,25	*1,60*		
AUTRES RESERVES	6 493,52	*18,48*			6 493,52	
Report à nouveau			**(0,14)**		**0,14**	*100,00*
REPORT A NOUVEAU			(0,14)		0,14	*100,00*
Résultat de l'exercice	**5 744,83**	*16,35*	**26 493,52**	*55,64*	**(20 748,69)**	*-78,32*
TOTAL II - Autres fonds propres						
TOTAL III - Total des Provisions						
TOTAL IV - Total des dettes	**14 515,85**	*41,31*	**12 740,09**	*26,75*	**1 775,76**	*13,94*
Emprunts et dettes financières divers	**7 618,02**	*21,68*	**5 774,17**	*12,13*	**1 843,85**	*31,93*
ASSOCIES C/C	7 618,02	*21,68*	5 774,17	*12,13*	1 843,85	*31,93*
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**3 005,24**	*8,55*	**3 001,64**	*6,30*	**3,60**	*0,12*
FOURNISSEURS	2 153,60	*6,13*	2 150,00	*4,52*	3,60	*0,17*
FOURN FACTURE NON PARVENUES	851,64	*2,42*	851,64	*1,79*		
Dettes fiscales et sociales	**3 892,59**	*11,08*	**3 964,28**	*8,33*	**(71,69)**	*-1,81*
PERSONNEL _ REMUNERATIONS DUES	992,53	*2,82*	689,86	*1,45*	302,67	*43,87*
DETTES PROVISIONNES / CP	1 235,70	*3,52*	759,39	*1,59*	476,31	*62,72*
URSSAF	259,00	*0,74*	51,00	*0,11*	208,00	*407,84*
KLESIA RETRAITE	145,06	*0,41*	101,12	*0,21*	43,94	*43,45*
MUTUELLE AXA	80,22	*0,23*	77,13	*0,16*	3,09	*4,01*
CHARGES SOCIALES / CP	89,89	*0,26*	49,59	*0,10*	40,30	*81,27*
PRELEVEMENT A LA SOURCE	89,99	*0,26*	73,00	*0,15*	16,99	*23,27*
ETAT - IS	985,00	*2,80*	1 009,00	*2,12*	(24,00)	*-2,38*
TVA A DECAISSER			1 070,00	*2,25*	(1 070,00)	*-100,00*
CHARGES FISCALES / CP	15,20	*0,04*	9,34	*0,02*	5,86	*62,74*
ETAT CHARGES A PAYER			74,85	*0,16*	(74,85)	*-100,00*
TOTAL DU BILAN PASSIF	**35 138,90**	*100,00*	**47 618,17**	*100,00*	**(12 479,27)**	*-26,21*

Détail des Soldes Intermédiaires

Etat exprimé en **euros**	01/01/2022 31/12/2022	12 mois	01/01/2021 31/12/2021	12 mois	Variations	%
Montant net du chiffre d'affaires	**65 846,00**	*100,00*	**69 875,00**	*100,00*	**(4 029,00)**	*-5,77*
Marge commerciale						
Production vendue Services	**65 846,00**	*100,00*	**69 875,00**	*100,00*	**(4 029,00)**	*-5,77*
RECETTE	35 246,00	*53,53*	37 323,00	*53,41*	(2 077,00)	*-5,56*
RECETTES SS TVA	30 600,00	*46,47*	32 552,00	*46,59*	(1 952,00)	*-6,00*
Production de l'exercice	**65 846,00**	*100,00*	**69 875,00**	*100,00*	**(4 029,00)**	*-5,77*
Achats stockés approvisionnement	**702,39**	*1,07*	**168,57**	*0,24*	**533,82**	*316,68*
FOURNITURES CONSOMMABLES	702,39	*1,07*	168,57	*0,24*	533,82	*316,68*
Variation de stocks approvisionnements						
Marge brute de production	**65 143,61**	*98,93*	**69 706,43**	*99,76*	**(4 562,82)**	*-6,55*
Production de l'exercice + Marge commerciale	**65 846,00**	*100,00*	**69 875,00**	*100,00*	**(4 029,00)**	*-5,77*
Achats non stockés matières et fournitures			**225,30**	*0,32*	**(225,30)**	*-100,00*
ACHATS PETITS EQUIPEMENTS			112,38	*0,16*	(112,38)	*-100,00*
FOURN ADMINISTRATIVES			112,92	*0,16*	(112,92)	*-100,00*
Autres charges externes	**15 058,76**	*22,87*	**17 474,17**	*25,01*	**(2 415,41)**	*-13,82*
NETTOYAGE	5 200,00	*7,90*	6 760,00	*9,67*	(1 560,00)	*-23,08*
ENTRETIEN ET REPARATIONS			199,32	*0,29*	(199,32)	*-100,00*
PRIME D'ASSURANCE	742,00	*1,13*	842,38	*1,21*	(100,38)	*-11,92*
HONORAIRES	1 120,44	*1,70*	1 374,40	*1,97*	(253,96)	*-18,48*
FRAIS D'ACTES	45,80	*0,07*	363,69	*0,52*	(317,89)	*-87,41*
FRAIS DE DEPLACEMENT	7 618,02	*11,57*	7 650,38	*10,95*	(32,36)	*-0,42*
SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILE	332,50	*0,50*	284,00	*0,41*	48,50	*17,08*
Valeur ajoutée produite	**50 084,85**	*76,06*	**52 006,96**	*74,43*	**(1 922,11)**	*-3,70*
Subventions d'exploitation	**165,00**	*0,25*	**17 963,00**	*25,71*	**(17 798,00)**	*-99,08*
SUBVENTION	165,00	*0,25*	17 963,00	*25,71*	(17 798,00)	*-99,08*
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	**138,33**	*0,21*	**114,20**	*0,16*	**24,13**	*21,13*
TAXE APPRENTISSAGE	27,83	*0,04*	62,38	*0,09*	(34,55)	*-55,39*
CHARGES FISCALES / CP	5,86	*0,01*	9,34	*0,01*	(3,48)	*-37,26*
FORMATION CONTINUE	104,64	*0,16*	42,48	*0,06*	62,16	*146,33*
Impôts, taxes & versements assimilés autres	**31 251,00**	*47,46*	**33 437,91**	*47,85*	**(2 186,91)**	*-6,54*
CONTR ECO TERRITORIALE	651,00	*0,99*	643,00	*0,92*	8,00	*1,24*
TVA NON RECUPERABLE			222,31	*0,32*	(222,31)	*-100,00*
DROITS DE PLACE	30 600,00	*46,47*	32 552,00	*46,59*	(1 952,00)	*-6,00*
DECHETERIE			20,60	*0,03*	(20,60)	*-100,00*
Salaires et traitements	**11 577,51**	*17,58*	**7 914,12**	*11,33*	**3 663,39**	*46,29*
REMUNERATIONS DU PERSONNEL	11 101,20	*16,86*	7 724,34	*11,05*	3 376,86	*43,72*
CONGES PAYES	476,31	*0,72*	189,78	*0,27*	286,53	*150,98*
CHOMAGE PARTIEL			1 734,24	*2,48*	(1 734,24)	*-100,00*
INDEMNITE CHOM PARTIEL			(1 734,24)	*-2,48*	1 734,24	*100,00*
Charges sociales	**552,97**	*0,84*	**504,02**	*0,72*	**48,95**	*9,71*
CHARGES SOC/ CP	40,30	*0,06*	21,44	*0,03*	18,86	*87,97*
URSSAF	82,98	*0,13*	65,01	*0,09*	17,97	*27,64*

Détail des Soldes Intermédiaires

Etat exprimé en **euros**	01/01/2022 31/12/2022 — 12 mois		01/01/2021 31/12/2021 — 12 mois		Variations	%
MUTUELLE	320,88	*0,49*	308,52	*0,44*	12,36	*4,01*
RETRAITE	(0,19)		0,05		(0,24)	*-480,00*
MEDECINE DU TRAVAIL	109,00	*0,17*	109,00	*0,16*		
Excédent brut d'exploitation	**6 730,04**	***10,22***	**27 999,71**	***40,07***	**(21 269,67)**	***-75,96***
Autres produits d'exploitation	**0,14**		**0,10**		**0,04**	***40,00***
PDTS DIVERS DE GEST COURANTS	0,14		0,10		0,04	*40,00*
Autres charges de gestion courante	**0,35**		**0,29**		**0,06**	***20,69***
DIFFERENCE DE REGLEMENT	0,35		0,29		0,06	*20,69*
Résultat d'exploitation	**6 729,83**	***10,22***	**27 999,52**	***40,07***	**(21 269,69)**	***-75,96***
Résultat courant avant impôts	**6 729,83**	***10,22***	**27 999,52**	***40,07***	**(21 269,69)**	***-75,96***
Résultat exceptionnel						
Impôts sur les bénéfices	**985,00**	***1,50***	**1 506,00**	***2,16***	**(521,00)**	***-34,59***
IMPOTS SUR LES BENEFICES	985,00	*1,50*	1 506,00	*2,16*	(521,00)	*-34,59*
Résultat de l'exercice	**5 744,83**	***8,72***	**26 493,52**	***37,92***	**(20 748,69)**	***-78,32***

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **35 139** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **66 011** euros et un total **charges** de **60 266** euros,dégageant ainsi un **résultat** de **5 745** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2022** et finit le **31/12/2022.**
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.
Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

Etat exprimé en **euros**		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agenct aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	2 495					2 495
	Matériel de bureau, mobilier						
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**2 495**					**2 495**
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
	TOTAL	**2 495**					**2 495**

Amortissements

Etat exprimé en **euros**

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2022
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	2 495			2 495
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**2 495**			**2 495**
	TOTAL	**2 495**			**2 495**

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortissement à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en **euros**		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations : incorporelles				
	Sur immobilisations : corporelles				
	Sur immobilisations : des titres mis en équivalence				
	Sur immobilisations : titres de participation				
	Sur immobilisations : autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL				
	Dont dotations et reprises : - d'exploitation				
	Dont dotations et reprises : - financières				
	Dont dotations et reprises : - exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Capital social

Etat exprimé en **euros**

ACTIONS / PARTS SOCIALES	31/12/2022	Nombre	Val. Nominale	Montant
	Du capital social début exercice	500,00	15,2449	7 622,45
	Emises pendant l'exercice			
	Remboursées pendant l'exercice			
	Du capital social fin d'exercice	**500,00**	**15,2449**	**7 622,45**

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

Liberté·Égalité·Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2065-SD
(2023)

Direction Générale des Finances Publiques

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Timbre à date du service

Exercice ouvert le **01012022** et clos le **31122022** — Régime simplifié d'imposition [X] Régime réel normal [ ]

Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble de groupe [ ] Si PME innovante [ ] Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage art. 209-O B (entreprises de transport maritime) [ ]

Adresse du service où doit être déposée cette déclaration : SIE EST HERAULT, Hôtel des Impôts, 136, Av. des Abrivados, 34404 LUNEL

Adresse du déclarant (quand celle-ci est différente de l'adresse du destinataire) et/ou adresse du siège social si elle est différente du principal établissement :

A IDENTIFICATION

Identification du destinataire :
SARL R C M
97 CHEMIN DE LA GRANDE LIQUINE
34400 LUNEL

651	301729	39018949600024
Insp. IFU	N° dossier	N° Siret

Préciser éventuellement : l'ancienne adresse en cas de changement :

B ACTIVITÉ

Activités exercées (souligner l'activité principale) :
LOCATION D EMPLACEMENTS
Si vous avez changé d'activité, cochez la case [ ]

RÉGIME FISCAL DES GROUPES

Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés, doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires. (Article 223 A à U du CGI)

- Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante
- Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d' identification de la société mère.

n° SIRET

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf.notice)

1 Résultat fiscal

Bénéfice imposable au taux normal	Bénéfice imposable au taux de 15 %	Déficit (report de la ligne XO du 2058A ou 372 du 2033B)
0	6 565	

Résultat net de cession, de concession ou de sous-concession des brevets et droits de propriété industrielle assimilés imposable au taux de 10%

2 Plus-values

Plus-values à long terme imposables au taux de 15%

Plus-values à long terme imposables au taux de 19%	Autres plus-values imposables au taux de 19%	Plus-values à long terme imposables aux taux de 0%	Plus-values exonérées art.238 quindecies

3 Abattements et exonérations notamment en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches
(cocher la case selon le cas). Ces montants ne doivent pas être retranchés des résultats mentionnés en C-1 et C-2

Entreprises nouvelles art. 44 sexies [ ] — Jeunes entreprises innovantes [ ] — Zones franches urbaines Territoire entrepreneur art 44 octies A [ ] — Zone de restructuration de la défense art 44 terdecies [ ]

Entreprises nouvelles art.44 septies [ ] — Zones franches d'activité art.44 quaterdecies [ ] — Zone de développement prioritaire art. 44 septdecies [ ] — Autres dispositifs [ ]

Bassins urbains à dynamiser (BUD) art.44 sexdecies [ ]

Sociétés d'investissements immobiliers cotées [ ] — Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas) — Plus-values exonérées relevant du taux à 15%

4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer dans le secteur productif, art. 244 quater W [ ]

D IMPUTATIONS (cf. la notice de la déclaration 2065)

Les crédits d'impôt indiqués aux 1 et 2 ci-dessous ne sont imputables que pour partie s'ils n'ont pas été comptabilisés par l'entreprise (66,66 %).

1 Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt
Impôt déjà versé au Trésor (Crédit d'impôt) indiqué sur les certificats joints au relevé de solde d'impôt sur les sociétés ou afférent aux primes de remboursement

2 Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité. Total figurant en cartouche au cadre VII de l'imprimé n° 2066

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. notice)

Recettes nettes soumises à la contribution 2,50 %

F CONTRIBUTION TEMPORAIRE DE SOLIDARITÉ

Assiette de la contribution temporaire de solidarité au taux de 33 %

G ENTREPRISES SOUMISES OU DÉSIGNEES AU DÉPÔT DE LA DÉCLARATION PAYS PAR PAYS

1- Si vous êtes l'entreprise tête de groupe soumise à l'obligation de dépôt de la déclaration pays par pays n°2258-SD (article 223 quinquies C-I-1 du CGI) [ ]

2- Si vous êtes la société tête de groupe et que vous avez désigné une autre entité du groupe pour souscrire la déclaration n° 2258-SD, indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de l'entité désignée :

3- Si vous êtes l'entreprise désignée au dépôt de la déclaration n° 2258-SD par la société tête de groupe (art. 223 quinquies C-I-2) [ ]
Dans ce cas, veuillez indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de la société tête de groupe :

H COMPTABILITÉ INFORMATISÉE

L'entreprise dispose-t-elle d'une comptabilité informatisée ? OUI — Si oui, indication du logiciel utilisé : ACD COMPTABILITE EXP

ECF [ ] Désignation du prestataire

OGA/OMGA [ ] **Viseur conventionné** [ ]

Nom, adresse, téléphone :

- **Professionnel de l'expertise comptable :** ACTIF CONSEIL LANGUEDOC — 426 AVENUE DES ABRIVADOS 34400 LUNEL — 04.67.83.54.40
- **Conseil :**
- **CGA/OMGA ou viseur conventionné :**
  N° d'agrément

635 A LUNEL, le 24042023

Signature et qualité du déclarant
ESTELLE PAGES GERANTE

Les dispositions des articles 34-35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et libertés, modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004 s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant un droit d'accès et de rectification auprès de votre service des impôts.

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

IMPOT SUR LES SOCIETES
ANNEXE A LA DECLARATION N° 2065

N° 2065 Bis-SD
(2023)

(A ne remplir que sur les exemplaires "en continu")

Désignation de l'entreprise et date de clôture de l'exercice : **SARL R C M** — **31122022**

I REPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILES DISTRIBUES

1. Montant global brut des distributions correspondant aux intérêts, dividendes, revenus et autres produits des actions et parts sociales payables aux associés, actionnaires et porteurs de parts	Payées par la société elle-même	(a)	20 000
	Payées par un établissement chargé du service des titres	(b)	
2. Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire(s)		(c)	
3. Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées		(d)	
4. Montant des distributions autres que celles visées en (a),(b),(c) et (d) ci-dessus **(A préciser par nature sur les lignes e à h)**		(e)	
		(f)	
		(g)	
		(h)	
5. Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI		(i)	20 000
6. Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI		(j)	
7. Montant des revenus répartis		total (a à h)	20 000

J REMUNERATIONS NETTES VERSEES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIETES

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-1 à 6 ann. III au CGI) : - SARL - tous les associés ; - SCA - associés gérants ; - SNC ou SCS - associés en nom ou commandités ; - SEP et sté de copropriétaires de navires - associés, gérants ou coparticipants	Pour les SARL : Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit	Année au cours de laquelle le versement a été effectué	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1, à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société. Montant des sommes versées : à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement : Indemnités forfaitaires	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement : Remboursements	à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6 : Indemnités forfaitaires	à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6 : Remboursements
1	2	3	4	5	6	7	8
PAGES BENJAMIN — ASSOCIE 24 RUE DES RAZETEURS 34400 LUNEL — FRANCE		2022					
FAUCHER ESTELLE — GERANT 132 RUE DIDEROT 34400 LUNEL — FRANCE		2022					
PAGES MATHIEU — ASSOCIE 24 RUE DES RAZETEURS 34400 LUNEL — FRANCE		2022					
FAUCHER CHRISTOPHE — ASSOCIE 132 DIDEROT 34400 LUNEL — FRANCE		2022	9 403				

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

IMPOT SUR LES SOCIETES
ANNEXE A LA DECLARATION N° 2065

N° 2065 Bis-SD (SUITE)
(2023)

(A ne remplir que sur les exemplaires "en continu")

Désignation de l'entreprise **SARL R C M**
et Date de clôture de l'exercice **31122022**

K DIVERS

NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

ADRESSES DES AUTRES ETABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

L CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION

REMUNERATIONS	Montant brut des salaires, **abstraction faite des sommes comprises dans les DSN et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés, figurant sur les DSN de 2022,** montant total des bases brutes fiscales. Ils doivent être majorés, le cas échéant, des indemnités exonérées de la taxe sur les salaires, telles notamment les sommes portées au titre de la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques-vacances par les salariés.	11 101
	Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages	

CE CADRE NE CONCERNE QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION

MOINS-VALUES A LONG TERME (MVLT) (voir les explications figurant sur la notice)

	Taux de 0 %	Taux de 15 % (art. 219 I a *ter* et a *quater*)	Taux de 19 %
MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice			
MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice			
MVLT réalisée au cours de l'exercice			
MVLT restant à reporter			

M CADRE NE CONCERNANT QUE LES ORGANISMES BENEFICIAIRES DE DONS

Montant cumulé des dons et versements mentionnés sur les reçus, attestations ou tous autres documents et perçus au titre de l'exercice	
Nombre de reçus, attestations ou tous autres documents délivrés au titre de l'exercice	

Formulaire obligatoire (article 302 septies A bis du Code général des impôts)

1 BILAN SIMPLIFIE

DGFiP N° 2033-A-SD 2023

Désignation de l'entreprise **SARL R C M** — **97 CHEMIN DE LA GRANDE LIQUINE** — Néant ☐ *

Adresse de l'entreprise — **34400 LUNEL**

SIRET **3 9 0 1 8 9 4 9 6 0 0 0 2 4**

Durée de l'exercice en nombre de mois * **12** — Durée de l'exercice précédent * **12**

ACTIF

			Brut 1	Amortissements-Provisions 2	Exercice N clos le 31122022 Net 3	Exercice N-1 clos le 31122021 Net 4
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles — Fonds commercial*	010		012		
	Immobilisations incorporelles — Autres*	014		016		
	Immobilisations corporelles*	028	2 495	030	2 495	
	Immobilisations financières* (1)	040		042		
	Total I (5)	044	**2 495**	048	**2 495**	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS — Matières premières, approvisionnements, en cours de production *	050		052		
	STOCKS — Marchandises *	060		062		
	Avances et acomptes versés sur commandes	064		066		
	Créances (2) — Clients et comptes rattachés *	068		070		
	Créances (2) — Autres * (3)	072	389	074	389	150
	Valeurs mobilières de placement	080		082		
	Disponibilités	084	34 750	086	34 750	47 468
	Charges constatées d'avance *	092		094		
	Total II	096	**35 139**	098	**35 139**	**47 618**
	Total général (I + II)	110	**37 634**	112 **2 495**	**35 139**	**47 618**

PASSIF

			Exercice N NET 1	Exercice N-1 NET 2
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel *	120	7 622	7 622
	Ecarts de réévaluation	124		
	Réserve légale	126	7 256	762
	Réserves réglementées*	130		
	Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* 131)	132		
	Report à nouveau	134		
	Résultat de l'exercice	136	**5 745**	**26 494**
	Subventions d'investissement	137		
	Provisions réglementées	140		
	Total I	142	**20 623**	**34 878**
Provisions pour risques et charges	**Total II**	154		
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées	156		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	164		
	Fournisseurs et comptes rattachés *	166	3 005	3 002
	Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N : 169 7 618)	172	11 511	9 738
	Produits constatés d'avance	174		
	Total III	176	**14 516**	**12 740**
	Total général (I + II + III)	180	**35 139**	**47 618**

RENVOIS

(1)	Dont immobilisations financières à moins d'un an	193		(4)	Dont dettes à plus d'un an	195	
(2)	Dont créances à plus d'un an	197		(5)	Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice *	182	
(3)	Dont comptes courants d'associés débiteurs	199			Prix de vente hors TVA des immobilisations cédées au cours de l'exercice *	184	

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

(2) **COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ DE L'EXERCICE (en liste)** — **DGFiP N° 2033-B-SD 2023**

Formulaire obligatoire (article 302 septies A-bis du Code général des impôts) — Désignation de l'entreprise: **SARL R C M** — Néant ☐ *

A - RÉSULTAT COMPTABLE

			Exercice N clos le 31122022 (1)	Exercice N-1 clos le 31122021 (2)
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	210		
	Production vendue : biens	214		
	Production vendue : services *	218	65 846	69 875
	dont export et livraisons intracommunautaires : 209			
	dont export et livraisons intracommunautaires : 215			
	dont export et livraisons intracommunautaires : 217			
	Production stockée * (Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)	222		
	Production immobilisée *	224		
	Subventions d'exploitation reçues	226	165	17 963
	Autres produits	230		
	Total des produits d'exploitation hors TVA (I)	232	**66 011**	**87 838**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises * (y compris droits de douane)	234		
	Variation de stock (marchandises) *	236		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)	238	702	169
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement)*	240		
	Autres charges externes* : (dont crédit bail : - mobilier : ..... - immobilier : . .....)	242	15 059	17 699
	Impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe professionnelle CFE et CVAE * 243 : 651)	244	31 389	33 552
	Rémunérations du personnel *	250	11 578	7 914
	Charges sociales (cf. renvoi 380 du 2033-D)	252	553	504
	Dotations aux amortissements *	254		
	Dotations aux provisions	256		
	Autres charges : dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger * 259	262		
	Autres charges : dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles 260			
	Total des charges d'exploitation (II)	264	**59 281**	**59 839**
	1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	270	**6 730**	**28 000**
PRODUITS ET CHARGES DIVERS	Produits financiers (III)	280		
	Produits exceptionnels (IV)	290		
	Charges financières (V)	294		
	Charges exceptionnelles (VI)	300		
	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art 217 octies) 347			
	Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art 39 quinquies D) 348			
	Impôts sur les bénéfices * (VII)	306	985	1 506
	2 - BÉNÉFICE OU PERTE : Produits (I + III + IV) - Charges (II + V + VI + VII)	310	**5 745**	**26 494**

B - RÉSULTAT FISCAL

	Reporter le bénéfice comptable col. 1, le déficit comptable col. 2	312	**5 745**	314
Réintégrations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*	316		
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles	318		
	Provisions non déductibles*	322		
	Impôts et taxes non déductibles * (cf page 7 de la notice 2033-NOT-SD)	324	985	
	Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes-cts d'associés 247 ; écarts de valeurs liquidatives sur OPC* 248	330		
	Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option (Part de loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D) 249)	251		
	Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime	998		
	Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime	999		
Déductions	Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime	997		
	Entreprises nouvelles (44. sexies) 986 ; Jeune entreprise innovante (44. sexies A) 989 ; Zone de revitalisation rurales (44. quindecies) 138			
	Reprise d'entreprises en difficulté (44. septies) 981 ; Bassins d'emploi à redynamiser (art. 44 duodecies) 991 ; Bassins urbains à dynamiser-BUD (art. 44 sexdecies) 992	342		
	ZFA NG (44 quaterdecies) 345 ; Investissements outre-mer 344 ; Zone de développement prioritaire (art. 44 septdecies) 993			
	Zone franche urbaine (44 octies A) 987 ; Zones restructuration de la défense (44 terdecies) 127			
	dont divers* : Créance due au report en arrière du déficit 346 ; Déduction exceptionnelle (art 39 decies) 655 ; Déduction exceptionnelle simulateur de conduite 641	350	165	
	dont divers* : Déduction exceptionnelle (art 39 decies A) 643 ; Déduction exceptionnelle (art 39 decies B) 645 ; Déduction exceptionnelle (art 39 decies C) 647			
	dont divers* : Déduction exceptionnelle (art 39 decies D) 648 ; Déduction exceptionnelle (art 39 decies G) 649 ; Déductions exceptionnelles (art. 39 decies F) 990			
	RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS — Bénéfice col. 1 / Déficit col. 2	352	**6 565**	354
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière * (Entreprises I.S. seulement)	356		
	Déficits antérieurs reportables :* ..... dont imputés sur le résultat :			360
	RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS — Bénéfice col. 1 / Déficit col. 2	370	**6 565**	372

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT.

3 IMMOBILISATIONS - AMORTISSEMENTS - PLUS-VALUES - MOINS-VALUES

DGFiP N° 2033-C 2023

Formulaire obligatoire (article 302 Septies A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : **SARL R C M**

Néant ☐*

I IMMOBILISATIONS

ACTIF IMMOBILISE		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	Fonds commercial	400		402		404		406		
	Autres	410		412		414		416		
Immobilisations corporelles	Terrains	420		422		424		426		
	Constructions	430		432		434		436		
	Installations techniques matériel et outillage industriels	440		442		444		446		
	Installations générales agencements divers	450		452		454		456		
	Matériel de transport	460	2 495	462		464		466	2 495	
	Autres immobilisations corporelles	470		472		474		476		
Immobilisations financières		480		482		484		486		
TOTAL		490	**2 495**	492		494		496	**2 495**	

II AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Fonds commercial		495		497		498		499	
Autres immobilisations incorporelles		500		502		504		506	
Immobilisations corporelles	Terrains	510		512		514		516	
	Constructions	520		522		524		526	
	Installations techniques matériel et outillage industriels	530		532		534		536	
	Installations générales, agencements, aménagements divers	540		542		544		546	
	Matériel de transport	550	2 495	552		554		556	2 495
	Autres immobilisations corporelles	560		562		564		566	
TOTAL		570	**2 495**	572		574		576	**2 495**

III PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

(19 %, 15 % et 0% pour les entreprises à l'IS, 12,8 % pour les entreprises à l'IR)
(Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle.	1	2	3	4	5
	6	7	8	9	10

Immobilisation	Valeur d'actif * ①	Amortissements * ②	Valeur résiduelle ③	Prix de cession * ④	Plus ou moins-values: Court terme * ⑤	Long terme: 19 % ⑥	Long terme: 15 % ou 12,80 % ⑦	Long terme: 0 % ⑧
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
TOTAL	578	580	582	584	586	581	587	589
Plus-values taxables à 19 % (1)			579	Régularisations	590	583	594	595
TOTAL					596	585	597	599

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT.

(1) Ces plus-values sont imposables aux taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 210F et 208C du CGI. Joindre un état établi selon le même modèle, indiquant les modalités de calcul de ces plus values.

(4) **RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES - DÉFICITS REPORTABLES - DIVERS**

Formulaire obligatoire (article 302 Septies A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : **SARL R C M**

Néant ☐ *

I RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

A NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice		Augmentations: dotations de l'exercice		Diminutions: reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice	
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	600		602		604		606	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	601		603		605		607	
	Autres provisions réglementées	610		612		614		616	
Provisions pour risques et charges		620		622		624		626	
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	630		632		634		636	
	Sur stocks et en cours	640		642		644		646	
	Sur clients et comptes rattachés	650		652		654		656	
	Autres provisions pour dépréciation	660		662		664		666	
TOTAL		680		682		684		686	

B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

	Dotations		Reprises	
Fonds commercial	681		683	
Autres Immob. incorp.	700		705	
Terrains	710		715	
Constructions	720		725	
Inst. techniques mat. et outillage	730		735	
Inst. générales, agencements amén. div.	740		745	
Matériel de transport	750		755	
Autres immobilisations corporelles	760		765	
TOTAL	770		775	

C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES À PAYER NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT
(Si le cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)

1	Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes	
2		
3		
4		
5		
6		
7		
Total à reporter ligne 322 du tableau n° 2033-B	780	

II DÉFICITS REPORTABLES

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)				982	
Déficits transférés de plein droit (article 209-II-2 du CGI)	982 bis		Nombre d'opérations sur l'exercice	982 bis	
Déficits imputés				983	
Déficits reportables				984	
Déficits de l'exercice				860	
Total des déficits restant à reporter				870	

IV DIVERS

Primes et cotisations complémentaires facultatives			381	
dont montant déductible des cotisations facultatives versées en application du I de l'article 154 bis du CGI dont cotisations facultatives Madelin (I de l'art. 154 bis du CGI)	325			
dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite	327			
Cotisations personnelles obligatoires de l'exploitant *			380	
dont montant déductible des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS	326			
N° du centre de gestion agréé			388	
Montant de la TVA collectée			374	7 049
Montant de la TVA déductible sur biens et services (sauf immobilisations)			378	447
Montant des prélèvements personnels de l'exploitant			399	
Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice			398	
Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI			397	

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne 870 du tableau 2033D déposé au titre de l'exercice précédent.
* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

5

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

DETERMINATION DES EFFECTIFS ET DE LA VALEUR AJOUTEE

DGFiP N° 2033-E 2023

Désignation de l'entreprise : **SARL R C M** Néant [X] *

Exercice ouvert le : **01012022** et clos le : **31122022** Durée en nombre de mois **12**

DECLARATION DES EFFECTIFS

Effectifs moyens du personnel *	376	
dont apprentis	657	
dont handicapés	651	
Effectifs affectés à l'activité artisanale	861	

CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

I - Chiffre d'affaires de référence CVAE

Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises	108	
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	118	
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	119	
Refacturations de frais inscrits au compte de transfert de charges	105	
TOTAL 1	106	

II - Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Autres produits de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	115	
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	143	
Subventions d'exploitation reçues	113	
Variation positive des stocks	111	
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	116	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	153	
TOTAL 2	144	

III - Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Achats	121	
Variation négative des stocks	145	
Services extérieurs, à l'exception des loyers et redevances	125	
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	146	
Taxes déductibles de la valeur ajoutée	133	
Autres charges de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	148	
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	128	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	135	
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	150	
TOTAL 3	152	

IV - Valeur ajoutée produite

Calcul de la valeur ajoutée **TOTAL 1 + TOTAL 2 - TOTAL 3**	137	

V - Cotisation sur la Valeur ajoutée des Entreprises

Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les 1330-CVAE pour les multi-établissements et sur les 1329-AC et 1329-DEF. Si la VA calculée est négative, il convient de reporter un montant égal à 0 au cadre C des formulaires n° 1329-AC et 1329-DEF)	117	

Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE

Les entreprises effectuant uniquement des opérations à caractères agricoles n'entrant pas dans le champ de la CVAE ne doivent pas compléter ce cadre. Si vous êtes assujettis à la CVAE et êtes un mono établissement au sens de la CVAE (cf notice de la déclaration n°1330-CVAE-SD), veuillez compléter le cadre ci-dessous et la ligne 117 (ci-dessus). Vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration 1330-CVAE-SD.

Mono établissement au sens de la CVAE	020			
Chiffre d'affaires de référence CVAE			022	
Effectifs au sens de la CVAE			023	
Chiffre d'affaires du groupe économique (art. 223 A du CGI)			026	
Période de référence	024	01/01/2022	160	31/12/2022
Date de cessation (de l'activité soumise à la CVAE)			186	

(1) il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 148 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 143, portées en ligne 128.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2033-NOT-SD

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'annexe III au C.G.I.)

6 **COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

DGFiP N° 2033-F 2023

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10% du capital de la société)

N° de dépôt

1/2 (1) Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 31/12/2022 N° SIRET 390189496000024

DENOMINATION DE L'ENTREPRISE **SARL R C M**

ADRESSE (voie) **97 CHEMIN DE LA GRANDE LIQUINE**

CODE POSTAL **34400** VILLE **LUNEL**

NOMBRE TOTAL D'ASSOCIES OU ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES DE L'ENTREPRISE	901		NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	902	
NOMBRE TOTAL D'ASSOCIES OU ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES DE L'ENTREPRISE	903		NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	904	500

I. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions | Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions | Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions | Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions | Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

II. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) **MME** Nom patronymique **PAGES** Prénom(s) **ESTELLE**
Nom marital **FAUCHER** % de détention **48,20** Nb de parts ou actions **241**
Naissance : Date | N° département **34** Commune **LUNEL** Pays **FRANCE**
Adresse : N° | Voie **RUE DIDEROT**
Code postal **34400** Commune **LUNEL** Pays **FRANCE**

Titre (2) **M** Nom patronymique **PAGES** Prénom(s) **MATHIEU**
Nom marital | % de détention **48,20** Nb de parts ou actions **241**
Naissance : Date | N° département **34** Commune **LUNEL** Pays **FRANCE**
Adresse : N° | Voie **RUE DES RAZETEURS**
Code postal **34400** Commune **LUNEL** Pays **FRANCE**

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.
(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame.
* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'annexe III au C.G.I.)

N° de dépôt

6 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10% du capital de la société)

DGFiP N° 2033-F 2023

2/2 (1) Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 31/12/2022 N° SIRET 39018949600024

DENOMINATION DE L'ENTREPRISE **SARL R C M**

ADRESSE (voie) **97 CHEMIN DE LA GRANDE LIQUINE**

CODE POSTAL **34400** VILLE **LUNEL**

NOMBRE TOTAL D'ASSOCIES OU ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES DE L'ENTREPRISE	901		NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	902	
NOMBRE TOTAL D'ASSOCIES OU ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES DE L'ENTREPRISE	903		NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	904	500

I. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions

Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions

Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions

Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions

Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

II. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) **M** Nom patronymique **PAGES** Prénom(s) **BENJAMIN**

Nom marital | % de détention **2,00** Nb de parts ou actions **10**

Naissance : Date **14121997** N° département **34** Commune **LUNEL** Pays **FRANCE**

Adresse : N° **24** Voie **RUE DES RAZETEURS**

Code postal **34400** Commune **LUNEL** Pays **FRANCE**

Titre (2) **M** Nom patronymique **FAUCHER** Prénom(s) **CHRISTOPHE**

Nom marital | % de détention **1,60** Nb de parts ou actions **8**

Naissance : Date **01051964** N° département **34** Commune **MONTPELLIER** Pays **FRANCE**

Adresse : N° **132** Voie **BOULEVARD DIDEROT**

Code postal **34400** Commune **LUNEL** Pays **FRANCE**

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

Mme PLANE souhaite savoir à l'avenir si le marché va être renouvelé. Allez-vous remettre des brocanteurs et des bouquinistes ? Il semblerait qu'il n'y en ait plus, par conséquent ce marché va-t-il être renommé ? Quand va-t-il être relancé ?
Ensuite, il lui semble qu'il y a une baisse importante de la fréquentation en 2021 et 2022, cela pourrait s'expliquer en 2021 avec un retour à la vie suite au Covid. Mais en l'occurrence en 2022 il y a eu le même nombre de marchés aux puces à 1 ou 2 près. Le délégataire explique que c'était dû à l'espace en partie sur 2022. Le plateau étant toujours occupé en 2021, il y a eu davantage de fréquentation. En 2022 la fréquentation a diminué. Suite à ce rapport et aux interrogations soulevées par ce marché aux puces envisagez-vous non pas une restructuration mais des demandes un peu plus particulières et des objectifs vis à vis du marché aux puces. Quel est votre ressenti ? Sur le rapport présenté on constate une baisse. Elle peut comprendre, il y a le marché de Sommières le samedi qui est très attractif, mais aussi celui de Palavas ou Carnon qui le sont tout autant et le public les préfère à celui de Lunel.

Monsieur le Maire souligne qu'il y a une antériorité du marché et notre brocante arrive après l'installation de beaucoup d'autres qui ont déjà fait leurs preuves et sont installés depuis fort longtemps, ce n'est pas facile.

M. CRÉCHET rappelle que nous avons des rapports assez réguliers avec les délégataires et nous échangeons sur leurs difficultés, les propositions etc. C'est fait dans un esprit de concertation et de partenariat assez affirmé. Sur les brocanteurs et les bouquinistes c'est vrai que cela n'a pas marché, c'était une bonne idée mais progressivement nombre de brocanteurs professionnels diminuaient jusqu'à ce qu'il n'y en ait plus. Est-ce que pour autant que nous devons y renoncer définitivement ? Peut-être sous une forme différente. Peut-être que le jour n'est pas bien choisi par rapport à la concurrence avec Sommières. On ne peut pas abandonner l'idée de monter en gamme ce marché aux puces et faire venir des professionnels. Sur la baisse de la fréquentation lors de nos échanges de nombreuses causes sont évoquées, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle, à leur demande, nous avons étendu la surface qui leur était réservée sur le parking des Abrivados. Ils sont satisfaits de ce nouvel emplacement sur le parking des Abrivados, l'extension va leur permettre d'accueillir plus d'exposants. Il y a un certain nombre de dommages collatéraux notamment pour les riverains et le voisinage que nous allons corriger car cela commence à poser des problèmes. A priori nous sommes plutôt sur une dynamique positive, eux-mêmes disent dans leur rapport que les perspectives 2023 sont plutôt positives.

Mme PLANE note qu'à présent il est installé sur le parking depuis fin septembre, depuis le salon du cheval.

M. SBAAÏ indique qu'ils étaient victimes des manifestations organisées sur le plateau et l'allée Baroncelli et donc il fallait les accompagner pour les déplacer.

Mme PLANE relève également une baisse de fréquentation des exposants dans ce rapport. Elle ne sait pas si cela est dû au jour. En fait le week-end les gens se baladent. Elle prend l'exemple d'une zone commerciale avec l'implantation de 3 magasins de chaussures, les 3 fonctionnent parfaitement. Elle considère que le samedi n'est pas un problème. Il s'agirait plutôt de la qualité relativement basse des exposants. Nous avons tous vendu durant notre jeunesse. Elle connaît parfaitement le marché aux puces. On y trouve de tout, parfois rien. Elle va être assez dure mais quelque fois on a davantage l'impression de faire la sortie des poubelles que de faire un vide grenier. Elle adore les marchés aux puces, les brocantes, la seconde main. Mais ne devrait-on peut-être pas sanctionner les exposants pour faciliter le renouveau des marchés aux puces et fixer de nouveaux objectifs au délégataire ?

M. SBAAÏ explique qu'aujourd'hui apparaît sur le marché aux puces beaucoup de textile qui s'adresse aux enfants mais ils sont confrontés à la concurrence du type Vinted. Même les supermarchés qui auparavant ne vendaient que du neuf proposent aussi de l'occasion.

Mme PLANE souligne qu'il y a autre chose que les vêtements. Lorsqu'elle propose de sanctionner l'exposant ce n'est pas forcément pécuniairement. Le prix de l'emplacement est très cher comparé

à d'autres marchés, notamment à Sommières. C'est arranger son étal visuellement par correction pour les touristes, etc... On peut voir des « réguliers », sans leur jeter la pierre car cela leur permet de gagner un peu d'argent. De faire une mise en valeur du stand et de le signaler aux personnes qui viennent régulièrement, de leur imposer un visuel.

Monsieur le Maire reconnaît un souci de qualité ainsi qu'une chute. Il faut le relever, comment ? Ce n'est pas évident parce que le délégataire le fait à ses risques et périls.

Mme PLANE répond qu'il faut peut-être lui donner les moyens.

M. SBAAÏ rappelle que lorsqu'on a étendu l'allée Baroncelli aux brocanteurs, bouquinistes et professionnels c'était un moyen de l'aider.

Mme PLANE estime que l'écart entre brocanteurs, bouquinistes et ce qui est présenté au marché aux puces est trop important. On devrait avoir bouquinistes, brocanteurs et vide greniers.

Monsieur le Maire souligne que l'on a le même problème sur le marché le dimanche cela manque de qualité. Mais nous devrions rester sur le concept qu'il en faut pour tout le monde. Mais c'est compliqué d'attirer du public.

Mme PLANE note que si visuellement il y a plus de qualité les exposants essaieront de gagner un peu d'argent, y compris les enfants qui viennent une ou deux fois par an, des ados et pré-ados et qui se font un peu d'argent en vendant leurs anciennes BD, leurs anciens jouets, etc. ils viendront davantage s'il y a plus de qualité visuelle tout le monde y gagnera.

Monsieur le Maire souligne que nous avons affaire à un professionnel, c'est lui qui gère les puces, il fait cela depuis un certain nombre d'années, il a tous les paramètres. Il n'est pas sûr qu'on puisse lui donner des leçons. On peut le solliciter.

Le Conseil Municipal prend acte du rapport 2022, produit par le délégataire, au titre de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du marché aux puces, des brocanteurs et des bouquinistes.

3.8 - RAPPORT DU DÉLÉGATAIRE – DÉLÉGATION DE RESTAURATION COLLECTIVE

Rapporteur : Mme MOKADDEM.

Annexes : Synthèse et rapport du délégataire

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Pour le service public de la restauration collective, le rapport du délégataire, la société **ELIOR**, est joint en annexe à la présente note de synthèse.

Le rapport du délégataire a été soumis, pour avis, lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le **13 octobre 2023**.

Il est proposé au Conseil de prendre acte de la présentation du rapport annuel du délégataire du service public de restauration collective pour l'exercice 2022 :
- au titre de la précédente délégation de service public qui s'est achevée le 31 juillet 2022,
- au titre de la nouvelle délégation de service public qui a débuté le 1er août 2022.

Il est proposé au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport 2022, produit par le délégataire, au titre de la délégation de service public pour la gestion et l’exploitation de la restauration collective.

SYNTHÈSE DU RAPPORT ANNUEL 2022

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DE RESTAURATION COLLECTIVE MUNICIPALE

Nom du délégataire : Elior
Durée de la délégation : 4 ans – du 1er août 2018 au 31 juillet 2022
Un nouveau contrat de délégation a demarré au 1er août 2022 jusqu'au 31 décembre 2026

I. RAPPEL SUR L'ORGANISATION DU SERVICE

Il est rappelé que la Commune a délégué cette activité à la société Elior Restauration, par contrat d'exploitation du service de restauration collective, pour une durée de 4 ans du 1er août 2018 au 31 juillet 2022. Un nouveau contrat d'exploitation a été confié à Elior à compter du 1er août 2022 jusqu'au 31 décembre 2026.

Cette société, propriétaire de la cuisine centrale, gère le fonctionnement des douze points de restauration (les 9 restaurants scolaires, le Foyer des Retraités, le Manège Enchanté, la micro crèche Babilune) ainsi que la fourniture des repas pour le service de portage des repas à domicile et la caserne des Pompiers.

II. FRÉQUENTATION ET QUALITÉ DE SERVICE

1) Rapport qualitatif

1. La qualité et la sécurité des repas

La diététicienne, le responsable innovation et un comité de chefs experts élaborent de nouvelles recettes à intégrer aux menus, en suivant strictement les règles fixées par les pouvoirs publics :

- Le programme National de Nutrition Santé,
- Le décret du 30 septembre 2011 relatif à l'équilibre nutritionnel (garantir les apports en fibre et vitamines, diminuer les apports en lipides, diminuer la consommation des glucides…),
- La circulaire interministérielle du 25/06/2001.
- La recommandation du GEMRCN de juillet 2015
- La loi EGAlim

Ces préconisations participent à la prévention du surpoids et de l'obésité.

1.1 Le scolaire

Nourrir les enfants et les jeunes est un enjeu d'avenir :

- Établir des plans alimentaires respectueux du décret du 30/09/2011 et prévenir l'obésité,
- Favoriser l'innovation culinaire et éduquer aux goûts,
- Sélectionner des produits de qualité,
- Répondre aux attentes liées à l'âge et aux spécificités des convives.

Focus sur la loi EGAlim : une loi pour « l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous ». 3 vertus de la loi EGAlim

- Promouvoir les choix alimentaires favorables pour la santé et respectueux de l'environnement,
- Assurer la souveraineté alimentaire de la France,
- Réduire les inégalités d'accès à une alimentation de qualité et durable,

Depuis le 1er novembre 2019, **1 menu végétarien par semaine** à titre expérimental, dans toutes les cantines de Lunel.
Depuis le 1er janvier 2020, interdiction d'utiliser certains ustensiles plastiques à usage unique.
Selon les collectivités, affichage de la composition des 20 % de produits alimentaires bio. **Sur les menus la composante bio est déjà identifiée**.
Dès le 1er janvier 2022 : proposer au moins **50 % de produits durables** sous signe d'origine ou de qualité dont au moins 20 % de produits bio en restauration collective publique

Les nouveautés apportées par la nouvelle DSP (depuis le 1er août 2022) :

- 4 composantes pour les menus au lieu de 5 auparavant pour tous les convives : entrée, plat protidique, accompagnement de légume ou féculent, dessert ou un produit laitier ou fromage et pain,

- effort supplémentaire sur la qualité des repas et des produits utilisés,

- 20 % de produits alimentaires bios dans les repas,

-1 profil de menu supplémentaire : dès le 1er septembre 2022, les familles ont eu le choix entre 3 profils : végétarien / classique / substitution (sans porc).

- Utilisation de produits écolabélisés et contenants réutilisables

- lutte contre la gaspillage alimentaire.

1.2 Les seniors

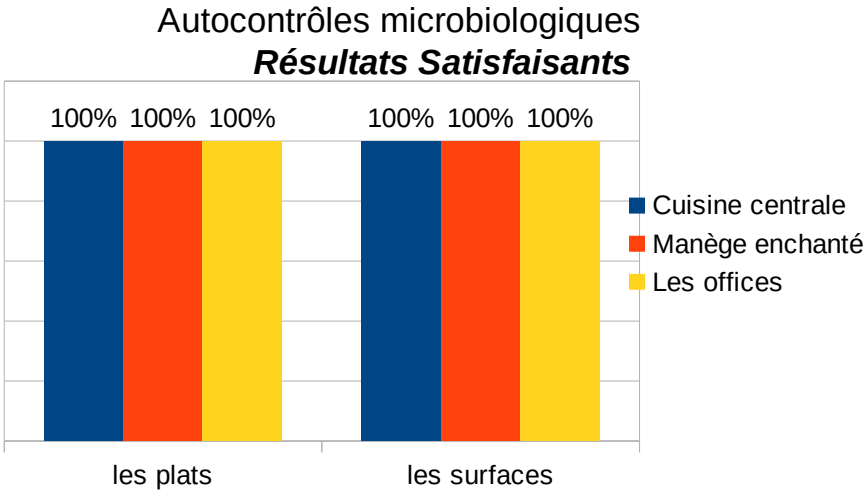
L'alimentation des seniors revêt une importance particulière pour prévenir de certaines pathologies, retarder le vieillissement naturel et prévenir la dépendance.
Un plan conciliant équilibre alimentaire, respect des goûts de chacun et souci de la santé des convives est mis en place par :

- un apport suffisant en protéines et en fer pour prévenir les risques de dégénérescence musculaire,
- des teneurs en calcium élevées pour lutter contre l'ostéoporose,
- des rations de fibres pour le confort digestif et l'apport des vitamines,
- des apports en graisse contrôlés.

1.3 Pour les autres convives

Les menus proposés aux autres convives (crèche, municipaux déjeunant au Foyer, pompiers) sont conformes aux exigences du cahier des charges.

2. Les résultats des autocontrôles microbiologiques



Résultats Audit de la Direction Départementale de la protection des populations réalisé le 12/07/21 : **l**e résultat du niveau d'hygiène de l'établissement est évalué **« très satisfaisant ».** Il est publié sur le site internet «Alim'confiance» ww.alim-confiance.gouv.fr

3. Les audits hygiène et rapport des organismes officiels de contrôle pour les offices

Au cours de la période, 1 contrôle a été réalisé sur la cuisine centrale par le laboratoire Eurofins:

- le 06/10/2022 note de l'audit 19,8/20

Au cours de la période, 2 contrôles ont été réalisés dans la crèche le Manège Enchanté par le laboratoire Eurofins :

- 22/11/2022 note de l'audit hygiène 18,19/20
- 22/11/2022,note de l'audit de structure 19,46/20

4. L'avis des convives

Pour le scolaire

93 % des convives interrogés (349 enfants interrogés) sont satisfaits.

- 88 % sont satisfaits de l'offre alimentaire
- 85 % sont satisfaits de l'espace restaurant

En moyenne, les enfants donnent une note de 8,3/10 à leur restaurant scolaire

Pour le Portage à domicile

96 % des interrogés (52 convives interrogés) sont satisfaits

- 95 % sont satisfaits de l'offre alimentaire
- 96 % sont satisfaits du matériel de restauration

Pour le foyer

En raison de la crise sanitaire, l'établissement était fermé en janvier 2021. Les enquêtes convives n'ont pas pu être réalisées.

5. Les animations

5.1 Le scolaire

L'engagement d'ELIOR au quotidien est « L'appétit du mieux ». Il se traduit dans et autour de l'assiette à travers son programme d'animations conçu sur :

3 Axes :

- Mieux vivre ensemble : faire de la pause déjeuner le moment de convivialité et de proximité par excellence.
- Mieux se nourrir : développer le plaisir gustatif des convives et leur faire apprécier les produits sains.
- Mieux agir pour la société : promouvoir les bons comportements alimentaires et sensibiliser les convives à la réduction du gaspillage alimentaire.

4 Thématiques :

- Calendaire : les traditions festives.
- Saveurs et découvertes : les explorations gustatives.
- Nutritionnelle : les bons comportement alimentaires.
- Développement durable : les bons gestes pour la planète.

5.2 Les convives seniors

Afin d'égayer leur quotidien, Elior propose aux convives seniors à domicile ou au foyer du 3eme age des rendez-vous festifs et de découverte tout au long de l'année (Saint Valentin, Noël, Semaine bleue, Chandeleur, Pâques,...)

Chaque animation est l'occasion *pour eux de se régaler, se divertir et de stimuler leur mémoire.* A travers des menus à thème, des jeux et des petits cadeaux, les convives prennent du plaisir et « c'est tant mieux » !

6. La formation

Du 26 au 31 août 2022, formation auprès des titulaires et remplaçantes :

- ✓ Rappels sur l'organisation du service et points clés HACCP
- ✓ Prise en main des locaux et des concepts (self qui fait grandir, table de débarrassage et de tri)

2) Rapport quantitatif et financier

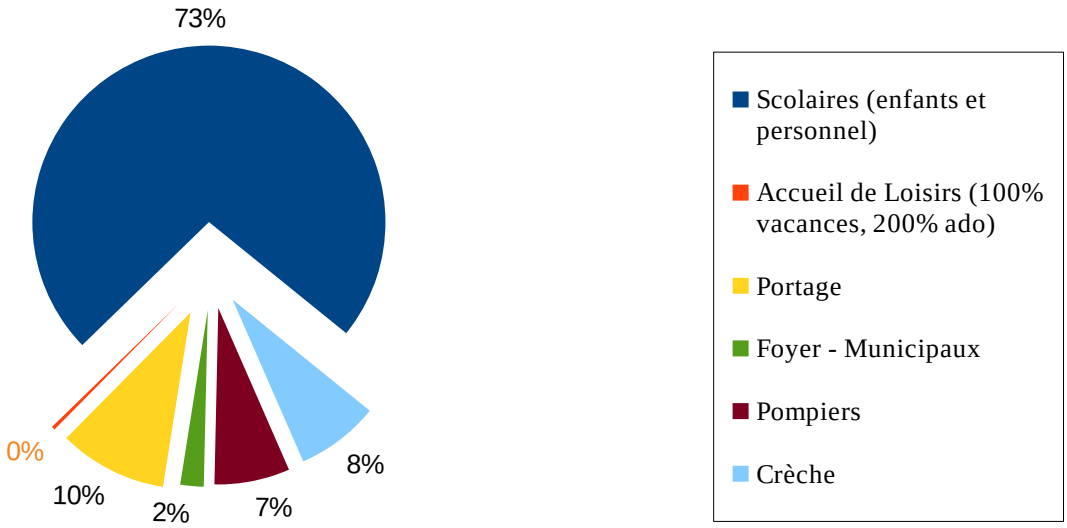
1. La fréquentation

En 2022, il y a eu 120 jours d'école.
(En 2021, il y a eu 136 jours d'école contre 110 en 2020 et 138 en 2019)

1.1 Les restaurants scolaires, ALSH, restaurant municipal, Foyer, Pompiers, crèches et portage de repas :

	Année 2022	Année 2021	Année 2020	Année 2019	Année 2018
Scolaires (enfants et personnels)	109 380	100 518	74 733	111 702	111 958
100 % vacances, 200 % ados	498	449	465	751	11 323
Portage	14 788	17 686	19 957	20 588	19 654
Foyer – municipaux	3 178	1 631	845	2 991	3 711
Crèche	11 370	10 819	10 611	9 025	9 249
Pompiers	10 318	10802	8 425	10 604	10 773
TOTAL	**149 532**	**141905**	**115 036**	**155 661**	**166 668**
Autres prestations collations	15 006	14318	10 662	12 743	14 049

1.2 Répartition de la fréquentation par nature de convives



73% des convives relèvent du scolaire.
Sur l'année 2022, **67525 repas ont été servis aux enfants d'élémentaire et 39099 repas aux maternelles pour 120 jours d'école.**

L'amélioration des contraintes sanitaires a permis une augmentation de la fréquentation des scolaires depuis l'année dernière

2. L'activité économique

2.1 Prix de vente applicable pour l'année 2022 décomposé par type de prestation

Sur l'année 2022 suite à la nouvelle DSP il y a eu un avenant avec un nouveau BPU à compter du 1er novembre.

CONVIVES		Prix HT en € applicable au 1er novembre 2022	Prix HT en € applicable au 01/08/2022	Prix HT en € applicable au 01/01/2021	Prix HT en € applicable au 01/01/2020	Prix HT en € applicable au 01/08/2019
Repas Crèche						
Manège Enchanté	Bébés de 6 à 12 mois	6,642	6,699	3,562	3,562	3,562
	Bébés de 1 à 4 ans	7,215	7,302	3,756	3,756	3,756
Micro Crèche	Bébés de 6 à 12 mois	4,73	4,835			
	Bébés de 1 à 4 ans	5,333	5,438			
Autres prestations						
Manège et Micro Crèche	goûters crèche 6-12 mois	0,522	0,522	0,425	0,425	0,425
	goûters crèche 1-4 ans	0,572	0,572	0,636	0,636	0,636
Restauration scolaire						
	Maternelles	4,927	5,032	4,362	4,362	4,362
	Élémentaires	5,343	5,447	4,694	4,694	4,694
	Adultes Encadrants	5,795	5,9	5,426	5,426	5,426
Centres de Loisirs						
	Maternelles	intégré à la DSP restauration de la CCPL du Pays de Lunel	intégré à la DSP restauration de la CCPL du Pays de Lunel	4,362	4,362	4,362
	Élémentaires			4,694	4,694	4,694
	Adultes Encadrants			5,426	5,426	5,426
Restaurant Foyer-Municipaux						
	Personnes âgées	13,673	13,778	5,203	5,203	5,203
	Municipaux	5,795	5,9	5,203	5,203	5,203
Portage à domicile						
	Personnes âgées	6,682	6,749	7,331	7,331	7,331
	Appariteurs	supprimé		7,331	7,331	7,331
Pompiers						
	Pompiers	6,682	5,888	4,887	4,887	4,887

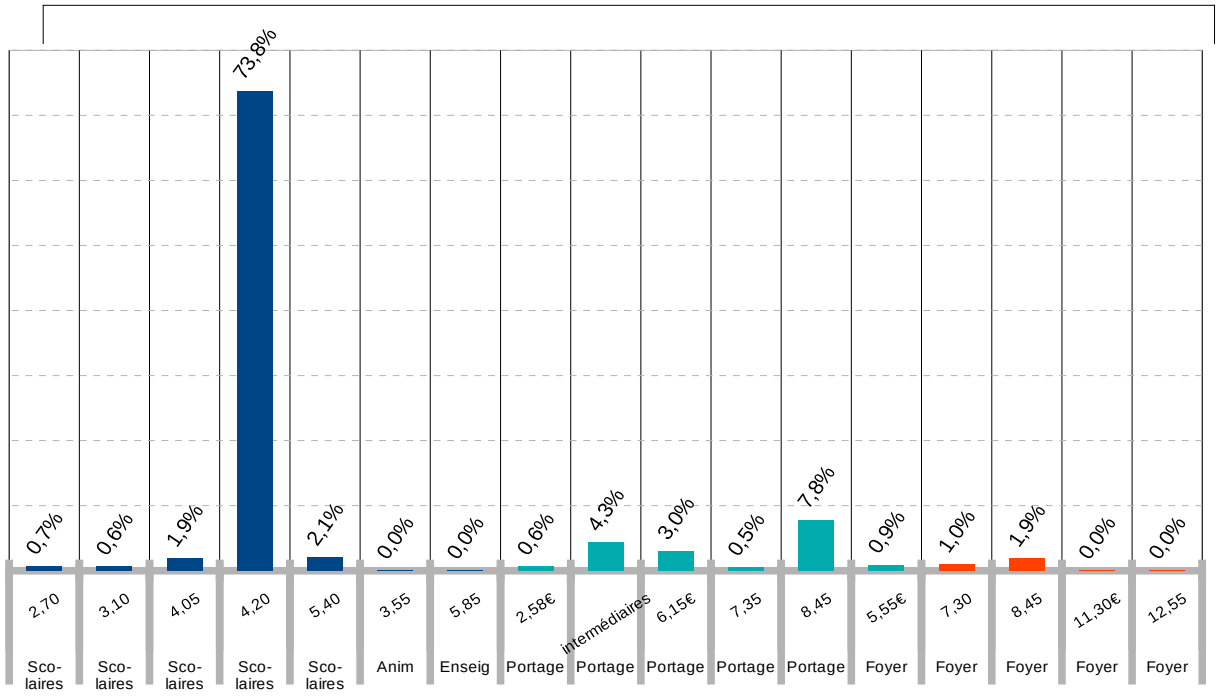
2.2 Le compte d'exploitation :

	Année 2022 en € HT (arrondi au sup)	Année 2021 en €HT (arrondi au sup)	Année 2020 en €HT (arrondi au sup)	Année 2019 en €HT (arrondi au sup)
RECETTES HT				
Volume (nombre de repas)	149532	141 905	115 036	155 661
Prix moyen pondéré arrondi offre de base	5,822	4,967		
Prix moyen pondéré arrondi avenant n°1 (nov 2022)	5,726		5,112	4,954
Recette totale repas	784873	704 845	588 064	771 194
TOTAL RECETTES HT	784873	704 845	588 064	771 194

DÉPENSES HT				
Coût denrées	-328290	-289 089	-232 978	-316 818
Charges du personnel	-421037	-367 236	-334 833	-347 907
Maintenance et entretien	-18691	-14 818	-13 731	-13 067
Services extérieurs	-57415	-54 572	-47 736	-56 166
Redevances Ville	-35358	-35 529	-35 529	-35 225
Impôts et taxes	-8420	-7 868	-6 039	-8 667
Charges diverses	-48594	-98 238	-96 937	-90 135
Amortissement	-23713	-13 323	-17 275	-27 005
Frais financiers				
Charges de structure	-79104	-58 750	-49 794	-67 052
TOTAL DÉPENSES HT	-1023622	-939423	-834 853	-962 042

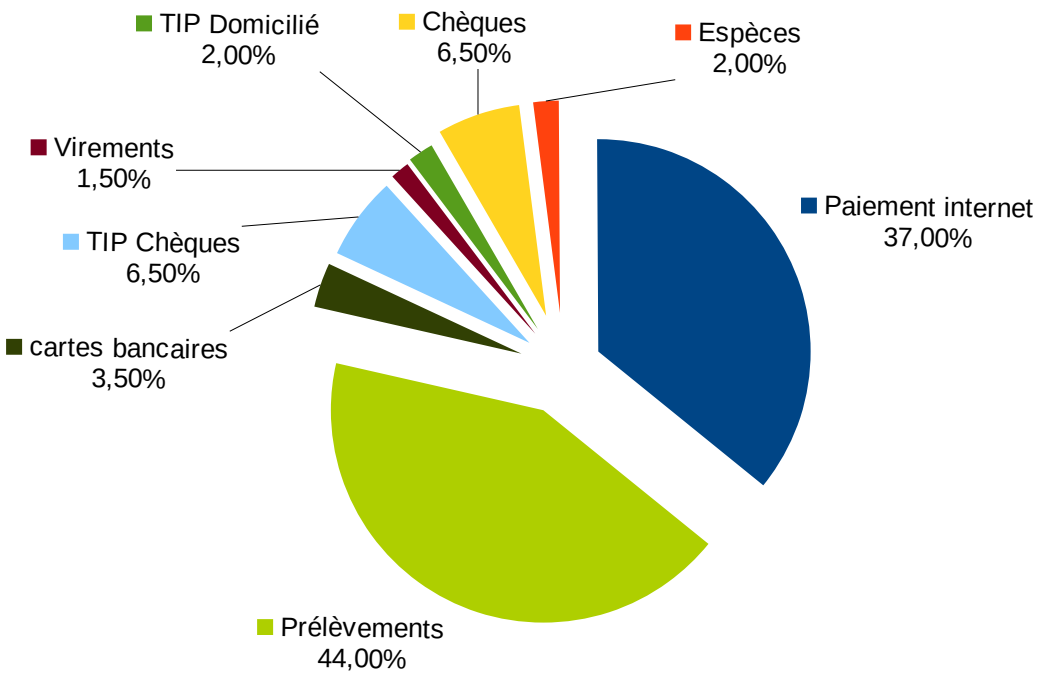
RÉSULTAT AVANT IS	-238749	-234579	-246 789	-190 848

2.3 La part des recettes usagers par catégorie de tarif :



73,8% des recettes viennent de la catégorie scolaire à 4,20€.

2.4 Répartition des modes de paiement



*Les paiements par internet et par prélèvement sont majoritairement utilisés par les familles. Ils représentent **81%** des règlements choisis par les familles.*

2.5 Les factures impayées prises en charges par ELIOR

Les impayés des repas scolaires s'élèvent à **47612,35€** cumulés depuis le 1er septembre 2022.
Les impayés des personnes âgées s'élèvent à **8417,11€** depuis le 1er septembre 2022.

2.6 Les redevances à verser par le délégataire :

Pour information, il est rappelé que la commune perçoit de la part du délégataire une redevance pour la fourniture de fluides des offices :

- Montant forfaitaire annuel de base du contrat est de 35 000€ HT. Au 1er Août 2020, pas de révision de prix
- Montant de la redevance pour 2020 : 35 528,50€HT soit 42 634,20€ TTC (TVA à 20%)
- Montant de la redevance pour 2022 : 35 308,50€HT soit 42 369,95€ TTC (TVA à 20%)

III. LES ASPECTS TECHNIQUES

1. Programme d'investissement et de renouvellement du matériel dans les offices:

Les investissements réalisés du 1er janvier au 31 juillet sont évalués à 2940,10 **€** et en cumul au 31/12/22 depuis le démarrage du contrat 24905,75. Depuis la nouvelle délégation entrée en vigueur au 1er août jusqu'au 31 décembre 2022, les investissements réalisés sont évalués à 1666,84, et en cumul ils sont valorisés à 1666,84 €.

2. Les travaux d'entretien préventif et curatif

Les interventions sont faites :

- soit par des prestataires spécialisés de proximité,
- soit par le responsable de supervision technique d'Elres/Elior .

Les entretiens nécessitant des mises à l'arrêt des machines et des démontages, ont été effectués à chaque période de congés.



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

Ville de LUNEL

Du 1er janvier au 31 juillet 2022

lunel
www.lunel.com

elior

Sommaire

P- 06 1. LES ELEMENTS QUANTITATIFS ET FINANCIERS

1.1. La fréquentation
1.2. L'activité économique
1.3. Les flux financiers avec la ville

P- 30 2. LA QUALITÉ DE NOTRE SERVICE

2.1. La qualité et la sécurité des Repas
2.2. La satisfaction des Convives
2.3. L'engagement de nos Équipes
2.4. Nos engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises

P-139 3. LES ELEMENTS TECHNIQUES

3.1. Le programme d'investissement et de renouvellement du matériel
3.2. La maintenance
3.3. Les engagements pluriannuels

P-148 4. LES ANNEXES

Détail de la maintenance du matériel des offices
Factures de renouvellement du matériel des offices



INTRODUCTION

INTRODUCTION



Notre passion, à votre service.

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-présent le rapport annuel d'activité de la Délégation de Service Public de la restauration scolaire et municipale de la **ville de LUNEL pour la période du 1er janvier au 31 juillet 2022**.

La présentation de ce document répond aux exigences du Code de la commande publique.

Les articles L3131-5 et R3131-2 à- 4 du code de la commande publique rappellent que le concessionnaire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité concédante un rapport comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Par ailleurs , ce rapport doit faire l'objet d'un examen par la commission consultative des services publics locaux conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales.

Nous espérons avoir répondu à vos attentes et nous vous prions de croire notre engagement permanent pour que la qualité du service de restauration de votre ville soit à la hauteur de la confiance que vous nous accordez.

659

INTRODUCTION



Nous cherchons chaque jour à mériter
davantage votre confiance.

Nous avons ainsi mis en place la démarche Elior Proximity, gage de notre engagement quotidien à vos côtés.

Elior Proximity, c'est :

- un projet d'accompagnement entièrement dédié,

l'intégration de vos particularités et de vos besoins, analysés et partagés ensemble,

des rituels de rencontres et d'échanges tout au long de notre collaboration.

Notre engagement :

- maintenir une qualité de relation contractuelle optimale,

et être toujours plus proactif dans notre rôle d'accompagnement et de conseil.

La notion de proximité s'inscrit dans notre vision de marque globale,
axée sur le professionnalisme, l'écoute, et l'action.

660



–1–

LES ELEMENTS QUANTITATIFS ET FINANCIERS

1.1 LA FREQUENTATION

1.2 L'ACTIVITE ECONOMIQUE

1.3 LES FLUX FINANCIERS AVEC LA VILLE

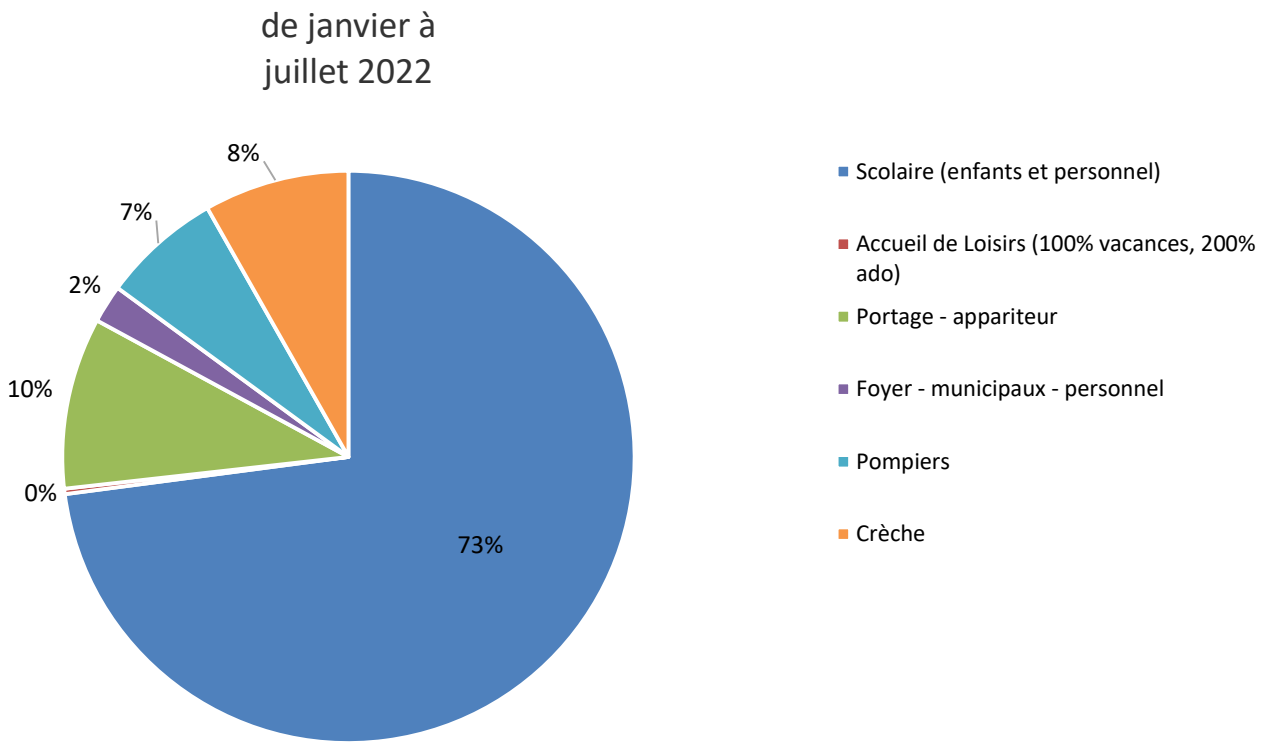
1.1. LA FRÉQUENTATION

REPAS FACTURÉS PAR CATÉGORIE DE CONVIVES ET PRESTATIONS

	d'août à décembre 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	de janvier à juillet 2022
Scolaire (enfants et personnel)	44 721	111 702	74 733	100 518	65 207
Accueil de Loisirs (100% vacances, 200% ado)	4 547	751	465	449	272
Portage - appariteur	8 614	20 588	19 957	17 686	8 663
Foyer - municipaux - personnel	1 388	2 991	845	1 631	1 920
Pompiers	4 497	10 604	10 611	10 819	6 020
Crèche	3 475	9 025	8 425	10 802	7 340
Total Repas	**67 242**	**155 661**	**115 036**	**141 905**	**89 422**
Autres Prestations (Collations)	4 561	12 743	10 662	14 318	9 767

663

LA RÉPARTITION DE LA FRÉQUENTATION PAR NATURE DE CONVIVES



664

REPAS FACTURÉS PAR CATÉGORIE DE CONVIVES ET PRESTATION

L'activité du service pour la période du 1er janvier au 31 juillet 2022, s'établit à 89 422 repas.

	d'août à décembre 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	de janvier à juillet 2022
Nombre de jours scolaires	56	138	110	136	86
Nombre de jours d'Accueil de loisirs (100% vacances, 200% ado)	48	65	54	53	34

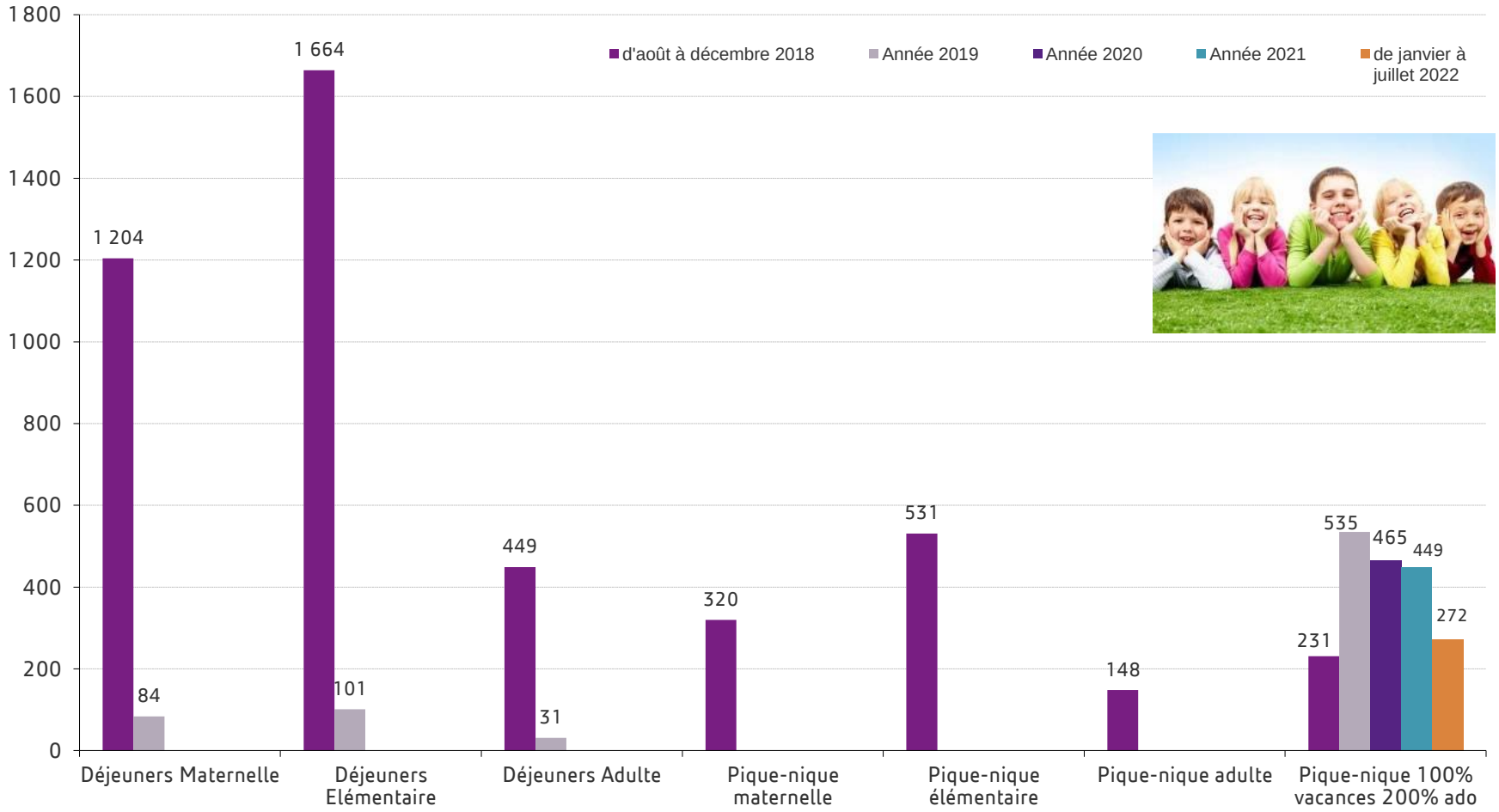
665

LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE



666

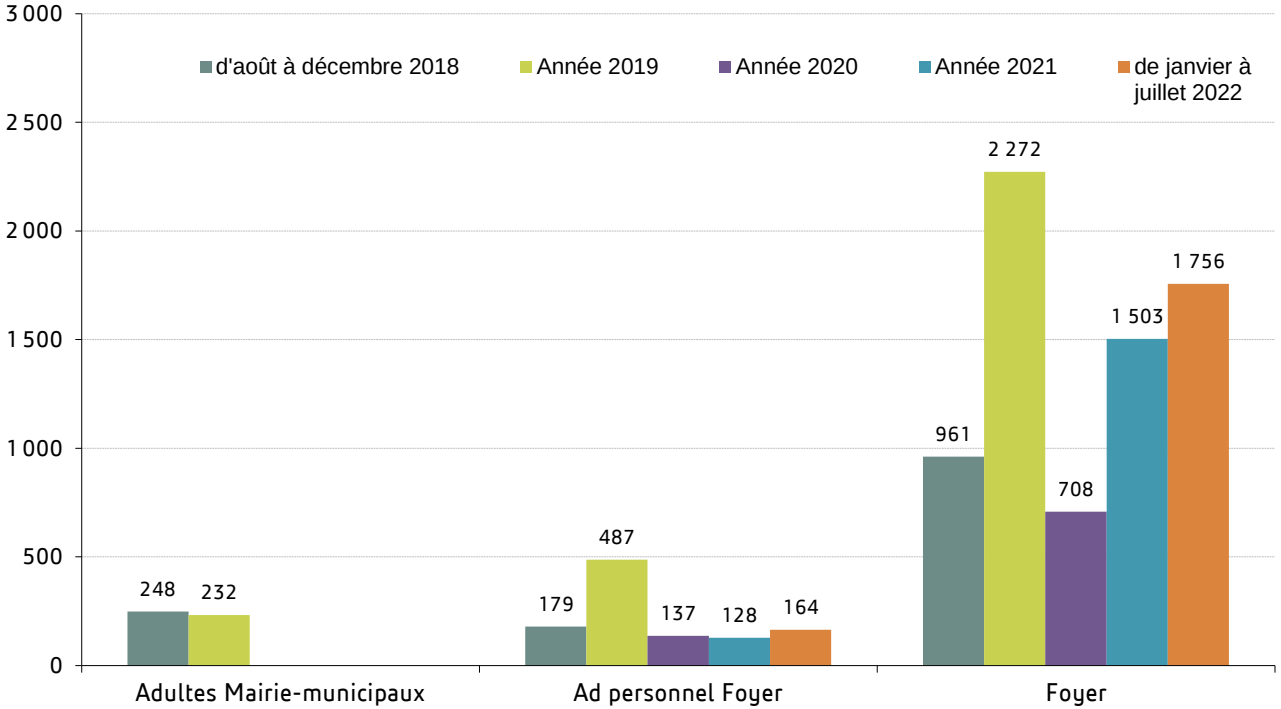
LA FRÉQUENTATION EN ACCUEIL DE LOISIRS



667

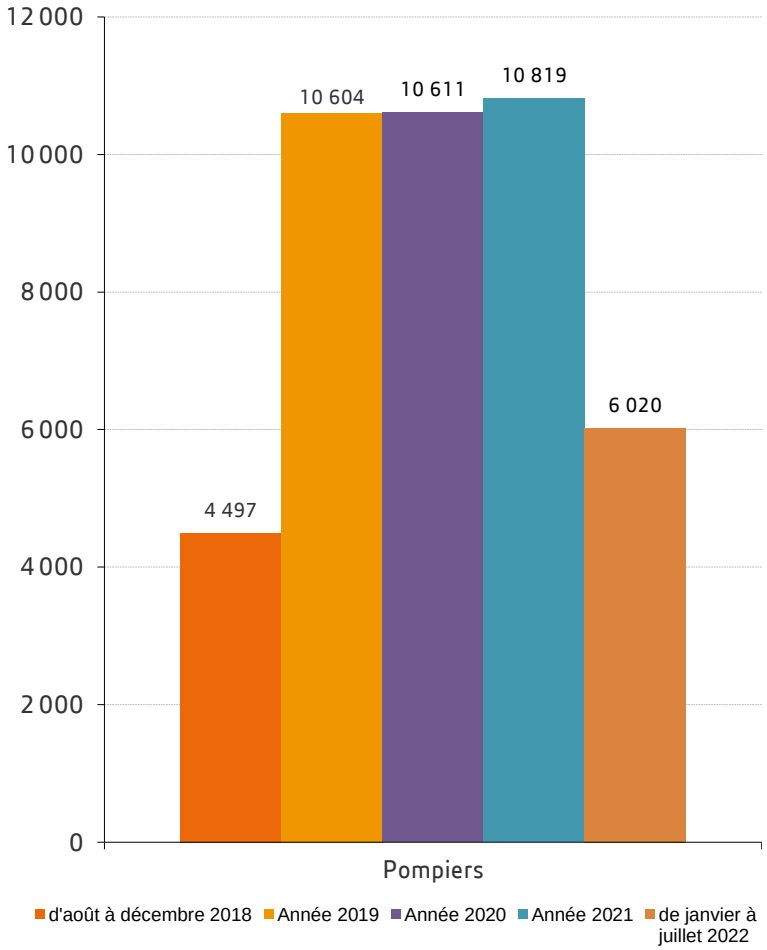
LA FRÉQUENTATION EN RESTAURANT MUNICIPAL





668

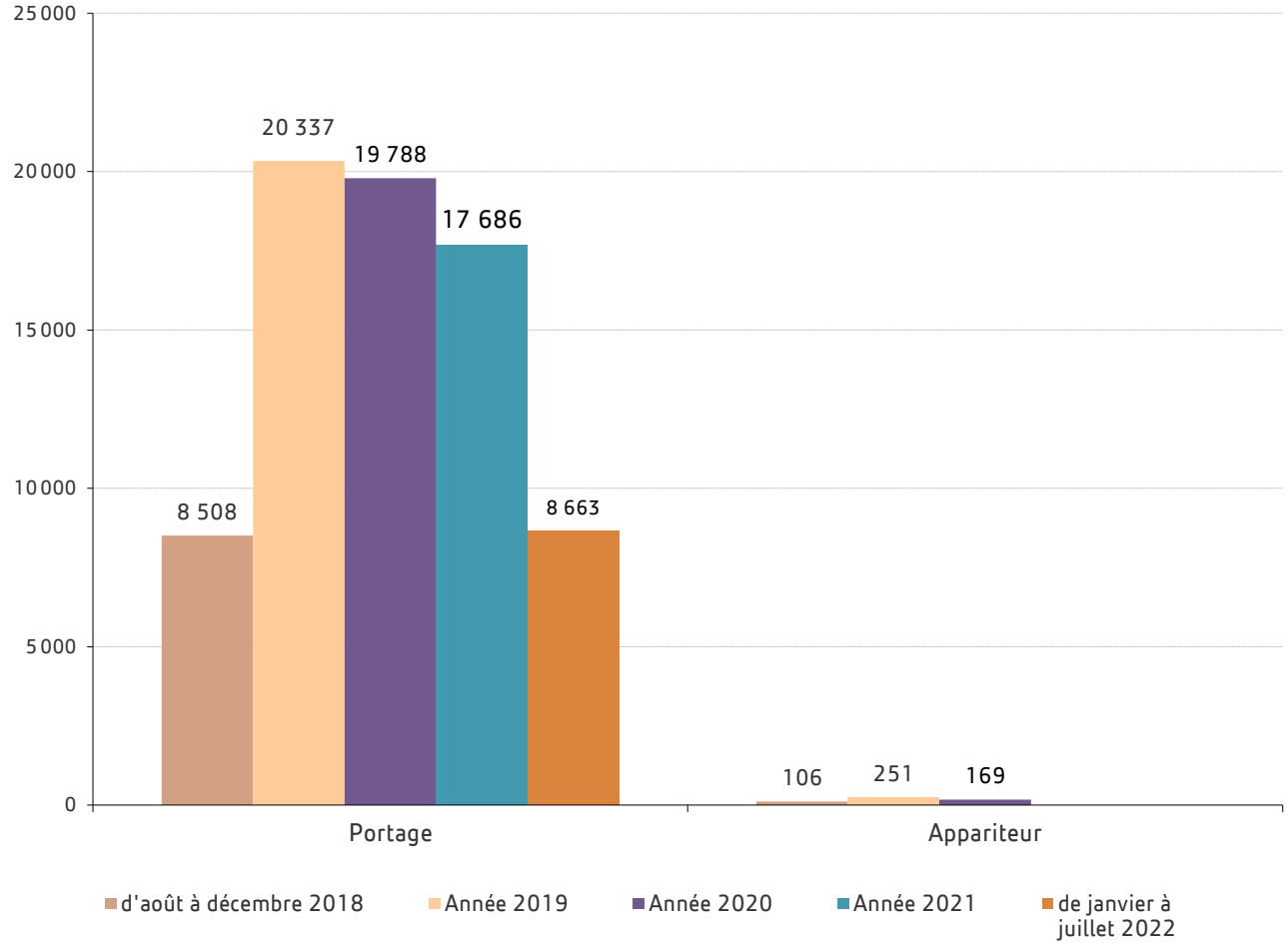
LA FRÉQUENTATION DES POMPIERS





669

LA FRÉQUENTATION EN PORTAGE





670

LA FRÉQUENTATION EN CRÈCHES



671

LES AUTRES PRESTATIONS



672

1.2. L'ACTIVITE ECONOMIQUE

PRIX DE VENTE APPLICABLE AU 01/01/2022, PAR TYPE DE PRESTATIONS

	Prix en € HT
Catégories de convives	Prix applicable au 01-01-2022
Restauration scolaire	
Maternelles	4,362
Elémentaires	4,694
Adultes Encadrants	5,426
Centres de loisirs	
Maternelles	4,362
Elémentaires	4,694
Adultes Encadrants	5,426
Restaurant Foyer - Municipal	
Personnes âgées	5,203
Adultes Municipaux	5,203
Portage à domicile	
Personnes âgées	7,331
Appariteur	7,331
Résidence	
Pompiers	4,887
Repas Crèches	
Repas bébé (G1 + G2)	3,562
Repas grand (G3 + G4)	3,756
Autres Prestations	
Goûters G1 + G2	0,425
Goûters G3 + G4	0,636
Collations Halte garderie	0,636

Le contrat s'arrêtant le 31 juillet 2022, il n'y a pas de révision de prix.

674

LE COMPTE D'EXPLOITATION SYNTHÉTIQUE

	d'août à décembre 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	de janvier à juillet 2022
RECETTES HT					
Volume (nombre de Repas)	**67 242**	**155 661**	**115 036**	**141 905**	**89 422**
Prix moyen pondéré	4,919	4,954	5,112	4,967	4,890
Recette totale repas	330 742	771 145	588 064	704 845	437 317
Total recettes HT	**330 742**	**771 145**	**588 064**	**704 845**	**437 317**
DEPENSES HT					
Coût denrées	-129 594	-316 818	-232 979	-289 089	-193 204
Charges de Personnel	-152 238	-347 907	-334 833	-367 236	-240 740
Maintenance - entretien	-6 270	-13 067	-13 731	-14 818	-9 307
Services extérieurs	-41 834	-56 166	-47 736	-54 572	-32 317
Redevances Ville	-14 583	-35 220	-35 529	-35 529	-20 725
Impôts et taxes	-4 189	-8 667	-6 039	-7 868	-4 784
Charges diverses	-29 145	-90 135	-96 937	-98 238	-11 205
Amortissements	-6 974	-27 005	-17 275	-13 323	-13 724
Frais financiers					
Charges de structure	-28 584	-67 052	-49 794	-58 750	-44 080
Total dépenses HT	**-413 412**	**-962 037**	**-834 853**	**-939 423**	**-570 086**
RESULTAT AVANT IS	**-82 670**	**-190 892**	**-246 789**	**-234 579**	**-132 769**

675

1.3. LES FLUX FINANCIERS AVEC LA VILLE

NOMBRE DE REPAS SERVIS AVEC ENCAISSEMENT AUPRÈS DES USAGERS

	de janvier à juillet 2022			
Catégories de convives	Nombre de repas servis	Repas servis en € TTC	Perception auprès des familles par Bonapp en € TTC	Facturation auprès de la ville en € TTC
Maternelles	23 426	107 804,34	276 801,16	29 263,31
Elémentaires	40 035	198 260,13		
Adultes-animation	16	91,59	56,79	34,80
Adultes-enseignant	127	727,00	742,94	-15,94
Foyer	1 756	9 638,97	13 087,65	-3 448,68
Portage	8 663	67 001,42	55 620,80	11 380,62
Sous Total Repas	**74 023**	**383 523,45**	**346 309,35**	**37 214,10**
Personnel restaurant	1 603	9 176,26		9 176,26
Personnel foyer	164	938,81		938,81
Pompiers	6 020	31 037,83		31 037,83
Appariteur	0	0,00		0,00
CLSH-Maternelles	0	0,00		0,00
CLSH-Elémentaires	0	0,00		0,00
CLSH-Adultes Encadrants	0	0,00		0,00
CLSH-Pique-nique maternelles	0	0,00		0,00
CLSH-Pique-nique élémentaires	0	0,00		0,00
CLSH-Pique-nique 100% vacances/200% ado	272	1 557,04		1 557,04
Crèche (tva 10%)	5 592	22 848,47		22 848,47
Micro Crèche	1 748	6 907,35		6 907,35
Sous Total Repas (facturation directe)	**15 399**	**72 465,76**		**72 465,76**
Total Repas	**89 422**	**455 989,21**	**346 309,35**	**109 679,86**

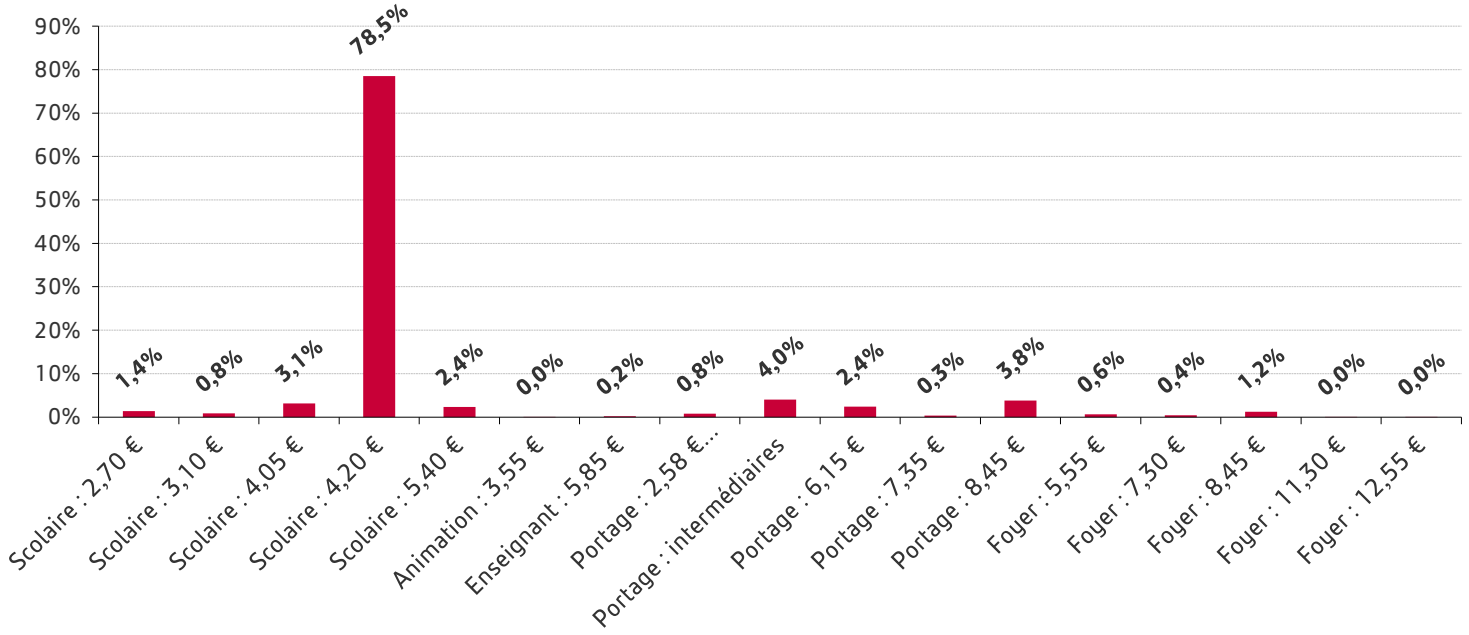
677

AUTRES PRESTATIONS SERVIS

	Nombre de collations servis	Collations servis en € TTC
COLLATIONS		
CRECHE MUNICIPALE		
Collations bébés (tva 10%)	978	457,22
Collations grands (tva 10%)	4 590	3 211,16
HALTE GARDERIE		
Collations grands	2 445	1 640,55
MICRO-CRECHE BABILUNE		
Goûters bébés	92	41,25
Goûters grands	1 662	1 115,17
Total Collations	**9 767**	**6 465,34**

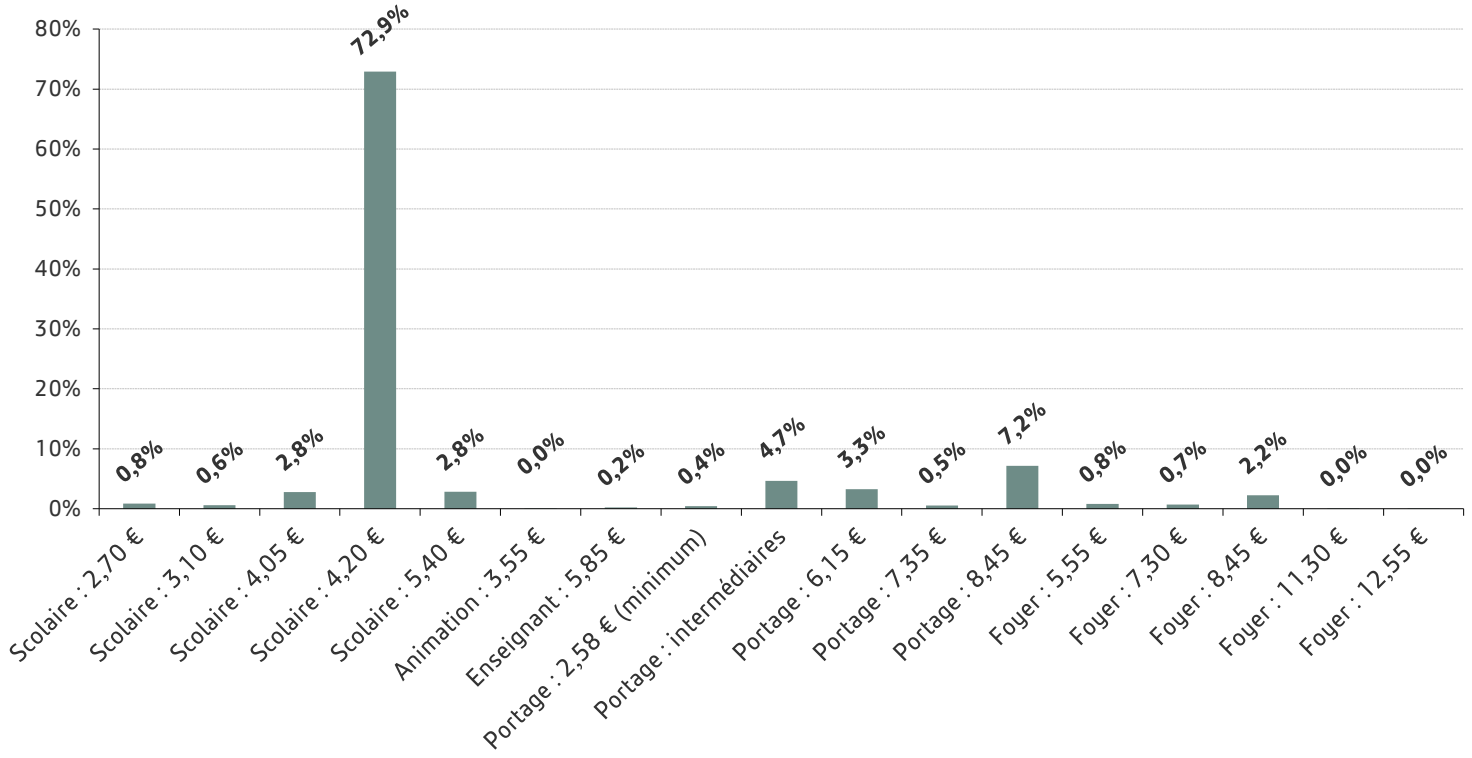
678

LA PART DES REPAS CONSOMMÉS PAR CATÉGORIE



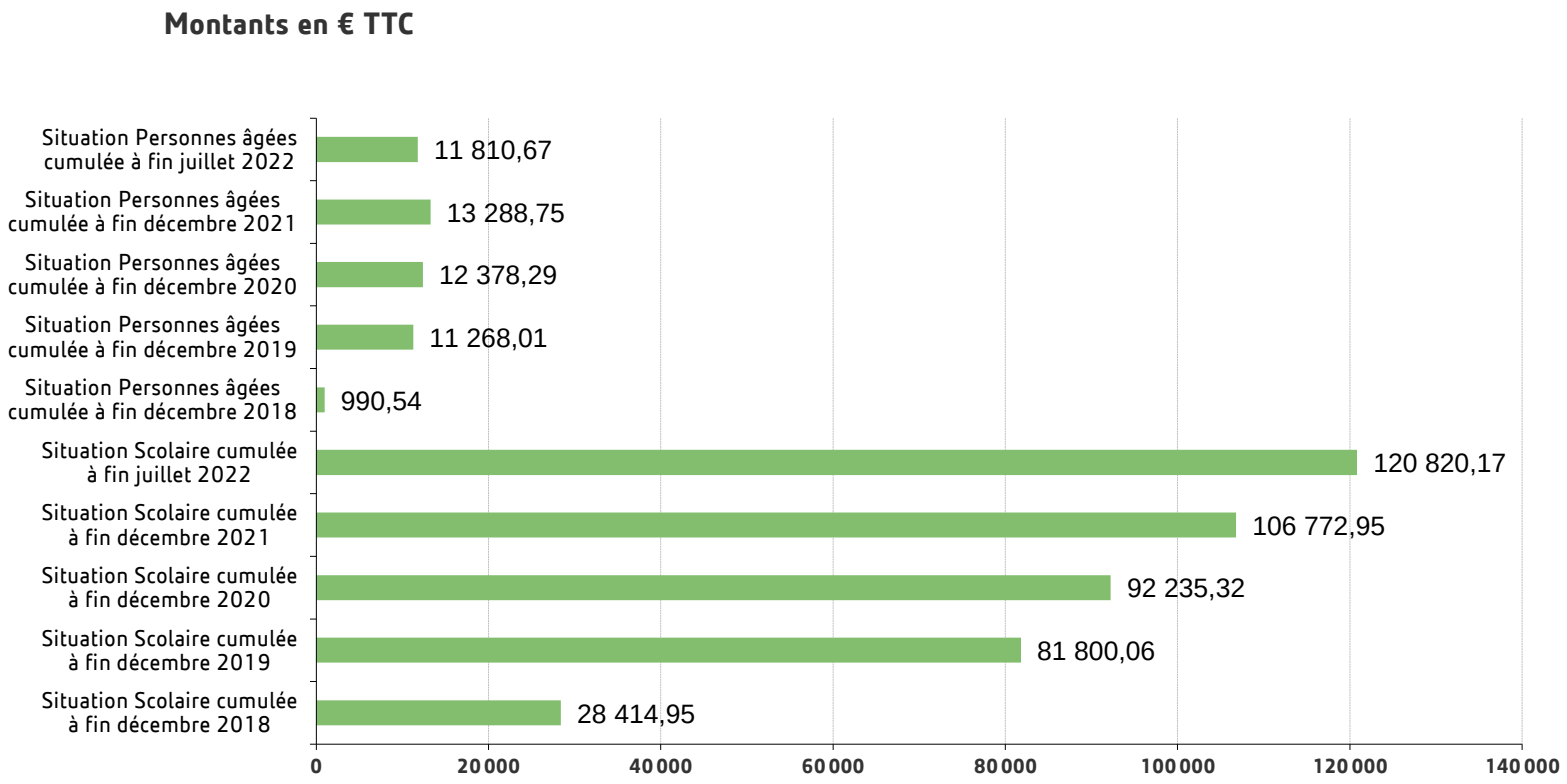
679

LA PART DES RECETTES FAMILLES PAR CATÉGORIE



680

EVOLUTION DES FACTURES IMPAYÉES PAR LES FAMILLES

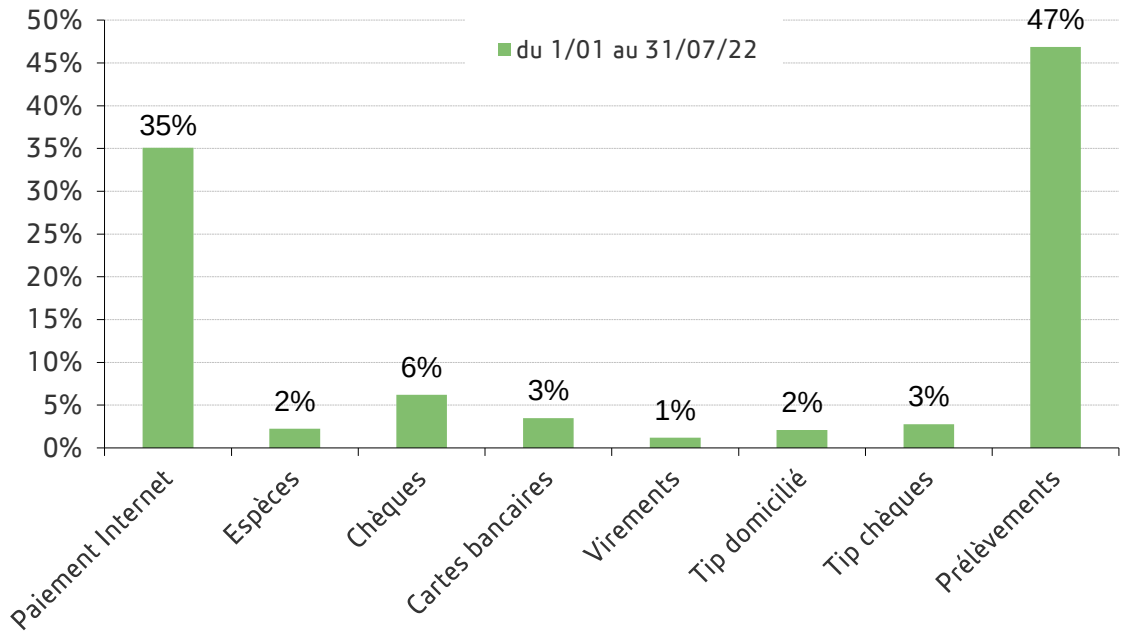


➔ Les impayés cumulés des repas scolaires s'élèvent à 120 820,17 € depuis le 1er septembre 2018

➔ Les impayés cumulés des personnes âgées s'élèvent à 11 810,67 € depuis le 1er août 2018

681

LA RÉPARTITION DES MODES DE PAIEMENT



➔ Une augmentation des paiements par prélèvements de 6% montre plus de préférence pour ce moyen de paiement par les familles. Malgré la diminution de 4% des paiements par internet, ces deux moyens de règlement - hors permanence - totalisent 82%.

682

LA REDEVANCE A VERSER PAR LE DELEGATAIRE

Redevance pour la fourniture de fluides des offices (art 12.4)

Le montant de la redevance pour 7 mois d'activité (du 1er janvier au 31 juillet 2022)
est de : 20 724,96 € HT soit **24 869,95 € TTC** (TVA à 20%)

683

L'ACTIVITE POUR LA PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 JUILLET 2022

Couverts Concession (crèche inclus) pour calcul de la suractivité ou sousactivité

FF S1 **2,037**

Lunel **au 31/07/2022**

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Couverts	14 727	12 574	16 288	13 923	14 766	16 910	7 757					
Couverts cumul	14 727	27 301	43 589	57 512	72 278	89 188	96 945	96 945	96 945	96 945	96 945	96 945
FRAIS FIXES	**2,037**	**2,037**	**2,037**	**2,037**	**2,037**	**2,037**	**2,037**					
Suractivité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suractivité cumul	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Base contractuelle **165 000**

Suractivité à partir de **178 200**

+ ou - 8% d'activité

Sousactivité en dessous de **151 800**

Cumul couverts:	**96 945**
Cumul suractivité:	**0**

dont 7523 couverts du 1er janvier au 31 juillet 2022 pour le loisir de Lunel sous la compétence de la CCPL (avenant 1 du contrat de DSP 2018-2022)

684



–2–

LA QUALITÉ DE NOTRE SERVICE

2.1. LA QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ DES REPAS

2.2. LA SATISFACTION DES CONVIVES

2.3. L'ENGAGEMENT DE NOS ÉQUIPES

2.4. NOS ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

685

2.1. LA QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ DES REPAS

LA QUALITÉ NUTRITIONNELLE DES REPAS

Nos menus sont composés par notre diététicienne :

> Elle veille au respect de l'équilibre et de la variété alimentaires.

> Le Responsable Innovation et un comité de chefs experts créent de nouvelles recettes à intégrer aux menus.

Nos menus suivent strictement les règles fixées par les pouvoirs publics:

- le décret du 30 septembre 2011 relatif à l'équilibre nutritionnel
- le Programme National Nutrition Santé
- la Circulaire interministérielle du 25/06/2001
- la recommandation du GEMRCN de juillet 2015
- La loi EGAlim

Elior France Enseignement participe à la prévention du surpoids et de l'obésité



687

FOCUS SUR LES OBJECTIFS DU DÉCRET DU 30 SEPTEMBRE 2011

Garantir les apports en fibres et vitamines	▪ Favoriser la consommation de fruits et légumes à tous les repas ▪ Proposer des féculents un repas sur deux
Diminuer les apports en lipides et rééquilibrer la consommation des acides gras	▪ Réduire la consommation de charcuteries, produits frits et pré-frits, entrées pâtissières ▪ Favoriser la consommation de filets de poisson ▪ Favoriser les pâtisseries simples à base de fruits, faites maison
Diminuer la consommation de glucides simples	▪ Préférer des desserts à base de fruits frais ou cuits ▪ Proposer des pâtisseries et desserts lactés maison
Augmenter les apports en fer et en oligoéléments	▪ Proposer des viandes entières de boucheries (bœuf, agneau et veau) au moins une fois pas semaine
Garantir les apports en calcium	▪ Préférer des fromages et des laitages riches en calcium

Améliorer les pratiques et les apports nutritionnels pour lutter contre l'obésité



688

LA POLITIQUE NUTRITIONNELLE D'ELIOR

Nourrir les enfants et les jeunes est un enjeu d'avenir essentiel

Nos **4 engagements** pour mettre en œuvre cette politique à vos côtés :

> Etablir des plans alimentaires respectueux du décret du 30 septembre 2011 et prévenir l'obésité

> Favoriser l'innovation culinaire et éduquer aux goûts

> Sélectionner des produits de qualité

> Répondre aux attentes liées à l'âge et aux spécificités de nos convives

Les 4 engagements de la politique nutritionnelle d'Elior



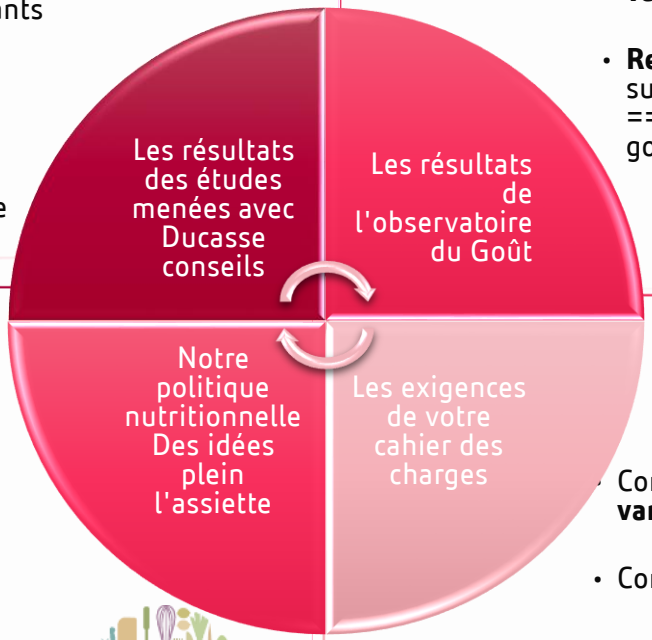
689

FOCUS SUR LES AXES DE CONCEPTION DES MENUS

- **Importance de la familiarité** : appréciation déterminée par la connaissance = la répétition favorise la consommation
- **Goût pour la simplicité des recettes** ==> nécessité d'accompagner les enfants dans la découverte
- **Textures croquantes appréciées**
- **Eviter les marquants** (persil...)
- **Associations** à travailler pour accroître la consommation

l'observatoire du Goût

- **Recettes les mieux consommées** sur l'année scolaire 2022 **==> à valoriser dans les menus**
- **Recettes les moins bien consommées** sur la même période ==> à retravailler en fonction des goûts des enfants



- Respect des **règles nutritionnelles** et des **saisons**
- **Variété des menus** : recettes des patrimoines culinaires d'Ici et d'ailleurs, plats préférés des enfants, recettes végétariennes et de saison...
- Intégration de **recettes Innovation culinaire, validées par nos convives**
- **Recettes « maison »**

Des idées plein l'assiette

- Composition d'un repas : **équilibre et variété**
- Conforme aux fréquences du **GEMRCN**

elior

FRÉQUENCES MOYENNES OBSERVÉES CETTE ANNÉE POUR LES ENFANTS

Composantes	Fréquence recommandée	Moyenne de l'année	Appréciation
Entrées contenant plus de 15% de lipides	4 sur 20 max	1,6	
Crudités ou fruits crus contenant au moins 50% de légumes ou de fruits	18 sur 20 min	20	
Produits frits ou pré-frits contenant plus de 15% de lipides	4 sur 20 max	0	
Plats protidiques ayant un rapport P/L<1	2 sur 20 max	1	
Poissons ou préparations à base de de poisson contenant au moins 70% de poisson et ayant un P/L> ou =2	4 sur 20 min	4,8	
Viandes non hachées de bœuf, de veau ou d'agneau et abats de boucherie	4 sur 20 min	4	
Préparations ou plats prêts à consommer à base de viande, de poisson, d'œuf et/ou de fromage, contenant moins de 70% du grammage recommandé pour la denrée protidique des plats composés	3 sur 20 max	**1,2**	
Plat Végétarien : associant céréales et légumineuses, associant œuf et/ou produit laitier, associant céréales et /ou PdT et/ou légumineuses + œuf et/ou produit laitier, à base de soja	4 sur 20	4	
Légumes cuits, autres que secs, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes	10 sur 20 min	10	
Légumes secs, féculents ou céréales, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes secs, féculents ou céréales	10 sur 20 min	10	
Fromages contenant au moins 150 mg de calcium laitier par portion	8 sur 20 min	8	
Fromage contenant entre 100 et 150 mg de calcium laitier par portion	4 sur 20 min	4	
Produits laitiers ou dessert lactés contenant plus de 100 mg de calcium laitier et moins de 5g de lipides par portion	6 sur 20 min	6	
Desserts contenant plus de 15% lipides	3 sur 20 max	0,8	
Desserts ou produits laitiers contenant plus de 20g de glucides simples totaux par portion et moins de moins de 15% lipides	4 sur 20 max	0,6	

691

FOCUS SUR LA LOI EGALIM

Une loi pour « l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous »

Les 3 vertus de la loi EGALIM :

- Promouvoir les choix alimentaires favorables pour la santé et respectueux de l'environnement
- Assurer la souveraineté alimentaire de la France
- Réduire les inégalités d'accès à une alimentation de qualité et durable

Les ETATS GENERAUX DE L'ALIMENTATION sont un engagement du Président de la République



692

LES DISPOSITIONS DE LA LOI POUR LA RESTAURATION HORS DOMICILE

Dès 01/11/2019 :

- 1 menu végétarien/semaine à titre expérimental, en restauration collective scolaire

Dès 01/01/2020 :

- Interdire certains ustensiles plastiques à usage unique (pailles, touillettes…)
- Selon les collectivités : affichage de la composition des 50% de produit alimentaires bio et SIQO (expérimentation)
- Fin de la mise sur le marché des bouteilles en plastique d'eau plate (RC)

Dès 01/01/2022 :

- Proposer au moins 50% de produits durables, sous signe d'origine ou de qualité dont au moins 20% de produits bio en restauration collective publique

Dès 01/01/2025:

- Interdire les contenants de cuisson, de réchauffe et de service en matière plastique

693

FOCUS SUR LA DÉMARCHE D'INNOVATION CULINAIRE

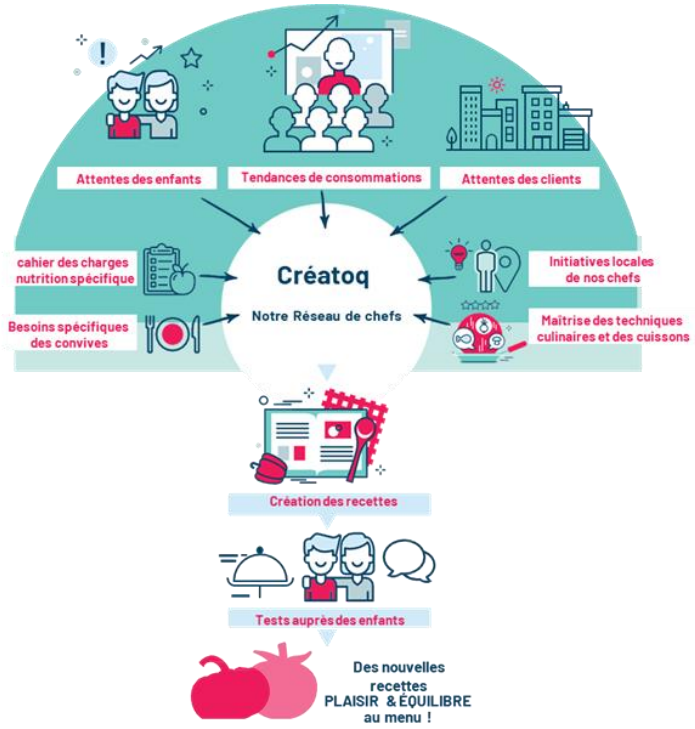
Elior enseignement a mis en place, depuis plusieurs années une démarche d'Innovation Culinaire afin de renouveler régulièrement le plaisir dans l'assiette.

En partenariat avec ses chefs, le responsable innovation culinaire sélectionne de nouveaux produits et imagine des recettes savoureuses, innovantes et simples à réaliser.

Animer cette démarche dynamique implique de :

- Rechercher ou créer des **produits en lien avec les fournisseurs**
- **Créer de recettes avec notre comité des experts Elior Créatoq**
- **Travailler sur les plats les moins appréciés** par nos convives pour accroître leur consommation
- **Tester des recettes** auprès des convives pour s'assurer qu'elles correspondent à leurs goûts.

Innover en adéquation avec les goûts des convives : une démarche structurée et participative



694

LE P.A.I.

> Elior France Enseignement se propose d'accueillir les enfants allergiques à des aliments spécifiques ou nécessitants un régime particulier, selon les modalités d'un Projet d'Accueil Individualisé, PAI (respectant les règles d'hygiène et de sécurité décrites dans l'encart du B.O de l'éducation nationale n° 34 du 18 septembre 2003)

Elior propose un programme d'accueil individualisé pour les enfants allergiques

> Nous proposons en concertation avec le chef d'établissement et les parents une solution réalisable et optimale pour chaque enfant

- Repas normaux avec substitution simple de produits (ex: kiwi remplacé par pomme)
- Plateau-repas hypoallergéniques (Nutrisens)
- Panier-repas préparé par la famille



695

LA PRISE EN COMPTE DES ALLERGIES ET DES RÉGIMES

Dans votre ville

Les enfants concernés par une allergie alimentaire sont accueillis dans les restaurants scolaires de la Ville de Lunel, avec un panier repas fourni par les parents.

Ces repas sont réchauffés par l'employé de service et servis dans les mêmes conditions qu'aux autres enfants.



696

L'ALIMENTATION DES SENIORS

Elle revêt une importance particulière **pour prévenir certaines pathologies**, retarder le vieillissement naturel et prévenir la dépendance.

Avec l'âge, le goût des séniors s'altère et la sensation de faim et de soif diminuent. Cela les place face à un risque de dénutrition ou de carence qu'il faut impérativement parer.
Notre connaissance des spécificités de l'alimentation des personnes âgées, nous a amené à développer une identité culinaire et un savoir faire dédiés aux plaisirs et à la santé des séniors.

Pour cela nous leur proposons un plan conciliant **équilibre alimentaire, respect des goûts de chacun et souci de la santé des convives** par :

- un apport suffisant en protéines et en fer pour prévenir les risques de dégénérescence musculaire,
- des teneurs en calcium élevées pour lutter contre l'ostéoporose,
- des rations de fibres pour le confort digestif et l'apport de vitamines,
- des apports en graisse contrôlés.

Une alimentation qui allie Plaisir et Santé



697

FRÉQUENCES MOYENNES OBSERVÉES CETTE ANNÉE POUR LES PORTAGES

Composantes	Fréquence recommandée	Moyenne de l'année	Appréciation
Entrées contenant plus de 15% de lipides	10 sur 24 max	1,8	
Crudités ou fruits crus contenant au moins 50% de légumes ou de fruits	22 sur 24 min	22,8	
Produits frits ou pré-frits contenant plus de 15% de lipides	5 sur 24 max	0	
Plats protidiques ayant un rapport P/L<1	2 sur 24 max	2	
Poissons ou préparations à base de de poisson contenant au moins 70% de poisson et ayant un P/L> ou =2	5 sur 24 min	5,2	
Viandes non hachées de bœuf, de veau ou d'agneau et abats de boucherie	5 sur 24 min	5,2	
Préparations ou plats prêts à consommer à base de viande, de poisson, d'œuf et/ou de fromage, contenant moins de 70% du grammage recommandé pour la denrée protidique des plats composés	2 sur 24 max	0,8	
Légumes cuits, autres que secs, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes	12 sur 24 min	12	
Légumes secs, féculents ou céréales, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes secs, féculents ou céréales	12 sur 24 min	12	
Fromages contenant au moins 150 mg de calcium laitier par portion	14 sur 24 min	14	
Fromage contenant entre 100 et 150 mg de calcium laitier par portion	2 sur 24 min	2,2	
Produits laitiers ou dessert lactés contenant plus de 100 mg de calcium laitier et moins de 5g de lipides par portion	8 sur 24 min	8	

698

POUR LES AUTRES CONVIVES

Les menus proposés aux enfants fréquentant les crèches « le manège enchanté » et « Babilune », aux convives déjeunant au restaurant du Foyer du 3ème âge et municipaux et aux Pompiers de la Ville de Lunel, sont conformes aux exigences du cahier des charges.

la politique
nutritionnelle
d'Elior



699

NOTRE POLITIQUE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

> Basée sur la prévention et la maîtrise des risques sanitaires, notre politique Hygiène et Sécurité Alimentaire a largement anticipé les nouvelles réglementations en matière d'hygiène dans les établissements de restauration collective

> Par la méthode HACCP, « Hazard Analysis and Critical Control Points», qui définit des procédures systématisées de prévention des risques alimentaires pour les convives, nous prouvons notre maîtrise de chaque risque, tout au long de la chaîne culinaire

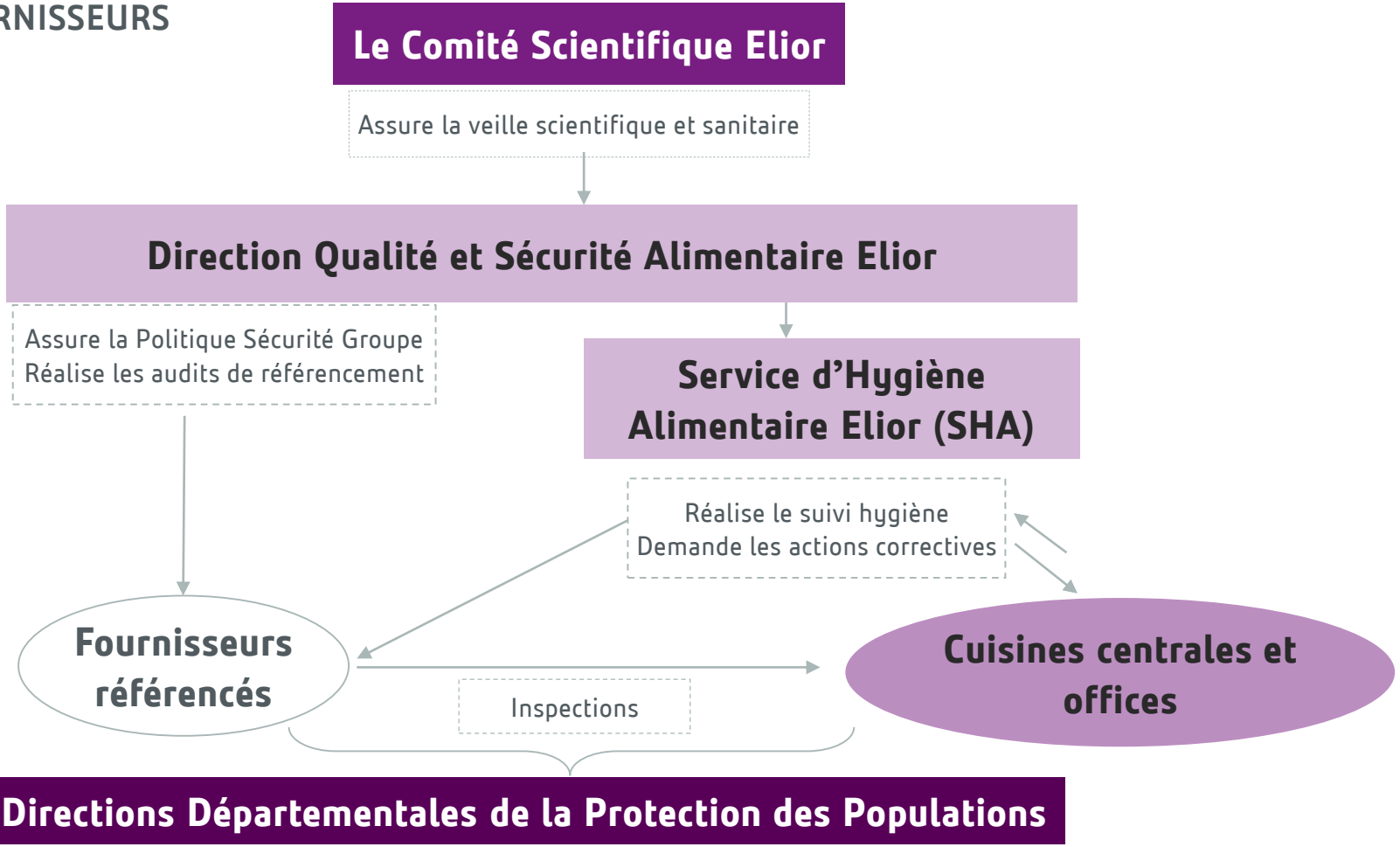
La politique Hygiène et Sécurité Alimentaire



700

LES ACTEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

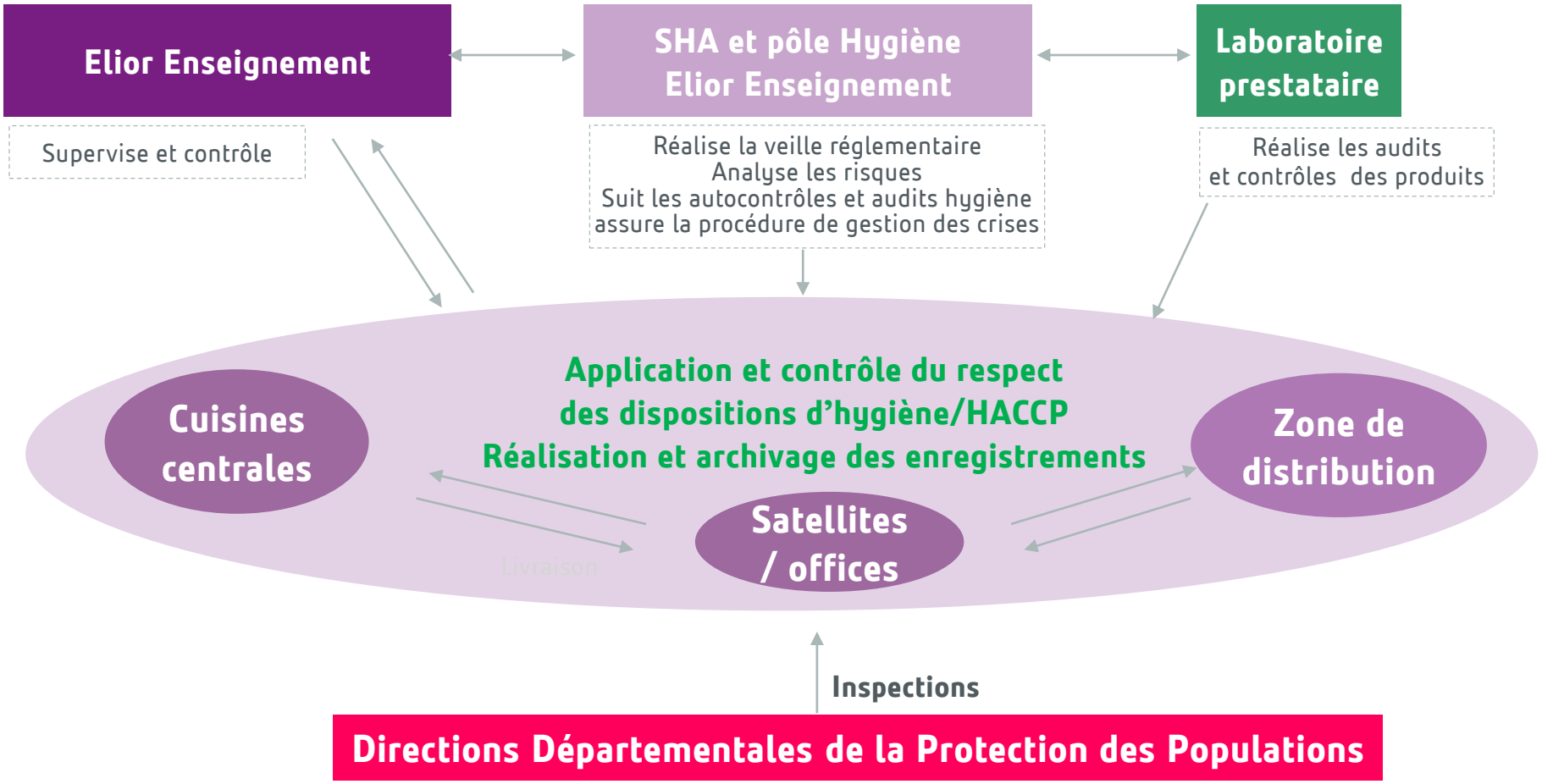
Les FOURNISSEURS



701

LES ACTEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les RESTAURANTS



702

LES AUTOCONTRÔLES MICROBIOLOGIQUES

Conformément aux textes règlementaires et à notre PMS, nous faisons réaliser régulièrement des analyses microbiologiques des plats et des surfaces, par un laboratoire indépendant (Cf. schéma précédent).

La réglementation classe la qualité microbiologique d'un produit alimentaire ou d'une surface dans une des catégories suivantes

- Satisfaisant et Acceptable
- Non satisfaisant, à noter que ce niveau n'implique pas nécessairement un danger pour la santé du consommateur

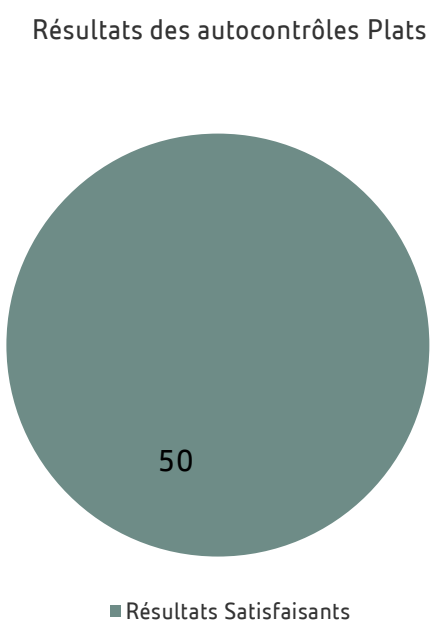
Les analyses microbiologiques

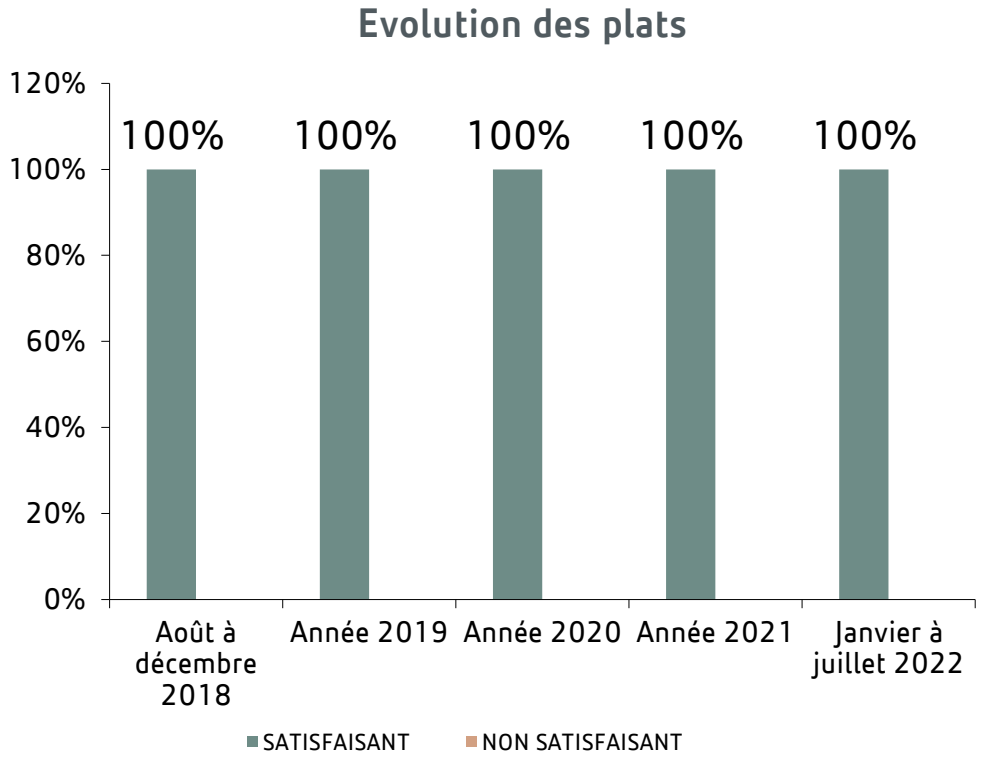


703

RESULTATS DES AUTOCONTROLES MICROBIOLOGIQUES POUR LA CUISINE CENTRALE – LES PLATS

De janvier à juillet 2022	Nombre d'analyses	Résultats		% Satisfaisant
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Plats	50	50	0	100,00%

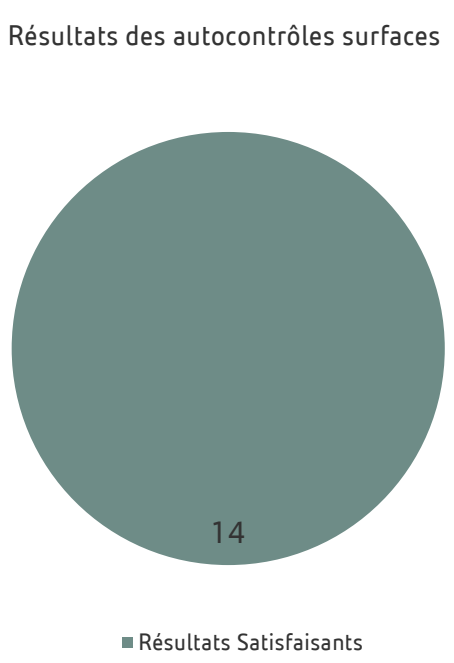


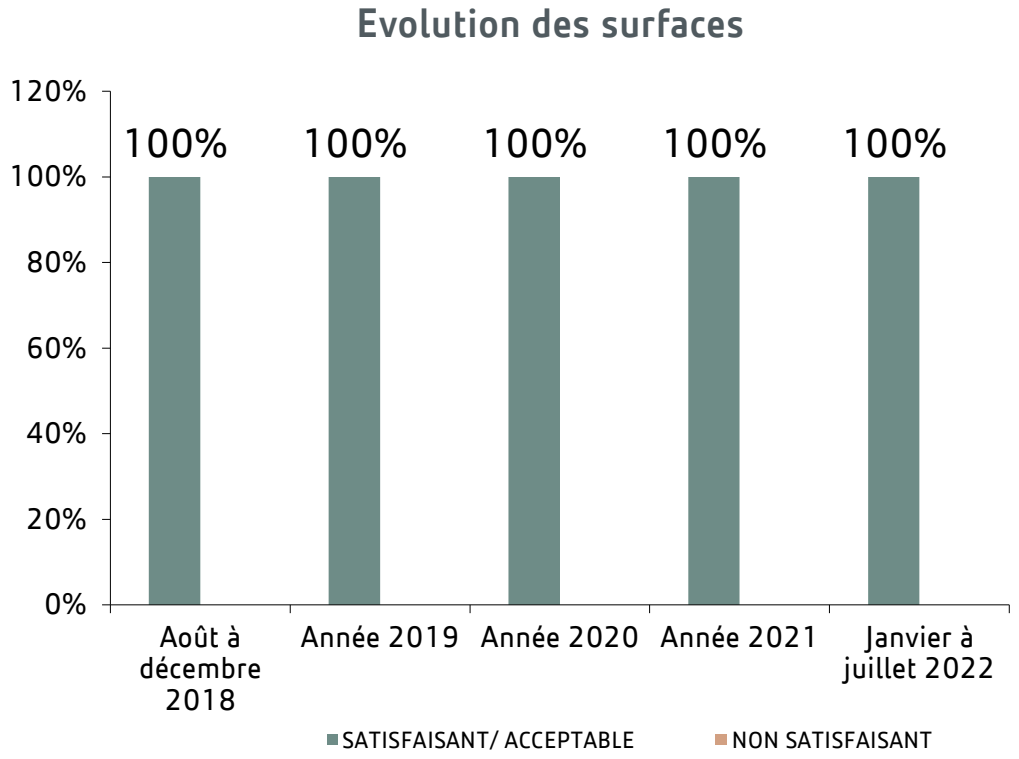


704

RESULTATS DES AUTOCONTROLES MICROBIOLOGIQUES POUR LA CUISINE CENTRALE – LES SURFACES

De janvier à juillet 2022	Nombre d'analyses	Résultats		% de résultats acceptables ou satisfaisants
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Surfaces	14	14	0	100,00%





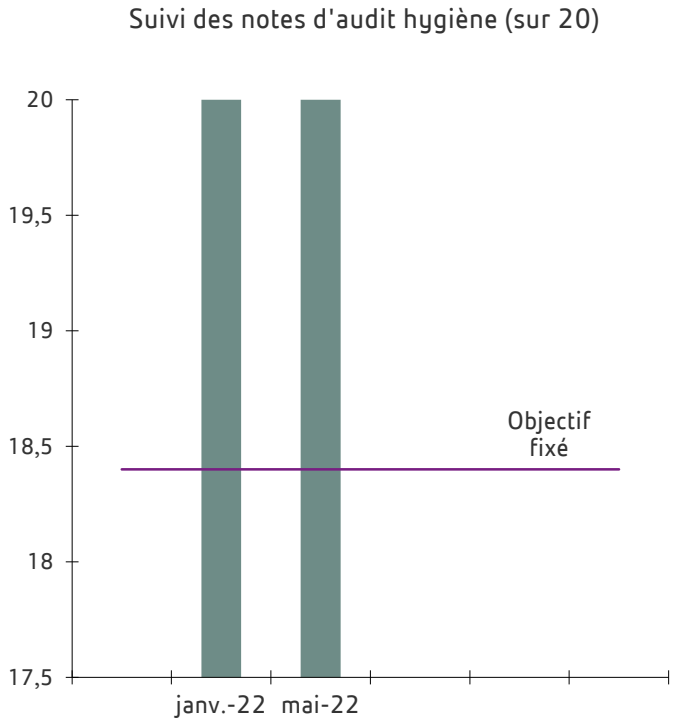
705

RESULTATS DES AUDITS HYGIENE POUR LA CUISINE CENTRALE

Pour votre contrat

De janvier à juillet 2022, les contrôles suivants ont été réalisés sur la cuisine centrale par le laboratoire Eurofins :

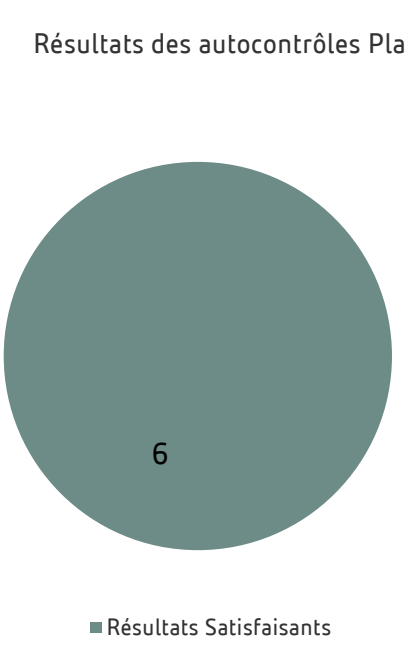
- 07/01/2022, note de l'audit 20/20
- 17/05/2022, note de l'audit 20/20

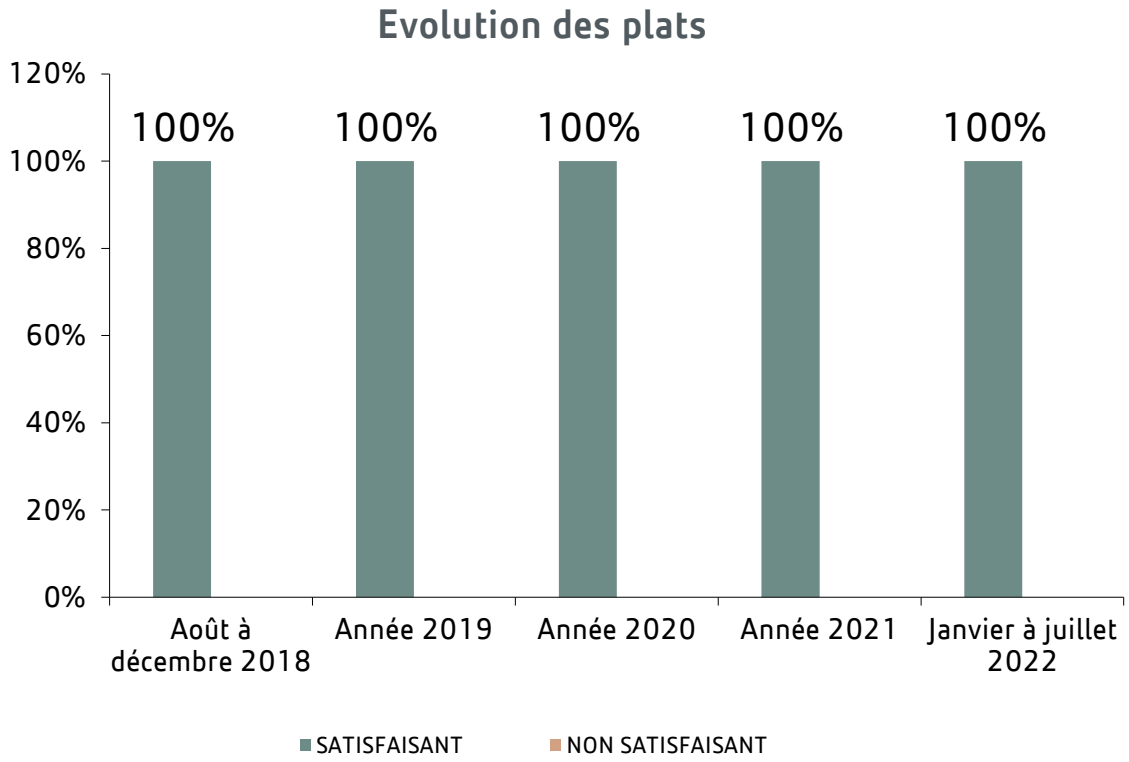


706

RESULTATS DES AUTOCONTROLES MICROBIOLOGIQUES POUR LA CRECHE « LE MANEGE ENCHANTE » – LES PLATS

De janvier à juillet 2022	Nombre d'analyses	Résultats		% Satisfaisant
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Plats	6	6	0	100,00%

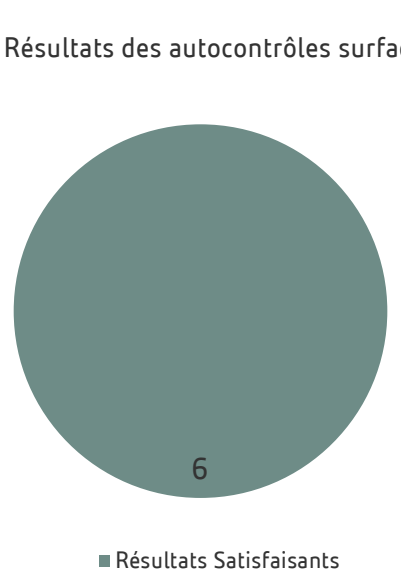


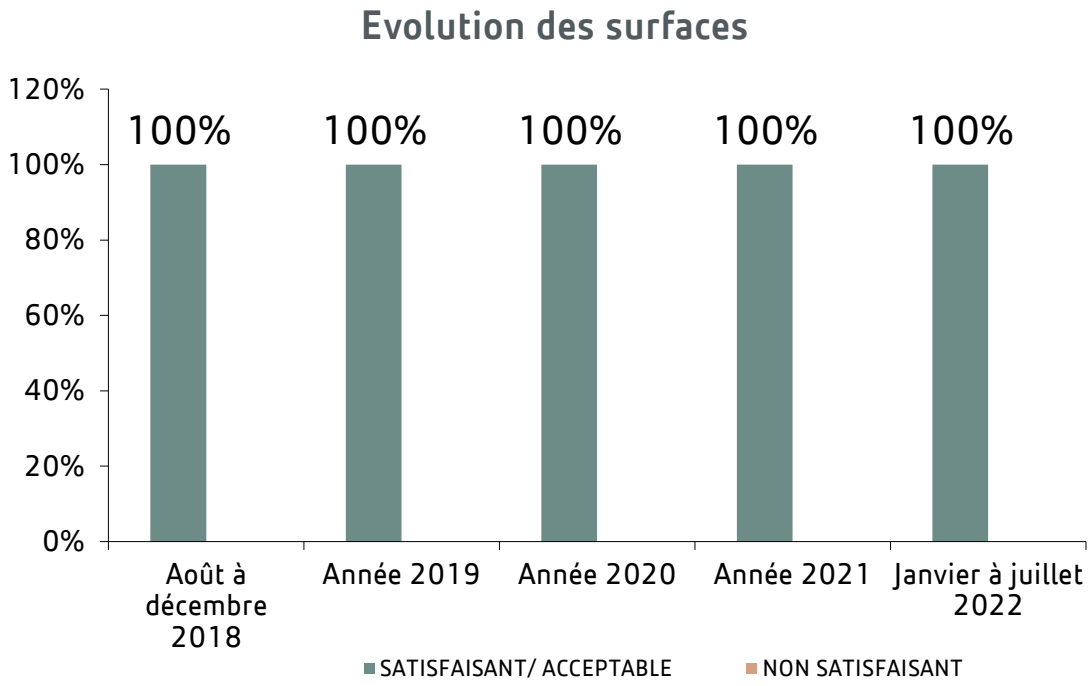


707

RESULTATS DES AUTOCONTROLES MICROBIOLOGIQUES POUR LA CRECHE « LE MANEGE ENCHANTE » LES SURFACES

de janvier à juillet 2022	Nombre d'analyses	Résultats		% de résultats acceptables ou satisfaisants
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Surfaces	6	6	0	100,00%





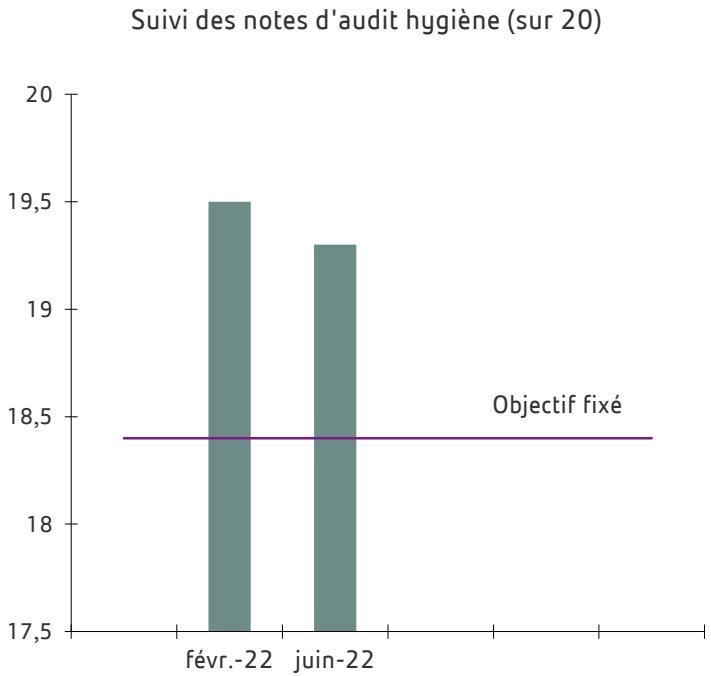
708

RESULTATS DES AUDITS HYGIENE POUR LA CRECHE « LE MANEGE ENCHANTE »

Pour votre contrat

De janvier à juillet 2022, les contrôles suivants ont été réalisés sur la crèche le manège enchanté par le laboratoire Eurofins :

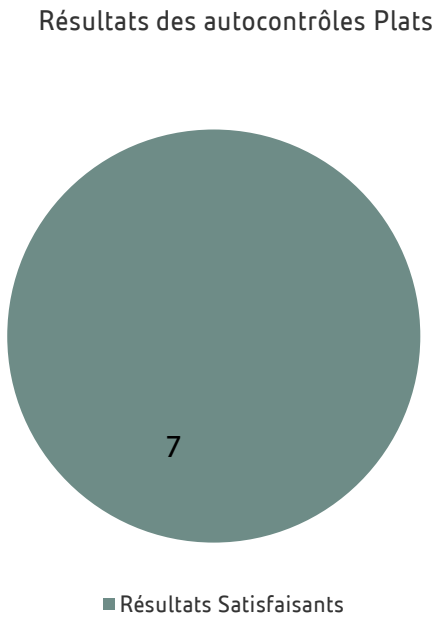
- 01/02/2022, note de l'audit 19,5/20
- 30/06/2022, note de l'audit 19,3/20

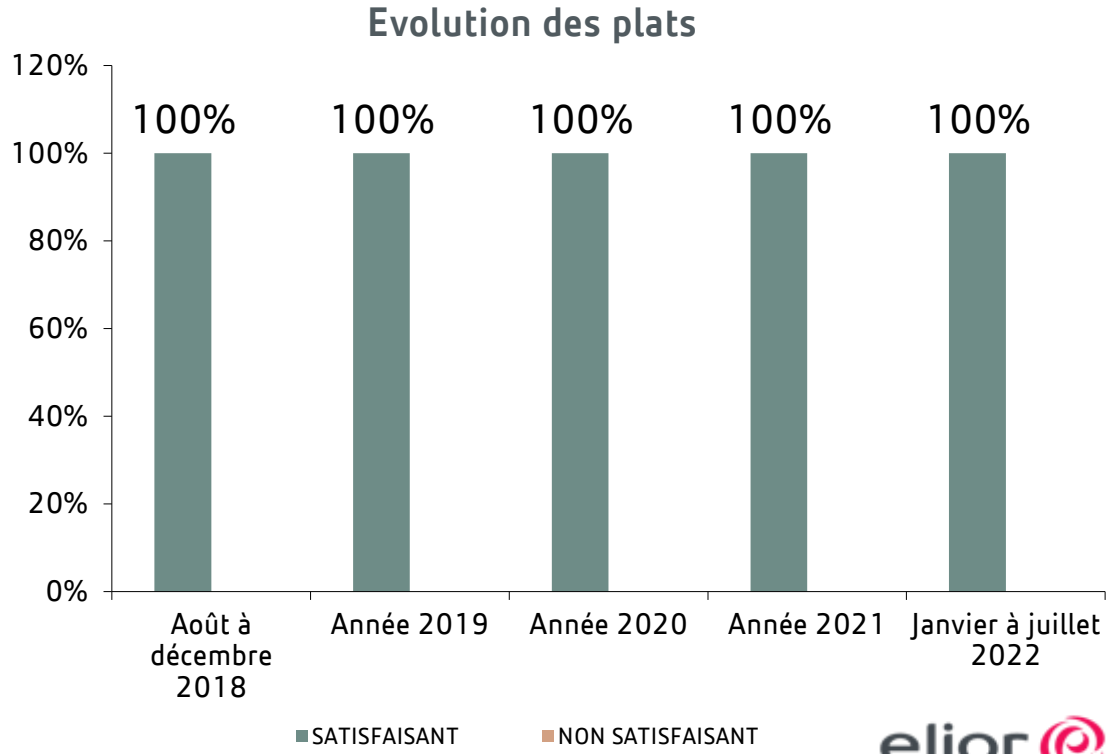


709

RESULTATS DES AUTOCONTROLES MICROBIOLOGIQUES POUR LES OFFICES– LES PLATS

De janvier à juillet 2022	Nombre d'analyses	Résultats		% Satisfaisant
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Plats	7	7	0	100,00%

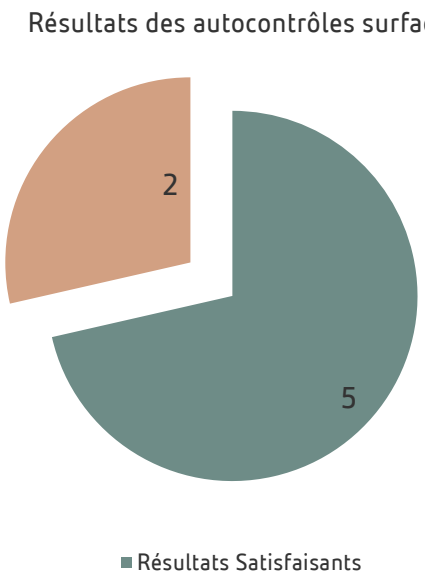


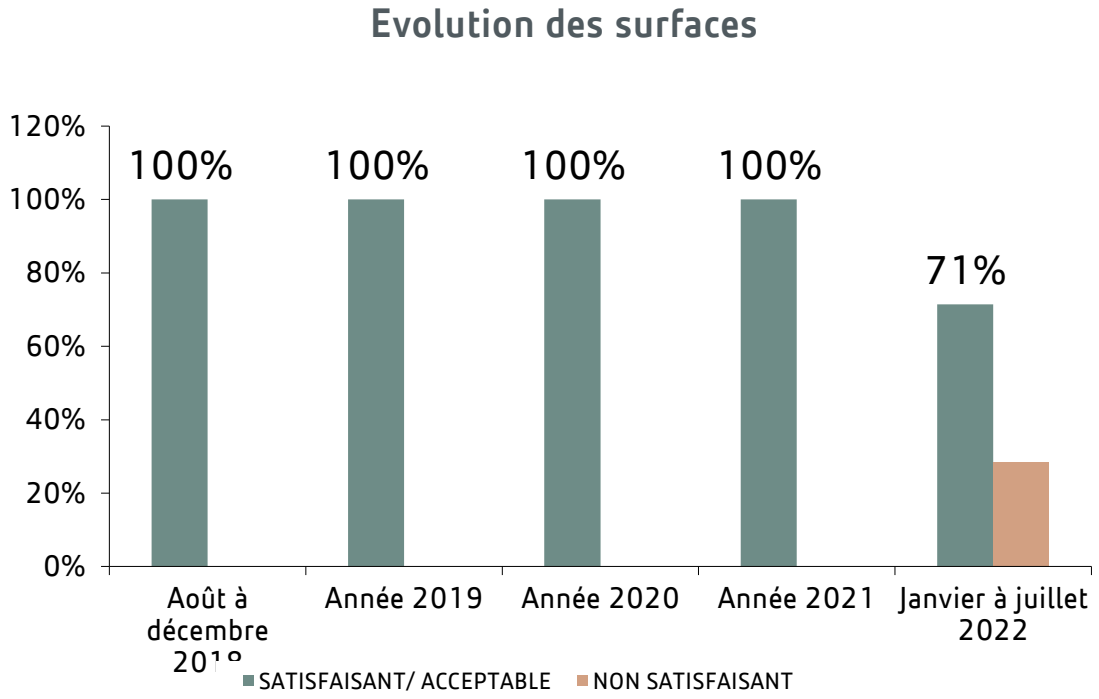


710

RESULTATS DES AUTOCONTROLES MICROBIOLOGIQUES POUR LES OFFICES– LES SURFACES

De janvier à juillet 2022	Nombre d'analyses	Résultats		% de résultats acceptables ou satisfaisants
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Surfaces	7	5	2	71,43%



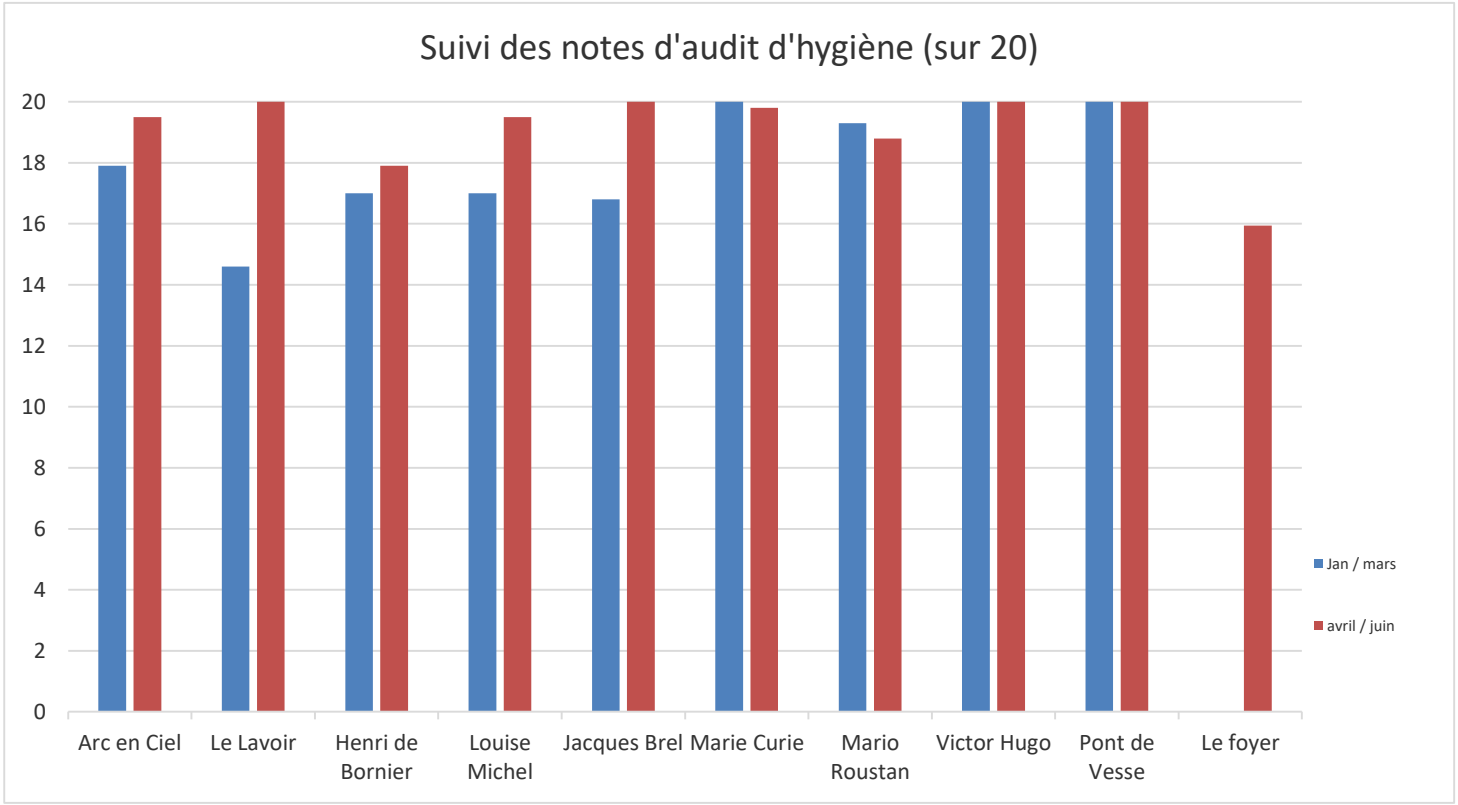


711

LES AUDITS HYGIENE POUR LES OFFICES

Pour votre contrat

De janvier à juillet 2022, les contrôles suivants ont été réalisés sur les offices par le laboratoire Eurofins :



712

RESULTAT DE L'AUDIT DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

A la suite de l'inspection effectuée le 12/07/2021, l'inspecteur de la DDPP a évalué la maîtrise des risques sanitaires de la cuisine centrale de Lunel comme « satisfaisante ».

Le résultat du niveau d'hygiène de l'établissement est évalué « très satisfaisant » . Il est publié sur le site internet « Alim'confiance » ww.alim-confiance.gouv.fr

Niveau d'hygiène attribué par la DDPP à la cuisine centrale de LUNEL



713

2.2. LA SATISFACTION DES CONVIVES

ETRE À L'ÉCOUTE DE NOS CLIENTS ET NOS CONVIVES

Afin de savoir ce qui est apprécié dans notre prestation ou ce qui nécessiterait d'être amélioré, nous donnons à nos clients partenaires ainsi qu'à nos convives des opportunités d'expression de leur satisfaction.

Qu'il s'agisse d'évaluer notre offre alimentaire ou plus largement l'ensemble de notre prestation, nous avons mis en place, en complément des Commissions Restauration, trois outils de mesure et de suivi de votre satisfaction et de celle de nos convives

- Le Baromètre Convives,
- L'Observatoire Du Goût
- Le Baromètre Partenaires

3 outils de mesure et de suivi de la satisfaction



715

NOS ACTIONS POUR VOTRE VILLE

Le Baromètre convives « enfants »

Traitement des questionnaires et restitution des résultats gérés par l'organisme BVA







Dates d'enquête	**Janvier 2022**
Écoles interrogées	**Ecole Mario Roustan** **Ecole Henri de Bornier** **Ecole Victor Hugo** **Ecole Marie Curie** **Ecole Le Parc** **Ecole Jacques Brel** **Ecole Louise Michel**
Types de convives interrogés	**Enfants scolarisés en élémentaire du CE1 au CM2**
Nombre total de convives interrogés	**356**

716

RESULTATS DE L'ENQUETE CONVIVES

Convives ELIOR : Satisfaction

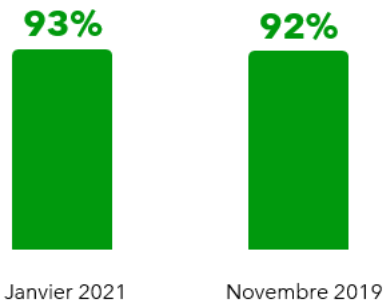
Satisfaction globale

92%

% Satisfaits - seuil minimal visé : 81% satisfaits

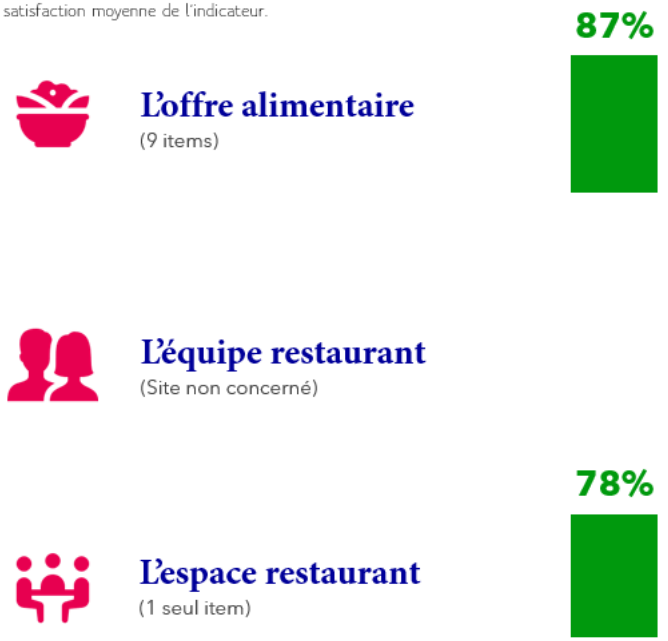
Excellent

Historique (% Satisfaits) :



Satisfaction détaillée

*ATTENTION : Satisfaction moyenne obtenue sur items consolidés. Un seul item peut dégrader ou améliorer significativement la satisfaction moyenne de l'indicateur.



717

RESULTATS DE L'ENQUETE CONVIVES

Convives ELIOR : Recommandation

En moyenne, les enfants donnent une note de

8,3/10

à leur restaurant scolaire

Note de 0 à 10 donnée par le convive à son restaurant scolaire

79% recommandent le restaurant à un collègue / ami



Détracteurs (Notes de 0 à 6)

Neutres (Notes de 7 à 8)

Promoteurs (Notes de 9 à 10)



718

LA SATISFACTION DETAILLEE PAR ITEM

Convives ELIOR : Satisfaction détaillée

% Satisfaits : seuil minimal visé 81% de satisfaits - *En vert : % de satisfaction ≥ 90% / en rouge : % de satisfaction ≤ 80%*

77%
Les entrées

86%
Les viandes
et les poissons

95%
Les légumes, les pâtes, le riz
et les pommes de terre

93%
Les desserts, les fromages
et les yaourts

91%
Les menus proposés

83%
Le renouvellement
des menus

88%
La chaleur des plats



82%
Les quantités servies

92%
La qualité des repas
d'animation

78%
Le confort du restaurant

NOS ACTIONS POUR VOTRE VILLE

Le Baromètre convives « séniors – Portage à domicile »

Traitement des questionnaires et restitution des résultats gérés par l'organisme BVA



Dates d'enquête	**Du 24 au 28 janvier 2022**
Site interrogé	**Le Portage à domicile**
Types de convives interrogés	**Personnes âgées**
Nombre total de convives interrogés	**40 convives**

720

RESULTATS DE L'ENQUETE CONVIVES

Convives ELIOR : Satisfaction

Satisfaction globale

95%

Excellent

Satisfaction détaillée

*ATTENTION : Satisfaction moyenne obtenue sur items consolidés. Un seul item peut dégrader ou améliorer significativement la satisfaction moyenne de l'indicateur.



721

RESULTATS DE L'ENQUETE CONVIVES

Convives ELIOR : Recommandation

90%

des convives diraient à un ami ou à un membre de leur famille que **les repas servis sont de qualité**

Diriez-vous à un ami ou à un membre de votre famille, que les repas qui vous sont servis sont de qualité ?





722

LA SATISFACTION DETAILLEE : OFFRE ALIMENTAIRE

Convives ELIOR : Satisfaction détaillée - Offre alimentaire

% Satisfaits : seuil minimal visé 81% de satisfaits - *En vert : % de satisfaction ≥ 90% / en rouge : % de satisfaction ≤ 80%*

84%
Le goût des entrées

80%
Le goût des viandes et des poissons

85%
Le goût des légumes et des féculents

92%
Le goût des desserts, des fromages et des yaourts

77%
Les menus proposés

92%
Le choix au quotidien

NEW **90%**
Le renouvellement des menus



95%
L'équilibre alimentaire des menus

100%
La chaleur des plats

LA SATISFACTION DETAILLEE : AUTRES ITEMS

Convives ELIOR : Satisfaction détaillée – Portage à domicile

% Satisfaits : seuil minimal visé 81% de satisfaits - *En vert : % de satisfaction ≥ 90% / en rouge : % de satisfaction ≤ 80%*

95%

L'heure de livraison des repas

100%

L'amabilité et le service du livreur

95%

La facilité à préparer et à réchauffer les repas

98%

Les indications portées sur les étiquettes

95%

Les contenants dans lesquels sont servis les repas



724

COMPARATIF NATIONAL

Convives ELIOR : Comparatif National

	Résultats Janvier 2022	Comparatif NATIONAL Janvier 2022	
	% Satisfaits	Comparatif	% Satisfaits
SATISFACTION GLOBALE	**95%**	✓	84%
L'amabilité et le service du livreur	**100%**	•	99%
La chaleur des plats	**100%**	✓	80%
Les indications portées sur les étiquettes	**98%**	✓	89%
L'équilibre alimentaire des menus	**95%**	✓	88%
L'heure de livraison des repas	**95%**	•	98%
Les contenants dans lesquels sont servis les repas	**95%**	•	93%
La facilité à préparer et à réchauffer les repas	**95%**	•	97%
Le goût des desserts, des fromages et des yaourts	**92%**	•	93%
Le choix au quotidien	**92%**	✓	82%
Le renouvellement des menus	**90%**	✓	80%
Le goût des légumes / féculents	85%	•	84%
Le goût des entrées	84%	•	85%
Le goût des viandes / poissons	**80%**	•	77%
Les menus proposés	**77%**	✘	84%

✓ Performance supérieure à la performance Global Marché
• Performance dans la moyenne de la performance Global Marché
✘ Performance inférieure à la performance Global Marché

% Satisfaits : seuil minimal visé 81% de satisfaits - En vert : % de satisfaction ≥ 90% / en rouge : % de satisfaction ≤ 80%

725

NOS ACTIONS POUR VOTRE VILLE

Le Baromètre convives « séniors – Foyer du 3ème âge »

Traitement des questionnaires et restitution des résultats gérés par l'organisme BVA



Dates d'enquête	**Du 1er février 2022**
Site interrogé	**Foyer du 3ème âge**
Types de convives interrogés	**Personnes âgées**
Nombre total de convives interrogés	**15 convives**

726

RESULTATS DE L'ENQUETE CONVIVES

Convives ELIOR : Satisfaction

Satisfaction globale

100%

Excellent

Satisfaction détaillée

*ATTENTION : Satisfaction moyenne obtenue sur items consolidés. Un seul item peut dégrader ou améliorer significativement la satisfaction moyenne de l'indicateur.



L'offre alimentaire
(9 items consolidés)

97%



L'équipe restaurant
(2 items consolidés)

100%



L'espace restaurant
(2 items consolidés)

100%

727

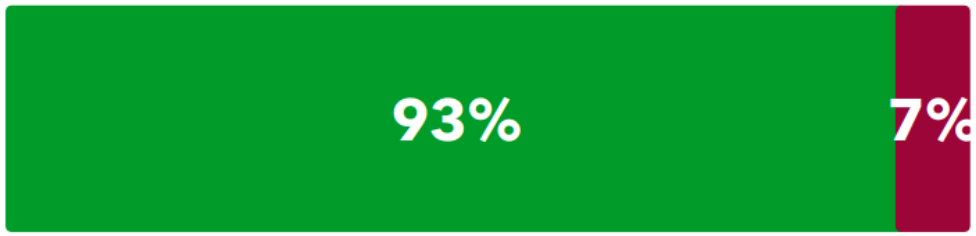
RESULTATS DE L'ENQUETE CONVIVES

Convives ELIOR : Recommandation

93%

des convives diraient à un ami ou à un membre de leur famille que **les repas servis sont de qualité**

Diriez-vous à un ami ou à un membre de votre famille, que les repas qui vous sont servis sont de qualité ?





728

LA SATISFACTION DETAILLEE : OFFRE ALIMENTAIRE

Convives ELIOR : Satisfaction détaillée - Offre alimentaire

% Satisfaits : seuil minimal visé 81% de satisfaits - *En vert : % de satisfaction ≥ 90% / en rouge : % de satisfaction ≤ 80%*

100%
Le goût des entrées

100%
Le goût des viandes et des poissons

93%
Le goût des légumes et des féculents

100%
Le goût des desserts, des fromages et des yaourts

100%
Les menus proposés

93%
Le choix au quotidien

NEW **93%**
Le renouvellement des menus



100%
L'équilibre alimentaire des menus

93%
La chaleur des plats

729

LA SATISFACTION DETAILLEE : AUTRES ITEMS

Convives ELIOR : Satisfaction détaillée - Service

% Satisfaits : seuil minimal visé 81% de satisfaits - *En vert : % de satisfaction ≥ 90% / en rouge : % de satisfaction ≤ 80%*

100%

L'**accueil**
du personnel de service

100%

La **rapidité**
du service



730

LA SATISFACTION DETAILLEE : AUTRES ITEMS

Convives ELIOR : Satisfaction détaillée - Espace restaurant

% Satisfaits : seuil minimal visé 81% de satisfaits - *En vert : % de satisfaction ≥ 90% / en rouge : % de satisfaction ≤ 80%*

100%

La **propreté** du restaurant

100%

Le **confort** du restaurant



731

COMPARATIF NATIONAL

Convives ELIOR : Comparatif National

	Résultats Janvier 2022	Comparatif NATIONAL Janvier 2022	
	% Satisfaits	Comparatif	% Satisfaits
SATISFACTION GLOBALE	**100%**	✓	84%
L'accueil du personnel de service (hors livraison)	**100%**	•	96%
L'équilibre alimentaire des menus	**100%**	✓	88%
La propreté du restaurant	**100%**	•	96%
La rapidité du service	**100%**	✓	89%
Le confort du restaurant	**100%**	✓	94%
Le goût des desserts, des fromages et des yaourts	**100%**	✓	93%
Le goût des entrées	**100%**	✓	85%
Le goût des viandes / poissons	**100%**	✓	77%
Les menus proposés	**100%**	✓	84%
La chaleur des plats	**93%**	✓	80%
Le choix au quotidien	**93%**	✓	82%
Le goût des légumes / féculents	**93%**	✓	84%
Le renouvellement des menus	**93%**	✓	80%

✓ *Performance supérieure à la performance Global Marché*
• *Performance dans la moyenne de la performance Global Marché*
✗ *Performance inférieure à la performance Global Marché*

% Satisfaits : seuil minimal visé 81% de satisfaits - En vert : % de satisfaction ≥ 90% / en rouge : % de satisfaction ≤ 80%

732

L'OBSERVATOIRE DU GOÛT DANS VOTRE VILLE

L'observatoire du Goût est l'analyse de la consommation des repas par les enfants.

Chaque jour, le ou la responsable d'office indique sur une **grille d'évaluation** si les enfants ont très bien, plutôt bien, plutôt pas ou pas du tout consommé leur entrée, leur plat et accompagnement, leur laitage et leur dessert.

Écoles qui participent à la démarche	**Toutes les écoles de la ville de Lunel**



733

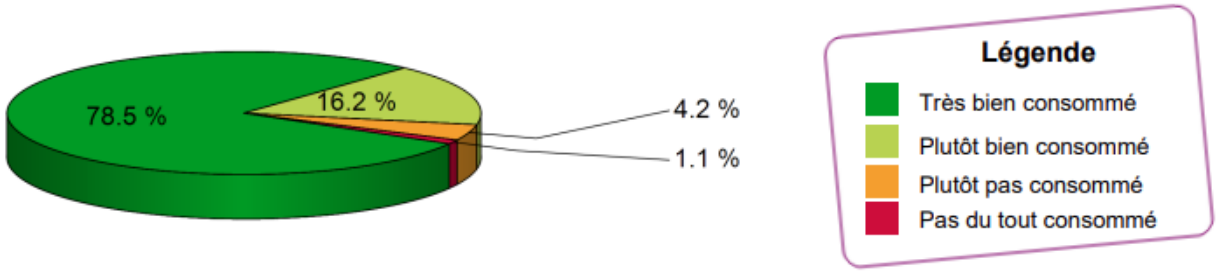
L'OBSERVATOIRE DU GOÛT DANS VOTRE VILLE

• METHODOLOGIE

La synthèse porte sur les 11 établissements qui ont effectués l'observation. Au total, la commune compte 11 établissements.

- Types de convives : MATERNELLE, ELEMENTAIRE
- Période observée : du 01/01/2022 au 07/07/2022
- Prestation : DEJEUNER

• SATISFACTION GLOBALE



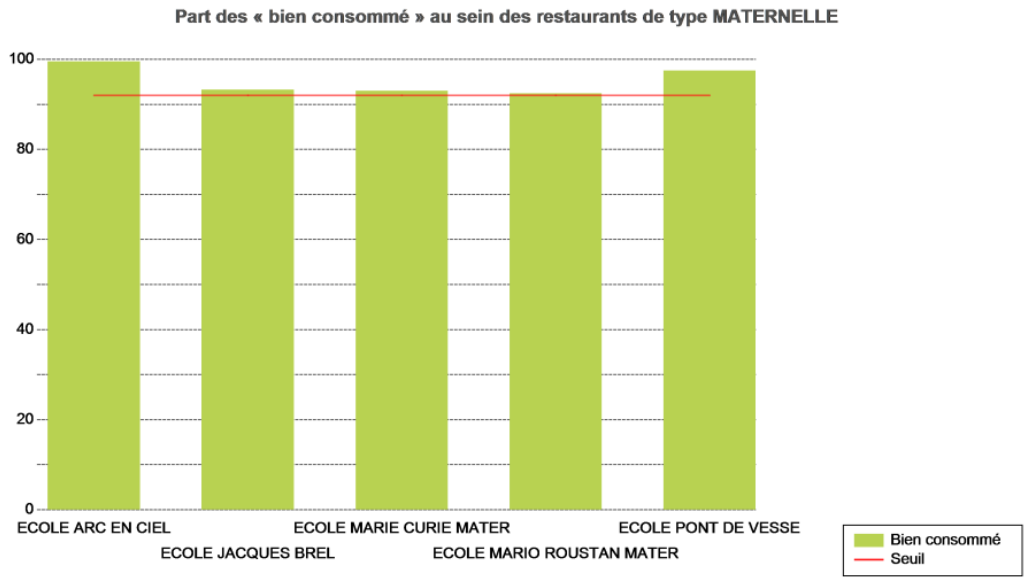
• 94,7% des plats ont été noté « bien consommés » (sous-total Très bien et plutôt bien) par les établissements effectuant l'opération.

734

SATISFACTION PAR RESTAURANT "MATERNELLE"

Période observée : du 01/01/2022 au 07/07/2022

MATERNELLE	Très bien consommé %	Plutôt bien consommé %	Sous-total bien conso. %	Plutôt pas consommé %	Pas du tout consommé %	Sous-total pas conso. %
ECOLE ARC EN CIEL	96	3.5	99.5	0.5	0	0.5
ECOLE JACQUES BREL	73.7	19.5	93.2	5.5	1.3	6.8
ECOLE MARIE CURIE MATER	78	15	93	4.8	2.2	7
ECOLE MARIO ROUSTAN MATER	55.2	37.2	92.4	6.7	0.9	7.6
ECOLE PONT DE VESSE	89.7	7.8	97.5	2.3	0.3	2.5



Le seuil correspond à la moyenne nationale des résultats obtenus pour l'ensemble des restaurants effectuant « l'Observatoire du Goût ».

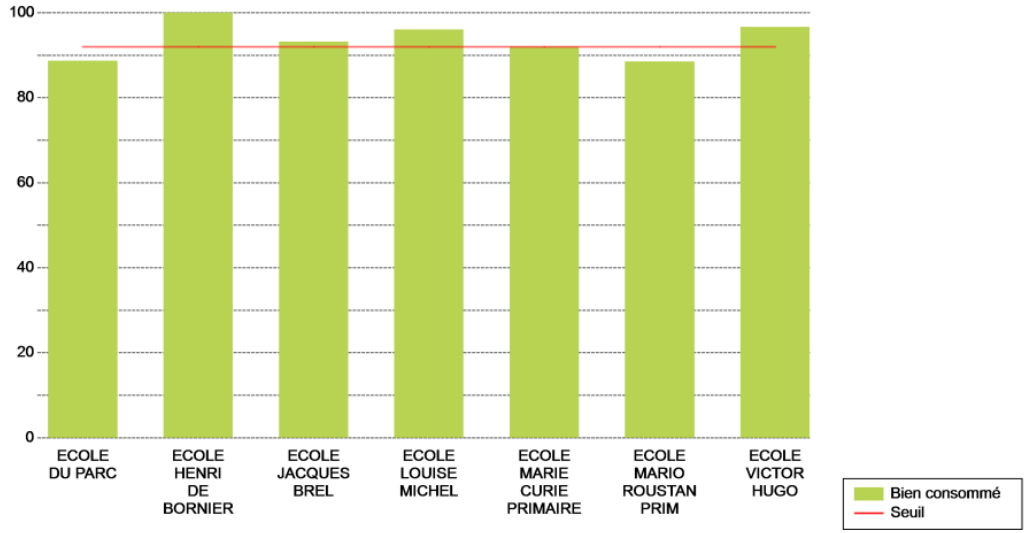
735

SATISFACTION PAR RESTAURANT "ELEMENTAIRE"

Période observée : du 01/01/2022 au 07/07/2022

ELEMENTAIRE	Très bien consommé %	Plutôt bien consommé %	Sous-total bien conso. %	Plutôt pas consommé %	Pas du tout consommé %	Sous-total pas conso. %
ECOLE DU PARC	46.5	42.3	88.7	9.9	1.4	11.3
ECOLE HENRI DE BORNIER	99.8	0.2	100	0	0	0
ECOLE JACQUES BREL	73.2	19.9	93.2	5.1	1.8	6.8
ECOLE LOUISE MICHEL	82.3	13.7	96	2.1	1.9	4
ECOLE MARIE CURIE PRIMAIRE	76.7	15.3	92	6.7	1.4	8
ECOLE MARIO ROUSTAN PRIM	59.7	28.8	88.5	9.8	1.6	11.5
ECOLE VICTOR HUGO	79	17.6	96.6	3.2	0.2	3.4

Part des « bien consommé » au sein des restaurants de type ELEMENTAIRE



Le seuil correspond à la moyenne nationale des résultats obtenus pour l'ensemble des restaurants effectuant « l'Observatoire du Goût ».

736

SATISFACTION PAR CONVIVE

Période observée : du 01/01/2022 au 07/07/2022

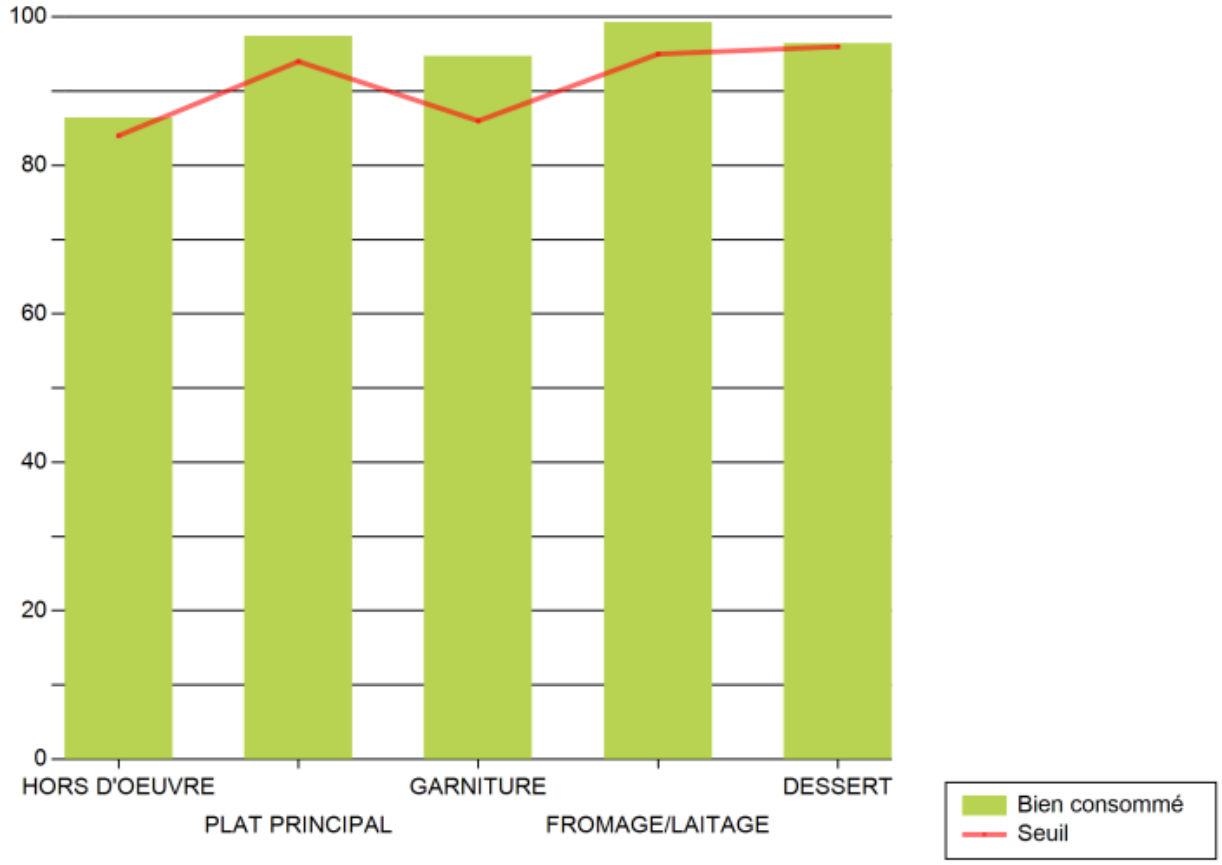
Convives	Très bien consommé %	Plutôt bien consommé %	Sous-total bien conso. %	Plutôt pas consommé %	Pas du tout consommé %	Sous-total pas conso. %	Seuil
ELEMENTAIRE	77.7	16.6	**94.3**	4.6	1.1	**5.7**	92%
MATERNELLE	79.7	15.6	**95.3**	3.8	0.9	**4.7**	92%

Le seuil correspond à la moyenne nationale des résultats obtenus pour l'ensemble des restaurants effectuant « l'Observatoire du Goût ».

Sont considérés:	
ELEMENTAIRE	7 / 11 restaurants
MATERNELLE	5 / 11 restaurants

737

SATISFACTION PAR FAMILLE DE PLATS



Chacun des seuils correspond à la moyenne nationale des résultats obtenus sur l'ensemble des restaurants effectuant « l'Observatoire du Goût » pour chaque famille de plat.

738

PRÉSENTATION DES COMITES ECOLES

Les Comités Ecoles sont des moments privilégiés partagés avec vous et les représentants des parents d'élèves.

Le Comité Ecoles doit être une source de progrès pour tous

- le client
- l'équipe de cuisine
- l'équipe éducative
- le personnel de service
- les enfants

Au cours de ces rendez-vous, en plus d'une analyse des futurs menus, nous en profitons pour vous informer sur des sujets d'actualités comme les allergies alimentaires, le PNNS 3, le Bio, la nouvelle réglementation, etc.

Le comité écoles : écoute et partage



COMITE ECOLES

Ville de LUNEL

739

LE DEROULEMENT DES COMITES ECOLES

❖ **Les participants:**

Madame MOKADDEM (Adjointe au maire) Madame REGNIER (conseillère)
Madame LECOQ (Directrice Adjointe Petite Enfance Education)
Des Fédérations de parents d'élèves
Monsieur EYSSETTE (Directeur de la restauration Elior Enseignement)
Madame JOURDAN (Responsable Service Clients et Diététicienne Elior Enseignement)

❖ **Le déroulement :**

Ce comité écoles se déroule en deux temps:

✓Une première partie avec les représentants de la Ville de LUNEL, d'Elior, des parents d'élèves, où sont abordés le fonctionnement et la vie quotidienne des restaurants scolaires, le suivi du personnel de service et de l'encadrement des enfants.

✓Une seconde partie, qui fait état de la qualité de la prestation servie sur les restaurants scolaires, avec en appui les résultats de l'Observatoire du goût, les visites journalières sur les restaurants effectuées par le personnel d'Elior.

Elior profite de ce moment, pour présenter les futures animations et des sujets d'actualités liés à l'alimentation.

740

COMMISSION DE MENUS – CRECHE "LE MANEGE ENCHANTE"

❖ **Les participants:**

Madame MURATET (Directrice)
Madame JOURDAN (Responsable Service Clients et Diététicienne Elior).



❖ **Les thèmes abordés:**

Au cours de ces commissions, la directrice communique sur la qualité des repas servis sur la période écoulée et sur le fonctionnement du personnel Elior qui travaille au sein de l'établissement.

Avant de clôturer cette réunion, notre diététicienne lui présente les menus du mois à venir, à valider.

741

COMMISSIONS DE MENUS – FOYER DU 3EME AGE ET PORTAGE A DOMICILE

❖ **Les participants:**

Madame CAUSSE (Employée de restauration au foyer du 3ème âge).
Madame RENARD (Personnel livrant les repas à domicile).
Madame LIBERGE (diététicienne).

❖ **Les thèmes abordés:**

✓ La prestation alimentaire :
l' avis est positif sur l'ensemble de la prestation.

✓ Les animations, toujours des moments appréciés par nos séniors :
repas à thème, distribution d'une attention pour les convives du portage.



✓ Le fonctionnement :
les usagers du portage à domicile apprécient la distribution des repas dans des sachets individuels, le « guide du service de repas à domicile » remis individuellement lors de la première commande ainsi que « le coffret de bienvenue ».

742

FRÉQUENCE DES COMITES ECOLES ET DES COMMISSIONS DE RESTAURATION

	Janv. 22	Févr. 22	Mars 22	Avril 22	Mai 22	Juin 22	Juil. 22
Crèche le Manège enchanté		16/02	14/03	12/04	10/05	28/06	

743

LES ANIMATIONS: BIEN + QU'UN REPAS...

L'appétit du mieux est l'engagement d'Elior au quotidien. Il se traduit dans et autour de l'assiette à travers son programme d'animations conçu sur :

3 AXES

- MIEUX VIVRE ENSEMBLE
  Faire de la pause déjeuner le moment de convivialité et de proximité par excellence.
- MIEUX SE NOURRIR
  Développer le plaisir gustatif des convives et leur faire apprécier les produits sains.
- MIEUX AGIR POUR LA SOCIÉTÉ
  Promouvoir les bons comportements alimentaires et sensibiliser les convives à la réduction du gaspillage alimentaire.

4 THÉMATIQUES



CALENDAIRE
Les traditions festives



SAVEURS & DÉCOUVERTES
Les explorations gustatives



NUTRITIONNELLE
Les bons comportements alimentaires



DÉVELOPPEMENT DURABLE
Les bons gestes pour la planète

Notre programme s'inscrit également dans la stratégie RSE d'Elior : THE ELIOR GROUP POSITIVE FOOTPRINT

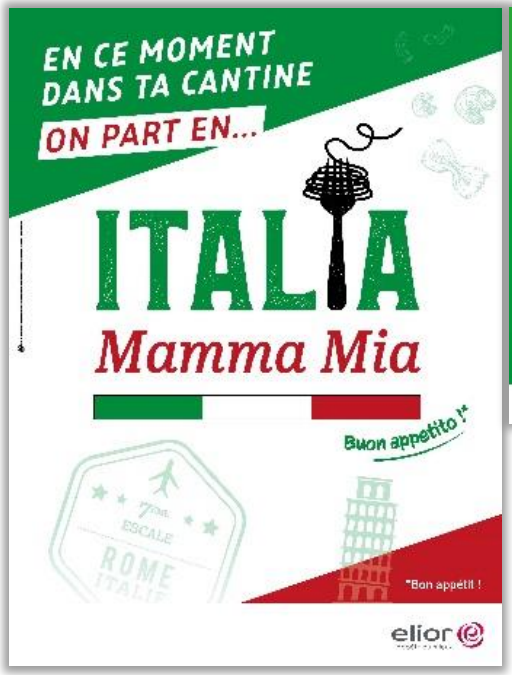
SAVEURS & DÉCOUVERTES

ITALIA MAMMA MIA

ITALIA Mamma Mia

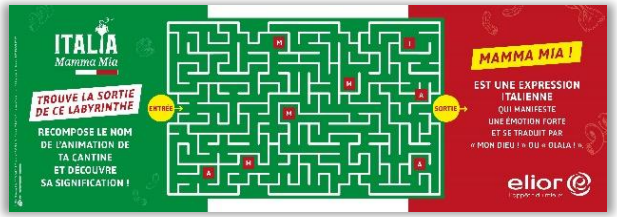
Les 24 et 25 mars 2022

En route pour une nouvelle escapade des plus gourmandes chez nos voisins Italiens.
Au menu : spécialités incontournables de ce temple de la gastronomie et ambiance latine dans tout le restaurant…
Buon appetito !









Des nouvelles recettes

- Tartichaunade
- Penne à la romagnola
- Carottes au vinaigre balsamique
- Stracciatella citron chocolat

Contenu du kit



- Des affiches
- Des ballons
- Des twisters
- Des guirlandes rosaces
- Des lunettes et des badges pour le personnel

Dotations convives

- Un clip marque page



745

SAVEURS & DECOUVERTES

ITALIA MAMMA MIA

ITALIA Mamma Mia

Dans les restaurants

elior L'appétit du mieux

Retour sur la dernière animation
de votre restaurant !

LE 24 ET 25 MARS

ITALIA Mamma Mia



elior.fr

746

elior

SAVEURS & DÉCOUVERTES

ITALIA MAMMA MIA

ITALIA Mamma Mia

Sur le site Web de la Ville de Lunel

LES RESTAURANTS SCOLAIRES AUX COULEURS DE L'ITALIE

Les 24 & 25 mars derniers, dans le cadre de sa thématique Saveurs & Découvertes, Elior RS a invité les jeunes convives à déguster un menu gourmand et partir à la découverte d'un pays. Direction l'Italie !

C'est donc le pays de Dante et de Vinci qui s'est invité sur les tables des restaurants scolaires de la ville. Une thématique s'est retrouvée dans les assiettes mais elle a été aussi mise en exergue dans les restaurants qui ont été décorés pour l'occasion avec le kit d'affiches créées pour l'occasion. Pour découvrir un peu d'Italie dans leurs assiettes, pendant ces deux jours, le menu a affiché des plats aux saveurs italiennes : tartichaunade, pennes à la romagnolia, salade de tomates olives, pizza au fromage, carottes au vinaigre balsamique, stracciatella citron chocolat… Hum Mama Mia !



747

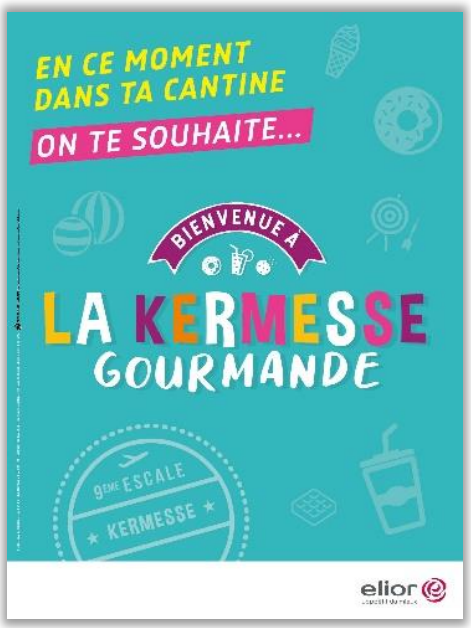
elior

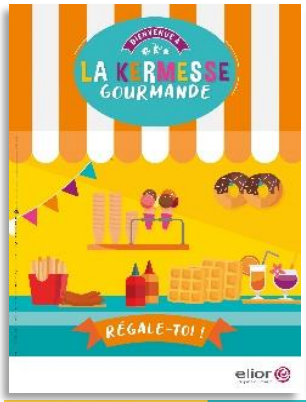
SAVEURS & DÉCOUVERTES

LA KERMESSE GOURMANDE

Les 19 et 20 mai 2022

C'est la fête dans nos restaurants !
Partage, gourmandise et bonne humeur au menu de ce déjeuner printanier. Encore un bon moment tous ensemble pour jouer un petit peu et beaucoup se régaler









Des recettes plaisir

- Aiguillettes de colin / frites
- Croque monsieur à la volaille
- Crêpe moelleuse sucrée

Contenu du kit



- Des affiches
- Des ballons
- Des guirlandes
- Des twisters
- Un tablier pour le personnel

Dotations convives

- Un origami en forme de glace



SAVEURS & DECOUVERTES

LA KERMESSE GOURMANDE

Dans les restaurants





CALENDAIRE

LES ANIMATIONS CALENDAIRES

Épiphanie
Qui sera la reine ou le roi de la cantine?

Le nouvel an lunaire
L'année 2022, l'année du tigre d'eau qui symbolise l'énergie, l'harmonie et la créativité

Chandeleur
C'est la fête des gourmands ! La reine de cette fête reste bien sûr la crêpe.

Pâques
Ouverture de la chasse aux œufs

Mais aussi « **le régal estival du chef** »

Des animations ludiques et éducatives pour les enfants



750

CALENDAIRE

LES FESTIVITES LUNAIRES

LES FESTIVITÉS LUNAIRES DU CHEF

Le mardi 1er février 2022

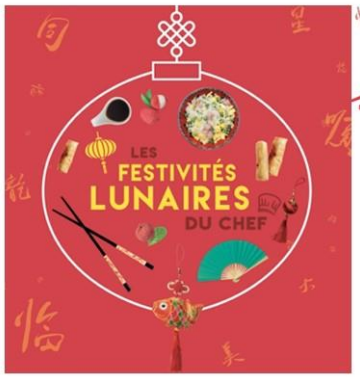
elior
L'appétit du mieux

Découvrez la prochaine animation dans les restaurants !

Mardi 1er février 2022

LES FESTIVITÉS LUNAIRES DU CHEF

Une animation festive pour faire du déjeuner, un savoureux moment à partager en toute convivialité. Au menu, de joyeuses & délicieuses recettes pour ravir les papilles de nos convives !



AU MENU DE NOTRE animation

Salade asiatique

Nems au poulet

Poêlée asiatique

& riz thaï

Vache qui rit bio

Moelleux au jasmin

elior.fr

751

elior

CALENDAIRE

LES FESTIVITES LUNAIRES

LES FESTIVITÉS LUNAIRES DU CHEF

Dans les restaurants

elior
L'appétit du mieux

Retour sur la dernière animation
de votre restaurant !

Mardi 1er février

LES FESTIVITÉS LUNAIRES DU CHEF



elior.fr

752

elior

LES FESTIVITES LUNAIRES

Sur le site Web de la Ville de Lunel

DES SAVEURS ASIATIQUES DANS LES ASSIETTES LUNELLOISES

Le Nouvel An chinois se fête ce mardi 1er février 2022… Jusque dans les restaurants scolaires de Lunel !

Les festivités et célébrations comme le Nouvel An chinois sont de bonnes opportunités pour faire découvrir aux enfants de nouvelles saveurs et coutumes. l
délégataire de service public en charge de la restauration scolaire, Elior, s'est donc saisi de l'événement pour proposer un menu asiatique aux petits Lunellois

Ce mardi 1er février 2022, les enfants ont ainsi pu déguster :

Une salade asiatique

Des nems au poulet accompagnés de riz thaï et d'une poêlée asiatique

Un moelleux au jasmin

En effet, au-delà d'apporter les éléments nutritifs dont les enfants ont besoin, Elior a une véritable mission pédagogique et éducative. Au travers de l'alimentation, l'objectif est de transmettre aux plus jeunes des habitudes alimentaires équilibrées tout en éveillant leurs papilles à de nouvelles saveurs, et leurs esprits à des traditions potentiellement inconnues. Le tout dans la convivialité et reposant sur des activités ludiques.







TEST CULINAIRE

Ateliers culinaires Elior

Le programme : faire tester les convives de nouvelles recettes.

De jeunes convives ont participé le mercredi 19 janvier 2022 au test culinaire animé par le Chef Sylvain Chevallier et le Chef de la cuisine centrale de Lunel, Nicolas Triat.

De nouvelles recettes ont été testées par un jury composé uniquement d'enfants Lunellois !

Une recette est validée si son taux de satisfaction est supérieur à 70%.
En dessous de ce chiffre, elle est retravaillée ou abandonnée



TEST CULINAIRE

Au restaurant du Lavoir

Retour sur le test culinaire !

Mercredi 19 janvier

Un jury composé de 49 enfants Lunellois ont dégusté 8 nouvelles recettes élaborées par le Chef de l'innovation culinaire Elior, Sylvain Chevalier, et notre Chef de cuisine, Nicolas Triat.
Un test culinaire réussi... bravo aux enfants et à l'ensemble des équipes Elior et de la Ville de Lunel.



TEST CULINAIRE

Au restaurant du Lavoir





elior.fr

elior.fr

TEST CULINAIRE

CANTINE : QUAND LES ENFANTS SE TRANSFORMENT EN JURÉS CULINAIRES

Ce mercredi 19 janvier 2022, les enfants de l'accueil de loisirs sans hébergement de Lunel ont donné leurs avis de fins gastronomes.

Chaque année, près de 112 000 repas sont servis dans les restaurants scolaires et extrascolaires de la commune de Lunel. Des menus qui varient tous les jours et doivent être équilibrés pour le bien-être de nos petits Lunellois, tout en correspondant à leurs goûts. Une mission qui peut donc rapidement virer au casse-tête pour les diététiciens d'Elior qui les imaginent !

Le délégataire de service de Lunel a donc trouvé une solution pour faciliter la mise en œuvre de ces menus : les faire tester en amont aux principaux intéressés. C'est donc ce mercredi 19 janvier 2022 que la cinquantaine d'enfants de 6 à 10 ans de l'ALSH de Lunel ont évalué les plats proposés par Sylvain Chevalier, responsable de l'Innovation culinaire chez Elior, secondé par Nicolas Triat, chef de la c

Pour l'occasion, 9 recettes végétariennes ont ainsi été proposées. Celles qui ont dépassé 70 % c centaines de restaurants scolaires à travers la France. En deçà, les recettes sont retravaillées ou

L'éveil culinaire

Cette animation fait partie des nombreuses organisées chaque année par Elior. Au-delà d'une véritable mission pédagogique. Au travers de thèmes divers comme la montagne, les couleurs papilles des petits gastronomes qui s'assoient chaque jour dans les restaurants scolaires.








Sur le site Web

de la Ville de Lunel

TEST CULINAIRE

Dans la presse

Les recettes de la restauration scolaire soumises aux critiques des enfants

ALIMENTATION

Ce mercredi, la société Elior, prestataire de la ville pour les cantines, a demandé à des petits du centre de loisirs, de tester huit plats. De leurs appréciations, dépend l'avenir de ces préparations.

Jean-Pierre Souche
jpsouche@midilibre.com

Ce mercredi, quarante-huit petits Lunellois des écoles primaires de la ville ont validé de nouvelles recettes qui vont entrer dans les menus de plus d'un million d'enfants dans le pays. Ces jeunes, qui fréquentent le centre de loisirs du Lavoir, ont été invités par la société Elior, prestataire de la commune pour la restauration scolaire, à jouer, le temps du déjeuner, les critiques gastronomiques. Ils ont donné leur avis sur huit plats imaginés la veille par Sylvain Chevalier, responsable de l'innovation culinaire chez Elior avec l'équipe du restaurant scolaire de Lunel que dirige Nicolas Triat.

Une fois n'est pas coutume, pour ce test, les adultes invités à assister à la dégustation (responsables locaux d'Elior, élus et médias) ont été relégués en fond de salle et prévenus : *« Votre avis ne comptera pas ! »* Très sérieusement, Sylvain Chevalier a d'ailleurs insisté auprès des huit tables de six enfants réunies dans la salle de restaurant du Lavoir : *« Aujourd'hui, les chefs, c'est vous ! »* Sans problème, les jeunes convives ont entendu le message et dûment chapeautés de la toque qu'ils avaient personnalisée la semaine dernière, ils ont immédiatement pris leur rôle très au sérieux. *« Je suis content qu'on me demande mon avis sur ce que je mange »*, murmurait Timéo.

Un premier jugement sur l'aspect

D'ailleurs, sitôt servie la première entrée, l'élève de l'école Victor-Hugo s'est rapproché du ramequin et après avoir observé l'aspect et humé l'odeur, Timéo a estimé avoir sans doute affaire à des radis. Un avis partagé, non loin de lui, par Mélissa et Camille. La dégustation n'a pas traîné et les traits du visage de Timéo ont très vite trahi sa satisfaction. Mais à ce moment-là de la dégustation, Sylvain Chevalier avait recommandé à tous les dégustateurs de taire au maximum leur jugement afin de limiter les influences collectives.



Les apprentis critiques culinaires ont testé huit plats innovants, ce mercredi, au Lavoir. I-P.S.

En fait, les avis ont été recueillis sous deux formes : d'abord par le biais d'un petit questionnaire à remplir : *« As-tu trouvé ce plat joli ? As-tu aimé l'odeur ? As-tu aimé cette recette ? Aimerais-tu que ce plat soit dans ton menu ? »* Puis, par un vote collectif, effectué à main levée, où chacun a dû répondre, sans se laisser influencer, à la question très simple : *« Avez-vous aimé ce plat ? »*

La première entrée, à savoir un mélange de radis-pastèque rosé et de radis blanc, a très majoritairement satisfait les critiques même si le bref échange, qui a suivi le vote, a poussé Sylvain Chevalier à proposer de *« retravailler un peu l'assaisonnement. »*

Ensuite, au gré des découvertes (une autre entrée à base de radis blanc avec une sauce différente, une étonnante "blanquette" végétarienne à base de pois chiches et de blé, un gratin de patates douces au curcuma et curry ou encore un gâteau à base de flageolets…), les avis ont été plus ou moins favorables. *« Maintenant, on va dépouiller le questionnaire, c'est ce qui nous permet de faire le vrai bilan,* a expliqué Sylvain Chevalier. *Si le plat a obtenu plus de 70 % d'avis favorables il sera distribué nationalement, si on est entre 60 et 69 % on le retravaillera. »*

Un dispositif qui fait ses preuves, depuis 12 ans et permet d'innover en satisfaisant les enfants. *« Être dans cette création, ça change de notre quotidien »*, soulignait, de son côté, le chef de cuisine lunellois Nicolas Triat.

Elior, c'est près de 900 repas servis au quotidien

À SAVOIR L'équipe que dirige Richard Eyssette à la cuisine centrale de l'avenue Louis-Lumière est composée de 21 personnes, tous services confondus. Chaque jour, quelque 900 repas sont préparés par l'équipe qu'anime le chef de cuisine Nicolas Triat. Sont servis : neuf restaurants scolaires, le foyer du 3e âge, les sapeurs-pompiers ainsi que des citoyens par portage à domicile. Elior propose, en général, une animation par mois dans les cantines.

TEST CULINAIRE

Sur les chaines nationales et régionales

Retrouvez le reportage de France 3 sur le test culinaire d'Elior de ce 19 janvier 2022 à la minute 12'50 :



Edition du mardi 3 mai sur le 19h45 de M6



RESULTATS DU TEST CULINAIRE

- Salade daïkon râpé

Assaisonnement : vinaigre de riz, sucre, sel, eau et miel

=> Radis blanc d'hiver. Il est juteux, moins piquant que le petit radis ou radis noir

Bon à savoir : suite aux échanges avec les convives, nous avons retravaillé la recette en diminuant la quantité de vinaigre de riz et en augmentant légèrement la quantité de miel

- Salade daïkon râpé

Assaisonnement : miso, sauce soja, citron, huile, gingembre et eau

Bon à savoir : recette non validée car trop forte en assaisonnement

- Emincé végétarien blé et pois

Sauce blanquette + carotte vague

Bon à savoir : recette validée

- Patate douce + béchamel curcuma curry

Bon à savoir : suite aux échanges avec les convives, nous avons retravaillé la recette de la béchamel en diminuant les proportions d'épices

- Flageodingue

Bon à savoir : recette validée

- Moelleux :

- Moelleux fleurs de cerisier
- Moelleux cannelle, gelée de cardamome

=> Le fruit séché d'une plante herbacée vivace de la famille des gingembres = saveur subtilement citronnée et poivrée

Bon à savoir : recette validée

LES ANIMATIONS POUR LES

Tout-petits

Un package d'animations sur des thèmes phares ou ludiques



CALENDAIRE

- J'aime la galette
- C'est la chandeleur
- Joyeuses pâques

+



SAVEURS & DÉCOUVERTES

- Les cow-boys et les indiens
- Je découvre le vert

+



DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Les 4 saisons

LES AFFICHES ET ATTENTIONS CONVIVES

SAVEURS & DÉCOUVERTES







Une attention pour chaque convive : un coloriage



Pour chaque enfant :
Des tomates à colorier et à cueillir



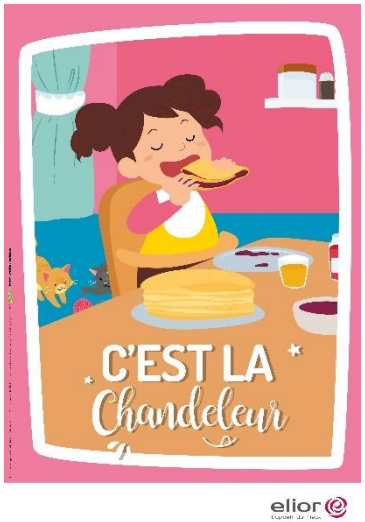
Une attention pour chaque convive :
Je fabrique mon cône de glace



LES AFFICHES ET ATTENTIONS CONVIVES

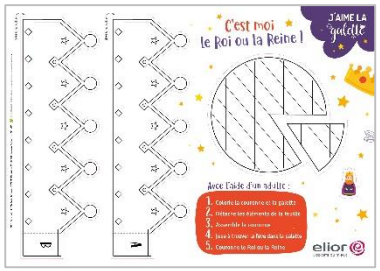
CALENDAIRE







Une attention pour chaque convive



Le jeu de la galette



Une crêpe à colorier et un puzzle recette à réaliser



Une coquetier à confectionner

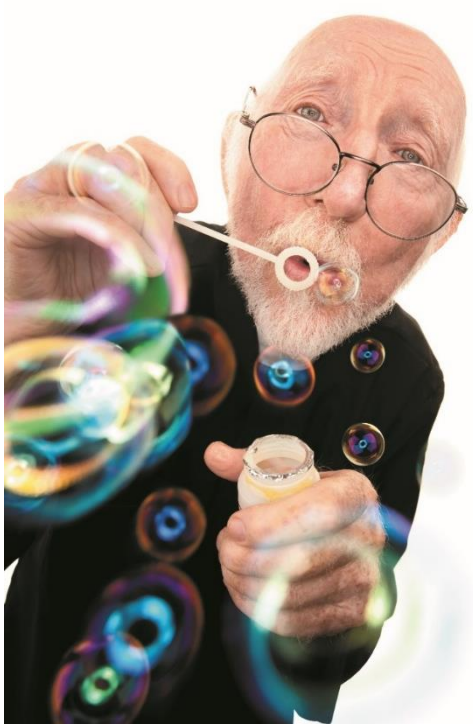
LES BANDES DÉCO



LES ANIMATIONS POUR LES SENIORS

Afin d'égayer leur quotidien,
Elior propose à ses convives séniors à domicile ou au Foyer du 3ème âge des **rendez-vous festifs et de découverte tout au long de l'année.**

Spécialités régionales, fêtes calendaires, saveurs d'antan… chaque animation est l'occasion pour eux de se régaler, se divertir et de stimuler leur mémoire.
A travers des menus à thème, des jeux et des petits cadeaux, les convives prennent du plaisir « et c'est tant mieux » !



LES ANIMATIONS POUR LES Seniors à domicile, Seniors en foyer,

Un package de 4 animations Calendaires, 2 animations Saveurs et Découvertes et 1 animation développement durable.

CALENDAIRES



- Epiphanie
- La chandeleur
- Pâques
- Le régal estival du chef

SAVEURS ET DÉCOUVERTES



- Italia Mamma mia
- La kermesse gourmande

DEVELOPPEMENT DURABLE



- La journée mondiale de l'abeille

UNE ATTENTION POUR TOUS Seniors à domicile

A chaque animation, Elior remet à chaque convive des cartes postales ou « la gazette gourmande Elior » qui allie jeux, découvertes et histoires…







… le repas devient fête !

LE PLAISIR DES PETITS CADEAUX

Seniors à domicile



Un joli petit sac en coton



Un trousse en coton



Un marque page

LES AFFICHES

Italia mamma mia





La kermesse gourmande





DES REPAS FESTIFS

➢ Pour les **adhérents du Foyer du 3ème âge**

Tout au long de l'année, **l'équipe de cuisiniers d'Elior** élabore des repas festifs et participe aux repas dansants, aux évènements calendaires (repas de la Saint Valentin, de Noël…) qui se déroulent à la salle Georges Brassens ou au Foyer du 3ème âge.



CALENDRIER DES ANIMATIONS DANS VOTRE VILLE

Convives	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Scolaire-CLSH	06/01 : la gourmande galette du chef	01/02 : Les festivités lunaires du chef 02/02 : C'est la chandeleur	04/04 : Saveurs d'outre mer 24 et 25/04 : Italia Mamma mia	14/04 : Les délicieuses pâques du chef 29/04 : Saveurs méditerranéennes	19 et 20/05 : La kermesse gourmande	23/06 : Le régal estival du chef	28/07 : les saveurs de la Belgique
Portage à domicile	01/01 : Meilleurs vœux 2022 06/01 : la gourmande galette du chef	02/02 : C'est la chandeleur	24 et 25/04 : Italia Mamma mia	17/04 : Les délicieuses pâques du chef	19/05 : la kermesse gourmande		14/07 : Joyeux 14 juillet 21/07 : Le régal estival du chef
Foyer du 3ème âge	06/01 : la gourmande galette du chef	02/02 : C'est la chandeleur	24/04 : Italia Mamma mia	14/04 : Les délicieuses pâques du chef	19/05 : la kermesse gourmande		21/07 : Le régal estival du chef
Association du Foyer du 3ème âges		16/02 : repas dansant de la Saint Valentin				04/06 : repas des portes ouvertes 21/06 : repas dansant	
Les Pompiers	01/01 : Meilleurs vœux 2022 06/01 : la gourmande galette du chef	01/02 : Les festivités lunaires du chef 02/02 : C'est la chandeleur	24 et 25/04 : Italia Mamma mia	17/04 : Les délicieuses pâques du chef	19/05 : la kermesse gourmande		14/07 : Joyeux 14 juillet 21/07 : Le régal estival du chef
Crèche	06/01 : J'aime la galette	02/02 : C'est la chandeleur	30/03 : Je découvre le violet	14/04 :Joyeuses Pâques		29/06 : Je découvre le rouge	28/07 : Je découvre le blanc

771

CONFÉRENCE À LA FOIRE DE PRINTEMPS MONTPELLIER

Le samedi 19 mars 2022, à l'occasion de la foire de printemps Montpellier, dédiée à la Green génération, Richard Eyssette, Directeur de la restauration, Isabelle Labbé, diététicienne, Patrice Chomienne et Sonia Mokkadem ont créé l'évènement autour du thème « Contre le gaspillage alimentaire dans les restaurants scolaires de Lunel ».

Présentation :

- ✓ Des concepts Elior pour l'autonomie de l'enfant, le Self qui fait grandir et pour les sensibiliser et responsabiliser au tri et au gaspillage, la table de tri et de débarrassage
- ✓ Des opérations « Chasse au gaspillage »
- ✓ De La formation du personnel : valorisation de la prestation alimentaire, être acteur de l'éducation au goût des enfants
- ✓ Du test culinaire

Et pour aller plus loin dégustation de muffins, de cookies et de purée de fruits réalisés avec l'atelier « Régaler plutôt que gaspiller »

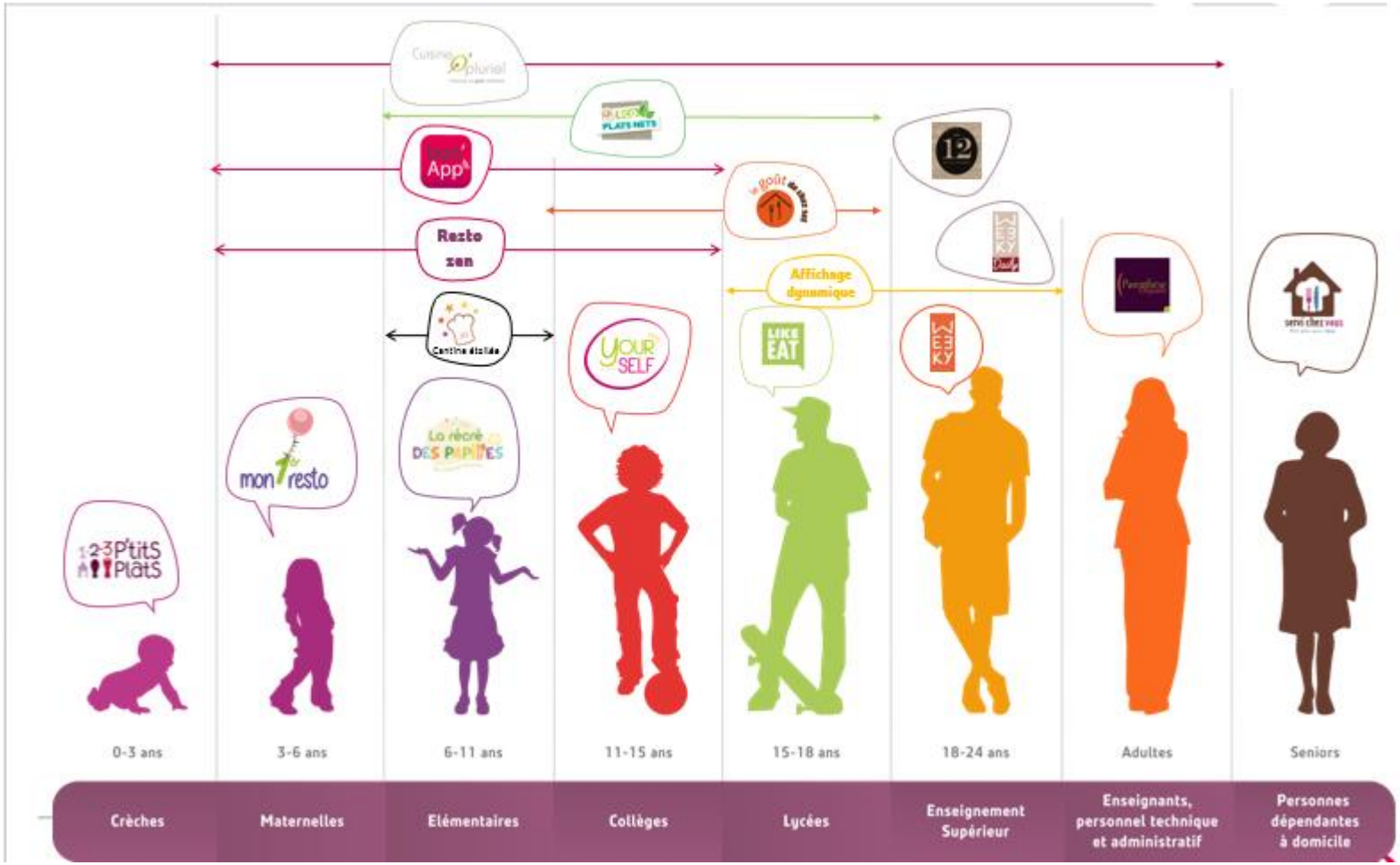
Peser, sensibiliser, évaluer pour lutter contre le gaspillage alimentaire



772

UNE RESTAURATION ADAPTEE A CHAQUE TRANCHE D'AGE

Pour accompagner les convives dans les différentes étapes d'une croissance harmonieuse, Elior a conçu des solutions de restauration adaptées à nos convives.



773

LE RESTAURANT DES TOUT-PETITS

Dans votre ville

- Pour les MATERNELLES

> Un parcours qui associe Self Service et Service à Table pour s'adapter à l'âge de l'enfant

> Une préparation à l'autonomie et développement de la motricité

> Une éducation au goût et aux bonnes pratiques alimentaires

> Un personnel formé et tourné vers le bien-être de l'enfant

>Une ambiance conviviale grâce à une signalétique pédagogique et colorée qui égaye et dynamise l'espace du restaurant

Le restaurant des tout-petits
à l'école Arc en Ciel



774

LE SELF QUI FAIT GRANDIR

Dans votre ville

- Pour les ELEMENTAIRES

le self qui fait grandir

> Apprentissage de l'autonomie et respect du rythme de chacun grâce :

- au choix piloté (2 entrées, 2 produits laitiers et 2 desserts nutritionnellement équivalents)

- à un parcours coordonné où l'enfant mange à son rythme

> Une sensibilisation au développement durable

> Des couleurs, de l'humour et de la convivialité au travers de petits personnages sympathiques

Concept installé aux restaurants du Lavoir, de Victor Hugo, de Louise Michel , de Mario Roustan et de Marie Curie







775

elior

TABLE DE TRI ET DE DEBARRASSAGE

Dans votre ville

- DEVELOPPEMENT DURABLE

> Un mobilier pour trier les déchets et débarrasser son plateau

> Le principe : isoler et revaloriser les déchets

> Un emplacement pour débarrasser chaque composante du plateau

> Une signalétique qui explique comment débarrasser le plateau

> Possibilité : la pesée des déchets et affichage du poids des déchets jetés

> Un concept adapté à une ergonomie du poste de travail pour le personnel de service

Sensibiliser et responsabiliser les convives élémentaires au tri et au gaspillage alimentaire dans les restaurants du Lavoir, Mario Roustan, Marie Curie, Louise Michel et Victor Hugo







776

L'APPLICATION KOOKIZ

Dans votre ville

- DEVELOPPEMENT DURABLE



Pour l'ensemble des RESTAURANTS SCOLAIRES

KOOKIZ la 1ère tablette connectée qui simplifie la vie des restaurants

Un outils moderne et performant qui permet grâce à ses applications:

> Une gestion dématérialisée du Plan de Maîtrise Sanitaire

> Un e-pointage des enfants présents à la restauration

> Le pointage de l'Observatoire du goût

Zéro papier, maîtrise de la sécurité alimentaire, alerte automatique en cas de non-conformité, archivage automatique sur le Cloud



777

LA RESTAURATION DES SENIORS A DOMICILE

Dans votre ville

- **Restauration des SENIORS A DOMICILE**

> Elior Restauration a conçu **SERVI CHEZ VOUS**, son offre de service de repas à domicile pour les personnes âgées.

SERVI CHEZ VOUS, c'est :

- Une offre alimentaire au goût des personnes âgées
  - Des recettes 100 % dédiées aux seniors
  - Des plats du terroir et des desserts gourmands
- Des attentions et des animations régulières
- Un conditionnement valorisant
- Des outils de communication et d'information

Plaisir et petites attentions :
des repas au goût des seniors à domicile



BON'APP, UNE APPLICATION POUR LES FAMILLES

Les familles peuvent consulter les menus de leurs enfants sur leur smartphone, web et tablette.

Cette application offre de nombreux avantages :

> Légende dynamique pour mieux connaître la qualité, l'origine des plats et les informations liées aux 14 allergènes majeurs introduits volontairement dans nos préparations.

> Actualité des restaurants

> Impression : les menus sont enregistrables et imprimables sur 4 semaines

Cette application permet également de consulter ses factures de restauration scolaires et de régler en ligne en quelques clics.

https://bonapp.elior.com

téléchargeable gratuitement dans les stores : Google et Apple.

Aujourd'hui, Bon'App est déployé dans de nombreux établissements scolaires

bon' App

779

BON'APP, DANS VOTRE VILLE

Dans votre ville

Des permanences

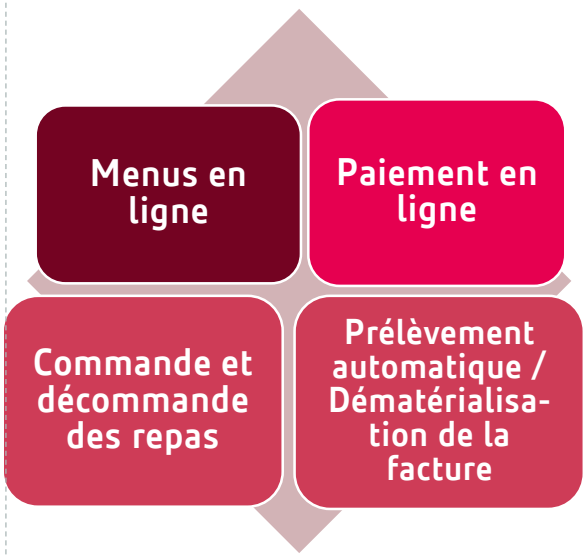
Nadine LUBRANO, Responsable Encaissements Elior, accueille dans les locaux du Service Jeunesse, les familles dont les enfants déjeunent dans les restaurants scolaires de la Ville de Lunel, le personnel municipal et les personnes âgées qui prennent leur repas au restaurant du « Foyer du 3ème âge ».

En période scolaire, la permanence se déroule le lundi de 14h à 17h et le mardi et jeudi de 8h30 à 11h.
Pendant les vacances scolaires, une permanence est assurée tous les lundis de 9h à 12h, excepté du 14 juillet au 15 août.

Madame LUBRANO gère la perception auprès des usagers, renseigne les familles sur le fonctionnement de la restauration et sur l'état de leur compte famille.

Tous les matins, à 8h00, elle transmet par messagerie électronique, aux treize écoles de la ville de Lunel, la liste des enfants qui doivent prendre leur repas au restaurant scolaire.

Une écoute active



780

2.3 L'ENGAGEMENT DE NOS ÉQUIPES

DES FEMMES ET DES HOMMES PASSIONNES

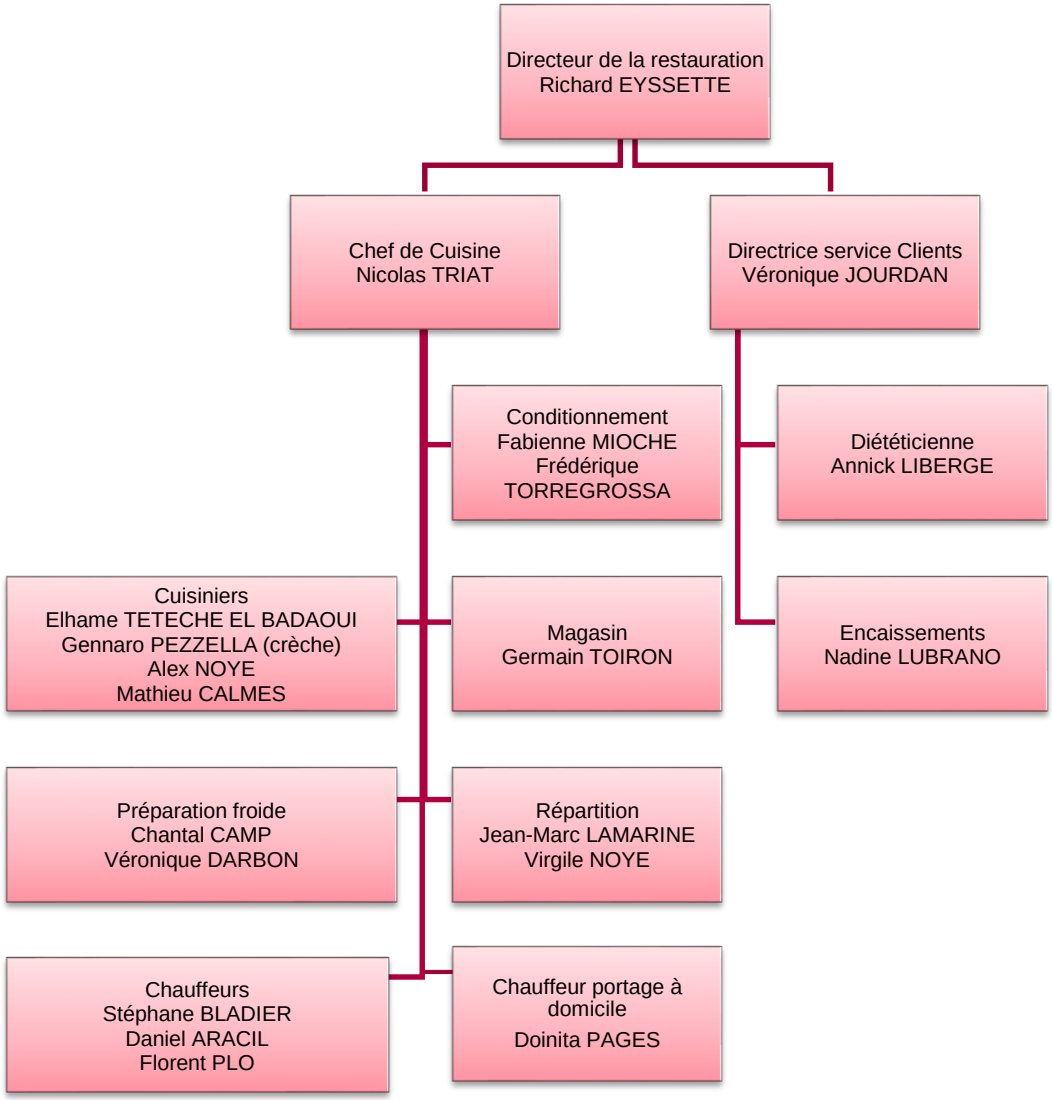
- Elior France Enseignement s'est développé grâce aux talents et aux compétences de ses collaborateurs
- Notre première force, ce sont les hommes et les femmes qui composent notre entreprise. Ils exercent un métier noble, puisqu'ils travaillent quotidiennement au service des enfants
- Notre politique de ressources humaines, axée sur la formation et la promotion interne, contribue à valoriser et renforcer les compétences de chacun
- Signataire de la Charte de la Diversité et de la Charte pour l'Égalité des Chances dans l'Éducation, nous nous engageons à refléter la diversité de la société dans laquelle nous sommes implantés

Nos collaborateurs sont nos meilleurs ambassadeurs



782

ORGANIGRAMME DE LA CUISINE CENTRALE



783

NOTRE POLITIQUE DE FORMATION

Chez Elior, nous sommes convaincus que l'investissement pour le développement professionnel des collaborateurs contribue à leur motivation et participe activement à la qualité des prestations.

Ainsi, nous garantissons un accès à la formation à tous nos collaborateurs, avec un seul objectif : aider les équipes à développer leurs compétences !

C'est donc tout naturellement que l'Académie By Elior a été créée.

Promouvoir le parcours et les compétences de chacun de ses collaborateurs

Notre démarche, est certifiée OPQF et s'appuie sur 4 engagements que nous prenons au profit de nos équipes et de nos clients :

- mieux se nourrir, axé sur les techniques culinaires et l'hygiène alimentaire,
- mieux vivre ensemble, sur les sujets de management et de développement personnel,
- mieux agir pour la société, autour de la Responsabilité Sociétale des Entreprises,
- mieux optimiser son budget, sur les thématiques de gestion.



784

LE SUIVI DU PERSONNEL DE SERVICE VILLE

Chaque jour scolaire, notre Responsable Service Clients est à l'écoute du personnel de service de la Ville de Lunel.
Elle se rend sur un ou plusieurs restaurants scolaires au moment du repas pour se rendre compte du bon déroulement du service, que les méthodes H.A.C.C.P. et les règles d'hygiène soient bien respectées.

C'est aussi l'occasion de rencontrer les enfants et de les interroger directement sur les prestations alimentaires servies.

Un suivi au quotidien, auprès du personnel de service



785

2.4 NOS ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

LA STRATÉGIE RSE DU GROUPE ELIOR : LE POSITIVE FOODPRINT PLAN

Chaque jour, nos équipes servent 4,4 millions de convives dans 15 pays. Cela nous donne la responsabilité d'apporter nos solutions aux problématiques sur lesquelles nous pouvons avoir un impact positif :

- les problématiques de santé publique liées à l'alimentation,
- la gestion des problèmes environnementaux causés par l'agriculture,
- la réduction du gaspillage alimentaire ou la création d'emplois qualifiés.



THE ELIOR GROUP
POSITIVE FOODPRINT PLAN

Avec notre stratégie RSE (responsabilité sociétale de l'entreprise) baptisée Elior Group Positive FoodPrint Plan™, nous voulons laisser une empreinte positive du champ à la fourchette, en lien avec nos fournisseurs, clients, convives et collaborateurs.
Ce plan repose sur quatre engagements qui couvrent l'ensemble de notre chaîne de valeur, des approvisionnements durables de nos ingrédients aux choix sains et innovants que nous proposons à nos convives, de notre manière de réduire le gaspillage alimentaire à notre façon d'aider nos collaborateurs à réaliser leur potentiel.

787

THE ELIOR GROUP
POSITIVE FOOTPRINT PLAN
POUR UNE EMPREINTE ALIMENTAIRE POSITIVE

4 ENGAGEMENTS, 4 OBJECTIFS






Réponse Elior Group

DES CHOIX BONS POUR LA SANTÉ

Aider nos convives à préserver leur santé en leur proposant des choix sains et en les sensibilisant.

100 % de nos convives seront à même de choisir des aliments sains et bons, d'ici 2025.

DES INGRÉDIENTS DURABLES

Rendre nos ingrédients plus responsables en optimisant nos approvisionnements.

10 de nos principales filières de produits répondront à nos critères d'approvisionnement durable et local, d'ici 2025.

UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Lutter contre le gaspillage (alimentaire ou autre) grâce à l'innovation et aux partenariats, afin de contribuer à une économie circulaire.

100 % de nos déchets alimentaires seront valorisés, d'ici 2025.

DES ÉQUIPES ET COMMUNAUTÉS DYNAMIQUES

Créer et promouvoir des emplois de proximité ouverts à tous et aider nos collaborateurs à réaliser leur potentiel.

70 % de nos managers seront issus de promotions internes, afin de contribuer à leur développement et à la diversité, d'ici 2025.

LE POSITIVE FOODPRINT PLAN

> En sensibilisant les enfants à l'apprentissage d'une alimentation saine, nous avons un rôle clé à jouer en les aidant à en comprendre tous les bénéfices pour leur santé.
> Nous devons innover en permanence pour continuer à les surprendre et à leur faire plaisir avec nos menus. Cela passe notamment par l'introduction de menus végétariens ou végétaliens, ou encore à base de protéines végétales, parce que c'est aussi bon pour les enfants que pour l'environnement.

Dans votre ville

Depuis décembre 2019, mise en place d'un menu végétarien par semaine sur le temps scolaire.





789

LE POSITIVE FOODPRINT PLAN

> Concevoir des offres responsables, c'est s'approvisionner en réduisant notre impact sur l'environnement.

> Privilégier les fournisseurs locaux et bio, sélectionner des produits de saison... Et sensibiliser nos convives aux ingrédients responsables.

> C'est aussi forger des relations durables avec nos fournisseurs et nos producteurs pour les aider à répondre à nos critères. Nous ciblons ainsi des filières de produits, avec des préoccupations comme le bien-être animal, le développement d'une pêche responsable ou l'usage réduit des pesticides.

DES INGRÉDIENTS DURABLES



Dans votre ville

- Des produits locaux et issus de l'agriculture raisonnée dans les menus sous forme de fruits et de légumes
- 1 composante bio par repas pour les scolaires et les centres de loisirs
- Des poissons issus d'une pêche responsable dans les menus
- Du pain de fabrication artisanale
- La suppression d'espèces de poissons en voie de disparition ou de la réduction de la fréquence dans les menus

790

LE POSITIVE FOODPRINT PLAN

> Nous cherchons par tous les moyens à réduire notre empreinte environnementale, de notre consommation d'eau à nos émissions de CO2, de la logistique au gaspillage alimentaire.

> Le gaspillage alimentaire ne se limite pas à la dilapidation de précieuses ressources naturelles ; il contribue également au réchauffement climatique si les déchets arrivent jusqu'à la décharge.

UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE



Dans votre ville

- Depuis septembre 2015, l'utilisation de barquettes biodégradables
- Table de tri et de débarrassage dans les restaurants scolaires de Mario Roustan, Victor Hugo, Marie Curie, Le Lavoir, Louise Michel
- Le tri sélectif à la cuisine centrale :
    - Recyclage des cartons par la société Nicollin,
    - des palettes et des cagettes,
    - des boites métalliques
- Valorisation des bio déchets par compostage à la cuisine centrale
- Véhicules propres : 1 camion EURO EVV et 1 véhicule électrique

791

LE POSITIVE FOODPRINT PLAN

Nous agissons pour :

> Garantir la santé et la sécurité de nos collaborateurs.

> Développer les compétences de nos collaborateurs pour encourager la promotion interne.

> S'élever contre la discrimination.

> Contribuer au développement des communautés locales.

Dans votre ville

En 2022
- 1 point sécurité mensuel
- 1 salarié en situation de Handicap



LE POSITIVE FOODPRINT PLAN

> Depuis 2001, Elior s'engage dans la réduction de son empreinte écologique et agit en faveur de l'environnement. A ce titre, un programme d'actions autour de priorités telles que la gestion des déchets, les achats responsables ou l'éducation au développement durable relaie cet engagement de restaurateur responsable tout au long de l'année.

> Participant à la Semaine Européenne du Développement Durable, adhérent au Pacte Mondial depuis 2004, au Comité 21 depuis 2011, restaurateur officiel de la COP 21, Elior se positionne comme le restaurateur de référence en matière de Durabilité.

UNE EMPREINTE POSITIVE DU CHAMP A L'ASSIETTE , en lien avec nos fournisseurs, clients, convives et collaborateurs

THE ELIOR GROUP
POSITIVE FOODPRINT PLAN

793



–3–

LES ELEMENTS TECHNIQUES

3.1. LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT ET DE RENOUVELLEMENT DU MATÉRIEL

3.2. LA MAINTENANCE

3.3. LES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

794

3.1. LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT ET DE RENOUVELLEMENT DU MATÉRIEL

VALORISATION DES MATERIELS

Mis en place sur les restaurants au cours de la période du 1er janvier au 31 juillet 2022

Nom du restaurant	Date	Type de matériel	Fournisseur	Montant en € HT
Pont de vesse	03/02/2022	Lave vaisselle frontal FURNOTEL	F.C.C.	2 415,10
	07/02/2022	Congélateur table top cool head	F.I.CO.M.E.C.	525,00
			Total	**2 940,10**

Les investissements réalisés au cours de la période du 1er janvier au 31 juillet 2022 sont évalués à 2 940,10 € et en cumul depuis le démarrage du contrat, ils sont valorisés à 24 905,75 €

TABLEAU DE SUIVI DE LA PROVISION DE RENOUVELLEMENT A FIN JUILLET 2022

		Suivi Provision de Renouvellement des Offices	Total des Provisions de Renouvellement
Cumul au 31/12/2018	Renouvellements au 31/12/2018	977,32	977,32
	Montant payé par la ville en 2018	5 038,18	5 038,18
Cumul au 31/12/2019	Renouvellements cumulés au 31/12/2019	14 878,27	14 878,27
	Montant payé par la ville cumul au 31/12/2019	17 742,53	17 742,53
Cumul au 31/12/2020	Renouvellements cumulés au 31/12/2020	16 099,59	16 099,59
	Montant payé par la ville cumul au 31/12/2020	26 684,79	26 684,79
Cumul au 31/12/2021	Renouvellements cumulés au 31/12/2021	21 965,65	21 965,65
	Montant payé par la ville cumul au 31/12/2021	38 624,52	38 624,52
Cumul au 31/07/2022	Renouvellements cumulés au 31/07/2022	24 905,75	24 905,75
	Montant payé par la ville cumul au 31/07/2022	46 391,72	46 391,72

Les renouvellements réalisés durant le contrat de DSP 2018/2022 sont inférieurs au montant payé par la ville.
La somme due par Elior s'élève à 21 485,97 € HT soit 22 667,70 € TTC

797

3.2. LA MAINTENANCE

LES CONTRATS D'ENTRETIEN

Contrats d'entretien facturés sur la période du 1er janvier au 31 juillet 2022

Date	Type de contrat	Fournisseurs	Montant en € HT
29-oct.-21	Dégraissage des hottes - Crèche "Le Manège Enchanté"	Sté STERM	150,00
Entretien annuel fait en décembre 2021	Installations frigorifiques	F.C.C.	1 164,00
30/08/2021 (facture annuelle)	Dératisation-désinsectisation des offices	RENTOKIL	990,00
Total			**2 304,00**

L'ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS

Sur les offices du 1er janvier au 31 juillet 2022

Nom du restaurant	Montant en € HT
Henri de Bornier	57,00
Jacques Brel	57,00
Louise Michel	317,39
Marie Curie	309,36
Mario Roustan	238,50
Le Parc/le Lavoir	545,00
Pont de vesse	464,34
Victor Hugo	173,50
Le Foyer du 3ème âge	175,70
Crèche municipale "Le Manège Enchanté"	232,80
Total	**2 570,59**

800

3.3. LES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

LES CONTRATS SOUSCRITS PAR ELIOR

Liste des biens loués :	Nom du prestataire :
Camions réfrigérés	PETIT FORESTIER
Véhicule de fonction	ARVAL / PARCOURS
Véhicule de service électrique	PARCOURS
Contrats de prestations :	**Nom du prestataire :**
Maintenance	
Sécurité règlementaire (électricité, gaz, plateforme)	QUALICONSULT

802



–4–

ANNEXES

803

ELIOR GROUP

Gagner chaque jour la confiance de nos convives en leur garantissant une alimentation saine, savoureuse et responsable, et prendre soin des sites et des environnements de nos clients grâce à nos activités de services en France.

Notre ambition est de réinventer notre métier de restaurateur social pour être en capacité de répondre à trois préoccupations majeures de nos convives : est-ce que ce que je mange est sain et savoureux, est-ce **bon pour moi** ? Est-ce que mon moment de restauration sera aussi un moment de plaisir et de convivialité, **bon pour nous** ? Enfin, quel sera l'impact de mon acte de consommation, sera-t-il **bon pour tous** ?

Sur ces engagements fondamentaux que sont la santé et le bien-être, le plaisir, et le respect de l'environnement et des communautés, des plans d'action sont engagés sur tous nos marchés et dans tous les pays où Elior est implanté.

ELIOR GROUP EN BREF

4 millions
de convives chaque jour

6
pays

22 700
restaurants et points de vente

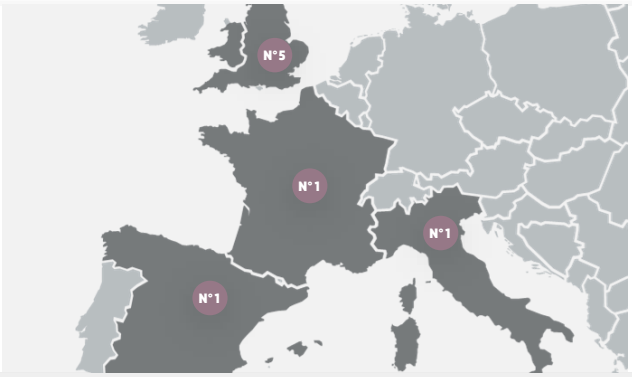
105 000
collaborateurs et collaboratrices

4 Md€
de chiffre d'affaires

2 300
sites gérés par Elior Services

FORTE PRÉSENCE DANS 6 PRINCIPAUX PAYS

EUROPE



N°1 En restauration collective & en hôtellerie de santé en France

N°1 En restauration collective en Espagne

N°1 En restauration collective en Italie

N°5 En restauration collective au Royaume-Uni

AMÉRIQUE DU NORD



N°5 En restauration collective aux États-Unis

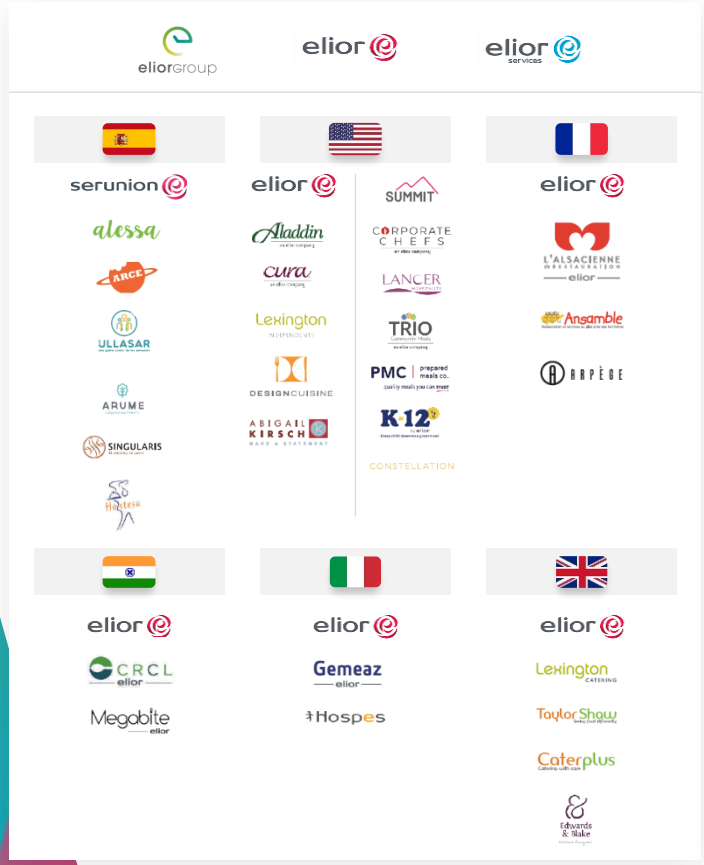
ASIE



N°3 En restauration collective en Inde

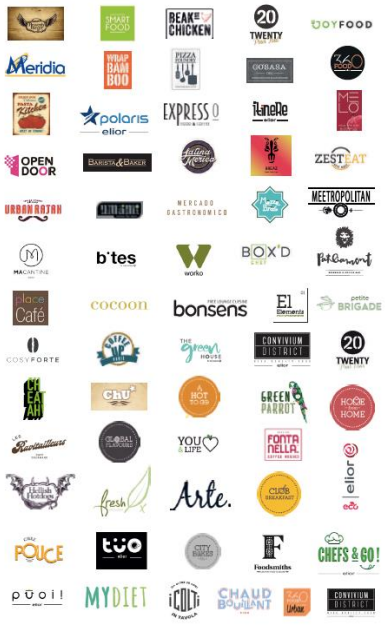
N°2 Pure player dans le monde

NOS MARQUES



NOS MARQUES EN RESTAURATION

Entreprises



Santé



Marques en franchise

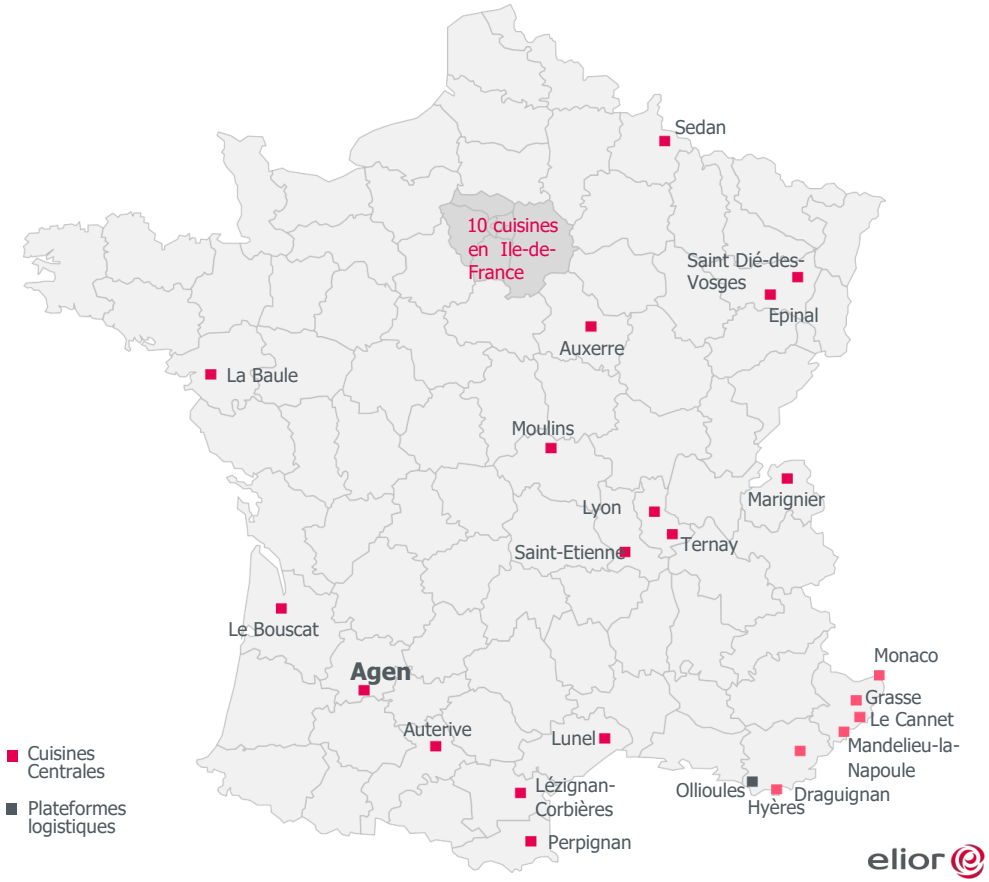


Éducation



Nos ateliers culinaires, une expertise Elior

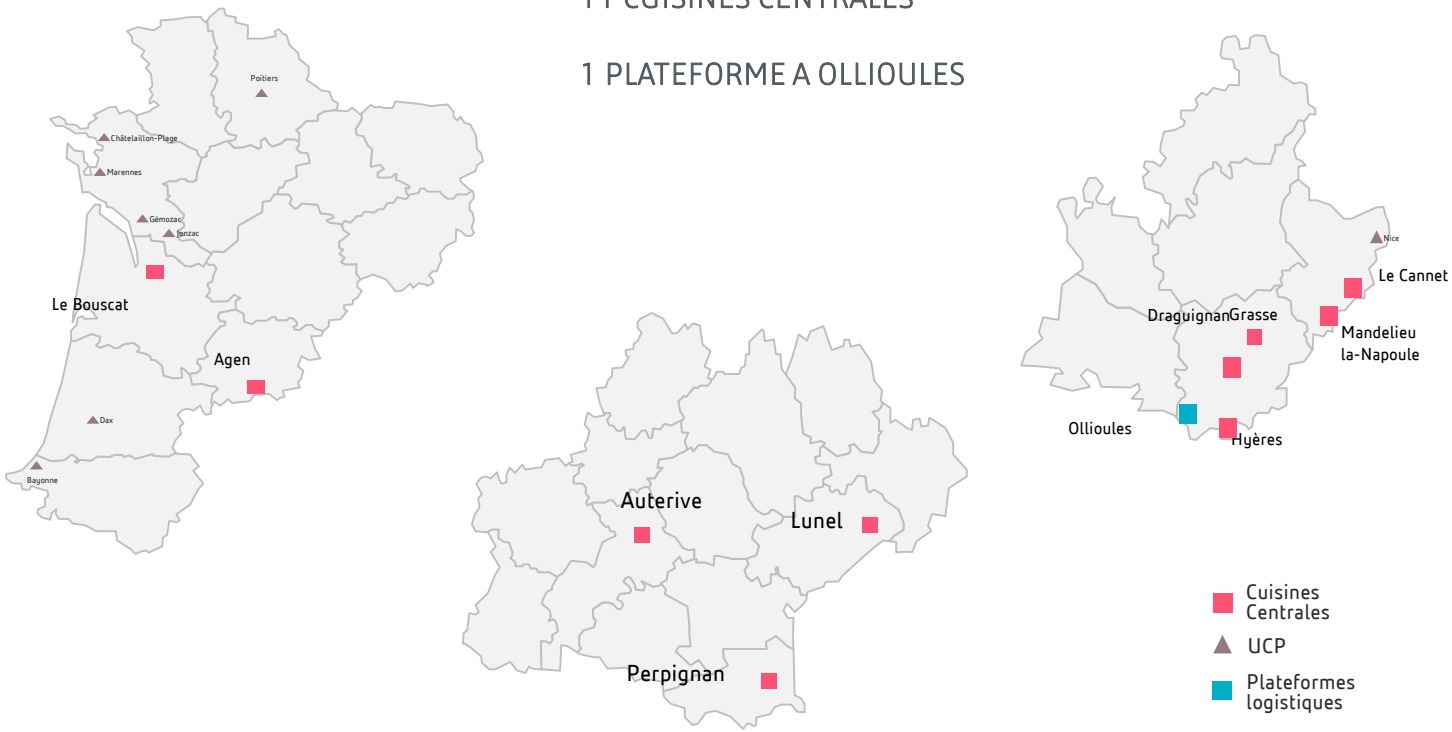




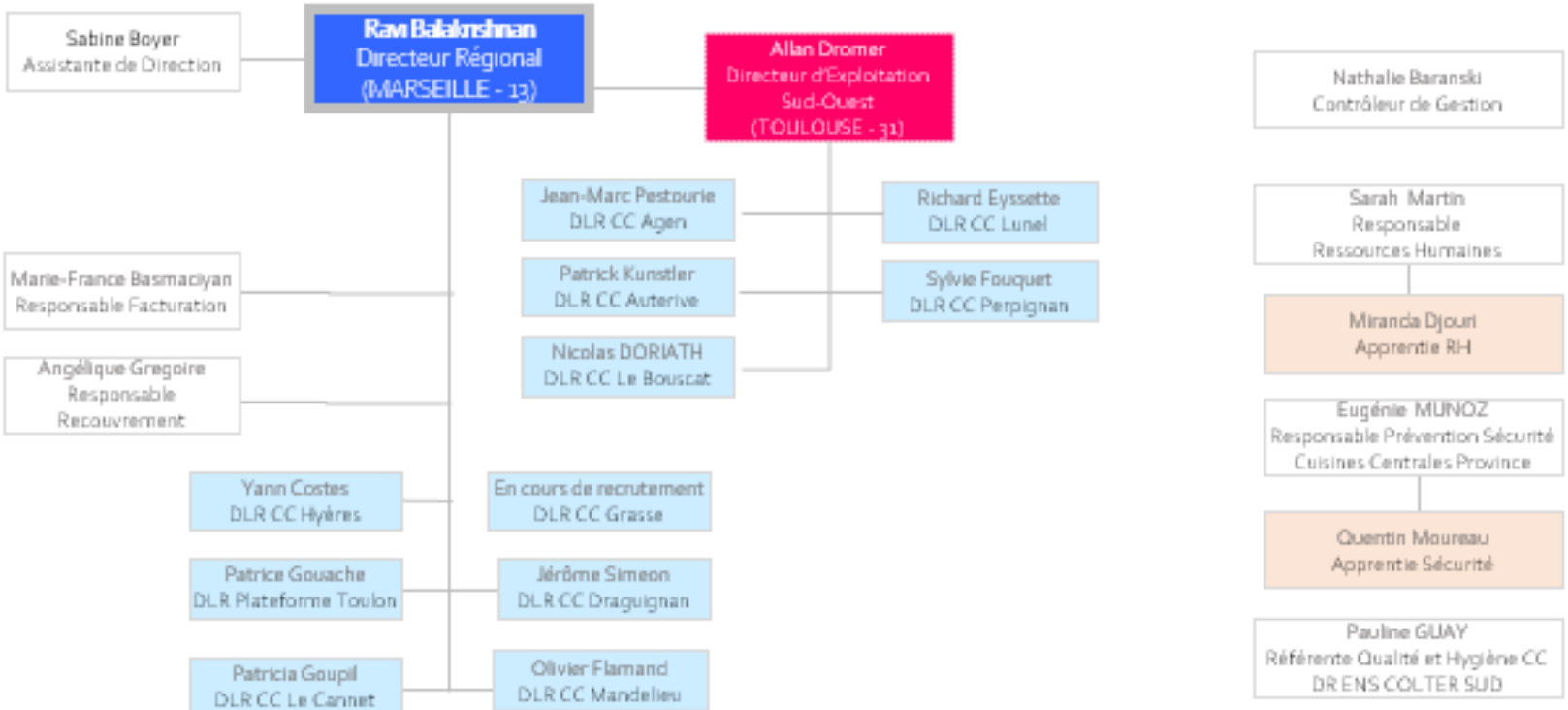
LA DIRECTION CUISINES CENTRALES SUD

11 CUISINES CENTRALES

1 PLATEFORME A OLLIOULES



ORGANIGRAMME DE LA DIRECTION CUISINES CENTRALES SUD



DÉTAIL DE LA MAINTENANCE DU MATERIEL DES OFFICES

Entretien des équipements des offices au cours de la période du 1er janvier au 31 juillet 2022

Nom du restaurant	Date	Type d'intervention	Fournisseur	Montant en € HT
Henri de Bornier	17/02/2022	Pose de deux porte-savons	F.C.C.	57,00
Jacques Brel	17/02/2022	Pose de deux porte-savons	F.C.C.	57,00
Louise Michel	15/12/2021	**Adoucisseur manuel :** il ne se ferme plus. Détection de l'anomalie : le joint du couvercle de l'adoucisseur est tombé dans l'appareil. Remise en place du joint sur le couvercle.	F.C.C.	93,50
	03/02/2022	**Plonge** : remplacement du flexible de douchette	F.C.C.	134,84
	09/02/2022	**Adoucisseur manuel** : remplacement du joint torique suite à l'intervention du 15/12/2021	F.C.C.	32,05
	17/02/2022	Pose de deux porte-savons	F.C.C.	57,00
Marie Curie	11/01/2022	**Plonge** : constatation de vétusté de la douchette suite à une importante fuite d'eau lors de son utilisation	F.C.C.	28,50

811

DÉTAIL DE LA MAINTENANCE DU MATERIEL DES OFFICES

Entretien des équipements des offices au cours de la période du 1er janvier au 31 juillet 2022...(suite)

Nom du restaurant	Date	Type d'intervention	Fournisseur	Montant en € HT
Marie Curie (suite)	21/01/2022	**Plonge** : remplacement de la poignée de douchette	F.C.C.	175,12
	21/01/2022	**Plonge** : remplacement du flexible de la douchette	F.C.C.	41,34
	21/06/2022	**Armoire positive HOSHIZAKI** : suite à l'affichage d'un défaut de fonctionnement, nettoyage au jet du condenseur et du filtre	FICOMEC	64,40
Mario Roustan	23/12/2021	**Plonge** : joint silicone refait entre la table de la plonge et le mur, rebouchage d'un trou et resserrage de la douchette	F.C.C.	28,00
	17/02/2022	Pose de deux porte-savons	F.C.C.	57,00
	11/04/2022	**Plonge** : suite à une fuite d'eau sur la colonne de douchette, resserrage de tous les raccords et contrôle de l'étanchéité	F.C.C.	122,00
	28/06/2022	**Armoire positive HOSHIZAKI** : suite à l'affiche d'un défaut de fonctionnement, nettoyage du condenseur et du filtre	FICOMEC	31,50

812

DÉTAIL DE LA MAINTENANCE DU MATERIEL DES OFFICES

Entretien des équipements des offices au cours de la période du 1er janvier au 31 juillet 2022...(suite)

Nom du restaurant	Date	Type d'intervention	Fournisseur	Montant en € HT
Parc/le Lavoir	24/11/2021	**Plonge :** suite à une fuite d'eau sur la douchette, remplacement des joints aux extrémités du flexible	F.C.C.	93,50
	11/01/2022	**Four électrique BOURGEAT :** problème de fermeture de la porte, constatation de déformation de la porte	F.C.C.	122,00
	21/04/2022	**Four électrique BOURGEAT :** problème de fermeture de la porte, réglage du niveau du four, du niveau de la porte avec la charnière basse et de la gâche	F.C.C.	28,50
	21/04/2022	**Lave vaisselle à capot** : contrôle des résistances de lavage et de rinçage, des températures de lavage et de rinçage, du fonctionnement des pompes de produit, des niveaux de produit, de l'état des crépines de durites de produits. Contrôle général	F.C.C.	122,00
	10/05/2022	**Plonge :** remise en place de la colonne de douchette démanché du robinet puis contrôle de l'étanchéité	F.C.C.	28,50

DÉTAIL DE LA MAINTENANCE DU MATERIEL DES OFFICES

Entretien des équipements des offices au cours de la période du 1er janvier au 31 juillet 2022...(suite)

Nom du restaurant	Date	Type d'intervention	Fournisseur	Montant en € HT
Parc/le Lavoir (suite)	13/05/2022	**Lave vaisselle à capot :** problème de séchage de la vaisselle. Contrôle des niveaux de produits, des résistances et de la température de lavage et rinçage. Prévoir le remplacement des durites de produits	F.C.C.	122,00
	13/05/2022	**Four électrique BOURGEAT :** problème de fermeture de la porte. Réglage de la porte. Prévoir le remplacement du système de poignée complet	F.C.C.	28,50
Pont de vesse	24/11/2021	**Lave vaisselle frontal HOBART** : affichage d'un défaut de fonctionnement. Contrôle de l'ensemble de la machine. Réserve sur la carte électronique	F.C.C.	122,00
	15/12/2021	**Lave vaisselle frontal HOBART** : affichage du même défaut de fonctionnement. Prévoir le remplacement de la carte électronique	F.C.C.	150,50
	17/02/2022	Pose d'un porte-savons	F.C.C.	28,50
	21/02/2022	**Plonge** : suite à une fuite d'eau, remplacement du flexible de la douchette	F.C.C.	163,34

814

DÉTAIL DE LA MAINTENANCE DU MATERIEL DES OFFICES

Entretien des équipements des offices au cours de la période du 1er janvier au 31 juillet 2022...(suite)

Nom du restaurant	Date	Type d'intervention	Fournisseur	Montant en € HT
Victor Hugo	09/02/2022	**Meuble chaud** : remplacement de la fiche étanche et mise en place d'une prise d'alimentation pour le micro-onde	F.C.C.	116,50
	17/02/2022	Pose de deux porte-savons	F.C.C.	57,00
Foyer du 3ème âge	17/02/2022	Pose d'un porte-savons	F.C.C.	63,50
	31/05/2022	**Machine à café ANIMO** : remplacement du bouton marche/arrêt	F.C.C.	112,20
Crèche « Le Manège Enchanté »	16/03/2022	**Mixer plongeant cuisine robot :** cordon et bouchons livrés pour remplacement	F.C.C.	57,00
	10/05/2022	**Four électrique cuisine HOUNO** : remplacement du tuyau de vidange et du joint silicone sur la rigole de récupération d'eau de la porte	F.C.C.	175,80
			Total de l'entretien des équipements des offices	**2 570,59**

FACTURES DE RENOUVELLEMENT DU MATERIEL DES OFFICES

816

MERCI DE VOTRE ATTENTION



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

Ville de LUNEL

Du 1er août au 31 décembre 2022

lunel
www.lunel.com

elior

Sommaire

P- 06 1. LES ELEMENTS QUANTITATIFS ET FINANCIERS

1.1. La fréquentation
1.2. L'activité économique
1.3. Les flux financiers avec la ville

P- 30 2. LA QUALITÉ DE NOTRE SERVICE

2.1. La qualité et la sécurité des Repas
2.2. La satisfaction des Convives
2.3. L'engagement de nos Équipes
2.4. Nos engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises

P-116 3. LES ELEMENTS TECHNIQUES

3.1. Le programme d'investissement et de renouvellement du matériel des offices
- Factures de renouvellement du matériel des offices
- Tableau de suivi de la provision de renouvellement

3.2. La maintenance
3.3. Les engagements pluriannuels

P-126 4. LES ANNEXES

Détail de la maintenance du matériel des offices



INTRODUCTION

INTRODUCTION



Notre passion, à votre service.

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-présent le rapport annuel d'activité de la Délégation de Service Public de la restauration scolaire et municipale de la **ville de LUNEL pour la période du 1er août au 31 décembre 2022**.

La présentation de ce document répond aux exigences du Code de la commande publique.

Les articles L3131-5 et R3131-2 à- 4 du code de la commande publique rappellent que le concessionnaire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité concédante un rapport comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Par ailleurs , ce rapport doit faire l'objet d'un examen par la commission consultative des services publics locaux conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales.

Nous espérons avoir répondu à vos attentes et nous vous prions de croire notre engagement permanent pour que la qualité du service de restauration de votre ville soit à la hauteur de la confiance que vous nous accordez.

821

INTRODUCTION



Nous cherchons chaque jour à mériter
davantage votre confiance.

Nous avons ainsi mis en place la démarche Elior Proximity, gage de notre engagement quotidien à vos côtés.

Elior Proximity, c'est :

- un projet d'accompagnement entièrement dédié,

l'intégration de vos particularités et de vos besoins, analysés et partagés ensemble,

des rituels de rencontres et d'échanges tout au long de notre collaboration.

Notre engagement :

- maintenir une qualité de relation contractuelle optimale,

et être toujours plus proactif dans notre rôle d'accompagnement et de conseil.

La notion de proximité s'inscrit dans notre vision de marque globale,
axée sur le professionnalisme, l'écoute, et l'action.

822



–1–

LES ELEMENTS QUANTITATIFS ET FINANCIERS

1.1 LA FREQUENTATION

1.2 L'ACTIVITE ECONOMIQUE

1.3 LES FLUX FINANCIERS AVEC LA VILLE

823

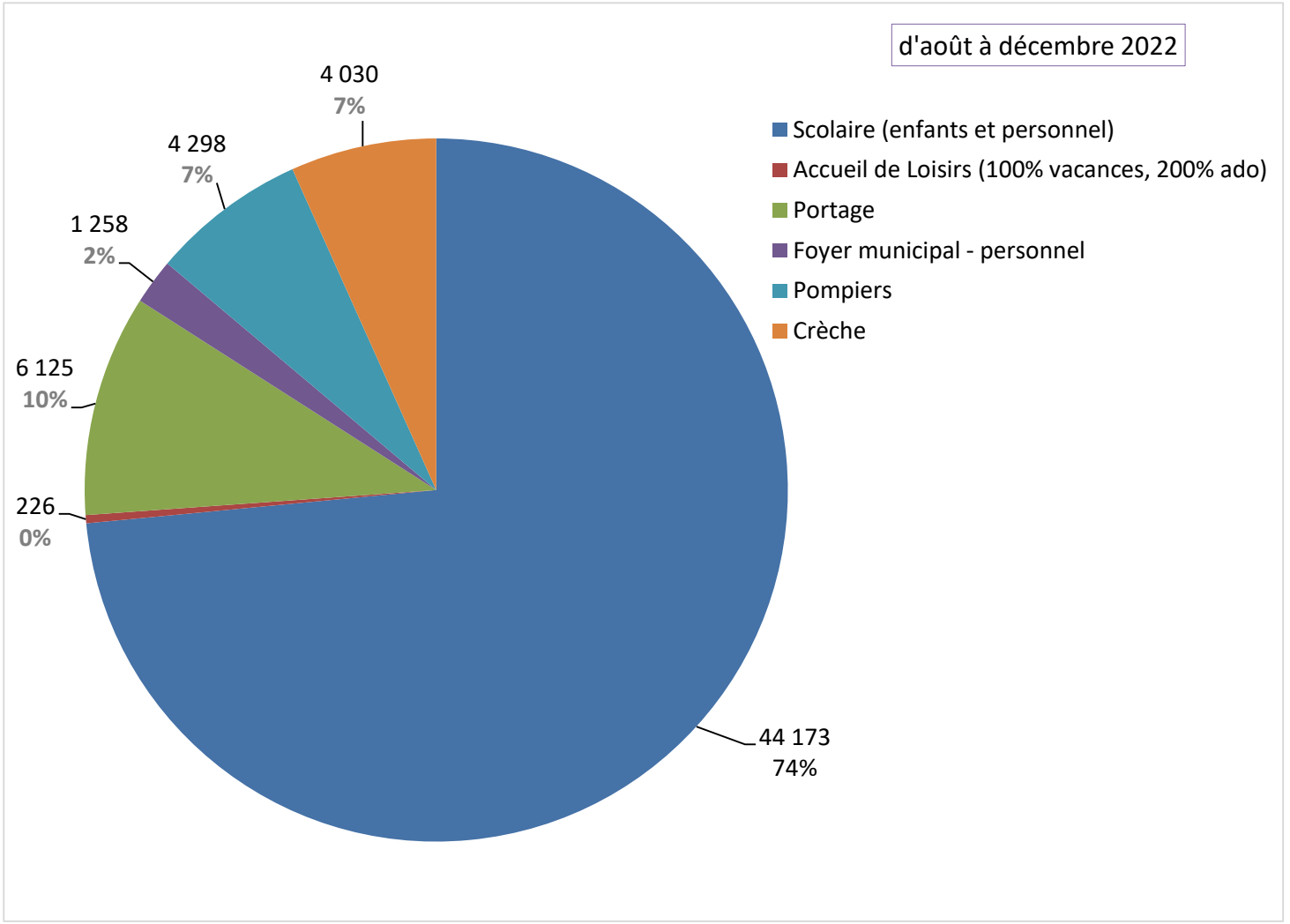
1.1. LA FRÉQUENTATION

REPAS FACTURÉS PAR CATÉGORIE DE CONVIVES ET PRESTATIONS

	d'août à décembre 2022
Scolaire (enfants et personnel)	44 173
Accueil de Loisirs (100% vacances, 200% ado)	226
Portage	6 125
Foyer municipal - personnel	1 258
Pompiers	4 298
Crèche	4 030
Total Repas	**60 110**
Autres Prestations (Collations)	5 239

825

LA RÉPARTITION DE LA FRÉQUENTATION PAR NATURE DE CONVIVES



REPAS FACTURÉS PAR CATÉGORIE DE CONVIVES ET PRESTATION

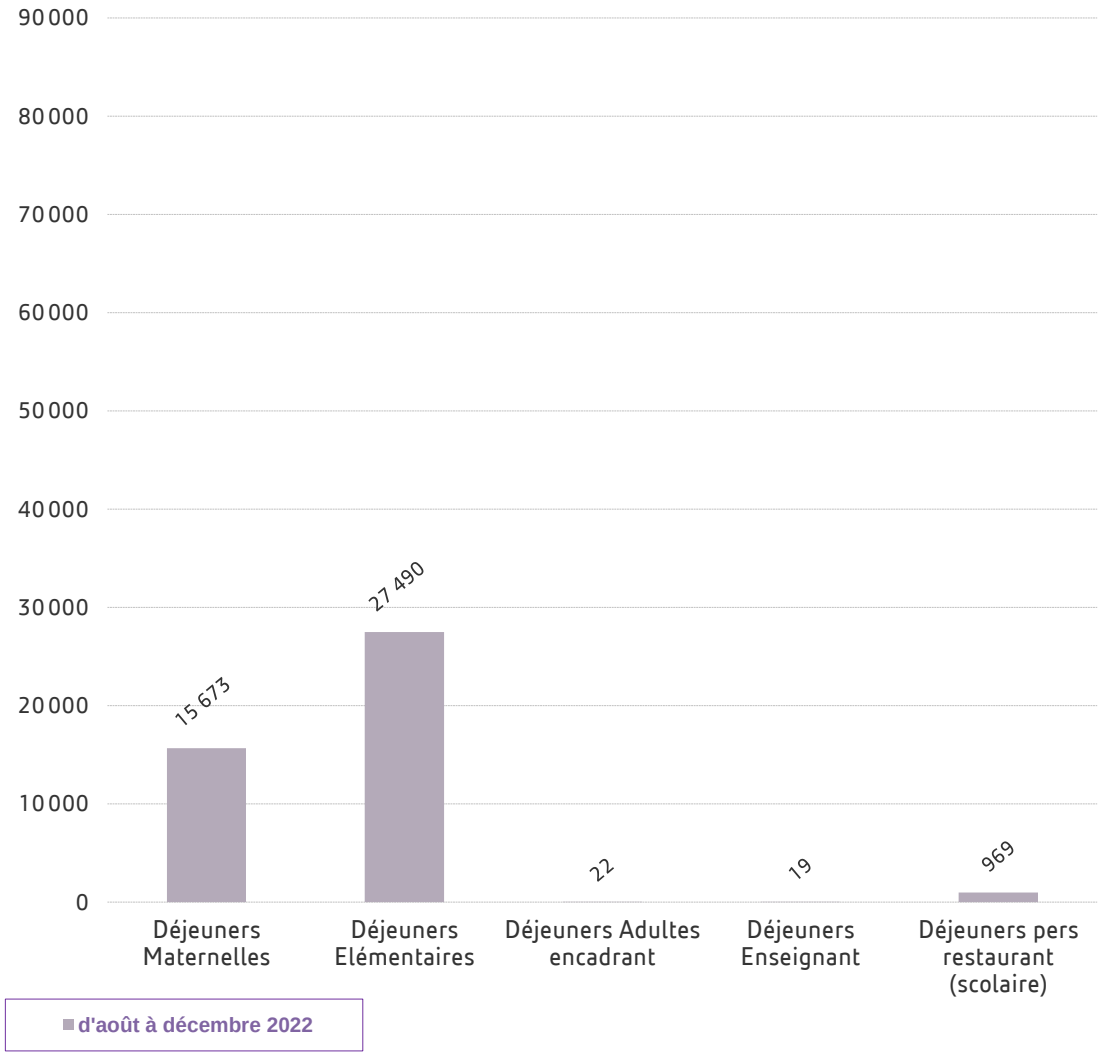
L'activité du service pour la période du 1er août au 31 décembre 2022, s'établit à 60 110 repas.

	d'août à décembre 2022
Nombre de jours scolaires	53
Nombre de jours d'Accueil de loisirs **(100% vacances, 200% ado)**	28

827

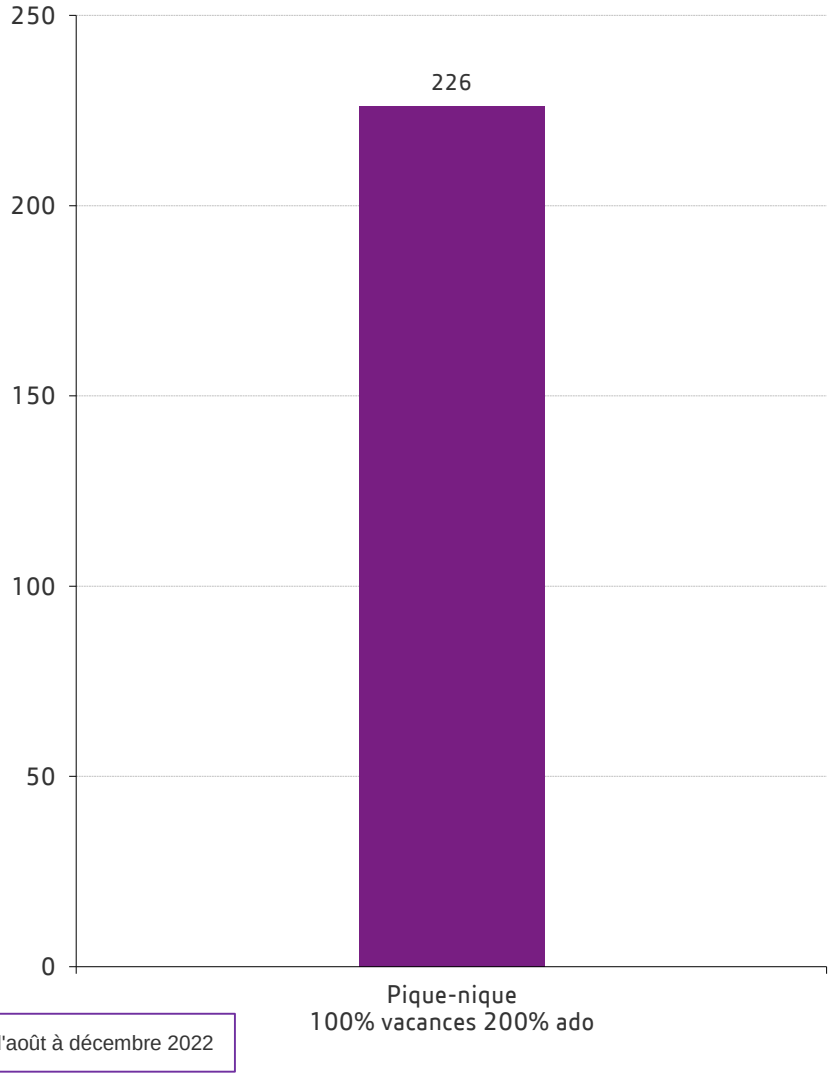
LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE





828

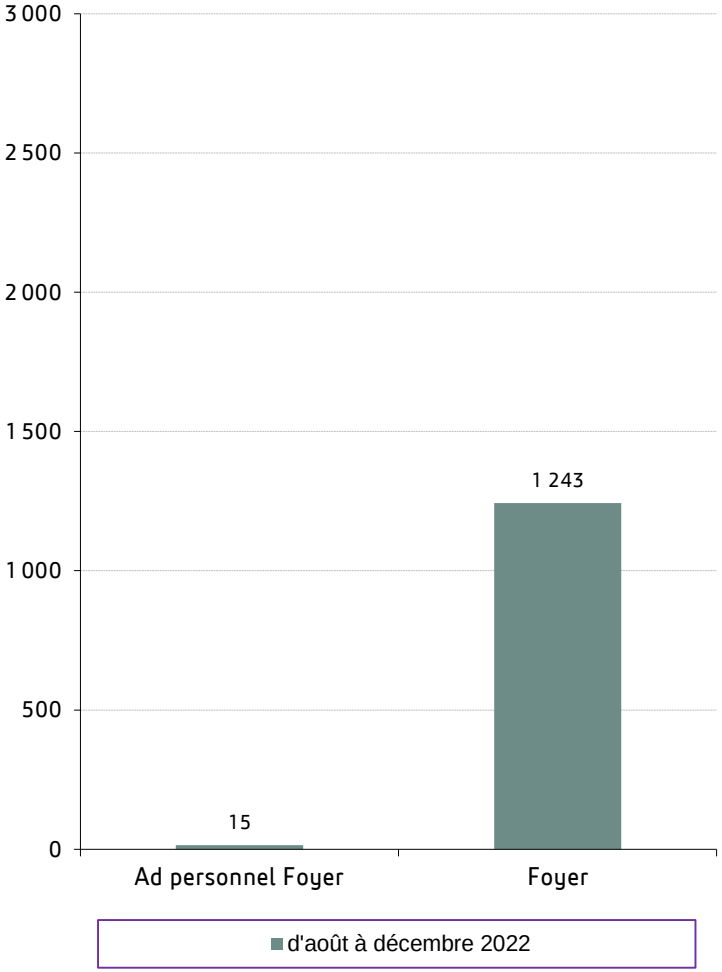
LA FRÉQUENTATION EN ACCUEIL DE LOISIRS





829

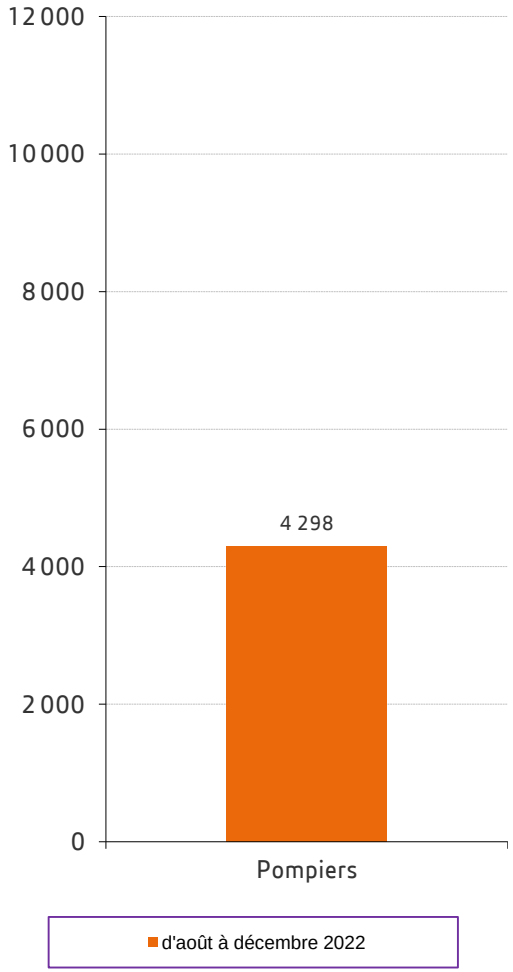
LA FRÉQUENTATION AU FOYER MUNICIPAL





830

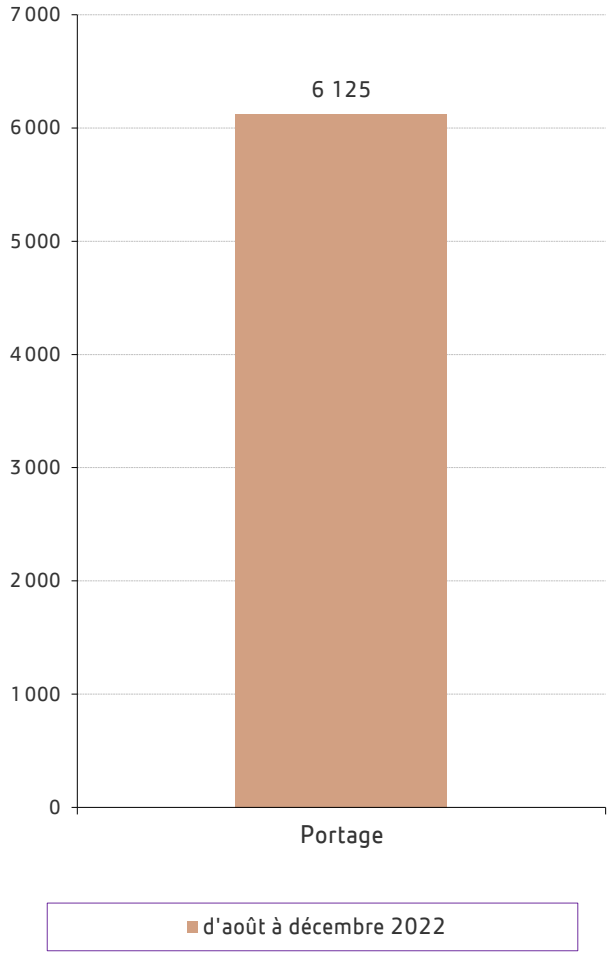
LA FRÉQUENTATION DES POMPIERS





831

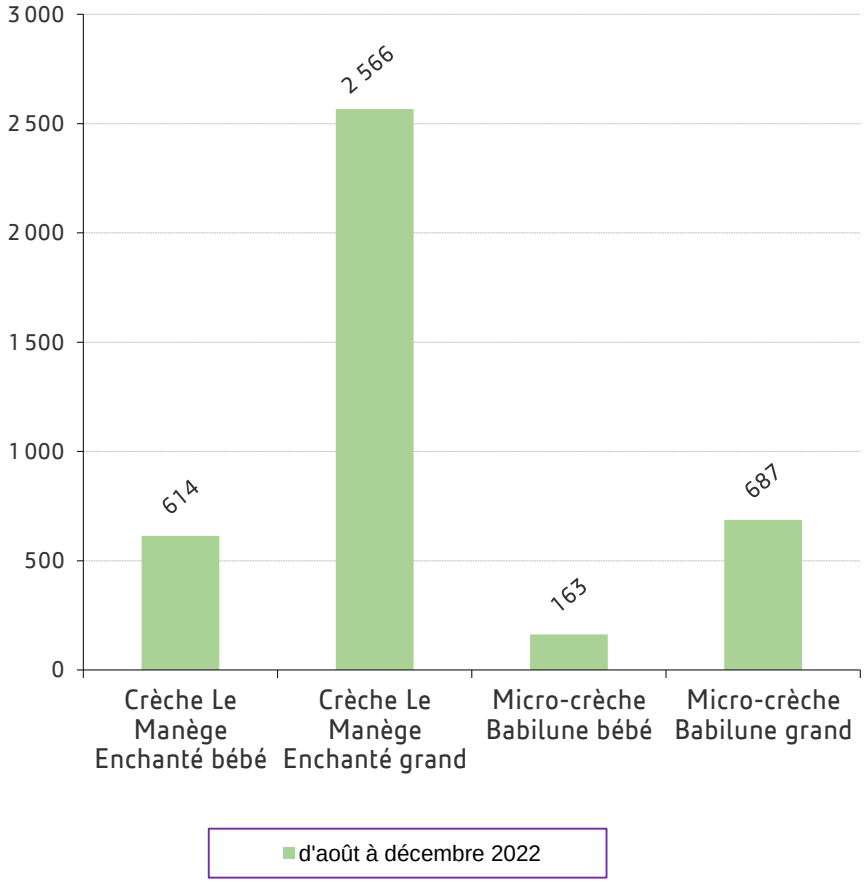
LA FRÉQUENTATION EN PORTAGE





832

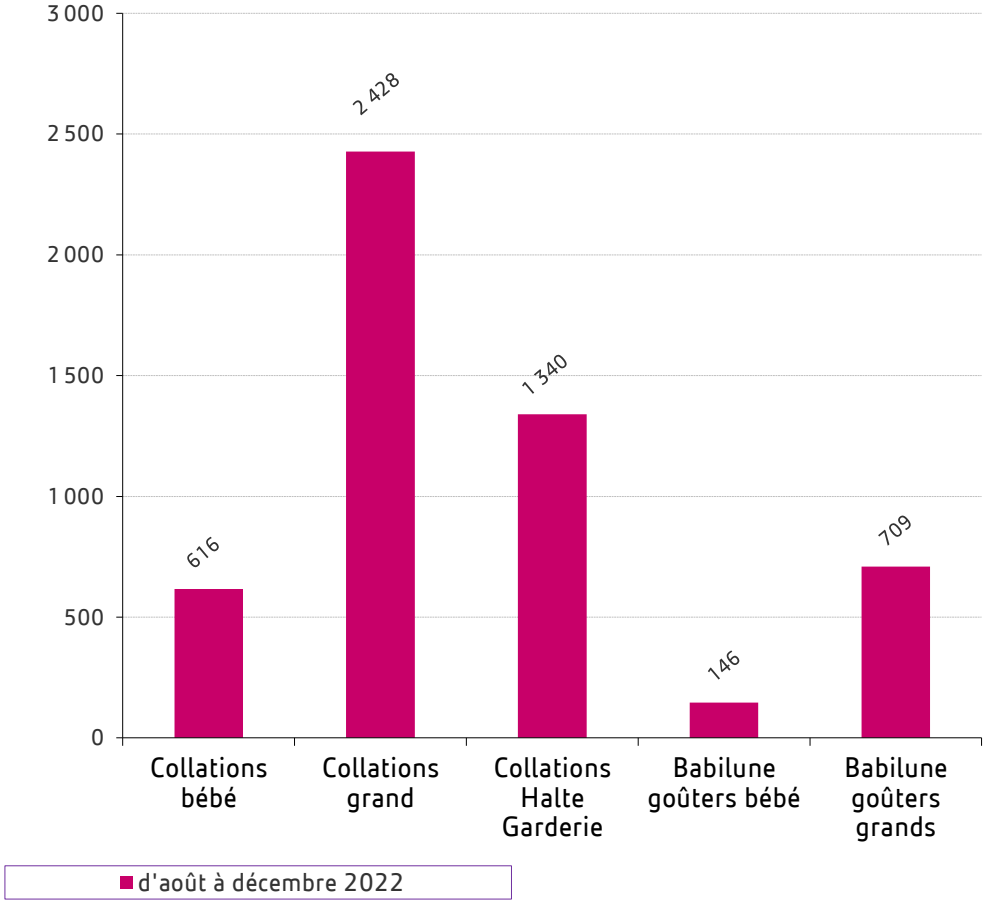
LA FRÉQUENTATION EN CRÈCHES





833

LES AUTRES PRESTATIONS





834

1.2. L'ACTIVITE ECONOMIQUE

PRIX DE VENTE APPLICABLE AU 01/08/2022, PAR TYPE DE PRESTATIONS

Catégories de convives	Prix en € HT Prix applicable au 01-08-2022	Prix applicable au 01-11-2022
Restauration scolaire		
Maternelles	5,032	4,927
Elémentaires	5,447	5,343
Adultes Encadrants	5,900	5,795
Restaurant Foyer municipal		
Personnes âgées	13,778	13,673
Portage à domicile		
Personnes âgées	6,749	6,682
Résidence		
Pompiers	5,888	5,802
Repas Crèche Le Manège Echanté		
Repas bébé (G1)	6,699	6,642
Repas grand (G2)	7,302	7,245
Repas micro-crèche Babilune		
Repas bébé (G1)	4,835	4,730
Repas grand (G2)	5,438	5,333
Pique nique G2	4,954	4,848
Autres prestations		
Goûters G1 et Halte garderie G1	0,522	0,522
Goûters G2	0,572	0,572
Collations Halte garderie G2 G3	0,572	0,572

836

Le contrat a démarré au 1er août 2022.

Suite à la modification du contrat de DSP, par l'avenant n°1, les prix ont été modifiés à partir du 1er/11/2022

LE COMPTE D'EXPLOITATION SYNTHÉTIQUE

	d'août à décembre 2022
RECETTES HT	
Volume (nombre de Repas)	**60 110**
Prix moyen pondéré	5,782
Recette totale repas	347 556
Total recettes HT	**347 556**
DEPENSES HT	
Coût denrées	-135 086
Charges de Personnel	-180 297
Maintenance - entretien	-9 384
Services extérieurs	-25 098
Redevances Ville	-14 583
Impôts et taxes	-3 636
Charges diverses	-37 389
Amortissements	-9 989
Frais financiers	
Charges de structure	-35 024
Total dépenses HT	**-450 486**
RESULTAT AVANT IS	**-102 930**

837

1.3. LES FLUX FINANCIERS AVEC LA VILLE

NOMBRE DE REPAS SERVIS AVEC ENCAISSEMENT AUPRÈS DES USAGERS

	d'août à décembre 2022			
Catégories de convives	Nombre de repas servis	Repas servis en € TTC	Perception auprès des familles par Bonapp en € TTC	Facturation auprès de la ville en € TTC
Maternelles	15 673	82 421,90	186 915,64	52 142,83
Elémentaires	27 490	156 636,57		
Adultes-animation	22	135,72	78,09	57,63
Adultes-enseignant	19	117,60	111,17	6,44
Foyer	1 243	18 013,37	9 058,61	8 954,76
Portage	6 125	43 427,84	38 301,84	5 126,00
Sous Total Repas	**50 572**	**300 753,00**	**234 465,34**	**66 287,66**
Personnel restaurant	969	5 984,35		5 984,35
Personnel foyer	15	92,59		92,59
Pompiers	4 298	26 556,95		26 556,95
CLSH-Pique-nique 100% vacances/200% ado	226	1 404,08		1 404,08
Crèche (tva 10%)	3 180	25 041,89		25 041,89
Micro Crèche	850	4 730,18		4 730,18
Sous Total Repas (facturation directe)	**9 538**	**63 810,04**		**63 810,04**
Total Repas	**60 110**	**364 563,04**	**234 465,34**	**130 097,70**

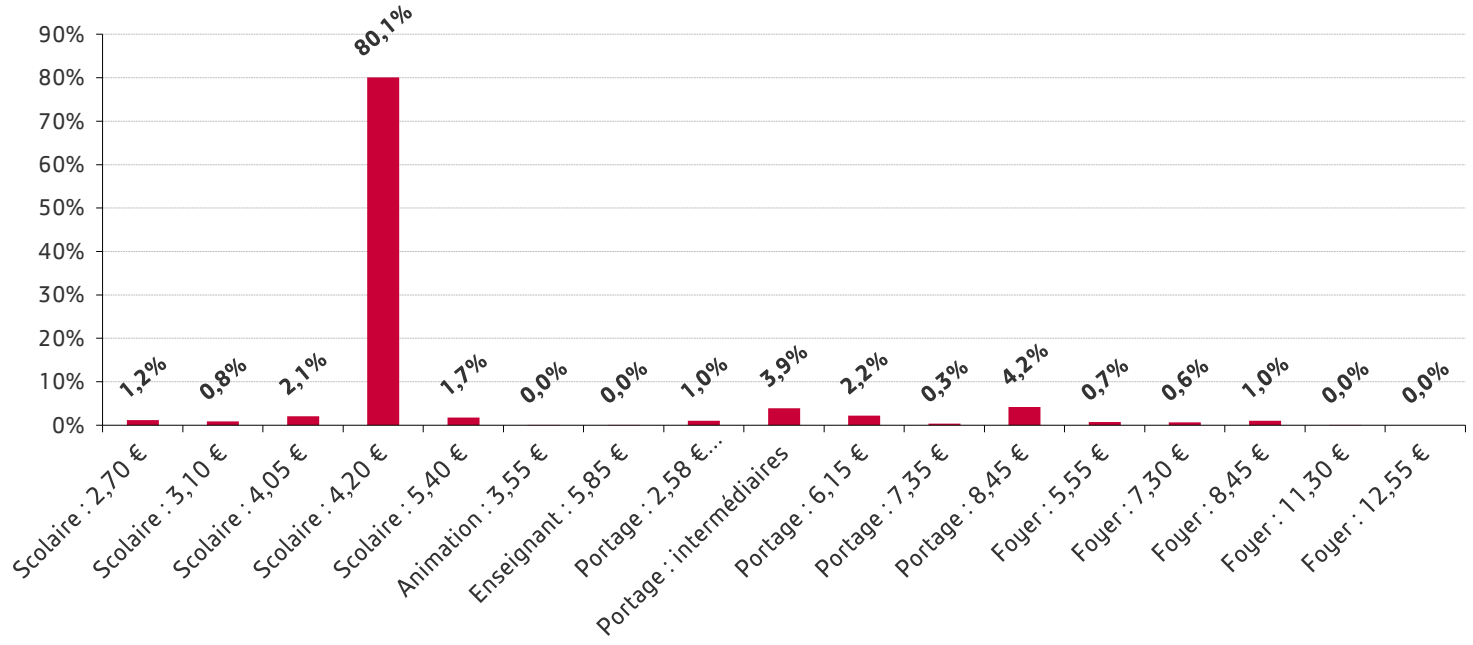
839

AUTRES PRESTATIONS SERVIS

	Nombre de collations servis	Collations servis en € TTC
COLLATIONS		
CRECHE MUNICIPALE		
Collations bébés (tva 10%)	616	353,71
Collations grands (tva 10%)	2 428	1 527,70
HALTE GARDERIE		
Collations grands	1 340	808,64
MICRO-CRECHE BABILUNE		
Goûters bébés	146	80,40
Goûters grands	709	427,85
Total Collations	**5 239**	**3 198,30**

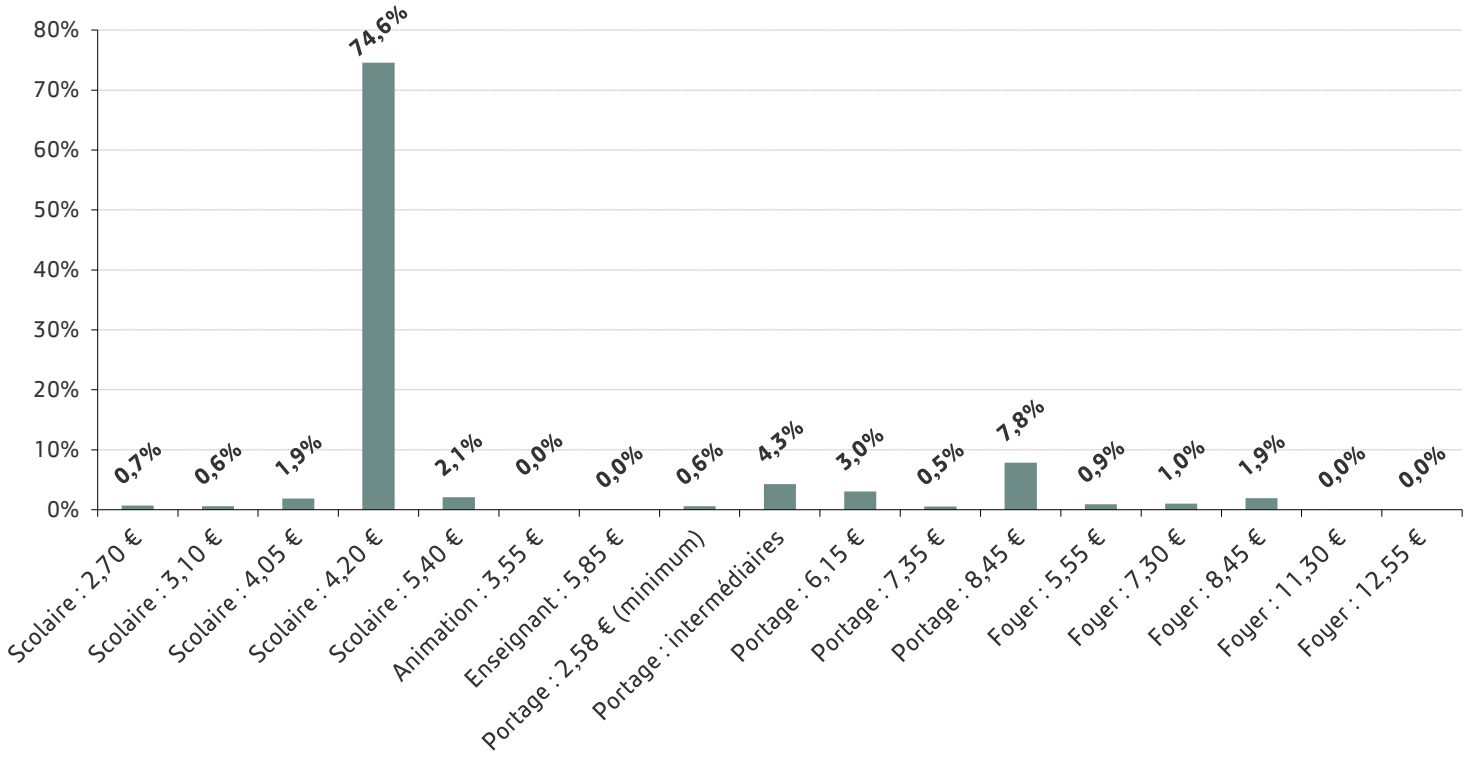
840

LA PART DES REPAS CONSOMMÉS PAR CATÉGORIE



841

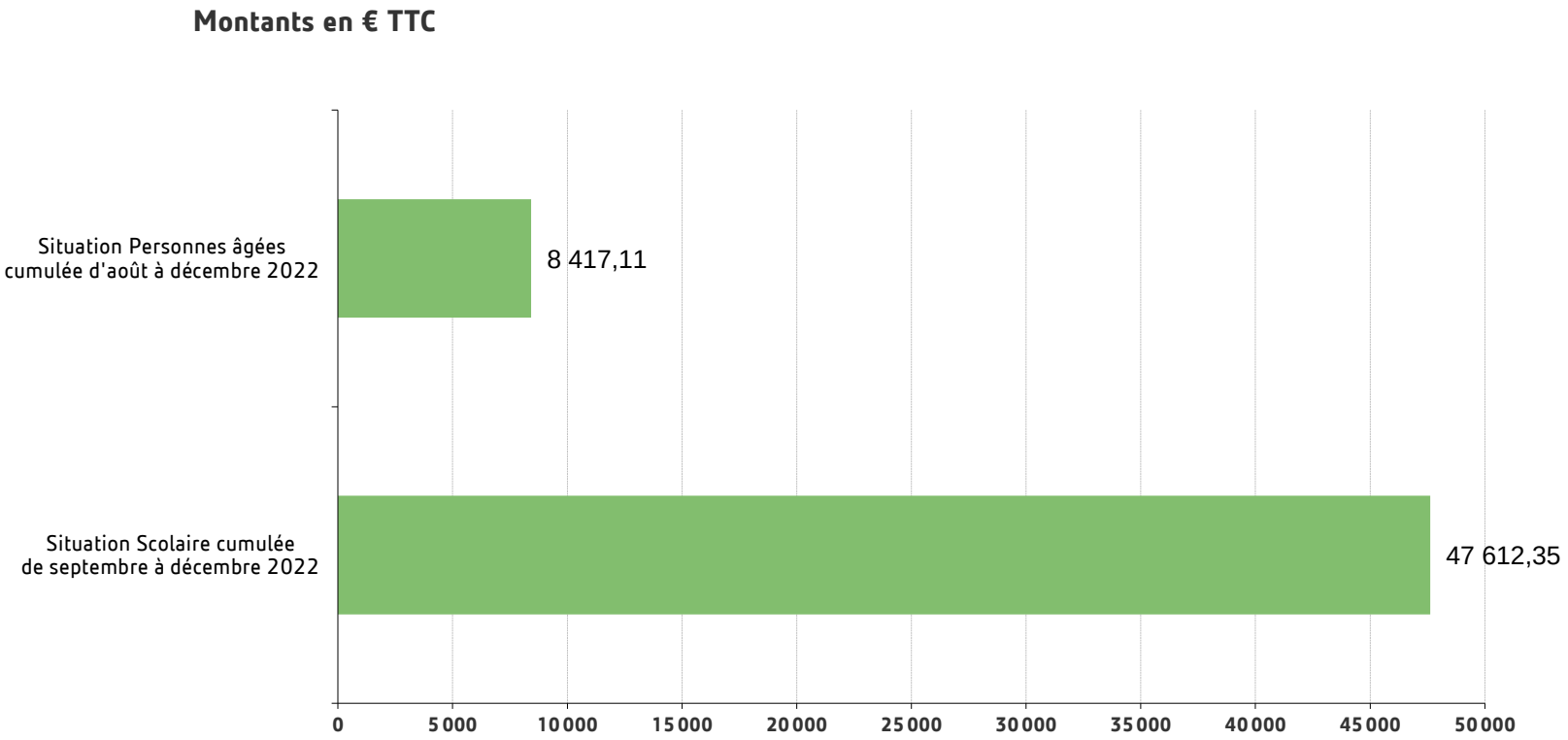
LA PART DES RECETTES FAMILLES PAR CATÉGORIE



842

CUMUL DES FACTURES

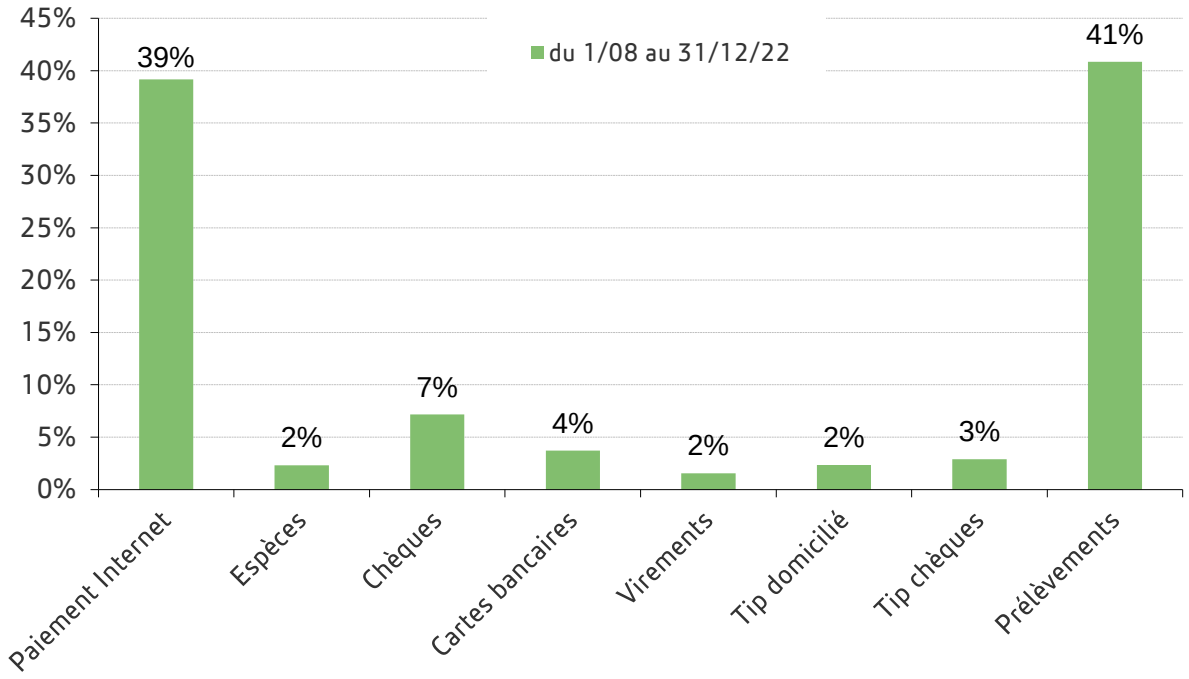
EN ATTENTE DE PAIEMENT



- Les factures cumulées – en attente de paiement - des repas scolaires s'élèvent à 47 612,35 € depuis le 1er septembre 2022
- Les factures cumulées – en attente de paiement - des personnes âgées s'élèvent à 8 417,11 € depuis le 1er août 2022

843

LA RÉPARTITION DES MODES DE PAIEMENT



➔ Le paiement par internet et les prélèvements sont les moyens de paiement préférés par les familles.

844

LA REDEVANCE A VERSER PAR LE DELEGATAIRE

Redevance pour la fourniture de fluides des offices (art 12.4)

Le montant de la redevance pour 5 mois d'activité (du 1er août au 31 décembre 2022)
est de : 14 583,33 € HT soit **17 500,00 € TTC** (TVA à 20%)

845

L'ACTIVITE POUR LA PERIODE DU 1ER AOÛT AU 31 DÉCEMBRE 2022

Couverts Concession (crèche inclus)

Lunel FF **2,007**

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Couverts								5 137	17 425	13 794	14 308	11 933
Couverts cumul								5 137	22 562	36 356	50 664	62 597
FRAIS FIXES								**2,007**	**2,007**	**2,007**	**2,007**	**2,007**
Sur ou sous activité								-	-	-	-	-
Sur ou sous activité cumul								-	-	-	-	-

Base contractuelle 150 000

Suractivité à partir de 162 000

+ ou - 8% d'activité

Sousactivité en dessous de 138 000

Cumul couverts:	**62 597**

846



–2–

LA QUALITÉ DE NOTRE SERVICE

2.1. LA QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ DES REPAS

2.2. LA SATISFACTION DES CONVIVES

2.3. L'ENGAGEMENT DE NOS ÉQUIPES

2.4. NOS ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

847

2.1. LA QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ DES REPAS

LA QUALITÉ NUTRITIONNELLE DES REPAS

Nos menus sont composés par notre diététicienne :

> Elle veille au respect de l'équilibre et de la variété alimentaires.

> Le Responsable Innovation et un comité de chefs experts créent de nouvelles recettes à intégrer aux menus.

Nos menus suivent strictement les règles fixées par les pouvoirs publics:

- le décret du 30 septembre 2011 relatif à l'équilibre nutritionnel
- le Programme National Nutrition Santé
- la Circulaire interministérielle du 25/06/2001
- la recommandation du GEMRCN de juillet 2015
- La loi EGAlim

Elior France Enseignement participe à la prévention du surpoids et de l'obésité



849

FOCUS SUR LES OBJECTIFS DU DÉCRET DU 30 SEPTEMBRE 2011

Garantir les apports en fibres et vitamines	▪ Favoriser la consommation de fruits et légumes à tous les repas ▪ Proposer des féculents un repas sur deux
Diminuer les apports en lipides et rééquilibrer la consommation des acides gras	▪ Réduire la consommation de charcuteries, produits frits et pré-frits, entrées pâtissières ▪ Favoriser la consommation de filets de poisson ▪ Favoriser les pâtisseries simples à base de fruits, faites maison
Diminuer la consommation de glucides simples	▪ Préférer des desserts à base de fruits frais ou cuits ▪ Proposer des pâtisseries et desserts lactés maison
Augmenter les apports en fer et en oligoéléments	▪ Proposer des viandes entières de boucheries (bœuf, agneau et veau) au moins une fois pas semaine
Garantir les apports en calcium	▪ Préférer des fromages et des laitages riches en calcium

Améliorer les pratiques et les apports nutritionnels pour lutter contre l'obésité



850

LA POLITIQUE NUTRITIONNELLE D'ELIOR

Nourrir les enfants et les jeunes est un enjeu d'avenir essentiel

Nos **4 engagements** pour mettre en œuvre cette politique à vos côtés :

> Etablir des plans alimentaires respectueux du décret du 30 septembre 2011 et prévenir l'obésité

> Favoriser l'innovation culinaire et éduquer aux goûts

> Sélectionner des produits de qualité

> Répondre aux attentes liées à l'âge et aux spécificités de nos convives

Les 4 engagements de la politique nutritionnelle d'Elior



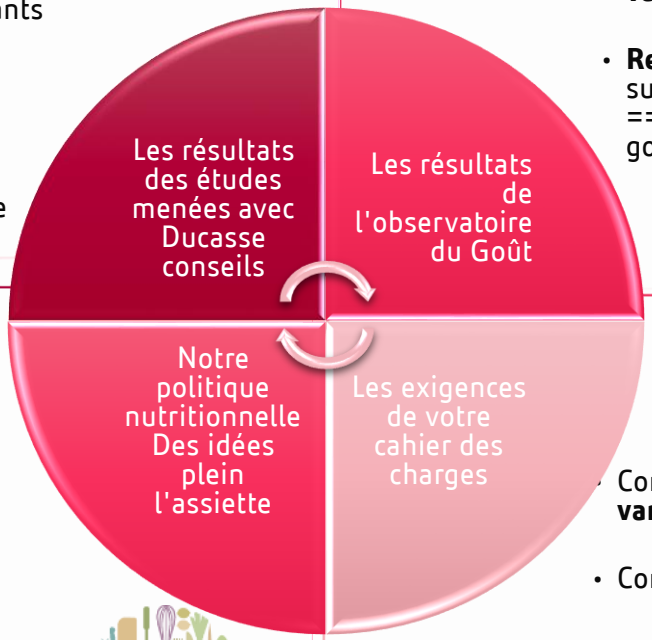
851

FOCUS SUR LES AXES DE CONCEPTION DES MENUS

- **Importance de la familiarité** : appréciation déterminée par la connaissance = la répétition favorise la consommation
- **Goût pour la simplicité des recettes** ==> nécessité d'accompagner les enfants dans la découverte
- **Textures croquantes appréciées**
- **Eviter les marquants** (persil...)
- **Associations** à travailler pour accroître la consommation

l'observatoire du Goût

- **Recettes les mieux consommées** sur l'année scolaire 2022 **==> à valoriser dans les menus**
- **Recettes les moins bien consommées** sur la même période ==> à retravailler en fonction des goûts des enfants



- Respect des **règles nutritionnelles** et des **saisons**
- **Variété des menus** : recettes des patrimoines culinaires d'Ici et d'ailleurs, plats préférés des enfants, recettes végétariennes et de saison...
- Intégration de **recettes Innovation culinaire, validées par nos convives**
- **Recettes « maison »**

Des idées plein l'assiette

- Composition d'un repas : **équilibre et variété**
- Conforme aux fréquences du **GEMRCN**

elior

LE MENU A 4 COMPOSANTES

Les enjeux d'un repas à 4 composantes :

- Réduire le gaspillage alimentaire de 10 à 15%
- Retrouver une structure des repas proches de ceux de la maison

Les avantages :



Plusieurs combinaisons pour garantir l'équilibre alimentaire et la variété

	Menu 1	Menu 2	Menu 3	Menu 4
Entrée	✓		Entrée contenant du fromage ✓	✓
Plat principal et garniture	✓	✓	✓	✓
Produit laitier	✓	✓		
Dessert		✓	✓	Dessert lacté riche en calcium ✓

Chaque repas est structuré de façon à proposer à chaque fois :

1 plat principal

À base de viande, poisson ou œuf pour l'apport en protéines et en fer.

1 accompagnement

(Soit 1 légume et/ou 1 féculent.)

Pour un apport en fibres et sel minéraux et/ou un apport en glucides complexes.

1 produit laitier

Il est nécessaire qu'un produit laitier soit toujours servi.

Les apports en calcium laitier des entrées et des desserts sont pris en compte.

1 entrée ou 1 dessert

Dont le choix se fait en complémentarité des autres plats sélectionnés.

853

FRÉQUENCES MOYENNES OBSERVÉES CETTE ANNÉE POUR LES ENFANTS

Composantes	Fréquence recommandée	Moyenne de l'année	Appréciation
Entrées contenant plus de 15% de lipides	4 sur 20 max	0,3	
Crudités ou fruits crus contenant au moins 50% de légumes ou de fruits	18 sur 20 min	18	
Produits frits ou pré-frits contenant plus de 15% de lipides	4 sur 20 max	0	
Plats protidiques ayant un rapport P/L<1	2 sur 20 max	1	
Poissons ou préparations à base de de poisson contenant au moins 70% de poisson et ayant un P/L> ou =2	4 sur 20 min	5	
Viandes non hachées de bœuf, de veau ou d'agneau et abats de boucherie	4 sur 20 min	4	
Préparations ou plats prêts à consommer à base de viande, de poisson, d'œuf et/ou de fromage, contenant moins de 70% du grammage recommandé pour la denrée protidique des plats composés	3 sur 20 max	**1**	
Plat Végétarien : associant céréales et légumineuses, associant œuf et/ou produit laitier, associant céréales et /ou PdT et/ou légumineuses + œuf et/ou produit laitier, à base de soja	4 sur 20	5	
Légumes cuits, autres que secs, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes	10 sur 20 min	10	
Légumes secs, féculents ou céréales, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes secs, féculents ou céréales	10 sur 20 min	10	
Fromages contenant au moins 150 mg de calcium laitier par portion	8 sur 20 min	8	
Fromage contenant entre 100 et 150 mg de calcium laitier par portion	4 sur 20 min	4	
Produits laitiers ou dessert lactés contenant plus de 100 mg de calcium laitier et moins de 5g de lipides par portion	6 sur 20 min	6	
Desserts contenant plus de 15% lipides	3 sur 20 max	1	
Desserts ou produits laitiers contenant plus de 20g de glucides simples totaux par portion et moins de moins de 15% lipides	4 sur 20 max	0	

854

FOCUS SUR LA LOI EGALIM

Une loi pour « l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous »

Les 3 vertus de la loi EGALIM :

- Promouvoir les choix alimentaires favorables pour la santé et respectueux de l'environnement
- Assurer la souveraineté alimentaire de la France
- Réduire les inégalités d'accès à une alimentation de qualité et durable

Les ETATS GENERAUX DE L'ALIMENTATION sont un engagement du Président de la République



855

LES DISPOSITIONS DE LA LOI POUR LA RESTAURATION HORS DOMICILE

Dès 01/11/2019 :

- 1 menu végétarien/semaine à titre expérimental, en restauration collective scolaire

Dès 01/01/2020 :

- Interdire certains ustensiles plastiques à usage unique (pailles, touillettes…)
- Selon les collectivités : affichage de la composition des 50% de produit alimentaires bio et SIQO (expérimentation)
- Fin de la mise sur le marché des bouteilles en plastique d'eau plate (RC)

Dès 01/01/2022 :

- Proposer au moins 50% de produits durables, sous signe d'origine ou de qualité dont au moins 20% de produits bio en restauration collective publique

Dès 01/01/2025:

- Interdire les contenants de cuisson, de réchauffe et de service en matière plastique

856

FOCUS SUR LA DÉMARCHE D'INNOVATION CULINAIRE

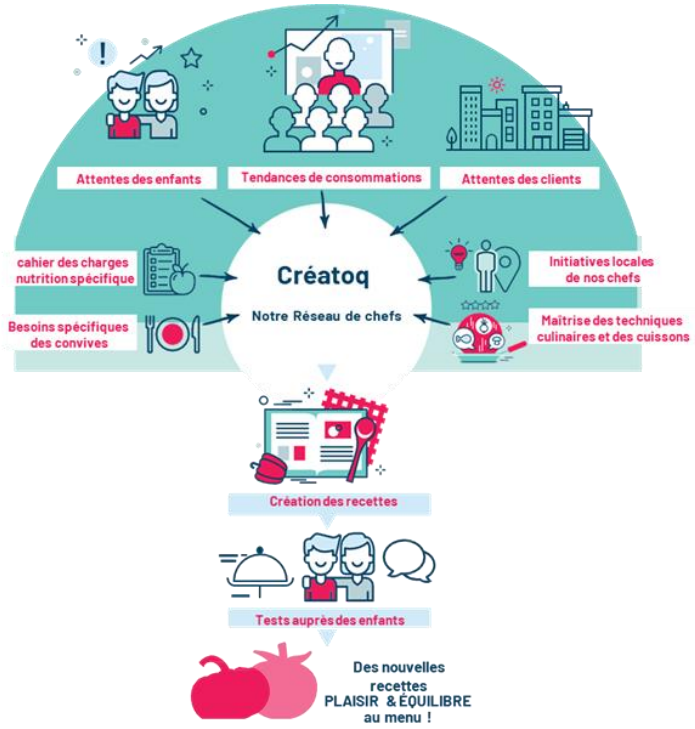
Elior enseignement a mis en place, depuis plusieurs années une démarche d'Innovation Culinaire afin de renouveler régulièrement le plaisir dans l'assiette.

En partenariat avec ses chefs, le responsable innovation culinaire sélectionne de nouveaux produits et imagine des recettes savoureuses, innovantes et simples à réaliser.

Animer cette démarche dynamique implique de :

- Rechercher ou créer des **produits en lien avec les fournisseurs**
- **Créer de recettes avec notre comité des experts Elior Créatoq**
- **Travailler sur les plats les moins appréciés** par nos convives pour accroître leur consommation
- **Tester des recettes** auprès des convives pour s'assurer qu'elles correspondent à leurs goûts.

Innover en adéquation avec les goûts des convives : une démarche structurée et participative



857

LE P.A.I.

> Elior France Enseignement se propose d'accueillir les enfants allergiques à des aliments spécifiques ou nécessitants un régime particulier, selon les modalités d'un Projet d'Accueil Individualisé, PAI (respectant les règles d'hygiène et de sécurité décrites dans l'encart du B.O de l'éducation nationale n° 34 du 18 septembre 2003)

Elior propose un programme d'accueil individualisé pour les enfants allergiques

> Nous proposons en concertation avec le chef d'établissement et les parents une solution réalisable et optimale pour chaque enfant

- Repas normaux avec substitution simple de produits (ex: kiwi remplacé par pomme)
- Plateau-repas hypoallergéniques (Nutrisens)
- Panier-repas préparé par la famille



858

LA PRISE EN COMPTE DES ALLERGIES ET DES RÉGIMES

Dans votre ville

Les enfants concernés par une allergie alimentaire sont accueillis dans les restaurants scolaires de la Ville de Lunel, avec un panier repas fourni par les parents.

Ces repas sont réchauffés par l'employé de service et servis dans les mêmes conditions qu'aux autres enfants.



859

L'ALIMENTATION DES SENIORS

Elle revêt une importance particulière **pour prévenir certaines pathologies**, retarder le vieillissement naturel et prévenir la dépendance.

Avec l'âge, le goût des séniors s'altère et la sensation de faim et de soif diminuent. Cela les place face à un risque de dénutrition ou de carence qu'il faut impérativement parer.
Notre connaissance des spécificités de l'alimentation des personnes âgées, nous a amené à développer une identité culinaire et un savoir faire dédiés aux plaisirs et à la santé des séniors.

Pour cela nous leur proposons un plan conciliant **équilibre alimentaire, respect des goûts de chacun et souci de la santé des convives** par :

- un apport suffisant en protéines et en fer pour prévenir les risques de dégénérescence musculaire,
- des teneurs en calcium élevées pour lutter contre l'ostéoporose,
- des rations de fibres pour le confort digestif et l'apport de vitamines,
- des apports en graisse contrôlés.

Une alimentation qui allie Plaisir et Santé



860

FRÉQUENCES MOYENNES OBSERVÉES CETTE ANNÉE POUR LE PORTAGE

Composantes	Fréquence recommandée	Moyenne de l'année	Appréciation
Entrées contenant plus de 15% de lipides	10 sur 24 max	2,3	
Crudités ou fruits crus contenant au moins 50% de légumes ou de fruits	22 sur 24 min	22,3	
Produits frits ou pré-frits contenant plus de 15% de lipides	5 sur 24 max	0	
Plats protidiques ayant un rapport P/L<1	2 sur 24 max	2	
Poissons ou préparations à base de de poisson contenant au moins 70% de poisson et ayant un P/L> ou =2	5 sur 24 min	5,7	
Viandes non hachées de bœuf, de veau ou d'agneau et abats de boucherie	5 sur 24 min	5,3	
Préparations ou plats prêts à consommer à base de viande, de poisson, d'œuf et/ou de fromage, contenant moins de 70% du grammage recommandé pour la denrée protidique des plats composés	2 sur 24 max	2	
Légumes cuits, autres que secs, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes	12 sur 24 min	12	
Légumes secs, féculents ou céréales, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes secs, féculents ou céréales	12 sur 24 min	12	
Fromages contenant au moins 150 mg de calcium laitier par portion	14 sur 24 min	14	
Fromage contenant entre 100 et 150 mg de calcium laitier par portion	2 sur 24 min	2	
Produits laitiers ou dessert lactés contenant plus de 100 mg de calcium laitier et moins de 5g de lipides par portion	8 sur 24 min	8	

861

POUR LES AUTRES CONVIVES

Les menus proposés aux enfants fréquentant les crèches « le Manège Enchanté » et « Babilune », aux convives déjeunant au restaurant du Foyer du 3ème âge et municipaux, et aux Pompiers de la Ville de Lunel, sont conformes aux exigences du cahier des charges.

la politique
nutritionnelle
d'Elior



862

NOTRE POLITIQUE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

> Basée sur la prévention et la maîtrise des risques sanitaires, notre politique Hygiène et Sécurité Alimentaire a largement anticipé les nouvelles réglementations en matière d'hygiène dans les établissements de restauration collective

> Par la méthode HACCP, « Hazard Analysis and Critical Control Points», qui définit des procédures systématisées de prévention des risques alimentaires pour les convives, nous prouvons notre maîtrise de chaque risque, tout au long de la chaîne culinaire

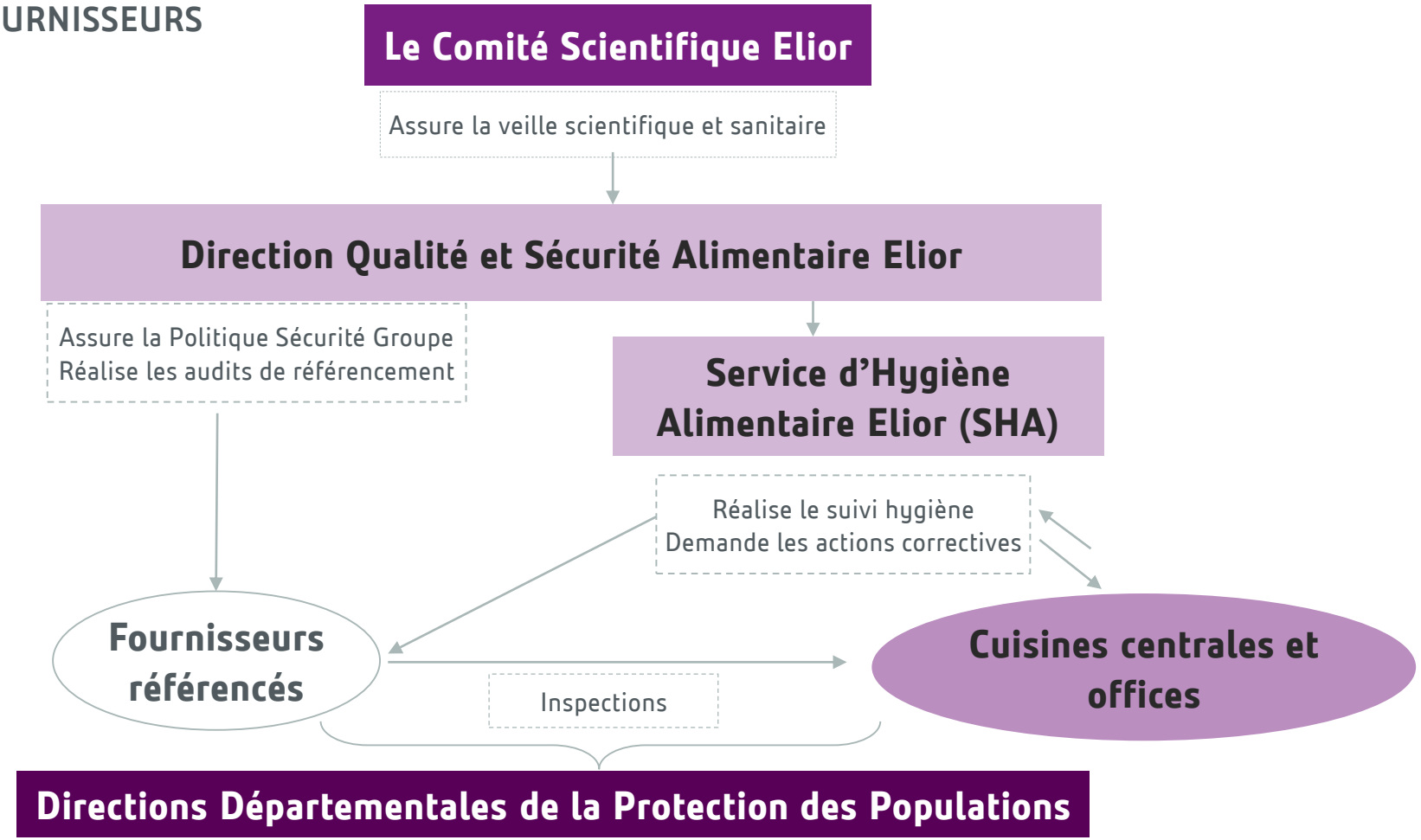
La politique Hygiène et Sécurité Alimentaire



863

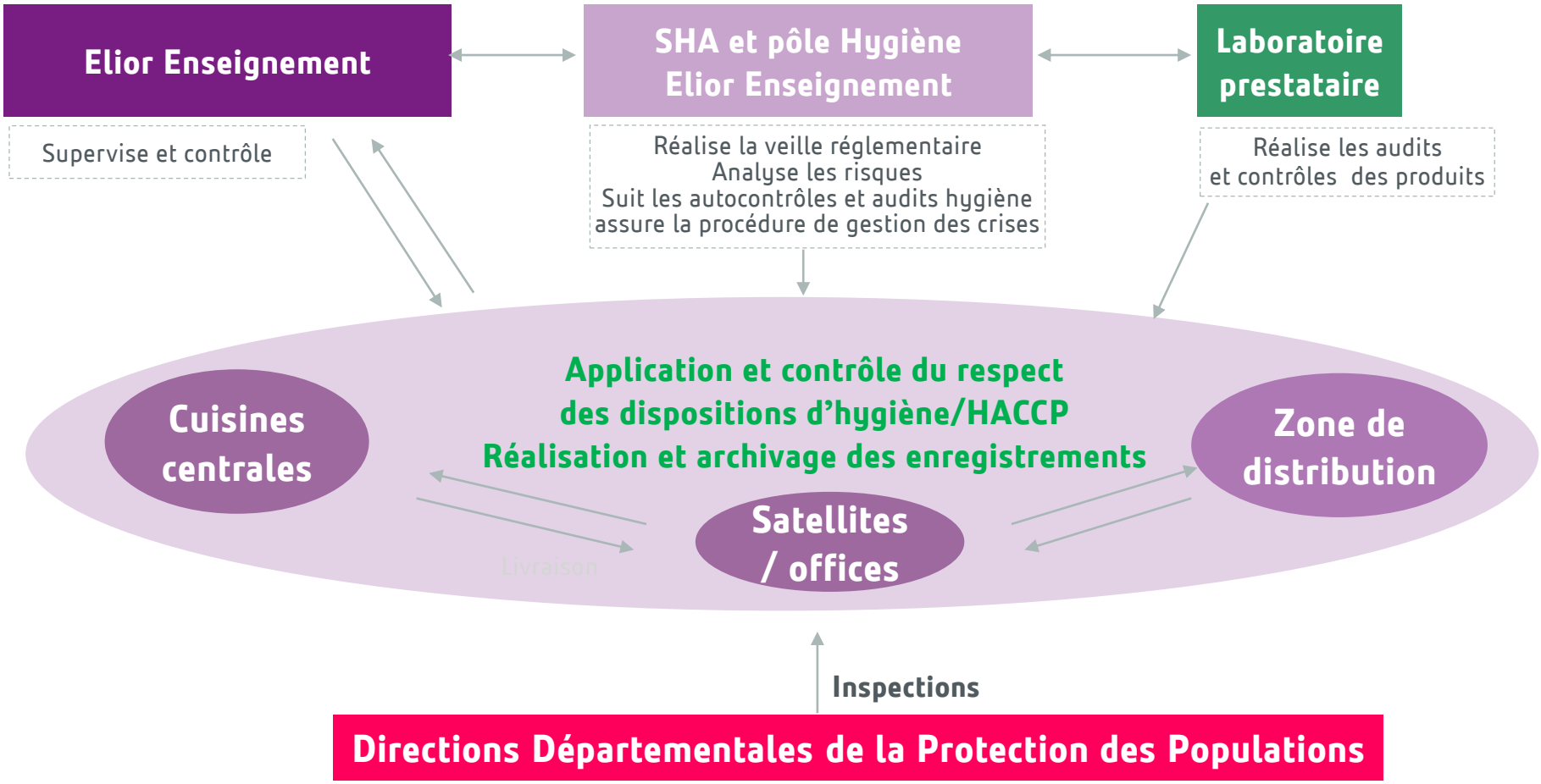
LES ACTEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les FOURNISSEURS



LES ACTEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les RESTAURANTS



LES AUTOCONTRÔLES MICROBIOLOGIQUES

Conformément aux textes règlementaires et à notre PMS, nous faisons réaliser régulièrement des analyses microbiologiques des plats et des surfaces, par un laboratoire indépendant (Cf. schéma précédent).

La réglementation classe la qualité microbiologique d'un produit alimentaire ou d'une surface dans une des catégories suivantes

- Satisfaisant et Acceptable
- Non satisfaisant, à noter que ce niveau n'implique pas nécessairement un danger pour la santé du consommateur

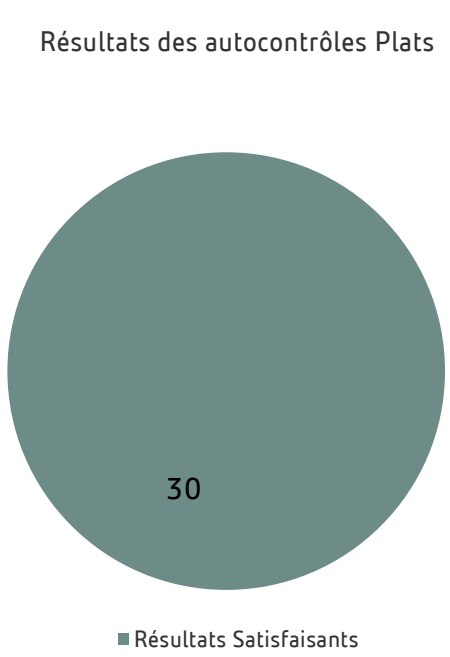
Les analyses microbiologiques

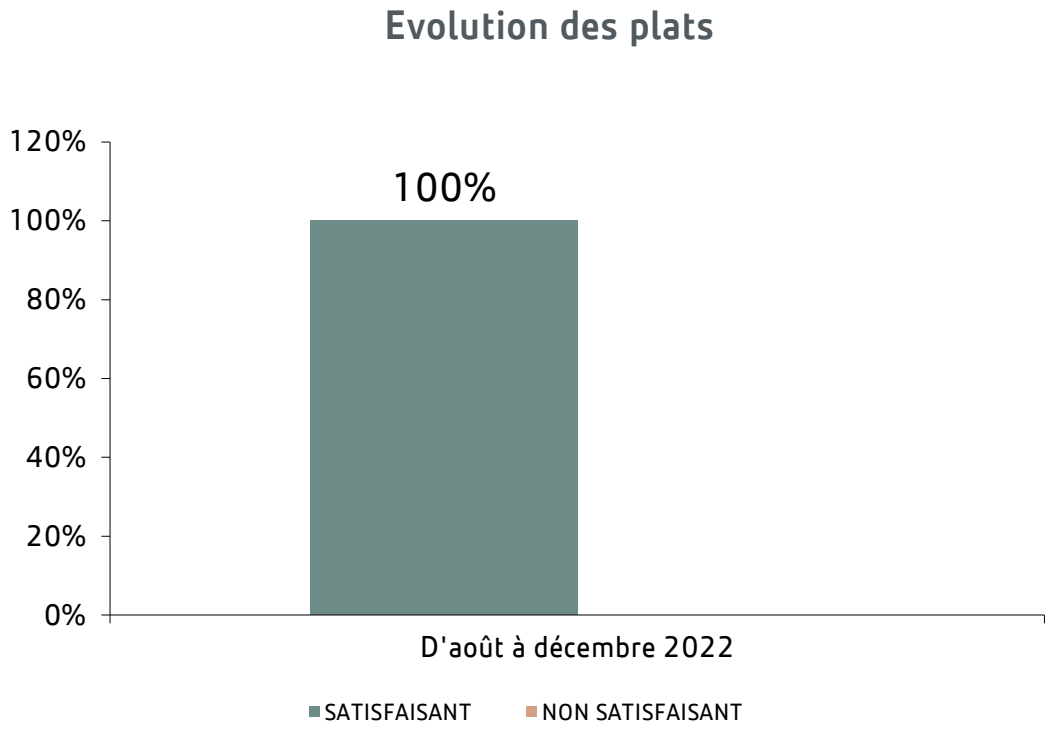


866

RESULTATS DES AUTOCONTROLES MICROBIOLOGIQUES POUR LA CUISINE CENTRALE – LES PLATS

D'août à décembre 2022	Nombre d'analyses	Résultats		% Satisfaisant
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Plats	30	30	0	100,00%

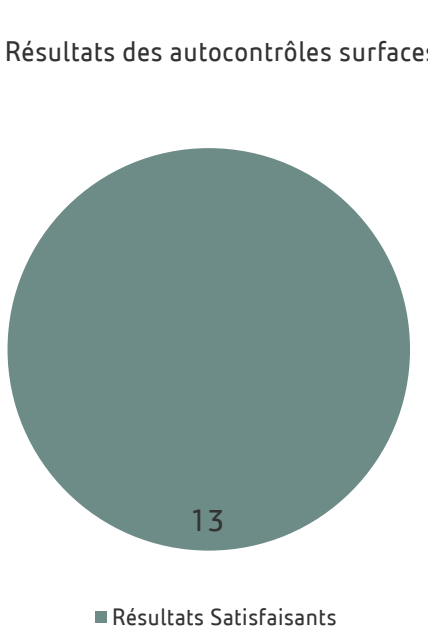


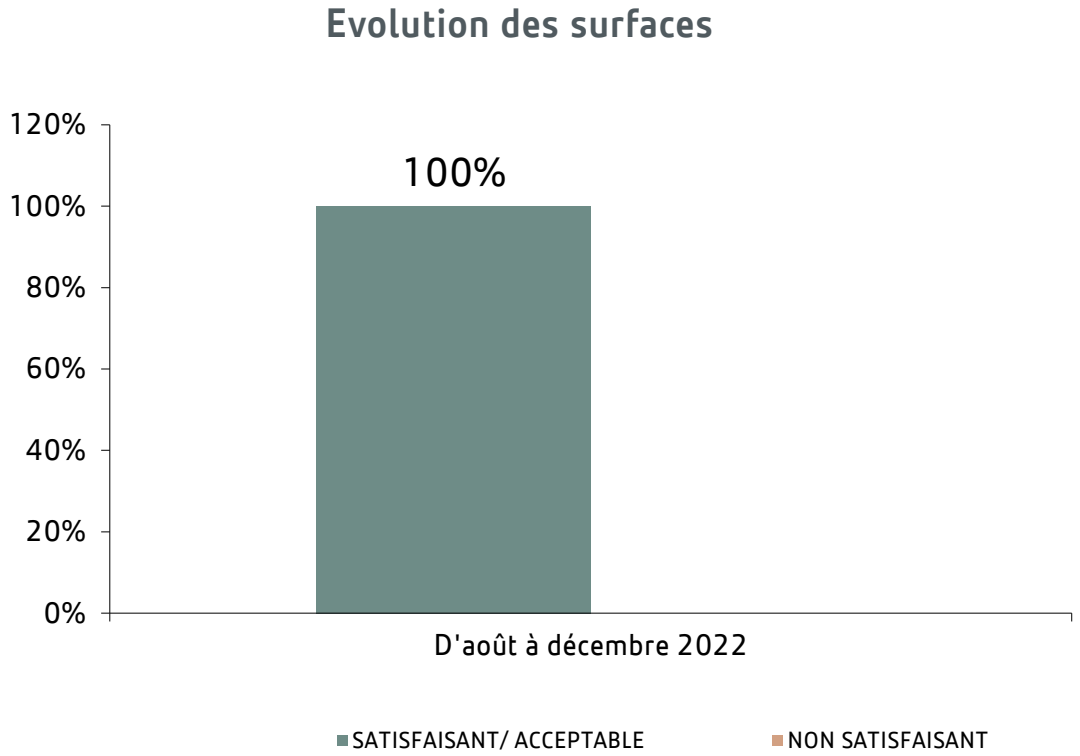


867

RESULTATS DES AUTOCONTROLES MICROBIOLOGIQUES POUR LA CUISINE CENTRALE – LES SURFACES

D'août à décembre 2022	Nombre d'analyses	Résultats		% de résultats acceptables ou satisfaisants
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Surfaces	13	13	0	100,00%





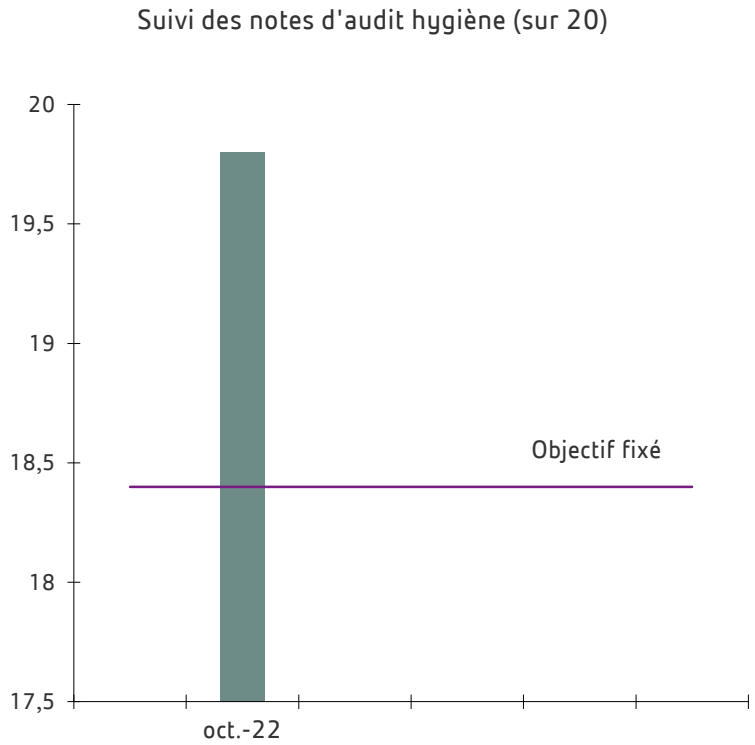
868

RESULTATS DES AUDITS HYGIENE POUR LA CUISINE CENTRALE

Pour votre contrat

D'août à décembre 2022, le contrôle suivant a été réalisé sur la cuisine centrale par le laboratoire Eurofins :

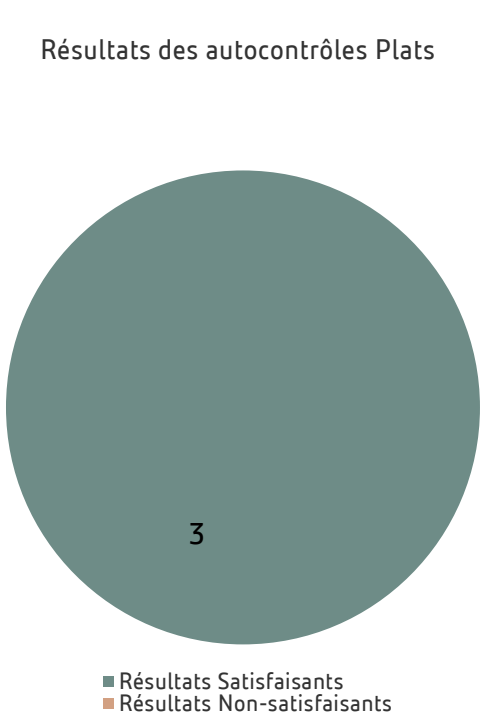
- 06/10/2022, note de l'audit 19,8/20

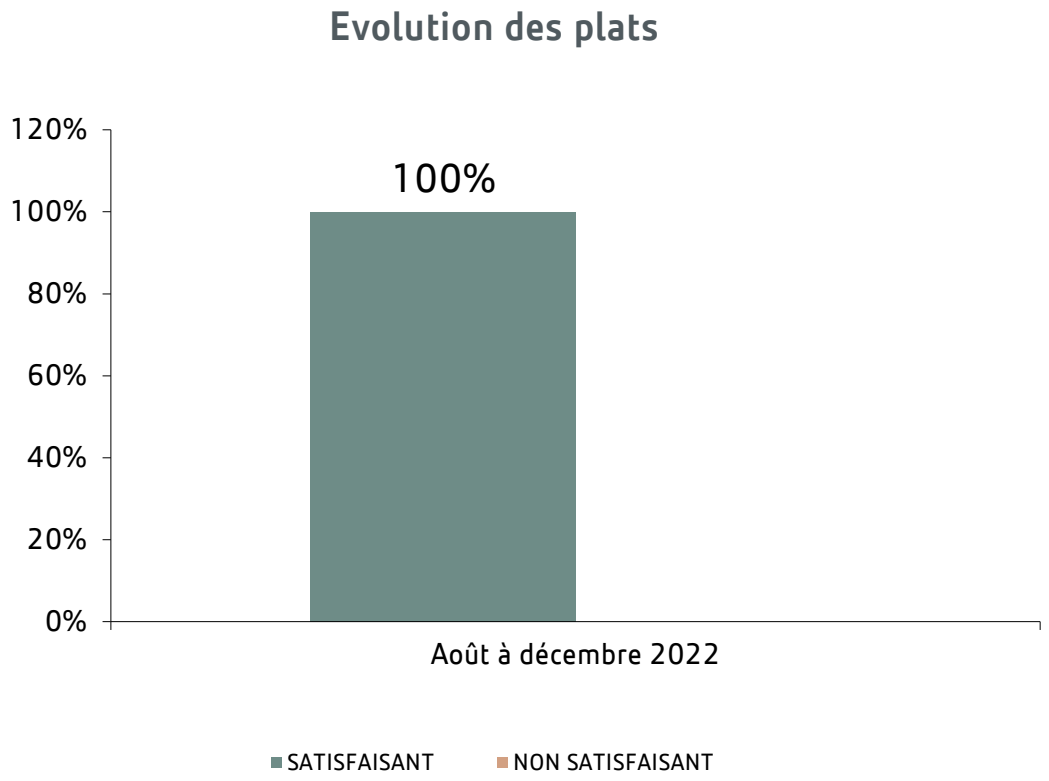


869

RESULTATS DES AUTOCONTROLES MICROBIOLOGIQUES POUR LA CRECHE « LE MANEGE ENCHANTE » – LES PLATS

D'août à décembre 2022	Nombre d'analyses	Résultats		% Satisfaisant
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Plats	3	3	0	100,00%

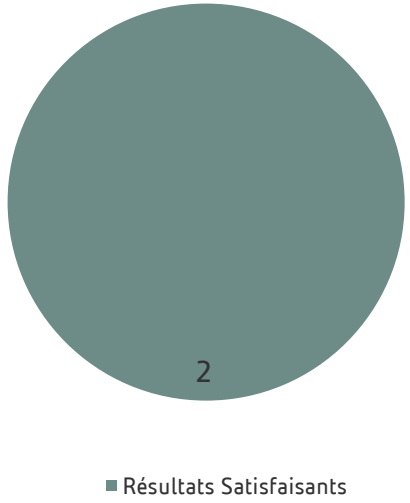


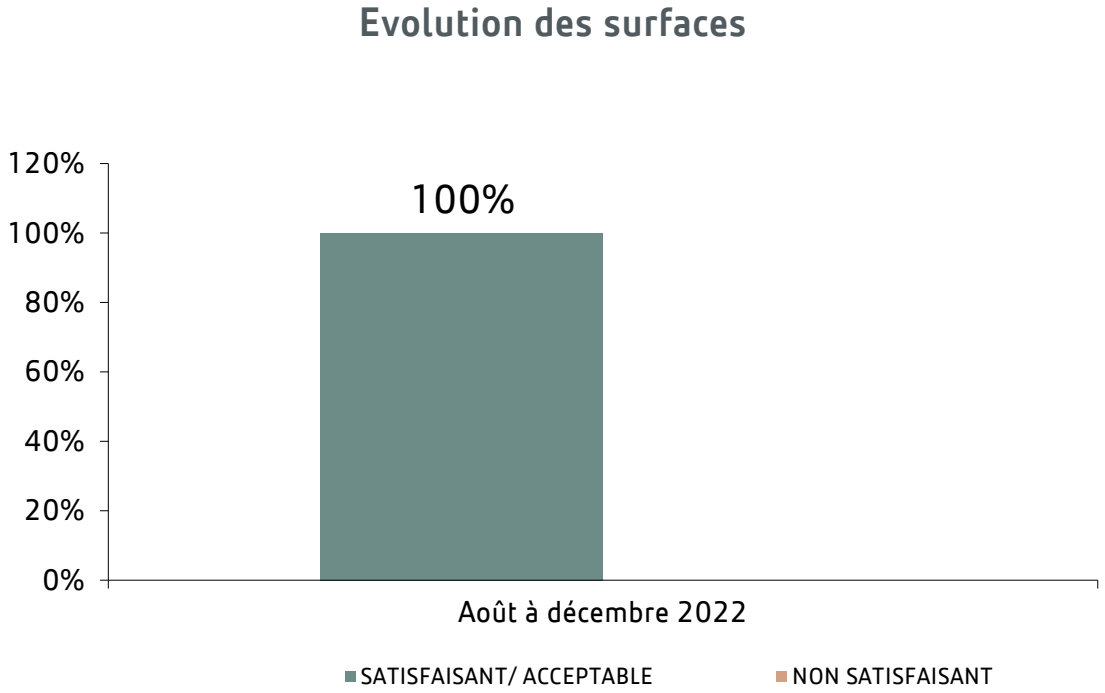


870

RESULTATS DES AUTOCONTROLES MICROBIOLOGIQUES POUR LA CRECHE « LE MANEGE ENCHANTE » LES SURFACES

de aout à décembre 2022	Nombre d'analyses	Résultats		% de résultats acceptables ou satisfaisants
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Surfaces	2	2	0	100,00%





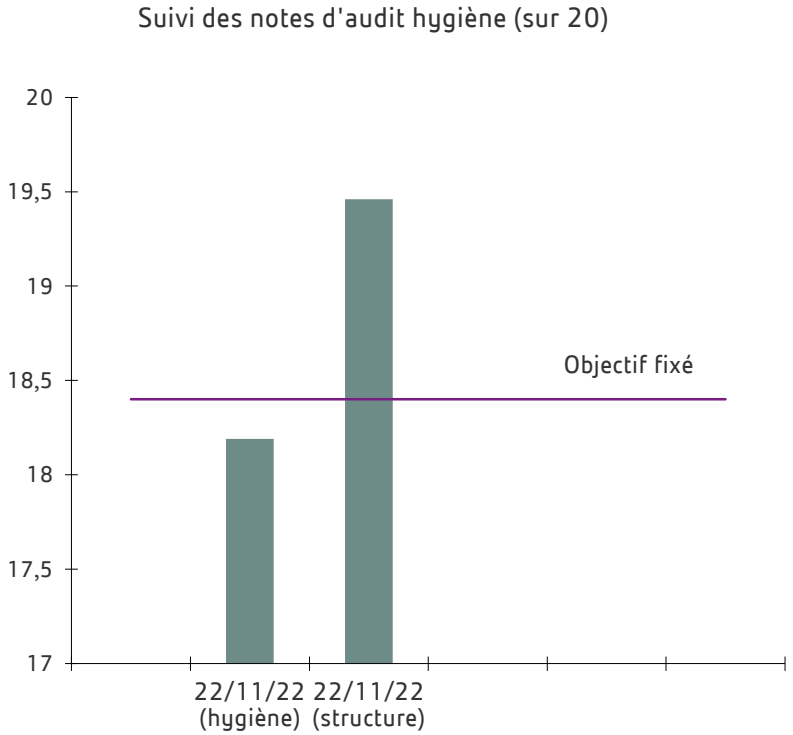
871

RESULTATS DES AUDITS HYGIENE POUR LA CRECHE « LE MANEGE ENCHANTE »

Pour votre contrat

De janvier à juillet 2022, les contrôles suivants ont été réalisés sur la crèche le Manège Enchanté par le laboratoire Eurofins :

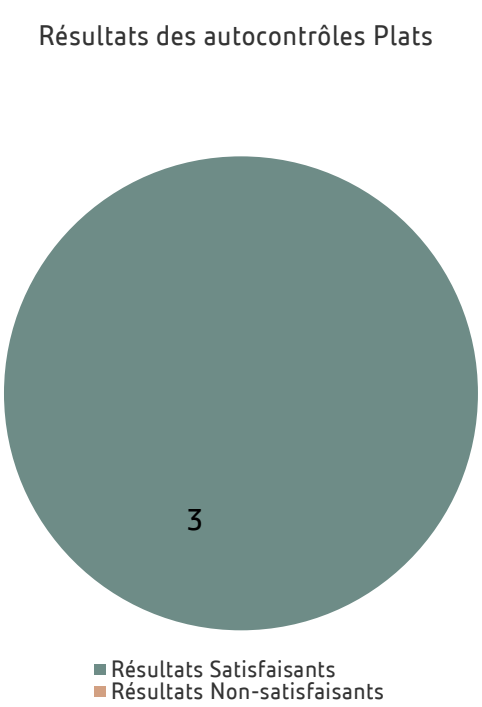
- 22/11/22, note de l'audit hygiène 18,19/20
- 22/11/22, note de l'audit de structure 19,46/20

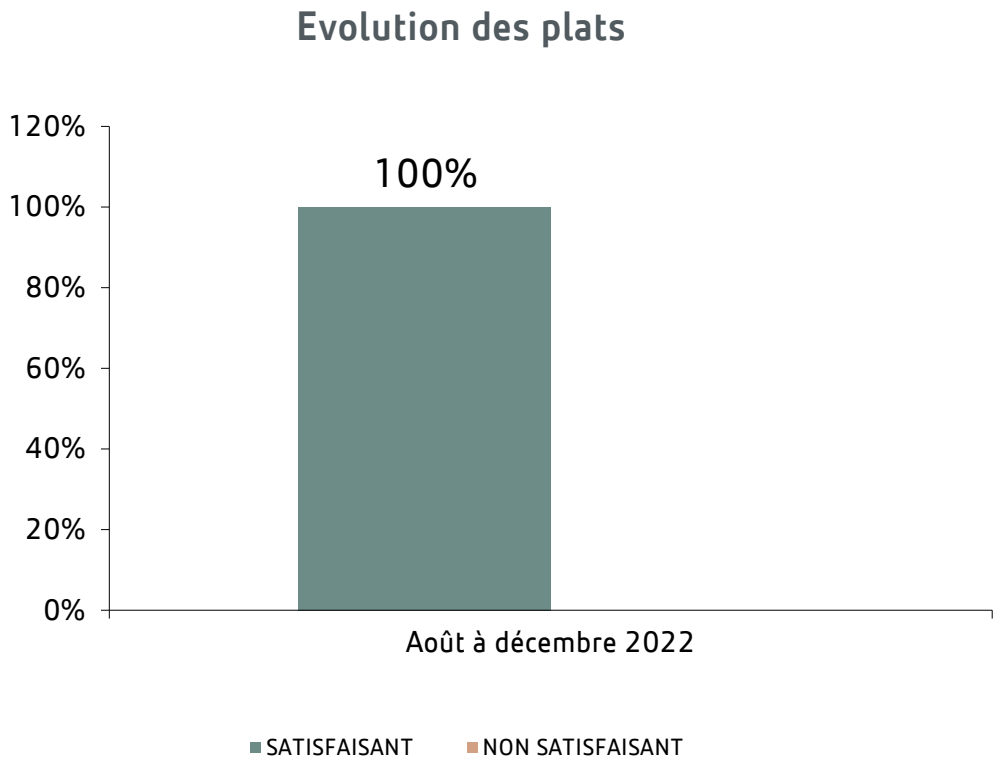


872

RESULTATS DES AUTOCONTROLES MICROBIOLOGIQUES POUR LES OFFICES– LES PLATS

De août à décembre 2022	Nombre d'analyses	Résultats		% Satisfaisant
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Plats	3	3	0	100,00%



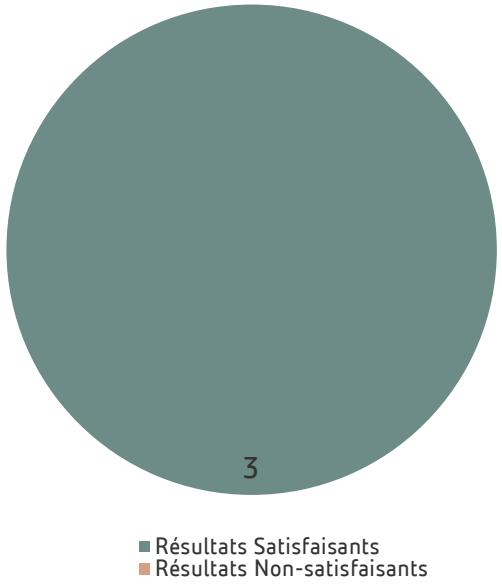


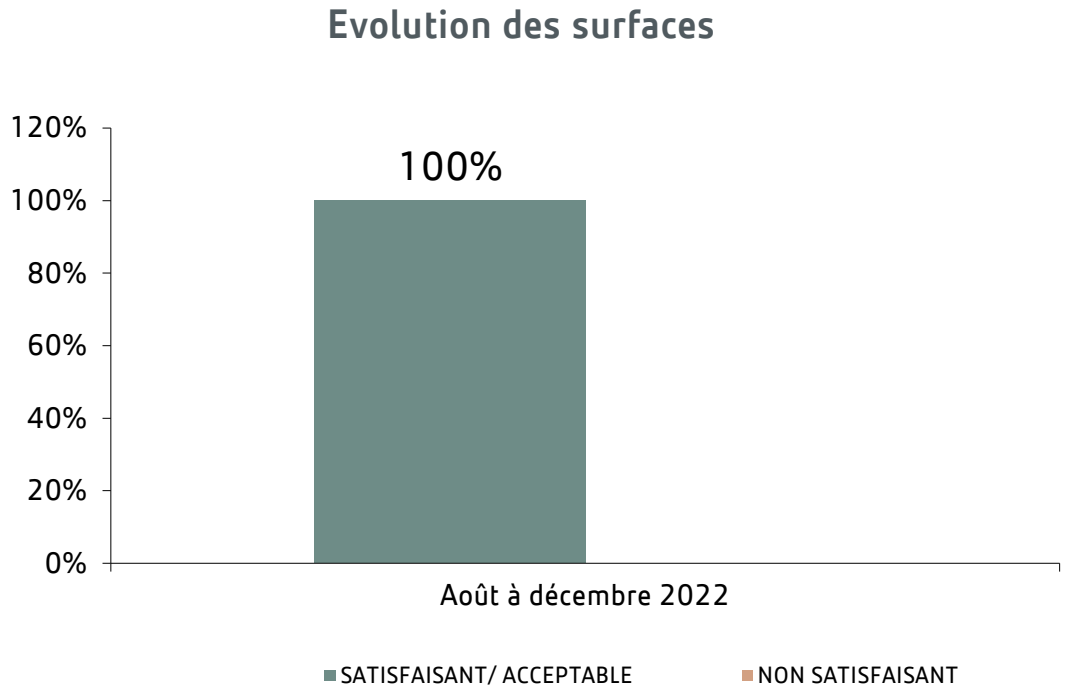
873

RESULTATS DES AUTOCONTROLES MICROBIOLOGIQUES POUR LES OFFICES– LES SURFACES

De août à décembre 2022	Nombre d'analyses	Résultats		% de résultats acceptables ou satisfaisants
		Satisfaisants acceptables	Non-satisfaisants	
Surfaces	3	3	0	100,00%

Résultats des autocontrôles surfaces



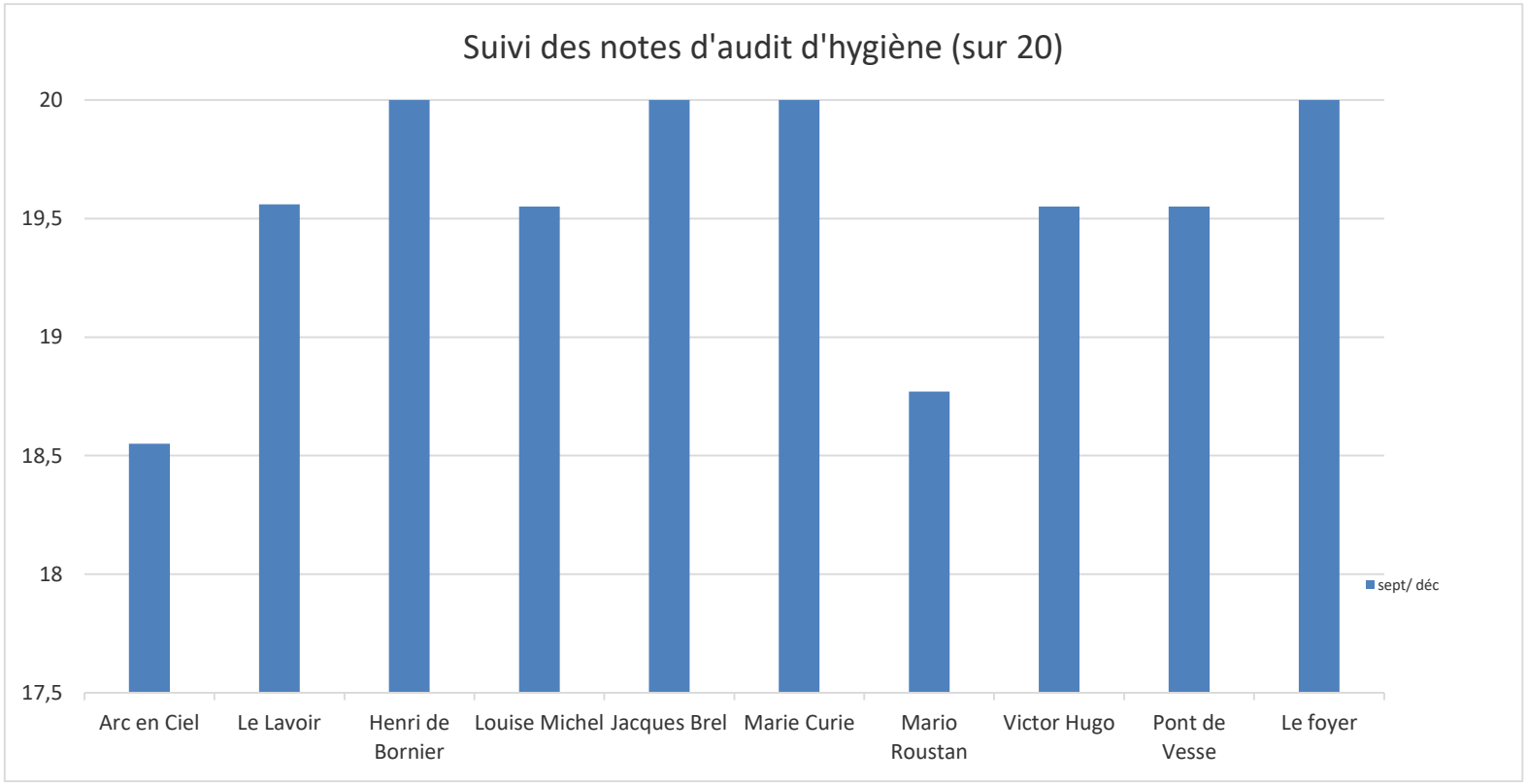


874

LES AUDITS HYGIENE POUR LES OFFICES

Pour votre contrat

D'août à décembre 2022, les contrôles suivants ont été réalisés sur les offices par le laboratoire Eurofins :



875

RESULTAT DE L'AUDIT DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

A la suite de l'inspection effectuée le 12/07/2021, l'inspecteur de la DDPP a évalué la maîtrise des risques sanitaires de la cuisine centrale de Lunel comme « satisfaisante ».

Le résultat du niveau d'hygiène de l'établissement est évalué « très satisfaisant » . Il est publié sur le site internet « Alim'confiance » ww.alim-confiance.gouv.fr

Niveau d'hygiène attribué par la DDPP à la cuisine centrale de LUNEL



876

2.2. LA SATISFACTION DES CONVIVES

ETRE À L'ÉCOUTE DE NOS CLIENTS ET NOS CONVIVES

Afin de savoir ce qui est apprécié dans notre prestation ou ce qui nécessiterait d'être amélioré, nous donnons à nos clients partenaires ainsi qu'à nos convives des opportunités d'expression de leur satisfaction.

Qu'il s'agisse d'évaluer notre offre alimentaire ou plus largement l'ensemble de notre prestation, nous avons mis en place, en complément des Commissions Restauration, trois outils de mesure et de suivi de votre satisfaction et de celle de nos convives

- Le Baromètre Convives,
- L'Observatoire Du Goût
- Le Baromètre Partenaires

3 outils de mesure et de suivi de la satisfaction



878

L'OBSERVATOIRE DU GOÛT DANS VOTRE VILLE

L'observatoire du Goût est l'analyse de la consommation des repas par les enfants.

Chaque jour, le ou la responsable d'office indique sur une **grille d'évaluation** si les enfants ont très bien, plutôt bien, plutôt pas ou pas du tout consommé leur entrée, leur plat et accompagnement, leur laitage et leur dessert.

Écoles qui participent à la démarche	**Toutes les écoles de la ville de Lunel**



879

L'OBSERVATOIRE DU GOÛT DANS VOTRE VILLE

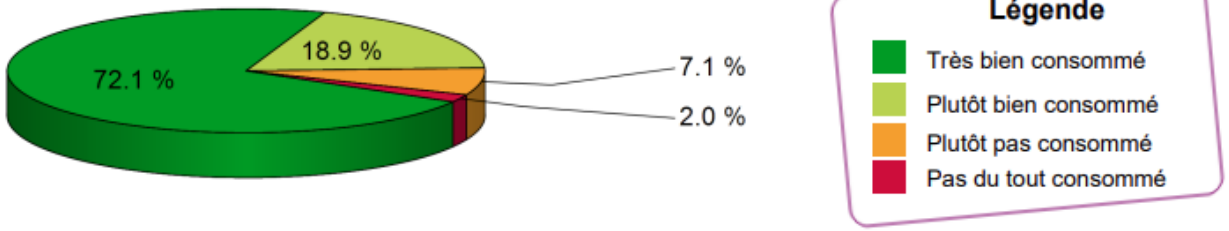
ECOLES DE LUNEL

• METHODOLOGIE

La synthèse porte sur les 11 établissements qui ont effectués l'observation. Au total, la commune compte 11 établissements.

- Types de convives : MATERNELLE, ELEMENTAIRE
- Période observée : du 01/09/2022 au 31/12/2022
- Prestation : DEJEUNER

• SATISFACTION GLOBALE



• 90,9% des plats ont été noté « bien consommés » (sous-total Très bien et plutôt bien) par les établissements effectuant l'opération.

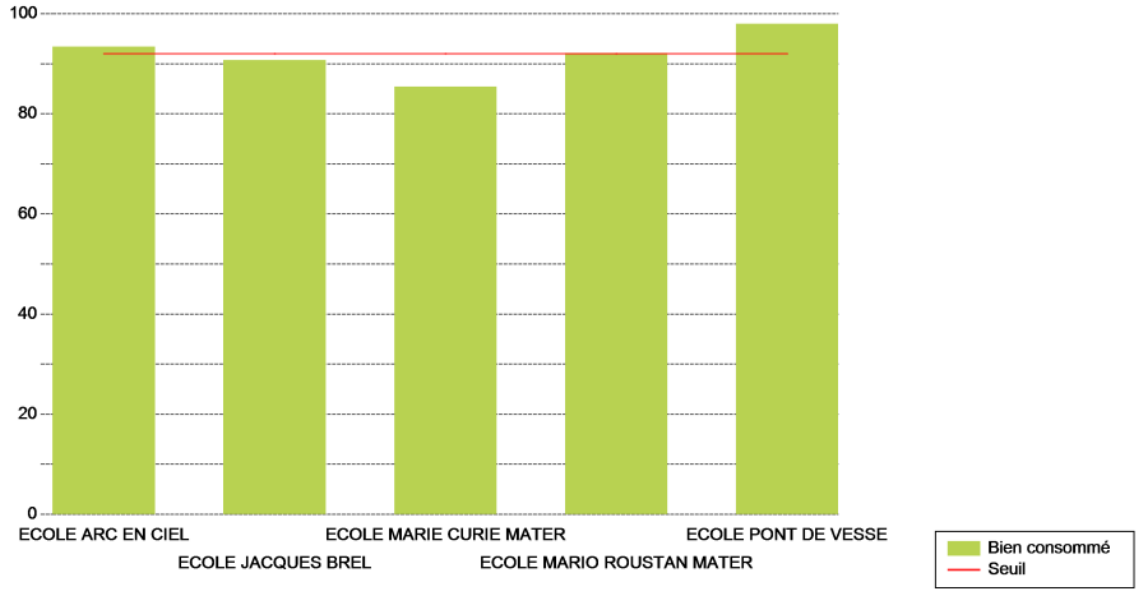
880

SATISFACTION PAR RESTAURANT "MATERNELLE"

Période observée : du 01/09/2022 au 31/12/2022

MATERNELLE	Très bien consommé %	Plutôt bien consommé %	Sous-total bien conso. %	Plutôt pas consommé %	Pas du tout consommé %	Sous-total pas conso. %
ECOLE ARC EN CIEL	82	11.4	**93.4**	3.5	3.1	**6.6**
ECOLE JACQUES BREL	75.2	15.4	**90.7**	7.5	1.9	**9.3**
ECOLE MARIE CURIE MATER	65	20.4	**85.4**	12.1	2.4	**14.6**
ECOLE MARIO ROUSTAN MATER	57	35.1	**92.1**	6.6	1.3	**7.9**
ECOLE PONT DE VESSE	93.5	4.4	**98**	1.2	0.8	**2**

Part des « bien consommé » au sein des restaurants de type MATERNELLE



Le seuil correspond à la moyenne nationale des résultats obtenus pour l'ensemble des restaurants effectuant « l'Observatoire du Goût ».

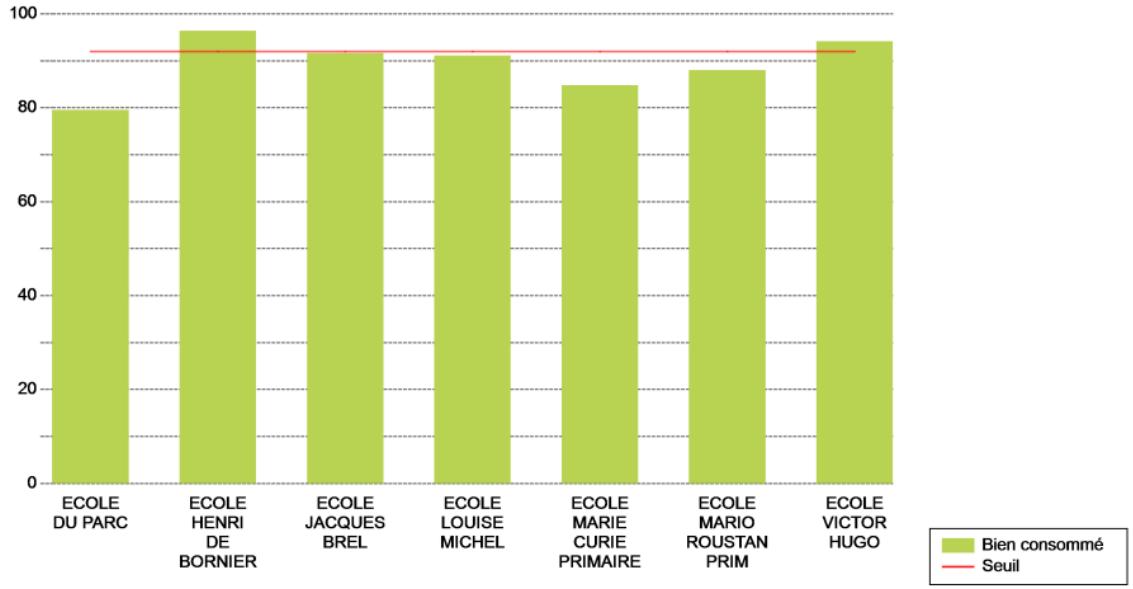
881

SATISFACTION PAR RESTAURANT "ELEMENTAIRE"

Période observée : du 01/09/2022 au 31/12/2022

ELEMENTAIRE	Très bien consommé %	Plutôt bien consommé %	Sous-total bien conso. %	Plutôt pas consommé %	Pas du tout consommé %	Sous-total pas conso. %
ECOLE DU PARC	45.2	34.2	79.5	16.4	4.1	20.5
ECOLE HENRI DE BORNIER	87.5	8.9	96.4	0.6	3	3.6
ECOLE JACQUES BREL	77	14.6	91.6	7.1	1.3	8.4
ECOLE LOUISE MICHEL	72.7	18.5	91.1	4.4	4.4	8.9
ECOLE MARIE CURIE PRIMAIRE	61.7	23	84.8	13.8	1.5	15.2
ECOLE MARIO ROUSTAN PRIM	61.5	26.5	88	10.5	1.5	12
ECOLE VICTOR HUGO	75.2	18.9	94.1	5.6	0.3	5.9

Part des « bien consommé » au sein des restaurants de type ELEMENTAIRE



Le seuil correspond à la moyenne nationale des résultats obtenus pour l'ensemble des restaurants effectuant « l'Observatoire du Goût ».

882

SATISFACTION PAR CONVIVE

Période observée : du 01/09/2022 au 31/12/2022

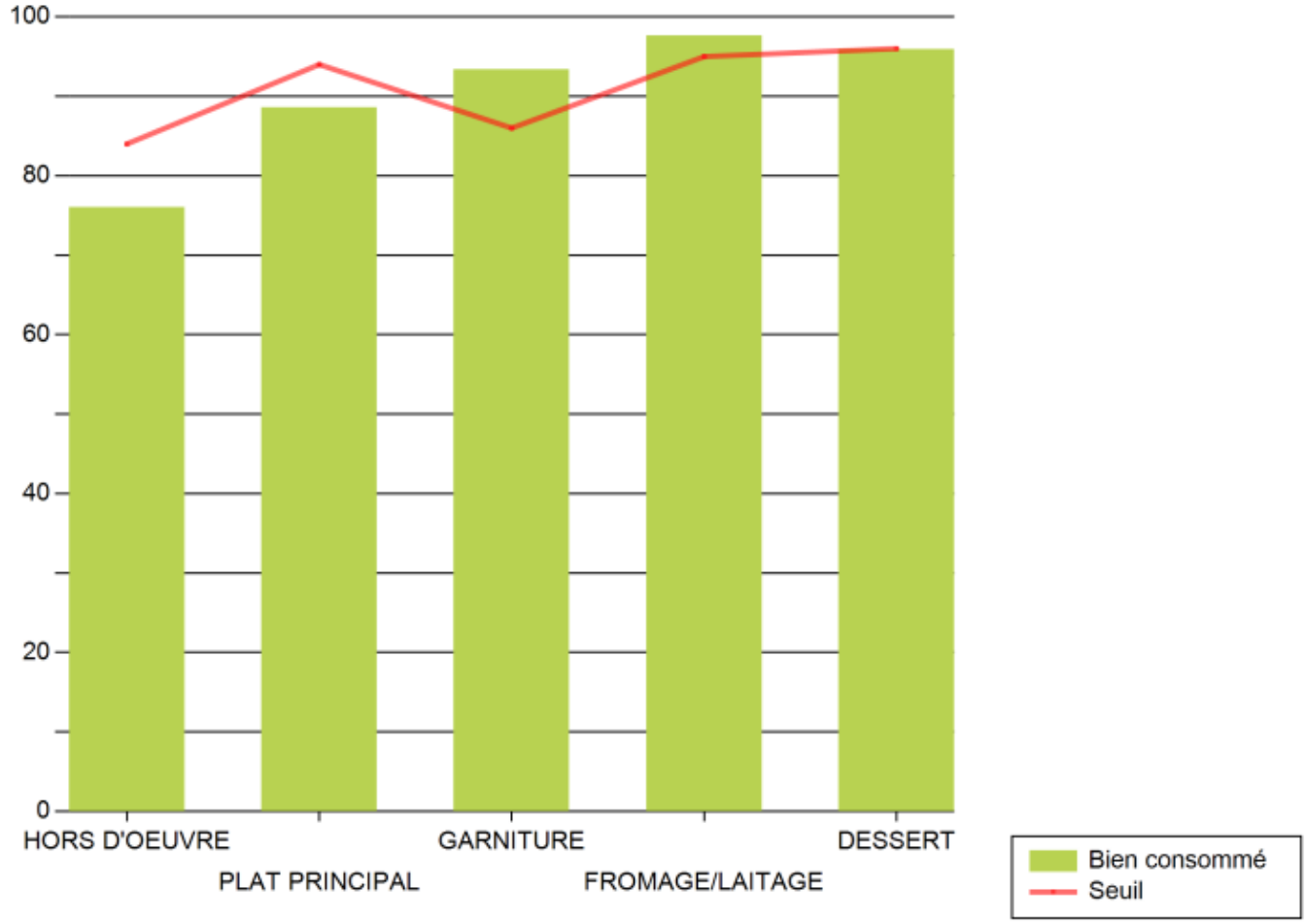
Convives	Très bien consommé %	Plutôt bien consommé %	Sous-total bien conso. %	Plutôt pas consommé %	Pas du tout consommé %	Sous-total pas conso. %	Seuil
ELEMENTAIRE	70	20.1	90	7.9	2	10	92%
MATERNELLE	75.1	17.1	92.2	6	1.9	7.8	92%

Le seuil correspond à la moyenne nationale des résultats obtenus pour l'ensemble des restaurants effectuant « l'Observatoire du Goût ».

Sont considérés:	
ELEMENTAIRE	7 / 11 restaurants
MATERNELLE	5 / 11 restaurants

883

SATISFACTION PAR FAMILLE DE PLATS



Chacun des seuils correspond à la moyenne nationale des résultats obtenus sur l'ensemble des restaurants effectuant « l'Observatoire du Goût » pour chaque famille de plat.

884

PRÉSENTATION DES COMITES ECOLES

Les Comités Ecoles sont des moments privilégiés partagés avec vous et les représentants des parents d'élèves.

Le Comité Ecoles doit être une source de progrès pour tous

- le client
- l'équipe de cuisine
- l'équipe éducative
- le personnel de service
- les enfants

Au cours de ces rendez-vous, en plus d'une analyse des futurs menus, nous en profitons pour vous informer sur des sujets d'actualités comme les allergies alimentaires, le PNNS 3, le Bio, la nouvelle réglementation, etc.

Le comité écoles : écoute et partage



COMITE ECOLES

Ville de LUNEL

885

LE DEROULEMENT DES COMITES ECOLES

❖ **Les participants:**

Madame MOKADDEM (Adjointe au maire)
Madame LECOQ (Directrice Adjointe Petite Enfance Education)
Des Fédérations de parents d'élèves
Monsieur EYSSETTE (Directeur de la restauration Elior Enseignement)
Madame JOURDAN (Responsable Service Clients et Diététicienne Elior Enseignement)

❖ **Le déroulement :**

Ce comité écoles se déroule en deux temps:

✓Une première partie avec les représentants de la Ville de LUNEL, d'Elior, des parents d'élèves, où sont abordés le fonctionnement et la vie quotidienne des restaurants scolaires, le suivi du personnel de service et de l'encadrement des enfants.

✓Une seconde partie, qui fait état de la qualité de la prestation servie sur les restaurants scolaires, avec en appui les résultats de l'Observatoire du goût, les visites journalières sur les restaurants effectuées par le personnel d'Elior.

Elior profite de ce moment, pour présenter les futures animations et des sujets d'actualités liés à l'alimentation.

886

COMMISSION DE MENUS – CRECHE "LE MANEGE ENCHANTE"

❖ **Les participants:**

Madame MURATET (Directrice)
Madame JOURDAN (Responsable Service Clients et Diététicienne Elior).



❖ **Les thèmes abordés:**

Au cours de ces commissions, la directrice communique sur la qualité des repas servis sur la période écoulée et sur le fonctionnement du personnel Elior qui travaille au sein de l'établissement.

Avant de clôturer cette réunion, notre diététicienne lui présente les menus du mois à venir, à valider.

887

COMMISSIONS DE MENUS – FOYER DU 3EME AGE ET PORTAGE A DOMICILE

❖ **Les participants:**

Madame CAUSSE (Employée de restauration au foyer du 3ème âge).
Madame RENARD (Personnel livrant les repas à domicile).
Madame LIBERGE (diététicienne).

❖ **Les thèmes abordés:**

✓ La prestation alimentaire :
l' avis est positif sur l'ensemble de la prestation.

✓ Les animations, toujours des moments appréciés par nos séniors :
repas à thème, distribution d'une attention pour les convives du portage.



✓ Le fonctionnement :
les usagers du portage à domicile apprécient la distribution des repas dans des sachets individuels, le « guide du service de repas à domicile » remis individuellement lors de la première commande ainsi que « le coffret de bienvenue ».

888

FRÉQUENCE DES COMITES ECOLES ET DES COMMISSIONS DE RESTAURATION

	Août 22	Sept 22	Oct. 22	Nov. 22	Déc 22
Crèche le Manège enchanté		14/09		25/11	29/12
Portage/Foyer		29/09			19/12

889

LES ANIMATIONS: BIEN + QU'UN REPAS...

L'appétit du mieux est l'engagement d'Elior au quotidien. Il se traduit dans et autour de l'assiette à travers son programme d'animations conçu sur :

3 AXES

- MIEUX VIVRE ENSEMBLE
  Faire de la pause déjeuner le moment de convivialité et de proximité par excellence.
- MIEUX SE NOURRIR
  Développer le plaisir gustatif des convives et leur faire apprécier les produits sains.
- MIEUX AGIR POUR LA SOCIÉTÉ
  Promouvoir les bons comportements alimentaires et sensibiliser les convives à la réduction du gaspillage alimentaire.

4 THÉMATIQUES



CALENDAIRE
Les traditions festives



SAVEURS & DÉCOUVERTES
Les explorations gustatives



NUTRITIONNELLE
Les bons comportements alimentaires



DÉVELOPPEMENT DURABLE
Les bons gestes pour la planète

Notre programme s'inscrit également dans la stratégie RSE d'Elior : THE ELIOR GROUP POSITIVE FOOTPRINT

CALENDAIRE

LA BIENVENUE DU CHEF

Le jeudi 8 septembre 2022

1er moment de plaisir, de tradition et de partage, ce jeudi 8 septembre, dans les restaurants scolaires de la Ville de Lunel, à travers l'animation « Fêtons la savoureuse bienvenue du chef »





Au menu

- Salade de tomates
- Sauté de bœuf marengo
- Riz de Camargue pilaf
- Crème anglaise

SAVEURS & DÉCOUVERTES

TOUS FOUS DU GOUT

TOUS FOUS DU GOÛT! les Sauces

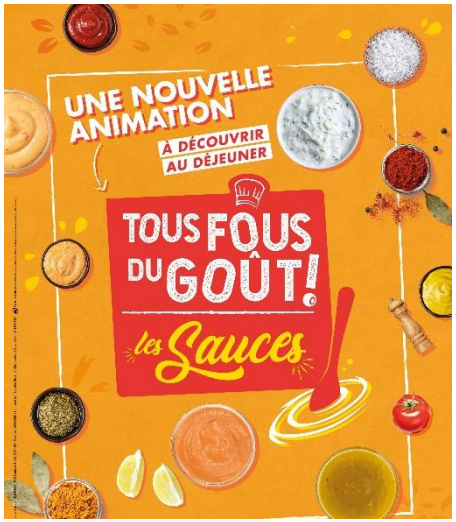
Du 10 au 14 octobre 2022

En concoctant des sauces irrésistiblement crémeuses et des assaisonnements divinement parfumés, nos Chefs donnent du pep's à leur cuisine.

Un petit goût de « reviens-y » à s'en lécher les babines !

Que ce soit pour relever un plat ou le mettre en valeur, ces suppléments d'âme de recettes subliment les menus de toute une semaine. De quoi transformer un plat simple en un plat gourmand et divin.

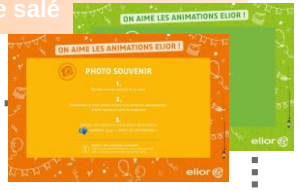
Tourbillon de saveurs garanti !





Des nouvelles recettes

- Courgettes râpées sauce basilic
- Radis copeaux sauce Tzaziki
- Sauce Kipik
- Sauce Bourgogne
- Fromage Blanc & Coulis de Mangue
- Moelleux caramel beurre salé



Contenu du kit

- Des affiches
- Des ballons
- Des twisters
- Des guirlandes
- Des cadres photos pour le personnel

Dotations convives

- Un carnet de voyage pour les élémentaires et des cartes pop up pour les maternelles





elior

SAVEURS & DÉCOUVERTES

TOUS FOUS DU GOUT

TOUS FOUS DU GOÛT! les Sauces

Dans les restaurants



elior

SAVEURS & DÉCOUVERTES

TOUS FOUS DU GOUT

TOUS FOUS DU GOÛT! les Sauces

Sur le site Web de la Ville de Lunel

ACCUEIL » TOUTE L'ACTUALITÉ » EVÈNEMENT » TOUS FOUS DE GOÛT À LA CANTINE !

TOUS FOUS DE GOÛT À LA CANTINE !

Du 10 au 14 octobre, « Tous fous du Goût ! » s'invite à la table des élèves lunellois.

« Tous fous du Goût » fait partie du programme d'animations mis en place par Elior, dont l'objectif est d'éduquer les plus jeunes convives au goût et d'inviter les plus âgés à prendre du plaisir à table en savourant un menu thématique, dans un cadre ludique et une ambiance conviviale.

Pour cette nouvelle édition, Elior a choisi de faire découvrir et déguster les sauces. Sauce à l'échalote, sauce Kipik, sauce basilic, sauce vierge, sauce de Bourgogne ou encore sauce Tzaziki, les menus de cette semaine axée sur le goût seront tous agrémentés de sauces proposant de nouvelles saveurs à nos jeunes convives. Préparation liquide ou onctueuse qui sert à accommoder certains mets, la sauce apporte un plus dans l'assiette ! De la couleur, du liant, de nouvelles saveurs et au final, ce petit geste qu'on aime tant : saucer avec son morceau de pain ! A l'image de cette semaine où les élèves seront « Tous fous de Goût », c'est une savoureuse animation qu'Elior RS leur propose de partager. Pour faire du moment du repas, un instant goûteux et convivial.



SAVEURS & DÉCOUVERTES

TOUS FOUS DU GOUT

TOUS FOUS DU GOÛT! les Sauces

Dans la presse

VENDREDI 14 OCTOBRE 2022 - Midi Libre

"Tous fous du goût" à la sauce Élior dans les cantines de la ville

DÉCOUVERTES

L'opération s'est étalée toute cette semaine au moment de la pause méridienne. Entre dégustation et pédagogie.

Anne Cathala
acathala@midilibre.com

Les assiettes des écoliers lunellois avaient une saveur particulière, cette semaine, dans le cadre de l'opération "Tous fous du goût", organisée par Élior. En parallèle de La Semaine du goût®, l'entreprise de restauration collective, qui a en charge les repas des écoles de la ville, avait mis les petits plats dans les grands pour proposer aux gastronomes en culottes courtes une découverte originale autour des sauces.

De l'importance du visuel dans l'assiette

Une animation à s'en lécher les babines qui s'est déclinée de l'entrée au dessert, en passant par le plat. Où l'on apprend que les radis peuvent se déguster avec une sauce tzatziki, que le bœuf aime toujours autant la sauce bourguignonne et que le ketchup n'a pas vu le jour aux États-Unis mais… en Chine ! Pour l'élue Sonia Mokaddem, *« cette opération s'inscrit complètement dans le cahier des charges que nous avons signé avec Élior. Elle reflète parfaitement l'étroite collaboration qui s'est installée entre l'entreprise et la Ville et ce que nous souhaitons »*, poursuit la 6e adjointe à l'enfance et à la jeunesse, venue partager le déjeuner de ce jeudi 13 octobre auprès des enfants de l'école du Parc, de Lunel, aux côtés de Carine Belrepayre.

En poste depuis septembre 2021, l'inspectrice de l'Éducation nationale affichait également son plaisir de vivre cette expérience culinaire et pédagogique. *« C'est une première pour moi. C'est toujours agréable de venir sur le terrain et de se rendre compte en direct de ce que la municipalité met en place à l'attention des écoliers de la ville »*, assurait-elle avant de déguster un fromage blanc agrémenté d'un coulis de mangue. Une belle couleur orangée au creux de son nuage blanc. Car au-delà du goût, le visuel, en gastronomie, a aussi toute son importance. Outre la sollicitation du palais, l'éducation à l'alimentation passe aussi par les yeux. *« Lors de ce genre d'opérations, qui ponctuent toute l'année scolaire, nous ne nous limitons pas à servir des repas découverte,* explique Véronique Jourdan, directrice du service clients chez Élior. *Nous venons avec un kit qui comprend des banderoles, des affiches colorées, un quiz sur le thème abordé qui doit pouvoir se décliner aussi bien en cuisine et dans les assiettes que sur les murs et tables des cantines… »* Une manière de plonger les jeunes gastronomes dans l'ambiance. Comme ce sera le cas en novembre avec les deux journées que prévoit Élior autour des saveurs du Japon. Des menus à la baguette en perspective !



À l'école Mario-Roustan, les élèves ont testé les radis assaisonnés à la sauce tzatziki. A.C.

Un nouveau menu végétarien sur la carte

NOUVEAUTÉ Apparu sur la carte des cantines à cette rentrée scolaire 2022, un menu végétarien est aujourd'hui proposé aux élèves de la ville de Lunel par l'entreprise de restauration collective Élior. Une décision prise lors du conseil municipal du mois de juillet *« dont le souhait émanait des administrés et auquel nous avons souhaité répondre,* souligne Sonia Mokaddem, 6e adjointe à l'enfance et à la jeunesse. *D'autant qu'il s'agit d'une plus-value. Il a été ajouté à la carte des menus et non en remplacement d'un autre. »* Si cette "option végétarienne" était à cocher sur la fiche de cantine pour cette rentrée de septembre, l'élue municipale a informé qu'il était encore possible de la choisir. Et ce, jusqu'à la fin de l'année. De même qu'il sera possible de l'annuler une fois un premier bilan effectué.

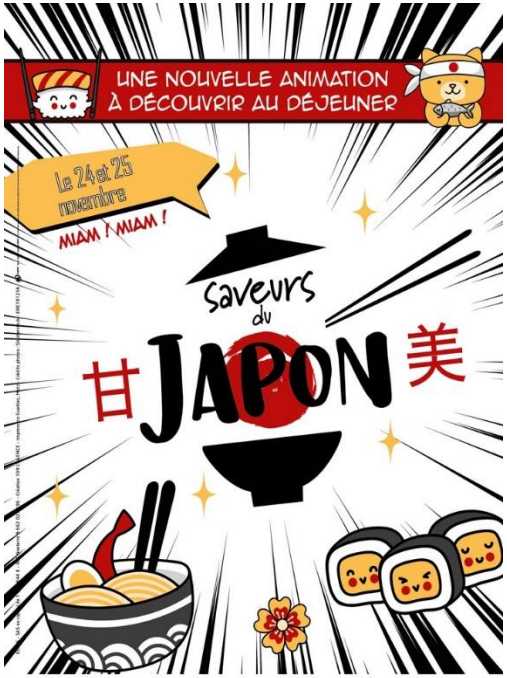
SAVEURS & DÉCOUVERTES

SAVEURS DU JAPON

Le 24 et 25 Novembre 2022

Nos Chefs ont à cœur de partager leur passion. C'est une cuisine mêlant plaisir, bienfaits et exotisme que nos convives voyageurs vont expérimenter là.

Bouillon pimenté, bœuf mariné, riz vinaigré… Les recettes du pays du soleil levant éveillent les sens au travers d'une expérience gustative sans pareille. Grâce à l'inspiration de nos chefs, l'exploration de ce territoire culinaire s'annonce sous de bonnes énergies !



Des nouvelles recettes

- Yakiniku de Bœuf
- Colin Sauce Misoyaki
- Riz Vinaigré
- Cake Hanaricot



Contenu du kit

- Des affiches
- Des ballons
- Des twisters
- Des guirlandes
- Des tabliers et toques pour le personnel

Dotations convives

- Un kit origami



896

SAVEURS & DÉCOUVERTES

SAVEURS DU JAPON

Dans les restaurants





897

CALENDAIRE

LA MAGIE DE NOEL

LE succulent NOËL DU CHEF

Le jeudi 15 décembre 2022



898

elior

CALENDAIRE

LA MAGIE DE NOEL

LE succulent NOËL DU CHEF

Le jeudi 15 décembre 2022

elior
L'appétit du mieux

LES ANIMATIONS
DE VOTRE RESTAURANT
de délicieux moments
à partager…

Jeudi 15 décembre 2022









elior.fr

elior
L'appétit du mieux

LES ANIMATIONS
DE VOTRE RESTAURANT
de délicieux moments
à partager…

Jeudi 15 décembre









elior.fr

899

elior

LES ANIMATIONS POUR LES

Tout-petits

Un package d'animations sur des thèmes phares ou ludiques



CALENDAIRE

- Joyeux Noël

+



SAVEURS & DÉCOUVERTES

- Je découvre le orange
- Je découvre le vert

LES AFFICHES ET ATTENTIONS CONVIVES

SAVEURS & DÉCOUVERTES





Une attention pour chaque convive : un livret de jeux



Pour chaque enfant : Un coloriage



LES AFFICHES ET ATTENTIONS CONVIVES

CALENDAIRE



Une attention pour chaque convive



Un kit de fabrication de guirlande

LES BANDES DÉCO















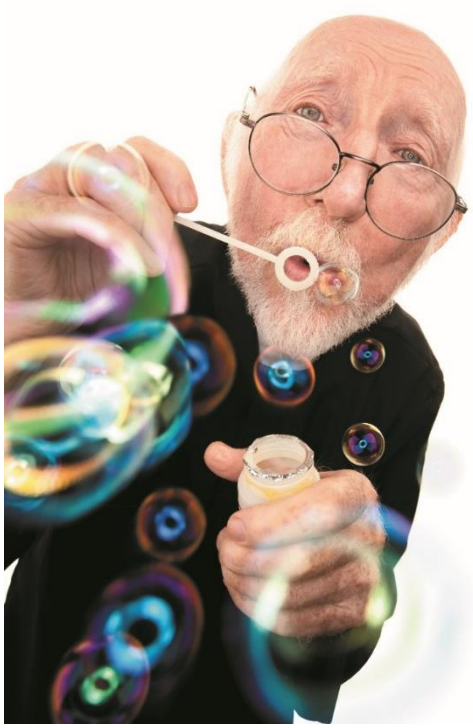




LES ANIMATIONS POUR LES SENIORS

Afin d'égayer leur quotidien,
Elior propose à ses convives séniors à domicile ou au Foyer du 3ème âge des **rendez-vous festifs et de découverte tout au long de l'année.**

Spécialités régionales, fêtes calendaires, saveurs d'antan... chaque animation est l'occasion pour eux de se régaler, se divertir et de stimuler leur mémoire.
A travers des menus à thème, des jeux et des petits cadeaux, les convives prennent du plaisir « et c'est tant mieux » !



LES ANIMATIONS POUR LES Seniors à domicile, Seniors en foyer

Un package de 2 animations calendaires et 2 animations Saveurs et Découvertes

CALENDAIRES



- Douceurs d'Automne
- Joyeux Noël

SAVEURS ET DÉCOUVERTES



- Tous fous du goût
- Saveurs du Japon

LES ANIMATIONS POUR LES Seniors à domicile Seniors en foyer

Tous fous du Goût

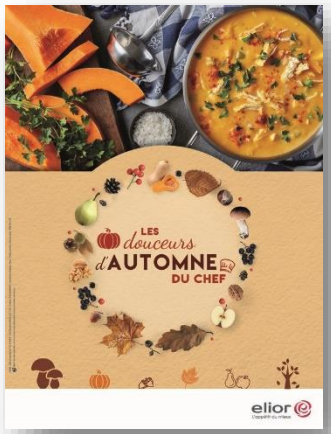


Douceurs d'Automne



UNE ATTENTION POUR TOUS Seniors à domicile

A chaque animation, Elior remet à chaque convive des cartes postales ou « la gazette gourmande Elior » qui allie jeux, découvertes et histoires…





… le repas devient fête !





LE PLAISIR DES PETITS CADEAUX

Seniors à domicile



Un calendrier porte photos



Un sous verre

LES AFFICHES

Tous fous du goût





Saveurs du Japon





DES REPAS FESTIFS

➢ Pour les **adhérents du Foyer du 3ème âge**

Tout au long de l'année, l'équipe de cuisiniers d'Elior élabore **des repas festifs** et participe aux repas dansants, aux évènements calendaires (repas de la Saint Valentin, de Noël…) qui se déroulent à la salle Georges Brassens ou au Foyer du 3ème âge.

RETOUR EN IMAGES : REPAS DANSANT DE NOËL DU FOYER

Le 7 décembre dernier à la salle Georges Brassens, les séniors adhérents et non-adhérents au foyer se sont retrouvés autour d'un repas de Noël festif et dansant. Nos aînés sont venus nombreux, au total 230 personnes réunies pour enchaîner quelques pas de danses toute l'après-midi au rythme de l'orchestre Sardi Sixties.



Galeries photos





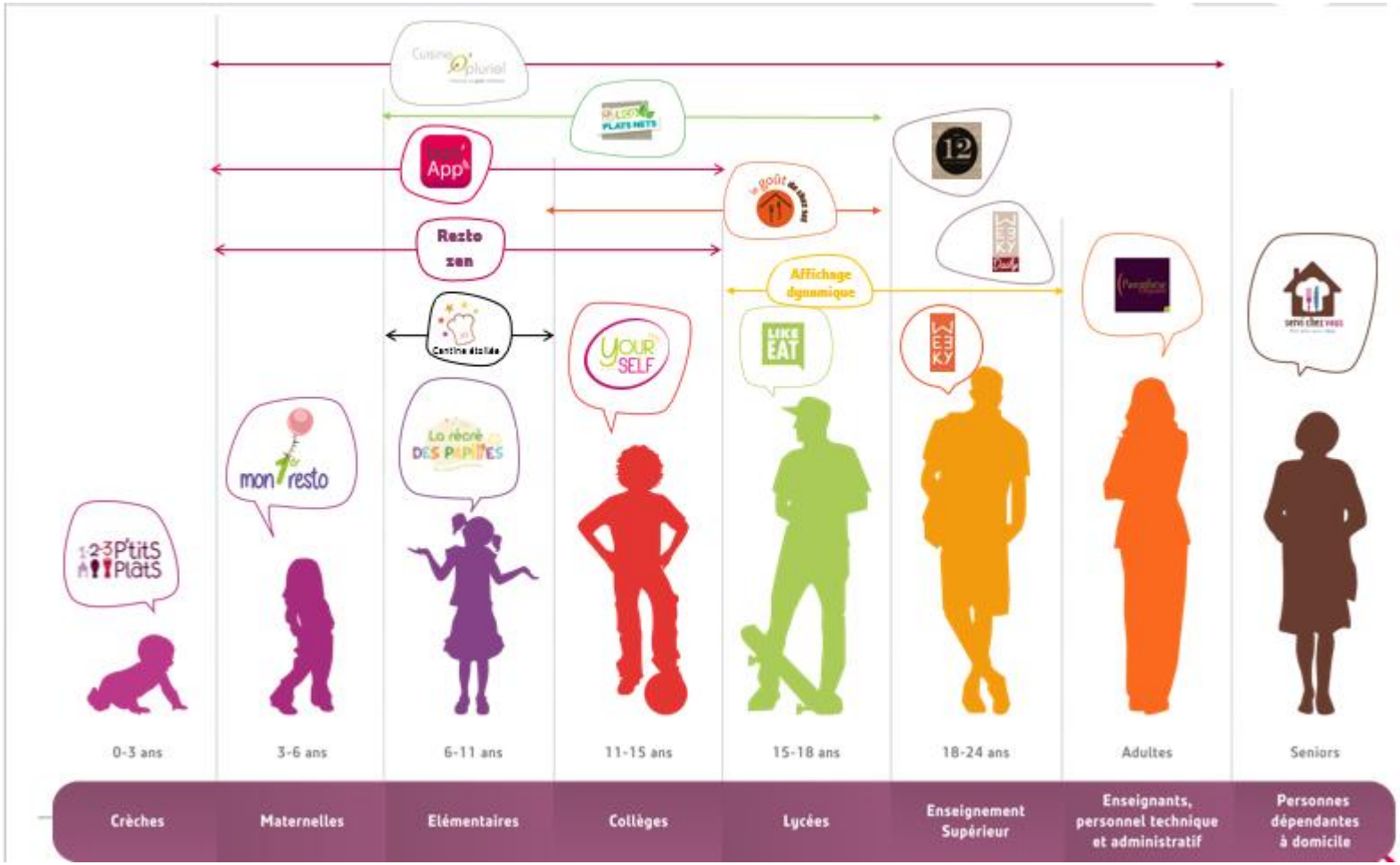

CALENDRIER DES ANIMATIONS DANS VOTRE VILLE

Convives	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE
Scolaire-CLSH		08/09: La bienvenue du Chef	Du 10 au 14 oct.: Tous fous du goût	24 et 25/11: Saveurs du Japon	15/12 : le succulent Noël du chef
Portage à domicile		Douceurs d'Automne	Du 10 au 14 oct.: Tous fous du goût	24 et 25/11: Saveurs du Japon	25/12 : Joyeux Noël
Foyer du 3ème âge		Douceurs d'Automne	Du 10 au 14 oct.: Tous fous du goût	24 et 25/11: Saveurs du Japon	
Association du Foyer du 3ème âge			05/10: Repas de la semaine Bleue		7/12: Repas dansant de Noël
Les Pompiers			Du 10 au 14 oct.: Tous fous du goût	24 et 25/11: Saveurs du Japon	24 et 25/12: Joyeux Noël
Crèche			Du 10 au 14 oct.: Je découvre le orange	22/11: Je découvre le Vert	15/12: Joyeux Noël

911

UNE RESTAURATION ADAPTEE A CHAQUE TRANCHE D'AGE

Pour accompagner les convives dans les différentes étapes d'une croissance harmonieuse, Elior a conçu des solutions de restauration adaptées à nos convives.



912

LE RESTAURANT DES TOUT-PETITS

Dans votre ville

- Pour les MATERNELLES

> Un parcours qui associe Self Service et Service à Table pour s'adapter à l'âge de l'enfant

> Une préparation à l'autonomie et développement de la motricité

> Une éducation au goût et aux bonnes pratiques alimentaires

> Un personnel formé et tourné vers le bien-être de l'enfant

>Une ambiance conviviale grâce à une signalétique pédagogique et colorée qui égaye et dynamise l'espace du restaurant

Le restaurant des tout-petits
à l'école Arc en Ciel



913

LE SELF QUI FAIT GRANDIR

Dans votre ville

- Pour les ELEMENTAIRES

le self qui fait grandir

> Apprentissage de l'autonomie et respect du rythme de chacun grâce :

- au choix piloté (2 entrées, 2 produits laitiers et 2 desserts nutritionnellement équivalents)

- à un parcours coordonné où l'enfant mange à son rythme

> Une sensibilisation au développement durable

> Des couleurs, de l'humour et de la convivialité au travers de petits personnages sympathiques

Concept installé aux restaurants du Lavoir, de Victor Hugo, de Louise Michel , de Mario Roustan et de Marie Curie







914

elior

TABLE DE TRI ET DE DEBARRASSAGE

Dans votre ville

- DEVELOPPEMENT DURABLE

> Un mobilier pour trier les déchets et débarrasser son plateau

> Le principe : isoler et revaloriser les déchets

> Un emplacement pour débarrasser chaque composante du plateau

> Une signalétique qui explique comment débarrasser le plateau

> Possibilité : la pesée des déchets et affichage du poids des déchets jetés

> Un concept adapté à une ergonomie du poste de travail pour le personnel de service

Sensibiliser et responsabiliser les convives élémentaires au tri et au gaspillage alimentaire dans les restaurants du Lavoir, Mario Roustan, Marie Curie, Louise Michel et Victor Hugo







915

L'APPLICATION KOOKIZ

Dans votre ville



- DEVELOPPEMENT DURABLE

Pour l'ensemble des RESTAURANTS SCOLAIRES

Zéro papier, maîtrise de la sécurité alimentaire, alerte automatique en cas de non-conformité, archivage automatique sur le Cloud

KOOKIES la 1ère tablette connectée qui simplifie la vie des restaurants

Un outils moderne et performant qui permet grâce à ses applications:

> Une gestion dématérialisée du Plan de Maîtrise Sanitaire

> Un e-pointage des enfants présents à la restauration

> Le pointage de l'Observatoire du goût



916

LA RESTAURATION DES SENIORS A DOMICILE

Dans votre ville

- **Restauration des SENIORS A DOMICILE**

> Elior Restauration a conçu **SERVI CHEZ VOUS**, son offre de service de repas à domicile pour les personnes âgées.

SERVI CHEZ VOUS, c'est :

- Une offre alimentaire au goût des personnes âgées
  - Des recettes 100 % dédiées aux seniors
  - Des plats du terroir et des desserts gourmands
- Des attentions et des animations régulières
- Un conditionnement valorisant
- Des outils de communication et d'information

Plaisir et petites attentions :
des repas au goût des seniors à domicile



APP'TABLE, UNE APPLICATION POUR LES FAMILLES

Les familles peuvent consulter les menus de leurs enfants sur leur smartphone, web et tablette.

Cette application offre de nombreux avantages :

> Légende dynamique pour mieux connaître la qualité, l'origine des plats et les informations liées aux 14 allergènes majeurs introduits volontairement dans nos préparations.

> Actualité des restaurants

> Impression : les menus sont enregistrables et imprimables sur 4 semaines

Cette application permet également de consulter ses factures de restauration scolaires, de régler en ligne en quelques clics ainsi que de gérer les absences.



https://apptable.elior.com

téléchargeable gratuitement dans les stores : Google et Apple.

APP'TABLE, DANS VOTRE VILLE

Dans votre ville

Des permanences

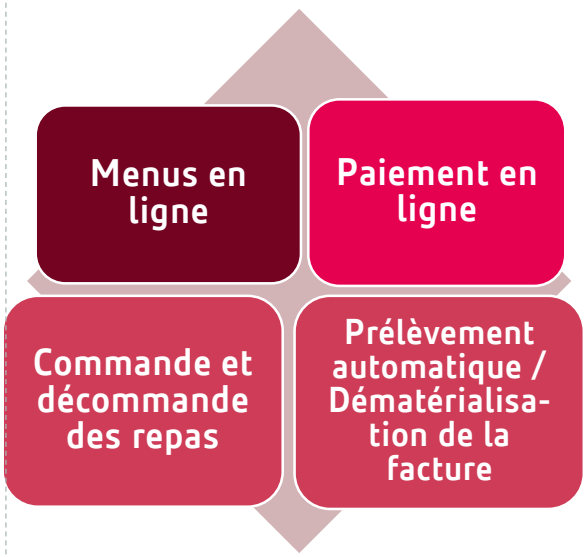
Nadine LUBRANO, Responsable Encaissements Elior, accueille dans les locaux du Service Petite Enfance Education, les familles dont les enfants déjeunent dans les restaurants scolaires de la Ville de Lunel, le personnel municipal et les personnes âgées qui prennent leur repas au restaurant du « Foyer du 3ème âge ».

En période scolaire, la permanence se déroule le lundi de 14h à 17h et le mardi et jeudi de 8h30 à 11h.
Pendant les vacances scolaires, une permanence est assurée tous les lundis de 9h à 12h, excepté du 14 juillet au 15 août.

Madame LUBRANO gère la perception auprès des usagers, renseigne les familles sur le fonctionnement de la restauration et sur l'état de leur compte famille.

Tous les matins, à 8h00, elle transmet par messagerie électronique, aux treize écoles de la ville de Lunel, la liste des enfants qui doivent prendre leur repas au restaurant scolaire.

Une écoute active



2.3 L'ENGAGEMENT DE NOS ÉQUIPES

DES FEMMES ET DES HOMMES PASSIONNES

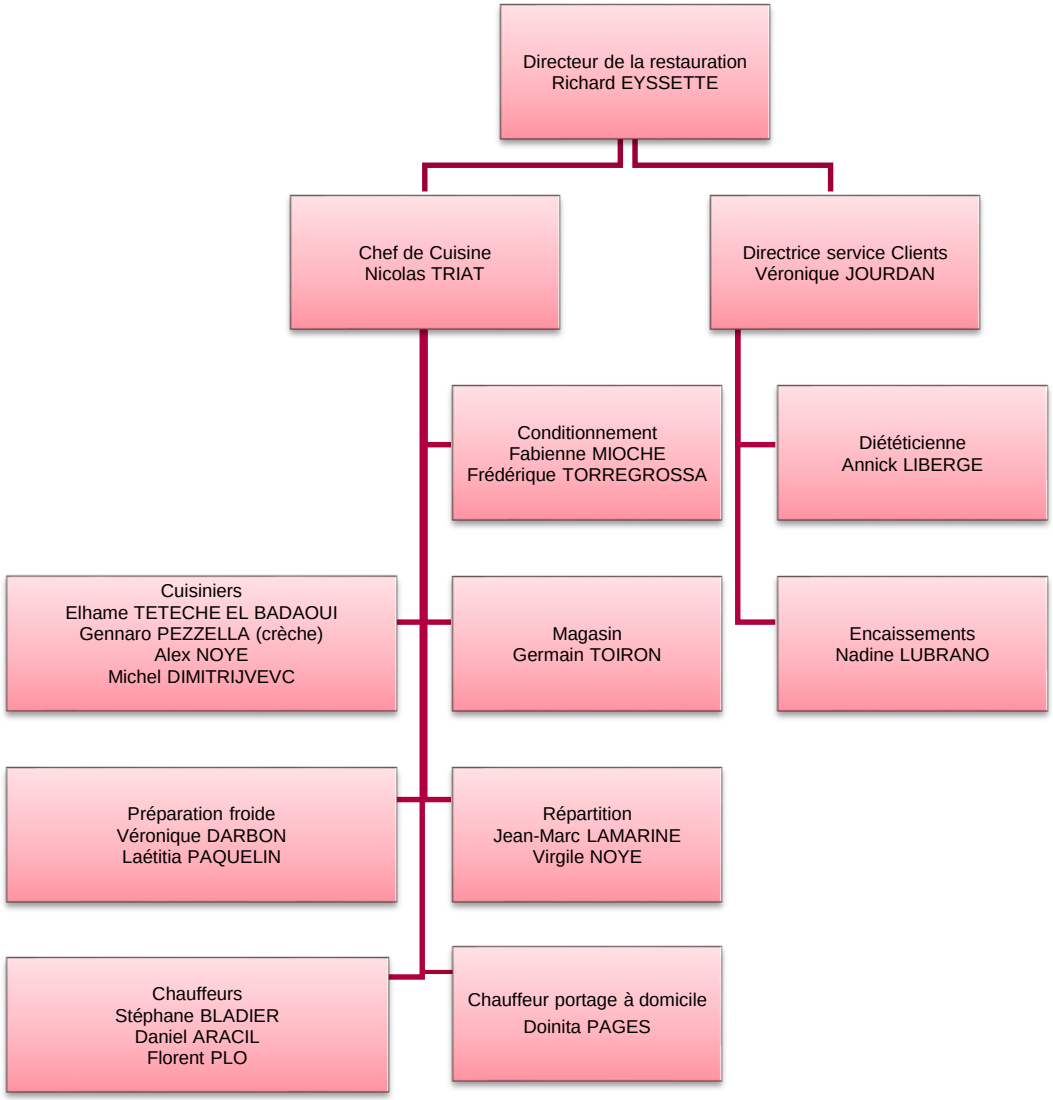
- Elior France Enseignement s'est développé grâce aux talents et aux compétences de ses collaborateurs
- Notre première force, ce sont les hommes et les femmes qui composent notre entreprise. Ils exercent un métier noble, puisqu'ils travaillent quotidiennement au service des enfants
- Notre politique de ressources humaines, axée sur la formation et la promotion interne, contribue à valoriser et renforcer les compétences de chacun
- Signataire de la Charte de la Diversité et de la Charte pour l'Égalité des Chances dans l'Éducation, nous nous engageons à refléter la diversité de la société dans laquelle nous sommes implantés

Nos collaborateurs sont nos meilleurs ambassadeurs



921

ORGANIGRAMME DE LA CUISINE CENTRALE



922

NOTRE POLITIQUE DE FORMATION

Chez Elior, nous sommes convaincus que l'investissement pour le développement professionnel des collaborateurs contribue à leur motivation et participe activement à la qualité des prestations.

Ainsi, nous garantissons un accès à la formation à tous nos collaborateurs, avec un seul objectif : aider les équipes à développer leurs compétences !

C'est donc tout naturellement que l'Académie By Elior a été créée.

Promouvoir le parcours et les compétences de chacun de ses collaborateurs

Notre démarche, est certifiée OPQF et s'appuie sur 4 engagements que nous prenons au profit de nos équipes et de nos clients :

- mieux se nourrir, axé sur les techniques culinaires et l'hygiène alimentaire,
- mieux vivre ensemble, sur les sujets de management et de développement personnel,
- mieux agir pour la société, autour de la Responsabilité Sociétale des Entreprises,
- mieux optimiser son budget, sur les thématiques de gestion.



923

LE SUIVI DU PERSONNEL DE SERVICE VILLE

Chaque jour scolaire, notre Responsable Service Clients est à l'écoute du personnel de service de la Ville de Lunel.
Elle se rend sur un ou plusieurs restaurants scolaires au moment du repas pour se rendre compte du bon déroulement du service, que les méthodes H.A.C.C.P. et les règles d'hygiène soient bien respectées.

C'est aussi l'occasion de rencontrer les enfants et de les interroger directement sur les prestations alimentaires servies.

Un suivi au quotidien, auprès du personnel de service



924

2.4 NOS ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

LA STRATÉGIE RSE DU GROUPE ELIOR : LE POSITIVE FOODPRINT PLAN

Chaque jour, nos équipes servent 4,4 millions de convives dans 15 pays. Cela nous donne la responsabilité d'apporter nos solutions aux problématiques sur lesquelles nous pouvons avoir un impact positif :

- les problématiques de santé publique liées à l'alimentation,
- la gestion des problèmes environnementaux causés par l'agriculture,
- la réduction du gaspillage alimentaire ou la création d'emplois qualifiés.



THE ELIOR GROUP
POSITIVE FOODPRINT PLAN

Avec notre stratégie RSE (responsabilité sociétale de l'entreprise) baptisée Elior Group Positive FoodPrint Plan™, nous voulons laisser une empreinte positive du champ à la fourchette, en lien avec nos fournisseurs, clients, convives et collaborateurs.
Ce plan repose sur quatre engagements qui couvrent l'ensemble de notre chaîne de valeur, des approvisionnements durables de nos ingrédients aux choix sains et innovants que nous proposons à nos convives, de notre manière de réduire le gaspillage alimentaire à notre façon d'aider nos collaborateurs à réaliser leur potentiel.

926

THE ELIOR GROUP
POSITIVE FOOTPRINT PLAN
POUR UNE EMPREINTE ALIMENTAIRE POSITIVE

4 ENGAGEMENTS, 4 OBJECTIFS






Réponse Elior Group

DES CHOIX BONS POUR LA SANTÉ

Aider nos convives à préserver leur santé en leur proposant des choix sains et en les sensibilisant.

100 % de nos convives seront à même de choisir des aliments sains et bons, d'ici 2025.

DES INGRÉDIENTS DURABLES

Rendre nos ingrédients plus responsables en optimisant nos approvisionnements.

10 de nos principales filières de produits répondront à nos critères d'approvisionnement durable et local, d'ici 2025.

UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Lutter contre le gaspillage (alimentaire ou autre) grâce à l'innovation et aux partenariats, afin de contribuer à une économie circulaire.

100 % de nos déchets alimentaires seront valorisés, d'ici 2025.

DES ÉQUIPES ET COMMUNAUTÉS DYNAMIQUES

Créer et promouvoir des emplois de proximité ouverts à tous et aider nos collaborateurs à réaliser leur potentiel.

70 % de nos managers seront issus de promotions internes, afin de contribuer à leur développement et à la diversité, d'ici 2025.

LE POSITIVE FOODPRINT PLAN

> En sensibilisant les enfants à l'apprentissage d'une alimentation saine, nous avons un rôle clé à jouer en les aidant à en comprendre tous les bénéfices pour leur santé.
> Nous devons innover en permanence pour continuer à les surprendre et à leur faire plaisir avec nos menus. Cela passe notamment par l'introduction de menus végétariens ou végétaliens, ou encore à base de protéines végétales, que c'est aussi bon pour les enfants que pour l'environnement.

DES CHOIX BONS POUR LA SANTÉ

Dans votre ville

Un menu végétarien par semaine sur le temps scolaire.
Des menus à 4 composantes



928

LE POSITIVE FOODPRINT PLAN

> Concevoir des offres responsables, c'est s'approvisionner en réduisant notre impact sur l'environnement.

> Privilégier les fournisseurs locaux et bio, sélectionner des produits de saison... Et sensibiliser nos convives aux ingrédients responsables.

> C'est aussi forger des relations durables avec nos fournisseurs et nos producteurs pour les aider à répondre à nos critères. Nous ciblons ainsi des filières de produits, avec des préoccupations comme le bien-être animal, le développement d'une pêche responsable ou l'usage réduit des pesticides.

DES INGRÉDIENTS DURABLES

Dans votre ville

- Des produits locaux et issus de l'agriculture raisonnée dans les menus sous forme de fruits et de légumes
- 50% de produits durables dont 20% de Bio à minima dans le cadre de la loi EGALIM
- Des poissons issus d'une pêche responsable dans les menus
- Du pain de fabrication artisanale
- La suppression d'espèces de poissons en voie de disparition ou de la réduction de la fréquence dans les menus



LE POSITIVE FOODPRINT PLAN

> Nous cherchons par tous les moyens à réduire notre empreinte environnementale, de notre consommation d'eau à nos émissions de CO2, de la logistique au gaspillage alimentaire.

> Le gaspillage alimentaire ne se limite pas à la dilapidation de précieuses ressources naturelles ; il contribue également au réchauffement climatique si les déchets arrivent jusqu'à la décharge.

UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE



Dans votre ville

- Utilisation de barquettes biodégradables
- Table de tri et de débarrassage dans les restaurants scolaires de Mario Roustan, Victor Hugo, Marie Curie, Le Lavoir, Louise Michel
- Le tri sélectif à la cuisine centrale :
    - Recyclage des cartons par la société Nicollin,
    - des palettes et des cagettes,
    - des boites métalliques
- Valorisation des bio déchets par compostage à la cuisine centrale
- Véhicules propres : 1 camion EURO EVV

LE POSITIVE FOODPRINT PLAN

Nous agissons pour :

> Garantir la santé et la sécurité de nos collaborateurs.

> Développer les compétences de nos collaborateurs pour encourager la promotion interne.

> S'élever contre la discrimination.

> Contribuer au développement des communautés locales.

Dans votre ville

En 2022
- 1 point sécurité mensuel
- 1 salarié en situation de Handicap



931

LE POSITIVE FOODPRINT PLAN

> Depuis 2001, Elior s'engage dans la réduction de son empreinte écologique et agit en faveur de l'environnement. A ce titre, un programme d'actions autour de priorités telles que la gestion des déchets, les achats responsables ou l'éducation au développement durable relaie cet engagement de restaurateur responsable tout au long de l'année.

> Participant à la Semaine Européenne du Développement Durable, adhérent au Pacte Mondial depuis 2004, au Comité 21 depuis 2011, restaurateur officiel de la COP 21, Elior se positionne comme le restaurateur de référence en matière de Durabilité.

UNE EMPREINTE POSITIVE DU CHAMP A L'ASSIETTE , en lien avec nos fournisseurs, clients, convives et collaborateurs

THE ELIOR GROUP
POSITIVE FOODPRINT PLAN



–3–

LES ELEMENTS TECHNIQUES

3.1. LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT ET DE RENOUVELLEMENT DU MATÉRIEL

3.2. LA MAINTENANCE

3.3. LES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

933

3.1. LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT ET DE RENOUVELLEMENT DU MATÉRIEL

VALORISATION DES MATERIELS

Mis en place sur les restaurants au cours de la période du 1er août au 31 décembre 2022

Nom du restaurant	Date	Type de matériel	Fournisseur	Montant en € HT
Henri de Bornier	19/12/2022	Adoucisseur manuel	F.C.C.	283,46
Parc/Lavoir	12/09/2022	Porte complète du four	F.C.C.	1 383,38
			Total	**1 666,84**

Les investissements réalisés au cours de la période du 1er août au 31 décembre 2022 sont évalués à 1 666,84 € et en cumul depuis le démarrage du contrat, ils sont valorisés à 1 666,84 €

935

FACTURES DE RENOUVELLEMENT DU MATERIEL DES OFFICES

936

TABLEAU DE SUIVI DE LA PROVISION DE RENOUVELLEMENT A FIN DECEMBRE 2022

		Suivi Provision de Renouvellement des Offices
Cumul au 31/12/2022	Renouvellements au 31/12/2022	1 666,84
	Montant payé par la ville en 2022	4 918,39

937

3.2. LA MAINTENANCE

LES CONTRATS D'ENTRETIEN

Contrats d'entretien facturés sur la période du 1er août au 31 décembre 2022

Date	Type de contrat	Fournisseurs	Montant en € HT
20-oct.-22	Dégraissage des hottes - Crèche "Le Manège Enchanté"	Sté STERM	150,00
31/08/2022 (factures annuelles)	Dératisation-désinsectisation des offices	RENTOKIL	990,00
Total			**1 140,00**

939

L'ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS

Sur les offices du 1er août au 31 décembre 2022

Nom du restaurant	Montant en € HT
Arc en ciel	337,33
Henri de Bornier	63,50
Jacques Brel	557,35
Marie Curie	150,50
Mario Roustan	312,00
Le Parc/le Lavoir	657,00
Le Foyer municipal	122,00
Total	**2 199,68**

940

3.3. LES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS



941

LES CONTRATS SOUSCRITS PAR ELIOR

Liste des biens loués :	Nom du prestataire :
Camions réfrigérés	PETIT FORESTIER
Véhicule de service	PARCOURS / ALD

942



–4–

ANNEXES

943

ELIOR GROUP

Gagner chaque jour la confiance de nos convives en leur garantissant une alimentation saine, savoureuse et responsable, et prendre soin des sites et des environnements de nos clients grâce à nos activités de services en France.

Notre ambition est de réinventer notre métier de restaurateur social pour être en capacité de répondre à trois préoccupations majeures de nos convives : est-ce que ce que je mange est sain et savoureux, est-ce **bon pour moi** ? Est-ce que mon moment de restauration sera aussi un moment de plaisir et de convivialité, **bon pour nous** ? Enfin, quel sera l'impact de mon acte de consommation, sera-t-il **bon pour tous** ?

Sur ces engagements fondamentaux que sont la santé et le bien-être, le plaisir, et le respect de l'environnement et des communautés, des plans d'action sont engagés sur tous nos marchés et dans tous les pays où Elior est implanté.

ELIOR GROUP EN BREF

4 millions
de convives chaque jour

6
pays

22 700
restaurants et points de vente

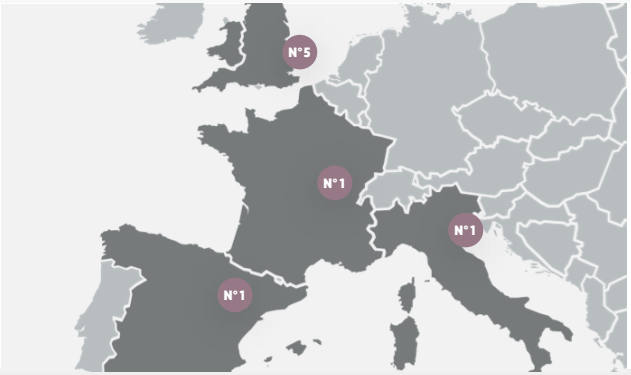
105 000
collaborateurs et collaboratrices

4 Md€
de chiffre d'affaires

2 300
sites gérés par Elior Services

FORTE PRÉSENCE DANS 6 PRINCIPAUX PAYS

EUROPE



N° 1 | En restauration collective & en hôtellerie de santé en France

N° 1 | En restauration collective en Espagne

N° 1 | En restauration collective en Italie

N° 5 | En restauration collective au Royaume-Uni

AMÉRIQUE DU NORD



N° 5 | En restauration collective aux États-Unis

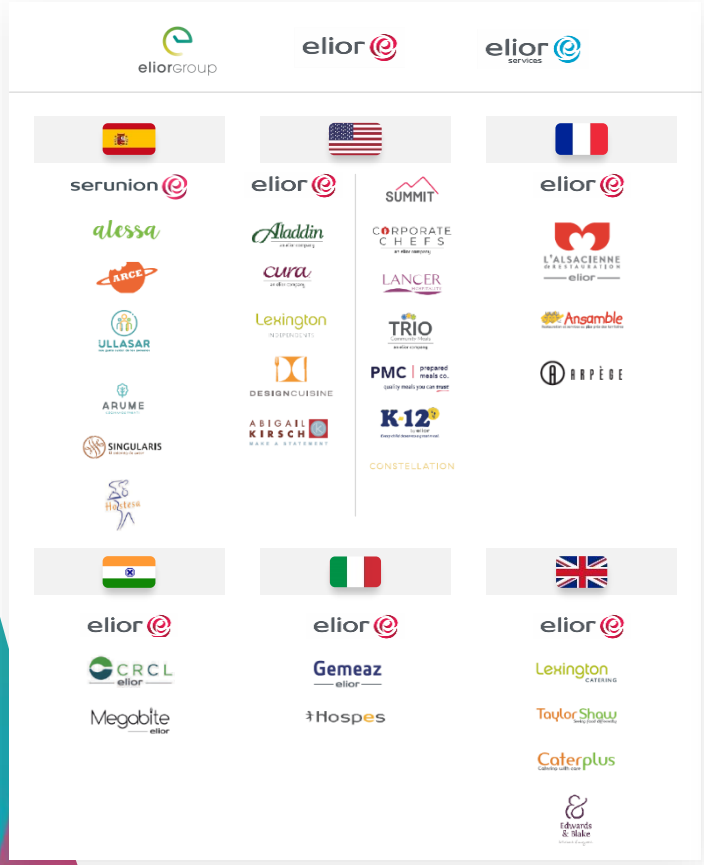
ASIE



N° 3 | En restauration collective en Inde

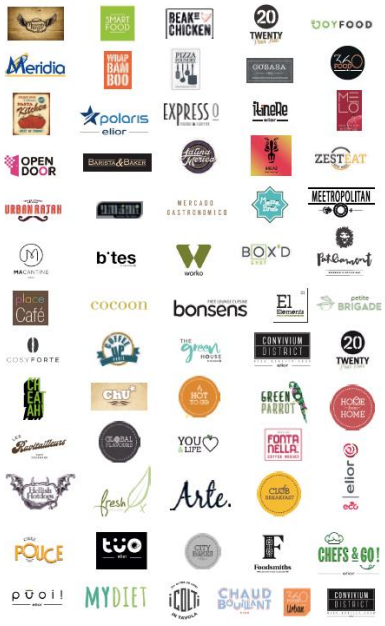
N° 2 | Pure player dans le monde

NOS MARQUES



NOS MARQUES EN RESTAURATION

Entreprises



Santé



Marques en franchise

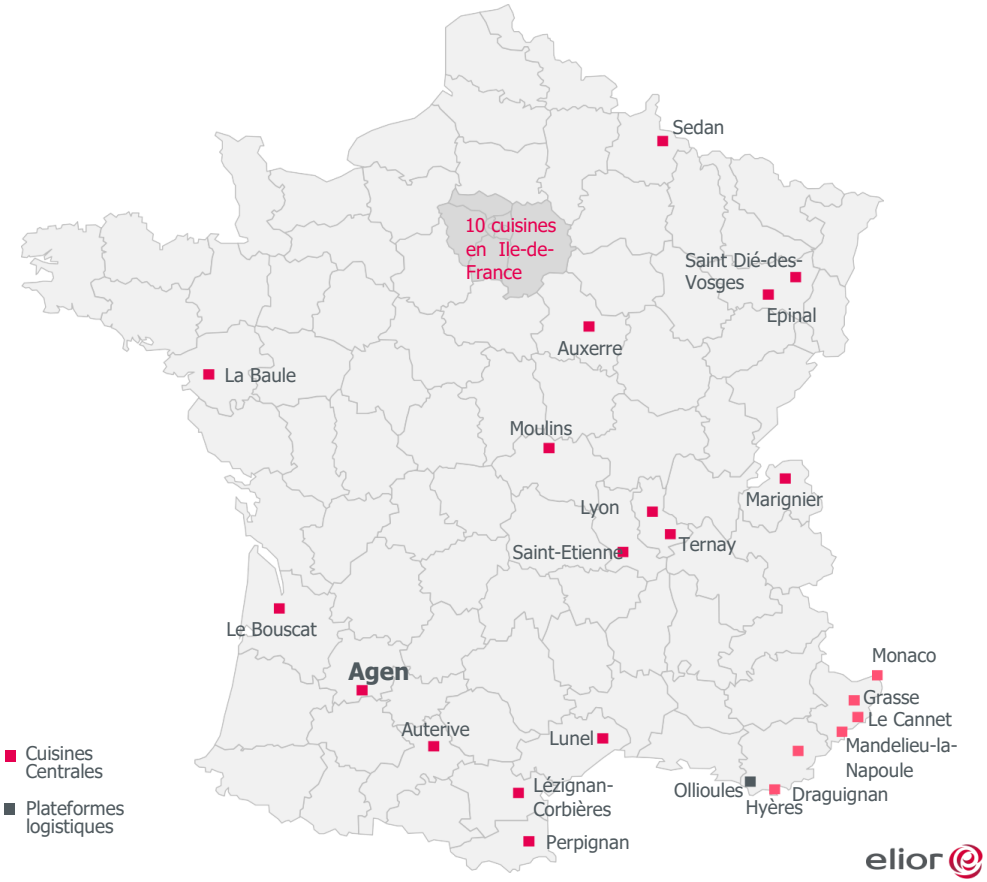


Éducation

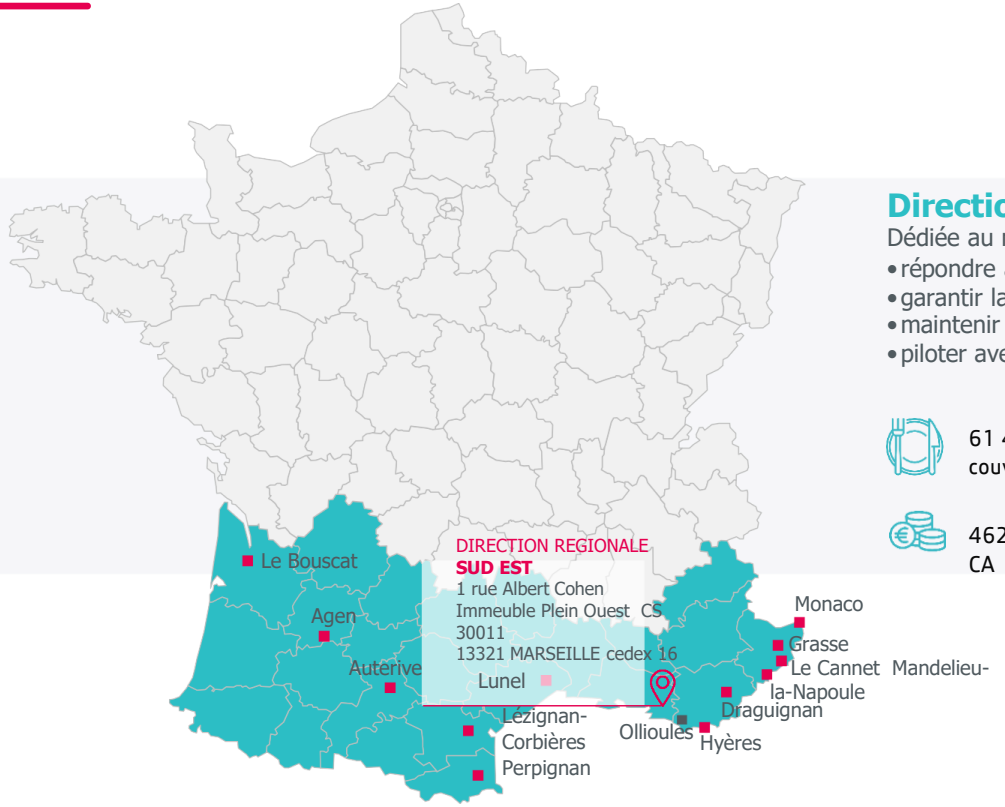


Nos ateliers culinaires, une expertise Elior





Cuisines centrales Sud



Direction régionale Sud

Dédiée au marché de l'enseignement, elle s'engage à :

- répondre à vos besoins,
- garantir la réalisation de la prestation,
- maintenir un niveau de qualité de service au quotidien,
- piloter avec vous notre partenariat.

61 400 couverts / jour

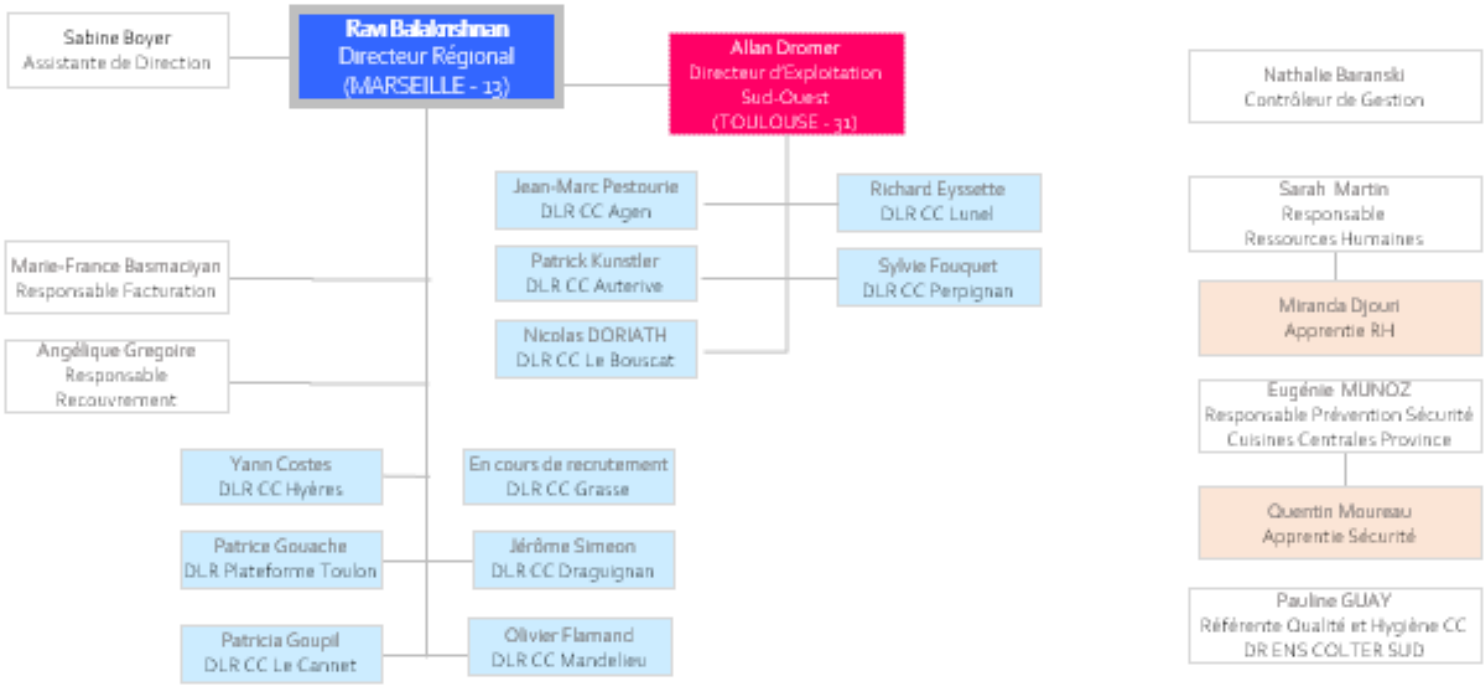
9 restaurants

46200 M€ de CA

535 Collaborateurs

elior

ORGANIGRAMME DE LA DIRECTION CUISINES CENTRALES SUD



DÉTAIL DE LA MAINTENANCE DU MATERIEL DES OFFICES

Entretien des équipements des offices au cours de la période du 1er août au 31 décembre 2022

Nom du restaurant	Date	Type d'intervention	Fournisseur	Montant en € HT
Arc en ciel	08/09/2022	**Lave vaisselle DHIR** : problème de rinçage, les produits de rinçage ne sont pas pris par la machine. La pompe de produit interne est à remplacer car H.S.	F.C.C.	57,00
	05/10/2022	**Lave vaisselle DHIR** : remplacement de la pompe de produits	F.C.C.	280,33
Henri de Bornier	09/12/2022	**Adoucisseur** : fuite au niveau de la bombe. Cuve en inox percée, à remplacer	F.C.C.	63,50
Jacques Brel	17/10/2022	**Fontaine à eau** : entretien (détartrage, nettoyage et contrôles)	F.C.C.	122,00
	17/10/2022	**Four de remise en température** : réglage de la porte	F.C.C.	122,00
	24/10/2022	**Armoire froide LIEBHERR** : remplacement du lecteur de température digital	F.C.C.	191,35
	02/12/2022	**Four et armoire de remise en température** : contrôle de fonctionnement et de conformité.	F.C.C.	122,00

951

DÉTAIL DE LA MAINTENANCE DU MATERIEL DES OFFICES

Entretien des équipements des offices au cours de la période du 1er août au 31 décembre 2022...(suite)

Nom du restaurant	Date	Type d'intervention	Fournisseur	Montant en € HT
Marie Curie	21/09/2022	**Meuble bain-marie :** le meuble fait disjoncter. Remise en état des fils du meuble et des câbles des prises électriques.	F.C.C.	150,50
Mario Roustan	24/10/2022	**Thermographe** : contrôle du fonctionnement	F.C.C.	28,50
	24/10/2022	**Fontaine à eau** : ne fonctionne plus. Les deux mousseurs ne sont plus étanches, nettoyage du condenseur	F.C.C.	134,50
	09/12/2022	**Four électrique** : ventilateur du bas souffle de l'air froid. Deux interventions le même jour, pour le même problème.	F.C.C.	149,00
Parc/Lavoir	05/08/2022	Livraison et mise en place du frigo (branchement et contrôle)	F.C.C.	293,00
	12/09/2022	**Repose plateau du self** : démontage. Prévoir cornière alu et renforcement de l'angle du meuble avec une équerre.	F.C.C.	28,50
	23/09/2022	**Repose plateau du self** : mise en place d'une cornière en alu et renforcement de l'angle avec des équerres	F.C.C.	210,50

DÉTAIL DE LA MAINTENANCE DU MATERIEL DES OFFICES

Entretien des équipements des offices au cours de la période du 1er août au 31 décembre 2022...(suite)

Nom du restaurant	Date	Type d'intervention	Fournisseur	Montant en € HT
Parc/Lavoir.. (suite)	23/12/2022	**Lave vaisselle** : bruyant. Nettoyage et graissage des glissières sur le capot. Contrôle des ressorts et du mécanisme du capot après son démontage et le remplacement des guides Téflon)	F.C.C.	95,00
	23/12/2022	**Lave main** : fuite sur le siphon. Remise en place du joint sur le PVC car monté à l'envers. Contrôle de l'étanchéité.	F.C.C.	30,00
Foyer municipal	08/09/2022	**Lave vaisselle** : fuite d'eau. Contrôle du fonctionnement (produit de rinçage, durite, tuyau et étanchéité)	F.C.C.	122,00
			Total de l'entretien des équipements des offices	**2 199,68**

MERCI DE VOTRE ATTENTION

Facture n° FC0122

du 12/09/2022

Référence : selon devis n° 2200027

410 av. Sainte-Barbe
30520 ST MARTIN DE VALGALGUES
Tel: 04 66 25 85 27
Fax:
Email: sav@froidchaudclim-sa.fr

ELRES
CDPF 002979
SERVICE MFD
TSA 80 001
92032 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Règlement par: VIREMENT
Au: 12/10/2022

Objet:
RENOUVELLEMENT PORTE FOUR

Lieu d'intervention: ÉCOLE DU PARC RESTAURANT DU LAVOIR
Rue de l'école du parc
34400 LUNEL

Code	Description	Quantité	Prix HT	Montant HT
	Suite au bt n°36170 du 12/05/2022, prévoir le changement de :	1		
	PORTE COMPLETE AVEC JOINT + SYSTEME DE FERMETURE	1	1 201.38	1 201.38
	PORT FOURNISSEUR	1	60.00	60.00
	MAIN D'OEUVRE	1	57.00	57.00
	DEPLACEMENT ZONE 3	1	65.00	65.00

Loi n°92-422 du 31 décembre 1992 : « La présente facture est payable comptant. Toute somme non payée dans les 30 jours est susceptible de porter intérêts à taux égal à une fois et demie le taux d'intérêt légal ».
Conformément à l'arrêt Warsmann le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement est de 40 euros.

Total HT	TVA 20%	Total TTC
1 383.38	276.68	1 660.06 €

SAS au capital de 7500 euros - N° TVA Intra : FR03539579375 - SIRET 53957937500020

Facture n° FC0365

du 19/12/2022

Référence : selon intervention n° 2200469

410 av. Sainte-Barbe
30520 ST MARTIN DE VALGALGUES
Tel: 04 66 25 85 27
Fax:
Email: sav@froidchaudclim-sa.fr

ELRES
CDPF 002979
SERVICE MFD
TSA 80 001
92032 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Règlement par: VIREMENT + BT MAIL
Au: 18/01/2023

Objet:
renouvellement de matériel : Adoucisseur

Lieu d'intervention: ECOLE HENRI DE BORNIER
75 rue de l'observance
34400 LUNEL

Code	Description	Quantité	Prix HT	Montant HT
	Fourniture et pose d'un adoucisseur	1		
	ADOUCISSEUR MANUEL 12 L AVEC BY-PASS	1	162.96	162.96
	DEPLACEMENT	1	35.00	35.00
	MAIN D'OEUVRE	1.5	57.00	85.50

Loi n°92-422 du 31 décembre 1992 : « La présente facture est payable comptant. Toute somme non payée dans les 30 jours est susceptible de porter intérêts à taux égal à une fois et demie le taux d'intérêt légal ».
Conformément à l'arrêt Warsmann le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement est de 40 euros.

Total HT	TVA 20%	Total TTC
283.46	56.69	340.15 €

CORDONNÉES BANCAIRES CREDIT AGRICOLE
IBAN: FR76 1350 6100 0085 1794 6919 254
BIC: AGRIFRPP835
Merci d 'indiquer le numéro de facture lors de votre paiement

SAS au capital de 7500 euros - N° TVA Intra : FR03539579375 - SIRET 53957937500020

Mme LEMAIRE note au sujet du profil de menus supplémentaires apparu dès le 1er septembre 2022, le choix entre 3 profils végétariens classiques et de substitution. Il a été précisé les 14 % qui correspondent aux réels besoins. On peut en conclure, que l'on a réduit ce gaspillage alimentaire avec ce nouveau profil et les enfants doivent faire des choix.

Mme MOKADDEM confirme que cela contribue à la lutte contre le gaspillage mais aussi le fait de passer de 5 à 4 composants on lutte contre le gaspillage c'est précisé dans le rapport donc effectivement c'est un des objectifs.

M. C. CHABERT indique comme lors de la CCSPL et avant que cela ne soit relevé que l'on ne peut pas supprimer des repas aux familles récidivistes, il s'adresse à M. ALIBERT en particulier. On constate, comme dans d'autres délégations de services publics, mais ici en l'occurrence c'est beaucoup plus important, les impayés puisqu'ils se cumulent chaque année cela représente plus de 200 000 € de déficit pour Elior. Effectivement, des lettres de relance sont envoyées, il y a des procédures amiables, des contentieux engagés. Puisque les paiements peuvent se faire par prélèvement bancaire, ne peut-on pas demander aux familles récidivistes un prélèvement sur leur compte bancaire ?

M. ALIBERT indique que s'ils ne paient pas par chèque ou par carte bleue le prélèvement bancaire au niveau d'une banque ce n'est pas une garantie de paiement et à 90 % il sera rejeté par la banque. Cela ne va pas enrayer le problème. C'est le banquier qui parle !

M. C. CHABERT rappelle que nous avons signé pour un nouveau contrat en 2022. Donc le cumul précédent a été pris en charge par leurs soins ainsi que le déficit en cours depuis 2022. Par conséquent, au terme de « X » années cela représente une somme très importante qu'ils prennent en charge ?

Mme MOKADDEM souligne qu'il est bien spécifié que c'est le délégataire qui doit prendre en charge les impayés. Dans le nouveau contrat nous avons approvisionné une somme de 30 000 € qui permet de lutter contre ces impayés puisque le montant annuel moyen est de 30 000 €. Logiquement avec toutes les mesures mises en place et le travail réalisé avec le délégataire elle ne désespère pas de faire baisser les impayés.

M. C. CHABERT annonce un montant de 200 000 €.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit d'un cumul.

M. C. CHABERT est d'accord.

Mme MOKADDEM demande depuis combien d'années cette somme de 30 000 € par an a été cumulée ?

Réponse de M. C. CHABERT : Depuis 2019.

Mme MOKADDEM a donné une partie de la réponse et du travail effectué avec le délégataire.

Mme PLANE demande des explications concernant le rapport. Elle n'a pas compris le schéma par recettes, usagers, par catégorie page 633 de la synthèse. Il y a plusieurs catégories de scolaires : scolaires 2,70 ; scolaires 3,10 ; scolaires 4,05, etc... au niveau des enfants. Ensuite le deuxième « pavé » du rapport fait référence à des tarifs applicables. Le contrat a démarré le 1er août 2022 suite à la modification du contrat de délégation de service public et la modification des tarifs en novembre 2022, donc nous avons le prix en HT avec l'évolution des tarifs. L'évolution des tarifs est à la baisse. C'est catégorisé, il y a maternelles et élémentaires, avec une petite baisse qui est toujours la bienvenue. Elle veut savoir la correspondance avec le tableau de la synthèse et plus précisément combien paie un enfant en maternelle ? Combien paie un enfant en primaire ? Elle a fait des calculs avec la TVA à 5,5 et ne tombe pas tout à fait sur le même montant mais elle suppose

que les montants ont peut-être été arrondis. Il y a aussi la classe des pré-maternelles, la crèche, la passerelle, maternelle et primaire.

Mme MOKADDEM indique qu' après les structures petite enfance il y a le scolaire.

Mme PLANE demande s'il y a des tarifs différents petite enfance entre les âges et maternelle, et pareil pour le primaire.

Mme MOKADDEM répond que pas sur la structure petite enfance, pas sur les âges, en scolaire oui. Ce qui apparaît sur le graphique c'est probablement la grille mairie pour les réductions appliquées sur les dossiers.

Mme PLANE demande au niveau du scolaire combien paie un enfant qui va en maternelle ?

Mme MOKADDEM peut le lui fournir mais de toute façon ils sont notés dans le rapport du délégataire dont elle n'a pas noté la page.

M. P. CHABERT annonce la page 816 du deuxième « gros pavé ».

Mme MOKADDEM précise qu'il ne faut pas se baser sur le graphique de la synthèse.

Mme PLANE ne comprend pas ce tableau de la synthèse mais elle comprend celui du rapport.

Mme MOKADDEM indique qu'effectivement c'est celui là qu'il faut comprendre. La synthèse, c'est précisé dans le rapport du délégataire, c'est le prix qui est facturé aux familles.

Mme PLANE : 5,20 € pour la maternelle et 5,70 € ?

Mme MOKADDEM indique qu'il s'agit du tarif sans réduction.

M. P. CHABERT précise que les prix sont indiqués page 632.

Mme MOKADDEM explique afin qu'il n'y ait pas de confusion, qu'il y a le prix facturé aux familles et le prix qui est dans le DPU du marché. La différence revenant à la ville.

Mme PLANE suppose qu'après cela dépend de la famille.

Mme MOKADDEM indique que si l'on part du prix facturé à la famille par Elior il y a plusieurs tarifications en fonction du coefficient mairie qui existe depuis quelques années. C'est un chantier qu'il faut travailler pour peut-être proposer une autre tarification. Pour l'instant nous sommes sur ce coefficient.

M. C. CHABERT relève qu'ils ne comprennent pas le prix indiqué sur ce diagramme qui est différent du prix indiqué dans le « pavé ».

Mme MOKADDEM explique que la synthèse a été élaborée par le service mairie et certainement appliquée avec le coefficient mairie qui doit être mis à part.

M. C. CHABERT souligne que le prix du repas n'est pas le même. Il y a plusieurs catégories de scolaires.

Une discussion s'ensuit.

M. BENIATTOU précise que la majorité des enfants paient 4,20 € et ce montant constitue 70 % des recettes.

Mme PLANE note donc que les familles paient en majorité 4,20 €. Quel est le montant du ticket « plein pot » que paie une famille sans avantages ?

Mme MOKADDEM explique la démarche avec les différents éléments : le prix famille, le DPU, la différence prise en charge par la ville, le coefficient. Pour plus de détails, tels que combien paient les maternelles, les primaires, combien est facturé par Elior, elle propose de poser les questions par écrit et une réponse sera apportée.

Monsieur le Maire reconnaît que les rapports sont relativement épais. Il propose de poser les questions par écrit et nous essaierons d'y répondre. Il peut comprendre qu'on ne peut pas tout regarder dans le détail, il apportera des précisions si nécessaire.

Mme PLANE souhaite connaître le tarif maximum payé par les parents par rapport à leurs revenus ainsi que le tarif dégressif pour les maternelles et les scolaires.

Conseil Municipal, prend acte du rapport 2022, produit par le délégataire, au titre de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la restauration collective.

3.9 - CONCLUSION D'UNE PROMESSE DE BAIL À CONSTRUCTION POUR UNE SALLE D'ARMES AVEC L'ASSOCIATION LOI 1901 « ESCRIME PAYS DE LUNEL », SUR LE TERRAIN SITUÉ 101 RUE DES CABANETTES

Rapporteur : Mme MICHEL.

Annexes :
- Projet de promesse de bail à construction et annexes

La Ville de Lunel est propriétaire d'une parcelle de terrain située au 101 rue des Cabanettes d'une superficie d'environ 1500 m², qui n'est affectée à aucun usage. L'association loi 1901 « Escrime Pays de Lunel » a manifesté son intérêt d'édifier sur ce terrain, et à ses frais, un gymnase à usage de salle d'armes pour la pratique de l'escrime et des sports de combat.

Dans un souci de valorisation de son patrimoine, et dans le cadre d'une politique sportive dynamique, la Ville a souhaité répondre favorablement à ce projet.
Il est proposé que la mise en œuvre de ce projet immobilier intervienne au bénéfice de l'association « Escrime Pays de Lunel » sous la forme d'une promesse de bail à construction, par laquelle les parties s'engagent respectivement à donner et à prendre à bail la parcelle concernée dans les termes des articles L251-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

Afin de concrétiser cette opération, la promesse de bail à construction subordonne la conclusion d'un bail à construction d'une durée de trente ans à la réalisation des conditions suspensives suivantes :
- l'obtention d'un financement par le Bénéficiaire à hauteur de 80 % du coût prévisionnel du projet ;
- l'obtention d'un prêt immobilier par le Bénéficiaire permettant de financer les coûts prévisionnels du projet sur fonds propres ;
- l'obtention d'un préfinancement de type « loi Dailly » pour assurer la cession des créances ;
- l'obtention des autorisations d'urbanisme nécessaires, et notamment le permis de construire ;
- le déclassement effectif de la parcelle susvisée, afin de ne pas octroyer de droits réels à l'association « Escrime Pays de Lunel » sur une parcelle appartenant au domaine public de la Ville.

La durée de la promesse est d'un an à compter de sa signature, date à laquelle les conditions suspensives devront avoir été réalisées.

Il est proposé au Conseil Municipal :
D'APPROUVER la conclusion d'une promesse de bail à construction avec l'association loi 1901 « Escrime Pays de Lunel » sur la parcelle de terrain susvisé et dans les conditions détaillées ci-avant.

D’AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer la promesse de bail à construction avec l’association loi 1901 « Escrime Pays de Lunel » et à conduire cette affaire jusqu’à son terme.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

VILLE DE LUNEL

PROMESSE DE BAIL A CONSTRUCTION

961

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LA COMMUNE DE LUNEL,
sise 240 avenue Victor Hugo Lunel 34 400,
représentée par Monsieur Pierre SOUJOL,
Maire en exercice et habilité aux présentes par délibération en date du ……..

Ci-après dénommée "Le Promettant",

D'une part,

ET :

L'ASSOCIATION LOI 1901 « ESCRIME PAYS DE LUNEL »,
Domiciliée 205 chemin des Cabanettes, 34400 LUNEL,
Déclarée en préfecture sous le numéro W343020381,
Immatriculée au répertoire SIREN sous le numéro de SIRET 824 307 060 00023,
et représentée par M. Damien CAREL, en sa qualité de Président,

Ci-après dénommée "Le Bénéficiaire",

Les parties aux présentes ont convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le BENEFICIAIRE est une association loi 1901 ayant pour activité la promotion et la pratique de l'escrime. Le solide développement le contraint aujourd'hui à la recherche d'une nouvelle salle d'armes pour soutenir son activité. Il serait prêt à édifier, à ses frais, sur le terrain d'autrui à la condition de pouvoir en jouir pendant une durée suffisamment longue.

A ce titre, le BENEFICIAIRE projette la construction d'un gymnase adapté à la pratique de l'escrime et de ses variantes sur le terrain à bâtir sis 101 chemin des Cabanettes 34400 Lunel, appartenant au PROMETTANT.

Le PROMETTANT a exprimé son accord afin de mettre à la disposition du Bénéficiaire le terrain dont il est propriétaire en vue de la réalisation du projet de gymnase adapté à la pratique de l'escrime (ci-après le « Projet »). Les Parties ont d'ores et déjà souhaité formaliser par la présente promesse l'intérêt du Promettant pour le Projet, et son souhait de donner à bail le terrain dont il est propriétaire dans le cadre de la conclusion d'un acte authentique de bail à construction.

CECI EXPOSE, il est convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DU BAIL

Le Promettant s'engage irrévocablement à donner à Bail à Construction et le Bénéficiaire s'engage irrévocablement à prendre à Bail à Construction, dans les termes du Code de la Construction et de l'Habitation aux articles L 251-1 et suivants, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives ci-après stipulées.

Il est expressément stipulé par les Parties que la présente Promesse de Bail ne vaut pas bail à construction. La prise d'effet du Bail à Construction ne pourra avoir lieu que par la signature d'un acte authentique de Bail à Construction qui constatera notamment, la réalisation des conditions suspensives stipulées aux présentes.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET ÉTAT DU TERRAIN

Article 2.1 – Désignation du terrain

Le Promettant est propriétaire d'une parcelle d'une contenance d'environ 1500 m², située au 101 chemin des Cabanettes et référencée au cadastre comme suit :

Commune(s)	Contenance			Section(s)	N°	Lieudit ou voie
	Ha	A	Ca			
Lunel	**00**	**15**	**00**	**AH**	**201p**	**101 chemin des Cabanettes**

L'emprise exacte sera déterminée par le géomètre mandaté par le Bénéficiaire dans l'année de validité de la présente promesse.

Article 2.2 – Origine de propriété

Le Promettant déclare être dûment habilité à contracter la Promesse de Bail.

Il déclare notamment être le légitime propriétaire de l'Emplacement Loué. La parcelle cadastrée section AH numéro 201 provient de la division d'un plus grand corps cadastré section AH numéro 199, qui provient lui-même de la réunion de deux parcelles cadastrées section AH numéros 149 et 150 dont il convient d'établir l'origine de propriété :

- Les parcelles cadastrées section AH numéros 149 et 150 appartiennent à la commune de LUNEL par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de Mme DECOR, aux termes d'un acte reçu par Maître BLAZY, le 27 mai 1999, publié 2ème bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 18 juin 1999, volume 1999 P numéro 7626.

Le Promettant déclare également disposer de la capacité juridique pour disposer du terrain et ne pas devoir requérir d'habilitation, autorisation ou consentement de tiers etc. préalablement à l'exécution des présentes.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA PROMESSE ET DU BAIL

La promesse est consentie par le Promettant pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature, à l'expiration de laquelle les conditions suspensives mentionnées à l'article 4 devront avoir été réalisées.

L'acte authentique de Bail à Construction nécessaire à la réalisation du Projet devra être signée entre les Parties dans les six mois suivant la date ci-dessus.

Le bail aura une durée de TRENTE (30) ans.
En contrepartie, au terme du bail à construction, les constructions réalisées par le Bénéficiaire deviendront la propriété du Promettant.

La période comprise entre les présentes et la date ci-dessus est définie comme une période de réservation exclusive pendant laquelle le Promettant s'interdit de conclure pour la même localisation géographique un contrat de même nature avec tout tiers quel qu'il soit.

La durée de la promesse est automatiquement prorogée de la durée des recours éventuels sur les autorisations d'urbanisme, c'est-à-dire d'une durée égale au temps écoulé depuis la réception par le Promettant ou le Bénéficiaire d'une réclamation écrite d'un tiers et le jour où une décision judiciaire de dernière instance deviendrait définitive.

ARTICLE 4 – CONDITIONS SUSPENSIVES

Les Parties conviennent de soumettre la conclusion de l'acte authentique de Bail à Construction à la réalisation des conditions suspensives suivantes, auxquelles seul le Bénéficiaire pourra renoncer :

1) **Obtention d'un financement par le Bénéficiaire** à hauteur de 80 % du coût prévisionnel des coûts du projet

2) **Obtention d'un prêt immobilier par le Bénéficiaire** permettant de financer les coûts prévisionnels du projet sur fonds propres

3) **Obtention d'un pré financement** de type loi Dailly pour assurer la cession des créances

4) **Obtention des autorisations d'urbanisme** nécessaires, et notamment le permis de construire

5) **Déclassement effectif de la parcelle** susvisée dans un délai d'un an à compter de la présente Promesse.
   Ce déclassement prendra la forme d'une délibération approuvée en conseil municipal.
   L'engagement de la personne publique reste toutefois subordonné à l'absence, postérieurement à la formation de la présente Promesse, d'un motif tiré de la continuité des services publics ou de la protection des libertés auxquels le domaine en cause est affecté, et qui imposerait le maintien du terrain au sein du domaine public.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 4.1 - Obligations du Promettant

Le Promettant s'engage pendant toute la durée des présentes à :

- Laisser libre accès de l'Emplacement Loué au Bénéficiaire ou ses mandataires ;
- Mettre à la disposition du Bénéficiaire tous les titres, plans, documents et pièces utiles à la régularisation d'une promesse de bail à construction portant sur l'Emplacement Loué ;
- Autoriser le Bénéficiaire à entreprendre toute démarche administrative afin notamment de déposer toute demande autorisation d'urbanisme ;
- Transférer l'autorisation d'urbanisme au Bénéficiaire si celle-ci a été réalisée au nom du Promettant ;

Le Promettant s'interdit pendant toute la durée des présentes de :

- Aliéner totalement ou partiellement l'Emplacement Loué, l'hypothéquer ou le grever d'une charge réelle quelconque ;
- Faire exécuter tout changement, modification ou autres travaux quelconques susceptibles d'affecter la nature, la consistance ou l'aspect de l'Emplacement Loué, à l'exclusion des travaux de viabilisation qui sont à la charge du Promettant ;

Article 4.2 – Déclarations du Promettant

Le Promettant déclare :

- Qu'il n'existe sur l'Emplacement Loué aucune action en rescision, résolution, réquisition ou expropriation ;
- Qu'il n'existe aucun litige en cours et aucune procédure sur l'Emplacement Loué ;
- Qu'il n'a conféré à personne d'autre qu'au Bénéficiaire un droit quelconque sur l'Emplacement Loué résultant d'un compromis ou d'une promesse de vente, d'un compromis ou d'une promesse de bail, droit de préférence ou de préemption, clause d'inaliénabilité, et qu'il n'existe aucun empêchement à la collaboration avec Escrime Pays de Lunel visant à l'étude, la conception, la construction et l'exploitation d'un projet similaire sur le Bien.

Le Promettant s'engage à conclure un Bail à Construction une fois les conditions préalables et suspensives définies à l'article 4 levées.
A l'expiration de la durée de la Promesse de Bail et à défaut de conclusion d'un acte authentique de Bail à Construction conforme aux présentes, le Promettant sera libre de mettre en œuvre tout autre projet sur le terrain susvisé et de contracter à cet effet avec toute personne de son choix, à condition toutefois que la non conclusion de l'acte authentique et la non réalisation du Projet ne lui soient pas imputables.

ARTICLE 6 – REPARTITION DES FORMALITES ET FRAIS LIES AU PROJET

Article 6.1 - Formalités et frais pris en charge par le Bénéficiaire

1) Démarches administratives et études techniques nécessaires au Projet :
   a. Études préalables : frais de notaire, d'architecte et de géomètre
   b. Mise en œuvre d'une « géodétection » sur la parcelle concernée
   c. Obtention des autorisations d'urbanisme
   d. Étude de sol et étude géo technique
   e. Étude de descente de charge et Note de calcul du bâtiment

2) Édification et exploitation d'un Établissement Recevant du Public fermé en respect des règles et obligations en vigueur

Article 6.2 - Formalités et frais pris en charge par le Promettant

Le Promettant reconnaît que les travaux listés ci-dessous devront être réalisés à ses frais, soit par lui ou une entreprise choisie par lui et dûment assurée au titre d'une assurance en responsabilité civile décennale, dans les règles de l'art, selon les cahiers des charges techniques issues des études techniques réalisées par le preneur, et seront vérifiés par un bureau de contrôle pour les activités concernées :

a. Préparation d'un accès viable (VRD) pour la réalisation des travaux et réalisation d'une NOUE
b. Démarches et formalités liées au déclassement de la parcelle sur laquelle le Bénéficiaire entreprendra les constructions.
c. Autres éléments prescrits dans le cadre de l'arrêté de permis de construire

ARTICLE 7 - REDEVANCE

La redevance consentie au Promettant au titre du Bail à Construction à conclure est une redevance en nature. Ainsi, en contrepartie de la construction du Bâtiment sur l'Emplacement Loué et de l'exploitation du gymnase pendant toute la durée du futur Bail, les constructions réalisées par le Bénéficiaire deviendront la propriété du Promettant à l'échéance du futur Bail.

ARTICLE 8 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Le BIEN est actuellement sans usage particulier.
Le BENEFICIAIRE déclare qu'il entend l'affecter à la construction d'un bâtiment à usage de salle d'armes pour la pratique de l'escrime et des sports de combats.

ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à observer la plus stricte confidentialité sur le contenu et l'exécution du bail à conclure.

ARTICLE 10 - ASSURANCES ET RENONCIATION A RECOURS

1) **Phase de construction du Bâtiment**

Le Bénéficiaire devenu preneur sera tenu de souscrire une assurance Tous Risques Chantier ainsi qu'une assurance Responsabilité Civile Maitre d'Ouvrage, dès le début du bail.

2) **Phase d'exploitation du Bâtiment**

Le Bénéficiaire devenu preneur sera tenu d'assurer, dès la réception de l'ouvrage, et de maintenir assurées contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux et autres risques, les constructions qu'il se propose d'édifier.

Il devra également contracter une assurance Responsabilité Civile.

Le Bénéficiaire devenu preneur s'engage à maintenir toutes les assurances susvisées tant que durera le Bail et sa prorogation éventuelle, à en régler ponctuellement les primes et à justifier de leur paiement à première demande du Promettant devenu bailleur.

3) **Renonciation à recours**

Le Bénéficiaire et ses assureurs ainsi que le Promettant et ses assureurs s'engagent à renoncer réciproquement à tout recours qu'ils seraient susceptibles d'exercer les uns contre les autres dans le cadre de la Promesse de Bail à Construction et du Bail à Construction.

Le Bénéficiaire et le Promettant s'engagent mutuellement à porter cette clause de renonciation à recours à la connaissance de leurs assureurs respectifs afin d'obtenir de leur part une renonciation à recours réciproque qui figurera dans le texte de la police.

Si l'une des Parties ne parvenait pas à obtenir de son assureur la renonciation à recours évoquée ci-dessus, elle devrait impérativement en aviser l'autre partie afin qu'il soit convenu d'une nouvelle clause à intégrer au présent bail.

ARTICLE 11 – FACULTE DE SUBSTITUTION

Les Parties conviennent que le Bénéficiaire aura la faculté de se substituer, discrétionnairement, en totalité ou en partie, toute personne physique ou morale de son choix dans le bénéfice du présent Contrat Préliminaire et de la Promesse et/ou du Contrat de Bail à Construction à régulariser, étant précisé qu'en cas de mise en œuvre de sa faculté de substitution, le Bénéficiaire restera garant et solidaire du substitué pour l'exécution du Contrat, de ladite Promesse et ou du Bail.

Pour être valable, la substitution ou la cession dans le cadre du présent contrat devra être portée à la connaissance du Promettant au plus tard le jour de l'expiration des présentes.

ARTICLE 12 – INTEGRALITE

La présente Promesse exprime l'intégralité de la volonté des Parties relativement à son objet. Elle annule et remplace en leur totalité tous accords, engagements, propositions, discussions et écrits antérieurs échangés entre les Parties.

ARTICLE 13 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, le Promettant et le Bénéficiaire font élection de domicile en leur siège ou domicile sus indiqués.

ARTICLE 14 - PUBLICITÉ

Les parties confèrent à Maître BLAZY, titulaire d'un office notarial à Lunel, tous pouvoirs nécessaires à l'effet :
- De signer toutes demandes de pièces et demandes de renseignements préalables au bail
- De dresser et signer tous actes nécessaires en vue de l'accomplissement des formalités de publicité foncière des présentes, d'effectuer toutes précisions pour mettre les présentes en conformité avec la réglementation sur la publicité foncière.

Annexe aux présentes :
- Plan cadastral du Bien Loué.
- Titre de propriété de la parcelle concernée n°201p.

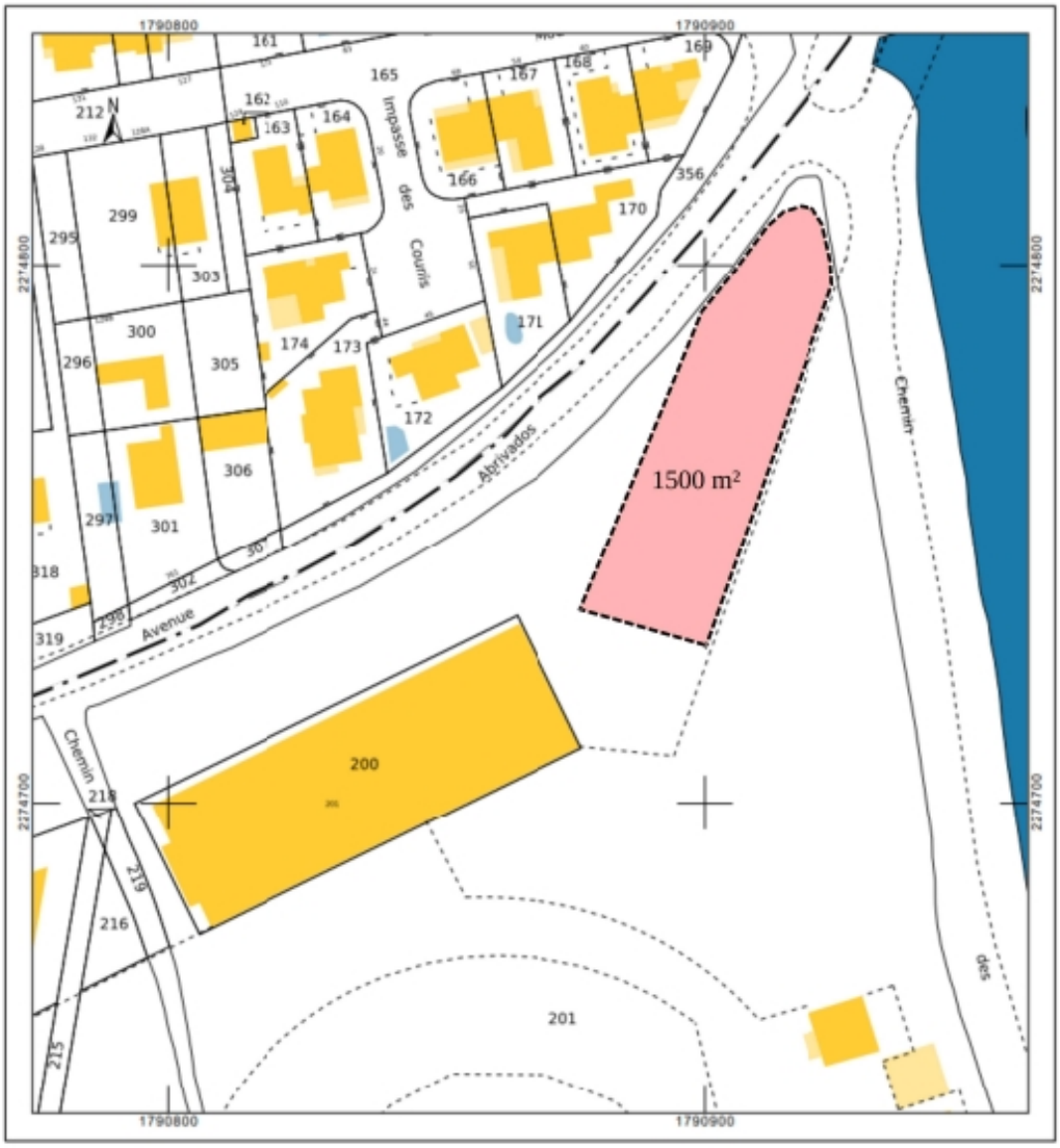
Fait en deux originaux, dont un remis à chaque partie ;

A LUNEL, le _____

Le PROMETTANT	Le BENEFICIAIRE
Pierre SOUJOL	L'association Escrime Pays de Lunel

Maire de Lunel

ANNEXE – PLAN CADASTRAL DU BIEN



Parcelle à détacher

COPIE AUTHENTIQUE

ACTE DU 27 MAI 1999

Contenant :

Vente par Mme DECOR

Au profit de la COMMUNE DE LUNEL

S. C. P.
B. BLAZY et M. DENJEAN
Notaires Associés
34401 LUNEL - B.P. 127
Tél. 04 67 835 835

990108 02

BB/SR/

Publié et enregistré à la Conservation
des Hypothèques de MONTPELLIER 2ème Bureau
Droits : NEANT | le 18/06/1999, Dépôt 13401
Salaires : 1 826.00 F | Vol. 1999 P N° 7626
Total : 1 826.00 F | Perçu: MILLE HUIT CENT
VINGT-SIX Francs

Le Conservateur, P. LEGRAND

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DIX NEUF,
Le VINGT SEPT MAI
le 26 mai 1999 pour Mme DECOR et le 27 mai 1999 pour M. BARRAL.

A LUNEL (34400), 228, Bld Lafayette, au siège de l'Office Notarial ci-après nommé,

Maître Bernard BLAZY, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle « Bernard BLAZY - Michel DENJEAN », titulaire d'un Office Notarial sis à LUNEL (Hérault), 228, Bld Lafayette,

En concours avec Me Gérard LHUBAC, Notaire Associé à LUNEL (Hérault),

Et en participation de Me Raymond VILLEBRUN, Notaire à LAMALOU LES BAINS (Hérault) ;

A RECU LA PRESENTE VENTE.

IDENTIFICATION DES PARTIES

- **"VENDEUR"** - :

Madame Régine Marie Georgette **CLERGUE**, sans profession, épouse de Monsieur Yves **DECOR**, demeurant à MONTPELLIER (34000), 626 rue Paul Rimbaud.

Née à LUNEL (34400) le 19 avril 1930.

Mariée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de 34000 MONTPELLIER , le 10 octobre 1968.

Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

«Résidente» en France au sens de la réglementation fiscale.

- **"ACQUEREUR"** - :

La commune de **LUNEL** située dans le département de L'Hérault,

INTERVENTION DU RECEVEUR MUNICIPAL

Aux présentes et à l'instant même est intervenu et a comparu M. Daniel MUSSO Receveur Municipal , à l'effet de quittancer le prix ainsi qu'il sera dit ci-après.

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

Le **VENDEUR** déclare avoir la pleine capacité pour contracter aux présentes, n'étant soumis ni susceptible d'être soumis à aucune mesure pouvant porter atteinte à celle-ci.

En outre, il déclare que les mentions le concernant relatées ci-dessus sont exactes et complètes.

De son côté, le représentant de l'**ACQUEREUR** déclare avoir pleine capacité pour contracter selon les termes et conditions des présentes ainsi qu'il en a justifié au Notaire soussigné par la production des pièces sus-indiquées, et atteste de l'inscription de la dépense engagée au budget de la Commune.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en l'Office Notarial

PRESENCE - REPRESENTATION

Madame Régine Marie Georgette **CLERGUE**, épouse de Monsieur Yves **DECOR** : Ici présente.

La commune de **LUNEL**
Représentée par :
Monsieur Claude BARRAL Maire de la commune de LUNEL
Agissant en vertu des pouvoirs ci après indiqués, qui demeureront annexés aux présnetes après mention

DELIBERATION MUNICIPALE

Le représentant de la Commune est spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son Conseil Municipal en date du 11 février 1999 visée par la Préfecture de l'Hérault le 19 février 1999, dont une ampliation est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Ladite délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectué dans la huitaine ainsi que l'article 2121-25 du Code des Collectivités Territoriales le prévoit.

Observation étant faite que le délai de deux mois prévu par l'article 3 de la loi du 2 Mars 1982 s'est écoulé sans que la Commune ait reçu notification d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, ainsi que son représentant sus-nommé le déclare.

Il est en outre précisé que le **BIEN** objet des présentes a fait l'objet d'une estimation par le service départemental des domaines et que le prix de la présente vente est supérieur à cette estimation.

Cependant, il a été décidé aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la Ville de LUNEL, en date du 26 mars 1999, de passer outre l'avis des Domaines. Un extrait de cette délibération demeurera joint et annexé aux présentes après mention.

TERMINOLOGIE

- Le terme **"VENDEUR"** désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.
- Le terme **"ACQUEREUR"** désigne la commune.

V E N T E

Le **VENDEUR** procède à la vente, en s'obligeant aux garanties ordinaires et de droit en pareille matière, au profit de **L'ACQUEREUR**, qui accepte, du **BIEN** dont la désignation suit :

DESIGNATION DU BIEN

A LUNEL

UN TERRAIN
Cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
AH	149	Les Cabanettes	2ha 2a 15ca
AH	150	«	58a 71ca
		Total surface :	2ha 60a 86ca

Tel que ledit bien se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS CONCERNES

Le **BIEN** appartient au vendeur ainsi qu'il sera expliqué ci-après à la suite de la partie normalisée sous le titre « Origine de Propriété ».

EFFET RELATIF

Constitution GFA du Mas de la Combe suivant acte reçu par Me Louis MERLE, Notaire à SAINT MARTIN DE LONDRES le 24 décembre 1982, publié au 2ème bureau des Hypothèques de MONTPELLIER le 24 janvier 1983, volume 485 n° 272.

Dissolution dudit GFA par Assemblée générale extraordinaire en date du 4 juin 1998, dont une copie certifiée conforme a été déposée au rang des minutes de Me Raymond VILLEBRUN, Notaire à LAMALOU LES BAINS, le 4 juin 1993. Attribution de tous les éléments d'actif du GFA, à Mme DECOR née CLERGUE, aux termes d'un acte reçu par Me VILLEBRUN, Notaire sus nommé le 6 juillet 1998, publié au 2ème bureau des Hypothèques de MONTPELLIER le 23 octobre 1998, volume 1998P n° 12610, ayant fait l'objet d'une attestation rectificative en date du 23 décembre 1998, publiée le 6 janvier 199, volume 1999P n° 83.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière qui, ne donnant lieu ni à publicité foncière ni à taxation, seront développées à la suite de la partie normalisée du présent acte.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'ACQUEREUR est propriétaire du **BIEN** vendu à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter de ce jour, par la prise de possession réelle, le **BIEN** vendu étant entièrement libre de location ou occupation, ainsi que le **VENDEUR** le déclare et que **L'ACQUEREUR** a pu le constater en le visitant.

P R I X

La présente vente est conclue moyennant le prix de UN MILLION HUIT CENT VINGT SIX MILLE VINGT FRANCS (1.826.020 FRF) soit une contre-valeur de DEUX CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE TROIS CENT SOIXANTE QUATORZE EUROS ET QUATRE-VINGT QUINZE CENTS (278.374,95 EUROS).

Le paiement de ce prix a lieu de la manière indiquée ci-après.

PAIEMENT DU PRIX - MODALITES

Le **VENDEUR**, conformément aux dispositions de l'article 1er du décret n° 55-630 du 20 Mai 1955, requiert l'**ACQUEREUR** de faire effectuer le paiement du prix entre les mains du Notaire soussigné, à charge par celui-ci, s'il y a lieu, de faire effectuer la purge de tous privilèges, hypothèques ou saisies pouvant grever l'immeuble. Ce paiement devra intervenir, conformément aux dispositions du décret numéro 83-16 du 13 Janvier 1983, portant établissement des pièces justificatives des paiements des communes, départements, régions et établissements publics locaux, modifié par le décret numéro 88-74 du 21 Janvier 1988, et sous réserve de l'éventuelle réquisition par l'ordonnateur (articles 15, 55 et 82 de la loi numéro 82-231 du 2 Mars 1982) sur présentation :

1- de la décision autorisant l'acquisition ;

2- de l'avis des Domaines ;

3- de la copie authentique du présent acte.

Il résulte du point 52 de l'annexe du 21 Janvier 1988 ce qui suit littéralement rapporté :

« La mention d'inscription au fichier immobilier et la mention d'enregistrement n'ont pas à être exigées lorsque les fonds sont remis au Notaire et que celui-ci produit un certificat par lequel il s'engage à prendre à sa charge les sommes qui, après paiement au vendeur du prix de l'acquisition, s'avéreraient être dues à la suite de l'inscription au fichier immobilier à des créanciers inscrits ou à un autre propriétaire. »

En raison de ce que la remise des fonds sera ainsi effectuée, conformément aux termes des trois décrets précités, et notamment celui du 20 Mai 1955, au Notaire soussigné, sous sa responsabilité, la présentation d'un état des inscriptions hypothécaires délivré sur la publication du présent acte ne sera pas nécessaire pour remettre les fonds au Notaire soussigné.

L'**ACQUEREUR** s'oblige à émettre le mandat nécessaire pour que ce paiement ait lieu entre les mains du Notaire soussigné dans les plus brefs délais.

Le règlement ainsi effectué libérera entièrement l'**ACQUEREUR**.

Le Notaire soussigné, en ce qui le concerne, s'engage, en sa qualité d'officier public, à prendre à sa charge les sommes qui, après paiement au **VENDEUR** du prix d'acquisition, s'avéreraient être dues, à la suite d'inscriptions au fichier immobilier, à des créanciers inscrits ou à un autre propriétaire. Il s'oblige à réitérer cet engagement par simple lettre, à la demande de l'une des parties.

VISA

En application des dispositions du décret numéro 86-455 du 14 Mars 1986, le visa a été délivré par la Direction des Services Fiscaux Départementaux à la date du 30 avril 1999 sous le numéro 99/.147,00 et est demeuré ci-joint et annexé après mention.

PUBLICITE FONCIERE

Les présentes seront publiées au 2ème bureau des hypothèques de MONTPELLIER.

DECLARATIONS FISCALES

La présente vente est exonérée de droits de timbre et de taxe de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Taxation des plus-values

Le **VENDEUR** déclare :

- que le **BIEN** vendu est entré dans son patrimoine aux termes des actes ci-dessus visés, du 6 juillet 1998 et 23 décembre 1998, lesdites parcelles ont été évaluées à la somme de 1.750.000 Francs.

- que son domicile fiscal est celui indiqué en tête des présentes, et qu'il dépend, pour la déclaration de ses revenus, du service des impôts de MONTPELLIER OUEST.

FIN DE PARTIE NORMALISEE

CONDITIONS GENERALES

A/ A la charge du VENDEUR

Le **VENDEUR** :

- Supportera les conséquences de l'existence des servitudes qu'il aurait conférées sur le **BIEN** et qu'il n'aurait pas indiquées aux présentes.

- Devra fournir au demandeur d'une action éventuelle en rescision pour lésion, le complément du juste prix conformément à l'article 1681 du Code Civil, de façon à arrêter le cours de cette action, afin que l'**ACQUEREUR** ne puisse jamais être inquiété ni recherché à ce sujet, le **VENDEUR** s'obligeant dès à présent à le mettre hors de cause de toute procédure.

- Ne pourra pas se retrancher derrière les clauses d'exonération de garantie envers l'**ACQUEREUR** s'il venait à être considéré comme un professionnel de l'immobilier.

B/ A la charge de L'ACQUEREUR

L'ACQUEREUR, sauf à tenir compte de ce qui est indiqué ci-dessus :

- Prendra le **BIEN** vendu dans l'état où il se trouvera le jour de l'entrée en jouissance sans aucune garantie de la part du **VENDEUR** pour raison :

. Soit de l'état du sol et du sous-sol à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous l'immeuble, de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation qui précède,

. Soit même de la surface du **BIEN** vendu la différence en plus ou en moins, s'il en existe, entre la contenance sus-indiquée et celle réelle, excédât-elle un/vingtième, devant faire le profit ou la perte de **L'ACQUEREUR,** sans aucun recours contre le **VENDEUR** à ce sujet.

- Souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever le **BIEN,** sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans aucun recours contre le **VENDEUR,** sauf en ce qui concerne les servitudes créées par le **VENDEUR** et non indiquées aux présentes, sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la Loi.

- Acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance, tous les impôts, taxes et autres charges de toute nature auxquels le **BIEN** peut et pourra être assujetti.

- Paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite et la conséquence.

URBANISME

Enonciation des documents obtenus

- Note de renseignements d'urbanisme

Il résulte d'une note de renseignements d'urbanisme, dont l'original demeurera ci-annexé, délivrée le 22 février 1999, sous le numéro 034-145-99-13021 par l'autorité administrative compétente que l'immeuble, objet des présentes, est dans la situation suivante :

Droit de préemption - Bénéficiaire du droit de préemption :
DPU Renforcé
Nature des dispositions d'urbanisme applicables au terrain :
Plan d'Occupation des Sols (POS), Zone : INAa
Approuvé le 15/12/1998

Nature des servitudes d'utilité publique applicables au terrain :
Néant.
Opération concernant le terrain :
Néant.
Observations et prescriptions particulières :
Néant.

L'**ACQUEREUR** s'oblige expressément à faire son affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions et du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété qui sont mentionnées en ce document, et dont il déclare avoir pris connaissance. Il reconnaît au surplus que le notaire soussigné lui a fourni tous éclaircissements complémentaires sur la portée, l'étendue et les effets desdites charges, prescriptions et limitations.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Un renseignement sommaire hors formalité délivré le 4 février 1999 et certifié à la date du 7 janvier 1999 du chef de Mme DECOR ne révèle aucune inscription.

DECLARATIONS DU VENDEUR

Le **VENDEUR** déclare :

Sur l'absence de restriction à son droit de disposer :

- Qu'il n'existe sur le **BIEN** vendu aucun droit de préemption non purgé et aucune action en rescision, résolution, réquisition ou expropriation.
- Qu'il n'a conféré à personne d'autre que **L'ACQUEREUR,** un droit quelconque sur ce **BIEN** résultant d'une promesse de vente, droit de préférence ou de préemption, clause d'inaliénabilité, ou autre empêchement à cette vente.

Situation locative :

Le **VENDEUR** déclare qu'aucun droit de préemption d'un occupant ne peut être exercé

Sur les servitudes :

- Qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur le **BIEN** vendu et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune autre que celles éventuellement indiquées au présent acte.

ORIGINE DE PROPRIETE

Suivant acte reçu par Maître Louis MERLE, alors notaire à Saint Martin de Londres, Hérault, le vingt quatre décembre mil neuf cent quatre vingt deux, et dont une expédition a été publiée au premier bureau des hypothèques de Montpellier, le huit février mil neuf cent quatre vingt trois, volume 266, numéro 457,et au deuxième bureau des hypothèques de Montpellier, le quatre janvier mil neuf cent quatre vingt trois, volume 485, numéro 272, il a été constitué entre :

- Madame DECOR née CLERGUE Régine, comparante aux présentes,

et Madame DAUDE Félicie Emilie, sans profession, veuve en uniques noces de Monsieur CLERGUE Pierre Marie Célestin, demeurant Mas de la Combe, 626rue Paul Rimbaud, à Montpellier,

Un groupement foncier agricole, sous forme de société civile, régi par la loi n* 70-1299 du 31 décembre 1970,. les textes subséquents, et les articles1832 et suivants du Code civil, Dénommé "GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE DU MASDE LA COMBE", Dont le siège social était fixé au Mas de la Combe, 626 rue Paul Rimbaud, à Montpellier, Hérault, Constitué pour une durée de cinquante années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, Au capital social de DEUX MILLIONS TROIS CENTQUATRE VINGT DEUX MILLE FRANCS (2.382.000 francs), divisé en VINGT TROIS MILLE HUIT CENT VINGT (23.820)parts sociales de CENT FRANCS (100 francs) chacune, ,
Ledit "GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE DU MAS DELA COMBE" avait été immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Montpellier en date du vingt mai mil neuf cent quatre vingt trois, sous le numéro D 327059 382 (83 D 57).

II - Madame DECOR née CLERGUE Régine, ayant réuni entre ses mains la totalité des parts composant le capital social, par suite de divers actes et faits Il a été décidé la dissolution dudit "GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE DU MAS DE LA COMBE" par assemblée générale extraordinaire en date du quatre juin mil neuf cent quatre vingt dix huit, dont une copie certifiée conforme du procès-verbal a été déposée au rang des minutes de Maître Raymond VILLEBRUN, notaire à Lamalou les Bains, le quatre juin mil neuf cent quatre vingt treize, et aux termes de laquelle ladite Madame DECOR née CLERGUE Régine s'est constituée en même temps comme seul liquidateur de la société dissoute, et ce en vue de la mention de cette dissolution au registre du commerce et des sociétés, -_ qui a été opérée le deux juillet mil neuf cent quatre vingt dix huit, à la suite de l'avis d'insertion, relatif à cette dissolution, paru dans le journal d'annonces légales MIDI LIBRE, édition Béziers et Montpellier, feuille du Mardi 09 juin 1998, page 29.

III - Suivant acte reçu par Maître Raymond VILLEBRUN, notaire à Lamalou les Bains, le six juillet mil neuf cent quatre vingt dix huit, dont une expédition a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de Montpellier, le vingt trois octobre mil neuf cent quatre vingt dix huit, volume 1998 P, numéro 12610,

Madame DECOR née CLERGUE Régine, comparante, a confirmé en tant que de besoin la déclaration de dissolution de la société ci-dessus rapportée, et a déclaré qu'à compter du quatre juin mil neuf cent quatre vingt dix huit, elle était devenue propriétaire de tous les éléments d'actif de la société civile et se trouvait tenue de régler le passif social.

Cet acte a fait l'objet d'un acte rectificatif dressé par Maître Raymond VILLEBRUN, Notaire sus nommé, le 23 décembre 1998, publié au 2ème bureau des Hypothèques de MONTPELLIER le 6 janvier 1999, volume 1999P n° 83. Aux termes de cet acte les parcelles présentement vendues ont été évaluées à la somme de UN MILLION SEPT CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (1.750.000 francs).

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

Les parties déclarent dispenser le Notaire Soussigné d'annexer aux présentes une note sur l'origine de propriété antérieure et le décharger de toute responsabilité à ce sujet.

MARCHE IMMOBILIER DES NOTAIRES

La présente mutation sera inscrite à la Banque des Données des Références et Transactions Immobilières du Marché Immobilier des Notaires rassemblant sur l'ensemble du territoire national, le maximum de références concernant les ventes des biens immobiliers, à des fins d'expertise, d'avis de valeur et de statistiques. A cet effet, l'**ACQUEREUR** s'engage à verser les frais d'inscription.

AVERTISSEMENT DU NOTAIRE AUX PARTIES

Au **VENDEUR** :

- Des dispositions qui lui sont applicables en matière de plus-values aux termes des présentes.

TITRES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à **L'ACQUEREUR** qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du **VENDEUR** à ce sujet.

POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc habilité et assermenté de la Société Civile Professionnelle dénommée en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix; elles reconnaissent avoir été informées par le Notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le Notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre lettre contenant augmentation du prix.

DONT ACTE

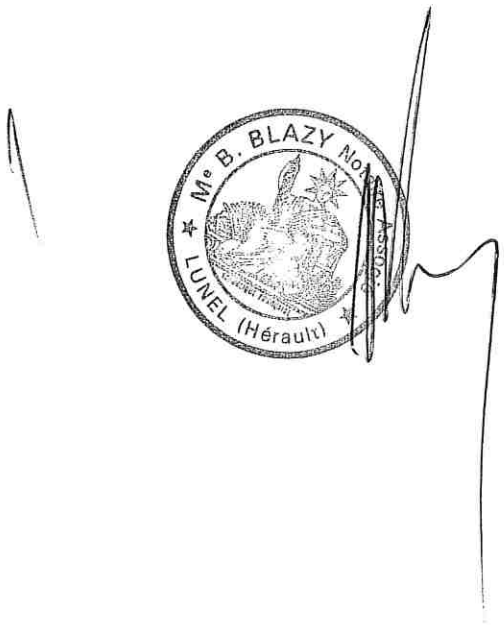
Comprenant :
- 8 pages, sans renvoi ni mot nul./

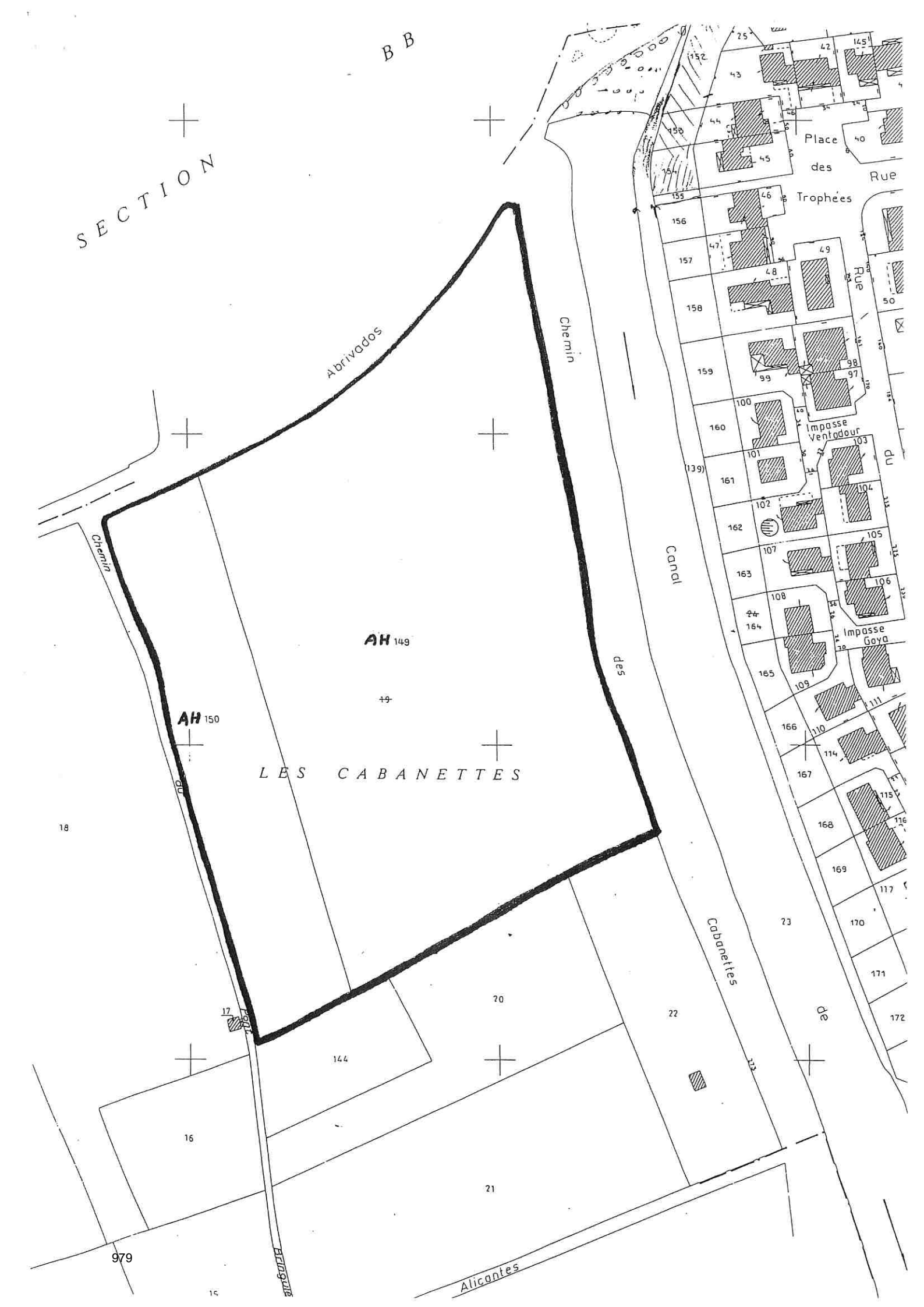
Et après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le Notaire soussigné.

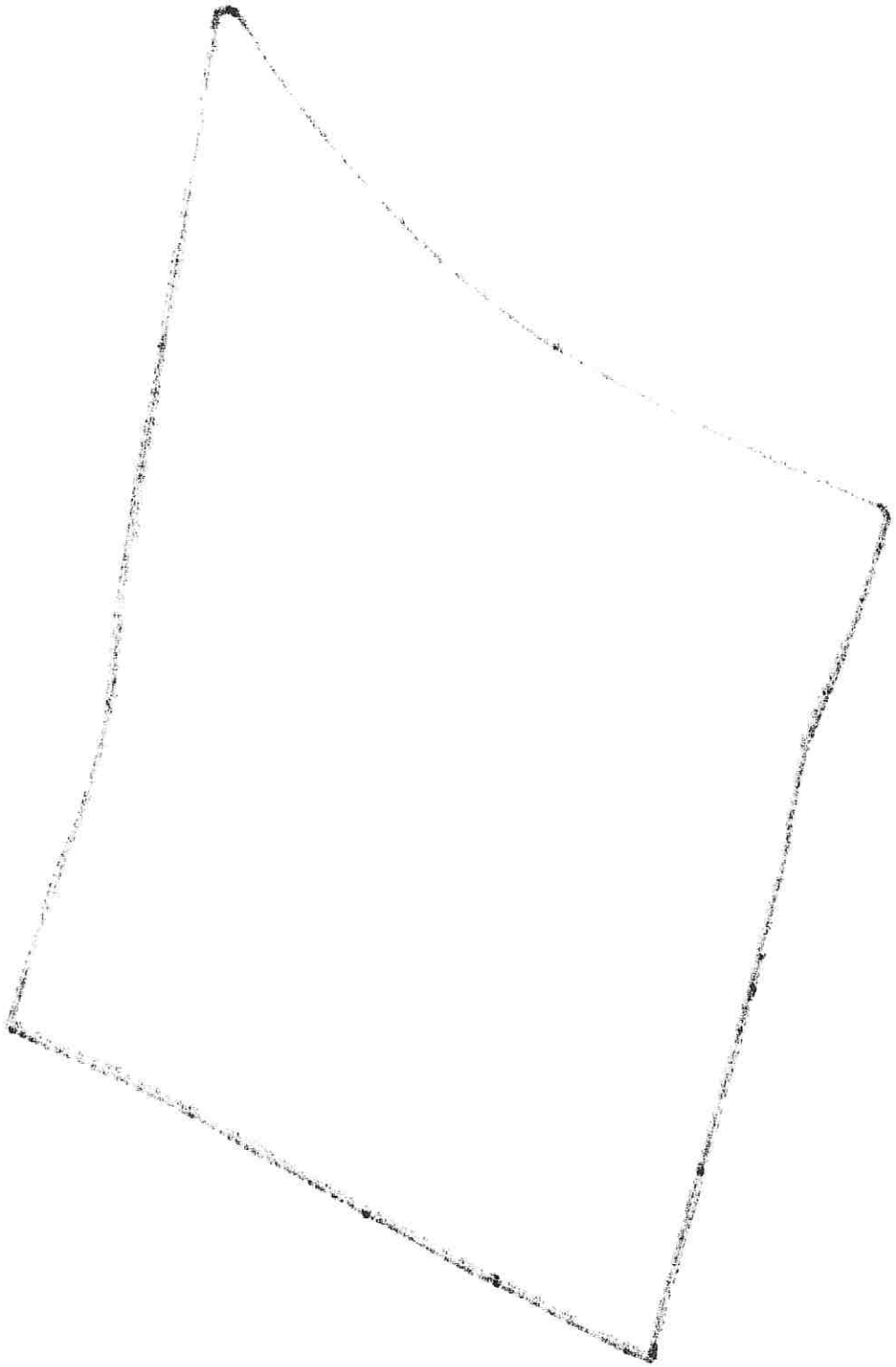
Suivent les signatures : R. CLERGUE, C. BARRAL et B. BLAZY, ce dernier Notaire.

Copie authentique
sur HUIT pages,
sans renvoi ni
mot nul./

POUR COPIE AUTHENTIQUE COLLATIONNEE




SECTION BB
Abrivados
Chemin
Canal
des
Cabanettes
de
Rue
du
Place des Trophées
Impasse Ventadour
Impasse Gaya
AH 149
AH 150
LES CABANETTES
Chemin
Alicantes
Arrague
979



République
Française

Département
Hérault
Conseil Général

PUBLIÉ AU 2ème BUREAU
DES HYPOTHÈQUES DE M
LE : 27/09/2002
VOLUME 2002P N°1220

Direction Générale
des Services

Direction des Moyens Financiers,
Informatiques, Juridiques
et Conseil de Gestion

Direction des Affaires Juridiques

Service Patrimoine Assurances
Affaire suivie par : Florence COULON
Téléphone : 04-67-67-69.59
Télécopie : 04.67.67.62.86
e-mail : juridique@cg34.fr
Références : CFC32MAI02/FC

ACTE ADMINISTRATIF DE VENTE

COMMUNE DE LUNEL
/
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

* * * * *

PREMIERE PARTIE

L'AN DEUX MILLE DEUX
Le Vingt Quatre Septembre

Monsieur André VEZINHET, Président du Conseil Général de l'Hérault, domicilié à l'Hôtel du Département, 1000, rue d'Alco - à Montpellier,

A reçu le présent acte administratif de vente, constatant ce qui suit :

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR :

La Commune de LUNEL, sise sur le territoire de l'Hérault, identifiée sous le numéro SIREN 213 401 458.

Ci-après dénommée " LE VENDEUR"

ACQUEREUR :

Le Département de L'HERAULT, ayant son siège à MONTPELLIER - Hôtel du Département - 1000, rue d'Alco, identifié sous le n° SIREN 223 400 011.

Ci-après dénommé " L'ACQUEREUR"

ELECTION DE DOMICILE :

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur siège ou domicile respectifs.

PRESENCE OU REPRESENTATION

*** Le vendeur :**

La Commune de LUNEL est représentée par Monsieur Claude ARNAUD, agissant en sa qualité de Maire de ladite commune

Spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu des délibérations du Conseil Municipal en date des 10 Décembre 1999 et 12 Décembre 2001, dont une copie demeurera jointe et annexée aux présentes après mention.

*** L'acquéreur :**

Le Département de l'Hérault est représenté par Monsieur Jean CROS, Directeur Général Adjoint des Services, Directeur des Moyens Financiers, Informatiques, Juridiques et Conseil de Gestion, en vertu de la délégation de signature qui lui a été consentie suivant arrêté modifié de Monsieur André VEZINHET, Président du Conseil Général en date du 16 Janvier 2002.

Monsieur André VEZINHET, ayant lui même agi en sadite qualité de Président du Conseil Général de l'Hérault, nommé à cette fonction en vertu d'une délibération de l'Assemblée Départementale en date du 23 Mars 2001.

Et spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Général en date du 2 Avril 2001 dont une copie demeurera jointe et annexée aux présentes après mention.

OBJET DU CONTRAT :

Le vendeur vend par ces présentes en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit les plus étendues, à l'acquéreur, qui accepte :

Les biens dont la désignation suit, et qui sont plus généralement appelés dans le corps de l'acte sous le vocable "L'IMMEUBLE" tel que celui-ci existe avec toutes ses dépendances, tous immeubles par destination qui en dépendent et tous les droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

L'acquéreur déclare parfaitement le connaître pour s'être entouré de tous les éléments d'information nécessaires à tous égards.

DESIGNATION :

Un terrain à bâtir, situé sur le territoire de la commune de LUNEL (Hérault), figurant ainsi qu'il suit au cadastre rénové de ladite commune :

- ✓ **Section AH numéro 200** , lieudit "201 chemin des Cabanettes", d'une contenance de 21 ares 74 centiares.

La parcelle cadastrée **section AH numéro 200** provient de la division d'un plus grand corps cadastré section AH numéro 199, d'une contenance totale de 2 hectares 60 ares 86 centiares, en deux nouvelles parcelles :

- La parcelle cadastrée **section AH numéro 200**, d'une contenance de 21 ares 74 centiares, objet de la présente vente,

- La parcelle cadastrée **section AH numéro 201**, d'une contenance de 2 hectares 39 ares 12 centiares, restant appartenir à la commune de LUNEL.

Tel que cette division résulte d'un document d'arpentage numéro 3366 N établi par Monsieur Gérard CASES, géomètre expert à MAUGUIO, le 20 Septembre 2001.

Une copie de ce document d'arpentage demeurera jointe et annexée aux présentes aux fins de publication.

Tel au surplus que ces dits biens existent et se comportent avec toutes leurs appartenances et dépendances.

EFFET RELATIF :

- Acte d'acquisition reçu par Maître BLAZY, notaire à LUNEL, en concours avec Maître LHUBAC, notaire à LUNEL et en participation avec Maître VILLEBRUN, notaire à LAMALOU LES BAINS le 27 Mai 1999, publié au 2ème Bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 18 Juin 1999, Volume 1999 P Numéro 7626.

- Procès verbal de réunion du cadastre numéro 3365 T, du 22 Octobre 2001, publié au 2ème Bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 25 Octobre 2001, Volume 2001 P Numéro 13611.

PROPRIETE ET JOUISSANCE :

L'acquéreur sera propriétaire de l'immeuble au moyen et par le seul fait des présentes à compter de ce jour.
Il en aura également la jouissance à compter de ce jour, par la prise de possession réelle, l'immeuble étant libre de toute location ou occupation.

PRIX :

Cette vente est consentie et acceptée à **TITRE GRATUIT**.

EVALUATION DU SERVICE DES DOMAINES

Conformément à la loi numéro 2001-1168 du 11 Décembre 2001, portant mesures urgentes de réforme à caractère économique et financier, et le cas échéant de l'arrêté du 17 Décembre 2001 modifiant l'arrêté du 5 Septembre 1986 relatif aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités et organismes publics, la présente acquisition constituant une opération isolée d'un montant inférieur à 75 000 Euros, n'est pas soumise à l'obligation d'obtention de l'évaluation du service des domaines.

DECLARATION POUR L'ADMINISTRATION

La présente vente est exonérée de tous droits quelconques, taxes et timbres, conformément à l'article 1042 du Code Général des Impôts, modifié par l'article 21 - 1 - 1 de la loi n° 82 -1126 du 29 Décembre 1982, l'acquéreur étant une collectivité publique.

De surcroît, les acquisitions de terrain à bâtir réalisées par les départements sont exonérées de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (Instruction administrative du 22 Février 1983, numéro 8 – A – 2 – 83).

Compte tenu de l'intérêt général dont relève cette opération et eu égard à la nature de l'équipement public (halles de sport) qui sera édifié sur le terrain, pour la perception du salaire du conservateur, les parties évaluent l'immeuble objet des présentes à a CENT CINQUANTE DEUX EUROS QUARANTE CINQ CENTS (152,45 €).

IMPOT SUR LA PLUS VALUE

Exonérée

FIN DE PREMIERE PARTIE

Rédigée sur CINQ pages.

* * * * *

SECONDE PARTIE

URBANISME - VOIRIE :

En ce qui concerne les divers certificats relatifs à l'urbanisme et à la voirie, les parties déclarent se référer à celui qui est demeuré annexé aux présentes.

L'acquéreur a pris connaissance de ladite pièce, par la lecture qu'en a faite son représentant.

Laquelle pièce consistant en une note de renseignements d'urbanisme délivrée par le Maire de LUNEL en date du 15 Février 2002, demeurera jointe et annexée aux présentes après mention.

ORIGINE DE PROPRIETE :

La parcelle cadastrée section AH numéro 200, qui appartient à la commune de LUNEL, provient de la division d'un plus grand corps cadastré section AH numéro 199, qui provient lui-même de la réunion de deux parcelles cadastrées section AH numéros 149 et 150 dont il convient d'établir ici l'origine de propriété :

- **Acquisition** :

Les parcelles cadastrées section AH numéros 149 et 150 appartiennent à la commune de LUNEL par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de Madame Régine Marie Georgette CLERGUE, sans profession, épouse de Monsieur Yves DECOR, demeurant à MONTPELLIER (Hérault), 626 rue Paul Rimbaud née le 19 Avril 1930 à LUNEL, aux termes d'un acte reçu par Maître BLAZY, le 27 Mai 1999, publié au 2ème Bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 18 Juin 1999, Volume 1999 P Numéro 7626.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de 1.826.020 francs, soit une contre valeur en euros de 278.374,95. Lequel prix entièrement payé depuis.

- **Procès Verbal** :

Aux termes d'un procès verbal de réunion du cadastre numéro 3365 T, du 22 Octobre 2001, publié au 2ème Bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 25 Octobre 2001, Volume 2001 P Numéro 13611, les parcelles cadastrées section AH numéros 149 et 150 ont été réunies en une seule parcelle cadastrée section AH numéro 199.

Les parties dispensent le Président du Conseil Général d'établir plus longuement l'origine de propriété de l'immeuble présentement vendu, déclarant vouloir se référer à celle contenue dans l'acte sus relaté.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES :

La vente est faite sous les charges et conditions ordinaires et de droit et notamment, sous celles suivantes que l'acquéreur s'oblige à exécuter et à accomplir, savoir :

1°) ETAT MITOYENNETE - DESIGNATION - CONTENANCE :

Il prendra l'immeuble dans son état actuel sans aucune garantie de la part du vendeur, pour quelque cause que ce soit, et notamment pour mauvais état du sol ou du sous sol, vétusté, ou autres, apparents ou cachés, insectes ou parasites ou végétaux parasitaires, carrières, affaissements ou éboulements, fouilles, défaut d'alignement, mitoyenneté ou non mitoyenneté ou encore, erreur dans la consistance ou la contenance, toute différence qui pourrait exister entre la contenance réelle et celle sus indiquée, en plus ou en moins, excédât-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte de l'acquéreur.

2°) SERVITUDES :

Il profitera des servitudes actives et supportera celles passives conventionnelles ou légales, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever l'immeuble vendu, le tout à ses risques et périls sans recours contre le vendeur et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu des titres réguliers non prescrits ou de la loi.

Le vendeur déclare à ce sujet qu'il n'a créé, laisser créer aucune servitude sur l'immeuble vendu, et qu'à sa connaissance il n'en existe pas d'autres que celles pouvant résulter de la situation des lieux, de la loi et de l'urbanisme.

3°) QUOTE-PART - IMPOTS - CONTRIBUTIONS ET CHARGES :

Il acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance tous les impôts, contributions, taxes et charges de toute nature, auxquels l'immeuble peut et pourra être assujetti.

4°) FRAIS :

L'acquéreur paiera tous les frais des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

DECLARATIONS :

Le vendeur et l'acquéreur déclarent confirmer les énonciations figurant en tête des présentes, relatives à leur identité et aux pouvoirs.

Le vendeur déclare sous sa responsabilité concernant l'immeuble vendu :

- qu'il n'est pas actuellement l'objet d'expropriation,

- qu'il est libre de toute inscription, publication ou mention pouvant porter atteinte aux droits de l'acquéreur.

FORMALITE DE PUBLICITE FONCIERE :

Une copie authentique de l'acte de vente sera publiée au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble.

REMISE DE TITRES :

Le vendeur ne sera pas tenu de délivrer les anciens titres de propriété mais l'acquéreur sera subrogé dans tous ses droits pour se faire délivrer à ses frais ceux dont il pourrait avoir besoin concernant le bien vendu.

POUVOIRS :

Les parties agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoirs à Monsieur Alain RAMORA, Chef du Service Patrimoine - Assurances du Conseil Général de l'Hérault, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires et cadastraux.

DONT ACTE sur HUIT pages

Fait et passé à Montpellier
à l'Hôtel du Département
A la date sus indiquée
Et après lecture faite, les parties ou leur représentant ont signé, avec Monsieur VEZINHET.

Les parties approuvent :

* Renvois :
* Mots rayés nuls :
* Chiffres rayés nuls :
* Lignes entières rayées nulles :
* Barres tirées dans les blancs :

POUR LE VENDEUR.
Monsieur Claude ARNAUD

MAIRIE DE LUNEL (Hérault) SERVICE URBANISME

LE MAIRE

POUR LE DEPARTEMENT
DE L'HERAULT
Monsieur Jean CROS

Le Président du Conseil Général de l'Hérault
Monsieur André VEZINHET
Sénateur de l'Hérault

34.145.3462....
21 AVR. 2000
VILLE DE LUNEL

DÉPARTEMENT de L'HÉRAULT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

B.P. 201 - 34401 LUNEL CEDEX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE LUNEL

PREFECTURE de l'HERAULT
REÇU LE
18 AVR. 2000
BUREAU DU COURRIER

L'an mil neuf cent quatre vingt dix neuf
Le dix Décembre à 20 heures 00
Le Conseil Municipal de LUNEL s'est réuni en session ordinaire
Sous la présidence de Monsieur Claude BARRAL - Maire

ETAIENT PRESENTS :

M. MONTOYA 1er Adjoint - M. André PLANCHON 2° Adjoint – M. BOISSONADE 3° Adjoint – Mme RAFAILLAC 4° Adjoint – M. RAUZIER 5° Adjoint - M. LEVY 6° Adjoint – Mme HICKENBICK 7° Adjoint - M. TORTAJADA 8° Adjoint – M. Edouard PLANCHON 9° Adjoint – M. CALVET – M. MAUREL – M. CAZANAVE - Mme GAILLOT – M. BRUCHET – M. TASTI – Mme FARNETI – M. GIBERT – Mme LACROIX – M. GOUTTEBARON – M. CHRISTOL - M. OTALORA – Mme TRIOL - M. GOUINEAU – M. POUDEROUX – M. PELLETIER Conseillers Municipaux.

ABSENTS EXCUSES :

M. DEMOTIER - M. ROUS - M. LACOSTE - M. SULTAN – Mme HAMON – M. ROUSSEL - Mme FALCO Conseillers Municipaux.

CONSTRUCTION D'UNE HALLE DE SPORT
A PROXIMITE DU COLLEGE FREDERIC MISTRAL
CESSION DE TERRAIN

DOCUMENT
Affiché le 17/04/00
MAIRIE DE LUNEL

Monsieur le Maire expose que le Département de l'Hérault a programmé la construction d'une halle de sport, à proximité du Collège Frédéric Mistral, qui sera mise à la disposition de la Commune de LUNEL, gratuitement.

Le règlement Départemental sur la construction des halles de sport prévoit la cession gratuite au Département par la Commune d'accueil, du terrain viabilisé nécessaire à la construction de cet équipement sportif couvert.

Considérant l'intérêt général que présente pour la Commune la construction d'une halle de sport dont elle aura l'usage,
Il est proposé au Conseil d'approuver le principe de cession gratuite au profit du Département d'une partie de la parcelle de terrain cadastrée Section AH n° 149, d'une superficie de 800 m² environ, sise à LUNEL, chemin des Cabanettes, sur le même site prévu pour l'implantation du projet du nouveau stade d'athlétisme.

Après avoir ouï l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil :

- **APPROUVE** le principe de cession gratuite au profit du Conseil Général de l'Hérault d'une parcelle de terrain (partie de la parcelle cadastrée AH n° 149) sise à LUNEL, chemin des Cabanettes destinée à la construction d'une nouvelle Halle des Sports de proximité, d'une superficie de 800 m² environ ;

- **AUTORISE** le Conseil Général à engager les procédures relatives à la délivrance du permis de construire et au programme de travaux prévus sur le terrain cédé ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager les procédures correspondantes à la présente décision.

POUR EXTRAIT CONFORME,

LE MAIRE,

MAIRIE DE LUNEL (Hlt) SECRETARIAT GÉNÉRAL

Pour le Maire :
L'Adjoint délégué
Claude BARRAL
Vice-Président du Conseil Général de l'Hérault

DÉPARTEMENT de L'HÉRAULT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Lunel

B.P. 201 - 34401 LUNEL CEDEX

PREFECTURE de l'HERAULT
REÇU LE
18 DEC. 2001
BUREAU DU COURRIER

34.145. 9932
21 DEC. 2001
VILLE DE LUNEL

DOCUMENT
Affiché le 17/12/01
MAIRIE DE LUNEL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE LUNEL

L' AN deux mil un
le 12 décembre
à 18 heures 30
Le conseil Municipal de Lunel s' est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur **Claude ARNAUD - Maire -**

Étaient présents :

M. René ROUX 1er Adjoint - M. Jean-Paul ROUSTANT 2ème Adjoint - Mme Ghyslaine ARNOUX 3ème Adjoint - M. Jean-Paul LARRIBET 4ème Adjoint - M. Serge ROVETTA 5ème Adjoint - M. Joël MOYSAN 6ème Adjoint - Mme Claude RASPAUD 7ème Adjoint - M. Camille SORIANO 8ème Adjoint - Mme Françoise BAILLY 9ème Adjoint - M. Christian ANDRIEUX 10ème Adjoint,

M. André ASORIN - M. Michel JAUJOU - M. Louis BONIFACE - M. Gérard MOUYREN - Mme Nicole VENKATACHALAPATHY - Mme Arlette SANDOU - Mme Maguy REMY - Mme Françoise POUDEROUX - M. Patrick LAOUT - M. Jean-Pierre RUBIO - Mme Anne-Marie BUTTIGIEG - Mme Lyliane LACROIX - M. Georges CUSY - Mme Anne-Laure DELMAU - Mme Christine MUNOZ-DELON - Mme Paola BLANCHON-MURADOR - M. André PLANCHON - Mme Sylvette FARNETTI - M. François GOT - Mme Pascale LAKAF : Conseillers Municipaux.

Absent excusé :

- Mme Marie-France TEULON - Mme Catherine de TOLEDO - Mme Fabienne CALVET - M. Claude BARRAL : Conseillers Municipaux.

CESSION GRATUITE AU PROFIT DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION AH n° 200.

Monsieur le Maire explique au Conseil :

Le règlement sur la construction en maîtrise d'ouvrage départementale d'équipements sportifs couverts à proximité des collèges, approuvé par le Département de l'Hérault en date du 20 octobre 1997, prévoit que la commune d'implantation cède gratuitement au Département le terrain viabilisé nécessaire à la construction desdits équipements.

La commune de Lunel a approuvé par délibération du 10 décembre 1999 le principe de cession gratuite au profit du Département de l'Hérault du terrain d'assiette nécessaire à la construction de la Halle de sport pour le collège Frédéric Mistral, implantée sur le complexe sportif des "Cabanettes". La parcelle à céder, nouvellement créée, est cadastrée section **AH n° 200** pour une contenance de **21 ares et 74 centiares.**

.../...

Il est demandé à l'Assemblée de statuer sur ce projet de cession gratuite au profit du Département de l'Hérault et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les pièces et actes correspondants à la présente décision et plus généralement à faire le nécessaire jusqu'à la parfaite exécution des présentes.

LE CONSEIL,

Après avoir ouï l' exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré,

Après avoir pris connaissance des documents qui lui sont présentés,

Adopte le projet de cession gratuite au profit du Département de l'Hérault de la parcelle cadastrée section **AH n° 200** d'une contenance de **21 ares et 74 centiares**,

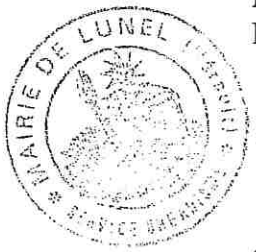
Sollicite Monsieur le Conservateur du Cadastre pour la modification des plans et matrices,

Autorise Monsieur le Maire à signer les pièces et actes correspondants à la présente décision et plus généralement à faire le nécessaire jusqu' à la parfaite exécution des présentes.

Délibéré en séance et ont signé les membres présents.

Pour Extrait Conforme,

Pour la Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,



Claude RASPAUD.

République
Française

Département
Hérault
Conseil Général

Direction des Services
de l'Assemblée
et de la Présidence

PREFECTURE de l'HERAULT
REÇU LE
17 AVR. 2001
BUREAU DU COURRIER

Délibération
de la commission permanente

Séance du 2 avril 2001

Objet : Collèges publics - Halle de sport de Lunel - Acquisitions foncières

Monsieur le Président du conseil général transmet à la commission permanente le rapport N° 2-102 dont vous trouverez le texte ci-après :

Transmis à la Direction des finances le : 11 AVR. 2001	Direction des finances. Publié et certifié exécutoire à compter du : 17 AVR. 2001

Département
de l'Hérault

Direction générale
des services

Direction de l'éducation
et de l'administration générale

Direction des collèges

Montpellier, le 23 février 2001

P . 2 - 1 0 2

Rapport du Président
à la commission permanente

Réunion du 2 avril 2001

Objet : Collèges publics – Halle de sport de Lunel – Acquisitions foncières

Le règlement départemental sur la construction en maîtrise d'ouvrage départementale d'équipements sportifs couverts à proximité des collèges, approuvé par notre Assemblée en date du 20 octobre 1997, prévoit que la commune d'implantation cède gratuitement au Département le terrain viabilisé nécessaire à la construction de ces équipements.

En ce qui concerne la halle de sport de Lunel, pour le collège Frédéric Mistral, la commune a approuvé, par délibération de son Conseil Municipal en date du 5 avril 2000, la cession gratuite au profit du Département du terrain nécessaire à la construction de la halle de sport.

Ce terrain est à détacher de la parcelle, sise à Lunel, cadastrée section AH n° 149, d'une superficie totale de 2 215 m². La division parcellaire est en cours.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- approuver le principe de cession gratuite au profit du Département du terrain nécessaire à la construction de la halle de sport à proximité du collège Frédéric Mistral à Lunel,
- m'autoriser à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision, notamment l'acte administratif de vente.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,

André VÉZINHET
Sénateur de l'Hérault

Après en avoir délibéré, la commission permanente adopte les conclusions du rapport et, à ce titre, décide :

- d'approuver le principe de cession gratuite par la commune de Lunel au profit du Département, du terrain nécessaire à la construction de la halle de sport à proximité du collège Frédéric Mistral à Lunel.

Etant précisé que :

* ce terrain est à détacher de la parcelle sise sur la commune de Lunel, cadastrée section AH n°149, d'une superficie totale de 2215 m² ;

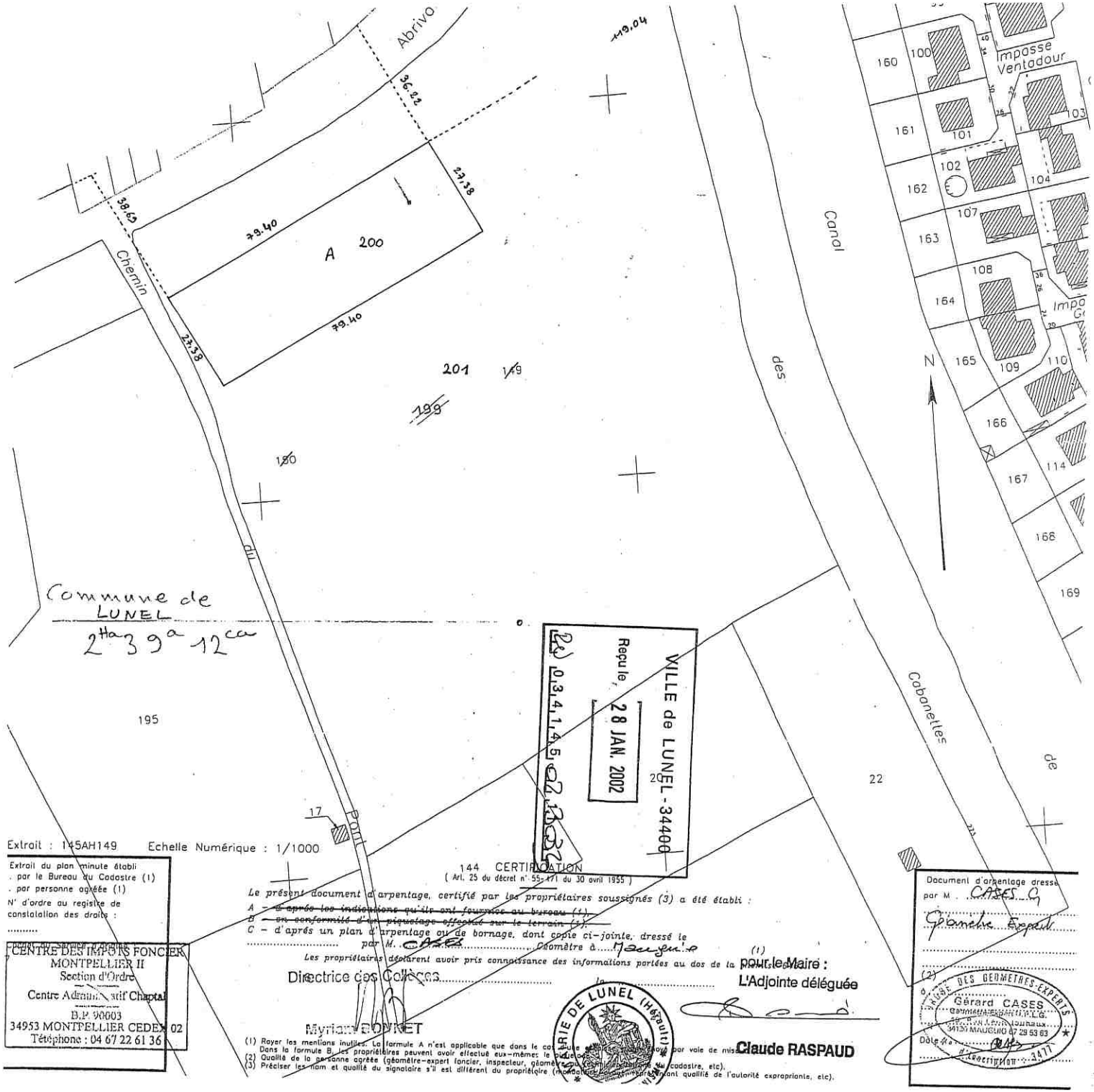
* la division parcellaire est en cours.

- d'autoriser le Président du Conseil général à signer, au nom et pour le compte du Département, tous les documents nécessaires à l'exécution de cette décision, notamment l'acte administratif correspondant.

Pour extrait conforme,
le Président,

André VEZINHET
Sénateur de l'Hérault

966



(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas où [illegible] doivent être [illegible] par voie de mise [illegible]. Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le [illegible].
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre-expert foncier, inspecteur, géomètre [illegible] du cadastre, etc).
(3) Préciser les nom et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire [illegible] qualité de l'autorité expropriante, etc).

Monsieur le Maire souligne le soutien que la municipalité porte à ce projet associatif sportif qui hélas est très dépendant des soutiens dont il pourra bénéficier, en l'occurrence des collectivités. À charge pour nous de faire valoir ce projet auprès des grandes collectivités, des pourvoyeurs de subventions pour qu'il aboutisse parce que nous sommes effectivement sur une promesse qui est extrêmement dépendante de ces subventions. Nous espérons être entendus malgré un contexte compliqué pour beaucoup de collectivités.

Mme PLANE souhaite connaître la situation géographique du terrain. Le parking est-il touché ?

Mme MICHEL le situe chemin des Cabanettes il y a un triangle après la statue de Pascalet en direction de Saint-Just. Non le parking n'est pas impacté.

Monsieur le Maire ajoute que c'est un sport qui fonctionne parfaitement, qui est en plein développement sur Lunel et présente beaucoup d'intérêt pour le lien social.

Mme MICHEL précise qu'à cette délibération est joint le plan cadastral qui permet de le situer.

M. BARBATO voudrait féliciter l'association car une telle démarche représente un risque, c'est de l'investissement, du temps. Il fait remarquer qu'il y a un déficit, pas sur Lunel forcément parce qu'on va le taxer de faire du localisme. En termes de politique sportive il y a des déficits et félicite donc les associations qui prennent ce type d'initiative. Il manque sur Lunel des salles comme celle-ci pour des sports de « sol » ayant besoin de tatamis, de supports, il en manquait une et l'escrime prend l'initiative. Les pays anglo-saxons valorisent les talents sportifs, au niveau du sport scolaire par exemple. Il est donc appréciable que les associations prennent le taureau par les cornes pour pallier ces manques.

Mme PLANE n'a jamais vu passer ce type de dossier. En existe t-il d'autres sur Lunel ?

Mme MICHEL souligne que c'est l'occasion pour elle de remercier l'innovation portée par la ville de Lunel pour la mise en œuvre de cette procédure. Il n'existe pas sur la ville de Lunel, ni au niveau national ce type de bail à construction. Les services se sont rapprochés d'autres collectivités qui passent des baux à construire avec des privés, ce n'est pas le cas pour les associations. Nous avons travaillé énormément notamment avec les services de la préfecture qui ont totalement validé le montage et ce par écrit, c'est vraiment une innovation et nous espérons qu'elle fera école. L'association Escrime Pays de Lunel a cette aura qui permet de porter ce projet et bien évidemment si d'autres associations avaient la capacité et l'envie de porter ce type de projet nous avons maintenant la méthodologie grâce aux services de la ville et au travail accompli pour cette procédure.

Mme PLANE demande s'ils sont assurés du prêt immobilier ?

Mme MICHEL répond que c'est l'objet de la promesse pour leur permettre d'avancer. La promesse a bien évidemment des clauses suspensives. C'est-à-dire que cette promesse s'éteindra si nous n'arrivons pas ensemble, parce qu'aujourd'hui la commune doit aussi s'engager aux côtés du club, à leur permettre d'obtenir des subventions auprès de la fédération et de tous les partenaires régionaux ainsi que le prêt immobilier.

Mme PLANE fait remarquer qu'il est très intéressant de voir ce type de process. La durée est de 30 ans, imaginons qu'ils construisent etc. que se passe t-il au terme de 10 ans, quelle assurance ont-ils ?

Mme MICHEL indique que la question s'est posée. C'est une promesse de bail dans ses grandes lignes. Nous avons environ une année pour finaliser le bail sous couvert évidemment de la levée des clauses suspensives car ce risque est envisagé par la ville et du côté de l'association. Nous avons des méthodes pour récupérer le bien, racheter les créances.

Mme PLANE indique que si l'association a des dettes elle peut ensuite les rétrocéder à la ville.

Mme MICHEL : Nous en avons clairement discuté au préalable.

M. C. CHABERT souhaite savoir si cette parcelle de 1 500 m2 est à retirer d'une plus grande parcelle ?

Mme MICHEL explique que l'on déclasse la parcelle, on la détache du domaine public communal pour la passer en privé communal.

M. C. CHABERT constate que malgré les contraintes cela va appartenir à l'association pendant 30 ans lorsque cela va être construit.

Mme MICHEL indique que l'association en a la gestion et l'entretien. Avec un prêt « Zéro » pour la ville pendant 30 ans, ils assument c'est tout le risque qu'ils acceptent de prendre.

Mme PLANE : Et au bout de 30 ans ?

Monsieur le Maire explique que la ville récupère, l'association a la jouissance du bien durant 30 ans.

M. C. CHABERT demande si ce sera ouvert à d'autres associations dans le cadre d'un autre sport ?

Mme MICHEL précise que comme cela a été indiqué le process fonctionne parce que c'est le club Escrime Pays de Lunel qui gère totalement cet équipement sportif. Bien sûr la destination c'est la salle d'armes, c'est un bâtiment sportif, la ville n'intervient en aucune façon sur cette commande.

Mme PLANE indique que cela peut être rentable pour eux s'ils louent à d'autres associations.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la conclusion d'une promesse de bail à construction avec l'association loi 1901 « Escrime Pays de Lunel » sur la parcelle de terrain susvisé et dans les conditions détaillées ci-avant et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la promesse de bail à construction avec l'association loi 1901 « Escrime Pays de Lunel ».

3.10 - <u>DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU STATIONNEMENT PAYANT</u>
<u>AVENANT N°3</u>

Rapporteur : M. ALIBERT.

<u>Annexe</u> : Avenant n°3 au contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant

Les travaux de rénovation des espaces publics dans le cadre du projet de renouvellement urbain vont se dérouler dans différents secteurs du cœur de Ville. Les secteurs concernés par les travaux sont l'Église Notre-Dame du Lac, le cours Gabriel Péri, les rues Capitaine Ménard, Sadi Carnot, Jean-Jacques Rousseau et Louis Ménard ainsi que la Place des Martyrs de la Résistance. Ces travaux devraient durer du 1er décembre 2023 au 31 mai 2024 (durée prévisionnelle).

Le stationnement sur voirie ainsi que la fréquentation du cœur de Ville par les usagers risquent par conséquent d'en être impactés et réduits.

Afin de maintenir un accès et des possibilités de stationnement nécessaires à la venue des usagers en centre-ville, il est proposé la passation d'un avenant au contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant, en vue de la mise en place d'une participation financière de la Ville en contrepartie de l'extension de la durée de la

gratuité contractuellement prévue sur le parking du Canal, telle que présentée ci-dessous. Celle-ci consistera dans la prise en charge du coût de stationnement des usagers du parking du Canal pour la période s'étendant de 41 minutes à 1h10 minutes.

La participation financière de la Ville permettra ainsi d'étendre la période de gratuité de stationnement sur le parking du Canal, contractuellement fixée à 40 minutes à 1h10.

Cette mesure s'exécutera sur la période allant du 1er décembre 2023 au 31 mai 2024. Dans le cas où des retards dans l'exécution des travaux nécessiteraient le maintien de cette mesure provisoire de gratuité, les Parties se rencontreront afin de convenir des modalités de la prolongation de la mesure qui seront formalisées par voie d'avenant.

La prise en charge par la Ville de la période de stationnement précitée tiendra compte des tarifs applicables pour leparking du Canal :
- Tarifs TTC 2023 :
• 0,80 € jusqu'à 55 minutes de stationnement
• 1,20 € jusqu'à 1h10 de stationnement
- Tarifs TTC 2024 :
• 0,80 € jusqu'à 55 minutes de stationnement
• 1,30 € jusqu'à 1h10 de stationnement.

Sur la base des tarifs précités et dans la limite temporelle de 6 mois fixée, la participation de l'autorité délégante sera versée en fonction du nombre réel de périodes de stationnement concernées.

Ainsi, le versement de la participation communale sera effectué après production de factures mensuelles de la part du délégataire **INDIGO INFRA**, faisant mention de la TVA.

Le coût estimatif de la mesure s'élèverait à environ 35 000 € TTC, ce qui représente un pourcentage prévisionnel de prise en charge financière de 0,86 % au regard du chiffre d'affaires global de la délégation de service public sur toute sa durée d'exécution.
Le montant de la compensation sera pris en compte dans le calcul de la part variable de la redevance versée par le délégataire INDIGO INFRA, à la Ville en application des dispositions de l'article 16 du contrat de délégation de service public du 17 octobre 2017.

La mise en place de la participation financière décrite ci-avant doit être formalisée par avenant. Il s'agira de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public, qui a débuté le 1er janvier 2018.
Par le présent avenant, les Parties prennent également acte de la grille tarifaire 2024 résultant de l'application des dispositions de l'article 15 du contrat de délégation de service public du 17 octobre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :
D'APPROUVER l'avenant n°3 susvisé avec le délégataire **INDIGO INFRA ;**
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant et à conduire cette affaire jusqu'à son terme.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

lunel
VILLE DE LUNEL

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC **EXE1**

AVENANT N°3

A - Identification de l'autorité concédante

VILLE DE LUNEL
240 Avenue Victor Hugo
CS 30403
34403 Lunel cedex

Monsieur le Maire, Pierre SOUJOL

B - Identification du délégataire

INDIGO INFRA

1 place des Degrés

92800 Puteaux

Monsieur Pierre Bonnabaud, Directeur régional sud-est

Immatriculation RCS Nanterre : 642 020 887

C - Objet de la délégation de service public

- Objet de la délégation de service public

Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant

- Durée d'exécution de la délégation de service public : du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2025

D - Objet de l'avenant

- Modifications introduites par le présent avenant :

Les travaux de rénovation des espaces publics dans le cadre du projet de renouvellement urbain vont se dérouler dans différents secteurs du cœur de Ville. Les secteurs concernés par les travaux sont l'Église Notre-Dame du Lac, le cours Gabriel Péri, les rues Capitaine Ménard, Sadi Carnot, Jean-Jacques Rousseau et Louis Ménard ainsi que la Place des Martyrs de la Résistance. Ces travaux devraient durer du 1er décembre 2023 au 31 mai 2024 (durée prévisionnelle).

Le stationnement sur voirie ainsi que la fréquentation du cœur de Ville par les usagers risquent par conséquent d'en être impactés et réduits.

Afin de maintenir un accès et des possibilités de stationnement nécessaires à la venue des usagers en centre-ville, il est proposé la passation d'un avenant au contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant, en vue de la mise en place d'une participation financière de la Ville en contrepartie de l'extension de la durée de la gratuité contractuellement prévue sur le parking du Canal, telle que présentée ci-dessous. Celle-ci consistera dans la prise en charge du coût de stationnement des usagers du parking du Canal pour la période s'étendant de 41 minutes à 1h10 minutes.

La participation financière de la Ville permettra ainsi d'étendre la période de gratuité de stationnement sur le parking du Canal, contractuellement fixée à 40 minutes à 1h10.

Cette mesure s'exécutera sur la période allant du 1er décembre 2023 au 31 mai 2024. Dans le cas où des retards dans l'exécution des travaux nécessiteraient le maintien de cette mesure provisoire de gratuité, les Parties se rencontreront afin de convenir des modalités de la prolongation de la mesure qui seront formalisées par voie d'avenant.

La prise en charge par la Ville de la période de stationnement précitée tiendra compte des tarifs applicables pour le parking du Canal :
- Tarifs TTC 2023 :
  - 0,80 € jusqu'à 55 minutes de stationnement
  - 1,20 € jusqu'à 1h10 de stationnement
- Tarifs TTC 2024 :
  - 0,80 € jusqu'à 55 minutes de stationnement
  - 1,30 € jusqu'à 1h10 de stationnement.

Sur la base des tarifs précités et dans la limite temporelle de 6 mois fixée, la participation de l'autorité délégante sera versée en fonction du nombre réel de périodes de stationnement concernées.

Ainsi, le versement de la participation communale sera effectué après production de factures mensuelles de la part du délégataire **INDIGO INFRA**, faisant mention de la TVA.

Le coût estimatif de la mesure s'élèverait à environ 35 000 € TTC, ce qui représente un pourcentage prévisionnel de prise en charge financière de 0,86 % au regard du chiffre d'affaires global de la délégation de service public sur toute sa durée d'exécution.
Le montant de la compensation sera pris en compte dans le calcul de la part variable de la redevance versée par le délégataire INDIGO INFRA, à la Ville en application des dispositions de l'article 16 du contrat de délégation de service public du 17 octobre 2017.

La mise en place de la participation financière décrite ci-avant doit être formalisée par avenant. Il s'agira de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public, qui a débuté le 1er janvier 2018.
Par le présent avenant, les Parties prennent également acte de la grille tarifaire 2024 résultant de l'application des dispositions de l'article 15 du contrat de délégation de service public du 17 octobre 2017.

Cet avenant est établi dans le respect des dispositions des articles L.6 4° et L3135-1 et suivants du Code de la commande publique.

Annexe : Détail des tarifs 2023 et 2024 du Parking du Canal.

Tarif 2023

Durée			Tarif au par 1/4h	Tarif
00 h:00	à	00 h:40	0,00 €	0,00 €
00 h:41	à	00 h:55	0,80 €	0,80 €
00 h:56	à	01 h:10	0,40 €	1,20 €
01 h:11	à	01 h:25	0,40 €	1,60 €
01 h:26	à	01 h:40	0,40 €	2,00 €
01 h:41	à	01 h:55	0,20 €	2,20 €
01 h:56	à	02 h:10	0,20 €	2,40 €
02 h:11	à	02 h:25	0,20 €	2,60 €
02 h:26	à	02 h:40	0,20 €	2,80 €
02 h:41	à	02 h:55	0,20 €	3,00 €
02 h:56	à	03 h:10	0,20 €	3,20 €
03 h:11	à	03 h:25	0,20 €	3,40 €
03 h:26	à	03 h:40	0,20 €	3,60 €
03 h:41	à	03 h:55	0,20 €	3,80 €
03 h:56	à	04 h:10	0,20 €	4,00 €
04 h:11	à	04 h:25	0,20 €	4,20 €
04 h:26	à	04 h:40	0,20 €	4,40 €
04 h:41	à	04 h:55	0,20 €	4,60 €
04 h:56	à	05 h:10	0,20 €	4,80 €
05 h:11	à	05 h:25	0,20 €	5,00 €
05 h:26	à	05 h:40	0,20 €	5,20 €
05 h:41	à	05 h:55	0,20 €	5,40 €
05 h:56	à	06 h:10	0,10 €	5,50 €
06 h:11	à	06 h:25	0,10 €	5,60 €
06 h:26	à	06 h:40	0,10 €	5,70 €
06 h:41	à	06 h:55	0,10 €	5,80 €
06 h:56	à	07 h:10	0,10 €	5,90 €
07 h:11	à	07 h:25	0,10 €	6,00 €
07 h:26	à	07 h:40	0,10 €	6,10 €
07 h:41	à	07 h:55	0,10 €	6,20 €
07 h:56	à	08 h:10	0,00 €	6,20 €
08 h:11	à	08 h:25	0,00 €	6,20 €
08 h:26	à	08 h:40	0,00 €	6,20 €
08 h:41	à	08 h:55	0,00 €	6,20 €
08 h:56	à	09 h:10	0,00 €	6,20 €
09 h:11	à	09 h:25	0,00 €	6,20 €
09 h:26	à	09 h:40	0,00 €	6,20 €
09 h:41	à	09 h:55	0,00 €	6,20 €
09 h:56	à	10 h:10	0,00 €	6,20 €
10 h:11	à	10 h:25	0,00 €	6,20 €
10 h:26	à	10 h:40	0,00 €	6,20 €
10 h:41	à	10 h:55	0,00 €	6,20 €
10 h:56	à	11 h:10	0,00 €	6,20 €
11 h:11	à	12 h:00	0,00 €	6,20 €
maxi 24 heures				6,20 €
Ticket perdu / jour				**6,20 €**

Tarif 01/01/2024

Durée			Tarif au par 1/4h	Tarif
00 h:00	à	00 h:40	0,00 €	0,00 €
00 h:41	à	00 h:55	0,80 €	0,80 €
00 h:56	à	01 h:10	0,50 €	1,30 €
01 h:11	à	01 h:25	0,40 €	1,70 €
01 h:26	à	01 h:40	0,40 €	2,10 €
01 h:41	à	01 h:55	0,20 €	2,30 €
01 h:56	à	02 h:10	0,20 €	2,50 €
02 h:11	à	02 h:25	0,20 €	2,70 €
02 h:26	à	02 h:40	0,20 €	2,90 €
02 h:41	à	02 h:55	0,30 €	3,20 €
02 h:56	à	03 h:10	0,20 €	3,40 €
03 h:11	à	03 h:25	0,20 €	3,60 €
03 h:26	à	03 h:40	0,20 €	3,80 €
03 h:41	à	03 h:55	0,20 €	4,00 €
03 h:56	à	04 h:10	0,20 €	4,20 €
04 h:11	à	04 h:25	0,20 €	4,40 €
04 h:26	à	04 h:40	0,20 €	4,60 €
04 h:41	à	04 h:55	0,20 €	4,80 €
04 h:56	à	05 h:10	0,30 €	5,10 €
05 h:11	à	05 h:25	0,20 €	5,30 €
05 h:26	à	05 h:40	0,20 €	5,50 €
05 h:41	à	05 h:55	0,20 €	5,70 €
05 h:56	à	06 h:10	0,10 €	5,80 €
06 h:11	à	06 h:25	0,10 €	5,90 €
06 h:26	à	06 h:40	0,10 €	6,00 €
06 h:41	à	06 h:55	0,10 €	6,10 €
06 h:56	à	07 h:10	0,10 €	6,20 €
07 h:11	à	07 h:25	0,10 €	6,30 €
07 h:26	à	07 h:40	0,10 €	6,40 €
07 h:41	à	07 h:55	0,10 €	6,50 €
07 h:56	à	08 h:10	0,00 €	6,50 €
08 h:11	à	08 h:25	0,00 €	6,50 €
08 h:26	à	08 h:40	0,00 €	6,50 €
08 h:41	à	08 h:55	0,00 €	6,50 €
08 h:56	à	09 h:10	0,00 €	6,50 €
09 h:11	à	09 h:25	0,00 €	6,50 €
09 h:26	à	09 h:40	0,00 €	6,50 €
09 h:41	à	09 h:55	0,00 €	6,50 €
09 h:56	à	10 h:10	0,00 €	6,50 €
10 h:11	à	10 h:25	0,00 €	6,50 €
10 h:26	à	10 h:40	0,00 €	6,50 €
10 h:41	à	10 h:55	0,00 €	6,50 €
10 h:56	à	11 h:10	0,00 €	6,50 €
11 h:11	à	12 h:00	0,00 €	6,50 €
maxi 24 heures				6,50 €
Ticket perdu / jour				**6,50 €**

Consigne carte perdue/volée : **25,00 €** **25,00 €**

B - FORFAITS DE PASSAGE

5 jours	13,00 €	
6 jours	15,00 €	
7 jours	17,00 €	
15 jours	32,00 €	
21 jours	46,00 €	
Jours supplémentaires	2,50 €	*par jour*

5 jours	13,70 €
6 jours	15,80 €
7 jours	17,90 €
15 jours	33,70 €
21 jours	48,50 €
Jours supplémentaires	2,60 €

D - ABONNEMENTS

Abonnements permanents

Abonnements 6 j : lundi à samedi

Abonnement 5 J : lundi à vendredi ou Mardi à Dim

Abonnements 4 j : Lundi, mardi, jeudi, vendredi

Mois	Trimestre	Semestre	Année
55,90 €	158,00 €	308,00 €	610,00 €
51,80 €	146,00 €	288,00 €	564,60 €
45,70 €	129,00 €	253,90 €	495,60 €
40,60 €	*115,80 €*	*219,40 €*	*426,50 €*

Mois	Trimestre	Semestre	Année
58,90 €	166,20 €	324,00 €	642,00 €
54,60 €	153,60 €	303,00 €	594,00 €
48,10 €	135,90 €	267,00 €	522,00 €
42,80 €	*121,80 €*	*231,00 €*	*448,80 €*

E - Signature du délégataire

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature de l'autorité délégante

A : …… , le ……

Signature

Pierre SOUJOL

Maire de Lunel

G - Notification de l'avenant au délégataire

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du délégataire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le délégataire)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le délégataire.)

M. C. CHABERT note que la mairie fait un effort pour les usagers qui veulent se rendre en centre-ville qui pendant les travaux se gareront gratuitement pendant 1 h 10 sur le parking du Canal. Avez-vous envisagé quelque chose pour les commerçants qui seront impactés également par les travaux du cours Gabriel-Péri et ailleurs ? Est-il prévu une indemnisation par rapport aux commerçants ou pas comme cela se pratique dans d'autres collectivités ou l'on ne peut plus accéder aux commerces et des indemnités sont versées aux commerçants. Est-il prévu la même chose à Lunel ? Puisqu'on fait un effort pour les usagers il est tout aussi important de faire un effort pour les commerçants.

Monsieur le Maire fait remarquer que la ville fait des efforts en faveur des commerçants dans les limites budgétaires. Si nous étions une ville riche nous aurions peut-être les moyens d'aider davantage. Ce n'est pas le cas aujourd'hui mais des aides sont apportées en termes de communication, de parking, de manifestations, d'animations. Nous mettons tout en œuvre pour les aider. Une indemnisation n'est pas obligatoire. Par rapport au budget, en termes d'indemnisation, cela ne pourrait pas être mis en place avant 2025 parce qu'il faut comparer les chiffres d'affaires de 2023 ou 2022, 2023/2024 et 2025. Notre souci à ce jour est que les commerçants puissent traverser une période sensible en leur apportant notre aide afin que les commerces soient toujours ouverts. Nous en avons discuté ensemble, il y a eu une réunion publique à laquelle les commerçants ont participé. Nous avons clairement indiqué notre position et trouvé des accords. Nous ne pouvons pas imaginer davantage avec le budget actuel. Nous ne pouvons pas donner de faux espoirs sur cette question. Le cours Gabriel-Péri a déjà subi des travaux par le passé et a été entièrement rénové. Le principe d'indemnisation n'a pas été retenu pour la rue de la Libération. Il est impossible d'aller dans ce sens, Nous pouvons tout imaginer, rêver, emprunter davantage, mais budgétairement ce n'est pas possible. Le DOB et le Budget Primitif que nous présenterons prochainement montrent que nous devons gérer de façon très serrée. C'est essentiellement la raison.

Mme PLANE déclare que ces demandes d'indemnisation faites à Montpellier récemment, notamment avec les travaux du tram, ont été faites au Mas Drevon à une autre époque et le juge administratif prononce les indemnisations en fonction du chiffre d'affaires N-3. Il ne s'agit pas du budget de cette année mais du vote du budget dans un ou deux ans. C'est quelque chose que l'on pourrait commencer à préparer car elle rappelle les travaux signalés précédemment. Il existe des plateformes en ligne, nos commerçants ne sont pas forcément en grande forme, certains ont déjà fermé.

Monsieur le Maire constate qu'elle a raison mais ce n'est pas lié aux travaux.

Mme PLANE expose que ce n'est pas lié aux travaux mais les problématiques s'accumulent. On ne va pas se leurrer, les platanes ont été abattus cela va engendrer des investissements supplémentaires pour certains durant l'été prochain, parce qu'à moins d'avoir « le haricot de Jack », les platanes ne vont pas pousser en l'espace de 6 mois !
« Peut-on arrêter de parler il faut qu'il y ait quelqu'un qui parle derrière. Si la vie des commerçants ne vous intéresse pas arrêtons là ! »
Il y a un enchaînement avec les problématiques de nos commerçants qui ne sont pas sans conséquence. Certains se posent la question de fermer (ce n'est pas forcément dû aux travaux) et ne pas ouvrir au 1er janvier. Les travaux de la rue de Libération ne sont pas finis, nous n'avons pas le cours Gabriel-Péri. Toutes sortes de problématiques s'accumulent, c'est quelque chose qui concrètement pourrait donner au moins une petite lueur d'espoir de façon à ce qu'ils tiennent le coup. Peut-être envisager ce style de procédure d'indemnisation même si ce n'est pas d'actualité pour cette année mais pour l'année prochaine ou à venir dans les 3 ans mais au moins afin qu'ils ne se battent pas pour rien qu'on leur attribue quelque chose pour qu'ils y arrivent même si cela va être dur.

Monsieur le Maire ne fera pas de promesse qu'il ne sera pas en capacité de tenir. D'autres le pratiquent ce n'est pas notre cas. Nous avons nous aussi tout autant le souci de nos commerçants. Nous travaillons pour cela, nous essayons de créer de nouveaux commerces, mais le nerf de la guerre on le connaît tous, aujourd'hui il faut anticiper. Vous évoquez 2025, mais le PPI 2024/2025 et même une partie de 2026 est inscrit, nous avons déjà budgété. Et au regard des dépenses, la marge de manœuvre est extrêmement faible, il faudrait des surprises extraordinaires, une ré-

évaluation des dotations d'État. Et nous savons pertinemment que ce n'est pas forcément à l'ordre du jour. Il se gardera donc bien de s'embarquer dans des promesses qu'il ne pourra pas tenir.

Mme PLANE ne parle pas de promesses. On peut se pencher sur la question en essayant de trouver des moyens supplémentaires pour aider les commerçants si ce n'est pas l'aide à l'indemnisation ce peut être d'une autre manière.

Monsieur le Maire rappelle le travail réalisé depuis fort longtemps. Nous avons étudié de nombreuses pistes et fait notre possible. Aujourd'hui l'indemnisation évoquée est impossible mais si d'autres opportunités d'aides se présentent ils ne sont pas contre mais il existe des limites au sujet.

Mme AUTIER indique que ce qui est important c'est l'accompagnement des commerçants par la ville pour passer cette épreuve des travaux dans les meilleures conditions.Il va y avoir une programmation par rapport à Noël qu'il faut prendre en compte. Une publicité est faite par rapport aux travaux ainsi qu'un signalement relatif à l'ouverture des magasins, les commerçants sont toujours présents. Elle souligne l'attractivité apportée durant la période des fêtes avec les diverses animations. Dans l'immédiat c'est important de dire qu'il faut continuer à survivre car cela va être difficile pour eux mais aussi de les accompagner.

Mme PLANE fait remarquer que pendant les travaux, les animations ne pourront pas se dérouler.

Mme DALLE explique que les animations seront maintenues dans le centre-ville parce que dès le vendredi il n'y aura pas de travaux sur le cours Gabriel-Péri.

Mme PLANE souhaite connaître la durée des travaux.

Réponse de Monsieur le Maire : Jusqu'en 2024.

Mme PLANE note donc que toutes les animations se dérouleront jusqu'en Juin.

Une discussion s'ensuit.

Mme DALLE répète que durant toute la période de décembre toutes les animations, tous les week-end seront dans le centre-ville malgré les travaux, les barrières... Tout sera maintenu.

Monsieur le Maire précise que tous les commerces seront ouverts, accessibles. Certains connaîtront des moments de difficulté lorsque nous réaliserons des travaux devant leur devanture mais le passage pour la clientèle sera possible. La population lunelloise devrait être solidaire de nos commerçants pendant cette période en faisant ses courses dans le centre-ville, ce devrait être le premier levier. Nous engageons une campagne de communication sur le sujet et il invite chacun à venir dans nos commerces durant cette période. Il y a des travaux mais ils ne sont pas permanents.

Mme DALLE rappelle que les animations seront maintenues.

Monsieur le Maire fait remarquer qu'ils ont été accompagnés par la ville pendant toute cette crise, la ville a été présente autant que possible dès le départ. Nous y porterons beaucoup d'attention. Le soutien qu'on peut leur apporter est collectif il faut que la population comprenne qu'il faut éviter de se rendre à Odisseum, dès lors que l'on peut trouver le besoin à Lunel.

Mme DALLE ajoute que nous allons laisser une ville autrement en 2025, on va pouvoir tout reprendre même le marché dans le centre-ville. L'attractivité existera davantage.

Mme PLANE constate que la municipalité est déjà après les travaux, il faut faire un pas après l'autre. Gouverner c'est prévoir.

Monsieur le Maire rappelle l'importance d'un livre : celui des comptes.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'avenant n° 3 susvisé avec le délégataire **INDIGO INFRA** et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant.

4 – SOCIAL/CCAS

4.1 - BAILLEURS SOCIAUX : PASSAGE À LA GESTION EN FLUX DE DROITS DE RÉSERVATION DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX

Rapporteur : Mme POLERI.

Promulguée le 23 novembre 2018, la loi Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) généralise la gestion de réservation des logements sociaux en flux annuel des droits.

Le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux précise les conditions de mise en œuvre de ce nouveau mode de gestion qui concerne l'ensemble des réservataires (collectivités, État, Action Logement…).

Jusqu'à présent, deux modalités de gestion de ces réservations étaient possibles : la gestion en stock et la gestion en flux. Dans le cadre de la gestion en stock, les logements sont identifiés à l'adresse. La gestion en flux rompt ce lien entre un logement physiquement identifié et un contingent de réservation, et donne à chaque réservataire un droit de désignation de candidats sur les logements libérés.
Désormais, toutes les réservations seront gérées en flux annuel : la part des droits réservataires de la commune s'exprimera en pourcentage de logements disponibles à la relocation. Ce taux sera actualisé chaque année.

Conformément aux dispositions du décret, une convention de réservation de logements et de gestion en flux doit être conclue entre le réservataire et chaque bailleur social présent sur son territoire.
Cette convention vise à mettre en œuvre une gestion mutualisée des flux d'attribution en privilégiant une logique des publics à une logique de filière, dans la mesure où les logements ne sont plus affiliés à un réservataire donné.
Chaque année, les bailleurs adresseront de façon simultanée à l'ensemble des réservataires l'information concernant la localisation, le nombre et la typologie des logements en l'état des conventions conclues.

Chaque bailleur présent sur le territoire élaborera une convention de réservation de logements et de gestion en flux, basée sur le modèle validé sur le territoire.

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Mme RAZIGADE souhaite savoir ce qui change et demande une explication.

Monsieur le Maire explique qu'auparavant nous avions des contingents de logements, maintenant ce seront des pourcentages.

Mme RAZIGADE rappelle qu'auparavant il existait également des pourcentages.

Monsieur le Maire souligne que nous ne raisonnions pas en termes de flux. Nous avions des contingents par opération à présent le raisonnement est différent. Ce sera par rapport aux flux généraux et on nous accordera des pourcentages. Il donne ensuite la parole à Mme ACKERMANN, Directrice du service Social, qui explique que le passage en flux ne modifiera pas la procédure d'attribution des logements vacants qui nous sont signalés par le bailleur social. Lorsqu'on nous signale qu'un logement est vacant nous proposons des dossiers de candidature cela ne changera pas. Il y aura davantage de souplesse, par exemple sur une opération sur Lunel, chez un bailleur nous avions « X » T2, « X » T3, « X » T4, avec des adresses bien définies. Dorénavant ce sera plus fluide, des flux seront mis en place, c'est-à-dire qu'avec 15 % chez un bailleur cela peut correspondre à n'importe quel type de logement.

Mme PLANE relève que cela fait 15 % mais avec peut-être que des T 1, c'est le risque.

Mme ACKERMANN espère que cela va apporter plus de T 4 et de T 5, car nous en avions très peu.

M. BENIATTOU rappelle qu'auparavant il s'agissait d'appartements, d'adresses, maintenant ce sera global sur l'ensemble du parc.

Mme PLANE souhaite 5 minutes de pause.

Après concertation de l'assemblée et au regard du nombre de points restant à traiter, Monsieur le Maire propose de continuer.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix : 3 abstentions : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme BUFFET, Mme PLANE, approuve le passage à la gestion en flux de droits de réservation des logements locatifs sociaux et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions.

4.2 - MÉDIATEUR DE VIE SOCIALE : DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ADULTES-RELAIS

Rapporteur : Mme POLERI.

Le poste de Médiateur de vie sociale a été créé en 2013 dans le cadre du dispositif Adultes-Relais. Le Médiateur assure une fonction d'écoute, d'information et d'orientation du public ainsi que d'interface avec les acteurs institutionnels et associatifs. Il apporte un soutien aux parents dans leur rôle éducatif. Il intervient également auprès d'eux pour favoriser l'accès des enfants et de la famille aux loisirs et à la culture. Il agit par ailleurs en faveur de l'accès aux droits des habitants et contribue au développement du lien social.
La convention Adultes-Relais, conçue en 2020, pour le poste de Médiateur de vie sociale rattaché au centre socio-culturel « Maison Jean-Jacques Rousseau », arrive à échéance au 21 novembre 2023. Il est donc proposé de demander à l'État le renouvellement de cette convention.
Dans l'hypothèse où l'aide de l'État serait reconduite, le contrat de travail à durée déterminée du poste de Médiateur de vie sociale serait renouvelé jusqu'à la même date, dans des conditions identiques.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

M. C. CHABERT note que si l'aide de l'État n'est pas reconduite au regard des difficultés rencontrées, le contrat n'est pas reconduit ?

Monsieur le Maire répond que c'est conditionné par les aides d'État.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la demande de renouvellement de la convention adultes-relais pour le poste de médiateur de vie sociale rattaché au centre socio-culturel « Maison Jean-Jacques Rousseau ».

5 – AMÉNAGEMENT, URBANISME ET RENOUVELLEMENT URBAIN

5.1 – MISE EN COMPATIBILITÉ N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME – DÉCLARATION DE PROJET DU MAS DE FOURQUES

Rapporteur : Mme MICHEL.

Annexe : Orientation d'Aménagement et de Programmation

Par délibération en date du 21 février 2021, le conseil municipal avait défini les objectifs de la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU relative à l'opération d'aménagement du « Mas de Fourques » associant équipements publics (gendarmerie, EHPAD) et logements (résidence services seniors, logements aidés). Suite à une étape préalable de concertation avec le public dont le bilan a été tiré en conseil municipal le 2 juin 2021, une enquête publique s'est tenue du 7 novembre au 7 décembre 2022.

Celle-ci avait pour objectif de recueillir les avis de la population quant aux orientations d'aménagement et d'urbanisation du secteur arrêtées par la municipalité avant d'approuver la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme permettant leur réalisation.

Le commissaire enquêteur désigné pour mener cette procédure a conforté la commune en relevant dans ses conclusions motivées toute l'opportunité de ce projet municipal et en soulignant son caractère d'intérêt général, notamment en matière de localisation et de limitation de la consommation d'espace, mais surtout dans sa volonté de modernisation et de mise aux normes des équipements existants.

Pour rappel, et conformément aux souhaits exprimés par l'État, ce projet comprend le déménagement au nord de la commune, à proximité de l'autoroute, de la caserne de gendarmerie et de ses nouveaux logements de fonction. Dans la même logique, la délocalisation de l'EHPAD des Meunières dans un secteur épargné par le risque d'inondation a été intégrée au projet. Afin de mettre en sécurité les populations vulnérables et de les insérer dans un véritable parcours résidentiel, la construction de logements aidés et d'une résidence services seniors complète ce programme immobilier.

C'est en ce sens que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à cette déclaration de projet.

Afin de tenir compte des remarques et observations formulées par les personnes publiques associées et le public, quelques adaptations mineures au projet initial, essentiellement d'ordre rédactionnel, ont été apportées au dossier initial (rapport de présentation, notice de présentation du projet d'intérêt général, règlement, OAP) :

- Indication de l'obtention d'un avis favorable tacite de la part de la MRAe sur l'aspect environnemental.
- Motivation complémentaire de la prise en compte des risques naturels (justification de la nécessité de localiser les équipements collectifs hors zone d'aléa fort inondation, intégration de la carte réactualisée de l'aléa feu de forêt).

- Précisions textuelles (suppression partielle d'un emplacement réservé, non-modification du PADD, mise à jour du règlement sur la destination des constructions et les hauteurs des murs de clôture).
- Ajout d'une connexion piétonne entre l'avenue du Maréchal Leclerc et la coulée verte depuis l'accès principal.

Les opérations de maîtrise foncière par les porteurs du projet étant sur le point d'aboutir, cette procédure peut désormais être finalisée.

Par conséquent, il est demandé au Conseil :

- **D'APPROUVER** la déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Lunel ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à la présente délibération ;
- **DE DIRE** que la présente délibération sera, en application des articles R.1553-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, affichée pendant un mois en Mairie et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Conformément à l'article L.153-23 du code de l'urbanisme, cette délibération de mise en compatibilité deviendra exécutoire dès la publication sur le portail national de l'urbanisme et transmission au Préfet de département.

En raison de son volume, le dossier complet de déclaration de projet peut être communiqué sur demande au service urbanisme de la commune.

Commune de Lunel

PLAN LOCAL D'URBANISME

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°2 du PLU

V - Orientation d'Aménagement et de Programmation

Procédure	Prescription	Arrêt du projet	Approbation
Elaboration PLU			28/03/2007
1ère révision simplifiée			28/03/2012
1ère modification			18/07/2012
1ère modification simplifiée			29/06/2016
2ème modification	20/12/2016		27/09/2017
2ème modification simplifiée	26/07/2019		11/12/2019
1ère mise en compatibilité	12/02/2020		07/04/2021
2ème mise en compatibilité	17/02/2021		08/11/2023
3ème mise en compatibilité	17/02/2021		23/03/2022

Urbanis
Agir pour un habitat digne et durable
Agence de Nîmes
188, Allée de l'Amérique Latine
30900 NÎMES
Tél. 04 66 29 97 03
Fax 04 66 38 09 78
nimes@urbanis.fr

Mairie de Lunel
240 Avenue Victor Hugo
CS 30403
34 403 LUNEL Cedex
Tel : 04 67 87 83 00
mairie@ville-lunel.fr
Site Internet : www.lunel.com

Sommaire

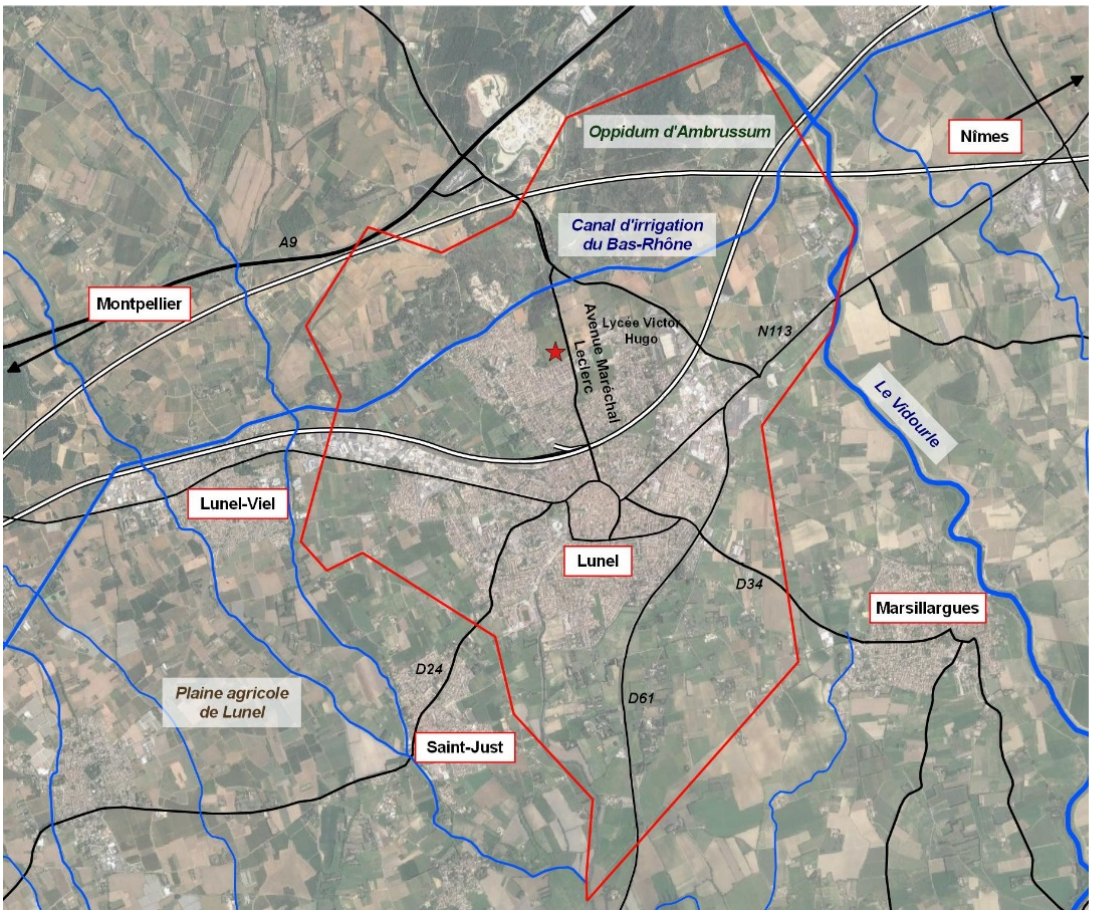
Orientation d'aménagement 5
1 – Localisation et emprise du secteur de projet 5
2 – Programme 7
3 – Principes d'aménagement 8

Orientation d'aménagement zone IIAUd « Mas de Fourques »

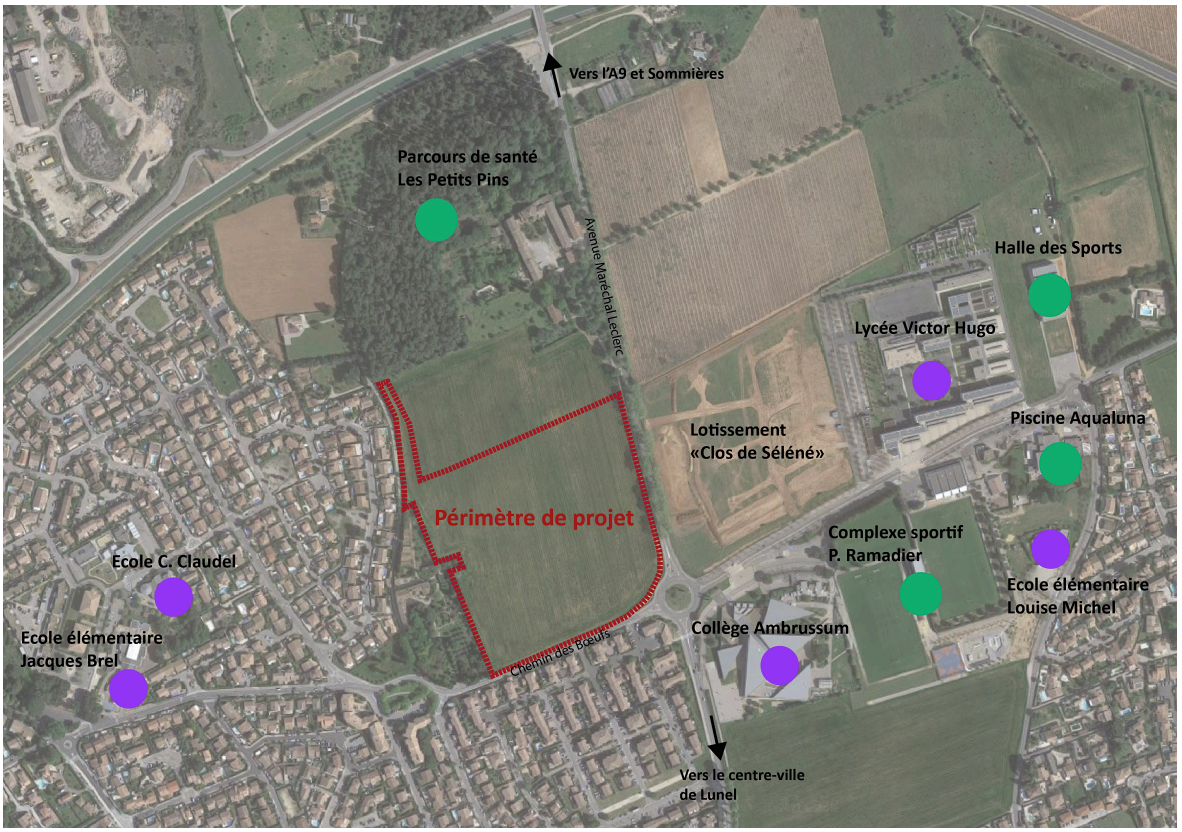
1 – Localisation et emprise du secteur de projet

La commune de LUNEL est située en frange Est du département de l'Hérault, en limite du département du Gard.

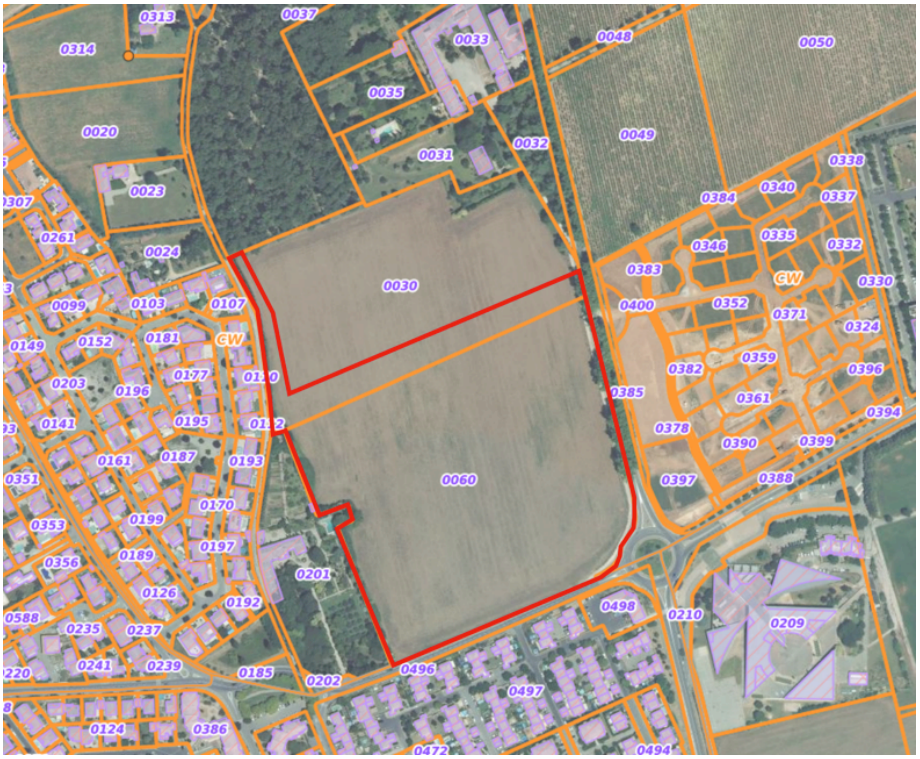
Le secteur de projet (secteur faisant l'objet de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU) est situé en limite Nord de la zone urbaine de LUNEL, lieu-dit « Mas de Fourques ».



Localisation du secteur de projet dans son environnement géographique élargi



Localisation du secteur de projet dans son environnement urbain rapproche



Délimitation cadastrale du secteur de projet

D'une superficie totale d'environ 6,6 ha le secteur de projet correspond à l'emprise de la zone IAUa figurant au PLU approuvé ; il est délimité :

- à l'Est par l'Avenue du Maréchal Leclerc, axe principal d'entrée Nord de LUNEL depuis l'autoroute A9 et depuis Sommières par la RD 34 ; l'Avenue du Maréchal Leclerc sépare le secteur de projet du lotissement « Le Clos de Séléné » en cours d'achèvement ;
- au Sud par le Chemin des Bœufs Quartier de Bellevue ;
- à l'Ouest par le Mas de Chambon et le Chemin de la Garrigue ;
- au Nord par des terres agricoles qui le sépare du Mas de Fourques et du bois abritant le parcours de santé Les Petits Pins.

Les parcelles concernées sont les parcelles CW 60 en totalité et CW 30 pour partie.

2 – Programme

La zone IIAUd correspondant à l'emprise du secteur de projet est destinée à accueillir :

- au Sud – secteur IIAUd1 d'une superficie d'environ 3,1 ha - la nouvelle caserne de gendarmerie de LUNEL composée
  - d'une zone dite « de service et technique » regroupant les bureaux de la Gendarmerie et les espaces associés, les garages pour les véhicules de services et les locaux techniques ; l'effectif de cette gendarmerie sera d'environ 120 personnes ;
  - une zone dite de « logements et hébergements » regroupant une centaine de logements destinés aux gendarmes et à leurs familles, ainsi qu'une salle commune.

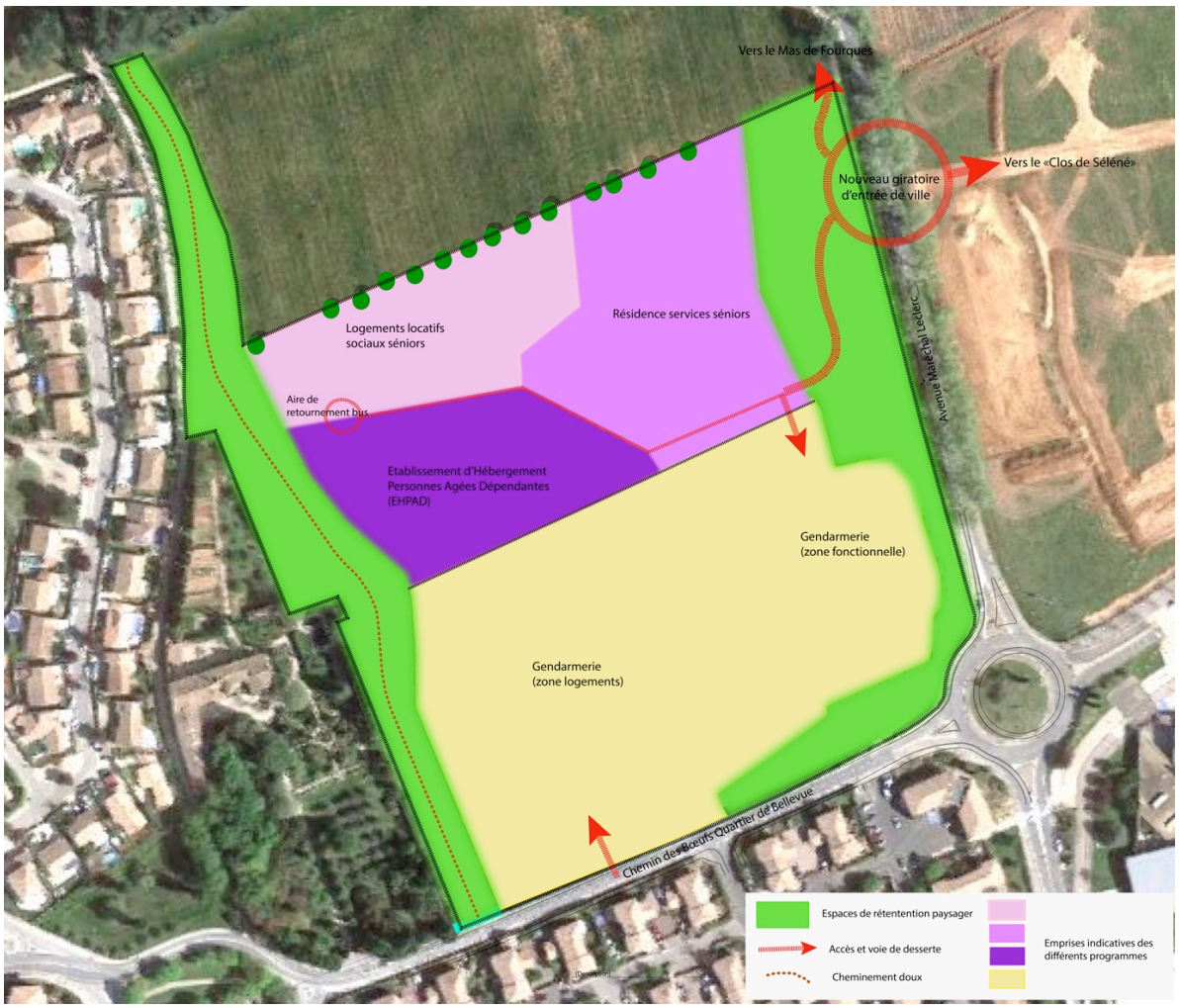
- au Nord – secteur IIAUd2 d'une superficie d'environ 3,5 ha - un pôle séniors regroupant :
  - un nouvel Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) d'environ 80 lits, dont une trentaine de lits en unité d'hébergement pour résidents atteints de la maladie d'Alzheimer ;
  - une résidence services séniors d'environ 120 logements privatifs de types T2/T3 destinés à un public de séniors autonomes et disposant d'espaces et de services collectifs ;
  - une soixantaine de logements locatifs sociaux adaptés aux séniors non dépendants.

L'ensemble de la zone IIAUd accueillera ainsi quelques 280 logements dont :

- une centaine de logements liés à la gendarmerie ;
- et environ 180 logements à destination de séniors autonomes dont un tiers environ de logements locatifs sociaux.

Les secteurs IAUd1 et IAUd2 intègrent par ailleurs des aménagements supplémentaires nécessaires au fonctionnement général de la zone à urbaniser et notamment des bassins de rétention paysagés, en compensation de l'imperméabilisation générée.

Schéma d'illustration des Orientations d'Aménagement et de Programmation du secteur IIAUd « Mas de Fourques »



3 – Principes d'aménagement

> Composition et typologie bâtie

Sur le secteur Sud IIAUd1, le bâtiment de la Gendarmerie est implanté au droit du giratoire Julius Estève (au croisement de l'Avenue du Maréchal Leclerc et du Chemin des Bœufs Quartier de Bellevue) ; sa hauteur ne dépassera pas deux niveaux (R+1).
La centaine de logements réservés aux gendarmes et à leurs familles, implantés sur la partie Ouest du secteur, sont quant à eux répartis entre plusieurs petits immeubles collectifs en R+2 / R+3, séparés par des espaces végétalisés, évitant tout effet de barre.

Sur le secteur Nord IIAUd2, le pôle séniors se décompose en deux entités :
- au Sud-Ouest, l'EHPAD, ouvert sur un espace central paysagé se « prolongeant » visuellement à l'Ouest vers la coulée verte reliant le Bois des Petits Pins au Nord au Chemin des Bœufs Quartier de Bellevue ;
- au Nord et à l'Est, en limite de l'espace paysagé à fonction hydraulique aménagé le long de l'Avenue Maréchal Leclerc, la résidence services séniors et les logements locatifs sociaux adaptés aux séniors non dépendants.

Sur ce secteur Nord IIAUd2, les hauteurs bâties seront comprises entre 1 et 3 niveaux (RDC et R+2) pour le bâtiment de l'EHPAD, entre 2 et 4 niveaux (R+1 et R+3) pour les immeubles de logements et résidence service, le R+3 étant réservé au cœur d'îlot. Cet épannelage permet à la fois de dynamiser l'opération d'ensemble par un jeu sur les gabarits et formes architecturales et de faire le lien avec le tissu urbain existant, tout en libérant de généreux espaces verts et des espaces de stationnement suffisants.

Globalement, les bâtiments ou partie de bâtiments en R+3 ne pourront excéder 30% de l'emprise au sol totale bâtie de chacun des secteurs IIAUd1 et IIAUd2.

> Accès et desserte

L'accès principal à l'opération se fera à partir d'un nouveau giratoire à créer sur l'Avenue du Maréchal Leclerc, qui donnera accès à la fois :
- à la zone dite « de service et technique » de la Gendarmerie au Sud et au secteur EHPAD/ résidence service et logements sociaux séniors au Nord ;
- au Mas de Fourques au Nord ;
- et côté Est, au lotissement « Le Clos de Séléné »

Seuls les logements de gendarmes, situés sur la partie Ouest du secteur IIAUd1, bénéficieront d'un accès direct sur le Chemin des Bœufs Quartier de Bellevue.

La desserte interne du secteur Nord IIAUd2 est assurée par une voie principale Est-Ouest venant séparer l'EHPAD au Sud des logements réservés aux seniors autonomes (résidence service et logements locatifs sociaux dédiés) au Nord et dotée à son extrémité d'une aire de retournement, dimensionnée pour les véhicules de secours et les bus de ville.
Le gabarit de chaussée de la voie de desserte principale Est-Ouest du secteur IIAUd2, entre le giratoire d'accès sur l'Avenue du Maréchal Leclerc et l'aire de retournement, ne pourra être inférieur à 5,50 m pour permettre la circulation des bus de ville.

> Stationnement

Le principe général retenu est de limiter au maximum la circulation au sein des groupes d'immeubles et donc de localiser les places de stationnement en périphérie, de part et d'autre des voies de desserte :

- voie de desserte Est-Ouest sur le secteur Nord IIAUd2 ;
- voie de desserte circulaire des immeubles de logements des gendarmes et de leurs familles sur le secteur Sud IIAUd1.

Sur le secteur IIAUd2, une partie des places de stationnement dues au titre du règlement et dont l'usage à vocation à foisonner – au moins 40 places concernées – seront gérées par l'ASL (Association Syndicale Libre) à constituer entre les opérateurs immobiliers notamment du secteur IIAUd2.

> Modes doux

En complément des trottoirs longeant les voies de desserte interne, un cheminement doux sera aménagé au sein de la coulée verte prévue en frange Ouest de l'opération, reliant le Chemin des Bœufs Quartier de Bellevue au Sud au Bois des Petits Pins au Nord.

Le Chemin des Bœufs Quartier de Bellevue fera l'objet d'un aménagement au droit de l'opération comprenant la création d'un cheminement doux, d'un arrêt de bus et de quelques places de stationnement.

Une connexion piétonne Est/Ouest pourra être aménagée permettant d'accéder à la coulée verte depuis la voie de desserte interne du pôle séniors et pouvant le cas échéant être utilisée par les usagers extérieurs au quartier.

> Aménagements paysagers et gestion des eaux de ruissellement

Les espaces de rétention, traités en espaces plantés de faible pente, sont localisés en frange du secteur de projet, assurant une transition paysagère de qualité avec les espaces bâtis périphériques et assurant un cadre de vie de qualité aux habitants et aux résidents de l'EHPAD.

A l'Ouest, une coulée verte est ainsi aménagée depuis le Chemin des Bœufs Quartier de Bellevue jusqu'au Bois « Les Petits Pins ».

En frange Est, un espace paysagé de rétention vient longer l'Avenue Maréchal Leclerc, au droit du nouveau giratoire et de part et d'autre de la voie d'accès à l'opération ; cet espace vert contribue à qualifier l'entrée de ville et met à distance les premiers bâtiments.

Enfin, au sud, le long du Chemin des Bœufs et du giratoire Julius Estève au Sud, un espace paysagé de rétention est également aménagé entre la voirie et la clôture de la Gendarmerie.

> Mesures visant à limiter les incidences sur l'environnement

Le projet intègre plusieurs mesures visant à limiter les incidences potentielles du projet sur l'environnement naturel qui feront l'objet d'un engagement du Maître d'Ouvrage :

- Balisage de la zone de chantier sur l'emprise de projet et localisation des éventuels stockages de terre temporaires et circulations d'engins à l'intérieur du périmètre ainsi délimité.

- Adoption d'un calendrier d'intervention adapté pour les travaux lourds : coupe des platanes, nécessaire à l'aménagement du nouveau giratoire sur l'Avenue du Maréchal Leclerc, à l'automne et engagement des travaux sur l'emprise de projet proprement dite à la suite.

- Respect d'un protocole pour l'abattage des platanes : confirmation par un écologue désigné par l'aménageur de la présence avérée ou potentielle d'individus de chiroptères au sein des platanes concernés ; en cas de suspicion d'utilisation d'une ou plusieurs anfractuosités par des individus de chiroptères, mise en place, dans la mesure des possibilités techniques, d'un système anti-retour, après la sortie de gîte des individus ; abattage « en douceur » des platanes (coupe bien au-dessus et largement en-dessous des anfractuosités identifiées, pose délicate au sol de la portion de tronc abritant les cavités) ; inspection des troncs débités par l'écologue et maintien des troncs comportant des cavités au sol pendant au moins 24 heures, à distance de la route, les anfractuosités étant tournées vers le ciel, afin de permettre la fuite des éventuels individus encore présents dans l'arbre.

- Gestion préventive des espèces invasives : limitation voire interdiction des apports de terre allochtone ; exclusion de toute plantation d'espèces invasives (validation de la liste d'essences retenues pour les plantations par un botaniste).

- Encadrement de la phase chantier par un écologue.

Mme PLANE indique que son groupe votera contre ce projet. Elle pense depuis le début que c'est une erreur de réaliser une résidence seniors aussi loin du centre-ville de Lunel. En premier lieu, nos vieux Pescalunes connaissent du monde en centre-ville. Beaucoup d'entre vous prônent le lien social, mais dans ce cas ils n'en auront plus. Ils ne pourront plus sortir boire un café dans le centre de Lunel parce qu'en résidence seniors on ne prend plus sa voiture pour aller en centre-ville. C'est un choix que vous faites. C'était un choix de la précédente municipalité d'installer la gendarmerie à ce niveau, pour nous ce n'était pas opportun. Elle pense aux seniors qui demain seront à l'opposé du centre-ville qui ne participeront plus à la vie du centre-ville, au marché, aux animations. Les personnes âgées consomment, vont à l'épicerie, etc. Elle pense que c'est un projet qui aurait dû être pensé à proximité du centre-ville. C'est un choix politique. C'est une explication de vote, nous ne l'aurions pas réalisé ainsi.

Mme MICHEL indique au niveau de la résidence seniors, qu'il faut penser plus large, l'implantation d'un équipement à cet endroit, n'empêche pas la conduite d'autres réflexions et projets. Nous avons longuement délibéré au dernier conseil sur la possibilité de faire une résidence seniors, voir plusieurs résidences seniors en centre-ville de Lunel, c'est notre objectif bien évidemment. Ces types de projets sont complexes et il en faut pour tous les goûts et les couleurs. Il va y avoir une prospective sur différents positionnements de résidences services seniors et elle la rejoint tout à fait. Les seniors qui sont les plus valides font vivre notre centre-ville, doivent y participer pleinement. Mais ensuite certains seniors demandent clairement une retraite plus paisible dans un parcours de résidentialisation à l'échelle des seniors. Elle comprend sa position, mais cette résidence ce ne sera pas la seule et unique résidence seniors de Lunel.

Mme PLANE note qu'elle fait référence à la catégorie de seniors qui ont peut-être besoin davantage de soins et de repos. Elle a travaillé en service Alzheimer en accueil de jour, sa mère y a travaillé pendant 35 ans. Lorsqu'on est éloigné du centre-ville, même pour un patient Alzheimer qui vient 3 fois par semaine ou qui reste la semaine, quand la famille le visite et sort avec lui pour aller au restaurant ou boire un café juste à côté, c'est beaucoup mieux qu'il soit en centre-ville. Une résidence seniors, nous en avons déjà discuté ensemble précédemment sur l'ancien hôpital, elle pense sincèrement que quels que soient la maladie, l'âge, le patient, quels que soient ses revenus ce n'est pas une bonne idée d'installer nos seniors aussi loin du cœur de ville.

Mme MICHEL constate qu'elle fait référence à l'EHPAD plutôt qu'à la résidence service seniors.

Mme PLANE parle globalement elle ne pense pas que tous nos seniors devraient être aussi éloignés du centre-ville.

Monsieur le Maire considère que l'équipe précédente, tout comme nous, n'avons pas le choix. Si on ne fait pas ce travail pour conserver l'EHPAD Korian Les Meunières ils s'en vont ! La situation aurait pu être pire. Vous voyez le verre à moitié vide, lui le voit à moitié plein ! Korian Les Meunières étaient à deux doigts de partir. Si vous trouvez un hectare disponible en ville pour installer un EHPAD, je vous soulève mon chapeau ! Il faut être réaliste, comme pour la gendarmerie qui ne peut plus perdurer dans cette situation. Il a bien fallu trouver une solution, une caserne moderne pour plus d'efficacité. Lui-même, a toujours « râlé » quant au fait de sortir d'une gendarmerie éloignée. Mais la société évolue, Nous avons besoin de davantage d'espace. Nous n'en trouverons plus dans le cœur de ville, il y a obligation d'en sortir. On peut regretter l'ancien temps, il faut avancer avec les contraintes que nous avons aujourd'hui. Il y aura une résidence seniors en ville d'un format plus petit. Dans le cadre de Korian Les Meunières si ces mesures n'avaient pas été prises cela aurait été pire pour les familles lunelloises qui auraient été obligées d'aller visiter leurs proches à une distance éloignée de 20 ou 30 km.

Mme PLANE ne pense pas que cette solution soit la meilleure. « C'est votre avis pas le mien. Si pendant des années on avait pris soin de la caserne Vauban ! Elle qu'elle sera en place bien après nous encore. »

Monsieur le Maire indique que nous sommes dans un monde de réalité, l'idéal est une chose, la réalité et le besoin actuel en sont une autre.

M. BARBATO souligne que son groupe est très attaché à ce projet parce qu'il a été initié par la précédente municipalité. C'est un projet important, structurant pour la ville de Lunel de conserver la gendarmerie et le service résidence seniors. Malheureusement, il est vrai qu'au regard de la disponibilité du foncier sur Lunel il faut faire des choix et en termes de services publics une gendarmerie est appréciable à Lunel. Une résidence seniors était prévue dans les projets. Et sur ce projet nous ne pouvons qu'y adhérer et voir sa progression. Par ailleurs, il voudrait avoir confirmation sur les relations qui a priori se passent mal avec la famille Hugo, propriétaire du terrain. Ils nous mettent à disposition un terrain et il les remercie, permettant de conserver ces services publics sur le territoire de Lunel, il ne sait pas si les propos sont avérés. Les soucis porteraient sur le manque de concertation au niveau des plans. C'est un peu gênant parce que la famille fournit le terrain, c'est un sacrifice.

Mme MICHEL clarifie les propos : ce n'est pas une mise à disposition d'une parcelle par la famille HUGO, il s'agit d'une vente.

M. BARBATO répond qu'ils auraient pu garder le terrain.

Mme MICHEL est d'accord mais ce n'est pas le cas, elle ne va pas y revenir. Cela concerne deux privés, à savoir l'aménageur en charge du projet et la famille HUGO. En ce qui concerne la ville notre position est neutre, plutôt facilitatrice, voire médiatrice entre les deux parties, qui n'est pas toujours facile. Ils doivent être d'accord sur le prix de vente. L'objet de cette délibération est de suivre et de cadencer la machine pour ne pas prendre trop de retard malgré ces négociations entre deux privés. A priori, si cela peut rassurer, le protocole d'accord entre les deux parties est en phase d'être finalisé.

M. C. CHABERT signale qu'à l'issue des travaux, un nouveau rond-point va être exécuté avec le coupage d'arbres. Or, dans le projet il n'a rien vu concernant la mise en réfection avenue Maréchal-Leclerc, du rond point Julius Estève jusqu'au canal, puisqu'on sait qu'elle est détériorée. Il a été dit à une question qu'il avait posée en commission des Travaux que ce n'était pas à notre charge puisque cela appartenait au Département. Comme ce n'est pas prévu dans le projet cela sera-t-il envisagé ou pas ?

Mme MICHEL indique que la rue va suivre la cadence de ce projet. Des aménagements sont à prévoir sur ce rond-point qui apparaît dans le projet mais également la piste cyclable en liaison avec les Petits Pins. Ce sera finalisé dans le cadre du dépôt de permis d'aménager. Des éléments seront communiqués à cet effet nous y travaillons avec notamment une estimation de travaux à finaliser.

M. C. CHABERT souhaite savoir si ces travaux seront à la charge de la mairie ?

Mme MICHEL indique qu'une partie de la voirie uniquement et une autre partie sera certainement à la charge de l'aménageur.

Mme PLANE évoque la route de Sommières. Dans le rapport il est question de préserver les résidents des inondations. L'état de cette route aujourd'hui est un danger en cas de forte pluie. On n'y voit rien.

Mme MICHEL indique que c'est dans ce cadre notamment parce qu'il y a la gendarmerie qu'il faut recalibrer par souci de sécurité.

Monsieur le Maire indique qu'effectivement c'est une route qui va connaître un chantier très important et des passages de poids lourds, s'il y a quelque chose à faire ce sera après la réalisation des travaux..

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 voix contre : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme BUFFET, Mme PLANE, approuve la déclaration de projet emportant mise en compatibilité n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de Lunel et au autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

Mme HUGO dont le pouvoir est détenu par M. BARBATO ne participe pas au vote.

6 – POLITIQUE DE LA VILLE

6.1- ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ ANNÉE SCOLAIRE 2023 / 2024 ART DE THALIE – LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HÉRAULT

Rapporteur : Mme MOKADDEM.

Annexes : Accompagnement à la scolarité 2023 / 2024
- Convention Ville de Lunel / association Art de Thalie
- Convention Ville de Lunel / association Ligue de l'Enseignement de l'Hérault.

Afin de favoriser la réussite éducative des élèves de niveau élémentaire et des collégiens, la Ville de Lunel coordonne et participe au financement d'actions d'accompagnement à la scolarité. Il s'agit :

- d'accompagnement scolaire,
- d'apports méthodologiques et de soutien auprès de l'élève dans l'organisation de son travail,
- de participation de l'élève à des activités de découverte et des projets, lui permettant d'effectuer ou de renforcer des apprentissages de façon complémentaire à l'enseignement scolaire,
- de soutien aux parents dans l'éducation et la scolarité de leur enfant.

Ces actions s'inscrivent dans le dispositif « Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) » et s'adressent aux élèves de niveau élémentaire ainsi qu'aux collégiens.

Le CLAS est un dispositif partenarial de la Caisse d'Allocations Familiales, associant la Ville de Lunel, la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités et l'Éducation Nationale.

Il est prévu de conclure des conventions avec les associations Art de Thalie et la Ligue de l'Enseignement de l'Hérault afin de leur confier la mise en place, pour l'année scolaire 2023/2024, des cycles d'accompagnement à la scolarité, selon les modalités décrites ci-dessous :

Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité 2023 / 2024						
Organisme	**Établissement concerné**	**NB de cycles**	**Jours d'intervention**	**Horaires**	**Lieu de réalisation de l'action**	**Part Ville proposée**
Art de Thalie	Marie Curie	3 cycles de 10 élèves maximum	mardi	16h45 - 18h15	Art de Thalie 48 avenue Gambetta	**5.337 €**
			et vendredi	16h45 - 18h15		
			mardi et vendredi	16h45 – 18h15 16h45 - 18h15		
	Victor Hugo		mardi et vendredi	16h45 – 18h15 16h45 – 18h15		
Ligue de l'Enseignement de l'Hérault	Mario Roustan	5 cycles de 10 élèves maximum	mardi et vendredi	16h45 - 18h15	Salle les Micocouliers 196 rue Mario Roustan	**8.000 €**

	Henri de Bornier		mardi et vendredi	16h45 - 18h15	Maison communale Salle bleue N°1 50 rue F. Mistral	
	Le Parc		mardi et vendredi	16h45 - 18h15	Ligue de l'Enseignement 2, Boulevard de la République	
			mardi et vendredi	16h45 - 18h15		
	Collège F. Mistral		Mardi et vendredi	17h00-18h30		
	Séances parents / enfants		mercredi	14h – 16h		
TOTAL		**80 élèves**				**13.337 €**

Il est proposé au Conseil :

- d'**APPROUVER** la mise en place de ces actions,
- d'**ADOPTER** dans tout leur contenu les conventions jointes au présent rapport confiant aux associations ART DE THALIE et LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HERAULT la mise en oeuvre de ces actions,
- d'**APPROUVER** l'attribution des subventions susmentionnées aux associations ART DE THALIE et LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HERAULT dans les conditions fixées par les dites conventions,
- de **DIRE** que pour ces actions, la participation financière de la Ville est inscrite au budget communal selon le détail prévu par les dites conventions,
- d'**AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les dites conventions et plus généralement à faire le nécessaire pour en assurer la parfaite exécution.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

POLITIQUE DE LA VILLE

CONVENTION VILLE DE LUNEL / ASSOCIATION ART DE THALIE

OBJET : Accompagnement à la scolarité année 2022 / 2023

Entre :

LA VILLE DE LUNEL, représentée par Monsieur Pierre SOUJOL, Maire en exercice et habilité aux présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 28 septembre 2022, ci-après dénommée la Ville,

D'une part,

L'ASSOCIATION ART DE THALIE, dont le siège social est sis 48 avenue Gambetta à Lunel, représentée par Mme Colette DEHONDT, sa Présidente, ci-après dénommée l'association Art de Thalie,

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION ET CADRE GENERAL DE L'ACTION

La Ville de Lunel favorise la réussite éducative par la mise en place d'actions d'accompagnement à la scolarité en direction des élèves du niveau élémentaire (du cours préparatoire au cours moyen). Ces activités proposées sur le temps périscolaire favorisent l'enrichissement éducatif et culturel, complémentaire à celui apporté dans le cadre scolaire, pour des enfants qui ne peuvent en bénéficier suffisamment dans leur environnement familial et social.

Ces actions sont inscrites dans le cadre du « Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) », dispositif partenarial de la CAF, associant la Ville de Lunel, la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités et l'Education Nationale.

La présente convention porte sur les actions qui seront mises en œuvre par l'association Art de Thalie dans ce cadre. Elle fixe, d'une part, tant le cadre général que le cadre particulier de celles-ci. Elle précise, d'autre part, les obligations réciproques des parties signataires.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE L'ACTION

En conformité avec la charte nationale du CLAS, l'accompagnement à la scolarité mis en œuvre par l'association Art de Thalie visera à apporter un soutien complémentaire à l'enseignement

scolaire à des enfants qui ne peuvent en bénéficier au sein de leur environnement familial. Cet appui permettra aux enfants de réinvestir et de mettre en application, souvent de manière ludique et concrète, des apprentissages effectués à l'école. L'association Art de Thalie assurera cet accompagnement à la scolarité en lien étroit avec les parents et l'école de l'enfant.

ARTICLE 3 : DESCRIPTIF DE L'ACTION - MISSIONS ET ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

La Ville confie à l'association Art de Thalie la mise en œuvre de 3 cycles d'accompagnement à la scolarité, à raison de deux fois une heure trente par semaine pour chaque cycle.

Ces actions débuteront au plus tard la semaine du 26 septembre 2022 et se termineront la semaine du 19 juin 2023.

L'association Art de Thalie s'engage à mettre en place ces actions pour les élèves de niveau élémentaire des écoles Marie Curie et Victor Hugo comme suit.

Ecole Marie Curie	*CP/CE1/CE2* mardi vendredi	 16h45 - 18h15 16h45 - 18h15	Locaux de l'Art de Thalie 48, avenue Gambetta
	CM1/CM2 mardi vendredi	 16h45 - 18h15 16h45 - 18h15	
Ecole Victor Hugo	*Tous niveaux* mardi vendredi	 16h45 - 18h15 16h45 - 18h15	

Chaque cycle correspond à un groupe de 10 élèves.
Les élèves à orienter prioritairement vers ces actions pourront être repérés par les enseignants et les partenaires socio-éducatifs.

Les actions se dérouleront dans les locaux de l'association Art de Thalie sis 48, avenue Gambetta à Lunel.

Les actions seront animées par des intervenants spécialisés salariés, assistés de bénévoles, qui tiendront un registre de présence des enfants. L'action sera coordonnée par une coordonnatrice bénévole.

Les séances porteront sur les aspects suivants :

- soutien dans le travail scolaire et apports méthodologiques (organisation et gestion du temps, compréhension des consignes, méthode de révision, écoute et respect des autres...),
- ateliers constituant des supports d'apprentissage complémentaires à l'enseignement scolaire ainsi que des vecteurs d'épanouissement et de développement de la confiance en soi : ateliers théâtre, musique, percussions, chant, danse, arts plastiques, sorties culturelles,...
- accompagnement des parents dans leur rôle éducatif : information, sensibilisation, soutien, développement des relations avec l'école..., visant à favoriser une plus grande implication de leur part dans le suivi de la scolarité de leurs enfants.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2022 / 2023.

ARTICLE 5 : FINANCEMENT DE L'ACTION

Un cycle d'accompagnement à la scolarité correspond à la prise en charge d'un groupe de 10 élèves. La participation de la Ville à ces actions telles que décrites ci-dessus sera de 5 337 **€** (cinq mille trois cent trente sept euros).
Si l'ensemble des engagements de l'association (effectifs, volumes d'intervention, durée…) sont mis en œuvre, le financement des actions telles que décrites ci-dessus sera de 5 337 €. Dans le cas où ils ne seraient pas intégralement réalisés, le paiement sera effectué à hauteur de la partie de chaque action réellement effectuée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT DE LA PARTICIPATION MUNICIPALE

La Ville se libérera de sa participation financière de la manière suivante :

- **30 %** à la signature de la convention, soit un montant de 1 601,10 € (mille six cent un euros et dix centimes) avec un versement effectif dès réception :

  - de la liste des enfants inscrits pour chaque cycle (*cette liste indique nécessairement le nombre et les noms des enfants bénéficiaires des actions*),
  - de la liste des intervenants salariés et bénévoles pour chaque cycle (*cette liste indique nécessairement le nombre et les noms des accompagnateurs et coordonnateurs des actions*),
  - d'une facture se référant à la présente convention accompagnée d'un RIB de l'association.

- **40 %** au mois de février 2023 soit un montant de 2 134,80 € (deux mille cent trente quatre euros et quatre vingt centimes) avec un versement effectif dès réception (date limite 31 janvier 2023):

  - d'un bilan intermédiaire de l'action :
    - état de la fréquentation effective pour chaque cycle, (*cet état indique nécessairement le nombre et les noms des enfants bénéficiaires des actions et effectivement présents*),
    - liste des intervenants salariés et bénévoles pour chaque cycle (*cette liste indique nécessairement le nombre et les noms des accompagnateurs et coordonnateurs des actions*),
  - d'une facture se référant à la présente convention.

- Le montant du solde sera fonction du nombre de participants aux actions et du nombre de semaines d'intervention, en rapport avec les objectifs fixés aux articles 3 et 5 de la présente convention. Le versement sera effectif dès réception (date limite 29 juillet 2023) :

  - du bilan final qualitatif, quantitatif et financier de l'action :
    - état de la fréquentation effective pour chaque cycle, (*cet état indique nécessairement le nombre et les noms des enfants bénéficiaires de l'action et effectivement présents*),
    - liste des intervenants salariés et bénévoles pour chaque cycle (*cette liste indique nécessairement le nombre et les noms des accompagnateurs et coordonnateurs des actions*),
  - d'une facture se référant à la présente convention.

Le versement du solde sera conditionné par le strict respect des modalités d'intervention fixées par la convention.

ARTICLE 7 : PARTENARIAT

Les autres financeurs de l'action définissent leurs propres modalités de partenariat avec l'association Art de Thalie. Une complémentarité d'intervention sera cependant recherchée par la Ville.
Les autres partenaires financiers interviennent selon leurs propres règles de financement.
Tout document traitant de l'accompagnement à la scolarité devra obligatoirement comporter les logos des financeurs.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

L'association fait son affaire personnelle, sans recours contre la Ville, des assurances relatives aux biens et aux personnes concernées par son activité.

ARTICLE 9 : LITIGES

Tout différend survenant dans l'interprétation des clauses de la présente convention doit être soumis par écrit aux signataires.

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir, le litige serait porté devant la juridiction compétente.

Lunel, le

Pour la Ville de Lunel, **Pour le Maire absent,** **Le Premier Adjoint,**	**Pour l'association Art de Thalie** **La Présidente**
Stéphane DALLE	**Colette DEHONDT**

POLITIQUE DE LA VILLE

CONVENTION VILLE DE LUNEL
/
ASSOCIATION LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HERAULT

OBJET : Accompagnement à la scolarité année 2022 / 2023

Entre :

LA VILLE DE LUNEL, représentée par Monsieur Pierre SOUJOL, Maire en exercice et habilité aux présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 28 septembre 2022, ci-après dénommée la Ville,

D'une part,

L'ASSOCIATION LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HERAULT, dont le siège social est sis Le Lys Blanc, 974 avenue du Pirée à Montpellier, représentée par Monsieur Michel MIAILLE, son Président, ci-après dénommée Ligue de l'enseignement de l'Hérault,

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION ET CADRE GENERAL DE L'ACTION

La Ville de Lunel favorise la réussite éducative par la mise en place d'actions d'accompagnement à la scolarité en direction des élèves du niveau élémentaire (du cours préparatoire au cours moyen) et des collégiens. Ces activités proposées sur le temps périscolaire favorisent l'enrichissement éducatif et culturel, complémentaire à celui apporté dans le cadre scolaire, pour des enfants qui ne peuvent en bénéficier suffisamment dans leur environnement familial et social.

Ces actions sont inscrites dans le cadre du « Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) », dispositif partenarial de la CAF, associant la Ville de Lunel, la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités et l'Education Nationale.

La présente convention porte sur les actions qui seront mises en œuvre par l'association Ligue de l'enseignement de l'Hérault dans ce cadre. Elle fixe, d'une part, tant le cadre général que le cadre particulier de celles-ci. Elle précise, d'autre part, les obligations réciproques des parties signataires.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE L'ACTION

En conformité avec la charte nationale du CLAS, l'accompagnement à la scolarité mis en œuvre par l'association Ligue de l'enseignement de l'Hérault visera à apporter un soutien complémentaire à l'enseignement scolaire à des enfants qui ne peuvent en bénéficier au sein de leur environnement familial. Cet appui permettra aux enfants de réinvestir et de mettre en application, souvent de manière ludique et concrète, des apprentissages effectués à l'école. L'association Ligue de l'enseignement de l'Hérault assurera cet accompagnement à la scolarité en lien étroit avec les parents et l'école de l'enfant.

ARTICLE 3 : DESCRIPTIF DE L'ACTION - MISSIONS ET ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

La Ville confie à l'association Ligue de l'enseignement de l'Hérault la mise en œuvre de cinq cycles d'accompagnement à la scolarité, représentant 10 séances d'une heure trente par semaine, complétées par une séance hebdomadaire d'activités parents/enfants de deux heures.

Ces actions débuteront au plus tard la semaine du 26 septembre 2022 et se termineront la semaine du 19 juin 2023.

L'association Ligue de l'enseignement de l'Hérault s'engage à mettre en place ces actions pour les élèves de niveau élémentaire des écoles du Parc, Mario Roustan et Henri de bornier ainsi qu'en direction des élèves du collège F. Mistral comme suit:

<table>
<tr><td>Ecole Mario Roustan</td><td>mardi et vendredi</td><td>16h45 - 18h15</td><td>Salle les « Micocouliers »
196 rue Mario Roustan</td></tr>
<tr><td>Ecole Henri de Bornier</td><td>mardi et vendredi</td><td>16h45 - 18h15</td><td>Maison communale
Salle bleue N°1
50 rue F. Mistral</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Le Parc</td><td>mardi et vendredi</td><td>16h45 - 18h15</td><td rowspan="4">Local de la Ligue de l'enseignement de l'Hérault</td></tr>
<tr><td>mardi et vendredi</td><td>16h45 - 18h15</td></tr>
<tr><td>Collège F. Mistral</td><td>mardi et vendredi</td><td>17h00-18h30</td></tr>
<tr><td>Séance parents / enfants</td><td>mercredi</td><td>14h00 – 16h00</td></tr>
</table>

Chaque cycle correspond à un groupe de 10 élèves.
Les élèves à orienter prioritairement vers ces actions pourront être repérés par les enseignants et les partenaires socio-éducatifs.

L'action proposée en direction des élèves de l'école Mario Roustan se déroulera à la salle « les Micocouliers » 196 rue Mario Roustan à Lunel. Celle s'adressant aux élèves de l'école Henri de Bornier se déroulera à la Maison communale, Salle bleue N°1, 50 rue F. Mistral. Enfin, celles s'adressant aux élèves de l'école du Parc et du collège F.Mistral se dérouleront dans le local de la Ligue de l'enseignement de l'Hérault sis 2, Boulevard de la République à Lunel.

Les actions seront animées par des intervenants spécialisés salariés, assistés de bénévoles, qui tiendront un registre de présence des enfants. L'action sera organisée par une coordinatrice salariée.

Les séances porteront sur les aspects suivants :

- soutien dans le travail scolaire et apports méthodologiques (organisation et gestion du temps, compréhension des consignes, méthode de révision, écoute et respect des autres...),
- ateliers et sorties constituant des supports d'apprentissage complémentaires à l'enseignement scolaire ainsi que des vecteurs d'épanouissement et de développement de la confiance en soi : pratique d'activités manuelles, jeux de société, visites d'expositions, visites historiques de la ville de Lunel, médiathèque, atelier informatique...,
- accompagnement des parents dans leur rôle éducatif : information, sensibilisation, soutien, développement des relations avec l'école..., visant à favoriser une plus grande implication de leur part dans le suivi de la scolarité de leurs enfants.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2022 / 2023.

ARTICLE 5 : FINANCEMENT DE L'ACTION

Un cycle d'accompagnement à la scolarité correspond à la prise en charge d'un groupe de 10 élèves selon les volumes d'intervention précisés à l'article 3.
La participation financière de la Ville à ces actions telles que décrites ci-dessus sera de 8 000 € (huit mille euros).
Si l'ensemble des engagements de l'association (effectifs, volumes d'intervention, durée…) sont mis en œuvre, le financement des actions telles que décrites ci-dessus sera de 8 000 €.
Dans le cas où ils ne seraient pas intégralement réalisés, le paiement sera effectué à hauteur de la partie de chaque action réellement effectuée.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE PAIEMENT DE LA PARTICIPATION MUNICIPALE

La Ville se libérera de sa participation financière d'un montant de 8 000 €, de la manière suivante :

- **30 %** à la signature de la convention, soit un montant de 2 400 € (deux mille quatre cent euros) avec un versement effectif dès réception :

  - de la liste des enfants inscrits pour chaque cycle (*cette liste indique nécessairement le nombre et les noms des enfants bénéficiaires des actions*),
  - de la liste des intervenants salariés et bénévoles pour chaque cycle (*cette liste indique nécessairement le nombre et les noms des accompagnateurs et coordonnateurs des actions*),
  - d'une facture se référant à la présente convention accompagnée d'un RIB de l'association.

- **40 %** au mois de février 2022, soit un montant de 3 200 € (trois mille deux cent euros) avec un versement effectif dès réception (date limite 31 janvier 2023):
  - d'un bilan intermédiaire de l'action :
    - état de la fréquentation effective pour chaque cycle, (*cet état indique nécessairement le nombre et les noms des enfants bénéficiaires des actions et effectivement présents*),
    - liste des intervenants salariés et bénévoles pour chaque cycle (*cette liste indique nécessairement le nombre et les noms des accompagnateurs et coordonnateurs des actions*),
  - d'une facture se référant à la présente convention.

- Le montant du solde sera fonction du nombre de participants aux actions et du nombre de semaines d'intervention, en rapport avec les objectifs fixés aux articles 3 et 5 de la présente convention. Le versement sera effectif dès réception (date limite 29 juillet 2023) :

  - du bilan final qualitatif, quantitatif et financier de l'action :
    - état de la fréquentation effective pour chaque cycle, (*cet état indique nécessairement le nombre et les noms des enfants bénéficiaires des actions et effectivement présents*),
    - liste des intervenants salariés et bénévoles pour chaque cycle (*cette liste indique nécessairement le nombre et les noms des accompagnateurs et coordonnateurs des actions*),
  - d'une facture se référant à la présente convention.

Le versement du solde sera conditionné par le strict respect des modalités d'intervention fixées par la convention.

ARTICLE 7 : PARTENARIAT

Les autres financeurs de l'action définissent leurs propres modalités de partenariat avec l'association Ligue de l'enseignement de l'Hérault et interviendront selon leurs propres règles de financement.

Tout document traitant de l'accompagnement à la scolarité devra obligatoirement comporter les logos des financeurs.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

L'association Ligue de l'enseignement de l'Hérault fait son affaire personnelle, sans recours contre la Ville, des assurances relatives aux biens et aux personnes concernées par son activité.

ARTICLE 9 : LITIGES

Tout différend survenant dans l'interprétation des clauses de la présente convention doit être soumis par écrit aux signataires.

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir, le litige serait porté devant la juridiction compétente.

Lunel, le

Pour la Ville de Lunel,	**Pour la Ligue de l'Enseignement de l'Hérault**
Pour le Maire absent, **Le Premier Adjoint**	**Le Président**
Stéphane DALLE	**Michel MIAILLE**

Mme PLANE demande un vote par division. Son groupe votera « pour » L'Art de Thalie et « contre » La Ligue de l'Enseignement.

M. C. CHABERT note qu'il y a une part ville qui est ponctionnée. Le montant total pour chacun des organismes s'élève à combien ?

Mme MOKADDEM répond qu'il y a la CAF et les différents partenaires. Elle n'a pas le montant mais on le lui communiquera.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve les conventions d'actions d'accompagnement à la scolarité pour l'année scolaire 2023/2024 sauf pour la Ligue de l'Enseignement de l'Hérault, pour laquelle le vote est le suivant : approbation à la majorité absolue des voix, 3 voix contre : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme BUFFET, Mme PLANE, et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions.

6.2- ABATTEMENT DE LA TFPB DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE : AVENANT N°4 À LA CONVENTION CONCLUE AVEC HÉRAULT LOGEMENT ET L'ÉTAT

Rapporteur : M. BENIATTOU.

Annexe : Avenant n° 4 à la convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville

Le 23 décembre 2015, Hérault Logement a conclu avec la Ville de Lunel et l'État une convention relative à l'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville. Cette convention est rattachée au Contrat de ville de Lunel, dont ce bailleur social est signataire, et qui a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2023.

Elle a fait l'objet de trois avenants le 28 décembre 2018, le 20 septembre 2019 et le 22 septembre 2022 venant préciser que sa durée s'étendrait jusqu'au terme du Contrat de ville et venant actualiser pour les années 2021, 2022 et 2023 le plan d'actions initialement prévu.

Hérault Logement bénéficie d'une mesure d'abattement de 30% de la TFPB correspondant à son patrimoine situé au sein de la géographie prioritaire de la Politique de la ville. En contrepartie de cet avantage fiscal, le bailleur social doit mettre en place un plan d'actions pour l'amélioration du cadre de vie des locataires et le développement social, à travers un renforcement des moyens de gestion de droit commun et la mise en œuvre d'actions spécifiques. Ce plan d'actions, dont le montant doit au moins atteindre celui correspondant à l'abattement de la TFPB, peut ainsi porter sur la présence du personnel de proximité et la formation de celui-ci, l'entretien et la maintenance du patrimoine, la gestion des déchets, la tranquillité publique, la concertation et la sensibilisation des locataires ainsi que le développement du lien social et l'insertion.

La convention définit un plan d'actions et détermine les modalités de suivi et de pilotage de la démarche.

Il est proposé de conclure un quatrième avenant à la convention initiale liant Hérault Logement, la Ville de Lunel et l'État. Celui-ci a pour objet de proroger la durée de la convention d'utilisation d'abattement de la TFPB jusqu'au 31 décembre 2024 dans l'attente des nouvelles orientations de l'État qui devront être intégrées au futur « Contrat de Ville Engagements Quartier 2030 ».

Il est proposé au Conseil :

- d'APPROUVER dans tout son contenu l'avenant n°4 à la convention sus-mentionnée,
- d'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit document et à faire le nécessaire pour en assurer la parfaite exécution.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'HERAULT

CONTRAT DE VILLE DE LUNEL
2015-2023

Avenant n°4 à la convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville

ENTRE

D'une part, **L'état**,
Préfecture de l'Hérault
Place des Martyrs de la Résistance
34000 MONTPELLIER
Représenté par François – Xavier LAUCH, Préfet de l'Hérault

ET

D'autre part, **la Ville de LUNEL**,
Hôtel de Ville
240 avenue Victor Hugo
CS 30403
34403 LUNEL
Représentée par Monsieur Pierre SOUJOL, Maire en exercice et habilité aux présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020

ET

D'autre part, **Hérault Logement**, Office Public de l'Habitat
100 rue de l'Oasis
CS 67 249
34085 MONTPELLIER
Représenté par Vincent GAUDY, Président

Préambule

Les organismes HLM signataires d'un Contrat de ville et possédant du patrimoine au sein de la géographie prioritaire de la Politique de la ville peuvent bénéficier d'une mesure d'abattement de 30% de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) correspondant aux logements concernés, pour la durée du Contrat de ville.

En contrepartie de cet avantage fiscal, le bailleur social doit mettre en place un plan d'actions pour l'amélioration du cadre de vie des locataires et le développement social, à travers un renforcement des moyens de gestion de droit commun et la mise en œuvre d'actions spécifiques. Ce plan d'actions, dont le montant doit au moins atteindre celui correspondant à l'abattement de la TFPB, peut ainsi porter sur :

- Le renforcement de la présence de personnel de proximité ;
- La formation / soutien des personnels de proximité ;
- Le sur-entretien ;
- La gestion des déchets et encombrants / épaves ;
- La tranquillité résidentielle ;
- La concertation / sensibilisation des locataires ;
- Le lien social, le vivre ensemble ;
- Les petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

Une convention d'utilisation de l'abattement de TFPB a ainsi été signée le 23 décembre 2015 entre l'Etat, la Ville de Lunel et Hérault Habitat. Cette convention est rattachée au Contrat de ville de Lunel, dont Hérault Habitat est signataire.

Elle définit le cadre d'intervention et les modalités de suivi et de pilotage de la démarche. Elle établit également le programme d'actions à réaliser.
Hérault Logement a produit les bilans de la mise en œuvre de ce programme d'actions pour les années 2016 à 2019.

Par avenant n°1 du 28 décembre 2018, le Contrat de ville de Lunel, initialement conclu pour la période 2015 à 2020, a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2022.
En conformité avec l'article I bis, ajouté par l'avenant n°1 à la convention d'utilisation de l'abattement de TFPB, ladite convention est donc également prorogée jusqu'au 31 décembre 2023.

Par avenant n°2 du 20 septembre 2019, les programmes d'actions 2021 et 2022 ont été mis à jour et constitue la contrepartie de l'abattement de la T.F.P.B.

L'avenant n°3 a eu pour objet d'actualiser le plan d'actions pour l'année 2023 compte tenu de la prorogation du contrat de ville jusqu'au 31 décembre 2023.

Le présent avenant (avenant n°4) a pour objet de proroger la durée de la convention d'utilisation d'abattement de la TFPB jusqu'au 31 décembre 2024 dans l'attente des nouvelles orientations de l'État qui devront être intégrées au futur Contrat de Ville engagements Quartier 2030

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Autres articles de la convention initiale

Les articles de la convention initiale d'utilisation de l'abattement de TFPB qui n'ont pas été modifiés par le présent avenant continuent à s'appliquer.

Le

Fait à Lunel, en 3 exemplaires originaux.

Pour l'Etat,
François - Xavier LAUCH

Préfet de l'Hérault

Pour la Ville de Lunel,
Pierre SOUJOL

Maire de LUNEL
Président de la Communauté de communes du Pays de Lunel

Pour Hérault Logement,
Monsieur DUPONT

Directeur Général

M. BENIATTOU précise que 30 % correspond à une exonération de Taxe Foncière de 219 580 € et il faut savoir que l'opérateur a l'obligation de dépenser cette exonération sur des actions précises et en l'espèce Hérault Aménagement a dépensé 271 687 €. Cela signifie qu' il dépense plus que l'exonération qui lui a été octroyée. Cela vise l'amélioration du cadre de vie des habitants mais aussi de nombreux locaux d'entreprises d'insertion sociale comme par exemple la régie de services. Il peut communiquer le détail de toutes les actions chiffrées faites dans le cadre de l'exonération.

Mme PLANE demande ce qui a été concrètement réalisé avec cette somme.

M. BENIATTOU indique qu'à La Brêche, par exemple ce sont toutes les entrées et sous les parties communes qui ont été rénovées. Il y a aussi une sur-intervention en matière de propreté et une obligation sociale avec un dispositif pour aller voir les personnes âgées isolées. Il y a plusieurs formations, des cycles de formation pour le personnel par rapport à certains publics. Il peut fournir le tableau.

Mme PLANE demande sur les 219 000 € où sont-ils investis le plus, dans la médiation sociale ou concrètement les travaux, l'amélioration de la gestion des déchets. Proportionnellement parlant ils utilisent cet argent à quoi ? Davantage de travaux ou de médiation ?

M. BENIATTOU indique que c'est d'abord le cadre de vie, le sur-entretien et ensuite la collecte des encombrants sur la Brêche, la route de Montpellier c'est 45 000 € et 71 000 € sur l'entretien.

Mme PLANE relate que c'est voté chaque année mais nous n'avons jamais avant le conseil ce qui a été mis en application. Elle souhaite avoir avant cette exonération. À quoi sert-elle ?

M. BENIATTOU précise qu'avec la majorité sortante ils n'avaient pas ces informations. Donc un effort a été fourni. Au niveau des opérateurs immobiliers, avec le service Politique de la Ville nous leur avons imposé de nous indiquer dans quel sens ils utilisent la Taxe Foncière sur le bâti. Auparavant, cela portait uniquement sur le sur entretien. Nous avons expliqué qu'il fallait davantage de précisions. Par conséquent, aujourd'hui nous avons un tableau plus transparent qu'il communiquera.

Mme PLANE précise que la prochaine étape est de le communiquer avant le conseil.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité approuve dans tout son contenu l'avenant n° 4 à la convention sus-mentionnée et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit document.

6.3- ABATTEMENT DE LA TFPB DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE : AVENANT N°4 À LA CONVENTION CONCLUE AVEC ACM HABITAT ET L'ÉTAT

Rapporteur : M. BENIATTOU.

Annexe : Avenant n° 4 à la convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la commune de Lunel

Le 23 décembre 2015, ACM HABITAT a conclu avec la Ville de Lunel et l'État une convention relative à l'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville. Cette convention est rattachée au Contrat de ville de Lunel, dont ce bailleur social est signataire, et qui a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2023.

Elle a fait l'objet de trois avenants le 28 décembre 2018, le 20 septembre 2019 et le 22 septembre 2022 venant préciser que sa durée s'étendrait jusqu'au terme du Contrat de ville et venant actualiser pour les années 2021, 2022 et 2023 le plan d'actions initialement prévu.

ACM HABITAT bénéficie d'une mesure d'abattement de 30% de la TFPB correspondant à son patrimoine situé au sein de la géographie prioritaire de la Politique de la ville. En contrepartie de cet

avantage fiscal, le bailleur social doit mettre en place un plan d'actions pour l'amélioration du cadre de vie des locataires et le développement social, à travers un renforcement des moyens de gestion de droit commun et la mise en œuvre d'actions spécifiques. Ce plan d'actions, dont le montant doit au moins atteindre celui correspondant à l'abattement de la TFPB, peut ainsi porter sur la présence du personnel de proximité et la formation de celui-ci, l'entretien et la maintenance du patrimoine, la gestion des déchets, la tranquillité publique, la concertation et la sensibilisation des locataires ainsi que le développement du lien social et l'insertion.

La convention définit un plan d'actions et détermine les modalités de suivi et de pilotage de la démarche.

Il est proposé de conclure un quatrième avenant à la convention initiale liant ACM HABITAT, la Ville de Lunel et l'État. Celui-ci a pour objet de proroger la durée de la convention d'utilisation d'abattement de la TFPB jusqu'au 31 décembre 2024 dans l'attente des nouvelles orientations de l'État qui devront être intégrées au futur « Contrat de Ville Engagements Quartier 2030 ».

Il est proposé au Conseil :
- d'APPROUVER dans tout son contenu l'avenant n°4 à la convention sus-mentionnée,
- d'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit document et à faire le nécessaire pour en assurer la parfaite exécution.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

CONTRAT DE VILLE DE LUNEL
2015-2023

Avenant n°4 à la convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la commune de Lunel

ENTRE

D'une part, **L'État**
Préfecture de l'Hérault
Place des Martyrs de la Résistance
34000 MONTPELLIER
Représenté par François - Xavier LAUCH, Préfet de l'Hérault

ET

D'autre part, **la Ville de LUNEL**,
Hôtel de Ville
240 avenue Victor Hugo
CS 30403
34403 LUNEL
Représentée par Monsieur Pierre SOUJOL, Maire en exercice et habilité aux présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020

ET

D'autre part, **ACM Habitat**, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée métropole
407, avenue du professeur Etienne Antonelli
CS 15 590
34 074 MONTPELLIER Cedex 3
Représenté par Michel CALVO, Président

Préambule

Les organismes HLM signataires d'un Contrat de ville et possédant du patrimoine au sein de la géographie prioritaire de la Politique de la ville peuvent bénéficier d'une mesure d'abattement de 30% de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) correspondant aux logements concernés, pour la durée du Contrat de ville.

En contrepartie de cet avantage fiscal, le bailleur social doit mettre en place un plan d'actions pour l'amélioration du cadre de vie des locataires et le développement social, à travers un renforcement des moyens de gestion de droit commun et la mise en œuvre d'actions spécifiques. Ce plan d'actions, dont le montant doit au moins atteindre celui correspondant à l'abattement de la TFPB, peut ainsi porter sur :

- Le renforcement de la présence de personnel de proximité ;
- La formation / soutien des personnels de proximité ;
- Le sur-entretien ;
- La gestion des déchets et encombrants / épaves ;
- La tranquillité résidentielle ;
- La concertation / sensibilisation des locataires ;
- Le lien social, le vivre ensemble ;
- Les petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

Une convention d'utilisation de l'abattement de TFPB a ainsi été signée le 23 décembre 2015 entre l'Etat, la Ville de Lunel et ACM Habitat. Cette convention est rattachée au Contrat de ville de Lunel, dont ACM Habitat est signataire.

Elle définit le cadre d'intervention et les modalités de suivi et de pilotage de la démarche. Elle établit également le programme d'actions à réaliser.
ACM Habitat a produit les bilans de la mise en œuvre de ce programme d'actions pour les années 2016 à 2019.

Par avenant n°1 du 28 décembre 2018, le Contrat de ville de Lunel, initialement conclu pour la période 2015 à 2020, a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2022.
En conformité avec l'article I bis, ajouté par l'avenant n°1 à la convention d'utilisation de l'abattement de TFPB, ladite convention est donc également prorogée jusqu'au 31 décembre 2023.

Par avenant n°2 du 20 septembre 2019, les programmes d'actions 2021 et 2022 ont été mis à jour et constitue la contrepartie de l'abattement de la T.F.P.B.

L'avenant n°3 a eu pour objet d'actualiser le plan d'actions pour l'année 2023 compte tenu de la prorogation du contrat de ville jusqu'au 31 décembre 2023.

Le présent avenant (avenant n°4) a pour objet de proroger la durée de la convention d'utilisation d'abattement de la TFPB jusqu'au 31 décembre 2024 dans l'attente des nouvelles orientations de l'État qui devront être intégrées au futur Contrat de Ville engagements Quartier 2030

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Autres articles de la convention initiale

Les articles de la convention initiale d'utilisation de l'abattement de TFPB qui n'ont pas été modifiés par le présent avenant continuent à s'appliquer.

Le

Fait à Lunel, en 3 exemplaires originaux.

Pour l'État,
François-Xavier LAUCH

Préfet de l'Hérault

Pour la Ville de Lunel,
Pierre SOUJOL

Maire de LUNEL
Président de la Communauté de communes du Pays de Lunel

Pour ACM Habitat,
Michel CALVO

Président

M. BENIATTOU indique que l'exonération s'élève à 155 151 € pour une dépense de 243 804 €.

M. C. CHABERT rappelle que sur ACM Habitat et en particulier la Roquette, il y avait un plan d'actions mis en place du 23 décembre 2015 jusqu'au 31 décembre 2023 comprenant 8 actions, dont la gestion des encombrants. Quels sont les résultats aujourd'hui ? Les locaux prévus pour les poubelles débordent dans tous les sens et il y a des encombrants partout ! À son sens rien n'a été fait depuis 2015 pour la gestion des déchets alors que le plan d'actions le prévoyait. Il y a de nombreux problèmes à La Roquette. ACM Habitat devait enterrer les cuves à déchets depuis 2015 !

Monsieur le Maire indique que si c'est la réalité les observations seront remontées. Nous demanderons des précisions sur ce sujet.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve dans tout son contenu l'avenant n° 4 à la convention sus-mentionnée et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit document.

7 – CULTURE, ARÈNES ET SALLES DE SPECTACLES

7.1 - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX AVEC LA F.F.C.C. (FÉDÉRATION FRANÇAISE DE COURSE CAMARGUAISE)

Rapporteur : M. DOMENECH.

Annexe : Convention de mise à disposition d'équipements municipaux avec la F.F.C.C

Dans le cadre de ses différentes actions, la F.F.C.C sollicite la ville de Lunel pour la mise à disposition de la salle Brassens pour la soirée « Prestige », le vendredi 1er décembre 2023. Cette manifestation consiste à récompenser les meilleurs acteurs de la course camarguaise de la saison 2023.
Compte tenu des relations que la ville de Lunel entretient tout au long de l'année avec cette fédération et des différentes actions menées en partenariat autour notamment de la transmission des traditions camarguaises, il paraît opportun de mettre à disposition gracieusement la salle Brassens pour la tenue de cet évènement.

Il est demandé au Conseil :
D'APPROUVER le projet de convention de mise à disposition gracieuse d'équipements municipaux à la F.F.C.C,
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et plus généralement à faire le nécessaire pour sa parfaite exécution.

lunel
www.lunel.com

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION
DES ESPACES MUNICIPAUX

Entre les soussignés :

La Ville de LUNEL
Adresse : Hôtel de ville, 240 avenue Victor Hugo, 34400 LUNEL
Contact : 04 67 87 83 00 - mairie@ville-lunel.fr
N° de SIRET : 213401458 00012
Code APE : 8411Z
N° TVA Intracommunautaire : FR 21 213401458
Représentée par : Pierre SOUJOL, Maire de Lunel
Ci-après dénommée la Ville de Lunel, d'une part,

Et :

FÉDÉRATION FRANÇAISE DE COURSE CAMARGUAISE
Adresse : 485, rue Aimé Orand – 30000 Nîmes
Contact : karine.roux@ffccamarguaise.com
N° Siret : 34301134200031
Représenté(e) par : Monsieur Nicolas TRIOL, président
Ci-après dénommé(e) l'occupant, d'autre part,

Il est convenu et exposé ce qui suit :

Article 1 : objet

La Ville de Lunel met à disposition de la Fédération Française de Course Camarguaise le(s) espace(s) suivant(s) :
- Salle Georges Brassens
avenue des Abrivados à Lunel

Aux dates et horaires suivants : le vendredi 1er décembre 2023 de 10 h à 23h.

L'occupant y organisera l'événement suivant :

Soirée Prestige
le vendredi 1er décembre 2023 de 19h à 23h

L'occupant prendra les mesures nécessaires et s'engage à respecter les horaires afin d'éviter une gêne occasionnée par un éventuel retard.

Article 2 : tarif

La mise à disposition, objet de la présente convention, est accordée à titre gratuit.

Article 3 : documents à fournir par l'occupant

L'occupant s'engage à fournir les documents suivants à la Ville de Lunel avant la signature de la présente convention :

- une copie des statuts et le récépissé actualisé de déclaration délivré par la Préfecture s'il s'agit d'une association, ou les documents réglementaires (SIRET, kbis, attestation URSSAF etc…) s'il s'agit d'une société ;

- les coordonnées (Nom, Prénom, Numéro de téléphone) d'un référent qui devra de surcroît être présent sur place et être joignable par téléphone pendant toute la durée de l'événement ;

- le programme détaillé de l'évènement ;

- une fiche technique détaillée des aménagements et équipements susceptibles d'être installés pour l'évènement.

Article 4 : responsabilités de l'occupant

L'événement objet de la présente convention est placé sous la responsabilité de l'occupant. Il lui appartiendra de veiller au bon déroulement de la manifestation ainsi qu'à l'accueil et à l'information du public.

L'occupant déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pendant toute la durée de la location de la salle.

L'occupant assurera une permanence à l'accueil de la Salle Georges Brassens (entrée salle de spectacle) pendant toute la durée de l'événement.

Si nécessaire, l'occupant sera responsable de la mise en place d'une billetterie permettant l'accès à l'événement. L'occupant devra être en mesure de comptabiliser à tout moment le nombre de personnes admises dans la salle.

L'occupant s'engage à respecter la réglementation en vigueur concernant l'organisation d'événements notamment en cas d'organisation d'un spectacle. Dans ce dernier cas, il devra fournir à la Ville de Lunel une copie de sa licence d'entrepreneur de spectacle ou une copie de sa déclaration d'entrepreneur de spectacles vivants occasionnels. L'occupant s'engage, par ailleurs, à respecter une ambiance sonore adaptée à l'environnement de l'espace municipal loué au risque de se faire interrompre son évènement.

En qualité d'employeur, l'occupant assurera les rémunérations, défraiements, voyages, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché à l'évènement : artistes, techniciens du spectacle, personnel chargé de la billetterie, du contrôle des billets et de l'accueil du public.

Article 5 : sécurité

L'occupant s'engage à respecter la réglementation en vigueur au moment de l'évènement concernant :

- le contexte sanitaire : l'occupant s'engage à appliquer les dispositions sanitaires légales en vigueur au moment de l'évènement.

- l'organisation d'événements : notamment en cas d'exploitation d'un débit de boissons ou de paiement de droits d'auteur (SACEM, SACD), l'occupant procède aux déclarations nécessaires.

- la sécurité des établissements recevant du public : en cas d'événement accueillant du public, l'occupant s'engage à respecter la législation en vigueur concernant la sécurité des établissements recevant du public.

L'occupant s'engage à ne pas accueillir un public supérieur au nombre légal autorisé pour chaque salle mise à sa disposition :

- Salle Georges Brassens: 440 personnes assises

L'occupant s'engage à assurer la sécurité générale dans l'établissement. Pour cela, il s'engage à employer, pendant toute la durée de l'accueil du public, si la jauge de l'établissement est supérieure ou égale à 300 personnes, un agent de sécurité incendie de type SSIAP 1 (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes).

Personne à contacter en cas d'urgence : l'agent municipal présent sur place le jour de l'événement.

Article 6 : locaux et équipements

L'ouverture et la fermeture de l'équipement seront effectuées par un agent de la Direction de la Culture, des Arts et du Spectacle de la Ville de Lunel. Au cours de l'événement, cet agent sera l'interlocuteur de l'occupant pour toutes les questions techniques relatives au bâtiment : accès, équipements, éclairages, sonorisation, …

L'occupant n'est pas autorisé à manipuler ou à intervenir sur les accrochages, les perches ou les différentes installations électriques de l'équipement.

L'occupant s'engage à tout mettre en œuvre pour s'assurer de l'absence de détérioration des locaux et du matériel mis à disposition. Il s'engage à déclarer immédiatement à la Ville de Lunel toute dégradation ou défectuosité qu'il constaterait.

Toute dégradation du local ou de ses équipements constatés par un agent de la ville de Lunel fera l'objet d'une facturation complémentaire à hauteur des frais engagés par la Ville en vue de la remise en état du local du fait des dégradations causées lors de la manifestation et/ou en vue du remplacement du matériel endommagé.

L'occupant s'engage à restituer les lieux dans un état de propreté convenable. Dans le cas où les locaux seraient rendus dans un état nécessitant l'intervention d'une entreprise de nettoyage, le coût de cette intervention sera intégralement facturé à l'occupant.

L'occupant s'engage à ne pas sortir du bâtiment le matériel prêté par la Ville de Lunel.

Article 7 : ventes de boissons et d'objets

L'occupant s'engage à respecter la réglementation en matière de vente et de consommation d'alcool notamment les dispositions du Code de la Santé publique. Si nécessaire, il demandera une autorisation d'ouverture de débit de boisson temporaire auprès du service à la population de la Ville de Lunel. La demande devra être déposée au minimum 21 jours avant la date de l'événement.

L'occupant s'engage à ne pas procéder à la vente d'objets ou d'ouvrages dans l'enceinte de l'équipement sauf dérogation spécifique et exceptionnelle à solliciter auprès de la Direction de la Culture, des Arts et du Spectacle de la ville.

Article 8 : droits d'auteur

Dans le cas où l'occupant prévoit d'exécuter, de faire ou laisser exécuter des œuvres du répertoire de la SACEM, de la SACD, ou de toute autre société de gestion des droits d'auteur, par quelques moyens que ce soit (artistes, télévision, radio, vidéotransmission, projection...), celui-ci s'engage à procéder à une déclaration préalable auprès des organismes professionnels d'auteur et à obtenir la ou les autorisation(s) préalable(s) prévue(s) par les articles L.122-4 et L.132-18 du Code de la propriété intellectuelle.

La Ville de Lunel décline expressément toute responsabilité en la matière. Les droits d'auteur correspondants sont réputés être à la seule charge exclusive de l'occupant qui en l'espèce, endosse la qualité d'entrepreneur de spectacle au sens du Code de la propriété intellectuelle.

La Ville de Lunel garde la faculté d'exiger que l'occupant lui remette huit jours au moins avant la manifestation, une copie du contrat général de représentation qu'il aura conclu au titre de la manifestation avec la société de gestion des droits d'auteur ou, à défaut, tout document officiel émanant de la société de gestion des droits d'auteur, attestant que l'occupant a bien procédé, conformément au Code de la propriété intellectuelle, à la déclaration de la manifestation.

Article 9 : communication

L'occupant s'engage, pour les opérations citées dans la présente convention, à faire état de la participation de la commune sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias. Le logo de la commune et la mention *« réalisé(e) avec le concours de la Ville de Lunel »* devront impérativement apparaître sur ces mêmes documents.

lunel
www.lunel.com

Article 10 : annulation

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte en cas de non-respect d'un de ses articles ou du règlement intérieur et dans tous les cas reconnus de force majeure.

En cas d'annulation de l'événement par l'occupant, celui-ci devra en informer par téléphone, courrier électronique ou postal la Ville de Lunel au moins 5 jours francs à l'avance.

Clause particulière concernant les risques pandémiques

Quel que soit le motif de l'impossibilité de réaliser l'évènement, c'est-à-dire que l'annulation survienne pour motif médical parmi le(s) membre(s) organisateur(s), du fait d'une décision préfectorale, d'un décret gouvernemental ou d'un arrêté municipal de fermeture, ou dans le cas où les consignes gouvernementales relatives à distanciation et la circulation du public seraient trop contraignantes à mettre en œuvre dans les espaces municipaux, les parties s'engagent avant tout à privilégier un accord amiable.

L'organisateur et la commune examineront la possibilité de reporter l'évènement. Dans ce cas, l'organisateur ne sera pas en mesure de solliciter auprès de la commune le versement d'une quelconque indemnité.

Fait en deux exemplaires.

LUNEL le / /

Pour la Ville de Lunel

Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Corinne POLERI

Pour la Fédération Française de Course Camarguaise
qualité : Le Président
nom prénom : TRIOL Nicolas

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le projet de convention de mise à disposition gracieuse d'équipements municipaux à la F.F.C.C. et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

M. CRÉCHET ne prend pas part au vote.

8 – FINANCES

8.1 - RÉFÉRENTIEL M57 – ADOPTION DU RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER ET FONGIBILITÉ DES CREDITS

Rapporteur : M. CRÉCHET.

Annexe : Règlement budgétaire et financier

Par délibération du 20 septembre 2023, la Ville de Lunel a adopté le référentiel M57 à partir du 1er janvier 2024, date à laquelle son adoption devient obligatoire.

La mise en oeuvre de ce référentiel s'accompagne obligatoirement d'un Règlement Budgétaire et Financier (R.B.F.).

Le R.B.F. décrit les procédures budgétaires et comptables de la Ville et précise notamment :
- Les modalités de gestion des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement,
- Les modalités d'information du Conseil Municipal sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice,

Ce R.B.F est aussi l'occasion de préciser, en l'adaptant au contexte de la Ville et à son logiciel de gestion financière :
- les principes généraux portant sur le budget et l'exécution budgétaire,
- les modalités de gestion des dépenses et recettes,
- les opérations spécifiques, dont la clôture d'exercice et la gestion patrimoniale.

Aussi, l'instruction comptable et budgétaire M57 permet plus de souplesse budgétaire puisqu'elle offre la possibilité au Conseil Municipal de déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

A titre d'information, le montant des dépenses réelles inscrites au budget primitif 2023 s'élevait à 32 378 376 € en section de fonctionnement et 14 237 810 € en section d'investissement.

La règle de fongibilité des crédits aurait porté en 2023 sur 2 428 378 € en fonctionnement et 1 067 835 € en investissement.

Cette disposition permettrait d'amender si besoin la répartition des crédits budgétaire entre chaque chapitre budgétaire (chapitres budgétaires classiques et chapitres opérations) afin d'ajuster au plus près les crédits aux besoins de répartition et sans modifier le montant global des investissements. Cette disposition permettrait de réaliser des opérations purement techniques avec plus d'efficacité.

Un tableau retraçant précisément ces mouvements sera présenté au conseil municipal, dans les mêmes conditions que la revue de détail des décisions prises dans le cadre de l'article L2122-22 du CGCT.

Il est donc proposé au Conseil municipal :
- D'approuver le règlement budgétaire et financier joint,
- D'autoriser Monsieur le Maire à procéder à des mouvements budgétaires de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections, hormis les dépenses de personnel,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

Commune de Lunel

Conseil municipal du 8 novembre 2023

INTRODUCTION

Le règlement budgétaire financier de la commune de Lunel formalise et précise les principales règles de gestion financière qui résultent du Code général des collectivités territoriales (CGCT), de la loi organique relative aux lois de finances du 1er août 2001 et du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et des instructions budgétaires et comptables applicables aux communes.

Il définit également des règles internes de gestion propres à la Ville dans le respect des textes ci-dessus énoncés et conformément à l'organisation de ses services. Il rassemble et harmonise des règles jusque-là implicites ou disséminées dans diverses délibérations et notes internes. Il décrit les procédures de la collectivité, les fait connaître avec exactitude et se donne pour objectif de les suivre le plus précisément possible.

Il s'impose à l'ensemble des pôles, directions et services gestionnaires de crédits, et en particulier à la Direction des Finances et renforce la cohérence et l'harmonisation des procédures budgétaires en vue de garantir la permanence des méthodes et des processus internes.

Il vise également à vulgariser le budget et la comptabilité, afin de les rendre accessibles aux élus et aux agents non spécialistes, tout en contribuant à développer une culture de gestion partagée.

Le présent règlement ne se substitue pas à la réglementation générale en matière de finances publiques, puisqu'il la précise et l'adapte quand cela est possible.

Le présent RBF évoluera et sera complété en fonction des modifications législatives et réglementaires ainsi que des nécessaires adaptations des règles de gestion. Il constitue la base de référence du guide des procédures de la Direction des Finances.

1. Le processus budgétaire

1.1 Définition du budget primitif

Le budget est l'acte par lequel le conseil municipal prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'un exercice :

- en dépenses : les crédits votés sont limitatifs ; les engagements ne peuvent être validés que si des crédits ont été mis en place ;
- en recettes : les crédits sont évaluatifs ; les recettes réalisées peuvent être supérieures aux prévisions.

Le budget comporte deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement. Chacune des sections est présentée en équilibre en dépenses et en recettes.

Le budget est constitué de l'ensemble des décisions budgétaires annuelles ou pluriannuelles se déclinant en budget primitif (BP), budget supplémentaire (BS) et décisions modificatives (DM).

Les budgets annexes, bien que distincts du budget principal proprement dit, sont votés dans les mêmes conditions par l'assemblée délibérante. La constitution de budgets annexes résulte le plus souvent d'obligations réglementaires et a pour objectif de regrouper les services dont l'objet est de produire ou d'exercer des activités qu'il est nécessaire de suivre dans une comptabilité distincte. Il s'agit en l'occurrence pour la Ville de Lunel des budgets eau et assainissement. A partir 1er janvier 2024, la compétence eau et assainissement sera transférée à la communauté d'agglomération. Cependant, pendant un an renouvelable, la Ville de Lunel conservera (via convention de délégation), la gestion des dépenses courantes en matière de réseaux. Aussi, elle suivra dans deux budgets annexes eau et assainissement, les dépenses courantes non structurantes.

En vertu du principe de non-affectation, la prévision et/ou l'encaissement des recettes ne peuvent justifier de l'octroi de crédits supplémentaires en dépenses.

Le budget est présenté par chapitre et article conformément à l'instruction comptable M57 en vigueur à la date du vote. Il contient également des annexes présentant notamment la situation patrimoniale ainsi que divers engagements de la collectivité.

Les documents budgétaires sont édités au moyen d'une application financière en concordance avec les prescriptions de la DGCL (direction générale des collectivités locales).

1.2 Débat d'orientation budgétaire (DOB)

Dans les deux mois précédant le vote du budget, le Maire doit présenter au conseil municipal un rapport d'orientations budgétaires (ROB) devant donner lieu à débat.

Ce rapport porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés.

Les prévisions du budget doivent être sincères, toutes les dépenses et toutes les recettes obligatoires et prévisibles doivent être inscrites, elles ne sont ni sous-estimées, ni surestimées.

1.3 Calendrier budgétaire

Le budget est prévu pour la durée d'un exercice qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Il peut être adopté jusqu'au 15 avril de l'exercice auquel il s'applique (ou jusqu'au 30 avril l'année du renouvellement du conseil municipal en application du L.1612-2 du CGCT). Par dérogation, le délai peut également être repoussé au 30 avril lorsque les informations financières communiquées par l'Etat parviennent tardivement aux collectivités locales.

La Ville a choisi de voter son budget N avec intégration des résultats N-1. Ainsi, la Ville fait le choix de ne pas voter de budget supplémentaire mais d'intégrer directement les résultats n-1 au stade de son budget primitif. Par conséquent, le calendrier budgétaire prévisionnel est le suivant :

- **15 Septembre n-1** : note de cadrage émanant de la Direction Générale, de l'Adjoint aux Finances et de la Direction des Finances. Cette lettre de cadrage fixe les grandes orientations du budget à venir et les contraintes à respecter.

  La lettre de cadrage est adressée accompagnée du suivi de l'exécution budgétaire au 31 août par service et de la trame à compléter pour les demandes budgétaires.

- **Septembre/octobre n-1**: préparation par les services des propositions budgétaires de l'exercice à venir.

- **Octobre/novembre n-1** : premiers arbitrages en ateliers budgétaires. Les ateliers budgétaires réunissent l'élu aux finances, la directrice des finances, le directeur de service ainsi que l'élu référent.

- **Novembre n-1** : finalisation des arbitrages avec Monsieur le Maire si des déséquilibres persistent après les ateliers.

- **Décembre n-1** : tenue du débat d'orientations budgétaires.

- **Février n** : vote du budget primitif avec intégration anticipée des résultats.

- **Avril n** : adoption des taux d'imposition et vote des comptes administratifs.

Le calendrier présenté ci-dessus peut être modifié sous réserve du respect des échéances légales. Ainsi, et en cas d'adoption d'une modification du calendrier

budgétaire impliquant un vote du budget N avant que l'exercice concerné ne débute (par exemple, vote du budget N en décembre de l'exercice N-1, afin qu'il puisse s'appliquer dès le 1er janvier de l'année N), une reprise des résultats N-1 à l'occasion d'un budget supplémentaire adopté au cours de l'année N serait nécessaire. La Direction des Finances est garante du respect du calendrier budgétaire.

1.4 Vote du budget primitif et saisie des inscriptions budgétaires

Le conseil municipal délibère sur un vote du budget par nature ou par fonction. Cette modalité de présentation ne peut être modifiée qu'une seule fois, au plus tard à la fin du premier exercice budgétaire complet suivant le renouvellement du conseil municipal. A la date de rédaction du présent règlement, la Ville a choisi de voter son budget par nature.

Le budget est complété d'une présentation croisée par fonction. Il contient également des annexes présentant notamment la situation patrimoniale ainsi que divers engagements de la commune.

Le budget primitif est accompagné d'un rapport de présentation. Ce document présente le budget dans son contexte économique et réglementaire et en détaille la ventilation par grands postes.

Le budget doit être voté en équilibre réel. Les ressources propres définitives doivent impérativement permettre le remboursement de la dette. En vertu de cette règle, la section de fonctionnement doit avoir un solde nul ou positif. La collectivité ne peut pas couvrir ses charges de fonctionnement par le recours à l'emprunt.

Le budget est exécutoire dès publication et transmission au représentant de l'État dans le département mais uniquement à partir du 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique.

La saisie des inscriptions budgétaires, en dépenses comme en recettes, est effectuée par la Direction des Finances au vu des demandes formulées par les services opérationnels et après arbitrage et validation de la Direction Générale et des élus.

1.5 Les autorisations de programme et les crédits de paiement (AP/CP)

1.5.1 Principe

Les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent

valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

La somme de ces CP annuels doit être égale à tout moment au montant de l'AP et le CP de l'année N représente alors la limite maximale de liquidations autorisée au titre de N.

Ci-dessous un exemple :

Opération	Autorisation de programme	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025	Crédits de paiement 2026
N°133 - Construction d'une salle de spectacle	**6 500 000 €**	**200 000 €**	**4 200 000 €**	**2 100 000 €**
Compte 2031 - Frais d'études	*500 000 €*	*200 000 €*	*200 000 €*	*100 000 €*
Compte 2313 - Construction en cours	*6 000 000 €*		*4 000 000 €*	*2 000 000 €*
N°201 - Rénovation du complexe sportif Luneo	**3 280 000 €**	**1 180 000 €**	**2 100 000 €**	
Compte 2031 - Frais d'études	*280 000 €*	*180 000 €*	*100 000 €*	
Compte 21318 - Autre bâtiment public	*2 900 000 €*	*1 000 000 €*	*1 900 000 €*	
Compte 21848 - Autre mobilier	*100 000 €*		*100 000 €*	

Les AP sont décidées et modifiées par le conseil municipal à l'occasion de l'adoption du budget et/ou de décisions modificatives. Elles sont toutefois délibérées indépendamment de la délibération du budget. Seul le montant global de l'AP fait l'objet du vote ; l'échéancier de CP des exercices postérieurs à l'année en cours est indicatif. Par ailleurs, une annexe budgétaire retrace le suivi pluriannuel de ces autorisations.

La répartition des crédits de paiement entre opérations d'une même AP est modifiable à tout moment sous réserve du respect du vote par chapitre.

Les AP sont ouvertes après validation du programme fonctionnel des besoins dans le cas d'une maîtrise d'œuvre interne ou notification du marché en maîtrise d'œuvre externe. Le chiffrage de l'AP est réalisé en coût global et comporte un poste aléas et révisions.

Dans l'application financière, les AP font l'objet d'une inscription analytique ad hoc.

Si le montant de l'AP s'avère insuffisant du fait d'un changement du programme fonctionnel de besoin ou de contraintes d'exécution excédant les provisions d'aléas et de révision ou, au contraire, trop important, l'AP pourra faire l'objet d'une révision, avec ajustement des derniers CP, soumise à la validation du conseil municipal.

Elle fera dans tous les cas l'objet d'une clôture à la réception financière de la dernière des opérations financées.

Un reliquat d'AP ne pourra être utilisé pour financer une nouvelle opération. Les opérations nouvelles feront l'objet d'une ouverture d'une nouvelle AP millésimée.

1.5.2 Gestion des AP/CP et modifications

La délibération relative au vote d'une AP est rédigée par la Direction des Finances en relation avec le service concerné.

Dans tous les cas, une délibération annuelle relative aux AP sera présentée à l'approbation du conseil municipal à l'occasion de l'adoption du budget. Cette délibération présentera d'une part un état des AP en cours et leurs éventuels besoins de révisions et d'autre part la création de nouvelles AP et les opérations y afférentes.

Lorsque l'AP finance plusieurs opérations, le rééquilibrage des crédits s'effectue en priorité par virement de crédit des CP au sein des opérations de l'AP.

Si la modification de CP au sein d'une autorisation de programme ne concerne pas l'exercice en cours, les ajustements de CP interviennent lors de la préparation du budget N+1.

L'augmentation ou la diminution de CP sur l'exercice en cours doit être constatée par décision modificative.

L'ajustement des CP, à la hausse ou à la baisse, doit permettre d'améliorer les taux de réalisation des budgets. Cette diminution ou cette augmentation doit être strictement symétrique entre les dépenses et les recettes.

Si cet ajustement n'a pas fait l'objet d'un engagement pendant l'exercice, alors les crédits de paiement non utilisés sont annulés et ne sont pas reportés.

1.6 Les autorisations d'engagement (AE) en fonctionnement

Les dotations affectées aux dépenses de fonctionnement peuvent comprendre des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP).

Cette faculté est réservée aux seules dépenses résultant de conventions, de délibérations ou de décisions, au titre desquelles la commune s'engage, au-delà d'un exercice budgétaire, à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers. Toutefois les frais de personnel et les subventions versées aux organismes privés ne peuvent faire l'objet d'une AE.

Les AE constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des dépenses mentionnées à l'alinéa précédent. Elles

demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AE correspondantes.

L'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement s'apprécie en tenant compte des seuls CP.

1.7 Le budget supplémentaire et les décisions modificatives

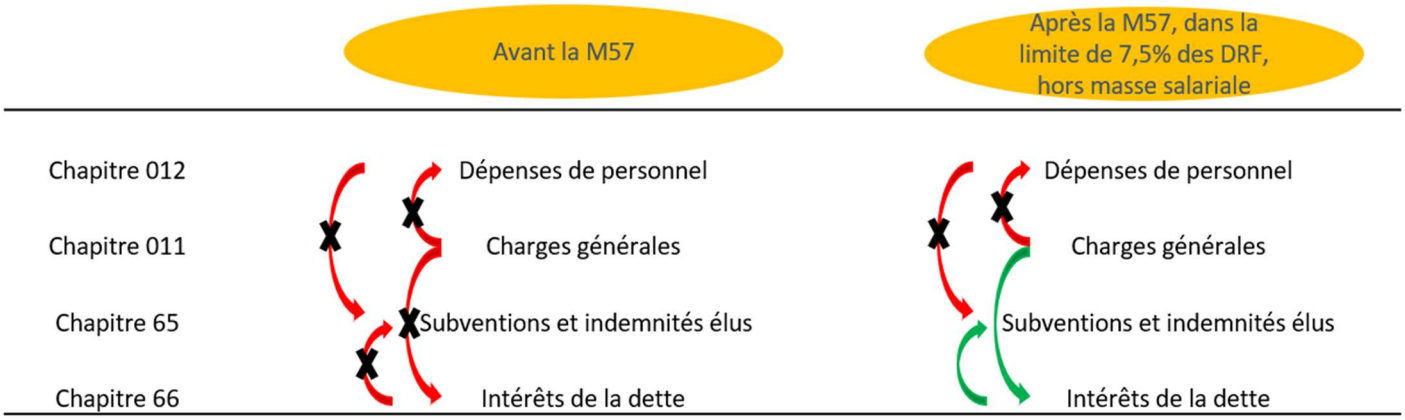
Le budget supplémentaire est une décision modificative particulière qui a pour objet d'intégrer les résultats antérieurs reportés ainsi que les reports.

Le montant des reports en dépenses et en recettes doit être conforme aux restes à réaliser constatés au compte administratif.

La décision modificative s'impose dès lors que le montant d'un chapitre préalablement voté doit être modifié. Seules les dépenses et les recettes non prévues et non prévisibles au budget primitif (principe de sincérité du budget) peuvent être inscrites en décision modificative.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la M57, il est néanmoins possible de procéder à des virements des crédits de chapitre à chapitre, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Une délibération en ce sens a été prise lors du conseil municipal du 8 novembre 2023.

Illustration ci-dessous :



Les décisions modificatives concernent également des transferts équilibrés entre chapitres budgétaires.

La direction des finances recense les demandes de crédits complémentaires proposées et motivées par les gestionnaires des services opérationnels. Ces demandes nouvelles sont arbitrées en dernier ressort par le Maire sur proposition du Directeur Général des Services.

Le vote des décisions modificatives est effectué selon les mêmes modalités que le vote du budget primitif.

Les annexes budgétaires qui seraient modifiées lors d'une décision modificative ou par le budget supplémentaire doivent être présentées au vote de l'assemblée délibérante.

1.8 Compte de gestion, compte administratif et compte financier unique

1.8.1 Compte de gestion

Le compte de gestion est présenté par le comptable public. Il correspond au bilan (actif / passif) de la collectivité et rassemble tous les comptes mouvementés au cours de l'exercice accompagnés des pièces justificatives correspondantes. Il est remis par le comptable au plus tard le 1er juin de l'année suivant l'exercice budgétaire considéré.

Le calendrier de clôture défini avec la trésorerie municipale nous permet d'obtenir les comptes de gestion dès le mois de janvier, afin de pouvoir opérer une reprise anticipée des résultats au BP voté en février.

Le conseil municipal entend, débat et arrête les comptes de gestion (budget principal et budgets annexes) avant le compte administratif.

1.8.2 Compte administratif

Le compte administratif présente les résultats de l'exécution budgétaire d'un exercice. Il compare à cette fin :

- les montants votés se rapportant à chaque chapitre et article du budget,
- le total des émissions de titres de recettes et de mandats sur chaque subdivision du budget y compris les mandats ou titres de rattachement.

Il fait apparaître :

- les restes à réaliser de dépenses et recettes par section (rattachements en fonctionnement, reports en investissement) ;
- les résultats de l'exercice budgétaire (déficit ou de l'excédent réalisé de chacune des deux sections).

Il comprend les annexes obligatoires et doit être concordant avec le compte de gestion présenté par le comptable public.

Il est proposé au vote du conseil municipal au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice budgétaire considéré. Le Maire présente le compte administratif mais ne prend pas part au vote.

Le conseil municipal entend, débat et arrête le compte administratif après le compte de gestion.

Le compte administratif et le compte de gestion disparaissent en 2024 au profit du compte financier unique.

1.8.3 La fusion entre le CDG et le CA : le compte financier unique (CFU)

Le CFU a vocation à devenir, à partir de 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens. Sa mise en place vise plusieurs objectifs :

- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière,
- améliorer la qualité des comptes,
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

En mettant davantage en exergue les données comptables à côté des données budgétaires, le CFU permettra de mieux éclairer les assemblées délibérantes et pourra ainsi contribuer à enrichir le débat démocratique sur les finances locales.

A terme, le CFU participera à un bloc d'information financière modernisé et cohérent composé d'un rapport sur le CFU, du CFU lui-même et des données ouvertes ("open data").

2. L'exécution budgétaire

2.1. Les grandes classes de recettes et de dépenses

La circulaire NOR/INT/B/O2/00059C du 26 février 2002 rappelle et précise les règles d'imputation des dépenses du secteur public local telles qu'elles sont fixées par les instructions budgétaires et comptables.

2.1.1. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement comprennent notamment, des prestations facturées sur la base de tarifs définis par délibération, des impôts et taxes, des subventions accordées.

Le produit des impositions directes, les reversements de fiscalité, dotations de l'État ainsi que les autres recettes (prestations de services, subventions reçues et recettes diverses) sont prévues et saisies dans l'application financière par le service des finances

La prévision de recettes est évaluative, l'ordonnancement des recettes peut donc être supérieur aux prévisions. Cependant, dans le cadre des principes de prudence et de sincérité budgétaire, les recettes de fonctionnement ne doivent pas être surévaluées, ni sous-évaluées.

Les recettes issues des tarifs doivent être évaluées au regard des réalisations passées et de l'évolution des tarifs. Les prévisions relatives aux subventions et autres recettes de fonctionnement doivent être justifiées.

En vertu du principe de non-affectation, la prévision et/ou l'encaissement des recettes ne peuvent justifier de l'octroi de crédits supplémentaires en dépenses.

2.1.2. Le pilotage des charges de personnel

La prévision budgétaire est assurée par le service des Ressources Humaines dans le respect de l'enveloppe globale, définie par le cadrage budgétaire, validée par le Maire et fonction d'une stratégie budgétaire définie sur le mandat. Le service des ressources humaines appuie la direction générale des services dans la définition de cette stratégie financière pluriannuelle.

La saisie des inscriptions budgétaires dans l'application financière est assurée au niveau le plus fin de la nomenclature par nature et par fonction par la direction des finances.

Les crédits inscrits au budget primitif doivent être suffisants pour honorer toutes les dépenses obligatoires (salaires et charges) de l'exercice budgétaire considéré.

Le tableau des effectifs fait partie des annexes obligatoires au budget. Il est également fourni par le service des ressources humaines, sous un format compatible avec la production des annexes budgétaires. Le service des finances assure la consolidation des annexes et prépare les maquettes budgétaires soumises à l'approbation de l'assemblée délibérante.

Le mandatement et le titrage des écritures relatives à la gestion des ressources humaines sont réalisés directement par les agents du service des finances.

Le service des ressources humaines participe conjointement avec la Direction des Finances aux opérations de clôture semestrielle et s'assurent en particulier du bon traitement des rejets de bordereaux notifiés par le comptable public le cas échéant.

De façon analogue est assuré conjointement entre le service des finances et le service des ressources humaines un suivi des recettes, en particulier le titrage des indemnités journalières versées par les caisses d'assurance maladie et le titrage des conventions de mise à disposition des personnels.

2.1.3. Les subventions de fonctionnement accordées

Une subvention est un concours financier volontaire et versé à une personne physique ou morale, dans un objectif d'intérêt général et local.

L'article 59 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire donne la définition suivante des subventions qui sont « *des contributions de toute nature (...) décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général* ».

Les subventions de fonctionnement correspondent aux prévisions de l'article par nature 6574 « *subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé* ». Les autres subventions (allouées aux personnes morales de droit public, contributions obligatoires…) sont classées dans la catégorie « dépenses courantes de fonctionnement ».

Les subventions de fonctionnement ne peuvent pas être accordées sans crédits préalablement votés au chapitre concerné.

Légalement, les subventions supérieures à 23 000 euros doivent obligatoirement faire l'objet d'une délibération distincte du budget et d'une convention définissant les conditions d'octroi. Aussi, la Ville s'impose la rédaction d'une délibération individuelle pour toutes les subventions supérieures à 23 000 € et faisant l'objet d'une convention d'objectifs et pour les autres subventions, une délibération globale distincte du budget.

L'instruction des demandes de subventions suit le cheminement suivant :

- Une porte d'entrée unique constituée par le service Vie Associative (vérification de la complétude des pièces du dossier) et une date unique de dépôt des dossiers pour toutes les associations ;
- Le service vie associative transmet toutes les demandes de subventions aux services financiers pour avis, accompagnées par les pièces comptables justificatives ;
- Après avis du service financier, le service Vie Associative transfère toutes les demandes de subventions aux différents services instructeurs (sport, culture, jeunesse, cabinet…) ;
- Le service instructeur étudie les demandes, émet des propositions et organise les arbitrages avec l'élu de référence ;
- Un comité spécifique dédié réunissant les élus référents et l'élu aux finances proposent les attributions de subventions ;
- Le Maire arbitre en dernier ressort les attributions avant passage en Conseil Municipal.

Toute subvention accordée au cours d'un exercice doit faire l'objet d'un engagement. Dans l'hypothèse où la subvention ne peut être versée, pour tout ou partie, au cours de l'exercice d'attribution, l'engagement pourra être rattaché sur l'exercice suivant.

Concernant les subventions exceptionnelles attribuées en dehors des délais et du formalisme décrit-ci-dessus, elles doivent être imprévisibles et urgentes, et doivent faire l'objet d'une validation spécifique par le bureau municipal.

Les délibérations sont prises au mois de juin pour l'année n.

2.1.4. Les autres dépenses de fonctionnement

Les dépenses courantes correspondent aux charges à caractère général (chapitre 011), aux charges de gestion courantes hors subventions (chapitre 65 hors 6574…) et aux atténuations de produits (chapitre 014).

Au vu des propositions des services gestionnaires et après arbitrage et validation par la direction générale, le Maire ou ses représentants, le service des finances procède à la saisie des inscriptions budgétaires au niveau le plus fin de la nomenclature par nature et par fonction.

Les autres dépenses (charges financières et charges exceptionnelles) sont également saisies par le service des finances dans le respect de la même procédure que celle évoquée précédemment.

2.1.5. Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement sont composées des ressources propres définitives (FCTVA…), des subventions d'équipement, des recettes d'emprunt, des cessions patrimoniales et de l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement.

Elles sont prévues et saisies par la Direction des Finances, avec éventuellement l'appui des autres services.

Les recettes affectées à des opérations sont inscrites au budget d'une part au regard d'un engagement juridique (arrêté de subvention, convention…) et d'autre part au regard des montants inscrits en dépenses.

En vertu du principe de non-affectation, la prévision et/ou l'encaissement des recettes ne peuvent justifier de l'octroi de crédits supplémentaires en dépenses.

L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement pour le financement de la section d'investissement correspond en prévision à la somme du virement de la section de fonctionnement (nature 021/023), des dotations aux amortissements et des provisions (chapitre 040/042).

Les éventuelles recettes d'emprunt assurent le financement complémentaire de la section d'investissement (à l'exception du remboursement en capital de la dette).

2.1.6. Les dépenses d'investissement

Les dépenses ont le caractère d'immobilisations si elles ont pour effet une augmentation de la valeur d'un élément d'actif ou une augmentation notable de sa durée d'utilisation.

Ainsi, les dépenses à inscrire à la section d'investissement comprennent essentiellement des opérations qui se traduisent par une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de la collectivité : achats de matériels durables, construction ou aménagement de bâtiments, travaux d'infrastructure (voirie, réseaux divers).

Concernant les dépenses d'investissement, elles sont essentiellement de deux sortes :

- Les dépenses d'équipement
- Le remboursement du capital de la dette

Les dépenses d'équipement

La Direction des Finances pilote le programme pluriannuel des investissements (PPI) et le met régulièrement à jour, en lien avec les services opérationnels, afin de tenir compte de l'évolution des projets et des capacités financières de la Ville. Le PPI est arbitré par le Maire.

Outre les prévisions propres à l'exercice budgétaire, les services opérationnels indiquent également les prévisions budgétaires relatives aux exercices N +1, N + 2 et N + 3, ainsi que les éventuelles dépenses de fonctionnement générées par ces investissements au service des finances pour prise en compte dans les projections budgétaires.

Si les opérations sont incluses dans une AP, la somme des CP prévus ou votés par exercice budgétaire ne peut pas être supérieure au montant de l'AP sauf à solliciter une revalorisation de celle-ci.

A côté des dépenses inscrites dans le PPI, sous la forme d'opérations, il y a les dépenses de renouvellement et de modernisation des investissements.

Ces dépenses ne sont pas budgétées via une opération contrairement aux autres dépenses inscrites dans le PPI.

Le remboursement du capital de la dette

Le remboursement du capital de la dette est inscrit au chapitre 16. Les intérêts de la dette sont eux inscrits sur la section de fonctionnement au chapitre 66.

L'annuité de la dette est une dépense obligatoire de la Ville.

La prévision annuelle inscrite au budget primitif est effectuée par la Direction des Finances. Des ajustements pourront, le cas échéant, être prévus par décision modificative. L'état de la dette est présenté au travers de différentes annexes du budget.

2.2. La comptabilité d'engagement - généralités

Sur le plan juridique, un engagement est un acte par lequel la ville crée ou constate à son encontre une obligation qui entraînera une charge (engagement juridique). Il résulte de la signature d'un contrat, d'une convention, d'un simple bon de commande, d'une lettre de commande, de devis « bon pour accord » etc.

L'engagement comptable doit toujours précéder l'engagement juridique. Ainsi, l'engagement comptable préalable est obligatoire dans l'application financière en dépenses et en recettes, quelle que soit la section (investissement ou fonctionnement). Il permet de constater l'engagement juridique et de réserver les crédits correspondants ; il précède la signature d'un contrat ou d'une convention, ainsi que l'envoi des bons de commande aux fournisseurs.

L'engagement comptable permet de répondre à quatre objectifs essentiels :

- vérifier l'existence de crédits sur les bonnes lignes budgétaires ;
- déterminer les crédits disponibles à l'instant T et fiabiliser la comptabilité ;
- rendre compte de l'exécution du budget ;
- générer les opérations de clôture (rattachement des charges et produits à l'exercice et détermination des restes à réaliser et reports)

A tout engagement comptable doit être annexé la pièce justificative (devis, conventions, contrat…).

Il s'en suit que tout engagement dont l'objet est mal libellé, peu clair, non détaillé, ou dont les quantités sont artificiellement regroupées, sera rejeté par la Direction des Finances.

La Direction des Finances vérifie l'imputation, le libellé et la disponibilité des crédits. Trois fois par semaine, elle compile la liste des demandes d'engagement et les envoie pour validation à la Direction Générale et au service de la commande publique pour vérifier la computation des seuils et le respect des règles internes des marchés publics.

Sans attendre la validation du comité d'engagement, le service comptable procède régulièrement à l'engagement et le bon de commande est mis à disposition du service demandeur dans le logiciel.

Charge à lui de l'imprimer, de le faire signer par son élu de secteur et de l'envoyer à l'entreprise.

La signature des engagements juridiques est de la compétence exclusive de l'ordonnateur, à savoir Monsieur le Maire, ou ses Adjoints par délégation dont le seuil est défini par arrêtés individuels.

Chaque engagement doit faire l'objet de validations dont le nombre est fonction du type d'engagement :

- une première validation d'ordre comptable par la Direction des Finances portant sur le contrôle de l'imputation budgétaire utilisée, sa concordance avec les compétences exercées par la commune, la clarté et la précision du libellé, le référencement éventuel à un contrat ou un devis. Cette vérification ne peut en aucun cas porter sur l'opportunité de l'engagement ;
- des validations hiérarchiques (chef de service, directeur, directeur général adjoint, directeur général des services) portant sur l'opportunité de l'engagement, son insertion dans la sphère d'actions de l'intérêt général, son respect aux règles de la commande publique, etc.).

Un engagement ne peut être validé en dernier ressort par celui qui l'a créé.

2.2.1. L'engagement de dépenses

L'engagement est effectué par et sur les crédits du service qui aura à assurer la vérification du « service fait ».

L'engagement en dépenses dans l'application financière doit toujours être antérieur à la livraison des fournitures ou au démarrage des prestations. A titre exceptionnel, et uniquement en cas d'urgence, l'engagement peut être effectué concomitamment.

Par extension de ce principe, le bon de commande ne doit pas être émis :

- après l'exécution des prestations ;

- après la réception d'une facture (hors versements d'acomptes, réservations, etc.).

Dans le cadre des marchés publics, l'engagement juridique de la Ville est manifesté par le courrier de notification, ou, pour les marchés de travaux, par l'envoi d'un ordre de service.

Hors marchés publics, l'engagement juridique de la Ville est matérialisé par un bon de commande, accompagné, s'il y a lieu, de pièces complémentaires telles que devis, contrat, convention… Par extension de ce principe, la passation d'un marché public rend inutile la fourniture d'un devis préalablement à la passation d'un bon de commande.

2.2.2. L'engagement de recettes

L'engagement d'une recette est une obligation indispensable à son suivi et à la qualité de la gestion financière de la collectivité. Il s'impose, au plus tard, à la matérialisation de l'engagement juridique.

L'engagement de recettes est effectué à la notification de l'arrêté attributif de subventions ou dès la signature du contrat ou de la convention. Ces engagements deviennent caducs au terme de l'arrêté ou de la convention.

L'engagement des recettes issues des tarifs est effectué au 1er janvier sur la base des prévisions du budget voté. Il peut être réajusté à la hausse ou à la baisse en cours d'année au regard des réalisations passées (mensuelles, annuelles…) ainsi que des revalorisations de tarifs. L'engagement est soldé à la fin de l'exercice budgétaire.

2.2.3. La gestion des tiers

La qualité de la saisie des données des tiers est une condition essentielle à la qualité des comptes de la Ville. Elle impacte directement la relation au fournisseur et à l'usager et fiabilise le paiement et le recouvrement.

La création des tiers dans l'application financière est effectuée par la Direction des Finances.

Toute demande de création d'un tiers est conditionnée par la transmission, *a minima*:

- de l'adresse ;
- d'un relevé d'identité bancaire ou postale, et, pour les tiers étrangers, le nom et l'adresse de leur banque ;
- pour les sociétés, un extrait KBIS permettant de s'assurer que la société ne fait pas l'objet d'une procédure ; son référencement par n° SIRET et code APE ;
- Pour un particulier : son identification par nom, prénom, adresse, date de naissance,…

Seuls les tiers intégrés au progiciel financier peuvent faire l'objet d'engagements de dépenses ou de recettes

Dans tous les cas, les coordonnées bancaires devront être communiquées sous la forme d'un RIB délivré par la banque du bénéficiaire. Seules les coordonnées indiquées dans l'acte d'engagement d'un marché peuvent être saisies sans ce justificatif.

Les modifications et suppressions de tiers suivent le même processus : la demande est effectuée par le service gestionnaire avec les éléments justificatifs par mail au service comptable. Les modifications apportées aux relevés d'identité bancaire sont traitées exclusivement par le service comptable.

2.3. Enregistrement des factures

Depuis le 1er janvier 2020, toute facture adressée à un acheteur public doit être dématérialisée et déposée sur la plate-forme CHORUS. La collectivité utilisera le protocole PES ASAP afin de se conformer à cette obligation.

2.3.1. La gestion du « service fait »

Le constat et la certification du « service fait » sont les étapes obligatoires préalables à la liquidation d'une facture et sont effectuées sous la responsabilité de la direction opérationnelle gestionnaire des crédits.

La certification du « service fait » est justifiée par la présence d'un bon de livraison ou d'intervention, un procès-verbal de réception ou toute autre pièce justificative.

Le contrôle consiste à certifier que :

- la quantité facturée est conforme à la quantité livrée,
- le prix unitaire est conforme au contrat, à la convention ou au bordereau de prix du marché,
- la facture ne présente pas d'erreur de calcul,
- la facture comporte tous les éléments obligatoires permettant de liquider la dépense.

Elle fait porter sur son auteur la bonne et totale concordance entre la commande, l'exécution des prestations et la facture.

La date de constat du service fait dans l'application financière est celle de :

- la date du bon de livraison pour les fournitures,
- la date de réalisation de la prestation (quelques exemples : réception d'un rapport conforme à la commande, date d'intervention, …),
- la constatation physique d'exécution de travaux.

Sauf cas particuliers, la date de constat du service ne peut être postérieure à la date de facture.

Sous réserve des exceptions prévues par l'article 3 de l'arrêté du 16 février 2015 énumérant la liste des dépenses pouvant faire l'objet d'un paiement avant service fait, l'ordonnancement ne peut intervenir avant l'échéance de la dette, l'exécution du service, la décision individuelle d'attribution d'allocations ou la décision individuelle de subvention.

Les dépenses pouvant faire l'objet d'un paiement avant service fait :

1° Les dépenses payées par l'intermédiaire d'une régie d'avances ;
2° Le remboursement d'emprunts ;
3° Le remboursement de lignes de trésorerie ;
4° Les abonnements et consommations de carburant ainsi que les péages autoroutiers ;
5° Les abonnements et consommations d'eau ;
6° Les abonnements et consommations d'électricité ;
7° Les abonnements et consommations de gaz ;
8° Les abonnements et consommations de téléphone fixe, de téléphone mobile, de télévision et d'internet ;
9° Les abonnements et consommations de chauffage urbain ;
10° Les frais d'affranchissement postal et autres prestations de services relatives au courrier ;
11° Les prestations d'action sociale ;
12° Les prestations au bénéfice des enfants scolarisés, des étudiants et apprentis ;
13° Les prestations d'aide sociale et de secours ;
14° Les aides au développement économique ;
15° Les dépenses qui sont réglées par prélèvement bancaire en application de l'arrêté du 24 décembre 2012 susvisé.

Dans le cas où la date de constat n'est pas déterminable, la date de facturation en tient lieu.

Toute facture qui ne peut être payée pour des motifs tels que :

- mauvaise exécution ;
- exécution partielle ;
- montants erronés ;
- prestations non détaillées en nature et/ou en quantité ;
- non concordance entre l'objet du bon de commande et les prestations facturées ;
- différence entre un bon de commande effectué sur devis et les prestations facturées ;

est retournée sans délai au prestataire par courrier avec accusé de réception, par et sous l'entière responsabilité du gestionnaire de crédits concerné, avec une copie communiquée à la direction des finances. Mention en est également faite dans l'application financière par ledit gestionnaire de crédits.

Les factures retournées aux prestataires ne sont ni liquidées ni mandatées par la Direction des Finances. Le suivi des factures suspendues est géré par les services opérationnels.

Il est rappelé que la non-exécution d'une prestation selon les termes et conditions d'un marché public doit être attestée par un procès-verbal établi contradictoirement et signé par les parties.

2.3.2. La liquidation et le mandatement/ordonnancement

La liquidation désigne l'action visant à proposer une dépense ou une recette après certification du service fait.

La Direction des Finances valide les propositions de mandats ou de titres après vérification de cohérence et contrôle de l'exhaustivité des pièces justificatives obligatoires.

Le mandatement des dépenses et l'ordonnancement des recettes se traduisent par l'émission des pièces comptables réglementaires (mandats, titres et bordereaux) qui permettent au comptable public d'effectuer le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes.

En recettes, les titres sont émis, soit avant encaissement avec édition d'un avis des sommes à payer, soit après encaissement pour régularisation.

L'émission des titres de recettes après encaissement doit rester l'exception.

À titre dérogatoire, le mandatement peut être effectué après paiement (prélèvements, remboursement de la dette, électricité…) pour certaines dépenses avec l'autorisation du comptable public.

La numérotation des mandats, des titres et des bordereaux est chronologique. Les mandats et titres des services assujettis à la TVA font l'objet de séries distinctes de bordereaux par activité. Les réductions et annulations de mandats et de titres font également l'objet d'une série distincte avec numérotation chronologique.

L'absence de prise en charge par le comptable d'un mandat ou un titre fait l'objet d'un rejet dans l'application financière. Les rejets doivent être motivés et entraînent la suppression pure et simple du mandat ou du titre.

La Direction des Finances est chargée de la gestion des opérations d'ordre, des rejets ordonnés par le comptable public, des annulations (réductions) partielles ou totales décidées par la ville ainsi que des réimputations comptables s'il y a lieu.

2.3.3. Le délai global de paiement

Au vu des pièces justificatives transmises par le service gestionnaire, la Direction des Finances procède au mandatement. Elle vérifie les liquidations effectuées par les

services, leur conformité par rapport aux pièces présentées, établit les mandats et les transmet (sous format .xml fichiers PES dématérialisés) à la trésorerie municipale chargée du paiement.

La signature électronique du bordereau d'ordonnancement par l'ordonnateur ou son représentant entraîne la validation de tous les mandats de dépenses compris dans le bordereau, la justification du service fait pour toutes les dépenses résultant de ces mêmes mandats, la certification du caractère exécutoire de l'ensemble des pièces justificatives jointes aux mêmes mandats.

Les délais de mandatement courent à compter de la date de la facture enregistrée dans l'application financière :

- **10 jours** pour les services gestionnaires de crédits : certification du service fait, vérification des montants, transmission des pièces justificatives ;
- **10 jours** pour la Direction des Finances : enregistrement chronologique, transmission au gestionnaire de crédits concerné, vérification des éléments nécessaires au bon mandatement (numéro SIRET, RIB, adresse, …), mandatement, mise en signature des bordereaux avant transmission au comptable public ;
- **10 jours** pour le comptable public : paiement. Dès lors que le comptable public a accepté les pièces comptables, sa responsabilité est entière. Son contrôle est effectué sur la régularité des pièces présentées et non sur l'opportunité de la dépense.

Le délai de paiement ne commence à courir qu'à compter de la date d'exécution des prestations (date du service fait) ou, si elle lui est postérieure, à la date de réception de la facture par la Ville.

Le délai global de paiement peut être suspendu dans les cas prévus par la réglementation. La facture est alors retournée sans délai au fournisseur.

Si elle n'est pas liquidable, pour le motif d'absence de constat et certification de service fait à la réception, cette dernière n'est, par exception, pas retournée et le fournisseur doit être prévenu par écrit sans délais.

Les pièces justificatives sont l'ensemble des documents nécessaires au comptable pour lui permettre d'effectuer les contrôles qui lui sont assignés par le décret du 29 décembre 1962, confirmés par la loi du 2 mars 1982.

La liste des pièces justificatives que l'ordonnateur doit transmettre au comptable pour permettre le paiement des dépenses publiques locales est périodiquement actualisée, pour tenir compte de l'évolution de la réglementation applicable aux collectivités. Le décret n°2016-33 du 20 janvier 2016 est le texte de référence à la date d'adoption du présent règlement.

Deux types de justificatifs doivent être transmis au comptable :

- la justification juridique de la dépense : délibération, décision, marché, contrat ou convention ;
- la pièce attestant de la validité de la créance et comportant les éléments de liquidation : facture, décompte.

Le premier paiement fournira les justificatifs des deux types, juridique et premier décompte ; les paiements suivants feront référence au 1er paiement (n° mandat, année, imputation).

2.4. La gestion des recettes

La direction opérationnelle établit un état liquidatif, accompagné des pièces justificatives.

Elle doit proposer la liquidation de la recette dès que la dette est exigible (dès service fait) avant encaissement.

Sa transmission à la Direction des Finances fait l'objet d'un avis des sommes à payer (ASAP) communiqué automatiquement aux redevables.

La gestion des ASAP de façon dématérialisée a pour finalité de faire traiter de manière centralisée et automatisée l'impression, la mise sous pli, l'affranchissement et l'envoi des ASAP par la filière éditique de la DGFiP.

2.4.1. Les recettes tarifaires et leur suivi

Les tarifs sont votés par l'assemblée délibérante chaque année au dernier trimestre pour l'année suivante. Les services gestionnaires sont chargés de la rédaction des délibérations afférentes, après avis de la Direction des Finances.

Les tarifs sont appliqués soit au sein de régies de recettes, soit par émission de titres de recettes envoyés aux administrés. Ceux-ci sont émis par la Direction des Finances émis sur présentation des états liquidatifs et des pièces justificatives par le service gestionnaire.

La séparation ordonnateur/comptable rend responsable le comptable public de l'encaissement des recettes de la Ville. Il peut demander aux services de la Ville toute pièce nécessaire pour justifier du droit à l'encaissement d'une recette. Contrairement aux dépenses il n'existe pas de nomenclature de pièces justificatives en recettes. Le comptable doit seulement s'assurer que la recette a été autorisée par l'autorité compétente.

Ainsi, chaque mois, la Ville récupère une liste des impayés établie par la Trésorerie Municipale, via l'applicatif Hélios. Cette liste est diffusée auprès des services concernés (principalement, direction de la Famille) qui, dès lors, peuvent et doivent, s'assurer auprès des usagers de leur capacité à payer. Les services doivent s'assurer que les usagers paient bien la prestation qui leur est fournie.

A défaut, la Ville n'est pas tenue de la leur assurer, sauf cas particulier (restauration scolaire notamment).

2.4.2. Les annulations de recettes

Lorsqu'une recette a fait l'objet d'une contestation fondée sur l'application du règlement intérieur du service ou lorsqu'une erreur de facturation est constatée, le titre de recette fait l'objet d'une annulation.

L'annulation est émise par la Direction des Finances sur la base des justificatifs produits par le service gestionnaire. Il revient à ce dernier d'établir et de faire signer à l'élu de secteur un certificat administratif le cas échéant.

Les annulations sont traitées différemment selon que le titre initial a été effectué sur l'exercice en cours ou sur un exercice antérieur. Dans le premier cas, une annulation de titre vient diminuer le montant total des recettes constatées pour l'exercice, dans le second l'annulation est matérialisée par un mandat puisque le titre annulé est venu alimenter le résultat de l'exercice clos.

La remise gracieuse et l'admission en non-valeur d'une dette relèvent quant à elles de la compétence exclusive de l'assemblée délibérante.

L'assemblée délibérante peut accorder la remise gracieuse d'une créance à un débiteur dont la situation financière ne lui permet pas de régler sa dette. Les délibérations de remises gracieuses sont préparées par la Direction des Finances. A l'issue de l'adoption de la délibération, la créance est éteinte.

L'admission en non-valeur est demandée par le comptable public dès que la créance est prescrite ou lui paraît irrécouvrable du fait de la situation du débiteur et en cas d'échec des procédures de recouvrement prévues par la loi.

Les admissions en non-valeur sont présentées par la Direction des Finances sur la base d'un état transmis par le comptable public ; à l'issue de la délibération, la créance reste due mais les poursuites du comptable sont interrompues.

2.4.3. Le suivi des demandes de subvention à percevoir

C'est la Direction des Finances qui a la responsabilité du montage des dossiers de subvention. Elle travaille cependant en étroite collaboration avec le service porteur du projet. Les demandes d'aide sont faites auprès de partenaires institutionnels (Région Occitanie, communauté d'agglomération, Département de l'Hérault, Etat, Union européenne,…) pour financer des projets ou services spécifiques. Les demandes de subventions doivent préalablement faire l'objet d'une décision du Maire. Une attention particulière doit être portée au respect de la règle de non-commencement des travaux au moment où la subvention est sollicitée.

Une fois les dossiers déposés et les subventions obtenues, le suivi de l'encaissement est de la responsabilité de la Direction des Finances. La notification de la subvention,

adressée à la Direction des Finances fait l'objet d'un engagement. Elle procède directement aux demandes d'avances, d'acomptes et de solde sur production des pièces justificatives par le service gestionnaire.

2.5. La constitution des provisions

Les provisions obligatoires sont listées au Code général de collectivités territoriales.

L'apparition du risque rend obligatoire la constitution d'une provision pour risque et la constatation d'une provision pour dépréciation est obligatoire en cas de perte de valeur d'un actif.

Les provisions facultatives sont destinées à couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours rendent probables.

La Ville a adopté le régime budgétaire des provisions, dérogatoire au droit commun (délibération du 30 septembre 2020, n° DE710FIN20268) afin de se constituer un fonds de réserve. La provision est en effet portée en dépense d'ordre de fonctionnement et en recette d'ordre d'investissement.

Les provisions sont évaluées en fin d'exercice et sont réajustées au fur et à mesure de la variation des risques et éventuellement des charges.

Les provisions pour créances douteuses s'effectuent sur un état partagé avec le comptable public au regard de la qualité du recouvrement des recettes de la Ville.

Les provisions font l'objet d'une présentation spécifique au sein des rapports accompagnant les budgets primitifs et comptes administratifs.

2.6. Les opérations de fin d'exercice

Les opérations de fin d'exercice s'appuient sur les évènements de gestion précisés précédemment ; la bonne tenue de la comptabilité d'engagement constitue un préalable indispensable au bon déroulement des opérations de clôture.

Le calendrier des opérations de fin d'exercice est déterminé chaque année par la Direction de Finances.

2.6.1. La journée complémentaire

La comptabilité publique permet durant le mois de janvier de terminer les paiements de la section de fonctionnement de l'exercice précédent, dès lors que la facture a été reçue et que l'engagement et la prestation ont régulièrement été effectués sur l'année n-1.

De même, il est encore possible, jusqu'au 21 janvier, d'effectuer une décision modificative concernant le fonctionnement ou les écritures d'ordre.

Il n'existe pas de journée complémentaire pour les écritures d'investissement (mandats et titres), lesquelles doivent être impérativement passées avant le 31 décembre.

2.6.2. Le rattachement des charges et des produits

Le rattachement des charges et des produits est effectué en application du principe d'indépendance des exercices. Il vise à faire apparaître dans le résultat d'un exercice donné, les charges et les produits qui s'y rapportent et ceux-là seulement.

Le rattachement concerne les engagements en section de fonctionnement pour lesquels :

- en dépenses : le service a été effectué avant le 31/12 et la facture n'est pas parvenue,
- en recettes : les droits ont été acquis au 31 décembre de l'exercice budgétaire.

En ce qui concerne les recettes de fonctionnement, les droits acquis au plus tard le 31 décembre peuvent faire l'objet de titre de recettes pendant la journée complémentaire et au plus tard le 31 janvier dès lors que la recette est certifiée et dûment liquidée. Ainsi, le rattachement en recette peut ne concerner que les droits acquis au 31 décembre n'ayant pas pu faire l'objet d'un titre de recette sur l'exercice.

Les engagements ayant donné lieu à un service fait au cours de l'année budgétaire achevée et devant y être rattachés, sont proposés par les gestionnaires de crédits à la Direction des Finances sur présentation des justificatifs suivants :

- bon de livraison ou de retrait, pour toute fourniture acquise ;
- bon d'intervention ou d'exécution, pour tout service effectué.

Le rattachement des intérêts courus non échus (ICNE) des emprunts en cours est réalisé sur un article budgétaire spécifique en dépense de fonctionnement, nature 66112. Aussi, la prévision et la réalisation peuvent, le cas échéant, être négatives si la contrepassation est supérieure au rattachement.

Le rattachement donne lieu à mandatement (ou titre de recette) au titre de l'exercice N et contrepassation à l'année N+1 pour le même montant.

La Direction des Finances fixe chaque année le calendrier des opérations de rattachement des charges et des produits, comme celui de leurs apurements.

Entre le 15 novembre et le 1er décembre	Envoi aux services de la liste des engagements non soldés
Entre le 1er décembre et le 15 décembre	Retour des services
Entre le 15 décembre et le 31 janvier	(Journée complémentaire) Opérations de rattachements par les services financiers

2.6.3. Les reports de crédits d'investissement

Les engagements (en dépenses comme en recettes) qui n'auraient pas été soldés à la fin de l'exercice budgétaire ne peuvent être reportés sur l'exercice suivant. Ils doivent faire l'objet d'une réinscription au budget de l'exercice n+1. Les engagements non reportés sont donc soldés.

Les subventions accordées dans le cadre de délibérations spécifiques peuvent être reportées en fonction des termes des conventions associées.

Les restes à réaliser de crédits de paiements sur les autorisations de programme au 31 décembre sont automatiquement proposés au vote de l'exercice suivant (à la différence des reports ils ne sont donc pas disponibles à l'ouverture de l'exercice).

Un état des restes à réaliser pris au 31 décembre est mis à la signature de l'ordonnateur une fois les opérations de clôture achevées ; il est produit à l'appui du compte administratif et fait l'objet d'une transmission au comptable public. Cet état et ses justificatifs est susceptible d'être contrôlé par la Chambre régionale des comptes.

3. La gestion du patrimoine

Le patrimoine correspond à l'ensemble des biens meubles ou immeubles, matériels, immatériels ou financiers, en cours de production ou achevés, propriétés ou quasi-propriété de la Ville.

Ce patrimoine nécessite une écriture retraçant une image fidèle, complète et sincère. La bonne tenue de l'inventaire participe également à la sincérité de l'équilibre budgétaire et au juste calcul des recettes.

Ces biens font l'objet d'un mandatement en section d'investissement, exceptions faites des dons, acquisitions à titre gratuit ou échanges sans soulte.

Les acquisitions de l'année (à titre onéreux ou non) sont retracées dans une annexe du compte administratif.

3.1. La tenue de l'inventaire

Chaque élément de patrimoine est référencé sous un numéro d'inventaire unique qui identifie le compte de rattachement et qui est transmis au comptable public en charge de la tenue de l'actif de la collectivité.

Les travaux réalisés en investissement viennent augmenter à leur achèvement la valeur du patrimoine ou empêcher sa dépréciation. Cette dernière peut être constatée au travers des dotations aux amortissements ou lors des mises à la réforme et des cessions.

Pour les communes, exception faite des immeubles de rapport ou participant à des activités commerciales ou industrielles, l'amortissement n'est obligatoire que pour les biens meubles, les biens immatériels (en particulier les études non suivies de réalisation) et les subventions d'équipement versées.

Un ensemble d'éléments peut être suivi au sein d'un lot. Il se définit comme une catégorie homogène de biens dont le suivi comptable individualisé ne présente pas d'intérêt. Cette notion ne doit pas faire obstacle à la possibilité par la suite de procéder à une sortie partielle. Pour le valoriser, la méthode dite du « coût moyen » est utilisée.

A noter :

- Sont à inscrire au chapitre 21 les travaux dont le délai de réalisation est égal ou inférieur à 12 mois, et au chapitre 23 tous ceux excédant cette durée (études non comprises) ;
- Un doute peut exister quant à l'inscription d'un matériel dont le montant unitaire est de **faible valeur** et dont la nature s'apparenterait à du matériel de bureau ou informatique (natures 21831 / 21838...), à du mobilier (nature 21841 / 21848...) ou à une autre immobilisation corporelle (nature 2188).

Auquel cas, il y a lieu de s'interroger sur les caractéristiques de l'achat envisagé : si son acquisition ne fait pas l'objet d'un arbitrage individuel préalable mais s'inscrit dans un cycle de remplacement infra annuel, si sa livraison se fait par lot, si son usage n'est pas couvert pas une garantie, s'il n'est pas identifié par un numéro de série, s'il ne peut raisonnablement être suivi physiquement, si le coût de sa réparation excéderait le coût d'achat, si aucune personne n'est désignée comme étant son détenteur usager, sont autant d'indices pour inscrire cette dépense en fonctionnement dans une des subdivision du 606 « Achats non stockés de matières et fournitures ».

Par extension de ce principe, ce n'est jamais le montant total d'une dépense qui détermine son inscription ou non dans la section d'investissement.

Le cas échéant :

- ➔ Pour mémoire, le Conseil Municipal a fixé à 500 euros HT le seuil en-dessous duquel un investissement était déclaré de faible valeur (délibération du 02/11/2023) avec une durée d'amortissement d'un (1) an.

3.2. L'amortissement

L'amortissement est la réduction irréversible, répartie sur une période déterminée, du montant porté à certains postes du bilan. L'amortissement pour dépréciation est la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du changement technique ou de toute autre cause.

La durée d'amortissement propre à chaque catégorie de bien est fixée par délibération du conseil municipal et fait l'objet d'une annexe aux documents budgétaires. Cette délibération précise également par catégorie les niveaux de faible valeur en deçà desquels les éléments sont amortis dans l'année qui suit leur acquisition.

Si des subventions d'équipement sont perçues pour des biens amortissables alors la Ville doit les amortir sur la même durée d'amortissement que celle des biens qu'elles ont financés.

3.3. La cession de biens mobiliers et biens immeubles

Pour toute réforme de biens mobiliers, un procès-verbal de réforme est établi. Ce procès-verbal mentionne les références du matériel réformé ainsi que l'année et la valeur d'acquisition.

Le recours à la plateforme de vente en ligne aux enchères est privilégiée, Webenchère (ou équivalent), pour les biens ayant encore une valeur marchande. C'est la Direction des Finances qui a la gestion du site Webenchères et qui met les biens en vente, sur demande des services.

Dans le cas d'un achat avec reprise de l'ancien bien, il n'y a pas de contraction entre la recette et la dépense. Le montant correspondant à la récupération du bien par l'entreprise n'est en aucune manière déduit de la facture d'acquisition. Il doit donc faire l'objet d'un titre de cession retraçant ainsi la sortie de l'inventaire du bien repris.

Concernant les biens immeubles, les cessions donnent lieu à une délibération mentionnant l'évaluation qui a été faite de ce bien par France Domaine et doivent être accompagnées obligatoirement d'un acte de vente. Les écritures de cession sont réalisées par la Direction des Finances. Il est important de préciser la valeur nette comptable du bien cédé et d'indiquer s'il s'agit d'une cession totale ou partielle. Dans ce dernier cas, la valeur nette comptable cédée sera calculée au prorata de la surface cédée. Cependant, si le bien partiellement cédé avait une valeur nette comptable (VNC) symbolique, cette même valeur peut être appliquée aussi bien à la VNC cédée qu'à son solde.

La constatation de la sortie du patrimoine du bien mobilier ou immobilier se traduit par des opérations d'ordre budgétaire (avec constatation d'une plus-value ou moins-value le cas échéant traduisant l'écart entre la valeur nette comptable du bien et sa valeur de marché).

Les sorties d'actif constatées au cours de l'exercice font l'objet d'une annexe au compte administratif (CA).

Les cessions patrimoniales sont prévues en recettes d'investissement sur un chapitre dédié 024 mais ce chapitre ne présente pas d'exécution budgétaire. Les titres de recettes émis lors de la réalisation de la cession sont comptabilisés sur le compte 775 qui ne présente pas de prévision. Par ailleurs, les écritures de régularisation de l'actif (constat de la VNC et de la plus ou moins-value) ont la spécificité de s'exécuter sans prévision préalable (y compris en dépenses).

3.4. Concordance Inventaire physique/comptable

L'inventaire comptable correspond à l'enregistrement des achats en matériel que la Ville a entré dans ses livres comptables. En fonction du montant d'achat, ce dernier sera considéré comme une « immobilisation comptable ». Il pourra être amorti.

Alors que l'inventaire physique consiste à compter réellement, sur le terrain, l'ensemble du matériel que la collectivité détient en ses murs. Son premier objectif est de vérifier la correspondance avec l'inventaire comptable. Il permet d'avoir une vision exhaustive de son patrimoine.

Conformément à la volonté de la Ville de maintenir un haut niveau de qualité comptable, un travail d'amélioration de son inventaire pour des traitements de mise à jour en commun accord avec la trésorerie municipale est entrepris chaque année. Ce travail porte notamment sur la sortie des biens de faible valeur totalement amortis, qui permet d'apurer l'inventaire par certificat administratif signé de l'ordonnateur.

4. La gestion des garanties d'emprunt

La garantie d'emprunt est un engagement hors bilan par lequel la Ville accorde sa caution à un organisme dont elle veut faciliter le recours à l'emprunt en garantissant aux prêteurs le remboursement en cas de défaillance du débiteur.

La décision d'octroyer une garantie d'emprunt est obligatoirement prise par l'assemblée délibérante. Le contrat de prêt ou, le cas échéant, l'acte de cautionnement est ensuite signé par le Maire.

Les garanties d'emprunt accordées à des personnes morales de droit privé sont soumises aux dispositions de la loi du 5 janvier 1988 modifiée dite « loi Galland ». Elle impose aux collectivités trois ratios prudentiels conditionnant l'octroi de garanties d'emprunt :

- ***La règle du potentiel de garantie*** : le montant de l'annuité de la dette propre ajouté au montant de l'annuité de la dette garantie, y compris la nouvelle annuité garantie, ne doit pas dépasser 50% des recettes réelles de fonctionnement ;
- ***La règle de division des risques*** : le volume total des annuités garanties au profit d'un même débiteur ne peut aller au-delà de 10% des annuités pouvant être garanties par la collectivité ;
- ***La règle du partage des risques*** : la quotité garantie ne peut couvrir que 50% du montant de l'emprunt contracté par l'organisme demandeur. Ce taux peut être porté à 80% pour des opérations d'aménagement menées en application des articles L.300-1 à L.300-4 du Code de l'Urbanisme. Ces ratios sont cumulatifs.

Les limitations introduites par les ratios Galland ne sont pas applicables pour les opérations de construction, acquisition ou amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré (OPH) ou les sociétés d'économie mixte ou subventionnées par l'Etat (article L.2252-2 du CGCT).

Les accords de principe du Maire ainsi que la mise en place de convention de réservations de logements comme contreparties attendues notamment en matière de logement social sont traités par le service Urbanisme, après s'être assuré du respect des ratios Galland auprès de la Direction des Finances.

La Direction des Finances intervient pour la rédaction de la délibération de la garantie.

L'ensemble des garanties d'emprunt fait obligatoirement l'objet d'une communication qui figure dans les annexes du budget primitif et du compte administratif au sein du document intitulé « Etat de la dette propre et garantie ».

5. Les régies

5.1. La création des régies

Seul le Comptable public est habilité à régler les dépenses et recettes de la Ville.

Ce principe connaît un aménagement avec les régies d'avances et de recettes qui permettent, pour des motifs d'efficacité du service public, à des agents placés sous l'autorité de l'ordonnateur et la responsabilité du comptable public, d'encaisser certaines recettes et de payer certaines dépenses.

La création d'une régie est de la compétence du conseil municipal mais elle peut être déléguée au Maire. Lorsque cette compétence a été déléguée au Maire, les régies sont créées par arrêté municipal.

L'avis conforme du comptable public est une formalité substantielle préalable à l'arrêté de création de la régie.

5.2. La nomination des régisseurs

Les régisseurs et leurs mandataires sont nommés par décision de l'ordonnateur sur avis conforme du comptable public assignataire des opérations de la régie. Cet avis conforme peut être retiré à tout moment lors du fonctionnement de la régie s'il s'avère que le régisseur n'exerce pas ses fonctions dans le respect de la réglementation. L'arrêté de nomination des régisseurs est pris par la Direction des Ressources Humaines. L'arrêté de création d'une régie est pris par la Direction des Finances.

Les régisseurs sont fonctionnellement sous la responsabilité des directeurs opérationnels. Les Directions opérationnelles sont chargées du contrôle d'opportunité et de légalité des recettes encaissées ainsi que des dépenses payées par les régisseurs (contrôle de la conformité des opérations avec l'arrêté constitutif de la régie).

Les opérations effectuées au titre d'une régie doivent être engagées dans l'application financière, en recettes comme en dépenses :

- en recettes : un engagement par nature, par an et par régie : les versements mensuels sont tous effectués sur le même engagement ;
- en dépenses : l'engagement doit toujours être préalable à la dépense soit en début d'année pour l'année entière, soit à chaque reconstitution de la régie. En effet, l'engagement permet de s'assurer de la disponibilité des crédits.

La nature des recettes pouvant être perçues ainsi que les dépenses pouvant être réglées par régie sont encadrées par les arrêtés constitutifs. Les arrêtés constitutifs sont pris par la Direction des finances. L'arrêté de nomination du régisseur et des indemnités éventuelles est pris par la Direction des Ressources Humaines. L'acte constitutif doit indiquer le plus précisément possible l'objet de la régie, c'est-à-dire la nature des opérations qui seront réalisées par l'intermédiaire de celle-ci.

Il n'entre pas dans les compétences ordinaires d'une régie de recette de procéder à la vente d'éléments d'actifs du haut de bilan (véhicules, matériels informatiques, …) aux motifs que ce type de cession nécessite une délibération du conseil municipal ainsi que la constatation complexe et préalable de mise en réforme et sortie du patrimoine, dont les écritures sont hors champ de compétence d'un régisseur.

Le régisseur de recette doit verser son encaisse dès que le montant de celle-ci atteint le maximum fixé par l'acte de création de la régie et au minimum une fois par mois, et obligatoirement :

- en fin d'année, sans pour autant qu'obligation soit faite d'un reversement effectué le 31 décembre dès lors que les modalités de fonctionnement conduisent à retenir une autre date ;
- en cas de remplacement du régisseur par le régisseur intérimaire ou par le mandataire suppléant ;
- en cas de changement de régisseur ;
- à la clôture de la régie.

Concernant les régies de dépense dites régies d'avance, le montant maximum de l'avance mis à la disposition du régisseur ne doit pas excéder le quart du montant prévisible des dépenses annuelles à payer. L'acte constitutif de la régie précise le montant maximum de l'avance susceptible d'être mis à la disposition du régisseur.

5.3. Les obligations des régisseurs

Les régisseurs doivent se conformer en toute probité à l'ensemble des obligations spécifiques liées à leurs fonctions.

Les régisseurs sont fonctionnellement sous la responsabilité des directeurs des services concernés.

En sus des obligations liées à l'exercice des fonctions de tout fonctionnaire, les régisseurs sont responsables personnellement et pécuniairement des opérations financières qui leur sont confiées. Le régisseur est également responsable des opérations des mandataires qui agissent en son nom et pour son compte.

Ainsi, en cas de perte, de vol ou de disparition des fonds valeurs et pièces justificatives qui lui sont remis, le régisseur assume la responsabilité financière de ces disparitions.

Afin de couvrir ce risque, les régisseurs sont dans l'obligation de souscrire un cautionnement conformément aux textes en vigueur. La souscription d'une assurance est recommandée.

La non-souscription d'un cautionnement entraîne la suspension de la régie.

5.4. Le suivi et le contrôle des régies

L'ordonnateur, au même titre que le comptable public, est chargé de contrôler le fonctionnement des régies et l'activité des régisseurs. Il peut s'agir d'un contrôle sur pièce ou sur place.

Afin d'assurer leur fonctionnement correct et régulier, un référent « régies » est placé au sein de la Direction des Finances pour coordonner le suivi et l'assistance des régies, ainsi que l'organisation des contrôles conjoints avec le comptable public.

Les régisseurs sont tenus de signaler sans délais au référent régie les difficultés de tout ordre qu'ils pourraient rencontrer dans l'exercice de leur mission.

En sus des contrôles sur pièce qu'il exerce lors de la régularisation des écritures, le comptable public exerce ses vérifications sur place avec ou sans la Direction des Finances. Il est tenu compte, par l'ensemble des intervenants dans les processus, de ses observations contenues dans les rapports de vérification.

Lexique

- **Amortissement** : constatation budgétaire et comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de toute autre cause.

- **Autorisations de programme (AP) :** elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

- **ASAP :** Avis des sommes à payer ; il s'agit d'une demande de paiement émise par la collectivité aux usagers. Ce document porte les informations nécessaires afin de permettre à l'usager de régler sa créance (Ex : la référence de la dette ; identifiant de la collectivité…).

- **Crédits de paiement (CP) :** limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées au cours de l'exercice budgétaire pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme ou d'engagement correspondantes.

- **Engagement** : l'engagement comptable correspond à la réservation de crédits pour un objet déterminé. Il précède ou est concomitant à l'engagement juridique qui correspond à un acte par lequel la Ville crée ou constate à son encontre une obligation qui entraînera une charge.

- **Liquidation :** attestation de la certification du service fait (bon pour mandatement).

- **Ordonnancement/mandatement** : ordre donné par l'ordonnateur au comptable public pour le paiement d'une dépense ou le recouvrement d'une recette.

- **Provision** : passif dont le montant ou l'échéance ne sont pas connus de manière précise.

- **Rattachement des produits et des charges à l'exercice** : intégration dans le résultat de toutes les charges correspondant à des services faits et tous les produits correspondant à des droits acquis au cours de l'exercice considéré qui n'ont pu être comptabilisés.

- **Reports** : dépenses engagées non mandatées et recettes certaines restant à émettre au 31 décembre de l'exercice.

- **Service fait** : contrôle de cohérence entre la commande, la livraison et la facture.

Mme PLANE a eu l'opportunité de discuter du dossier en commission des finances. Elle remercie d'avoir intégré l'exemple, en l'occurrence les AP/CP car elle pense que tout le monde n'était pas au fait de la réalité de ces opérations. Ce règlement découle de la nouvelle nomenclature avec une obligation de l'adopter, même si vous avez des largesses sur certains points. Elle relève deux points, un dont nous avons discuté ensemble, à savoir la création du compte financier unique. Ce qui pour nous est problématique. Elle entend que c'est une réalité cette mise en place qui est imposée. Mais elle rappelle que son groupe vote contre le budget et que le compte administratif est politique et découle de la politique publique que vous essayez de mener. Et si vous nous connaissez depuis presque 10 ans, vous savez que son groupe vote « contre » le compte administratif et « pour » le compte de gestion, parce que même si pour vous c'est l'exact reflet, pour nous le compte de gestion c'est le visa du Trésorier Payeur c'est-à-dire qu'il met en conformité votre politique, mais ce sont deux choses différentes. C'est pour cela que nous les votions différemment jusqu'à aujourd'hui. Et ce point particulièrement nous fait extrêmement peur parce que cela signifie que demain nous ne savons pas quelle sera notre position sur ce point. Dans la mesure du possible nous voterons « contre ». Pour l'opposition c'est une différence majeure par rapport à « avant ». Encore une fois, cela ne découle pas de votre décision. Ensuite, c'est sur la limite des 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections. Cela est vraiment à la marge mais sans passer par une décision modificative pour alléger, elle l'a bien compris. Elle pense que c'est utile à tout le monde d'avoir mis les exemples en termes de compréhension parce qu'il faut de la pédagogie pour comprendre les finances. Nous nous abstiendrons sur l'adoption de ce règlement et elle remercie pour l'organisation de la commission.

M. BARBATO indique qu'exceptionnellement son groupe va voter « pour » parce que c'est une maquette technique qui relève du purement technique budgétaire. L'important est la façon dont on utilise l'argent, cela ne nous empêche pas d'être « contre » derrière politiquement. Sur cette maquette purement technique nous n'avons aucune raison de voter « contre » ou de nous abstenir. Nous allons nous pencher sur le fonctionnement et il suppose que si des modifications doivent être apportées dans le futur elles seront amenées. C'est donc assez exceptionnel mais cela porte sur les finances, c'est juste un fonctionnement technique. Il attend de voir le fonctionnement, il n'y a pas d'engagement derrière.

Le Conseil municipal, à la majorité absolue des voix, 3 abstentions : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme BUFFET, Mme PLANE, approuve le règlement budgétaire et financier, autorise Monsieur le Maire à procéder à des mouvements budgétaires de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections, hormis les dépenses de personnel et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

8.2 - <u>RÈGLES ET DURÉE D'AMORTISSEMENT EN M57</u>

Rapporteur : M. CRÉCHET.

<u>Annexe</u> : Tableau des durées d'amortissement nomenclature M57

Le Conseil Municipal a délibéré le 20 septembre 2023 afin d'appliquer la nomenclalture M57 au 1er janvier 2023.

La mise en place de la nomenclature comptable et budgétaire M57 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. Le champ d'application reste défini par l'article R2321-1 du CGCT qui fixe les règles applicables aux amortissements des communes.

Les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées librement pour chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception :

- des frais relatifs aux documents d'urbanisme qui sont amortis sur une duré maximale de 10 ans ;
- des frais d'études et frais d'insertion non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans ;

- des subventions d'équipement versées qui sont amorties sur une durée de 5 ans pour les financements de biens matériels et mobiliers et sur une durée de 30 ans pour le financement des biens immobiliers ;
Pour les autres catégories de dépenses, la durée d'amortissement doit correspondre à la durée probable d'utilisation.
Il est proposé d'harmoniser les durées d'amortissement, selon le tableau en annexe.

Par ailleurs, l'instruction M57 prévoit un amortissement calculé pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata du temps prévisible d'utilisation : c'est la règle du *prorata temporis*.

Ainsi, alors que la comptabilité M14 gérait les amortissements en année pleine, avec un début des amortissements au 1er janvier N+1 quelle que soit la date d'acquisition du bien; la nomenclature M57 a posé le principe de l'amortissement d'une immobilisation au *prorata temporis*, faisant ainsi commencer l'amortissement à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine de la ville.

Ce changement de méthode comptable relatif au *prorata temporis* s'applique sur les acquisitions réalisées à compter au 1er janvier 2024, sans retraitement des exercices précédents. Aussi, les plans d'amortissement ayant débuté sous l'égide de la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à amortissement complet selon, les modalités définies à l'origine.

Le seuil de biens de faible valeur inférieur est fixé à 500,00€, seuil en dessous duquel l'amortissement sera effectué en 1 année au cours de l'exercice suivant leur acquisition. Ces biens seront sortis de l'actif et de l'inventaire comptable de l'ordonnateur, dès qu'ils ont été intégralement amortis, c'est à dire au 31 décembre de l'année qui suit celle de leur acquisition.

Il est donc proposé au Conseil Municipal,
D'APPROUVER l'application de la règle de l'amortissement linéaire au *prorata temporis* pour les budgets relevant de l'instruction budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024 ;
DE FIXER les durées d'amortissement par nature de biens conformément au tableau joint en annexe ;
DE FIXER à 500,00€ le seuil des biens de faible valeur, en dessous duquel l'amortissement sera effectué en 1 année au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

ANNEXE

DURÉES D'AMORTISSEMENT NOMENCLATURE M57

NATURE COMPTABLE	DÉSIGNATION	DURÉE D'AMORTISSEMENT
	BIENS DE FAIBLE VALEUR	
	Biens de faible valeur inférieur à 500.00€	1 an
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
202	Documents d'urbanisme	10 ans
2031	Frais d'étude	5 ans
2032	Frais de recherche et de développement	5 ans
2033	Frais d'insertion	5 ans
204XX1	Subventions d'équipement pour des biens mobiliers, matériel ou études	5 ans
204XX2	Subventions d'équipement pour des bâtiments ou des installations	15 ans
204XX3	Subventions d'équipement des projets d'infrastructures d'intérêts national	30 ans
2051	Concessions et droits sililaires	2 ans
2088	Autres immobilisations incorporelles	5 ans
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	15 ans
2128	Agencements et aménagements de terrains	20 ans
2132X	Bâtiments privés	40 ans
2135X	Installations générales, agencement, aménagements de constructions	15 ans
2152	Installations de voirie	15 ans
2153X	Réseaux divers	30 ans
2156X	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10 ans
21572	Matériel technique scolaire	10 ans
21573X	Matériel et outillage de voirie	10 ans
215741	Installations, matériel et outillage des cantines scolaires	8 ans
21578	Autres matériels techniques	10 ans
2158	Autres installations, matériel et outillages techniques	8 ans
21612	Biens historiques et culturels immobilisés - dépenses ultérieures immobilisées	30 ans
21622	Biens historiques et culturels mobiliers - dépenses ultérieures immobilisées	10 ans
2181	Installations générales, agencement, aménagements divers	15 ans
21828	Autres matériels de transport	7 ans
2183X	Matériel informatique	5 ans
2184X	Matériel de bureau et mobilier	10 ans
2185	Matériel de téléphonie	5 ans
2188	Autres	8 ans

M. CRÉCHET indique que cela nous rapproche de plus en plus de la comptabilité privée avec des règles qui deviennent similaires pour retracer au mieux le patrimoine des collectivités.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 abstentions : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme BUFFET, Mme PLANE :
- approuve l'application de la règle de l'amortissement linéaire au *prorata temporis* pour les budgets relevant de l'instruction budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024,
- fixe les durées d'amortissement par nature de biens conformément au tableau joint en annexe ;
- fixe à 500,00€ le seuil des biens de faible valeur, en dessous duquel l'amortissement sera effectué en 1 année au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

8.3 - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRISE EN CHARGE DES REPAS DES POMPIERS DE LUNEL DU SDIS 34

QUESTION RETIRÉE

8.4 - APPROBATION DE L'OPÉRATION DE REQUALIFICATION DU COURS GABRIEL PÉRI ET DU PLAN DE FINANCEMENT
DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'HÉRAULT

Rapporteur : M. GRASSET.

La Ville de Lunel, forte de ses 26 000 habitant, est un pôle majeur du territoire, idéalement placé entre Montpellier et Nîmes, qui dispose d'une offre importante d'équipements, de commerces et d'emplois. Néanmoins, son centre-ville connait des difficultés socio-économiques importantes et une déprise de l'activité commerciale.

La ville a bâti un ambitieux projet de renouvellement urbain en vue de reconquérir le centre-ville et en réaffirmant sa fonction de centralité, dans la perspective de développer la mixité sociale, d'intensifier la résorption de l'habitat dégradé et enfin d'améliorer le cadre de vie des habitants.

Plusieurs dispositifs sont mis au service de ce projet d'ensemble : nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU, programme de l'ANRU), OPAH-RU, Action Cœur de Ville, dispositif régional Bourg centre et Approche Territoriale Intégrée (ATI, portée par la CCPL et financée en partie par le Fonds Européen de Développement Régional – FEDER).

Dans le cadre de ce projet, la reconquête de certains espaces publics dégradés, peu avenants et non fonctionnels s'avère prioritaire. L'objectif est de soutenir la dynamique de requalification souhaitée tout en y associant de nouveaux usages.

Aussi, une action particulière est envisagée sur le cours Gabriel Péri situé dans le coeur historique de la ville, afin de lui redonner attrait et dynamisme. L'aménagement de l'espace public s'accompagne d'une piétonnisation du centre-ville.

Le coût des travaux à réaliser sur le cours Gabriel Péri s'élève à 2 058 069 € HT.

Soucieuse d'obtenir toutes les aides susceptibles de lui être allouées, la Ville de Lunel entend solliciter l'appui financier du Conseil Départemental de l'Hérault, à hauteur de 493 936,56 €, suivant le plan de financement ci-dessous :

Montant total € HT	ANRU	Département Hérault	Région Occitanie	Autofinancement Ville Lunel
2 058 069,00 €	864 388,98 €	493 936,56 €	288 129,66 €	411 613,80 €
100%	42%	24%	14%	20%

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le lancement du projet et le plan de financement qui en découle dans le cadre de la demande de subvention.

Mme PLANE s'interroge sur le fait que les travaux ont commencé, or,la demande de subvention part maintenant.

M. CRÉCHET indique qu'elle est déjà déposée.

Mme PLANE demande à quelle date ?

Réponse de Monsieur le Maire : Il y a environ un mois.

Mme PLANE souhaite savoir si le dossier a été déposé auprès de la Région ?

Réponse affirmative de Monsieur le Maire.

Mme PLANE est étonnée que cela arrive maintenant sur la table, cela aurait pu être voté lors du précédent conseil.

Monsieur le Maire donne la parole à M. LAMIC, DGS, qui explique que d'un point de vue technique le conseil municipal a délégué au maire la possibilité de déposer des demandes de subventions par décision municipale. En fait on s'aperçoit que les partenaires demandent en plus des délibérations ou des arrêtés et on apprend au fil de l'eau des nouveautés. Nous nous adaptons et essayons d'être réactifs pour que cela soit validé.

Mme PLANE considère que tout doit être validé.

M. LAMIC, DGS, répond uniquement sur la partie technique.

M. C. CHABERT note que pour le projet Métamorphose des travaux et des financements ont été engagés. Il suppose qu'ils connaissent la somme engagée par la municipalité. Il veut savoir quel est le montant des subventions obtenues à ce jour.

Monsieur le Maire explique que l'on a 23 % du montant des 53 000 000 €, soit 12 000 000 €. Nous pouvons communiquer le détail. Il donne ensuite la parole à Mme RECOQUILLON, Directrice Générale Adjointe, qui explique que les 53 000 000 € comprennent tous les dispositifs qui courent depuis le début de la mandature jusqu'en 2030, ce n'était pas uniquement pour faire le mandat, c'est sur 10 ans. On prend à la fois le dispositif NPNRU et son avenant intégrant aussi Action Cœur de Ville 1 et le futur Action Cœur de Ville 2 puisque cela court jusqu'en 2030 ainsi que l'OPAH/RU 1 et l'OPAH/RU 2. En fin d'année 2023, sur l'ensemble des dispositifs énumérés de tous les partenaires institutionnels, la ville, les particuliers, nous avons déjà engagé 12 000 000 €. Pour donner quelques exemples précis dans le cadre d'Action Cœur de Ville il y avait des actions autour de la mise en accessibilité des écoles, la mise en valeur de la tour des prisons, la construction de la microcrèche ou la liaison mode doux PEM voie verte, le financement du manager centre-ville, la réalisation du chemin du Jeu de Mail. Si on prend l'OPAH/RU 1 ce sont tous les travaux conduits par les propriétaires, soit bailleurs, soit propriétaires occupants, dans le cadre de Cap Rénov' ou Cap Façades. C'est l'accompagnement conduit dans le cadre des structurations des co-propriétés, ce sont toutes les actions engagées dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne. Sur le NPNRU, c'est la réalisation de la rue de la Libération, la réalisation de la Maison des Projets...

M. C. CHABERT ne demande pas le détail. Ce qui l'intéresse c'est de connaître le montant engagé par la ville pour le projet Métamorphose. Cela comprend un ensemble de travaux et combien de subventions obtenues auprès de l'État, la Région, etc.

Mme PLANE demande si un point a été fait ?

M. BARBATO indique que son intervention précédemment n'était pas pour demander combien la totalité de la somme a été engagée mais de savoir quelle est la part de la ville dans le NPNRU et la part de l'État.

Monsieur le Maire donne la parole à M. RECOQUILLON, DGA, qui indique que c'est dans le cadre des subventions.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit des subventions, des aides plus les travaux engagés par la ville.

Une discussion s'ensuit.

M. C. CHABERT demande communication par écrit. Combien a été engagé sur l'ensemble du projet Métamorphose et combien il y a eu de subventions ?

Mme MICHEL explique qu'il y a plusieurs choses dans sa demande. Elle voudrait que ce soit bien clair pour apporter les réponses adéquates. Il y a toutes les dotations globales notamment liées au NPNRU faisant partie de ces fameux 53 000 000 €. Elle rappelle la répartition : environ 16 000 000 € portés par les privés notamment dans le cadre des OPAH. Les bailleurs sociaux pour 4 500 000 € environ : ACM, les partenaires institutionnels, l'État, la Région et les signataires de la convention 20 000 000 €, 40 % de l'enveloppe de ces 53 000 000 € et le reste à charge pour la ville est de 20 %. Ceci étant la répartition de ces 53 000 000 €. On va ajouter d'autres dispositifs pour amplifier le projet notamment celui des espaces publics qui n'étaient pas quantifiés dans ce volet.

Une discussion s'engage.

M. C. CHABERT note que dans le cadre du dossier Métamorphose, la ville a engagé un certain nombre de projets.

Mme MICHEL indique que cela dépend ce qu'il entend par Métamorphose.

M. C. CHABERT : Il s'agit de tous les projets prévus dans Métamorphose.

Mme MICHEL demande si c'est juste opérationnel dans le cadre de travaux espaces publics car si on se réfère à l'habitat indigne il n'y a pas que des crédits ville, ce sont des crédits privés.

M. C. CHABERT ne parle pas des privés mais de la mairie et des subventions.

Mme MICHEL souligne qu'il est également question d'espaces publics.

Mme PLANE fait remarquer qu'ici en l'occurrence il y a la Région et le Département.

Mme MICHEL note que sa question porte sur le financement et la part de la ville pour purement les espaces publics.

Mme PLANE indique que cela concerne Métamorphose, avec les subventions de la Région, du Département, de l'ANRU, les engagements opérés jusqu'à maintenant.

Mme MICHEL n'avait pas compris la question et s'en excuse.

M. C. CHABERT demande une transmission par écrit pour faire un point.

Mme MICHEL souligne que tout est en transparence.

Mme LEMAIRE fait remarquer qu'il lui a été communiqué les subventions réclamées par la commune et en fait dans le tableau son groupe souhaiterait avoir maintenant les subventions que la ville a reçu pour les différents travaux, cela correspond à l'amélioration de l'espace public, la Libération, cela comprend tout en fait, c'est juste beaucoup plus clair ce n'est pas pour perturber. Nous avons déjà reçu un premier tableau.

Monsieur le Maire rappelle que le projet c'est 2030, c'est-à-dire qu'il a fallu tout construire. Il a besoin de leur rappeler le contexte global.

Mme LEMAIRE indique que cela a bien été compris. Cela a été rappelé dans tous les rapports que c'est une opération sur 10 ans.

M. BARBATO souligne que ce n'est pas la question, nous n'avons pas été compris la dernière fois. Nous avions demandé les subventions touchées, pas les subventions sollicitées. Pour demander les subventions c'est facile mais on ne connaît pas celles encaissées.

Monsieur le Maire explique que l'on peut fournir des éléments de réponse mais le bilan global sera en fin de mandat, nous verrons ce que la ville aura perçu. À chaque projet nous solliciterons des subventions. Par exemple, nous n'avons pas encore demandé des subventions pour la rue Sadi-Carnot ou sur d'autres projets.

M. BARBATO rappelle que la ville a engagé 12 000 000 €, pour l'instant. Puisque vous ne communiquez rien nous considérons que vous n'avez rien. Pour l'instant les travaux sont à la charge de la ville. Donnez-nous le montant des subventions obtenues.

Mme MICHEL répond que le document est le plus clair et le plus exhaustif possible sachant qu'il y a cette complexité liée aux différents dispositifs d'État notamment sur les lignes d'engagement comptables. On engage des lignes auprès de l'ANRU il y a des pré-validations très complexes.

Monsieur le Maire propose de formaliser une demande par écrit car le problème est suffisamment complexe et vous ne le maîtrisez pas du tout.

M. BARBATO trouve Monsieur le Maire très condescendant. C'est lui qui a abordé le sujet.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'opération de requalification du cours Gabriel-Péri et du plan de financement ainsi que la demande de subvention auprès du Conseil Départemental de l'Hérault.

Mme GOUGEON dont M. HERMABESSIÈRE détient le pouvoir ne prend pas part au vote.

9 – <u>COMMUNICATION DES ACTES</u>

9.1 - <u>COMMUNICATION DÉCISIONS MUNICIPALES</u>

Rapporteur : Monsieur le Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 septembre 2020 prise en application des dispositions de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Monsieur le Maire communique, pour information au Conseil Municipal, les décisions prises pendant la période allant du 6 septembre 2023 au 24 octobre 2023.

N°	Date	Service	Titres

N°	Date	Service	Titres
482	06/09/23	Culturel	Convention de mise à disposition de la salle La Rotonde à titre gracieux en vue de l'organisation d'une collecte de sang le jeudi 7 septembre 2023.
483	06/09/23	Culturel	Convention de mise à disposition d'une salle d'exposition à l'espace Castel sis 173 rue Marx Dormoy à Lunel à l'association Maison de l'Europe, à titre gratuit, à l'occasion de l'exposition qui aura lieu du 2 octobre 2023 au 6 octobre 2023.
484	06/09/23	Culturel	Convention de mise à disposition d'une salle d'exposition municipale à l'espace Castel sis 173 rue Marx Dormoy à Lunel à l'association La Boîte à Malice à titre gratuit, à l'occasion de l'exposition qui aura lieu du 4 décembre 2023 au 14 décembre 2023.
485	07/09/23	Enfance Éducation	Décision de mettre en place une action innovante dite « Halte Jeux » et de déposer une demande de financement d'un montant de 71 530 € pour l'année 2024 dans le cadre de l'appel à projet « Fonds d'Initiative pour la Petite Enfance ».
486	07/09/23	Marchés Publics	Décision de confier la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du transfert des compétences eau et assainissement à l'intercommunalité au Bureau d'Études EYSSERIC ENVIRONNEMENT, sis Traverse du Moulin à Vent à Marseille (13015) dans la limite d'un montant maximum de 39 000 € HT pour toute la durée d'exécution du marché.
487	07/09/23	Sport	Renouvellement de convention de mise à disposition du dojo de la salle Marcou sis 268 avenue Gambetta à Lunel, à titre gratuit, à l'association Thaï Sud Gym du 1er septembre 2023 au 1er août 2024.
488	07/09/23	Secrétariat Général	Convention d'occupation temporaire d'une parcelle située sur les francs bords du canal de Lunel à M. Jean-Vincent DISSET à compter du 1er octobre 2023 pour une durée de 3 ans.
489	08/09/23	Culturel	Décision d'accepter la donation, à titre gracieux, de Mme Anne-Laure DELMAU, d'une croix latine en métal.
490	13/09/23	Culturel	Convention de mise à disposition des salles Ambrussum, Via Domitia, Gaucelm et Valatoura de l'espace Castel sis à Lunel, à titre gracieux, à l'association Collectif des Parents d'Élèves de Lunel du 1er septembre 2023 jusqu'au 31 décembre 2023.
491	14/09/23	Sport	Convention de mise à disposition des terrains n° 4 et n° 5 du complexe sportif de Dassargues sis route de Nîmes à Lunel, à titre gratuit, du vendredi 10 au dimanche 12 mai 2024 à l'association Canine Territoire du Languedoc-Roussillon (A.C.T.L.R.) dans le cadre d'une manifestation canine
492	14/09/23	Sports	Convention de prêt d'au plus 3 véhicules de 9 places aux associations sportives Cercle des Nageurs de Lunel et du Lycée Victor-Hugo, à titre gracieux, afin de se rendre dans les piscines de la Métropole Méditerranée Montpellier, l'agglomération du Pays de l'Or ainsi que la Communauté de Communes Terre de Camargue, à partir du 11 septembre 2023 jusqu'au 30 juin 2024.
493	18/09/23	Technique	Renouvellement convention de mise à disposition de la salle d'activités sportives sise 207 avenue du Général de Gaulle à

N°	Date	Service	Titres
			Lunel, à titre gratuit, à l'association Mei Hua Zhuang, du 1er septembre 2023 jusqu'au 30 juin 2024.
494	18/09/23	Technique	Renouvellement convention de mise à disposition de la salle d'activités sportives sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel, à titre gratuit, à l'association Face O Sol, du 1er septembre 2023 jusqu'au 30 juin 2024.
495	18/09/23	Technique	Convention de mise à disposition d'un local communal, sis 215 rue de la Libération à Lunel, à titre gratuit, à l'association Dynamique Lunelloise, du 22 septembre 2023 jusqu'au 31 décembre 2024.
496	18/09/23	Enfance Éducation	Décision de mettre en place une action innovante dite « Apprentissage du langage et de la langue » portée par la Halte-Garderie « L'Île aux enfants » et de déposer une demande de financement en fonctionnement d'un montant de 5 000 € auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault.
497	19/09/23	Marchés Publics	Décision de confier à la SARL SEIRI, sise 134 rue de Font Caude à Montpellier (34080), la mission de maîtrise d'oeuvre pour des travaux de réaménagement de l'avenue Gaston Baissette. Enveloppe prévisionnelle estimée à 1 000 000 € HT. Forfait provisoire de rémunération du maître d'oeuvre : 39 500 € HT.
498	19/09/23	Marchés Publics	Décision de confier l'étude signalétique dans le cadre de renouvellement urbain du coeur de ville, à la société ALLIANCE Consultants, sise 270 chemin des Oliviers à Lunel. Montant de la prestation : 15 916 € HT.
499	20/09/23	Social	Avenant n° 7 à la convention d'occupation précaire dans le logement d'urgence n° 1 de la « Maison Coluche » sis 5 rue Arago à Lunel pour proroger la convention à compter du 20 septembre 2023 jusqu'au 19 octobre 2023. Participation mensuelle des frais d'hébergement, égale à 10 % des revenus nets mensuels.
500	20/09/23	Jeunesse Vie Associative	Convention d'objectifs et de financement : pilotage du projet de territoire conclue du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2026 dans le cadre du CTG (Convention Territoriale Globale).
501	20/09/23	Marchés Publics	Décision de confier une mission de maîtrise d'oeuvre pour les travaux d'aménagement d'un bassin mobile à l'EURL Laurent CARLES sis 11 boulevard de Strasbourg à Lunel. Enveloppe prévisionnelle globale : 280 000 € HT. Montant forfaitaire de la dépense 8 000 € HT.
502	20/09/23	Renouvellement Urbain	Décision de conclure un bail dérogatoire d'une durée de 3 ans avec les gérants du restaurant « La soupe osée » pour le local municipal sis 21 place Jean-Jaurès à Lunel à compter du 1er octobre 2023 jusqu'au 30 septembre 2026. Montant mensuel du loyer hors charges : 380 € TTC. Dépôt de garantie : 1 140 € TTC.
503	21/09/23	Marchés Publics	Décision de confier la réalisation des travaux de construction et de mise en conformité d'un déversoir en tête de station à la SA RUAS, sise 765 rue Henri Becquerel à Montpellier (34965).

N°	Date	Service	Titres
			Montant de la dépense : 99 384,59 € HT.
504	21/09/23	Marchés Publics	Décision de confier les travaux de façades en coeur de ville situés 119 et 129 rue de la Libération ainsi qu'au 2 et 26 rue Jean-Jacques Rousseau à Lunel, selon le détail suivant : Lot 1 – Démolition – HBM – 3 000 € HT, Lot 2 – Ravalement de façades – Façades 34 – 17 657,75 € HT, Lot 3 – Menuiseries extérieures – SMD Fermetures – 7 307 € HT
505	21/09/23	Technique	Convention de mise à disposition de la Maison Jean-Jacques Rousseau sis 48 rue Jean-Jacques Rousseau à Lunel, à titre gratuit, à l'association Planète Sciences du 23 septembre 2023 jusqu'au 29 juin 2024, de 9 h 30 à 12 h 15.
506	21/09/23	Secrétariat Général	Convention d'occupation temporaire d'une parcelle située sur les francs bords du canal de Lunel à M. et Mme Stéphane MELLINO à compter du 1er octobre 2023 pour une durée de 3 ans.
507	25/09/23	Social	Avenant n° 1 à la convention conclue avec l'entreprise « L'atelier de Ninath », sise 282 avenue des Droits de l'Homme à Saturargues 34400 pour l'augmentation du nombre d'ateliers couture du 3 octobre 2023 jusqu'au 31 décembre 2023.
508	25/09/23	Technique	Renouvellement convention de mise à disposition de locaux au service social de la commune sis à l'Hôtel de Ville – 240 avenue Victor-Hugo à Lunel, à l'association tutélaire de gestion « ATG », à tire gratuit, du 1er octobre 2023 jusqu'au 30 septembre 2024.
509	26/09/23	Technique	Renouvellement convention de mise à disposition de la salle jaune n° 1 à la Maison Communale Frédéric-Mistral sise 50 rue Frédéric-Mistral à Lunel à l'association Arbre à Palabres, à titre gratuit, du 1er octobre 2023 jusqu'au 30 juin 2024.
510	27/09/23	Marchés Publics	Décision de fixer le forfait définitif de rémunération de la mission de maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement de l'espace public piétonnisé dans le cadre du renouvellement urbain du coeur de ville à 208 668 € HT, soit une plus-value de 34 778 € HT par rapport au montant initial du marché, au groupement Arcadi/Cabinet Merlin/Seiri.
511	27/09/23	Finances	Suppression de la régie de recettes pour la location du matériel municipal. Prise d'effet dès le 31 juillet 2023.
512	28/09/23	Marchés Publics	Réalisations des prestations relatives à la mise en place du village de Noël et la forêt enchantée aux sociétés suivantes : 1 – Fourniture de sapins – EARL Bancillon – 3 345,64 € TTC, 2 – Prestation de transhumance – La bergerie des tarasconnaises – 1 020 € TTC, 3 – Fourniture de rubans – Idéal Tissu – 112,50 € TTC, 4 – Fourniture de géotextile – Villaverde – 175,50 € TTC, 5 – Fourniture de pochoirs – L'atelier – 62,40 € TTC, 6 – Fourniture de film polypropylène, bolduc, polysatine – Retif 170,69 € TTC, 7 – Fourniture de moquette – Mr Bricolage – 426,40 € TTC.

N°	Date	Service	Titres
513	29/09/23	Marchés Publics	Décision d'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier et de mandater la SCP d'avocats CGCB & Associés en vue de défendre les intérêts de la commune dans le cadre de l'instance introduite par Mme Clémence RIVERIEUX.
514	29/09/23	Marchés Publics	Décision d'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier et de mandater le cabinet Territoires Avocats en vue de défendre les intérêts de la commune dans le cadre de l'instance introduite par Mme Caroline HUGUES-HÉBRARD.
515	29/09/23	Secrétariat Général	Convention d'occupation temporaire d'une parcelle située sur les francs bords du canal de Lunel consentie à partir du 1er octobre 2023 pour une durée de 3 ans à Mme Marie-Laure AZÉMARD.
516	29/09/23	Secrétariat Général	Contrat de cession établi avec l'association L'Art de Thalie sise 48 avenue Gambetta à Lunel pour l'animation musicale du 27 octobre 2023 avec la Peña Mistral dans le cadre du Revivre de la Pescalune 2023. Montant : 900 €.
517	29/09/23	Secrétariat Général	Contrat de cession établi avec l'association L'Art de Thalie sise 48 avenue Gambetta à Lunel pour l'animation musicale du 29 octobre 2023 avec la Peña Mythra dans le cadre du Revivre de la Pescalune 2023. Montant : 900 €.
518	29/09/23	Marchés Publics	Décision de passer un avenant n° 1 aux lots 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8 pour les travaux de création d'un guichet unique et d'un centre de supervision urbaine selon le détail suivant : Lot 1 – Installation de chantier/maçonnerie/démolition/désamiantage - Marché initial : 82 390,47 € - Nouveau montant : 90 551,02 €, Lot 3 – Plâtrerie/faux plafonds/menuiseries - Marché initial : 140 758 € - Nouveau montant : 143 350 €, Lot 4 – Peinture/nettoyage - Marché initial : 30 963,14 € - Nouveau montant : 31 514,14 €, Lot 5 – Sols souples/faïences – Montant initial : 39 999 € - Nouveau montant : 40 399 €, Lot 6 – Électricité (CFO/CFA) – Montant initial : 59 748,40 € - Nouveau montant : 68 447 €, Lot 7 – CVC/plomberie – Montant initial : 44 023,77 € - Nouveau montant : 46 856,58 €, Lot 8 – Mobiliers d'agencement et luminaires décoratifs – Montant initial : 26 949,77 € - Nouveau montant : 26 742,34 €.
519	02/10/23	Service Technique	Convention de mise à disposition de la salle n° 1 à l'espace Vauban sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel, à l'association Arts'ternatives, à titre gratuit, du 1er octobre 2023 jusqu'au 30 juin 2024.
520	02/10/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition de la salle d'activités sportives sise 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel, à l'association Acadanse, à titre gratuit, du 1er octobre 2023 jusqu'au 30 juin 2024.
521	02/10/23	Urbanisme	Décision d'exercice du droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles – Vente par Mme Marie-Paule GIMENEZ d'une parcelle non bâtie cadastrée CL n° 17 située chemin du

N°	Date	Service	Titres
			Pont de Lunel à Lunel. Proposition de prix : 9 200 €.
522	03/10/23	Sports	Convention de mise à disposition du hall de la halle intercommunale sise avenue Louis-Médard à Lunel à l'association Céline Duo Danse, à titre gratuit, du 1er septembre 2023 jusqu'au 31 août 2024.
523	03/10/23	Sports	Renouvellement de convention de mise à disposition du hall de la halle intercommunale sise avenue Louis-Médard à Lunel à l'association Cercle des Nageurs de Lunel, à titre gratuit, du 1er septembre 2023 jusqu'au 31 août 2024.
524	04/10/23	Social	Décision de signer le contrat de prestation de services établi avec la société Malledav sise 7 rue de Griffoulet 31500 Toulouse dans le cadre de l'appel à projets lancé par la CARSAT visant à proposer diverses actions en faveur du public senior.
525	04/10/23	Marchés Publics	Décision de confier à la SARL Éco-Nuisibles sise 506 chemin de Vermaciel à Caveirac 30820 la mission d'effarouchement des choucas en centre-ville. 10 passages – montant forfaitaire : 7 000 € HT. Possibilité de faire réaliser une opération optionnelle de 5 passages pour un montant forfaitaire de 3 500 € H.T.
526	04/10/23	Marchés Publics	Décision de passer un avenant n° 1 au lot 2 – Ravalement de façades de l'école élémentaire Victor-Hugo pour un montant de 4 977,94 € HT avec l'entreprise titulaire Vivian & Cie.
527	05/10/23	Marchés Publics	Décision d'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans le cadre de l'instance introduite par Mme Augustine PEREZ et de mandater le cabinet Territoires Avocats sis 5 rue Henri Guinier à Montpellier 34000.
528	06/10/23	Finances	Décision de supprimer la régie de recettes pour la mise en fourrière de véhicules qui prendra effet dès le 31 juillet 2023.
529	09/10/23	Sports	Renouvellement convention de mise à disposition du terrain pelousé du stade Colette-Besson sis chemin des Cabanettes et le terrain synthétique du stade Fernand-Brunel sis chemin du Jeu de Mail à Lunel à l'association Union Sportive Lunel, à titre gratuit, du 1er septembre 2023 jusqu'au 31 août 2024.
530	09/10/23	Sports	Renouvellement convention de mise à disposition des terrains pelousés du stade de Dassargues sis route de Nîmes, la halle F. Brunel sise rue des Olympiades et la halle Le Hetet sise chemin des Cabanettes à Lunel à l'association ASPTT Lunel, à titre gratuit, du 1er septembre 2023 jusqu'au 31 août 2024.
531	09/10/23	Sports	Renouvellement convention de mise à disposition du stade Colette-Besson sis chemin des Cabanettes à Lunel à l'association Lunel Athlétisme, à titre gratuit, du 1er septembre 2023 jusqu'au 31 août 2024.
532	09/10/23	Sports	Renouvellement de la convention de mise à disposition du gymnase municipal F. Brunel sis rue des Olympiades et de la halle Le Hetet (salle de gymnastique et dojo) sise chemin des Cabanettes à Lunel à l'association Espérance Jeunesse, à titre gratuit, du 1er septembre 2023 jusqu'au 31 août 2024.

N°	Date	Service	Titres
533	09/10/23	Sports	Renouvellement convention de mise à disposition de la halle Le Hetet (salle de gym) sise chemin des Cabanettes à Lunel, à titre gratuit, à l'I.M.E. Les Pescalunes, du 1er octobre 2023 jusqu'au 31 août 2024.
534	10/10/23	Culturel	Contrat de cession établi avec l'association PATCHWORK MUSIC'S à l'occasion des animations musicales du groupe Son de Rumba les vendredi 10 novembre 2023 et samedi 11 novembre 2023 dans l'espace Castel sis 173 rue Marx Dormoy à Lunel. Prix du spectacle : 1 800 € TCC.
535	10/10/23	Culturel	Contrat de cession établi avec l'association LUNARES à l'occasion de la conférence « Univers Flamenco » le vendredi 10 novembre 2023 et du spectacle « Réunion Flamenca » le samedi 11 novembre 2023 à l'espace Castel sis 173 rue Marx Dormoy à Lunel. Montant : 5 080 € TCC.
536	10/10/23	Culturel	Contrat de cession établi avec la Compagnie Via Cane à l'occasion du spectacle « Dans la forêt des contes » le vendredi 20 octobre 2023 au musée Médard à Lunel. Montant : 1 500 € TCC.
537	11/10/23	Sports	Convention de mise à disposition de la halle Le Hétet (salle de gymnastique et dojo) sise chemin des Cabanettes à Lunel à l'association de Cardiologie Languedoc-Roussillon, à titre gratuit, du 9 octobre 2023 jusqu'au 31 août 2024.
538	12/10/23	Culturel	Convention de mise à disposition des salles Auditorium, Ambrussum, Gaucelm, Valatoura et Via Domitia de l'espace Castel à l'association Dans la peau de l'autre, à titre gracieux, du 16 octobre 2023 jusqu'au 1er juillet 2024.
539	12/10/23	Culturel	Convention de mise à disposition à l'association Enfance et Solidarité de la salle Georges-Brassens, les samedi 20 janvier 2024 et dimanche 21 janvier 2024, à titre gracieux, pour l'organisation d'un gala annuel.
540	12/10/23	Culturel	Convention de mise à disposition de la salle Georges-Brassens en vue de l'organisation d'une soirée conviviale le samedi 21 octobre 2023, à l'association Rugby Olympique Lunellois, à titre gracieux.
541	12/10/23	Culturel	Contrat de cession établi avec la Compagnie des Quidams, à l'occasion du spectacle « Rêve d'Herbert » le 8 décembre 2023 – centre-ville – Lunel. Montant : 6 119 € TTC.
542	13/10/23	Social	Décision de conclure avec l'association La Ligue de l'Enseignement une convention encadrant la mise à disposition de sa cuisine dans le cadre de l'action « Ateliers de cuisine » dispensée par le centre socio culturel « Maison Jean-Jacques Rousseau » de la ville de Lunel d'octobre 2023 à octobre 2024.
543	13/10/23	Social	Acceptation d'un don financier exceptionnel de 1 431 € versé par l'Association Canine Territoriale du Languedoc Roussillon (ACTLR) pour la mise à disposition du complexe sportif de Dassargues les 7 et 8 juillet 2023.

N°	Date	Service	Titres
544	17/10/23	Sports	Renouvellement convention de mise à disposition des salles Marcou – salle n° 1 (expression) et salle n° 3 (dojo) (268 avenue Gambetta) à l'association Arts et Cultures, à titre gratuit, du 1er septembre 2023 jusqu'au 31 août 2024.
545	17/10/23	Sports	Renouvellement convention de mise à disposition du stade Colette Besson - terrain polyvalent, pelouse (chemin des Cabanettes) et du terrain d'honneur du complexe Ramadier (451 avenue Louis Médard) à l'APSH 34 – Territoire du Lunellois, à titre gratuit, du 16 octobre 2023 au 31 août 2024.
546	19/10/23	Marchés Publics et Assurances	Fixation du forfait définitif de rémunération de la mission de maîtrise d'oeuvre pour des travaux de végétalisation de 13 cours d'écoles à 57 797,74 € HT pour la tranche ferme et à 31 907,58 € HT pour la tranche optionnelle ; Maintient de la mission complémentaire OPC à 9 250 € HT pour la tranche ferme et à 4 625 € HT pour la tranche optionnelle ; Montant forfaitaire global de reprise des cours d'écoles Arc-en-Ciel et Gambetta : 5 850 € HT ; Montant final du marché de maîtrise d'oeuvre à la somme de 70 347,74 € HT pour la tranche ferme et à 39 082,58 € HT pour la tranche optionnelle ; Avenant n° 1 de fixation du forfait définitif de rémunération avec la SARL CEREG. Nouveau montant du marché : 109 430,32 € HT.
547	20/10/23	Secrétariat Général	Contrat de cession avec la société Say Production pour l'animation musicale par le groupe Gospel For You Family le 9 décembre 2023, dans le cadre des animations de Noël 2023. Montant : 3 645,95 €.
548	20/10/23	Secrétariat Général	Contrat de cession avec l'association Peña Les-Aux-Temps-Tics pour l'animation musicale du 17 décembre 2023, dans le cadre des animations de Noël 2023. Montant : 1 300,00 €.
549	20/10/23	Secrétariat Général	Contrat de cession avec Li Tambourinaïre de l'Estang de l'Ort pour l'animation musicale du 15 décembre 2023, dans le cadre des animations de Noël 2023. Montant : 800,00 €.
550	20/10/23	Secrétariat Général	Contrat de cession avec l'association Les Affranchis pour l'animation musicale par le Duo Luluby du 10 décembre 2023, dans le cadre des animations de Noël 2023. Montant : 500,00 €.
551	20/10/23	Secrétariat Général	Contrat de cession avec l'association Masc'Production pour le spectacle pour enfants « Un monde enchanté et le doudou perdu » du 23 décembre 2023, dans le cadre des animations de Noël 2023. Montant : 1 980,00 €.
552	20/10/23	Secrétariat Général	Contrat de cession avec Masc'Production pour la déambulation de Monsieur et Madame Hiver avec un char musical le 16 décembre 2023, dans le cadre des animations de Noël 2023. Montant : 2 000,00 €.

N°	Date	Service	Titres
553	20/10/23	Social	Avenant n° 8 à la convention d'occupation précaire dans le logement d'urgence n° 1 de la « Maison Coluche » sis 5 rue Arago à Lunel pour proroger la convention à compter du 20 octobre 2023 jusqu'au 19 novembre 2023. Participation mensuelle des frais d'hébergement, égale à 10 % des revenus nets mensuels.
554	23/10/23	Finances	Demande de fonds de concours, pour un montant le plus élevé possible, auprès de la Communauté de Communes du Pays de Lunel pour les travaux de réfection de la toiture de l'ALSH du Lavoir qui s'élèvent à 77 059,30 € HT.
555	23/10/23	Marchés Publics et Assurances	Décision de confier l'étude de diagnostic faune et flore dans le secteur du pôle santé à la société MORANCY CONSEIL ENVIRONNEMENT. Montant total et forfaitaire : 13 070 € HT.
556	24/10/23	Finances	Contrat de prêt avec la Banque Arkéa pour le financement des investissements 2023 pour un montant de 1 250 000 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir prendre acte de ces décisions.

Décision municipale n° 513 du 29 septembre 2023
Décision d'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier et de mandater la SCP d'avocats CGCB & Associés en vue de défendre les intérêts de la commune dans le cadre de l'instance introduite par Mme Clémence RIVERIEUX.
Décision municipale n° 514 du29 septembre 2023
Décision d'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier et de mandater le cabinet Territoires Avocats en vue de défendre les intérêts de la commune dans le cadre de l'instance introduite par Mme Caroline HUGUES-HÉBRARD.
Décision municipale n° 527 du5 octobre 2023
Décision d'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans le cadre de l'instance introduite par Mme Augustine PEREZ et de mandater le cabinet Territoires Avocats sis 5 rue Henri Guinier à Montpellier 34000.

Mme PLANE note qu'il s'agit de contentieux et demande des précisions.

Monsieur le Maire confirme qu'effectivement ce sont des contentieux qui engagent des agents et sur lesquels la communication est très compliquée. C'est toujours délicat car on pourrait lui reprocher d'avoir évoqué publiquement certaines situations. Pour certain c'est par exemple le refus d'attribution de la protection fonctionnelle. Il ne peut pas en dire plus parce que c'est personnel et confidentiel.

M. C. CHABERT note que ces trois décisions concernent des agents.

Mme PLANE relève donc qu'il s'agit d'agents, ce n'est pas ce qu'on peut voir habituellement.

Monsieur le Maire confirme que les décisions municipales n° 513, n° 514 et n° 527 concernent effectivement des agents et qu'il s'agit de situations délicates.

Décision municipale n° 485 du 7 septembre 2023
Décision de mettre en place une action innovante dite « Halte Jeux » et de déposer une demande de financement d'un montant de 71 530 € pour l'année 2024 dans le cadre de l'appel à projet « Fonds d'Initiative pour la Petite Enfance ».

Mme RAZIGADE relève la création d'une « Halte-Jeux » qui est une action innovante et souhaite des précisions.

Mme MOKADDEM explique que cela fait partie du CTG (Convention Territoriale Globale), c'est effectivement un projet innovant car il s'agit d'un mode d'accueil différent par rapport à la structure petite enfance. C'est un mode d'accueil qui sera proposé aux parents en parcours d'insertion, un mode d'accueil partiel pour des enfants de moins de 4 ans. C'est un appel à projet national et nous avons déposé une demande dans ce cadre. Cette décision municipale concerne donc une demande de subvention.

Mme RAZIGADE note que cette « Halte-Jeux » est ludique.

Mme MOKADDEM précise que c'est le nom attribué par l'appel à projet national.

Décision municipale n° 490 du 13 septembre 2023
Convention de mise à disposition des salles Ambrussum, Via Domitia, Gaucelm et Valatoura de l'espace Castel sis à Lunel, à titre gracieux, à l'association Collectif des Parents d'Élèves de Lunel du 1er septembre 2023 jusqu'au 31 décembre 2023.

Mme RAZIGADE s'interroge sur la mise à disposition des salles de l'espace Castel. « C'est Mme GIMENEZ qui en est la présidente ? »

Réponse affirmative de Mme GIMENEZ.

Mme RAZIGADE souhaite des explications.

Mme GIMENEZ explique qu'il s'agit d'une convention signée dans le cadre d'un projet qui s'appelle le répit parental, les conventions sont signées jusqu'en décembre 2023.

Mme RAZIGADE demande davantage de précisions.

Mme GIMENEZ explique que le répit parental n'a pas changé, la définition est la même cela consiste à accueillir des familles dont les parents ont besoin d'un temps de répit qu'ils ne pourraient pas obtenir dans le cadre privé pour des raisons qui leur sont propres. Nous accueillons ces familles à l'espace Castel, parfois à l'extérieur, en sortie. Lorsque c'est à l'espace Castel nous avons plusieurs salles, certaines à destination des enfants avec des activités musicales, artistiques ou autres. D'autres salles avec des activités à destination des parents. L'idée est que les parents arrivent avec les enfants qu'ils se dispatchent et que chacun profite de son moment et après cela se termine à la même heure. Nous prenons en charge les enfants avec les prestataires permettant ainsi aux parents de suivre une activité seul ou en couple. C'est financé par la CAF.

Mme RAZIGADE constate que la mise à disposition des salles est à titre gracieux. Elle se pose des questions notamment sur la durée d'utilisation des salles. Elle se demande si c'est en lien avec la majorité parce que ce type d'action n'était pas réalisé auparavant. On sollicite 4 salles à l'espace Castel. Elle se demande la pertinence et s'il y a un lien de causalité avec une élue de la majorité.

Mme POLERI fait remarquer que depuis un certain temps, la ville a ouvert l'espace Castel aux associations. Dans le règlement c'est stipulé pour les associations, dont certaines avec des récurrences et il serait souhaitable une mise à disposition gracieuse. Les associations font la demande.

Monsieur le Maire précise qu'elles n'y sont pas à demeure pendant le temps de la convention, elles peuvent solliciter la salle de temps en temps mais ne laissent pas en dépôt des affaires personnelles. Nous avions des salles qui auparavant étaient sous utilisées. Maintenant nous

mettons à disposition sur des temporalités des demandes spécifiques, c'est une convention sur l'année et quand elles en ont besoin on leur accorde en fonction des disponibilités.

Mme RAZIGADE indique que ce n'est pas cela exactement le contexte du règlement intérieur. Certes la gratuité existe mais si vous pensez changer par rapport au temps il faut changer le règlement. Au niveau du règlement intérieur est-ce en lien par rapport à une élue de la majorité pour bénéficier aussi longtemps des installations parce qu'elle est présidente de l'association ? Il faut se poser la bonne question.

Monsieur le Maire explique qu'il s'agit d'une association de parents d'élèves et il faudrait l'exclure parce qu'une élue est présidente ? Ce n'est pas très équitable ! Si un jour il y avait un vote sur un budget quelconque elle ne devra pas y participer. Aujourd'hui pourquoi ne prêterait-on pas une salle à une association qui travaille dans l'intérêt général ? Il considère cela très sectaire.

Mme RAZIGADE souligne qu'il y a d'autres choses également.

Décision municipale n° 497 du 19 septembre 2023
Décision de confier à la SARL SEIRI, sise 134 rue de Font Caude à Montpellier (34080), la mission de maîtrise d'oeuvre pour des travaux de réaménagement de l'avenue Gaston Baissette.
Enveloppe prévisionnelle estimée à 1 000 000 € HT.
Forfait provisoire de rémunération du maître d'oeuvre : 39 500 € HT.

Décision municipale n° 504 du 21 septembre 2023
Décision de confier les travaux de façades en coeur de ville situés 119 et 129 rue de la Libération ainsi qu'au 2 et 26 rue Jean-Jacques Rousseau à Lunel, selon le détail suivant :
Lot 1 – Démolition – HBM – 3 000 € HT,
Lot 2 – Ravalement de façades – Façades 34 – 17 657,75 € HT,
Lot 3 – Menuiseries extérieures – SMD Fermetures – 7 307 € HT

Décision municipale n° 510 du 27 septembre 2023
Décision de fixer le forfait définitif de rémunération de la mission de maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement de l'espace public piétonnisé dans le cadre du renouvellement urbain du coeur de ville à 208 668 € HT, soit une plus-value de 34 778 € HT par rapport au montant initial du marché, au groupement Arcadi/Cabinet Merlin/Seiri.

Décision municipale n° 518 du 29 septembre 2023
Décision de passer un avenant n° 1 aux lots 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8 pour les travaux de création d'un guichet unique et d'un centre de supervision urbaine selon le détail suivant :
Lot 1 – Installation de chantier/maçonnerie/démolition/désamiantage - Marché initial : 82 390,47 € - Nouveau montant : 90 551,02 €,
Lot 3 – Plâtrerie/faux plafonds/menuiseries - Marché initial : 140 758 € - Nouveau montant : 143 350 €,
Lot 4 – Peinture/nettoyage - Marché initial : 30 963,14 € - Nouveau montant : 31 514,14 €,
Lot 5 – Sols souples/faïences – Montant initial : 39 999 € - Nouveau montant : 40 399 €,
Lot 6 – Électricité (CFO/CFA) – Montant initial : 59 748,40 € - Nouveau montant : 68 447 €,
Lot 7 – CVC/plomberie – Montant initial : 44 023,77 € - Nouveau montant : 46 856,58 €,
Lot 8 – Mobiliers d'agencement et luminaires décoratifs – Montant initial : 26 949,77 € - Nouveau montant : 26 742,34 €.

Sur la décision n° 497, Mme LEMAIRE souhaite connaître le parcours des pistes cyclables. Savoir où elles démarrent et où elles s'arrêtent.

Monsieur le Maire donne la parole à M. TAURELLE, DST, qui indique que sur l'avenue Gaston-Baissette la piste démarre entre le rond-point d'entrée de ville, au niveau de la clinique vétérinaire, tout le long de la rue des Étoffes et passe devant le lycée et le collège.

Sur la décision n° 504, Mme LEMAIRE demande si cela concerne les ravalements de façades des coquilles vides.

Réponse affirmative de Mme MICHEL.

Mme LEMAIRE souhaite un supplément d'informations sur les subventions allouées. C'est là ou elle voulait en venir précédemment parce que nous n'avons eu que les subventions sollicitées.

Sur la décision n° 510, Mme LEMAIRE demande des précisions sur la plus-value.

Monsieur le Maire donne la parole à M. TAURELLE, DST, qui explique que comme toute maîtrise d'oeuvre il y a un forfait de rémunération provisoire établit lors de la consultation de la maîtrise d'oeuvre et ensuite un ajustement avec un forfait de rémunération définitif qui se fixe sur le montant de l'enveloppe au niveau de l'avant projet fixé sur les travaux par la maîtrise d'oeuvre. L'enveloppe estimative est de 3 000 000 €, elle a été revue à la hausse, il a fallu intégrer toutes les contraintes ENEDIS et GRDF qui sont en cours de travaux sur la rue Jean-Jacques-Rousseau et de fait cela nécessite un complément d'études à la maîtrise d'oeuvre qui gère la requalification de l'espace public.

Mme LEMAIRE demande si ce type de problématiques ne peut pas être anticipé ?

M. TAURELLE, DST, répond par la négative car les délais de procédures sont assez longs et les études également.

Mme LEMAIRE indique qu'il faut être très attentifs car on a pu voir un avenant à 45 000 € pour le carrelage et nous étions vraiment sur des dysfonctionnements. Il faut donc être très attentifs sur toutes ces subventions que vous espérez pour finaliser votre grand projet, que l'on ne se retrouve pas avec des suppléments d'avenants.

Monsieur le Maire s'étonne qu'elle soulève une telle erreur car dans les mandats précédents il y a eu de nombreux avenants sur tous les dossiers et elle n'a jamais tiré la sonnette d'alarme ! Et sur des avenants bien plus importants que ceux là. Sur tous les contrats et marchés il y a forcément des avenants c'est quasiment imparable.

Mme LEMAIRE estime que Monsieur le Maire lui tend la perche en allant sur ce sujet, elle ne comptait pas y venir mais elle signale un manque de coordination, un manque de compétences sur le suivi des travaux.

Monsieur le Maire considère donc que cela était également vrai sur le mandat précédent.

Mme LEMAIRE lui rappelle qu'il était alors 1er Adjoint. Nous n'avions pas encore la Maison des Projets mais nous avions des techniciens qui étaient en place, vous ne les avez pas ! La responsable est partie, vous êtes sans un directeur des services techniques !

Monsieur le Maire estime qu'elle sort du cadre des décisions municipales et ne répondra pas sur ce type d'éléments.

Sur la décision n° 518, Mme LEMAIRE note que l'on passe des avenants pour le guichet unique et le centre de supervision urbaine. Elle souhaite alerter car samedi elle est passée en mairie récupérer son dossier du conseil municipal car elle ne dispose que 5 jours ouvrés et en l'occurrence le samedi matin pour le recueillir. Elle a trouvé porte close. C'est peut-être exceptionnel pendant les travaux. Pour autant il semblerait que cela va être constant. Mais s'il n'y a pas de permanence le samedi matin elle n'a pas de code d'accès.

Monsieur le Maire indique que l'on ne va pas maintenir un agent en heures supplémentaires afin qu'elle puisse venir récupérer son courrier !

Mme LEMAIRE souligne que la municipalité augmente les tarifs communaux et baisse les services à la population, ce qui est surprenant pour une ville de 26 000 habitants.

Monsieur le Maire souligne que cela se pratique dans toutes les villes. Mme LEMAIRE est trop éloignée de la comptabilité pour savoir qu'aujourd'hui nous essayons de rationnaliser nos dépenses. On ne maintient pas 2 agents durant une demie journée pour une permanence !

Mme LEMAIRE constate qu'en l'occurrence il y a quand même un problème. Si on lui assure qu'elle puisse récupérer les dossiers le vendredi soir elle passera le vendredi soir.

Monsieur le Maire rappelle que la mairie ferme ses portes à 18 h 00.

Mme LEMAIRE est choquée qu'une ville de 26 000 habitants applique une telle procédure.

Monsieur le Maire répète qu'elle trop éloignée de la réalité et en termes de masse salariale ce n'est pas lié à la ville, les dépenses nous les subissons.

Décision municipale n° 501 du 20 septembre 2023
Décision de confier une mission de maîtrise d'oeuvre pour les travaux d'aménagement d'un bassin mobile à l'EURL Laurent CARLES sis 11 boulevard de Strasbourg à Lunel.
Enveloppe prévisionnelle globale : 280 000 € HT.
Montant forfaitaire de la dépense 8 000 € HT.
Décision municipale n° 523 du 29 septembre 2023
Renouvellement de convention de mise à disposition du hall de la halle intercommunale sise avenue Louis-Médard à Lunel à l'association Cercle des Nageurs de Lunel, à titre gratuit, du 1er septembre 2023 jusqu'au 31 août 2024.

Sur la décision n° 501, M. BARBATO veut savoir si une décision a été pris, s'il y aura un bassin car dans ses souvenirs ce n'était pas tranché. Donc le bassin coûte 280 000 € HT. Il espère que cela sera utile aux clubs de natation et que correspond vraiment à leurs besoins.

Monsieur le Maire fait remarquer que la ville fait sont possible et que nous avons répondu à leur demande. Demain il se pourrait que le choix ne soit pas suffisant.

Sur la décision n° 523, M. BARBATO note qu'il s'agit de l'ancien déversoir en tête de station d'épuration. Il souhaite savoir si ce déversoir est prévu dans les travaux de réalisation de la station d'épuration. Comment ces travaux sont-ils arrivés ? Pourquoi maintenant ? C'est en plus ?

Monsieur le Maire donne la parole à M. TAURELLE, DST, qui répond par l'affirmative, c'est effectivement en plus. C'est une conformité nécessaire et le dossier doit être instruit une fois que la station d'épuration est livrée et conforme. Nous avons instruit le dossier, nous avons anticipé avant la réception de la station pour constituer ce dossier.

M. BARBATO demande si cela augmente le coût de la station d'épuration.

M. TAURELLE, DST, indique que ce n'est pas lié aux travaux mais fait partie du fonctionnement général de la station, c'est une évolution.

M. BARBATO demande si cela ne peut pas se prévoir au préalable parce que c'est dimensionné par rapport à la station d'épuration.

M. TAURELLE, DST, explique que ce sont des contrôles en cours qu'il faut effectuer une fois que la station est livrée dans son débit nominal.

M. BARBATO demande si l'enveloppe a été calibrée ?

M. TAURELLE, DST, répond qu'effectivement nous connaissions l'enveloppe.

Le Conseil Municipal, prend acte des décisions municipales prises pendant la période allant du 6 septembre 2023 au 24 octobre 2023.

9.2 - COMMUNICATION DES ARRÊTÉS RELATIFS À LA DÉLIVRANCE ET LA REPRISE DES CONCESSIONS DANS LES CIMETIÈRES

Rapporteur : Monsieur le Maire.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 septembre 2020 prise en application des dispositions de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Monsieur le Maire communique, pour information au Conseil Municipal, les actes relatifs à la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières prises pendant la période allant du 7 septembre 2023 au 4 octobre 2023.

N°	Date	Titres
0794	07/09/23	Attribution d'une concession 30 ans non constructible d'une superficie de 2 places dans le cimetière communal Saint-Gérard à Madame X à compter du 29 août 2023 afin d'inhumer son époux Monsieur X et d'y fonder une sépulture familiale. Montant de la concession nouvelle : 688 €.
0795	07/09/23	Attribution d'une concession 30 ans non constructible d'une superficie de 2 places dans le cimetière Saint Gérard à Monsieur X à compter du 22 août 2023 afin d'inhumer Monsieur Y et d'y fonder la sepulture familiale. Montant de la concession nouvelle : 688 €.
0860	04/10/23	Attribution d'une concession 30 ans non constructible d'une superficie de 2 places dans le cimetière communal Saint-Gérard à Madame X à compter du 28 septembre 2023 afin d'inhumer son époux Monsieur X et d'y fonder une sépulture familiale. Montant de la concession nouvelle : 688 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir prendre acte de ces arrêtés.

Le Conseil Municipal, prend acte des arrêtés relatifs à la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières prises pendant la période allant du 7 septembre 2023 au 4 octobre 2023.

Monsieur le Maire annonce la date éventuelle du prochain Conseil Municipal : mercredi 13 décembre 2023 à 17 h 00.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 45.

Le Maire,

Pierre SOUJOL

La secrétaire de séance,

Annabelle DALLE